

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives

5 Juillet 1951 — 2 Décembre 1955



2^e PARTIE

TABLE NOMINATIVE



TOME I

(Lettres A à E)



NUMELEX

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1956

2^E PARTIE

TOME I (LETTRES A à E)

N O M S

Par ordre alphabétique.

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 17 juin 1951), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- au groupe politique auquel il s'est inscrit (1),
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc. . .

Voir l'avertissement en tête de la 1^{re} partie (TABLE DES MATIÈRES).

N O T A

A partir du présent volume,

Toutes indications relatives aux impressions du **Conseil de la République** et aux interventions de MM. les **Sénateurs** figurent dans

« **LA TABLE DES DÉBATS** »

publiée par le Service des **Archives** de cette **Assemblée**.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des **ANNALES-DÉBATS** du Conseil de la République.

(1) Les appartenances mentionnées dans le présent volume sont les dernières en date.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

F.....	Feuilleton.
J. O.....	Journal officiel (Lois et décrets).
P.....	page.

*(Voir la liste complète des abréviations en tête du 1^{er} volume de la **Table des matières.**)*

SIGLES DES GROUPES POLITIQUES

A. R. S.....	Groupe indépendant d'action républicaine et sociale.
C.....	Groupe communiste.
I. O. M.....	Groupe des Indépendants d'outre-mer.
I. P.....	Groupe indépendant paysan.
M. R. P.....	Groupe du Mouvement républicain populaire.
N. I.....	Non inscrits.
P. C. D.....	Groupe paysan et du Centre démocratique.
R. I.....	Groupe des Républicains indépendants.
R. P.....	Groupe des Républicains progressistes.
R. R. S.....	Groupe républicain radical et radical socialiste.
R. S.....	Groupe des Républicains sociaux.
S.....	Groupe socialiste.
U. D. S. R.....	Groupe de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance et des Indépendants de gauche.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME LÉGISLATURE

(1951 - 1955)

TABLE NOMINATIVE



ABELIN (M. Pierre), *Député de la Vienne*
(M. R. P.).

Secrétaire d'Etat aux Finances

(Cabinet PINAY)

du 19 septembre 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 1^{er} mars 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [24 mars 1953] (F. n° 251); de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération

économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46); par la Commission de la défense nationale, comme membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir un statut des entreprises publiques, n° 195. — Le 30 août 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 881) portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, n° 910. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 980) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture), n° 1323. — Le 20 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la commission des finances sur le projet de loi (n° 980) et la lettre rectificative (n° 1600) au projet de loi relatif au développe-

ment des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). n° 1627. — Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2043) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 980) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). n° 2146. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi relative au règlement des créances de ressortissants français sur l'Allemagne, n° 2950. — Le 20 mars 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 829) de MM. Hoefel et Wehrung, sénateurs, tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, n° 2987. — Le 27 novembre 1952, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, pour l'année 1953, n° 4879. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi tendant à assurer le financement de la commémoration du 4^e centenaire de la mort de Rabelais, n° 6004.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, en qualité de *Rapporteur* [30 août 1951] (p. 6643); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'exposé de M. René Mayer, la gravité de la situation économique et financière, hausse des prix plus forte en France qu'ailleurs)* [16 novembre 1951] (p. 8168 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur* [21 novembre 1951] (p. 8252, 8253); Chap. 1250 : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du génie rural (Primes de rendement aux agents du génie rural)* (p. 8270); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du génie rural (Reclassement du personnel du génie rural)* (p. 8271); Chap. 3350 : *Etude du statut de la coopération* (p. 8279); Chap. 3440 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux*

d'hydraulique agricole (p. 8288); Chap. 3480 : *Demande de rétablissement des crédits pour les eaux et forêts présentée par le Gouvernement* (p. 8290); Chap. 4010 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 8292); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Sa demande de renvoi à la Commission* [14 décembre 1951] (p. 9200); Art. 4 : *Recettes du fonds d'investissement routier* (p. 9208); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 2 : *Amendement de M. Nazi Boni tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française* [22 décembre 1951] (p. 9607); *Amendement de M. Peytel relatif à la composition d'un comité de gestion du fonds de soutien des hydrocarbures* (p. 9609); Art. 4 : *Demande de renvoi à la Commission de l'article présentée par M. Rochet « Financement de l'allocation temporaire aux vieux »* (p. 9614); *Amendements de MM. André-François Mercier, Noël, Corniglion-Molinier tendant à rétablir les crédits pour le budget annexé des constructions aéronautiques (Achèvement des avions entrepris)* (p. 9608); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Choix nécessaire entre les priorités nationales, les difficultés de trouver suffisamment d'argent pour une politique internationale forte, la modernisation du réseau routier, l'inflation en 1951, la réforme fiscale, l'application du plan comptable aux entreprises, le crédit aux secteurs libres et nationaux, les économies votées par le M. R. P., les lois cadres)* [1^{er} janvier 1952] (p. 2 et suiv.); Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* [26 février 1952] (p. 1023 et suiv.); — du projet de loi portant approbation de deux conventions avec la Banque de France; en qualité de *Rapporteur* : *Prêt de 22 tonnes d'or au fonds de stabilisation des changes, prêt de 100 millions de dollars par l'U. E. P., reconduction de l'avance de 25 milliards faite par la Banque de France* [13 mars 1952] (p. 1277 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1952; Art. 37 : *Evaluation du stock des entreprises* [4 avril 1952] (p. 1908); Art. 43 : *Amnistie fiscale* (p. 1921 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 37 : *Son amendement relatif à l'évaluation fiscale des stocks des sociétés et à la définition de la notion du stock-outil* [12 avril 1952]

(p. 2266, 2267). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Pinay) le 18 septembre 1952 (*J. O.* du 19 septembre 1952, p. 9146).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Joseph Denais relative à la validation des actions Royal Dutch [7 novembre 1952] (p. 4833); — de M. Roger Duveau sur les transferts de francs métropolitains dans la zone C.F.A. [7 novembre 1952] (p. 4833). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Déblocage de 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5401 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; Art. 1^{er}; *Amendement de M. Bégouin tendant à insérer un article affectant les bénéfices de la Loterie nationale au budget des anciens combattants* [2 décembre 1952] (p. 5898, 5899); — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Discussion générale (Aide à la construction navale)* [4 décembre 1952] (p. 5946); *Question préalable de M. Lamps (Ses observations sur les taxes de la betterave)* [5 décembre 1952] (p. 5982); *Discussion générale (Etatisation de la sécurité sociale)* (p. 5989 et suiv.); *Injustice des impôts directs* (p. 6023); *Taxation forfaitaire des agriculteurs* (p. 6028); *Aide aux investissements privés productifs* [6 décembre 1952] (p. 6050, 6051); Art. 27 : *Amendement de M. Sauer tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* [9 décembre 1952] (p. 6092, 6093); *Déclare retirer l'article* (p. 6093); Art. 30 : *Demande de disjonction de l'article relatif à l'assiette de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6157); *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir un abattement à la base, égal au salaire minimum pour les revenus des propriétés bâties à usage d'habitation* (p. 6158, 6159); Art. 31 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier, présentée par M. Rochet* (p. 6160); Art. 33 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la révision des évaluations cadastrales tous les cinq ans, présentée par M. Rochet* (p. 6161); Art. 35 : *Demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales, présentée par*

M. Rochet (p. 6162, 6163); Art. 38 : *Taxation des artisans* (p. 6164); *Amendement de M. Leenhardt tendant à permettre aux artisans l'emploi de la force motrice et la constitution de stocks* (p. 6165, 6166); Art. 39 : *Amendement de M. Ferri relatif aux allocations forfaitaires pour frais de représentation et de déplacements* (p. 6167); Art. 40 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des frais de représentation, de déplacement et autres frais professionnels des entreprises, présentée par M. Boisdé* (p. 6168); Art. 41 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux sanctions aux infractions concernant des inexacitudes dans les inscriptions comptables, présentée par M. Denais* (p. 6170); Art. 46 : *Taxe proportionnelle sur les tantièmes, jetons de présence et rémunération des membres des conseils d'administration* (p. 6170); *Amendement de M. Denais tendant à supprimer l'article taxant la rémunération des administrateurs de sociétés* (p. 6171); *Amendement de M. Ferri tendant à assimiler les directeurs de sociétés à des salariés* (p. 6187); Art. 49 : *Amendement de M. Simonnet relatif aux impôts prélevés sur les droits des auteurs vivants* (p. 6189); Art. 51 : *Déductions accordées pour frais professionnels à certaines catégories de contribuables* (p. 6190); *Amendement de M. Gosnat tendant à porter à 25 0/0 la déduction à titre de frais professionnels* (p. 6190, 6191); *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif à la déduction des allocations spéciales pour frais de représentation et de déplacement* (p. 6191, 6192); Art. 52 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie, présentée par M. Couston* (p. 6193 et suiv.); *Amendement de M. Couston tendant à taxer les propriétaires d'automobiles sur 25.000 francs par cheval-vapeur forfaitairement* (p. 6196); Art. 66 : *Amendement de M. Rincent tendant à disjoindre l'article limitant les privilèges et le nombre des bouilleurs de cru* (p. 6199); Art. 67 : *Amendement de M. Liautey tendant à supprimer l'article rendant obligatoire le conditionnement en bouteilles de l'alcool commercialisé* [12 décembre 1952] (p. 6231); *Amendement de M. Liautey tendant à reporter l'application de l'article à 1955 sur demande des conseils généraux départementaux* (p. 6232); Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 francs*

par hectolitre d'alcool, présentée par M. Maurellet (p. 6233, 6234); Déclare retirer l'article (p. 6234); Art. 99: Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à supprimer l'article interdisant les exonérations d'impôts ou diminutions de recettes (p. 6235); Amendement de M. Lumps tendant à supprimer la dernière phrase prévoyant la caducité de l'article en certains cas (p. 6235) Art. 102: Demande de disjonction de l'article prévoyant la simplification du recouvrement de l'impôt, présentée par M. Cristofol (p. 6246); amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à supprimer l'adaptation prévue des mesures de recouvrement de l'impôt (p. 6248); Art. 103 bis: Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation (p. 6249, 6250); Art. 106; Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à ne pas majorer en 1952 les impôts payés par les exploitants agricoles (p. 6253); Article additionnel: Amendement de M. Borey tendant à permettre d'inclure l'assurance-caution parmi les garanties exigées par certaines administrations comme cautions [21 décembre 1952] (p. 6855); Ordre de discussion des amendements (p. 6871); Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation (p. 6875, 6876); Sous-amendement de M. Soustelle tendant à ne taxer les rhums qu'à 48.000 francs par hectolitre (p. 6877); Amendement de M. Deixonne tendant à permettre de déduire des bénéfices imposables, les dons aux comités d'entreprise (p. 6881); Amendement de M. Rousselot relatif à l'exonération fiscale accordée aux jeunes agriculteurs débutants (p. 6881, 6882); Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire à 9 0/0 le taux de la taxe proportionnelle pour les revenus inférieurs à 200.000 francs (p. 6884); Amendement de M. Darou relatif à l'imposition des infirmes ou invalides de 40 0/0 et plus (p. 6884); Amendements de M. Draveny relatifs à l'imposition des artisans et assimilés (p. 6885); Amendement de M. Pronteau tendant à majorer l'abattement à la base pour la taxe proportionnelle (p. 6886); Amendement de M. Lamps tendant à tenir compte d'un minimum vital de 360.000 francs dans la surtaxe progressive (p. 6887); Amendement de M. Triboulet tendant à exonérer le produit de la distribution de courant électrique par les collectivités locales (p. 6888); Amende-

ment de M. Ferri relatif aux portefeuilles des sociétés à responsabilité limitée (p. 6888); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à considérer l'ascendant d'une femme seule comme personne à charge (p. 6888); Amendement de M. Lebon tendant à faire la déclaration de bénéficiaires dans les six mois de la clôture de l'exercice (p. 6889); Amendement de M. Bouxom tendant à exonérer du versement forfaitaire sur les domestiques les vieillards et infirmes (p. 6889); Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à instituer une taxe unique sur les engrais (p. 6890, 6891); Amendement de M. Faggianelli tendant à instituer une taxe unique à la production sur les engrais (p. 6892); Amendement de M. Raffarin tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail (p. 6892 et suiv.); Sous-amendement de M. Montillot tendant à ne majorer les taxes sur la viande que d'un franc par kilo (p. 6894, 6895); Amendement de M. Jean Paul Palewski relatif au régime fiscal des aviculteurs (p. 6898); Amendement de M. Lucas tendant à exonérer de taxes le lait et le beurre (p. 6899); Amendement de M. Viatte tendant à exonérer de la taxe sur les transactions les ventes de blé et de farine et à unifier les taxes sur les blés (p. 6899); Amendement de M. Simonnet tendant à ne pas assujettir à la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile (p. 6900, 6901); Amendement de M. Minjoz tendant à exonérer les établissements de bains douches (p. 6901); Demande de suspension de séance présentée par M. P. Meunier (p. 6901); Amendement de M. P. Meunier tendant à ne pas assujettir les sociétés coopératives artisanales aux taxes sur le chiffre d'affaires (p. 6901, 6902); Amendement de M. Cayeux tendant à ne pas inclure les taxes dans le prix de vente (p. 6903); Amendement de M. Badie tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins (p. 6903); Amendement de M. Rochet tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins ordinaires (p. 6904); Amendement de M. Saint-Cyr tendant à taxer les vins d'après leur valeur (p. 6904); Amendement de M. Pineau tendant à instituer une taxe unique pour les cidres (p. 6904); Amendement de M. Raffarin tendant à fixer à 15 0/0 la taxe sur les primes d'assurances contre tous les risques agricoles (p. 6906, 6907); Amendement de M. Meck tendant à exonérer de taxes les contrats des mutuelles jusqu'à concurrence de 100.000 francs de rente (p. 6907);

Amendement de M. Gabelle tendant à exonérer de droits de mutation par décès le montant des livrets de Caisse d'épargne (p. 6908); *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à exonérer de droits de mutation entre époux jusqu'à concurrence de 10 millions* (p. 6908); *Amendement de M. Paquet tendant à exonérer de droits jusqu'à concurrence de 5 millions les donations ou cessions entre co-héritiers* (p. 6909); *Amendement de M. Meck tendant à exonérer de droits de succession le capital décès versé par la Sécurité sociale* (p. 6909); *Amendement de M. Dorey tendant à exonérer de droits de succession les transmissions faites à des adoptés* (p. 6909); *Amendement de M. Raffarin tendant à exonérer de droits de timbres les reçus d'apports de vendanges* (p. 6910); *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à assujettir les arsenaux de la marine aux impôts pour leur activité de reconversion* (p. 6911); *Amendement de M. Médecin tendant à détaxer les établissements de tourisme n'ayant qu'une activité saisonnière* (p. 6911); *Amendement de M. Deixonne relatif au taux de la redevance sur le charbon* (p. 6912); *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre aux syndicats de communes, la perception d'une taxe pour l'électrification* (p. 6912); *Amendement de M. Médecin tendant à affecter une partie du produit de la taxe locale aux communes touristiques pour leur équipement* (p. 6913); *Amendement de M. Anthonioz tendant à exonérer les hôtels de tourisme de la taxe communale sur les locaux loués meublés* (p. 6913, 6914); *Amendement de M. Mabrut tendant à fixer à 65 centimes par bouteille la surtaxe sur les eaux minérales en faveur des communes thermales* (p. 6915); *Amendement de M. Minjoz tendant à accorder des délais de paiement pour les droits de succession* (p. 6916); *Amendement de M. Degoutte tendant à permettre aux entreprises travaillant pour l'Etat de payer leurs impôts avec leurs créances impayées* (p. 6917); *Amendement de M. Daguin tendant à rembourser à la sécurité sociale ses dépenses pour l'établissement du relevé par médecin, dentiste et sage-femme des sommes perçues* (p. 6917); *Amendement de M. Bouxom tendant à exonérer de la redevance sur les postes de radio les vieux travailleurs salariés* (p. 6918); *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à laisser au Parlement la fixation des tarifs de douane* (p. 6918); *Amendement de M. Leenhardt relatif au taux des droits de quai des ports maritimes*

(p. 6919); *Amendement de M. Liautey tendant à fixer à 3,25 0/0 le taux de la taxe en faveur du Fonds forestier national* (p. 6919, 6920); *Amendement de Mme Lempereur tendant à permettre aux aveugles et grands infirmes le cumul de leur pension avec des ressources personnelles supérieures au minimum vital* (p. 6920); *Amendement de M. Benoist relatif à la réparation intégrale des dommages mobiliers par l'Etat* (p. 6921). — Répond à une question de M. Denais relative à la créance des Français dépouillés de leur or par les Allemands [5 décembre 1952] (p. 6000). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR; Art. 14 : *Taxe pour le Fonds forestier national* [15 décembre 1952] (p. 6397); Art. 17 : *Demande de disjonction de l'article accordant des avantages fiscaux aux capitaux investis pour la recherche du pétrole, présentée par M. Gondoux* (p. 6398); Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* (p. 6398); Art. 25 : *Amendement de M. Kuehn tendant à prévoir la majoration par décret de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 6403); *Amendement de M. Charpentier tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 6403); Art. 31 : *Amendement de M. Chassaing tendant à prévoir une loi pour fixer la répartition des crédits du Fonds forestier national* (p. 6407); Art. 1^{er}, Etat A : *Matériel des établissements de l'éducation nationale (normes du matériel scolaire)* (p. 6409); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les carburants nationaux (schistes bitumineux d'Autun)* (p. 6415); *Amendement de M. Gondoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le développement de la production des hydrocarbures nationaux (S.N.A.P. et Pechelbronn)* (p. 6416); Art. 4, Etat D : *Allocation vieillesse (taxe statistique sur les échanges entre l'Algérie et la France)* [19 décembre 1952] (p. 6613); *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la production cinématographique (crise du cinéma et concurrence américaine)* (p. 6614); *Amendement de M. de Tinguy tendant à prévoir des avances au Fonds national de l'habitat* (p. 6615, 6616); Article additionnel : *Amendement de M. Chassaing tendant à fixer à 3 0/0 le taux de la taxe au profit du Fonds forestier national* (p. 6618); *Application de l'article 48 du règlement* (p. 6619). — Donne sa démission

de *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [7 janvier 1953].

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Les économies administratives possibles fort limitées, les dépenses militaires et leurs implications; le problème de « l'impasse » ou des crédits bancaires, le « Fonds d'expansion économique » et les conditions d'une expansion réelle; dangers de l'ajournement répété des mesures d'assainissement)* [7 juillet 1953] (p. 3274 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le plein emploi du personnel et l'utilisation du matériel des manufactures d'armes de l'Etat, dans l'hypothèse d'une diminution d'activité [29 octobre 1953] (p. 4640). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (M. E. Faure) sur le budget de 1954 (*Réserves touchant l'accroissement de 10 0/0 du chiffre global des investissements*) [5 novembre 1953] (p. 4847). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 9 bis : *Son amendement relatif à l'intégration des fonctionnaires titulaires d'un doctorat* [11 décembre 1953] (p. 6524); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 23 : *Son amendement tendant à rétablir le texte du Gouvernement relatif à la dotation des mines de potasse d'Alsace et de l'O.N.I.A.* [12 décembre 1953] (p. 6618); Art. 33 : *Demande de disjonction par Mme Lefebvre, de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946* (p. 6623); Art. 44 ; *Amendement de M. Catoire tendant à ramener le taux d'intérêt des prêts à 4,5 0/0 pour les Charbonnages de France* (p. 6625); Art. 36, Etat I : *Contribution du Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements (insuffisance des détails du plan d'investissement)* [13 décembre 1953] (p. 6662, 6663); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. Art. 33 bis : *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à indemniser les compagnies*

d'assurances par des titres émis en 1954 et amortis à partir de 1955 [31 décembre 1953] (p. 7267); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954 : *Discussion générale (Erreurs de la fiscalité française, réduction des crédits militaires, insuffisance de l'augmentation des investissements, le deuxième plan d'équipement, la réforme fiscale, la libération des échanges économiques)* [13 décembre 1953] (p. 6705 et suiv.); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par M. Bayrou (Budget des dépenses militaires)* (p. 6720, 6724); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Demande de rétablissement du texte voté en première lecture interdisant aux parlementaires tout accroissement de dépenses ou diminution de recettes, présentée par le Gouvernement (loi des maxima)* [31 décembre 1953] (p. 7270); Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* (p. 7276); Art. 28 ter : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux taux des droits applicables aux fusions de sociétés* (p. 7278, 7279); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires; Art. 1^{er} : *Ouverture de 178.259.322.000 francs de crédits pour janvier et février 1954 (Insuffisance de la protection des civils, commandes off shore américaines)* [29 décembre 1953] (p. 6957, 6958). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au prix des aliments du bétail et des engrais [12 février 1954] (p. 267). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 : DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES (SECTION COMMUNE); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Montolat (Application du bordereau des salaires proposé par le syndicat F. O. des travailleurs de l'Etat, perspectives d'avenir et licenciement dans les arsenaux ou manufactures de Saint-Etienne, Tulle et Châtellerault, les commandes off shore)* [18 mars 1954] (p. 990); SECTION GUERRE; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-32 : *Situation de nos fabriques d'armement, cas de la manufacture de Châtellerault* [19 mars 1954] (p. 1046); *Sa demande de renvoi en commission du chapitre 31-32 (Réduction des crédits pour l'Indochine, manque de*

crédits pour les armes, les possibilités de décentralisation) [19 mars 1954] (p. 1071, 1072), le retire (p. 1073); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Taxes frappant la division du travail)* [24 mars 1954] (p. 1225); *Son contre-projet (Détaxation des investissements véritables, taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les prestations de service, limitation à trois impôts d'Etat)* [25 mars 1954] (p. 1256 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement (Taxe à la valeur ajoutée, impôt unique et suppression des taxes en cascade)* (p. 1283, 1284); *Suppression de la taxe sur les transactions* (p. 1285); Art. 3 : *Son amendement (Régime applicable aux producteurs vendant au détail des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée)* [26 mars 1954] (p. 1334, 1335); Art. 4 : *Son amendement (Assujettissement à la T. V. A. des entreprises de transport)* (p. 1336); *Sa demande de réserver l'article 4 jusqu'au vote de l'article 8* (p. 1336); Art. 7 : *Son amendement (Harmonisation des articles 1^{er} et 7)* (p. 1343); Art. 8 : *Son amendement (Application de la déduction uniquement aux investissements inscrits au compte d'immobilisation)* (p. 1344, 1345); Art. 4 : *Son amendement (Option pour l'assujettissement à la T. V. A.)* (p. 1361); le retire (ibid); Art. 7 : *Son amendement (Assiette de la taxe de transaction)* (p. 1361); Art. 9 bis : *Sa demande de disjonction de l'article concernant les exonérations de la taxe sur les transactions* (p. 1361); la retire (p. 1362); Art. 9 ter : *Sa demande de disjonction* (p. 1362); la retire (ibid); *Amendement de M. Leenhardt (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grossiste et de détaillant)* (p. 1362); Art. 15 : *Son amendement (Suppression des taxes à l'achat)* (p. 1364); le retire (ibid); Art. 16 : *Son amendement (Taux de la taxe sur le produit de laquelle sont attribués des fonds pour l'application de la loi Barangé)* (p. 1364); Art. 22 A : *Son amendement tendant à modifier l'article* [29 mars 1954] (p. 1387); le retire provisoirement (ibid); Art. 22 B : *Son amendement (Fixation du taux de la T. V. A.)* (p. 1388); le retire (ibid); Art. 22 C : *Sa demande de disjonction (Détaxation des prestations de services ayant grevé les affaires de transport)* (p. 1389); le retire (ibid); *Demande de disjonction de l'article 22 D à l'article 22 M formulée par M. Bénard (Application de la T. V. A. aux grossistes)* (p. 1390, 1391);

Art. 22 O : *Inutilité des dispositions de l'article* (p. 1396); Art. 22 P : *Amendement de M. Bénard (Taxe sur la valeur ajoutée pour le commerce de gros; Sa demande de réserver l'article 22 P)* (p. 1399); Art. 47 : *Mesures tendant à favoriser la formation d'épargne (Dangers de fraudes, investissements non conformes à l'intérêt général)* (p. 1432, 1433); Art 1^{er} : *Progrès insuffisant réalisé par la réforme fiscale* (p. 1442); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Exonération de la T. V. A. pour les amendements calcaires destinés à l'agriculture* [9 avril 1954] (p. 1989, 1990); Art. 42 ter : *Système des amortissements accélérés* (p. 1998, 1999); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 47-51 : *Contrôle des colonies de vacances, accident de Mlle Doublet* [1^{er} avril 1954] (p. 1680, 1681); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES) pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Rémunération des agents à l'étranger* [6 décembre 1954] (p. 5858); *Son rappel au Règlement : organisation du débat, limitation du temps de parole* (ibid.); Chap. 42-23 : *Assistance technique bilatérale* (p. 5863). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du budget des Etats associés*) [10 décembre 1954] (p. 6061). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Clauses politiques des accords de Genève* [20 décembre 1954] (p. 6628, 6629); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale : Aspects économiques des accords, rappel des desiderata de l'Assemblée (ordres du jour concordants de septembre) et du Gouvernement lui-même, touchant l'institution d'une véritable Agence européenne de production des armements, positions contradictoires adoptées par M. P.-O. Lapie dans ses deux rapports successifs (pouvoirs « excessifs » pour le Commissariat de la C.E.D., contrôles insuffisants prévus aux Accords), possibilités de collaboration internationale dans l'industrie mécanique, atomique, aéronautique et en Afrique du Nord (Colomb-Béchar), retard économique croissant de la France et de l'Europe* [23 décembre 1954] (p. 6792 à 6794). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires écono-*

miques (Cabinet Edgar Faure) [1^{er} mars 1955] (*J. O.* du 2 mars 1955, p. 2263).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques, Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Louvel (Droits des collectivités locales et des autorités concédantes en matière d'électricité et de gaz)* [22 mars 1955] (p. 1818); Art 1^{er} : *Amendement de M. Louvel (Codification du contrôle des entreprises nationalisées)* (p. 1819); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : *Achat des aciéries de Voelklingen à la famille Roechling* [1^{er} avril 1955] (p. 2297); Art. 16 : *Aciéries Voelklingen* (p. 2301). — Répond à une question : de M. de Léotard relative aux règles d'attribution du fonds de la taxe d'encouragement à la production textile [6 mai 1955] (p. 2579); — de M. Deixonne relative aux dépenses des établissements scolaires privés [6 mai 1955] (p. 2579, 2580). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Motion préjudicielle de M. Degoutte (résultats du premier plan)* [10 mai 1955] (p. 2643); *Sanction, par une loi, d'un instrument d'orientation* (p. 2644); *Déroulement du débat* [18 mai 1955] (p. 2899). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre [5 juillet 1955] (p. 3629 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique : *Demande de renvoi à la Commission des affaires économiques formulée par M. Gazier* [11 juillet 1955] (p. 3787, 3788). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [14 septembre 1951] (p. 7377); [19 septembre 1951] (p. 7449); [22 janvier 1953] (p. 141); [11 février 1954] (p. 178); [14 mai 1954] (p. 2416); [28 juillet 1954] (p. 3670). = Obtient des congés [14 septembre 1951] (p. 7377); [19 septembre 1951] (p. 7449); [22 janvier 1953] (p. 141); [11 février 1954] (p. 178); [14 mai 1954] (p. 2416); [28 juillet 1954] (p. 3670).

AIT-ALI (M. Ahmed), Député d'Alger (2^e Collège) (*app. M. R. P.*).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé : Secrétaire de la Commission de l'intérieur [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); Secrétaire de la Commission des pensions [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des boissons [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [10 mars 1953] (**F. n° 245**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi n° 49-756 du 9 juin 1949 supprimant les chambres correctionnelles économiques, n° 5993.

Interventions :

Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour un rapport d'élection [31 juillet 1951] (p. 6125). — Son rapport sur les élections du département d'Oran (2^e Collège) [10 août 1951] (p. 6328) — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (2^e Collège); en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6423, 6424); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales; Article unique : *Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie* [15 décembre 1953] (p. 6864); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Art. 1^{er}, état A, Chap. 31-31 :

Amendement de M. Ribère (Situation des personnels civils de la Défense nationale en Algérie) [18 mars 1954] (p. 1014); — du projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : *Discussion générale (Extension de l'enseignement du français en Kabylie)* [6 avril 1954] (p. 1810); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap 35.41 : *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Création d'écoles professionnelles en Algérie)* [13 décembre 1954] (p. 6278); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Etat A, Chap 46-21 : *Pavillon des étudiants algériens* [24 janvier 1955] (p. 175). = S'excuse de son absence [6 novembre 1951] (p. 7662), [28 octobre 1955] (p. 5339). — Obtient un congé [6 novembre 1951] (p. 7662).

ANDRÉ (M. Adrien), Député de la Vienne (R.S.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902) = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant au rétablissement du scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 63. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la date de la deuxième session ordinaire des conseils généraux, n° 702. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation des décrets nos 55-117 et 55-118 du 20 janvier 1955 pris en application de la loi n° 54-809 du 11 août 1954 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 10657.

ANDRÉ (M. Pierre), Député de Meurthe-et-Moselle (R. I.).

Son élection est validée [17 juillet 1954] (p. 5944) = Est nommé : Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [22 novembre 1954] (F. n° 447). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de loi étendant le régime des assurances sociales et des prestations en nature de l'assurance-maladie et de la longue maladie à certaines veuves de salariés, n° 648. — Le 10 août 1951, une proposition de loi précisant la portée de l'article 65 nouveau (loi du 10 septembre 1947) de la loi du 30 octobre 1946 relative à la faute inexcusable en autorisant l'assurance de ce risque sous la réserve d'une franchise obligatoirement supportée par l'employeur, n° 649. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les salariés et les employeurs des charges sociales au-delà des quarante heures de travail, n° 650. — Le 17 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans le commerce de détail un régime de travail compatible avec le plein emploi et les intérêts du consommateur, n° 3678. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi organisant les structures ministérielles de la défense nationale, n° 10715. — Le 25 mai 1955, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur : I. le projet de loi (n° 10809) portant organisation générale de la défense nationale; II. les propositions de loi : 1° de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues (n° 10715) organisant les structures ministérielles de la Défense nationale; 2° de M. de Villeneuve (n° 10731) portant organisa-

tion générale de la défense nationale, n° 10842 (rectifié). — Le 22 juin 1955, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur : I. le projet de loi (n° 10958) portant organisation générale de la Défense nationale et des Forces armées ; II. les propositions de loi : 1° de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues (n° 10715) organisant les structures ministérielles de la Défense nationale ; 2° de M. de Villeneuve (n° 10731) portant organisation générale de la Défense nationale, n° 10993. — Le 21 juillet 1955, un avis, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 9808) et la lettre rectificative (n° 11107) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. — Services de la Défense nationale. — A. — Secrétariat général permanent de la Défense nationale) pour l'exercice 1955, n° 11279. — Le 29 juillet 1955, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant organisation générale de la défense nationale, n° 11393. — Le 20 octobre 1955, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 11503) relatif à la situation des personnes appelées sous les drapeaux en exécution d'engagements pour la durée de la guerre, n° 11650.

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le problème scolaire, la nécessité de soutenir financièrement les écoles libres* [2 août 1951] (p. 6167, 6168) ; — à la discussion du rapport sur les opérations électorales du Moyen Congo (collège indigène) : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6420). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'échelle mobile aux U.S.A.)* [13 septembre 1951] (p. 7317) ; (*Ses observations sur la folie de l'échelle mobile, ses conséquences économiques et budgétaires, l'application de l'échelle mobile à l'étranger, le danger d'inflation, l'attitude des socialistes en 1936 opposés à l'automatisme de l'échelle mobile*) [14 septembre 1951] (p. 7383, 7384, 7385, 7386, 7387, 7388) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la*

ruine de la monnaie et de l'économie française grâce à l'échelle mobile) [20 septembre 1951] (p. 7526, 7527, 7528) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés françaises, l'insuffisance du développement de la production par rapport à 1929, la mort de l'épargne, le déficit des entreprises nationalisées, l'abondance exagérée des fonctionnaires, la nécessité d'emprunter)* [16 novembre 1951] (p. 8170 et suiv.) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des charges fiscales en France)* [6 décembre 1951] (p. 8872) ; *Ses observations sur l'attitude anglaise, la position allemande dans l'avenir, la réduction de la production de charbon dans l'avenir, la concurrence de l'acier allemand, la décartellisation allemande, l'accord de déconcentration, la pénurie de charbon toujours possible en France, sa demande de renvoi à la Commission et d'ajournement de la ratification* [7 décembre 1951] (p. 8954) ; *Sa motion d'ajournement de la ratification du traité* (p. 8968) ; *Son rappel au Règlement (vote public à la tribune)* (p. 8968, 8969) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre sa motion d'ajournement* [11 décembre 1951] (p. 9004 et suiv., 9011, 9012) ; Article premier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article* [13 décembre 1951] (p. 9113 et suiv.) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis : Guerre d'Indochine* [28 décembre 1951] (p. 10051, 10052) ; Chap. 1535 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (différence de solde avec les troupes des T.O.M.)* (p. 10090) ; Chap. 9702 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour installations domaniales* [29 décembre 1951] (p. 10093) ; le retire (p. 10094) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (nouveau mode de calcul de la surtaxe progressive)* [1^{er} janvier 1952] (p. 11) ; Art. 70 : *Amendement de M. Denais tendant à créer une taxe d'armement de 1 0/0 additionnelle à la taxe de transaction* [26 février 1952] (p. 1031) ; — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement alle-

mand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (les prétentions allemandes, le dilemme armée européenne-Wermacht, le sacrifice de l'armée nationale française, M. Schuman, lorrain)* [16 février 1952] (p. 730 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 15 : *Son amendement de forme* [3 avril 1952] (p. 1836); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'article 43 portant amnistie fiscale* [8 avril 1952] (p. 1996, 1997). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur l'échelle mobile des salaires* [24 juin 1952] (p. 3157). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juillet 1952] (p. 3433); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur les effectifs des troupes en Indochine, l'aide américaine* [19 décembre 1952] (p. 6645 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 68 81 : *Son amendement tendant à réduire de 10 milliards la contribution de la France à la Défense nationale des Etats associés (insuffisance de la contribution vietnamienne à la guerre)* [22 janvier 1953] (pp. 147, 149); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Son rappel au règlement (La carrière de M. Boutemy)* [30 janvier 1953] (p. 743); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 14 bis : *Son amendement relatif à la date à laquelle prendront effet les pensions prévues* [10 mars 1953] (p. 1761); — du projet de loi tendant à faciliter les opérations de reconstruction; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'affectation d'un bien sinistré hôtelier ou touristique* [17 mars 1953] (p. 1991); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à simplifier les conditions de liquidation des bonifications d'épargne* [20 mars 1953] (p. 2097); *Son amendement tendant à subordonner les retraits des comptes à un préavis d'un mois* (p. 2099); *le retire* (p. 2100); Art. 5 : *Son amendement relatif à l'usage qui sera fait des fonds déposés à la Caisse d'épargne-cons-*

truction (p. 2102); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à autoriser le crédit foncier à émettre des obligations logement* (p. 2102, 2103); Article additionnel : *Son amendement tendant à dispenser de charges fiscales les opérations de construction à but désintéressé* (p. 2103); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale portant à 50 0/0 de l'évaluation, le versement des acomptes faits au début des travaux* [28 mars 1953] (p. 2556); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le contrôle de la Cour des Comptes* [21 mars 1953] (p. 2188); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article favorisant les sociétés mutualistes* [28 mars 1953] (p. 2564); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République mentionnant les coopératives de constructions (Associations de castors)* [28 mars 1953] (p. 2559). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur les problèmes de politique extérieure* [27 mai 1953] (p. 2865); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations touchant l'armée européenne et la possibilité juridique de nouvelles négociations entre les signataires* [18 juin 1953] (p. 3103); — à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (importance primordiale du déficit des échanges avec la zone sterling; exclusion proposée par la Grande-Bretagne ou de ses dépendances de l'Union européenne des paiements, pour faire cesser l'hémorragie d'or)* [7 juillet 1953] (p. 3273, 3274); — à la discussion du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation : *Oppose la question préalable (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et douanes, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décrets)* [21 juillet 1953] (p. 3631 et suivantes); *Sa demande de renvoi à la commission* (p. 3634); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Les accords américano-espagnols)*

[17 novembre 1953] (p. 5207); *La scission de l'armée française, les revendications de l'Allemagne à l'Est, le réarmement allemand nié en 1949 et réclamé en 1953, les avantages de la C.E.D. pour l'Allemagne, le projet de parlement européen à majorité germano-italienne, l'ouverture du marché commun charbon-acier, la canalisation de la Moselle* [19 novembre 1953] (p. 5272 et suivantes); — d'une proposition de loi relative à la représentation aux Comités d'entreprise, amendée par le Conseil de la République; Art 2: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au choix des suppléants* [31 décembre 1953] (p. 7127, 7128); *le retire* (p. 7128); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse; Art. 4: *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas déduire les étrennes et gratifications de fin d'année dans le calcul des cotisations* [31 décembre 1953] (p. 7159); Art. 9: *Sa demande de disjonction de l'article relatif au financement de l'allocation-vieillesse* (p. 7163). — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES: *Discussion générale (revalorisation de la fonction militaire, organisation générale de la défense nationale, prolifération des états-majors, danger atomique, défense passive)* [16 mars 1954] (p. 905 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités civiles et militaires dans la conduite de la guerre en Indochine [11 mai 1954] (p. 2334). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine: *Ses explications de vote sur la question de confiance (Destruction des cadres de l'armée française par la guerre d'Indochine, crédits votés pour la défense nationale, opération de Dien-Bien-Phu et opinion du général Cagny, conférence de Genève)* [13 mai 1954] (p. 2375 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour obtenir un cessez-le-feu en Indochine, renforcer sans délai le corps expéditionnaire, éviter de participer à un nouveau pacte défensif sans accord de l'Angleterre et consultation du Parlement [21 mai 1954] (p. 2624); la développe: *buts de guerre de la France en Indochine (Négociations sans capitulation); reconnaissance nécessaire du régime communiste chinois; rappel du général Mac Arthur par le président Truman (éloge), nécessité de renforts militaires*

immédiats au Tonkin (Terrains d'aviation, chasseurs); réorganisation nécessaire du haut commandement civil et militaire; responsabilités personnelles de M. Plevin (Sa mission en Indochine avant Dien-Bien-Phu); rôle de la guerre d'Indochine comme source de dollars pour la France; œuvre passée de la France en Indochine à préserver; pacte éventuel du Sud-Est asiatique (Nécessité de consulter le Parlement) [1^{er} juin 1954] (p. 2736 à 2739). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.): *entrée de l'Allemagne dans l'O.T.A.N.* [28 août 1954] (p. 4394); — Des projets de loi portant ratification des accords de Paris; discussion générale: *fidélité personnelle au Pacte atlantique, mais « sur pied d'égalité »; responsabilités de la politique « impérialiste » soviétique (Ses retournements depuis Brest-Litovsk); critique du réarmement allemand tel que prévu par la C. E. D. et par les Accords, son aspect technique suranné; révolution stratégique causée par la bombe H inévitablement employée, son caractère offensif; formule « défensive » proposée (Transformation du territoire allemand en nid de résistance bétonné); échec certain au Parlement de tout « renversement des alliances » avoué au profit de l'Allemagne; mise en cause de M. Plevin; double danger encouru (Guerre de revanche ou collusion germano-russe); affiche électorale décisive du Chancelier Adenauer; témoignages implicites du nationalisme germanique (Refus de la canalisation de la Moselle, noyautage des services de la C.E.C.A.); impossibilité pratique du marché commun européen (disparité des charges fiscales et sociales, instabilité du régime politique français)* [23 décembre 1954] (p. 6797 à 6804); *solutions de rechange possibles à la C. E. D. (Bulletin n° 15 d'un « Comité national de défense » présidé par lui); réponse au général Billotte* (p. 6799); *manque d'imagination de nos chefs militaires touchant la stratégie atomique* (p. 6800 à 6802); *responsabilités personnelles de M. Plevin en 1952, mise au point* (p. 6802, 6803); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); article unique: *ses explications de vote: non-responsabilité totale de la France dans le réarmement allemand; son sort constant depuis 1914 (Payer les fautes des autres); fatalité prétendue du réarmement allemand (déclaration inverse du général Gruenther); rappel de*

l'ordre du jour de février 1952 (N.A.T.O. et revendications territoriales allemandes); risques conjugués de collusion germano-russe et de guerre offensive; illusion facile des projets de négociation postérieure avec l'U.R.S.S. (Influence allemande supplantant la nôtre); inutilité militaire des divisions allemandes (l'arme atomique suffisant); maintien possible de la division de l'Allemagne [29 décembre 1954] (p. 6925, 6926); — du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer, de dispositions de la législation du travail agricole, Art. 1^{er} : Son amendement (Entrée en vigueur des dispositions du troisième alinéa « sous réserve d'un décret pris sur le rapport des Ministres du Travail et de l'Agriculture ») [21 janvier 1955] (p. 99); Son amendement (maintien des commissions consultatives du travail créés par la loi du 31 décembre 1927) (p. 100); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars, en qualité de Rapporteur pour avis : les douzièmes; structures de la défense nationale; libération de la classe 1953; projets de modernisation de l'armée française portés à la connaissance du public par le Daily Telegraph; guerre atomique, fabrication de la bombe H [1^{er} mars 1955] (p. 906 et suiv.); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955, Art. 16 : Achat des aciéries Voelklingen à la famille Roehling [1^{er} avril 1955] (p. 2301); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, en qualité de Rapporteur pour avis : Avancement de l'armée de l'air, la gendarmerie [1^{er} avril 1955] (p. 2304); Discussion générale (Structures ministérielles de la défense nationale) (p. 2309); Art. 5 : Crédits accordés aux services des poudres (Industrie privée des explosifs) (p. 2325); — d'une proposition de loi relative au statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, Art. 1^{er} : Son amendement (Parts possédées par les ascendants) [10 mai 1955] (p. 2617); — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : Son rappel au règlement (Vote sur la demande de renvoi à la Commission formulée par le Gouvernement) [13 mai 1955] (p. 2758); Article unique : Son amendement (non-application aux instances en cours) (p. 2765); — d'une proposition de réso-

lution relative à la révision de la Constitution : Instabilité ministérielle française, stabilité ministérielle anglaise et système majoritaire à un tour [24 mai 1955] (p. 2939-2940); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale, en qualité de Rapporteur : organisation du débat [26 mai 1955] (p. 3075, 3077); Exposé des différentes conceptions en présence [27 mai 1955], (p. 3105 à 3108); Texte gouvernemental et texte rapporté par la Commission [23 juin 1955] (p. 3248, 3249, 3255, 3256); Opinion de M. Jules Moch exprimée dans l'Information (p. 3248); Délégation de pouvoirs du Président du Conseil (p. 3276 et suiv.); La dyarchie du texte gouvernemental (p. 3277); Pouvoirs des Secrétaires d'Etat (p. 3281); Art. 2 : Amendement de M. Budie (Délégation de certains des pouvoirs du Président du Conseil au Ministre de la Défense) [24 juin 1955] (p. 3321); Amendement de M. Maurellet (Nécessité d'un commandement unique) (p. 3323 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. J.-Paul Palewski (Attributions du Ministre au titre de la coordination interministérielle des mesures de défense nationale) (p. 3325); Article additionnel de M. Pineau (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la défense chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison) (p. 3327); Art 8 : Amendement de M. A.-F. Mercier (Comités interministériels chargés des fabrications d'armement) (p. 3328); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Rejet de la proposition du Conseil de la République relative à la création d'une « Commission de réorganisation de la défense » [4 août 1955] (p. 4591); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955, en qualité de Rapporteur pour avis : Budget de la Défense nationale; Constructions des matériels nécessaires à la défense des territoires français [29 juin 1955] (p. 3444); Augmentation du nombre de sous-officiers dans l'armée de l'air (p. 3447). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique marocaine du Gouvernement [6 juillet 1955] (p. 3655); la développe : L'offensive menée de l'extérieur contre la présence française, notamment par la Ligue arabe [7 octobre 1955] (p. 4877, 4879); Tactique du fait accompli (p. 4879, 4880); Plan du Gouvernement et plan Salah Rachid (p. 4879); Le terrorisme (p. 4880 à

4882); *Responsabilités des représentants français dans le vote de l'O.N.U.* [8 octobre 1955] (p. 4961); *Ses explications de vote sur la priorité (Rapport fait en avril 1955 par le Résident général, contenu des ordres du jour)* (p. 4968). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. Services de la défense nationale; A. SECRÉTARIAT PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE) pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 octobre 1955] (p. 4991); — d'interpellations sur l'Algérie : *Hostilité à l'ensemble de la politique en Afrique du Nord, éventuel retour de l'ex-sultan Ben Youssef* [18 octobre 1955] (p. 5139, 5140); — d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : *Possibilités des entreprises bénéficiant de subventions de l'Etat* [26 octobre 1955] (p. 5283).

ANTHONIOZ (M. Marcel), *Député de l'Ain* (R. I.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5963). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1953] (F. n° 218), [19 janvier 1955] (F. n° 482); Secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 241), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé, par la Commission des moyens de communication et du tourisme, membre de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du décret-loi du 31 mai 1938, sur le transfert des débits de

boissons pour besoins touristiques, n° 1066. — Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, n° 1067. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6, 6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 2695. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 13 octobre 1945, relative aux spectacles, n° 4008. — Le 9 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'arrêté du 12 octobre 1951 concernant les droits de douane applicables à certains produits, n° 4364. — Le 8 novembre 1952, une proposition de loi ayant pour but d'exempter de la taxe sur les locaux loués en garni les établissements classés hôtels de tourisme, n° 4662. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à la suppression de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 6863. — Le 4 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi du 28 février 1934 en ce qui concerne le délai de prescription des arrérages de la retraite du combattant, n° 7067. — Le 25 juin 1954, un rapport, au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur le projet de loi (n° 4411) tendant à modifier l'article 38 du Livre II du Code du travail, n° 8730. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 54-1301 du 22 décembre 1954 relatif aux droits d'ouverture et de licence des débits de boissons, n° 9897. — Le 7 juillet 1955, un avis, au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. le projet de loi (n° 9862) et la lettre rectificative (n° 10114) au projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique; II. les propositions de loi : 1° de Mme Poinsot-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 1037) relative à la limitation des débits de boissons; 2° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5066) relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combat-

tants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, n° 11144.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B : *Entreprises industrielles et commerciales : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour l'équipement touristique (Insuffisance des crédits)* [27 décembre 1951] (p. 9981, 9984); *Application de l'article 17 de la Constitution* (p. 9985); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 114 : *Amendement de M. Médecin tendant à réduire le taux du prélèvement sur les recettes des casinos* [12 décembre 1952] (p. 6257); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les hôtels de tourisme de la taxe communale sur les locaux loués meublés* [21 décembre 1952] (p. 6913); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130, relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur la division des partis contrastant avec le désir de stabilité du pays)* [22 décembre 1952] (p. 7017, 7024); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; *Discussion générale (Ses observations sur l'aide à l'industrie hôtelière)* [18 décembre 1952] (p. 6583); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au prix des journées d'hôpitaux* [30 janvier 1953] (p. 740, 744); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur les trop longues vacances d'été, les intérêts touristiques)* [6 mars 1953] (p. 1675, 1676); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3441 : *Chemins de fer et transports (Commandes de nouveaux autorails)* [12 décembre 1953] (p. 6571, 6572); Chap. 3621 : *Frais de l'Union nationale des associations de tourisme (Scandale des permis de conduire abusifs)* (p. 6574); Chap. 3161 : *Sa motion préjudicielle deman-*

dant une réorganisation des services du tourisme (p. 6578, 6579); *la retire* (p. 6579); Chap. 3461 : *Direction générale du tourisme (Plan d'investissement touristique)* (p. 6579, 6580); *Développement du tourisme-camping* (p. 6581, 6582); Chap. 3521 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Etablissement d'une taxe sur les véhicules étrangers)* (p. 6585); Chap. 4461 : *Subventions aux associations de tourisme (Création d'une maison du tourisme à Paris)* (p. 6588, 6589); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 5 : *Son amendement relatif à la composition du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile* [31 décembre 1953] (p. 7101); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à protéger les commerces exploités par les gérants libres au même titre que les autres* [15 décembre 1953] (p. 6831); Art. 4 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire du fonds* (p. 6845); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Abus du décret du 30 septembre 1953)* (p. 6851); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire de l'immeuble* [31 décembre 1953] (p. 7081); *Son amendement tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire* (p. 7104, 7106); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 amendé par le Conseil de la République, Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* [31 décembre 1953] (p. 7275). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 507). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 507); la développe : *Affectation de cet immeuble à une maison du tourisme français, ajournement de la vente* (p. 510 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, Article unique : *Son amendement (Limitation de la prorogation du*

maintien dans les lieux jusqu'au 1^{er} avril 1957) [12 mars 1954] (p. 853); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement; Art. 2: *Son amendement (Application de la loi uniquement aux locaux d'habitation et non aux hôtels meublés)* [23 mars 1954] (p. 1161, 1162); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au statut des autoroutes: *Son sous-amendement tendant à autoriser le concessionnaire à percevoir des péages pour assurer l'entretien de l'autoroute et l'amortissement des capitaux investis par lui* [9 juillet 1954] (p. 3400); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955: I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME: *Notion de « Maison de France », hôtellerie, modification de la date des vacances scolaires* [4 décembre 1954] (p. 5831 et suiv.); Etat A, Chap. 31-13: *Demandes de disjonction (Situation des agents de travaux et des conducteurs de chantiers)* [9 décembre 1954] (p. 5999); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955; Art. 10: *Droits de licence sur les débits de boissons* [16 mars 1955] (p. 1515); *Amendements de MM. Ballanger et Métayer (Principe de progressivité); Incidences de la suppression du décret* (p. 1517, 1518); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale: *Discussion générale (Etablissement des patentes)* [29 mars 1955] (p. 2062); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons); en qualité de *Rapporteur pour avis: Formalités nécessaires à la création ou au transfert des débits, situation des hôteliers et des restaurants, zones protégées* [21 octobre 1955] (p. 5203, 5204); Art. 1^{er}: *Condition d'ouverture ou de transfert d'un débit de boissons, son amendement tendant à substituer l'avis de l'organisation professionnelle la plus représentative à celui du comité départemental de lutte anti-alcoolique* (p. 5212, 5213); *Amendement de M. Penoy (Avis conforme du comité départemental)* (p. 5215); Art. 2: *Son amendement (Pouvoir d'appréciation du préfet pour la délimitation du périmètre de protection)* (p. 5215, 5216); Art. 3: *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'obligation pour toute exploitation vendant des boissons alcooliques de transformer ses titres au*

perieur en titres nominatifs (cas du Printemps et d'Air-France) [8 novembre 1955] (p. 5523 et suiv.); Art. 4: *Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire d'un débit de boissons alcooliques ne doit avoir fait l'objet d'une condamnation)* (p. 5526 et suiv.); Art. 5: *Son amendement (Cas dans lesquels le tribunal pourra prononcer la fermeture d'un débit de boissons et l'extinction de la licence)* (p. 5528); Art. 7: *Son amendement (Annulation des licences de débits non exploités, sauf en cas de faillite ou de liquidation judiciaire)* (p. 5529, 5530); Art. 10: *Interdiction d'employer des mineurs de moins de 20 ans dans les débits de boissons, son amendement tendant à supprimer cet article (Cas des élèves des écoles hôtelières)* (p. 5531); *le retire* (p. 5532); Art. 15: *Option pour le commerçant vendant des boissons alcooliques entre la vente pour la consommation sur place et la vente à emporter, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5533); Art. 16: *Conditions de mutation pour les commerces comprenant un débit de boissons et un autre commerce, son amendement tendant à supprimer cet article (hôtels, débits de tabacs)* (p. 5534); *le retire* (p. 5535); *Son amendement (Non-application de ces dispositions aux hôtels et restaurants)* (p. 5537, 5538); Art. 24: *Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social dans un débit de boissons, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5541); Art. 8: *Son amendement tendant à le supprimer (Substitution du Haut Comité d'études et d'information au Comité supérieur et représentation professionnelle, droit de préemption lors de toute mutation des débits situés dans la zone protégée)* [9 novembre 1955] (p. 5572 à 5575); *le retire* (ibid.); *Observations sur la disparition progressive des cafés* (p. 5574); *Son amendement (Application des dispositions des zones protégées au seul élément « débit de boissons »)*; *Observations sur les hôtels-restaurants assortis d'une licence de troisième ou de quatrième catégorie* (p. 5576 à 5579); Art. 29 et 30: *Ses amendements (Création du Comité départemental de lutte antialcoolique* (p. 5581, 5582); *les retire* (ibid.); Art. 30: *Son amendement (Financement du fonds spécial de lutte antialcoolique)* (p. 5581, 5582); Art. 35: *Son rappel au règlement (Vote sur l'amendement de Mme François*

relatif à la publicité) (p. 5586); — d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Régime complémentaire de retraite des personnels routiers* [24 novembre 1955] (p. 5997).

ANTIER (M. Paul), Député de la Haute-Loire (P. C. D.).

Ministre de l'Agriculture.

(Cabinet PLEVEN).

du 11 août 1951 au 21 novembre 1951.

Ministre de la Marine marchande.

(2^e Cabinet Edgar FAURE).

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 12 décembre 1951, une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, n° 1964. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer immédiatement la date de l'élection sénatoriale des Etablissements français de l'Océanie, n° 4517. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant approbation d'un protocole d'Accord et d'un Avenant à la Convention du 23 décembre 1948 conclus entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique et portant modification à la loi du 20 mai 1951 relative à l'exploitation des lignes maritimes d'intérêt général, n° 10925. — Le 4 août 1955, un projet de loi sur l'exercice de la profession de marin, n° 11408. — Le 28 octobre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydro-

carbures, signée à Londres le 12 mai 1954, n° 11753.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Plevén) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [21 novembre 1951] (*J. O.* du 22 novembre 1951, p. 11571).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Elections en Océanie)* [25 janvier 1952] (p. 392); — du projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ségrégation raciale à la Nouvelle-Calédonie)* [25 janvier 1952] (p. 400); — du projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français en Océanie : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3754). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement et la fixation du prix du blé, en violation flagrante du régime légal des prix garantis [7 octobre 1952] (p. 4067); — sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [2 février 1955] (p. 598). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Motion préjudicielle de M. Marc Dupuy (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées, revendications des marins et officiers du commerce)* [26 juillet 1955] (p. 4244); *Tarifs entre la Corse et le continent* (p. 4269). — Répond à une question : de M. Chupin, relative à la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures [29 juillet 1955] (p. 4493); — de M. Marc Dupuy, relative aux importations d'huîtres [29 juillet 1955] (p. 4494). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant

été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

APITHY (M. Sourou Migan), *Député du Dahomey (app. R. I.)*.

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6099). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé membre du Comité du contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (**F. n° 364**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice) (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à accorder des avantages fiscaux aux entreprises métropolitaines qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices dans des activités productives des territoires d'outre-mer, **n° 6243**. — Le 26 novembre 1953, un rapport, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de résolution (n° 6452) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer en le reclassant dans un cadre général analogue à celui des chefs de division et attachés de préfecture métropolitains et en opérant son recrutement au niveau de l'enseignement supérieur, **n° 7287**. — Le 25 février 1954, un rapport, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1620) relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, **n° 7899**. — Le 26 août 1954, un avis, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Traité instituant la Communauté européenne

de défense et les Actes annexes ; 2° la Convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952 ; 3° le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense ; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives : 1° au Traité instituant la Communauté européenne de défense ; 2° au Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord ; 3° au Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense), **n° 9206**.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et le Code du travail des territoires d'outre-mer* [2 août 1951] (p. 6162). — Son rapport sur les élections du territoire du Gabon (Collège indigène) [7 août 1951] (p. 6243). — Est élu *Juge suppléant de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8339) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du Dahomey* [23 novembre 1951] (p. 8410). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des Services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER ; Art. 4 : *Sa demande de seconde délibération* [8 novembre 1952] (p. 4950) ; Chap. 3101 : *Refonte de l'Administration centrale (Affaire des pères blancs de Dakar)* (p. 4952) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* [22 novembre 1952] (p. 5470) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5556)

5557). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur l'Union française, le financement des investissements d'outre-mer (capitaux privés, nationaux et étrangers) et la nécessité d'assurer aux produits un écoulement rémunérateur* [18 juin 1953] (p. 3075 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Fédération de l'A.O.F. et de l'A.E.F., bourses aux étudiants d'outre-mer, cadre des attachés de la France d'outre-mer, prix de revient élevés de l'Afrique française)* [23 novembre 1953] (p. 5429 et suiv.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (débouchés dans l'administration pour les étudiants noirs)* (p. 5441); Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (Recrutement et statut des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 5449); Chap. 3142 : *Personnel d'autorité, indemnités et allocations (Indemnité pour frais de réceptions insuffisante)* (p. 5451); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Intégration des territoires d'outre-mer dans la communauté politique européenne, égalité à réaliser entre européens et africains, danger d'ouvrir l'Afrique aux Allemands)* [24 novembre 1953] (p. 5477 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique outre-mer et la composition du Gouvernement [24 juin 1954] (p. 3040). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Rétablissement de la paix en Indochine*) (p. 3046). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les Territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement (Erection en communes de plein exercice des communes mixtes au troisième degré)* [7 août 1954] (p. 3992 et suiv.); Art. 63 : *Son amendement (Erection des communes de moyen exercice en communes de plein exercice après une période de trois ans)* [12 août 1954] (p. 4152); — du projet de loi relatif à la communauté euro-

péenne de défense (C. E. D.), en qualité de *Rapporteur pour avis : Incompatibilité de la C. E. D. et des responsabilités actuelles de la France vis-à-vis des Territoires d'outre-mer; ratification de la C.E.D.; fin de l'Union entre les Français d'Europe et ceux d'outre-mer; tâche pour la France d'assurer la structure interne de l'Union française* [28 août 1954] (p. 4419 à 4422); — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Ses explications de vote (Expérience de la Nigeria anglaise et de la Gold Coast)* [3 novembre 1954] (p. 4712); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Temps de séjour outre-mer exigé des administrateurs du concours B* [3 mars 1955] (p. 988, 993); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 7 : *Amendement de M. Raingeard (Suppression des dispositions prévoyant le Collège unique et le suffrage universel)* [17 novembre 1955] (p. 5832, 5833). — S'excuse de son absence [4 mars 1954] (p. 634), [14 décembre 1954] (p. 6308). — Obtient des congés [4 mars 1954] (p. 634), [14 décembre 1954] (p. 6308).

ARBELTIER (M. René), Député de Seine-et-Marne (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Conseil supérieur de la mutualité [28 août 1951] (**F. n° 27**).

Dépôts :

Le 15 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à compléter la réglementation relative à la perception de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers, n° 1568. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1531) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à étendre, dès leur première année d'études, aux élèves infirmières, sages-femmes et assistantes sociales le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, n° 2561. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de M. le préfet de Seine-et-Marne les crédits nécessaires en aide aux régions sinistrées par les inondations et à faire réaliser d'urgence le plan d'aménagement de la vallée de la Haute-Seine, plan destiné à éviter le retour périodique des inondations, n° 2754. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à permettre à la famille d'un salarié de bénéficier de la réduction annuelle sur les chemins de fer même lorsque le chef de famille ne voyage pas en même temps qu'elle, n° 3092. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2672) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la Résistance, n° 3486. — Le 4 novembre 1952, une proposition de loi relative à la compensation entre les impôts et les créances de l'Etat, n° 4598. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° (n° 2233) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale; 2° (n° 3335) de M. Paumelle, sénateur, relative à la délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale, n° 4832. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4381) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 19 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, n° 4833. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la

population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 3158) de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'arrêté du 9 août 1947 réglementant les examens sérologiques du diagnostic de la syphilis, n° 4970. — Le 10 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le paiement sans frais des prestations de la sécurité sociale agricole, n° 5030. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 5576) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 4381) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 19 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, n° 5681. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'Assistance publique, n° 5755. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 1748) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, n° 7020. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de la région parisienne, n° 9962. — Le 27 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence à M. le préfet de Seine-et-Marne les crédits nécessaires à l'indemnisation des sinistrés du département, victimes des tornades désastreuses du mois de juillet 1955, n° 11338. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instituer par voie légale le droit à la réparation du préjudice causé aux victimes des vaccinations obligatoires, n° 11727.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonc-

tionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Article additionnel : *Son amendement tendant à dispenser de la taxe sur le chiffre d'affaires les œuvres d'utilité publique* [5 décembre 1951] (p. 8817); *le retire* (p. 8818). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances entourant les événements survenus à Melun les 17 et 18 mars 1952 [21 mars 1952] (p. 1424). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative au retour dans leur foyer des militaires arrivés à expiration de leur engagement [27 juin 1952] (p. 3297). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4626 : *Son amendement tendant à réduire d'un million de francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Hôpitaux et cliniques privés)* [30 octobre 1952] (p. 4609 et suiv.); *le retire* (p. 4612); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire* [4 novembre 1952] (p. 4730); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques, Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux sociétés mutualistes de participer à la politique de construction* [21 mars 1953] (p. 2184); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; At. 2 bis : *Amen- dement de M. André tendant à supprimer l'article favorisant les sociétés mutualistes* [28 mars 1953] (p. 2564, 2565); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 43-11 : *Dossiers en instance touchant le titre d'infirmier ou d'infirmière* [5 novembre 1953] (p. 4864); Titre IV, Chap. 47-13 : *Vaccination au B.C.G., isolement préalable des enfants, prise en charge des frais* (p. 4878); — d'un projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Recherche scientifique aéronautique, l'O. N. E. R. A., soufflerie de Modane, réduction nécessaire du nombre des comités de contrôle et de consultation)* [18 mars 1954] (p. 979, 980, 981); SECTION AIR, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 52-71 : *Son amendement (Insuffisance des crédits d'investissement et de fonctionnement de l'O. N. E. R. A.)* (p. 1020).

ARNAL (M. Franck), *Député du Var (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [24 juillet 1951] (**F. n° 11**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**). — Est nommé *Président* de ladite Commission [22 juillet 1953] (**F. n° 281**). — Est désigné pour représenter la Commission des moyens de communication et du tourisme au sein du Conseil supérieur des transports [9 août 1951] (**F. n° 21**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indo- chine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**). — Est nommé par la Commission des finances membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux inspectrices des écoles maternelles et aux inspecteurs de l'enseignement primaire l'indemnité de logement octroyée aux inspecteurs de la jeunesse et des sports, par arrêté du 31 août 1953, **n° 7053**. — Le 3 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 relative au régime des pensions de certains personnels de

l'Etat, n° 7368. — Le 19 mars 1954, un avis, au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi (n° 7401) relatif aux droits à pension des ouvriers de la défense nationale licenciés par suite de réduction d'effectifs ; II. les propositions de loi : 1° de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues (n° 6493) tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat ; 2° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 6835) tendant à compléter les articles 4 et 11 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat ; 3° de M. Frank Arnal et plusieurs de ses collègues (n° 7368) tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 relative au régime des pensions de certains personnels de l'Etat, n° 8104. — Le 28 juillet 1954, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de résolution (n° 8968) de Mme Gabriel Péri et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre un solennel hommage à tous les combattants de la Résistance et de la Libération, n° 9000. — Le 15 novembre 1955, une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 53-89 du 7 février 1953 tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, n° 11885.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine (4^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5893). — Est entendu sur la validation des élections du département de la Seine (4^e circonscription) en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1951] (p. 5998).

ASTIER DE LA VIGERIE (M. Emmanuel), Député d'Ille-et-Vilaine (R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones, n° 113. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réprimer la propagande de guerre, n° 114. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à la constitution d'une Commission d'enquête chargée de rechercher l'origine et la destination des fonds distribués sous le couvert du Cabinet d'études administratives et économiques, sis, 3, rue de Penthievre, n° 5635.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un compte spécial du Trésor (Allocation aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Insuffisance du niveau de vie des Français, inutilité et médiocrité du débat actuel)* [6 septembre 1951] (p. 6997, 6998) ; *Sa motion incidente demandant une commission d'enquête sur la question scolaire dans l'Ouest* (p. 6998). — Dépose une demande d'interpellation sur : les conditions dans lesquelles M. Lazaro Pena, Député au Parlement de Cuba, a été arrêté par la police française et refoulé vers Amsterdam [13 novembre 1951] (p. 7932) ; — sur la fermeture d'importantes entreprises cinématographiques [14 novembre 1951] (p. 8013) ; — sur une opération policière, le 21 novembre 1951, dans les locaux de l'imprimerie S.N.E.P.-Poissonnière [27 novembre 1951] (p. 8519) ; — sur le comportement des troupes américaines en France, notamment sur les conditions dans lesquelles un conducteur américain a tué, à Melun, l'ouvrier André Gadois [25 mars 1952] (p. 1456). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les incidents de Melun et la mort d'un ouvrier* [25 mars 1952] (p. 1472). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures policières telles que l'interdiction de la pièce de Roger Vaillant, l'arrestation d'André Stil, la répression exercée à l'encontre de Français et de Françaises qui manifestent légitimement leur inquiétude devant le réarmement allemand et l'arrivée en France du général Ridgway [29 mai 1952] (p. 2536) ; — sur la saisie du journal *Libération* dans la nuit du 27 au

28 mai 1952 [30 mai 1952] (p. 2587); — sur les hausses du cuir qui ont atteint de 40 à 84 0/0 [23 octobre 1952] (p. 4326). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Art. 1^{er}: *Carrière et personnalité de M. Boutemy* [30 janvier 1953] (p. 737); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Cas de M. Boutemy)* (p. 743, 744). — Dépose une demande d'interpellation sur la promotion rapide et singulière et la présence au banc des Ministres d'un directeur des renseignements généraux de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français [3 février 1953] (p. 831); *Son rappel au Règlement (Irrégularité de la motion préalable)* [17 février 1953] (p. 1065). — Prend part: à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [20 février 1953] (p. 1254); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France): *Ses observations sur le changement de majorité esquissé par M. Mendès-France* [4 juin 1953] (p. 2964, 2962). — Dépose une demande d'interpellation sur les tragiques incidents qui ont ensanglanté le cortège populaire du 14 juillet au cours desquels la police a tué six Algériens et un Français [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Son récit des faits, les défauts du service d'ordre, la brutalité de la police envers un photographe*) (p. 3505 et suiv., 3514). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août: *Injustice sociale aujourd'hui unanimement admise, faiblesses de l'exposé du Président du Conseil, doutes sur la réforme fiscale toujours promise, abondance catastrophique des récoltes, ralentissement des investissements, silence du Gouvernement sur la guerre d'Indochine, programme schématique du regroupement politique nécessaire* [8 octobre 1953] (p. 4134, 4135). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la réintégration de préfets révoqués [30 octobre 1953] (p. 4721). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne: *Discussion générale (Appréhension des Français devant le réarmement de l'Allemagne, abandon*

prochain de la Sarre, attitude de M. Mollet, article du Daily Herald contre le réarmement de l'Allemagne, attitude ambiguë des dirigeants de Bonn, avertissements de l'ambassade de France à Londres sur la position britannique vis-à-vis de la C. E. D.) [24 novembre 1953] (p. 5472 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation: *sur les campagnes menées contre la Résistance* [19 février 1954] (p. 426); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Incarcération de Guingouin, Magadou, Le Gonteil* [2 mars 1954] (p. 599); *procès Oberg, amnistie de Ramke et Lammerding, châtimement des criminels de guerre, loi d'amnistie de 1953* [9 mars 1954] (p. 738, 739); — sur les conditions dans lesquelles le procès Oberg a été renvoyé [26 février 1954] (p. 573). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine: *Ses explications de vote sur la question de confiance (L'internationalisation de la guerre par l'intervention militaire éventuelle de l'Amérique, échec de la politique de M. Bidault)* [6 mai 1954] (p. 2146, 2147). — Dépose une demande d'interpellation sur l'annulation des ballets soviétiques [18 mai 1954] (p. 2488). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné* [17 juin 1954] (p. 3004): *Refus erroné de M. Mendès-France d'accepter les voix communistes (Précédent du général de Gaulle en 1943), réserves à faire sur son programme (C.E.D.), voix accordées non à sa personne mais à la paix, impossibilité pour lui de s'y dérober* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les méthodes employées par la police à l'occasion de l'affaire judiciaire relative à la divulgation de secrets intéressant la Défense nationale [7 octobre 1954] (p. 4568); est entendu sur la fixation de la date de discussion: *Propose une date antérieure au 3 décembre* [12 novembre 1954] (p. 4974); développe son interpellation: *Démenti des allégations prononcées contre lui par M. Legendre (« calomniateur et provocateur », incident), ses propres contacts avec Labrusse, collaborateur occasionnel à Libération, et Baranès, appointé par ce journal, mais davantage par la police (indicateur), perquisitions « spectaculaires » dirigées contre lui, campagne montée contre les parlementaires d'extrême gauche « qui ont permis à M. Mendès-France de devenir Président du Conseil et de faire la paix en Indochine »,*

diffusion tendancieuse par la presse, la radio, etc., des secrets de l'instruction, problème de l'origine des fuites, autres sources possibles outre M. Mons et ses adjoints (allusions), problèmes des destinataires, accointances de Dides et Baranès avec Paix et Liberté et les milieux pro-américains, comme avec les agents du F.B.I., Lallier et Harrisson (renseignements directs souhaités par l'Amérique sur la position individuelle des Ministres et généraux français), problème de la machination politique, mollesse du Gouvernement (pourtant visé lui-aussi) envers MM. Baylot, J.-P. David et Martinaud-Déplat, égale rigueur nécessaire dans la répression des fuites, quel que soit l'Etat étranger bénéficiaire, et dans la notion même de secret militaire, quels que soient les Gouvernements et les milieux politiques en cause, « style maccarthyste » de l'opération menée contre le Président du Conseil, adjuré de ne pas se prêter aujourd'hui à une « diversion » (temporaire) contre l'extrême gauche [3 décembre 1954] (p. 5769 à 5772). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République Fédérale à l'O.T.A.N.): Ses explications de vote: Méfiance unanime constatée envers les Accords (rappel du « large assentiment » jadis demandé par M. Mendès-France), faible portée des pressions anglaise et américaine (impossibilité géographique d'ignorer la France, discours de Nevers), impossibilité pour les députés de se déjuger devant elles, leur signification réelle (caractère des garanties contractuelles alléguées, cf. Le Monde), « double garantie » à concilier (Pacte atlantique et Pacte franco-russe) [27 décembre 1954] (p. 6877, 6878). — Dépose une demande d'interpellation sur le retrait, du festival de Cannes, d'un film évoquant les camps de concentration [17 mai 1955] (p. 2822).

AUBAME (M. Jean), Député du Gabon (Colège indigène (I. O. M.).

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6401). = Est nommé Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 juillet 1951]

(F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre: de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi relative à la formation des assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de la Côte française des Somalis et du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, n° 1257. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie, n° 8550. — Le 1^{er} février 1955, une proposition de loi tendant à augmenter la représentation des territoires d'outre-mer et des territoires associés au Conseil économique pour tenir compte de l'expansion économique de ces territoires et des particularités propres à chaque groupe de territoires: A.O.F. — Togo; A.E.F. — Cameroun; Côte des Somalis; Madagascar, n° 10050. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 60 à 82 du titre VIII de la Constitution du 27 octobre 1946, n° 10398. — Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 10831.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer: *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8338, 8339); Art. 10: *Son amendement tendant à inclure les chefs des bureaux des douanes* (p. 8349, 8350); Art. 2: *Proposition de M. Moisan de voter territoire par territoire* (p. 8379); *Amendement de M. Juglas*

tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges (p. 8380, 8381) ; Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du Moyen Congo [23 novembre 1951] (p. 8409) ; Son sous-amendement tendant à maintenir les proportions entre les deux collèges du Cameroun (p. 8413). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : Discussion générale (Code du travail dans les T. O. M.) [24 décembre 1951] (p. 8917). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour la composition des assemblées [25 janvier 1952] (p. 359) ; Art. 2 : Son amendement tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour les assemblées d'A. E. F. (p. 363) ; Art. 25 : Son amendement tendant à ne pas maintenir en fonctions les conseillers élus aux élections partielles (p. 391) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (nécessité de la loi) (p. 393). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (Discussion du rapport sur le prix des oléagineux) [16 juillet 1953] (p. 3518, 3519). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) : FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (investissements prétendus improductifs en Afrique, allocations familiales dans les territoires d'outre-mer, application du Code du travail) [23 novembre 1953] (p. 5425, 5426) ; Chap. 4193 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour indemnisation des populations pongwées du Gabon (p. 5455) ; — des interpellations sur la politique européenne : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (mécontentement des territoires d'outre-mer négligés dans la Communauté européenne) [27 novembre 1953] (p. 5629, 5630) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, Ministère de la FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) ; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : Amendement de M. Senghor (les effectifs de gendarmerie, la nomination d'un officier général de gendarmerie) [19 mars 1954] (p. 1134) ; Chap. 31-11 : Amendement de

M. Dronne (insuffisance des crédits affectés à la défense des territoires d'outre-mer) (p. 1136) ; Chap. 32-31 : Entretien du personnel et des animaux de la gendarmerie, amendement de M. Senghor (réduction massive des crédits affectés à ce chapitre) (p. 1137) ; Chap. 34-52 : Amendement de M. Senghor (réduction des crédits affectés aux dépenses du service automobile de la gendarmerie) (p. 1139) ; Chap. 35-71 : Amendement de M. Senghor (réduction des crédits affectés aux dépenses d'entretien des bâtiments et de loyers de la gendarmerie) (p. 1139) ; Chap. 53-31 : Equipement en matériel des unités de la gendarmerie, amendement de M. Senghor (insuffisance des crédits proposés pour ce chapitre) (p. 1140) ; Chap. 54-31 : Constructions de la gendarmerie outre-mer, amendement de M. Senghor (rétablissement des crédits de 1953) (p. 1140) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : notion de famille en Afrique [8 avril 1954] (p. 1930, 1931) ; Son ordre du jour (application de la Constitution aux départements d'outre-mer) [9 avril 1954] (p. 2029) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Malbrant (nécessité d'une législation distincte pour l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale françaises) [8 juillet 1954] (p. 3360) ; Art. 3 : Création de communes de plein exercice en Afrique noire [7 août 1954] (p. 3990) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : Ses explications de vote (réalisation des revendications légitimes de la Tunisie et du Maroc, leur autonomie interne, l'organisation municipale en Afrique noire) [23 juillet 1954] (p. 3587) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : Exportations des pays d'outre-mer, aide sélective aux pays d'outre-mer, industrialisation [6 août 1954] (p. 3934, 3935). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : Ses explications de vote (les territoires d'outre-mer, exclusive jetée par les socialistes contre les indépendants d'outre-mer) [18 février 1955] (p. 828). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : Révision du titre VIII, faillite de la Constitution pour les Etats associés et les départements d'outre-mer, fédéralisme [24 mai

1955] (p. 2944); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Nécessité d'un renvoi du projet à la Commission des territoires d'outre-mer* [26 mai 1955] (p. 3076, 3077); *Sa motion préjudicielle (renvoi à la Commission des territoires d'outre-mer)* [27 mai 1955] (p. 3109); *la retire* (p. 3110); *Maintien de l'autorité du Ministre des territoires d'outre-mer sur les troupes coloniales* [23 juin 1955] (p. 3271, 3272); Art. 17 : *Son amendement (gestion et direction de la gendarmerie d'outre-mer par le Ministre de la France d'outre-mer)* [24 juin 1955] (p. 3336); *la retire* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Procédure de création des communes de plein exercice (application du texte à Madagascar)* [5 juillet 1955] (p. 3609); Art. 3 : *Amendement de M. Chamant (institution par décret de certaines localités en commune de plein exercice)* (p. 3611); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits)* (p. 3615, 3617); — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité* [8 octobre 1955] (p. 4969); — d'interpellations sur l'Algérie : *Politique d'intégration et idée du fédéralisme* [18 octobre 1955] (p. 5134, 5135); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 16 : *Définition de « l'habitant et administré français »* [25 octobre 1955] (p. 5231); Art. 28 : *Son amendement (contrôle par l'assemblée territoriale des impôts d'une commune)* (p. 5233); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (indépendance des indépendants d'outre-mer, leur vote sur le scrutin d'arrondissement)* [2 novembre 1955] (p. 5481).

AUBAN (M. Achille), Député de la Haute-Garonne (S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commis-

sion de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre, par la Commission des moyens de communication et du tourisme, de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 398), [2 février 1955] (F. n° 492).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu au cours des mois d'avril, mai, juin, juillet 1951, dans le département de la Haute-Garonne, n° 264. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des 31 mai, 1^{er} et 6 juin 1952, n° 3916. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à améliorer la production du blé dans les départements dont les rendements sont inférieurs au rendement moyen national, n° 3941. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser le marché des fruits et légumes, notamment par l'institution progressive de la normalisation des produits, du stockage, des gares-marchés et des marchés sur échantillons, n° 4505. — Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique, n° 7283. — Le 8 octobre 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, n° 9329. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux déportés et internés politiques, n° 9402.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Dahomey [26 juillet 1951] (p. 6083). — Prend

part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Veuves de guerre et pupilles de la nation)* [20 décembre 1952] (p. 6736); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Majoration des pensions des orphelins de guerre et pupilles de la nation)* [24 janvier 1953] (p. 262, 263); le retire (p. 263). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise menaçant l'industrie aéronautique française [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSES NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Défense des usines nationalisées, utilité d'envisager un plan financier libéré du principe de l'annualité budgétaire)* [16 mars 1954] (p. 882, 883); *Besoins de l'industrie aéronautique, insuffisance des crédits consacrés aux études, recherches et prototypes, fermeture des usines, licenciement du personnel, le procès des nationalisations fait par M. Guy La Chambre* [17 mars 1954] (p. 949, 950, 951); SECTION AIR : *La politique d'exportation, investissements dans les études, recherches et constructions de prototypes* [18 mars 1954] (p. 1010); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Disparité de la rémunération du personnel à salaire horaire dans l'industrie aéronautique)* (p. 1014); Chap. 51-71 : *Le Baroudeur, la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* (p. 1019); Chap. 52-71 : *Amendement de M. Arbeltier (Insuffisance des crédits d'investissement et de fonctionnement de l'O.N.E.R.A.)* (p. 1020); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Air France, causes du déficit de sa gestion, création d'une commission des problèmes aéronautiques, situation de M. Chaban Delmas ancien président de la Compagnie chérifienne des transports et Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, choix de*

M. Ziégler comme directeur de cabinet [17 novembre 1954] (p. 5133 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Rentabilité d'Air-France* (p. 5145, 5146); Chap 31-32 : *Son amendement indicatif (Personnel de la navigation aérienne et de la météorologie)* (p. 5150); Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5152); le retire (ibid.); Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Fonctionnaires des ponts et chaussées assurant le service des bases aériennes)* (p. 5152); le retire (ibid.); Chap. 45-81 : *Comptabilité de la Compagnie Air-France* (p. 5159); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Crédits affectés aux études, investissements et fabrications aéronautiques; Nécessité d'une commission chargée de ces problèmes; Equipement en avions de T. O. M.; Les « Armagnac »* [23 juillet 1955] (p. 4129 à 4131).

AUBIN (M. Jean), Député des Hautes-Alpes (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le Barrage de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes), n° 5731. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi portant statut de la mutualité agricole, n° 5971. — Le 10 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide financière et des dégrèvements d'impôts aux agriculteurs du département des Hautes-Alpes, victimes des gelées tardives des 2 et

3 juin 1953, n° 6294. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Aubin et plusieurs de ses collègues (n° 5731) tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le barrage de Serre-Ponçon (Hautes et Basses-Alpes); 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 6086) tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, le projet de loi concernant le barrage de Serre Ponçon et l'aménagement hydro-électrique et agricole de la Basse-Durance; 3° de M. Félix Guoin (n° 6328) tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre par Electricité de France pour l'aménagement de la Durance dont la pièce maîtresse est la construction du barrage de Serre-Ponçon, n° 6423. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les petits viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru institué par l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, n° 6837. — Le 20 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance, n° 8899. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir le statut de la recherche et de l'exploitation du pétrole, n° 10802. — Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant au remboursement des indemnités compensatrices payées au titre d'emploi de la main-d'œuvre de prisonniers de guerre et complétant l'article 30 de la loi de finances du 27 mai 1955, n° 11443. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 55-6 du 5 janvier 1955 relative à l'aménagement de la Durance, en ce qui concerne les expropriations de Serre-Ponçon, n° 11829 (rectifié). — Le 9 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été cédées les parts sous séquestre de la Société des ateliers de construction Lavallette, n° 11851.

Interventions :

Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice

1954), INDUSTRIE ET COMMERCE, Article additionnel : *Son amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement le projet d'aménagement de la Durance et de la Neste (barrage de Serre Ponçon [10 décembre 1953] (p. 6440, 6441) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de Rapporteur : Barrage de Serre Ponçon, villages noyés dans les Hautes et Basses-Alpes [13 août 1954] (p. 4219, 4220) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Lambert (Construction d'une centrale hydraulique en aval de Chateaufrenard afin d'éviter que l'eau manque dans cette ville) (p. 4235) ; Article additionnel de M. Lambert (Obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Mallemort et de construire une digue) (p. 4236) ; Article additionnel de M. Lambert (Maintien d'un débit d'eau minimum de 15 mètres cube seconde en aval de Mallemort) (p. 4237) ; Article additionnel de M. Lambert (Construction d'un canal agricole entre Orgon et Eygalières) (p. 4237) ; Art. 4 : Amendement de M. Lambert tendant à faire bénéficier les arrosants de l'augmentation de 20 0/0 des débits de canaux agricoles prévue à l'article 4 (p. 4238) ; Art. 7 : Amendement de M. Degoutte relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation (p. 4242) ; Art. 8 : Amendement de M. Lambert tendant à indemniser les expropriés suivant le principe appliqué pour les dommages de guerre par la loi du 28 octobre 1954 (p. 4243) ; Amendement de M. Massot tendant à supprimer l'article 8 bis relatif aux modalités d'indemnisation des expropriés (p. 4244) ; Art. 6 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Coustou (Délais accordés à E. D. F. pour les aménagements d'écoulement d'eau dans les Hautes-Alpes) (p. 4246) ; le repère (ibid.). = S'excuse de son absence [3 septembre 1951] (p. 6786), [4 novembre 1952] (p. 5121), [1^{er} février 1955] (p. 554), [24 novembre 1955] (p. 5990). = Obtient des congés [3 septembre 1951] (p. 6786), [14 novembre 1952] (p. 5121), [1^{er} février 1955] (p. 554), [24 novembre 1955] (p. 5990).*

AUBRY (M. Albert), Député d'Ille-et-Vilaine (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé Président de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951]

(F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**.

Dépôt :

Le 27 juillet 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, **n° 377**.

Son décès est annoncé à l'Assemblée [21 août 1951] (p. 6356).

AUBRY (M. Paul), Député de la Haute-Marne (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [29 juin 1954] **(F. n° 403)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**.

Dépôts :

Le 21 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs-distributeurs, **n° 1661**. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations pour charges sociales les répartitions de bénéfices au personnel des entreprises industrielles et commerciales, **n° 3151**. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés avant le 1^{er} janvier 1949, dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture, **n° 7033**. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans le corps des commissaires de police, les officiers de police et officiers de police adjoints, titulaires d'une

licence d'enseignement supérieur et admissibles au bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, **n° 10228**.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son ordre du jour approuvant les déclarations du Gouvernement* [27 août 1954] (p. 4338); — des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : *Son ordre du jour approuvant l'attitude du Gouvernement, touchant les négociations en cours* [27 août 1954] (p. 4355); *le soutient (ibid)*. — Prend part au débat d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour : « Fait confiance au Gouvernement », et repoussant toute addition...* [8 octobre 1954] (p. 4644); *Son ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement « pour poursuivre ces négociations »...* (p. 4646); *Son nouvel ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement pour poursuivre ces négociations et « appliquer la politique qu'il a exposée à la tribune »...* (p. 4655); *Ses explications de vote sur la question de confiance; Rejet de tout ordre du jour trop rigide liant le Gouvernement en matière internationale (Retour à la tradition parlementaire de 1900 à 1940); Succès obtenus à Londres (Engagement britannique, garanties entourant le réarmement allemand); Choix nécessaire (ou les Accords... ou le néant)* [12 octobre 1954] (p. 4668, 4669).

AUDEGUIL (M. Jean Fernand), Député de la Gironde (1^{re} circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE ; SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE ; Art. 5 : *Son amendement tendant à maintenir les crédits pour les*

théâtres et salles de concerts de province [4 septembre 1951] (p. 6835, 6836); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5330 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale (Théâtres de province)* [19 décembre 1951] (p. 9452, 9453). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui se sont produits au cours des séances du conseil municipal de Bordeaux les 5 et 10 janvier 1954 [9 février 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Situation professionnelle et géographique* [5 août 1954] (p. 3884); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 1050 : *Son amendement indicatif (Poste Bordeaux-Lafayette)* [17 mars 1955] (p. 1618); *le retire* (ibid.).

AUJOLAT (M. Louis-Paul), Député du Cameroun (3^e circonscription, Collège indigène) (I. O. M.).

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer
(Cabinet PLEVEN)

du 26 septembre 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Ministre de la Santé publique
et de la Population*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954,

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 23 février 1955-

Son élection est validée [28 août 1951] (p. 6535). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [15 juillet

1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [8 mars 1955] (F. n° 504); de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [8 mars 1955] (F. n° 504).

Dépôts :

Le 23 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 9546. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 9546 (annexe). — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale relative à la sécurité sociale signée à Paris le 30 septembre 1954 entre la France et la Norvège, n° 9908. — Le 26 janvier 1955, un projet de loi instituant un régime exceptionnel et provisoire d'indemnisation en faveur des salariés victimes des inondations, n° 9999. — Le 28 janvier 1955, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 65 du Livre II du Code du travail, n° 10028.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Pleven) [26 septembre 1951] (J. O. du 27 septembre 1951, p. 9883).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1110 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Insuffisance du nombre des magistrats)* [13 novembre 1951] (p. 7922, 7923); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental* [22 novembre 1951] (p. 8345); Art. 3 : *Amendement de M. Juglas tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* (p. 8346); Art. 4 : *Sa demande de*

disjonction des articles 4, 6, 7, 8 (p. 8346); *Amendement de M. Ninine tendant à inclure les chefs de secteurs scolaires* (p. 8349); *Art 12 : Amendement de M. Bayrou tendant à supprimer le premier alinéa relatif à l'incompatibilité à l'égard des entrepreneurs de travaux publics* (p. 8351); *Art. 3 : Amendement de M. Duveau tendant à tenir compte des districts à Madagascar* [23 novembre 1951] (p. 8415); *Amendement de M. Nazi Boni tendant à prévoir le groupement de plusieurs circonscriptions* (p. 8415); *Amendement de M. Diallo tendant à séparer Dakar de Saint-Louis dans le découpage électoral* (p. 8415); *Amendement de M. Ninine tendant à fixer le nombre de sièges attribué à chaque cercle du Cameroun* (p. 8416); *Art. 6 : Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article prévoyant la création de l'état civil dans les territoires d'outre-mer* (p. 8417); *Art. 14 : Amendement de M. Benoist tendant à prévoir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne* (p. 8420); *Art. 16 : Amendement de M. Bettencourt tendant à ne pas rembourser les dépenses de carburant* (p. 8422); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de Nouvelle-Calédonie; *Art. 1^{er} : Amendement de M. Cermolacce tendant à répartir les vingt-cinq sièges suivant la population, en un Collège unique* [30 novembre 1951] (p. 8691); *Amendement de M. Lenormand tendant à attribuer deux sièges de plus à la circonscription de la côte Est* (p. 8692); *Art. 2 : Amendement de M. Devinat tendant à permettre le panachage et le vote préférentiel* (p. 8694); *Art. 3 : Amendement de M. Benoist relatif au remboursement des dépenses de la campagne électorale* (p. 8694); *Article additionnel : Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir l'établissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie* (p. 8695); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Senghor tendant à améliorer la représentation des autochtones* (p. 8696). — Est entendu sur une demande de délai supplémentaire formulée par le Conseil de la République : *Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [18 décembre 1951] (p. 9263). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 24 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République; *Art. 1^{er} : Amendement de M. Silvandre tendant à appeler « Conseil général » chaque assemblée d'A.O.F.* [25 janvier 1952] (p. 357); *Amendement de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à supprimer la mention des « Comores »* (p. 357, 358); *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le Collège unique dans l'Assemblée du Togo* (p. 359, 362); *Amendement de M. Malbrant, tendant à maintenir les circonscriptions électorales en 1946-1948* (p. 365, 366); *Art. 4 : Amendement de M. Silvandre tendant à prévoir la revision des listes électorales avant les élections* (p. 389); *Art. 6 : Amendement de M. Silvandre tendant à établir dans un délai de quatre ans un état civil complet des habitants des territoires d'outre-mer* (p. 386); *Art. 9 : Amendement de M. Malbrant relatif aux conditions d'éligibilité pour les non résidents dans le territoire* (p. 387); *Art. 15 : Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la couleur des cartes d'électeurs et des bulletins de vote* (p. 389); *Art. 17 : Amendement de M. Diallo tendant à réduire à trente jours le délai entre la convocation des collèges électoraux et l'élection* (p. 390); *Art. 25 : Amendement de M. Malbrant tendant à ne pas maintenir en fonctions les conseillers élus à des élections partielles* (p. 391); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Economie de la loi)* (p. 395 et suiv.); — du projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie amendé par le Conseil de la République; *Art. 1^{er} : Amendement relatif aux limites des circonscriptions (Circonscription des tribus)* [25 janvier 1952] (p. 398); *Art. 8 bis : Etablissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie* (p. 399); — d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République; *Art. 1^{er} : Amendement de M. Aujoulat tendant à prévoir un décret d'application dans un délai de quinze jours après la promulgation* [25 janvier 1952] (p. 403); — d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Océanie; *Art. 1^{er} : Amendement de M. Laforest tendant à maintenir à vingt et un le nombre*

des délégués et à ne pas modifier les circonscriptions [26 février 1952] (p. 943); Art. 5 : Amendement de M. Lajorest relatif aux conditions d'éligibilité (p. 949); Art. 11 : Amendement de M. Lajorest tendant à faire supprimer au jour des élections les pouvoirs de la précédente Assemblée (p. 951); — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores; Art. 3 : Amendement de M. Malbraut tendant à découper les Comores en plusieurs circonscriptions [26 février 1952] (p. 945); = Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (Cabinet Edgar Faure) [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J. O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Condat Mahaman relative à l'inspection académique au Niger [6 juin 1952] (p. 2703, 2704). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (Université de Dakar) [6 novembre 1952] (p. 4779, 4780); Chap. 3102 : Boursiers africains (p. 4786, 4787); Chap. 3151 : Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les magistrats (Multiplication des magistrats outre-mer [8 novembre 1952] (p. 4930); Chap. 3392 : Amendement de M. Conombo tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux (p. 4933); Chap. 3431 : Demande de rétablissement des crédits pour les services de contrôle (Aménagement du laboratoire de Marseille) (p. 4934, 4935); Chap. 3621 : Office de la recherche scientifique outre-mer (p. 4935, 4936); Chap. 4192 : Commémoration de la découverte du vaccin contre la fièvre jaune (p. 4949); Chap. 4691 : Amendement de M. Conombo tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres privées (Aide aux missionnaires) (p. 4949); Explications de vote sur l'ensemble (Voyage de M. Nyobe, délégué du Cameroun aux Nations-Unies) (p. 4956); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Ses observations sur l'étendue, les modalités et l'importance de la loi [22 novembre 1952] (p. 5462 et

suiv.); amendement de M. Benoist tendant à substituer « travailleur » à « salarié » (p. 5466); Amendement de M. Konaté tendant à supprimer le 4^e alinéa relatif aux usages coutumiers (p. 5467); Art. 2 : Interdiction du travail forcé (p. 5467, 5469); Art. 5 : Amendement de M. Gueye tendant à rendre publics les noms des fondateurs et administrateurs de syndicats (p. 5473); Art. 18 : Sa demande de rétablir l'article autorisant les syndicats à acheter ce qui est nécessaire aux membres (p. 5474); Art. 28 : Amendement de M. Silvandre tendant à assimiler les associations professionnelles coutumières aux syndicats (p. 5474); Art. 32 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'alinéa relatif au délai d'octroi du visa nécessaire au travailleur qui change de territoire (p. 5476); Art. 33 : Amendement de M. Moisan tendant à supprimer le cas de la faute grave due au salarié (p. 5477); Art. 34 : Amendement de M. Diallo tendant à reprendre l'article relatif à l'établissement des contrats de travail à l'essai (p. 5481); Art. 37 : Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre l'article relatif aux activités secondaires d'un travailleur et à sa possibilité de réembauchage dans la même région (p. 5482); Art. 38 : Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation d'un contrat (p. 5484); Art. 46 : Amendement de M. Godin tendant à reprendre l'article maintenant le contrat de travail quand le salarié est mobilisé (p. 5487); Art. 59 bis : Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'article punissant l'embauchage comme ouvriers de jeunes gens liés par un contrat d'apprentissage (p. 5489); Art. 69 : Amendement de M. Caillavet tendant à disjoindre l'alinéa relatif à la réunion d'une commission mixte et à l'appréciation du caractère représentatif des syndicats (p. 5491); Art. 72 : Amendement de M. Moisan tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'avis du chef du territoire sur les conventions collectives (p. 5493); Art. 72 bis : Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre l'article relatif à l'extension au territoire d'accords collectifs (p. 5494); Art. 88 : Logement du travailleur par l'employeur et de sa famille (p. 5496); Amendement de M. Caillavet tendant à définir la famille du travailleur en la limitant à la femme et aux enfants (p. 5496); Art. 90 : Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'alinéa

fixant le taux des indemnités de dépaysement pour les chefs de territoire (p. 5497); Art. 98 : *Amendement de Mme Prin tendant à exiger sauf exceptions, un bulletin de paye* (p. 5499); Art. 100 : *Amendement de M. Silvandre tendant à ne viser que les inscrits maritimes* (p. 5499); Art. 109 : *Amendement de M. Gueye tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la durée légale du travail* (p. 5502, 5503); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5503); *Amendement de M. Konaté tendant à fixer à 40 heures par semaine la durée légale du travail en prévoyant des dérogations par arrêtés* (p. 5504, 5505); Art. 122 : *Amendement de M. Godin tendant à reprendre l'article du Conseil de la République précisant les conditions et le délai dans lesquels le travailleur peut exiger les frais de voyage pour son congé* (p. 5507); Art. 127 : *Amendement de M. Godin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux droits de frais de voyage de congé d'un travailleur licencié* (p. 5521); Art. 145 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant le fonctionnement des services de l'inspection du travail* (p. 5528); Art. 148 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte relatif au serment prêté par les inspecteurs du travail* (p. 5529); Art. 148 bis : *Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'article interdisant aux inspecteurs du travail de posséder des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle* (p. 5529); Art. 149 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail* (p. 5530); Art. 150 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail* (p. 5531, 5532); Art. 168 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'Office central de la main-d'œuvre et des offices locaux* (p. 5535, 5536); Art. 172 : *Amendement de M. Benoist tendant à interdire les bureaux de placements des syndicats là où existe un office de la main-d'œuvre* (p. 5537); Art. 179 : *Amendement de M. Yacine Diallo tendant à soumettre aux assemblées locales, les arrêtés fixant les indemnités des assesseurs des tribunaux du travail* (p. 5539); Art. 198 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale relatif au*

pourvoi en cassation des jugements des tribunaux du travail (p. 5541); Art. 200 : *Sa demande de suspension de séance* (p. 5541); *Différends collectifs du travail* (p. 5541, 5542); Art. 218 : *Amendement de M. Dicko tendant à retirer l'article punissant les employeurs ayant maltraité des travailleurs* (p. 5545); Art. 226 : *Amendement de M. Dicko tendant à prévoir l'avis de l'Assemblée de l'Union française* (p. 5546); Art. 228 : *Demande de seconde délibération du projet de loi, présentée par M. Senghor* (p. 5550); Art. 227 : *Sa demande de suspension de séance* (p. 5552). — *Donne sa démission de Secrétaire d'Etat de la France d'outre-mer* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030).

En qualité de Député :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur le rôle du F. I. D. E. S., le développement économique des territoires d'outre-mer, l'exportation et la protection des produits coloniaux, l'intégration économique des territoires d'outre-mer au sein de l'Union française, les institutions municipales et territoriales d'outre-mer, l'équilibre des budgets locaux, la mise en application du Code du travail, l'aide à la famille autochtone, les événements d'Indochine et d'Afrique du Nord, la participation des territoires d'Afrique à la Communauté européenne* [27 mai 1953] (p. 2860 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Conombo portant création d'une surtaxe supplémentaire sur les alcools à destination des territoires d'outre-mer* (*Ravage de l'alcoolisme dans ces territoires, article du Monde, projets de loi en instance*) [7 juillet 1953] (p. 3302, 3303); Art. 5 (*Pouvoirs spéciaux permanents*): *Amendement de M. Conombo tendant à exclure de l'application les forces armées* (*Inquiétudes touchant les forces d'outre-mer*) (p. 3314); — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels militaires; Art. 2 : *Amendement de M. Conombo tendant à majorer le nombre des décorations attribuées au Ministère de la France d'outre-mer* [21 juillet 1953] (p. 3637); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 5 : *Dépôts de projets et propositions de loi sur le bureau du Conseil de la République aussi bien que sur celui de l'As-*

semblée Nationale (Dépôt de textes sur le bureau de l'Assemblée de l'Union française) [21 juillet 1953] (p. 3674, 3675); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République, État A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Suppression du recrutement latéral des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et rôle de l'Office de la main-d'œuvre et du placement)* [31 décembre 1953] (p. 7146); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Attribution de cinq postes de gouverneurs au Ministère des Etats associés)* (p. 7148). — Dépose une demande d'interpellation sur les problèmes institutionnels qui intéressent l'évolution de l'Union française [25 février 1954] (p. 506); la développe : *Echec de certaines formules d'intégration, aspirations nationales, assemblées territoriales, politique de l'O. N. U., acheminement vers le statut d'Etats intégrés au sein d'une République fédérale, application du Code du travail, cadres autochtones* [8 avril 1954] (p. 1924 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Ses explications de vote (Critique du Gouvernement vietnamien actuel)* [9 mars 1954] (p. 772); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République; danger de la cooptation pour le recrutement de l'Assemblée de l'Union française* [12 mars 1954] (p. 851); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale (Conditions générales des élections outre-mer, élections en Haute-Volta et à Madagascar, influence des vétérinaires et des médecins, limitation de l'inéligibilité, condamnation de la discrimination à l'égard de l'éligibilité* [12 mars 1954] (p. 855, 856); — d'interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer : *utilité de commencer la discussion le jour même* [26 mars 1954] (p. 1315); *déroulement du débat* [9 avril 1954] (p. 2021); *Ordre du jour de M. Aubame (Politique économique pratiquée dans les départements d'outre-mer)* (p. 2030); — du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les

territoires d'outre-mer [18 mai 1954 (p. 2496). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer : *Education nécessaire du public, des médecins et des auxiliaires médicaux pour la lutte contre le cancer, action de la Ligue française contre le cancer* [20 juillet 1954] (p. 3448, 3449). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Formation professionnelle des adultes, problème des travailleurs nord-africains, prestations familiales, fonds national vieillesse, allocation chômage* [16 novembre 1954] (p. 5075 et suiv., 5079); État A, Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Réorganisation du Ministère)* (p. 502); Chap. 31-11 : *Demande de disjonction de M. Boubien (Insuffisance des effectifs des inspecteurs et contrôleurs du travail; application des salaires minima au travail à domicile)* (p. 5082, 5083); Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Création d'une inspection portant sur l'ensemble du Ministère; paiement du corps de contrôle par la sécurité sociale)* (p. 5093); Chap. 31-22 : *Demande de disjonction de M. Besset (Primes au personnel des services extérieurs du Ministère du Travail)* (p. 5094); Chap. 34-11 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Insuffisance du contrôle exercé par les inspecteurs du travail)* (p. 5096); Chap. 34-12 : *Demandes de disjonction de M. de Tinguy et de Mme Lefebvre (Fonctionnement des bureaux de placement et des services de la main-d'œuvre)* (p. 5095, 5096); Chap. 43-11 : *Attribution de bourses aux élèves de centre d'études du service social du travail dans les départements d'outre-mer* (p. 5096); *Amendement de M. de Tinguy tendant à insérer un nouveau chapitre : Services du travail et de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes; reconversion des entreprises, problèmes de transfert* (p. 5097); Chap. 44-11 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Encouragements*

aux sociétés ouvrières de production et de crédit) (p. 5098) ; Demandes de disjonction du chapitre 46-11, présentées par MM. Coutant, Musmeaux, de Tinguy et Mme Lefebvre (Reclassement de la main-d'œuvre dans le cadre de la reconversion des entreprises, aide aux chômeurs, fonds départemental de chômage, chantiers de chômage dans les départements d'outre-mer) (p. 5099, 5100) ; Cas des travailleurs âgés de 65 ans (p. 5101) ; Chap. 46-12 : Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains (Création d'un centre d'hébergement à Châteauroux, centres de formation professionnelle en Algérie ; allocations familiales, travailleurs tunisiens) (p. 5102 et suiv.) ; Chap. 47-41 : Amendement indicatif de M. Linet (Aide aux travailleurs immigrants ; création d'usines d'armement franco-allemandes) (p. 5105) ; Chap. 47-22 : Demandes de disjonction de ce chapitre (Attitude du Gouvernement vis-à-vis des régimes spéciaux, fonds spécial de retraites des mineurs) (p. 5106 et suiv.) ; Etat B, Chap. 66-10 : Demandes de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes) [17 novembre 1954] (p. 5126, 5127) ; Article additionnel de M. Caillet (Extension au conjoint de la loi du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport aux bénéficiaires d'une rente ou d'une pension ; oppose l'article 48 du règlement) (p. 5129) ; Déroulement du débat (Inopportunité du vote sur l'ensemble) (p. 5129, 5130). — Répond à une question de M. Signor relative au respect du statut de la fonction publique [10 décembre 1954] (p. 6063). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 16 : *Mode d'élection* ; Amendement de M. Raingard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République [5 juillet 1955] (p. 3614) ; Art 5 : Amendement de M. Malbrant (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits) (p. 3616) ; Art. 53 : Amen-

dement de M. Malbrant (Cas de dissolution des conseils municipaux) (p. 3621) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : Réactions de Madagascar [13 juillet 1955] (p. 3835, 3836) ; Amnistie du 6 août 1953 et condamnés d'outre-mer, notamment de Madagascar (p. 3840, 3841, 3844) ; Art. 1^{er} : Son amendement (Faits commis à l'occasion de mouvements collectifs à caractère social) (p. 3847) ; Art. 5 : Amendement de M. Gautier (Sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité morale ») (p. 3851) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Ses explications de vote sur la question de confiance : élections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Nécessité d'une nouvelle loi électorale pour la France d'outre-mer) [2 novembre 1955] (p. 5647) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Art. 7 : Le suffrage universel outre-mer [17 novembre 1955] (p. 5832) ; Art. 8 : Son amendement (Institution au Cameroun d'une circonscription électorale unique) [18 novembre 1955] (p. 5861 à 5863) ; Art. 9 : Son amendement (Nombre de sièges attribués au Cameroun) (p. 5865) ; le retire (*ibid.*).

AUMERAN (M. Adolphe), Député d'Alger
(1^{er} Collège) (*App. R. I.*).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à appliquer aux personnels civils ayant été internés par les autorités de la Corée du Nord les dispositions relatives aux déportés et internés de la guerre de 1939-1945, n° 6691. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à réformer les institutions parlementaires en vue d'assurer la stabilité gouvernementale, n° 10931.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur le réarmement de l'Allemagne et l'armée européenne [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Oppose la question préalable* [6 décembre 1951] (p. 8876 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique concernant la remilitarisation de l'Allemagne [24 janvier 1952] (p. 324) ; la développe : *Ses observations sur le plan Morgenthau, le réarmement allemand, ses dangers immédiats et lointains, les projets allemands dans l'avenir, l'inconstitutionnalité du projet Pleven* [11 février 1952] (p. 577 et suiv.) ; — sur le renouvellement en Tunisie d'une politique déjà pratiquée en Indochine [26 février 1952] (p. 1045) ; — sur le renouvellement en Tunisie d'une politique déjà pratiquée en Indochine [11 mars 1952] (p. 1220) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [1^{er} avril 1952] (p. 1686) ; la développe : *Ses observations sur les dangers de la médiation américaine, la puissance de Bourguiba qui règne par la peur, les pouvoirs du bey et la question de la co-souveraineté, le désir de tranquillité du peuple tunisien, l'œuvre de la colonisation française* [5 juin 1952] (p. 2637 et suiv.) ; — sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de l'Allemagne [5 novembre 1952] (p. 4750) ; — sur la politique du Gouvernement à l'égard des problèmes allemand et européen [14 janvier 1953] (p. 81). — Modifie le libellé de son interpellation sur la composition du Gouvernement [20 janvier 1953] (p. 94) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur la nécessité d'un débat de politique étrangère*) [22 janvier 1953] (p. 128). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement [24 janvier 1953] (p. 270). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la politique étrangère* [10 mars 1953] (p. 1726, 1727). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur l'échec de la politique étrangère suivie depuis 1945, le sort de l'Union française, le réarmement de l'Allemagne, les problèmes indochinois et nord-africain* [10 juin 1953]

(p. 2990 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le problème allemand et la paix [7 juillet 1953] (p. 3266) ; la développe : *La leçon des événements dès la 2^e guerre mondiale, la création d'une Europe à six à participation dominante de l'Allemagne, la réalité du danger allemand toujours présent, la position anglaise, les ambitions allemandes de revanche à l'Est, le travail des Assemblées « ad hoc »* [17 novembre 1953] (p. 5187 et suiv.) ; — sur l'Indochine et les récentes décisions gouvernementales [7 juillet 1953] (p. 3266) ; la développe : « *Improvisation* » *criticable commise par la Constitution de 1946, substituant l'Union française à l'Empire français ; échec total des accords de la baie d'Along (5 juin 1948) et ultérieurs, aliénant la souveraineté française au profit d'un souverain décrié ; leur caractère anticonstitutionnel (Art. 62 de la Constitution) ; nécessité de réintégrer la Cochinchine dans la République française, conformément aux vœux des habitants ; victoire aisée par l'isolement total des rebelles (Barrage radioactif à la frontière de Chine) ; critique de l'anti-colonialisme américain ; vocation « impériale » et non « européenne » de la France* [23 octobre 1953] (p. 4539 à 4542). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'un débat sur la politique étrangère, la réunification et le réarmement de l'Allemagne, les fautes des U. S. A.* [16 juillet 1953] (p. 3516, 3517). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2530, 2531) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Inscription dans le 1^{er} collège de citoyens français musulmans non soumis au statut personnel)* (p. 2533) ; Art. 3 : *Son amendement (Avis de l'Assemblée algérienne pour l'application de la loi)* (p. 2535) ; *Son article additionnel* (p. 2536) ; *le retire* (p. 2536) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Homogénéité des collègues)* [31 août 1954] (p. 4503) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : « *Désastreuse politique d'abandon* » de la France, *politique en Afrique du Nord, Œuvre française de colonisation* [22 juillet 1954] (p. 3538, 3539). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'abandon du Gouvernement en Tunisie et au Maroc [5 août 1954] (p. 3857) ; en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même

sujet (p. 3857); est entendu sur la fixation de la date de discussion : « *Grand dessein* » poursuivi par l'étranger, depuis la défaite de 1940, pour l'écartèlement de l'Empire français; Contradictions de la nouvelle politique annoncée à Tunis (« on reste ou on s'en va », « L'autonomie interne prélude à l'indépendance totale »), « Droits imprescriptibles » des colons français de Tunisie et du Maroc, venus « non en terre étrangère, mais en terre française » [10 août 1954] (p. 4038, 4039); la développe : Politique d'abandon suivie depuis la Libération, en Indochine d'abord, puis en Afrique du Nord; Infimes minorités représentées par le Néo-Destour et l'Istiqlal, erreur commise en traitant avec eux; Gestion commune franco-musulmane, terme nécessaire de l'évolution politique nord-africaine; Méfiance exprimée envers nos « alliés américains » et « nos amis anglais » [26 août 1954] (p. 4259, 4260). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : oppose la question préalable tendant au rejet du traité de Paris (devoir de refuser l'armée européenne et le réarmement allemand, discours de M. Dulles sur l'avenir de l'Allemagne, coalition européenne face à la France, la stratégie périphérique et l'emploi des armes atomiques, « l'inconcevable concentration », solution de rechange à la C.E.D., danger d'une guerre offensive contre l'U.R.S.S. déclenchée par l'Allemagne) [29 août 1954] (p. 4436, 4439, 4440), la retire (p. 4443); oppose à nouveau la question préalable [30 août 1954] (p. 4456); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Inutilité technique du réarmement allemand (prépondérance écrasante de l'arme aéro-atomique); Revendications offensives avouées des allemands envers l'Est (déclarations, notamment, des socialistes); caractère illusoire ou insuffisant des contrôles prévus à Londres et de la participation britannique (traitement de faveur réservé à l'Angleterre); caractère illusoire des engagements « personnels » souscrits par le Chancelier Adenauer, « maniaque du réarmement »; Inquiétudes légitimes suscitées par les principes posés à Londres (souveraineté rendue à l'Allemagne, admission à l'O.T.A.N., droit pour elle — et elle seule — de reconsidérer sa position en cas de réunification, possibilité restant ouverte d'un accord, sans contrôle, germano-russe) [7 octobre 1954] (p. 4580, 4581). — Dépose une demande d'in-

terpellation : sur les mesures à prendre pour rétablir l'ordre en Algérie, en Tunisie et au Maroc [3 novembre 1954] (p. 4689); est entendu sur la fixation de la date de discussion : insurrection du 1^{er} novembre, carence du dispositif de sécurité, impuissance ou complicité du Gouvernement tunisien actuel, répression nécessaire des meneurs (« idéologues des bords de la Seine et de la Méditerranée »), observations nécessaires à nos alliés, lourdes responsabilités du Gouvernement (« voyage théâtral du 31 juillet » à Tunis), poursuite des pourparlers malgré la persistance du terrorisme, capitulation en Indochine devant Ho Chi Minh et Moscou, aux Indes devant « M. Nehru, leur ami », en Europe devant l'Allemagne et les U.S.A. : rejet de l'autonomie interne en Tunisie (bases stratégiques d'Afrique française) « principe paritaire de la communauté franco-musulmane » à restaurer, choix judicieux des « interlocuteurs » [12 novembre 1954] (p. 4947 et suiv.); — sur les apaisements donnés par le Gouvernement au représentant du Liban, au sujet de sa politique en Afrique du Nord [7 décembre 1954] (p. 5916). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Discussion générale : critique de l'Union française, abandon fatal de l'Indochine, repli coupable sur l'Europe; Défi du Néo-Destour : examen nécessaire des futurs accords par l'Assemblée; solution personnelle proposée (parité franco-musulmane à tous les échelons); Motion de la Fédération des maires du département d'Alger; Dangereux discours du Président du Conseil au « National Press Club »; Revêtement apparent obtenu du Liban — à la suite de quelles assurances? — ; Illusion de la politique d'autonomie interne [10 décembre 1954] (p. 6087 à 6089). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : date du débat sur la ratification des accords de Paris [17 décembre 1954] (p. 6499). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Discussion générale : Antécédents au réarmement allemand (rôle du professeur Hallstein), son caractère anachronique (rôle de l'arme atomique), droit de réexamen laissé à l'Allemagne (en cas de réunification), révisionnisme et dynamisme germanique (déclarations de M.M. Adenauer, J. Kayser, Th. Blank, maréchal Kesselring), réarmement déjà en cours (associations d'anciens soldats, stocks provi-

sionnels de matériel américain), pseudo-fatalité du réarmement allemand (réfutation), non-discrimination nécessaire entre l'Angleterre et la France, mais discrimination nécessaire entre elles deux et l'Allemagne, entrée prématurée de celle-ci à l'O. T. A. N., abandons consentis en Sarre (exposés des motifs français et allemand), échec de l'Agence des armements, négociations futures avec l'U. R. S. S. (impossibles), soutien accordé à l'unité et au révisionnisme allemands (frontière de l'Oder) [21 décembre 1954 (p. 6690 à 6693) ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) ; Article unique : Ses explications de vote : Collusion germano-russe inévitable après le réarmement allemand, monopole du patriotisme laissé aux communistes, potentiel mondial de l'Union française, « complexe d'infériorité » à écarter face aux U. S. A., réarmement impossible pour la France (raisons géographiques et juridiques, engagements formels des Anglo-Saxons) [29 décembre 1954] (p. 6917, 6918). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 7 décembre 1954 sur les apaisements donnés par le Gouvernement au représentant du Liban, au sujet de sa politique en Afrique du Nord : Responsables, l'argent de France, l'étranger, certains syndicalistes anglo-américains, M. Mitterrand ; autonomie interne, application extensive du statut algérien, réformes, promesses de M. Mendès-France au représentant du Liban aux Etats-Unis [2 février 1955] (p. 604 à 606). — Est entendu sur une communication du Gouvernement : Politique poursuivie en Afrique du Nord [21 juin 1955] (p. 3181, 3182). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures arrêtées pour l'Algérie par le Conseil des Ministres qui a adopté le plan proposé par le gouverneur général [24 juin 1955] (p. 3312). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français du Maroc : Discussion générale [24 juin 1955] (p. 3320) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Aventure, imposée au Parlement, née de la peur et de promesses mal définies ; l'U. G. T. T. ; relations franco-syriennes ; Bourguiba [7 juillet 1955] (p. 3681 à 3684). —

Dépose une demande d'interpellation sur l'interprétation déformée de l'émeute de Casablanca [19 juillet 1955] (p. 3893). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : La colonisation ; application du statut et coopération ; mission de M. Grandval ; nécessité d'un chef unique pour toute l'Afrique du Nord [28 juillet 1955] (p. 4420 à 4423). — Dépose une demande d'interpellation : sur les tromperies employées par le Gouvernement vis-à-vis de l'opinion dans l'affaire marocaine et l'attitude du pouvoir exécutif à l'égard des fauteurs de troubles concurremment avec celle par lui déposée le 19 juillet 1955, sur l'interprétation (déformée) donnée de l'émeute de Casablanca [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : Dégradation de tout prestige en France, évolution de la question sarroise, vote de l'O. N. U. ; opération « éviction » en Tunisie, personnalité de Ben Youssef, brigades d'acclamations ; plan de M. Edgar Faure ; nécessité d'un état de siège étendu à toute l'Afrique du Nord [7 octobre 1955] (p. 4873 à 4876) ; — sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord, maintenant sur le plan politique ce qui ne relève que de l'ordre public [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : front unique d'Afrique du Nord, diffusion du message de Messali Hadj, attitude des élus du deuxième collège, incapacité du Gouvernement à rétablir l'ordre, impossibilité de l'intégration totale [11 octobre 1955] (p. 5010, 5013) ; attitude du Gouvernement à l'égard du fédéralisme [13 octobre 1955] (p. 5098) ; Ses explications de vote sur la question de confiance : conséquences heureuses de la chute d'un Gouvernement engagé sur la voie de l'abandon [18 octobre 1955] (p. 5132, 5133). — Dépose une demande d'interpellation sur la passivité du Gouvernement à l'égard des déclarations de ses interlocuteurs tunisien et marocain [23 novembre 1955] (p. 5944). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie : Ses explications de vote (inopportunité d'un tel texte) [23 novembre 1955] (p. 5957). — S'excuse de son absence [6 janvier 1953] (p. 2). — Obtient un congé [6 janvier 1953] (p. 2).

B

BABET (M. Raphaël), *Député de la Réunion*,
(U. D. S. R.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [6 juillet 1954] (**F. n° 405**) ; de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1955] (**F. n° 482**),

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du sucre de canne en même temps que celui de la betterave et d'accorder aux sucres de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, le bénéfice d'une participation de la Caisse nationale de péréquation des transports maritimes des sucres ou une subvention budgétaire, **n° 132**. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et des inondations qui ont dévasté le département de la Réunion, **n° 3027**. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur dans les départements d'outre-mer les dispositions des articles 1573 à 1579 du Code général des impôts relatives à la perception de la taxe locale

additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 3805**. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions des articles 1573 à 1579 du Code général des impôts relatives à la perception de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 3981**. — Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une solution au problème des retraites des agents des chemins de fer de la Réunion, **n° 5729**. — Le 20 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire d'urgence au budget une subvention de 10 millions de francs en vue de faciliter les tournées théâtrales dans les départements de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, **n° 6920**. — Le 5 novembre 1953, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 2681) tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, **n° 7086**. — Le 5 novembre 1953, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 2682) tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 1^{er} décembre 1948 relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les

ports étrangers admis pour le transport en droiture, n° 7087. — Le 12 mars 1954, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 2684) tendant à ratifier le décret du 1^{er} août 1949 rejetant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales, n° 8026. — Le 12 mars 1954, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 2685) tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane), n° 8027. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans l'arrêté de fixation du prix du sucre, le remboursement des frais d'approche des sucres des départements d'outre-mer, n° 9275. — Le 18 janvier 1955, une proposition de loi tendant à supprimer les abus résultant, pour les professionnels salariés, des dispositions de l'article 20 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 portant création d'un ordre des experts comptables et comptables agréés, n° 9921.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir un indice spécial pour l'impôt sur le revenu à la Réunion* [30 décembre 1951] (p. 10282). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement et la situation en Tunisie : *Mécontentement des populations des départements d'outre-mer* [22 janvier 1952] (p. 296) ; — sur un incident : *Départ nécessaire du préfet de la Réunion* [24 janvier 1952] (p. 338, 339). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, chap. 44-31 : *Subvention au sucre des Antilles* [25 octobre 1952] (p. 4481) ; INTÉRIEUR, Article additionnel : *Son amendement tendant à rétablir la taxe*

locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer [13 décembre 1952] (p. 6369) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés économiques des Antilles et de la Réunion)* [18 décembre 1952] (p. 6587) ; Art. 48 : *Son amendement tendant à prévoir des emprunts pour la réalisation de constructions de logements dans les départements d'outre-mer* [20 décembre 1952] (p. 6783) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* [21 décembre 1952] (p. 6876). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendes-France) : *Ses observations sur la situation économique et sociale des départements d'outre-mer* [4 juin 1953] (p. 2958, 2959) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses explications de vote favorables à M. André Marie* [18 juin 1953] (p. 3100, 3101). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Discussion générale (Abandon de toute sanction contre les grévistes)* [2 juillet 1953] (p. 3223) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 41-51 : *Amendement de M. Sérafini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance des subventions à la Réunion)* [11 décembre 1953] (p. 6472) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), EDUCATION NATIONALE, Chap. 43-73 : *Son amendement (Subventions aux théâtres des départements d'outre-mer)* [1^{er} avril 1954] (p. 1693) ; *le retire* (p. 1694) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Contingentement des sucres dans les départements d'outre-mer, aide à l'agriculture, remise en état des réseaux routiers, retraités des chemins de fer de la Réunion)* [8 avril 1954] (p. 1937, 1938) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-16 : *Amendement indicatif de*

M. de Villeneuve (Situation des surveillants de chantiers dans les départements d'outre-mer et des agents retraités des chemins de fer et du port de la Réunion) [9 décembre 1954] (p. 6006) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Emigration réunionnaise à Madagascar, situation démographique des Antilles et de l'Algérie)* [17 décembre 1954] (p. 6489) ; *le retire* (p. 6490) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 ; I. — CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-92 : *Son amendement indicatif (Le sucre dans les départements d'outre-mer)* [8 mars 1955] (p. 1163, 1164) ; — en deuxième lecture du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Elections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements ; cas des départements d'outre-mer)* [12 novembre 1955] (p. 5647).

BACON (M. Paul), Député de la Seine
(4^e secteur) (M. R. P.).

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(Cabinet LAMIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003) = Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires

[27 mai 1952] (F. n° 138) ; de la Commission des finances [21 octobre 1952] (F. n° 170).

Dépôts :

Le 23 août 1951, un projet de loi relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, n° 804. — Le 31 août 1951, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, n° 932. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit Conseil, n° 973. — Le 14 septembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 932) modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, n° 1112. — Le 18 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 97 concernant les travailleurs migrants, n° 1131. — Le 18 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, n° 1134. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à la ratification de la Convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, n° 1268. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif au système de coordination des régimes de sécurité sociale métropolitain et algérien, n° 1270. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 1275. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale, intervenue le 30 juin 1951, n° 1278. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la

Convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 1339. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, n° 1340. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, n° 1341. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 156 du Livre II du Code du travail, n° 1360. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 69 du Livre IV du Code du travail, n° 1398. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier un avenant à l'accord complémentaire à la Convention générale du 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique sur la sécurité sociale signé le 19 janvier 1951 (régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers et saisonniers), n° 1438. — Le 13 novembre 1951, un projet de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, n° 1490. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, n° 1574. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à modifier la loi du 13 mars 1937 ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi, n° 1802. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et maladies professionnelles dans ces départements, n° 1803. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales, n° 1816. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 30 du Livre IV du Code du travail relatif aux élections prud'homales, n° 2184. — Le 27 décembre 1951, un projet de loi tendant à compléter la loi n° 46-283 du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail, n° 2242. — Le 5 février 1952, un projet de loi relatif à la variation du

salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, n° 2490. — Le 19 février 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant n° 3 à la Convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale et le protocole n° 2 signés le 8 octobre 1951, n° 2706. — Le 19 février 1952, un projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, n° 2717. — Le 27 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne », n° 4891. — Le 5 mars 1953, un projet de loi portant modification de la loi du 19 août 1950 et tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 5754. — Le 5 mars 1953, un projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale d'assurances sur la vie atteints d'une incapacité absolue de travailler, n° 5762. — Le 26 mars 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 101 concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 35^e session, tenue à Genève en juin 1952, n° 6030. — Le 26 mars 1953, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la mutualité, n° 6031. — Le 21 mai 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord complémentaire n° 2 à la Convention générale du 12 novembre 1949 entre la France et le Grand Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signé le 19 février 1953, n° 6233. — Le 21 mai 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France, la Sarre et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays de la législation française sur la sécurité sociale et des législations italienne et sarroise sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 6234. — Le 18 novembre 1953, un projet de loi tendant à modifier l'article 60 du Livre II du Code du travail,

n° 7205. — Le 31 décembre 1953, un projet de loi tendant à la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 7559.** — Le 14 janvier 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, adopté par la 36^e session de la Conférence internationale du travail, **n° 7618.** — Le 9 février 1954, un projet de loi modifiant l'article 78 de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 7663.** — Le 9 février 1954, un projet de loi tendant à la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 7665 (rectifié).** — Le 9 février 1954, un projet de loi modifiant les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles **n° 7666.** — Le 18 mars 1954, un projet de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 8076.** — Le 23 mars 1954, un projet de loi complétant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 8122.** — Le 7 avril 1954, un projet de loi permettant à titre exceptionnel de modifier, dans certaines communes, les taux d'abattements utilisés pour le calcul des prestations familiales, **n° 8284.** — Le 3 février 1955, une proposition de loi tendant à instituer un congé-éducation pour les travailleurs salariés, **n° 10088.** — Le 15 mars 1955, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, **n° 10397.** — Le 28 mars 1955, un projet de loi modifiant et complétant le Livre I^{er} du Code du travail en ce qui concerne les frais d'introduction de main-d'œuvre par l'Office national d'immigration et les agissements des intermédiaires entre les travailleurs étrangers et les services de main-d'œuvre, **n° 10531.** — Le 10 mai 1955, un projet de loi tendant à la prorogation du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la fixation de la période au cours de laquelle auront lieu les élections des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, **n° 10700.** — Le 17 mai 1955, un projet de loi prorogeant

exceptionnellement la durée du mandat des administrateurs des organismes de la Sécurité sociale dans les mines, **n° 10747.** — Le 6 octobre 1955, un projet de loi portant abrogation des articles 112, 113 et 114 du Livre II du Code du travail et modification de l'article 185 du même livre, **n° 11511.** — Le 12 novembre 1955, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, **n° 11859.**

Interventions :

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur l'assainissement progressif de la Sécurité sociale)* [29 août 1951] (p. 6600); Art. 4 : *Sa proposition de réserver l'article* [30 août 1951] (p. 6624); Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* (p. 6624); Art. 9 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir une aide de 3.500 millions de l'Etat à la Caisse de mutualité agricole* (p. 6625); *Amendement de M. Bessac tendant à limiter aux assurés ayant cotisé cinq ans dans l'agriculture les dispositions de l'article* (p. 6626); Art. 12 : *Amendement de M. Titeux tendant à prévoir le remboursement intégral de la dette de l'Etat envers la Sécurité sociale* (p. 6628); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er} : *Amendement de M. de Chambrun tendant à supprimer les abattements de zones en France* [19 septembre 1951] (p. 7490); *Amendement de M. Leenhardt tendant à réviser le budget-type automatiquement toutes les fois qu'une modification de 5 0/0 du prix de la vie aura eu lieu* [20 septembre 1951] (p. 7510); *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* (p. 7513); *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* (p. 7515, 7516, 7517); Article additionnel : *Amendement de*

M. Cristofol tendant à calculer le traitement des fonctionnaires d'après le nouveau salaire minimum national majoré de 20 0/0 (p. 7519); *Amendement de M. Ramarony tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* (p. 7522); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales; *Art. 2 bis : Application de la loi des maxima* [25 septembre 1951] (p. 7622); *Art. 7 : Amendement de M. Bissol tendant à majorer de 65 0/0 les allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 7623); *Amendement de M. Coutant tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 7623); *Art. 10 : Avances du Trésor aux diverses caisses* (p. 7624); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 7627); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; *Chap. 1000 : Amendement de M. Bouxom tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (fermeture des Etablissements Salmson)* [13 novembre 1951] (p. 7944); *Chap. 3040 : Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (travailleurs nord-africains en France)* (p. 7945, 7946); *Chap. 4000 : Amendement de M. Viatte tendant à disjoindre les crédits pour les prestations et versements obligatoires (cotisations de l'Etat à la sécurité sociale des fonctionnaires)* (p. 7957); *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 7958); *Chap. 4020 : Amendements de MM. Viatte, Coutant, Denis, Minjoz et Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage (chômage en France)* (p. 7960, 7961); *Chap. 4050 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les caisses de retraites (calcul de la retraite des vieux salariés en Alsace-Lorraine)* (p. 7962); *Chap. 4070 : Frais d'accueil aux travailleurs étrangers* (p. 7963); *Chap. 5020 : Amendement de M. Titeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs immigrants (immigrants d'Europe centrale)* (p. 7963); *Chap. 5050 : Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes* (p. 7965); — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson :

Discussion générale [21 décembre 1951] (p. 9494, 9495). — Répond à une question : de M. Girard relative aux salaires et prestations familiales dans les départements d'outre-mer [21 décembre 1951] (p. 9506); — de M. Girard sur le taux comparatif du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer et dans la première zone de la région parisienne [21 décembre 1951] (p. 9507); — de M. Bouxom relative au plafond des cotisations de la Sécurité sociale [21 décembre 1951] (p. 9508). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Contre-projet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0* [25 février 1952] (p. 865, 866). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; *Art. 118 x : Amendement de M. Nenon tendant à saisir de la réforme le Conseil supérieur de la Sécurité sociale* [28 janvier 1953] (p. 601). — Répond à une question : de Mme Guérin relative aux licenciements aux Etablissements Lavalette et à l'usine Kléber-Colombes [6 mars 1953] (p. 1668); — de M. de Tinguy relative aux importations de viandes [27 mars 1953] (p. 2470, 2471); — de M. André Mercier relative à l'indemnité de nourriture du personnel de l'industrie hôtelière [27 mars 1953] (p. 2471, 2472); — de M. Caillet relative aux chômeurs et économiquement faibles [27 mars 1953] (p. 2473, 2474). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet René Mayer) [27 mai 1953, p. 2846]. — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Est entendu dans la discussion sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi concernant l'application de la semaine de 40 heures dans certains commerces de détail : *Opposition au débat restreint, la matière étant d'ordre réglementaire; promesse d'un prochain décret donnant satisfaction à l'Assemblée; sa demande de renvoi devant la Commission* [24 juillet 1953] (p. 3879). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Informations données à l'Assemblée concernant la politique sociale et économique du Gouvernement)* [29 octobre 1953] (p. 4652, 4653); Chap. 3101 : *Administration centrale; Service de liquidation des indemnités dues pour l'emploi de prisonniers de guerre* (p. 4657, 4658); Chap. 4611 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Rajustement du taux de l'allocation et conditions d'attribution de l'allocation)* (p. 4661); Chap. 4612 : *Amendement de M. Linet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration du sort des travailleurs nord-africains (Insuffisance des crédits, mise en grandissante des Nord-Africains en France)* (p. 4669); Chap. 4722 : *Demande de disjonction présentée par M. Musmeaux, du chapitre relatif à la contribution de l'Etat au fonds de retraite de la Caisse de sécurité sociale des mines (Insuffisance des pensions des retraités mineurs)* (p. 4670, 4671); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3112 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le service du travail et de la main-d'œuvre (Reclassement des fonctionnaires des services extérieurs)* [30 décembre 1953] (p. 7036); *Service du travail et de la main-d'œuvre (Statut des contrôleurs du travail)* (p. 7036); Chap. 4312 : *Amendement de M. Furaud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la formation professionnelle des adultes (Insuffisance des crédits pour la formation de 21.000 stagiaires)* (p. 7037, 7038); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fixation du budget type par la Commission supérieure des conventions collectives)* (p. 7039). — Répond à une question : de M. André Mercier relative à la liquidation des pensions

de vieux travailleurs de l'Oise [30 octobre 1953] (p. 4722); — de Mme Poinso-Chapuis relative au remboursement de vaccinations obligatoires effectuées par des médecins particuliers [30 octobre 1953] (p. 4723). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la représentation aux comités d'entreprise, amendée par le Conseil de la République, Art. 2 : *Amendement de M. Pierre André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au choix des suppléants* [31 décembre 1953] (p. 7128); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 4 : *Amendement de M. Linet tendant à exclure les avantages en nature* [31 décembre 1953] (p. 7158); *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas déduire les étrennes et gratifications de fin d'année pour le calcul des cotisations* (p. 7159); Article additionnel : *Amendement de M. Gaumont tendant à appliquer la loi aux départements d'outre-mer* (p. 7167); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Seules les cotisations assurance vieillesse sont perçues actuellement)* [11 février 1954] (p. 187); Art. 2 : *Amendements de MM. Girard et Sivandre (Couverture du risque longue maladie, délai d'application dépendant des résultats financiers et de l'équipement sanitaire; oppose l'article premier de la loi de finances)* (p. 190, 191); Art. 9 : *Amendement de M. Besset (Calcul de l'indemnité journalière: oppose l'article premier de la loi de finances)* (p. 195); *Amendement de M. Césaire (Calcul de l'indemnité journalière pour les assurés ayant une famille nombreuse)* (p. 195); Art. 10 : *Amendement de M. Girard tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Difficulté de vérifier le chômage involontaire)* (p. 197); Articles additionnels : *Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre les articles relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles* (p. 199); Art. 13 : *Amendement de M. Raingeard (Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de la Sécurité sociale)* (p. 199); Art. 14 : *Amendement de M. de Villeneuve (Décret fixant les modalités du financement et le taux des cotisations dues par les colons métayers de la Réunion)* (p. 202); Art. 15 : *Amendement de M. Gaumont (Délai d'entrée en vigueur de la*

loi) (p. 203) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Circulaire du 8 février relative au calcul du S.M.I.G.)* [12 février 1954] (p. 246) ; — des interpellations concernant la situation des syndicats indépendants : *Discussion générale (Scission de la Confédération générale des syndicats indépendants, tendance Dewez, tendance Parsal, attribution de la subvention accordée par la ville de Paris)* [19 février 1954] (p. 436, 437) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : *Amendement de M. Catroux (Régularisation des cotisations)* [4 mars 1954] (p. 640) ; — d'une proposition de loi concernant le statut des gérants de société au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Besset (Les présidents directeurs et directeurs généraux ne peuvent pas être considérés comme des salariés)* [4 mars 1954, p. 649]. — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Ouvriers du bâtiment en chômage au Havre, reclassement* [16 mars 1955] (p. 1529, 1530) ; *Demandes de disjonction de MM. Patinaud et Viatte (Services du travail et de la main-d'œuvre, inspecteurs, contrôleurs)* (p. 1530, 1531) ; Chap. 31-12 : *Demandes de disjonction de MM. Patinaud et Viatte (Prime de rendement)* (p. 1532, 1533) ; *Demande de disjonction de M. Boutbien (Pour les inspecteurs du travail)* (p. 1533) ; Chap. 43-12 : *Demandes de disjonction de MM. Viatte et Patinaud (Centres de formation professionnelle des adultes)* (p. 1535) ; Chap. 46-11 : *Demandes de disjonction de MM. Durbet et Besset (Chômage : indemnité, fonds départementaux, réadaptation de travailleurs de plus de 40 ans, inondations, travailleurs indépendants)* [17 mars 1955] (p. 1561 et suiv.) ; Chap. 47-22 : *Sécurité sociale minière* (p. 1564,

1565) ; Etat B, Chap. 66-10 : *Demande de disjonction présentée par M. Patinaud (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre)* (p. 1566) ; *Explications de vote (Titularisations)* (p. 1568) ; — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Diminution des taux d'abattements réalisée par le décret du 31 décembre 1954 en matière d'allocations familiales* [24 mars 1955] (p. 1928) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pierre André (Parts possédées par les ascendants)* [10 mai 1955] (p. 2617). — Répond à une question de M. Saint-Cyr, relative au retrait d'allocations de vieillesse [27 mai 1955] (p. 3101). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

BADIE (M. Vincent), Député de l'Hérault
(R. S. S.).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre.*

(2^e Cabinet Edgar FAURE).

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé président de la Commission des pensions [6 février 1952] (**F. n° 100**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**). — Est nommé

membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle des 4 et 7 août 1951, n° 656. — Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la concentration « à chaud » des vins de faibles degrés en vue d'augmenter le degré recherché par le consommateur — sans la participation financière de l'Etat, n° 917. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à autoriser l'emploi du carbonate de chaux dans le but de diminuer l'excès d'acidité fixe dans les vins, n° 1313. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi portant réforme des règles de nomination des fonctionnaires de police officiers de police judiciaire relevant de l'article 9 du Code d'instruction criminelle, n° 3258. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant au rétablissement des pouvoirs du Ministre de l'Intérieur en matière d'« Affaires algériennes » et « Départements d'outre-mer », n° 3448. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à porter réforme en matière de jeux de hasard dans les casinos, cercles, hippodromes et cynodromes, n° 3621. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 et la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, les grands mutilés de guerre, bénéficiaires des dispositions de l'article premier de la loi du 22 mars 1935, agents des établissements publics, offices, services publics, services concédés ou entreprises nationalisées, n° 3994. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant au rattachement des compagnies républicaines de sécurité au Ministère de la Défense nationale au même titre que la gendarmerie ou la Garde républicaine, n° 4019. — Le 4 novembre 1952, une proposition de loi tendant à préciser les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles en ce qui concerne le remboursement de certains médicaments spécialisés, n° 4593. — Le 6 novembre

1952, une proposition de loi tendant à fixer les droits à pension de la femme divorcée dans le régime général des retraites, n° 4623. — Le 14 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3035) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 4768. — Le 14 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les modalités d'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles en ce qui concerne le remboursement de médicaments spécialisés, n° 4772. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 5538. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 19 et 21 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 5539. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder pour le 30 avril 1953 à un recensement par catégories des victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants invalides et des titulaires de la carte d'ancien combattant, retraités ou non, dans tous les départements, n° 5547. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à étendre le visa du Ministre de la Santé publique obligatoire pour tous articles médicaux autres que ceux paraissant dans la presse réservée au corps médical et pharmaceutique, n° 5610. — Le 24 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder pour le 30 avril 1953 à un recensement par catégories des victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants, invalides et des titulaires de la carte d'ancien combattant, retraités ou non, dans tous les départements, n° 5636. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à la modification du décret n° 52-951 du 7 août 1952 relatif au contrôle de l'utilisation des médicaments spécialisés achetés, fournis, pris en charge et utilisés par les collectivités publiques et par les organismes de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole, et du décret n° 51-1322 du 6 novembre 1951 portant codification des textes

législatifs concernant la pharmacie, n° 5640. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux victimes civiles de la guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, n° 5664. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi n° 252 du 3 février 1942, n° 6107. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux pensionnés d'invalidité ressortissant du Ministère des Anciens combattants des réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun, n° 6194. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à créer un contingent spécial de Médailles militaires en faveur des anciens combattants défenseurs du fort de Vaux, n° 6198. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 5 de l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à faire entrer en compte pour le bénéfice des majorations de pensions prévues en faveur des pères de famille de trois enfants et plus les enfants non légitimes élevés par eux dans les mêmes conditions de durée que les légitimes, n° 6285. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 4630) de M. Robert Bichet tendant à inviter le Gouvernement à publier, dans un délai de quelques mois le décret relatif aux agents des foyers de pensionnés de guerre et d'anciens combattants et des cottages sanitaires de Saint-Gobain, n° 6412. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 816) de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 6487. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à l'acquisition par l'Etat du domaine de Bonaban, commune de La Gouesnière (Ille-et-Vilaine), en vue d'y créer un foyer pour les anciens combattants et les pensionnés de guerre, n° 6658. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à la validation en service actif des années de services accomplis par les ingénieurs et géomètres du Service du cadastre, antérieurement à leur titularisation, n° 6713. — Le 4 novembre 1953, une proposition de loi étendant le bénéfice du statut des grands mutilés de guerre aux invalides dont les infirmités ont été aggravées par des blessures reçues ou des maladies contractées par le fait

ou à l'occasion du service dans les circonstances définies aux articles 36 à 41 du Code des pensions militaires d'invalidité, n° 7070. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de loi (n° 6198) de M. Badie tendant à créer un contingent spécial de Médailles militaires en faveur des anciens combattants défenseurs du fort de Vaux, n° 7091. — Le 9 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle et des inondations qui ont causé d'importants dégâts dans le département de l'Hérault, n° 7414. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux veuves de guerre fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des départements, communes et des établissements publics départementaux et communaux, n° 7434. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. Le projet de loi (n° 6984) complétant l'article 122 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ; II. La proposition de loi (n° 5991) de M. Commeny tendant à modifier l'article 32 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 en faveur des veuves de guerre non remariées et des orphelins d'officiers, n° 7782. — Le 19 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Badie (n° 6107) tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi n° 252 du 3 février 1942 ; 2° de M. Alfred Krieger (n° 6152) tendant à permettre à certains personnels frappés par anticipation par la limite d'âge à la suite des circonstances exceptionnelles de la guerre d'acquérir de nouveaux droits à pension, n° 7842. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5664) de M. Badie tendant à accorder aux victimes civiles de la guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, n° 7892. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 640) de M. Médecin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, n° 8015. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7353) relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour l'exercice 1954, **n° 8022**. — Le 29 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6001) de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la révision de leur pension, **n° 8180**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à accorder au 4^e échelon sous le régime de la loi du 14 avril 1924 le bénéfice du 4^e échelon de solde actuel pour la nouvelle liquidation de leur pension, en application de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, **n° 8206**. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4909) de MM. Baylet et Badie tendant à compléter l'article 134 du Code des pensions civiles et militaires de retraite et la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, **n° 8583**. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 8602) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1264) tendant à modifier l'article 122 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **n° 8959**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6713) de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à la validation en service actif des années de services accompli par les ingénieurs et géomètres du service du cadastre antérieurement à leur titularisation, **n° 8991**. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7070) de M. Badie étendant le bénéfice du statut des grands mutilés de guerre aux invalides dont les infirmités ont été aggravées par des blessures reçues ou des maladies contractées par le fait ou à l'occasion du service dans les circonstances définies aux articles 36 à 41 du Code des pensions militaires d'invalidité, **n° 9080**. — Le 18 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de la défense

nationale sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° Le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements ; 2° Le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord signé à Paris le 23 octobre 1954 ; 3° Le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les Trois Puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952 ; 4° La Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, **n° 9763**. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à citer le docteur Schweitzer à l'ordre de la Nation, **n° 9916**. — Le 18 janvier 1955, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des anciens combattants au sein du Conseil supérieur de la fonction publique et des commissions administratives paritaires instituées par la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, **n° 9924**. — Le 18 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux compagnies de cars concessionnaires de la S.N.C.F. assumant le service des lignes supprimées, les réductions de tarifs pratiquées par la S.N.C.F. en faveur des invalides de guerre, **n° 9925**. — Le 31 janvier 1955, une proposition de loi étendant au reclassement dans leur grade de lieutenant des sous-officiers de carrière promus sous-lieutenants à titre temporaire pendant la campagne de guerre de 1939-1940, puis lieutenants à titre temporaire durant la captivité en Allemagne et mis à la retraite comme aspirants ou sous-lieutenants après trois ans de service, en application de l'acte dit loi du 22 août 1940, **n° 10036**. — Le 17 mars 1955, une proposition de loi tendant à inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « vins doux naturels », **n° 10439**. — Le 23 mars 1955,

une proposition de loi tendant à autoriser des demandes de révision de pension au profit de fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales s'étant engagés pendant la guerre 1939-1945, n° 10490. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à reconnaître aux anciens membres de la Résistance active et continue, recrutés, nommés ou titularisés dans des emplois administratifs, la qualité d'agents issus du recrutement normal, n° 10579. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à permettre, pour les anciens personnels municipaux reclassés dans la police d'Etat et mis à la retraite par limite d'âge, la prise en compte du temps de service qu'ils auraient accompli s'ils étaient restés en fonction jusqu'à la limite d'âge prévue par le statut ou le règlement de retraite de la commune où ils exerçaient en qualité d'agents municipaux, n° 10685. — Le 10 mai 1955, une proposition de loi tendant à admettre, sous certaines conditions, les victimes civiles de guerre au bénéfice de la loi du 2 janvier 1932, portant statut des grands mutilés dans la Légion d'honneur, n° 10691. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'amnistie prévue par la loi du 6 août 1953 les anciens combattants ayant fait l'objet d'une condamnation postérieure à ladite loi pour des faits antérieurs à celle-ci, n° 10716. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires d'Etat, n° 10741. — Le 23 juin 1955. — une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1955, n° 11004. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4623) de M. Badie tendant à fixer les droits à pension de la femme divorcée dans le régime général des retraites, n° 11075. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10685) de M. Badie tendant à permettre pour les anciens personnels municipaux reclassés dans la police d'Etat et mis à la retraite par limite d'âge, la prise en compte du temps de service qu'ils auraient accompli s'ils étaient restés en fonction jusqu'à la limite

d'âge prévue par le statut ou le règlement de retraite de la commune où ils exerçaient en qualité d'agents municipaux, n° 11161. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11048) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° 11244. — Le 22 juillet 1955, un avis au nom de la Commission des pensions sur : 1° le projet de loi (n° 10632) relatif aux avantages accordés aux personnels militaires participant au maintien de l'ordre dans certaines circonstances ; 2° la proposition de loi de MM. Devemy, Henri Lacaze et André-François Mercier (n° 10351) faisant bénéficier les combattants des théâtres d'opérations extérieures de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 11298. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 40 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 11551. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11552. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à fixer la situation des combattants volontaires de la Résistance en Extrême Orient pendant les campagnes d'Indochine et de Corée, n° 11553. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instituer une Commission interministérielle chargée de répartir entre les différents Départements ministériels les bénéficiaires des mesures de titularisation prévues par la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, n° 11554.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art 4 : *Son amendement tendant à permettre appel des décisions des juridictions contentieuses de la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6619, 6620, 6621) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8643,

8644); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'année 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Budget militaire des territoires africains* [28 décembre 1951] (p. 10052); Chap. 3580 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service des transmissions (Equipped radio)* (p. 10094); Chap. 3590 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service automobile* (p. 10095); Chap. 9501 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement des installations domaniales (Casernements)* (p. 10095). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des pensions [28 février 1952] (p. 1092). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son rappel au règlement (Suite du débat)* [13 mars 1952] (p. 1268); — d'une proposition de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1436 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 milliards d'économies sur les budgets de la Reconstruction et d'investissements, présentée par M. Triboulet* [2 avril 1952] (p. 1770); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le programme de constructions, le financement des commandes off shore)* [12 juin 1952] (p. 2856, 2857); — des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement (*Ses observations sur la distillation du vin*) [4 juillet 1952] (p. 3583); *Discussion générale (Ses observations sur les crises cycliques de la viticulture, la distillation obligatoire, la concentration des vins au stade commercial)* (p. 3603, 3604); — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3801 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4635 et suiv.); *Sa motion demandant l'ajournement du débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [15 novembre 1952] (p. 5225, 5226); *Question*

préalable de M. Devemy [2 décembre 1952] (p. 5890 et suiv.); Etat A, Chap. 3101 : *Centre national des recherches de déportés à Arosen* (p. 5900); *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* [20 décembre 1952] (p. 6688 et suiv.); Chap. 3423 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Cimetière de Cernay et camp de Struthof)* (p. 6704); Chap. 3651 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Action des offices départementaux)* (p. 6706); Titre IV : *Importance du budget des Anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6712, 6713); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6714); *Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions* (p. 6720 et suiv.); Etat B, Chap. 4601 : *Amendement de M. Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (Droits méconnus des anciens combattants africains)* (p. 6727); Chap. 4622 : *Amendement de M. Auban tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Veuves de guerre et pupilles de la nation)* (p. 6736); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas relatifs à la procédure* [25 novembre 1952] (p. 5605); Article additionnel : *Son amendement relatif à la procédure pour trancher les contestations auxquelles donnera lieu la présente loi* (p. 5668). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du budget des anciens combattants et débat sur le scandale des piastres* [26 novembre 1952] (p. 5701); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Trafic des piastres entre l'Indochine et la France)* [4 décembre 1952] (p. 5936, 5937, 5940); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le trafic des piastres en Indochine [16 décembre 1952] (p. 6476). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Amendement de M. Secrétain tendant à majorer les droits sur les alcools et à en affecter le produit à la*

reconstruction et aux pensions des anciens combattants [21 décembre 1952] (p. 6872); *Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* (p. 6876); *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins* (p. 6903); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 janvier 1953] (p. 237); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE; ELU B. Chap. 4622 : *Allocations provisoires d'attente (Nécessité d'une lettre rectificative et d'un nouvel effort financier en faveur des victimes de guerre)* [24 janvier 1953] (p. 254, 255); *Passage à l'examen des chapitres* (p. 256); Etat B, Chap. 4622 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Revalorisation de la pension des veuves de guerre)* (p. 262); *Sa demande de réserver le vote sur le chapitre* (p. 266); Chap. 4651 : *Nécessité de voter le chapitre* (p. 290); *Sa demande de suspension de séance* (p. 290); Art. 3 : *Son amendement tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0* (p. 291, 292); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Le Coutaller tendant à discuter avant le 31 mars, le rapport Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les revendications des anciens combattants* (p. 296); *Sa demande de deuxième délibération des chapitres 4621 et 4622* (p. 298); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies; Art. 1^{er} : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à citer les victimes d'Oradour à l'ordre de la Nation (Mécontentement des survivants d'Oradour)* [18 février 1953] (p. 1126); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 24 bis : *Son amendement tendant à amnistier les déportés et internés français ou étrangers résidant en France depuis plus de trente ans* [26 février 1953] (p. 1379); *Son amendement relatif aux formalités à accomplir pour bénéficier de l'article* (p. 1379). — Pose à M. le Ministre des Finances, une question relative aux Français résidant à l'étranger

[27 février 1953] (p. 1452). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de dénombrer les ayants droit pour pouvoir chiffrer les dépenses)* [27 mars 1953] (p. 2458, 2459). — Dépose une demande d'interpellation sur la remise à la France des fichiers des déportés, déposés actuellement à Arolsen [27 mars 1953] (p. 2468). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel) : *Ses observations au nom de la Commission des pensions, touchant les droits des anciens combattants et la crainte d'économies réalisées à leur détriment* [26 juin 1953] (p. 3154); — à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Contre-projet de M. Dronne tendant à confier une partie de l'enquête, sur place, à la Cour des Comptes* [2 juillet 1953] (p. 3228). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition équitable, dans tous les départements, des biens momentanément gérés par la S. N. E P [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Critique des mauvaises raisons de continuer la guerre, raisons d'ordre international (équilibre asiatique, croisade anti-communiste) ou d'ordre national (intérêts français en Indochine, engagements envers les Etats associés); avertissement du Congrès de Saïgon; négociations nécessaires avec la Chine et avec Ho Chi Minh, modalités possibles* [27 octobre 1953] (p. 4595, 4596); — des interpellations sur la politique européenne : *Demande de suspension de séance de M. July (Délibérations du Gouvernement)* [24 novembre 1953] (p. 5516); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale (Gestation laborieuse du projet, élévation des pensions des veuves de guerre, des mutilés, retraite des anciens combattants, insuffisances du projet gouvernemental)* [4 décembre 1953] (p. 6042 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Application de l'art. 1^{er} de la loi de finances)* [5 décembre 1953] (p. 6060); *Discussion générale (Annulations de crédits par défaut de parties prenantes)* (p. 6067, 6068); *Crédits du budget*

des Anciens combattants non utilisés chaque année (p. 6078); Art. 1^{er} : *Motion de M. Tourné tendant à condamner l'emploi de l'article premier de la loi de finances dans le débat* (p. 6080); Art. 9 : *Demande de réserver l'article relatif au taux de l'allocation aux invalides, présentée par le Gouvernement* (p. 6084); Art. 14 *ter* : *Pensions des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées* (p. 6087); Titre II : *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* (p. 6093); *Renvoi du débat au lendemain* (p. 6098); *Rappel au Règlement de M. Mouton (Mauvaises méthodes de travail)* [6 décembre 1953] (p. 6102, 6103); Art. 3 : *Amendement de M. Cherrier tendant à reprendre le texte de la Commission pour le taux des petites pensions* (p. 6103); Art. 22-10 *bis* : *Pécule des réfractaires du S. T. O.* (p. 6116); Art. 22-13 : *Nantissement dans les banques nationalisées des titres remis en paiement* (p. 6117); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6119); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* [6 décembre 1953] (p. 6148); *Motion préjudicielle de M. Mouton demandant le dépôt d'une lettre rectificative* (p. 6148); Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Anciens combattants des territoires d'outre-mer et d'Alsace-Lorraine)* (p. 6149); Chap. 3102 : *Amendement de M. Bignon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Centre de Bercy)* (p. 6151); Chap. 3141 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports et transferts de corps (Fichier d'Arolsen, disparus de Mauthausen)* (p. 6153); Chap. 3423 : *Sépultures militaires (Cimetière de Bir Hakeim)* (p. 6157); Art. 2 : *Amendement de M. Max Lejeune tendant à supprimer l'article remplaçant les intendants militaires comme Commissaires du Gouvernement par des fonctionnaires payés à la vacation* [7 décembre 1953] (p. 6174); Chap. 3122 : *Amendement de M. Lejeune tendant à réduire de 9 millions les crédits pour indemnités des services extérieurs (Maintien des intendants comme Commissaires du Gouvernement dans les tribunaux des pensions)* (p. 6175); Article additionnel : *Son amendement relatif aux bonifications d'ancienneté accordées aux fonctionnaires résistants* (p. 6178); *Amendement de M. Tourné tendant à dépenser tous les crédits prévus pour les*

anciens combattants et victimes de guerre (p. 6182, 6183); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Législation des emplois réservés, distribution des cartes de déportés)* (p. 6185); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 décembre 1953] (p. 7048, 7049); Art. 14 *ter* : *Amendement de M. Benard tendant à reprendre le texte du texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* (p. 7053); Art. 21 *bis* : *Extension du délai accordé aux fonctionnaires déportés ou résistants pour introduire leur demande de pension* (p. 7053); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Législation des emplois réservés, distribution des cartes de déportés)* [7 décembre 1953] (p. 6185); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 5 : *Son amendement relatif aux officiers ayant été dégagés des cadres* [11 décembre 1953] (p. 6521); *Son amendement tendant à suspendre l'application de la loi d'amnistie tant que les revendications des veuves de guerre n'auront pas été satisfaites* (p. 6525); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3524 : *Routes et Ponts (routes de l'Ilérault)* [12 décembre 1953] (p. 6584); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* [13 décembre 1953] (p. 6738); — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Discussion générale (Brutalités exercées contre M. Mousseron, président de l'Union des étudiants)* [30 décembre 1953] (p. 7021); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES), Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre, les réductions à apporter aux effectifs de l'Administration centrale)* [19 mars 1954] (p. 1133); Chap. 31-12 : *Soldes de l'armée et indemnités, son amendement (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre)* (p. 1136); Chap. 31-21 : *Son amendement (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce*

chapitre, la prolifération des états-majors) (p. 1136) ; Chap. 32-83 : *Son amendement (Les déplacements par avion à l'intérieur des divers groupes de territoires)* (p. 1138) ; Chap. 33-82 : *Son amendement (La prolifération des services sociaux d'armes qui risquent de faire double emploi)* (p. 1138) ; Chap. 34-52 : *Son amendement (La consommation exagérée d'essence par rapport au nombre d'automobiles)* (p. 1139) ; Chap. 37-81 : *Son amendement (Augmentation des dotations pour régularisation)* (p. 1140) ; — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse ; Art. 3 : *Son amendement (Extension du bénéfice de la loi au journal constitué par un ancien déporté ou un résistant ; journaux de l'Hérault au moment de la Libération)* [7 mai 1954] (p. 2223 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales ; Art. 2 : *Son amendement (Durée de publication exigée pour recevoir les annonces)* [20 juillet 1954] (p. 3462) ; — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Son contre-projet tendant à supprimer le principe selon lequel les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent être admis à démontrer leur filiation ; caution de la Commission de réforme du Code civil, rôle du législateur* [27 juillet 1954] (p. 3627 et suiv.) ; le retire (p. 3632) ; Art. 1^{er} : *Etablissement du droit à aliments* (p. 3634) ; — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Qualité du vin et prestations d'alcool vinique, achat de l'alcool par l'État)* [3 août 1954] (p. 3808) ; *Déblocage de la prochaine récolte* (p. 3812) ; — d'une proposition de résolution relative à l'hommage aux combattants de la Résistance et de la Libération [4 août 1954] (p. 3844). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ajournement de la discussion du projet de réforme constitutionnelle et débat sur la C.E.D.* [6 août 1954] (p. 3911). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C.E.D. (Garantie actuelle de la majorité absolue en deuxième lecture, recours au Comité constitutionnel)* [11 août 1954] (p. 4076, 4077, 4083 et suiv.) ; Art. 6 : *Amendement de M. de Moro Giaverri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis*

[30 novembre 1954] (p. 5611) ; — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Rajustement pour le passé, indexation pour l'avenir)* [12 août 1954] (p. 4103, 4104). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Références « nationales » invoquées contre la C.E.D. (président Herriot, président Daladier, général de Gaulle, général Weygand)* [31 août 1954] (p. 4482). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1954 : *Vote sur la question de confiance (Son désaccord sur la nouvelle méthode de discussion du budget, interdiction de recourir aux questions préalables et préjudicielles et article 17 de la Constitution, graves conséquences pour le budget des Anciens combattants)* [9 novembre 1954] (p. 4825, 4826) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la Défense nationale* : « Propagandes obscures » et « précipitation insolite » entourant le débat de ratification ; modalités de l'intégration militaire, autorité accrue du S.A.C.Eur. (*Avis du Maréchal Montgomery*) ; « consécration spectaculaire de la renaissance du militarisme allemand » (effectifs allemands prévus) ; problème de l'état-major allemand (mi-intégré, mi-autonome) ; contrôle des armements, modalités, rétrécissement progressif de l'Agence (« simple en-tête de papier à lettre ») ; préalable sarrois remis en question (malgré le Chancelier Adenauer) ; ajournement proposé par la Commission [20 décembre 1954] (p. 6656 à 6658) ; *Sa motion d'ajournement... jusqu'à entente officielle des deux gouvernements — et du Parlement de Bonn — sur l'interprétation de l'Accord sarrois : la soutient (faiblesse des explications de M. le Président du Conseil, refus de la carte forcée) ; la modifie (renonce à l'approbation du Bundestag)* [23 décembre 1954] (p. 6828, 6829) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955 : *Financement du « plan quadriennal »* [25 janvier 1955] (p. 208) ; *Pécule des prisonniers* (p. 209, 210) ; *Ministre des Finances et revendications* (p. 210) ; *Mouvement Poujade* (p. 210) ; *Sa motion préjudicielle (Financement et application du « plan quadriennal », rapport constant) ; Mouvement de Saint-Céré* (p. 213,

215); *Lettres rectificatives; rapport constant* (p. 219, 220, 222); *Rapport constant* [9 mars 1955] (p. 1218); Etat A, Chap. 31-01: *Corps de contrôle pour la France d'outre-mer* (p. 1221); *Son amendement (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement)* (p. 1226); *Amendement indicatif de M. Deliaune (anciens combattants tunisiens)* (p. 1228); *Amendement indicatif de M. Mouchet (Caisse d'allocations familiales des veuves de guerre non salariées)* (p. 1231); Chap. 31-11: *Amendement indicatif de M. Devemy (Attribution de l'Hôtel des Invalides aux paraplégiques)* (p. 1237); Chap. 34-21: *Son amendement indicatif (Mutilés d'Afrique, indemnités kilométriques des médecins)* (p. 1245); Chap. 34-23: *Amendement indicatif de M. Rosenblatt (Aménagement du Struthof)* (p. 1248); Chap. 36-51: *Création du foyer d'hébergement d'anciens combattants « Albert Aubry »* [10 mars 1955] (p. 1281); Chap. 46-03: *Amendement indicatif de M. Devemy (Extension des tarifs réduits aux voyages par cars remplaçant les lignes secondaires et aux compagnies de navigation aérienne)* (p. 1286); Chap. 46-21: *Délivrance des cartes de déportés et de résistants* (p. 1291); *Amendement indicatif M. Barry Diawadou (Revalorisation du pouvoir d'achat des pensions pour les militaires d'outre-mer)* (p. 1293); *Amendement indicatif de M. Cherrier (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* (p. 1294, 1295); Chap. 46-22: *Amendement indicatif de M. Mouton (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants)* (p. 1300); Chap. 46-23: *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1303, 1306); *Administration de l'Office des anciens combattants de Tunisie* [11 mars 1955] (p. 1327); Chap. 46-26: *Conditions d'attribution de la médaille militaire* (p. 1329); Chap. 46-27: *Soins médicaux gratuits* (p. 1330); Chap. 46-28: *Appareillage des mutilés* (p. 1332); Art. 7: *Amendement de M. Mouton (Suppression de la forclusion)* (p. 1352, 1353); *Article additionnel de M. de Moro-Giafferri (Intégration des agents temporaires)* (p. 1359); *Son article additionnel (Application de la présomption d'origine aux hommes du contingent)* (p. 1362 et suiv.); *Son article additionnel (Extension aux victimes civiles de la guerre du barème appliqué aux invalides militaires)* (p. 1364); *Son article*

additionnel (Retraite anticipée pour infirmités contractées ou aggravées pendant l'internement ou la déportation) (p. 1366); *Ses explications de vote* (p. 1376, 1377); de ce projet de loi, en deuxième lecture: *Ses explications de vote* [1^{er} avril 1955] (p. 2344); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES: *Retraités et pensionnés* [1^{er} février 1955] (p. 559); *Motion préjudicielle de M. Cayeux (Intégration des indemnités)* (p. 569); *Motion préjudicielle de M. Lamps (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 1091). — Prend part: au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure): *Sa demande de suspension de séance* [23 février 1955] (p. 884); — à la discussion d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi: *Déportés du travail et travailleurs déportés* [3 mars 1955] (p. 1048 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent [10 mars 1955] (p. 1276). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11: *Son amendement (Exonération de l'impôt foncier en faveur de certains grands invalides)* [19 mars 1955] (p. 1759). — Est entendu pour un rappel au Règlement: *Débat sur la chaptalisation des vins* [13 mai 1955] (p. 2773). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale et des forces armées; Art. 2: *Son amendement (Délégation de certains des pouvoirs du Président du Conseil au Ministre de la Défense)* [24 juin 1955] (p. 3321, 3322); Art. 6: *Son amendement (Attributions des Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air)* (p. 3326). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Crise viticole* [8 juillet 1955] (p. 3722), [22 juillet 1955] (p. 4045). — Prend part à la discussion: des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Budget d'entretien insuffisant face aux missions des troupes d'outre-mer; « Africanisation » des cadres* [23 juillet 1955] (p. 4102, 4104); DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER: *Appareils de transport pour les troupes des T. O. M.* [23 juillet 1955] (p. 4216);

Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits prévus pour 1956* (p. 4248); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux avantages accordés aux militaires participant au maintien de l'ordre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 juillet 1955] (p. 4237); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer au 8 mai 1945 l'application de cette loi* (p. 4238); Art. 1^{er} : *Son amendement (Application à partir du 1^{er} janvier 1952)* [4 août 1955] (p. 4597); Art. 2 : *Son amendement (Avis du Ministre des Anciens combattants)* (p. 4597); — d'interpellations sur le Maroc : *Son ordre du jour (Approbation de la politique définie par le Gouvernement)* [8 octobre 1955] (p. 4956, 4957, 4959); — d'interpellations sur l'Algérie : *Ordre du jour de M. Jacques Chevallier (Application du statut, mise en œuvre d'un plan social et économique); demande une suspension de séance* [13 octobre 1955] (p. 5110). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O.*, du 21 octobre 1955, p. 4041).

En cette qualité :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Explications de vote* [25 octobre 1955] (p. 5238, 5239). — Reste en fonction après le refus de confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 41675).

BALLANGER (M. Robert), Député de Seine-et-Oise (1^{er} secteur) (C).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [13 novembre 1951] (**F. n° 53**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre la validation, pour la retraite, de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires, **n° 176**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis-principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à suspendre tout recrutement extérieur dans ce dernier cadre, **n° 186**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 29 décembre 1936 fixant la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départements et des communes, **n° 1332**. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'aménagement des lotissements défectueux, **n° 1878**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'intégration dans le cadre des administrateurs civils des agents supérieurs qui ont été écartés du bénéfice de cette mesure pour des considérations de pourcentage, **n° 2224**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4206) concernant Mme Rabaté, **n° 4828**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et par voie de conséquence, l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, **n° 5277**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges devenus vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, **n° 5386**. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police, **n° 6220**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à

l'abrogation du décret n° 53-896 du 26 septembre 1953 sur la déconcentration administrative et les pouvoirs des préfets, n° 6810. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du conseil général de la Guadeloupe, n° 7566 (rectifié). — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 du décret n° 53-701 du 9 août 1953 et à fixer les conditions dans lesquelles s'effectuera la participation des employeurs à l'effort de construction, n° 7853. — Le 1^{er} juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 1053) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-667 du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, n° 8559. — Le 8 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret rapportant les mesures d'expulsion, d'éloignement, de résidence forcée frappant de nombreux travailleurs immigrés, n° 8842. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer un tarif progressif du droit de licence acquitté par les débitants de boissons, n° 10216. — Le 11 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Médecin (n° 9193) tendant à modifier l'article 1463 du Code général des Impôts en vue de supprimer l'imposition au droit proportionnel de la patente pour les emplacements occupés dans les garages publics par les membres de certaines professions imposables ; 2° de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues (n° 9903) tendant à supprimer le droit proportionnel de patente actuellement applicable aux assujettis à la contribution des patentes qui remettent dans un garage public des véhicules servant à leurs besoins professionnels, n° 10384.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Orne [27 juillet 1951] (p. 6115). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Violations du règlement pour hâter les*

débats [13 novembre 1951] (p. 7932). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (statut des agents des préfectures)* [28 novembre 1951] (p. 8587, 8588); *le retire* (p. 8588); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (agents mécanographes)* (p. 8588); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance médicale gratuite (différences entre les départements)* [4 décembre 1951] (p. 8758); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au règlement (discussion du budget de l'Intérieur, 2^e lecture)* [26 décembre 1951] (p. 9860); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1050 : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le service des préfectures (auxiliaires départementaux)* (p. 9862). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Son rappel au règlement (modification de l'ordre du jour* [24 décembre 1951] (p. 8915) : *Discussion générale (Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* (p. 8915, 8916); *Son amendement tendant à accorder un délai de huit jours* (p. 8917); *Son amendement tendant à ne pas accorder un délai nouveau* (p. 8917). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, amendé par le Conseil de la République; Art. 20 : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République octroyant une aide financière aux communes rurales pour l'entretien des chemins* [3 janvier 1952] (p. 48, 49). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Aménagement des lotissements défectueux* [12 février 1952] (p. 638). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne : *Sa demande de suspension de séance* [16 février 1952] (p. 726, 727); *Son rappel au règlement (clôture de la discussion)* [19 février 1952] (p. 792); — Son rapport sur une pétition [19 février 1952] (p. 832). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement, au mépris des droits syndicaux, de 280 ouvriers

des ateliers militaires de Neuilly-Plaisance [25 février 1952] p. 859). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale : *Oppose la question préalable (mépris des droits de l'opposition)* [25 mars 1952] (p. 1458 et suiv.); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer la procédure d'exception pour la levée de l'immunité parlementaire* [27 mars 1952] (p. 1506); *Son amendement tendant à ne pas modifier la procédure actuelle de levée de l'immunité parlementaire* (p. 1506); *Son amendement tendant à maintenir les désignations faites à la représentation proportionnelle des groupes* (p. 1507); *Amendement de M. Bardoux tendant à instituer un comité législatif restreint formé du bureau de l'Assemblée Nationale et des Présidents de Commissions* (p. 1507, 1508); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer le débat restreint* (p. 1513, 1514); *Amendement de M. Minjoz tendant à limiter les cas de vote sans débat* (p. 1515); *Son amendement tendant à supprimer la procédure pour les débats restreints* (p. 1527, 1528); *Son amendement tendant à décider, si 50 députés font opposition, le refus du débat restreint* (p. 1529); *Amendement de M. André Mercier tendant à donner le droit de parole aux auteurs d'amendements dans un débat restreint* (p. 1533); *Amendement de M. André Mercier tendant à supprimer les clauses relatives aux votes en débat restreint* (p. 1533, 1534); Art. 4 : *Amendement de M. Demusois tendant à publier les procès-verbaux des séances des Commissions quand il s'agit de textes votés en débat restreint* (p. 1539); Art. 5 : *Amendement de M. Mignot tendant à établir à la Conférence des Présidents la règle de la proportionnalité* (p. 1542); *Son amendement tendant à n'établir de programme à l'avance que pour deux semaines seulement* (p. 1544); *Son amendement tendant à permettre de fixer la date d'une interpellation par amendements à la Conférence des Présidents* (p. 1544, 1545); *Son amendement tendant à laisser à l'Assemblée la décision d'organiser ou non un débat* (p. 1564, 1565); *Son amendement tendant à accorder autant de temps aux orateurs de la majorité et à ceux de l'opposition* (p. 1566); *Son amendement tendant à supprimer les sanctions contre l'orateur dépassant son temps de parole* (p. 1566, 1567); *Son amendement tendant à accorder un temps de parole supplémentaire aux auteurs d'amendements*

(p. 1567); *Son amendement tendant à permettre en cours de débat d'augmenter les temps de parole* (p. 1568, 1569); *Son amendement tendant à donner sur-le-champ la parole pour un rappel au règlement* (p. 1570); *le retire* (ibid); Art. 6 : *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la définition des motions préjudicielles ou incidentes* (p. 1573, 1574); *Son sous-amendement tendant à autoriser les explications de vote sur les motions incidentes* (p. 1574); *Amendement de M. Minjoz tendant à inclure les motions préjudicielles* (p. 1575); Article additionnel : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer la procédure des discussions d'urgence* (p. 1576); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à diffuser parmi les députés le nouveau règlement avant sa mise en vigueur* (p. 1579). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Air une question relative au licenciement d'un jeune travailleur de la S.N.C.A.N. [28 mars 1952] (p. 1625, 1626). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : *Son rappel au règlement (censure contre Mme Péri)* [28 mars 1952] (p. 1635); *Son rappel au règlement (irrégularité de la censure prononcée)* (p. 1636); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 14 : *Amendement de M. Demusois tendant à permettre aux maires de se faire assister des chefs de services municipaux* [28 mars 1952] (p. 1642); Art. 16 : *Sa proposition de poursuivre le débat* (p. 1645); Art. 28 : *Amendement de M. Demusois tendant à permettre au maire de fixer le minimum d'ancienneté après avis de la commission paritaire locale* [11 avril 1952] (p. 2232); Art. 82 : *Amendement de M. Bouxom tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicable aux agents communaux* (p. 2238); Art. 86 : *Amendement de M. Demusois relatif au rôle et à la composition du Comité paritaire national consultatif des services municipaux* (p. 2240). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*incidents du vendredi 28 mars et censure prononcée contre Mme Péri*) [1^{er} avril 1952] (p. 1663, 1664). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* [10 avril 1952] (p. 2134). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance pré-

cédente (*Discussion d'un rapport non déposé*) [10 avril 1952] (p. 2132). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale (Ses observations sur la politique anticommuniste de la majorité et du Gouvernement)* [27 mai 1952] (p. 2441 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas modifier l'article 92 du règlement* (p. 2444, 2445) ; *Son amendement tendant à excepter le cas où le débat est organisé* (p. 2445) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à rendre impossible toute modification de l'ordre du jour après vote de celui-ci* (p. 2446) ; Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le cas où le député se rétracte* (p. 2448) ; *Son amendement tendant à ne pas modifier l'article 107 bis relatif aux cas de voies de fait* (p. 2449) ; *Son amendement tendant à supprimer la possibilité pour un député de demander l'application des sanctions* (p. 2450, 2451) ; *Son amendement tendant à ne pas sanctionner la paralysie des débats et des votes par un député* (p. 2452) ; — du projet de loi relatif à l'allocation de vicillesse des personnes non salariées ; Art. 10 : *Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement)* [6 juin 1952] (p. 2712) ; — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires ; Art. 4 : *Amendement de M. Cristofol tendant à permettre de faire appel devant le Conseil de préfecture et le Conseil d'Etat* [4 novembre 1952] (p. 4673). — Ses rapports sur des pétitions [4 décembre 1952] (p. 5970, 5971). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Mutuelles et services sociaux)* [13 décembre 1952] (p. 6340) ; Chap. 3652 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel administratif de la Seine (Extension de cette subvention à d'autres départements)* (p. 6346) ; Etat B, Chap. 4151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les collectivités locales (Réduction des subventions dans les villes reconstruites)* (p. 6348) ; le retire (*ibid.*) ; *Son rappel au règlement (Vote par scrutin public)* (p. 6369). — Est entendu sur la date de discussion des interpellations sur la situation en Tunisie et au Maroc : *Fixation du débat au*

23 décembre 1952 (p. 6478). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Demande de suspension de séance présentée par M. Montillot* [21 décembre 1952] (p. 6892) ; *Son rappel au règlement (Application de l'article 68 du règlement* (p. 6905). — Son rapport sur une pétition [20 janvier 1953] (p. 99). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Sa motion préjudicielle demandant la confiscation des biens des criminels de guerre* [27 janvier 1953] (p. 535) ; *Son rappel au règlement (Discussion des motions préjudicielles)* (p. 535). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Menaces de M. Martinaud-Déplat envers les communistes* [29 janvier 1953] (p. 660). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; INTÉRIEUR, Chap. 3495 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le matériel des services divers (Répartition du produit de la taxe locale)* [3 février 1953] (p. 820, 821) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; Article unique : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Lecourt* [20 mars 1953] (p. 2060) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Coudert tendant à ne pas rembourser le coût de l'impression des circulaires* (p. 2067) ; Article additionnel : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon* (p. 2076) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat en attendant le rétablissement du scrutin public à la tribune* [25 mars 1953] (p. 2327) ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Dronne tendant à limiter aux faits mentionnés la levée d'immunité parlementaire* (p. 2335). — Son rapport sur une pétition [28 mai 1953] (p. 2897). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations concernant la moindre urgence des projets financiers du Gouvernement et de la réforme constitutionnelle* [30 juin 1953] (p. 3176) ; *Son amendement tendant à inscrire à l'ordre du jour, en priorité, les rapports de : M. Dorey sur l'application de la réforme fiscale, M. Minjoz sur la désignation d'une commission d'enquête sur le trafic des piastres,*

M. Meck sur l'allocation aux vieux travailleurs et M. Fouyet sur les allocations de chômage (p. 3176); — Sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement concernant la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur l'Indochine* [7 juillet 1953] (p. 3267). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents scandaleux survenus au sanatorium d'Aincourt [16 juillet 1953] (p. 3502). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur les scandales en Indochine* [16 juillet 1953] (p. 3518). — Prend part à la discussion : *d'un rapport portant révision de la Constitution : Son rappel au règlement (Renvoi du débat en raison du petit nombre de députés présents)* [16 juillet 1953] (p. 3528, 3529); *Discussion générale (L'inutilité de changer de Constitution et non de politique, l'intervention du Gouvernement dans la réforme de la Constitution, l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet)* [17 juillet 1953] (p. 3596 et suiv.); *L'attitude de MM. Meck, Barrachin et Prelot à l'égard de la Constitution de 1946, le viol de la Constitution par la majorité, l'exclusion des communistes de tous les postes, le retour au Sénat d'avant-guerre* (p. 3601 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à clore la session le 12 juillet sauf avis contraire de l'Assemblée* (p. 3610); Art 3 : *Amendement de M. Billat tendant à appliquer la proportionnalité lors de l'élection du bureau* [21 juillet 1953] (p. 3670); Art. 5 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République* (p. 3675 et suiv.); Art. 7 : *Immunité parlementaire limitée à la durée des sessions (Immunité parlementaire dans les pays satellites)* (p. 3708); *Son rappel au règlement (Amendements écartés au profit de l'amendement de M. Minjoz)* (p. 3712); *Son amendement tendant à interdire les poursuites pour les frais survenus pendant la session* (p. 3714); *Son amendement tendant à exiger la majorité des trois cinquièmes pour la levée de l'immunité parlementaire* (p. 3716); *Son amendement tendant à exiger la majorité absolue* (p. 3716); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à réduire à un mois le délai donné au Conseil de la République pour examiner les textes transmis* [22 juillet 1953] (p. 3776); *Son sous-amendement tendant à réduire à deux mois le délai de cent jours au bout duquel l'avis de l'Assemblée a force de loi* (p. 3776); *Son sous-*

amendement tendant à ne pas accorder de délai plus grand au Conseil de la République en cas de procédure d'urgence (p. 3778); Art. 8 : *Sa motion préjudicielle tendant à réserver l'article relatif à la procédure d'investiture du Président du Conseil* (p. 3780); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'exercice du pouvoir en cas de dissolution du Parlement* (p. 3782); *Son rappel au règlement (Confusion du débat)* (p. 3782); *Amendement de M. Pronteau tendant à maintenir le cabinet en fonction en cas de dissolution sauf le Ministre de l'Intérieur nommé par l'Assemblée et le Président du Conseil remplacé par le Président de l'Assemblée* (p. 3782); — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République : *Son rappel au règlement (Pour la poursuite immédiate de la discussion)* [24 juillet 1953] (p. 3912). — Son rappel au règlement : *Demande de scrutin de M. Pronteau sur sa proposition tendant à la tenue de deux débats le mercredi soir, sur la motion de censure et les zones de salaires* [13 octobre 1953] (p. 4230). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 46-26 : *Assistance médicale gratuite; Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Barèmes de répartition des frais entre l'Etat, le département et les communes, intention prêtée au Gouvernement d'interdire la « départementalisation », cas particulier de la Seine-et-Oise)* [5 novembre 1953] (p. 4869 et suiv.); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative donnant les moyens de construire 80.000 H.L.M. par an* [30 novembre 1953] (p. 5696 et suiv.); Etat B, Chap. 5544 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement des lotissements défectueux (Multiplication des banlieues)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5751); le retire (ibid.); Art. 12 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards pour les H. L. M., présentée par M. Triboulet (Lenteur de la constitution de certains offices d'H. L. M.)* (p. 5792, 5793); *Son amendement tendant à prévoir 100 milliards pour les H. L. M. et 20 milliards pour le relogement des locataires de locaux insalubres* (p. 5794); *sa demande de renvoi de l'article relatif aux H. L. M. à la Commission*

(p. 5794); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger 3 décrets relatifs à la construction pris en vertu de la loi du 11 juillet 1953* (p. 5796); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au taux d'intérêt et d'amortissement des prêts faits aux H. L. M.* (p. 5798); Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir 20 milliards pour le relogement des habitants des îlots insalubres* [2 décembre 1953] (p. 5880); INTÉRIEUR : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander l'abrogation des décrets-lois de l'été 1953 relatifs aux pouvoirs financiers des collectivités locales et à la majoration des subventions à ces collectivités* [6 décembre 1953] (p. 6128 et suiv.); Etat A, Chap. 4153 : *Date de la suite du débat* (p. 6137); INTÉRIEUR : *Suite du débat* [8 décembre 1953] (p. 6290); Titre VI : *Sa demande de renvoi à la Commission du titre relatif aux investissements des collectivités locales (Insuffisance des subventions de l'Etat)* [9 décembre 1953] (p. 6344); Etat A : *Ordre de discussion (Discussion du titre III)* (p. 6345); Chap. 3761 : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'élections (Remboursement des frais d'élections municipales)* [10 décembre 1953] (p. 6388); Article additionnel : *Son amendement tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* (p. 6390); *Amendement de M. Quinson tendant à n'accorder que deux mois aux autorités de tutelle pour approuver le budget de la ville de Paris* (p. 6406); *Son rappel au règlement (Application de l'article 68 du règlement)* (p. 6409); Etat A, Chap. 4151 : *Subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance de la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général)* [11 décembre 1953] (p. 6471); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir un recensement de la population en 1954* (p. 6466); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance des subventions aux collectivités locales)* (p. 6497); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Amendement de M. G. Cartier tendant à abroger le décret du 9 août 1953 contrôlant les investissements faits par les collectivités locales* [31 décembre 1953] (p. 7194, 7195). — Dépose une demande d'interpellation sur les propositions de vente de l'usine de Sartrouville de la S. N. C. A. N. [14 novembre 1953] (p. 5135). — Est entendu sur les

propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la liquidation d'usines de constructions aéronautiques* [17 novembre 1953] (p. 5213). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Son rappel au Règlement (Abus des suspensions de séance)* [24 novembre 1953] (p. 5517). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du Règlement : *Discussion générale (Contre la nécessité de siéger le mercredi pour le vote du budget)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5775); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Prain de vie d'un député moyen, suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6464). — Dépose une demande d'interpellation sur les commandes à passer aux entreprises fabriquant des télé-imprimeurs utilisables par l'administration des P. T. T., menacées par la concurrence allemande [9 février 1954] (p. 103). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée et au Conseil de la République; évolution des groupes dissimilaires dans les différentes Assemblées* [12 mars 1954] (p. 848); Article unique : *Amendement de M. Gaumont (Reconstitution du collège électoral qui avait choisi le conseiller dont le siège est devenu vacant)* (p. 851, 852); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Demande d'interruption du débat présentée par M. Joly pour commencer la discussion de l'interpellation de M. Conte* [12 mars 1954] (p. 859); — de la proposition de résolution créant une Commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine : *Oppose la question préalable* [14 mai 1954] (p. 2439); Art. 1^{er} : *Son amendement (Création d'une grande Commission où tous les groupes seraient représentés)* (p. 2444). — Intervient dans la discussion du

projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités : *Utilisation du texte contre les grévistes et dirigeants syndicaux* [14 mai 1954] (p. 2447, 2448); *Les délits non infamants entraînant l'incapacité électorale* (p. 2449); *Les grands hommes qui auraient dû être privés du droit de vote* (p. 2449, 2450); Art. 1^{er} : *Son amendement (Incapacité pour une peine supérieure à six mois d'emprisonnement)* (p. 2453); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Minjot (durée de l'emprisonnement entraînant l'incapacité électorale)* [10 juin 1954] (p. 2900); Art. 3 : *Son amendement (Incapacité électorale perpétuelle et cas des condamnations avec sursis)* (p. 2902); *Ses explications de vote (Substitution de la notion du quantum de la peine à la notion de la nature de la peine)* (p. 2906). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée : *Son rappel au Règlement sur la recevabilité des amendements* [21 mai 1954] (p. 2636, 2637); Art. 1^{er} : *Son amendement (Séances de l'Assemblée et réunions de commissions)* (p. 2638); Art. 2 : *Son amendement (modalités d'adoption des propositions de la Conférence des présidents)* (p. 2648). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en matière de construction et ses responsabilités dans le krach de différentes sociétés de construction, en particulier le C.M.B. et l'Alutrad [1^{er} juin 1954] (p. 2733); — sur les responsabilités encourues dans le krach de diverses sociétés de construction en particulier l'Alutrad [24 juin 1954] (p. 3040). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales : *Discussion générale* [7 juillet 1954] (p. 3273); Art. 1^{er} : *Son amendement (titularisation du personnel ne possédant pas le diplôme d'Etat mais exerçant depuis sept ans un emploi d'assistante sociale de caractère permanent; Cas des « infirmières autorisées »)* (p. 3275); — du projet de loi relatif à la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe : *Son contre-projet (abrogation du décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du Conseil général de la Guadeloupe* [9 juillet 1954] (p. 3392); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Déclarations de M. Saïnneau au Conseil de la République)* [31 août 1954] (p. 4504); —

en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Motion préjudicielle de M. Badie tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C.E.D.* [11 août 1954] (p. 4081, 4082); *Discussion générale (Caractère réactionnaire de cette révision, la navette, l'accroissement des pouvoirs du Conseil de la République, le décret de clôture, la majorité requise pour une conccoration extraordinaire du Parlement, la suspension de l'immunité parlementaire entre les sessions)* [29 novembre 1954] (p. 5575 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement (Durée des ajournements de séance comptant comme interruption de session)* (p. 5579); Art. 4 : *Son amendement (Ordre du jour des sessions extraordinaires)* (p. 5579); Art. 8 : *Son amendement (Établissement de la majorité absolue pour les scrutins d'investiture)* (p. 5584); *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à permettre au Président du Conseil désigné d'être assisté de ses Ministres au banc du Gouvernement* (p. 5583, 5584); — d'une proposition de loi relative aux loyers des habitations à loyer modéré : *Contre-projet de M. Lenormand (Abrogation des articles 13 à 20 du décret du 9 août 1953, fixation des loyers conformément aux dispositions de la loi du 3 septembre 1947; insuffisance des salaires)* [4 novembre 1954] (p. 4752, 4753); *Son article additionnel (Suppression de la référence aux articles 34 bis et 34 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948 instituant une sorte d'échelle mobile des loyers, et appliquant la valeur locative à tout nouveau locataire)* (p. 4753); *Son article additionnel (Abrogation du deuxième alinéa de l'article 220 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, permettant d'imposer l'échange aux locataires en vue d'une meilleure utilisation)* (p. 4754); *Ses explications de vote (Amélioration par rapport au décret du 9 août 1953)* (p. 4755). — Dépose une demande d'interpellation sur les opérations militaires en cours en Algérie et sur les mesures propres à satisfaire les justes aspirations du peuple algérien à la liberté [9 novembre 1954] (p. 4816); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Condamnation du recours à la force contre « la nation algérienne en voie de formation » (Abus de la répression), slogan illusoire des « trois départements » (Léon Blum, 2 août 1947), solidarité de la classe ouvrière française avec la « lutte de masse » du peuple algérien, unité*

des « rodomontades » passées (M. Pinay, général Guillaume) [12 novembre 1954] (p. 4954, 4955). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : *Motion préjudicielle de M. Guy Petit (Insuffisance des subventions aux collectivités locales ; taxe spéciale sur l'essence, extension de la taxe locale aux départements d'outre-mer, application de la taxe à la valeur ajoutée aux commerçants)* [22 novembre 1954] (p. 5245 et suiv.) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Répression de Sétif en 1945* (p. 5255) ; Etat A, Chap. 31-15 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel des centres administratifs et techniques interdépartementaux)* [23 novembre 1954] (p. 5279) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 31-41 : *Demande de disjonction de M. Leenhardt (Parité entre le personnel de la Sûreté nationale et celui de la Préfecture de police)* (p. 5286) ; Chap. 41-52 : *Demande de disjonction de M. Leenhardt (Cités dortoirs)* (p. 5310) ; *Article additionnel de M. Guy Petit (Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales)* [24 novembre 1954] (p. 5368). — Dépose une demande d'interpellation sur les opérations militaires, les mesures de répression en Algérie et sur la nécessité de rechercher une solution démocratique au problème algérien [2 décembre 1954] (p. 5684) ; en demande la jonction à celles déposées sur le même sujet [4 décembre 1954] (p. 5796) ; la développe : *Discours de Tunis ; Maintien de la politique de force en Tunisie, malgré la reddition des fellaghas, de même au Maroc ; Répression brutale en Algérie et dans l'Aurès ; Proposition de loi de M. R. Guyot (Contre l'envoi du contingent sur les lieux d'opérations actives) ; Illusions de la politique de force ; Mythe des trois départements ; « Personnalité propre » du peuple algérien ; Opinions socialistes en ce sens ; Opinion de M. René Mayer ; Elections truquées ; Discrimination électorale, administrative, sociale et familiale ; Exploitation colonialiste rigoureuse ; Gros intérêts défendus par MM. R. Mayer, Borgeaud, Blachette, etc. ; Position paternaliste (en apparence) de certains autres capitalistes ; Revendications politiques inéluçables du peuple algérien ; Rappel immédiat des troupes et cessation de la répression ; « Délégation algérienne » composite récemment reçue en France et « solution d'amitié » recherchée, permettant la « cohabitation pacifique » de tous les Algériens* [10 décembre 1954] (p. 6083 à 6087). — Est entendu ;

sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat sur la ratification des accords de Paris* [17 décembre 1954] (p. 6499) ; — sur le procès verbal de la séance précédente : *Texte sur lequel est posée la question de confiance (amendement Léon Noël), irrégularité de la procédure suivie* [29 décembre 1954] (p. 6932). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703, Articles additionnels : *Rappel au règlement (Délai de réflexion nécessaire)* [23 décembre 1954] (p. 6841) ; *Question de confiance posée sur l'ensemble (après rejet de l'article premier) : Son rappel au règlement (Impossibilité de voter sur un ensemble tronqué)* (ibid.) ; Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) : *Son rappel au règlement (Réunion nécessaire de la Conférence des Présidents)* [28 décembre 1954] (p. 6904). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote (L'autonomie interne, le dialogue avec le Maroc, la paix française et les réformes en Algérie : politique d'atermoiements et de réticences)* [4 février 1955] (p. 737 à 739) ; *Allocution du Président du Conseil mis en minorité* (p. 764) ; — d'une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'article 24 du règlement [25 janvier 1955] (p. 213). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Interpellations sur les inondations* [25 janvier 1955] (p. 225). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement ; Art. 4 : *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture) ; Ingérence de la Commission des finances* [4 février 1955] (p. 717) ; Art. 12 : *Son rappel au règlement (Vote sur un sous-amendement)* (p. 727) ; — d'une proposition de résolution relative à une prolongation de délais impartis au Conseil de la République : *Son amendement (Distinction entre le délai de deux mois et le délai d'accord de cent jours)* [1^{er} mars 1955] (p. 911, 912) ; — d'une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'article 24 du règlement : *Ses explications de vote* [15 mars 1955] (p. 1422) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 42 :

Son rappel au règlement (Applicabilité de l'article 48 à un texte voté par le Conseil de la République) [15 mars 1955] (p. 1436); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Retire sa motion préjudicielle relative aux subventions aux collectivités locales* [16 mars 1955] (p. 1495); *Etat A, Chap. 31-41 : Suspension demandée par le Ministre* (p. 1504); *Chap. 41-52 : Coisse de retraite des collectivités locales* (p. 1504); *taxe de mutation* (p. 1506); *insuffisance des subventions aux collectivités locales* (p. 1524); *Chap. 31-13 : Son rappel au Règlement (Deuxième délibération, possibilité de revenir sur un chapitre voté)* (p. 1508, 1509); *Art. 10 : Son amendement (Débits de boissons, droit de licence calculé sur le chiffre d'affaires)* (p. 1515, 1516); *son rappel au Règlement (Applicabilité de l'article 68 du Règlement à un texte rapporté par la Commission des finances)* (p. 1519); *son article additionnel (Patente dans les garages publics)* (p. 1524); *le retire* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; *Art. 1^{er} : Son amendement (Non applicabilité de la disposition dite des « maxima » aux projets ou propositions tendant à la suppression des abattements de zones)* [19 mars 1955] (p. 1741); *son rappel au Règlement (Applicabilité de l'article 48 du Règlement)* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers; *Art. 1^{er} : Son amendement (Part des départements et communes)* [22 mars 1955] (p. 1812, 1813); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M.; *Art. 3 : Son amendement (Majorations autorisées)* [22 mars 1955] (p. 1827); *Art. 6 : Son amendement (Hausse des loyers)* (p. 1828); — du projet de loi instituant un état d'urgence : *Réunion immédiate de la Commission de l'intérieur* [24 mars 1955] (p. 1897); *Discussion générale (Création d'une législation d'exception permanente, violation de la Constitution, répartition du temps de parole)* [31 mars 1955] (p. 2162 et suiv.); *Art. 6 : Pouvoirs du préfet après déclaration de l'état d'urgence; son rappel au Règlement (Temps de parole du Gouvernement et de la Commission)* (p. 2193, 2194); *Art. 7 : Son amendement (Application du décret du 18 novembre 1939 lorsque l'état d'urgence est déclaré)* (p. 2204); *Son sous-amendement à l'amendement de M. René Mayer (Délai dans lequel la Commission doit statuer)*

(p. 2205); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur : la demande de fixation immédiate de la discussion de l'interpellation de M. Roucaute sur la sécurité sociale des mines : *Son rappel au Règlement (Pointage)* [24 mars 1955] (p. 1904); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Non-inscription des textes faisant droit aux revendications des travailleurs* [13 mai 1955] (p. 2750, 2751). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; *Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer cet article (Montant du cautionnement)* [24 mai 1955] (p. 2921); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Coups portés contre la Constitution de 1946, loi sur l'état d'urgence, loi des apparentements, modification envisagée de l'article 90 tendant à diminuer le pouvoir de l'Assemblée Nationale et à lui enlever l'initiative des dépenses, dissolution automatique, propositions communistes, référendum, assemblée unique* [24 mai 1955] (p. 2947, 2948, 2949); *Article unique : Sa demande de renvoi à la Commission de l'amendement de M. R. Lecourt (Révision des articles 49, 50, 51 et 90 relatifs à la question de confiance, la motion de censure, la dissolution et la procédure de révision)* (p. 2960); *Amendement de M. Lecourt (Révision du titre VIII relatif à l'Union française)* (p. 2961). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3160, 3162). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie; *Art. 1^{er} : Sa demande de disjonction (Répression contre les rebelles)* [29 juillet 1955] (p. 4530); *Article additionnel de M. Alphonse Denis (Limitation du temps accordé aux commissions consultatives pour statuer)* (p. 4532); *Son article additionnel (Sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représailles collectives)* (p. 4536); *Ses explications de vote (Condamnation de la répression)* (p. 4542, 4543); — d'interpellations sur le Maroc : *Sa demande de suspension* [8 octobre 1955] (p. 4957); *Irrecevabilité d'un amendement avant le vote des deux derniers alinéas d'un ordre du jour* (p. 4972); — d'interpellations sur l'Algérie : *Droit de M. Duclos de répondre au Ministre de l'Intérieur* [11 octobre 1955] (p. 5010). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote intervenu sur la première partie de l'article premier du texte rapporté par la Commission*

(Principe de la représentation proportionnelle) [2 novembre 1955] (p. 5468). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au Règlement (Appel des différents contre-projets* [9 novembre 1955] (p. 5617); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des militaires stationnés en Allemagne et en Sarre)* [15 novembre 1955] (p. 5686); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal; Art. 1^{er} : *Son amendement (Dispense de stage pour les agents recrutés dans les emplois supérieurs)* [17 novembre 1955] (p. 5813); *le modifie* (p. 5814); *Son amendement (Echelles de traitements, tableau des effectifs)* (p. 5814); *Son amendement (Composition du comité paritaire national consultatif des services municipaux* [24 novembre 1955] (p. 5982, 5983); *Son amendement (Titularisation des personnels en fonction dans un emploi permanent à temps complet)* (p. 5983); Art. 6 : *Son amendement (Reconstitution de carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988); *Article additionnel de M. Lenormand (Reconstitution de carrière pour les personnes appelées à remplir des fonctions électives)* (p. 5989); *Ses explications de vote* (p. 5990).

BAPST (M. Jean-Philippe), Député du Bas-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'agriculture [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [22 juin 1955] (**F. n° 537**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité de contrôle du Fonds forestier national [28 août 1951] (**F. n° 27**).

Dépôts :

Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 384 du Code général des impôts, relatif à la redevance due sur les eaux-

de-vie vendues directement aux élaborateurs de spiritueux, **n° 3569**. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif à la distribution par les sociétés de leurs valeurs mobilières, **n° 4396**. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le délai prévu par l'article 2 de l'ordonnance du 9 juin 1945 portant troisième application de l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi à son profit, **n° 4500**. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la modification de l'article premier de la loi du 15 septembre 1948, sur la répression des crimes de guerre, **n° 5247**. — Le 19 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit pour venir en aide aux vignerons d'Alsace, sinistrés par la gelée, **n° 6203**.

BARANGÉ (M. Charles), Député de Maine-et-Loire (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé rapporteur général de la Commission des finances [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [21 janvier 1953] (**F. n° 216**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par les Commissions de l'agriculture, des boissons et des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil supérieur des alcools [3 septembre 1951] (**F. n° 32**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parascales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'art. 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 760**. — Le 23 août 1951, un rapport au

nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 698) collectif d'ordonnement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; 2° ratification de décrets, **n° 793**. — Le 29 août 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 756) de M. Boisdé tendant au report jusqu'au 30 novembre de la date limite du 31 août fixée par la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 portant amnistie fiscale, **n° 900**. — Le 7 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 1540) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'automatisme des pénalités pour retard dans le paiement des impôts, **n° 1901**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1657) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, **n° 2001**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues (n° 279) tendant à instituer des commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables menacés de saisie-exécution et à surseoir provisoirement à toute saisie-exécution de contribuables de bonne foi en attendant la constitution des dites commissions ; 2° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues (n° 527) tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 0/0 ; 3° de M. Boisdé (n° 790) tendant à l'établissement de commissions paritaires chargées de statuer sur tout litige opposant les contribuables à l'administration fiscale en raison de pénalités ou intérêts de retard ; 4° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues (n° 1427) tendant : 1° à supprimer la majoration de 10 0/0 applicable au montant des impôts non réglés aux dates d'exigibilité ; 2° à supprimer le système des versements anticipés et à accorder aux contribuables la faculté de se libérer de leurs impôts perçus par voie de rôle en douze versements mensuels ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Grousseau et plusieurs de ses collègues (n° 1448) tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 le délai prévu pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le **31 août 1951** ; 2° de M. Boisdé et plusieurs de ses collègues (n° 1465) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'office la remise de

la pénalité prévue par l'article 1732 du Code général des impôts en faveur de tous les contribuables qui se seront acquittés de leurs obligations avant le 31 décembre 1951 ; 3° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1516) tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 janvier 1952 la date de paiement des impôts directs exigibles le 16 novembre 1951 ; 4° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 1546) tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, **n° 2002**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Paul Reynaud et Charles Barangé (n° 1624) tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des Assemblées législatives du rapport annuel de la Cour des Comptes, **n° 2003**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2047) relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, **n° 2121**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2053) relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, **n° 2134**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1935) portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, tome I : les problèmes économiques et financiers et tome II : le budget, **n° 2135**. — Le 22 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1959) et la lettre rectificative (n° 2148) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, **n° 2188**. — Le 26 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1935) et la lettre rectificative (n° 2217) au projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, **n° 2222**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2052) tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 600 millions de francs, en vue du rétablissement des communications

interrompues à la suite des calamités publiques survenues dans les départements du Sud-Est au mois de novembre 1951, et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques, **n° 2266**. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2288) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1657) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952, **n° 2299**. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2263) relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, **n° 2304**. — Le 30 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952, (n° 2192), **n° 2307**. — Le 30 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2314) arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, **n° 2315**. — Le 1^{er} janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2329) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2047) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, **n° 2330**. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2331) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1959) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, **n° 2336**. — Le 4 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2362) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2263) relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, **n° 2363**. — Le 15 février 1952, 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1935) et les lettres rectificatives (nos 2217, 2332 et 2591) portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, **n° 2704**. — Le 26 février 1952, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1935) et les lettres rectificatives (nos 2217, 2332, 2591 et 2789), portant

réformes, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, **n° 2792**. — Le 18 mars 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 641) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, et à permettre la revision administrative de certaines pensions, **n° 2974**. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi (n° 2194) portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 9 de la loi du 8 janvier 1951; II. le projet de loi (n° 2587) portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, **n° 2986**. — Le 4 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances (n° 3031) pour l'exercice 1952, **n° 3108 (nouvelle rédaction)**. — Le 4^{er} avril 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3031) et la lettre rectificative (n° 3129) au projet de loi de finances pour l'exercice 1952, **n° 3137**. — Le 2 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3136) portant modification de certaines dispositions financières transitoires prévues par la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, **n° 3161**. — Le 2 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi (n° 2194) portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 9 de la loi du 8 janvier 1951; II. le projet de loi (n° 2587) et les lettres rectificatives (nos 3032 et 3126) au projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, **n° 3167**. — Le 12 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1952 (n° 3031), adopté par l'Assemblée Nationale, deuxième partie : projet de loi, I (art. 1^{er} à 42) et troisième partie : projet de loi, articles 43 à 74 et articles réservés, **n° 3320**. — Le 12 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 3321) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2587) adopté par l'Assemblée Nationale portant : 1^o ouverture et

annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, n^o **3322**. — Le 17 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 1655) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret-loi du 17 juin 1938, n^o **3679**. — Le 17 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 2672) de M. Daron et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n^o 50-579 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la Résistance, n^o **3680**. — Le 17 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 2249) de Mme Jeannette Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les taxes sur la viande, n^o **3681**. — Le 17 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 118) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les taxes fiscales frappant le circuit blé-farine-pain, ainsi que la taxe de 6 0/0 prévue à l'article 4 du budget annexe des allocations familiales agricoles, n^o **3682**. — Le 3 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1^o de M. Delcos et plusieurs de ses collègues (n^o 627) tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension; 2^o de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n^o 1587) tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 26 août 1944 modifié par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension; 3^o de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n^o 2418) tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin d'élever à six fois le minimum vital le plafond du cumul d'une retraite et d'un traitement civil; II. la proposition de résolution de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues (n^o 1822) tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, n^o **3684**. — Le 24 juin 1952, un rapport au nom de la Com-

mission des finances sur le projet de loi (n^o 3135) relatif à diverses dispositions d'ordre financier applicables à l'exercice 1952, n^o **3768**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 3598) de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder certains dégrèvements fiscaux pour combattre le chômage dans les professions du spectacle, n^o **3830**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de programme (n^o 3759) pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), n^o **3848**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 1498) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 168 de l'annexe 4 du Code général des impôts en faveur des établissements de bains-douches exploités par les caisses d'épargne, n^o **3881**. — Le 1^{er} juillet 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n^o 3805) de M. Babet tendant à remettre en vigueur dans les départements d'outre-mer les dispositions des articles 1573 à 1579 du Code général des impôts relatives à la perception de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n^o **3889**. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 3815) et la lettre rectificative (n^o 3922) au projet de loi tendant à l'ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations et tempêtes maritimes survenues dans les départements du sud-ouest pendant l'hiver 1951-1952 et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public, n^o **3939 (rectifié)**. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 1279) portant majoration des pensions exceptionnelles, n^o **4046**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 4000) portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (Compte d'exécution de la Convention financière franco-belge), n^o **4097**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 3999) portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (Exécution des accords conclus avec les Gouvernements polonais, tchécoslovaque,

hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation des intérêts français), n° 4098. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3961) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la Convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu et l'avenant à cette Convention signé à Ottawa le 6 octobre 1951 ; 2° la Convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès, n° 4141. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4254) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), n° 4344. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4254) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), présentation technique des fascicules budgétaires, n° 4344 (annexe). — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 4366) de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à l'application des dispositions de la loi de finances 1952 exonérant de la contribution mobilière les personnes âgées de plus de 65 ans et ne payant pas la surtaxe progressive, n° 4544. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 4429) de M. Pierre Ferri relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, n° 4545. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3111) portant approbation de la Convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, n° 4546. — Le 12 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 4429) de M. Pierre Ferri relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, n° 4725. — Le 13 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi

(n° 3867) et la lettre rectificative (n° 4016) au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 4733. — Le 21 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport et le rapport supplémentaire faits (au cours de la précédente législature) (repris le 11 février 1952) (n° 2599) sur la proposition de loi relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 4826. — Le 21 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 1498) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 168 de l'annexe 4 du Code général des impôts en faveur des établissements de bains-douches exploités par les caisses d'épargne, n° 4827. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 4794), tome I : la situation économique, financière et budgétaire, la réforme de l'impôt et l'équilibre du budget ; tome II : l'examen en Commission des finances et l'examen détaillé des articles et tome III : projet de loi, n° 4888. — Le 5 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4794) et la lettre rectificative (n° 4981) au projet de loi de finances pour l'exercice 1953, n° 4983. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4785) relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparations des dommages de guerre), n° 5072. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4792) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4254) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), n° 5174. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur les projets de loi : I. — (n° 5036) portant : 1° ratification de décrets ; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952 ; II. — (n° 4158) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie ; III. — (n° 4964) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 (Exposition européenne de

la productivité), **n° 5187**. — Le 22 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi n° 5328 tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, **n° 5344**. — Le 23 janvier 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4785) et la lettre rectificative (n° 5213) au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Équipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparations des dommages de guerre), **n° 5350**. — Le 25 janvier 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4794) et les lettres rectificatives (nos 4981, 5083, 5211, 5318) au projet de loi de finances pour l'exercice 1953, **n° 5370**. — Le 26 janvier 1953, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4794) et les lettres rectificatives (nos 4981, 5083, 5211, 5318) au projet de loi de finances pour l'exercice 1953, **n° 5371**. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5347) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 4429) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, **n° 5388**. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5340) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4879) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1953, **n° 5394**. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 5403) collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1952, **n° 5452**. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5472) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4785) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Équipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre), **n° 5476**. — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2270) **tendant à porter de 10.000 francs à 25.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat des**

collectivités et établissements publics, **n° 5653**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1^o de M. Bricout (n° 5509) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un délai d'un mois pour le dépôt des déclarations fiscales exigibles le 15 mars 1953 ; 2^o de M. Joseph Denais (n° 5546) tendant à inviter le Gouvernement à reporter les échéances fixées pour les déclarations fiscales ; 3^o de M. Raymond Boisdé (n° 5641) tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1953 le délai du dépôt des déclarations fiscales relatives à l'année 1952, **n° 5672**. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 5798) portant aménagements fiscaux, **n° 6038**. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6128) édictant et prorogeant diverses mesures propres à assurer le redressement financier, **n° 6173**. — Le 18 mai 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6128) édictant et prorogeant diverses mesures propres à assurer le redressement financier, **n° 6192**. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4563) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1^o la convention signée à Paris le 30 décembre 1949 entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et régler certaines autres questions en matière fiscale et l'avenant à cette convention signé à Paris le 24 juillet 1952 ; 2^o la convention signée également à Paris le 30 décembre 1949, entre la France et les Pays-Bas, et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts extraordinaires sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et aux Pays-Bas, **n° 6441**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à autoriser, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, la location par l'Etat à l'Association diocésaine d'Angers, de l'ancien évêché de cette ville, **n° 6445**. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6433) portant redressement économique et financier, **n° 6451**. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 6529) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5798) adopté par l'Assemblée Natio-

nale, portant aménagements fiscaux, n° 6595. — Le 6 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3864) portant règlement définitif du budget de l'exercice 1946, n° 6784. — Le 6 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3865) portant règlement définitif des budgets des exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944, n° 6785. — Le 6 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3866) portant règlement définitif du budget de l'exercice 1945, n° 6786. — Le 24 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6748) de finances pour l'exercice 1954, tome I : la situation économique et financière de la France et tome II : le budget de 1954, n° 7270. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7259) relatif à l'émission d'un emprunt à moyen terme, n° 7308. — Le 8 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7312) et la lettre rectificative (n° 7393) au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, n° 7404. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7588) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7312) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, n° 7594. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7590) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi de finances (n° 6748) pour l'exercice 1954 adopté par l'Assemblée Nationale, n° 7595. — Le 9 février 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7675) collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1953 portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953; 2° ratification de décrets, n° 7714. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1° la proposition de loi (n° 7776) de M. Joseph Denais tendant à reporter au 15 mars 1954 le délai imparti pour les déclarations à la surtaxe progressive; 2° la proposition de résolution (n° 7777) de M. Frédéric Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1954 la date limite de dépôt des déclarations fiscales relatives aux revenus et bénéfices de l'année

1953, n° 7886. — Le 5 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 7969. — Le 17 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7164) portant réforme fiscale, n° 8064. — Le 2 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7249) et la lettre rectificative (n° 7658) au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 8222. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6598) collectif de régularisation, portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952, n° 8253. — Le 9 avril 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 8337. — Le 1^{er} juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8503) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi collectif de régularisation (in-8° n° 1322) adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952, n° 8547. — Le 1^{er} juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 22 septembre 1953 entre la France et la Norvège pour éviter les doubles impositions et établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, n° 8548. — Le 12 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7277) portant règlement définitif du budget de l'exercice 1947, n° 8661. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8724) portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1954, au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 8727. — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi collectif de régularisation (n° 8290) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953; 2° ratification de décrets, n° 8772. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6001) de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un délai de trois mois

à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la révision de leur pension, n° 8783. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8635 rectifié) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la Convention et le protocole annexé, signés à Paris le 31 décembre 1953 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune; 2° la Convention et le protocole annexé, signés également à Paris, le 31 décembre 1953 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions, n° 8848. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 3171) portant intégration dans les cadres des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, des agents temporaires contractuels remplissant au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale les fonctions de contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine, n° 8879. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9034) autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 9054. — Le 6 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9034 rectifié) et la lettre rectificative (n° 9101) au projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 9105. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 9065) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° 1412) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, n° 9144. — Le 13 août 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 9169) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1544) adopté par l'Assemblée Nationale autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 9170. — Le 26 novembre 1954, un rapport au nom de la Com-

mission des finances sur le projet de loi (n° 9448) portant ouverture d'un crédit de 7 milliards au titre d'un compte d'avances du Trésor (Caisse nationale d'allocation-vieillesse agricole), n° 9584. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances (n° 9414) pour l'exercice 1955, tome I : rapport général et tome II : la loi de finances, n° 9809. — Le 30 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9839) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1955, n° 9846. — Le 25 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 9633) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in 8° n° 1641) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953; 2° ratification de décrets (collectif de régularisation), n° 9971. — Le 26 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9556) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954; 2° ratification de décrets, n° 10001. — Le 28 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10005) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de février 1955, n° 10026. — Le 7 février 1955, un rapport au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 10043) portant ouverture de crédits provisionnels applicables aux dépenses des services civils pour le mois de février 1955, n° 10119. — Le 1^{er} mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10219) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de mars 1955, n° 10224. — Le 2 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10194) collectif d'ordonnancement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954; 2° ratification de décrets, n° 10248. — Le 17 mars 1955 un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954; 2° ratification de décrets, n° 10424. — Le

17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, Collectif d'ordonnement portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954; 2^o ratification de décrets, **n° 10425**. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10509) tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, **n° 10525**. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10532) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois d'avril et mai 1955, **n° 10580**. — Le 5 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8419) et la lettre rectificative (n° 10658) au projet de loi portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, **n° 10667**. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10730) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois de juin et juillet 1955, **n° 10753**. — Le 18 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1955, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture, **n° 10775**. — Le 24 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1955, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 3^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 3^e lecture, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 4^e lecture, modifié par le Conseil de la République, dans sa 4^e lecture, **n° 10807**. — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11001) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services

civils pour le mois de juillet 1955, **n° 11046**. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9742) et la lettre rectificative (n° 10250) au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés **n° 11138**. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1^o de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 10303) tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru ; 2^o de M. Dagain et plusieurs de ses collègues (n° 10732) tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru ; 3^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 10794) tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-614 du 11 juillet 1953 et le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru ; 4^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 11170) tendant à reporter au 1^{er} septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru, **n° 11232**. — Le 20 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9742) et la lettre rectificative (n° 10250) au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 11257**. — Le 22 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11213) portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955; 2^o ratification de décrets, **n° 11288**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9952) de M. René Plevin tendant à faciliter l'établissement des jeunes des professions libérales et l'accès de ces professions au crédit à moyen terme, **n° 11366**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9436) de M. Joseph Denais tendant à préciser le régime fiscal du report déficitaire, **n° 11368**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9890) de M. Joseph Denais tendant à autoriser un recours contre les décisions de l'Administration de l'Enregistrement relatives à l'exercice du droit de préemption, **n° 11369**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 9317)

de M. Joseph Deuais tendant à inviter le Gouvernement à renseigner les propriétaires des fonds de commerce sur la situation fiscale des gérants libres, n° 11370. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11388) adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 11431. — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955; 2° ratification de décrets, n° 11433. — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2° lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2° lecture, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955; 2° ratification de décrets, n° 11455. — Le 20 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : les propositions de loi : 1° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues tendant : a) à abroger l'article 26 de la loi de finances pour l'exercice 1954 (n° 53-1308 du 31 décembre 1953) et l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953; b) à restituer aux contribuables les sommes versées par eux au titre de la licence des bouilleurs de cru; 2° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 10303) tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru; 3° de M. Dagain et plusieurs de ses collègues (n° 10732) tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru; 4° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 10791) tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru; 5° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 11170) tendant à reporter au 1^{er} septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru; 6° de M. Penoy (n° 11518) tendant à suspendre l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru n° 11647. — Le 28 octobre

1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9952) de M. René Pleven tendant à faciliter l'établissement des jeunes des professions libérales et l'accès de ces professions au crédit à moyen terme, n° 11750. — Le 8 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom et Mme Poinso-Chapuis (n° 11201) tendant à faciliter la baisse des prix de vente d'un certain nombre de boissons non alcoolisées; 2° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues (n° 11783) tendant : a) à atténuer sensiblement le régime fiscal applicable aux eaux minérales, aux boissons gazéifiées et aux bières; b) à réduire en conséquence les prix de vente de ces produits, n° 11818. — Le 17 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11852) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955; 2° ratification de décrets, n° 11913. — Le 24 novembre 1955, un avis en application de l'article 57 *bis* du règlement, au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 11052) tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les demandes de crédits nécessaires pour satisfaire les revendications des fonctionnaires et des travailleurs des services publics; 2° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 11521) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au 1^{er} octobre 1955 l'ensemble des dispositions prévues par le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'État en portant le minimum d'augmentation mensuelle à 6.000 francs et le traitement à l'indice 100 à 30.000 francs net par mois, n° 11963 (rectifié). — Le 25 novembre 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 11052) tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les demandes de crédits nécessaires pour satisfaire les revendications des fonctionnaires et des travailleurs des services publics; 2° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 11521) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au 1^{er} octobre 1955 l'ensemble des dispositions prévues par le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et

soldes des personnels civils et militaires de l'Etat en portant le minimum d'augmentation mensuelle à 6.000 francs et le traitement à l'indice 100 à 30.000 francs net par mois, n° 11977.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6434); MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Surveillance et protection des pêches maritimes* (p. 6440); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3170 : *Laboratoire des ponts et chaussées* (p. 6442); Chap. 5150 : *Subvention à la S.N.C.F.* (p. 6442, 6443). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la Sécurité sociale* [29 août 1951] (p. 6579). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* [20 septembre 1951] (p. 7518); Article additionnel : *Amendement de M. Ramarony tendant à augmenter les pensions, loyers, rentes viagères en cas d'augmentation du budget-type* (p. 7522); — d'une proposition de loi instituant un compte spécial du Trésor (ALLOCATION AUX PARENTS D'ÉLÈVES) amendée par le Conseil de la République : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Marcel David* [21 septembre 1951] (p. 7577); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1951] (p. 7943); Chap. 3040 : *Amendement de M. Fayet tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (Travailleurs nord-africains en France)* (p. 7945); Chap. 4000 : *Amendement de M. Viatte tendant à disjoindre les crédits pour les prestations et versements obligatoires (Cotisations de l'Etat à la sécurité sociale des fonctionnaires)* (p. 7956 et suiv.); Chap. 4010 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 7958); P. T. T. : *Demande de renvoi à la Commission* [15 novembre 1951] (p. 8063); INDUSTRIE ET ÉNERGIE : *Absence de M. Louvel, Ministre de l'Industrie et de l'Énergie* [16 novembre 1951]

(p. 8123); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national du cinéma (Difficultés du cinéma français)* [21 novembre 1951] (p. 8247, 8248); PRÉSIDENTE DU CONSEIL; en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1951] (p. 8367); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Rappel au Règlement de M. André Dufour (Limitation du temps de parole)* [27 novembre 1951] (p. 8507); *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8644, 8645); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 8660); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 bis : *Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9578); Art. 6 ter : *Majoration de la taxe sur prestations de services* (p. 9629); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1951] (p. 10191); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'administration centrale (Retard de la réforme fiscale et administrative)* (p. 10192). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Ordre de discussion des budgets* [21 novembre 1951] (p. 8281); *Discussion du budget de l'Intérieur* [22 novembre 1951] (p. 8332); — pour une motion d'ordre : *heure de la prochaine séance* [13 décembre 1951] (p. 9120). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9199). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Budget des dommages de guerre et de la reconstruction* [21 décembre 1951] (p. 9503). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; en qualité de *Rapporteur général* [22 décembre 1951] (p. 9581); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds forestier (Forêts des Landes)* (p. 9584); Etat B, Chap. 1^{er} : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les versements aux producteurs de matières textiles (Culture du chanvre)* (p. 9601); *Amendement de M. Peytel tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux*

carburants nationaux (Schiste d'Autun) (p. 9604); Art. 2: Amendement de M. Deixonne tendant à verser l'allocation scolaire directement aux familles des enfants des écoles primaires (p. 9605); Art. 4: Amendement de M. Fourvel tendant à disjoindre les crédits pour le Fonds agricole des rentes d'accidents du travail (p. 9619); Demande de disjonction de la ligne « Fonds national » de l'habitat présentée par M. Secrétain (p. 9620); Art. 6: Demande de rétablissement de l'article présentée par le Gouvernement « admission en surséance d'avances de l'Etat » (p. 9622); Article additionnel: Amendement de M. Bouxom relatif aux subventions accordées en 1942 aux collectivités locales (p. 9622); Art. 9: Demande de disjonction de la ligne « Caisse d'allocations familiales » présentée par M. Deluchenal (p. 9624); Art. 15: Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir les assurances obligatoires pour les automobiles et à établir un fonds de garantie des accidents automobiles (p. 9625); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [30 décembre 1951] (p. 10198); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; en qualité de Rapporteur général [22 décembre 1952] (p. 9645); Amendement de M. Garet tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative (p. 9647, 9650); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [3 janvier 1952] (p. 35); Art. 29: Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages (p. 42, 43). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: Suite de la discussion du budget [22 décembre 1951] (p. 9651). — Prend part à la discussion: d'un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; en qualité de Rapporteur général [26 décembre 1951] (p. 9847, 9840, 9850), [30 décembre 1951] (p. 10200); Art. 1^{er}: Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir un délai de quatre mois pour la réorganisation de la S. N. C. F. [4 janvier 1952] (p. 122); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 127); Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 140); Art. 2: Est entendu sur le nouveau texte de la Commission [5 janvier 1952] (p. 149); Est entendu sur la suite du débat (p. 164); Article additionnel: Amendement

de M. La Chambre tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet de réforme fiscale avant le 1^{er} mai 1952 (p. 168); Art. 6 bis: Demande de disjonction présentée par M. Tournaud de l'article prévoyant 26 milliards d'économies sur le budget civil (p. 171); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Son rappel au Règlement (Sa proposition de reporter le débat au soir) [26 décembre 1951] (p. 9855); en qualité de Rapporteur [27 décembre 1951] (p. 9945, 9946, 9948, 9949); Art. 1^{er}: Sa demande de réserver l'article (p. 9950); Ses explications de vote sur l'ensemble [28 décembre 1951] (p. 10034). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents: Mauvaise organisation des débats sur le budget [26 décembre 1951] (p. 9859). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; en qualité de Rapporteur général [26 décembre 1952] (p. 9869, 9870); Art. 1^{er}. Etat A, AGRICULTURE, Chap. 801: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour reconstruction d'immeubles sinistrés (insuffisance des 5 milliards prévus) (p. 9875); Chap. 9179: Demande de renvoi à la Commission du chapitre portant réfection des ouvrages de protection contre les crues, présentée par M. Lambert (p. 9879); EDUCATION NATIONALE, Chap. 8000: Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements du 2^e degré (Constructions scolaires) (p. 9882, 9883). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: Débat sur les crédits militaires [26 décembre 1951] (p. 10038). — Prend part à la discussion: d'un nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; en qualité de Rapporteur [30 décembre 1951] (p. 10169); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale: Motion d'ordre (Suite du débat budgétaire) [29 décembre 1951] (p. 10133); — du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952: en qualité de Rapporteur général [30 décembre 1951] (p. 10279). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: Discussion du projet de loi ouvrant des crédits pour les calamités publiques dans le Sud-Ouest [22 janvier 1952] (p. 298). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'assistance

économique à la Yougoslavie : *Sa demande d'ajournement de la discussion* [7 février 1952] (p. 492) ; en qualité de *Rapporteur* [8 février 1952] (p. 540, 541) ; -- d'un rapport sur la rémunération des fonctionnaires algériens en qualité de *Rapporteur général* [8 février 1952] (p. 550) ; — d'un projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de suspension de séance présentée par M. Plantevin* [25 février 1952] (p. 867) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Suite de l'ordre du jour* [9 avril 1952] (p. 2051, 2052) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : en qualité de *Rapporteur général* [26 février 1953] (p. 962 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (les économies possibles)* (p. 996) ; *Suspension du débat* (p. 998) ; *Amendement de M. Boisdé tendant à interdire toute modification des conditions d'emprunts ou de l'émission des billets de banque* (p. 1008) ; Art. 31 : *Amendement de M. Boisdé tendant à créer un Comité d'experts chargé de proposer des économies* (p. 1020) ; Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1025). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date du vote sur les vingt questions de confiance posées par le Gouvernement* [26 février 1952] (p. 1044). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : en qualité de *Rapporteur général* [1^{er} avril 1952] (p. 1666, 1667) ; *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [2 avril 1952] (p. 1753) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir le contrôle parlementaire des décrets d'économies* [3 avril 1952] (p. 1804) ; *Examen des articles additionnels* (p. 1807, 1808) ; Art. 7 : *Motion incidente de M. Rochet tendant à abroger les décrets augmentant les prix des engrais, matériel agricole et aliments du bétail* (p. 1827) ; *Question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'article relatif aux 95 milliards de crédits bloqués* (p. 1828) ; Art. 4 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 1829) ; Art. 23 : *Disjonction de l'article relatif à l'assurance maladie* (p. 1845) ; *Demande de prise en considération de l'article relatif au financement du fonds de vieillesse agricole, présentée par le Gouvernement* (p. 1846) ; Art. 24 : *Amendement de M. Gabelle tendant à empêcher le rétablissement de la taxe proportionnelle sur*

les salaires (p. 1874) ; Art. 26 : *Amendement de M. Lamps tendant à prévoir le paiement des impôts directs par versements mensuels* (p. 1875) ; Art. 36 : *Nouveaux taux de l'impôt sur le revenu* [4 avril 1952] (p. 1907) ; Art. 37 : *Évaluation du stock des entreprises* (p. 1907) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'option entre dotation ou décote pour l'évaluation des stocks outils* (p. 1910) ; Art. 36 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive* (p. 1912) ; *Discussion des articles additionnels* (p. 1914) ; Art. 42 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à permettre aux sociétés la répartition de leurs portefeuilles de valeurs mobilières moyennant taxe de 5 0/0* (p. 1919) ; Art. 43 : *Amnistie fiscale* (p. 1920) ; Art. 28 : *Demande de disjonction de l'article majorant les charges fiscales des propriétaires de logements* (p. 1941, 1942) ; Art. 51 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif à l'enregistrement d'actes de cessions de parts dans des sociétés, présentée par le Gouvernement* (p. 1945) ; Art. 55 : *Amendement de M. Boisdé tendant à limiter l'apposition de vignettes sur les factures à certaines professions* (p. 1946) ; Art. 57 : *Rappels au règlement de Mme Lefebvre et M. Lamps (Vote sur l'ensemble avant deuxième délibération)* (p. 1947, 1948) ; *Demande de modifier l'ordre des dix votes sur les questions de confiance, présentée par M. Soustelle* [8 avril 1952] (p. 1982) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [12 avril 1952] (p. 2257) ; Art. 16 : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la communication des infractions fiscales aux directeurs régionaux de la Sécurité sociale* (p. 2260, 2261) ; Art. 23 *ter* : *Demande de reprendre le texte du Conseil de la République, présentée par le Gouvernement* (p. 2263) ; Art. 37 : *Amendement de M. Abelin relatif à l'évaluation fiscale des stocks des sociétés et à la définition de la notion du stock-outil* (p. 2266, 2267) ; Art. 44 : *Demande de reprise du texte de l'Assemblée Nationale relatif aux sanctions prises contre les fraudeurs, présentée par le Gouvernement* (p. 2269) ; — du projet de loi relatif à l'allocation temporaire et la sécurité sociale minière, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} avril 1952] (p. 1701) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur

l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur général* [9 avril 1952] (p. 2061, 2062); *Sa demande de clôture de la discussion générale* [10 avril 1952] (p. 2109); Art. 1^{er} Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 5030: *Amendement de M. Ducos tendant à rétablir les crédits pour le monument des trois maréchaux à Saint-Gaudens* (p. 2110); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1370: *Amendement de Mlle Marzin tendant à rétablir les crédits pour les heures supplémentaires des professeurs du deuxième degré* (p. 2111); MARINE MARCHANDE, Chap. 4050: *Amendement de M. Signor tendant à rétablir les crédits pour l'établissement national des invalides de la Marine* (p. 2115); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5120: *Amendement de Mlle Marzin tendant à rétablir la subvention à la Régie autonome des transports parisiens* (p. 2117); Art. 29: *Amendement de M. Genton tendant à prévoir des décrets pour le plan de protection civile minimum* (p. 2130); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [12 avril 1952] (p. 2274); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 avril 1952] (p. 2164); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1952] (p. 2353); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 13: *Amendement de M. Rincent tendant à financer l'allocation pour un quart des cotisations, pour trois quarts par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* [6 juin 1952] (p. 2718, 2719). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Vote du budget en octobre*) [24 juin 1952] (p. 3157). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique, en qualité de *Rapporteur* [3 juillet 1952] (p. 3453, 3454); — du projet de loi portant ratification des accords avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3884); — du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour la Convention financière franco-belge, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3884); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur général* [21 octobre 1952]

(p. 4267); Chap. 3183: *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le personnel ouvrier des Eaux et forêts (Lutte contre la tuberculose bovine)* (p. 4293); Chap. 3392: *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir les crédits pour prestations (Réduction des crédits sociaux)* (p. 4294); Chap. 3402: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Achat de machines offset)* (p. 4295); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur général* [28 octobre 1952] (p. 4520); Chap. 3411: *Demande de rétablissement des crédits pour les services à l'étranger (Remboursement des frais de voyage), présentée par le Gouvernement* (p. 4523); Chap. 4222: *Demande de rétablissement des crédits pour les relations culturelles (Diffusion de films d'actualité), présentée par le Gouvernement* (p. 4540); Chap. 4231: *Demande de rétablissement des crédits pour participation aux dépenses internationales (O.N.U., U.N.E.S.C.O., O.E.C.E., etc.), présentée par le Gouvernement* (p. 4540); Chap. 4235: *Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot (siège du N.A.T.O.)* (p. 4541); RECONSTRUCTION ET URBANISME: *Motion préjudicielle de M. Coudray demandant de surseoir à la discussion en attendant de connaître le montant exact des crédits accordés à la Reconstruction* [30 octobre 1952] (p. 4583, 4584); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Article additionnel: *Recevabilité de l'amendement de M. Arbellier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire* [4 novembre 1952] (p. 4731, 4732); *Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 4733); INTÉRIEUR: *Sa demande de suspendre la séance* [18 novembre 1952] (p. 5354); *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat jugeant la lettre rectificative insuffisante* (p. 5355, 5356, 5357). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour: *Budget de la Sarre* [28 octobre 1952] (p. 4523); — sur une déclaration du Gouvernement (*Bilan des activités financières fait par le Président du Conseil*) [5 novembre 1952] (p. 4752). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953); en qualité de *Rapporteur général* [4 novembre 1952] (p. 5943 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur les prestations familiales des travailleurs indépendants)* [5 décembre 1952] (p. 5991); *Lettre recti-*

ficative du Gouvernement (p. 6000, 6001) ; *Organisation de la discussion des amendements* [9 décembre 1952] (p. 6086) ; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article interdisant de demander une dépense nouvelle ou une perte de recettes, présentée par M. Tourtaud* (p. 6087) ; *Amendement de M. Guiguen tendant à ne pas appliquer l'article aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre* (p. 6088) ; *Amendement de M. Tourné tendant à ne pas appliquer l'article aux pensions des victimes de guerre et à la retraite du combattant* (p. 6090) ; Art. 27 : *Amendement de M. Boisdé tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* (p. 6092) ; Art. 29 *ter* : *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissement routier, présenté par M. Sibué (Dotation insuffisante du fonds)* [11 décembre 1952] (p. 6155) ; Art. 31 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier, présentée par M. Rochet* (p. 6159) ; Art. 33 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la révision des évaluations cadastrales tous les cinq ans, présentée par M. Rochet* (p. 6161, 6162) ; Art. 35 : *Demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales* (p. 6164) ; Art. 38 : *Amendement de M. Estradère relatif aux artisans des stations balnéaires et touristiques* (p. 6167) ; Art. 40 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des frais de représentation, de déplacement et autres frais professionnels des entreprises, présentée par M. Boisdé* (p. 6169) ; Art. 41 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux sanctions aux infractions concernant des inexactitudes dans les inscriptions comptables, présentée par M. Denais* (p. 6169) ; Art. 46 : *Amendement de M. Ferri tendant à assimiler les directeurs de sociétés à des salariés* (p. 6187) ; *Amendement de M. P. Meunier tendant à grouper toutes les sommes versées aux membres des conseils d'administration* (p. 6188) ; *Amendement de M. Catroux tendant à étendre l'article aux salariés des entreprises nationalisées* (p. 6189) ; Art. 51 : *Déductions accordées pour frais professionnels à certaines catégories de contribuables* (p. 6190) ; Art. 52 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie, présentée par M. Couston (Importance de la fraude pour l'impôt général sur le*

revenu) (p. 6194, 6195) ; Art. 102 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la simplification du recouvrement de l'impôt, présentée par M. Cristofol* (p. 6246) ; *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à supprimer l'adaptation prévue des mesures de recouvrement de l'impôt* (p. 6247, 6248) ; Art. 103 bis : *Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation* (p. 6250) ; Art. 106 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à ne pas majorer en 1952 les impôts payés par les exploitants agricoles* (p. 6253) ; Art. 108 : *Amendement de M. Bénard tendant à faciliter les acquisitions immobilières pour le regroupement et la conversion des usines* [12 décembre 1952] (p. 6254) ; Articles additionnels : *Renvoi de ces article* (p. 6259, 6260) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Rappel au Règlement de M. Mazier (Non-distribution de l'avis du Conseil économique)* [16 décembre 1952] (p. 6458) ; *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Minjoz* (p. 6458) ; *Demande de réserver les chapitres relatifs à l'Education nationale* (p. 6459) ; en qualité de *Rapporteur général* (p. 6459 et suiv., 6499, 6500) ; *Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat en raison de l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la productivité agricole et à la construction de logements (Ses observations sur la nécessité de ne pas remettre le débat)* [17 décembre 1952] (p. 6532) ; *Discussion générale (Ses observations sur le développement des télécommunications)* [18 décembre 1952] (p. 6569) ; *Motion préjudicielle de M. A. Lenormand tendant à exiger que la reconstruction soit achevée en 1960* (p. 6591). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du budget avant le 1^{er} janvier* [16 décembre 1952] (p. 6480, 6481). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1952] (p. 7047). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Minjoz relatif à la date de discussion du budget militaire* [22 janvier 1953] (p. 127). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une Convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (Elévation du plafond des avances de 50 milliards) ; en qualité de *Rapporteur*

[22 janvier 1953] (p. 141, 142) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953: *Lettre rectificative du Gouvernement* [27 janvier 1953] (p. 478, 479) ; Art. 4 : *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir des économies par la réforme du régime des marchés de l'Etat* (p. 488) ; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à ouvrir 2.434 millions de crédits pour la protection civile* (p. 490) ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards de crédits bloqués, présentée par M. Moch (Lois-cadres prévues)* (p. 513) ; *Amendement de M. Tournaud tendant à ne pas bloquer de crédits pour l'agriculture* (p. 517) ; *Amendement de M. Lajay tendant à supprimer le mot « conforme »* (p. 521) ; Art. 8 : *Motion préjudicielle de M. Lamps demandant la réduction des taxes indirectes* [28 janvier 1953] (p. 591, 592) ; *Amendement de M. Billat tendant à exonérer les jeunes gens libérés du service militaire de la surtaxe progressive due sur les salaires gagnés avant leur incorporation* (p. 592) ; Art. 118 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à majorer les droits sur les alcools* (p. 592) ; Art. 118 W : *Amendement de M. Crouzier tendant à encourager les investissements faits par les sociétés* (p. 594) ; *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir des mesures contre la fraude fiscale* (p. 595) ; Art. 134 bis : *Demande de disjonction de M. Boutbien prévoyant la communication au Parlement chaque année des recettes et dépenses de la Sécurité sociale* (p. 602, 603) ; *Discussion des articles additionnels* (p. 603). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Vote des textes budgétaires en deuxième lecture* [29 janvier 1953] (p. 653). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 9 : *Amendement de M. Triboulet tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procédure habituelle* [29 janvier 1953] (p. 665) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME ; en qualité de *Rapporteur* [30 janvier 1953] (p. 701) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Marcel Noël tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'administration centrale (Retraités de la Caisse autonome mutuelle de retraites)* (p. 701) ; Chap. 31-14 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réta-*

blir les crédits votés par l'Assemblée Nationale pour les ponts et chaussées (Indemnités de frais de déplacements) (p. 702) ; Chap. 34-13 : *Amendement de M. Marcel Noël tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les frais des agents des ponts et chaussées (Suppression de 4.000 postes d'agents des travaux)* (p. 702) ; INDUSTRIE ET COMMERCE ; Art. 1^{er} : *Rappel au Règlement de M. Musmeaux (Droit des Parlementaires d'obtenir une réponse du Gouvernement)* (p. 747) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Etat B, Chap. 46-11 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le fonds national de chômage (Augmentation du nombre de chômeurs)* (p. 757) ; FRANCE D'OUTRE-MER ; Etat A, Chap. 31-31 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour les services administratifs* (p. 759) ; FINANCES (CHARGES COMMUNES) ; Etat A, Chap. 11-34 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour l'équipement du service des emprunts, présentée par le Gouvernement* (p. 760) ; Art. 10 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif aux bonifications et réductions d'âge pour les fonctionnaires civils et militaires atteints par la retraite* (p. 763) ; FINANCES (SERVICES FINANCIERS) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 765) ; Etat A, Chap. 31-31 : *Services extérieurs du Trésor (Création de postes)* (p. 765) ; AGRICULTURE ; Etat A, Chap. 34-02 : *Amendement de M. Rousselot tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour le matériel (Achat de machines d'imprimerie)* (p. 775). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Etat des discussions budgétaires* [30 janvier 1953] (p. 731). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [30 janvier 1953] (p. 781) ; Etat B ; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les subventions aux carburants nationaux (Alcool-carburant)* (p. 782) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Amendement de M. Bénard relatif à la répartition des crédits du fonds spécial d'investissements routiers entre les départements et communes* (p. 783) ; Art. 25 : *Amendement de M. Lamps relatif à la modification éventuelle par le Gouvernement du taux*

de la taxe d'encouragement à la production textile (p. 784) ; Art. 31 : Amendement de M. Liautey tendant à abaisser à 3,25 0/0 le taux de la taxe pour le fonds forestier national (p. 785) — Est entendu sur l'ordre du jour : Suite du vote du budget [30 janvier 1953] (p. 787). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier ; en qualité de Rapporteur [18 mai 1953] (p. 2710 et suiv.) : Question préalable de M. Georges Cogniot contre le projet de loi (p. 2723) ; Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre des budgets de 1949, 1950 et 1951) [19 mai 1953] (p. 2788) ; Art. 1^{er} : Sa demande de réserver les amendements à cet article (p. 2790) ; Article additionnel : Sa demande de réserver cet article nouveau (p. 2791) ; Art. 2 : Ses observations sur la discrimination des pouvoirs en ce qui concerne la répartition du crédit (p. 2793) ; — du projet de loi prorogeant une convention avec la Banque de France ; en qualité de Rapporteur [28 mai 1953] (p. 2894) ; — d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux : Contre-projet de M. Leenhardt tendant à l'abrogation de l'article 69 (Son accord avec le Ministre sur les Titres III, IV et V du projet de réforme fiscale ; pour la substitution au Titre I d'un nouveau projet complet de réforme) [2 juillet 1953] (p. 3213) ; — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier ; en qualité de Rapporteur [7 juillet 1953] (p. 3268, 3269) ; Contre-projet de M. Jacques Duclos portant taxation de la rémunération des dirigeants de sociétés (p. 3297) ; Art. 2 : Droits de timbre et de passeport (Ses remarques tendant à faire exempter de la majoration les passeports délivrés en vue d'activités touristiques, syndicales ou culturelles) (p. 3303) ; Art. 5 : Pouvoirs spéciaux permanents ; Amendements de MM. Leenhardt et Meunier tendant à garantir le respect du statut de la fonction publique et du personnel communal et du Code des pensions (p. 3313) ; Son rappel du texte proposé par la Commission des finances (Avis préalable du Conseil supérieur de la fonction publique) (p. 3313) ; Art. 6 : Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense (Opportunité de renoncer aux amendements ou d'en réduire le nombre) (p. 3315) ; Art. 7 : Pouvoirs spéciaux temporaires ; Sa demande de disjonction globale de tous amendements (Art. 46 du Règlement)

(p. 3321) ; Art. 7 bis : Licence des bouilleurs de cru ; Sa demande de disjonction globale de tous amendements (Art. 46 du Règlement) (p. 3325) ; Intentions sociales du texte proposé par la Commission, affectation à l'équipement et l'habitat rural des recettes prélevées sur les bouilleurs (p. 3328) ; Art 8 : Fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économique ; demande de rétablissement du texte gouvernemental permettant l'affectation au Fonds de divers comptes spéciaux à affectation connexe (Accord de principe de la Commission) (p. 3329) ; Art. 11 : Plafonds divers de dépenses pour 1954 ; Amendement de M. Meunier écartant l'application éventuelle de cet article pour empêcher l'Assemblée d'abroger ultérieurement les décrets pris en application de l'article 7 (Valeur logique et pratique du souci de M. Meunier) (p. 3333) ; Sa demande de deuxième délibération sur l'ensemble du projet de loi (Art. 58 du Règlement) (p. 3333) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; en qualité de Rapporteur : Rétablissement des recettes nouvelles et des pouvoirs spéciaux refusés par le Conseil de la République, rejet des amendements introduits par celui-ci [10 juillet 1953] (p. 3462) ; Art. 7 bis : Licence des bouilleurs de cru ; Amendement de M. Liautey tendant à supprimer pour tous les bouilleurs, qu'ils aient ou non été précédemment admis à ce titre, l'obligation d'être agriculteurs à titre principal (Maintien du texte de la Commission suffisamment transactionnel) (p. 3470, 3471). — Est entendu sur une demande de suspension de séance : Intérêt évident d'attendre le retour du projet financier [10 juillet 1953] (p. 3460). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6529, portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République : Accepte la plupart des amendements proposés par le Conseil de la République ; demande au Gouvernement l'engagement de faire préparer en temps utile le budget de 1954 et le projet de réforme fiscale [24 juillet 1953] (p. 3880) ; Art 12 : Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception ; Amendement de M. P. Meunier tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Liberté laissée à l'Assemblée) (p. 3881). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Demande au Gouvernement

l'engagement de faire connaître avant l'examen détaillé des divers budgets, les éléments essentiels de l'équilibre prévu [13 octobre 1953] (p. 4216). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement)* [29 octobre 1953] (p. 4651); LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur* [3 novembre 1953] (p. 4736); FRANCE D'OUTRE-MER : *Sa demande de surseoir au débat pour attendre l'avis de l'Assemblée de l'Union française* (p. 4739); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre VIII, Chap. 84-65 : *Demande du Gouvernement de surseoir au vote sur l'ensemble (Débudgétisation des investissements)* (p. 4766); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 41-01 : *Subventions à l'A. F. P. (Discussion avec M. J.-L. Vigier)* [4 novembre 1953] (p. 4820); *Examen des chapitres réservés* (p. 4821); ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur (Résultats de la dévaluation de la piastre)* [12 novembre 1953] (p. 4992, 4993); Etat A, Chap. 31-12 : *Demande de rétablissement des crédits présentés par le Gouvernement pour les indemnités du Haut Commissariat* (p. 4995); Chap. 35-91 : *Travaux immobiliers (Contrôles radio-électriques à Hanoï)* (p. 4996); Art. 5 : *Amendement de M. Marcel David tendant à faire déposer un projet réglant la situation des fonctionnaires des cadres locaux européens dissous par décret (Reclassement de ces fonctionnaires)* (p. 4998); MARINE MARCHANDE : *Nécessité de hâter et de discipliner le débat* [13 novembre 1953] (p. 5097); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F.* [26 novembre 1953] (p. 5565); INTÉRIEUR : *Date de la suite du débat* [6 décembre 1953] (p. 6137); Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à réserver 1 0/0 des crédits de la défense nationale à la protection de la population civile* [10 décembre 1953] (p. 6413); Etat A, Chap. 41-31 : *Portée du vote émis sur la disjonction de la lettre rectificative* [11 décembre 1953] (p. 6470); *Suite du débat* (p. 6473); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Article additionnel :

Amendement de M. Peytel tendant à rétablir les chiffres prévus par le Gouvernement pour le fonds d'investissement routier [12 décembre 1953] (p. 6602); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de 20.000 fr. aux postiers (Grève dans les P. T. T. et diverses revendications des postiers)* [31 décembre 1953] (p. 7143); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : *Amendement de M. Guiguen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation des sinistrés mobiliers âgés de plus de 70 ans et économiquement faibles* [31 décembre 1953] (p. 7201, 7202); Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété* (p. 7203); *Suite de la discussion budgétaire* (p. 7205); Art. 12 bis : *Amendement de M. Coudray tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle de la construction de groupes de 50 logements par les H. L. M.* (p. 7206); Art. 12 noniès : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux Commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations des H. L. M.* (p. 7208). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget de la Santé publique* [29 octobre 1953] (p. 4662). — Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le Crédit mutuel du bâtiment : *Mesures à prendre* [3 novembre 1953] (p. 4775). — Est entendu sur : une communication du Gouvernement (M. E. Faure) sur le budget de 1954 : *Discussion du budget en temps utile* [5 novembre 1953] (p. 4852); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'Aviation civile après celle du budget de la Radiodiffusion* [13 novembre 1953] (p. 5051); — le règlement de l'ordre du jour : *Report du débat sur le budget* [19 novembre 1953] (p. 5278). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à moyen terme, en qualité de *Rapporteur* [2 décembre 1953] (p. 5822); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Titre II : *Demande de suspension de séance présentée par M. Michel Mercier* [5 décembre 1953] (p. 6097);

Renvoi du débat au lendemain (p. 6098); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** (Exercice 1954), en qualité de *Rapporteur général* [12 décembre 1953] (p. 6612); Art. 11 : *Ouverture d'un compte spécial pour la modernisation des bureaux de tabac* (p. 6615); Art. 18 : *Demande de disjonction de l'article mettant les employés de la Caisse des dépôts et consignations à la disposition des inspecteurs des finances, présentée par M. Marcel David* (p. 6616); Art. 20 : *Amendement de M. Minjoz tendant à permettre l'utilisation par les caisses d'épargne de 50 0/0 de leurs dépôts* (p. 6617); Art. 33 : *Demande de disjonction de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946* (p. 6623); *Motion préjudicielle de M. Degoutte demandant de surseoir au débat pour obtenir la création de 120 milliards de « certificats de crédits privilégiés » émis par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement des H. L. M.* [13 décembre 1953] (p. 6658); *Lettre rectificative présentée par le Gouvernement concernant le financement des investissements* (p. 6659, 6660); Art. 36, Etat I : *Contribution du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements (Investissements agricoles)* (p. 6664); *Amendement de M. Inglis tendant à prévoir un état spécial pour les crédits destinés aux territoires d'outre-mer de façon à éviter les virements de ces crédits à une autre rubrique* (p. 6665); Art. 1^{er} : *Demande de rétablissement du texte relatif aux constructions aéronautiques, présentée par le Gouvernement (Financement des constructions aéronautiques militaires)* (p. 6669); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Lamps tendant à supprimer le compte « allocations aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire »* (p. 6672); *Amendement de M. Thumier tendant à supprimer le report du poste « allocations aux familles d'enfant recevant l'enseignement primaire »* (p. 6673); Art. 51 : *Demande de rétablissement de l'article garantissant les emprunts contractés par l'Organisation de l'aviation civile internationale, présentée par le Gouvernement* (p. 6627); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 33 bis : *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à indemniser les compagnies d'assurances par des titres émis en 1954 et amortis à partir*

de 1955 [31 décembre 1953] (p. 7267); — du projet de **LOI DE FINANCES** pour l'exercice 1954; en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1953] (p. 6643 et suiv.); *Ordre de la discussion des textes financiers* (p. 6695); *Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à surseoir au débat jusqu'au vote du budget de l'Education nationale (Revendications du personnel enseignant)* (p. 6696); *Discussion générale (Baisse de la production)* (p. 6709); Art. 7 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant 30 milliards d'économies sur les services civils (Dépenses militaires camouflées dans les budgets civils)* (p. 6719); Art. 23 : *Amendement de M. Dronne tendant à supprimer le deuxième alinéa abolissant le droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit* (p. 6737); *Amendement de M. Hénault tendant à majorer les impôts sur les commerçants étrangers et les automobilistes allant à l'étranger* (p. 6738); Art. 24 : *Demande de disjonction de l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations vitiques des producteurs de vin, présentée par le Gouvernement* (p. 6742); Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à majorer le taux des impôts sur les cartes de séjour des étrangers* (p. 6745); *Amendement de M. Mazier tendant à l'octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires* (p. 6747); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7269); Art. 1^{er} : *Demande de rétablissement du texte voté en première lecture interdisant aux parlementaires tout accroissement de dépenses ou diminution de recettes, présentée par le Gouvernement (Loi des maxima)* (p. 7270); Art. 22 : *Amendement de M. Secrétain tendant à reprendre le texte du Conseil de la République exonérant de droits d'enregistrement les indemnités versées aux anciennes entreprises de presse spoliées* (p. 7272); Art. 22 bis : *Amendement de M. Mondon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République majorant les redevances communales et départementales des mines de charbon et autres substances minérales* (p. 7273); Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953 (Habitat rural et fléau de l'alcoolisme)* (p. 7275, 7276); Art. 28 ter ;

Amendement de M. Abelin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux taux des droits applicables aux fusions de sociétés (p. 7279); Art. 29 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation des dotations pour approvisionnements techniques constituées en 1948 et 1949* (p. 7278, 7279); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 7279); Art. 31 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour obtenir l'exonération des redevances payées aux collectivités locales par les charbonnages* (p. 7279); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (Collectif d'ordonnancement), en qualité de *Rapporteur général* : *Justesse des prévisions budgétaires* [16 février 1954] (p. 304); Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4611 : *Amendement de Mme Galicier (Augmentation des crédits des fonds de chômage)* (p. 309, 310); *Sa demande de seconde délibération du projet : Crédits supplémentaires pour le Conseil de la République* (p. 322); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, en qualité de *Rapporteur* : *Refonte du régime des taxes sur le chiffre d'affaires, abattement à la base en matière de surtaxe progressive, lutte contre la fraude, mesures envisagées au profit de l'épargne, élimination de la surtaxation des investissements, recherche de la justice fiscale entre les divers circuits industriels et commerciaux* [23 mars 1954] (p. 1175 et suiv.); *Question préalable de M. Pineau : Etablissement de la liste des investissements bénéficiant de la détaxation* (p. 1184); *Discussion générale : Le libéralisme économique* (p. 1197); *Détaxation des frais de fabrication* (p. 1201); *Taux de la taxe à la valeur ajoutée et de l'impôt sur les sociétés* [24 mars 1954] (p. 1221); *Origine de la taxe à la valeur ajoutée* (p. 1222); *Contre-projet de M. Abelin (Détaxation des investissements véritables, taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les prestations de service, limitation à trois impôts d'Etat)* [25 mars 1954] (p. 1257, 1260); *Propose à l'Assemblée de repousser les contre-projets de MM. Leenhardt, Abelin, Guy Petit et Gosnat* (p. 1268); *Demande de disjonction du titre premier présentée par M. Meunier (Application de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 1276); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée, application par étapes de la réforme fiscale)* (p. 1283); *Nécessité d'un renvoi en*

Commission (p. 1287, 1288, 1289); *Répercussion de l'amendement de M. Abelin sur les déductions de la taxe sur les prestations de service et sur le commerce en gros* [26 mars 1954] (p. 1333); Art. 3 : *Amendements de MM. Abelin et Caillaudet (Régime applicable aux producteurs vendant au détail des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 1334); *Amendement de M. Le Roy Ladurie (Paiement de la taxe à la valeur ajoutée par des entrepreneurs de travaux immobiliers)* (p. 1335); Art. 7 : *Sa demande tendant à réserver l'article* (p. 1343); Art. 8 : *Demande de disjonction de M. Cristofol* (p. 1343); *Suppression de la taxe sur les transactions et les taux de départ de la T. V. A.* (p. 1345); Art. 8 : *Amendement de M. Leenhardt (Détaxation des investissements, annuité d'amortissement et investissements d'utilité nationale)* (p. 1357); *Amendement de M. Catroux (Avis du Commissariat au plan sur l'exclusion des mesures de détaxation de certaines entreprises)* (p. 1358); *Amendement de M. Halbout (Désurtaxation des salaires, reclassement obligatoire du personnel des entreprises faisant des investissements)* (p. 1360); Art. 22 B : *Son amendement (Variation du taux de la T. V. A.)* [29 mars 1954] (p. 1388); Art. 41 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge)* (p. 1411); Art. 42 : *Augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 1420); *Amendements de MM. Catroux et Pronteau (Taux de l'impôt sur les sociétés; discrimination entre les sociétés)* (p. 1423); Art. 86 à 95 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à reprendre ces articles relatifs aux impôts sur les spectacles, jeux et divertissements* (p. 1435, 1436); *Articles additionnels : Inscription à l'ordre du jour du projet de loi des voies et moyens* (p. 1439); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [9 avril 1954] (p. 1985); Art. 1^{er} : *Taux réduit de la T. V. A. et son application au soufre et au sulfate de cuivre* (p. 1988, 1989); *Amendement de M. Halbout (Date d'application de la T. V. A. à taux réduit)* (p. 1989); Art. 5 : *Exonération de la T. V. A. pour les amendements calcaires destinés à l'agriculture* (p. 1989); Art. 8 : *Amendements de MM. Bénard et Tourtaud (Fixation des biens n'ouvrant pas droit à exonération)* (p. 1992); Art. 9^{ter} : *Amendement de M. Tourtaud (Taux de la taxe sur les transactions, les grands magasins à succursales mul-*

tiples et prisunicis) (p. 1992) ; Art. 18 : *Amendement de M. Cristofol (Remboursement aux collectivités locales de la perte de recettes consécutive à la réforme fiscale relative aux engrais)* (p. 1994) ; Art. 42 *ter* : *Amendement de M. Tourtaud (Amortissements accélérés en faveur de certaines entreprises)* (p. 1998) ; Art. 47 : *Exonération des taxes additionnelles sur les ventes de logement* (p. 2000). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Inscription de l'examen de la loi des voies et moyens à l'ordre du jour* [30 mars 1954] (p. 1484). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Date de la reprise du débat)* [8 avril 1954] (p. 1938) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi concernant les dispositions financières et réglementaires relatives au crédit mutuel du bâtiment et à certaines sociétés de crédit différé, en qualité de *Rapporteur* [9 avril 1954] (p. 1968) ; Art. 2 : *Garantie de l'Etat en faveur des opérations réalisées par la nouvelle société d'épargne et de crédit* (p. 1971) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur* [25 juin 1954] (p. 3091, 3095, 3096) ; *Fixation de la date de seconde lecture de ce projet de loi* (p. 3098) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Fixation du taux des impôts par le Parlement* [29 juin 1954] (p. 3142) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *déroulement du débat et réserve des articles se rapportant au financement* [21 juillet 1954] (p. 3500) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Politique de reconversion des entreprises, politique des salaires, entreprises marginales, limitation des pouvoirs spéciaux dans le temps, énumération des mesures que le Gouvernement peut prendre* [5 août 1954] (p. 3860 et suiv.) ; *lettre rectificative du Gouvernement* [6 août 1954] (p. 3964, 3965) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil, DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur général* [5 novembre 1954] (p. 4785) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour 1955 : *vote sur la question*

de confiance (dépôt du projet de loi organique du budget) [9 novembre 1954] (p. 4828) ; Etat A, Chap. 1120 : *demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Daguin (taux de la prime de productivité)* [10 novembre 1954] (p. 4887, 4888). — Est entendu sur l'ordre du jour : *date de discussion du budget de la France d'outre-mer* [17 novembre 1954] (p. 5142). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances des Affaires économiques et du Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *crédit mutuel du bâtiment, hommage aux fonctionnaires du Ministère des Finances* [18 novembre 1954] (p. 5176). — Est entendu : sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955 [18 novembre 1954] (p. 5194) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *nécessité de trois séances chaque jour, pour la discussion budgétaire pendant le mois de décembre* [3 décembre 1954] (p. 5742). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (réductions accordées par la S.N.C.F. pour les vacances)* [11 décembre 1954] (p. 6133) ; *déroulement du débat* [15 décembre 1954] (p. 6400) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de la FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *amendement indicatif de M. Liurette (reclassement des fonctionnaires de l'administration générale)* [17 décembre 1954] (p. 6489) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (II. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour 1955, en qualité de *Rapporteur général* : *contrats Air-France* [30 décembre 1954] (p. 6994) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, en qualité de *Rapporteur général* [30 décembre 1954] (p. 7017) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lamps (revalorisation de la fonction publique)* (p. 7018) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, en qualité de *Rapporteur général*, Art. 10 : *Amendement de M. Siefridt (sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans remboursables partiellement*

en espèces); *Son refus d'appliquer l'article 48 et l'article 68 du règlement* [26 janvier 1955] (p. 290). — Est entendu sur l'ordre du jour : *travaux budgétaires* [27 janvier 1955] (p. 316, 317). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, en qualité de *Rapporteur général* : *Adductions d'eau, recherche des fonds par les communes* [27 janvier 1955] (p. 330); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955, en qualité de *Rapporteur général* [31 janvier 1955] (p. 502, 503); *Inscription du budget de la Radiodiffusion à l'ordre du jour* (p. 510); *douzième provisoire allégé* [7 février 1955] (p. 786); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955, du budget annexe de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur général* [31 janvier 1955] (p. 545); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Ouverture et annulation de crédits sur 1953 et ratification de décrets à discuter à la prochaine séance* [31 janvier 1955] (p. 524); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES) : *Explications du Gouvernement sur la fonction publique* [31 janvier 1955] (p. 542); *motions préjudicielles et disjonctions de chapitres, vote du budget de l'Éducation nationale, réforme constitutionnelle* [1^{er} février 1955] (p. 570, 571); Etat A : *Sa demande de réserver la quatrième partie du titre IV : Action économique* [4 mars 1955] (p. 1104); *examen des articles du titre III* (p. 1106); Art. 26 : *Amendement de M. Lamps (suppression de la forclusion en matière de pensions ou de rentes)* (p. 1107); Art. 36 : *Amendement de M. Quinson (droits acquis des retraités des collectivités locales)* (p. 1113); *Article additionnel de M. J. Dumas (paiement d'un capital décès aux ayants droit de tout fonctionnaire décédé bénéficiaire d'une pension d'invalidité)* (p. 1114); *projet comportant diverses dispositions d'ordre financier* [8 mars 1955] (p. 1152); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 26 *ter* : *Secrétaires d'administration* [2 avril 1955] (p. 2383); Art. 60 : *Avis conforme des Commissions du Conseil de la République pour certains décrets ou arrêtés* (p. 2983); — en deuxième lecture, du projet

de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955. (I. TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET TOURISME) : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement (administrateurs civils)* [1^{er} février 1955] (p. 553); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : *Crédits pour la radiodiffusion, exonération de la pomme de terre, projet de loi organique du budget et budget social de la Nation, projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier* [1^{er} mars 1955] (p. 903); *Comptes bloqués pour non versement des acomptes provisionnels* (p. 905); — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur général (réforme budgétaire)* [3 mars 1955] (p. 1012); Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES; Chap. 52-23 : *L'Alliance française* (p. 1013); Etat A, ÉDUCATION NATIONALE; Chap. 36-74 : *Sa demande de disjonction (erreurs de la réunion des théâtres nationaux)* (p. 1014); *la retire* (ibid.); Art. 28 : *Ajustements de crédits, réforme organique du budget* (p. 1030, 1031); Art. 31 : *Sa demande de suppression de l'article (convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique)* (p. 1031). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Fusion des régions* [10 mars 1955] (p. 1278). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE; Etat A, Chap. 53-10 : *Déroulement du débat* [17 mars 1955] (p. 1629); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 en qualité de *Rapporteur général* : *Agitation qui se manifeste dans le commerce et chez les agriculteurs, problème des prix, fragilité de l'équilibre budgétaire, réforme fiscale, pouvoirs spéciaux, prérogatives du Parlement et du pouvoir exécutif* [18 mars 1955] (p. 1659 et suiv.); *question préalable de M. Tournaud (interprétation par M. Tournaud des délibérations de la Commission des finances)* (p. 1668); *Motion préjudicielle de M. Caillet (abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954; sens de l'amendement de M. Dorey)* (p. 1678); *Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi tendant à accorder des garanties aux contribuables en matière de contrôle* (p. 1689, 1691); *Discussion générale*

(*fraude fiscale*) [19 mars 1955] (p. 1721); *Retrait ou discussion bloquée des amendements* (p. 1737, 1738); Art. 1^{er}: *Son impartialité; utilité de cette disposition* (p. 1740); Art. 6: *Demande de disjonction de M. A.-F. Mercier (insuffisance des crédits militaires)* (p. 1746); Art. 11: *Amendement de M. Boisdé (option et régime des forfaits)* (p. 1749); *Renvoi des articles additionnels de caractère fiscal au projet portant diverses dispositions d'ordre financier* (p. 1750); *Amendement de M. Tourtaud (majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1751); *Amendement de M. Liautey (abrogation du décret portant augmentation du droit de consommation sur l'alcool)* (p. 1754); *Amendement de M. Boutbien (attribution à la S.N.E.P. de titres et participations provenant d'entreprises transférées)* (p. 1759); Art. 14: *Demande de disjonction par la Commission des finances (majoration du prix des fuel oil)* (p. 1763); *Article additionnel de M. Lalle (règles du cumul pour le personnel des caisses de mutualité agricole)* (p. 1781); *Seconde délibération: Amendement de M. Lacaze (suppression de l'amendement de M. Lamps concernant le régime de la saisie-exécution)* (p. 1784); *Explications de vote (vote de la loi de finances avant le vote de tous les budgets)* (p. 1786); de ce projet de loi en deuxième lecture: *Imposition des spectacles « son et lumière », taxe sur les fuel oil, taxes parascales, droit préférentiel des actionnaires, titre de mouvement des farines, lignes secondaires déficitaires, taux des redevances commerciales et départementales des mines sur le charbon, taux de la subvention pour les hôpitaux et hospices en cours de construction* [17 mai 1955] (p. 2831 à 2833); *Motion d'ordre de M. Tourtaud (interruption de la discussion)* (p. 2833); *Sa demande de suspension (ibid.)*; Art. 11 bis: *Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* (p. 2832 à 2836); Art. 11 ter: *Amendements de MM. Verneuil et Charret (suppression de l'amendement de M. Liautey prévoyant la vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* (p. 2832, 2841); Art. 11 quater: *Suppression de certains droits de mutation en faveur de frères et de sœurs de victimes de la guerre* (p. 2841); Art. 11 septies: *Amendements de MM. Billat et Laurens (taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence)* (p. 2842); Art. 14: *Accord passé entre les pétroliers et les charbonnages* (p. 2844); *Amen-*

dement rectifié de M. Deixonne (maintient d'une taxe sur le fuel) (p. 2845); Art. 33: *Amendements de MM. Daladier, Lambert et Lussy (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* (p. 2850). de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 11 bis: *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2880, 2881, 2886); *Possibilité d'insertions dans la presse* (p. 2883); de ce projet de loi en quatrième lecture: *Vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées, taxe de circulation des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence, droit préférentiel des actionnaires, redevances des mines aux collectivités locales, cession des chemins de fer d'intérêt secondaire* [18 mai 1955] (p. 2901, 2902); de ce projet de loi en cinquième lecture: *Réorganisation des lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire, redevance perçue par les communes sur les mines de charbon* [24 mai 1955] (p. 2956); Art. 31: *Amendement de M. Schaff (réorganisation des lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire)* (p. 2957); Art. 32: *Amendements relatifs aux redevances minières au profit des communes* (p. 2958); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, en qualité de *Rapporteur: Contrôle fiscal, régime des forfaits, taxe à la production, taxe sur les transactions et collectivités locales, régions sous-développées* [28 mars 1955] (p. 1990, 1991); *S'oppose à tous les contre-projets* [29 mars 1955] (p. 2080); *Motion préjudicielle de M. Cermolacce tendant à surseoir à la discussion du projet de loi jusqu'à ce que le Gouvernement ait pris des décisions relatives au salaire minimum garanti et aux abattements de zones de salaires* (p. 2080); Art. 1^{er}: *Demande de réserve présentée par M. Brusset jusqu'au vote des alinéas relatifs à l'abrogation de l'article 33* (p. 2082); *Amendements retenus par la Commission des finances* (p. 2083); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955, en qualité de *Rapporteur général* [1^{er} avril 1955] (p. 2295, 2296); *Discussion générale: Achat des aciéries de Voelklingen à la famille Roechling (art. 16)* (p. 2298, 2299); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, en qualité de *Rapporteur général*

[1^{er} avril 1955] (p. 2348). — Ses demandes de suspension de séance : *Examen des textes transmis par le Conseil de la République* [2 avril 1955] (p. 2382, 2384). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur général* : *Orientation générale du Plan, les investissements (modalités de leur financement, contrôle du Parlement, insuffisance de l'instrument statistique, libération des échanges, rétablissement de la convertibilité monétaire, taux excessif du crédit)* [11 mai 1955] (p. 2677, 2678); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gaborit (crédits pour les ports maritimes); accepte l'application de l'article 48 du Règlement* [25 mai 1955] (p. 3039); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour juin 1955 : *Vicissitudes des budgets du Secrétariat général permanent de la défense nationale, de la Légion d'honneur, des prestations familiales agricoles* [17 mai 1955] (p. 2829, 2830). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Examen en cinquième lecture de deux articles de la loi de finances* [24 mai 1955] (p. 2933). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956; Art. 10 *tendant à éviter l'augmentation des cotisations* [19 juillet 1955] (p. 3930); *Sa demande de suspension* [20 juillet 1955] (p. 3953); — d'une proposition de loi sur la législation des dommages de guerre; Art. 4 : *Acomptes sur indemnité* [26 juillet 1955] (p. 4300); — du projet de loi relatif aux crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, en qualité de *Rapporteur général* : *Prorogation du délai permettant au Parlement de saisir la cour de discipline budgétaire* [26 juillet 1955] (p. 4300); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Fonctionnement de la cour de discipline budgétaire* [4 août 1955] (p. 4616, 4617); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets en qualité de *Rapporteur général* : *Le déficit* [27 juillet 1955] (p. 4332, 4333); *Reconduction du budget de 1955* (p. 4332 à 4334); *Question préalable opposée par M. Lamps (mesures prises en faveur des fonctionnaires)* (p. 4334); Etat A. INTÉRIEUR : Chap. 41-52 : *Finances locales* (p. 4351); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Chap. 35-21 : *Amendement indicatif de M. Guérard (entretien des routes*

nationales traversant Paris) (p. 4353); Art. 6 : *Amendement de MM. Pluchet et Bricout (cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* (p. 4360); Art. 7 : *Avis des commissions compétentes sur le décret réglant la présentation du budget* (p. 4362); *Crédits mis à la disposition de la fonction publique* (p. 4374); *Son article additionnel (délai supplémentaire pour la prise du décret portant réforme organique du budget)* (p. 4383); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Cotisation de résorption pour l'écoulement des sucres; reconduction du budget que le Conseil de la République, modalité de la prise du décret portant réforme organique du budget* [4 août 1955] (p. 4617, 4618); de ce projet de loi en troisième lecture : *Avis conforme de la Commission des finances du Conseil de la République sur ledit décret* [5 août 1955] (p. 4669); *reconduction (ibid.)*; *sa demande de suspension* (p. 4671); de ce projet de loi en quatrième lecture : *Nouvelle entre les deux Commissions des finances* [5 août 1955] (p. 4682); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses militaires du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 et 1956; en qualité de *Rapporteur général*, Chap. 35-71 : *La défense des finances publiques par le rapporteur de la Commission des finances* [5 août 1955] (p. 4675); — d'une proposition de loi relative aux bouillottes de cru, en qualité de *Rapporteur* : *abrogation ou report du décret du 13 novembre 1954* [25 octobre 1955] (p. 5249, 5259); *Discussion générale (distillation à domicile, facteur de fraude)* (p. 5259); *Application de l'article premier de la loi de finances, demandée par M. Cayeux* (p. 5262); *Sa demande de renvoi de la proposition en commission (ibid.)*; — d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : *Dépenses supplémentaires proposées par l'opposition* [26 octobre 1955] (p. 5281); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur général* : *Subventions économiques, déficit* [22 novembre 1955] (p. 5912); *Question préalable de M. Tournaud (situation de la fonction publique)* (p. 5915, 5916); *Titularisation des auxiliaires* (p. 5919); *Non-affectation des fonds votés pour les charbonnages* (p. 5920); *Crédits pour les constructions d'H.L.M.* [23 novembre 1955] (p. 5946); *Subventions économiques* (p. 5949); *Motion préjudicielle de M. Ramarony*

(*abrogation du décret du 20 mai sur les « fausses coopératives »*) (p. 5951); *Le recours aux motions préjudicielles* (p. 5954); *Amendement de la Commission relatif à la perception des impôts* (p. 5955). = S'excuse de son absence [16 juin 1953] (p. 3033). = Obtient un congé [16 juin 1953] (p. 3033).

BARBIER (M. André), *Député des Vosges (R. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné, par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [3 février 1953] (**F. n° 226**).

BARDON (M. André), *Député de la Haute-Vienne (A. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé : membre de la Commission des finances [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); membre

titulaire de cette commission [11 février 1954] (**F. n° 346**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [28 mars 1955] (**F. n° 517**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [16 juillet 1953] (**F. n° 277**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [10 juillet 1953] (**F. n° 278**). — Est nommé membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (**F. n° 364**).

Dépôts :

Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant au classement des agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées, dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B, dite des « services actifs », **n° 966**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 2657 du 24 juin 1941 portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires, **n° 1401**. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégaagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, **n° 2424**. — Le 20 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence la forclusion fixée au 24 mars 1952 concernant les demandes de cartes du combattant volontaire de la Résistance, **n° 2980**. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, **n° 3152**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de succession les héritiers des « morts pour la France », **n° 4095**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter l'application du décret du 23 février 1950 relatif au conditionnement du lait, **n° 4933**. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi ayant pour but d'enrayer les progrès de la myxomatose par la répression pénale de sa propa-

gation, n° 6577. — Le 27 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager la loi sur les caisses de retraite de vieillesse agricole, n° 6982. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6770) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1954, n° 7075. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6608) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 7200. — Le 20 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6773) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1954, Postes, Télégraphes et Téléphones, Caisse nationale d'épargne, II : Dispositions concernant le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne, n° 7251. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7540) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 6773) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954, n° 7550. — Le 7 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 7622) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à relever le pourcentage du montant de leurs dépôts que les Caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont autorisées à employer en prêts à des collectivités ou établissements publics de ces départements, n° 8423. — Le 25 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 7622) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à relever le pourcentage du montant de leurs dépôts que les Caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont autorisées à employer en prêts à des collectivités ou établissements publics de ces départements, n° 8529. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de

la loi du 28 juillet 1924, relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués, n° 10970. — Le 23 juillet 1955, une proposition de loi tendant à amnistier les infractions aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 54 817 du 14 août 1954 relatif au contrôle fiscal, n° 11304. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une législation nouvelle applicable à l'énergie nucléaire, prévoyant le versement de redevances aux collectivités locales, n° 11735.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département du Bas-Rhin [26 juillet 1951] (p. 6075, 6076); *Son amendement tendant à valider les députés proclamés élus par la Commission de recensement* (p. 6076). — Dépose une motion de censure contre le Gouvernement qui a relevé le prix de l'essence [9 novembre 1951] (p. 7863). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (Invalidation de M. Rastel) : *Amendement de M. Védrines tendant à annuler les élections* [29 novembre 1951] (p. 8669, 8670); — du rapport sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe : *Son amendement tendant à valider l'élection de M. Tirolien* [26 juin 1952] (p. 3222 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur l'utilité et la nécessité de l'amnistie)* [28 octobre 1952] (p. 4494); Art. 17 : *Amendement de M. Mignot tendant à étendre l'amnistie à tous les actes commis dans l'intention de servir la Libération* [28 novembre 1952] (p. 5853). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la loi du 22 août 1950 portant réglementation de l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques [19 novembre 1952] (p. 5378). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 52 : *Amendement de M. Triboulet relatif au mode de rémunération des architectes* [5 février 1953] (p. 957, 958); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Oppose la question*

préalable [18 février 1953] (p. 1112, 1113); la retire (p. 1114). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des forfaits imposés aux artisans [24 mars 1953] (p. 2231). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à ne pas majorer les taux des droits de douane sur les produits pétroliers* [26 mars 1953] (p. 2403); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné M. Mendès-France : *Ses observations sur le plein emploi, le pouvoir d'achat, la guerre d'Indochine, l'Afrique du Nord* [3 juin 1953] (p. 2921 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les suites judiciaires des crimes qui ensanglantèrent la Haute-Vienne en 1944 [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [2 mars 1954] (p. 599); la développe : *Suppliciés de Saint-Sulpice-les-Feuilles et du Dorat, crimes de droit commun, assassinat de 2 maires socialistes, instruction du tribunal militaire de Bordeaux* [7 avril 1954] (p. 1859 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les expulsions de locataires : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [2 mars 1954] (p. 599); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Demande de disjonction du titre premier présentée par M. Meunier (Taxe définitive de la taxe sur la valeur ajoutée)* [25 mars 1954] (p. 1277); Art. 22 O : *Son amendement (Danger d'augmentation pour les produits de large consommation de l'industrie textile et de l'habillement)* [29 mars 1954] (p. 1396); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Nécessité de l'avis de la Commission des finances* [7 avril 1954] (p. 1858). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Relèvement du traitement des fonctionnaires, créations d'emplois, prime de résultat d'exploitation, question de l'autonomie budgétaire des P. T. T., développement et modernisation des services (Réalisation du réseau Télex, établissement de faisceaux hertziens, câble sous-marin Marseille—Alger)* [9 novembre 1954] (p. 4835 et suiv.); Etat A, Chap. 1000 : *Situation du Conseil supérieur*

des P. T. T. (p. 4838); *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Créations d'emplois, titularisation des auxiliaires)* (p. 4839); *Amendement indicatif de M. Noël (Application aux agents des P. T. T. des textes relatifs aux quarante-cinq heures par semaine)* (p. 4839); *Demande de disjonction du chapitre 1010 présentée par M. Coutant (Créations d'emplois de directeurs-adjoints)* (p. 4840); Chap. 1010 : *Amendement de M. Midol (Relèvement des indices des inspecteurs et inspecteurs-adjoints)* (p. 4841); *Demande de disjonction du chapitre 1020 présentée par M. Coutant (Transformation d'emplois d'agents d'exploitation en contrôleurs et création d'emplois)* (p. 4842); Chap. 1020 : *Amendement indicatif de M. Coutant (Limitation à cinq mois de la période d'étalement des congés)* (p. 4843); Chap. 1110 : *Demande de disjonction du chapitre présentée par M. Dagain (Gratuité de logement pour les receveurs)* (p. 4844); Chap. 1020 : *Amendement de M. Barthélemy (Intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs et situation des agents non intégrés)* (p. 4845, 4846); *Amendement indicatif de M. Dujour (Surclassement des centres et recettes des P.T.T.)* [10 novembre 1954] (p. 4873); *Amendement indicatif de Mme Lefebvre (Situation des surveillantes et surveillantes principales)* (p. 4875); *Amendement indicatif de M. Coutant (Relèvement des indices des receveurs de 5^e et 6^e classes)* (p. 4875); Chap. 1030 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Équivalence du Reifzeugniss et du certificat d'études pour les auxiliaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* (p. 4877); *Amendement indicatif de M. Midol (Réforme du service automobile)* (p. 4877); *Amendement de M. Dagain (Suppression d'emplois d'inspecteurs et rédacteurs élèves)* (p. 4879); *Amendement indicatif de M. Benoît (Création de 180 emplois de pointeurs)* (p. 4880); *Amendement indicatif de M. Noël (Retraite des agents du service des ambulants, des bureaux de gares, de centres de tri)* (p. 4880); *Amendement indicatif de M. Gabelle (Indemnités de risque)* (p. 4880); Chap. 1050 : *Amendements indicatifs relatifs au service des chèques postaux* (p. 4882); Chap. 1060 : *Amendement indicatif de M. Dumas (Réforme des lignes)* (p. 4883); *Amendement indicatif de M. Coutant (Réalisation de la réforme des lignes, relèvement indiciaire)* (p. 4883); *Amendement indicatif de M. Coutant (Statut des veilleurs de nuit)*

(p. 4885); *Amendement indicatif de M. Dagain (Réduction du nombre des créations d'emplois au service des lignes souterraines, construction des faisceaux hertziens)* (p. 4885); *Amendement indicatif de M. Durbet (Personnel des installations électro-mécaniques)* (p. 4886); *Amendement indicatif de Mme Lefebvre (Heures supplémentaires des agents des services techniques)* (p. 4886); Chap. 1130 : *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Coutant* (p. 4889); Chap. 3120 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Prise en charge par les P. T. T. de la pose des boîtes aux lettres dans les communes)* (p. 4892); *Amendement de M. Dagain (Suppression des crédits relatifs à l'étude des machines à trier)* (p. 4892); *Article additionnel de M. Coutant (Bénéficiaires des primes de rendement)* (p. 4893, 4894); *Article additionnel de M. Leenhardt (Autonomie budgétaire des P. T. T.)* (p. 4894); *Article additionnel de M. Coutant (Modification du code des caisses d'épargne)* (p. 4895); *Articles additionnels de MM. Feraud et Gabelle (Grade dans lequel les élèves de l'École nationale des P. T. T. doivent être nommés)* (p. 4895); Etat C. Chap. 53-00 : *Amendement de M. Mamba Sano (Situation des territoires d'outre-mer en ce qui concerne les P. T. T.)* (p. 4897); *Amendement de M. Dagain tendant au rejet de chapitre (Insuffisance de crédits en ce qui concerne les installations téléphoniques)* (p. 4898); Chap. 53-23 : *Amendement indicatif de M. Coninaud (Installation de l'automatique rural)* (p. 4909); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE POUR 1955 : *Constructions de logements sur « la dot de la Caisse d'épargne »* [31 janvier 1955] (p. 515). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Discussion générale* [30 mars 1955] (p. 2121). — Dépose une demande d'interpellation sur les projets du Gouvernement vis-à-vis de la sécurité sociale [6 octobre 1955] (p. 4802). — S'excuse de son absence [11 décembre 1951] (p. 8999), [16 février 1952] (p. 725). — Obtient

des congés [11 décembre 1951] (p. 8999), [16 février 1952] (p. 725).

BARDOUX (M. Jacques), Député du Puy-de-Dôme, (P.C.D.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé : Vice-Président de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); Président de la Commission des affaires étrangères [6 février 1952] (**F. n° 100**); Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [10 mars 1953] (**F. n° 245**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à intéresser les fonctionnaires aux économies, **n° 34**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur le transfert des actions et obligations nominatives, **n° 35 (rectifié)**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur la copropriété immobilière, **n° 36**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'acquisition d'immeubles inachevés ou partiellement détruits ou abandonnés, **n° 37**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet la construction de maisons d'habitation, **n° 38 (rectifié)**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour but d'assurer l'exonération fiscale de l'épargne investie, **n° 39**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur le marché libre de l'or et des monnaies-or, **n° 40**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, détruit par les Allemands en 1940 et instituant une souscription nationale à cet effet, **n° 41**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 42**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur les donations et fondations des asso-

ciations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique, n° 43. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 8 du chapitre II du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, n° 44. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur les cotisations des petits employeurs, maîtres artisans et travailleurs indépendants aux allocations familiales, n° 45. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à autoriser les clerks assermentés, à défaut d'huissier, à rédiger et à signer les procès-verbaux de saisies, de ventes mobilières aux enchères, procès-verbaux d'exécution, d'accidents d'autos, états de lieux, etc., n° 46. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, n° 47. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur le statut disciplinaire des greffiers, officiers publics et ministériels, n° 48. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur le « marché noir du travail artisanal », n° 49. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin d'assurer le libre exercice du culte dans les établissements scolaires de l'Etat et d'autoriser les subventions aux établissements scolaires libres, n° 50. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, n° 51. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur l'indemnisation du chômage-intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment, n° 52. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi relative aux associations et partis politiques, n° 53. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, n° 54. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi relative aux régions administratives, n° 55. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture, n° 56. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres de travail, n° 57. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à coor-

donner, entre le 2 octobre et le 11 novembre 1951, des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, n° 58. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet de faciliter la construction de maisons pour familles nombreuses, n° 61. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 91. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'O.N.U. d'un projet de convention internationale, sur la répression des agressions et des complicités d'agressions, ainsi que sur la limitation des armements, n° 92. — Le 7 septembre 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'insérer dans la loi du 30 octobre 1886 au titre III, un article 45 bis relatif aux « Ecoles libres incorporées » et au titre I un article 2 bis prescrivant que les écoles, collèges, lycées, centres d'études et de recherches, entretenus par l'Etat, seront qualifiés de : « Etablissements nationaux » au lieu de : « Etablissements publics », n° 1029. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 85 de la Constitution relatif aux unités territoriales, n° 1365. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution relative à la révision des articles 8, 22, 42, 57, 58, 59, 91, 92 et 93 de la Constitution relatifs au pouvoir judiciaire, n° 1366. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 9, 10, 14, 15 et 20 de la Constitution relatifs au pouvoir législatif, n° 1523. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 33, 46, 47, 51 et 52 de la Constitution relatifs au pouvoir exécutif, n° 1524. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 46-2386 du 27 octobre 1946 et à l'établissement d'un statut nouveau de la Haute Cour de Justice, n° 1636. — Le 26 décembre 1951, une proposition de loi sur la succession d'un militaire orphelin de père et de mère, mort pour la France, n° 2212. — Le 28 février 1952, une proposition de loi sur le statut professionnel d'installateur électricien, n° 2845 (2^e rectification). — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux communes du Puy-de-Dôme, ravagées par l'orage du 14 août 1952, un secours total de 125 millions de francs, n° 4338. — Le 28 mai

1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3364 et annexe) et la lettre rectificative (n° 6132) au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une Union Européenne des Paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950 et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 6259. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à prévoir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, individuels et collectifs, au sein des services publics et des entreprises nationalisées dont le fonctionnement régulier et permanent est nécessaire pour la vie même de la commune, du département ou de la nation, n° 6737. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à suspendre le versement aux membres de l'Assemblée Nationale de l'indemnité supplémentaire mensuelle dite « prime de secrétariat », n° 6739. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer aux Etats européens, d'adopter aux lieu et place de la Communauté politique à six et de la Communauté européenne de défense, un pacte d'Union européenne développant et coordonnant les institutions et les communautés européennes existantes et créant celles qui seraient nécessaires, n° 6855. — Le 29 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à compléter les articles 89 et 68 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations adressées au même ministre, sur le même sujet, ainsi que le nombre des amendements indicatifs, demandant la réduction symbolique d'un crédit, n° 7030. — Le 13 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer aux Etats européens d'adopter aux lieu et place du traité instituant la Communauté européenne de défense dans les états annexes une convention organisant la Communauté des armements défensifs de l'Union européenne, n° 7168. — Le 12 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le traitement des professeurs de l'ex-cadre de la Seine (lycées, E. N. P., collèges techniques, collèges modernes), n° 8656. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 8662. —

Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à décider la revision des articles 38, 45, 46, 51, 52 du titre VI de la Constitution pour assurer la stabilité ministérielle, n° 9048. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire construire une maison, à appartements meublés, pour les parlementaires ne résidant pas à Paris ou dans la région parisienne, n° 9052. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à permettre la cogestion des greffes, n° 9369. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 49 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 10133. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi ayant pour objet d'élever un troisième arc de triomphe, à la gloire des armées de la République et qui serait inauguré, au Rond-Point de la Défense, lors du centenaire de la République, le 30 janvier 1975, n° 10309. — Le 8 mars 1955, une proposition de résolution tendant à compléter les articles 29 et 33 du Règlement de l'Assemblée Nationale n° 10310. — Le 9 mars 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement, n° 10323. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'égalité des Français devant l'impôt et d'étendre le même impôt direct à tous les contribuables, n° 10400. — Le 29 mars 1955, une proposition de résolution tendant à compléter les articles 89 et 68 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations et le nombre des amendements à titre indicatif, n° 10545.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire régler par décret les modalités d'attribution de bourses* [3 septembre 1951] (p. 6786); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de la ratification du plan Schuman, ses dangers, l'importance de la Ruhr en Europe, le rôle de la haute autorité)* [7 décembre 1951] (p. 8937 et suiv.); *Sa proposition de réserver l'article premier* [11 dé-

tembre 1951] (p. 9021); Art. 2 : *Son amendement tendant à obtenir des améliorations des clauses concernant la Cour de justice, le comité consultatif et la haute autorité* (p. 9024 et suiv.); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Le déficit budgétaire, faute technique et péril économique et social, la hausse du prix de la vie en France, l'impossibilité d'emprunter, la lenteur du redressement français comparé à ceux du passé)* [30 décembre 1951] (p. 40235, 40236); — du projet de loi relatif au protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord (inclusion de la Grèce et de la Turquie) : *Discussion générale (Nécessité de défendre le Moyen-Orient, incohérence du texte du quatrième alinéa de l'article 2)* [7 février 1952] (p. 486, 487); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Danger du réarmement allemand, le manque de logique et de réalisme du plan gouvernemental, la petitesse de l'Europe prévue)* [16 février 1952] (p. 729, 730); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Son amendement tendant à rendre la présence obligatoire aux réunions de Commissions* [27 mars 1952] (p. 1503); *Son amendement tendant à instituer un Comité législatif restreint formé du bureau de l'Assemblée Nationale et des présidents de commissions* (p. 1507); Art. 5 : *Amendement de M. Minjot tendant à prévoir des débats restreints sur les lois modifiant la compétence des juridictions* (p. 1534); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un procès-verbal détaillé des séances de Commissions* (p. 1537, 1538, 1540); — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la fermeture de mines de charbon [4 juillet 1952] (p. 3535); — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français* [17 mars 1953] (p. 1937); — Dépose une demande d'interpellation sur la réunion d'une conférence à quatre au sujet du problème allemand et des questions asiatiques [12 mai 1953] (p. 2638); — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement :

Son ordre du jour déplorant la politique suivie et demandant le dépôt de projets de réforme [22 octobre 1953] (p. 4497); *le retire* (ibid.); — des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour condamnant la création d'une Europe à six* [24 novembre 1953] (p. 5488, 5508 et suiv.); — Dépose une demande d'interpellation sur la subordination des négociations de paix en Indochine à la cessation immédiate des hostilités et à des pourparlers d'armistice [4 mai 1954] (p. 2089); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Conférence de Genève et paix en Indochine, politique anglaise et internationalisation du conflit, évacuation des blessés de Dien-Bien-Phu, attitude de Foch au moment de l'armistice de 1918* (p. 2095, 2096); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Négociations pour l'évacuation des blessés de Dien-Bien-Phu et la cessation des hostilités* [6 mai 1954] (p. 2145); — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Suspension d'armes immédiate nécessaire, sur place, et avant même les négociations de Genève; organisation incohérente de la direction de la guerre à Paris; puissance du bloc sino-russe et imprudence des pourparlers militaires de Washington (Pacte du Sud-Est asiatique)* [12 juin 1954] (p. 2973); — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres; Art. 2 : *Son amendement (Respect des œuvres littéraires même lorsqu'elles appartiennent au domaine public)* [7 juillet 1954] (p. 3264); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement (Composition du comité de direction de la Caisse nationale des lettres)* (p. 3264); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la hiérarchie des assistants sociaux* [7 juillet 1954] (p. 3275). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour faire cesser l'intervention des Etats étrangers et notamment de la Libye dans la formation des commandos de combattants qui opèrent sur les territoires de Tunisie et du Maroc [20 juillet 1954] (p. 3444); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Avertissements fournis et questions écrites posées en vain par lui, notamment à*

M. Maurice Schumann, touchant la formation à Londres d'un Comité de vigilance arabe le 4 mars 1951, puis le recrutement et l'équipement, en territoire libyen, de formations militaires intervenant ensuite en territoire tunisien [10 août 1954] (p. 4037, 4038); la développe : immixtions étrangères inadmissibles en Afrique du Nord, déjà dénoncées par lui le 10 août; cas de la Libye « Comité de vigilance » arabe constitué à Londres et visite de M. Bourguiba, pénétration en Tunisie de commandos armés et entraînés au dehors, centres de formation près de Tripoli, campagne de la presse libyenne, insuffisante réponse de M. Mendès-France sur ce point; cas de l'Égypte (Propagande sur les étudiants nord-africains de Paris, centre de formation pour terroristes au Caire, émissions de la Voix des Arabes), moyens de pression possibles à son égard (financiers); réformes nécessaires en Tunisie (« monarchie de style musulman » avec souveraineté interne, garanties formelles pour les résidents français); importance ressentie de l'Afrique du Nord (« Alger vaut Strasbourg ») [26 août 1954] (p. 4256, 4257, 4258). — sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas immédiatement brisé l'agression déclenchée en Tunisie, au Maroc et en Algérie [9 novembre 1954] (p. 4816). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : Discussion générale : Arguments favorables aux Accords (fin de l'Europe allemande et de la C.E.D., contrôle efficace du réarmement allemand), réserves (liberté laissée à l'Allemagne en cas de réunification), réarmement partiel déjà réalisé en Allemagne orientale (chiffres), gravité de la réaction russe annoncée (textes), négociation nécessaire avec l'U.R.S.S. (esquisse), refus inconditionnel d'une guerre mondiale atomique [21 décembre 1954] (p. 6693, 6694); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés; Article unique : Ses explications de vote : Avantages des Accords (qu'il approuve), réactions russes à prévenir (réarmement de l'Allemagne orientale, puis unité négociée avec Bonn — avec ou sans Adenauer); Négociations nécessaires aussitôt après le vote de l'Assemblée « avant que la ratification ne soit définitive » (formule de M. Mendès-France à l'O.N.U. « trop concise et trop vague ») [29 décembre 1954] (p. 6918, 6919). — Dépose une demande d'interpellation

sur l'abandon du Fezzan [22 décembre 1954] (p. 6749); la développe : La coalition de l'étranger : livraisons d'armes, camps d'entraînement, émissions subversives; l'œuvre française au Fezzan [2 février 1955] (p. 606 et suiv.). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres : La Société des gens de lettres et la prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes au profit de la caisse [22 mars 1955] (p. 1838); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Français de Tunisie; conventions judiciaire, financière et culturelle [7 juillet 1955] (p. 3689 à 3691). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation du traité de Fès de 1912 [6 octobre 1955] (p. 4802); la développe : parallèle entre le Maroc et la Tunisie, le traité du Bardo et celui de Fès; solutions envisagées; position prise par l'Espagne [7 octobre 1955] (p. 4885, 4886); Son ordre du jour : respect du traité de Fès, relogement des habitants des Bidonvilles [8 octobre 1955] (p. 4956); le soutient (Nécessité de « constitutionnaliser » le Maroc) (p. 4957). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : Ses explications de vote sur la question de confiance (Formation de goums, réformes politiques, action économique, situation internationale, politique marocaine) [18 octobre 1955] (p. 5129, 5130); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Ses explications de vote sur la question de confiance : élections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Droit de vote des disponibles rappelés, suppression du contrôle parlementaire pendant plusieurs mois, gravité de la situation internationale, institution du vote obligatoire, interdiction des listes fantaisistes, institution de l'appareil sur le plan national) [12 novembre 1955] (p. 5641, 5642). = S'excuse de son absence [27 juillet 1951] (p. 6098), [7 septembre 1951] (p. 7031), [24 novembre 1953] (p. 5515), [26 novembre 1953] (p. 5542), [30 décembre 1953] (p. 7048), [29 juillet 1955] (p. 4514), [25 octobre 1955] (p. 5246), [31 octobre 1955] (p. 5411). = Obtient des congés [7 septembre 1951] (p. 7031), [24 novembre 1953] (p. 5515), [26 novembre 1953] (p. 5542), [30 décembre 1953] (p. 7048), [29 juillet 1955] (p. 4514), [31 octobre 1955] (p. 5411).

BARRACHIN (M. Edmond), *Député de la Seine* [5^e secteur] (A. R. S.).

Ministre d'Etat chargé de la Réforme constitutionnelle.

(Cabinet LANIET)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [17 juin 1954] (p. 5945). — Est nommé : Président de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [6 février 1952] (F. n° 100); — membre de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [6 août 1954] (F. n° 420), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 13 et 14 de la loi n° 47-1733, du 5 septembre 1947, fixant le régime électoral pour les élections au Conseil général de la Seine, n° 192. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1952 la date d'exigibilité du versement du premier tiers provisionnel pour l'année 1952, n° 2578. — Le 9 avril 1952, un rapport, au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : 1° le projet de loi (n° 3149) tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République; 2° la proposition de loi de MM. Devinat et Gaborit tendant à fixer le mode d'élection des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français résidant en Tunisie, n° 3261. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, n° 4316. — Le 6 mars 1953, un rapport, au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 5705) de M. Gaillemain tendant à abroger la loi n° 49-844 du 29 juin 1949 abrogeant l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, n° 5800. — Le 30 octobre 1953, un projet de loi fixant les modalités

d'élection du Président de la République, n° 7039. — Le 19 janvier 1954, un projet de loi tendant au regroupement des dates des élections, n° 7630. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir des négociations avec les Etats intéressés, afin d'obtenir une modification du Traité de Paris actuellement soumis à la ratification du Parlement dans le sens d'une solution de rechange au problème de la C. E. D. dans le cadre de l'O. T. A. N., n° 8698. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 49 et 50 de la Constitution, n° 9880. — Le 18 janvier 1955, une proposition de loi instituant un scrutin départemental à deux tours pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 9930. — Le 25 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mai 1955, pour les sinistrés victimes des inondations du mois de janvier 1955, la date d'exigibilité du tiers provisionnel, n° 9969. — Le 28 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 90 de la Constitution, n° 10534.

Interventions :

Est entendu : sur la nomination des Commissions : *Motion de M. Moisan tendant à ajourner la nomination des Commissions jusqu'à la révision du Règlement (son rappel au règlement)* [11 juillet 1951] (p. 5926, 5927); — sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) : *Son rappel au règlement (nécessité d'un contre-appel)* [20 juillet 1951] (p. 5996, 5967). — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar et dépendances (citoyens français, 2^e circonscription) : *Son amendement demandant une enquête sur les résultats des élections* [3 août 1951] (p. 6212). — Son rapport sur les élections du territoire du Gabon, Moyen Congo (collège français) [7 août 1951] (p. 6243). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement [11 août 1951] (p. 6340); et est entendu sur la fixation de la date de discussion (p. 6340, 6341). — Prend part à la discussion

du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE (Subventions à l'enseignement libre) : *Sa demande de renvoyer au lendemain le scrutin public à la tribune* [28 août 1951] (p. 6542). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*nécessité d'un débat de politique étrangère*) [29 août 1951] (p. 6577, 6578); *Son rappel au règlement* (p. 6579); *Sa demande de renvoi du scrutin public à la tribune* (p. 6579). — Prend part à la discussion : de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Son rappel au règlement (dépôt de motions incidentes)* [4 septembre 1951] (p. 6863, 6864); — d'une proposition de loi instituant un compte spécial du Trésor (ALLOCATION AUX PARENTS D'ÉLÈVES); Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (sabotage des débats)* [7 septembre 1951] (p. 7044, 7545). — Son rappel au règlement (*date de la prochaine séance*) [25 septembre 1951] (p. 7634). — Est entendu sur l'ajournement du scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil supérieur de la magistrature [26 décembre 1951] (p. 9846). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (attitude du Groupe R.P.F. devant la crise, sa participation éventuelle à un nouveau Gouvernement)* [17 janvier 1952] (p. 255 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions [19 février 1952] (p. 832); [18 mars 1952] (p. 1364). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas modifier la procédure actuelle de levée de l'immunité parlementaire* [27 mars 1952] (p. 1506); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin* (p. 1508); Art. 5 : *Amendement de M. Mignot relatif à la composition de la Conférence des Présidents* (p. 1513); *Amendement de M. Demu-sois relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints* (p. 1531); *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant les lois électorales* (p. 1536); *Amendement de M. Mignot tendant à établir à la Conférence des Présidents la règle de la proportionnalité* (p. 1542). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : (*discussion du projet sur l'élection des*

Conseillers de la République représentant les Français en Tunisie. [1^{er} avril 1952] (p. 1683) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2051); — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de la Tunisie en qualité de *Rapporteur* [10 avril 1952] (p. 2085); *Motion de M. Minjot tendant à ajourner le débat jusqu'en juillet* (p. 2085); *Rappel au règlement de M. Paul Coste-Floret (renvoi à la Commission)* (p. 2092); *Dépôt d'un nouveau texte* (p. 2105). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *projet fixant le mode d'élection des Conseillers de la République représentant la Tunisie* [10 avril 1952] (p. 2137); — Son rapport sur une pétition [3 juin 1952] (p. 2622). — Prend à la discussion d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Absence du Gouvernement* [27 juin 1952] (p. 3330, 3331); Art. 2 : *Amendement de M. Guilton tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* (p. 3333). — Ses rapport sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3612). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme de la Constitution [7 octobre 1952] (p. 4068). — Son rapport sur une pétition [4 décembre 1952] (p. 5970). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130, relatifs aux allocations familiales (sa scission avec le R.P.F.)* [22 décembre 1952] (p. 7022). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *discussion des interpellations sur la politique étrangère* [3 mars 1953] (p. 1557); *discussion du rapport relatif au régime des élections municipales* [17 mars 1953] (p. 1966). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article unique : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Lecourt* [20 mars 1953] (p. 2060); Articles additionnels : *Son amendement relatif à l'attribution des sièges aux listes n'ayant pas obtenu 5 0/0 du nombre des suffrages exprimés* (p. 2070 et

suiv.); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur l'instabilité gouvernementale, la révision de la Constitution* [27 mai 1953] (p. 2860); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la participation éventuelle des socialistes au Gouvernement* [4 juin 1953] (p. 2976). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (la position du Gouvernement favorable à la réforme, la lenteur de la procédure de révision, le rôle de la Commission des « bons offices », la permanence de l'Assemblée, l'exercice du droit de dissolution, l'instabilité gouvernementale et les moyens pour y remédier, le retour à la tradition républicaine, l'intervention du Gouvernement dans la révision de la Constitution)* [17 juillet 1953] (p. 3592 et suiv.); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège* (p. 3605); Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible hors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté* [22 juillet 1953] (p. 3788). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement : *Proposition du Gouvernement de discuter de ces interpellations le 23 juillet (achèvement du débat sur la Constitution)* [21 juillet 1953] (p. 3666); — une demande en autorisation de poursuites (MM. Ducloux, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : *Rappel au règlement de M. Cot (nécessité d'achever le débat sur la Constitution)* [22 juillet 1953] (p. 3765). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux modalités d'élection du Président de la République : *Discussion générale (avantages d'exiger la majorité absolue)* [27 novembre 1953] (p. 5625). Répond à une question : de M. Pierrard relative au décès d'un militaire en Allemagne [9 avril 1954] (p. 1966); — de M. Paquet relative à l'origine, aux attributions et aux modalités de fonctionnement des Secrétariats d'Etat [9 avril 1954] (p. 1967). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant au regrou-

pement des dates des élections [14 mai 1954] (p. 2444). — Donne sa démission de Ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son abstention la veille sur la motion préjudicielle, « malentendu » causé à Bruxelles par les indications faussement optimistes données à l'étranger par certains « mauvais prophètes »* [31 août 1954] (p. 4493, 4494). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Demande une suspension de séance avant le vote sur la question de confiance* [9 novembre 1954] (p. 4834); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* [29 novembre 1954] (p. 5582). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Pour une stabilité ministérielle, réformes constitutionnelle, électorale et du règlement* [18 février 1955] (p. 820, 821). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Son article additionnel (Intégration des agents temporaires)* [11 mars 1955] (p. 1358); *le retire* (p. 1360); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (L'article 33, les forfaits)* [29 mars 1955] (p. 2074, 2075); — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré : *Choix du Bois de Boulogne, domaine de Bailgu* [10 mai 1955] (p. 2620, 2621); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [24 mai 1955] (p. 2937); *Nécessité de réviser les articles 49, 50 et 51* (p. 2952, 2953). — Son rapport sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3161). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Sa motion préjudicielle (Constitution tunisienne et Français de la Régence)* [7 juillet 1955] (p. 3678 à 3681); *la retire* (p. 3681); *Lettre de*

M. Mendès-France à un avocat de Tunis (p. 3679); *Objectifs de Bourguiba* (p. 3679, 3680); *Déclarations de M. Bourguiba* [8 juillet 1955] (p. 3741); *Sa motion préjudicielle (Constitution tunisienne)* (p. 3758, 3759). — Est entendu pour un rappel au règlement: *Déclaration du Président du Conseil sur les événements du Maroc* [29 juillet 1955] (p. 4514, 4515). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie: *Ses explications de vote sur la question de confiance (Liberté de l'information, conséquences d'une chute du Gouvernement, retour éventuel de Mohamed Ben Youssef sur le trône, choix des « interlocuteurs valables »)* [18 octobre 1955] (p. 5130 et suiv.); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5149). — Son rapport sur une pétition [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement: *Ses explications de vote sur la question de confiance (Critique de la politique au Maroc, choix pour des élections anticipées)* [28 octobre 1955] (p. 5342, 5343); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale: *Contre-projet de M. Bénard (Scrutin uninominal à deux tours)* [30 octobre 1955] (p. 5396 à 5398); *Observations sur le système des apparentements* (p. 5396); *Les élections en Union soviétique* (p. 5397); *La tactique communiste prévisible au second tour* (p. 5397, 5398); *Son contre-projet (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec fusion de listes, panachage et vote préférentiel)* [31 octobre 1955] (p. 5419, 5420, 5429); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* (p. 5429); de ce projet de loi, en deuxième lecture: *Le scrutin d'arrondissement, M. Mendès-France et le parti communiste; le groupe socialiste et les modes de scrutin; les apparentements* [9 novembre 1955] (p. 5609, 5610); *Son contre-projet (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec fusion de listes)* (p. 5612); de ce projet de loi, en troisième lecture: *Les partisans du scrutin d'arrondissement* [16 novembre 1955] (p. 5770). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la conférence des Présidents: *Réforme électorale, système des apparentements* [29 novembre 1955] (p. 6039). = *S'excuse de son absence* [17 juin 1954] (p. 3000). = *Obtient un congé* [17 juin 1954] (p. 3000).

BARRÈS (M. Philippe), *Député de Meurthe-et-Moselle (R. S.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5944). = Est nommé membre: de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955], (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [15 novembre 1954] (F. n° 442).

Dépôts :

Le 22 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 44 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 ainsi que l'alinéa 2 de l'article premier de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 fixant les plafonds des ressources pour l'obtention de l'allocation spéciale et de la carte économiquement faible, n° 10475. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés et infirmes du dévouement une pension d'invalidité, n° 11029.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES); *Discussion générale (Ses observations sur la session de l'O.N.U. à Paris)* [23 août 1951] (p. 6460, 6461). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences que risque d'entraîner le projet d'armée européenne [11 février 1952] (p. 572). — Prend part: à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand: *Discussion générale (Les plans Pleven et Schuman, l'égalité des droits demandée par l'Allemagne, la « souricière » organisée par la France pour l'Allemagne, le chantage au péril soviétique, notre renonciation à une politique indépendante, le sort de l'Union française, notre liaison à l'Allemagne, l'absence d'un patriotisme européen, l'inclusion de l'Allemagne dans le pacte Atlantique)* [13 février 1952] (p. 686 et suiv.); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud): *Ses observations sur l'usage du*

droit de dissolution, la ratification des traités de communauté européenne de défense, l'institution d'une autorité politique européenne [27 mai 1953] (p. 2853); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel : *Ses explications de vote (Ses observations touchant la politique étrangère et notamment la C. E. D. Inquiétude devant la manœuvre allemande (Adenauer) tendant à « paralyser » la France aux Bermudes et à « torpiller » une éventuelle conférence à Quatre. Constance conditionnelle à M. Laniel sur ce point*) [26 juin 1953] (p. 3158, 3160); — à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'Europe de Briand et l'Europe 1953, la disparition de la France dans une communauté politique dirigée par l'Allemagne, le pangermanisme toujours vivant, la France minoritaire devant les Allemands et les Italiens, la liaison C.E.D.-O.T.A.N., les Conférences de La Haye et des Bermudes*) [19 novembre 1953] (p. 5282 et suiv.).

BARRIER (M. Robert), Député de Savoie (U. D. S. R.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé Vice-Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des moyens de communications et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [26 décembre 1951] (**F. n° 79**); de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 24 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Billhemaz (n° 1643) tendant à modifier la loi du 6 avril 1910, modifiée par la loi du 26 février 1917, relative à la vente,

l'exposition, l'importation d'accessoires paramédicaux, n° 2453. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 580) de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la profession des visiteurs médicaux, n° 3067. — Le 17 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le programme des investissements de 1953 la réalisation du barrage de Roselend, n° 5133. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 4190) de M. Hénauld tendant à l'annulation des arrêtés des 19 juin 1937 et 4 juillet 1947 pris pour assurer le fonctionnement de la loi du 14 juin 1934 sur les sérums et vaccins et rendant, au contraire, cette loi d'application impossible, n° 5772. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à soumettre au régime général de sécurité sociale les agents des chemins de fer secondaires et des tramways, n° 6217.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [7 février 1952] (p. 517); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, amendée par le Conseil de la République, Art. 2 : *Son amendement tendant à laisser à l'Administration la possibilité de réduire les subventions suivant le cas* [13 mars 1952] (p. 1269). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement a prises pour l'évacuation des habitants de Tignes et sur les mesures de transfert concernant les meubles, le bétail et l'outillage agricole; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [14 mars 1952] (p. 1309). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Barrage de Tignes, sa mise en eau prochaine, expropriation et indemnisation des habitants*) [14 mars 1952] (p. 1313 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 33 : *Son amendement tendant à étendre la définition des véhicules utilitaires détaxés*

[3 avril 1952] (p. 1883) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de seconde délibération* [1^{er} avril 1954] (p. 1600) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 ; Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions à des collectivités locales de Savoie, touchées par un arrêt du Conseil d'Etat* [16 mars 1955] (p. 1504, 1505). = S'excuse de son absence [6 novembre 1953] (p. 4897). = Obtient un congé [6 novembre 1953] (p. 4897).

BARROT (M. Noël), Député de la Haute-Loire. (M. R. P.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé Vice-Président de la Commission de coordination de l'énergie atomique [18 mars 1955] (F. n° 510). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [24 janvier 1955] (F. n° 486). — Est désigné : par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour représenter l'Assemblée nationale au sein du Comité consultatif pour la protection sociale des aveugles [19 décembre 1951] (F. n° 76) ; par la Commission des territoires d'outre-mer comme membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (F. n° 491) ; par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, n° 590. — Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

prendre des mesures destinées à organiser une meilleure prévention des intoxications d'origine alimentaire, n° 921. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles et à permettre, dans certains cas, l'avance par les caisses de la part garantie à l'assuré social, n° 1199. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à refondre la loi du 14 juin 1934 sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique, le décret-loi du 20 mai 1940 relatif au même objet et la loi du 8 février 1942 relative à la fabrication et à la vente des produits organiques destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies des animaux, afin d'harmoniser les dispositions de ces différents textes, n° 1442. — Le 12 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, n° 1973. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 3795) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1973) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux radio-éléments artificiels, n° 4033. — Le 13 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 3778) portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant l'Ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée, n° 5870. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de M. Michel Carlini (n° 1301) tendant à la réorganisation et à l'extension des établissements hospitaliers de Marseille ; 2^o de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 1631) tendant à créer des établissements hospitaliers à Marseille et à rénover ceux qui peuvent encore être utilisés ; 3^o de Mme Poinso-Chapuis (n° 3695) relative à la rénovation et à l'équipement des hôpitaux marseillais, n° 6003. — Le 25 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la

proposition de loi (n° 1864) de MM. Paternot, Blachette et Marcel Ribère tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance du 24 septembre 1945 afin d'augmenter le nombre des membres du Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, de telle sorte que la région sanitaire formée par les trois départements d'Algérie soit représentée, au Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, par un délégué, n° 6014.

— Le 26 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 3779) portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 6023. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à doter d'un statut professionnel le personnel des services d'électroradiologie et radiothérapie des hôpitaux publics, établissements de soins ou de cure, communaux et départementaux, sanatoria publics, n° 6465. — Le 24 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 6661) du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la réorganisation, la modernisation et l'extension des hôpitaux de l'assistance publique de Marseille, n° 6667. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 8001) de M. Gau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que l'élaboration d'un statut international des lépreux soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des Nations Unies, n° 8453. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 8849) de M. Charret et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 596 du Code de la santé publique, n° 9079. — Le 28 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi (n° 2825) sur les hôpitaux et hospices publics; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 81) sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 245) sur l'ordonnement et le fonction-

nement des établissements hospitaliers; 3° de M. Jean Guilton et plusieurs de ses collègues (n° 363) relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière; 4° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 406) tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire; 5° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 850) tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils; 6° de Mme Francine Lefebvre (n° 4099) sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers; 7° de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 7196) tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1941 afin de donner compétence aux commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices, n° 9234. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à créer un cadre particulier d'agents des centres publics d'apprentissage, n° 10544. — Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à préciser les règles qui régissent l'attribution de l'allocation de salaire unique, dans le cas de personnes exerçant des activités multiples, de manière à assurer aux allocataires salariés, exerçant une seconde activité agricole, le même traitement qu'aux allocataires salariés exerçant une seconde activité non agricole, n° 10836. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de l'article 4 du décret n° 54-958 du 14 septembre 1954 relatif à la reconstruction immobilière en faveur des industriels désireux de construire des usines dans le cadre de l'aménagement du territoire, n° 10895. — Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au département de la Haute-Loire un secours d'urgence pour les cultivateurs sinistrés à la suite des orages de grêle du 2 juillet 1955, n° 11183. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer l'usage et la délivrance des antibiotiques, n° 11420.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : en qualité de *Rapporteur pour avis*

[29 août 1951] (p. 6594). — Son rapport sur les élections partielles d'Ile-et-Vilaine [20 novembre 1951] (p. 8224). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Rôle des diverses directions)* [4 décembre 1951] (p. 8737); Chap. 3100: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et impôts (Construction d'un immeuble pour grouper les services)* (p. 8747); *le retire* (p. 8748); Chap. 4050: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies vénériennes (Contrôle des antigènes)* (p. 8754); *le retire* (ibid.); Chap. 4140: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles infirmes ayant besoin d'un compagnon)* (p. 8782); *le retire* (p. 8784); Chap. 5030: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'Institut national de l'Hygiène (Service de répression des fraudes)* [5 décembre 1951] (p. 8807); *le retire* (ibid.); Chap. 5090: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie non obligatoire (Fabrication de la cortisone)* (p. 8810); *le retire* (p. 8812). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines de la Taupe [7 décembre 1951] (p. 8924). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes: *Sa demande de renvoi à la Commission* [7 février 1952] (p. 496); Art. 6: *Son amendement tendant à prévoir des économies sur d'autres chapitres du budget de la Santé publique* [8 février 1952] (p. 560); — du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux sérums anti-microbiens d'origine humaine* [14 mars 1952] (p. 1323, 1324); Art. 4: *Son amendement relatif au personnel chargé du contrôle et de la conservation du sang* (p. 1325, 1326); *le retire* (p. 1326); — du projet de loi relatif aux radioéléments artificiels, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1952] (p. 1327); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4715: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour les dépenses de prophylaxie non obligatoires (Équipement des hôpitaux) [30 octobre 1952] (p. 4620); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; Art. 12: *Son amendement tendant à inclure la délivrance du permis de chasse* [3 mars 1953] (p. 1542); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur: Commission de techniciens prévue en première lecture pour le choix du terrain, subvention de l'Etat fixée à 50 0/0 (maximum légal 40 0/0) à raison des charges et du rôle spécial de Marseille; rejet au Conseil de la République sur argumentation financière fautive (Étalement possible dans le temps)* [30 octobre 1953] (p. 4700); *Priorité de Marseille déjà reconnue par le plan hospitalier; « Superpriorité » pour Nantes et Saint-Nazaire (Financement déjà entièrement assuré); Sa proposition d'étaler sur dix ans les crédits pour Marseille* (p. 4706); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 47-11: *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Opportunité d'un Code de déontologie internationale, fabrication et trafic illicites des stupéfiants)* [5 novembre 1953] (p. 4877); *le retire* (ibid.); Chap. 47-13: *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Prophylaxie de la poliomyélite)* (p. 4879); Chap. 3111: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Services de santé (Corps de l'Inspection de la santé publique trop mal rétribué)* [26 novembre 1953] (p. 5549); *le retire* (p. 5550); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 56-10: *Interdépendance des facultés de médecine et des hôpitaux* [1^{er} avril 1954] (p. 1633); — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants; *Discussion générale: La gestion des services en faveur des étudiants par les conseils d'universités, le rôle du secrétaire du centre social* [6 avril 1954] (p. 1809); Art. 2: *Son amendement tendant à créer des œuvres en faveur des étudiants aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires* (p. 1811); *Ses amendements (Attributions du C.N.O.U.S.)* (p. 1811, 1812); Art. 3: *Son amendement (Représentant du directeur de l'enseignement supérieur au Centre national des œuvres uni-*

versitaires et scolaires) (p. 1812); *Son amendement (Représentation des étudiants au C.N.O.U.S.; réduction du nombre de fonctionnaires représentant l'Administration centrale)* (p. 1812); Art. 5: *Son amendement (Gestion et contrôle des œuvres par le Conseil de l'université)* [25 mai 1954] (p. 2693); Art. 6: *Son amendement tendant à ajouter l'intendant universitaire à la liste des membres du conseil d'administration* (p. 2693); *Son amendement (Rôle du secrétaire général du Centre universitaire dans le conseil d'administration)* (p. 2694); Art. 5: *Son amendement (Personnalité civile et autonomie financière des centres régionaux)* [10 juin 1954] (p. 2895); -- du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 14: *Pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait: Demande de disjonction de cet article, présentée par la Commission* [25 mai 1954] (p. 2678); -- du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955; Etat A, Chap. 31-01: *Hôpitaux psychiatriques, nombre des malades mentaux, enfance inadaptée* [1^{er} décembre 1954] (p. 5643, 5644, 5656); Chap. 3111: *Service de la santé (Octroi d'une prime de rendement aux fonctionnaires départementaux)* (p. 5662, 5663); Chap. 34-01: *Contrôle des appareils électro-radiologiques* (p. 5669); Chap. 43-92: *Amendement indicatif de M. Guislain (Communauté européenne de la santé « pool blanc »)* (p. 5677); Chap. 47-15: *Prophylaxie de la lèpre* [2 décembre 1954] (p. 5717); -- du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-44: *Maîtres d'internat des centres d'apprentissage* [14 décembre 1954] (p. 6323, 6324); -- du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale: *Commerçants et fiscalité; régions déshéritées, aménagement du territoire; regroupement des exploitations agricoles, tourisme («gîtes ruraux»)* [29 mars 1955] (p. 2055, 2056); -- du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis: La grande misère des hôpitaux français; répartition des charges; réforme hospitalière; établissements privés* [10 mai 1955] [p. 2631 à 2633]. = S'excuse de son absence [6 octobre 1955] (p. 4753). = Obtient un congé [6 octobre 1955] (p. 4753).

BARRY (M. Diawadou), Député de la Guinée (R. S.).

Son élection est validée [21 janvier 1955] (p. 96). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [21 octobre 1955] (**F. n° 573**); de la Commission des pensions [28 octobre 1955] (**F. n° 576**).

Interventions :

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 3: *Amendement de M. Liurette (Erection de Mamou et N'Zerehore en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3998); -- du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat A, Chap. 31-01: *Décentralisation, franc C.F.A.* [16 décembre 1954] (p. 6434, 6437); *Amendement indicatif de M. Bayrou (Reclassement du cadre de l'Administration générale d'outre-mer, création du cadre des attachés)* (p. 6442); Chap. 31-42: *Amendement indicatif de M. Bayrou (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 6446, 6447); Etat B, Chap. 68-92: *Amendement indicatif de M. Gaumont (Construction du cours normal de Macenta en Guinée forestière)* (p. 6463); Chap. 31-01: *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* [17 décembre 1954] (p. 6485); -- du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 46-21: *Son amendement indicatif (Revalorisation du pouvoir d'achat des pensions pour les militaires d'outre-mer)* [10 mars 1955] (p. 1292, 1293); le retire (ibid.); Chap. 46-23: *Amendement indicatif de M. Mamba Sano (Revendications des anciens combattants d'outre-mer)* (p. 1310); -- en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er}: *Procédure de création des communes de plein exercice (Application du texte à Madagascar)* [5 juillet 1955] (p. 3609); Art. 47: *Amendement de M. Malbrant (Faculté pour le chef de territoire de déléguer ses pouvoirs de tutelle en matière financière aux chefs des*

circonscriptions) (p. 3619) ; de cette proposition de loi en deuxième lecture ; Art. 28 : *Amen-
dement de M. Aubame (Contrôle par l'Assem-
blée territoriale des impôts d'une commune)*
[25 octobre 1955] (p. 5233). — du projet de
loi portant amnistie dans les territoires d'outre-
mer : *Position de M. Velonjara, élu de Mada-
gascar* [13 juillet 1955] (p. 3835).

**BARTHÉLEMY (M. André), Député du
Jura (C.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951]
(p. 5901). = Est nommé membre : de la
Commission des moyens de communication et
du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 jan-
vier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954]
(F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ;
de la Commission des territoires d'outre-mer
[17 juillet 1951] (F. n° 5). — Est nommé juge
suppléant de la Haute Cour de Justice (art. 58
de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi
tendant au classement des agents des travaux
et constructeurs de chantiers des ponts et
chaussées, dans la catégorie B, dite « des ser-
vices actifs » pour la concession des droits à la
retraite, n° 182. — Le 3 août 1951, une propo-
sition de loi tendant à l'attribution aux facteurs
des P.T.T. obligés par leurs obligations pro-
fessionnelles à prendre leur repas de midi hors
de leur domicile, de l'indemnité de mission dans
la résidence, n° 531. — Le 3 août 1951, une
proposition de loi tendant à conserver, au point
de vue de la rémunération, les avantages acquis
dans le premier emploi aux agents, employés
et ouvriers des administrations de l'Etat et des
services publics qui ont été mutés dans un
emploi plus compatible avec leur aptitude phy-
sique en conséquence d'une aggravation de
blessure de guerre, d'accident ou de maladie,
n° 532. — Le 29 août 1951, une proposition
de loi tendant à la classification en catégorie B
(service actif), pour le bénéfice de la loi du
28 septembre 1948, sur les pensions civiles et
militaires, des conducteurs d'automobiles des
P.T.T., n° 897. — Le 30 août 1951, une propo-
sition de loi tendant à la classification en

catégorie B (Service actif), en vue de leur
accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre
1948 sur les pensions civiles et militaires des
contrôleurs et contrôleurs principaux des ins-
tallations électro-mécaniques, n° 918. — Le
13 septembre 1951, une proposition de loi ten-
dant à conserver, au point de vue de la rémuné-
ration, les avantages acquis dans le premier
emploi, aux agents, employés et ouvriers des
administrations de l'Etat et des Services publics
qui ont été mutés dans un emploi plus compa-
tible avec leur aptitude physique en conséquence
d'une aggravation de blessure de guerre, d'acci-
dent ou de maladie, n° 1094. — Le 18 septembre
1951, une proposition de résolution tendant à
inviter le Gouvernement à faire bénéficier le
personnel féminin des P.T.T. des dispositions
précisées au statut général des fonctionnaires
par l'article 140, 1^o *in fine*, n° 1121. — Le
27 novembre 1951, une proposition de loi ten-
dant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux
gérants d'agences postales avec toutes les garan-
ties et avantages concédés à cette catégorie,
n° 1711. — Le 11 décembre 1951, une propo-
sition de loi tendant, par l'abrogation des dispo-
sitions de l'arrêté du 24 mars 1943, à reconnaître
la qualité d'employeur à l'Administration des
P.T.T. vis-à-vis des auxiliaires chargés de la
suppléance des receveurs-distributeurs, n° 1950.
— Le 14 décembre 1951, une proposition de
loi tendant à modifier le mode de calcul des
retenues rétroactives effectuées pour la validation
du temps de service de non-titulaires des admi-
nistrations publiques, en vue de l'établissement
au droit à pension d'ancienneté, n° 2033. —
Le 12 février 1952, une proposition de loi
tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-
1248 du 6 octobre 1950 interdisant l'attribution
aux agents logés gratuitement de toute indem-
nité pour travaux supplémentaires afin de per-
mettre aux comptables des P.T.T. de bénéficier
normalement du repos hebdomadaire légal et
du paiement des heures supplémentaires effec-
tuées, n° 2616. — Le 19 février 1952, une
proposition de résolution tendant à inviter le
Gouvernement à mettre à la disposition du
département du Jura, les moyens et les crédits
nécessaires pour dégager les villages de la mon-
tagne pratiquement isolés par les neiges,
n° 2735. — Le 18 mars 1952, un rapport au
nom de la Commission des moyens de commu-
nication et du tourisme sur la proposition de loi
(n° 109) de M. Tourné et plusieurs de ses

collègues tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent, n° 2955. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à autoriser les auxiliaires des P.T.T. utilisés dans un emploi permanent pendant au moins quatre heures par jour, à faire valider pour la retraite la durée de leurs services de non-titulaires, n° 2967. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à l'attribution aux seuls fromages du type gruyère originaires de Franche-Comté et de Savoie, de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort », n° 2972. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 551) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution d'une prime d'insalubrité aux agents, employés et ouvriers des P.T.T., en fonction dans le département de la Corse, n° 2993. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'État des dépenses nécessitées par les travaux de protection contre les inondations et de correction du lit de la Loue et du Doubs dans les régions du Val-d'Amour, du Finage et de la Bresse, n° 3041. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 531) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution aux facteurs des P.T.T. obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 3189. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'article 15 du règlement des retraites de la S.N.C.F. (Régime 1911), n° 3217. — Le 30 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 918) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à la classification en catégorie B (service actif), en vue de leur accorder le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, des contrôleurs et contrôleurs principaux des installations électro-mécaniques, n° 3541. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillants et surveillantes principales des P.T.T., n° 4126. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à

rapporter la décision prise par la S.N.C.F. de supprimer définitivement le trafic ferroviaire des voyageurs, à partir du 5 octobre, entre Mouchard et Salins-les-Bains (Jura), n° 4474. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre la construction d'habitations à bon marché et de foyers pour le logement du personnel de l'administration des P. T. T., n° 4627. — Le 7 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1433) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, n° 4644. — Le 22 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3217) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'article 15 du règlement des retraites de la S.N.C.F. (Régime 1911), n° 5220. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'attribution au personnel des P.T.T. d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement, n° 5244. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4126) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillantes et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones, n° 5599. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 5244) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution au personnel des P. T. T. d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement, n° 5626. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre tout licenciement de personnel auxiliaire ou intérimaire des P.T.T. jusqu'à l'application intégrale à celui-ci de la loi du 3 avril 1950 et tant que n'auront pas été effectivement satisfaites les demandes d'abonnement au téléphone demeurées en instance faute de moyens d'installation et d'exploitation suffisants, n° 5632. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1711) de M. Barthélemy et plusieurs

de ses collègues tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, n° 6054. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence des mesures d'indemnisation et d'exonération des impôts fonciers des cultivateurs et viticulteurs du Jura, victimes des gelées tardives de mai 1953, n° 6219. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre des mesures immédiates pour indemniser les populations urbaines et rurales du Jura et de la Saône-et-Loire éprouvées par les inondations consécutives aux pluies diluviennes des 9 et 10 juin 1953; 2° à exonérer des impôts les victimes de ces inondations, n° 6314. — Le 23 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser de toute urgence les sinistrés et, en particulier, les travailleurs de la vallée du Doubs des pertes de biens matériels et de salaires qu'ils ont subies du fait des inondations de la semaine du 7 au 13 juin 1953, n° 6345. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser et à dégrever de leurs impôts de 1953 les victimes de l'ouragan de grêle qui a ravagé une partie de l'arrondissement de Dole le 18 juillet 1953, n° 6587. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi ayant pour objet d'abroger le décret n° 53-713 du 9 août 1953 tendant à limiter le recrutement du personnel non titulaire de l'Etat, n° 6808. — Le 17 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir en activité la ligne de la S.N.C.F. de Dole à Chalon-sur-Saône et à en provoquer une exploitation plus rationnelle, n° 8069. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6044) de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité de gérance et de responsabilité des receveurs et chefs de centre des P.T.T. au même taux que celle des comptables des régies financières, n° 8090. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3259) de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes dispositions en vue d'assurer la prolongation du service téléphonique dans les bureaux où celui-ci n'est pas réalisé de façon permanente, n° 8245. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi tendant à fixer le montant de la deuxième tranche de la prime spéciale à un chiffre « arrondissant » à 20.000 francs pour tous les personnels des P.T.T., auxiliaires compris, le total de l'indemnité due au titre de 1954, n° 8317. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8069) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir en activité la ligne de la S.N.C.F. de Dole à Chalon-sur-Saône et à en provoquer une exploitation plus rationnelle, n° 8451. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à fixer à 36 heures la durée maximum du travail hebdomadaire du personnel féminin des P.T.T. des services du téléphone et des chèques postaux, n° 11844 (rectifié).

Interventions :

Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T. : *Son rappel au Règlement (réglementation du temps de parole)* [15 novembre 1951] (p. 8060, 8061); — *Demande de renvoi à la Commission, de M. Coutant* (p. 8063); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (revendications du personnel)* (p. 8063, 8064); Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (intégration de personnel dans un cadre plus élevé)* (p. 8065); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel (création de postes nouveaux)* (p. 8065); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* (p. 8068); *Ses explications de vote sur l'ensemble (montant de l'excédent des recettes)* (p. 8069); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'Institut géographique national (salaires des ouvriers)* (p. 8084); Chap. 1130 :

Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (application du tarif syndical) (p. 8084); Le retire (p. 8084); Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (octroi de bleus de travail aux ouvriers) (p. 8084); Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (abaissement de l'âge de la retraite (p. 8085); Chap. 3080 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour la Direction générale du tourisme (propagande touristique) (p. 8087); Le retire (p. 8087); Chap. 3130 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (passages à niveau) (p. 8088); Le retire (p. 8088); Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (achat de chausse-neige) (p. 8088); Le retire (p. 8088); Chap. 5090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (trafic de Lons-le-Saunier à Saint-Amour) [16 novembre 1951] (p. 8121); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (statut des auxiliaires) [12 décembre 1951] (p. 9063, 9064); Le retire (p. 9064); Chap. 1070 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (personnel en fonctions dans les déserts) (p. 9067); Le retire (p. 9067); Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (paludisme des aérodromes de Corse) (p. 9067); Chap. 1170 : Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au personnel militaire (p. 9078); Chap. 3140 : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel militaire (p. 9082); Chap. 3150 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (construction d'aérodromes militaires) (p. 9082, 9083); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 9095); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5360 : Subventions aux musées de France [19 décembre 1951] (p. 9454); P.T.T., Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (création d'emplois) [23 décembre 1951] (p. 9663); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (principalat des facteurs) (p. 9663); Son amendement tendant à

réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (comptables des recettes) (p. 9664); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (intégration des commis et surveillants) (p. 9664); Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (reclassement des ouvrières) (p. 9665); Chap. 1060 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (cession du câble Brest-Dakar à une compagnie étrangère) (p. 9670, 9671); Chap. : 1080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (personnel auxiliaire) (p. 9671); Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (primes de rendement) (p. 9672); Ses explications de vote sur l'ensemble (revendications du personnel) (p. 9677, 9678); P.T.T., amendé par le Conseil de la République, Chap. 1020 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel titulaire (intégration de 11.000 agents d'exploitation) [30 décembre 1951] (p. 10194); Chap. 1040 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services postaux spécialisés (emploi de pointeau) (p. 10195). — Pose à : M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative aux déplacements d'office d'agents des postes, télégraphes et téléphones [23 novembre 1951] (p. 8455); — M. le Ministre de la Justice, une question relative à la demande de libération d'un condamné [30 novembre 1951] (p. 8714); — M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la suppression d'un passage à niveau à Dole [21 décembre 1951] (p. 9508, 9509). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : Son amendement tendant à supprimer le compte « C^o des câbles sud-américains » [22 décembre 1951] (p. 9618); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 5, Chap. 9021 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel radioélectrique (télécommunications) [27 décembre 1951] (p. 9941, 9942). — Dépose une demande d'interpellation sur l'exploitation monstrueuse des travailleurs nord-africains par l'entreprise des travaux publics du tunnel de

Roche-les-Beaupré (Doubs) [29 février 1952] (p. 1148). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut géographique national (salaires des ouvriers)* [24 octobre 1952] (p. 4414); *Le retire* (p. 4414); Chap. 3153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (primes d'insalubrité)* (p. 4415); Chap. 3521 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le réseau routier (déneigement des routes de montagne)* (p. 4418); *Le retire* (ibid.) ; Chap. 4461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les organismes de tourisme (tourisme populaire)* (p. 4420); Chap. 4543 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S.N.C.F. (fermeture des lignes secondaires)* (p. 4422, 4423); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (titularisation des secrétaires administratifs)* [13 novembre 1952] (p. 5066); Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (octroi d'une prime de rendement)* (p. 5066); *Le retire* (ibid.); Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (création de 500 emplois de contrôleurs de navigation)* (p. 5067, 5068); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Si motion préjudicielle demandant l'intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs* [14 novembre 1952] (p. 5130 et suiv.); Etat A; Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions (prime de fin d'année aux postiers)* (p. 5136); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs)* (p. 5138); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (dames commis)* (p. 5138); Etat A, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (indemnité de responsabilité pécuniaire)* [15 novembre 1952] (p. 5252); *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (indemnités de technicité) (p. 5252); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (travail de nuit des postiers)* (p. 5253, 5254); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (frais de déplacement des services ambulants)* (p. 5255); Chap. 6000 : *Frais judiciaires (agrément de l'administration nécessaire pour concourir à un emploi)* (p. 5257); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE: Etat A, Chap. : 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour la météorologie nationale (recrutement des ingénieurs et leur reclassement)* (p. 5259, 5260); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile: Art. 38 : *Son amendement relatif à la communication des rapports sur les accidents à la Commission des transports* [4 novembre 1952] (p. 4687); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A; FINANCES, Chap. 5300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des P.T.T.* [20 décembre 1952] (p. 6794). — Pose à M. le Ministre : des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'engagement de communes du Haut Jura [23 janvier 1953] (p. 197, 198); — des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative aux chantiers de travail de Roche-les-Beaupré (Doubs) [23 janvier 1953] (p. 198, 199). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T., CAISSE D'ÉPARGNE : *Discussion générale (ses observations sur l'équipement téléphonique)* [23 janvier 1953] (p. 228, 229); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3114 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits votés par l'Assemblée Nationale pour les ponts et chaussées (indemnités de frais de déplacements)* [30 janvier 1953] (p. 702); P.T.T., Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les bureaux mixtes (révision des indices des receveurs)* (p. 769); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 770). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative au câble sous-marin Cherbourg—Açores [30 jan-

vier 1953] (p. 733, 734). — Prend part à la discussion du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952); Art. 9: P.T.T., Chap. 6030: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (licenciement de 5.000 auxiliaires)* [3 février 1953] (p. 870, 871). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Son amendement tendant à discuter des rapports sur les prestations familiales, la prime de fin d'année aux employés des P. T. T., l'allocation aux vieux travailleurs, les permissions aux soldats du contingent, la législation électorale dans les départements d'outre-mer, la retraite des auxiliaires des administrations publiques* [3 mars 1953] (p. 1558, 1559): *Discussion du rapport accordant une prime de fin d'année aux postiers* [10 mars 1953] (p. 1727). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative à la situation d'une condamnée pour activité pacifiste [27 mars 1953] (p. 2469). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 6: *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Son amendement tendant à exclure de l'application, les dépenses relatives au budget annexe des P. T. T. (Budget largement excédentaire; Retard « dramatique » du réseau français, « escroquerie » consistant à vider aux crédits militaires les fonds provenant du dernier emprunt des P. T. T.)* [7 juillet 1953] (p. 3320). — Dépose une demande d'interpellation sur les grèves d'août dans l'administration des P. T. T. (Emploi d'un personnel de remplacement non qualifié, sanctions illégales, refus par le Gouvernement de la prime de fin d'année de 20 000 francs) [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe: *Recrutement par les P. T. T. de « briseurs » de grève aux antécédents douteux, nombreuses sanctions, circulaires illégales, élimination préventive des candidatures communistes aux emplois même les plus modestes, non-paiement illégal des journées de grève, nouvelles tentatives d'intimidation, lettre de M. P. Ferri, aujourd'hui Ministre des P. T. T., reconnaissant le bien-fondé des revendications syndicales* [8 octobre 1953] (p. 4098 et suiv.). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des présidents: *Son amendement tendant à l'examen des rapports Valentino et Meck sur*

le paiement des jours de grève et les allocations aux vieux travailleurs [20 octobre 1953] (p. 4410); — sur les propositions de la Conférence des présidents: *Son amendement prévoyant la discussion des rapports nos 6901 et 6907 (Paiement des jours de grève, amnistie pour faits de grève)* [27 octobre 1953] (p. 4589); *Son amendement tendant à l'inscription d'urgence du rapport n° 6901 sur le paiement des jours de grève* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Pose à: M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative au réseau des câbles sous-marins de l'Afrique occidentale française [6 novembre 1953] (p. 4914); — M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la desserte de la station hydrominérale de Salins-les-Bains [13 novembre 1953] (p. 5054). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3151: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale (Traitement des ingénieurs de la navigation aérienne)* [14 novembre 1953] (p. 5148); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Titularisation des auxiliaires de la direction de la météorologie)* (p. 5148); Chap. 4394: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence utilisée par les aéroclubs)* (p. 5151); P. T. T.: *Son rappel au Règlement (Débat sur sa motion préjudicielle)* [27 novembre 1953] (p. 5655); *Son rappel au Règlement (Débat sur sa motion et vote)* (p. 5656); *Sa motion préjudicielle demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grève, l'augmentation des effectifs* [7 décembre 1953] (p. 6197 et suiv.); *Motion préjudicielle M. Schaff tendant à surseoir au débat pour demander l'augmentation des crédits pour l'équipement téléphonique, la titularisation de 18.000 emplois, la majoration de certaines indemnités de guichet et de nuit* (p. 6201); *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 6201); Etat A, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Congés de maternité validés pour la retraite)* (p. 6207); Chap. 1020:

Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour bureaux mixtes (Contrôleurs non intégrés) (p. 6210); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Receveurs distributeurs payant les prestations de la sécurité sociale)* (p. 6210); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bureaux mixtes (titularisation d'auxiliaires)* (p. 6223); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Réforme de l'auxiliarat)* (p. 6227); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Prime de fin d'année)* (p. 6230, 6233); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnité de risques)* (p. 6231); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Insuffisance des frais de déplacement)* (p. 6237); le retire (*ibid*); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir au personnel intégré le bénéfice des avantages acquis* (p. 6240); Art. 6 : *16 milliards de crédits d'équipement pour les télécommunications (Crédits insuffisants)* [8 décembre 1953] (p. 6259); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ponts et Chaussées (Transformation d'emplois de personnel de bureau)* [12 décembre 1953] (p. 6558, 6559); Chap. 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut géographique national (Assimilation des ouvriers à ceux de l'industrie du livre)* (p. 6567); Chap. 3413 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et Chaussées (Prime de bicyclette)* (p. 6570); Etat B; Chap. 5332 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de défense contre les eaux (Crues de la Loire dans le Jura, du Drac dans les Alpes)* (p. 6600); Article additionnel : *Amendement de M. Pierrard tendant à n'affecter de crédits à la canalisation de la Moselle qu'après l'élargissement des canaux du Nord* (p. 6610); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de*

20.000 francs aux postiers (Grèves dans les P. T. T. et diverses revendications des postiers) [31 décembre 1953] (p. 7140 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport relatif au paiement des jours de grève* [17 novembre 1953] (p. 5213). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954), Art. 4 : *Avances à la Compagnies des câbles sud-américains* [13 décembre 1953] (p. 6677). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs, octroi d'une prime de fin d'année aux postiers* [28 décembre 1953] (p. 6887). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations de la loi du 19 octobre 1946 constituées par les mesures de mutations d'office prises à l'encontre d'agents des P. T. T. [6 avril 1954] (p. 1774). — Pose à M. le Ministre des P. T. T. une question relative à l'annulation de nominations de facteurs [11 juin 1954] (p. 2940, 2941). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut des autoroutes, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire résulter le classement d'une voie dans la catégorie des autoroutes, d'un acte de déclaration d'utilité publique* [7 juillet 1954] (p. 3279, 3280); le retire (p. 3280). — Pose à : M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative aux inondations causées par le Doubs et la Saône [6 août 1954] (p. 3908); — M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'indemnisation de victimes de calamités naturelles dans le Jura [27 août 1954] (p. 4312). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du budget avant l'envoi d'une lettre rectificative concernant le renforcement des effectifs, la prime de fin d'année, les indemnités de risques, la semaine de quarante-cinq heures* [5 novembre 1954] (p. 4783); *Vote sur la question de confiance : Politique sociale du Gouvernement, souveraineté parlementaire en matière budgétaire, légitimité des revendications des postiers, motion de renvoi à la Commission de M. Mendès-France en décembre 1950* [9 novembre 1954] (p. 4826, 4827); Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Création d'emplois, titularisation des auxi-*

liaires) (p. 4838, 4839); Chap. 1080 : *Son amendement indicatif (Intégration et titularisation d'auxiliaires)* (p. 4843); Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs)* (p. 4845); *Son amendement indicatif (Situation des agents non intégrés)* (p. 4845, 4846); Chap. 1120 : *Demande de disjonction de M. Dagain (Taux de la prime de productivité)* [10 novembre 1954] (p. 4888). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative à la situation de certaines industries du Doubs [12 novembre 1954] (p. 4940, 4941). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Reclassement des techniciens agents de la navigation aérienne* [17 novembre 1954] (p. 5151); Chap. 31 51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5151); Chap. 31 52 : *Son amendement indicatif (Prime d'aérodrome)* (p. 5152); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Titularisation des auxiliaires des Ponts et Chaussées)* [9 décembre 1954] (p. 5994); Chap. 31-53 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel ouvrier de l'Institut géographique)* (p. 6010); Chap. 34-13 : *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6123, 6124); Chap. 44-61 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des subventions accordées aux organismes de tourisme populaire, Tourisme et Travail)* (p. 6144, 6147); Chap. 45-41 : *Amendement indicatif de M. Mouton (Déclassement de la section de la ligne de chemin de fer d'Arles à Trinquetaille)* (p. 6149, 6150); Etat B, Chap. 53-32 : *Travaux de défense contre les eaux (Aménagement de la Loue)* [14 décembre 1954] (p. 6348); Etat A, Chap. 45-42 : *Suppression des lignes dites secondaires, ligne de Dole à Chalon-sur-Saône* [15 décembre 1954] (p. 6389, 6390); Chap. 45-44 : *Amendement indicatif de M. Dufour (Billet collectif à 50 0,0)*

[18 décembre 1954] (p. 6572); *Ses explications de vote* (p. 6579); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 37 : *Fonds d'investissement routier* [28 janvier 1955] (p. 429); Art. 42 : *Son amendement (Fonds routier et ponts à reconstruire)* (p. 432); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Ses explications de vote* [1^{er} février 1955] (p. 554); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Ses explications de vote (Fonds routier et péages)* [3 mars 1955] (p. 1046); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Prime de transport)* [8 mars 1955] (p. 1137); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe des P. T. T., Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Coutant (Indemnités)* [15 mars 1955] (p. 1454); *Son amendement indicatif (prime de résultat d'exploitation)* (p. 1455, 1456); Chap. 11-60 : *Son amendement indicatif (Titularisation d'auxiliaires)* (p. 1461); *le retire (ibid)*; *Ses explications de vote (Conditions de travail et de rémunération; Méthodes discriminatoires et sanctions)* (p. 1467); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Etat A, Chap. 1000 : *Sa motion préjudicielle (Renforcement des effectifs, semaine de quarante-cinq heures, indemnité de risques, prime de gérance et de responsabilité* [12 mai 1955] (p. 2721, 2722, 2724); Chap. 1020 : *Son rappel au Règlement (Dépôt d'un projet de loi avec demande de discussion d'urgence)* (p. 2727); Chap. 1060 : *Ses amendements indicatifs (Inspecteurs du télégraphe)* (p. 2729, 2730); *les retire* (p. 2730).

BARTOLINI (M. Jean), *Deputé du Var. (C).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités

parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *ter* de l'ordonnance du 17 octobre 1945, concernant la législation spéciale de retraite des ouvriers et employés des carrières de bauxite, n° 214. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à verser aux retraités de l'Etat, tributaires de la loi du 2 août 1949 : arsenaux (Air-Guerre-Marine), poudreries, cartoucheries, magasins administratifs, etc., le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation qui s'impose impérieusement et qui est constamment et arbitrairement retardée, n° 218. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à dégager un crédit de 1.100 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servies par la caisse autonome mutuelle des retraites, et à intégrer dans le calcul de la retraite les services militaires et les bonifications de campagne, n° 220. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à allouer aux ouvriers et ouvrières travaillant dans les établissements de l'Etat (Air, Guerre et Marine) une prime de rendement variant de 0 à 40 0/0 du salaire minimum de leur catégorie, au taux moyen de 16 0/0, n° 493. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à annuler les décisions prises en violation de la Constitution, à l'encontre des personnels des établissements militaires de l'Etat (Air, Guerre, Marine), n° 561. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'organisation des services sociaux pour l'ensemble des personnels civils relevant du Ministère de la Défense nationale, n° 1768. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Alpes-Maritimes, n° 2104. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas

retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Basses-Alpes, n° 2164. — Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951, fixant la parité des salaires des travailleurs de l'Etat (Air, Guerre, Marine), avec ceux de la métallurgie parisienne et du secteur nationalisé, n° 2386. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux retraités civils et militaires bénéficiaires de la loi du 20 septembre 1948 et du 2 août 1949, leur livret définitif, six mois après leur mise à la retraite, n° 2812. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à accorder une aide de 500 millions de francs en vue de venir en aide aux sinistrés de la catastrophe de Menton (Alpes-Maritimes), n° 3358. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers de la défense nationale, n° 6293. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les rémunérations des agents de l'ordre technique civil du Ministère de la Défense nationale, n° 6601. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi garantissant aux agents de l'ordre technique civil de la Défense nationale, originaires des ouvriers de l'Etat, le maintien intégral de leurs avantages acquis au titre de la loi de retraite ouvrière du 2 août 1949, n° 6646. — Le 8 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951 fixant la parité des salaires des travailleurs de l'Etat avec ceux de la métallurgie parisienne et à accorder immédiatement un acompte uniforme de 10.000 francs à tous les travailleurs de l'Etat, n° 6826. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du secret professionnel pour les administrateurs des caisses d'allocations familiales et des caisses de sécurité sociale, n° 8142. — Le 31 décembre 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les ouvriers et chefs-ouvriers ex-immatriculés de la Marine de l'échelle de solde n° 4 pour le calcul de leur pension, n° 9860 (rectifié). — Le 17 novembre 1955, une proposition de loi tendant à assujettir à la patente les propriétaires ou fermiers de marais salants, n° 11911.

Interventions :

Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er} : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des ouvriers du service de santé (Application du décret du 22 mai 1951)* [29 décembre 1951] (p. 10125) ; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE, Chap. 1085 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des arsenaux (Statut des ouvriers de la marine)* [30 décembre 1951] (p. 10159) ; Art. 5, Etat E, Chap. 8001 : *Son amendement tendant à réduire de moitié les crédits pour le matériel de la gendarmerie (Répression anti-sociale)* (p. 10164). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations déposées par le groupe communiste (Licenciements aux ateliers de Neuilly-Plaisance)* [19 février 1952] (p. 799, 800). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa motion préjudicielle tendant à réduire de moitié les crédits militaires et à rapatrier les troupes d'Indochine* [26 février 1952] (p. 1008, 1009) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale : *Discussion générale* [28 février 1952] (p. 1095, 1096) ; Art. 1^{er} : MARINE, Chap. 1005 : *Solde des officiers (Techniciens des arsenaux)* (p. 1102, 1103). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la péréquation des retraites d'anciens ouvriers de l'Etat [14 mars 1952] (p. 1312). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures illégales prises par le commandant maritime du port de Bizerte à l'encontre de huit ouvriers licenciés d'office et de 12 chefs d'équipe révoqués de leurs fonctions pour avoir participé à la grève [27 mars 1952] (p. 1526) ; la développe (*Ses observations sur la grève de l'arsenal de Ferryville-Bizerte, les emprisonnements et déportations de grévistes en février 1952, les mesures arbitraires prises par l'amiral Barjot*) [5 juin 1952] (p. 2656 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire à 600 mil-*

liards les dépenses militaires [2 avril 1952] (p. 1756) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le complot de Toulon organisé par la police)* [12 juin 1952] (p. 2858, 2859) ; Etat A, AIR, Chap. 1045 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Salaires des travailleurs de l'Etat)* [13 juin 1952] (p. 2912) ; Etat D, MARINE, Chap. 182 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des arsenaux (Application du décret du 22 mai 1951)* [17 juin 1952] (p. 2984 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance de la dernière augmentation des salaires accordée aux travailleurs de l'Etat [23 octobre 1952] (p. 4326). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Application du décret du 22 mai 1951 majorant les salaires des travailleurs de l'Etat et discussion du rapport sur les allocations de chômage*) [28 octobre 1952] (p. 4518, 4519). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Sa motion préjudicielle demandant l'application du décret du 22 mai 1951 en faveur des travailleurs de l'Etat* [26 janvier 1953] (p. 377 et suiv.) ; Etat A, GUERRE, Chap. 3131 : *Amendement de M. Jean-Paul Pulewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Barème des bordereaux de salaires)* [26 janvier 1953] (p. 428, 429) ; Chap. 5171 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les études de matériel (Reclassement des aides projecteurs)* (p. 433). — Dépose une demande d'interpellation sur le salaire et le statut des ouvriers et techniciens de l'Etat [2 juillet 1953] (p. 3210). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires ; Art. 4^{ter} : *Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Débauchage de 5.000 ouvriers en un an)* [29 décembre 1953] (p. 6967, 6968) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la majoration des salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951* (p. 6982, 6983). — Est entendu sur la question de M. Rosau Girard,

posée à M. le Ministre de l'Intérieur, au sujet du recensement dans la commune de Port Louis [12 février 1954] (p. 267). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour 1954 ; *Son article additionnel (Licenciement dans les établissements d'Etat relevant de la Défense nationale)* [25 février 1954] (p. 521, 522) ; le retire (p. 522) ; — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945 : *Discussion générale (Nécessité de conserver le sang pour les besoins civils, réponse favorable aux propositions de négociations du Président Ho Chi Minh)* [4 mars 1954] (p. 644, 645) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Limitation de l'application du projet de loi aux volontaires)* (p. 645) ; *Son amendement (Suppression de l'article 3, sanctions prévues contre ceux qui refuseraient d'être soumis au prélèvement sanguin)* (p. 647) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE : SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Application du décret du 22 mars 1951 aux travailleurs de l'Etat)* [18 mars 1954] (p. 1014, 1015) ; *Son amendement (Octroi de la prime de 16 0/0 aux travailleurs de l'Etat exerçant en province)* (p. 1015) ; SECTION GUERRE, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-16 : *Soldes et indemnités des réservistes, son amendement (Réduction de 1.000 fr. sur ce chapitre), le retire* [19 mars 1954] (p. 1043) ; Chap. 31-32 : *Situation de nos fabriques d'armement, les licenciements, les ateliers de Saint-Priest et de Caen, l'application des accords de Bonn et de Paris, la réouverture d'un secteur de fabrication civile dans les arsenaux, la reconversion, l'arsenal de Toulon, l'accord commercial avec l'U.R.S.S.* (p. 1046, 1047, 1048) ; *Sa demande de renvoi en Commission du chapitre 31-32* (p. 1073) ; *Son amendement (Interdiction de licencier du personnel employé dans les établissements relevant de la Défense nationale)* (p. 1075) ; *Son amendement (La menace de fermeture de l'atelier de fabrication de Caen, le transfert de ses biens aux sociétés Pompey et Uframec, sa reconversion en production civile)* (p. 1075) ; *Son amendement (Diminution du nombre des apprentis)* (p. 1077) ; Chap. 37-81 : *Son amendement (Réparations dues aux ayants droit des victimes d'accidents mortels survenus au cours d'exercices et de manœuvres militaires), le retire* (p. 1085) ; SECTION ESSENCES ET POUDRES, Art. 4,

Etat D, Chap. 172 : *Son amendement (Situation particulière faite aux travailleurs des Services des poudres, perception des allocations familiales pendant les périodes d'exclusion temporaire)* (p. 1111) ; SECTION COMMUNE, Art. 14 bis à 14 quater : *Amendement M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés)* (p. 1118, 1119) ; *Son premier article additionnel (Ouverture d'un secteur de fabrications civiles dans les établissements et arsenaux de l'Etat), le retire* (p. 1125) ; *Son deuxième article additionnel (Révision des salaires des travailleurs de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951)* (p. 1125). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Marine marchande une question sur les relations maritimes avec la Corse [14 mai 1954] (p. 2435). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Incident avec M. Pierre de Chevigné à l'occasion des déclarations de M. Malleret-Joinville (Bellicisme prétendu de M. Bidault et du Gouvernement) ; est rappelé à l'ordre* [2 juin 1954] (p. 2782) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Discussion générale (Situation des arsenaux et cartoucheries, fermeture éventuelle de la manufacture d'armes de Châtellerault, écart entre les salaires des travailleurs de l'Etat et ceux de la métallurgie parisienne, rémunération des agents de l'ordre technique civil du Ministère de la Défense nationale)* [1^{er} avril 1955] (p. 2320, 2321) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 ; Art. 10 : *Son amendement (Taux progressif pour les droits de licence des débitants de boissons)* [1^{er} avril 1955] (p. 2345). — Dépose une demande d'interpellation sur la liquidation des arsenaux et autres établissements de l'Etat [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Etablissements de l'Etat ; Opérations en Algérie* [29 juin 1955] (p. 3441, 3442) ; — des budgets militaires pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Licenciements et salaires dans les établissements industriels de l'Etat)* [23 juillet 1955] (p. 4131 à 4133) ; dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Prime de rendement pour les personnels civils des services extérieurs)* [23 juillet 1955] (p. 4156) ; SECTION GUERRE, Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif*

(*Apprentis des établissements de l'Etat*) (p. 4174, 4175); Chap. 54-63 : *Son amendement indicatif (Installation d'un camp pour engins télégués dans le Var)* (p. 4184, 4185); SECTION MARINE, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (Prime des techniciens d'études et de fabrications)* (p. 4200); *le retire* (p. 4201); Art. 19 : *Amendements de MM. Chupin et A.-F. Mercier (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4208, 4209); Art. 23 bis : *Son amendement (Cumul de la rente accident et de la pension d'ancienneté pour les ouvriers ex-matriculés retraités)* (p. 4211); *Son article additionnel (Création d'une section de fabrications civiles dans les établissements de l'Etat, interdiction des licenciements)* (p. 4214); *Son article additionnel (Augmentation des salaires des ouvriers de l'Etat)* (p. 4214); de ce projet de loi en deuxième lecture, Chap. 31-31 : *Techniciens d'études et de fabrication* [4 août 1955] (p. 4606, 4607); Art. 25 bis : *Licenciements dans les cartoucheries* (p. 4610).

BASTIDE (Mme Denise), Député de la Loire, (C.)

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). = Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département du Bas-Rhin [26 juillet 1951] (p. 6076, 6077); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8664); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE : *Motion pré-judicielle de M. H.-L. Grimaud tendant à reporter le débat en attendant satisfaction des demandes des magistrats* [30 novembre 1951] (p. 872); *Motion de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9227); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Pro-*

cès d'Abidjan) [21 décembre 1951] (p. 9515, 9516); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Recommandations des magistrats)* (p. 9520); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9190, 9191); *Son amendement tendant à assurer le salaire minimum garanti au personnel auxiliaire de la justice* (p. 9192); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1002 : *Son amendement tendant à réduire de moitié les crédits pour le Secrétariat d'Etat à la guerre (Répression faite par M. de Chevigné à Madagascar)* [29 décembre 1951] (p. 10123). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [6 mars 1952] (p. 1180).

BAUDRY D'ASSON (M. Armand de), Député de la Vendée (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'agriculture [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [12 novembre 1953] (F. n° 303), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôt :

Le 6 mai 1955, une proposition de loi relative à la réunion de la commission consultative des annonces judiciaires et légales, n° 10679.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE; Subventions aux écoles libres); *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés des écoles privées)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6760, 6761); — du

projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.900 fr. les crédits pour l'administration centrale (Inflation de personnel dans les services administratifs)* [18 décembre 1951] (p. 9273); *le retire* (p. 9277); Chap. 1150: *Son amendement tendant à réduire de 8 millions les crédits pour les écoles primaires (Instituteurs détachés au Ministère)* [19 décembre 1951] (p. 9397, 9405); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134: *Ecoles primaires élémentaires (Concentration des locaux scolaires dans les campagnes)* [8 novembre 1952] (p. 4904, 4905). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [25 mars 1953] (p. 2322). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Eloge du plan céréaliier et du plan viticole (quelques réserves): Problème de la viande, suggestions (Abattoirs locaux, gares-marchés, élimination progressive d'une partie de détaillants des villes): Autorité et indépendance accrues pour le Ministère de l'Agriculture* [22 octobre 1953] (p. 4464, 4465); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE: *Son article additionnel (Création de postes d'instituteurs, groupements des écoles de moins de quinze élèves, révision de la carte scolaire et opérations de ramassage et de groupage des élèves)* [1^{er} avril 1954] (p. 1645, 1646); *le retire* (p. 1649); Etat A, Chap. 31-01: *Détachement d'instituteurs au Secrétariat parlementaire de groupes politiques de l'Assemblée Nationale, instituteurs remplissant des fonctions syndicales* (p. 1700, 1701); Chap. 31-01: *Son amendement (Réduction indicative des crédits)* (p. 1704); *le retire* (ibid.); Chap. 31-34: *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle; Activités post-scolaires* (p. 1710, 1711); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc: *Son interruption visant M. Clostermann (Absentéisme de ce dernier)* [26 août 1954] (p. 4278); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, Etat A, Chap. 46-57: *Placement des jeunes à la recherche d'exploitations dans les régions excédentaires* [26 novembre 1954] (p. 5509); Etat B,

Chap. 61-60: *Grands aménagements régionaux, région des marais de l'Ouest* (p. 5538); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34: *Regroupement des écoles, révision de la carte scolaire* [14 décembre 1954] (p. 6317); *Son amendement indicatif (Suppression d'instituteurs itinérants agricoles)* (p. 6317, 6318). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: *Ses explications de vote sur le budget de l'Éducation nationale* [15 décembre 1954] (p. 6364). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'importation de pommes de terre d'Espagne [5 juillet 1955] (p. 3624); est entendu sur la fixation de la date de discussion (*Cas de l'Île de Noirmoutier*) (p. 3626, 3627).

BAURENS (M. Alexandre), *Député du Gers* (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé vice-président de la Commission des boissons [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu président de cette Commission [9 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est nommé membre: de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission des prestations familiales agricoles [22 août 1951] (**F. n° 26**).

Dépôts :

Le 15 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national des engrais, amendements et pesticides, **n° 1563**. — Le 15 novembre 1951, une proposition de loi relative à la constitution d'un Office national interprofessionnel du machinisme agricole, **n° 1564**. — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux sinistrés pour les inondations dans le département du Gers, et à indemniser les pertes importantes et graves subies par les sociétés coopératives, les magasins d'approvisionnements, les particuliers : agriculteurs, artisans et commerçants, n° 2600. — Le 16 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 49-439 du 30 mars 1949 relatif aux indemnités allouées aux fonctionnaires utilisant leur voiture personnelle pour les besoins du service, n° 2696. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à organiser et financer la distillation et le stockage, en vue du vieillissement, des eaux-de-vie d'Armagnac à appellation contrôlée (acquit jaune d'or), n° 3641. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 3641) de M. Baurens tendant à organiser et financer la distillation et le stockage, en vue du vieillissement, des eaux-de-vie d'Armagnac à appellation contrôlée (acquit jaune d'or), n° 5086. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 6864) de M. Félix Gouin ayant pour objet de modifier, au profit des communes, la part qui leur revient sur le prix du permis national de chasse, n° 8805. — Le 18 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire par voie réglementaire le droit de consommation sur l'alcool, en tant qu'il s'applique aux eaux-de-vie d'Armagnac et de Cognac, n° 9922. — Le 15 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 9922) de M. Baurens et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réduire par voie réglementaire le droit de consommation sur l'alcool, en tant qu'il s'applique aux eaux-de-vie d'Armagnac et de Cognac, n° 10405. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 10457) de MM. Le Roy Ladurie et Philippe Monin, tendant à inviter le Gouvernement à réduire par voie réglementaire le droit de consommation sur l'alcool en tant qu'il s'applique aux eaux-de-vie d'Armagnac, de Cognac et aux eaux-de-vie cidricoles dotées d'appellation d'origine contrôlée et réglementée, n° 10832.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (adductions d'eau dans la campagne)* [21 novembre 1951] (p. 8269) ; le retire (p. 8270) ; Chap. 5140 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif à la propagande viticole* (p. 8301) ; Chap. 5181 : *Son amendement tendant à diminuer le chapitre relatif à l'encouragement à l'emploi des engrais (Suppression de la subvention aux engrais)* (p. 8301) ; le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise très grave qui menace les viticulteurs [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FINANCES (Services financiers) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* [4 novembre 1952] (p. 4712) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 67 : *Amendement de M. Liautey tendant à reporter l'application de l'article à 1955, sur demande des conseils généraux départementaux* [12 décembre 1952] (p. 6231, 6232) ; Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 fr. par hectolitre d'alcool, présentée par M. Mauvellet* (p. 6232) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 2 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à reprendre l'article relatif à la détermination par arrêté des frais de gestion des caisses d'allocations familiales agricoles* [29 janvier 1953] (p. 648, 649) ; Art. 3 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à reprendre l'article créant une section de vérification comptable des caisses d'allocations familiales agricoles* (p. 649) ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article partageant la cotisation à payer entre métayers et propriétaires au prorata de leur part des fruits* (p. 662) ; Art. 9 : *Amendement de M. Triboulet tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procé-*

deure habituelle (p. 665). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont motivé les perquisitions opérées récemment à Auch [13 mars 1953] (p. 1888). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433, portant **redressement économique et financier**; Art. 1^{er}, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Amendements de MM. Gourdon et Tourné tendant à la détaxation des apéritifs (Positions respectives de la Commission des boissons)* [7 juillet 1953] (p. 3302); — des interpellations sur la politique agricole : *Spoliation des paysans par les Gouvernements Pinay et Laniel, par le jeu des prix différentiels*; *Problème du vin, notamment dans les régions de distillation traditionnelle (Cognac et Armagnac)*; *Injustice de la revision cadastrale en cours (Bases arbitraires), répercussion sur les prestations familiales agricoles (Refus de toute augmentation)* [20 octobre 1953] (p. 4421 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4424 : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le chapitre pour prévoir une propagande à l'étranger en faveur des vins français (Education du consommateur étranger)* [3 décembre 1953] (p. 5953, 5954); Chap. 3151 : *Contrôle des lois sociales en agriculture (Action de M. Dorgères contre les lois sociales)* [4 décembre 1953] (p. 6013); Art. 8 : *Amendement de M. Sesmaisons tendant à reprendre l'article relatif aux dépenses de fonctionnement du service de contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 6015). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour faire cesser : 1° les poursuites engagées contre des résistants du Sud-Ouest; 2° les perquisitions abusives; 3° les détentions prolongées des Résistants [1^{er} avril 1954] (p. 1560). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION-VIEILLESSE AGRICOLE : *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune; Revision du revenu cadastral)* [28 juillet 1954] (p. 3674); Art. 1^{er} : *Amendements de M. Triboulet tendant à diminuer la part de la cotisation cadastrale dans le financement du projet* (p. 3689); *Amendement de M. Florand (Remboursement des sommes perçues au titre de l'allocation temporaire; Cas des bouilleurs de cru)* (p. 3692); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour 1955, Etat A, Chap. 31-31 :

dualité entre les zones témoins et les autres régions agricoles [25 novembre 1954] (p. 5439, 5440); Chap. 34-73 : *Son amendement tendant supprimer ce chapitre, relatif aux dépenses d'études de travaux hydrauliques et de génie rural* [26 novembre 1954] (p. 5482); *le retire* (ibid.); Chap. 44-24 : *Propagande en faveur du vin* (p. 5499, 5500); Chap. 46-31 : *Revision cadastrale, sa demande de disjonction* (p. 5506, 5507). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et viticole [2 mars 1955] (p. 950). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Caractère mutualiste du système de protection sociale agricole* [19 juillet 1955] (p. 3899). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la crise viticole* [22 juillet 1955] (p. 4045); [29 juillet 1955] (p. 4492, 4493).

BAYLET (M. Jean), Député du Tarn-et-Garonne. (R. R. S.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). — Est nommé Vice-Président de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la Caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes, **n° 701**. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du sud-ouest

ainsi qu'aux collectivités locales de ces mêmes départements, victimes des inondations de février 1952, **n° 2716**. — Le 21 mars 1952, un rapport, au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de loi (n° 273) de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée Nationale, **n° 3003**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi concernant l'exonération des cotisations personnelles d'allocations familiales en faveur des commerçants ou artisans employeurs âgés et sans ressources suffisantes et de leurs veuves, **n° 3348**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à faciliter la légitimation adoptive, **n° 3439**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à faciliter l'attribution des prestations aux vieux travailleurs salariés par la modification du « recours employeur », **n° 3692**. — Le 26 juin 1952, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur : I. le projet de loi (n° 3820) modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française ; II. la proposition de loi (n° 273) de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946, concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée Nationale, **n° 3823**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives, **n° 3956**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du sud-ouest, victimes des inondations de février 1952, **n° 4373**. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi concernant le droit de reprise pour utilité publique des immeubles ou de locaux à usage commercial appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, **n° 4884**. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 134 du Code des pensions civiles et militaires de retraite et la loi

n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, **n° 4909**. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 5461**. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à instituer une Caisse nationale de secours aux victimes de calamités publiques, **n° 5713**. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi sur les appels de cotisations par les caisses d'allocations familiales agricoles, **n° 5952**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la majoration de 10 0/0 ne soit appliquée aux agriculteurs que s'ils n'ont pas acquitté leurs impôts directs à la date du 15 novembre de chaque année, alors même que les rôles correspondants auraient été émis avant le mois d'août, **n° 6562**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter le moratoire général des paiements à dater du 5 août 1953, **n° 6722**. — Le 4 novembre 1953, une proposition de loi tendant à fixer au 15 novembre de l'année d'émission des rôles la date de majoration d'impôts prévue par l'article 30 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, **n° 7069**. — Le 24 novembre 1953, une proposition de loi tendant à instituer une taxe spéciale sur les journaux et publications de caractère politique édités en Suisse et circulant en France, **n° 7273**. — Le 11 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 87 du Code du vin institué par le décret du 1^{er} décembre 1936, **n° 7452**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à accorder, par voie de réduction du montant de leurs revenus imposables, une indemnisation aux victimes des inondations survenues dans la métropole depuis le début de l'année 1952, **n° 8196**. — Le 29 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir un crédit exceptionnel de 300.000.000 francs destiné : 1° à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département du Tarn-et-Garonne ; 2° à venir en aide aux collectivités locales pour réparation des dommages causés ; b) à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions, **n° 9246**. — Le

21 juin 1955, une proposition de loi sur le maintien de l'intégrité des exploitations agricoles ayant pour accessoire un fonds artisanal rural joint, en cas de décès de l'exploitant, **n° 10910**. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 18 et 25 de la loi n° 46-2339 du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 10914**. — Le 23 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un régime plus équitable d'aide à la famille et de sécurité sociale, **n° 11300**. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à autoriser la perception, à la demande et pour le compte des départements et communes qui consentent à assurer sur fonds d'emprunt le financement de travaux de télécommunications, d'une surtaxe destinée à faire face aux charges d'intérêts et d'amortissement de ces emprunts, **n° 11330**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer enfin l'article premier de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 qui prévoit qu'avant le 1^{er} mars 1951, le Gouvernement devra saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à créer une Caisse nationale des calamités agricoles, **n° 11373**. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accroître le volume des crédits mis à la disposition des caisses de crédit agricole de manière à faire face rapidement aux demandes accrues qui vont leur parvenir de la part des agriculteurs victimes des récents orages, **n° 11416**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi portant réforme électorale et rétablissement du scrutin majoritaire d'arrondissement, **n° 11696**. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à assimiler les campagnes militaires à des périodes de salariat pour l'obtention de la retraite vieillesse, **n° 11849**.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges, Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6471). — Ses rapports sur des pétitions [25 septembre 1951] (p. 7641). — Prend

part à la discussion du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française ; en qualité de *Rapporteur* [27 juin 1952] (p. 3294, 3295) ; *Demande de renvoi pour avis à l'Assemblée de l'Union française, présentée par M. Paul Coste-Floret* (p. 3303) ; *Demande de prise en considération du projet déposé par le Gouvernement, présentée par M. Pflimlin* (p. 3313). — Son rapport sur une pétition [4 novembre 1952] (p. 4738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse ; Art. 23 : *Son amendement (Biens de presse non transférés restant la propriété de l'ancienne entreprise)* [20 mai 1954] (p. 2547) ; Art. 26 : *Amendement de M. Mailhe (Transfert au Conseil supérieur des entreprises de presse, des droits reconnus aux arbitres)* (p. 2551) ; *Ses explications de vote* (p. 2559) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social ; Article unique : *Son amendement (Création du fonds d'allègement et de financement en matière d'adduction d'eau)* [13 août 1954] (p. 4193) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du service juridique et technique de la presse pour 1955 ; Etat A, Chap. 44-01 : *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Diffusion de journaux par l'agence France-Presse à Dakar et à Konakry)* [24 novembre 1954] (p. 5378, 5379) ; de ce projet de loi en deuxième lecture ; Etat A, Chap. 44-01 : *Distribution dans les territoires d'outre-mer par l'agence France-Presse de bulletins d'information polycopiés* [30 décembre 1954] (p. 6993, 6994) ; — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 30-60 : *Publicité compensée* [17 mars 1955] (p. 1626) ; — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Suppression des abattements de zones)* [26 mai 1955] (p. 3062) ; *Possibilités de dénonciation du label et situation de force existant dans les entreprises de presse* (p. 3065, 3066). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre : *Importations de pêches* [5 juillet 1955] (p. 3625, 3630). = *S'excuse de son absence* [24 juin 1954] (p. 3040), [29 novembre 1955] (p. 6037). = Obtient un congé [24 juin 1954] (p. 3040).

BAYROU (M. Maurice), Député du Gabon, Moyen Congo (R. S.)

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

du 1^{er} mars 1955 au 6 octobre 1955.

Son élection est validée [8 août 1951] (p. 6252). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [11 mai 1954] (F. n° 385), [21 octobre 1955] (F. n° 573); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission de la défense nationale, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (création de postes de géologues)* [13 novembre 1951] (p. 7916, 7917); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les magistrats d'outre-mer (insuffisance du nombre des magistrats)* (p. 7921 et suiv.); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'Institut de médecine vétérinaire des pays tropicaux* (p. 7937); le retire (ibid); JUSTICE, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements pénitentiaires (services de la Guyane)* [21 décembre 1951] (p. 9522); le retire (p. 9523); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à l'incompatibilité à l'égard des entrepreneurs de travaux publics* [22 novembre 1951] (p. 8351); Art. 15 : *Son amendement*

tendant à réduire la durée de la campagne électorale [23 novembre 1951] (p. 8420). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de suspension de séance* [25 février 1952] (p. 876); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents (contre toute atteinte par ce biais, au statut de l'armée coloniale)* [7 juillet 1953] (p. 3310, 3311); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, Etat B, Chap. 6890 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au F.I.D.E.S. (insuffisance des crédits pour l'A.E.F. et recherches pétrolières au Gabon)* [23 novembre 1953] (p. 5456, 5457); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 5120 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des services vétérinaires (construction de l'école de Toulouse)* [3 décembre 1953] (p. 5961, 5962); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 6 : *Amendement de M. R. Manceau tendant à réduire de 300 milliards les crédits pour les dépenses militaires (libre discussion du budget des dépenses militaires)* [13 décembre 1953] (p. 6718); *Sa demande de disjonction de l'article fixant le budget des dépenses militaires* (p. 6720, 6721); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE; Art. 9 : *Sous-amendement de M. Conombo tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination des départements et territoires d'outre-mer* [31 décembre 1953] (p. 7162, 7163); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (insuffisance de nos moyens militaires dans les territoires d'outre-mer, nécessité de renforcer la gendarmerie)* [17 mars 1954] (p. 952); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES), en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Insuffisance des crédits pour 1954, nécessité d'assurer la sécurité de notre Union française, la gendarmerie, les tâches des troupes d'outre-mer; Sa demande de crédits supplémentaires* [19 mars 1954] (p. 1132, 1133); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Badie (rétablissement du crédit proposé par le Gouverne-*

ment pour ce chapitre, réductions à apporter aux effectifs de l'administration centrale) (p. 1133); Chap. 31-12 : Soldes de l'armée et indemnités, amendement de M. Badie (rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre) (p. 1136); Chap. 31-21 : Amendement de M. Badie (rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre, prolifération des états-majors) (p. 1136, 1137); Chap. 31-31 : Amendement de M. Dronne (réduction des crédits de la gendarmerie, nomination d'un général de gendarmerie) (p. 1137); Chap. 32-83 : Amendement de M. Badie (déplacements par avion à l'intérieur des divers groupes de territoires) (p. 1138); Chap. 33-82 : Amendement de M. Badie (prolifération des services sociaux d'armes qui risquent de fuir double emploi) (p. 1138); Chap. 34-52 : Amendement de M. Badie (consommation exagérée d'essence par rapport au nombre d'automobiles) (p. 1139); Chap. 37-81 : Amendement de M. Badie (augmentation des dotations pour régularisation) (p. 1140); — des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : Développement de la sécurité sociale [8 avril 1954] (p. 1927); Structure fédérale de l'Union française, réforme administrative, réforme judiciaire, situation économique, échanges métropole outre-mer, productions aurifères et cotonnières, soucis financiers des administrateurs locaux (p. 1928 et suiv.); Discussion générale (déroulement du débat) [9 avril 1954] (p. 2021); Son amendement à l'ordre du jour de M. Aubame (application progressive de la législation sociale) (p. 2034). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Amendement de M. Conombo (inscription à l'ordre du jour du rapport concernant les municipalités en Afrique noire) [11 mai 1954] (p. 2335). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer [18 mai 1954] (p. 2498, 2499); Art. 1^{er} : Création des communes de plein exercice et des communes de moyen exercice, loi électorale permettant d'éliminer la population européenne des conseils municipaux, double collège [8 juillet 1954] (p. 3358, 3359); Son sous-amendement (création de communes de plein exercice au Togo et au Cameroun) (p. 3361); Art. 6 : Amendement de M. Coffin (textes applicables aux communes de plein exercice) [12 août 1954] (p. 4114, 4115);

— du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense : Interventions de parlementaires auprès de nos interlocuteurs de Bruxelles [30 août 1954] (p. 4470). — Est entendu sur la question orale de M. Kœnig au Secrétaire d'Etat aux Forces armées (guerre), sur les frais imposés à certains officiers [10 décembre 1954] (p. 6061). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Aérodrome de Maya-Maya, réorganisation des hauts-commissariats [16 décembre 1954] (p. 6429, 6430, 6434, 6439); Son amendement indicatif (reclassement du cadre de l'administration générale d'outre-mer, création du cadre des attachés) (p. 6440 et suiv.); le retire [17 décembre 1954] (p. 6484); Chap. 31-42 : Son amendement indicatif (indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer) (p. 6446, 6447); le retire (p. 6448); Chap. 31-51 : Amendement de M. Senghor (reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux) (p. 6449); Chap. 31-91 : Son amendement indicatif (indemnité de résidence des fonctionnaires d'A. E. F.) (p. 6450); le retire. (ibid.); Chap. 31-01 : Amendement indicatif de M. Dicko (recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains) [17 décembre 1954] (p. 6485); Chap. 31-01 : Amendement indicatif de M. Silvandre (allocations familiales) (p. 6490, 6491). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (Cabinet Edgar Faure) [1^{er} mars 1955] (*J. O.* du 2 mars 1955, p. 2263).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale : Nécessité d'une autorité du Ministre des territoires d'outre-mer sur la troupe [23 juin 1955] (p. 3266); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : Contre-projet de M. Gautier (large extension du champ d'application) [13 juillet 1955] (p. 3845, 3846); Art. 1^{er} : Amendement de M. Daniel Mayer (peine privative de liberté de vingt ans, extension du champ d'application territorial) (p. 3847, 3848); Nécessité d'une seconde délibération (p. 3847, 3848); Art. 3 : Amendement de M. de Moro-Giafferri (libération conditionnelle) (p. 3849); Art. 4 : Amendement de M. Rosan Girard (amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires) (p. 3850);

Art. 5 : *Amendement de M. Gautier (sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale)* (p. 3851) : — du projet de loi relatif aux dépenses militaires du **MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER** pour 1955 et 1956 : *Missions et plans conçus pour les troupes des territoires d'outre-mer ; Effectifs et possibilités de transports aériens ; Africanisation des cadres, matériels et stocks de retour d'Indochine ; Besoins immobiliers, logements* [23 juillet 1955] (p. 4215 à 4218) ; Chap. 31-41 : *Encadrement* (p. 4218, 4219) ; Chap. 34-52 : *Service automobile* (p. 4222) ; *Amendement indicatif de M. Silvanore (pièces de rechange des matériels automobiles américains)* (p. 4223) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Les abattements visant l'encadrement* [5 août 1955] (p. 4673 à 4675) ; *Carburants* (p. 4674) ; Chap. 35-71 : *Dépenses de loyers* (p. 4675). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J.O.* du 7 octobre 1955, p. 9835).

BEAUMONT (M. Guérin de), *Député de la Manche (R. I.)*.

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954.

Ministre de la Justice

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 20 janvier 1955,

Ministre d'Etat

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [23 novembre 1953] (**F. n° 310**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 30 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'O.T.A.N. les dépenses du château de Versailles dénommées

« Petites écuries », **n° 3536**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi relative à la régularisation de la situation des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères antérieure au décret du 19 septembre 1951, **n° 4139**. — Le 7 octobre 1954, un projet de loi modifiant l'article 65 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire, **n° 9312**. — Le 8 octobre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8650) modifiant le taux de certaines amendes pénales, **n° 9328**. — Le 12 novembre 1954, un projet de loi modifiant l'article 312 du Code pénal, **n° 9452**. — Le 15 novembre 1954, un projet de loi modifiant l'article 430 du Code pénal, **n° 9461**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les dispositions relatives à la fabrication, à la réparation et au commerce des alambics, **n° 9527**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi sanctionnant les dispositions relatives aux conditions d'exercice de la profession de distillateur, **n° 9528**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi modifiant la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, **n° 9529**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les infractions à la législation relative à la publicité des apéritifs et spiritueux, **n° 9530**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à sanctionner les dispositions relatives à la limitation du degré alcoolique de certaines boissons, **n° 9532**. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi tendant à fixer pour une période de trois années les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, **n° 9534**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi complétant l'article 408 du Code pénal, **n° 9544**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi complétant la loi sur la presse du 29 juillet 1881 par un article 39 *bis*, **n° 9547**. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi modifiant et complétant certains articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, **n° 9548**. — Le 11 décembre 1954, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 5194) portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du Code de la nationalité française, **n° 9705**. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi portant modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, **n° 9879**. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi modifiant les articles 75 et 80 du Code pénal, **n° 9885**.

Interventions :

Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur le traité de paix japonais, l'armée allemande* [30 août 1951] (p. 6663). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 novembre 1951] (p. 8321, 8322); Chap. 10-10 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Situation du petit personnel)* (p. 8326); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Proposition Churchill du 11 août 1950, plan Plevén d'octobre 1950, formation d'une communauté européenne, sécurité à l'égard de l'Allemagne, isolationnisme possible des U.S.A.)* [12 février 1952] (p. 612 et suiv.); *Son ordre du jour acceptant la création d'une armée intégrée et demandant une garantie anglo-américaine* [13 février 1952] (p. 694); *le retire* (p. 708); *Son ordre du jour approuvant l'intégration des forces françaises dans l'armée européenne, l'octroi à l'Allemagne d'un traitement non discriminatoire, demandant la garantie anglo-américaine, la création d'unités intégrées très petites et la subordination de l'armée européenne à un pouvoir supranational* [23 février 1952] (p. 708, 709); *Son ordre du jour approuvant l'intégration des forces françaises dans l'armée européenne, demandant qu'aucun recrutement en Allemagne n'ait lieu avant la ratification par tous les Parlements, acceptant qu'un traitement non discriminatoire soit accordé à l'Allemagne, demandant que les charges financières soient réparties équitablement, la garantie anglo-américaine, la subordination de l'armée européenne à un pouvoir supranational contrôlé par le Gouvernement français* [16 février 1952] (p. 726); — du projet de loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides; Art. 4 bis : *Amendement de M. Daniel Mayer relatif aux requêtes adressées par les réfugiés menacés d'expulsion* [4 juillet 1952] (p. 3533); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3534); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Dis-

ussion générale (Ses observations sur l'inexactitude du rapport du général Corniglion-Molinier) [28 octobre 1952] (p. 4520, 4521); Etat A, Chap. 34-11 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services à l'étranger, présentée par le Gouvernement (Frais de voyages)* (p. 4523); Chap. 42-22 : *Demande de rétablissement des crédits pour les relations culturelles (Diffusion de films d'actualité)* (p. 4540); Chap. 42-35 : *Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot (Siège du N. A. T. O.)* (p. 4541); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 31-01 : *Services centraux (Sa réponse à M. Corniglion-Molinier)* [13 novembre 1952] (p. 5078); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Constructions de Saint-Ouen sur les plans de M. Lafarge)* [15 novembre 1952] (p. 5191); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Politique nécessaire d'expansion économique et de soutien des prix agricoles* [22 octobre 1953] (p. 4457); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 novembre 1953] (p. 4812); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 décembre 1953] (p. 5886); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'éclatement de l'unité de l'armée française dans la C. E. D., le rôle actif de sécurité collective rempli par la C. E. D., le danger du réarmement de l'Allemagne au sein du N. A. T. O., la nécessité d'un accord avec l'Allemagne pour la paix européenne)* [19 novembre 1953] (p. 5270 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 57-80 : *Son amendement (Cité administrative de Saint-Lô)* [1^{er} avril 1954] (p. 1601, 1697); *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954) (p. 5843). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUS-

TICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-12: *Amendement indicatif de M. Grimaud (Cas des résistants encore emprisonnés)* [10 novembre 1954] (p. 4920, 4921); Chap. 31-21: *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Flandin (Suppression de postes motivée par la fermeture de la maison centrale de Riom)* (p. 4921); Chap. 34-92: *Achat et entretien de matériel automobile* (p. 4924); Chap. 37-11: *Exécution des jugements d'expulsion* (p. 4925); *Réforme de l'organisation judiciaire, mesures concernant la suppression de tribunaux, liberté individuelle et régime de la détention préventive, création d'un comité consultatif, reconstruction des palais de justice, réformes et évolution de l'administration pénitentiaire, développement de l'éducation surveillée* [15 novembre 1954] (p. 4986 à 4991); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6965 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du service juridique et technique de la presse pour 1955; AGENCE FRANCE-PRESSE: *Son projet de statut, construction de son immeuble, participation de l'Etat aux frais de transport des journaux et périodiques* [24 novembre 1954] (p. 5372 et suiv.); Etat A: *Sa demande de rétablissement des crédits destinés aux chapitres 31-01, 31-02, 34-01: Personnel* (p. 5375); *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Fonctionnement de l'agence France-Presse)* (p. 5377); Chap. 41-01: *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Diffusion de journaux par l'agence France-Presse à Dakar et Konakry)* (p. 5379); *Sa demande de rétablissement du crédit destiné au chapitre 41-03 (Convention entre l'Etat et la S.N.C.F. pour les transports de presse)* (p. 5379); *Explications de vote (Changement de direction de l'agence France-Presse, tarifs de cette agence)* (p. 5381); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 41-01: *Réforme du statut de l'agence France-Presse* [30 décembre 1954] (p. 6993); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 5: *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à préserver les prérogatives du Conseil économique et de l'Assemblée de l'Union française* [30 novembre 1954] (p. 5605); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi

relative à la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires [1^{er} décembre 1954] (p. 5637, 5638); — du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire [30 décembre 1954] (p. 6964). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J.O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785); — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [18 février 1955] (p. 802). = Obtient un congé [18 février 1955] (p. 802).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [18 octobre 1955] (p. 5128).

BÉCHARD (M. Paul), Député du Gard (S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné: par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**); par la Commission de la défense nationale, comme membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts:

Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 4367) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au Ministère de la France d'outre-mer, **n° 5144**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du Gard, victimes des inondations du 15 octobre 1953, **n° 6887**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 : FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Décentralisation des territoires d'outre-mer)* [13 novembre 1951] (p. 7916) ; Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la France d'outre-mer* (p. 7917) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du service administratif colonial* (p. 7917, 7918) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 302 millions les crédits pour le personnel d'autorité (Cas du juge Darras en Côte d'Ivoire)* (p. 7920) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 207 millions les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Incidents de la Côte d'Ivoire)* (p. 7934) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8339) ; Art. 2 : *Proposition de M. Moisan de voter territoire par territoire* (p. 8379) ; *Sous-amendement de M. Malbrant tendant à augmenter le nombre des représentants du premier collège en Côte d'Ivoire* (p. 8410) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 novembre 1951] (p. 8425, 8426) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (Gaspillage de crédits en A. E. F. par le Gouverneur)* [6 novembre 1952] (p. 4781 et suiv.) ; Chap. 3103 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la France d'outre-mer* (p. 4787) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Contre-projet de M. Bruyneel (Limitation de la durée de l'inéligibilité à cinq ans, extension de l'inéligibilité aux préfets)* [12 mars 1954] (p. 858) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension de l'inéligibilité à d'autres fonctionnaires, réduction du délai d'inéligibilité à cinq ans)* (p. 860) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement (Extension de l'inéligibilité à toute personne ayant exercé les fonctions par intérim (Cas du Gouverneur Eboué et du Haut-Commis-*

saire Sice) (p. 860, 861) ; Art. 2 : *Son amendement (Conditions d'application de la loi ; scélératesse de la proposition de loi qui semble viser certaines personnes)* (p. 861, 862). — *Élu Conseiller de la République*, est considéré comme démissionnaire [7 août 1955] (*J. O.* du 9 août 1955, p. 7990).

BÊCHE (M. Emile), Député des Deux-Sèvres (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5). [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la Garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, n° 1187. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, n° 3072. — Le 9 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'accroître le rythme des constructions scolaires, n° 3272. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement normal des services de l'Éducation nationale, n° 3404. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 100 millions de francs et de dégrèvements d'impôts aux victimes de la tornade qui a dévasté le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, n° 4310. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une indemnité de fonction aux personnels dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, n° 6172. — Le 9 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine rappelés en activité les indemnités de déplacement et de maintien

de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, n° 9673. — Le 29 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les cultivateurs de la commune de Fenioux (Deux-Sèvres) et des communes voisines pour les pertes qu'ils ont subies lors de l'orage de grêle survenu le 17 juin 1955, n° 11058.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 26 milliards pour la construction de nouvelles écoles* [3 septembre 1951] (p. 6818) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre la loi caduque le 1^{er} janvier 1952* [4 septembre 1951] (p. 6839) ; — d'une proposition de loi instituant un compte spécial du Trésor (ALLOCATIONS AUX PARENTS D'ÉLÈVES) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas accorder de fonds aux établissements employant des congréganistes* [8 septembre 1951] (p. 7112) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 32 : *Son amendement tendant à réserver l'allocation scolaire aux élèves de l'enseignement public* [15 décembre 1952] (p. 6442).

BÉCHIR-SOW (M. Mohamed), Député du Tchad (Collège indigène) (I. O. M.).

Son élection est validée [10 septembre 1951] (p. 7272). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la

proposition de résolution (n° 6307) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dégager sur le Fonds d'encouragement à la production textile, avant le 1^{er} juillet 1953, les ressources nécessaires au versement de la contribution de 400 millions destinée à assurer le paiement de la prime d'ensemencement aux planteurs de coton de l'A.E.F. ; à prendre les mesures nécessaires au soutien du prix au producteur pour la campagne 1953-1954 ; à assurer aux planteurs de coton de l'Union française la sécurité de débouchés et de prix qui conditionnent le développement d'une production vitale pour l'économie métropolitaine, n° 6400. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 595) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds spécial de développement de la production aurifère pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de l'Union française, réduire le prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, n° 7889.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : *Représentation du territoire du Tchad* [22 novembre 1951] (p. 8345) ; *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du Tchad* [23 novembre 1951] (p. 8409) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote (principe du collège unique, communes de plein exercice)* [13 août 1954] (p. 4177, 4178).

BECQUET (M. Raoul), Député de la Seine-Inférieure (2^e secteur) (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commis-

sion des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement de la production textile [28 août 1951] (**F. n° 27**).

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du Fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (maintien de la taxe à 1 0/0 et de l'aide aux producteurs de lin)* [30 décembre 1953] (p. 7042).

BEGOUIN (M. Lucien), *Député de la Seine-et-Marne (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat aux Travaux publics

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902) = Est nommé Président de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [17 novembre 1955] (**F. n° 586**). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [25 mars 1952] (**F. n° 123**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [25 mars 1952] (**F. n° 123**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); suppléant de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à comprendre dans le montant de la pension principale servie aux tributaires de la loi du 31 mars 1919 les allocations aux grands invalides et aux grands mutilés prévues par les articles 31 et 36 du Code des pensions et à calculer la pension d'un invalide à moins de 85 0/0 proportionnellement au montant de la pension allouée à un invalide à 100 0/0, allo-

cations comprises ; 2° à fixer la pension de la veuve de guerre à la moitié de la pension allouée à un invalide à 100 0/0, allocations comprises, ainsi que le prévoit l'article 78 de la loi du 31 décembre 1928, **n° 1011**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires du Ministère des Anciens combattants, qui ont été mutés d'office d'une direction départementale à une direction régionale des anciens combattants, le remboursement des frais de transport journaliers occasionnés par cette mutation, **n° 1012**. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 14, deuxième alinéa, du décret n° 53-960 du 20 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 7191**. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux économiquement faibles certains avantages pour le gaz et l'électricité, **n° 7819**. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts légitimes du personnel et des planteurs de betteraves frappés par la fermeture de sucreries ou de distilleries sucreries, **n° 8388**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à définir et à simplifier les règles de contrôle en matière fiscale et à abroger, à dater du 1^{er} janvier 1955, les textes actuellement en vigueur, **n° 8816**. — Le 3 août 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation les ventes de terrains agricoles lorsque ceux-ci sont cédés à un exploitant limitrophe, **n° 9044**. — Le 6 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remettre à la disposition du Génie rural les sommes sulfisantes afin que soit strictement appliqué l'article 6 de la loi du 23 mai 1951 relatif au dégrèvement de la taxe intérieure de consommation des carburants agricoles, **n° 9099**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à encourager et à faciliter la location de certains locaux d'habitation, **n° 9273**. — Le 20 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux pesticides le régime des engrais au regard des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 9776**. — Le 24 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir

en aide aux sinistrés de Seine-et-Marne, victimes des inondations, n° 9967. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux travailleurs privés d'emploi du fait des inondations, une indemnisation calculée sur la base du salaire perçu le mois précédent, n° 9997. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10311. — Le 17 mars 1955, une proposition de loi tendant à reconnaître un salaire forfaitaire minimum pour les chefs d'entreprises personnelles artisanales, commerciales et agricoles, n° 10436. — Le 17 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux pesticides le régime des engrais au regard des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 10437. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 195 du Code général des impôts directs, relatif au calcul du revenu imposable, n° 11570.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de la revalorisation)* [27 novembre 1951] (p. 8512) ; Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocations diverses (Indemnité de logement)* (p. 8545) ; *le retire* (ibid.) ; *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant, présentée par M. Le Coutaller* (p. 8517) ; *Date à laquelle est renvoyé le débat* (p. 8517) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8641 et suiv.) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 8657) ; *Nouvel examen de la Commission des pensions* (p. 8660) ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 décembre 1951] (p. 9116 et suiv.) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 9120) ; *retire sa motion préjudicielle* (p. 9131). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Discussion du budget des Anciens combattants* [5 décembre 1951] (p. 8822) ; *Heure de la prochaine séance* [13 décembre 1951] (p. 9120). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics* (Cabinet

Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O. du 21 janvier 1952*, p. 915). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics* [29 février 1952] (p. 1160).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Art 1^{er} : *Son amendement tendant à insérer un article affectant les bénéfices de la Loterie nationale au budget des Anciens combattants* [2 décembre 1952] (p. 5897, 5898) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 janvier 1953] (p. 298, 299) ; ... du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République : Art. 49 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article accordant des facilités financières aux entreprises de presse* [6 février 1953] (p. 1036).

BEN ALY CHÉRIF (M. Allaoua), Député de Constantine (2^e collège, 3^e circonscription), (N. I.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Interventions :

S'excuse de son absence [31 mars 1955] (p. 2157). — Obtient un congé [31 mars 1955] (p. 2157).

BÉNARD (M. François), Député des Hautes-Alpes (App. U. D. S. R.).

Son élection est validée [27 novembre 1951] (p. 8507). — Est nommé secrétaire de la Commission des finances [7 juillet 1954] (F. n° 406), [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [26 décembre 1951] (F. n° 79) ; de la Commission des finances [16 février 1952] (F. n° 106), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la production industrielle [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 jan-

vier 1953] (**F. n° 216**) [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 [14 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public [20 janvier 1953] (**F. n° 222**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**) [5 mars 1954] (**F. n° 358**). — Est nommé secrétaire de cette Commission [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**).

Dépôts :

Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des victimes des inondations survenues dans le département des Hautes-Alpes, **n° 1897**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (**Défense nationale**), troisième partie : dispositions concernant le budget annexe du service des poudres et le budget annexe du service des essences, **n° 3556**

(**3^e partie**) (**rectifié**). — Le 2 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250.000.000 de francs destiné à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département des Hautes-Alpes; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés, **n° 3919** (**rectifié**). — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique social, touristique et culturel, **n° 3921**. — Le 2 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 3770) fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, **n° 4923**. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (**Défense nationale**), troisième partie : essences et poudres, **n° 5026**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950 portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, **n° 5777**. — Le 12 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4924) tendant à augmenter, par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'Etat à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables, **n° 5826**. — Le 25 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 5989) portant ouverture de crédits en vue du rétablissement des ouvrages publics endommagés au cours des inondations du mois de décembre 1952 dans le département de la Gironde et de la tempête exceptionnelle des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953 dans les départements du nord de la France, **n° 6011**. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée Nationale représentant les départements métropolitains, **n° 6324**. — Le 7 juillet

1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 6166) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz, par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, n° 6469. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la contribution foncière des propriétés bâties, certaines personnes âgées de plus de 65 ans, n° 6558. — Le 24 juillet 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2738) portant statut des autoroutes, n° 6684. — Le 20 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6767) et la lettre rectificative (n° 7122) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour l'exercice 1954, I : Travaux publics, Transports et Tourisme n° 7162. — Le 3 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6767) et la lettre rectificative (n° 7122) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour l'exercice 1954, I : Travaux publics, Transports et Tourisme, n° 7364. — Le 12 décembre 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6767) et les lettres rectificatives (n°s 7422 et 7453) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme) pour l'exercice 1954, n° 7456. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7549) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6767) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1954 (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 7552. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la cotisation d'allocation familiale agricole les titulaires d'une pension militaire d'invalidité d'un taux

de 50 0/0 et au-dessus, n° 7626. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 30 mars 1954 l'échéance du versement du premier tiers provisionnel pour les hôtels et restaurants saisonniers et commerces et industries touristiques, n° 7683. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt général sur le revenu les majorations accordées aux rentiers voyageurs de l'Etat par la loi du 9 avril 1953, n° 7763. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, n° 8025 (rectifié). — Le 1^{er} avril 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 1127) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues étendant aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple, n° 8247. — Le 1^{er} avril 1954, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 497) fait (au cours de la précédente législature) sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 8248. — Le 8 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les T. O. M. et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national, n° 8316. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à faire remise des pénalités de retard pour non-paiement de leurs cotisations aux personnes assujetties simultanément aux caisses vieillesse agricoles et aux caisses vieillesse des travailleurs non salariés et qui peuvent faire la preuve de leur bonne foi, n° 8392. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à simplifier le régime fiscal du commerce de détail et des artisans, n° 8393. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à la remise gratuite du chemin d'accès à la gare d'Eyguians-Orpierre par la S. N. C. F. à la commune d'Eyguians, n° 8571. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'indemnité accordée aux greffiers de justice de

paix et de police, n° 8716 (rectifié). — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3229) ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, n° 8781. — Le 4 août 1954, un rapport d'information au nom de la sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 77-1213 du 3 juillet 1947 et par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 — Régie autonome des transports parisiens — n° 9064. — Le 27 août 1954, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir un crédit exceptionnel de 500.000.000 francs destiné : 1° à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département des Hautes-Alpes; 2° à venir en aide aux collectivités locales pour réparations des dommages causés; 3° à permettre à l'administration des ponts et chaussées de rétablir une route nationale emportée par les inondations; b) à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions, n° 9224. — Le 22 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9300) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955, I. — Travaux publics, Transports et Tourisme, n° 9540. — Le 17 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9300) et la lettre rectificative (n° 9729) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 9750. — Le 26 janvier 1955, un rapport d'information au nom de la sous-Commission d'étude de la paralysabilité sur les taxes parafiscales figurant à l'état G annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi de finances pour l'exercice 1954). — Loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953). Tome I : **Conclusions générales**; Tome II : **Examen des taxes classées sous les rubriques** : « Affaires étrangères », « Agriculture »; Tome III : Exa-

men des taxes classées sous les rubriques : « Education nationale », « Finances, Affaires économiques et Plan » et Tome IV : **Examen des taxes classées sous les rubriques** : « Industrie et Commerce », « Logement et Reconstruction », « Santé publique et Population », « Travail et Sécurité sociale », « Travaux publics, Transports et Tourisme », « Marine marchande », n° 9985. — Le 27 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 10010. — Le 8 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée Nationale représentant les départements métropolitains, les départements d'Algérie et les départements d'outre-mer, n° 10097. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement des cotisations aux caisses d'allocations vieillesse agricoles les retraités du régime général de la Sécurité sociale, n° 10154. — Le 15 mars 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 8562) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'utilisation de la gare d'Orsay comme aéroport, n° 10409. — Le 22 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 750.000.000 de francs destiné : 1° à indemniser les victimes de la crue catastrophique des torrents du département des Hautes-Alpes; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés, n° 10980. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi portant création d'une Commission interparlementaire chargée d'étudier la mise en œuvre des décrets du 30 juin 1955 tendant à stimuler la mise en valeur des régions souffrant de sous-emploi ou d'un développement économique insuffisant, n° 11509. — Le 8 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 80 millions de francs destiné à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté diverses communes du département des

Hautes-Alpes, n° 11575. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 55-562 du 20 mai 1955 facilitant l'acquisition rapide au juste prix des terrains nécessaires à la construction de logements, n° 11739. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à la constitution d'exploitations familiales insuffisamment étendues pour permettre l'emploi des techniques modernes de culture, n° 11804. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, n° 11823.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 33 : *Amendement de M. Barrier tendant à étendre la définition des véhicules utilitaires détaxés* [3 avril 1952] (p. 1883) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la composition de la commission de gestion du fonds d'investissement routier* [12 avril 1952] (p. 2259) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale ; en qualité de *Rapporteur spécial (Ses observations sur le budget annexe des poudres et essences)* [10 juin 1952] (p. 2812 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; Art. 4 : *Son amendement tendant à charger le Ministre des Affaires économiques de la direction du Conseil supérieur des ententes* [26 juin 1952] (p. 3248) ; — du projet de loi instituant le régime de l'ALLOCATION VIEILLESSE des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République ; Art. 36 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement de l'allocation à domicile* [4 juillet 1952] (p. 3554) ; *Son amendement tendant à prévoir le paiement à domicile de l'allocation* (p. 3555) ; — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail, amendée par le Conseil de la République ; Art. 23 : *Son amendement tendant à prévoir l'extension de la loi à l'Algérie après décision de l'Assemblée algérienne* [11 juillet 1952] (p. 3927). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi sur*

les travaux mixtes [9 octobre 1952] (p. 4157).
Prend part à la discussion : du projet de loi sur les travaux mixtes, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 octobre 1952] (p. 4210) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir le contreseing des Ministres intéressés* (p. 4212) ; *Amendement de M. Deixonne relatif à la composition de la Commission mixte civile et militaire chargée d'arbitrer les désaccords* (p. 4212) ; Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à mettre les dépenses supplémentaires à la charge du Ministère de la Défense nationale* (p. 4212) ; *Amendement de M. Deixonne tendant à donner trois mois aux autorités militaires pour formuler leur avis* (p. 4212) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur la réforme fiscale, la crise du logement)* [9 décembre 1952] (p. 6077) ; Art. 108 : *Son amendement tendant à faciliter les acquisitions immobilières pour le regroupement et la conversion des usines* [12 décembre 1952] (p. 6254) ; Article additionnel : *Amendement de M. E. Hugues tendant à détaxer les sociétés et entreprises recherchant ou exploitant des gisements d'hydrocarbures* [24 décembre 1952] (p. 6878, 6879) ; *Son amendement tendant à supprimer les droits de mutation sur les acquisitions de terrains* (p. 6909, 6910) ; — du projet de loi portant prorogation de baux commerciaux : Article additionnel : *Son amendement relatif à l'exercice du droit de reprise dans les immeubles vétustes ou insalubres* [19 décembre 1952] (p. 6607) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4 : *Barrage de Serre-Ponçon* [20 décembre 1952] (p. 6745) ; Art. 48 : *Amendement de M. Babet tendant à prévoir des emprunts pour la réalisation de constructions de logements dans les départements d'outre-mer* (p. 6783) ; Art. 27 ter : *Utilisation des dépôts de la Caisse d'épargne pour des prêts* (p. 6767) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur : Services des essences et des poudres* [25 janvier 1953] (p. 342 et suiv.) ; ESSENCES ET POUDRES, Etat D. Chap. 9910 : *Infrastructure et installations réservées* [26 janvier 1953] (p. 443, 444) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas bloquer de crédits pour l'habitat*

rural [27 janvier 1953] (p. 516); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, amendé par le Conseil de la République; **Etat B, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**: *Son amendement relatif à la répartition des crédits du fonds spécial d'investissements routiers entre les départements et communes* [30 janvier 1953] (p. 783); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables; en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mars 1953] (p. 1828); Art. 9: *Amendement de M. Pflimlin tendant à supprimer l'avis de la Commission des transports du Commissariat général du plan* (p. 1834); *Son amendement tendant à prévoir l'approbation du Parlement* (p. 1834); *le retire* (p. 1835); — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités; en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1953] (p. 2357, 2358); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Art. 60: *Son amendement tendant à assujettir aux dispositions de la loi les caisses de péréquation ou de compensation* [9 juillet 1953] (p. 3421); Article additionnel: *Son amendement tendant à abroger la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950* (p. 3422); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12: *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception*; *Son amendement tendant à la reprise du texte du Conseil de la République permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion* (*Se rallie à l'amendement analogue de M. Meunier*) [24 juillet 1953] (p. 3881); — du projet de loi (n° 6433) portant redressement économique et financier, amendé par le Conseil de la République; Art. 6: *Pouvoirs spéciaux permanents* (*Souci de voir respecter l'autonomie des filiales des entreprises nationalisées, lorsqu'elles équilibrent elles-mêmes leurs budgets*) [10 juillet 1953] (p. 3464). — Dépose une demande d'interpellation sur l'effondrement des prix du bétail sur pied et la crise grave de l'agriculture de montagne [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe: *Cas particulier de l'agriculture montagnarde, dépeuplement, adaptations nécessaires par régions; discrimination frappant l'agriculture en matière de sécurité sociale; remèdes politiques nécessaires* (*Scrutin uninominal et stabilité gouvernementale constitutionnelle*) [15 octobre 1953] (p. 4308, 4309); — Prend part à la discussion: du projet de loi

relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); **TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME**, en qualité de *Rapporteur*: *Crédits pour les routes, crédits pour le tourisme, déficit de la S.N.C.F., coordination des transports* [26 novembre 1953] (p. 5559, 5560, 5561); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, **Etat A**, Chap. 3132: *Indemnités de l'Institut national de la statistique* (*Insuffisance des crédits*) (p. 5585); **AGRICULTURE**, **Etat B**, Chap. 6012: *Prêts d'équipement rural* (*Prêts sociaux aux jeunes agriculteurs*) [4 décembre 1953] (p. 6026); **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**, Article additionnel: *Son amendement relatif à la transformation d'emplois dans les services extérieurs du Ministère* [7 décembre 1953] (p. 6179, 6180); **TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME**: *Motion préjudicielle de M. R. Manceau tendant à surseoir au débat en attendant l'octroi d'une subvention plus forte à la S.N.C.F. et la satisfaction des revendications des cheminots* (p. 6195); **INTÉRIEUR**, Article additionnel: *Amendement de M. Claudius Petit relatif aux agents de l'Etat nommés à la direction d'un service technique communal* [10 décembre 1953] (p. 6413); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Art. 8: *Travaux de l'E.D.F. (Aménagement de la Durance)* [10 décembre 1953] (p. 6421); Art. 8: *Son amendement tendant à demander le dépôt d'un projet relatif à l'aménagement de la Nesle et de la Durance* (p. 6439); — **FINANCES, CHARGES COMMUNES**, Art. 20: *Plan quadriennal d'investissement pour les services administratifs* (*Inutilité d'un dépôt de projet*) [11 décembre 1953] (p. 6527); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (*Fonctionnaires et emplois réservés*) (p. 6529); **TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME**, **Etat A**, Chap. 3113: *Demande de rétablissement des crédits pour les conducteurs de chantiers et agents des travaux des Ponts et Chaussées, présentée par le Gouvernement* (*Incidence de l'indemnité spéciale dégressive*) [12 décembre 1953] (p. 6563); Chap. 3392: *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives* (*Caisses de secours mutuels*) (p. 6569); Chap. 3441: *Chemins de fer et transports* (*Commandes de nouveaux autorails*) (p. 6572); Chap. 3461: *Direction générale du tourisme* (*Développement du tourisme camping*) (p. 6581); Chap. 3531: *Voies navigables* (*Insuffisance des 70 millions prévus pour des travaux nouveaux en 1954*)

(p. 6587, 6588); Chap. 4543 : *Application de la convention de 1937 avec la S.N.C.F. (Disjonction des crédits prévus)* (p. 6596); Article additionnel : *Amendement de M. Peytel tendant à rétablir les chiffres prévus par le Gouvernement pour le fonds d'investissement routier* (p. 6602); Art. 8 bis : *Amendement de M. Bichet tendant à prévoir une loi pour réduire le déficit de l'exploitation des moyens de transport* (p. 6607); Art. 10 : *Péréquation de la retraite des cheminots* (p. 6609); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7136); Etat A, Chap. 3112 : *Indemnités des Ponts et Chaussées (Décret les relevant)* (p. 7137); Art. 8 bis : *Amendement de M. Sibué tendant à supprimer les alinéas bloquant 20 milliards de crédits pour la S.N.C.F.* (p. 7138); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel : *Son amendement relatif au financement des travaux d'adduction d'eau* [13 décembre 1953] (p. 6744); — du projet de loi relatif aux indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre (plan quadriennal) amendé par le Conseil de la République, Article 14 ter : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* [30 décembre 1953] (p. 7051); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Subvention pour la limitation du prix du pain dans la métropole* [19 février 1954] (p. 439); — du projet de loi relatif à la RÉFORME FISCALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Adaptation de la fiscalité aux exigences de la production industrielle, détaxation de l'outillage, sélection des investissements, politique du Gouvernement à l'égard des prix* [23 mars 1954] (p. 1177); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée; renvoi en commission)* [25 mars 1954] (p. 1288); Art. 6 : *Son amendement (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux; Cas de la Société nationale Air France)* [26 mars 1954] (p. 1340); le retire (p. 1341); Art. 8 : *Son amendement (Contrôle a posteriori de la désurtaxation des investissements)* (p. 1359); le retire (p. 1359); Art. 9 ter : *Amendement de M. Leenhardt (Taux de la taxe*

sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grossiste et de détaillant) (p. 1362); Art. 22 A : *Son amendement (Communication par tout redevable de la T. V. A. aux contributions indirectes du relevé annuel de ses achats)* [29 mars 1954] (p. 1387, 1388); le retire (ibid.); Art. 22 B : *Son amendement (Variation du taux de la T. V. A.)* (p. 1388); Art. 22 C : *Son demande de disjonction de l'article 22 D à 22 M (Fiscalité concernant les grossistes et détaillants, problème des finances locales)* (p. 1390); Art. 22 P : *Son amendement (Taxe sur la valeur ajoutée du commerce de gros)* (p. 1399); *Son amendement (régime transitoire concernant la désurtaxation des investissements)* (p. 1400); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 8 : *Son amendement (Fixation des biens n'ouvrant pas droit à exonération)* [9 avril 1954] (p. 1991); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 56-25 : *Lycées d'altitude* [1^{er} avril 1954] (p. 1636); — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 10 quinquies : *Son amendement (Exonération de la contribution foncière des propriétés bâties pour les seuls titulaires de la carte des économiquement faibles)* [25 mai 1954] (p. 2673); Art. 2 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri (Exonération sur les plus-values des terrains acquis en vue d'une exploitation agricole et vendus en vue de lotissements)* [1^{er} juin 1954] (p. 2718); *Son article additionnel tendant à exonérer de la contribution foncière les propriétaires âgés de plus de 65 ans, dont les ressources sont insuffisantes* [24 juin 1954] (p. 3050); le retire (p. 3051); *Son article additionnel (Application du bénéfice des dispositions des articles 24 et 25 de la loi du 25 juillet 1953 aux entreprises ayant une activité non commerciale et imposables d'après le régime de la déclaration contrôlée)* (p. 3053); Art. 23 nonies : *Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires des opérations de transports portant sur les vins et les cidres* [6 juillet 1954] (p. 3217); *Son article additionnel (Exonération de la taxe sur les transactions, des ventes des véhicules automobiles d'occasion)* [6 juillet 1954] (p. 3239); — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : *Délai supplémentaire de huit jours demandé par la Commission des finances* [30 juin 1954]

(p. 3183); — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, Art. 2 : *Application de l'article premier de la loi de finances* [30 juin 1954] (p. 3192); — du projet de loi relatif à la signalisation routière, Art. 2 : *Son amendement (Signalisation sur les itinéraires touristiques)* [7 juillet 1954] (p. 3278); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au statut des autoroutes, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 juillet 1954] (p. 3279); *Son article additionnel tendant à autoriser le concessionnaire de la construction et de l'exploitation d'une autoroute à percevoir des péages* (p. 3280); Art. 5 : *Son amendement (mesures d'application de la présente loi)* [20 juillet 1954] (p. 3428); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 3 : *Son amendement (surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales de l'ensemble des régimes)* [30 juillet 1954] (p. 3763); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Contrôle de l'autofinancement, rémunération des salariés en fonction de la productivité, crédit industriel à long terme, industrie touristique, aménagement de la vallée de la Durance* [5 août 1954] (p. 3865, 3866); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Article unique : *Son amendement (Création du fonds d'allègement et de financement en matière d'adduction d'eau)* [13 août 1954] (p. 4193); *Son amendement (Contrôle de l'autofinancement)* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4231); Art. 5 bis : *Amendement de M. Sibué tendant à ne pas exiger le maintien d'un niveau d'eau suffisant en période d'été dans la partie haute de la réserve* (p. 4240); Art. 7 : *Amendement de M. Degoutte relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation* (p. 4242); Art. 8 : *Son amendement tendant à garantir aux commerçants installés avant la mise à l'enquête d'utilité publique le plein exercice de leur profession pendant toute la durée des travaux* (p. 4243); Art. 11 : *Son amendement (Fixation par décret des sommes prévues pour les indemnités d'expropriation)* (p. 4244); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la

Société nationale des chemins de fer français, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 août 1954] (p. 4502); Art. 9 : *Son amendement (Calcul des indemnités de reconstitution)* (p. 4502); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 44-22 : *Contrôle laitier et beurrier* [26 novembre 1954] (p. 5496); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, pour 1955, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, en qualité de *Rapporteur* : *Affectation du un cinquième des nouveaux droits sur les carburants à l'aménagement du réseau routier, la convention liant l'Etat à la S.N.C.F., problème de la coordination, les « comptes transports de la nation », achèvement du canal Arleux-Noyon* [4 décembre 1954] (p. 5814 et suiv.); *Déroulement du débat* (p. 5837); *motion préjudicielle de M. Dufour (Dotation du fonds routier)* (p. 5839); *Sa demande de rejet* (p. 5839); Etat A, Chap. 31-01 : *Situation des agents supérieurs du Ministère* [9 décembre 1954] (p. 5993); Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Réforme de l'auxiliarat et situation des commis)* (p. 5995); *le retire* (ibid.); Chap. 31-13 : *Demandes de disjonction (situation des agents de travaux et des conducteurs de chantiers)* (p. 5999); Chap. 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, son amendement* (p. 6001, 6002); Chap. 31-15 : *Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers* (p. 6002 et suiv.); Chap. 31-51 : *Son amendement (Suppression et création d'emplois d'ingénieurs géographes ou d'agents de ce service)* (p. 6009, 6010); *le retire* (p. 6010); Chap. 32-91 : *Demande de disjonction de M. Faraud tendant à supprimer la référence au décret du 14 septembre 1954 relatif à la Caisse autonome mutuelle des retraites* (p. 6012); Chap. 33-92 : *Son amendement (insuffisance des crédits sociaux affectés au service des ponts et chaussées; Visites de dépistage)* [11 décembre 1954] (p. 6124); Chap. 34-13 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* (p. 6124); Chap. 34-14 : *Son amendement (Transfert de l'Assemblée de l'Union française au musée permanent des travaux publics)* (p. 6125); Chap. 34-15 : *Etudes relatives à la construction du tunnel sous la Manche, son amendement tendant à supprimer ce chapitre*

(p. 6125); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à insérer un nouveau chapitre : Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare* (p. 6127); Chap. 35-21 : *Sa demande de réserver ce chapitre relatif aux routes et ponts, entretien et réparations* (p. 6140); Chap. 36-21 : *Amendement de M. Sibué (Remboursement de frais à l'Union nationale des associations de tourisme, scandales dans la délivrance des permis de conduire)* (p. 6143); Chap. 44-61 : *Son amendement (Subventions aux comités régionaux de tourisme)* (p. 6144); *le retire* (p. 6147); Chap. 45-45 : *Déséquilibre financier de la régie autonome des transports parisiens* (p. 6151); Etat B, Chap. 53-20 : *Routes et ponts* [14 décembre 1954] (p. 6342); Chap. 53-30 : *Son amendement (Application de la « loi Morice » aux voies navigables)* (p. 6344); *le retire* (p. 6347); *Concil du Nord* (ibid.); Chap. 55-38 : *Son amendement (Signalisation maritime entre la Gironde et la Loire)* [15 décembre 1954] (p. 6370); *le retire* (ibid.); Chap. 57-90 : *Son amendement (Construction des bureaux des ponts et chaussées)* (p. 6370); *le retire* (p. 6371); Art. 3 : *Fonds routier* (p. 6371); *Report de la discussion sur le fonds routier aux comptes spéciaux du Trésor* (p. 6376); *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6377); Etat D : *amendement de M. Sibué (Investissements pour la S.N.C.F.)* (p. 6381); *Son article additionnel tendant à assimiler les industries touristiques aux industries exportatrices* (p. 6382); *le retire* (p. 6383); *Son article additionnel (Intégration des agents supérieurs du Ministère dans le cadre des administrations civiles)* (p. 6385); Etat A, Chap. 45-42 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Subventions à la S. N. C. F.)* (p. 6398); *Chapitres réservés relatifs à la S. N. C. F.* (p. 6400); [18 décembre 1954] (p. 6568); Etat A, Chap. 34-13 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, demande de disjonction de M. Ducos* (p. 6578); *déplore la longueur du débat* (p. 6580); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial*, Art. 41 : *Amendement de M. de Tinguy (fonds routier et tranche vicinale)* [28 janvier 1955] (p. 431, 432); Art. 44 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (travaux routiers urbains et Parlement)* (p. 433); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 1^{er} :

Son amendement (classement d'une voie préexistante) [3 mars 1955] (p. 1044); Art. 3 : *Son amendement (cas d'enclavement)* (p. 1044); Art. 3 bis : *Son amendement (participation des sociétés d'économie mixte)* (p. 1044, 1045); Art. 6 : *Sa demande tendant à sa suppression (rapport avec la situation du fonds routier)* (p. 1045, 1046); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES), Art. 36 : *Amendement de M. Quinson (droits acquis par les retraités des collectivités locales)* [4 mars 1955] (p. 1113); *Article additionnel de M. Sibué (intégrations complémentaires dans les corps d'administrateurs civils au Ministère des Travaux publics)* (p. 1121); *Son article additionnel (régularisation de la situation de certains ayants droit à pension de retraite)* [8 mars 1955] (p. 1152); *Allocations de retraite vieillesse agricole* (p. 1189). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Renvoi des articles additionnels ayant un caractère fiscal au projet portant dispositions d'ordre fiscal* [19 mars 1955] (p. 1748); Art. 14 : *Majoration du prix du fuel oil au profit du Trésor, taxation de l'énergie* (p. 1764); Etat G : *Taxes parafiscales* (p. 1772, 1773); *Amendement de M. Charpentier (retenue sur le prix des betteraves au profit de la Fédération professionnelle agricole pour main-d'œuvre saisonnière)* (p. 1773, 1774); *Financement du fonds d'allocation de vieillesse agricole* (p. 1775); *Demande de rétablissement de la ligne 105 présentée par le Gouvernement (F.I.D.E.S., taxes sur les fruits et les préparations à base de fruits)* (p. 1775); *Amendement de M. Burlot (cotisation au profit de la société professionnelle de terre cuite)* (p. 1775, 1776); Art. 23 : *Suppression et allègement des taxes parafiscales par décrets* (p. 1776); *Son article additionnel (fonds d'amortissement des charges d'électrification)* (p. 1783); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Régions sous-développées, tourisme; fonds national vieillesse et régime vieillesse agricole; évasion fiscale et taux des impôts; chiffre annuel des achats, base de calcul des forfaits* [29 mars 1955] (p. 2054, 2055). — Son rapport sur une pétition [23 avril 1955] (p. 2421). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris : *Examen de la propo-*

sition par la Commission des finances [13 mai 1955] (p. 2769, 2770); *Transfert de musées à la gare d'Orsay* (p. 2770); — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 1^{er}: **Son amendement (réglementation de la profession de professeur de conduite, statut des auto-écoles)** [24 mai 1955] (p. 2925); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESENTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 4: **Son amendement (date de la mise en vigueur des dispositions concernant les membres de la famille de l'exploitant)** [20 juillet 1955] (p. 3974). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4387). Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale: **Son contre-projet (scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours)** [30 octobre 1955] (p. 5395); de ce projet de loi en troisième lecture: **Son contre-projet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (scrutin d'arrondissement à deux tours)** [16 novembre 1955] (p. 5765, 5766); **Scrutin uninominal, mesures à prendre contre les manœuvres de division** (p. 5767). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: **Vote intervenu sur la première partie de l'article 1^{er} du texte rapporté par la Commission (principe de la représentation proportionnelle)** [2 novembre 1955] (p. 5467, 5468). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la lutte antialcoolique (limitation des débits de boissons), Art. 35: **Son amendement (publicité)** [9 novembre 1955] (p. 5589); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2: **Vote par correspondance, demande de disjonction du paragraphe 9 (vote en montagne)** [15 novembre 1955] (p. 5687); — d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways: **Applicabilité de l'article 1^{er} de la loi de finances** [24 novembre 1955] (p. 5999). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: **Son rappel au règlement (question de confiance posée)** [25 novembre 1955] (p. 6021). = S'excuse de son absence [13 décembre 1951] (p. 9121), [6 novembre 1953] (p. 4897), [13 mai 1954] (p. 2368), [10 novembre 1954] (p. 4872). = **Obtient des congés** [13 décembre 1951] (p. 9121), [6 novembre 1953] (p. 4897), [13 mai 1954] (p. 2368), [10 novembre 1954] (p. 4872).

BENBHAMED (M. Mostefa), Député de Constantine (2^e circonscription, 2^e collège) (S.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6317) = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138). — Est nommé membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73). — Est nommé Juge titulaire à la Haute Cour de justice [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à amnistier toutes personnes poursuivies ou condamnées en vertu de délits à caractère politique commis en Algérie, n° 822. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1393) relatif aux sessions des tribunaux criminels de Tunisie, n° 5936. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à organiser le jury en Algérie, n° 5938.

Interventions :

Dépote une demande d'interpellation sur les événements tragiques du Maroc et leurs répercussions [6 octobre 1953] (p. 4013). — Prend part à la discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc: **Amertume et désarroi des élus musulmans, paroles fâcheuses touchant la Croix et le Croissant (M. Bidault), réprobation formelle des violences terroristes, position des nouvelles élites évoluées (« colère d'un fils contre son père »); attitude passée de Bourguiba et du Sultan Ben Youssef après 1940 (parallèle avec « certaines défaillances »); calme total actuel de l'Algérie « province française » (éloge du Statut de 1947, scission du M.T.L.D.); erreur capitale de la déposition du Sultan, ainsi transformé en « martyr »** [27 août 1954] (p. 4330 et suiv.). — Dépote une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement en Algérie [10 novembre 1954] (p. 4872). Est entendu sur la fixation de la date de discussion: **Fâcheuses formules de certains orateurs (les Musulmans**

« ne comprennent que les coups de triques » ; « immense caisse de résonance » de l'Islam, jauges commises en Tunisie (lettre du 15 décembre 1951) et au Maroc (déposition du Sultan); attitude de la radio égyptienne (ne rien briser); autres radios également coupables (Budapest, Londres, Washington); misère du paysannat algérien et du prolétariat des « bidonville » (allusion à M. le Maire d'Alger); fidélité des populations des trois départements, appel à la fraternité française [12 novembre 1954] (p. 4961, 4962); sollicitude à réserver aux anciens militaires musulmans (p. 4956). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 34-92 : Achat et entretien du matériel automobile [10 novembre 1954] (p. 4924); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Discussion générale : gratitude de la population musulmane pour la sagesse du Gouvernement (refus des milices, de l'auto-défense, etc.); erreur raciste des chantres de la conquête française, absence en Algérie de toute communauté morale véritable, angoisse de l'orateur au retour de sa circonscription devant la menace d'une lutte fratricide, son « désespoir » après certaines affirmations touchant l'impossibilité de l'assimilation (M. René Mayer) [10 décembre 1954] (p. 6104, 6105); son interruption (sort des anciens combattants nord-africains abandonnés à la misère) (p. 6057); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Musulmans algériens, vote des femmes [2 février 1955] (p. 604, 615); attitude du premier collègue (p. 618); motion de la délégation de l'Assemblée algérienne, répression policière, l'Algérie devant les négociations avec la Tunisie, action de la minorité capitaliste et de sa presse, mandement de l'évêque d'Alger [3 février 1955] (p. 674 à 677). — Dépose une demande d'interpellation sur les troubles du Constantinois [26 mai 1955] (p. 3058). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Les moments tragiques de l'Algérie [21 juin 1955] (p. 3170, 3171). — Dépose une demande d'interpellation sur les troubles du Constantinois [21 juin 1955] (p. 3172). Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion (p. 3173). Prend part au débat sur cette interpellation et celles jointes : Motion préjudicielles de M. Jacques Chevallier (ajournement de la discussion jusqu'au retour de la sous-

Commission d'enquête de l'intérieur en Algérie) [5 juillet 1955] (p. 3601). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : Œuvre de la France et réalisations dues aux colons [28 juillet 1955] (p. 4421 et 4429); Enquête ouverte contre des soldats ayant abattu un rebelle (p. 4436); Détérioration de l'esprit communautaire des algériens, campagne de presse en Afrique du Nord (ECHO d'Alger); représailles collectives, policiers algériens, discrimination entre les communistes européens et musulmans, conditions d'accès à la fonction publique [29 juillet 1955] (p. 4480 à 4485); Article additionnel de M. Ballanger (sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représailles collectives) (p. 4537); — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie; Art. 1^{er} : Création d'une chambre à la cour d'Alger [29 juillet 1955] (p. 4550); — d'interpellations sur l'Algérie : Attitude des élus du deuxième collège [11 octobre 1955] (p. 5011, 5014); Location des terres à l'année (p. 5019); Cas de répression collective [12 octobre 1955] (p. 5045, 5046); Action de la Ligue arabe à l'O. N. U., détérioration de la situation due aux représailles collectives, motion des élus du deuxième collège, aspiration de la population musulmane (p. 5061 à 5063); loyalisme des populations musulmanes [13 octobre 1955] (p. 5085).

BENDJELLOUL (M. Mohamed Salah),
Député de Constantine [2^o collège, 2^e circonscription], (A. P. A. R. S.).

Son élection est validée [10 août 1954] (p. 6317). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n^o 5), [21 octobre 1952] (F. n^o 170), [20 janvier 1953] (F. n^o 216); de la Commission de l'intérieur [28 octobre 1952] (F. n^o 173), [20 janvier 1953] (F. n^o 216), [19 janvier 1954] (F. n^o 341), [18 janvier 1955] (F. n^o 482); de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n^o 341), [18 janvier 1955] (F. n^o 482).

Dépôt :

Le 24 août 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux départements

algériens toutes les dispositions prises dans la métropole en faveur de l'enseignement libre et privé, n° 833.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Loiret [5 juillet 1951] (p. 5883). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O. N. I. C. en faveur des négociants en grains ; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie* [30 août 1951] (p. 6674) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 ; EDUCATION NATIONALE (SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE) : *Discussion générale (Ses observations sur la question scolaire en Algérie)* [31 août 1951] (p. 6743, 6744) ; — du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Discussion générale (Ses observations sur les contestations de l'élection de M. Naroun)* [29 janvier 1953] (p. 639, 640) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier certains délits commis en Afrique du Nord* [26 février 1953] (p. 1369) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à amnistier les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois et infligées à des anciens combattants* (p. 1372) ; le retire (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : « *Mise en garde* » solennelle au nom de l'Islam : prestige de la France tombé à zéro depuis cinquante ans, enthousiasme causé par le discours de Tunis [10 août 1954] (p. 4054, 4055). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour faire cesser en Algérie les menées subversives de certains agents provocateurs et en demande la jonction à celles ayant le même objet [5 novembre 1954] (p. 4776) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Condamnation, au nom de l'Islam, des « événements sanglants » de l'Aurès, projet mort-né Blum-Viollette qui aurait jadis réuni l'unanimité des Algériens, équivoques du statut de 1947 non accepté par eux, « l'Algérie c'est la France » (dixit M. Mitterrand), conséquences (parité électorale, parité de régime social, etc.), misère des villes et des campagnes, « tyrannie des mauvais caïds », postes administratifs réservés « en famille » aux non-musulmans,*

appel aux réformes [12 novembre 1954] (p. 4951 à 4953). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 46-12 : *Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains (Payement des allocations familiales)* [16 novembre 1954] (p. 5103). — Dépose une demande d'interpellation sur les pays musulmans étrangers et l'Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150) ; la développe : *Français musulmans algériens ; rupture de la France avec le monde musulman ; autonomie interne de la Tunisie, question dynastique du Maroc, répression en Algérie, opérations de l'Aurès* [2 février 1955] (p. 623 à 626) ; *Crimes commis par le service d'ordre* (p. 639) ; *Le problème de la dynastie marocaine* [3 février 1955] (p. 680) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : avec le deuxième collège, pour l'assimilation de l'Algérie* [4 février 1955] (p. 759). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (au musulman algérien ou Gouvernemen)* [18 février 1955] (p. 832) ; — à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Oppose la question préalable* [20 mars 1955] (p. 2131, 2132) ; *Sa première motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de ce projet jusqu'aux conclusions de la Commission d'enquête sur les événements du 1^{er} novembre 1954 en Algérie* (p. 2135) ; *Sa deuxième motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de ce projet jusqu'après les élections sénatoriales et cantonales* (p. 2136) ; *Sa troisième motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de ce projet jusqu'après le Ramadan* (p. 2136) ; *Son contre-projet tendant à proclamer l'état de siège dans l'Aurès* [31 mars 1955] (p. 2170) ; le retire (ibid.) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter au territoire algérien la possibilité de déclarer l'état d'urgence* (p. 2174) ; Art. 3 : *Son amendement (Suspension de l'état d'urgence pendant la durée légale des élections)* (p. 2191) ; le retire (ibid.) ; Art. 6 : *Ses amendements (Limitation de l'interdiction de circuler)* (p. 2194, 2195) ; *Son amendement (Interdiction de séjour dans la zone déclarée en état d'urgence)* (p. 2195) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement (Actes entraînant l'interdiction de séjour)* (p. 2195) ; Art. 9 : *Ses amendements relatifs à la fermeture provisoire des lieux de réunion*

dans la zone où est appliqué l'état d'urgence (p. 2202); Art. 10: *Son amendement (Remise des armes de chasse)* (p. 2206); le retire (ibid.); Art. 12: *Son amendement (Suppression des perquisitions de nuit)* (p. 2209); le retire (ibid.); *Ses amendements (Zone d'application de cet article)* (p. 2209, 2210); le retire (ibid.); Art. 14: *Sanctions prévues contre les infractions aux dispositions des articles 6, 7, 9, 10, 12, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2215); Art. 16: *Son amendement (Limitation de l'état d'urgence aux territoires de l'Aurès)* (p. 2217); le retire (ibid.); *Son article additionnel tendant à surseoir à la mise en application de l'état d'urgence en Algérie* (p. 2217, 2218); le retire (p. 2218); *Ses explications de vote* (p. 2219). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie [21 juin 1955] (p. 3169); est entendu sur l'ajournement de cette interpellation et celles jointes: *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'intérieur en Algérie)* [5 juillet 1955] (p. 3602). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes: *Problème algérien, déposition de Sidi Mohamed Ben Youssef, définition du protectorat par Jules Ferry, discours de M. R. Schuman à Thionville, «indépendance par étapes», sort des Français de Tunisie, prérogatives militaires et diplomatiques de la France, association franco-tunisienne* [8 juillet 1955] (p. 3756 et suiv.); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie: *Détérioration de la situation en Algérie, mesures d'éloignement, camps d'internement, expéditions punitives, institution d'un tribunal militaire de cassation à Alger, choix des interlocuteurs* [29 juillet 1955] (p. 4520 à 4523). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures répressives et la politique à entreprendre en Algérie [6 octobre 1955] (p. 4803); la développe: *Extension de l'insurrection due à l'application de l'état d'urgence, tendance politique de l'opinion musulmane* [11 octobre 1955] (p. 5016, 5017); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Aspirations à une nationalité algérienne)* [18 octobre 1955] (p. 5142). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur le Maroc: *Ses explications de vote sur la priorité* [8 octobre 1955] (p. 4969); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée

Nationale: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (L'attente de l'Algérie après la solution des problèmes tunisien et marocain)* [2 novembre 1953] (p. 5482, 5483); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er}: *Son amendement (Inscription sur les listes électorales des citoyens français de statut musulman originaires d'Algérie et résidant en France au 1^{er} juillet 1955)* [15 novembre 1955] (p. 5684); le retire (ibid.); Art. 6: *Les élections en Algérie sont fixées au cinquième dimanche suivant la levée de l'état d'urgence, son amendement (Suppression de cet article)* (p. 5690); le retire (ibid.); *Son amendement (Elections au collège unique en Algérie, représentation des départements algériens par 120 députés)* (p. 5695); *Son amendement (Collège unique et représentation proportionnelle des deux populations)* [17 novembre 1955] (p. 5828, 5829); le retire (p. 5829); *Son amendement (Musulmans du premier collège)* (p. 5829). = S'excuse de son absence [6 novembre 1951] (p. 7662), [29 janvier 1953] (p. 644). = Obtient des congés [6 novembre 1951] (p. 7662), [29 janvier 1953] (p. 644).

BÉNÉ (M. Maurice), Député de Seine-et-Oise (2^e Circonscription) (R.R.S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre: de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [8 mars 1955] (**F. n° 504**).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir des relations ferroviaires marchandises entre Limours et Chartres, **n° 794**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1241 du Code général des impôts permettant d'exonérer de tous droits et taxes les primes restant dues par l'Etat aux

particuliers, n° 795. — Le 1^{er} septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement à tous les sinistrés par l'orage qui s'est abattu dans la région sud de Paris et notamment dans les régions de Marcoussis, Bruyères-le-Châtel, La Ville-du-Bois, Arpajon, etc., à suspendre le recouvrement et au besoin assumer la remise des impôts de 1951 auxdits sinistrés, n° 945. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi portant modification de la loi du 5 avril 1884 ayant trait aux inéligibilités et incompatibilités, n° 1243. — Le 8 février 1952, une proposition de loi tendant à porter à 1.000.000 de francs le chiffre de 500.000 francs figurant dans le 5^e alinéa de l'article 83 du Code général des impôts, n° 2582.

Interventions :

S'excuse de son absence [24 juillet 1951] (p. 6028), [30 janvier 1953] (p. 731), [29 décembre 1953] (p. 6950). = Obient des congés [24 juillet 1951] (p. 6028), [30 janvier 1953] (p. 731), [29 décembre 1953] (p. 6950).

BENGANA (M. Mohamed), (Député de Constantine (2^e Collège, 1^{re} circonscription) (App. R. S. S.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires économiques [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la position du Gouvernement à l'égard des événements survenus en Algérie [12 novembre 1954] (p. 4945); est entendu sur la fixation de la date de discussion : « *Action de terrorisme politique* » animée de l'extérieur, volonté délibérée « *d'internationalisation* » du problème algérien, loyalisme général des populations,

hommage aux victimes solidaires françaises et musulmanes (caïd Saddock); gestion pacifique du Gouverneur général, répression nécessaire mais avec discernement, éloge de la politique gouvernementale en Tunisie, critique de la déposition du Sultan du Maroc, urgence en Algérie de solutions hardies « dans le cadre de la nation » (française) et du statut de 1947 (à appliquer complètement), misère des masses, pression démographique [12 novembre 1954] (p. 4963). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Association de la population à la pacification et application totale du statut* [3 février 1955] (p. 684, 685); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Conditions de la détente, repréailles collectives, Plan Soustelle, enseignement de la langue arabe* [29 juillet 1955] (p. 4523, 4524); — d'interpellations sur l'Algérie : *Prise de conscience de la population algérienne, motion dite « des 61 »* [13 octobre 1955] (p. 5088). = S'excuse de son absence [5 septembre 1951] (p. 6925), [30 mars 1955] (p. 2110). = Obtient des congés [5 septembre 1951] (p. 6925), [30 mars 1955] (p. 2110).

BENOIST (M. Charles), Député de Seine-et-Oise [2^e Secteur] (C.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'intérieur [17 juin 1954] (F. n° 400), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (F. n° 347).

Dépôts :

Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 concernant les dommages de guerre, n° 2779. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de

dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le sud de la Seine-et-Oise dans la nuit du 13 au 14 août 1952; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et 1952 à ces sinistrés, n° 4244. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à rassembler tous les services de la pêche fluviale sous une direction unique, n° 4440. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les bénéficiaires de la carte sociale des économiquement faibles de la taxe piscicole, n° 4441. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux personnels de l'Etat en résidence hors de la France métropolitaine les dispositions du décret n° 53-837 du 17 septembre 1953 instituant une indemnité spéciale dégressive en faveur de certaines catégories de personnels de l'Etat, n° 6877. — Le 19 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser, par dérogation spéciale, la pêche à la ligne dans les fleuves et rivières les 17, 18 et 19 avril 1954, n° 7636. — Le 2 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de venir en aide aux habitants et aux communes du canton de la Ferté Alais (Seine-et-Oise), sinistrés par l'orage du 28 mai 1954, n° 8569. — Le 9 juillet 1954, un rapport, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 8825) tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, à surseoir aux exécutions capitales et à prendre de larges mesures de libération en faveur des emprisonnés, des « éloignés » et des exilés des départements, territoires d'outre-mer, territoires associés, Tunisie et Maroc, n° 8880. — Le 4 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports aux territoires d'outre-mer, n° 9383. — Le 2 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à garantir aux travailleurs requis pour combattre les inondations et leurs conséquences le paiement intégral de leur salaire habituel, n° 10065. — Le 4 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge le remboursement intégral du montant des salaires perdus et des soins aux personnes blessées ou malades

du fait de leur participation aux travaux et opérations de sauvetage et de protection lors des inondations de janvier 1955, n° 10105. — Le 11 mars 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'intérieur, sur la proposition de résolution de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues (n° 10065) tendant à inviter le Gouvernement à garantir aux travailleurs requis pour combattre les inondations et leurs conséquences le paiement intégral de leur salaire habituel, n° 10385.

Interventions :

Est entendu sur la validation des élections dans le département de la Drôme [19 juillet 1951] (p. 5968). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Travail forcé en Afrique)* [13 novembre 1951] (p. 7915); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 302 millions les crédits pour le personnel d'autorité (Activité de la police en A. E. F. et en A. O. F.)* (p. 7919, 7920); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 207 millions les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Incidents de la Côte d'Ivoire)* (p. 7933); AGRICULTURE, Chap. 1270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Service des pêches)* [21 novembre 1951] (p. 8273); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à établir partout le collège unique* [22 novembre 1951] (p. 8344); Art. 2. : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des membres des assemblées en fonction de la population* (p. 8352); *Amendement de M. Estradère tendant à modifier la répartition entre les deux collèges* (p. 8353); *Amendement de M. Juglas tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges* (p. 8381); *Son rappel au règlement* [23 novembre 1951] (p. 8409); *Son sous-amendement tendant à créer le collège unique en Haute-Volta* (p. 8411); *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du deuxième collège dans le Niger* (p. 8412); *Son amendement tendant à supprimer le territoire de Madagascar du tableau*

(p. 8414); *Nouvelle délibération sur le texte de la Commission* (p. 8418); Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne* (p. 8419); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8424, 8425); — du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (Invalidation de M. Rastel); *Amendement de M. Védrières tendant à annuler les élections* [29 novembre 1951] (p. 8669); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie; Art. 2 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle* [30 novembre 1951] (p. 8693); *Amendement de M. Devinat tendant à permettre le panachage et le vote préférentiel* (p. 8694); Art. 3 : *Son amendement relatif au remboursement des dépenses de la campagne électorale* (p. 8694); Art. 5 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à admettre dans la commission de recensement des électeurs un représentant de chaque parti politique* (p. 8695); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8696, 8697); — du rapport sur les élections du département d'Eure-et-Loir : *Son amendement tendant à ne pas valider M. Gauthery* [4 décembre 1951] (p. 8756). — Est entendu sur une demande de délai supplémentaire formulée par le Conseil de la République : *Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [18 décembre 1951] (p. 9263). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B : *Sa demande de renvoi à la Commission* [28 décembre 1951] (p. 10027); — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 359); Art. 6 : *Son amendement tendant à établir dans un délai de quatre ans un état civil complet des habitants des T. O. M.* (p. 386); — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 février 1952] (p. 946); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 6 : *Fixation des élections au 25 mai 1952* [12 avril 1952] (p. 2276); — d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des

Etablissements français de l'Océanie; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Laforest tendant à maintenir à 21 le nombre des délégués et à ne pas modifier les circonscriptions* [26 février 1952] (p. 947); Art. 2 : *Amendement de M. Laforest tendant à autoriser le vote préférentiel et le panachage* (p. 948); *Son amendement tendant à instituer la représentation proportionnelle à Tahiti* (p. 948); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 961, 962); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir des listes complètes sans panachage ni vote préférentiel* [10 octobre 1952] (p. 4228); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4230); — du projet de loi relatif à l'organisation de la justice à Madagascar et aux Comores : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1440); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois relatives aux territoires d'outre-mer* [27 mars 1952] (p. 1536); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 57 : *Son rappel au règlement (Vote sur l'ensemble avant deuxième délibération)* [4 avril 1952] (p. 1947); — d'une proposition de loi relative au conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Contre-projet de M. Moisan demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* [11 avril 1952] (p. 2201). — Est entendu sur la question orale de M. Pierrard à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet de l'approvisionnement en fer rond à béton et en métaux non ferreux [20 juin 1952] (p. 3084). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements qui se sont déroulés au Togo à l'occasion de la visite de la deuxième délégation de l'Organisation des Nations Unies [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au règlement (Suite du débat)* [6 novembre 1952] (p. 4803); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5465, 5466); Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* (p. 5467 et suiv.); *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471); Art. 6 : *Son amendement tendant à ce que les dirigeants de syndicats puissent ne*

pas appartenir à la profession (p. 5473); Art. 9 : Son amendement tendant à permettre de continuer à faire partie d'un syndicat aux personnes ayant exercé au moins un an (p. 5473); Art. 98 : Amendement de Mme Prin tendant à exiger sauf exception un bulletin de paye (p. 5498); Art. 109 : Amendement de M. Gueye tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la durée légale du travail (p. 5503); Son sous-amendement relatif au taux de majoration pour les heures supplémentaires (p. 5504); Art. 122 : Son amendement tendant à substituer « conjoint » à « femme » (p. 5507); Art. 144 : Amendement de M. Silvanre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer (p. 5526); Art. 145 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant le fonctionnement des services de l'inspection du travail (p. 5528); le retire (ibid.); Art. 150 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail (p. 5531); Art. 172 : Son amendement tendant à interdire les bureaux de placement des syndicats là où existe un office de la main-d'œuvre (p. 5537); Art. 208 : Différends collectifs du travail (p. 5543); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER; Etat A, Chap. 3161 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les terres australes et antarctiques (Expédition aux îles Kerguelen) [8 novembre 1951] (p. 4931); Chap. 3413 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la radiodiffusion outre-mer (Manque d'objectivité de la radio) (p. 4933); Chap. 4191 : Amendement de M. Cernolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Réparation des dommages causés par l'insurrection à Madagascar) (p. 4947, 4948); Art. 4 : Demande de disjonction de l'article ratifiant la nouvelle réglementation domaniale des territoires d'outre-mer présentée par M. Munier (p. 4949, 4950); Ses explications de vote sur l'ensemble (Voyage de M. Nyobé, délégué du Cameroun aux Nations Unies) (p. 4956, 4957). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Représentation des mouvements nationalistes au Togo par le gouverneur Péchoux [13 novembre 1952] (p. 5070, 5071). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif à la composition du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : Ses explications de vote sur l'ensemble [19 novembre 1952] (p. 5381); — du projet de LOI DE FINANCES POUR 1953; Article additionnel : Son amendement relatif à la réparation intégrale des dommages mobiliers par l'Etat [21 décembre 1952] (p. 6921); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Article additionnel : Son amendement tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 limitant le remboursement intégral des dommages de guerre [21 décembre 1952] (p. 6953); Son rappel au règlement (Renvoi de la discussion) (p. 6962); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Etat A, Chap. 3141 : Suite de la discussion [22 janvier 1953] (p. 155); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 161). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Suite du débat budgétaire le lendemain [22 janvier 1953] (p. 162). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1954 : Demande de renvoi du débat présentée par M. Condruy [23 janvier 1953] (p. 190). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application du Code du travail en Afrique noire et les responsabilités du Gouvernement et de l'administration coloniale dans les violations répétées actuelles [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER : Son rappel au Règlement (Grèves et incidents graves en Afrique noire, non-application du Code du travail) [6 novembre 1953] (p. 4954); Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (Revendications des travailleurs privés et d'Etat en Afrique occidentale française, leur misère devant les bénéfices accrus des traités coloniaux) [23 novembre 1953] (p. 5422 et suiv.); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réallocation des salaires de 200 0) (p. 5441); Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (visa à accorder à M. Ruben Um Nyobé pour aller à l'O. N. U.) (p. 5443, 5444); Article additionnel : Son amendement relatif aux fonctionnaires percevant un traitement fixe et une ristourne [10 décembre 1953] (p. 6408, 6409); — du

projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954), Art. 30 : *Son amendement tendant à supprimer l'article permettant d'accorder dans les territoires d'outre-mer un régime fiscal de faveur à certaines sociétés* [12 décembre 1953] (p. 6620); *Son amendement tendant à ne pas appliquer le régime de faveur prévu aux sociétés étrangères* (p. 6621). — Intervient sur les propositions de la Conférence des présidents : *Organisation municipale en Afrique Noire* [18 mai 1954] (p. 2490); *Son amendement* (p. 2490). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les T. O. M. [18 mai 1954] (p. 2496, 2497); *Son contre-projet (Création de municipalités de plein exercice, attributions des maires et de leur conseil municipal, élections)* [8 juillet 1954] (p. 3355); Art. 1^{er} : *Son amendement (Création de communes de plein exercice dans tous les territoires sans exception)* (p. 3359); *Son sous-amendement (Création des communes de plein exercice au Togo et au Cameroun)* (p. 3361); *le retire* (p. 3361); *le reprend* (p. 3362); Art. 1^{er} : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Raingeard (Création des communes de plein exercice sur la proposition du chef du territoire au Togo et au Cameroun)* [7 août 1954] (p. 3987, 3988); Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Apithy (Localités à promouvoir en communes de plein exercice)* (p. 3993, 3995); *Amendement de M. Delcos (Délais requis pour l'érection en commune de plein exercice et avis de l'Assemblée territoriale; Erection en communes mixtes des chefs-lieux de territoires en A.E.F.)* [12 août 1954] (p. 4110); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Calcul du nombre des conseillers d'après le chiffre des électeurs)* (p. 4113); Art. 9 : *Son amendement (Direction des communes)* (p. 4116); Art. 11 : *Amendement de M. Silvandre (Listes et cartes électorales)* (p. 4118); Art. 13 : *Amendement de M. Raingeard (Récépissé d'inscription sur la liste électorale)* (p. 4133); Art. 23 : *Amendement de M. Silvandre (Délivrance des cartes électorales)* (p. 4137); Art. 49 : *Amendement de M. Burlot (Contrôle de la Cour des Comptes)* [12 août 1954] (p. 4148, 4149); *Amendement de M. Coffin tendant à supprimer l'article 50 relatif au visa du directeur du contrôle financier du Gouvernement* (p. 4150); *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177); — d'une proposition de loi relative aux institutions

territoriales et régionales du Togo : *Son contre-projet (Election de l'Assemblée territoriale au suffrage universel, composition du Conseil de Gouvernement, election des conseils de circonscription)* [3 novembre 1954] (p. 4698); Art. 2 : *Son amendement (Composition du Conseil de Gouvernement)* (p. 4699); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'incompatibilité entre la qualité de membre du Conseil de Gouvernement et les fonctions de membres de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française ou du Conseil Economique* (p. 4700); Art. 12 : *Son amendement (Présidence du Conseil de Gouvernement en cas d'absence du Commissaire de la République)* (p. 4700); *Amendement de M. Raingeard (Présidence du Conseil de Gouvernement par un haut fonctionnaire membre de ce Conseil)* (p. 4701); Art. 16 : *Ses amendements (Limitation des pouvoirs réglementaires du Commissaire de la République)* (p. 4701); Art. 18 : *Son amendement (Conditions dans lesquelles le Commissaire de la République prend les arrêtés rendant exécutoires les délibérations de l'Assemblée)* (p. 4702); *Son amendement tendant à supprimer l'article 20 relatif au droit pour le Conseil de Gouvernement de se prononcer sur l'attribution de la personnalité morale aux circonscriptions administratives* (p. 4702); *Son amendement tendant à supprimer l'article 21 relatif à l'octroi de concessions agricoles par le Conseil de Gouvernement* (p. 4703); *Son amendement tendant à supprimer l'article 22 relatif au pouvoir du Conseil de Gouvernement de se prononcer sur les transactions concernant les litiges* (p. 4703); Art. 23 : *Son amendement (Attributions individuelles des membres du Conseil de Gouvernement)* (p. 4703, 4704); Art. 35 : *Son amendement tendant à retirer au Commissaire de la République le droit de saisir le Ministre de la France d'outre-mer en cas de décision prise par l'Assemblée territoriale ne correspondant pas à l'intérêt général* (p. 4706); Art. 39 : *Son amendement tendant à autoriser l'Assemblée territoriale à adresser directement des vœux à l'O.N.U.* (p. 4706); Art. 53 : *Son amendement (Dépenses obligatoires inscrites au budget du territoire)* (p. 4708); *Son amendement tendant à supprimer l'article 58 relatif aux virements de fonds d'un chapitre à un autre* (p. 4709); Art. 64 : *Son amendement (Convocation de l'Assemblée territoriale en*

session extraordinaire à la demande écrite de la moitié de ses membres) (p. 4710); Art. 68 : *Son amendement tendant à ne pas limiter l'immunité des parlementaires à leurs interventions sur les affaires inscrites à l'ordre du jour* (p. 4710) ; *Ses explications de vote (Insuffisance du texte proposé)* (p. 4711, 4712); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-13 : *Sa demande de disjonction (Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de préfecture)* [23 novembre 1954] (p. 5277); Chap. 31-41 : *Réintégration des policiers licenciés abusivement* (p. 5284); Chap. 31-12, 31-13 : *Réduction indicative demandée par M. Leenhardt (Intégration du personnel de préfectures dans les nouveaux cadres)* (p. 5322); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour 1955, Etat A, Chap. 35-81 : *Son amendement indicatif (Unification des services de pêche, stations hydrobiologiques)* [26 novembre 1954] (p. 5488); *le retire* (p. 5489); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER** pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Application du Code du travail dans les départements d'outre-mer* [16 décembre 1954] (p. 6419, 6420); Chap. 31-42 : *Amendement indicatif de M. Bayrou (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 6447, 6448); Chap. 34-02 : *Demande de disjonction de M. Joseph Dumas (Application du Code du travail dans le secteur minier)* (p. 6454); Etat B, Chap. 68-92 : *Enseignement dans les territoires d'outre-mer* (p. 6464); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Code du travail et prestations familiales)* [17 décembre 1954] (p. 6486 et suiv.); — du rapport sur les élections de la Guinée [21 janvier 1955] (p. 97). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aide aux inondés de Seine-et-Oise et aux travailleurs sans emploi [25 janvier 1955] (p. 212). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art. 5 bis : *Son amendement (Indemnisation des requis)* [28 janvier 1955] (p. 391, 392); Art. 6 : *Son amendement (Requis ou sauveteurs bénévoles malades ou accidentés)* (p. 392); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER** pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 :

Son amendement indicatif (Allocations familiales, inspecteurs du travail) [3 mars 1955] (p. 992); Chap. 34-02 : *Son amendement (Office de la main-d'œuvre)* (p. 998, 999); Chap. 46-92 : *Son amendement indicatif (Bourses pour étudiants africains)* (p. 1000); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo, Art. 28 : *Amendement de M. Raingeard (Prérogatives du Haut-Commissaire, pouvoirs de l'Assemblée territoriale)* [15 mars 1955] (p. 1411); *Ses explications de vote* (p. 1414); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** pour 1955, Etat A, Chap. 46-91 : *Victimes des inondations* [16 mars 1955] (p. 1507); Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif (Employés de bureau de préfecture); (Possibilité de revenir sur un chapitre voté)* (p. 1508); *Ses explications de vote (Fonctionnaires des préfectures, Nord-Africains, collectivités locales; budget de l'Intérieur; budget de police)* (p. 1526). — Dépose une demande d'interpellation sur la société d'H. L. M. « La maison du Combattant » [24 mars 1955] (p. 1894). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence, Art. 2 : *Sa demande de disjonction* [31 mars 1955] (p. 2173); *Son amendement (Détermination des zones où s'appliquera l'état d'urgence)* (p. 2173); *Son amendement (Possibilité pour l'Assemblée d'abroger les dispositions prises)* (p. 2174); *Amendement de Blachette (Suspension de l'application de la loi en Algérie, en cas de changement de Gouverneur)* (p. 2175); Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas rendre les dispositions de cet article applicables aux réunions syndicales ou professionnelles* (p. 2203); Art. 10 : *Son amendement (Remise des armes de chasse)* (p. 2206); Art. 12 : *Perquisitions à domicile de jour et de nuit, contrôle de la presse; Sa demande de disjonction* (p. 2208); *Ses amendements (Limitation de l'application de cet article à certaines zones)* (p. 2208, 2210); *Son amendement (Contrôle de la presse et des publications)* (p. 2209, 2210). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Cameroun [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 2 : *Son amendement*

(Ressources dont doivent disposer les localités pour pouvoir être constituées en commune de plein exercice) [5 juillet 1955] (p. 3610); Art. 9 : Son amendement (Direction des communes par le maire) (p. 3612); Art. 5 : Amendement de M. Malbrant (Détermination du nombre des conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits) (p. 3615, 3616); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : Son amendement (Faits commis à l'occasion de conflits du travail et de campagnes électorales) [13 juillet 1955] (p. 3847); Art. 4 : Amendement de M. Rosan Girard (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires) (p. 3850); Art. 8 : Son amendement (Amnistie par mesure individuelle, extension de son champ d'application, composition de la Commission) (p. 3853, 3854); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 16 : Amendement de M. Gau (Rapport entre le nombre des conseillers, l'importance de la population et le nombre d'électeurs) [25 octobre 1955] (p. 5232);

BENOIT (M. Alcide), Député de la Marne (C).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216), [6 avril 1954] (F. n° 376), [21 janvier 1955] F. 485).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 24 juillet 1924 concernant les conditions requises pour l'attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales, n° 1087. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le taux de l'indemnité mensuelle attribuée aux personnes élevant des pupilles de l'Etat (Assistance publique), n° 1335. — Le 19 décembre 1951, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 504) de

M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi (n° 49-1094) du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 2110. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à considérer le personnel des réseaux secondaires d'intérêt local en vertu de sa convention collective nationale, comme personnel à statut, n° 2899. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux aveugles, aux grands infirmes civils et incurables les facilités de transport dont bénéficient les mutilés de guerre, n° 2903. — Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions permettant l'application effective de l'automatisme de la péréquation des pensions des anciens agents de la S. N. C. F., n° 3247. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil (loi du 20 août 1884) relatif à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers dans le vignoble de la Champagne délimitée, n° 3365. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2899) de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues tendant à considérer le personnel des réseaux secondaires d'intérêt local en vertu de sa convention collective nationale comme personnel à statut, n° 3658. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2903) de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux aveugles, aux grands infirmes civils et incurables les facilités de transport dont bénéficient les mutilés de guerre, n° 3659. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de MM. Charpentier, Draveny et Schneider (n° 3287) tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole; 2° de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues (n° 3365) tendant à compléter l'article 671 du Code civil (loi du 20 août 1884) relatif à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers dans le vignoble de la Champagne délimitée, n° 4060. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les services omnibus sur les lignes Reims—Rethel, Château-Thierry—Châlons-

sur-Marne, Epernay—Sézanne et le maintien en service de la ligne Château-Thierry—Esternay et de la ligne Provins—Esternay, n° 4450. — Le 2 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur à l'agent auxiliaire de la S.N.C.F. Georges Girard qui, le 26 novembre 1952 à Châlons-sur-Marne, réussit par son courage et son sang-froid à éviter une catastrophe, n° 4927. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 4155) modifiant le statut de l'appellation « Champagne », n° 5031. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4450) de M. Alcide Benoît et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les services omnibus sur les lignes Reims—Rethel, Château-Thierry—Châlons-sur-Marne, Epernay—Sézanne et le maintien en service de la ligne Château-Thierry—Esternay et de la ligne Provins—Esternay, n° 5109. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 52-275 du 28 février 1952 en vue d'accorder la gratuité du tabac aux vieillards, infirmes et incurables placés dans les établissements hospitaliers en vertu de la loi du 14 juillet 1905 et de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, n° 5564. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'interdiction de l'acquisition de biens fonciers à usage agricole et viticole par des sociétés commerciales ou industrielles, n° 5815 (rectifié). — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° (n° 2917) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les auxiliaires au titre d'emplois réservés ; 2° (n° 4080) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la nomination, par la S.N.C.F., des candidats inscrits sur les listes officielles d'emplois réservés (loi du 26 octobre 1946 — décret n° 49-1012 du 27 juillet 1949), n° 6093. — Le 25 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de la Marne, victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce

département, en violation de la législation en vigueur, n° 8539. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8617) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement de la rivière le Cher, n° 8943. — Le 31 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des chemins de fer le bénéfice des dispositions de l'article 107 de la loi de finances du 31 décembre 1937, relatives à la fusion des différentes périodes de la carrière des fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes, pour l'établissement de leurs droits à pension de retraite, n° 9859. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4127) de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir par autorails et locotracteurs le trafic voyageurs et marchandises sur les lignes Guéret—Saint-Sébastien, Guéret—La Châtre et Lavaufanche—Champillet, n° 10150. — Le 20 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire annuler par la direction de la S.N.C.F., toutes les sanctions ou autres mesures arbitraires prises contre des cheminots qui ont exercé leur droit constitutionnel de grève, n° 11665. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11665) de M. Alcide Benoît et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire annuler par la direction de la S.N.C.F. toutes les sanctions ou autres mesures arbitraires prises contre des cheminots qui ont exercé leur droit constitutionnel de grève, n° 11948.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME ; Chap. 50-80 : *Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs les subventions à la S. N. C. F. (Réductions en faveur des sportifs)* [15 novembre 1951] (p. 8092) ; Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à*

réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (*Application du salaire minimum garanti aux cheminots*) (p. 8095); *Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Insuffisance de la subvention)* [16 novembre 1951] (p. 8118); *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Péréquation des pensions des cheminots)* (p. 8119); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A. TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 90-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canaux de Dunkerque)* [27 décembre 1951] (p. 9925); *le retire* (ibid); — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 février 1952] (p. 494); Art. 4 : *Demande de disjonction présentée par M. Courant de l'article accordant des facilités de transports aux invalides* [8 février 1952] (p. 559); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Etat A, Chap. 45-43 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S. N. C. F. (Augmentation du salaire des cheminots)* [24 octobre 1952] (p. 4421, 4423); Chap. 45-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Péréquation des retraites des cheminots)* (p. 4424); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE; Etat A, Chap. 31-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de navigation aérienne (Indemnités d'insalubrité)* [13 novembre 1952] (p. 5068); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES; Etat A, Chap. 10-20 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Gérantes de cabines des P.T.T.)* [14 novembre 1952] (p. 5138); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités spéciales (Indemnité de travaux pénibles)* [15 novembre 1952] (p. 5252). — Dépose une demande d'interpellation sur les transports de munitions destinées à l'armée américaine, l'absence des mesures de sécurité constatée lors de la récente explosion de trois wagons de munitions au triage de

Châlons-sur-Marne [4 décembre 1952] (p. 5934). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Lenteur de la reconstruction de la S. N. C. F., insuffisance de la modernisation et de la sécurité)* [20 décembre 1952] (p. 6737, 6738); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 20 : *Amendement de M. Robert Manceau tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi de 1845 sur la police des chemins de fer* [24 février 1953] (p. 1298). — Dépose une demande d'interpellation sur la collision survenue au passage à niveau de Muizon (Marne) [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE; Etat A, Chap. 44-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour vulgarisation (Arrachage des vignes contrevenant au Code du vin)* [3 décembre 1953] (p. 5950); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES; Etat A, Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Statut des receveurs et chefs de centre)* [7 décembre 1953] (p. 6210); Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bureaux mixtes (Création de 180 emplois de pointeurs)* (p. 6222); Chap. 11-10 : *Indemnité de gérance et de responsabilité accordée aux receveurs* (p. 6236); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Paiement des jours de grève des cheminots)* [12 décembre 1953] (p. 6558); Chap. 31-13 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents des travaux des ponts et chaussées (Indemnité forfaitaire pour heures supplémentaires)* (p. 6563); Chap. 45-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. (Gardiennage des passages à niveau)* (p. 6596); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Péréquation des retraites des cheminots)* (p. 6597); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES pour l'exercice 1954; Etat A, Chap. 11-10 : *Amendement indicatif de*

M. Dufour (Gratuité de logement pour les receveurs) [9 novembre 1954] (p. 4844); Chap. 10-20 : *Amendement indicatif de M. Dufour (Surclassement des centres et recettes des P. T. T.)* [10 novembre 1954] (p. 4873); *Amendement indicatif de M. Dufour (Modification du statut des inspecteurs)* (p. 4873); Chap. 10-30 : *Son amendement indicatif (Création de 180 emplois de pointeurs)* (p. 4880); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Mesures discriminatoires appliquées par l'administration de la fédération de l'Afrique occidentale française à Dakar)* [17 novembre 1954] (p. 5149); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME); Etat A, Chap. 31-13 : *Classement des agents de travaux et des conducteurs de chantier dans la catégorie des services actifs* [9 décembre 1954] (p. 5996); Chap. 33-92 : *Amendement indicatif de Mme Prin (Insuffisance des crédits sociaux affectés au service des ponts et chaussées)* [11 décembre 1954] (p. 6121); Etat A, Chap. 45-42 : *Retraite des cheminots anciens combattants* [15 décembre 1954] (p. 6388, 6389, 6394); *Son amendement indicatif (Bénéfice de la campagne double aux cheminots anciens combattants et résistants)* [18 décembre 1954] (p. 6569); Chap. 45-44 : *Ses amendements indicatifs (Péréquation des pensions de cheminots)* (p. 6570, 6571); *Suppression du gardiennage de barrières* (ibid); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES pour 1955; Etat A, Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif (Les ambulants)* [15 mars 1955] (p. 1455); *Son amendement indicatif (Indemnités de responsabilité pécuniaire et de guichet)* (p. 1455); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Problèmes de la S. N. C. F.* [18 mai 1955] (p. 2899 à 2901).

BÉNOUVILLE (M. Pierre de), Député de l'Ille-et-Vilaine (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé membre : de la Com-

mission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la création d'un Commissariat général à la protection des populations civiles, **n° 2113**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1533) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à tous les militaires français une permission spéciale à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an, **n° 2140**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, relative au recrutement de l'armée, **n° 2407**. — Le 2 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 200 millions aux exploitants sinistrés des parcs à huîtres de la région de Cancale victimes de la tempête de la nuit du 29 au 30 mars 1952, **n° 3154**. — Le 20 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. Le projet de loi (n° 3466) autorisant le Gouvernement à conférer à titre posthume la dignité de Maréchal de France au général d'armée Leclerc de Hauteclocque; II. Les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 2425) tendant à autoriser le Gouvernement à conférer à titre posthume au général Leclerc de Hauteclocque la dignité de Maréchal de France; 2° de MM. Dronne et Hettier de Boislabert (n° 2479 rectifié) autorisant le Gouvernement à conférer à titre posthume la dignité de Maréchal de France au général d'armée Philippe Leclerc de Hauteclocque; 3° de M. Ninine et plusieurs de ses collègues (n° 2530) tendant à autoriser le Gouvernement à conférer à titre posthume au général Leclerc de Hauteclocque la dignité de Maréchal de France, **n° 3754**. — Le 17 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour les anciens combattants

et victimes de la guerre, n° 6532. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1943 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 6677. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 modifiant les articles 37, 38 et 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 6919. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1943 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 6995. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 4491) de M. Mignot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952 complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 7343. — Le 4 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 4406) de MM. Michelet et Liot, sénateurs, portant promotion au grade supérieur dans la position de retraite de certains officiers touchés par l'abaissement des limites d'âge, n° 7377. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'exécution des décisions d'expulsion prononcées à l'encontre des personnes physiques pendant les périodes de graves intempéries, n° 7680. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la surtaxe progressive les militaires rapatriés d'Indochine bénéficiaires d'un rappel de solde, n° 7740. — Le 2 avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département d'Ille-et-Vilaine victimes de l'ouragan du 22 mars 1955, n° 10622. — Le 7 juillet 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur

la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, n° 11151. — Le 20 juillet 1955, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, n° 11251. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un chiffre maximum de revenu au-dessus duquel nul ne pourrait prétendre bénéficier des avantages de la sécurité sociale et des allocations familiales, n° 11409.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine (2^e circonscription) [11 juillet 1951] (p. 5936). — Est entendu sur la validation des élections dans le département de la Seine (2^e circonscription), en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5975, 5976). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Vice-Président du Conseil, le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à l'Information sont intervenus dans un département où des élections allaient se dérouler [7 décembre 1951] (p. 8924). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs Cabinets (Insuffisance de l'armée)* [29 décembre 1951] (p. 10106 et suiv.) ; *le retire* (p. 10108). — Dépose une demande d'interpellation sur les actions concertées des commandos communistes [30 mai 1952] (p. 2587). — Prend part à la discussion : du projet de loi élevant le général Leclerc à la dignité de Maréchal de France, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1952] (p. 3218) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Demande de vote par division de l'amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation, présentée par M. Villon* [28 octobre 1952] (p. 4503) ; Art. 34 : *Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant*

prouvé être résistants [27 février 1953] (p. 1464, 1465). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en berne des drapeaux dans l'armée et la marine, à l'occasion de la mort du maréchal Staline [10 mars 1953] (p. 1714). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire ; *Oppose la question préalable* [25 mars 1953] (p. 2324) ; *la retire* (p. 2327) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur le sort de l'Indochine à la Conférence des Bermudes, la Communauté de défense européenne* [4 juin 1953] (p. 2977, 2978) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel) : *Sa demande de suspension de séance* [26 juin 1953] (p. 3153) ; — à la discussion du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer de droits les biens d'équipement importés avant le 31 décembre 1952 par des industriels sinistrés* [21 juillet 1953] (p. 3641). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : *Motion préjudicielle de M. Flandin tendant au renvoi en Commission (Impossibilité morale d'un nouvel ajournement, blâme des attermolements de la Commission)* [6 novembre 1953] (p. 4917). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation actuelle de l'aviation civile et les mesures de réorganisation prévues pour la compagnie Air-France [16 février 1954] (p. 290). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Discussion générale (Conditions d'une éventuelle négociation avec la Chine, l'U.R.S.S. ou le Viet-Minh, impossibilité de traiter avec le Viet-Minh, unité de la politique étrangère de la France, hommage aux soldats d'Indochine)* [9 mars 1954] (p. 756, 757) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT : *Possibilité d'une victoire militaire en Indochine* [19 mars 1954] (p. 1092, 1093) ; — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Reprise de l'article 2, protection de l'Etat en matière de logements)* [23 mars 1954] (p. 1155). — Est

entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Insuffisance des moyens militaires nécessaires à la bataille comme à la négociation, bataille de Dien Bien Phu)* [13 mai 1954] (p. 2377, 2378). — Prend part : à la discussion des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Problème de majorité insoluble en cas de crise, querelle de la C. E. D., dissolution éventuelle et loi électorale ; responsabilités passées du Gouvernement et du Parlement, qui n'ont jamais encore accordé au commandement « les vrais moyens de la bataille »* [12 juin 1954] (p. 2974) ; *Controverse à ce sujet avec M. Mitterrand* (p. 2982) ; — au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné : Problème arithmétique des voix communistes, positions prises par M. Mendès-France, depuis 1950, contre l'effort de guerre en Indochine, pour la négociation avec le Viet-Minh, renoncement britannique et néerlandais en Extrême-Orient (critiques), nécessité de « gagner la bataille du Delta », même pour négocier ensuite, Gouvernement de salut public et réformes politiques indispensables* [17 juin 1954] (p. 2994, 2995) ; — à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Evacuation de Phat Diem, Bui-Chu, Nam Dinh et abandon de millions de chrétiens, paix en Indochine « épisode de la guerre soviétique », abandon de Haïphong à la Chine, cèpres tonkinoises, organisation de la politique de l'Union française (L'Afrique du Nord)* [22 juillet 1954] (p. 3537, 3538) ; — à la discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son interruption visant M. Clostermann (Pétition des Ulémas en faveur de l'ancien Sultan ; dossier secret touchant les rapports prétendus de celui-ci avec l'Allemagne après 1940)* [26 août 1954] (p. 4280) ; — à la discussion du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Son rappel au règlement sur la question préalable* [30 août 1954] (p. 4462). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insubordination de l'administration préfectorale de la Seine et ses abus de pouvoirs en vue de frustrer la Confédération générale des syndicats indépendants et son union départementale de la Seine de leurs droits les plus légitimes [7 octobre

1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République Fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote : votera les Accords malgré sa fidélité à la Résistance et son hostilité au Gouvernement (Fait accompli du réarmement de l'Allemagne de l'Est, dialectique spéculative sur l'unification)* [27 décembre 1954] (p. 6880). — Dépose une demande d'interpellation sur les officiers généraux d'Indochine [18 janvier 1955] (p. 69). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative au nom de la nouvelle promotion de l'école de Saint-Cyr [21 janvier 1955] (p. 97). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Le « peuple » algérien* [3 février 1955] (p. 696) ; — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de crédits, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 42-23 : *L'alliance française* [3 mars 1955] (p. 1013) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *La déportation des résistants, capital moral* [3 mars 1955] (p. 1048, 1049) ; *Signification du terme de « déporté »* (p. 1049, 1050). — Dépose une demande d'interpellation sur le sort réservé aux télégrammes envoyés par les associations les plus représentatives des Français du Maroc [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *l'A.F.P. et le télégramme de « Présence française » du 30 septembre* [7 octobre 1955] (p. 4887 à 4889) ; *Précisions sur le départ du Sultan Ben Arafà* (p. 4888 à 4891) ; *« Engagement » du Résident général envers « Présence française »* (p. 4889) ; *Contradictions entre l'acte d'Algésiras et les réformes envisagées* (p. 4890 à 4892) ; *Ben Youssef et l'ordre de la libération* [8 octobre 1955] (p. 4940). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la lutte antialcoolique (limitation des débits de boissons) ; Art. 35 : *Amendement de M. Desson (Publicité)* [9 novembre 1955] (p. 5587, 5588). — S'excuse de son absence [24 juin 1954] (p. 3040), [9 novembre 1954] (p. 4824), [27 janvier 1955] (p. 319), [18 octobre 1955] (p. 5128), [25 octobre 1955] (p. 5249). — Obtient des congés [24 juin 1954] (p. 3040), [9 novembre 1954] (p. 4824), [18 octobre 1955] (p. 5128), [25 octobre 1955] (p. 5249).

BEN TOUNÈS (M. Abderrahmane), Député d'Alger (2^e Collège) (P.C.D.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [10 août 1954] (p. 6311). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 4 mai 1954, une proposition de loi portant nomination au titre de cadis dans les mahakmas « annexes » des bachadels chefs qui en remplissent actuellement les fonctions, **n° 8362**.

Interventions :

Est élu *juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'endroit du grave problème tunisien [22 janvier 1952] (p. 287). Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Appel du Gouvernement tunisien à l'O.N.U.*) (p. 290, 291) ; — sur la situation en Tunisie [30 mai 1952] (p. 2587). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements survenus en Algérie [12 novembre 1954] (p. 4945) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Négligence des cabinets antérieurs envers « le monde de l'Islam » depuis la Libération, « satisfecit » décerné à l'actuel Ministre de l'Intérieur, nécessité de réduire à leur juste mesure (« opération de police intérieure ») un « incident » dangereusement grossi par une certaine presse à sensation, loyalisme général de la population (ex. du caïd Saddok et autres), répression nécessaire mais avec discernement, pas de groupes d'auto-défense, éviter surtout de « remettre en cause toute la politique de progrès social, de réformes, etc. » (nouveau satisfecit)* [12 novembre 1954] (p. 4964, 4965) ; — sur les incidents survenus le 30 juillet 1955 au quartier de la Goutte-d'Or à Paris [5 août 1955]

(p. 4657). = S'excuse de son absence [17 juin 1952] (p. 2956), [10 juin 1953] (p. 3010), [23 février 1954] (p. 466), [7 juillet 1954] (p. 3267), [3 mars 1955] (p. 982), [28 mars 1955] (p. 1989). = Obtient des congés [17 juin 1952] (p. 2956), [10 juin 1953] (p. 3010), [23 février 1954] (p. 466), [7 juillet 1954] (p. 3267), [3 mars 1955] (p. 982), [28 mars 1955] (p. 1989).

BERGASSE (M. Henry), *Député des Bouches-du-Rhône* [1^{re} Circonscription], (A. R. S).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de guerre.*

[Cabinet René MAYER]

(du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Vice-Président de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [6 octobre 1953] (F. n° 284), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des immunités parlementaires [16 juillet 1953] (F. n° 278); — Est nommé membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des territoires d'outre-mer [11 mars 1955] (F. n° 507). — Est désigné : par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46); Est nommé membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard, n° 1691. — Le 21 octobre 1952, un

rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3688) modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 4439. — Le 12 mai 1953, un projet de loi étendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n° 6145. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6449) concernant M. Guy Petit, n° 7001. — Le 5 décembre 1953, une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} juillet 1954 l'effet de certains actes de procédure visés par le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7382. — Le 5 août 1954, une proposition de loi tendant à reviser les pensions des militaires et marins non officiers, retraités avant le 1^{er} janvier 1948, et celles de leurs ayants cause, sur la base des soldes de la gendarmerie et de la garde républicaine, n° 9085. — Le 5 août 1954, une proposition de loi tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie, n° 9086.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6471). — Est élu *membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Article additionnel : *Amendement de M. Ramarony tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* [20 septembre 1951] (p. 7520); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à rétablir partielle-*

ment les crédits de l'association pour l'accroissement de la productivité [11 décembre 1951] (p. 8990); Chap. 30-80 : Ses explications de vote sur l'ensemble [12 décembre 1951] (p. 9057). — Est entendu sur les opérations électorales du département du Loiret : Sa demande de renvoi au 5^e Bureau [13 mars 1952] (p. 1270); Son amendement tendant à annuler les opérations électorales (Propagande de M. Secrétain) (p. 1271 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines; Art. 1^{er} : Amendement de M. Deixonne tendant à couvrir les charges de la sécurité sociale dans les mines par une taxe sur le charbon vendu en France ou à l'étranger [12 novembre 1952] (p. 5035); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-22 : Abus des intérêts particuliers de chaque catégorie de fonctionnaires [14 novembre 1952] (p. 5159); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 11-20 : Indemnités éventuelles (Reclassement des inspecteurs du corps de contrôle) [15 novembre 1952] (p. 5254); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat B, Chap. 45-21 : Subvention à Air-France (Concurrence d'Air-France éliminant les compagnies privées) (p. 5265, 5266); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; en qualité de Rapporteur pour avis [16 décembre 1952] (p. 6498), [18 décembre 1952] (p. 6554 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : Sa demande de suspension de séance [22 décembre 1952] (p. 7010). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la garantie des prix agricoles, la hausse du coût de la vie en France depuis 1950, l'aide aux exportateurs [6 janvier 1952] (p. 32, 33). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : Passage à l'examen des chapitres [24 janvier 1953] (p. 256); Chap. 46-22 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de

1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (*Pensions des veuves et ascendants*) (p. 257, 258); Amendement de M. A. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (*Pensions égales à taux égal pour les militaires et les civils*) (p. 260); Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (*Suppression de ces allocations à certains anciens déportés*) (p. 260); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (*Revalorisation de la pension des veuves de guerre*) (p. 262); Amendement de M. Auban tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (*Majoration des pensions des orphelins de guerre et pupilles de la nation*) (p. 263); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (*Supplément familial aux veuves de guerre non remariées*) (p. 264); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre pour allocations provisoires d'attente (*Pension des orphelins enfants uniques*) (p. 264); Amendement de M. Sanogo tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre pour allocations provisoires d'attente (*Pensions des anciens combattants africains*) (p. 266); Demande de réserver le vote sur le chapitre, présentée par M. Badie (p. 266); Chap. 46-23 : Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (*Extension de la loi du 29 juillet 1950 aux invalides d'Algérie*) (p. 271); Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (*Invalides civils victimes de guerre*) (p. 271); Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (*Application aux déportés des barèmes maxima des commissions de réforme*) (p. 272); Amendement de M. Kœnig tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (*Revision des pensions abusives*) (p. 272); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (*Recensement des bénéficiaires de pensions*) (p. 272, 273); Chap. 46-25 : Amendement de M. Dufour tendant à

réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés (Indemnités de soins aux tuberculeux) (p. 273, 274); Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité aux tuberculeux pensionnés (Extension de l'indemnité aux tuberculeux à 85 0/0) (p. 274); Amendement de M. Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité aux tuberculeux pensionnés (Dépistage des anciens combattants africains tuberculeux) (p. 274); Chap. 46-26 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soins médicaux gratuits (Grève des pharmaciens fournissant les médicaments gratuits aux pensionnés) (p. 275); Chap. 46-27 : Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Camions d'appareillage en Algérie) (p. 275); Amendement de M. Guislain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Lenteur de la distribution de l'appareillage aux mutilés) (p. 275); Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Centres orthopédiques en Afrique) (p. 276); Amendement de M. Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Situation des mutilés en Afrique) (p. 276); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Indemnités de déplacement des mutilés qui vont chercher leur appareil) (p. 277); Chap. 46-28 : Amendement de M. Draveny tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires) (p. 278, 279); Chap. 46-29 : Application du statut des déportés du S.T.O. (p. 279); Chap. 46-31 : Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Vêtements et objets personnels non encore remboursés) (p. 280); Chap. 46-31 : Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Octroi de l'indemnité sur le vu du certificat provisoire) (p. 280); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Egalité de traitement à réaliser entre les ayants droit des déportés et internés) (p. 281); Amendement de Mme de

Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Règlement des 20.000 dossiers en instance) (p. 282); Chap. 46-32 : Paiement des soldes et pensions dues aux F. F. I. et internés (p. 283); Chap. 46-33 : Droits des Alsaciens-Lorrains membres de la Wehrmacht et prisonniers de guerre des alliés (p. 283); Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Report des crédits inemployés les années précédentes et remboursement des marks détenus) (p. 284); Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Réparations payées par l'Allemagne orientale, non paiement du pécule du prisonnier) (p. 285); Chap. 46-35 : Amendement de M. Guislain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Etablissement de questionnaires) (p. 286); Amendement de M. Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Déportés et internés d'Algérie) (p. 286); Chap. 46-51 : Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Abus de la revision des pensions dites abusives) (p. 287); Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Ouverture de nouveaux centres d'hébergement) (p. 287, 288); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Amputation du budget de l'Office, maison d'hébergement de Vence) (p. 288); Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Œuvre des amitiés africaines en Algérie) (p. 289); Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Augmentation du fonds de secours) (p. 289); Amendement de M. Devemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Aide de l'Office aux pupilles de la nation) (p. 289); Nécessité de voter le chapitre (p. 290); Art. 1^{er} : Demande de deuxième délibération sur l'article (p. 290); Art. 3 : Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves

et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0 (p. 292); Article additionnel : *Sous-amendement de Mme Rose Guérin tendant à étendre l'amendement Guislain à tous les déportés et internés* (p. 294); *Amendement de M. Mazier relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des personnes malades et non encore guéries* (p. 295); *Sous-amendement de M. Le Coutaller tendant à discuter avant le 31 mars le rapport Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les revendications des anciens combattants* (p. 296, 297); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 300, 301); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur l'ensemble* [3 février 1953] (p. 816); — d'une proposition de loi portant statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande : *Discussion générale* [24 mars 1953] (p. 2271, 2273); Art. 2 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à accorder des droits à toutes les familles internées, quel que soit le lieu de leur internement* (p. 2274); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le recensement des ayants droit à la date du 15 août 1953)* [27 mars 1953] (p. 2462, 2463). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1er janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; amendements de MM. Hénault et Tourné tendant à exclure de l'application les anciens combattants et victimes de la guerre, et maintenant expressément les mesures déjà prises ou projetées en leur faveur (Caractère sacré des promesses faites aux anciens combattants)* [7 juillet 1953] (p. 3319); — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendements de Mme Péri et de M. Minjoz tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs*

âgés de plus de 18 ans, mais de moins de 21 ans (Argumentation étrange de M. le Garde des Sceaux, contraire à toutes les idées reçues en droit commun) [24 juillet 1953] (p. 3910). — Est entendu sur : une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty; *Motion de M. Flandin tendant au renvoi en Commission (Impossibilité morale d'un nouvel ajournement, état de guerre « de fait » en Indochine)* [6 novembre 1953] (p. 4917); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Temps insuffisant de discussion imparti aux budgets*) [24 novembre 1953] (p. 5491); *Limitation excessive du temps de discussion du budget des Affaires économiques* (p. 5493). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Sa demande de renvoi du débat au lendemain* [24 novembre 1953] (p. 5510); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (La nécessité vitale de l'Europe, le danger du projet de la C.E.D.)* [27 novembre 1953] (p. 5635, 5636); — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Ordre du jour de M. Garet blâmant l'attitude de certains policiers lors de la manifestation estudiantine* [30 décembre 1953] (p. 7026); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existants à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République; contradiction entre le texte proposé par la Commission et les termes de la loi organique de l'Assemblée de l'Union française* [12 mars 1954] (p. 850); Article unique : *Amendement de M. Gaumont (Reconstitution du collège électoral qui avait choisi le conseiller dont le siège est devenu vacant)* (p. 852); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954 : EDUCATION NATIONALE : *Article additionnel de M. de Baudry d'Asson (Groupement des écoles de moins de 15 élèves)* [1^{er} avril 1954] (p. 1646). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explica-*

tions de vote (*Poursuite de la Conférence de Genève, cessez-le-feu à Dien-Bien-Phu, condition préalable à toute négociation d'un arrêt des hostilités en Indochine*) [6 mai 1954] (p. 2152, 2153). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée ; Art. 2 : « *Vote pondéré* » à la *Conférence des Présidents* [21 mai 1954] (p. 2643 et suiv.) ; *Vote des présidents de Commissions* (p. 2645) ; — du projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants ; Art. 3 : *Amendement de M. Doutrillot (Composition du Centre national des œuvres universitaires ; son autonomie)* [10 juin 1954] (p. 2894, 2895) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (« Paradoxe douloureux » d'un rappel éventuel de nos négociateurs en pleine Conférence de Genève ; réponses à : M. Mendès-France [mérite reconnu de ses avertissements passés, « aujourd'hui admis par tous »], M. Soustelle [pour qui « l'Amérique a tort et M. Molotov raison »], M. Lussy [son ordre du jour tendant à « asphyxier » nos soldats] ; défense de MM. Bidault et Frédéric-Dupont* [12 juin 1954] (p. 2979, 2980). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la composition et à la politique du Gouvernement : *L'espèce de résurrection du front populaire, attachement des communistes à M. Mendès-France, paix en Indochine, économies dans les services publics, austérité volontaire* [24 juin 1954] (p. 3047). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'Etat, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes : *Société hôtelière maritime, subventions à des lignes plutôt qu'à des compagnies* [9 juillet 1954] (p. 3399) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Sous-amendement de M. Sibué à l'amendement de M. Bénard tendant à autoriser l'Etat à percevoir un droit de péage réservé à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à l'entretien de l'autoroute* [9 juillet 1954] (p. 3401, 3402) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Nécessité de la paix, efforts et mérites de M. Bidault, prix de cette paix, résultat prévisible des élections)* [23 juillet 1954] (p. 3585, 3586) ; — du projet de loi

relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4231) ; Art. 5 : *Amendement de M. Daladier (Poursuite des expériences de réalimentation)* (p. 4239, 4240). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Position des « esprits sages » qui souhaitent que la C.E.D., « ce traité mal fait », fût amendée et non rejetée* [31 août 1954] (p. 4482). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Réforme de la méthode des travaux budgétaires)* [9 novembre 1954] (p. 4830). — Prend part au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : *Inaction (et non trahison) reprochée à M. Mitterrand* [3 décembre 1954] (p. 5761). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) ; Article unique : *Ses explications de vote : hommage à M. Guy Mollet (dénonçant le danger russe), vanité d'une « Conférence de la dernière chance » (attitude passée de l'U.R.S.S., occasion perdue lors du rejet de la C.E.D.), refus d'une Allemagne neutre mettant la France en première ligne, danger immédiat (russe) et danger éventuel (allemand)* [29 décembre 1954] (p. 6926, 6927) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour 1955 : *Création à Marseille d'un poste de juge de paix chargé du tribunal de simple police* [30 décembre 1954] (p. 6967) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Application du plan quadriennal ; Ministère des Finances et dettes sacrées* [25 janvier 1955] (p. 218, 224). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Ses explications de vote (Problème rural, réforme fiscale, politique en Afrique du Nord, réforme de la Constitution)* [23 février 1955] (p. 884). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Motions préjudicielles tendant à l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 et à la suppression des contrôles polyvalents* [18 mars 1955] (p. 1689) ; *Sa demande de suspension de séance*

(p. 1691) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2885, 2886) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Notre amitié pour le peuple tunisien)* [8 juillet 1955] (p. 3763) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité (Conseil du trône, tactique du fait accompli, mission de M. Grandval, éclatement d'une deuxième guerre du Rif)* [8 octobre 1955] (p. 4968, 4969) ; *Confusion dans le vote intervenu sur l'ordre du jour de M. Depreux* (p. 4971) ; — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Sa demande de suspension de séance* [26 octobre 1955] (p. 5319) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme, Art. 8 : *Amendement de M. Claudius-Petit (Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire)* [9 novembre 1955] (p. 5580, 5581) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Elections anticipées avec loi électorale du 9 mai 1951)* [9 novembre 1955] (p. 5616) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Contre-projet de M. Bénard (Scrutin d'arrondissement à deux tours)* [16 novembre 1955] (p. 5767 à 5769) ; *Attitude du Conseil de la République* (p. 5767, 5768).

BERNARD (M. Michel), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (U.D.S.R.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 novembre 1954] (**F. n° 445**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission du travail et de la sécurité sociale, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du

charbon et de l'acier [5 mars, 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à garantir leur emploi aux jeunes gens libérés du service militaire, **n° 5252**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, relatif à la participation des caisses de sécurité sociale aux dépenses d'équipement hospitalier, **n° 6443**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi portant réforme du statut des entreprises, **n° 7646**.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur : l'échelle mobile en Allemagne en 1923, le danger d'inflation, le caractère anti-social de la loi [18 septembre 1951] (p. 7409, 7410) ; Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa ne prévoyant qu'une révision par trimestre [20 septembre 1951] (p. 7510). — Est nommé Secrétaire d'âge [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, GUERRE, Chap. 3401 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Livrets portant la mention « déserteur ») [26 janvier 1953] (p. 431) ; le retire (ibid) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : Discussion générale (Définition du salaire, nécessité de faire participer le personnel aux bénéfices et aux augmentations de capital de l'entreprise) [12 février 1954] (p. 251, 252). — Est nommé Secrétaire d'âge [11 janvier 1955] (p. 1), [4 octobre 1955] (p. 4753).*

BERTHET (M. Alix), Député de l'Isère (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**),

[20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse spéciale, au sein de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant, par certains anciens combattants, au profit d'œuvres sociales, n° 2318. — Le 9 juillet 1952, un avis, au nom de la Commission de la presse, sur la proposition de loi (n° 3309) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 4041. — Le 11 décembre 1952, un avis, au nom de la Commission de la presse, sur l'avis (n° 4975) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3309), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 5038. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à l'électrification de la section de ligne S. N. C. F. Lyon—Grenoble, n° 5604. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires pour la réparation des dégâts occasionnés par les orages et la fonte des neiges dans le canton de Bourg-d'Oisans (Isère), n° 10143. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère les crédits nécessaires pour la réparation des digues endommagées, pour l'aménagement de l'Isère, pour l'indemnisation des agriculteurs sinistrés, n° 11022.

Interventions :

Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à incorporer*

comme caporaux-chefs les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service [21 mars 1952] (p. 1429). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2225). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 juillet 1952] (p. 3797) ; *Discussion générale* (p. 3802) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 décembre 1952] (p. 6229, 6230). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un journaliste de la Radiodiffusion française a été contraint de suspendre ses émissions et commentaires sur le tour de France cycliste [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL ; Etat B, Chap. 41-01 *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Agence France-Presse (Vote du statut de l'A. F. P.)* [31 octobre 1952] (p. 4656) ; *le retire* (p. 4659). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour retrouver les enfants Finaly [18 février 1953] (p. 1110) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la personnalité de Mlle Brun, l'article de M. Mauriac, l'appel de M. Ybarnegaray aux Basques, les mises en liberté provisoire des prêtres inculpés* [3 mars 1953] (p. 1546 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 15 : *Son amendement tendant à empêcher les distributeurs et exportateurs de prélever des fonds avant le paiement intégral des créanciers* [20 février 1953] (p. 1239, 1240) ; *le retire* (p. 1240). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur l'affaire Finaly* [24 février 1953] (p. 1305). — Dépose une demande d'interpellation : sur les enfants Finaly et en demande la discussion immédiate [24 mars 1953] (p. 2234) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'attitude de l'Eglise et du Vatican, l'arrêt rendu*

en France, l'attitude du Gouvernement espagnol [24 mars 1953] (p. 2234, 2235); — sur la situation des enfants Finaly [25 mars 1953] (p. 2322). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Cas de M. Mohamed Bedjaoui, candidat à l'E. N. A., exclu du concours après y avoir été deux fois admis, accusé par la police d'avoir tenu à Tlemcen des propos hostiles à la France* [8 octobre 1953] (p. 4119, 4120); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Médiocrité du revenu de l'exploitant moyen, disparité des rendements à l'hectare, propositions socialistes tendant à réaliser une certaine péréquation des charges et des prestations sociales* [22 octobre 1953] (p. 4463, 4464). — Pose à M le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'emploi de wagons de bois dans les trains ouvriers [26 février 1954] (p. 575). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à l'acquittement du chef de la milice du Belley : *Emotion des résistants de l'Isère à la suite de la décision du tribunal militaire de Lyon, pouvoir discrétionnaire du président du tribunal militaire et audition de témoins* [9 avril 1954] (p. 1959). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au marché du beurre [28 janvier 1955] (p. 384, 385). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *L'Humanité, l'agriculture soviétique* [18 février 1955] (p. 818, 819). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**; Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Titularisation de sténographes)* [17 mars 1955] (p. 1611); le retire (ibid.); Chap. 1010 : *Intervention de M. Pradeau (Inspection générale)* (p. 1612); Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Personnel de la radio en Tunisie)* (p. 1613, 1614); le retire (p. 1614); Chap. 1040 : *Son amendement indicatif (Création d'un cadre de spécialistes sous contrat artistique)* (p. 1617); le retire (ibid); Chap. 1050 : *Son amendement (Emissions artistiques)* (p. 1618); le retire (ibid); Chap. 1070 : *Son amendement indicatif (Journalistes « pigistes »)* (p. 1622, 1623); Chap. 3030 : *Son amendement indicatif (Subventions aux organisateurs de compétitions sportives)* (p. 1624, 1625); — d'une proposition de loi relative au

financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Les raisons de la crise laitière, l'exportation* [22 mars 1955] (p. 1809, 1810). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1872); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Malaise paysan et rendez-vous d'avril, marché laitier, viticulture* [24 mars 1955] (p. 1898 et suiv.).

BERTHOIN (M. Jean), Sénateur.

Ministre de l'Education nationale.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Ministre de l'Education nationale.

(2^e Cabinet Edgar FAURE).

depuis le 23 février 1955.

Dépôts :

Le 29 juillet 1954, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Lettres, les Sciences et les Arts, **n° 9002**. — Le 4 août 1955, un projet de loi portant réforme de l'enseignement public, **n° 11404**. — Le 4 août 1955, un projet de loi portant réforme de l'enseignement public, **n° 11404 (annexe)**.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres : *Loi du 11 octobre 1946; financement nécessaire* [30 juin 1954] (p. 3184); Art. 6 : *Amendement de M. Simonnet (Financement, aide aux œuvres d'érudition)* [7 juillet 1954] (p. 3269, 3270); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de l'EDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955 : *Construction d'un parc de classes démontables, création du troisième cycle, professeurs associés, améliorations en faveur de la fonction enseignante, problèmes du recrutement, bourses, budget des arts et lettres, crédits d'équipement,*

réforme de l'enseignement [12 décembre 1954] (p. 6165 et suiv.) : *Motion préjudicielle de M. Thamier* (p. 6178); Etat A, Chap. 31-01 : *Expérience de l'école de Vanves, les programmes* (p. 6181); Chap. 31-03 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Rémunération du personnel des services « achats de matériel »)* (p. 6186); Chap. 31-11 : *Universités (Moniteurs, professeurs associés)* (p. 6187, 6188, 6192); Chap. 31-11 : *Demande de disjonction de M. Schmittlein (Insuffisance du recrutement dans l'enseignement supérieur)* (p. 6193); Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures, demande de disjonction de M. Deixonne (Indemnité compensatrice, sécurité sociale)* (p. 6195); Chap. 31-21 : *Lycées et collèges* (p. 6203, 6204); Chap. 31-22 : *Amendement indicatif de M. Deixonne (Personnel de l'économat)* (p. 6206); Chap. 31-31 : *Ecoles normales primaires, sa demande de réserver les chapitres disjointes par la Commission* (p. 6207); Chap. 31-32 : *Amendements de M. Signor et de Mme Lempereur (Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales, situation des économistes d'écoles normales)* (p. 6208); Chap. 31-35, 31-38 : *Ecole de Garches pour les enfants relevant de poliomyélite, création de classes de perfectionnement* (p. 6211); Chap. 31-39 : *Ecoles nationales d'enfants de marinières, école départementale de Lille, bourses* (p. 6212); Chap. 31-61 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Classement des agents et magasiniers de bibliothèques dans le personnel actif)* (p. 6212); Chap. 31-65 : *Situation des sous-archivistes départementaux, médaille d'argent des instituteurs* (p. 6213); Chap. 31-72 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Réforme des études dans les écoles d'art régionales et municipales)* (p. 6213); Chap. 31-75 : *Revendications des gardiens de musées* (p. 6214); Chap. 31-92 : *Amendement indicatif de M. Rincent (Reclassement des secrétaires d'inspection d'académie)* (p. 6215); Chap. 31-95 : *Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire et universitaire, sa demande de réserver le chapitre* (p. 6217); Chap. 34-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer* (p. 6217); Chap. 34-21 : *Demandes de disjonction de MM. Boutavant, Schmittlein et Deixonne (Remboursement des frais de voyages vers les villes de facultés aux maîtres surveillants d'internat et professeurs, candidats à l'agrégation)* (p. 6218, 6219); Etat A, Chap. 34-32 : *Amendement indicatif de M. Rosan Girard (Situation de l'enseignement à la Guadeloupe)* [13 décembre 1954] (p. 6225, 6226); Chap. 34-34 : *Entretien des élèves instituteurs en cours de scolarité, demande de disjonction de MM. Signor et Rincent* (p. 6226, 6227); Chap. 35-71 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Extension à tous les bâtiments publics des dispositions en vigueur pour la décoration des bâtiments de l'Education nationale)* (p. 6227); Chap. 35-85 : *Restauration et conservation du château de Versailles* (p. 6228); Chap. 36-11 : *Entretien et renouvellement du matériel des universités et observatoires* (p. 6228, 6229); Chap. 36-13 : *Subventions aux grands établissements d'enseignement supérieur et aux fondations de l'Institut de France* (p. 6229); Chap. 36-72 : *Réaffectation du pavillon de Flore au Musée du Louvre* (p. 6230); *Amendement indicatif de M. Raingeard (Reconstitution du musée Thomas Dobrée)* (ibid.); Chap. 36-74 : *Théâtres nationaux* (p. 6231); Chap. 36-91 : *Subventions aux organismes de documentation pédagogique et de téléenseignement* (p. 6231); Chap. 43-02 : *Amendement de M. Schmittlein (Expéditions polaires)* (p. 6231, 6232); Chap. 43-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 6232); Chap. 43-32 : *Amendement indicatif de Mme Lempereur (Réorganisation des écoles et bourses pour les enfants de marinières)* (p. 6235); Chap. 43-71 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Bourses des écoles nationales d'art)* (p. 6235); Chap. 43-72 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Commandes artistiques, statue de Victor-Hugo)* (p. 6235); *Amendement indicatif de M. Nisse (Pourcentage des crédits des constructions affectés aux commandes artistiques)* (p. 6236); Chap. 44-73 : *Subventions aux troupes en tournée à l'étranger, aux associations symphoniques* (p. 6237); Chap. 46-91 : *Edification d'une cité des artistes dans le parc de Beaugard* (p. 6244); Chap. 47-91 : *Amendement indicatif de M. Gravoille (Contrôle médical scolaire de Nantes)* (p. 6245); Etat B, Chap. 56-10 : *Etablissements d'enseignement supérieur, équipement, demande de disjonction de Mlle Marzin* (p. 6246); *Laboratoires du P. C. B., constructions à l'emplacement de la Halle aux vins* (p. 6246); Chap. 56-20 : *Demande de disjonction de M. Boutavant (Entrée en 6^e)* (p. 6247); Chap. 56-72 : *Réaménagement*

ment du Louvre, évacuation du pavillon de Flore (p. 6248); Chap. 56-80 : Restauration des monuments historiques du Nord, amendement indicatif de M. Palewski (Basilique Saint-Denis) (p. 6250); Chap. 56-82 : Amendement indicatif de M. Flandin (Construction d'un immeuble place de la Bourse pour l'Agence France-Presse) (p. 6251); sa demande de réserver ce chapitre (ibid.); Chap. 57-80 : Demande de disjonction de M. Schmittlein (Evacuation du Pavillon de Flore par les services des finances) (p. 6252); sa demande de réserver les chapitres 66-10 et 66-12 relatifs au Centre national de la recherche scientifique (p. 6253); Chap. 66-13 : Subventions d'équipement aux universités (Cité Nord prévue à Lille) (p. 6253); Chap. 66-20 : Subventions d'équipement aux établissements du deuxième degré n'appartenant pas à l'Etat (Chauffage au charbon) (p. 6253); Chap. 66-30 : Constructions scolaires correspondant au plan Le Gorgeu, constructions d'écoles normales, sa demande de réserver ce chapitre (p. 6254); Etat B, Chap. 66-70 : Amendement de Mme Roca (Reconstruction du théâtre de Nîmes) [13 décembre 1954] (p. 6254); Amendement indicatif de M. Binot (Reconstruction du théâtre du Havre) (p. 6254, 6255); Chap. 62-55 : Amendement indicatif de M. Binot (Acquisition de la maison d'André Gide à Cuverville-les-Caux) (p. 6255); Chapitres réserves (Comparaison avec le budget de l'année précédente) [14 décembre 1954] (p. 6312); Chap. 31-31 : Emploi des agrégés, création de lycées mixtes, indemnité de doctorat (p. 6314, 6315); Chap. 31-34 : Création de postes d'instituteurs dans les départements d'outre-mer, regroupement des écoles (p. 6317); Amendement indicatif de M. de Baudry d'Asson (Suppression d'instituteurs itinérants agricoles) (p. 6318); Chap. 43-91 : Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école) (p. 6320); Chap. 46-11 : Amendement indicatif de M. Estradère (Restaurants universitaires) (p. 6321); Etat B, Chap. 66-12 : Subventions d'équipement aux universités, amendement indicatif de M. E. Montel (Faculté des sciences de Toulouse) (p. 6322); Chap. 66-90 : Amendement indicatif de M. Guérard (Cité universitaire d'Antony) (p. 6323); Art. 1^{er} : Amendement de M. Viatte (Blocage de 20 0/0 des crédits jusqu'au dépôt d'un projet de loi portant réforme de l'enseignement) (p. 6329, 6330, 6336); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A,

Chap. 31-12 : Indemnités des doyens [31 janvier 1955] (p. 516); Chap. 31-21 : Collèges et lycées (p. 517); Chap. 31-34 : Instituteurs itinérants agricoles (p. 520); Vacances scolaires (p. 521); Chap. 31-45 : Indemnités des directeurs des centres d'apprentissage (p. 531); Chap. 31-91 : Elèves-maîtres et indemnités de résidence, indemnités compensatrices des élèves des écoles normales supérieures (p. 532); Chap. 34-21 : Demandes de disjonction de MM. Boutavant et Viatte (Voyages des maîtres d'internat dans les villes de facultés) (p. 532); Chap. 47-12 : Ecoles de médecine de Clermont-Ferrand, Rennes et Nantes (p. 535). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit, monopole des éditeurs, insuffisance du financement, perception de la taxe sur le chiffre d'affaires* [22 mars 1955] (p. 1836 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1844); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole; Art. 1^{er} : *Situation actuelle, texte gouvernemental* [28 juin 1955 (p. 3393); *Son régime de condominium* (p. 3395); *Problème du renvoi de ce texte devant la Commission* (p. 3397). — Répond à une question de M. Guérard relative à la suppression des centres médico-psychologiques de la Seine [7 octobre 1955] (p. 4867). — Prend part à la discussion, en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la Caisse des lettres : *Prolongation de la propriété littéraire et privilège accordé à l'édition* [22 novembre 1955] (p. 5883); *Financement* (p. 5883). — Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, prononcé après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955] en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955, présente sa démission de *Ministre de l'Education nationale*, laquelle est refusée.

BESSAC (M. Abel), *Député du Lot (R. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôt :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter, pour les distances de plantation des arbres d'essence forestière, les dispositions de l'article 671 du Code civil, **n° 758**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale; Art. 9 : *Son amendement tendant à limiter aux assurés ayant cotisé cinq ans dans l'agriculture, les dispositions de l'article* [30 août 1951] (p. 6626); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (conférences pédagogiques rurales)* [19 décembre 1951] (p. 9399); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Tanguy-Prigent, tendant à relever le taux de la taxe à la production* [21 décembre 1951] (p. 9536, 9537); — d'un projet de loi relatif aux dépenses des services civils en 1952; Art. 1^{er}. Etat A, INDUSTRIE ET ENERGIE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bureau de recherches de pétrole (législation de la recherche)* [27 décembre 1951] (p. 9911); *le retire* (p. 9913); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (vente des noix du Sud-Ouest)* [21 octobre 1952] (p. 4286); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (lenteur de la distribution des cartes de*

déportés) [20 décembre 1952] (p. 6693); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4312 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (stages de formation professionnelle accélérée)* [29 octobre 1953] (p. 4659, 4660); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 5162 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les adductions d'eau potable (prix de revient trop élevé de l'eau distribuée)* [4 décembre 1953] (p. 6020, 6021); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Equipped d'Electricité de France (coût du branchement par E. D. F. pour les utilisateurs ruraux)* [10 décembre 1953] (p. 6433, 6434); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Son amendement tendant à réduire de 188 millions 100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6444); [11 décembre 1953] (p. 6465); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac : *Importance de la culture du tabac dans le Sud-Ouest* [15 décembre 1953] (p. 6841). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 45 : *Amendement de M. Liautey (allègements fiscaux en faveur des artisans)* [29 mars 1954] (p. 1430); *Ses explications de vote (manque d'amélioration pour les artisans et les commerçants de détail)* (p. 1448). = S'excuse de son absence [27 mars 1952] (p. 1500); [26 janvier 1953] (p. 377); [30 mars 1954] (p. 1482); [9 novembre 1955] (p. 5607). = Obtient des congés [27 mars 1952] (p. 1500); [26 janvier 1953] (p. 377); [30 mars 1954] (p. 1482); [9 novembre 1955] (p. 5607).

BESSET (M. Pierre), *Député du Puy-de-Dôme (C.)*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité

sociale : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [22 août 1951] (F. n° 24) et pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à apporter une aide décente à toutes les victimes du chômage total ou partiel, n° 96. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 111. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation, n° 210. — Le 21 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction ; 2° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment ; 3° de M. Henri Buffet et plusieurs de ses collègues, sénateurs, relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1946 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries, n° 1646. — Le 21 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Morand et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les mineurs ardoisiers ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer, atteints par la schistose pneumoconiose, du décret n° 47-2201 du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles ; 2° de Mme Darras et

plusieurs de ses collègues tendant à compléter le décret du 31 décembre 1946 pris en application de la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; II. la proposition de résolution de M. Allonneau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers, n° 1658. — Le 21 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, n° 1663. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 1754. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département du Puy-de-Dôme, n° 2022. — Le 26 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 44 a et 44 b du Livre I^{er} du Code du travail, afin de rendre plus compréhensibles les fiches de paye des salariés, n° 2223. — Le 29 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger de toute urgence jusqu'au 31 mars 1952 le délai de forclusion concernant les demandes en vue de bénéficier de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers attribuées aux économiquement faibles et qui expire le 31 décembre 1951, n° 2285. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à l'application intégrale de la semaine de 40 heures, en vue d'assurer une meilleure répartition du travail à l'ensemble des ouvriers et de remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs complets et des chômeurs partiels, n° 2814. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa a

du paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée, en vue de revaloriser les majorations pour conjoint à charge du bénéficiaire de l'allocation des vieux travailleurs salariés, n° 3123. — Le 12 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser le recouvrement des sommes réclamées à des vieillards qui, ayant bénéficié d'une allocation vieillesse alors qu'ils n'en avaient pas le droit, auraient perçu indûment ces sommes sans cependant commettre de fraude caractérisée, n° 3656. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celles relatives aux majorations des indemnités prévues, n° 4473. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 3656) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser le recouvrement des sommes réclamées à des vieillards qui, ayant bénéficié d'une allocation vieillesse alors qu'ils n'en avaient pas le droit, auraient perçu indûment ces sommes sans cependant commettre de fraude caractérisée, n° 5738. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles se réunira la Commission supérieure des conventions collectives en cas de carence ministérielle, n° 6188. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant : 1° à attribuer sans limitation de durée les prestations en nature maladie aux vieux travailleurs titulaires d'une pension ou d'une rente de la sécurité sociale ; 2° à exonérer ceux-ci de la participation prévue à l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 6312. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant au versement d'une subvention de 10 milliards au régime général de la sécurité sociale, n° 6899. — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à doter les agents des directions régionales de la Sécurité sociale d'un statut particulier conforme, à la fois, aux dispositions de l'article 141 de la loi du 19 octobre 1946, portant statut de la fonction publique, et aux attributions nouvelles de ces directions régionales résultant de la législation sur la sécurité sociale, n° 7031. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les

entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social, n° 7060. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 6943) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer : 1° la paye des 350 ouvriers et mensuels lockoutés des ateliers de la Guerche (Cher) ; 2° la réouverture de ces ateliers et une charge de travail leur permettant une activité normale, n° 7224. — Le 26 novembre 1953, une proposition de loi tendant au remboursement par la Sécurité sociale des actes de vaccination pratiqués en dehors des périodes de vaccination obligatoires par les médecins praticiens, n° 7305. — Le 30 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que soit maintenue en activité pour les voyageurs et les marchandises, la ligne de chemins de fer d'Ambert (Puy-de-Dôme) à Darsac (Haute-Loire), n° 7341. — Le 30 novembre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à abroger le décret n° 53-1024 du 17 octobre 1953 ; 2° à instituer la surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, y compris les agents de l'Etat et des collectivités locales, n° 7342 (rectifié). — Le 11 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-847 du 18 septembre 1953 relatif à la participation de la S. N. C. F. à la construction de logements, n° 7451. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à venir en aide aux personnes et familles économiquement faibles qui ont souffert et souffrent encore des rigueurs de l'hiver, n° 7771. — Le 2 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 5840) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à fixer exceptionnellement pour 1952 à 40.000 francs le minimum de salaire annuel retenu pour le calcul de la retraite-vieillesse des salariés de l'industrie des conserves de poissons en raison du chômage important qui affecte cette industrie, n° 7928. — Le 2 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7609) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer la législation et la réglementation du travail dans les hôtels, cafés, restaurants, notamment les décrets du 16 juin 1937 et du 31 décembre 1938 fixant la durée du travail dans les hôtels, cafés, restaurants et la loi du 25 février 1946 autorisant les inspecteurs du travail à interdire les heures supplémentaires en période de chômage, n° 7929. — Le 2 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6170) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux personnels de l'industrie hôtelière le remboursement des indemnités de nourriture dues depuis le mois de septembre 1950, n° 7930. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à la sauvegarde des centres de formation professionnelle accélérée menacés de disparition, n° 7936. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7276) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à établir le montant du salaire devant servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les employés des hôtels, cafés, restaurants, n° 8055. — Le 22 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7609) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer la législation et la réglementation du travail dans les hôtels, cafés, restaurants, notamment les décrets du 16 juin 1937 et du 31 décembre 1938 fixant la durée du travail dans les hôtels, cafés, restaurants et la loi du 25 février 1946 autorisant les inspecteurs du travail à interdire les heures supplémentaires en période de chômage, n° 9537. — Le 22 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7276) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à établir le montant du salaire devant servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les employés des hôtels, cafés, restaurants, n° 9538. — Le 29 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 2223) tendant à modifier les articles 44 a et 44 b du Livre I^{er} du Code du

travail, afin de rendre plus compréhensibles les fiches de paye des salariés ; 2° de M. Gaillemain (n° 8433) tendant à modifier l'article 44 a (Livre I^{er}) du Code du travail, en faveur des travailleurs salariés ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 9172) tendant à mettre les dispositions du Code du travail en harmonie avec la pratique habituellement suivie en matière de bulletin de paye, n° 9602. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8392) de M. François Bénard et plusieurs de ses collègues tendant à faire remise des pénalités de retard pour non-paiement de leurs cotisations aux personnes assujetties simultanément aux caisses vieillesse agricoles et aux caisses vieillesse des travailleurs non salariés et qui peuvent faire la preuve de leur bonne foi, n° 10179. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger les décrets nos 55-116, 55-117 et 55-118 du 20 janvier 1955 concernant la sécurité sociale, n° 10285. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à abroger les paragraphes II, III et IV de l'article 31 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 relatifs à la majoration de la cotisation incluse dans la taxe sur la valeur ajoutée prévue par l'article 1614 du Code général des impôts, n° 11154. — Le 8 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la modification de certaines dispositions du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 relatif à l'assurance-maladie, n° 11576.

Interventions :

Est entendu sur la validation des élections du département de la Dordogne [19 juillet 1951] (p. 5966, 5967). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale ; Art. 5 : *Son amendement tendant à n'accorder de remise partielle qu'aux employeurs faisant moins de 8 millions de chiffre d'affaires* [30 août 1951] (p. 6622). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux intoxications survenues à Brassac-les-Mines [31 août 1951] (p. 6710). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des vieux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs et de l'allocation aux économiquement faibles [13 septembre 1951] (p. 7314). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion*

générale (*Ses observations sur le sort tragique des vieux travailleurs salariés, le nombre considérable des vieux ne touchant pas d'allocation*) [13 septembre 1951] (p. 7328, 7329, 7330) ; *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7466, 7467) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa ne prévoyant qu'une révision par trimestre* [20 septembre 1951] (p. 7510) ; — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 septembre 1951] (p. 7625) ; — d'une motion de censure au sujet du loyer des économiquement faibles : (*Ses observations sur la misère des vieux travailleurs, la hausse des loyers, la hausse des prix en dépit de l'opération « bifteck »*) [9 novembre 1951] (p. 7856, 7857). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences qu'entraînerait pour la population du bassin minier de Brassac-les-Mines (Puy-de-Dôme), la fermeture du puits de mine de La Taupe (Haute-Loire) [21 décembre 1951] (p. 9502). — Prend part à la discussion : du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952 ; Art. 13 : *Son amendement relatif au délai pour déposer des demandes d'allocations compensatrices de loyers* [30 décembre 1951] (p. 40283) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article modifiant le régime de l'allocation vieillesse des vieux travailleurs agricoles* [5 janvier 1952] (p. 152, 153) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Echelle mobile de tous les salaires et des pensions et retraites, suppression des abattements de zones de salaires)* [19 février 1952] (p. 822) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zones* [25 février 1952] (p. 879) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à ne bloquer les salaires que pendant trois mois au lieu de quatre* (p. 881) ; *Son amendement tendant à substituer une hausse de 50/0 à celle prévue de 10 0/0* (p. 882). — Dépose une demande d'interpellation sur l'extension inquiétante du chômage [25 février 1952] (p. 859). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de*

durée excessive [26 février 1952] (p. 1016) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la fusion de certaines caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales* (p. 1017) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 16 : *Son amendement relatif au contrôle de la fraude sur les cotisations à la Sécurité sociale* [3 avril 1952] (p. 1837) ; Art. 17 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* (p. 1845) ; — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation du nombre des accidents, le rôle de M. Croizat, la revalorisation insuffisante des rentes, les 35 milliards nécessaires)* [25 juin 1952] (p. 3201 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Linet tendant à établir un rapport constant entre les salaires et les rentes* [2 juillet 1952] (p. 3420) ; *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à accorder une rente égale au salaire en cas d'incapacité définitive* (p. 3424) ; Art. 18 : *Demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation présentée par M. Marcel David* (p. 3428) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3432, 3433) ; — d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4203, 4204) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4611 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage (chômeurs non secourus)* [23 octobre 1952] (p. 4339, 4340) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à ne pas appliquer l'article aux pensions des victimes de guerre et à la retraite du combattant* [9 décembre 1952] (p. 6090) ; Art. 128 : *Date du vote sur la question de confiance posée sur la cotisation pour les allocations familiales* [12 décembre 1952] (p. 6279). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter les rapports sur le chômage, les majorations d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés* [22 janvier 1953] (p. 127). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 118 : *Sa*

demande de disjonction de l'article portant réforme de la Sécurité sociale par article-cadre [28 janvier 1953] (p. 600, 601); — d'une proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des comités d'entreprise (débat restreint) : *Discussion générale* [3 février 1953] (p. 839, 840). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Urgence de débats sur diverses propositions d'ordre social, ainsi que sur les interpellations Cogniot et Estradère* [20 octobre 1953] (p. 4408, 4409); *Son amendement tendant à l'examen du rapport Coutant sur le salaire minimum garanti*; retrait (p. 4410); *Son amendement tendant à l'examen du rapport Fouyet sur les allocations de chômage* (p. 4410). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement)* [29 octobre 1953] (p. 4654); *Exposé prochain de M. Edgar Faure devant l'Assemblée* (p. 4653); Chap. 4611 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage (croissance du chômage et rajustement du taux de l'allocation)* (p. 4660, 4661); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 4312 : *Amendement de M. Furaud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la formation professionnelle des adultes (insuffisance des crédits pour la formation de 21.000 stagiaires)* [30 décembre 1953] (p. 7037, 7038); *Ses explications de vote sur l'ensemble (fixation du budget type par la Commission supérieure des conventions collectives)* (p. 7038). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à l'inscription d'urgence du rapport 6902 sur le salaire interprofessionnel garanti* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Dépose une demande d'interpellation sur la misère des vieux travailleurs qui réclament le relèvement de l'allocation vieillesse [12 décembre 1953] (p. 6578). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 33 : *Sa demande de disjonction de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946* [12 décembre 1952] (p. 6623); Art. 4 : *Déficit de la Sécurité sociale* [13 décembre 1953] (p. 6677); —

du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE : *Discussion générale (insuffisance de certaines allocations aux vieux, licenciement des vieux ouvriers, nécessité de relever à 120.000 francs par an l'allocation aux vieux, le sort misérable des économiquement faibles)* [31 décembre 1953] (p. 7150 et suiv.); *Son contre-projet tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 7157); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer, Art. 9 : *Son amendement (Calcul de l'indemnité journalière)* [11 février 1954] (p. 194); *Son nouvel amendement ayant le même objet* (p. 195); — des interpellations concernant la situation des syndicats indépendants : *Discussion générale (Scission de la Confédération générale des syndicats indépendants, caractère représentatif des organisations syndicales)* [19 février 1954] (p. 437, 438); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Insuffisance de la majoration, excédent de recettes des caisses vieillesse)* [4 mars 1954] (p. 642, 643); — de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 1^{er} : *Son amendement (Les présidents directeurs et directeurs généraux ne peuvent être considérés comme des salariés)* [4 mars 1954] (p. 648, 649); *Amendement de Mme Galicier (Extension du régime des assurances sociales aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes non actionnaires)* (p. 649). — Est entendu : sur sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de l'interpellation de M. Malleret-Joinville concernant l'interdiction signifiée aux associations de prisonniers de guerre d'organiser un défilé sur la voie publique* [9 mars 1954] (p. 763); *Son amendement : Inscription du rapport de M. Titeux sur la suppression totale des abattements de zones de salaires* (p. 763); *Son rappel au Règlement sur la recevabilité de son amendement* (ibid.); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Conduite des débats relatifs à la suppression des zones de salaires pour la fixation du salaire minimum garanti, utilisation de l'article premier de la loi de finances* [8 avril 1954] (p. 1872, 1873). — Intervient sur les propositions de la Conférence

des présidents : *Son amendement (Rente d'accidents du travail)* [18 mai 1954] (p. 2491); *Situation de la trésorerie de la Sécurité sociale* [9 juillet 1954] (p. 3387). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la trésorerie de la Caisse nationale de sécurité sociale [23 juillet 1954] (p. 3568). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**, pour l'exercice 1955. Etat A, Chap. 31-12 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Primes accordées aux inspecteurs et contrôleurs du travail)* [16 novembre 1954] (p. 5083); *Sa demande de disjonction du chapitre 31-22 (Primes au personnel des services extérieurs du Ministère du Travail)* (p. 5093, 5094); Chap. 43-11 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre (Services du travail et de la main-d'œuvre, Formation professionnelle des adultes; mineurs du Centre-Midi, problèmes de transfert)* (p. 5096, 5097). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'emploi de femmes dans les hôtels et débits de boissons [3 décembre 1954] (p. 5744). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art 1^{er} : *Amendement de M. A. Gautier (Travailleurs du bâtiment)* [28 janvier 1955] (p. 389); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, Etat A, ligne 16 : *Conversion; importations de charbon; libération des échanges* [27 janvier 1955] (p. 398, 399); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN** pour 1955, I. **CHARGES COMMUNES** *Son article additionnel (Indemnisation des sociétés d'assurances contre les accidents du travail)* [8 mars 1955] (p. 1158); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE** pour 1955. Etat A, Chap. 34-13 : *Son amendement indicatif (Conditions d'emploi et de travail des jeunes)* [16 mars 1955] (p. 1534); Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction (Fonds de chômage)* [17 mars 1955] (p. 1561, 1562); Etat B, Chap. 66-10 : *Demande de disjonction de M. Patinaud (Emploi des crédits pour le reclassement de la main-d'œuvre)* (p. 1565, 1566); *Ses explications de vote (Insuffisance des crédits et des mesures)*

(p. 1566, 1567); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son amendement contre-projet (Extension au secteur public et semi-public)* [24 mars 1955] (p. 1926); *Historique de la question; illogisme et iniquité* (p. 1926 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance (*Levée de la séance de la veille avant que la Commission des finances se soit prononcée sur l'applicabilité de l'article premier de la loi de finances*) [25 mars 1955] (p. 1942, 1943). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale : *Ses explications de vote* [17 mai 1955] (p. 2804); — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale, Art. 1^{er} : *Son amendement (Réparation du préjudice subi par les victimes de la discrimination)* [26 mai 1955] (p. 3066); Art 2 : *Son amendement (Droits conférés par la propriété de la marque ou du label)* (p. 3067); *Son amendement (Sanctions en cas de persistance dans l'observation de ceux-ci)* (p. 3067); *Ses explications de vote* (p. 3068). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones [22 juin 1955] (p. 3227). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux abattements de zones, Art. 1^{er} : *Irrecevabilité opposée par le Gouvernement* [15 novembre 1955] (p. 5672); — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Discussion générale (Urgence du relèvement des allocations)* [16 novembre 1955] (p. 5743); Art 3 : *Son amendement (Majoration de l'allocation aux vieux salariés et de l'allocation spéciale)* (p. 5749).

BETTENCOURT (M. André), Député de
Seine-Inférieure (2^e circonscription) (R.I.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.
(Cabinet MENDÈS-FRANCE.)

du 19 juin 1951 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5),

[20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [3 juin 1953] (**F. n° 265**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1); suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**); de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**).

Dépôts :

Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution (n° 2202) adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 2208**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1578) modifiant la loi n° 50-248 du 1^{er} mars 1950 portant suppression de la Cour de justice de l'Indochine, **n° 4814**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, **n° 6557**. — Le 23 juillet 1953, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 5610) de M. Badie tendant à rendre le visa du Ministre de la Santé publique obligatoire pour tous articles médicaux autres que ceux paraissant dans la presse réservée au corps médical et pharmaceutique, **n° 6615**. — Le 13 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, **n° 7161**. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer et faire voter d'urgence le budget **an exe** des prestations familiales agricoles, **n° 8361**.

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la limitation de l'immunité parlementaire)* [8 novembre 1951] (p. 7711, 7712); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8339, 8340); Art. 16 : *Son amendement tendant à ne pas rembourser les dépenses de carburant* [23 novembre 1951] (p. 8421, 8422); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8425). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : Son rappel au règlement (Code du travail dans les T.O.M.)* [24 décembre 1951] (p. 8915). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur suppléant* [25 janvier 1952] (p. 398); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lenormand relatif aux limites des circonscriptions (Circonscription des tribus)* (p. 398); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; **ETATS ASSOCIÉS**: *Discussion générale (Ses observations sur le coût en hommes de la guerre d'Indochine, la propagande d'Ho Chi Minh, la nécessité de négocier avec la Chine, l'aide à l'Amérique)* [19 décembre 1952] (p. 6659 et suiv.); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour demandant une association avec le Viet Nam (Dans le cadre de l'Union française) et une Conférence à cinq pour rechercher une solution pacifique* [27 octobre 1953] (p. 4608); *le retire* (p. 4611). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5483).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Gau relative à l'influence du cinéma, spécialement sur la jeunesse [23 juillet 1954] (p. 3570). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072). — S'excuse de son absence [9 mars 1955] (p. 1235), [12 octobre 1955] (p. 5039). —

Obtient des congés [9 mars 1955] (p. 1235), [12 octobre 1955] (p. 5039).

BICHET (M. Robert), *Député de Seine-et-Oise (1^{re} Circonscription) (M.R.P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 787 du Code général des impôts relatif aux droits de succession dus par le conjoint survivant, n° 378. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi portant réforme fiscale et modifiant le Code général des impôts, n° 414. — Le 20 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'O.N.U. l'étude des modalités d'adoption et de détermination d'une langue vivante de communication universelle, n° 1158. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre un programme de développement du téléphone automatique, n° 1467. — Le 14 novembre 1951, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 988) et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), n° 1541. — Le 5 février 1952, un rapport au nom de la

Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. Le projet de loi (n° 880) tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la S.N.C.F. ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Lemaire et plusieurs de ses collègues (n° 645) tendant à la réorganisation administrative, technique et financière de la S.N.C.F. et à l'établissement des fondements d'une saine coordination entre les transports ferroviaires et routiers ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues (n° 1089) tendant à arrêter les dangereuses compressions de personnel imposées à la S.N.C.F. et à interdire de fermer des lignes ou établissements de chemins de fer sans l'approbation préalable du Parlement, n° 2486. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1467) de M. Robert Bichet tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre un programme de développement du téléphone automatique, n° 3177. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi étendant aux cheminots ayant pris une part active et continue à la Résistance le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 3764. — Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier, dans un délai de quelques mois, le décret relatif aux agents des foyers de pensionnés de guerre et d'anciens combattants et des cottages sanitaires de Saint-Gobain, n° 4630. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à établir le vote obligatoire, n° 5111. — Le 21 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. Le projet de loi (n° 880) tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la S.N.C.F. ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Lemaire et plusieurs de ses collègues (n° 645) tendant à la réorganisation administrative, technique et financière de la S.N.C.F. et à l'établissement des fondements d'une saine coordination entre les transports ferroviaires et routiers ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues (n° 1089) tendant à arrêter les dangereuses compressions de personnel imposées à la

S.N.C.F. et à interdire de fermer des lignes ou établissements de chemin de fer sans l'approbation préalable du Parlement, n° 5210. — Le 19 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la circulation dans Paris et à organiser rationnellement les futurs transports par hélicoptères, n° 7632. — Le 9 février 1954, une proposition de loi réglementant l'exercice de la profession d'ingénieur-conseil et instituant l'Ordre des ingénieurs-conseils de France, n° 7642. — Le 29 juin 1954, une proposition de loi tendant à l'extension de notre réseau de télécommunications par une loi-programme portant sur quatre ans, n° 8755. — Le 27 décembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder à tout assuré, quel que soit son âge et même s'il a cotisé à un régime spécial de retraite avant son soixante-cinquième anniversaire, la possibilité de percevoir une rente assurances sociales en contrepartie des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans, n° 9805. — Le 28 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de diminuer les risques d'accidents occasionnés par la présence de cyclistes ou de piétons sur les routes empruntées par les automobiles, n° 11034. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à réglementer la participation financière des communes à l'entretien et à la réparation des édifices communaux classés monuments historiques, n° 11530.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Drôme [5 juillet 1951] (p. 5904). Est entendu sur la validation des élections dans le département de la Drôme : en qualité de Rapporteur [19 juillet 1951] (p. 5967, 5968). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [3 août 1951] (p. 6213). — Prend part à la discussion du : projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de Rapporteur pour avis [6 décembre 1951] (p. 8866 et suiv.); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : Discussion générale [14 décembre 1951] (p. 9196); Art. 7 : Demande de disjonction de l'article majorant la taxe sur les gas oils présentée

par M. Pierre Meunier (p. 9210); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : en qualité de Rapporteur pour avis [30 décembre 1951] (p. 10201); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à prévoir un délai de quatre mois pour la réorganisation partielle de la S.N.C.F. [4 janvier 1952] (p. 122). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative à la restriction de crédit [25 janvier 1952] (p. 384). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : en qualité de Rapporteur [1^{er} avril 1952] (p. 1667); Art. 22 : Demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la Sécurité sociale présentée par M. Boisdé [3 avril 1952] (p. 1842); Art. 23 A : Plan de réorganisation de la S.N.C.F. par décret (p. 1870, 1871, 1872); Art. 23 F : Demande de disjonction de l'article relatif aux fonctions du Conseil supérieur des transports présentée par M. Midol (p. 1873); Art. 23 : Amendement de M. Denais tendant à reprendre les articles 23 A à 23 E relatifs à la réorganisation de la S.N.C.F. [4 avril 1952] (p. 1949, 1950); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INDUSTRIE ET COMMERCE; en qualité de Rapporteur pour avis [23 octobre 1952] (p. 4352); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101 : Déficit et réorganisation de la S.N.C.F. [24 octobre 1952] (p. 3405, 3406); Chap. 4544 : Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S.N.C.F. (Réforme de la S.N.C.F., retraites des cheminots) (p. 4426); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 0010 : Service des bons et obligations (Titularisation d'auxiliaires, développement des communications par téléphone) [14 novembre 1952] (p. 5132, 5133); AFFAIRES ÉCONOMIQUES: Etat A, Chap. 3101 : Aide apportée aux entreprises qui développent leur productivité par l'amendement Blair-Moody [14 novembre 1952] (p. 5154); RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 0010 : Développement de la télévision [15 novembre 1952] (p. 5208); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction de la S.N.C.F., la canalisation du Rhône trop coûteuse, le développement des télécommunications) [18 décembre 1952] (p. 6567, 6568); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des

services civils en 1953 ; P. T. T. ; CAISSE D'ÉPARGNE : en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Équipement téléphonique* [23 janvier 1953] (p. 227, 228) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à créer un comité mixte permanent pour le développement des communications automatiques* (p. 232, 233) ; Art. 1^{er} bis : *Demande de disjonction de l'article bloquant 1.400 millions en vue de l'installation de postes téléphoniques satellites d'immeubles, présentée par le Gouvernement* (p. 233, 234) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Création d'un comité mixte de techniciens des P. T. T.)* [3 février 1953] (p. 874) ; Art. 1^{er} A : *Création d'un comité mixte pour le développement des procédés de communications automatiques* (p. 876) ; — du projet de loi créant le Fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 4 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à inclure la référence de l'article 1621 du Code général des impôts* [19 février 1953] (p. 1178) ; *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à porter à six ans la durée de la taxe spéciale* (p. 1178, 1179) ; Article additionnel : *Ses amendements tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français* [26 février 1953] (p. 1483) ; — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder au bureau les droits miniers résultant de ses recherches* [24 février 1953] (p. 1280) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mai 1953] (p. 2712, 2713). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question relative à l'aide à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises [16 octobre 1953] (p. 4341). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; INDUSTRIE ET COMMERCE : en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 novembre 1953] (p. 4740) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le Fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F.* [26 novembre 1953] (p. 5563 et suiv.) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) : en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Création d'emplois nouveaux* (p. 5595, 5596) ; TRAVAUX

PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. R. Manceau tendant à surseoir au débat pour demander une subvention plus forte à la S. N. C. F. et satisfaction des revendications des cheminots* [7 décembre 1953] (p. 6192 et suiv.) ; P. T. T. : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grève, l'augmentation des effectifs (Insuffisance des télécommunications)* (p. 6199) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant le financement de la télévision grâce à la majoration de la taxe radiophonique, présentée par M. Cagne* [9 décembre 1953] (p. 6334, 6335) ; *Son rappel au Règlement (Vote par division impossible)* (p. 6340) ; INDUSTRIE ET COMMERCE : en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Investissements des Charbonnages de France, de l'E. D. F. et du Gaz de France* [10 décembre 1953] (p. 6414, 6415) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 4544 : *Contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. (Infrastructure insuffisante de la S. N. C. F.)* [12 décembre 1953] (p. 6596, 6597) ; Art. 8 bis : *Son amendement tendant à prévoir une loi pour réduire le déficit dû à l'exploitation des moyens de transport* (p. 6607) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6783) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Développement de la télévision)* (p. 6796) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, Art 8 bis : *Amendement de M. Sibué tendant à supprimer les alinéas bloquant 20 milliards de crédits pour la S. N. C. F.* [31 décembre 1953] (p. 7138) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Construction de la maison de Radio, développement des programmes de télévision)* [31 décembre 1953] (p. 7240) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Fermeture des mines de Salsigne* (p. 7240, 7241). — Est entendu sur : un rappel au Règlement : *Négligence des Ministres à venir répondre aux questions orales* [6 novembre 1953] (p. 4916) ; — la convocation du Parlement en session extraordinaire : *Fixation de la date* [31 décembre 1953] (p. 7236). — Pose à M. le Ministre des Finances et des

Affaires économiques, une question relative au dégrèvement fiscal en faveur de certaines entreprises [19 février 1954] (p. 428, 429). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 6 : *Amendement de MM. Bénard et Jean-Paul Palewski (disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux)* [26 mars 1954] (p. 1341); Art. 17 : *Son amendement (régime de la taxe forfaitaire unique; les entreprises de transports)* (p. 1364); *le retire* (ibid.); Art. 17 bis : *Son amendement (régime de la taxe forfaitaire unique; fabrication de la bière)* (p. 1365); *le retire* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement (régime de la taxe forfaitaire unique portant sur les opérations de transport)* (p. 1369); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le rapport d'une de ses questions orales [30 juillet 1954] (p. 3748). — Pose à : M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au détachement du Commissariat général au Plan de la Présidence du Conseil [6 août 1954] (p. 3907); — M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative au différend entre la Radiodiffusion-Télévision française et les artistes lyriques et dramatiques [12 novembre 1954] (p. 4943). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE** pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Insuffisance des subventions accordées à l'artisanat, fonds de conversion de l'industrie, plan de développement de l'énergie, crise de l'industrie charbonnière française, investissements dans les centrales thermiques et les centrales hydrauliques, industrie chimique du pétrole et industrie du caoutchouc synthétique* [15 novembre 1954] (p. 5020 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (promotion d'un Secrétaire d'Etat au Commerce)* (p. 5023); *le retire* (ibid.); Chap. 44-01 : *Son amendement indicatif (encouragement à l'artisanat)* (p. 5029); *le retire* (p. 5030); Etat B, Chap. 64-00 : *réduction des importations de charbon* (p. 5031); — d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : *appartenance préten due de M. Loustaunau-Lacau à la Cagoule* [3 décembre 1954] (p. 5756); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME**, pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS,

TRANSPORTS ET TOURISME) : *Coordination des transports terrestres, diminution de la subvention à la S.N.C.F., coordination des investissements, création d'une commission des comptes des transports de la nation, transports privés* [4 décembre 1954] (p. 5828, 5829); *Question préalable de M. Marcel Noël* (p. 5836); Etat A, Chap. réservés : *Son rappel au règlement (temps consacré au vote de certains budgets)* [15 décembre 1954] (p. 6386); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Chiffres de ce douzième* [31 janvier 1955] (p. 509); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN** pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES) : *Plan de remise en ordre de la fonction publique, engagement du Gouvernement* [1^{er} février 1955] (p. 567); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Allocution du Président du Conseil mis en minorité* [4 février 1955] (p. 764). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole* [11 mars 1955] (p. 1320); *Son rappel au règlement* (p. 1322). — Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du **BUDGET ANNEXE DES P.T.T.** pour 1955, Etat C, Chap. 53-22 : *Télécommunications* [15 mars 1955] (p. 1465); — du projet de **LOI DE FINANCES** pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Majoration de la taxe intérieure de consommation applicable au fuel* [18 mars 1955] (p. 1663); Art. 11 : *Son amendement (plus-value provenant des locaux vendus pour servir d'habitation)* [19 mars 1955] (p. 1749); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Demande de disjonction de la Commission des finances (fuel oil, majoration de leur prix, contingentement, concurrence faite au charbon)* (p. 1762 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Propositions de loi sur l'enseignement technique agricole et les zones de salaires* [25 mars 1955] (p. 1945). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, Art. 1^{er} : *Son amendement (modification de l'article 1759 du Code général des impôts : contrôle fiscal en cas d'opposition collective à l'établissement de l'assiette de l'impôt)* [29 mars 1955] (p. 2085); — du projet de loi relatif au renouvellement de

l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470, 5471).

BIDAULT (M. Georges), *Député de la Loire* (M. R. P.).

Vice-Président du Conseil,
Ministre de la Défense nationale
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Vice-Président du Conseil,
Ministre de la Défense nationale
(Cabinet Edgar FAURE)

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre des Affaires étrangères
(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre des Affaires étrangères
(Cabinet LANDEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [15 mars 1955] (F. n° 508).

Dépôts :

Le 22 août 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-984 du 30 juillet 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 757. — Le 31 août 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, modifié par la loi du 14 juillet 1933, en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire, n° 936. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi complétant l'article 7 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix huit mois la durée du service militaire actif, n° 1007. — Le 11 septembre 1951, un projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 1057.

— Le 25 septembre 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 1202. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-292 du 3 mars 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 1206. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi portant ratification du décret n° 51-417 du 13 avril 1951 modifiant le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, n° 1209. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi ouvrant un délai spécial pour les demandes de revision de pension au profit des militaires retraités et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, n° 1222. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saida et Tizi-Ouzou (Algérie), n° 1569. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi relatif au déclassement de la Place de Collo (Algérie), n° 1570. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi portant déclassement du Fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe, n° 1571. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi modifiant la loi n° 50-248 du 1^{er} mars 1950 portant suppression de la Cour de justice de l'Indochine, n° 1578. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi modifiant certaines dispositions des lois du 9 mars 1928 et du 13 janvier 1938 portant revision des Codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, n° 1619. — Le 15 janvier 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général de Lattre de Tassigny, n° 2409. — Le 15 janvier 1952, un projet de loi tendant à déclarer que le général de Lattre de Tassigny a bien mérité de la Patrie et à autoriser le Gouvernement à lui conférer, à titre posthume, la dignité de Maréchal de France, n° 2410. — Le 16 février 1952, un projet de loi portant autorisation de programmes supplémentaires au titre de la défense nationale, n° 2680. — Le 29 janvier 1953, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à

ratifier : 1° le **Traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes**; 2° la **Convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952**; 3° le **Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense**; 4° le **Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense, n° 5404 (et annexes)**. — Le 29 janvier 1953, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de Genève relative au Statut des réfugiés, du 28 juillet 1951, n° 5426. — Le 3 mars 1953, un projet de loi portant modification des lois nos 51-671, 51-673 et 51-674 du 24 mai 1951 relatives à la répartition des indemnités accordées par les Etats tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, n° 5728. — Le 12 mai 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de commerce signé à Mexico le 29 novembre 1951 entre la France et le Mexique, n° 6156. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence, en juillet 1950, par la Conférence générale de l'U. N. E. S. C. O., n° 6157. — Le 12 mai 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention conclue entre la France et la Belgique, signée le 30 janvier 1953 à Paris relative à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés à la frontière franco-belge, n° 6158. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord passé entre la France et la Principauté de Monaco pour l'octroi aux rentiers viagers de nationalité monégasque de certaines majorations de rentes viagères, n° 6655. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention et les arrangements de l'Union postale universelle signés à Bruxelles le 11 juillet 1952, n° 6656. — Le 24 juillet 1953, un projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à

Paris le 20 mai 1953 entre la France et la Sarre et de la convention du 31 mai 1952 entre la France et la Sarre relative au contrôle des voyageurs, n° 6680 (Annexe). — Le 14 novembre 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Espagne, signée à Paris le 15 mai 1953, instituant des contrôles nationaux juxtaposés dans les gares frontières d' Hendaye et de Cerbère (France), d'Irun et de Port-Bou (Espagne), n° 7178. — Le 18 novembre 1953, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord signé les 23 juillet et 1^{er} août 1952, à Genève et Paris, entre le Gouvernement de la République et l'Organisation mondiale de la santé, en vue de déterminer les privilèges et immunités dont bénéficient l'Organisation et les Etats membres sur les territoires administrés par la France dans la région « Afrique » de l'O. M. S., n° 7211. — Le 29 décembre 1953, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le Protocole additionnel à cette Convention, signé à Paris le 20 mars 1952, n° 7514. — Le 19 janvier 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord international sur le sucre, signé à Londres le 26 octobre 1953, n° 7628. — Le 9 février 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le *modus vivendi* commercial signé à Caracas le 14 mars 1953 entre les Etats-Unis du Venezuela et la République française, n° 7670. — Le 9 février 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à San Salvador, le 23 mars 1953, entre la France et le Salvador, n° 7671. — Le 9 février 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce, signé à San José le 30 avril 1953, entre la République de Costa-Rica et la République française, n° 7672. — Le 12 février 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier trois conventions entre la France et la Suisse, relatives à des modifications de la frontière et à la détermination de celle-ci dans le lac Léman, signées à Genève le 25 février 1953, n° 7758. — Le 23 février 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à

ratifier la Convention signée à Paris le 22 septembre 1953 entre la France et la Norvège pour éviter les doubles impositions et établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, n° 7866. — Le 25 février 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le protocole sur le statut des Quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 24 août 1952; 2° l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Commandant suprême allié en Europe sur les conditions particulières d'installation et de fonctionnement en territoire métropolitain du Quartier général suprême des Forces alliées en Europe et des quartiers généraux qui leur sont subordonnés, signé à Paris, le 5 novembre 1953, n° 7871. — Le 9 mars 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 7981. — Le 9 mars 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 7982. — Le 9 mars 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 7983. — Le 9 mars 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 1^{er} juillet 1953 pour l'établissement d'une organisation européenne pour la Recherche nucléaire, n° 7988. — Le 16 mars 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale des Télécommunications signée à Buenos-Aires (République argentine), le 22 décembre 1952, n° 8040. — Le 30 mars 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C. I. V.), la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C. I. M.), signées à Berne le 25 octobre

1952, et les actes qui leur sont annexés, n° 8187. — Le 1^{er} avril 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, n° 8257. — Le 11 juin 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement et de navigation entre la France et la Suède et le Protocole signés à Paris le 16 février 1954, n° 8634. — Le 11 juin 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la Convention et le protocole annexé, signés à Paris le 31 décembre 1953 entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ; 2° la Convention et le protocole annexé, signés également à Paris, le 31^e décembre 1953, entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions, n° 8635 (rectifié). — Le 11 juin 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'arrangement entre la France et la Suisse, signé à Paris, le 3 août 1953, relatif à l'installation à Bâle Lysbüchel (Suisse) et à Saint-Louis (France) de deux bureaux internationaux pour le contrôle des marchandises, n° 8636.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Injures de M. Nocher*) [31 juillet 1951] (p. 6124). — Est nommé *Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale (Cabinet Pleven)* [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Est entendu pour une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Observations sur la Conférence de San Francisco* [30 août 1951] (p. 6651). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. de Benouville tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les Ministres et leurs cabinets (Insuffisances de l'armée)* [29 décembre 1951] (p. 10106) ; *Politique militaire de la France,*

réorganisation et augmentation des effectifs, conférence de Lisbonne (p. 10109 et suiv.); Chap. 1030 : *Demande de disjonction présentée par M. Gau, du chapitre relatif à la soldé de la gendarmerie* (p. 10124, 10125); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Demande, présentée par M. Mendès-France, de renvoi à la commission (Réalizations militaires)* [30 décembre 1951] (p. 10212). — S'associe à l'éloge funèbre du général de Lattre de Tassigny, prononcé par M. le Président Herriot [15 janvier 1952] (p. 230). — Donne sa démission de *Vice-président du Conseil, Ministre de la Défense nationale* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Vice-président du Conseil, Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Discours du Président Spaak sur l'armée européenne)* [12 février 1952] (p. 631, 633); *Couleur des drapeaux de l'armée européenne* [13 février 1952] (p. 689); *Sa réponse aux divers interpellateurs, les objectifs fondamentaux de la France, l'intégration de l'Allemagne dans l'armée européenne, la nécessité pour la France de proposer des solutions nouvelles, la naissance de l'unité européenne, l'économie du plan actuel et celle du Plan Pleven, la formule « Intégration ou Coalition »* (p. 694 et suiv.). — Est entendu sur un incident : *Citation erronée de M. Jacques Duclos* [19 février 1952] (p. 793). — Donne sa démission de *Vice-président du Conseil, Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Edgar Faure) [29 février 1952] (p. 1160).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4497 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les écrivains* [25 novembre 1952] (p. 5604); *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à supprimer « sciemment »* (p. 5603). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Est entendu pour une communication du Gouvernement sur les conversations de Londres et la Conférence de Rome; *Observations sur la ratification du traité sur la communauté européenne de défense, l'association de la Grande-Bretagne à cette Communauté, le problème de la durée du service militaire, les questions à l'ordre du jour de la Conférence de Rome, les protocoles additionnels au traité de l'E. D. C., les propositions hollandaises, les travaux de l'Assemblée « Ad Hoc », le problème de la Sarre, les entretiens franco-italiens* [6 mars 1953] (p. 1669 et suiv.). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [27 mai 1953] (p. 2846). — Est désigné *Président du Conseil* [10 juin 1953] (p. 2986). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement (Ses observations sur le déficit budgétaire et celui de la balance des comptes, la compression des dépenses, la révision nécessaire des marchés publics et de la gestion des sociétés nationales, la rigidité de l'économie, la répartition des investissements, l'assainissement de la production agricole, la crise du logement, les pouvoirs étendus réclamés par lui, la révision de la Constitution, la guerre d'Indochine, la politique à longue portée à pratiquer en Tunisie et au Maroc, la défense de l'Union française, la Communauté européenne de défense, la Conférence des Bermudes)* [10 juin 1953] (p. 2986 et suiv.); *Sa réponse aux orateurs (Ses observations sur le sort des départements d'outre-mer, le sort de l'Algérie, les débouchés de l'agriculture, les pouvoirs élargis demandés, la dissolution éventuelle de l'Assemblée, la révision de la Constitution, le problème sarrois, les Etats associés d'Indochine)* (p. 3010 et suiv.). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Laniel) (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Naegelen touchant l'extradition du général Lammerding et des principaux responsables du crime d'Oradour : *Demande instante adressée en ce sens aux services britanniques et américains en Allemagne; recherches vaines; démarches poursuivies* [23 octobre 1953] (p. 4534); — de M. Bonnefous sur les propositions nouvelles de

la Grande-Bretagne touchant la Communauté européenne de défense, à la suite du discours de M. Winston Churchill à Margate : *Négociations en progrès* [23 octobre 1953] (p. 4531). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV, Chap. 42-31 : *Faste prétendu des Affaires étrangères, direction autonome des Affaires économiques, situation des auxiliaires à l'étranger, investissements en Tunisie et au Maroc* [4 novembre 1953] (p. 4813, 4814) ; *Contribution de la France à la création d'un laboratoire européen de physique nucléaire* (p. 4814, 4815) ; Chap. 42-34 : *Assistance aux réfugiés étrangers en France* ; *Amendement de M. Giovoni portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Questions posées au Ministre)* (p. 4815) ; *Amendement de M. Schaff portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Rentes ou pensions dues à des Français ou Françaises par le Gouvernement de Bonn)* (p. 4815, 4816) ; — des interpellations sur la politique européenne : *La non-ratification de l'alliance soviétique* [17 novembre 1953] (p. 5228) ; *Discussion générale (Les buts pacifiques de la Communauté envisagée)* [19 novembre 1953] (p. 5302) ; *La nécessité de ne pas rester isolés, le réarmement allemand nécessaire et inéluctable voulu par les Russes et les Américains, la volonté de l'Assemblée exprimée en 1952 en faveur de l'armée européenne, les protocoles au traité du 27 mai 1952* [20 novembre 1953] (p. 5354 et suiv.) ; *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (La récente note soviétique acceptant une Conférence à quatre)* [27 novembre 1953] (p. 5633) ; — des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Indépendance du Gouvernement français vis-à-vis des Etats-Unis pour négocier avec le Viet Minh)* [5 mars 1954] (p. 718) ; *Indépendance de la Conférence indochinoise et de la Conférence coréenne à Genève* [9 mars 1954] (p. 759, 760) ; *Explications de vote : Indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis pour entreprendre des négociations en Indochine* (p. 768). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la délimitation des frontières de la Côte

française des Somalis : *Protocole de délimitation d'une frontière avec l'Ethiopie, les intérêts de la Compagnie des chemins de fer, l'avenir de Djibouti* [30 mars 1954] (p. 1489 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Historique des débats de Genève, préliminaires de procédure, cas du Cambodge et du Laos, travaux des experts militaires (cessez-le-feu au Viet Nam, délimitation des zones de regroupement), contrôle international neutre, garants éventuels des futurs accords (rejet du veto), soudaine intransigeance de M. Molotov, éloge de l'attitude britannique (médiatrice, mais amicale) ; Rappel des directives préalablement définies par l'Assemblée Nationale ; Double jeu à lui reproché, son « obsession » d'aboutir à la paix en Indochine (défi de citer un acte ou un geste commis — ou omis — par lui à l'encontre de celle-ci), liberté entière de la France vis-à-vis des U.S.A., mais solidarité avec les Etats associés (parole donnée) ; Reconnaissance suggérée de Mao Tsé Toung (réserves) ; Rejet de toute accusation de défaitisme entre Français (communistes exclus) ; Danger des débats parlementaires répétés sur l'Indochine (servant la tactique d'usure de l'adversaire) ; Rapatriement négocié du corps expéditionnaire (refus) ou son renforcement (mesures en cours) ; Internationalisation éventuelle du conflit, refus d'exclure cette hypothèse (solidarité du monde libre en cas de rupture d'équilibre en Asie) ; Ligne invariable de la diplomatie française à maintenir ; Succès possible — non pas certain — à Genève, en cas de scrutin favorable (fermeté de la France)* [9 juin 1954] (p. 2845 et suiv.) ; *Sa réponse à M. Soustelle touchant l'action de « l'astre caché » américain : pas de « satellite »* (p. 2866) ; *Mise au point touchant ses paroles prétendues, retour de Genève* (p. 2875). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : « *Efforts* » du *Président Mendès-France*, retard éventuel apporté à la conclusion d'un cessez-le-feu par la dernière crise ministérielle, suites de l'armistice, ton de la presse commu-

niste, non-garantie des Etats-Unis au fonctionnement de l'accord, article 62 de la Constitution et aide aux Etats associés, validité des alliances en Europe et en Asie, protection de l'Union française dans le monde libre [23 juillet 1954] (p. 3577 et suiv.) ; Rapatriement des prisonniers (p. 3582). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intention prêtée au Gouvernement de ramener de Madagascar en France l'ancien Sultan du Maroc et sur les garanties fournies à S. M. Sidi Mohamed Ben Moulay Arafa [3 novembre 1954] (p. 4689) ; la développe : Déclarations à la presse de M. Chr. Fouchet, Ministre des Affaires tunisiennes et marocaines, authentifiant S. M. Ben Arafa comme seul Sultan légitime ; Pas d'exil éternel pour le Sultan Ben Youssef, mais pas de mesures de clémence en sa faveur sans débat parlementaire préalable ; Différences (juridiques) mais connexité (pratique) entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ; Polémique avec M. Mitterrand touchant le précédent débat sur l'affaire des fuites ; Déclarations de M. Bourguiba (Sa lettre à Ferhat Abbas du 29 juillet 1946) ; Disparité évidente entre le traitement réservé aux fellaghas de l'Aurès et à ceux de Tunisie ; Conventions franco-tunisiennes en cours de négociation ; Concessions possibles, conditions nécessaires [9 décembre 1954] (p. 6018 à 6020). — Prend part : au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : Son témoignage touchant les conditions de la démission de M. Mitterrand, au sein du Cabinet Laniel [3 décembre 1954] (p. 5760) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : Rapport de M. Massot [17 décembre 1954] (p. 6506) ; Ses explications de vote sur la question de confiance : Son refus d'élections prétendues libres ; Unité du Viet Nam [20 décembre 1954] (p. 6620, 6621, 6627, 6628) ; Négociations de Genève (p. 6635, 6636, 6637). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères : Les titres de résistance des fonctionnaires du Quai d'Orsay [27 juillet 1955] (p. 4327) ; — d'interpellations sur le Maroc : Garanties obtenues sur le plan international relativement au Conseil du trône ; Engagements pris par le Résident général ; Etrangeté des méthodes employées au cours de la nuit du 1^{er} octobre ;

Propos à lui attribués par M. Clostermann ; Acte de volonté nécessaire [8 octobre 1955] (p. 4955).

BIGNON (M. Albert), Député de Charente-Maritime (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé vice-président de la Commission des pensions [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 2 du décret du 31 août 1951 prévoyant l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés résistants ou politiques, **n° 1771 (rectifié)**. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 787) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 81 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, **n° 2931**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 519) de M. Triboulet ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la Libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919, **n° 4825**. — Le 21 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les décorations décernées pour faits de résistance soient remises sur le front des troupes, quel que soit le Ministère dont elles émanent, **n° 4830**. — Le 28 no-

vembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 884) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 concernant les droits des combattants volontaires de la Résistance et déportés et internés de la Résistance, n° 4905 (rectifié). — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 2 janvier 1932, au profit des grands mutilés en service commandé, titulaires des articles 10 ou 12 de la loi du 31 mars 1919 et de la carte de combattant, n° 5336. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 59 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 5337. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2254) de M. Hénault tendant à proroger le délai imparti par la loi du 24 mai 1951 pour le dépôt des demandes de prêts accordés aux anciens combattants volontaires de la Résistance, en application des ordonnances des 5 et 20 octobre et 2 novembre 1945, n° 5496. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5337) de MM. Bignon et Magendie tendant à compléter l'article 59 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 6036. — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le plafond du cumul d'une pension d'ancienneté et d'un traitement public, et celui de deux ou plusieurs pensions, n° 7026. — Le 4 novembre 1953, une proposition de loi tendant à permettre aux caisses artisanales d'allocations vieillesse d'accorder des remises de majoration de retard, n° 7066. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2335) de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7734. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2798) de M. Sérafini tendant à rendre applicables aux fonctionnaires retraités

sous l'empire de la loi du 14 avril 1924 certaines dispositions plus favorables de la législation postérieure (loi du 20 septembre 1948 et Code des pensions), n° 7736. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les titulaires d'une pension proportionnelle terminant leur carrière dans un emploi civil des dispositions de l'article 31 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 7812. — Le 5 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2799) de M. Sérafini et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la représentation des anciens combattants au sein des commissions de réforme, n° 7972. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions du décret n° 52-1166 du 18 octobre 1952 et des textes subséquents portant application de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 instituant l'assurance-vieillesse agricole, n° 8291. — Le 7 mai 1954, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 aux salariés de la marine accidentés du travail antérieurement au 1^{er} janvier 1947, n° 8424. — Le 7 mai 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1944, n° 8425. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 555 du Code civil en matière de droit d'accession aux choses immobilières, n° 8564. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 7981) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 8957. — Le 6 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les étudiants d'une réduction de 50 0/0 sur la S.N.C.F. quatre fois par an, n° 9106. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 62 et 123 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 9315. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 136 bis du Code des pensions militaires

d'invalidité et des victimes de la guerre en vue d'étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux veuves des militaires et marins non remariées bénéficiaires d'une pension au titre du deuxième alinéa de l'article L 43 du Code des victimes de la guerre, n° 9316. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 10172. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 784 du Code général des impôts relatives à la perception des droits de mutation à titre gratuit, à certaines catégories d'adoptés, n° 10346. — Le 10 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la majoration de 10 0/0 pour non-paiement d'impôt ne soit pas appliquée aux agriculteurs tant que leur pouvoir d'achat n'aura pas atteint un niveau normal, n° 10359. — Le 29 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 7982) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 10549. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5460) de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 43 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 10576. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7063) de M. Sérafini portant attribution d'une indemnité temporaire aux personnels retraités tributaires du Code des pensions civiles, domiciliés et résidant en Corse, n° 10577. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 9878) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la marine marchande, n° 11614. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 7953) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer signée à Bruxelles le 10 mai 1952, n° 11723.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre aux débiteurs de faire appel des décisions des juridictions contentieuses de la Sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6618, 6619, 6620, 6621); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir appel des décisions des juridictions contentieuses de la Sécurité sociale* (p. 6631); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions aux pêches maritimes (ostréiculture de la Charente)* [15 novembre 1951] (p. 8040, 8042); *le retire* (p. 8042); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 6020 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemniser les pertes des déportés et internés (application du décret du 31 août 1951)* [27 novembre 1951] (p. 8557); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 3 : *Amendement de M. Caillet relatif aux formalités de demandes de révision de l'indemnité* [2 juillet 1952] (p. 3422); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3181 : *Direction des eaux et forêts* [21 octobre 1952] (p. 4290)); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Suppressions d'emplois)* [24 octobre 1952] (p. 4410); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants, anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4641); Chap. 4621 : *Amendement de M. Kœnig tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Anciens militaires de carrière pensionnés)* [20 décembre 1952] (p. 6732, 6733); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une retraite proportionnelle aux officiers rappelés dans l'armée en 1914-1918*

[21 décembre 1952] (p. 6850); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à proroger les délais de forclusion concernant les réquisitions* (p. 6857); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 24 : *Son amendement tendant à amnistier toutes les infractions de droit commun sanctionnées par des peines légères* [26 février 1953] (p. 1373). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en berne du pavillon national à l'occasion du décès du maréchal Staline [10 mars 1953] (p. 1714). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contentieux administratif; Art. 5 : *Son amendement relatif à la représentation des parties devant les tribunaux administratifs* [26 mars 1953] (p. 2367); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inscription maritime (Concessions des ostréiculteurs)* [12 novembre 1953] (p. 4999); *le retire* (p. 5000); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'Administration centrale (Emplois réservés)* [6 décembre 1953] (p. 6149, 6150); *le retire* (p. 6150); Chap. 4633 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Pécule à accorder aux ascendants des prisonniers de guerre décédés)* (p. 6164, 6165); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 22 : *Non-revalorisation de la retraite du combattant pour les anciens combattants entre 55 et 65 ans* [6 décembre 1953] (p. 6109); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 14 *ter* : *Amendement de M. Bénard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* [30 décembre 1953] (p. 7053); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, amendé par Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire* [31 décembre 1953] (p. 7103, 7107); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Exercice du droit de reprise)* (p. 7115); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale*

(*Confusion des pouvoirs, indemnisation des propriétaires, élargissement des dispositions de la loi du 1^{er} décembre 1951*) [5 mars 1954] (p. 697); *Son contre-projet* [23 mars 1954] (p. 1158), *présenté et retiré* (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Frais de procédure)* [8 juillet 1954] (p. 3350); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs; logements neufs destinés aux expulsés)* (p. 3352, 3353); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Situation des anciens combattants et application du plan dit quadriennal voté le 31 décembre 1953)* [6 août 1954] (p. 3933, 3934); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955 : *Code des pensions* [25 janvier 1955] (p. 207); Etat A, Chap. 46-26 : *Son amendement indicatif (Indemnité de soins des tuberculeux 100 0/0 non hospitalisés)* [11 mars 1955] (p. 1329); *le retire* (ibid.); Chap. 46-27 : *Amendement indicatif de M. Deliaune (Création de maisons de repos)* (p. 1330); Chap. 46-30 : *Amendement indicatif de M. Deliaune (Majoration des pensions de veuves de guerre ayant des enfants à charge)* (p. 1339); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1342); Chap. 46-51 : *Amendement indicatif de M. Deliaune (Office des anciens combattants)* (p. 1348, 1349); *Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent* (p. 1363); *Son article additionnel (Application de l'article L 20 du Code des pensions militaires d'invalidité aux aveugles de la résistance)* (p. 1364); *Son article additionnel (Allocation d'ascendant)* (p. 1365); *Ses explications de vote* (p. 1375, 1376); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES), Art. 34 : *Son amendement (Aménagement de la législation sur les cumuls, cas des retraités proportionnels titulaires d'un emploi public)* [4 mars 1955] (p. 1111); *Son article additionnel (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit)* [8 mars 1955] (p. 1140, 1151); *Son article additionnel (Droits à pension de certains militaires des réserves)* (p. 1142); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Bénéfice de la sécurité sociale pour certaines veuves de*

militaires et de marins) (p. 1144); *le retire* (ibid.).

BILLAT (M. Paul), *Député de l'Isère (C.)*.

Son **élection est validée** [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agriculture appelés sous les drapeaux lorsque le revenu cadastral de l'exploitation familiale est inférieur ou égal à 1.000 francs, **n° 128**. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer un permis mensuel de chasse au bénéfice des jeunes gens appelés à accomplir leurs obligations de service militaire ou libérés de celles-ci au moment de l'appel sous les drapeaux du deuxième contingent de la classe, **n° 644**. — Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit exceptionnel de 120 millions de francs aux départements de l'Isère et de la Drôme, destiné à secourir les populations et collectivités victimes de l'ouragan qui a ravagé la région agricole située entre Saint-Marcellin (Isère) et Romans (Drôme), le 13 août 1951; **n° 697**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires soutiens de famille, **n° 824**. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir parmi les races bovines françaises subventionnées, celle dite « de Villars-de-Lans », **n° 1010**. — Le 30 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 211) de M. Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du

Crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs, **n° 1782**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie, concernant l'importation des perdrix et faisans nécessaires au repeuplement du gibier sur le territoire français, **n° 1807**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à créer un statut général de la chasse en France pour permettre une meilleure organisation de la chasse en abrogeant les actes dits lois du 28 juin 1941 et du 27 décembre 1941 et les arrêtés qui en découlent, **n° 1808**. — Le 12 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1772) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à respecter le prix de revient et à tenir compte des hausses survenues sur les autres produits, dans la fixation du prix moyen global du tabac à la production, **n° 1974**. — Le 24 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures qui favoriseront les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, afin d'assurer la prospérité de nos industries, en particulier celle de l'industrie textile, atteinte d'une crise qui s'aggrave de jour en jour, **n° 2450**. — Le 24 janvier 1952, une proposition de loi tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles dont les jeunes gens sous les drapeaux sont les soutiens, en vertu de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, **n° 2452**. — Le 18 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier au plus tard le 31 mars 1952, le décret d'administration publique fixant les modalités de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, **n° 2966**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à supprimer la taxe de 6,35 0/0 sur les aliments du bétail, **n° 3019**. — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 3028) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures visant à obtenir une baisse substantielle sur les principaux produits industriels nécessaires à l'agriculture, notamment sur les engrais, les aliments du bétail, le matériel agricole, le sulfate de cuivre et le soufre, **n° 3290**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi

modifiant la loi du 22 juillet 1948 relative aux permissions agricoles et accordant vingt-quatre jours de permission en toutes saisons de travaux des champs, n° 3304. — Le 12 avril 1952, une proposition de loi tendant à établir la réciprocité des droits et le cumul des périodes d'assurances, en matière d'allocation aux vieux travailleurs salariés, entre la France et l'Algérie, n° 3324. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au département de l'Isère pour mettre à la disposition des communes du Haut-Grésivaudan, victimes de l'orage de grêle du 11 mai 1952, un crédit exceptionnel de 40 millions destiné à indemniser les pertes subies par les agriculteurs, n° 3407. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel d'un milliard et demi destiné à indemniser les victimes de l'ouragan et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans les départements de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche ; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions ; 3° à mettre des crédits à bas taux à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements rapides des bâtiments endommagés, n° 3774. — Le 26 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 4775) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant compte du prix de revient, n° 4872. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi instituant un fonds de chasse dans chaque département et sur le plan national destiné à utiliser d'une façon rationnelle les sommes versées par les chasseurs pour l'obtention du permis de chasse, au repeuplement, au gardiennage, au développement de la chasse en France, n° 4976. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les jeunes agriculteurs, sous les drapeaux, engagés par devancement d'appel, des permissions exceptionnelles agricoles, n° 5053. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 30 août 1947 relative à l'assurance de longue maladie aux salariés des professions agricoles n° 5067. — Le 6 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux agriculteurs victimes des inonda-

tions du Haut-Rhône dans le canton de Morestel (Isère), n° 5268. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à accorder un allègement du temps de service militaire actif aux jeunes gens du contingent, pères de famille et la dispense totale aux pères de deux enfants, n° 5416. — Le 5 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler la note de service du Secrétaire d'Etat à la Guerre en date du 30 octobre 1952 relative aux étudiants sursitaires afin d'appliquer les dispositions de l'article 6 du décret n° 52-360 du 1^{er} avril 1952, n° 5783. — Le 17 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la solde base des jeunes soldats du contingent à 50 francs par jour, à partir du 1^{er} mars 1953, n° 5874. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 22 juillet 1948 en vue d'étendre le bénéfice des permissions spéciales dites agricoles aux jeunes artisans ruraux, n° 5921. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 3, 4, 5, 6 et 11 du décret n° 53-206 du 18 mars 1953 relatif à l'appel sous les drapeaux du premier contingent de la classe 1953, articles non conformes aux dispositions de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 relative au recrutement de l'armée, n° 5980. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans les formations militaires les mesures qui permettraient à des jeunes gens appelés sous les drapeaux de se préparer à des examens auxquels ils voudraient se présenter, au cas où ils n'ont pu le faire avant leur incorporation, n° 6089. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocation-vieillesse agricole, les personnes effectuant un travail agricole et bénéficiant d'une retraite ou pension vieillesse d'un autre régime ou de l'allocation aux grands infirmes et incurables, n° 6119. — Le 18 mai 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 1655) tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret-loi du 17 juin 1938 ; 2° de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 2395) tendant à exonérer du timbre piscicole

les titulaires de la carte d'économiquement faible; 3^o de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues (n^o 4441) tendant à exonérer les bénéficiaires de la carte sociale des économiquement faibles de la taxe piscicole, n^o 6184. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n^o 45-267 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, afin d'assurer la défense efficace de ceux-ci et du cheptel contre les émanations de certains établissements industriels, n^o 6218. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de toutes taxes et de tous droits la viande consommable répartie à litre onéreux entre les sociétaires d'une assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, lorsque l'abattage de la bête aura été rendu obligatoire par le vétérinaire, n^o 6346. — Le 26 juin 1953, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le remboursement par la S.N.C.F. ou par toute autre société exploitant une voie de chemin de fer des récoltes situées à proximité des voies de chemin de fer et détruites par l'incendie, n^o 6359. — Le 26 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, afin de rendre facultative la P.M.S. dans certaines grandes écoles, n^o 6361. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Robert Manceau et plusieurs de ses collègues (n^o 2165) tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française de chanvre, par l'arrêt des importations de chanvre étranger, n^o 6415. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour protéger l'élevage du lapin domestique, et le territoire de la chasse au lapin de garenne, contre la myxomatose et à faciliter le repeuplement du territoire de chasse, n^o 6681. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider efficacement les agriculteurs des communes de Saint-Nazaires-Eymes et de Bernin (Isère), victimes des orages de grêle qui se sont abattus les 6 et 11 août sur ces deux communes, n^o 6819. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n^o 53-941 du 30 septembre 1953 portant aliénation de l'atelier de fabrication de Saint-Priest, n^o 6827. — Le 29 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à promulguer les décrets prévus par l'article 13 de la loi n^o 48-101 du 17 janvier 1948, relative à l'assurance-vieillesse des personnes non salariées, en vue d'exonérer les assujettis des cotisations en cas d'insuffisance de revenu ou lorsque l'activité exercée est insuffisante pour leur fournir des ressources nécessaires à leur existence, n^o 7032. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 6923) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant compte du prix de revient, n^o 7077. — Le 12 décembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder le droit de vote aux élections aux Chambres d'agriculture aux jeunes agriculteurs et agricultrices âgés de 21 ans et le droit d'éligibilité à 23 ans, n^o 7459. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi interdisant la fabrication de vins mousseux dits « Clairette de Die » autres que les vins récoltés à l'intérieur de l'aire délimitée de cette appellation contrôlée, n^o 7576 (rectifié). — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 7644 rectifié) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux planteurs de tabac une prime spéciale exceptionnelle pour la campagne 1953-1954, n^o 7890. — Le 17 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 7636) de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser, par dérogation spéciale, la pêche à la ligne dans les fleuves et rivières les 17, 18 et 19 avril 1954, n^o 8070. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles permettant d'éviter la fermeture des distilleries de la Croix-Rouge et de la Verpillère, dans le département de l'Isère, et à permettre l'écoulement de la production betteravière ordinairement destinée à ces établissements, n^o 8118. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les retraités assujettis à la sécurité sociale des militaires, le remboursement des cotisations précomptées, lorsque ces retraités exercent une activité professionnelle les assujettissant obligatoirement à une autre caisse de sécurité sociale, n^o 8272. — Le 9 avril 1954

une proposition de loi tendant à étendre aux étudiants des écoles nationales d'ingénieurs et établissements assimilés, le bénéfice des dispositions relatives au sursis d'appel sous les drapeaux, actuellement applicables aux étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire et aux élèves vétérinaires, n° 8354. — Le 9 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever de toute urgence le taux des allocations aux familles nécessiteuses, dont le soutien principal est à l'armée, instituées par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, n° 8355. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7459) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le droit de vote aux élections aux chambres d'agriculture aux jeunes agriculteurs et agricultrices âgés de 21 ans et le droit d'éligibilité à 23 ans, n° 8452. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8118) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles permettant d'éviter la fermeture des distilleries de la Croix-Rouge et de la Verpillère, dans le département de l'Isère, et à permettre l'écoulement de la production betteravière ordinairement destinée à ces établissements ; 2° de M. Secrétain (n° 8162) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour sauvegarder les intérêts légitimes des planteurs de betteraves frappés par la fermeture des distilleries ; 3° de M. Waideck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 8194) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour éviter la fermeture de la distillerie de Beauné-la-Rolande (Loiret) et permettre l'écoulement de la production betteravière ordinairement destinée à cet établissement ; 4° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 8834) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'assurer du travail et de garantir le logement aux ouvriers de la distillerie de Guignes-Rabutin (Seine-et-Marne) ; 5° de M. Begouin (n° 8388) tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts légitimes du personnel et des planteurs de betteraves frappés par la fermeture de sucreries ou de distilleries-sucreries, n° 8797. — Le 6 juillet 1954, un rapport au

nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951 (n° 346) sur le projet de loi portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, n° 8798. — Le 20 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de MM. Marcel David et Minjot (n° 5684 rectifié) tendant à la révision des indices hiérarchiques de traitement des agents techniques des eaux et forêts ; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 6508) tendant à l'octroi de points indiciaires supplémentaires pour les agents techniques et chefs de district des eaux et forêts ; 3° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 6813) tendant au reclassement des agents techniques chefs de district et adjoints forestiers des eaux et forêts, n° 8891. — Le 12 août 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 5556) de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à la majoration de l'allocation-maternité et à son extension à toutes les naissances, n° 9156. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 8858) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1400) relative aux conditions d'âge exigées pour l'électorat et l'éligibilité aux chambres d'agriculture, n° 9157. — Le 30 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aide efficace et rapide : 1° à la commune de Feiss ns-sur-Isère (Savoie) pour réparer les dégâts causés par la crue subite du « Nant de Pussy » et assurer la protection des riverains ; 2° aux familles dont les immeubles et autres biens ont gravement souffert de la crue, n° 9248. — Le 5 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 8387) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à ce que les droits à plantation de betteraves industrielles soient exclusivement attachés à l'exploitation agricole et non aux usines utilisatrices, n° 9390. — Le 10 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951 (n° 346) sur le projet de loi por-

tant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, n° 9687 rectifié. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser de façon sensible le traitement de la Médaille militaire, n° 9917. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 9676) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'agriculture et à l'artisanat le bénéfice des tarifs préférentiels de l'énergie électrique accordé à l'industrie, n° 10102. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe pour frais de Chambre des métiers les artisans travaillant seuls ayant atteint l'âge de 65 ans, n° 10144. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à exonérer de toutes taxes et de tous droits la viande consommable répartie, même à titre onéreux, entre les sociétaires d'une assurance mutuelle contre la mortalité du bétail en cas d'abattage par suite d'un accident ou d'une maladie, n° 10455. — Le 1^{er} avril 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, n° 10597. — Le 8 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à n'envoyer en aucun cas en Afrique du Nord les jeunes gens accomplissant leur temps légal de service militaire, ceux qui, libérables, sont maintenus sous les drapeaux et les disponibles rappelés par décret en date du 24 août 1955, mariés et pères de famille, n° 11577. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de loi (n° 4518) de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à porter désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, n° 11651. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de résolution (n° 5874) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouverne-

ment à porter la solde de base des jeunes soldats du contingent à 50 francs par jour, à partir du 1^{er} mars 1953, n° 11652. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la franchise postale aux militaires stationnés en Afrique du Nord pour les lettres et les colis qui leur sont adressés par avion comme par tout autre moyen de transport, n° 11707. — Le 1^{er} novembre 1955, une proposition de loi portant ouverture d'un délai pour l'inscription sur les listes électorales des électeurs et électrices ayant atteint l'âge de 21 ans au 1^{er} décembre 1955, n° 11785. — Le 2 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de loi (n° 10197) de M. Secrétain tendant à compléter l'article 58 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 11794. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. LeFranc (n° 11566) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la franchise postale à tous les militaires actuellement stationnés en Afrique du Nord ; 2° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 11707) tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la franchise postale aux militaires stationnés en Afrique du Nord pour les lettres et les colis qui leur sont adressés par avion comme par tout autre moyen de transport ; 3° de M. Penoy et plusieurs de ses collègues (n° 11822) tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la franchise postale aux correspondances des militaires en Afrique du Nord ainsi qu'à leurs familles et de permettre à celles-ci d'expédier en franchise les colis destinés à ces militaires, n° 11950. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4976) de M. Billat et plusieurs de ses collègues instituant un fonds de chasse dans chaque département et sur le plan national destiné à utiliser d'une façon rationnelle les sommes versées par les chasseurs pour l'obtention du permis de chasse, au repeuplement, au gardiennage, au développement de la chasse en France, n° 11955.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département du Nord (2^e circons-

cription) : *Amendement de M. Kuehn tendant à nommer une commission d'enquête* [31 juillet 1951] (p. 6133) ; — d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire)* [10 août 1951] (p. 6308, 6309) ; — des opérations électorales du territoire du Niger : *Son amendement tendant à nommer une commission d'enquête* [21 août 1951] (p. 6365) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (ALLOCATIONS AUX PARENTS D'ÉLÈVES) Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à n'appliquer cette loi qu'après relèvement des prestations familiales agricoles* [8 septembre 1951] (p. 7121) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à changer le titre de la loi en mentionnant le retour à la législation de Vichy* [10 septembre 1951] (p. 7258, 7259). — Pose à M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale, une question relative à l'application du régime de sécurité sociale aux militaires titulaires d'une pension de retraite [14 septembre 1951] (p. 7378). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Sa motion incidente demandant l'augmentation des allocations familiales agricoles* [8 novembre 1951] (p. 7728) ; *Sa motion incidente demandant le relèvement des allocations militaires* (p. 7730) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE ; Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Protection des végétaux)* [21 novembre 1951] (p. 8262) ; *le retire* (p. 8263) ; Chap. 32-70 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Culture de la lavande)* (p. 8276) ; Chap. 33-50 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les diverses commissions d'études (Direction de la culture des tabacs)* (p. 8279) ; *le retire* (p. 8280) ; Chap. 34-30 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les travaux d'hydraulique et du génie rural (Adductions d'eaux)* (p. 8281) ; Chap. 34-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'hydraulique agricole* (p. 8288) ; Chap. 51-10 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la sélection animale (Reconstitution de la race laitière de Villard de Lans)* (p. 8300) ; *le retire* (ibid.) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ;

Chap. 40-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé (Allocations militaires)* [4 décembre 1951] (p. 8757) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé (Exploitants agricoles mobilisés)* (p. 8757) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; Chap. 50-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Exportation de noix)* [11 décembre 1951] (p. 8987, 8988) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à réaliser la parité avec les prestations des salariés* [21 décembre 1951] (p. 9541, 9542) ; Art 3 : *Son amendement tendant à exonérer de cotisation les exploitants de terre dont le revenu cadastral est inférieur à 100 francs* [22 décembre 1951] (p. 9575) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le dépôt d'un projet établissant l'égalité avec les prestations payées aux salariés* (p. 9580) ; Etat annexe ; Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les prestations familiales des non-salariés agricoles (Parité des prestations familiales)* (p. 9643) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant la parité entre les prestations agricoles et les autres* [3 janvier 1952] (p. 89) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 1^{er}, Etat A : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subsistances militaires (Nourriture des soldats)* [22 décembre 1951] (p. 9582) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; Chap. 9079 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan)* [27 décembre 1951] (p. 9926, 9927) ; *le retire* (p. 9927) ; Art. 3, Etat C : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'Etat C réduisant les programmes de travaux de 14.709 millions* (p. 9939) ; — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder des permissions de printemps aux agriculteurs* [30 décembre 1951]

(p. 10160, 10161) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer les allocations aux recrues soutiens de famille* (p. 10167) ; *Son amendement tendant à rétablir les dispenses de services et les allègements supprimés par la loi du 30 novembre 1950* (p. 10168) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à la solde des militaires non-officiers convoqués pour des périodes d'instruction* (p. 10168) ; — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Contre-projet tendant à maintenir pour les étudiants le régime de la loi du 31 mars 1928, présenté par M. Malleret-Joinville* [21 mars 1952] (p. 1405, 1406) ; *Son amendement tendant à donner aux étudiants, jusqu'au 1^{er} novembre 1952 pour renoncer au sursis* (p. 1409) ; *Son amendement tendant à donner aux étudiants jusqu'au 15 août 1952 pour renoncer au sursis* (p. 1409) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 5 : *Amendement de M. André Mercier tendant à accorder cinq minutes à chaque groupe dans un débat restreint* [27 mars 1952] (p. 1532) ; *Amendement de M. Villon tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant la défense nationale* (p. 1535) ; *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant les industries nationalisées* (p. 1536) ; Art. 5 : *Amendement de M. Barrachin tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant les lois électorales* (p. 1536) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1579). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'imposition des sociétés dissoutes [28 mars 1952] (p. 1622). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à permettre de demander la clôture de l'inscription des orateurs pour des explications de vote* [27 mai 1952] (p. 2445) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à laisser la possibilité d'interpréter, au Président* (p. 2453) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2453) ; — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la situation des enfants* [6 juin 1952] (p. 2713) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Art. 12 : *Son amendement*

tendant à réduire à un an la durée du service pour les jeunes gens mariés et pères de famille [17 juin 1952] (p. 2995) ; — d'une proposition de loi instituant un permis national de chasse : *Son contre-projet tendant à maintenir un permis de chasse départemental* [8 juillet 1952] (p. 3629 et suiv.) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3172 : *Direction du génie rural* [21 octobre 1952] (p. 4290) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Etat A, Chap. 4544 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Service des ponts et chaussées à la Mure)* [24 octobre 1952] (p. 4424) ; *le retire* (p. 4426) ; Chap. 3473 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux hydrauliques (Adductions d'eau dans l'Isère)* [25 octobre 1952] (p. 4466) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 4652 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de crédit agricole (Prêts aux jeunes ruraux)* (p. 4482, 4483) ; *le retire* (p. 4483) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A : AGRICULTURE, Chap. 5180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits d'équipement pour les eaux et forêts* [20 décembre 1952] (p. 6791), Chap. 6160 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au génie rural (Adductions d'eaux)* (p. 6792) ; Etat A ; AGRICULTURE ; Chap. 6180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Entretien des alpages)* (p. 6793) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5332 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la défense contre les eaux (Vallée de l'Isère)* [21 décembre 1952] (p. 6945) ; AGRICULTURE ; Chap. 6160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du génie rural (Adductions d'eau potable)* (p. 6953, 6954) ; Art. 1 bis : *Subventions maintenues pour les travaux déjà effectués avant l'octroi des subventions* (p. 6957) ; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts agricoles (Insuffisance des prêts aux jeunes exploitants)* (p. 6958) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A ; GUERRE, Chap. 3112 :

Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les soldes de sous-officiers et soldats (Relèvement du prêt de 30 à 50 francs par jour) [26 janvier 1953] (p. 426); Chap. 3292 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la préparation militaire (Programmes de préparation militaire pour les étudiants)* (p. 430, 431); Art. 22 : *Son amendement tendant à accorder des pensions exceptionnelles agricoles aux jeunes gens engagés par devancement d'appel* [26 janvier 1953] (p. 445); *Son amendement tendant à accorder un allègement du temps de service aux pères de famille* (p. 445); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 10 : *Son amendement tendant à instituer l'allocation de la « mère au foyer » au profit des familles d'exploitants dont le revenu cadastral ne dépasse pas 1.500 francs* [29 janvier 1953] (p. 668, 669); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 676); — du projet de loi collectif d'ordonnancement; Etat A, AGRICULTURE Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonifications pour naissance d'enfants accordées aux jeunes agriculteurs* [3 février 1953] (p. 858); *le retire* (p. 859); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse; Art. 3 : *Amendement de M. Detœuf tendant à établir un prix forfaitaire de vaccination par animal à la charge de l'éleveur* [24 mars 1953] (p. 2289); *Son amendement tendant à accorder la gratuité de la vaccination aux petits exploitants* (p. 2289); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 1 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte maintenant le bénéfice des subventions accordées aux collectivités même si les travaux sont exécutés avant l'octroi de la subvention* [5 février 1953] (p. 933). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation sur les enfants Finaly : *Les manœuvres de Mlle Brun, l'arrestation des leaders de la C. G. T.* [24 mars 1953] (p. 2234); — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; son amendement tendant à exclure de l'application les crédits destinés à l'équipement rural et aux prêts sociaux dans l'agriculture*

(nombreuses restrictions déjà subies) [7 juillet 1953] (p. 3320); Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires, (Abdication du Parlement sur la fixation des prix agricoles)* (p. 3322, 3323); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 3 : *Election du Bureau sans respect de la règle de la représentation proportionnelle* [21 juillet 1953] (p. 3669); *Son amendement tendant à appliquer la proportionnalité lors de l'élection du Bureau* (p. 3670); *Son amendement tendant à attribuer les postes de secrétaires à la représentation proportionnelle* (p. 3670, 3671); Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée Nationale l'étude préalable des projets modifiant le régime de la Sécurité sociale* (p. 3703); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas autoriser les poursuites pour des discours ou écrits faits pendant la session* (p. 3715); *Son amendement tendant à exiger la majorité des deux tiers pour la levée de l'immunité parlementaire* (p. 3716); — des interpellations sur la politique agricole : *Problème du lait (Malhonnêteté gouvernementale à propos du taux des matières grasses); mécontentement des agriculteurs dauphinois, problème général de l'élévation du pouvoir d'achat intérieur comprimé par la politique gouvernementale* [22 octobre 1953] (p. 4459); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3171 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural et l'hydraulique agricole (Frais de déplacement des ingénieurs du génie rural)* [3 décembre 1953] (p. 5935); Chap. 3581 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les eaux et forêts (Protection de la chasse et du gibier)* (p. 5948); Chap. 3751 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture (Remise à jour des listes électorales)* (p. 5948); *le retire* (ibid.); Chap. 4652 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse nationale de crédit agricole (Bonification d'intérêts accordée aux jeunes ménages emprunteurs à la naissance d'enfants)* (p. 5958); Etat B, Chap. 6180 : *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équipement aux eaux et forêts (entretien des chalets et fruitières des alpages)* [4 décembre 1953] (p. 5988, 5989); Chap. 6650 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux agriculteurs migrants (Insuf-*

finance des primes aux migrants) (p. 5991); le retire (ibid.); Chap. 4428: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies des animaux, contrôle des viandes (Indemnités d'abattage réclamée aux éleveurs mutualistes)* (p. 6020); Etat B, Chap. 5162: *Adductions d'eau potable (Points d'eau dans la région de Grenoble)* (p. 6020); Chap. 6160: *Subventions pour l'équipement du génie rural (Adductions d'eau à faire dans 23.000 communes)* (p. 6023); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel: *Son amendement relatif à l'application de la taxe unique sur la viande* [13 décembre 1953] (p. 6747); — des interpellations sur le prix du tabac: *Discussion générale (Revendications des planteurs réunis à Romans pour réclamer le prix de 450 francs au kilo au lieu de 360)* [28 décembre 1953] (p. 6896); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires; Article additionnel: *Son amendement tendant à abroger le décret portant aliénation de l'atelier de Saint-Priest* [29 décembre 1953] (p. 6982); — d'un projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01: *Son amendement (Dispense totale du service militaire pour les pères de deux enfants, allègement du temps de service pour les pères d'un enfant)* [18 mars 1954] (p. 987, 988); SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-32: *Son amendement (Application du décret du 22 mai 1951 aux travailleurs de l'Etat)* (p. 1014); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12: *Son amendement (Taux dérisoire du prêt des soldats servant pendant la durée légale)* [19 mars 1954] (p. 1042); *Son amendement (Application du nouveau régime des permissions)* (p. 1042, 1043); Chap. 31-16: *Soldes et indemnités des réservistes, son amendement (Réduction de 1.000 francs sur ce chapitre), le retire* (p. 1043); Chap. 31-32: *(Aliénation de l'atelier de fabrication de Saint-Priest, reconversion, crise industrielle et agricole)* (p. 1072, 1073); *Son amendement (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui vise la vente de l'établissement de Saint-Priest)* (p. 1073, 1075); *Son amendement (Menace de fermeture de l'atelier de fabrication de Caen, transfert de ses biens aux sociétés Pompey et Uframec, reconversion en production civile)* (p. 1075); *Son amendement (Diminution du nombre des apprentis)* (p. 1077); Chap. 32-92:

Son amendement (Préparation militaire facultative) (p. 1080); Chap. 34-92: *Son amendement (Sursis d'appel)* (p. 1083); le retire (p. 1084); Chap. 37-81: *Son amendement (Réparations dues aux ayants droit des victimes d'accidents mortels survenus au cours d'exercices et de manœuvres militaires), le retire* (p. 1085); SECTION COMMUNE, Art. 16: *Son amendement (Cession à la ville de Fort-de-France de certains ouvrages et postes militaires), le retire* (p. 1119); *Son article additionnel (Ouverture d'un secteur de fabrications civiles dans les établissements et arsenaux de l'Etat), le retire* (p. 1125); *Son article additionnel (Révision des salaires des travailleurs de l'Etat, conformément au décret du 22 mai 1951)* (p. 1125); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES): *Son article additionnel (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* [19 mars 1954] (p. 1141); le retire (p. 1142); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES: *Son article additionnel (Application et financement de l'allocation dite de la «mère au foyer»)* [30 mars 1954] (p. 1486). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées en vue de maintenir l'activité de plusieurs distilleries menacées de fermeture dans certains départements (Isère et Loiret) [31 mars 1954] (p. 1530). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative au paiement des impositions des sinistrés de guerre [9 avril 1954] (p. 1967). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant de la Commission de l'agriculture* [14 mai 1954] (p. 2437, 2438); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier: *Son article additionnel (Imposition des façonniers)* [29 juin 1954] (p. 3148); *Son article additionnel tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence* [6 juillet 1954] (p. 3243); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 20 septièmes: *Date de paiement des impôts (Cas des paysans)* [13 août 1954] (p. 4215, 4216); — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord international sur le

sucre : *Discussion générale (Prix du sucre français et prix mondial du sucre, réduction des taxes, super-bénéfices des trusts sucriers, mesures prises par le gouvernement Laniel en ce qui concerne la production de la betterave)* [30 juin 1954] (p. 3177) ; *Proportion des exportations de Formose* (p. 3179, 3180) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'électorat et l'éligibilité aux chambres d'agriculture, en qualité de *Rapporteur* [31 août 1954] (p. 4501) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Culture des betteraves, reconversion des distilleries en sucreries* [25 novembre 1954] (p. 5419, 5420) ; Chap. 31-41 : *Institut national de la recherche agronomique* (p. 5444) ; Chap. 31-71 : *Rémunération des ingénieurs du génie rural* [26 novembre 1954] (p. 5470) ; Chap. 31-81 : *Révision du classement indiciaire des personnels techniques des eaux et forêts, sa demande de renvoi en Commission* (p. 5473) ; Chap. 34-03 : *Etablissement d'enquêtes statistiques, sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5477) ; Chap. 35-81 : *Son amendement indicatif (Création d'un fonds d'aide à la chasse)* (p. 5488) ; *le retire* (ibid.) : Etat B, Chap. 51-62 : *Aménagement de points d'alimentation en eau potable, sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5514, 5512) ; Etat C : *Assainissement du marché du lait et des produits laitiers* (p. 5517, 5518) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 : *Son article additionnel (Libération anticipée du contingent)* [30 décembre 1954] (p. 7023, 7024) ; — du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la législation du travail agricole, en qualité de *Rapporteur* [21 janvier 1955] (p. 98) ; Art. 1^{er} : *Accepte la modification de rédaction demandée par M. Rosan Girard pour le cinquième alinéa* (p. 99) ; *Amendement de M. Pierre André (Entrée en vigueur des dispositions du troisième alinéa » sous réserve d'un décret pris sur le rapport des Ministres du Travail et de l'Agriculture)* (p. 99) ; *Amendement de M. Pierre André (Maintien des Commissions consultatives du travail créées par la loi du 31 décembre 1927)* (p. 100) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} avril 1955] (p. 2350) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Inondations, aide aux ruraux et aux collectivités* [27 janvier 1955] (p. 325) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 ; CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-93 : *Carburants agricoles* [8 mars 1955] (p. 1166) ; Chap. 44-94 : *La betterave dans l'Isère* (p. 1167) ; — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR et de l'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Motions préjudicielles de MM. Hénault et Darou (Doublement des traitements)* [15 mars 1955] (p. 1439) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Emploi des décrets-lois en matière de politique agricole, prix du blé, prix des fermages, produits laitiers et viande, culture de la betterave sucrière)* [19 mars 1955] (p. 1735, 1736) ; Art. 11 : *Son amendement (Exonération de la taxe de circulation pour certaines viandes)* (p. 1747, 1748) ; *Son amendement (Affectation du produit des taxes sur les alcools au financement de la construction)* (p. 1755) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : Art. 11 septièm : *Son amendement (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence)* [17 mai 1955] (p. 2841) ; de ce projet de loi en troisième lecture : Art. 11 septièm : *Son amendement ayant le même objet* [18 mai 1955] (p. 2888) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Discussion générale* [30 mars 1955] (p. 2120, 2122, 2123) ; — en quatrième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 41 : *Son amendement tendant à modifier la répartition des crédits pour 1955 (Intérêt de la voirie rurale)* [1^{er} avril 1955] (p. 2327) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Perquisition chez un commerçant de Péage-de-Roussillon)* [1^{er} avril 1955] (p. 2351) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Son amendement (Enseignement obligatoire et gratuit)* [28 juin 1955] (p. 3400) ; — d'une proposition de loi relative à la création d'un corps d'adjoints techniques des eaux et forêts [11 octobre 1955] (p. 4992, 4993) ; — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale (Réduction de la production viticole algérienne, finan-*

cement d'un plan de construction de logements par le produit de l'augmentation des droits sur l'alcool [25 octobre 1955] (p. 5256, 5257) ; Art. 1^{er} : **Son amendement (Extension du privilège des bouilleurs de cru aux petits exploitants agricoles et aux non-professionnels de l'agriculture)** [8 novembre 1955] (p. 5501, 5502),

BILLÈRES (M. René), *Député des Hautes-Pyrénées (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Assemblées et de la Fonction publique

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 12 novembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Président de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**) ; membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 février 1955] (**F. n° 498**).

Dépôts :

Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle survenu le 14 juillet 1951 dans le département des Hautes-Pyrénées, **n° 1016**. — Le 11 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer la perte d'ancienneté infligée à certaines catégories du personnel enseignant du second degré ; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité ; 3° de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux élèves-maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1^{er} octobre 1948 ; 4° de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer

aux élèves-maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1^{er} octobre 1950 ; II. les propositions de résolution : 1° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des proviseurs et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris ; 2° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'amélioration du reclassement des bibliothécaires ; 3° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer le préjudice grave dont sont présentement victimes les administrateurs de l'Éducation nationale ; 4° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rectifier la grave anomalie du reclassement des directeurs et directrices d'école normale primaire ; 5° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à opérer une révision des indices de reclassement du personnel des inspections académiques ; 6° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la Commission paritaire nationale du second degré ; 7° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer avant le 1^{er} janvier 1951 l'intégralité du reclassement de la fonction enseignante, à améliorer le reclassement pour certaines catégories et à poursuivre, sans abattement, les versements d'attente, **n° 1926**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 27 février 1880 relative aux conseils académiques, **n° 7128**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE ; Subventions à l'enseignement libre) : *Sa demande de suspension de séance* [24 août 1951] (p. 6505, 6506, 6507) ; Art. 1^{er} : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Devinat* [3 septembre 1951] (p. 6795) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux

parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la défense de la laïcité de l'Etat, la liberté religieuse, la délégation obligatoire de l'allocation aux établissements scolaires, l'inconstitutionnalité des subventions scolaires, le discours de M. Teitgen, la valeur morale de l'enseignement public)* [6 septembre 1951] (p. 6984, 6985, 6986, 6987, 6988); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE : *Demande d'ajournement de la discussion* [18 décembre 1951] (p. 9264); *Sa proposition de reporter le débat à la séance suivante* (p. 9264); Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Réforme du statut du personnel académique)* (p. 9292, 9293); *le retire* (p. 9296); Chap. 10-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement des élèves des écoles normales supérieures)* (p. 9302, 9304); *le retire* (p. 9304); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9364, 9365); *le retire* (p. 9368); *Suite du débat en séance de nuit* (p. 9373, 9374); Chap. 11-60 : *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des professeurs des écoles primaires (Formation professionnelle)* (p. 9406); Chap. 33-30 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves instituteurs), présentée par M. Mazier* (p. 9432); Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales (Bourses des élèves des cours complémentaires)* (p. 9439, 9440); *le retire* (p. 9440); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9457); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Ulver* [19 décembre 1951] (p. 9368); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *110 milliards d'économies à réaliser par décret (Constructions scolaires)* [2 avril 1952] (p. 1775, 1776). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de l'éducation nationale [26 juin 1952] (p. 3246). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des*

crédits pour l'Administration, présentée par le Gouvernement (Maintien du poste de directeur des arts et lettres) [7 novembre 1952] (p. 4868); Chap. 31-95 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'hygiène scolaire (Rétablissement de la direction médicale), présentée par Mme Grappe* (p. 4961); *Demande de suspension de séance, présentée par Mme Lempereur* (p. 4976); *Sa demande de suspension de séance* (p. 4987); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Minjoz* [16 décembre 1952] (p. 6458); *Sa demande de réserver les chapitres relatifs à l'éducation nationale* (p. 6459); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Examen des chapitres réservés* [20 décembre 1952] (p. 6794); *Plan d'équipement scolaire dit « Plan Le Gorgeu »* (p. 6801 et suiv.); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Suite du débat* [6 mars 1953] (p. 1684); *Discussion générale (Ses observations sur les inconvénients de la réforme, les expériences dans les universités de Rennes et Nancy, les difficultés pour les examens de fin d'année, la redistribution des jours de congé dans l'année)* [12 mars 1953] (p. 1835 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances et la demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1719, 1720). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de l'éducation nationale [12 mars 1953] (p. 1822). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la réforme projetée de l'enseignement secondaire : *Ordre du jour unanime de la Commission de l'éducation nationale, volonté de ne pas politiser le débat, importance insolite du projet, droit du Parlement d'en connaître article par article comme les divers groupements préalablement consultés, financement à prévoir, danger de toute application anticipée par décret* [23 juillet 1953] (p. 3861, 3863); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La Communauté européenne à 6 ou à 15, la thèse socialiste, le sort de l'Union française et le dilemme C. E. D.-Wehrmacht, la garantie anglaise, la nécessité de ne pas sacrifier la possibilité de négocier avec l'U.R.S.S.)* [24 novembre 1953] (p. 5480 et suiv.). — Est entendu

sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi du budget de l'Education nationale* [27 novembre 1953] (p. 5638). — **Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); EDUCATION NATIONALE : Sa demande de suspension de séance** [30 novembre 1953] (p. 5670); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives octroyant de nouveaux crédits* (p. 5678 et suiv.); EDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives* [8 décembre 1953] (p. 6267, 6268); *Motion préjudicielle de M. Schmittlein tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une nouvelle lettre rectificative (Insuffisance des créations de postes, déclassement du personnel enseignant)* [14 décembre 1953] (p. 6800 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [25 février 1954] (p. 525, 526); *Etude des rapports établis sur la lettre rectificative* [30 mars 1954] (p. 1515); *La rentrée de 1954, question des locaux, le problème des créations d'emplois, la politique de la jeunesse, les bourses, les cités et les restaurants universitaires, la réparation du déclassement dont souffrent les enseignants* [31 mars 1954] (p. 1536 et suiv.); *Demande de disjonction de M. Viatte des chapitres concernant les traitements du personnel* (p. 1541); *Ses observations sur le déroulement du débat* [1^{er} avril 1954] (p. 1260); Chap. 66-90 : *Crédits de paiement nécessaires à l'application du plan Le Gorgeu* (p. 1641); *Article additionnel de M. Savale (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* (p. 1651, 1652); — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres : *Modalités de financement* [30 juin 1954] (p. 3184). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Assemblées et de la Fonction publique* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [12 novembre 1954] (*J. O.* du 13 novembre 1954, p. 10671).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (1^{re} partie. — SERVICES CIVILS; A, SERVICES

GÉNÉRAUX) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Réduction indicative de M. Le Roy Ladurie (Situation administrative des collaborateurs du Secrétaire général chargés de mission, non fonctionnaires)* [18 novembre 1954] (p. 5188); Chap. 36-11 : *Débouchés assurés aux élèves de l'Ecole nationale d'administration; création d'un corps d'attachés d'administration* (p. 5188). — Répond à une question : de M. Henri Lacaze relative à l'activité des fellaghas [26 novembre 1954] (p. 5462); — de Mme Lempeur relative au statut du personnel des centres d'orientation professionnelle [3 décembre 1954] (p. 5744); — de M. Joseph Denais relative au remboursement de créanciers français de l'Italie [10 décembre 1954] (p. 6064); — de M. Lecanuet relative au transfert des Etablissements de l'Inde [10 décembre 1954] (p. 6064). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat sur la ratification des Accords de Paris* [17 décembre 1954] (p. 6499, 6500). — Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à MM les représentants du Parlement du Royaume de Belgique [17 décembre 1954] (p. 6500). — Répond à une question : de M. Signor relative aux chalutiers de Concarneau victimes de la tempête [17 décembre 1954] (p. 6502, 6503); — de Mme Poinso-Chapuis relative à la situation des inspecteurs adjoints des P. T. T. [31 décembre 1954] (p. 7052); — de M. Liurette relative au statut de certains fonctionnaires de la France d'outre-mer [31 décembre 1954] (p. 7052). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Aide aux inondés* [25 janvier 1955] (p. 225). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Mesures d'octobre-novembre 1954, indemnité spéciale dégressive, les 6.000 francs intégrés au traitement hiérarchisé, le complément temporaire de 9.000 francs, les expédients, l'indemnité de résidence, prime spécifique aux enseignants, indemnité hiérarchique, retraités, remise en ordre d'ensemble immédiate ou différée, secteur nationalisé, réforme administrative, pensionnés* [1^{er} février 1955] (p. 555 à 559); *Engagement du Gouvernement pour un plan de remise en ordre de la fonction publique* (p. 568). — Répond à une question : de M. de Léotard relative à la composition de la majorité gouvernementale [4 février 1955] (p. 708); — de

M. André Mercier relative aux salaires des ouvriers boulangers [4 février 1955] (p. 708); — de M. Tourné relative au rachat des rentes des accidentés du travail [4 février 1955] (p. 709). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Assemblées et de la Fonction publique* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Proposition déposée par certains membres du groupe radical-socialiste* [5 mai 1955] (p. 2530).

BILLIEMAZ (M. Marie-Auguste), Député de l'Ain (Apparenté M.R.P.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5963). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné, par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46), [30 janvier 1953] (F. n° 226), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations aux caisses d'allocations familiales certaines catégories de travailleurs indépendants, n° 699. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accroître les effectifs du service de la répression des fraudes, n° 1241. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 6 avril 1910 modifiée par la loi du 26 février 1917, relative à la vente, l'exposition;

l'importation d'accessoires paramédicaux, n° 1643. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3649) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-yougoslave du 14 avril 1951 relatif à l'indemnisation des intérêts français nationalisés en Yougoslavie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par le Gouvernement yougoslave en application dudit accord, n° 3936. — Le 6 janvier 1953, une proposition de loi tendant à fixer le régime d'imposition des pharmaciens d'officine en ce qui concerne certains actes de leur profession, n° 5266. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4911) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la République d'Haïti et la République française, signé à Port-au Prince, le 12 juillet 1952, n° 5587. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à augmenter le taux de la majoration pour tierce personne des invalides assurés sociaux, n° 5693. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 6156) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de commerce signé à Mexico le 29 novembre 1951 entre la France et le Mexique, n° 6660. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1070) tendant à ratifier le décret du 30 septembre 1950 approuvant deux délibérations prises le 26 juin 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane d'entrée dans ce territoire, n° 8322. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 7670) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le *modus vivendi* commercial signé à Caracas, le 11 mars 1953, entre les Etats-Unis du Venezuela et la République française, n° 8481 (rectifié). — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 7671) autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à San Salvador, le 23 mars 1953 entre la France et le Salvador, n° 8482. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi

(n° 7672) autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à San José, le 30 avril 1953, entre la République de Costa Rica et la République française, n° 8483 (rectifié). — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux bénéficiaires de l'allocation de vieillesse pour les non-salariés instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale, n° 9340.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Sénégal [2 août 1951] (p. 6187). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Sénégal (collège unique) : en qualité de *Rapporteur* [10 août 1951] (p. 6317, 6318); — du projet de loi relatif à l'accord financier franco-yougoslave; en qualité de *Rapporteur* [3 juillet 1952] (p. 3470 et suivantes); *Discussion générale* (p. 3489); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; Art. 11 : *Amendement de M. Lacaze relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes* [3 mars 1953] (p. 1544); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux malades de longue durée hospitalisés : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 mars 1953] (p. 1716); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 47-17 : *Transfusion sanguine; carnet de santé généralisé et groupe sanguin à spécifier* [5 novembre 1953] (p. 4879); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 5 : *Son amendement (détaxation des volailles, lapins, chevreux et gibiers légèrement transformés)* [26 mars 1954] (p. 1338); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION, pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Contrôle des médicaments (stalidon), nombre d'inspecteurs de pharmacie* [1^{er} décembre 1954] (p. 5667); Chap. 36-11 : *Titularisation du personnel de l'Institut national d'hygiène* (p. 5671); Chap. 43-11 : *Enseignement du personnel de transfusion sanguine, écoles den-*

taires (p. 5672); Chap. 47-21 : *Amendement indicatif de M. Lacaze (maisons familiales de vacances; exonération de l'impôt cédulaire pour les travailleuses familiales)* [4 décembre 1954] (p. 5799); *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (subvention en faveur des organismes d'aide aux mères)* (p. 5799); Etat B, Chap. 66-10 : *Hôpitaux de Colmar* (p. 5806); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Contrôle des marchandises à Bellegarde* [9 décembre 1954] (p. 5983, 5984); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (*Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés*); Article unique : *Ses explications de vote : sa vision de Noël (message chrétien, étoile rouge et drapeau étoilé, rejet de la Pax americana ou soviética, vœu d'une « Europe troisième force » et d'une paix réelle)* [29 décembre 1954] (p. 6924, 6925). = S'excuse de son absence [17 juin 1954] (p. 2992), [31 mars 1955] (p. 2190), [28 octobre 1955] (p. 5339), [25 novembre 1955] (p. 6016). = Obtient des congés [17 juin 1954] (p. 2992), [31 mars 1955] (p. 2190), [25 novembre 1955] (p. 6016).

BILLOTTE (M. Pierre), Député de la Côte d'Or (A. R. S.).

*Ministre de la Défense nationale
et des Forces armées*

(2^e Cabinet EDGAR FAURE)
depuis le 6 octobre 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des boissons [25 mai 1954] (**F. n° 392**). — Est nommé, par la Commission des affaires étrangères, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**). — Est désigné par la même Commission pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 29 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter et soutenir devant les instances internationales un projet de communauté militaire européenne dans un cadre confédéral, n° 2284. — Le 20 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2670) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces, conclue à Londres le 19 juin 1951, n° 3436. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des Affaires étrangères sur les projets de loi : 1° (n° 3443) tendant à autoriser la ratification de la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951; 2° (n° 7871) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le protocole sur le statut des Quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 28 août 1952; 2° l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Commandant Suprême Allié en Europe sur les conditions particulières d'installation et de fonctionnement en territoire métropolitain du Quartier général Suprême des Forces Alliées en Europe et des quartiers généraux qui leur sont subordonnés, signé à Paris, le 5 novembre 1953, n° 8993. — Le 11 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° Le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° Le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° Le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne, signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la

République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes, signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° La Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, signée à Paris le 23 octobre 1954 (Dispositions relatives : 1° au protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles et les protocoles rattachés; 2° au protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord), n° 9703. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9806) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et les Protocoles rattachés, relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements, n° 9837. — Le 11 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, et à accorder aux bénéficiaires de cette loi la « présomption d'origine », n° 10706. — Le 18 novembre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1467 du 9 novembre 1955 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du deuxième contingent 1955 et du 1^{er} contingent 1956, n° 11927.

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur la politique étrangère de la France, la nouvelle armée allemande* [24 juillet 1951] (p. 6045, 6046, 6047, 6048). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord : *Discussion générale (Inclusion de la Grèce et de la Turquie, nécessité d'étendre ce pacte au Maroc et à la Tunisie)* [24 janvier 1952] (p. 331, 332). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [11 février 1952] (p. 571). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (L'angoisse française, la défense de l'Europe avec ou sans l'Allemagne, le danger de la prépondérance allemande, l'armée européenne et la Wehrmacht)*

[12 février 1952] (p. 647). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement devant la poussée du communisme vers le Sud-est asiatique, le Pacifique et l'Océan Indien [18 mars 1952] (p. 1340). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des peuples vaincus : Allemands et Japonais, l'effacement de la France en Asie, l'abandon des intérêts français et des réparations dues)* [28 mars 1952] (p. 1612, 1613); — du projet de loi ratifiant le statut des forces des états parties au traité de l'Atlantique Nord; en qualité de *Rapporteur* [6 juin 1952] (p. 2684, 2685); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la création de l'armée européenne)* [12 juin 1952] (p. 2852, 2853). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'un débat de politique étrangère* [9 octobre 1952] (p. 4156, 4157); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Réforme fiscale, politique étrangère)* [4 décembre 1952] (p. 5939). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Sort tragique de l'Alsace pendant la guerre)* [18 février 1953] (p. 1118, 1119); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour de confiance invitant le Gouvernement à entamer des négociations avec le Viet-Nam dans le cadre de l'Union française, et d'autres plus larges visant à faire consacrer les droits de la France* [27 octobre 1953] (p. 4608); le retire (p. 4611); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'évolution rapide de la situation internationale en Allemagne, en Autriche, en U. R. S. S., la faiblesse économique de l'Europe de l'O. E. C. E., l'organisation commune de la défense européenne, les abandons de la France aux traités de Paris et de Bonn, le danger allemand)* [20 novembre 1953] (p. 5340 et suiv.); *Son ordre du jour s'opposant à la Communauté européenne* [24 novembre 1953] (p. 5488); *Son ordre du jour adhérent à la politique étrangère du Président du Conseil* (p. 5518); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice

1954; **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES:** *Discussion générale (Hommage à la garnison de Dien Bien Phu, revalorisation de la condition militaire, encadrement de notre armée, rajeunissement des cadres, nécessité d'une période supérieure à la durée normale de service actif pour certaines catégories de fonctionnaires)* [17 mars 1954] (p. 938 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la protection aérienne de l'Afrique du Nord par les forces françaises [25 mars 1954] (p. 1249); — sur les motifs qui ont pu faire prendre au Gouvernement la détermination de se passer des éminents services d'un maréchal de France (Maréchal Juin) [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Trêve à Dien Bien Phu, condition du maintien de la France à la conférence de Genève)* [6 mai 1954] (p. 2147). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la convention entre les états parties au traité de l'Atlantique Nord, en qualité de *Rapporteur* : *Statut des institutions et des personnels appelés à exercer leurs fonctions sur le territoire des Etats participants* [4 août 1954] (p. 3834, 3835); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote (Politique bi-partisane pratiquée à l'étranger, graves responsabilités de ceux qui s'y refuseraient en France, fatalité du réarmement allemand, nécessité patriotique d'une large majorité favorable aux Accords dont il désapprouve personnellement le détail)* [12 octobre 1954] (p. 4665, 4666); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur* (Réarmement allemand) : *Situation politique de l'Europe depuis Yalta (historique), nécessité d'unités économiques à l'échelle continentale, efficacité des armes conventionnelles (en attendant la guerre presse-boutons), accords de Bonn (restrictions maintenues à la souveraineté allemande, «droits réservés» préservant la possibilité de négociations avec l'U. R. S. S., règlement général du contentieux franco-allemand), traité de Bruxelles (adjonction de l'Allemagne et de l'Italie), U. E. O. avec Conseil politique doté de pouvoirs de décision (Grande-Bretagne comprise) et contrôle démocratique (assemblée), protocole annexe relatif au montant des forces militaires et de police (plafond imposé liant*

*l'Allemagne et la Grande-Bretagne), protocole relatif au contrôle des armements (interdictions particulières visant l'Allemagne), protocole relatif à l'Agence des armements (extension à l'étude), résolution portant renforcement de l'intégration militaire (sous l'autorité du S. H. A. P. E.), protocole d'accession de l'Allemagne occidentale à l'O. T. A. N. (sous engagement formel de non-agression), garanties politiques fournies par les Accords (pas de politique germanique autonome), garanties militaires (équilibre des forces continentales, contingents américains, intégration logistique, pas de Wehrmacht autonome), garanties indirectes (jeu réciproque de l'assistance et des sanctions en cas de manquement éventuel de l'un des participants), raisons éventuelles de rejeter les Accords, conséquences (Isolement de la France, risques accrus de guerre), avis favorable exprimé [20 décembre 1954] (p. 6639 à 6643); « Guerre préventive » préconisée par lui (Démenti) [21 décembre 1954] (p. 6709); Solution de rechange possible à la C. E. D. (Bulletin n° 15 du « Comité national de défense » anti-C. E. D.), controverse avec M. P. André [23 décembre 1954] (p. 6799); Manque d'imagination reproché à nos chefs militaires touchant la stratégie atomique (référence au maréchal Juin) (p. 6800, 6801); emploi tactique des armes nucléaires (« obliger l'adversaire à se concentrer », controverse avec M. J. Moch (p. 6801); nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) : Adoption par la Commission du § 1 (reprenant l'ancien art. 1^{er}), rejet du § 2 (inspiré de l'ancien amendement de M. L. Noël n° 1), adoption du § 3 (reprenant l'amendement de M. Palewski n° 3, déjà voté), scrutins par paragraphes et sur l'ensemble (18 voix contre 17 et 14 abstentions) [28 décembre 1954] (p. 6904); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : Discussion générale (transformation de notre appareil militaire, « plan jaune », diminution de l'aide américaine en Extrême-Orient) [1^{er} avril 1955] (p. 2310, 2311); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Autonomie interne, accords complémentaires, harmonisation avec nos alliés atlantiques de nos politiques arabe et islamique [7 juillet 1955] (p. 3702, 3703). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J. O.*, du 7 octobre 1955, p. 9835). — Reste en fonction après le*

refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône*, (1^{re} Circonscription) (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, **n° 159**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour surseoir à la vente en co-propriété des immeubles de la France mutualiste au quartier des Catalans à Marseille, **n° 160**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant : 1° à assurer dans l'immédiat une meilleure utilisation des logements existants; 2° à accorder 900 milliards de crédits annuels à la reconstruction et à la construction d'immeubles d'habitation afin d'assurer, dans les délais les plus brefs, un logement décent à toutes les familles habitant sur le territoire français, **n° 461**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement français à reconnaître, en fait et en droit, le Gouvernement de la République populaire de Chine, **n° 1513**. — Le 22 décembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à exempter de la taxe à la production les affaires portant sur la construction, la réparation et la transformation d'immeubles à usage d'habitation ou de bâtiments d'une exploitation agricole; 2° à exempter les bois destinés à être utilisés dans ces opérations de la taxe et de la contribution professionnelle perçues au profit du Fonds forestier national et de l'organisation de la production forestière, **n° 2182**. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à créer 150 postes

d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, n° 2733. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à assurer, dans l'immédiat, une meilleure utilisation des logements existants, n° 3253. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre, afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 6793. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux membres des organisations de jeunesse et de plein air, n° 9506. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à fixer le salaire national minimum interprofessionnel garanti à 25.166 francs nets par mois, pour toutes les professions, sur tout le territoire, n° 10301. — Le 30 juin 1955, une proposition de loi tendant à la construction en trois ans de 1.000.000 de logements à loyer accessible à la classe ouvrières, n° 11089. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à supprimer la cotisation des salariés à la sécurité sociale, n° 11519.

NUMÉRIQUE

Interventions :

Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer et sa majorité gouvernementale, la politique de guerre de la majorité, le problème de l'enseignement libre* [24 juillet 1951] (p. 6032, 6033, 6034, 6035, 6036, 6037); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur la politique de guerre du Gouvernement français, le réarmement allemand, le rajustement des salaires, la politique socialiste le 6 février 1934* [2 août 1951] (p. 6162, 6163, 6164, 6165); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la politique du parti socialiste apparenté à la droite, l'impérialisme américain, la guerre de Corée, l'anticommunisme de la majorité* [8 août 1951] (p. 6259, 6260, 6261, 6262, 6263). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Renvoi au lendemain de l'adop-*

tion des propositions de la Conférence des présidents [10 août 1951] (p. 6325). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [11 août 1951] (p. 6340); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 6342; 6343). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Sa motion préjudicielle demandant la discussion de 14 projets à partir du 16 août* [11 août 1951] (p. 6343, 6344); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Demande de M. Minjot de fixer la prochaine séance au 2 octobre pour examiner le projet sur l'échelle mobile au plus vite* [25 septembre 1951] (p. 7629). — Dépose une demande d'interpellation sur l'autorisation donnée au chancelier Adenauer de créer un Ministère de la Guerre de l'Allemagne occidentale [18 décembre 1951] (p. 9268). — Est entendu : sur un incident : *Sa réponse à M. Daniel Mayer au sujet de l'échelle mobile et de sa lettre au maréchal Pétain* [9 janvier 1952] (p. 269, 270); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Politique belliqueuse du Gouvernement, le nouvel effort fiscal demandé à la nation, les lois cadres, l'armée européenne, les pétitions signées contre le Gouvernement, l'attitude du R. P. F. à l'égard de la majorité, le réarmement de l'Allemagne, la guerre du Vietnam, le démembrement des sociétés nationales* [17 janvier 1952] (p. 264 et suiv.) — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ordre du jour de M. Fajon demandant de repousser le réarmement allemand* [13 février 1952] (p. 698 et suiv.); *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (La reconstitution de la Wehrmacht sous le couvert de l'armée européenne, le vote favorable des socialistes, la reconstitution de l'état-major allemand, les déclarations du chancelier Adenauer et de M. Jacob Kaiser)* [16 février 1952] (p. 745, 746). — Dépose une demande d'interpellation sur la ratification par le Parlement des accords de Bonn et de Paris [21 octobre 1952] (p. 4263). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Nécessité d'un débat sur la politique étrangère* [21 octobre 1952] (p. 4265). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à exo-*

nérer les matériaux de construction et le bois [21 décembre 1952] (p. 6897). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [14 novembre 1953] (p. 5135); la développe : *L'analyse des accords de Bonn et Paris, les appels à l'idéal socialiste et chrétien, la revanche souhaitée par l'Allemagne, la politique antisoviétique suivie depuis 1947, l'affaiblissement de la France, les propositions soviétiques sur le sort de l'Allemagne, l'opposition populaire à la C. E. D.* [18 novembre 1953] (p. 5253 et suiv.). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné* [17 juin 1954] (p. 2999) : *Paix en Indochine, point cardinal de la déclaration d'investiture, et raison du vote positif communiste, extrêmes réserves pour le reste, notamment sur la C. E. D. (Nécessité d'un rejet pur et simple), justification de l'action passée du parti* (ibid.). — Est entendu sur le renvoi de la discussion de deux propositions de résolution relatives aux rapports entre les nations européennes et à la réduction et au contrôle des armements [30 décembre 1954] (p. 7010). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Valeur contestable de l'avis formulé par la Commission des affaires économiques)* [21 décembre 1954] (p. 6658); *Sa réponse à M. Pleven (sur le procès-verbal) : Mise au point touchant le vote du groupe communiste le 25 octobre 1950 contre l'ordre du jour gouvernemental écartant « la reconstitution d'une armée et d'un état-major allemand » (Préférence pour l'ordre du jour de M. Serre, plus radical)* [23 décembre 1954] (p. 6805). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard de la Jeunesse [3 mai 1955] (p. 2426); — sur la politique du Gouvernement au Maroc [6 octobre 1955] (p. 4803); la développe (*Déposition du 20 août 1953 et responsabilités du M. R. P. dans la politique coloniale française*) [7 octobre 1955] (p. 4892); *Déroulement des événements depuis cette date* (p. 4893 à 4895); *Enumération détaillée des gros intérêts dominant le Maroc* (p. 4896, 4897); *Mise en cause de certains députés* (p. 4898); *Solutions* (p. 4898 à 4901); *Son ordre du jour : Application des accords d'Aix-les-Bains, abandon de la politique de répression, négociation avec des représentants qualifiés* [8 octobre 1955] (p. 4956);

Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Depreux (p. 4970).

BINOT (M. Jean), Député de la Seine-Inférieure, (2^e Circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902), = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de Justice [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3713) relatif au développement de l'enseignement du français en Alsace et en Lorraine, **n° 3741**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux professeurs stagiaires de l'enseignement du second degré les indices de traitement dont bénéficient les adjoints d'enseignement, **n° 5303**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 6922) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les centres d'apprentissage et les écoles de perfectionnement professionnel des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 8990**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Demande de M. Billères de suspendre le débat* [24 août 1951] (p. 6506); *Discussion générale (Ses observations sur le*

respect de la laïcité, le dualisme scolaire, les subventions scolaires, la nationalisation de l'enseignement, l'unité du pays [31 août 1951] (p. 6720, 6721, 6722, 6723). — Est élu *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves : *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à mentionner les écoles catholiques* [10 septembre 1951] (p. 7259) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7267). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus des bourses d'études à des élèves de condition très modeste inscrits dans des cours complémentaires publics [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1130 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, Inspecteur d'académie de Charente)* [19 décembre 1951] (p. 9372) ; — du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} juillet 1952] (p. 3380, 3382) ; Article additionnel : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace-Lorraine* (p. 3385) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Amendement de M. Rincent tendant à ne bloquer aucun des crédits affectés à l'éducation nationale* [27 janvier 1953] (p. 515). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de constructions aéronautiques [5 février 1953] (p. 910). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience* [26 février 1953] (p. 1370, 1371). — Dépose une demande d'interpellation : sur le blocage des crédits effectué sur le budget de l'éducation nationale [12 mars 1953] (p. 1822) ; — sur la fermeture décidée de l'usine du Havre de la S.N.C.A.N. en dépit de la politique préconisée de déconcentration industrielle et sur les conditions de licenciement du personnel [6 octobre 1953] (p. 4015) ; la développe : *Fermeture de l'usine de la S.N.C.A.N. au Havre ; refus d'un prétendu choix à faire en l'occurrence, responsabilités*

gouvernementales dans la réduction du programme de constructions aéronautiques « aumône » accordée aux travailleurs licenciés [8 octobre 1953] (p. 4115, 4116). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale : *Discussion générale (La fermeture de l'usine de la S.N.C.A.N. au Havre et les commandes d'hydravions de la marine)* [9 octobre 1953] (p. 4187). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de réorganisation de la Manufacture de Sèvres, attribué à M. le Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts [23 octobre 1953] (p. 4530). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives* [8 décembre 1953] (p. 6272). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Proteste contre la date d'inscription de la discussion du budget de l'Education nationale* [16 mars 1954] (p. 888). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Amélioration de la fonction enseignante)* [30 mars 1954] (p. 1509) ; *Demande de disjonction de M. Viatte relative aux chapitres concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1541). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord : *Communication à l'Assemblée dès la rentrée parlementaire de la décision qui sera prise* [27 juillet 1954] (p. 3641). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Motion préjudicielle de M. Thamier* [12 décembre 1954] (p. 6177, 6178) ; Etat B, Chap. 66-70 : *Son amendement indicatif (Reconstruction du théâtre du Havre)* [13 décembre 1954] (p. 6254) ; Chap. 62-55 : *Son amendement indicatif (Acquisition de la maison d'André Gide à Cuvervilleles-Caux)* (p. 6255) ; Etat A, Chap. 31-34 : *Amendement indicatif de M. de Baudry d'Asson (Suppression d'instituteurs itinérants agricoles)* [14 décembre 1954] (p. 6318) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Son article additionnel (Création d'écoles publiques en Algérie)* [28 janvier 1955] (p. 446) ; — du projet de loi instituant un état d'urgence : *Son rappel au règlement (Réunion de la Com-*

mission de l'intérieur et suspension) [24 mars 1955] (p. 1898); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa question préalable (Réforme générale de l'enseignement, rôle du Ministre de l'Education nationale)* [3 mai 1955] (p. 2432, 2433); *Retire la question préalable* (p. 2444); *La prééminence du Ministère de l'Education nationale dans la proposition du M. R. P.* [5 mai 1955] (p. 2523); *Texte de synthèse recherché par le Gouvernement* [6 mai 1955] (p. 2589); *Itinérants agricoles* (p. 2591); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réforme de l'enseignement, recherche scientifique, sciences humaines, investissements* [10 mai 1955] (p. 2638, 2639).

BISSOL (M. Léopold), Député de la Martinique (C.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5993). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 50-1584 du 29 décembre 1950 pour l'application de l'article 7 de la loi du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections, **n° 685**. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 400 millions de francs aux victimes du cyclone qui a ravagé la Martinique le 2 septembre 1951, **n° 969**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer, **n° 1128**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à introduire dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur, **n° 1487**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi

portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 2860**. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, **n° 3166**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, **n° 3301**. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à commémorer officiellement aux Antilles et à la Guyane le cent-cinquantième de la mort héroïque du colonel Louis Delgrès et de ses compagnons, survenue le 28 mai 1802 au terme d'une lutte glorieuse contre les troupes du général Richepance, chargées par Bonaparte de rétablir l'esclavage à la Guadeloupe et à attribuer le nom de Fort Louis Delgrès au Fort Richepance, **n° 3464**. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi relative à certaines dispositions fiscales applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, **n° 3630**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'en juillet 1953 les dispositions de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950 et n° 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicable dans ces départements, **n° 3677**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à régler dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les rapports entre les propriétaires de distilleries et de sucreries d'une part, les fournisseurs de caune à sucre, d'autre part, **n° 4372**. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, **n° 5922**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 7 du décret n° 47-1346 du 28 juin 1947, modifié par l'article 37 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, relatif à

l'application, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, du décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricoles, n° 7555. — Le 10 décembre 1954, une proposition de loi tendant à ajouter un alinéa à l'article 891 du Code civil relatif à l'action en rescision en matière de partage, n° 9688.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 EDUCATION NATIONALE, (Subventions à l'enseignement libre); Art. 4 : *Son amendement tendant à réserver 50 nouveaux instituteurs pour les départements d'outre-mer* [4 septembre 1951] (p. 6834); *le retire* (p. 6834). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences inqualifiables exercées par les gendarmes sur la population de Fort de France [14 septembre 1951] (p. 7377). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er} : *Situation des travailleurs des départements d'outre-mer* [19 septembre 1951] (p. 7484); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales; Art. 7 : *Son amendement tendant à majorer de 65 0/0 les allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [25 septembre 1951] (p. 7623); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 50-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes avec les Antilles* [15 novembre 1951] (p. 8049, 8050); AGRICULTURE, Chap. 0700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions (prix du pain dans les Antilles)* [21 novembre 1951] (p. 8251); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services agricoles (conducteurs de travaux agricoles aux Antilles)* (p. 8263); *le retire* (p. 8263); Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8302); FINANCES, Chap. 31-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le matériel (opérations de cadastre dans les Antilles)* [23 novembre 1951] (p. 8471); EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-50 : *Sa demande de disjonction du*

chapitre relatif aux écoles primaires (insuffisance des constructions scolaires dans les départements d'outre-mer) [19 décembre 1951] (p. 9390); JUSTICE, Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les services judiciaires (impunité de la fraude électorale outre-mer)* [21 décembre 1951] (p. 9520); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Art. 10 : *Son amendement tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour les primes à la construction (application des primes dans les départements d'outre-mer)* (p. 9805); *le retire* (ibid); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS HORS DE LA MÉTROPOLE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Agriculture aux Antilles)* [27 décembre 1951] (p. 9985); Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (insuffisance des crédits)* [28 décembre 1951] (p. 10004); *le retire* (ibid); Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à octroyer 400 millions de prêts agricoles dans les départements d'outre-mer* (p. 10029). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements qui se sont déroulés au Moule (Guadeloupe) où les C.R.S. ont fait feu sur les manifestants tuant quatre personnes [19 février 1952] (p. 798); — sur l'opération de ratissage réalisée au Moule le 14 février dernier, au cours de laquelle les C.R.S. ont ouvert sur la population un feu nourri [3 avril 1952] (p. 1826). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 74 : *Son amendement relatif aux avances faites aux départements d'outre-mer* [4 avril 1952] (p. 1940, 1941); — des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Cas de M. H. Fortuné, candidat à l'E.N.A., exclu du concours comme communiste* [8 octobre 1953] (p. 4120); — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4712); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier; Art. 21 : *Amendement de M. Valentino (Exonération du riz dans les départements d'outre-mer)* [6 juillet 1954] (p. 3209); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, exercice 1955; Etat A,

Chap. 43-11 : *Attribution de bourses aux élèves du Centre d'études du service social du travail dans les départements d'outre-mer* [16 novembre 1954] (p. 5096); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1954, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Situation des fonctionnaires des départements d'outre-mer)* [22 novembre 1954] (p. 5259); Art. 8 : *Relèvement du taux de la taxe sur les carburants (Réseau routier des départements d'outre-mer)* [24 novembre 1954] (p. 5366); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 37-11 : *Rapatriement des marins d'outre-mer en chômage en France* [6 décembre 1954] (p. 5901); Chap. 43-23 : *Fonctionnement d'un cours d'enseignement maritime à Fort-de-France, difficultés des marins navigateurs des Antilles* (p. 5903, 5904); Chap. 44-01 : *Création de caisses de crédit maritime mutuel dans les départements d'outre-mer* (p. 5905); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 34-52 : *Expropriation de l'Union des sociétés martiniquaises de sports du stade Louis-Achille à Fort-de-France* [13 décembre 1954] (p. 6276); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires ou occupants dans les départements d'outre-mer et fixant le prix des loyers [29 juin 1955] (p. 3458); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 4 : *Amendement de M. Rosan Girard (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires)* [13 juillet 1955] (p. 3850); Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension à certains événements survenus à la Réunion)* [26 juillet 1955] (p. 4263, 4264); *Son amendement (Extension à certains événements survenus à la Guadeloupe)* (p. 4264); *le retire* (ibid).

BLACHETTE (M. Georges), Député d'Alger (1^{er} Collège), (App. R. I.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 241); de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5);

[6 juillet 1954] (F. n° 405), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission des affaires économiques, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391).

Dépôts :

Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifié par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension, n° 1587. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 50-1034 du 22 août 1950, n° 2761. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer secondaires les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à dégager les crédits nécessaires à la Caisse autonome mutuelle des retraites pour mettre en application cette réforme, n° 2770. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à créer deux justices de paix à Alger et une justice de paix à Cheragas, banlieue ouest d'Alger, n° 2848. — Le 7 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions de l'article 16 (décompte des annuités liquidables) de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, n° 4646. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à la réorganisation administrative et financière des chemins de fer algériens, n° 5533.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 26 : *Son amendement tendant à étendre l'article à l'Algérie* [26 février 1953] (p. 1394); *le retire* (ibid.); Art. 39 : *Son amendement relatif au concours financier alloué aux salles de spectacles en*

Algérie [27 février 1953] (p. 1488); *le retire* (p. 1489); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art 14 bis : *Son amendement concernant l'amnistie administrative en Algérie* [10 mars 1953] (p. 1762); — du projet de loi relatif au contentieux administratif; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif aux Conseils de préfecture d'Algérie* [26 mars 1953] (p. 2364); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement (Situation des personnels civils de la Défense nationale en Algérie)* [18 mars 1954] (p. 1013); — d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la priorité et l'adoption de l'ordre du jour de M. Mailhe (Algérie, les faits et le climat psychologique créé, le problème social)* [4 février 1955] (p. 753); — du projet de loi portant ratification des Conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote* [8 juillet 1955] (p. 3762); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Discussion générale (Aide économique de la métropole, insuffisance des investissements, programme d'expansion)* [29 juillet 1955] (p. 4478, 4479).

BOGANDA (M. Barthélémy), Député de l'Oubangui-Chari (*App. I. P.*).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6125) = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer la femme au foyer de l'impôt dit de « capitation » ou de « minimum fiscal » dans les territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo, de Madagascar et ses dépendances, **n° 1118**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre libre l'achat d'armes de chasse dans les terri-

toires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun et du Togo, **n° 1119**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi réprimant les abus d'expropriation dans les territoires d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo, de Madagascar et ses dépendances, et déterminant la notion de propriété des domaines constituant le patrimoine des individus, des familles, des clans et des tribus, **n° 1130**.

BOISDÉ (M. Raymond), Député du Cher (*A. R. S.*).

Secrétaire d'Etat au Commerce

(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900) = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953], (**F. n° 216**), [29 juin 1954] (**F. n° 403**); de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [3 septembre 1951] (**F. n° 32**); par la Commission des finances pour faire partie de la sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**); [7 juillet 1954] (**F. n° 407**); par la Commission des finances pour faire partie de la sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [28 août 1951] (**F. n° 27**), [22 juillet 1954] (**F. n° 411**). — Est désigné par la Commission des finances : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil

supérieur des alcools [7 juillet 1954] (F. n° 407).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant au report jusqu'au 30 novembre de la date limite du 31 août fixée par la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 portant amnistie fiscale, n° 756. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement de commissions paritaires chargées de statuer sur tout litige opposant les contribuables à l'administration fiscale en raison de pénalités ou intérêts de retard, n° 790. — Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux débiteurs de la Sécurité sociale de bonne foi de s'acquitter de leurs dettes avec termes et délais sans succomber sous des pénalités qui anéantiraient leurs entreprises tout en les rendant insolvable à l'égard des tiers, n° 806. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à établir un régime de contentieux différent pour les débiteurs d'intérêts de retard à l'égard de la Sécurité sociale suivant qu'il s'agit de débiteurs de bonne foi partiellement défaillants ou, au contraire, de fraudeurs totalement en infraction, n° 812. — Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder plus libéralement les crédits bancaires normaux, notamment pour le compte d'effets de commerce, aux professionnels dont l'activité économique se trouve dans la dépendance de matières premières dont les cours mondiaux ont subi depuis quelques mois des fluctuations importantes, n° 823. — Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tout impôt le montant des revenus professionnels ne dépassant pas la rémunération correspondant au salaire national interprofessionnel minimum garanti pour la durée légale du travail, n° 828. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1001) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes, Téléphones. — Caisse nationale d'épargne), dispositions concernant le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne, n° 1418. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'office la remise de la pénalité prévue

par l'article 1732 du Code général des impôts en faveur de tous les contribuables qui se seront acquittés de leurs obligations avant le 31 décembre 1951, n° 1465. — Le 14 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 998) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Imprimerie nationale), n° 1542. — Le 7 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1598) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne, n° 1908. — Le 7 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 393) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 1909. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1833) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 998) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de l'Imprimerie nationale), n° 1997. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1952) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1001) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne), n° 2000. — Le 5 février 1952, une proposition de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2478 (rectifié). — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à interdire les ventes à emporter dans les foires et salons, n° 2644. — Le 25 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3311) de M. Minjoz tendant à relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, n° 3814. — Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de lutter contre l'épidémie de fièvre aphteuse, n° 3946. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 juillet 1952 la date du délai limite des déclarations rectificatives en matière d'amnistie fiscale, n° 3980. — Le 9 juillet 1952, une proposition de loi tendant à permettre la révision des patentes en 1952, n° 4036. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4272) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Imprimerie nationale, n° 4359. — Le 25 octobre 1952, une proposition de loi portant programme de dispositions fiscales et réformes à réaliser en vue de l'équilibre du budget de 1953 et des exercices suivants, n° 4508 (rectifié). — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4275) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Postes, Télégraphes, Téléphones, Caisse nationale d'épargne, II : Dispositions concernant le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne, n° 4720 (rectifié). — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à déterminer le prix des travaux exécutés par les maîtres artisans façonniers, n° 4850. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à réglementer la passation des marchés conclus au nom de l'Etat, n° 4908 (rectifié). — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi relative à la composition du Conseil national des assurances, n° 4931 (rectifié). — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la réforme de la patente applicable aux agents commerciaux, n° 4984. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4972) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4272) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie nationale), n° 5105. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4993) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4275) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Caisse nationale d'épargne), n° 5173. — Le 30 décembre 1952, une proposition de

loi tendant à instituer des contrats d'intéressement d'entreprise pour l'élévation générale des salaires réels, n° 5245. — Le 26 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et celles des salariés, n° 5315. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à permettre la fixation de nouveaux coefficients pour le calcul de cet impôt applicable aux contribuables passibles de la taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux suivant le régime du bénéfice réel, n° 5339. — Le 22 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4963) relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953, Postes, Télégraphes et Téléphones, Caisse nationale d'épargne (Caisse nationale d'épargne), n° 5345. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à abroger l'article 17 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle et son décret d'application du 1^{er} décembre 1952, n° 5535. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à reporter les dates d'exigibilité et de paiement du premier tiers provisionnel sur les impôts de 1953, n° 5536. — Le 24 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1953 le délai du dépôt des déclarations fiscales relatives à l'année 1952, n° 5641. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs, n° 5695. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à différer l'entrée en vigueur de l'article 17 de la loi de finances du 7 février 1953, qui précise le régime fiscal applicable aux sommes versées par les associés dans la caisse sociale en sus de leur part de capital, n° 5725. — Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 12 février 1953 relatif au montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants, n° 5726. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à développer le chèque comme moyen de règlement, n° 5824. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier

la date limite d'option pour l'imposition à la taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux suivant le régime du bénéfice réel, n° 5829. — Le 12 mars 1953, une proposition de résolution tendant, en vertu de l'article 14, alinéa 5 du Règlement, à la création d'une Commission spéciale chargée de suivre l'exécution de l'application de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, n° 5830. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 52 de la loi de finances pour l'exercice 1953 (nos 53-79 du 7 février 1953) en vue d'une assimilation plus complète des salmiculteurs aux exploitants agricoles, n° 5848. — Le 13 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953 relatif aux frais de représentation et de déplacement, n° 5860. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à maintenir le bénéfice des allocations familiales après l'âge de 20 ans aux familles dont les jeunes gens poursuivent leurs études, n° 6123. — Le 18 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 juin 1953 les dates d'exigibilité et de paiement du deuxième tiers provisionnel sur les impôts de 1953, n° 6175. — Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à différer la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 53-79 du 7 février 1953) autorisant le Gouvernement à mettre en application par décrets le projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 6236. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ajouter les mots « et de l'artisanat » à la dénomination actuelle du Ministère du Commerce, n° 6267. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 6376. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les assujettis, salariés, travailleurs indépendants, employeurs ou exploitants agricoles, cotisant au maximum dans un régime de sécurité sociale, des cotisations d'allocations familiales pouvant être dues pour l'exercice d'une ou de plusieurs activités complémentaires, n° 6377. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi rela-

tive aux mesures à prendre pour combattre le fléau de la myxomatose et défendre les intérêts de la Sologne berrichonne, n° 6380. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier la date d'exigibilité des impôts directs et à fixer des modalités particulières pour le règlement des sommes arriérées dues au titre des divers impôts et taxes, ainsi que de la Sécurité sociale, n° 8813 (rectifié). — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à normaliser les rapports entre les contribuables et l'Administration, n° 8814 (2^e rectification). — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés de personnes ayant opté pour le régime applicable aux sociétés de capitaux la faculté de se replacer sous le régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, n° 8855 (rectifié). — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à limiter, pour l'exercice 1954, le paiement des impôts, taxes et charges professionnelles dont l'assiette n'est affectée ni par des modifications apportées à la nature de l'activité exercée, ni par l'importance des transactions ou des résultats obtenus, n° 8885. — Le 11 août 1954, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1^o de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 3402) tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 2^o de MM. René Kuehn, Bourgeois et Ritzenthaler (n° 3609) tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 3^o de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 3800) tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 4^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 7622) tendant à relever le pourcentage du montant de leurs dépôts que les caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont autorisées à employer en prêts à des collectivités ou établissements publics de ces départements, n° 9141. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les décrets

n° 53-874 du 22 septembre 1953 et n° 53-963 du 30 septembre 1953 relatifs à la location-gérance des fonds de commerce, n° 9263. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 9276 (rectifié). — Le 12 octobre 1954, une proposition de loi portant répression de la « vente à la sauvette », n° 9278. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs, n° 9342. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à alléger et à égaliser les prélèvements fiscaux relatifs aux revenus du travail des chefs d'entreprise ou d'exploitation personnelle et de leur conjoint salarié, ainsi que des travailleurs indépendants, n° 9362. — Le 16 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9304) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1955, n° 9471. — Le 16 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de (n° 9307) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes, Téléphones, et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955, II : Dispositions concernant le budget de la Caisse nationale d'épargne, n° 9472. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi portant réforme fiscale et différentes dispositions transitoires, n° 9826. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'établissement des fermages lorsque les baux prévoient un paiement en espèces à la parité du prix du blé, n° 9827. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi relative à l'exonération fiscale des produits agricoles, n° 9845. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi relative aux délais pour le dépôt des déclarations fiscales, n° 9957. — Le 28 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955, n° 10024. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les moda-

lités d'application du décret n° 55-466 du 30 avril 1955 majorant l'impôt sur les sociétés, en ce qui concerne les sociétés dont l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, n° 10797. — Le 28 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans les plus brefs délais le prix du blé, les conditions de commercialisation de la récolte, ainsi que le prix précis et général servant de base aux paiements des fermages, n° 11026. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à la réalisation des étapes préparatoires à l'instauration d'une fiscalité moderne, favorable à l'élévation générale des niveaux de vie, n° 11099. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi du 31 décembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, en vue d'assurer la protection des héritiers de locataires commerciaux, n° 11489. — Le 30 octobre 1955, une proposition de loi relative au mode de scrutin pour les prochaines élections législatives, n° 11769.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Gironde (1^{re} circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5880). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale; Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter à six mois le privilège des créances de la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6616, 6617); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Pénalités et majorations pour les cotisations en retard* [31 août 1951] (p. 6745); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves); Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article augmentant la taxe d'apprentissage, présentée par M. M. David* [9 septembre 1951] (p. 7194); *Son amendement tendant à financer le projet grâce à des économies ou à des plus-values de recettes* (p. 7198, 7199, 7200, 7201, 7202); *Sa motion incidente tendant à ce que le Gouvernement trouve 5 milliards de crédits sur les ressources des comptes spéciaux* (p. 7203); *La retire* (p. 7204); de ce projet de loi amendé par le

Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant 6 milliards d'économies à réaliser* [21 septembre 1951] (p. 7578, 7579). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *rectification de son vote* [11 septembre 1951] (p. 7287). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale; (ses observations sur les avantages du libéralisme économique)* [13 septembre 1951] (p. 7334); *Ses observations sur l'insuffisance de la production française, le danger de l'échelle mobile pour les non-salariés, les onze augmentations de salaires depuis 1945 et l'inflation, le dirigisme des prix et des salaires, l'attrait électoral de l'échelle mobile, la productivité et l'association capital travail* [18 septembre 1951] (p. 7410, 7411, 7412, 7413, 7414, 7415); *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7462); *Son amendement tendant à prévoir une commission technique chargée de rédiger des listes types pour que la commission supérieure puisse établir le budget type* (p. 7485, 7486); Art. 1^{er} : *Amendement de M. de Chambrun tendant à supprimer les abattements de zones en France* (p. 7490); *Son amendement tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respectent la hiérarchie* [20 septembre 1951] (p. 7512, 7513, 7514); *Ses explications de vote sur l'ensemble (ses observations sur le peu d'efficacité de la loi)* (p. 7527); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Sa demande de suspension de séance* [14 septembre 1951] (p. 7371); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (ses observations sur l'élévation du plafond de l'escompte)* [9 novembre 1951] (p. 7877); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR : Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 231.000 francs les crédits pour la Sécurité nationale (reclassement des inspecteurs de la Sécurité)* [28 novembre 1951] (p. 8600); *le retire* (ibid.); P. T. T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (déficit des P. T. T.)* [23 décembre 1951] (p. 9681, 9682). — Pose à M. le Ministre du Budget, une question relative au paiement des impôts

[21 décembre 1951] (p. 9509). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1951] (p. 10032); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (la fraude fiscale)* [1^{er} janvier 1952] (p. 14); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Art. 3 : *Son amendement tendant à reviser les barèmes contractuels des salaires établis en fonction de l'ancien salaire minimum* [25 février 1952] (p. 884); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements ou des diminutions de recettes en 1952 (évaluation des recettes du Trésor, nécessité de la réforme fiscale)* [26 février 1952] (p. 989 et suiv.); *Son amendement tendant à interdire toute modification des conditions d'emprunts ou de l'émission de billets de banque* (p. 1007, 1008); Art. 31 : *Son amendement tendant à créer un comité d'experts chargé de proposer des économies* (p. 1019, 1020); Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1025); *demande de disjonction de cet article, présentée par M. Pierre Meunier*, (p. 1029); Art. 70 : *Amendement de M. Denais tendant à créer une taxe d'armement de 1 0/0 additionnelle à la taxe de transaction* (p. 1031, 1032); *demande, présentée par M. Faure, de renvoyer les amendements créant des articles additionnels* (p. 1038); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (ses observations sur l'expérience Pinay, l'effort d'économies, la politique d'emprunt, l'amnistie fiscale, la réforme fiscale)* [2 avril 1952] (p. 1737 et suivantes); Art. 6 : *Son amendement tendant à instituer un comité d'experts chargés de rechercher des économies* (p. 1777); *le retire* (ibid); Art. 22 : *Sa demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la Sécurité sociale* [3 avril 1952] (p. 1842); *Son amendement tendant à ne pas lever les cotisations sur les heures supplémentaires et les primes de productivité* (p. 1843); Art. 26 : *Son amendement tendant à codifier les droits des contrôleurs fiscaux et à diminuer les pénalités pour retard de paiement* (p. 1875, 1876); Art. 31 : *Son amendement relatif aux droits sur les affaires*

de publicité conclues avec des entreprises de radio hors de France (p. 1881); Art. 37 : Évaluation du stock des entreprises [4 avril 1952] (p. 1908); Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'option entre dotation ou décote pour l'évaluation des stocks outils (p. 1909, 1910); Art. 36 : Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive, présentée par le Gouvernement (p. 1912); Art. 38 : Amendements de MM. Alphonse Denis et Delachenal tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants (p. 1918); Art. 43 : Amnistie fiscale (p. 1920 et suivantes); Son amendement tendant à diminuer l'ampleur de l'amnistie fiscale (p. 1929); Art. 65 : Son amendement tendant à permettre à la caisse des marchés d'escompter les effets des fournisseurs des P.T.T. (p. 1937); Art. 28 : Son sous-amendement tendant à attendre la réalisation de la réforme fiscale (p. 1942); le retire (p. 1943); Art. 49 : Son amendement tendant à attendre l'application de la réforme fiscale (p. 1944); le retire (ibid.); Art. 54 : Son amendement tendant à supprimer les récépissés de marchandises pour les transporteurs routiers (p. 1945); Art. 55 : Son amendement tendant à limiter l'apposition de vignettes sur les factures à certaines professions (p. 1945, 1946); le retire (p. 1946); Art. 56 : Son amendement tendant à supprimer l'article renforçant le contrôle des entreprises exportatrices (p. 1946); le retire (p. 1947); Ses explications de vote sur les questions de confiance posées sur les articles 44 à 48 relatifs à la répression des fraudes fiscales [8 avril 1952] (p. 1990); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti; Article additionnel : Son amendement tendant à lier le délai pour la souscription de l'emprunt à la date du dépôt du projet de réforme fiscale [20 mai 1952] (p. 2362); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : Son amendement tendant à financer l'allocation grâce à une double cotisation professionnelle pour un quart, par moitié par le régime général de la sécurité sociale, pour un quart par le fonds national de vieillesse agricole [6 juin 1952] (p. 2718); le retire (p. 2721); Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à financer l'allocation pour un tiers par une cotisation professionnelle, pour deux tiers par le fonds national

de vieillesse agricole (p. 2720); Art. 16 : Amendement de M. Marcel David tendant à financer le fonds national d'allocation vieillesse par une taxe sur les produits agricoles importés (p. 2741, 2742); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Discussion générale [4 juillet 1952] (p. 3544, 3545). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : débat sur les ententes professionnelles [17 juin 1952] (p. 2976, 2977). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : Discussion générale (ses observations sur la crise de l'industrie textile) [24 juin 1952] (p. 3153). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile : difficultés de cette industrie [1^{er} juillet 1952] (p. 3391, 3392); — sur la question orale posée par M. Soustelle à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, au sujet des communiqués de presse [4 juillet 1952] (p. 3537). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'avis défavorable émis par le Conseil de la République (ses observations sur les résultats de l'expérience Pinay) [8 juillet 1952] (p. 3647, 3648); — des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire : Discussion générale (ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs) [10 juillet 1952] (p. 3766, 3767); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE : Etat A, Chap. 3523 : Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services sanitaires (lutte contre l'épizootie) [25 octobre 1952] (p. 4467); IMPRIMERIE NATIONALE; en qualité de Rapporteur [4 novembre 1952] (p. 4698); Chap. 6120 : Conditions d'exploitation de l'Imprimerie nationale (p. 4699); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE; en qualité de Rapporteur [14 novembre 1952] (p. 5126); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 3292 : Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites des ouvriers de l'Etat (application de la loi du 2 août 1949 créant un fonds spécial) [26 novembre 1952] (p. 5710); Art. 2 :

Son amendement tendant à reprendre l'article créant un corps d'administration centrale (p. 5737, 5739); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir le cas de la faute professionnelle dans un délai de cinq ans* (p. 5743). — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur le redressement économique, le plan suggéré, le plan de réforme fiscale du Gouvernement)* [9 décembre 1952] (p. 6067 et suiv.); Art. 27 : *Son amendement tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* (p. 6091, 6092); Art. 30 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement à la base, égal au salaire minimum pour les revenus des propriétés bâties à usage d'habitation* [11 décembre 1952] (p. 6158, 6159); Art. 40 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au calcul des frais de représentation, de déplacement et autres frais professionnels des entreprises* (p. 6168); Art. 103 bis : *Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation* [12 décembre 1952] (p. 6248, 6249); *Son amendement tendant à modifier les bases de l'impôt général sur le revenu, la surtaxe progressive, les droits d'enregistrement sur les marchés de l'Etat* [21 décembre 1952] (p. 6861); *Son amendement relatif aux droits sur les marchés de l'Etat, aux taxes sur le chiffre d'affaires et aux majorations pour retard de paiement* (p. 6861, 6862); *Amendement de M. Faggiianelli tendant à instituer une taxe unique à la production sur les engrais* (p. 6892); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 : *Demande de disjonction présentée par M. Moch relative aux lois-cadres* [28 janvier 1953] (p. 593, 594); Art. 118 w : *Son amendement tendant à ne fixer que lors du dépôt du projet de réforme fiscale, le délai accordé au Parlement pour l'examiner* (p. 595); *le retire* (ibid.); — du projet de loi approuvant une Convention avec la Banque de France (Ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la politique d'expédients du Gouvernement, la relance de l'économie)* [24 mars 1953] (p. 2256, 2257). — Pose à M. le Ministre du Budget, une question relative aux forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953]

(p. 2474). — Prend part : à la discussion du projet de loi approuvant une Convention avec la Banque de France, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de voter le texte)* [16 juin 1953] (p. 3037); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur la réforme fiscale, l'expansion nécessaire de l'économie (Agriculture et logement), la « politique des hauts salaires » et du plein emploi* [18 juin 1953] (p. 3081 et suiv.); — à la discussion du projet de loi tendant à approuver une Convention avec la Banque de France; Article unique : *Ses observations pour une politique d'union nationale, permettant le redressement économique et financier* [23 juin 1953] (p. 3121, 3122). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Commerce* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Observations préliminaires (Encouragement à l'artisanat)* [3 novembre 1953] (p. 4742); Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV, Chap. 44-01 : *Demande de renvoi en Commission, présentée par M. Goudoux* (p. 4760); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Discussion générale* [15 décembre 1953] (p. 6822, 6823); Art. 1^{er} : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à ne pas appliquer le décret du 30 septembre 1953 avec effet rétroactif* (p. 6831); Art. 3 : *Amendement de Mlle Marzin relatif au montant de l'indemnité d'éviction due en cas de renouvellement du bail* (p. 6834); Art. 4 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire du fonds* (p. 6845); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de légiférer encore pour régler ce délicat problème)* (p. 6852); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire* [31 décembre 1953] (p. 7103); *Amendement de M. Anthonioz tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire* (p. 7104 et suiv.); Art. 5 : *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République*

relatif à l'indemnité d'éviction due par l'Etat ou la collectivité propriétaire (p. 7108); la retire (p. 7108). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Commerce* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954 p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954) (p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Ses réserves, les « aménagements » fiscaux, le contrôle des « autofinancements », la surveillance bureaucratique)* [10 août 1954] (p. 4025, 4026). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [2 février 1955] (p. 598). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 33 de la loi du 14 août 1954* [10 mars 1955] (p. 1275, 1276). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Mesures d'apaisement comportant l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1671, 1672); *la retire* (p. 1689); Art. 11 : *Son amendement (Option et régime des forfaits)* [19 mars 1955] (p. 1749); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Exonération de l'impôt sur le revenu des rentes viagères constituées à titre onéreux)* (p. 1750); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Taxation des réserves dans certaines transformations de sociétés)* (p. 1750); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires des produits agricoles destinés à l'alimentation)* (p. 1752); *Son amendement (Rehaussement de déclarations fiscales)* (p. 1757, 1758); *Son amendement (Echelonnement des paiements pour les impôts, droits, taxes et cotisations d'employeurs exigibles avant le 1^{er} janvier 1955)* (p. 1758); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Intervention de l'Etat en matière de salaires* [24 mars 1955] (p. 1925); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en

matière économique, sociale et fiscale : *Les commerçants statistiques* [28 mars 1955] (p. 1991); *Question préalable de M. Tourtaud (Satisfactions apportées par les projets économiques; reconversions artisanales et commerciales; contenu fiscal du texte, article 33 et contrôle, suggestions; les imprécisions de la loi cadre)* (p. 1999 à 2001); *Défense des commerçants et artisans* [29 mars 1955] (p. 2054); — de propositions de loi relatives à la revision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Demande de renvoi à la Commission formulée par le Gouvernement* [13 mai 1955] (p. 2760). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 20 mai 1955 concernant les coopératives de consommation [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Relations entre contribuables et administrations fiscales; Reconduction du budget de 1955; décrets pris en vertu des pouvoirs spéciaux* [27 juillet 1955] (p. 4344, 4345); de ce projet de loi en deuxième lecture : *nécessité de revenir sur certains décrets pris en vertu des pouvoirs spéciaux* [4 août 1955] (p. 4622); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORGES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 25 bis : *Amendement de M. Métayer (Monopole du Service des poudres et fabrique de cartouches de chasse de Sevran)* [4 août 1955] (p. 4611, 4612). — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses préférences pour un scrutin d'arrondissement uninominal à un tour avec option préalable pour un programme politique minimum élaboré sur le plan national (Contre-projet déposé en Commission* [30 octobre 1955] (p. 5398); *Son contre-projet (Scrutin uninominal d'arrondissement à un tour avec addition des voix entre les candidats ayant souscrit une déclaration préalable d'option sur un programme minimum dans le cadre national)* [31 octobre 1955] (p. 5419); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Non-affectation des fonds votés pour les charbonnages, conséquences pour la sidérurgie et pouvoirs de la Commission des finances; Tableau des grands comptes de la nation*

[22 novembre 1955] (p. 5919, 5920); *Aide pour la conquête des marchés extérieurs* [23 novembre 1955] (p. 5949); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxi, propriétaires de leur véhicule [24 novembre 1955] (p. 5993); — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile : son contre-projet (*Normalisation du travail à domicile et protection des travailleurs*) [24 novembre 1955] (p. 6001, 6002). = S'excuse de son absence [15 novembre 1951] (p. 8080), [13 mars 1952] (p. 1260), [9 avril 1952] (p. 2035); [4 juillet 1952] (p. 3567), [10 juillet 1952] (p. 3794), [27 janvier 1953] (p. 477), [24 juin 1954] (p. 3040), [10 août 1954] (p. 4031), [13 août 1954] (p. 4219), [5 novembre 1954] (p. 4776), [12 novembre 1954] (p. 4940), [12 juillet 1955] (p. 3815), [15 novembre 1955] (p. 5674), [16 novembre 1955] (p. 5737). = Obtient des congés [15 novembre 1951] (p. 8080), [13 mars 1952] (p. 1260); [9 avril 1952] (p. 2035); [4 juillet 1952] (p. 3567); [10 juillet 1952] (p. 3794), [27 janvier 1953] (p. 477), [24 juin 1954] (p. 3040), [10 août 1954] (p. 4031), [13 août 1954] (p. 4219), [5 novembre 1954] (p. 4776), [12 novembre 1954] (p. 4940), [12 juillet 1955] (p. 3815).

BONI (M. Nazi), *Député de la Haute-Volta (I. O. M.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir le groupement de plusieurs circonscriptions* [23 novembre 1951] (p. 8415); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 2 : *Son amendement tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française* [22 décembre 1951] (p. 9606); *Le retire* (p. 9609). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Son rapport sur une pétition [7 juillet 1954] (p. 3283).

BONNEFOUS (M. Edouard), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (U.D.S.R.)*.

Ministre du Commerce

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre d'Etat

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916) = Est nommé : Président de la Commission des affaires étrangères [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [25 mars 1952] (**F. n° 123**); membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre titulaire de la Commission des finances [6 juillet 1954] (**F. n° 405**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 17**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 6 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder son aide aux populations de Seine-et-Oise victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951, n° 1013. — Le 16 février 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1304) tendant à interdire les procédés de vente dits « à la boule de neige », n° 2693. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant au rétablissement de la sous-préfecture d'Etampes (Seine-et-Oise), n° 3899. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale de crédit artisanal, industriel et commercial, n° 4070. — Le 28 juillet 1954, une

proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la procédure d'instruction criminelle et à garantir la liberté individuelle, n° 8966.

Interventions :

Est élu *membre suppléant de l'Assemblée Consultative Européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des affaires étrangères [21 août 1951] (p. 6357). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur les Conférences de San-Francisco, Ottawa et Washington, le réarmement de l'Europe libre, le problème espagnol* [30 août 1951] (p. 6658 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1010 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Situation du petit personnel)* [22 novembre 1951] (p. 8326); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Amendement de M. Gaston Palewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'une armée européenne)* (p. 8331). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'achever vendredi le débat sur le pool franco-allemand* [4 décembre 1951] (p. 8760). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'histoire des débats sur le pool, l'avantage de l'union pour la production du charbon, la lenteur des travaux du Conseil de l'Europe, les revendications allemandes)* [7 décembre 1951] (p. 8915 et suiv.); *Ses observations sur l'étude du projet en commission* (p. 8955) = Est nommé *Ministre du Commerce* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre du Commerce* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [7 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences des déclarations du Chancelier Adenauer sur le plan Schuman et la Communauté européenne [20 mai 1952] (p. 2344). —

Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des examens successifs des projets par les deux Assemblées et à rendre définitif l'avis de l'Assemblée Nationale à défaut d'accord dans un délai de cent jours* [22 juillet 1953] (p. 3775). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question sur les propositions nouvelles de la Grande-Bretagne touchant la Communauté européenne de défense à la suite du discours de M. Winston Churchill à Margate [23 octobre 1953] (p. 4531). — Dépose une demande d'interpellation sur la Communauté politique européenne [29 octobre 1953] (p. 4640); la développe : *Les origines de l'idée d'armée européenne, l'impuissance de l'Europe des « 6 » dans tous les domaines, l'impossibilité de limiter l'intégration au domaine militaire, la réunification inéluctable de l'Allemagne avec notre secours forcé, la non-participation britannique, la fin du Conseil de l'Europe en conséquence directe de la C. E. D., les problèmes de la Sarre et de l'intégration des territoires d'outre-mer, la création d'une Communauté européenne d'armements, la création d'une Europe unie sur des bases économiques* [17 novembre 1953] (p. 5242 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Remise du débat de politique étrangère sur la Communauté européenne* [12 novembre 1953] (p. 4981). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la sauvegarde du site de la vallée de Chevreuse [20 novembre 1953] (p. 5348). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations de M. Foster Dulles [28 décembre 1953] (p. 6886). — Est entendu sur l'élection du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Non-représentation volontaire du groupe de l'U. D. S. R.* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Chap. 35-81 : *Félicitations à M. Cornu pour la restauration du château de Versailles* [1^{er} avril 1954] (p. 1692); Etat B, Chap. 56-82 : *Conservation*

et aménagement de la Butte de Brimborion à Sèvres (p. 1696). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Avenir de l'Union française)* [13 mai 1954] (p. 2380). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée, Art. 2 : *Son amendement* (« vote pondéré » à la Conférence des Présidents) [21 mai 1954] (p. 2646, 2647) ; *Sa demande de renvoi de l'article 2 à la Commission* (p. 2647) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Sa mise en garde touchant l'indépendance accordée aux Etats associés* [9 juin 1954] (p. 2859) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Sous-amendement de M. Sibué à l'amendement de M. Benard tendant à autoriser l'Etat à percevoir un droit de péage réservé à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à l'entretien de l'autoroute* [9 juillet 1954] (p. 3402) ; — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, Art. 2 : *Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* [20 juillet 1954] (p. 3463) ; *Son amendement ayant le même objet* (p. 3464) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (La politique financière rigoureuse et l'alignement monétaire, les entreprises nationalisées, la réforme administrative la ratification de la C. E. D.)* [10 août 1954] (p. 4023, 4024). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au recours éventuel aux armes atomiques [26 novembre 1954] (p. 5461, 5462). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Ses explications de vote (Attachement de l'U.D.S.R. à une réforme fondamentale basant la stabilité du Gouvernement sur le droit et la pratique de la dissolution)* [30 novembre 1954] (p. 5622) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 35-85 : *Restauration et conservation du château de Versailles* [13 décembre 1954] (p. 6228) ; Chap. 36-72 : *Réaffectation du Pavillon de Flore au musée du Louvre* (p. 6230) ; — des

projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale : Perspectives européennes positives ouvertes par les Accords, regroupement nécessaire des divers organismes européens dans le cadre du Conseil de l'Europe (avec l'U.E.O. pour l'élément moteur) ; rôle à attendre de l'Angleterre, plan de travail à établir (Harmonisation des législations sociales, coordination de la politique étrangère) ; participation souhaitable de parlementaires américains ou canadiens (à titre d'invités) ; négociations souhaitables avec l'U.R.S.S., mais après ratification* [23 décembre 1954] (p. 6834 à 6836). Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour 1955 : *Personnel, équipement* [15 mars 1955] (p. 1441, 1442) ; Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Coutant (Indemnités)* (p. 1454) ; *Amendements indicatifs de MM. Schaff et Barthélemy (Prime de résultat d'exploitation)* (p. 1455, 1456) ; *Amendement indicatif de M. Alcide Benoît (Les ambulants)* (p. 1455) ; *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Indemnité pour travaux de force)* (p. 1456, 1457) ; *Amendement indicatif de M. Dufour (Indemnités pour heures de nuit)* (p. 1457) ; *Amendement indicatif de M. Dufour (Indemnités de chaussures et de bicyclette)* (p. 1457) ; *Amendement indicatif de Mme Prin (Prime de technicité)* (p. 1458) ; Chap. 11-30 : *Amendements indicatifs de MM. Schaff et de Tinguay (Gérants et gérantes de bureaux secondaires)* (p. 1459) ; *Amendement indicatif de M. Mamba Sano (Équipement et personnel de la métropole et d'outre-mer)* (p. 1460) ; Chap. 11-60 : *Intégrations dans le corps des inspecteurs* (p. 1461) ; *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Titularisations d'auxiliaires)* (p. 1461) ; *Amendement indicatif de Mme Prin (Productivité et condition faite aux femmes)* (p. 1462, 1463) ; *Amendement indicatif de M. Sérafini (Inspecteurs adjoints, agents principaux retraités)* (p. 1463, 1464) ; *Amendement indicatif de M. Schaff (Auxiliaires statutaires licenciés)* (p. 1464) ; Chap. 31-30 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Augmentation des effectifs)* (p. 1465) ; Etat C, Chap. 53-22 : *Télécommunications* (p. 1465, 1466) ; *Amendement indicatif de M. Dufour (Compressions de personnel*

et réseau téléphonique de Grenoble (p. 1466) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 1010 : *Titularisation des auxiliaires* [12 mai 1955] (p. 2725) ; Chap. 1020 : *Prime d'exploitation et vote de la motion préjudicielle de M. Barthélemy* (p. 2726) ; *Intégration de contrôleurs dans le cadre des inspecteurs* (p. 2727) ; Chap. 1060 : *Amendements indicatifs de M. Barthélemy (Inspecteurs du télégraphe)* (p. 2729, 2730) ; *Amendement indicatif de M. Dufour (Agent des tours hertziennes)* (p. 2731) ; Chap. 1100 : *Contrôleurs non intégrés* [17 mai 1955] (p. 2809) ; *Explications de vote (Modernisation des locaux, médecins du travail)* (p. 2810, 2811). — Répond à une question : de M. Goudoux relative à l'admission aux concours des postes, télégraphes et téléphones en Corrèze [18 mars 1955] (p. 1657) ; — de M. Estradère sur le rejet d'une candidature à un concours des P.T.T. [22 juillet 1955] (p. 4048). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [21 août 1951] (p. 6356), [25 mars 1952] (p. 1456), [18 janvier 1955] (p. 69). = Obtient des congés [21 août 1951] (p. 6356), [25 mars 1952] (p. 1456), [18 janvier 1955] (p. 69).

BONTE (M. Florimond), *Député de la Seine* [3^e Secteur] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre en vue de la signature d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances, **n° 99**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire demander par ses représentants à l'O. N. U. l'admission de la

République populaire de Chine, **n° 1512**. — Le 31 janvier 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'article 12 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et des articles 6 et 7 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 les anciens combattants des armées alliées naturalisés français, **n° 10040**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Oppose la question préalable* [6 décembre 1951] (p. 8882 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la suite que le Gouvernement entend donner aux propositions soviétiques relatives à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne [18 mars 1952] (p. 1340). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement* [27 mai 1952] (p. 2454, 2455).

BOSCARY-MONSSERVIN (M. Roland),
Député de l'Aveyron (R. I.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; titulaire de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 du Code général des impôts directs relatif à l'exemption temporaire de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers, **n° 1687**. — Le 6 décembre 1951, une

(1) Démissionnaire [7 juillet 1953] (F. n° 275).

proposition de loi tendant à modifier les articles 262 et 271 du Code général des impôts et instituant exemption de la taxe à la production pour les affaires de vente portant sur les aliments destinés à l'alimentation du bétail, **n° 1889**. — Le 18 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues (n° 1718) tendant au rétablissement des droits syndicaux en agriculture et à l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles, **n° 2951**. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à réglementer l'aveu en matière pénale, **n° 3132**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Triboulet (n° 518) tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 sur le fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux ; 2° de MM. Defos du Rau, Reille-Soult et Taillade (n° 1069) tendant à compléter l'article 20 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946 relatif à l'appel des décisions des tribunaux paritaires cantonaux ; 3° de M. Jean Durand, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 713) tendant à transférer aux juridictions de droit commun les attributions des tribunaux paritaires de baux à ferme **n° 3868**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 4101**. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi instituant l'assurance maladie chirurgie des exploitants agricoles. **n° 4626**. — Le 18 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3597) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la Sécurité sociale, **n° 4788**. — Le 25 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 4315) tendant à majorer de 12 0/0 les prestations familiales des salariés et assimilés à compter du 1^{er} octobre 1952 ; 2° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 4477) tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, **n° 4861**. — Le 23 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 50-916 du 9 août 1950 étendant le bénéfice

de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie. **n° 5356**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole, **n° 6455**. — Le 21 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 6030) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 101 concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 35^e session, tenue à Genève en juin 1952, **n° 6550**. — Le 14 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 52 de la loi de finances du 7 février 1953, relativement à l'exonération de la taxe à la production, de la taxe locale, et de la taxe de transaction en faveur des salmoniculteurs, **n° 7176**. — Le 30 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1059 du Code général des impôts relatif au droit de pêche, en vue de l'assimilation des retenues d'eau des barrages d'Electricité de France aux cours d'eau navigables et flottables du domaine public, **n° 7339**. — Le 9 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 6994) modifiant la loi n° 46-2339 du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole. **n° 7652**. — Le 12 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. — les propositions de loi : 1° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 6119) tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocation-vieillesse agricole, les personnes effectuant un travail agricole et bénéficiant d'une retraite ou pension vieillesse d'un autre régime ou de l'allocation aux grands infirmes et incurables ; 2° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 6271) tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole ; 3° de M. Boscary-Monsservin (n° 6455) tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole ; 4° de M. Bettencourt (n° 7161) tendant à compléter l'article 22 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; 5° de Mme Laissac et plusieurs de ses collègues (n° 7828) modi-

fiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; II. — les propositions de résolution : 1° de MM. Dronne et Gaubert (n° 6331) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; 2° de M. Hettier de Boislambert et plusieurs de ses collègues (n° 6576) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; 3° de M. André Bardon (n° 6982) tendant à inviter le Gouvernement à aménager la loi sur les caisses de retraites de vieillesse agricole n° 8021. — Le 24 juin 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 304) tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie ; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 1699) tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de paiement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie, n° 8692. — Le 24 juin 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 955) tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2410 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins 3 enfants, n° 8693. Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 8361) de M. Bettencourt tendant à inviter le Gouvernement à déposer et faire voter d'urgence le budget annexe des

prestations familiales agricoles, n° 8694. — Le 29 juin 1954, une proposition de loi tendant à appliquer aux bénéficiaires des professions commerciales artisanales et industrielles et aux revenus des charges et offices, le taux réduit de 9 0/0 jusqu'à 440.000 francs, n° 8752. — Le 22 juillet 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 6119) tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocation-vieillesse agricole, les personnes effectuant un travail agricole et bénéficiant d'une retraite ou pension vieillesse d'un autre régime ou de l'allocation aux grands infirmes et incurables ; 2° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 6271) tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole ; 3° de M. Boscary-Monsservin (n° 6455) tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole ; 4° de M. Bettencourt (n° 7161) tendant à compléter l'article 22 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; 5° de Mme Laissac et plusieurs de ses collègues (n° 7828) modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; II. — Les propositions de résolution : 1° de MM. Dronne et Gaubert (n° 6331) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; 2° de M. Hettier de Boislambert et plusieurs de ses collègues (n° 6576) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire ; 3° de M. André Bardon (n° 6982) tendant à inviter le Gouvernement à aménager la loi sur les caisses de retraites de vieillesse agricole, n° 8954. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la

Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 9615) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1529) tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relatives au régime de l'allocation de vieillesse agricole, **n° 9761**. — Le 22 décembre 1954, une proposition de loi tendant à proroger l'article 33 de la loi du 14 août 1954 relatif au contrôle fiscal, **n° 9784 (rectifié)**. — Le 3 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les meilleurs délais le projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1955 et à inclure dans le projet « l'allocation à la mère au foyer » pour les exploitants agricoles, **n° 10256**. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à l'institution de réserves communales de chasse, **n° 10257**. — Le 3 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 75 0/0 le plafond du taux de subvention pour les adductions d'eau rurales, **n° 10258**. — Le 18 mars 1955, un 2° rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 2739) tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires ; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 5150 rectifié) relative au statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole ; 3° de M. Saint-Cyr et plusieurs de ses collègues (n° 5666) tendant à la réorganisation de l'enseignement agricole du premier degré et à la vulgarisation du progrès technique dans l'agriculture ; 4° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues (n° 7638) tendant à organiser, d'une part, l'enseignement du premier degré post-scolaire agricole et ménager agricole, d'autre part, la vulgarisation des connaissances agricoles ; 5° de M. Deshors et plusieurs de ses collègues (n° 8009) tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, **n° 10458**. — Le 28 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 6169) de M. Detœuf tendant à compléter l'article 28 du statut du fermage, **n° 10536**. — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, tout au moins pour les agriculteurs, toute période d'instruction militaire pendant les mois de juin, juillet,

août et septembre, **n° 10641**. — Le 5 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 10256) de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les meilleurs délais le projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1955 et à inclure dans le projet « l'allocation à la mère au foyer » pour les exploitants agricoles, **n° 10663**. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Boscary-Monsservin (n° 10641) tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, tout au moins pour les agriculteurs, toute période d'instruction militaire pendant les mois de juin, juillet, août et septembre ; 2° de MM. André-François Mercier, Charpentier et Billiemaz (n° 10661) tendant à inviter le Gouvernement à fixer les périodes militaires à une date postérieure à la fin des grands travaux agricoles ; 3° de Mme Laissac et plusieurs de ses collègues (n° 10703) tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour les agriculteurs, toute période d'instruction militaire pendant la période s'étendant de mai à fin septembre ; 4° de M. Lefranc (n° 10800) tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date des périodes d'exercice imposées aux militaires des réserves et à la situer en dehors des temps consacrés habituellement aux moissons, **n° 10875**. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 10257) de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution de réserves communales de chasse, **n° 10876**. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation d'entreprises privées ou nationalisées et d'administrations publiques, **n° 10920**. — Le 24 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi (n° 10635) relatif à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 2739) tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires ; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 5150 rectifié) relative au statut de l'apprentissage professionnel et ménager agri-

cole; 3^o de M. Saint-Cyr et plusieurs de ses collègues (n^o 5666) tendant à la réorganisation de l'enseignement agricole du premier degré et à la vulgarisation du progrès technique dans l'agriculture; 4^o de M. Rincent et plusieurs de ses collègues (n^o 7638) tendant à organiser, d'une part, l'enseignement du premier degré postsecondaire agricole et ménager agricole, d'autre part, la vulgarisation des connaissances agricoles; 5^o de M. Dehors et plusieurs de ses collègues (n^o 8009) tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, n^o 11024. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 10258) de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter à 75 0/0 le plafond du taux de subvention pour les adductions d'eau rurales, n^o 11265. — Le 26 octobre 1955, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n^o 3367) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et l'Italie, le Protocole et l'échange de lettres, signés à Paris le 23 août 1951, n^o 11726. — Le 18 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à l'institution de réserves communales de chasse, n^o 11931.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des écoles libres pour l'éducation en France)* [6 septembre 1951] (p. 6976, 6977); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE, Chap. 1020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des justices de paix)* [21 décembre 1951] (p. 9518); le retire (ibid.); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B. INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les prêts sociaux d'intérêt agricole* [27 décembre 1951]

(p. 9986); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie et surtaxe sur les apéritifs)* [3 avril 1952] (p. 1878); Art. 36 : *Son amendement tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu les retraites des sociétés mutuelles d'anciens combattants* (p. 1916); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* [6 juin 1952] (p. 2712, 2713); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Amendement de M. Catroux tendant à modifier et à compléter l'article 419 du Code pénal, évitant ainsi une juridiction d'exception* [26 juin 1952] (p. 3259); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 4010: *Amendement de M. Delbez tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Cantines et œuvres sociales)* [15 novembre 1952] (p. 5256); — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953), en qualité de Rapporteur pour avis [4 décembre 1952] (p. 5952, 5953); Art. 27 : *Amendement de M. Sauer tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* [9 décembre 1952] (p. 6091 et suiv.); Art. 31 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6160); Art. 35 : *Demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales, présentée par M. Rochet* (p. 6163); Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 francs par hectolitre d'alcool, présentée par M. Maurellet* [12 décembre 1952] (p. 6233); Art. 99 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les exonérations d'impôt ou diminutions de recettes* (p. 6235); Art. 106 : *Son amendement tendant à ne pas majorer en 1952 les impôts payés par les exploitants agricoles* (p. 6253); Art. 115 : *Amendement de M. Briot tendant à limiter à 1,25 0/0 les taxes sur le blé* [12 décembre 1952] (p. 6284); *Son amendement tendant à exonérer les échanges de*

semences et de céréales (p. 6285, 6286) ; Art. 116 : *Son amendement tendant à n'appliquer la taxe de résorption qu'aux récoltes de 1950, 1951 et 1952* (p. 6286) ; Article additionnel : *Son amendement relatif au paiement de l'indemnité compensatrice pour l'emploi de prisonniers de guerre* [21 décembre 1952] (p. 6856) ; *Amendement de M. Charpentier relatif au contrôle de l'élevage des vers à soie* (p. 6857) ; *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur les engrais* (p. 6889 et suiv.) ; *Son amendement tendant à détaxer les aliments du bétail et à frapper d'une taxe spéciale les importations alimentaires* (p. 6894) ; *Son amendement tendant à exonérer de taxes le lait et le beurre* (p. 6898) ; *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur le commerce du sucre* (p. 6905) ; *Son amendement relatif à la définition du risque agricole couvert par l'assurance* (p. 6906) ; *Son amendement tendant à exonérer des droits de soultte lors de partage ou de succession à concurrence de 3 millions de francs* (p. 6908) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à laisser au Parlement la fixation des tarifs de douanes* (p. 6918) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6499 et suiv.) ; Art. 4, Etat D : *Motion de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'industrie de l'azote au profit des prêts sociaux aux jeunes agriculteurs* [20 décembre 1952] (p. 6753) ; *Demande de renvoi à la Commission des crédits pour les petites et moyennes entreprises, présentée par M. Leenhardt* (p. 6757) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 118 w : *Son amendement tendant à laisser au Parlement trois mois pleins pour l'examen du projet de réforme fiscale* [28 janvier 1953] (p. 585) ; Art 118 x : *Réforme de la sécurité sociale par un article-cadre* (p. 600) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1953, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 janvier 1953] (p. 645, 646) ; Article nouveau : *Amendement de M. Rochet tendant à réaliser la parité totale entre les salaires de l'agriculture et ceux de l'industrie* (p. 647) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la détermination par arrêté des frais de gestion des caisses d'allocations familiales agricoles* (p. 648) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre l'article créant une section de vérification comp-*

table des caisses d'allocations familiales agricoles (p. 649) ; Art. 4 : *Amendement de M. Lambert tendant à fixer les cotisations des exploitants agricoles au même taux en 1953 qu'en 1952* (p. 651) ; Article additionnel : *Son amendement relatif au cas des terrains agricoles dans des communes urbaines ou industrielles* (p. 652) ; *Amendement de M. Méhaignerie tendant à étendre ces abattements aux artisans ruraux* (p. 653) ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article partageant la cotisation à payer entre métayers et propriétaires au prorata de leur part des fruits* (p. 661, 662) ; Art. 7 : *Amendement de M. Lambert tendant à supprimer les taxes sur les céréales, betteraves, viandes, cidre, tabac et produits forestiers et à majorer le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 663) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à inclure parmi les charges des prestations familiales agricoles l'allocation congé de maternité* (p. 664) ; Art. 9 : *Son amendement relatif au taux et au caractère des amendes prononcées contre les assujettis défaillants* (p. 667, 668) ; Art. 10 : *Amendement de M. Billat tendant à instituer l'allocation de la « mère au foyer » au profit des familles d'exploitants dont le revenu cadastral ne dépasse pas 1.500 francs* (p. 669) ; Art. 1^{er} : *Création d'emplois de contrôleurs des mutuelles agricoles* (p. 672) ; Etat A, Chap 1030 : *Amendement de M. Pinvidic tendant à supprimer les crédits pour le personnel de la vérification comptable* (p. 675) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Taxe unique sur l'énergie, proportion automatique salaires-production et production-masse monétaire)* [7 juillet 1953] (p. 3293) ; — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 6 : *Son amendement tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil de la République l'a également été* [22 juillet 1953] (p. 3769 et suiv.) ; *Son sous-amendement tendant à doubler le délai quand l'avis du Conseil de la République a été donné à la majorité absolue* (p. 3776, 3777) ; — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS FAMILIALES en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Déficit des caisses de régime agricole, refus d'augmenter les charges de l'agriculture, parité nécessaire entre ruraux et citadins* ; *Approbaton du projet gouvernemental à condition de prévoir un financement spécial pour le régime*

agricole [30 octobre 1953] (p. 4709, 4710). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Amendement de M. Minjoz tendant à l'inscription d'urgence du rapport Ramonet n° 6551 sur les entreprises nationalisées (Urgence du débat sur le plan d'assainissement du marché de la viande)* [3 novembre 1953] (p. 4777); *Son amendement tendant à l'inscription d'urgence du débat sur le plan d'assainissement du marché de la viande* (p. 4778). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires anciens prisonniers de guerre [20 novembre 1953] (p. 5347). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Renvoi du budget de l'Agriculture* [24 novembre 1953] (p. 5491). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), P.T.T., Etat A, Chap. 10-60 : *Personnel des services des télécommunications (Réorganisation des services)* [7 décembre 1953] (p. 6224); *Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service des télécommunications (Reclassement des surveillantes et veilleurs de nuit)* (p. 6226); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Amendement de M. Védrines tendant à majorer de 9 milliards les crédits pour les centrales hydrauliques et à diminuer ceux pour les centrales thermiques* [10 décembre 1953] (p. 6436); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 44-24 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter à l'étranger l'effort de propagande en faveur du vin* [31 décembre 1953] (p. 7224, 7225); Chap. 60-12 : *Prêts d'équipement rural (Emprunts et prêts de la Caisse de crédit agricole)* (p. 7226); Art. 2 : *Investissements (Assainissement du marché de la viande)* (p. 7227); Art. 6 bis : *Adduction d'eau potable (Création d'un fonds commun alimenté par un compte spécial du Trésor, les 23.000 communes encore sans adduction d'eau)* (p. 7228, 7229, 7234); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel : *Son amendement relatif à la taxation des exploitations salmonicoles* [13 décembre 1953] (p. 6744); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines PRESTATIONS FAMILIALES : *Discussion générale (Application de l'article premier de la loi de finances au rapport de M. Bouxom)* [15 décembre 1953] (p. 6859); Article unique : *Son contre-projet tendant à majorer de 10 0/0 les*

allocations familiales, à accorder des allocations prénatales au paiement échelonné (p. 6860, 6861, 6865); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES en 1954, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 décembre 1953] (p. 6901); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, en qualité de *Rapporteur pour avis : majoration de 6.000 francs par mois de l'allocation aux vieux travailleurs salariés de l'agriculture, le problème du financement pour l'allocation retraite vieillesse agricole, majoration de la taxe de statistique sur les importations et exportations* [31 décembre 1953] (p. 7155); Art. 9 : *Son amendement relatif au financement de l'allocation vieillesse* (p. 7160); *le retire* (ibid); *Amendement de M. Meck tendant à porter de 0,40 à 0,75 0/0 le taux de la taxe de statistique sur les importations et exportations* (p. 7161); *Sous-amendement de M. Paternot tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination de l'Algérie* (p. 7163); *Demande de disjonction de l'article relatif au financement de l'allocation vieillesse, présentée par M. Pierre André* (p. 7163); *Son amendement tendant à prévoir un arrêté ministériel pour fixer les coefficients de revalorisation* (p. 7167); Article additionnel : *Son amendement de forme relatif au fonds d'allocation de vieillesse agricole* (p. 7167); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 mars 1954] (p. 637); Art. 11 : *Amendement de M. Laborbe évitant les recours contre les petits employeurs n'employant qu'un salarié pendant moins de 150 jours par an* (p. 642); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Son contre-projet* [23 mars 1954] (p. 1158); *le retire* (ibid); Art. 4 : *Son amendement (Affichage des enquêtes relatives à des attributions d'office conduisant à la possibilité d'une réquisition)* (p. 1163). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de la planification excessive assortie de mesures de centralisation et de concentration qui tend à s'instaurer dans tous les domaines (agriculture, industrie, artisanat, crédit, fiscalité) [23 mars 1954] (p. 1173). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale*

(*Equilibre de ce budget et avances nécessaires pour le règlement des prestations*) [30 mars 1954] (p. 1485, 1486); — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale (Anomalie de ne pas faire à la journée du 8 mai le même sort qu'à celle du 11 novembre)* [1^{er} avril 1954] (p. 1561); — d'une proposition de loi relative à la suppression des zones d'abattements en matière de PRESTATIONS FAMILIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Similitude entre le régime agricole et le régime général, problème des ressources et du budget annexe des prestations agricoles* [6 avril 1954] (p. 1783, 1784); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel tendant à faire bénéficier les commerçants des mêmes abattements de base que les artisans* [24 juin 1954] (p. 3055, 3056); *Décentralisation fiscale dans l'appréciation des pénalités* (p. 3056); *Article additionnel de M. Charpentier (Exonération de la taxe locale et de la taxe sur les transactions pour les opérations de vente sur les amendements calcaires)* [6 juillet 1954] (p. 3219); *Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Affectation du prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe unique des viandes à l'assainissement du marché animal)* (p. 3241); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Art. 1^{er} bis : Son amendement (Exonération de la taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 fr.)* [13 août 1954] (p. 4195); *Art. 20 bis (Infractions et peines en matière d'impôts)* (p. 4199); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Projet de réforme des retraites vieillesse agricoles, avances du Trésor aux caisses d'allocations familiales pour le paiement des prestations, intérêts des emprunts contractés en vue d'obtenir les moyens de trésorerie* [24 juin 1954] (p. 3091 et suiv.); *Date du dépôt du projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954* (p. 3096); *Relèvement du taux des cotisations* (p. 3095); *Art. 1^{er} : Son amendement (Avances aux caisses d'allocations familiales agricoles, remboursement des emprunts contractés pour le paiement des prestations familiales)* (p. 3096, 3097). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux prêts sociaux en

agriculture [9 juillet 1954] (p. 3386). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Sous-amendement de M. Sibué à l'amendement de M. Benard tendant à autoriser l'Etat à percevoir un droit de péage réservé à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à l'entretien de l'autoroute* [9 juillet 1954] (p. 3402); — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE, en qualité de *Rapporteur : Financement prévu par la loi du 10 juillet 1952, principe de la solidarité professionnelle, régime des retraites artisanales, impossibilité d'équilibrer le régime des prestations agricoles* [21 juillet 1954] (p. 3488 et suiv.); *Discussion générale* (p. 3498); *Contre-projet de Mme Laissac (Rente vieillesse agricole, son financement partiel par une taxe statistique sur la fortune)* (p. 3501), [28 juillet 1954] (p. 3671, 3673, 3674); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Gabelle (Suppression de la double affiliation)* (p. 3679); *Amendements de MM. Laborbe et Dronne tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 100 francs pour l'assujettissement à la cotisation* (p. 3681); *Amendement de M. Delachenal tendant à compléter le texte par la phrase « l'allocation vieillesse est due même aux requérants qui n'ont pas eu à verser la cotisation »* (p. 3682); *Amendements de MM. Waldeck Rochet et de Sesmaisons (Fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales)* (p. 3682); *Amendement de M. Tremouille (Limites d'attribution de l'allocation et réévaluation du revenu cadastral avec application d'un coefficient départemental)* (p. 3683); *Texte modificatif de l'article 15 de la loi du 10 juillet 1952 (Evaluation du revenu en cas de donation-partage)* (p. 3684); *Amendement de M. de Sesmaisons (Ouverture du droit à la retraite)* (p. 3686); *Amendement de M. Delachenal tendant à exempter les retraités de la cotisation* (p. 3686); *Amendement de M. Viatte (Double cotisation)* (p. 3687); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Montant de la cotisation)* (p. 3688); *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer de la cotisation le chef d'exploitation ou les membres de la famille inaptes au travail* (p. 3688); *Amendement de M. Briot (Cotisation des ouvriers forestiers)* (p. 3691); *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer de la cotisation les bénéficiaires de certaines retraites* (p. 3691); *Déroulement du débat* (p. 3693); *Amendement de*

M. Delachenal (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral; affiliation unique à l'organisation d'allocations de vieillesse dont relève l'activité principale) [3 août 1954] (p. 3787 et suiv.); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Exonération des cotisations pour les personnes dont le revenu cadastral ne dépasse pas 150 francs)* (p. 3791); *Amendement de M. Delachenal (Allocation pour des vieux travailleurs salariés et vieux exerçant encore une activité non salariée)* (p. 3791); *Amendement de M. Viatte (Membres de l'exploitation exerçant à titre principal une autre activité non salariée et la double cotisation)* (p. 3792); *Amendement de M. Triboulet (Taux de la cotisation en cas de revenu cadastral initial supérieur à 5.000 francs)* (p. 3792); *Amendement de M. Tremouille à l'article additionnel de M. Laborbe tendant à ouvrir le droit à allocation d'après l'ancien revenu cadastral* (p. 3793); de cette proposition de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1954] (p. 7025); Art. 1^{er} : *Demande de réserve de M. Viatte relative au paragraphe II du texte modificatif proposé pour l'article 10 de la loi du 10 juillet 1952* (p. 7027); *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* (p. 7028), [31 décembre 1954] (p. 7044 et suiv.); *Amendement de M. Viatte tendant à ne pas faire payer les agriculteurs âgés* (p. 7047); *Amendement de M. de Sesmaisons (Décentralisation dans la gestion de l'allocation vieillesse agricole)* (p. 7047, 7048); *Amendement de M. Viatte tendant à accorder l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux personnes dont la dernière activité n'était pas salariée* (p. 7049); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, pour l'exercice 1954, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Exode des paysans, inégalité de régime entre le salarié et le non salarié* [29 juillet 1954] (p. 3717, 3718); *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget, taux des prestations familiales agricoles)* (p. 3725, 3726); Art. 3 : *Extension de la surcompensation aux prestations familiales versées aux salariés agricoles, amendement de M. Patinaud tendant à supprimer cet article* (p. 3727); Art. 5 : *Son amendement (Suppres-*

sion de la taxe sur les betteraves exportées directement ou sous forme de sucre) [30 juillet 1954] (p. 3753); Art. 12 : *Son amendement (Date d'application de la détaxe de 15 0/0 sur le matériel agricole)* (p. 3757); *Son article additionnel relatif aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 3758); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Art. 3 : *Son amendement (Surcompensation entre les différents régimes de prestations familiales)* [13 août 1954] (p. 4187, 4188); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Libération des échanges, taxes de péréquation en agriculture, coopération en agriculture, équipement, grands travaux, enseignement agricole, remembrement et réorganisation foncière* [5 août 1954] (p. 3863 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Motion de M. Badie tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C.E.D., nécessité de procéder à la réforme de la Constitution* [10 août 1954] (p. 4081); Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* [29 novembre 1954] (p. 5582); Art. 5 : *Son amendement tendant à préserver les prérogatives du Conseil économique et de l'Assemblée de l'Union française* [30 novembre 1954] (p. 5604); le retire (p. 5605); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* (p. 5608 et suiv.); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Majoration des cotisations, charges pesant sur la production agricole* [12 août 1954] (p. 4099, 4100); *Chiffre du plancher en matière accidents du travail* (p. 4104). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Date de discussion du budget de l'Agriculture* [23 novembre 1954] (p. 5315). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Fonds de « Progrès agricole », 2^e plan quadriennal, détaxe des engrais, réorganisation des circuits de distribution, remembrement, crédit agricole* [24 novembre 1954] (p. 5389, 5390); Etat A, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (Création de postes de*

directeurs départementaux des services vétérinaires) [25 novembre 1954] (p. 5429); le retire (p. 5432); Chap. 31-31 : *Service agricole* (p. 5440, 5443); Chap. 31-37 : *Son amendement indicatif (Création de postes à l'Institut et effort sur le plan de l'enseignement agricole)* (p. 5443); le retire (ibid.); Chap. 31-51 : *Sa demande de réserver ce chapitre jusqu'à l'envoi d'une lettre rectificative tendant à renoncer à toute création d'emploi dans le cadre des lois sociales en agriculture* (p. 5447, 5448); Chap. 31-71 : *Sa demande de disjonction (Voirie et habitat rural)* [26 novembre 1954] (p. 5471, 5472); la retire et accepte de réserver ce chapitre (p. 5473); Chap. 34-71 : *Direction générale du génie rural, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 5481); Chap. 34-95 : *Son amendement indicatif (Frais de représentation des chargés de mission à l'étranger)* (p. 5483); le retire (ibid.); Chap. 43-33 : *Apprentissage agricole et horticole* (p. 5492, 5493); Chap. 44-24 : *Propagande à l'étranger en faveur du vin* (p. 5498); Chap. 44-27 : *Détaxe des engrais* (p. 5501); Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5503); Chap. 46-52 : *Remboursement à la Caisse de crédit agricole, sa demande de disjonction* (p. 5508); *Accepte de la transformer en réserve* (p. 5509, 5510); Etat B, Chap. 61-60 : *Subventions d'équipement pour le génie rural, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 5513, 5514); Chap. 61-72 : *Habitat rural, sa demande de disjonction* (p. 5514, 5515); *Accepte de la transformer en demande de réserve* (p. 5516); Etat C, Chap. 84-71 : *Baisse de 15 0/0 sur le prix des matériels agricoles* (p. 5535); Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagement des grandes régions agricoles, canal du Rhône à Sète* (p. 5535, 5536); — du projet de loi relatif à la Caisse d'ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 novembre 1954] (p. 5465); Art. 1^{er} : *Son amendement (Reversement de 2 milliards à la Caisse centrale de secours mutuels agricoles et de 1.500 millions au fonds spécial d'allocation vieillesse)* (p. 5467); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat A, Chap. 43-31 : *Amendement de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* [27 janvier 1955] (p. 323); Etat B, Chap. 61-60 : *Irrigation des coteaux de Gascogne, grands travaux et équipement rural indispensable* (p. 326); Art. 7 bis : *Son amendement (Fonds pour le développement des adduc-*

tions d'eau) (p. 328, 329); *Son amendement rectifié* (p. 330); de ce projet de loi en troisième lecture; Etat B, Chap. 61-60 : *Son amendement (Coteaux de Gascogne, travaux du Bas-Rhône—Languedoc, technocratie, possibilités de virements de crédits)* [1^{er} février 1955] (p. 577 et suiv.); Chap. 60-12 : *Son amendement (Prêts d'équipement rural : libellé et chiffre de la deuxième lecture)* (p. 580); le retire (ibid.); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement; Art. 12 : *Article 20 de la Constitution* [4 février 1955] (p. 722); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages; Art. 3 : *Son amendement (Recours réservé aux organisations professionnelles)* [2 mars 1955] (p. 953); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Articles additionnels de Mmes Gabriel-Péri et F. Lefebvre (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* [8 mars 1955] (p. 1145). — Dépose une demande d'interpellation sur le contrôle fiscal des commerçants, des artisans et de l'ensemble des classes moyennes [10 mars 1955] (p. 1270); est entendu sur la fixation de la date de discussion [10 mars 1955] (p. 1274). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Art. 10 : *Son amendement (Droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* [11 mars 1955] (p. 1356); *Son article additionnel (Taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369); *Son article additionnel (Paiement de 50 0/0 des impôts avec les titres remis en paiement du pécule aux anciens prisonniers)* (p. 1369); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 41 : *Son amendement (Texte du Conseil de la République, voirie et tranches rurales)* [15 mars 1955] (p. 1429 à 1434); *Son rappel au Règlement (Applicabilité de l'article 48 du Règlement à son amendement)* (p. 1434); *Son amendement (Pourcentage pour les différentes tranches)* (p. 1435); Art. 44 : *Ventilation des crédits du fonds routier à l'intérieur et entre des départements* (p. 1437) — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Question préalable de M. Tournaud (Citation du Code pénal économique et fiscal de la République démocratique allemande)* [18 mars 1955] (p. 1668); *Sa*

demande de suspension de séance (p. 1685); *Discussion générale (Rupture d'harmonie existant entre les diverses régions de France, nationalisations et petites entreprises, industries utilisant beaucoup de main-d'œuvre et charges sociales : exemple de la ganterie, nouvelle redistribution de l'économie, crédit aux entreprises moyennes)* [19 mars 1955] (p. 1732 et suiv.); *Amendement de M. Solinhac (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* (p. 1738, 1739); Art. 2 bis : *Amendement de M. Charpentier (Reconversion et fonds de garantie mutuelle, marché laitier)* (p. 1742); Art. 11 : *Renvoi des articles additionnels ayant un caractère fiscal au projet portant dispositions d'ordre fiscal* (p. 1748); *Amendement de M. Tourtaud (Majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1751); *Amendement de M. Charpentier (Exonération de certains produits de basse-cour de la taxe sur la couleur ajoutée)* (p. 1752); *Amendement de M. Burlot (Exonération fiscale des opérations portant sur les semences de céréales)* (p. 1760); *Amendement de M. Charpentier (Exonération des blés déclassés et des céréales secondaires)* (p. 1748, 1760); *Etat G : Amendement de M. Charpentier (Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool au profit du groupement interprofessionnel intéressé)* (p. 1773); *Amendement de M. Charpentier (Retenue sur le prix des betteraves au profit de la Fédération professionnelle agricole pour main-d'œuvre saisonnière)* (p. 1773, 1774); *Amendement de M. Charpentier (Taxe de statistique et de contrôle douanier au profit du fonds d'allocation de vieillesse agricole)* (p. 1774); *Article additionnel de M. Charpentier (Carburant spécial pour l'agriculture)* (p. 1779, 1780); *Son article additionnel (Forclusion pour le bénéficiaire du régime longue-maladie des étudiants)* (p. 1783); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création d'une société interprofessionnelle des produits laitiers, exportation* [22 mars 1955] (p. 1807); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Ballanger (Part des départements et communes)* (p. 1812); *Son amendement (Pourcentage revenant au fonds)* (p. 1813); *Amendement de M. Vassor (Production de qualité)* (p. 1815); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, en qualité de *Rapporteur : Question préalable de*

M. Tourtaud [3 mai 1955] (p. 2442); *Motions préjudicielles de Mme G. Roca et de M. Rincint* [5 mai 1955] (p. 2514, 2525); *Les travaux de la Commission, la synthèse réalisée par le rapport* (p. 2527 à 2531); *Motion du Conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles sur le statut de l'enseignement professionnel agricole* [6 mai 1955] (p. 2582); *Propositions communistes sur l'enseignement agricole* (p. 2594); *Ordre de la discussion* [22 juin 1955] (p. 3229, 3231); *Contre-projet de M. Rincint (Sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* (p. 3233); *Accepte le renvoi du texte gouvernemental et de la proposition de loi devant la Commission* (p. 3235); *Examen du texte gouvernemental par la Commission* [28 juin 1955] (p. 3377); *Nombre d'enfants fréquentant les deux enseignements* (p. 3379); *Contre-projet de M. Saint-Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Éducation nationale et l'Agriculture)* (p. 3383, 3384); *Contre-projet de M. Rincint (Complément de culture générale sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* (p. 3390); *Motion préjudicielle de M. Castera (Vote du budget annexe des prestations familiales agricoles)* (p. 3392); *Texte gouvernemental* (p. 3394, 3397); Art. 1^{er} : *Sa demande de le réserver* (p. 3400, 3401); *Amendement de M. Camille Laurens (Apprentissage et formation agricoles d'une part, enseignement postsecondaire de l'autre)* (p. 3415); Art. 2 : *Motion préjudicielle de M. Tricart (« Contre-projet » de M. Camille Laurens)* (p. 3419, 3420); *Amendement de M. Camille Laurens (Allocation aux établissements privés)* [30 juin 1955] (p. 3492, 3493); *Crédits nécessaires au fonctionnement des centres publics* (p. 3496); *Son rappel au règlement et sa proposition concernant les demandes de scrutin* (p. 3527); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour juin 1955 : *Prestations familiales agricoles* [17 mai 1955] (p. 2830); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur : Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants, remise en ordre de la sécurité sociale agricole* [26 mai 1955] (p. 3069, 3070); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Budget des prestations familiales agricoles* [29 juin 1955] (p. 3454); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTA-

TIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Équipement de sécurité sociale, retraites vieillesse agricole, allocation de la mère au foyer, caractère mutualiste du système de protection sociale agricole* [19 juillet 1955] (p. 3897 à 3899) ; *Augmentation de 15 0/0 du montant des cotisations* (p. 3908) ; *Réserve de l'article premier* (p. 3923) ; *Etat annexe* : *Amendement de Mme Laissac (Suppression des prévisions de dépenses pour 1956)* (p. 3924) ; *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'article 9 (Conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage)* (p. 3929) ; *Art. 3* : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3960) ; *Amendement de M. Delachenal (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* (p. 3960, 3961) ; *Amendement de M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* (p. 3962, 3963) ; *Demande de vote par division formulée par M. Patinaud* (p. 3963, 3964) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Non-attribution au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3966) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Relèvement des cotisations au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3967) ; *Son amendement (Date de la mise en vigueur du taux définitif)* (p. 3967, 3968) ; *Amendement de M. Michel Jaquet (Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'allocation de la mère au foyer aux travailleurs indépendants)* (p. 3969) ; *Art. 4* : *Amendement de M. Lambert (Condition faite aux membres de la famille de l'exploitant)* (p. 3970, 3971) ; *Son amendement visant le même objet* (p. 3971) ; *Art. 10* : *Son amendement (Non-augmentation des cotisations individuelles)* (p. 3972, 3973) ; *Art. 1^{er}* : *Surcompensation et résultats obtenus pour la paysannerie* (p. 3976) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 août 1955] (p. 4614) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Caillaud (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5430) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Contre-projet de M. Naegelen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin uninominal à deux tours)* [9 novembre 1955] (p. 5611) ; — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles, en

qualité de *Rapporteur suppléant* : *Écoulement du supplément de notre production agricole sur les marchés extérieurs* [15 novembre 1955] (p. 5668, 5669) ; *Art. 1^{er}* : *Amendement de M. de Sesmaisons (Réduction du nombre d'attachés à cinq)* (p. 5670) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux réserves communales de chasse, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5886).

BOUGENOT (M. André), *Conseiller de l'Union française.*

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet LANIET)

du 13 août 1953 au 19 juin 1954.

En qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Nécessité de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée du Secrétaire d'Etat au Budget)* [1^{er} avril 1954] (p. 1566). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Laniet) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

BOUHEY (M. Jean), *Député de la Côte-d'Or (S.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé ; membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) ; par la Commission des affaires étrangères, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un **COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR** (allocations aux parents d'élèves), amendé par le Conseil de la République : *Sa motion préjudicielle protestant contre la propagande du gouvernement du Vatican* [21 septembre 1951] (p. 7576, 7577).

BOURDELLES (M. Pierre), Député des Côtes-du-Nord. (R. R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des boissons [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de l'agriculture [5 février 1952] (F. n° 100), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre du Comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (F. n° 364). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant : 1° à abroger l'article premier de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 ; 2° à instituer un plan de financement et une loi de programme en ce qui concerne les adductions d'eau dans les communes rurales, n° 845. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions pour venir en aide : 1° aux victimes des régions sinistrées des départements des Côtes-du-Nord, de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère, à la suite de la tempête des 28 et 29 mars 1952 ; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime, n° 3196. — Le 3 juillet

1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article premier du décret n° 47-451 du 13 mars 1947 en ce qui concerne le cumul de l'allocation temporaire aux vieux et d'une pension ou d'un secours, n° 3960. — Le 14 décembre 1953, un avis, au nom de la Commission de l'agriculture, sur le projet de loi (n° 6845) portant ratification du décret n° 53-990 du 30 septembre 1953 rétablissant les droits de douane sur certains œufs, n° 7471. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à permettre la réintégration dans les cadres de femmes fonctionnaires admises à la retraite par anticipation, n° 8346. — Le 4 février 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 9551) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, n° 10101. — Le 7 octobre 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 9951) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, n° 11560.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE ; Etat A, Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Importation d'œufs)* [25 octobre 1952] (p. 4478) ; *le retire* (p. 4481) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AGRICULTURE ; Etat A, Chap. 43-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses (Insuffisance des bourses de scolarité)* [3 décembre 1953] (p. 5949) ; Chap. 46-52 : *Caisse nationale de crédit agricole (Prêts aux jeunes ménages ruraux)* (p. 5958) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 34-31 : *Insuffisance des frais de déplacement pour les services agricoles et le génie rural* [26 novembre 1954] (p. 5478) ; Chap. 44-22 : *Encouragement à l'extension du contrôle laitier* (p. 5496) ; Chap. 44-34 : *Cas des blés bretons* (p. 5502,

5503) ; Chap. 46-52 : *Remboursement à la Caisse de crédit agricole* (p. 5508) ; Etat B Chap. 61-60 : *Voirie rurale et foyers ruraux* (p. 5537).

BOURET (M. Henri), Député des Côtes-du-Nord. (N. I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Vice-Président de la Commission de la défense nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) : [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [7 août 1951] (**F. n° 18**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [22 novembre 1954] (**F. n° 447**) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôts :

Le 6 juin 1952, un avis, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, 4^e partie : Observations concernant la section Air et le budget annexe des constructions aéronautiques, **n° 3600 (4^e partie)**. — Le 27 juin 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 3401) portant modification à la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, **n° 3880**. — Le 17 juillet 1953, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 6457) fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, **n° 6547**. — Le 30 juin 1954, un rapport, au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches, sur le projet de loi (n° 8320) relatif à l'institution d'une aide de l'Etat en faveur de l'armement au cabotage, **n° 8784**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur l'enseignement public en Bretagne)* [5 septembre 1951] (p. 6946) ; -- du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Demande de renvoi à la Commission des moyens de communication présentée par M. Moynet* [23 novembre 1951] (p. 8494, 8495) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Secrétariat général de l'aviation civile)* [12 décembre 1951] (p. 9063) ; le retire (ibid) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Publication des rapports sur les accidents aériens)* (p. 9065, 9066) ; Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions à Air-France (Insuffisance de la comptabilité d'Air-France)* (p. 9091) ; le retire (p. 9094) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4 : *Amendements de MM. Mercier, Noël, Corniglion-Molinier et Ducos tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des avions entrepris)* [22 décembre 1951] (p. 9616, 9617) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 décembre 1951] (p. 10097) ; -- d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Le nouveau statut de l'Allemagne, l'admission de l'Allemagne au Pacte atlantique, l'unification allemande)* [16 février 1952] (p. 746, 747) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale : *Discussion générale* [28 février 1952] (p. 1093, 1095) ; Art. 6 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article renforçant les effectifs de la marine* (p. 1108) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale : en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur le budget de l'Air et les constructions aéronautiques)* [10 juin 1952] (p. 2801 et suiv.) ; Etat A ; AIR, Chap. 1015 : *Demande de rétablissement des*

crédits pour l'emploi des auxiliaires féminines, présentée par le Gouvernement [13 juin 1952] (p. 2911); Chap. 3085 : Convocation des réserves (p. 2913); Chap. 5005 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les constructions aéronautiques (Ecole d'apprentissage en Algérie) (p. 2914, 2915); Chap. 9001 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le logement du personnel féminin (p. 2915); Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour le logement du personnel (Commandes « off shore ») (p. 2916); Chap. 9120 : Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour le matériel de série (Appareils à réaction) (p. 2917, 2918); Etat A; AIR, Chap. 9230 : Études et prototypes (p. 9218, 9219); Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'armée, le gage de paix et de sécurité) [18 juin 1952] (p. 3028). — Est entendu pour une demande de modification de l'ordre du jour : Budget des dépenses militaires [19 décembre 1952] (p. 6624). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 4 : Rééquipement d'Air-France en avions de nouveau modèle [20 décembre 1952] (p. 6744, 6745); Art. 25 : Ressources de la Caisse nationale de crédit agricole (p. 6765); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis (SECTION AIR) [25 janvier 1953] (p. 329 et suiv.); Etat A; AIR, Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités des officiers (Soldes des aspirants d'active) [26 janvier 1953] (p. 396); le retire (ibid.); Chap. 3141 : Instruction du personnel (Personnel formé aux Etats-Unis) (p. 407); Chap. 3581 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des immeubles (Nombre excessif des bases aériennes) (p. 407, 408); Chap. 5171 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les constructions aéronautiques (Office national d'études et recherches de Châtillon) (p. 408, 409); le retire (p. 410); Chap. 5353 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (Insuffisance des échelons roulants) (p. 410); le retire (p. 411); Chap. 5371 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les télécommunications (Matériel trop disparate) (p. 411); le retire (ibid.);

Chap. 5372 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série (Mise en construction en série de l'Ouragan et du Mistral) (p. 411, 412); Chap. 5561 : Bases de l'infrastructure interalliée (Procédure d'adjudication des travaux) (p. 413); Etat A bis, Chap. 3121 bis : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services et formations auxiliaires (Fusion des services d'intendance de l'air et de terre) (p. 415); Etat A; MARINE, Chap. 5361 : Matériel de l'aéronautique navale (Construction trop onéreuse de 79 Sea Venom à 180 millions pièce) [26 janvier 1953] (p. 439, 440); Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article prévoyant le recrutement de quinze ingénieurs élèves de l'Air en plus du contingent normal (p. 446); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à maintenir la disjonction de l'article prévoyant le recrutement de 15 ingénieurs élèves de l'Air en sus de l'effectif [3 février 1953] (p. 882, 883). — Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion de dix citoyens vietnamiens [21 mars 1953] (p. 2171). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : Ses explications de vote sur l'ensemble [25 mars 1953] (p. 2336); — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels militaires, en qualité de Rapporteur [21 juillet 1953] (p. 3636); Art. 1^{er} : Amendement de M. Cherrier tendant à enlever au Ministre de la Défense nationale la libre attribution des décorations (p. 3636); Art. 2 : Amendement de M. Conombo tendant à majorer le nombre des décorations attribuées au Ministère de la France d'outre-mer (p. 3637). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement et la crise subie par l'élevage [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : Mesure de la misère paysanne, chiffres officiels, problème du porc, « dumping à rebours » causé par la cherté des tourteaux en France et leur vente à bas prix aux pays nordiques concurrents, lin et volaille, efforts insuffisants en faveur de l'électrification rurale, du remembrement des coopératives agricoles (attaquées par M. Bernard Lafay); de l'emploi des engrais, de la recherche des débouchés extérieurs, des investissements (compromis par la « débudgétisation ») [15 octobre 1953] (p. 4306 et suiv.); —

sur les mesures discriminatoires prises à divers concours administratifs [15 octobre 1953] (p. 4293); la développe : *L'anticommunisme dans l'armée, le préjugé contre les professeurs venant de l'enseignement libre, les fonctionnaires soumis à l'arbitraire du régime* [13 novembre 1953] (p. 5072 et suiv.); *Son ordre du jour rappelant la Constitution et invitant le Gouvernement à un nouvel examen du dossier* (p. 5078, 5079); *Ordre du jour de M. de Moro-Giafferri considérant qu'il appartient au Conseil d'Etat de trancher le conflit* (p. 5079); — sur la politique du Gouvernement en Indochine et sur son manque d'ardeur à rechercher une solution pacifique [22 octobre 1953] (p. 4454); la développe : *Situation militaire incertaine (500.000 hommes au moins seraient nécessaires)*; *motions votées par le Congrès de Saigon libérant la France de tout engagement envers le Vietnam, incertitude du Gouvernement français et des dirigeants américains eux-mêmes (Discours Stevenson, 6 septembre)*; *nécessité de négocier* [27 octobre 1953] (p. 4575 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **MARINE MARCHANDE**, Etat A, Chap. 3422 : *Enseignement maritime (Ecole nationale de Paimpol* [12 novembre 1953] (p. 5001); Chap. 4321 : *Apprentissage maritime (Ecole de Tréguier* [13 novembre 1953] (p. 5100); **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE**, Etat A, Chap. 3452 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* [14 novembre 1953] (p. 5149); Chap. 3453 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux navires météorologiques (Frégates de l'Atlantique Nord à maintenir)* (p. 5150); Chap. 6320 : *Subventions pour achat d'avions (Equipelement des aéroports et routes aériennes)* (p. 5162); **AGRICULTURE** : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Plan quadriennal agricole, équipement rural)* [4 décembre 1953] (p. 6036, 6037); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES** : **SECTION AIR**, Etat A, Chap. 31-11 : *Formation des officiers pilotes dans des écoles françaises* [18 mars 1954] (p. 1011); Chap. 34-51 : *Recrutement des mécaniciens de l'armée de l'Air* (p. 1017); Chap. 35-61 : *Nombre de bases entretenues sur le budget de l'air* (p. 1017); Chap. 51-71 :

Constructions aéronautiques, études et prototypes (La recherche privée, l'organisation d'un bureau de coordination des recherches scientifiques et techniques, les engins spéciaux, l'O. N. E. R. A.) (p. 1018); Chap. 53-72 : *Matériel de série de l'armée de l'Air (Problème des propulseurs, hommage au constructeur Marcel Dassault)* (p. 1022). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Négociations de la Conférence de Genève)* [6 mai 1954] (p. 2155). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Primes de technicité, cas des ingénieurs de la navigation aérienne, personnel affecté en Indochine, unification des méthodes et de l'équipement, création d'un office de coordination* [17 novembre 1954] (p. 5141, 5142); Etat A, Chap. 31-01 : *Grève prévue pour le 20 décembre* (p. 5148); Chap. 45-81 : *Comptabilité de la Compagnie Air-France* (p. 5159); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Effort d'investissement, organisation des marchés, prix du lait, allocations familiales, allocation spéciale vieillesse* [25 novembre 1954] (p. 5421 et suiv.); Chap. 31-63 : *Influence des fabricants d'apéritifs à base d'alcool (Maison Pernod)* [26 novembre 1954] (p. 5470); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Ses explications de vote* [30 juin 1955] (p. 3543, 3544). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre [5 juillet 1955] (p. 3630), — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES** pour 1955 et 1956 (**SECTION AIR**); Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Secrétariats d'Etat à l'Air et à la Marine)* [23 juillet 1955] (p. 4157); Chap. 31-02 et 31-11 : *Ses amendements indicatifs (Officiers sortant des grandes écoles civiles)* (p. 4157, 4158); Chap. 51-71 : *Son amendement indicatif (Les intercepteurs légers)* (p. 4164, 4165); Chap. 52-72 : *Exportation du matériel aérien, emploi de matériel étranger sur les lignes de l'Union française* (p. 4166); Chap. 53-72 :

Son amendement indicatif (Réacteurs de la S. N. E. C. M. A. et de la Société Hispano) (p. 4167, 4168); SECTION GUERRE, Chap. 54-52 : *Son amendement indicatif (Personnels civils des transmissions)* (p. 4184); *le retire* (ibid.); SECTION MARINE, Chap. 52-71 : *Son amendement indicatif (Secrétariat d'Etat à la Marine, veuves et personnels retraités de la marine)* (p. 4204); Art. 23 bis : *Son amendement (Bonification d'ancienneté pour les élèves sortant des grandes écoles civiles)* (p. 4211, 4212).

BOURGEOIS (M. Georges), Député du Haut-Rhin (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [25 novembre 1952] (**F. n° 190**); de la Commission de la justice et de législation [24 juillet 1953] (**F. n° 283**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 68-1037 et 1039 du Code de procédure civile **n° 1245**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'exemption des droits d'enregistrement des achats d'immeubles effectués par des associations reconnues, en vue de la création de colonies de vacances ou de maisons de jeunes lorsque ces associations sont subventionnées par le Ministère de l'Education nationale, **n° 1470**. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 francs à la Chambre nationale des huissiers de France à l'occasion du premier congrès international des huissiers de justice et officiers judiciaires, **n° 2842**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1952]

(p. 3379, 3380) = S'excuse de son absence [9 février 1954] (p. 101); [18 février 1955] (p. 802); [29 novembre 1955] (p. 6037) = Obtient des congés [9 février 1954] (p. 101); [18 février 1955] (p. 802).

BOURGÈS-MAUNOURY (M. Maurice), Député de la Haute-Garonne (R. R. S.).

Ministre-Adjoint à la Défense nationale
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre de l'Armement

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre des Finances

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre de l'Industrie et du Commerce

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954,

Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme

(Aviation civile, Marine marchande)

(par intérim)

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 14 août 1954 au 3 septembre 1954,

Ministre des Forces armées

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955,

Ministre de l'Intérieur

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916) = Est nommé : membre titulaire de la Commission des Finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission des finances membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**).

Dépôts :

Le 20 janvier 1953, une 4^e lettre rectificative au projet de loi de finances (n° 4794) pour l'exercice 1953, n° 5318. — Le 22 janvier 1953, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 5328. — Le 5 mars 1953, un projet de loi relatif à l'application du Code des douanes en Algérie, n° 5760. — Le 13 mars 1953, un projet de loi relatif à la procédure de signification des actes de nantissement des marchés publics, n° 5866. — Le 24 mars 1953, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 5982. — Le 27 mars 1953, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 comme conséquence des modifications apportés à la composition du Gouvernement, n° 6084. — Le 27 mars 1953, un projet de loi collectif de régularisation sur les exercices 1950, 1951 et 1952, n° 6085. — Le 12 mai 1953, un projet de loi édictant et prorogeant diverses mesures propres à assurer le redressement financier, n° 6128. — Le 12 mai 1953, une lettre rectificative au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris, le 19 septembre 1950, et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 6132. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 53-370 du 28 avril 1953 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation, n° 6147. — Le 12 mai 1953, un projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation, n° 6160. — Le 21 mai 1953, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, n° 6223. — Le 28 mai 1953, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 6255. — Le 16 juin 1953, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 6306. — Le 14 mai 1954,

un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, n° 8463. — Le 4 février 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-10 du 5 janvier 1955 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent à incorporer en 1955, n° 10100. — Le 22 mars 1955, un projet de loi instituant un état d'urgence, n° 10478. — Le 22 mars 1955, un projet de loi déclarant l'état d'urgence en Algérie, n° 10479. — Le 2 avril 1955, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, n° 10621. — Le 7 juillet 1955, un projet de loi tendant à mettre fin, en Algérie, aux réquisitions de logements, n° 11149. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi portant création du département de Bône, n° 11220. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi autorisant le Gouvernement à prolonger l'état d'urgence en Algérie, n° 11222. — Le 4 août 1955, un projet de loi prévoyant le retrait du rôle d'équipage en cas de non-paiement par les marins pêcheurs à la part, des cotisations par eux dues aux caisses de compensation des allocations familiales des professions portuaires des départements d'Algérie, n° 11407. — Le 5 août 1955, un projet de loi portant extension à l'Algérie des dispositions du décret n° 53-987 du 30 septembre 1953 tendant à réglementer l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, n° 11448. — Le 5 août 1955, un projet de loi tendant à étendre à l'Algérie la loi n° 50-7 du 5 janvier 1950 rendant obligatoire pour certaines catégories de la population la vaccination par le vaccin antituberculeux B.C.G., n° 11463. — Le 18 octobre 1955, un projet de loi portant création en Algérie d'une caisse d'expansion et de modernisation de la propriété rurale, n° 11623. — Le 18 octobre 1955, un projet de loi tendant à accélérer en Algérie la mise en valeur par l'irrigation des terres comprises dans les périmètres irrigables par les grands barrages réservoirs, n° 11624. — Le 18 octobre 1955, un projet de loi relatif à certains contrats d'association agricole en Algérie, n° 11625. — Le 18 octobre 1955, un projet de loi sur l'aménagement foncier en Algérie, n° 11626. — Le 18 oc-

tobre 1955, un projet de loi relatif au régime des loyers des immeubles reconstruits ou réparés à la suite des séismes en Algérie, **n° 11627**. — Le 21 octobre 1955, un projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, **n° 11687**. — Le 1^{er} novembre 1955, une lettre rectificative au projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, **n° 11788**. — Le 2 novembre 1955, un projet de loi relatif à certaines dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 11801**. — Le 8 novembre 1955, un projet de loi autorisant la constitution d'une société nationale d'économie mixte pour le logement des Français musulmans originaires des départements algériens, **n° 11817**. — Le 24 novembre 1955, un projet de loi relatif à la détermination des circonscriptions pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, **n° 11947**. — Le 25 novembre 1955, un projet de loi relatif à la date de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, **n° 11975**. — Le 25 novembre 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, **n° 11983**.

Interventions :

Est nommé *Ministre adjoint à la Défense nationale* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Billat, relative à l'application du régime de sécurité sociale aux militaires titulaires d'une pension de retraite [14 septembre 1951] (p. 7378). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service militaire des mineurs de fond ; Article unique : *Amendement de M. Sion tendant à libérer les mineurs en même temps que leur classe d'appel* [19 septembre 1951] (p. 7459). — Répond à une question de M. Marcel Rosenblatt relative à la convocation de certaines classes d'Alsaciens et de Lorrains à une période de réserve [7 décembre 1951] (p. 8925). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Dagain tendant à réduire d'un quart les dépenses de l'état A (Financement du budget de la Défense nationale)* [29 décembre 1951] (p. 10122) ;

Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses (Augmentation du prêt des soldats) (p. 10126) ; Chap. 6070 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport des correspondances militaires (Franchise postale aux soldats du contingent)* (p. 10128) ; Chap. 7001 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1 million les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres* (p. 10128). — Donne sa démission de *Ministre adjoint à la Défense nationale* (Cabinet Pleven [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de l'Armement (Coordination)* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre de l'Armement* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre des Finances* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (élévation du plafond des avances de 50 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la conjoncture économique et financière, le relèvement du plafond des avances en rapport avec la hausse des prix et des revenus)* [22 janvier 1953] (p. 145) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves et ascendants)* [24 janvier 1953] (p. 257, 258) ; — du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952) : *Discussion générale* [3 février 1953] (p. 858) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 4040 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonifications pour naissance d'enfants accordées aux jeunes agriculteurs* (p. 858) ; FINANCES, Chap. 5100 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 418 millions les subventions à l'O.N.I.C. (Remise de cotisations aux meuniers)* (p. 860) ; Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 4060 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à ne pas annuler les crédits pour les bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 865) ; Art 4 : *Annulation de crédits d'équipement des services civils (Constructions scolaires et équipement de*

lycées et collèges) (p. 869); Art. 13 : Aide à l'exportation et aux bénéficiaires de commandes « off shore » (p. 872); Art. 19 : Prise en compte pour la retraite des fonctionnaires titulaires des années d'auxiliarat (p. 872, 873); Article additionnel : Amendement de M. Simonnet relatif à la nomination de fonctionnaires par le tour extérieur (p. 874); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 27 ter : Amendement de M. Mazier tendant à rétablir l'article créant une commission auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour orienter l'octroi des prêts et placements [6 février 1953] (p. 1008); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'une avance de la Banque de France devant le déficit grandissant) [24 mars 1953] (p. 2244, 2245); — du projet de loi relatif au redressement financier : Discussion générale (Ses observations sur le maintien de l'autonomie des troupes coloniales) [19 mai 1953] (p. 2759); Ses observations sur la nécessité de mettre en œuvre un programme de redressement financier, les mesures prises pour favoriser la reprise de l'activité économique, l'assainissement des finances publiques, les réformes de structure pouvant dégager des économies durables, la limitation des dépenses pour l'exercice 1954, la réorganisation administrative et celle de certains régimes spéciaux, la composition des conseils d'administration des sociétés nationales d'assurances, le contrôle gouvernemental sur la question financière et technique des entreprises nationales (p. 2775 et suiv.). — Donne sa démission de *Ministre des Finances* [27 mai 1953] (p. 2846). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant une convention avec la Banque de France : Ses observations sur la liaison devant exister entre les projets de redressement financier et la consolidation des avances de la Banque de France, les perspectives d'amenuisement des ressources prévues pour le Trésor [28 mai 1953] (p. 2894) (1); — du projet de loi tendant à approuver une nouvelle convention avec la Banque de France : Discussion générale (Ses observations sur le projet de loi, les conséquences de la crise ministérielle et

les exigences de la Trésorerie) [23 juin 1953] (p. 3118) (1). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, (p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la Sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur pour avis* : Extension des catégories de prestataires, recherche d'un nouveau système de financement, conséquences économiques de la taxe sur la consommation et l'exportation des produits miniers, danger des revendications des autres caisses de Sécurité sociale en déficit [11 mars 1954] (p. 816); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : Demande de disjonction du Titre premier présentée par M. Meunier (Simplification et but économique de la réforme, étapes de la réforme, détaxation des investissements) [25 mars 1954] (p. 1277 et suiv.); Art. 1^{er} : Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée; Détaxe des frais de fabrication (p. 1287); Art. 8 : Suppression de la taxe sur les transactions et avantages d'un projet de réforme fiscale, taux mesuré, simplicité, progrès technique [26 mars 1954] (p. 1345); Art. 9 ter : Amendement de M. Leenhardt (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grosiste et de détaillant) (p. 1362); Art. 22 C : Sa demande de disjonction de l'article 22 D à 22 M (Assujettissement des grossistes à la T.V.A. et suppression de la taxe locale) [29 mars 1954] (p. 1390); Art. 22 P : Son amendement (Régime transitoire concernant la désurtaxation des investissements) (p. 1400); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : Amendement de M. Marcel David (Application des taxes sur le chiffre d'affaires à la S.N.C.F.) [9 avril 1954] (p. 1990); Art. 9 ter : Recouvrement des majorations de taxes (p. 1993); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 1^{er} : Son amendement (Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952) [6 avril 1954] (p. 1799, 1801); — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 14 : Pénalités

(1) En qualité de *Ministre des Finances*, chargé d'expédier les affaires courantes.

(1) En qualité de *Ministre des Finances*, chargé d'expédier les affaires courantes.

applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait; demande de disjonction de l'article présentée par la commission [25 mai 1954] (p. 2678); en qualité de **Ministre de l'Industrie et du Commerce**: article additionnel de **M. Catoire** (*Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession*) [6 juillet 1954] (p. 3208, 3209); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire, en qualité de **Rapporteur pour avis**: *Situation privilégiée des tréfonciers de la Loire par rapport aux actionnaires* [10 juin 1954] (p. 2909. — Est nommé **Ministre de l'Industrie et du Commerce** (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question de **M. Minjoz** relative à la situation de l'emploi dans la région d'Audincourt [6 août 1954] (p. 3907). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance: *Déclaration d'utilité publique, approbation d'une convention entre le Ministère de l'Agriculture et Electricité de France* [13 août 1954] (p. 4220); *Motion de M. Daladier tendant au renvoi du projet à la Commission* (p. 4225); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Lambert* (*Construction d'une centrale hydraulique en aval de Châteaurenard afin d'éviter que l'eau manque dans cette ville*) (p. 4235); *Article additionnel de M. Lambert* (*Obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Mallemort et de construire une digue*) (p. 4236); *Article additionnel de M. Lambert* (*Maintien d'un débit d'eau minimum de 15 mètres cubes-seconde en aval de Mallemort*) (p. 4237); *Article additionnel de M. Lambert* (*Construction d'un canal agricole entre Orgon et Eygalières*) (p. 4238); Art. 4: *Amendement de M. Lambert tendant à faire bénéficier les arrosants de l'augmentation de 20 0/0 des débits de canaux agricoles prévue à l'article 4* (p. 4238); *Amendement de M. Daladier* (*Répartition de la réserve de 4 mètres cubes-seconde entre les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse au prorata de leur prélèvement actuel*) (p. 4238); Art. 5: *Amendement de M. Daladier* (*Poursuite des expériences de réalimentation*) (p. 4240); Art. 5 bis: *Amendement de M. Sibué tendant à ne pas exiger le maintien d'un niveau d'eau suffisant en période d'été dans la partie haute*

de la réserve (p. 4240); *Article additionnel de M. Daladier* (*Répartition entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse du montant du fonds spécial obtenu par le produit des impôts dus par le concessionnaire aux communes et départements*) (p. 4241); Art. 7: *Amendement de M. Degoutte relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation* (p. 4242); Art. 8: *Amendement de M. Benard tendant à garantir aux commerçants installés avant la mise à l'enquête d'utilité publique le libre exercice de leur profession pendant toute la durée des travaux* (p. 4243); Art. 11: *Amendement de M. Benard* (*Fixation par décret des sommes prévues pour les indemnités d'expropriation*) (p. 4244, 4245). — Est nommé, par intérim, **Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme** (Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (p. 7860).

En cette qualité :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français [31 août 1954] (p. 4502). — Donne sa démission de **Ministre de l'Industrie et du Commerce** (Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres): *Caractère de « pis aller » des Accords de Londres vis-à-vis de la C.E.D.* (*Justification a posteriori de la démission des Ministres cédistes, mais refus de la « politique du pire »*); *Tentative loyale d'Europe à Sept* (*Réserves pour l'avenir touchant l'Angleterre*); *Maintien nécessaire du « préalable » sarrois comme de l'Agence d'armements proposée, réserves touchant l'industrie aéronautique française* (*Discriminée par rapport à l'Angleterre*), *extension nécessaire du « contrôle démocratique » prévu*; *Dangers inacceptables en cas de non-ratification, mais « désarroi » devant « le spectre de l'armée allemande »*; *Appel à une « politique extérieure bi-partisane, c'est-à-dire d'union nationale »* [8 octobre 1954] (p. 4621, 4622); *Son ordre du jour*: « *Félicite* » le Gouvernement et « *approuve* » le principe des solutions élaborées à Londres (*Sous réserves : pas d'armée allemande autonome, « accord équitable »*)

(1) Démission individuelle.

sur la Sarre, Agence des armements à pouvoirs accrus, contrôle démocratique) [8 octobre 1954] (p. 4645); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.): *Ses explications de vote (Votera les Accords, mais « la corde au cou » [rappel de sa démission récente pour ne pas s'y associer au Gouvernement], « double désaveu » infligé par l'Assemblée, après avoir deux fois approuvé le principe des négociations [C.E.D., puis U.E.O.], « responsabilité » solidaire du Parlement pour ce « désastre diplomatique » et discrédit du régime, « personnalités célèbres » également responsables)* [27 décembre 1954] (p. 6878, 6879). — Est nommé *Ministre des Forces armées* (remaniement du Cabinet Mendès France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Louvel relative à la présentation du drapeau à l'École polytechnique [4 février 1955] (p. 710, 711). — Donne sa démission de *Ministre des Forces armées* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (2^e Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955), p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux œuvres sociales en faveur des étudiants, Art. 3 : *Centre national, le directeur* [3 mars 1955] (p. 1037); *Amendement de M. Deixonne (Etudiants choisis par le Ministre)* (p. 1037, 1038); Art. 4 : *Amendement de M. Doutrillot (Attributions du Conseil d'administration; reconnaissance du titre d'étudiant* (p. 1039); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Parité entre Sûreté et police parisienne, personnel secrétaire de la Sûreté, sous-brigadiers, gardiens de la paix suivant des cours de perfectionnement, élections en Algérie* [16 mars 1955] (p. 1503); Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions à des communes touchées par un arrêt du Conseil d'Etat, Caisse des retraites des collectivités locales* (p. 1505, 1506); Chap. 46-91 : *Victimes des inondations et de l'incendie du cinéma de Rueil* (p. 1507); Chap. 31-13 : *Deuxième délibération, possibilité*

de revenir sur un chapitre voté (p. 1508); Etat B, Chap. 63-50 : *Voirie départementale et communale* (p. 1510); Art. 7 : *Décisions des tribunaux administratifs* (p. 1512). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille [17 mars 1955] (p. 1582, 1583). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un état d'urgence : *Urgence de la discussion* [24 mars 1955] (p. 1896, 1898); *Décret-loi du 18 novembre 1939 relatif aux camps de concentration* [31 mars 1955] (p. 2162); *Enumération des services ayant eu à souhaiter l'état d'urgence (Protection civile, institut des hautes études de la défense nationale)* (p. 2163); *Situation dans les départements d'Algérie, renforcement de notre position militaire (Envoi de goums et de tabors), réformes nécessaires, nombre des rebelles et leur organisation, application du projet à certaines zones (Aurès et Kabylie) préparation de ce texte par son prédécesseur, difficultés pour appliquer ce texte en cas de grève ou contre des mouvements du genre du mouvement Pujade, état d'urgence dans les démocraties populaires* (p. 2165 à 2169); Art. 2 : *Amendement de M. Vals (Déclaration de l'état d'urgence par une loi votée à la majorité des deux tiers* (p. 2174); — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale [24 mai 1955] (p. 2919); *Amendement de M. E. Hugues (Suppression des élections partielles dans les douze derniers mois de la législature)* (p. 2921); Art. 2 : *Remboursement des frais électoraux par les candidats n'ayant pas obtenu 2,5 0/0 des suffrages* (p. 2922). — Est entendu sur la réponse du général Aumeran à la communication du Gouvernement : *Délais de procédure en Algérie* [21 juin 1955] (p. 3181). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la situation en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête en Algérie)* [5 juillet 1955] (p. 3601); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Presse en Afrique du Nord* (Echo d'Alger); *Représailles* [29 juillet 1955] (p. 4481 et suiv.); *Résultats de l'application de la loi sur l'état d'urgence, application du statut, intégration de l'Algérie à la France, mesures sociales, création de nou-*

veaux arrondissements et départements, séparation du culte musulman et de l'Etat, enseignement de l'arabe, réforme du régime communal, accession de l'élite musulmane à la fonction publique, institution d'un cadastre, remembrement, solidarité de la métropole et de l'Algérie (p. 4495, 4500, 4525); Contreprojet de M. Valle tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie pour une durée de six mois (p. 4527, 4528); Contreprojet de M. Fayet (Abrogation de l'état d'urgence) (p. 4529); Art. 1^{er} : Prolongation de l'état d'urgence pour une durée de trois mois; Demande de disjonction de M. Ballanger (p. 4530); Amendement de M. Sérafini (Prolongation de l'état d'urgence pour une durée de six mois) (p. 4531); Article additionnel de M. A. Denis (Limitation du temps accordé aux commissions consultatives pour statuer) (p. 4532); Article additionnel de M. Schmittlein (Impossibilité de procéder à des élections partielles pendant la durée de l'état d'urgence) (p. 4538); — d'interpellations sur l'Algérie : Action de M. Soustelle [11 octobre 1955] (p. 5003); Reportage du Monde (p. 5005); Projets fonciers et agraires (p. 5007); Propagande communiste (p. 5010); Absence des délégués oranais du 2^e Collège (p. 5015); Administration du Constantinois (ibid.); Projets de réforme du Gouvernement (p. 5018); Convocation de l'Assemblée algérienne en session extraordinaire (p. 5021); Situation fiscale en Algérie (p. 5026); Signification du mot « intégration » (p. 5027, 5028); Démenti des informations de presse relatives à la répression collective [12 octobre 1955] (p. 5041); Aide des pays du Moyen-Orient au terrorisme algérien, indécence de l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'O.N.U., déclaration de M. Ferhat Abbas en 1936, développement du terrorisme, refus de toute sécession, choix entre l'assimilation et le fédéralisme, application du statut de 1947, rôle de l'Assemblée algérienne, réforme du régime foncier, rétablissement de la sécurité, enquête sur les représailles signalées, rôle des soldats du contingent, propagande communiste, hommage au gouverneur général, auto-défense des populations musulmanes, création de deux départements nouveaux, réforme du crédit agricole (p. 5042 à 5048); Mise en place du dispositif restreint de sécurité (p. 5050); Rétablissement de la sécurité publique [13 octobre 1955] (p. 5091); — du projet de loi relatif aux

dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1^{er} : Amendement de M. Isorni (Vote obligatoire, amende de 10.000 francs) Inscription obligatoire sur les listes électorales [15 novembre 1955] (p. 5684); Amendement de M. Bendjelloul (Inscription sur les listes électorales des citoyens français de statut musulman originaires d'Algérie et résidant en France au 1^{er} juillet 1955) (p. 5684); Article additionnel de M. André Mercier (Ouverture d'un délai pour l'inscription sur les listes électorales) (p. 5685); Art. 2 : Vote par correspondance des fonctionnaires français du secrétariat des Nations-Unies, des militaires stationnés en Sarre, demande de disjonction du paragraphe 9 (p. 5686 et suiv.); Article additionnel de M. Minjoz tendant à fixer la date des élections un jour de semaine (p. 5689); Art. 6 : Amendements de MM. Duclos et Paternot (Elections en Algérie) (p. 5694); Amendement de M. Bendjelloul (Elections au Collège unique en Algérie, représentation des départements algériens par 120 députés) (p. 5695); Article additionnel de M. Defos du Rau (Elections le même jour sur toute l'étendue du territoire) (p. 5696); Amendement de MM. Ducos et Sérafini (Mandat des députés algériens) [17 novembre 1955] (p. 5828); Amendement de M. Bendjelloul (Collège unique et représentation proportionnelle des deux populations) (p. 5829); Amendement de M. Bendjelloul (Musulmans du 1^{er} Collège) (p. 5829); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 1^{er} : Amendement de M. André Lenormand (Dispense de stage pour les agents ayant occupé un emploi similaire) [17 novembre 1955] (p. 5813); Amendement de M. Ballanger (Pour les agents recrutés dans les emplois supérieurs) (p. 5813, 5814); Amendement de M. Ballanger (Echelles de traitements) (p. 5814); Amendement de M. André Lenormand (Fixation des échelles de traitements effectifs des personnels communaux) [24 novembre 1955] (p. 5980); Amendement de M. André Lenormand (Limitation des emplois) (p. 5981); Amendement de M. André Lenormand (Carrière des agents malades) (p. 5981); Sort des employés communaux d'un service transféré à un concessionnaire (p. 5982); Amendement de M. Ballanger (Composition du Comité paritaire national consultatif des services municipaux) (p. 5983); Art. 2 : Amendement de M. Valentino (Appli-

cation dans les départements d'outre-mer du congé bloqué de soixante jours et d'une indemnité de passage pour la métropole (p. 5986); Art. 6 : *Amendement de M. Cartier (Reconstitution de carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5989); *Article additionnel de M. André Lenormand : Reconstitution de carrière pour les personnes appelées à remplir des fonctions électives* (p. 5989); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Découpage des circonscriptions* [17 novembre 1955] (p. 5827). — Après la dissolution de l'Assemblée Nationale prononcée, après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955, présente sa démission de Ministre de l'Intérieur, laquelle est refusée. — Est déclaré en état d'empêchement (Son intérim est assuré par M. Edgar Faure, *Président du Conseil*), (Décret du 2 décembre 1955, *J. O.* du 3 décembre 1955, p. 11710).

BOUTAVANT (M. Rémy), Député de Saône-et-Loire. (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur la proposition de résolution (n°2382) de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. la prolongation de quinze jours des billets populaires de congé annuel de manière que les enfants d'âge scolaire puissent profiter intégralement de leurs deux mois et demi de vacances, **n° 2744**. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai aux journaux servant aux échanges interscolaires le bénéfice du tarif

réduit des périodiques institué par l'article 90 de la loi de finances du 16 avril 1930, **n° 3124**. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ; 1^o porter au tarif des heures supplémentaires de surveillance du premier degré, la rémunération des maîtres chargés de 100 heures au moins de cours post-scolaires ; 2^o à rémunérer au même tarif horaire, avec rappel au 1^{er} janvier 1949, les maîtres agricoles qui n'ont perçu aucune rétribution depuis cette date, **n° 3216**. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à accorder des exonérations d'impôts et indemnités pour reconstitution des biens détruits, aux sinistrés des inondations d'hiver et de printemps 1951-1952, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux d'entretien et d'extension des ouvrages de défense contre les eaux dans le département de Saône-et-Loire, **n° 3252**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 350 millions les crédits de suppléance de l'enseignement du premier degré inscrits au chapitre 1150 du budget de l'Education nationale pour 1952, **n° 4078**. — Le 8 novembre 1952, un avis, présenté au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur la proposition de résolution (n° 3463) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissage publics, **n° 4659**. — Le 2 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide de l'Etat aux sinistrés des inondations de la Saône dans le département de l'Ain, **n° 6425**. — Le 14 novembre 1953, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur les propositions de résolution : 1^o de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues (n° 4611) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à accélérer, à partir de 1953, la liquidation des 1.900 emplois de maîtres d'éducation physique et sportive et à les transformer en emplois de chargés d'enseignement ; 2^o de M. Faraut et plusieurs de ses collègues (n° 6937) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires, dans le budget de 1954, pour permettre l'attribution de 150 postes de chargés d'enseignement de l'éducation physique, **n° 7180**. — Le 4 décembre 1953, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur : 1^o la proposition de loi (n° 5307) de

M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les directeurs des centres d'apprentissage publics, non annexés à un établissement d'enseignement, des mêmes indemnités de charges administratives, allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant de l'Education nationale ; 2° la proposition de résolution (n° 5369) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du décret n° 49-89 en date du 21 janvier 1949 dans la fixation des modalités d'attribution des indemnités au personnel de direction, d'administration et au personnel des services économiques des centres d'apprentissage publics, **n° 7379**. — Le 4 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à appliquer les dispositions de la loi n° 51-630 du 24 mai 1951 relatives à la titularisation des personnels de l'orientation professionnelle et à leur donner un statut ; 2° à augmenter le nombre des créations de postes de ce service, **n° 7962**. — Le 17 mars 1954, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur les propositions de résolution : 1° de M. Faraud et plusieurs de ses collègues (n° 7346) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 au profit des organisations de jeunesse et de plein air déplaçant des groupes de dix voyageurs ; 2° de M. Chaban-Delmas et plusieurs de ses collègues (n° 7791) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le collectif à 50 0/0 S. N. C. F. pour les groupes de dix voyageurs et plus, étudiants ou membres des organisations de jeunesse et de plein air, **n° 8072**. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer la fonctionnarisation des personnels de service des centres d'apprentissage, **n° 10606**. — Le 12 novembre 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi (n° 5307) de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les directeurs des centres d'apprentissage publics, non annexés à un établissement d'enseignement, des mêmes indemnités de charges administratives, allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant de l'Education nationale ; 2° la proposition

de résolution (n° 5369) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du décret n° 49-89 du 21 janvier 1949 dans la fixation des modalités d'attribution des indemnités au personnel de direction, d'administration et au personnel des services économiques des centres d'apprentissage publics, **n° 11875**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter aux élèves des écoles publiques les bourses ainsi créées* [3 septembre 1951] (p. 6784); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Oppose la question préalable* [4 septembre 1951] (p. 6884, 6885, 6886, 6896, 6897); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à disjoindre le cinquième alinéa relatif au mandatement aux associations des parents d'élèves des écoles privées* [8 septembre 1951] (p. 7107, 7108); — du projet de loi modifiant la loi sur la presse; Art. 3 : *Sa motion incidente demandant l'abrogation des lois scolaires anti-laïques* [8 novembre 1951] (p. 7729). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Budget de l'Education nationale* [18 décembre 1951] (p. 9261). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE : *Son rappel au règlement (Non-distribution du rapport)* [18 décembre 1951] (p. 9263); *Sa demande d'ajournement de la discussion* (p. 9264); *la retire* (p. 9264); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires (instituteurs détachés dans les œuvres post-scolaires)* (p. 9398, 9399); *le retire* (p. 9405); Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Reclassement des surveillants)* [19 décembre 1951] (p. 9410); *le retire* (p. 9413); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel automobile (Renouvellement des bibliobus)* (p. 9424); *le retire* (ibid.); Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres complémentaires de l'École*

(Crédits des écoles) (p. 9447); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**; Etat B. Chap. 1^{er} : *Son amendement tendant à disjointre le compte du fonds de soutien aux hydrocarbures nationaux (Schistes d'Autun)* [22 décembre 1951] (p. 9602); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1380, 1381); — du projet de loi portant transfert d'autorisations de programme : *Discussion générale (Ses observations sur l'annulation de crédits pour l'enseignement technique)* [10 octobre 1952] (p. 4222, 4223); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **EDUCATION NATIONALE**; **ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national d'orientation professionnelle (Titularisation du personnel)* [7 novembre 1952] (p. 4839); Chap. 3144 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux centres professionnels* (p. 4840); *le retire* (ibid.); Chap. 3453 : *Contrôle médical sportif* (p. 4847); Chap. 4751 : *Son amendement tendant à renvoyer à la Commission le chapitre relatif aux camps et colonies de vacances (Insuffisance des crédits)* (p. 4850); **EDUCATION NATIONALE**, Etat A, Chap. 3121 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif aux lycées et collèges (Insuffisance du nombre des classes)* (p. 4875, 4876); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les lycées et collèges (Créations de postes de professeurs)* (p. 4876); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Dames secrétaires de lycées)* (p. 4877); Etat A, Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les lycées et collèges (heures supplémentaires des professeurs)* [8 novembre 1952] (p. 4902); Chap. 3134 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux écoles primaires (Créations de postes)* (p. 4906); Chap. 3134 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Remplacements d'instituteurs)* (p. 4907); *le retire* (p. 4916); Chap. 3491 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Loyers des centres d'apprentissage)* (p. 4967); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas faire rembourser la bourse d'entretien par les élèves-maîtres non reçus au*

baccalauréat (p. 4998, 4999); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**; Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les carburants nationaux (Schistes bitumineux d'Autun)* [15 décembre 1952] (p. 6415); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, **EDUCATION NATIONALE**, Chap. 5620 : *Son amendement tendant à renvoyer le chapitre relatif à l'équipement des lycées et collèges (Encombrement des lycées)* [21 décembre 1952] (p. 6922, 6923); Chap. 5640 : *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'enseignement technique* (p. 6923); **INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT**; Chap. 6630 : *Ecoles primaires et enseignement agricole* (p. 6928); Chap. 6931 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'enseignement primaire (Insuffisance des constructions scolaires)* (p. 6928, 6929); Art. 11 ter : *Son amendement tendant à prévoir une subvention aux collectivités locales de 8 millions par classe construite* (p. 6932); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; **EDUCATION NATIONALE**, Etat A, Chap. 3135 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les indemnités des écoles primaires (Enseignement post-scolaire agricole)* [30 janvier 1953] (p. 706); Chap. 3144 : *Son amendement tendant à rétablir les chiffres du Conseil de la République pour les établissements d'enseignement technique (Titularisation de techniciens)* (p. 706, 707); Chap. 3497 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les élèves professeurs de l'enseignement (Elèves maîtres des écoles normales)* (p. 707, 708); Chap. 3617 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les arts et lettres votés par le Conseil de la République (Préservation du château de Versailles)* (p. 709, 710); Chap. 4331 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les œuvres complémentaires de l'école (Colonies de vacances)* (p. 710). Pose à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones une question relative au tarif préférentiel des périodiques [27 février 1953] (p. 1449, 1450). — Prend part à la discussion :

des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ses observations sur les conditions inadmissibles dans lesquelles a été prise la décision ministérielle, l'inopportunité de la réforme confirmée par le vote de motions hostiles, la faiblesse des arguments invoqués* [6 mars 1953] (p. 1659 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article 1^{er} de la loi de finances et la demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1719); *Amendement de M. Catoire relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille (maintien du texte de la Commission)* [20 mars 1953] (p. 2062, 2063); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **INDUSTRIE ET COMMERCE** : *Observations préliminaires (Schistes bitumineux d'Autun)* [3 novembre 1953] (p. 4741); Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-65 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Schistes bitumineux d'Autun)* (p. 4765); *le retire* (ibid.); Etat A, Chap. 8468 : *(Recherches de pétrole) (Production d'huile de schiste à Autun)* [10 décembre 1953] (p. 6419, 6420); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les 2 douzièmes provisoires (Insuffisance des créations de postes de professeurs)* [29 décembre 1953] (p. 6991). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Non-inscription à l'ordre du jour de la motion de censure de M. Cogniot relative à l'insuffisance de crédits de paiement affectés à l'Education nationale, protestation contre les amendements à la Constitution de Bonn, interdiction de l'utilisation des armes atomiques* [30 mars 1954] (p. 1483); *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport sur la suppression des abattements de zone en matière de salaires)* (p. 1485). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954; **EDUCATION NATIONALE**, Etat A, Chap. 34-21 : *Son amendement (Amélioration du remboursement des frais de voyage des étudiants enseignants)* [1^{er} avril 1954] (p. 1568); *le retire* (p. 1569); Chap. 34-91 : *Son amendement (Extension des*

locaux des centres d'apprentissage) (p. 1576); Chap. 36-21 : *Son amendement (Crédits de matériel de lycées)* (p. 1602); Etat B, Chap. 56-20 : *Etablissements du second degré (Nécessité d'augmenter les crédits relatifs aux constructions de lycées et collèges)* (p. 1634, 1635); Chap. 56-25 : *Sa demande de disjonction* (p. 1636); Chap. 66-25 : *Subventions d'équipement aux établissements du second degré n'appartenant pas à l'Etat; Sa demande de disjonction* (p. 1638); *la retire* (ibid.); Article additionnel de M. de Baudry d'Asson : *Ramassage des élèves par cars* (p. 1648); Etat A, Chap. 34-51 : *Sa demande de disjonction (Billets collectifs)* (p. 1670); *la retire* (p. 1674); Chap. 36-42 : *Son amendement (Entretien des centres d'apprentissage)* (p. 1676); *Amendement de M. Rosenblatt (Fermeture de l'école normale d'apprentissage de Strasbourg)* (p. 1676, 1677); *Amendement de Mme Lempereur (Nationalisation des collèges techniques)* (p. 1677); Chap. 43-41 : *Demande de disjonction de M. G. Paul (Bourses des élèves des centres d'apprentissage, gratuité des repas)* (p. 1679); Chap. 43-53 : *Sa demande de disjonction (Réduction accordée pour les billets collectifs)* (p. 1680); Etat B, Chap. 54-40 : *Projets d'écoles d'enseignement technique* (p. 1683); Chap. 56-42 : *Sa demande de disjonction (Projets de centres d'apprentissage)* (p. 1683); Chap. 56-45 : *Sa demande de disjonction (Collèges techniques du département de la Seine)* (p. 1684); Chap. 56-46 : *Centres d'apprentissage; Sa demande de disjonction* (p. 1684); Etat A, Chap. 34-71 et 35-71 : *Pourcentage de décoration dans les bâtiments d'Etat* (p. 1687); Chap. 31-21 : *Son amendement (Insuffisance des postes d'agrégés et de certifiés pour le second degré, transformation des collèges en lycées)* (p. 1707); Chap. 31-44 : *Répétiteurs de l'enseignement technique, statut du personnel médico-social, revendications des élèves de l'E. N. A.* (p. 1715); Chap. 31-45 : *Revendications des directeurs de centres d'enseignement technique* (p. 1716); — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : Art. 3 : *Son amendement (La direction du C. N. O. U. S.)* [6 avril 1954] (p. 1813); Art. 6 : *Son amendement (Composition du conseil d'administration, rôle consultatif du secrétaire général du centre)* [25 mai 1954] (p. 2693). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à l'acquittement du chef de la milice du Belley :

Ajournement du procès du général SS. Oberg, politique de réhabilitation des criminels de guerre, motion des déportés de Châlon-sur-Saône au sujet des poursuites engagées contre Colin, ex-agent de la Gestapo [9 avril 1954] (p. 1956); *Procédure et affaire du « complot communiste »* (p. 1958, 1959). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Création de postes, statut des surveillants d'externat)* [12 décembre 1954] (p. 6202, 6203); Chap. 31-22 : *Intégration des instituteurs délégués* (p. 6206); *Son rappel au règlement (Amendements relatifs à un chapitre non doté)* (p. 6206, 6207); Chap. 34-21 : *Sa demande de disjonction (Remboursement des frais de voyages vers les villes de facultés aux maîtres, surveillants d'internat et professeurs candidats à l'agrégation)* (p. 6217 et suiv.); Chap. 43-21 : *Sa demande de disjonction (Internat du second degré, cas signalé par M. R. Manceau, cohabitation de lycéennes et de C. R. S.)* [13 décembre 1954] (p. 6232, 6233); Etat B, Chap. 56-20 : *Sa demande de disjonction (Constructions de lycées et collèges, entrée en 6^e)* (p. 6246, 6247); *Difficultés de la rentrée de 1954 dans l'enseignement technique, personnel des établissements d'enseignement technique* (p. 6272 et suiv.); Etat A, Chap. 35-41 : *Entretien des centres d'apprentissage, sa demande de disjonction de ce chapitre* (p. 6277); *la retire* (ibid.); Chap. 36-42 : *Sa demande de disjonction (Matériel des centres d'apprentissage, nationalisation des collèges techniques)* (p. 6279, 6280); Chap. 43-53 : *Développement des sports (Billets collectifs pour les organisations de jeunes)* (p. 6286); Etat B, Chap. 66-40 : *Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement technique, sa demande de disjonction de ce chapitre* [14 décembre 1954] (p. 6300); *Déroulement du débat* (p. 6301); *Chapitres réservés (Comparaison avec le budget de l'année précédente)* (p. 6312, 6313); Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre de classes des cours complémentaires)* (p. 6316); Chap. 31-44 : *Son amendement indicatif (Personnel des centres d'apprentissage)* (p. 6324, 6325); Chap. 31-45 : *Sa demande de disjonction (Indemnité des directeurs des centres d'apprentissage)* (p. 6326); Etat B, Chap. 56-40 : *Etablissements nationaux et services extérieurs de l'enseignement technique, sa demande de*

disjonction de ce chapitre (p. 6337); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, pour 1955, Art. 24 quater : *Amendement de Mme Grappe (Extension de l'allocation scolaire, incidence financière)* [28 janvier 1955] (p. 436, 437); *Son amendement (Affaires pendantes devant les juridictions contentieuses)* (p. 440, 441); *Son amendement (Allocations insaisissables et incessibles, privilège accordé au traitement des enseignants libres)* (p. 443, 444); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges, rémunérations principales* [31 janvier 1955] (p. 516, 517); *Nationalisation des collèges* (p. 517); Chap. 31-45 : *Indemnités des directeurs de centres d'apprentissage* (p. 530, 531); Chap. 34-21 : *Sa demande de disjonction (Voyages des maîtres d'internat dans les villes de facultés)* (p. 532); Chap. 43-02 : *Sa demande de disjonction (Aide aux internats)* (p. 534); *Explications de vote (M. Mendès-France et le Pape)* (p. 536). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines et usines des Telots à Autun [23 juin 1955] (p. 3248). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole; Art. 2 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Durée de l'enseignement postsecondaire portée à trois ans)* [30 juin 1955] (p. 3510); *Suppression des allocations prévues pour les élèves des centres privés* (p. 3513); *Tutelle conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Éducation nationale* (p. 3518); *Suppression des réserves faites quant aux conditions de création et de fonctionnement des centres privés* (p. 3518); *Maintien de la compétence du conseil départemental et conseil supérieur de l'éducation* (p. 3519); *Crédits prévus pour la création des centres privés* (p. 3524); *Sa motion incidente (Incidence financière de la nouvelle extension de la loi Barangé)* (p. 3514); Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal (p. 3514); Sanction levée (ibid.); Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Composition du comité départemental)* (p. 3532); Art. 47 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Représentation du personnel enseignant public dans les bureaux d'administration des centres publics)* (p. 3540). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intrusion du

préfet de la Vendée dans le fonctionnement des services de l'éducation nationale [5 juillet 1955] (p. 3607).

BOUTBIEN (M. Léon), *Député de l'Indre*, (S).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé vice-président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [15 novembre 1951] (**F. n° 54**), [3 février 1953] (**F. n° 226**).

Dépôts :

Le 20 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'O.N.U. l'étude des conventions décidant du choix et de l'adoption d'une langue vivante de communication universelle, **n° 1163**. — Le 7 décembre 1951, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, **n° 1900**. — Le 12 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1128) de M. Bissol et plusieurs de ses collègues portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer, **n° 1971**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 31 φ du Livre I^{er} du Code du travail afin d'établir les conditions de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer, **n° 2079**. — Le 18 décembre 1951,

une proposition de loi tendant à la création, dans chaque département d'outre-mer, de commissions paritaires départementales du coût de la vie, en vue d'établir le salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à ces départements, **n° 2080**. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1242) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 64 *c* du Livre II du Code du travail et à rendre applicable à l'Algérie le nouvel article ainsi modifié, ainsi que la loi n° 51-122 du 5 février 1951 modifiant les articles 64 et 64 *a* du Livre II du Code du travail (conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers), **n° 2243**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Boutbien (n° 2079) tendant à compléter l'article 31 φ du Livre I^{er} du Code du travail afin d'établir les conditions de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer, **n° 2275**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Boutbien (n° 2080) tendant à la création, dans chaque département d'outre-mer, de commissions paritaires départementales du coût de la vie, en vue d'établir le salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à ces départements, **n° 2276**. — Le 30 mai 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 1128) portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer; 2° de M. Boutbien (n° 2079) tendant à compléter l'article 31 φ du Livre I^{er} du Code du travail afin d'établir les conditions de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer; 3° de M. Boutbien (n° 2080) tendant à la création, dans chaque département d'outre-mer, de commissions paritaires départementales du coût de la vie, en vue d'établir le salaire minimum interprofessionnel garanti applicable à ces départements; 4° de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 2860) portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion,

n° 3537. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2717) relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, **n° 3571.** — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1339) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, **n° 3572.** — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1268) tendant à la ratification de la Convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, **n° 3635.** — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les conditions de travail des ouvriers, employés et cadres, occupés dans les dépôts ou bases alliés, installés sur le territoire français, **n° 3873.** — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 3873) de M. Boutbien et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer les conditions de travail des ouvriers, employés et cadres, occupés dans les dépôts ou bases alliés, installés sur le territoire français, **n° 3969.** — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 135 rectifié) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à l'établissement des contrats d'association capital-travail, **n° 4134.** — Le 26 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 3873) de M. Boutbien et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer les conditions de travail des ouvriers, employés et cadres, occupés dans les dépôts ou bases alliés, installés sur le territoire français, **n° 4873.** — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi portant titularisation des infirmières diplômées d'Etat appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, **n° 4959.** — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir

d'urgence un crédit de cinquante millions de francs en vue d'assurer un premier secours aux victimes des inondations survenues dans le département de l'Indre les 17 et 18 décembre 1952, **n° 5230.** — Le 28 mai 1953, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne, **n° 6257.** — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à fixer les mesures de dégagement et d'intégration dans les cadres administratifs métropolitains ou de la France d'outre-mer des fonctionnaires français des cadres locaux d'Indochine, **n° 6874.** — Le 19 novembre 1953, une proposition de loi portant extension du bénéfice de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux ouvriers temporaires des manufactures de tabacs et allumettes, **n° 7240.** — Le 29 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 4791 rectifié) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2717) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, **n° 7517.** — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Segelle et plusieurs de ses collègues (n° 6266) portant réforme du régime général de la sécurité sociale ; 2° de M. Linet et plusieurs de ses collègues (n° 6313) tendant à modifier les articles 10 et 13 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de garantir aux assurés sociaux le remboursement de leurs frais médicaux dans toute la mesure prévue par ladite ordonnance ; 3° de MM. Viatte, Duquesne et Moisan (n° 7369) tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale ; 4° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues (n° 7933) tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale (Dispositions relatives au remboursement par les caisses de sécurité sociale des honoraires médicaux), **n° 8646.** — Le 10 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 9 du décret n° 50-461 du 21 avril 1950 fixant les conditions d'attribution des bonifications pour services hors d'Europe aux fonctionnaires tributaires de la Caisse des retraites de la France d'outre-mer, **n° 9125.** — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi por-

tant réforme de la sécurité sociale, n° 9896. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 18 du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 et à modifier l'article 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relatifs aux droits aux prestations en nature des titulaires d'une pension ou rente vieillesse, n° 11155. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 8690) de M. Molinatti tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de l'Administration de chaque territoire d'outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre Caisse de retraites donnant aux différentes catégories de contractuels et auxiliaires métropolitains employés par l'administration de ces territoires des garanties du même ordre, n° 11621. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux artisans et membres des professions indépendantes, non salariés, chefs de famille, le bénéfice de l'allocation de salaire unique, n° 11742.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la compromission de l'unité nationale, la résurrection des querelles religieuses, le respect de la neutralité de l'Etat)* [5 septembre 1951] (p. 6939, 6940, 6941, 6942); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 décembre 1951] (p. 8870 et suivantes); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ÉTATS ASSOCIÉS, Chap. 10-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Bourses aux étudiants vietnamiens)* [13 décembre 1951] (p. 9126, 9127); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité de résidence aux fonctionnaires d'Indochine)* (p. 9127); *le retire* (ibid.); Chap. 40-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pres-*

tations obligatoires (Supplément familial de traitement) (p. 9128); *le retire* (ibid.); Chap. 50-30 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'action sociale, présentée par le Gouvernement (Enfants eurasiens et africasiens)* (p. 9130); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9130); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 30-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Struthof)* (p. 9159 et suivantes); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 15-95 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les troupes supplétives (Augmentation des troupes supplétives)* [29 décembre 1951] (p. 10091); Chap. 55-05 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armée du Vietnam* (p. 10092, 10093); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 10097). — Son rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [26 février 1952] (p. 1049). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barrot tendant à ne pas appliquer la loi aux sérums anti-microbiens d'origine humaine* [14 mars 1952] (p. 1323, 1324); — du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : *Discussion générale (Ses observations sur le traité de San Francisco, son caractère « préfabriqué », « contradictoire » et « transitoire »)* (p. 1616 et suivantes); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'occupation temporaire d'Ho Binh)* [10 avril 1952] (p. 2100, 2103). — Dépose une demande d'interpellation sur les lenteurs apportées dans les jugements des criminels de guerre hitlériens actuellement détenus dans les prisons françaises [20 juin 1952] (p. 3081). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe; en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le cas de M. Tirolien, condamné mais réhabilité en 1946* [26 juin 1952] (p. 3220, 3221); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 46-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (Insuffi-*

sance de crédits) [23 octobre 1952] (p. 4341); ÉTATS ASSOCIÉS : *Question préalable de M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet Minh)* [19 novembre 1952] (p. 5385); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3423 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (camp de Struthof)* [20 décembre 1952] (p. 6705); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Demande de suspension de séance de M. Ramarony* [22 décembre 1952] (p. 7029). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ÉTATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 68-81 : *Demande de rétablissement des crédits pour la contribution de la France à la défense nationale des Etats associés, présentée par M. Frédéric-Dupont (Insuffisance des impôts payés par les Vietnamiens)* [22 janvier 1953] (p. 150); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953; ÉTATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sort des fonctionnaires des cadres locaux d'Indochine)* [22 janvier 1953] (p. 151 et suivantes); Chap. 31-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Haut-Commissariat (Majoration de l'indemnité de résidence et titularisation des contractuels)* (p. 153, 154); le retire (p. 154); Chap. 31-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mission de coopération (Réorganisation des services civils de santé)* (p. 156); Chap. 33-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Régime du supplément familial de traitement)* (p. 157); Etat B, Chap. 47-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (Affiliation des fonctionnaires des services municipaux à la Caisse)* (p. 160, 161). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au concours d'agrégation près des facultés de médecine [23 janvier 1953] (p. 194 et suivantes). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Massot tendant à abroger les articles 1^{er} et 2 et à modifier l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948* [27 janvier 1953]

(p. 540); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 134 bis : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la communication au Parlement chaque année, des recettes et dépenses de la sécurité sociale* [28 janvier 1953] (p. 602). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement envers les Etats associés et les négociations actuelles avec le Cambodge [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *Illusions d'une politique de reconquête, dénoncées par le Parti socialiste après le 19 décembre 1946; erreurs politiques commises avec Bao Daï (simple « médiateur » à l'origine vis-à-vis d'Ho Chi Minh) et Sihanouk au Cambodge; erreurs sociales (réforme agraire, droit syndical, analphabétisme), retour des anciens subordonnés de l'amiral Decoux; impossibilité d'une solution militaire (épuisement réciproque), initiative nécessaire en faveur d'une trêve, en accord avec nos alliés* [23 octobre 1953] (p. 4548 et suivantes); *Conditions de paix inacceptables opposées par la France à Ho Chi Minh (mission Paul Mus, 25 avril 1947)* [27 octobre 1953] (p. 4585). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), ÉTATS ASSOCIÉS, amendé par le Conseil de la République, Art. 5 : *Sa demande de rétablissement du texte voté en première lecture relatif aux fonctionnaires des cadres locaux européens* [11 décembre 1953] (p. 6500). — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif d'ordonnancement), Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 31-13 : *Personnels contractuels du groupement aérien du Secrétariat général à l'aviation civile et commerciale* [16 février 1954] (p. 311); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Duquesne (plan économique)* [16 février 1954] (p. 324); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, Art. 9 bis : *Amendement de M. de Tinguy (Majoration de la cotisation des travailleurs indépendants)* [4 mars 1954] (p. 641); *Ses explications de vote : insuffisance de la majoration, critique du mode de financement* (p. 643); — d'une proposition de loi relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en qualité de Rapporteur

suppléant [6 avril 1954] (p. 1790, 1791); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Application de l'article premier de la loi de finances)* [7 avril 1954] (p. 1853, 1854); *Sa demande de discussion sur le fond* (p. 1859). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Conduite des débats relatifs à la suppression des zones de salaires pour la fixation du salaire minimum garanti, utilisation de l'article premier de la loi de finances* [8 avril 1954] (p. 1872). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Amnistie aux condamnés politiques d'outre-mer, condamnés de Madagascar)* [9 avril 1954] (p. 1981); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse; Art. 3 : *Amendement de M. Badie (Extension du bénéfice de la loi au journal constitué par un ancien déporté ou un résistant)* [7 mai 1954] (p. 2226); Art. 10 : *Son amendement (Fixation du prix des biens attribués d'après la valeur vénale de liquidation)* [11 mai 1954] (p. 2300, 2301); *le retire* (p. 2302); *Son amendement (Attribution du bénéfice des améliorations apportées aux biens attribués à l'utilisateur ou à la S. N. E. P.)* (p. 2302); Art. 12 : *Son amendement (Existence d'un secteur public d'impression rentable)* (p. 2308); *le retire* (p. 2309); Art. 11 : *Son amendement (Attribution des biens de presse par le conseil d'administration de la S. N. E. P.)* [20 mai 1954] (p. 2538); Art. 15 : *Son amendement (Indemnisation des entreprises pour le matériel existant lors de la mise sous séquestre)* (p. 2541); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 29 : *Amendement de M. Bernard Manceau tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au remboursement des frais engagés par la Société nationale des entreprises de presse* [20 juillet 1954] (p. 3456). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question relative aux sanctions disciplinaires consécutives à la grève du 21 décembre 1953 [9 juillet 1954] (p. 3383). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Proposition transactionnelle faite par le Gouvernement* [12 août 1954] (p. 4103); Art. 22 : *Amendement de M. Liautey (Cas de rechute)* (p. 4107); *Ses explications de vote (Délais pour les revaloris-*

sations individuelles) (p. 4108); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Projet de réforme de la sécurité sociale, modification du salaire minimum interprofessionnel garanti, difficultés de l'inspection du travail, crédits sur lesquels le personnel de la direction générale de la sécurité sociale est payé, formation professionnelle des adultes* [16 novembre 1954] (p. 5077); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. de Tinguay (Réorganisation du Ministère)* (p. 5082); *Sa demande de disjonction du chapitre 31-11 (Insuffisance des effectifs des inspecteurs et contrôleurs du travail)* (p. 5082); Chap. 31-12 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Primes accordées aux inspecteurs et contrôleurs du travail)* (p. 5083); Chap. 46-12 : *Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains (Création d'un centre d'hébergement à Châteauroux)* (p. 5102); Etat B, Chap. 66-10 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 novembre 1954] (p. 5125); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat A, Chap. 36-91 : *Amendement indicatif de M. Silvanore (Régime de bonification des fonctionnaires de la France d'outre-mer)* [16 décembre 1954] (p. 6455, 6456); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Demande de rejet présentée par la Commission des finances* [17 décembre 1954] (p. 6521); *Evolution de l'opinion publique vietnamienne, nécessité de réformes sociales, situation de l'Empereur Bao Daï, attitude américaine dans le Sud Viet Nam, élections de 1956* [18 décembre 1954] (p. 6548 et suiv.); Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Régime indemnitaire des personnels des cadres d'Indochine)* (p. 6560); *le retire* (p. 6561); Chap. 31-41 : *Son amendement (Affectation des fonctionnaires des cadres locaux aux postes d'experts auprès de la mission de coopération économique)* (p. 6561); Chap. 31-91 : *Son amendement (Indemnités résidentielles du personnel des services de représentation)* (p. 6562); Chap. 31-92 : *Son amendement (Dépenses de reclassement des personnels des cadres locaux)* (p. 6562); Chap. 34-11 : *Son amendement (Représentation française)* (p. 6562); *le retire* (p. 6563); Chap. 34-12 : *Son amendement (Frais*

de correspondance) (p. 6563); *le retire* (ibid.); Chap. 36-01 : *Son amendement indicatif (Bonification pour services hors d'Europe, régime de retraites des personnels français de la région Saïgon-Cholon)* (p. 6564); Chap. 37-94 : *Son amendement tendant à réduire les fonds spéciaux* (p. 6564); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Possibilité d'opposer la question préalable* [3 mars 1955] (p. 1050); *Ses explications de vote (Galvaudage du titre de déporté)* (p. 1051, 1052); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-11 : *Inspection du travail* [16 mars 1955] (p. 1530); Chap. 31-12 : *Sa demande de disjonction (Prime de rendement pour les inspecteurs du travail)* (p. 1531 et suiv.); Chap. 43-12 : *Demande de disjonction de MM. Viatte et Patinaud (Formation professionnelle des adultes)* [17 mars 1955] (p. 1560); Chap. 46-11 : *Chômage du fait des inondations, fonds départementaux, abattements de zones sur cette allocation* (p. 1560, 1561); *Ses explications de vote (Insuffisance des crédits et des mesures)* (p. 1566); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 : *Son amendement (Attribution à la S. N. E. P. des titres et participations provenant d'entreprises transférées)* [19 mars 1955] (p. 1759); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Anachronisme de certains découpages* [24 mars 1955] (p. 1923); — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *Iniquité du monopole de l'embauchage réservé à la Fédération cégétiste du Livre, le label* [26 mai 1955] (p. 3062 à 3064, 3066); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Nécessité d'une réforme de l'ensemble de la sécurité sociale* [26 mai 1955] (p. 3074). — Dépose une demande d'interpellation sur la délégation française de la 10^e session de l'O. N. U. [29 juin 1955] (p. 3440). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux emprunts des groupes mutualistes : *Ses explications de vote (La mutualité, ses pharmacies)* [11 juillet 1955] (p. 3801, 3802); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale : *Son amendement*

tendant à supprimer l'article 2 (Conditions d'éligibilité aux fonctions d'administrateurs) [4 août 1955] (p. 4590); *Son amendement tendant à supprimer l'article 3 (Listes des candidats)* (p. 4590); *Son amendement tendant à supprimer l'article 4 (Listes de candidatures)* (p. 4590); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Ses explications de vote* [25 octobre 1955] (p. 5236 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative aux pensions des retraités de la S. N. C. F. [28 octobre 1955] (p. 5347). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Problèmes constitutionnels posés par le refus d'élections en Algérie)* [2 novembre 1955] (p. 5485 à 5487); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Discussion générale (Critique du financement proposé, urgence du relèvement des allocations)* [16 novembre 1955] (p. 5743, 5744); Art. 1^{er} : *Son amendement (Inclusion des titulaires de rentes dans les bénéficiaires des dispositions de l'article)* (p. 5748); *Son amendement (Majoration de 6.000 francs de l'allocation minima)* (p. 5749); Art. 3 : *Applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 5750); Art. 9 : *Mode de financement* (p. 5758).

BOUTEMY (M. André), Sénateur.

*Ministre de la Santé publique
et de la Population*

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 9 février 1953.

Interventions :

Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Est entendu sur un incident : *Son action pendant l'occupation et sa réponse aux accusations communistes* [28 janvier 1953] (p. 598). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des

services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République : **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION** : *Ses explications de vote (Application de la poudre Baumol; le vacarme et l'obstruction communistes)* [30 janvier 1953] (p. 745). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [9 février 1953] (*J.O.* du 9 février 1953, p. 1298) (1).

BOUVIER O'COTTEREAU (M. Xavier),
Député de la Mayenne (R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1955] (**F. n° 216**); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**); par la Commission de la défense nationale pour prendre part aux travaux de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [5 mars 1953] (**F. n° 240**).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours et venir en aide aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur le département de la Mayenne, **n° 1638**. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, **n° 3198**. — Le 6 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, **cinquième partie** : Observations concernant la section

Guerre et le budget annexe des fabrications d'armement, **n° 3600 (5^e partie)**. — Le 18 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au droit de reprise, **n° 3704**. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 1198) sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 4716**. — Le 22 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4784) et la lettre rectificative (n° 5209) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), **cinquième partie** : Guerre, **n° 5227**. — Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de faciliter l'écoulement des stocks de charbon actuellement sur le carreau des mines, **n° 5730**. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement de la consommation d'eau de leurs locataires, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 6305**. — Le 28 novembre 1953 une proposition de loi tendant à modifier et compléter les lois des 17 novembre 1952 et 5 novembre 1953 réglementant la profession d'opticien-lunetier, **n° 7326**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 43 : *Son rappel au règlement (Discussion des amendements à l'article 40)* [4 avril 1952] (p. 1928); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 40 diminuant les droits de succession en ligne directe* [8 avril 1952] (p. 1984); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le budget de la guerre, les armements terrestres, l'augmentation et le statut des troupes et des cadres, la restauration de l'École de*

(1) Démission individuelle.

Saint-Cyr [10 juin 1952] (p. 2804 et suiv.); Etat A, GUERRE, Chap. 10-05 : *Solde des officiers* [13 juin 1952] (p. 9230); Chap. 10-15 : *Son amendement tendant à rétablir 100 millions des crédits demandés par le Gouvernement pour les soldes (Personnel féminin)* (p. 2931); *Primes d'engagement* (p. 2932); Chap. 10-35 : *Personnel civil de l'intendance* (p. 2933); Chap. 10-55 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services du génie, présentée par le Gouvernement* (p. 2936); Chap. 30-75 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les écoles d'instruction* (p. 2940, 2941); Chap. 30-85 : *Demande de rétablissement des crédits pour la convocation des réserves, présentée par le Gouvernement* (p. 2943); Chap. 31-05 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la remonte* (p. 2943); Chap. 32-35 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les immeubles du génie* (p. 2962); Chap. 90-20 : *Equipement du génie (Achats off shore)* (p. 6963); Etat D, GUERRE, Chap. 160 : *Fabrications d'armement (Commandes passées en Allemagne)* (p. 2964); — du projet de loi relatif aux prix imposés; Art. 1^{er} : *Application de la loi aux sociétés nationales* [20 juin 1952] (p. 3087); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1952] (p. 7047); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 7058); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* (section guerre) : *Ses observations sur les commandes off shore, le manque d'officiers, les primes d'engagement, la fabrication de chars blindés, de jeeps, les commandes à passer en Afrique* [25 janvier 1953] (p. 336 et suiv.); Etat A, GUERRE, Chap. 31-11 : *Soldes des officiers (Ecole de Saint-Cyr)* [26 janvier 1953] (p. 423); Chap. 31-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Insuffisance des soldes des légionnaires)* (p. 426); le retire (p. 427); Chap. 32-42 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le chauffage et l'éclairage (Hausse des prix des fournitures)* (p. 429); Chap. 32-91 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la convocation des réserves* (p. 430); Chap. 32-92 :

Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la préparation militaire (p. 430); Chap. 34-54 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel du service des transmissions* (p. 431); Chap. 35-61 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les immeubles du génie (Mauvais entretien des bâtiments)* (p. 342); Chap. 35-62 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour chemins de fer et routes (Routes stratégiques)* (p. 432); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, GUERRE, Chap. 35-61 : *Immeubles et domaines du service du génie (Mauvais état des casernes d'Afrique)* [3 février 1953] (p. 881); — du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : *Motion préjudicielle de M. Mondon tendant à l'ajournement du débat* [17 mars 1953] (p. 1929); Art. 7 : *Son amendement tendant à exempter certains propriétaires de brevets d'invention, du versement des annuités prévues* (p. 1937); — d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Nouveaux décrets envisagés)* [2 décembre 1953] (p. 5856, 5857); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du Bassin de la Loire, en qualité de *Rapporteur : Loi d'avril 1810 et redevance tréfoncière réglée aux propriétaires du sous-sol expropriés par les concessionnaires, loi de 1946 et suppression d'un règlement atermoyé par une indemnité compensatrice, paiement de l'indemnité sur la base du prix du charbon au 1^{er} janvier 1948, relèvement de la forclusion et recours aux tribunaux en cas de difficulté, « principe » des indemnités de nationalisation* [10 juin 1954] (p. 2906 et suiv., 2913); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son interruption visant M. Clostermann (Déposition de l'ancien Sultan, émeutes de Port-Lyautey), son rappel au règlement* [26 août 1954] (p. 4279, 4281); *Question dynastique (Résolue pour la très grande majorité des Marocains, agir en conséquence), « interlocuteurs » nécessaires (« élargir » au besoin l'actuel Conseil du Gouvernement, au lieu de l'ignorer), excès du terrorisme (Istiqlal dépassé), rôle joué par le parti communiste français et marocain, confiance due aux pachas et caïds, refus de l'autonomie interne, esquisse de réformes nécessaires* [27 août 1954] (p. 4314, 4315). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports

et du Tourisme, une question relative à l'utilisation de l'étang de Biscarosse [26 novembre 1954] (p. 5464). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Maroc, la question dynastique, les aspirations, les intérêts économiques et la politique française* [3 février 1955] (p. 689, 681). — Son immunité parlementaire est levée [11 mai 1955] (p. 2664). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Dément la présence de Français armés au palais du Sultan* [7 octobre 1955] (p. 4875); *Insuffisance du dispositif de défense, tractations menées à l'insu du Résident général (Départ du Sultan Ben Arafat), réformes réalisables* [8 octobre 1955] (p. 9433, 4934). — S'excuse de son absence [4 décembre 1951] (p. 8730), [28 octobre 1955] (p. 5339). — Obtient un congé [4 décembre 1951] (p. 8730).

BOUXOM (M. Fernand), *Député de la Seine*
[5^e Circonscription] (M. R. P.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des allocations familiales [28 août 1951] (F. n° 27).

Dépôts :

Le 31 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prévoir les mesures augmentant les prestations familiales y compris les indemnités compensatrices et la majoration exceptionnelle dans la même proportion que le salaire minimum garanti ; 2° à déposer pour le 15 octobre 1951 le projet de loi visé au dernier paragraphe de l'article 2 de la loi du 2 mars 1951 concernant l'application de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n° 943. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à préciser l'application de l'article 7 de la loi du

24 mai 1951 relative aux comptes spéciaux du Trésor, en ce qui concerne les avances aux collectivités locales, n° 1162. — Le 13 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale ; 2° la proposition de loi de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale, n° 1486. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt de 5 0/0 prévu par l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 sur la rémunération des apprentis, n° 1588. — Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues (n° 1480) tendant à inviter le Gouvernement à faire les avances de crédits nécessaires au paiement du personnel de l'usine Salmson de Boulogne et à prendre les mesures indispensables au fonctionnement normal de cette entreprise ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 1583) tendant à inviter le Gouvernement à réquisitionner immédiatement l'usine Salmson, n° 1596. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 184 du Code général des impôts relatifs aux bénéficiaires des artisans et assimilés, n° 1601. — Le 21 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général en matière de congés payés, n° 1648. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à considérer comme enfant à la charge du contribuable, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, jusqu'à l'âge de 25 ans au plus, les enfants poursuivant leurs études, n° 1774. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à considérer comme enfants à la charge du contribuable pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, jusqu'à l'âge de 25 ans au plus, les enfants poursuivant leurs études, n° 1867. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à donner aux fonctionnaires civils et

militaires titulaires de la carte de déporté résistant la possibilité d'une mise à la retraite anticipée, n° 2388. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, exonérant certaines catégories d'économiquement faibles du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes de T.S.F., aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux, n° 3009. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi relative au paiement des commissions dues aux voyageurs et représentants de commerce, n° 3594. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 29, paragraphe premier, du Code de la route et à prévoir certaines exceptions en faveur des chefs de familles nombreuses en ce qui concerne les règles relatives au permis de conduire, n° 4093. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à majorer de 12 0/0 les prestations familiales des salariés et assimilés à compter du 1^{er} octobre 1952, n° 4315. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 intégrant les allocataires ressortissant du régime minier de la sécurité sociale dans les caisses d'allocations familiales du régime général, n° 4629. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi: 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 4315) tendant à majorer de 12 0/0 les prestations familiales des salariés et assimilés à compter du 1^{er} octobre 1952; 2° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 4477) tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 4657. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à servir aux employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles des prestations familiales calculées sur la même base et avec les mêmes majorations que les prestations servies aux salariés, n° 5080. — Le 28 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de l'effondrement de carrière survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, par l'octroi d'un secours de 10 millions de francs, n° 5397. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi: 1° de M. Jean Durand,

sénateur (n° 2802), tendant à majorer les prestations familiales servies aux travailleurs indépendants et employeurs des professions non agricoles; 2° de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues (n° 5062) tendant à rendre effective la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et des salariés à compter du 1^{er} juillet 1952; 3° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 5080) tendant à servir aux employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles des prestations agricoles calculées sur la même base et avec les mêmes majorations que les prestations servies aux salariés, n° 5419. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, n° 5560. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'une meilleure utilisation des locaux existants, n° 5977. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure les voyageurs et représentants de commerce dans la liste des bénéficiaires des réductions de tarifs visés à l'article 18 du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, n° 6322. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951 exonérant certaines catégories d'économiquement faibles du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes de T.S.F. aux bénéficiaires de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 et de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, n° 6370. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu pour le dépôt des demandes en vue d'obtenir le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 6496. — Le 16 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider d'urgence le rétablissement des allocations d'assistance à la famille supprimées par application des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953, en faveur des familles auxquelles ne peut être accordée l'allocation d'assistance à l'enfance, n° 6520. — Le 13 octobre 1953, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à procéder d'urgence à un relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti et à une réduction des zones de salaires; 2° à provoquer la réunion des commissions mixtes nationales et régionales en recommandant à celles-ci de faire en sorte que l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti se traduise, dans les accords contractuels, par toute amélioration de salaire compatible avec la nécessité absolue du maintien des prix et les possibilités actuelles du secteur économique intéressé, n° 6859. — Le 22 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi (n° 6906) tendant à majorer les allocations familiales ; II. Les propositions de loi : 1° de M Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 4315) tendant à majorer de 12 0/0 les prestations familiales des salariés et assimilés à compter du 1^{er} octobre 1952; 2° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 4477) tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 6936. — Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, n° 7284. — Le 11 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7050) de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à majorer de 12 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 7445. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à permettre l'attribution de l'allocation de salaire unique aux personnes qui assument la charge d'enfants orphelins de père et de mère, n° 7528. — Le 31 décembre 1953, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur l'avis (n° 7563) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 7050), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à majorer certaines prestations familiales, n° 7564. — Le 23 février 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur le projet de loi (n° 6031) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la mutualité, n° 7857. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi portant majoration des rentes viagères ayant pour objet le paiement de sommes d'argent variables en fonction du salaire dépar-

temental moyen, servant de base au calcul des prestations familiales, n° 7995. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à substituer à l'allocation de salaire unique instituée par la loi du 17 novembre 1941 en faveur des jeunes ménages une allocation de mariage aux jeunes foyers, n° 7999. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 8 mars 1855 et à affecter le prélèvement de un pour cent sur le montant des travaux publics adjugés dans la ville de Paris et dans sa banlieue à un fonds départemental de construction, n° 8151. — Le 26 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier sans retard un décret relevant le taux des allocations journalières instituées par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 en faveur des familles de militaires appelés sous les drapeaux et qui remplissaient effectivement, avant leur départ pour le service, les devoirs de soutiens indispensables de famille, n° 8160. — Le 31 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'acquisition de terrains à Asnières (Seine) en vue d'y édifier un Centre d'apprentissage public de garçons et à inclure le dit centre d'apprentissage parmi les établissements figurant en première urgence au plan de construction scolaire prévu par l'article 17 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, n° 8197. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi relative à l'application des dispositions des articles 286 et 1573 du Code général des impôts aux pharmaciens qui, exploitant une officine, sont en même temps fabricants de spécialités pharmaceutiques, n° 8308. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1235, paragraphe 2, du Code général des impôts afin que les successions des militaires, morts pour la France, recueillies par les frères et sœurs mineurs du défunt soient exemptées de l'impôt de mutation par décès, n° 8677. — Le 29 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin que les familles des malades pour lesquels une demande de pension d'invalidité de la sécurité sociale est en instance, ne soient pas privées de toutes prestations familiales jusqu'au moment où la pension d'invalidité est liquidée, n° 8754. — Le 7 juillet 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur les propositions de loi : 1° de Mme Galicier

et plusieurs de ses collègues (n° 8313) tendant à verser aux allocataires familiaux une prime exceptionnelle équivalant à une mensualité d'allocations familiales ; 2° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 8356) tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 8828. — Le 13 août 1954, une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application du salaire minimum interprofessionnel garanti aux jeunes travailleurs, n° 9173. — Le 25 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 17, 1°, du Code des pensions civiles et militaires de retraite afin de permettre la prise en compte, dans la liquidation d'une pension de retraite, des services militaires rémunérés par un pécule, lorsque le pécule constituait la seule possibilité de rémunération desdits services, n° 9579. — Le 17 décembre 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de loi (n° 7528) de MM. Bouxom, Devemy et Dorey tendant à permettre l'attribution de l'allocation de salaire unique aux personnes qui assument la charge d'enfants orphelins de père et de mère, n° 9754. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et l'article 104 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 afin d'assurer une autonomie réelle du fonds des prestations familiales du régime général, n° 10281. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer une garantie entre les différents régimes d'allocations familiales, à créer un fonds national de garantie, à fixer les modalités de fonctionnement de cette garantie, n° 10282. — Le 9 mars 1955, une proposition de loi tendant à permettre que les enfants poursuivant leurs études et âgés de plus de 20 ans soient considérés comme enfants à charge pour l'application de l'article 4, premier alinéa, de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté, n° 10321. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à réglementer la conclusion des contrats d'apprentissage, n° 10352. — Le 11 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que la réglementation interdisant l'utilisation des appareils avertisseurs sonores, mise en vigueur à Paris, soit étendue à toutes les villes de France, n° 10377.

— Le 16 mars 1955, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur le projet de loi (n° 10028) tendant à modifier et à compléter l'article 65 du Livre II du Code du travail, n° 10413. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux directrices et directeurs d'écoles publiques logés dans leur établissement certains avantages en compensation des sujétions particulières auxquelles ils sont soumis, n° 10492. — Le 11 mai 1955, une proposition de loi tendant à assurer, en cas de naissances multiples, le versement des allocations prénatales pour chacun des enfants nés en même temps, n° 10708. — Le 24 mai 1955, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de loi (n° 10088) de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un congé-éducation pour les travailleurs salariés, n° 10823. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que soit promptement réalisé le projet de construction d'un groupe scolaire boulevard de la Saussaye à Neuilly, n° 10912. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant : 1° à relever le plafond de la retraite mutualiste des anciens combattants susceptibles de bénéficier de la majoration de l'Etat ; 2° à faire porter cette majoration sur l'augmentation résultant de la législation majorant les rentes viagères, n° 10967. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1956, les crédits nécessaires pour la prise en charge par l'Etat des traitements et indemnités de résidence des professeurs d'enseignements spéciaux, n° 11016. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 7 du décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954 portant réforme et amélioration de certaines prestations familiales, n° 11051. — Le 13 juillet 1955, une proposition de loi tendant à faciliter la baisse des prix de vente d'un certain nombre de boissons non alcoolisées, n° 11201. — Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à soumettre les logements mis en location par les offices publics et sociétés d'habitation à loyer modéré aux mêmes conditions d'occupation minima que celles applicables

pour les locaux d'habitation soumis aux dispositions de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, n° 11677. — Le 9 novembre 1955, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur : I. les propositions de loi : 1° de M. André Denis (n° 9515) ayant pour objet l'institution d'une semaine de congé culturel ; 2° de M. Pierre-Olivier Lapie et plusieurs de ses collègues (n° 10978) tendant à instituer des congés d'éducation populaire ; II. la proposition de résolution de M. Gau et plusieurs de ses collègues (n° 9396) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes travailleurs et aux jeunes travailleuses salariés une semaine de « congés culturels », n° 11830.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5889). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

En cette qualité :

Préside : la séance du 27 juillet 1951 (p. 6096) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 2 août 1951 (p. 6169) ; la 2^e séance du 30 août 1951 (p. 6642) ; la 2^e séance du 31 août 1951 (p. 6709) ; la 3^e séance du 4 septembre 1951 (p. 6876) ; la 1^{re} séance du 7 septembre 1951 (p. 7015) ; la 2^e séance du 8 septembre 1951 (p. 7105) ; la 2^e séance du 9 septembre 1951 (p. 7221) ; la séance du 10 septembre 1951 (p. 7256) ; la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 19 septembre 1951 (p. 7449) ; la 2^e séance du 21 septembre 1951 (p. 7574) ; la 2^e séance du 8 novembre 1951 (p. 7719) ; la 3^e séance du 13 novembre 1951 (p. 7956) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 15 novembre 1951 (p. 8068) ; la 2^e partie de la 3^e séance du 16 novembre 1951 (p. 8187) ; la 3^e séance du 23 novembre 1951 (p. 8485) ; la 3^e séance du 27 novembre 1951 (p. 8545) ; la 2^e séance du 6 décembre 1951 (p. 8865) ; la 1^{re} séance du 11 décembre 1951 (p. 8982) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 13 décembre 1951 (p. 9121) ; la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 14 décembre 1951 (p. 9186) ; la 1^{re} séance du 18 décembre 1951 (p. 9261) ; la 1^{re} séance du 19 décembre 1951 (p. 9326) ; la 2^e partie de la 3^e séance du 19 décembre 1951 (p. 9401) ; la 2^e séance du 22 décembre 1951 (p. 9598) ; la 2^e séance du 27 décembre 1951

(p. 9932) ; la 3^e séance du 30 décembre 1951 (p. 10256) ; la 2^e séance du 1^{er} janvier 1951 (p. 18) ; la 1^{re} séance du 5 janvier 1952 (p. 146). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Recevabilité d'une motion de M. Malleret Joinville* [30 août 1951] (p. 6669). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Rappel au règlement de M. Garet (Organisation du débat)* [8 septembre 1951] (p. 7160) ; Art. 2 : *Amendement de M. Jean Moreau tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7198) ; *Motion incidente de M. Boisdé tendant à ce que le Gouvernement trouve 5 milliards de crédits sur les ressources des comptes spéciaux* (p. 7203) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* [20 septembre 1951] (p. 7516, 7517) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les raisons de son abstention)* (p. 7530) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Fermeture des Etablissements Salmson)* [13 novembre 1951] (p. 7943, 7944) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Application de la loi du 8 mai 1951)* [19 décembre 1951] (p. 9398) ; le retire (p. 9405) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le budget moyen des familles nombreuses en France, le relèvement nécessaire des allocations familiales)* [16 novembre 1951] (p. 8186, 8187). — Pose à M. le Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, une question relative aux contrats d'engagement militaire [14 décembre 1951] (p. 9204, 9205). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'Entreprise Salmson : en qualité de *Rapporteur* [21 décembre 1951] (p. 9490, 9496). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au plafond des cotisations de la sécurité sociale [21 décembre 1951] (p. 9508). — Prend part à la discussion : du projet de loi

relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Article additionnel : *Son amendement relatif aux subventions accordées en 1942 aux collectivités locales* [22 décembre 1951] (p. 9622); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Art. 9 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les autorisations de programme (Circulaire du 25 octobre 1951 sur la hauteur des plafonds)* [24 décembre 1951] (p. 9799, 9800, 9801); Art. 10 : *Amendement de M. Coudray tendant à favoriser les familles nombreuses pour l'octroi des primes à la construction* (p. 9805, 9806); Article additionnel : *Son amendement tendant à relever le plafond des indemnités pour dommages mobiliers pour les vieillards de plus de 65 ans* (p. 9807); *Son amendement tendant à permettre d'utiliser l'indemnité mobilière pour la reconstruction immobilière* (p. 9809); *le retire* (ibid.); Art. 24 : *Amendement de M. Coudray tendant à prévoir l'avis du Ministre de la Santé publique* (p. 9812); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Relève des soldats du corps expéditionnaire)* [29 décembre 1951] (p. 10080); *le retire* (p. 10086). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 25 janvier 1952 (p. 356); la 2^e partie de la séance du 8 février 1952 (p. 551); la 1^{re} séance du 12 février 1952 (p. 612); la 2^e partie de la séance du 13 février 1952 (p. 692); la 5^e partie de la 2^e séance du 26 février 1952 (p. 1026); la 2^e séance du 28 février 1952 (p. 1119); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 29 février 1952 (p. 1147); la 2^e séance du 27 mars 1952 (p. 1526); la 4^e séance du 1^{er} avril 1952 (p. 1700); la 1^{re} partie de la séance du 8 avril 1952 (p. 1980); la 3^e partie de la séance du 8 avril 1952 (p. 1994); la 2^e séance du 10 avril 1952 (p. 2152); la 2^e séance du 11 avril 1952 (p. 2212); la 2^e partie de la séance du 30 mai 1952 (p. 2587); la 2^e séance du 17 juin 1952 (p. 2983); la 2^e séance du 27 juin 1952 (p. 3296); la 2^e séance du 1^{er} juillet 1952 (p. 3379); la 1^{re} séance du 10 juillet 1952 (p. 3752); la 1^{re} séance du 10 octobre 1952

(p. 4201); la 1^{re} séance du 21 octobre 1952 (p. 4245); la 3^e séance du 21 octobre 1952 (p. 4279); la 2^e séance du 24 octobre 1952 (p. 4398); la 1^{re} séance du 30 octobre 1952 (p. 4578); la 1^{re} séance du 4 novembre 1952 (p. 4671); la 1^{re} séance du 8 novembre 1952 (p. 4902); la 2^e partie de la 3^e séance du 8 novembre 1952 (p. 4963); la 1^{re} séance du 12 novembre 1952 (p. 5030); la 2^e séance du 13 novembre 1952 (p. 5075); la 2^e séance du 14 novembre 1952 (p. 5121); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 15 novembre 1952 (p. 5234); la séance du 19 novembre 1952 (p. 5378); la 1^{re} séance du 25 novembre 1952 (p. 5594); la 3^e séance du 25 novembre 1952 (p. 5661); la 2^e séance du 28 novembre 1952 (p. 5844); la séance du 6 décembre 1952 (p. 6037); la 1^{re} séance du 15 décembre 1952 (p. 6395); la 1^{re} séance du 16 décembre 1952 (p. 6457); la 2^e partie de la 2^e séance du 21 décembre 1952 (p. 6894).

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Nécessité de l'échelle mobile en faveur des salariés particulièrement de ceux qui ont des familles nombreuses)* [19 février 1952] (p. 810, 811); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de l'échelle mobile malgré la politique de baisse, l'insuffisance des salaires actuels)* [9 avril 1952] (p. 2041, 2042); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Insinuations lancées contre M. Schuman)* [16 février 1952] (p. 732). — Est entendu sur le procès-verbal : *Citation truquée des paroles du chancelier Adenauer par M. Jacques Duclos* [19 février 1952] (p. 798). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1261, 1262, 1266). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre, une question relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi [14 mars 1952] (p. 1311). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* [14 mars 1952] (p. 1330, 1331); — d'une proposition de résolution rela-

tive à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1382, 1384) ; *Amendement de M. Berthet tendant à incorporer comme caporaux-chefs les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service* [21 mars 1952] (p. 1430) ; *Son amendement relatif aux étudiants en médecine et pharmacie n'ayant plus qu'un examen à passer* (p. 1431) ; le retire (ibid) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale : Art. 5 : *Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer le débat restreint* [27 mars 1952] (p. 1514) ; *Son amendement relatif à la procédure de débat restreint* (p. 1514, 1515) ; *Son amendement relatif aux cas où aura lieu un débat restreint* (p. 1526) ; *Son amendement relatif au dépôt de rapports supplémentaires* (p. 1528). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative à la fixation de la date des vacances scolaires [28 mars 1952] (p. 1624). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 82 : *Son amendement tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2236) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur la comparaison entre l'emprunt garanti et l'échelle mobile, l'urgence d'instaurer l'échelle mobile, les modalités du nouveau texte)* [29 mai 1952] (p. 2561 et suiv.) ; *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Titeux* [30 mai 1952] (p. 2587) ; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à réviser le salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 au moins avec un intervalle minimum de quatre mois entre deux révisions* [3 juin 1952] (p. 2607). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative aux prestations familiales en Algérie et dans les territoires d'outre-mer [13 juin 1952] (p. 2904). — Donne lecture d'une communication du Président de l'Assemblée de l'Union française, M. Albert Sarraut, indiquant la composition du bureau de cette Assemblée [21 octobre 1952] (p. 4246). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des

services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Etat A ; Chap. 3101 : *Réunion de la Commission supérieure des conventions collectives* [23 octobre 1952] (p. 4333, 4334). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Suspension de séance pour pouvoir discuter des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5405). — Prend part à la discussion du projet de Loi DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur les articles intéressant la sécurité sociale et les prestations familiales)* [5 décembre 1952] (p. 5989 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur l'augmentation de la cotisation des allocations familiales)* [9 décembre 1952] (p. 6078) ; Art. 128 : *Fixation de la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* [12 décembre 1952] (p. 6265, 6266) ; Articles additionnels : *Son amendement relatif au statut du personnel de la Caisse nationale d'énergie* (p. 6284) ; *Son amendement relatif aux artisans des stations balnéaires ou climatiques* [21 décembre 1952] (p. 6885) ; le retire (p. 6886) ; *Son amendement tendant à considérer comme enfants à charge les enfants majeurs infirmes ou poursuivant leurs études* (p. 6886) ; *Son amendement tendant à exonérer du versement forfaitaire sur les domestiques les vieillards et infirmes* (p. 6889) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à exonérer de la redevance sur les postes de radio les vieux travailleurs salariés* (p. 6918). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, une question relative à la superficie moyenne des logements financés avec le concours de l'Etat [19 décembre 1952] (p. 6640). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 23 janvier 1953 (p. 193) ; la 1^{re} séance du 26 janvier 1953 (p. 361) ; la 1^{re} séance du 27 janvier 1953 (p. 461) ; la 3^e séance du 30 janvier 1953 (p. 756) ; la 1^{re} séance du 3 février 1953 (p. 814) ; la 3^e séance du 3 février 1953 (p. 857) ; la 2^e séance du 27 février 1953 (p. 1448) ; la séance du 5 mars 1953 (p. 1602) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 10 mars 1953 (p. 1740) ; la séance du 12 mars 1953 (p. 1822) ; la 1^{re} séance du 13 mars 1953 (p. 1869) ; la 3^e séance du 17 mars 1953 (p. 1981) ; la 1^{re} partie de la séance du

21 mars 1953 (p. 2154); la 1^{re} séance du 26 mars 1953 (p. 2354); la 2^e séance du 19 mai 1953 (p. 2765); la 1^{re} séance du 28 mai 1953 (p. 2893); la 2^e séance du 4 juin 1953 (p. 2964); la 2^e partie de la séance du 16 juin 1953 (p. 3037); la séance du 2 juillet 1953 (p. 3210); la 2^e séance du 16 juillet 1953 (p. 3528); la 2^e séance du 17 juillet 1953 (p. 3577); la 3^e séance du 21 juillet 1953 (p. 3702); la 2^e partie de la séance du 22 juillet 1953 (p. 3776); la 2^e partie de la 2^e séance du 13 octobre 1953 (p. 4233); la 2^e partie de la 3^e séance du 27 octobre 1953 (p. 4607); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 6 novembre 1953 (p. 4913); la 2^e partie de la 2^e séance du 12 novembre 1953 (p. 4992); la 2^e séance du 13 novembre 1953 (p. 5050); la 1^{re} séance du 14 novembre 1953 (p. 5114); la 3^e séance du 17 novembre 1953 (p. 5221); la 2^e séance du 20 novembre 1953 (p. 5346); la 1^{re} séance du 24 novembre 1953 (p. 5469); la 1^{re} séance du 1^{er} décembre 1953 (p. 5750); la 3^e séance du 1^{er} décembre 1953 (p. 5788); la 2^e séance du 3 décembre 1953 (p. 5919); la 3^e séance du 4 décembre 1953 (p. 6032); la 2^e séance du 6 décembre 1953 (p. 6122); la 1^{re} séance du 8 décembre 1953 (p. 6258); la 2^e séance du 9 décembre 1953 (p. 6338); la 2^e séance du 11 décembre 1953 (p. 6482); la 3^e séance du 11 décembre 1953 (p. 6516); la 3^e séance du 12 décembre 1953 (p. 6605); la 2^e partie de la 3^e séance du 13 décembre 1953 (p. 6707); la 3^e partie de la séance du 14 décembre 1953 (p. 6791); la 1^{re} séance du 29 décembre 1953 (p. 6949); la 3^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7140); la 7^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7236).

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; P.T.T., Art. 1^{er} A : *Son amendement tendant à reprendre l'article prévoyant la création d'un comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* [3 février 1953] (p. 877); *le retire* (ibid.); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Amendement de M. Valabrègue tendant à récompenser les films français de court métrage* [19 février 1953] (p. 1175); Art. 8 : *Son amendement relatif aux films réalisés dans les studios agréés* [20 février 1953] (p. 1207); Art. 13 : *Amendement de M. Lanet*

relatif à l'établissement d'un rapport par un expert comptable (p. 1214); Art. 14 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à établir l'incensibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'État* (p. 1216); Art. 15 : *Amendement de M. Grenier tendant à ne pas exiger des producteurs un apport personnel* (p. 1240); Art. 30 : *Aide aux studios cinématographiques* [26 février 1953] (p. 1400, 1401); *Amendement de M. Lanet tendant à aider les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio* (p. 1401, 1402); *Son amendement tendant à obliger le conseil d'administration du fonds à répartir ce dernier* (p. 1402); *Son amendement tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio* [27 février 1953] (p. 1477); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 mars 1953] (p. 2118); Article additionnel : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à reprendre l'amendement de M. Durbet visant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts-construction auprès des caisses d'allocations familiales* [21 mars 1953] (p. 2173, 2174); Art. 2 : *Ordre de discussion des amendements* (p. 2182, 2183); — du projet de loi relatif au prix des loyers et aux primes de déménagement : *Sa demande d'ajournement du débat* [21 mars 1953] (p. 2192, 2193); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la chute du Gouvernement Pinay)* [24 mars 1953] (p. 2257); — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Mignot tendant à accorder des sièges à toutes les listes ayant obtenu le quotient électoral* [28 mars 1953] (p. 2546). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question concernant le calcul des indemnités des personnels de différents établissements d'enseignement [23 octobre 1953] (p. 4534). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au règlement (Respecter le cadre de 20 minutes imparti au débat; ne pas empiéter sur celui prévu sur les prestations familiales)* [30 octobre 1953] (p. 4704); — du projet de loi portant majoration des allocations

familiales, en qualité de *Rapporteur* : *Majorations nettement insuffisantes, malgré les importants excédents des caisses de compensation, raisons indéfendables invoquées par le Gouvernement* [30 octobre 1953] (p. 4707, 4708) ; *Demande de prise en considération du projet gouvernemental, présentée par le Gouvernement (Maintien de la position de la Commission)* (p. 4713, 4714) ; *Coût du contreprojet de la Commission* (p. 4715) ; *Éventualité de nouvelles propositions gouvernementales* (p. 4729) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV, Chap. 46-23 : *Assistance à la famille (Nécessité de modifier le décret du 11 mai 1953)* [5 novembre 1953] (p. 4867, 4868). — Pose à : M. le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, une question relative aux pensions des anciens travailleurs déportés [13 novembre 1953] (p. 5053) ; — M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'imposition sur le renouvellement de certains prêts [4 décembre 1953] (p. 6005). — Donne lecture d'une communication du Président de l'Assemblée de l'Union française indiquant la composition du bureau de cette Assemblée [12 décembre 1953] (p. 6605). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Suite du débat sur les baux commerciaux* [15 décembre 1953] (p. 6842). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration de certaines PRESTATIONS FAMILIALES, en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1953] (p. 6857, 6858) ; Article unique : *Contreprojet de M. Boscary-Monsservin tendant à majorer de 100/0 les allocations familiales, et à accorder des allocations prénatales au paiement échelonné* (p. 6861) ; *Son sous-amendement tendant à majorer de 300/0 exceptionnellement en décembre 1953 les allocations familiales* (p. 6862) ; *Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie* (p. 6864). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote à intervenir à la fin du débat sur l'examen du salaire minimum interprofessionnel garanti au cours d'une prochaine séance* [12 février 1954] (p. 263). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant les expulsions de locaux : *Discussion générale (Créations provisoires de logements pour assurer le relogement des expulsés)* [2 mars 1954] (p. 597) ; — du projet de loi

portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Critique du mode de financement, attente du projet du 31 mars 1954 instituant un nouveau mode de financement)* [4 mars 1954] (p. 643, 644). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Fixation d'une nouvelle date de discussion* [9 mars 1954] (p. 747). — Prend part à la discussion des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Son amendement à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un « cessez-le-feu » garantissant la sécurité des troupes avant la Conférence de Genève)* [9 mars 1954] (p. 772, 773) ; *le retire* (p. 773). — Ses rapports sur des pétitions [24 mars 1954] (p. 1232, 1233). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 9^{ter} : *Son amendement (Taxe applicable aux pharmaciens exploitant une officine et fabricants de spécialités pharmaceutiques)* [26 mars 1954] (p. 1363) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Son article additionnel (Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires)* [1^{er} avril 1954] (p. 1644) ; — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Aménagement des abattements de zones)* [7 avril 1954] (p. 1856) ; — du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les exercices 1951-1952 ; Etat A, ÉTATS ASSOCIÉS, Chap. 1070 : *Sa demande de déclaration du Gouvernement sur l'Indochine* [8 avril 1954] (p. 1876) ; — de la proposition de loi accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux [14 mai 1954] (p. 2438) ; — de la proposition de résolution créant une commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine [14 mai 1954] (p. 2440) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée : *Discussion générale (Pouvoirs de la Conférence des Présidents)* [21 mai 1954] (p. 2633) ; Art. 2 : *Vote pondéré à la Conférence des Présidents* (p. 2644) ; *Discussion de ses propositions* (p. 2645) ; Art. 5 : *Texte modificatif de l'article 38 du Règlement, nombre de signataires nécessaire pour faire retirer un vote sans débat de l'ordre du jour, son amendement tendant à supprimer cet article* [25 mai 1954] (p. 2689). — Son rapport

sur une pétition [7 juillet 1954] (p. 3283). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aliénation préjudiciable au développement des automobiles, des Etablissements Lavalette de Paris à une société privée [6 août 1954] (p. 3906). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Raisons de notre isolement à Bruxelles* [28 août 1954] (p. 4383); *Son rappel au Règlement (Durée de la suspension de séance)* [30 août 1954] (p. 4458); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Importance bien diminuée de l'ex-R.P.F. sur le plan électoral (Controverse avec M. Soustelle)* [8 octobre 1954] (p. 4626); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955 : *Révision du salaire minimum, amélioration des prestations familiales et des allocations vieillesse* [16 novembre 1954] (p. 5076); Etat A., Chap. 34-12 : *Demandes de disjonction de ce chapitre présentées par Mme Lefebvre et M. de Tinguy (Fonctionnement des bureaux de placement et des services de la main-d'œuvre)* (p. 5096); Chap. 46-12 : *Chômage des travailleurs nord-africains résidant en France, travailleurs tunisiens autorisés à s'installer en France* (p. 5105); Chap. 47-22 : *Sa demande de disjonction de l'Etat au Fonds spécial de la Caisse autonome de sécurité sociale des mines* (p. 5107); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A. Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Discussion du statut des personnels communaux)* [22 novembre 1954] (p. 5257); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* [29 novembre 1954] (p. 5582); *Interprétation de l'investiture* (p. 5584); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-24 : *Réforme des prestations familiales, amélioration du salaire minimum interprofessionnel et des allocations vieillesse* [2 décembre 1954] (p. 5686); — d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : *Variations prétendues de M. Loustau-Lacau* [3 décembre 1954] (p. 5757); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

NATIONALE pour 1955, Etat A Chap. 31-44 : *Situation des directeurs de centres d'apprentissage, école d'électromécanique de Clichy* [14 décembre 1954] (p. 6325); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Date du vote sur la question de confiance* [18 décembre 1954] (p. 6566); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A. Chap. 46-01 : *Victimes du krach de l'Alutrad* [24 janvier 1955] (p. 169); Art. 12 : *Développement du secteur locatif* [26 janvier 1955] (p. 265); Etat B, Chap. 55-00 : *Sa demande de disjonction (Victimes de l'inondation actuelle)* (p. 277); *la retire* (p. 278); *Son article additionnel (Prime des surélévations)* [27 janvier 1955] (p. 314); *le retire* (ibid); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations : *Barrages réservoirs autour de Paris, salaire minimum garanti* [28 janvier 1955] (p. 388); Art. 3 : *Son amendement (Salariés ayant trois personnes à charge)* (p. 391); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement, Art. 12 : *Règlement et Constitution* [4 février 1954] (p. 724); *Amendement de M. Bruyneel (Articles adoptés conformes mais devenus contradictoires ou incohérents)* (p. 723); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Simonnet (Articles adoptés conformes, modifications jugées nécessaires par l'Assemblée)* (p. 726, 727); Art. 4 : *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture)* (p. 728); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Allocution du Président du Conseil mis en minorité* [4 février 1955] (p. 764, 765); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Détermination de la notion d'enfants à charge pour le recul de la limite d'âge)* [4 mars 1955] (p. 1113); *le retire* (p. 1114). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Fixation du statut par la loi* [17 mars 1955] (p. 1635); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 : *Son amendement (Suppression de certains droits de mutation en faveur de frères et de sœurs de victimes de la guerre)*

[19 mars 1955] (p. 1755); *Son article additionnel (Plafond des ressources pour l'attribution de la carte d'économiquement faible)* (p. 1782); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Passage de M. Boisde au Ministère du Commerce* [28 mars 1955] (p. 2000); — d'une proposition de loi relative à la construction de l'hôpital Ambroise-Paré : *Choix du Bois de Boulogne, domaine de Bailgu* [10 mai 1955] (p. 2621, 2622, 2624). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative au refus de visa de censure opposé au film « Bel Ami » : *L'immoralité du cinéma français* [17 mai 1955] (p. 2824, 2825). — Ses rapports sur les pétitions [18 juin 1955] (p. 3161, 3162). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à la construction d'une école de filles à Neuilly-sur-Seine [8 juillet 1955] (p. 3722). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4386). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des travailleurs de l'usine Salmson [4 août 1955] (p. 4602). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : *Condamnation de la répression collective* [12 octobre 1955] (p. 5044); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : *Discussion générale (Prix des produits de remplacement (Jus de fruits))* [21 octobre 1955] (p. 5212); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale (Distillation à domicile, facteur de fraude)* [25 octobre 1955] (p. 5259); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)*; *choix de M. Liautey comme rapporteur* [28 octobre 1955] (p. 5353); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Article de M. François-Poncet sur la Sarre* [26 octobre 1955] (p. 5304). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Retrait de l'ordre du jour des propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru* [28 octobre 1955] (p. 5350). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Popularité d'un scrutin* [30 octobre 1955] (p. 5396); *vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470, 5471). — Pose au Ministre de la Reconstruction et du Logement une question relative au relogement

des familles expulsées [18 novembre 1955] (p. 5857). — Son rapport sur une pétition [23 novembre 1955] (p. 5964).

BRAHIMI (M. Ali), Député d'Alger (2^e collège) (App. S.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 19 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1281) étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs, n° 2116.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Extension des troubles due aux abus de la répression, marasme de l'agriculture, chômage, communes mixtes, non-application du statut de l'Algérie* [29 juillet 1955] (p. 4509 à 4511).

BRAULT (M. Armand), Député de l'Oise (C.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 1970) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exempter les groupements d'auto-construction

(type Castor) de l'obligation de fournir une contrepartie de métaux non ferreux tels que zinc, cuivre, plomb, obligation qui constitue pour ces groupements une entrave quasi insurmontable, n° 2775. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant, en raison de la hausse considérable et continue des prix des objets mobiliers, ustensiles de ménage, linge, etc., à porter le coefficient servant au calcul des dommages de guerre mobiliers de 17 à 25, n° 2946. — Le 13 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Beauvais—Creil, n° 5869.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 10-00: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Situation des auxiliaires)* [13 novembre 1951] (p. 7968); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dommages mobiliers* [24 décembre 1951] (p. 9766); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Sinistrés mobiliers économiquement faibles)* (p. 9766); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour constructions expérimentales (Manque de matériaux)*; (p. 9790); *le retire* (ibid); Art. 17 : *Son amendement tendant à exonérer les taxes sur les matériaux de construction* (p. 9810); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service de déminage-désobusage* [15 novembre 1952] (p. 5236); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* [23 janvier 1953] (p. 213); *le retire* (p. 214); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer les taxes sur les matériaux de construction* [21 mars 1953] (p. 2185).

BRICOUT (M. Edmond), *Député de l'Aisne*, (R.S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'intérieur [3 novembre 1953] (F. n° 299); [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des orages de grêle et du cyclone qui se sont abattus dans le courant du mois de juin dans le département de l'Aisne, communes d'Amigny-Rouv, Servais et Denillet, n° 342. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril la date d'exigibilité du premier tiers provisionnel des impôts de 1953, n° 5508. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un délai d'un mois pour le dépôt des déclarations fiscales exigibles le 15 mars 1953, n° 5509. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 4412) portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de la législation métropolitaine en matière de chasse, n° 5958. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue de sanctionner la chasse dans les réserves, n° 8232. — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues (n° 8233) tendant à modifier l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue d'autoriser la chasse au vol, ou fauconnerie; 2° de M. Verdeille, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 8352) tendant à autoriser la « chasse au vol », n° 8791. — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la

Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de M. Bricout et plusieurs de ses collègues (n^o 8232) tendant à modifier l'article 12 de la loi du 3 mai 1844 modifiée sur la police de la chasse en vue de sanctionner la chasse dans les réserves; 2^o de M. Rabouin, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 8350) tendant à interdire le droit de chasse dans les réserves, n^o 8792. — Le 7 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues (n^o 8234) tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse en vue d'assurer la protection du gibier et de sanctionner la divagation des chiens; 2^o de M. Jean Lacaze, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 8278) tendant à compléter les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 de façon à étendre les dispositions de cette loi à la protection des quadrupèdes, n^o 8831. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à réparer ou à compenser le préjudice subi par les planteurs de betteraves à la suite de la réduction de la production d'alcool, n^o 8906. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n^o 3792) de M. de Pontbriand, sénateur, tendant à compléter la loi du 3 mai 1844 et à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, n^o 9063 rectifié. — Le 5 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1^o de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues (n^o 8234) tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse en vue d'assurer la protection du gibier et de sanctionner la divagation des chiens; 2^o de M. Jean Lacaze, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 8278) tendant à compléter les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 de façon à étendre les dispositions de cette loi à la protection des quadrupèdes, n^o 9072. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35 de la loi n^o 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, n^o 9834. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi n^o 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, n^o 9988. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder

d'urgence à l'assainissement du marché de la pomme de terre, n^o 10164. — Le 1^{er} mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 10164) de M. Bricout tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'assainissement du marché de la pomme de terre, n^o 10217. — Le 30 mars 1955, une proposition de loi relative à la réglementation du contrôle des réceptions betteravières, n^o 10554. — Le 18 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n^o 3792) de M. de Pontbriand, sénateur, tendant à compléter la loi du 3 mai 1844 et à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, n^o 10789. — Le 21 juillet 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n^o 3992) de M. de Pontbriand, sénateur, tendant à compléter la loi du 3 mai 1844 et à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, n^o 11276.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-43 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'expansion économique à l'étranger* [14 novembre 1952] (p. 5135); *le retire* (ibid.); Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Fixation du prix de la betterave et des oléagineux)* (p. 5156, 5157); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problème de la betterave et solutions possibles (Exportations vers l'Allemagne, caoutchouc synthétique, carburant ternaire); méfiance croissante des paysans (Incohérences, promesses non tenues, précédent du colza); gravité du problème social agricole* [22 octobre 1953] (p. 4457 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 61-80 : *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équipement aux eaux et forêts (Stockage du blé dans l'Aisne)* [4 décembre 1953] (p. 5988); Chap. 66-40 : *Subventions à l'Institut de recherche agronomique (Protection de la culture de la betterave et fixation du prix de la betterave)* (p. 5989 et

suiv.); Chap. 60-13 : *Prêts d'équipement agricole (Stockage de blé dans l'Aisne)* (p. 5991, 5992); Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions pour l'équipement du génie rural (Habitat rural)* (p. 6023); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Création d'un poste de secrétaire général)* [9 décembre 1953] (p. 6358); Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration préfectorale et les conseils de préfecture (Inégalités du classement territorial des préfectures et déclassement de celle de l'Aisne)* [10 décembre 1953] (p. 6378 et suiv.); le retire (p. 6380); Chap. 34-03 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Méthodes de travail)* (p. 6387); le retire (ibid.); Chap. 35-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux immobiliers (Loyers des locaux d'habitation utilisés par la police)* (p. 6387); Etat B, Chap. 63-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions pour la voirie départementale et communale (Dégradation de la voirie départementale due à la guerre)* [11 décembre 1953] (p. 6487, 6488); le retire (ibid.); Chap. 67-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions d'équipement aux collectivités pour les constructions publiques (Insuffisance des crédits)* (p. 6490); le retire (ibid.). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement une question relative à la répartition des crédits affectés aux dommages mobiliers [4 décembre 1953] (p. 6008). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 5 : *Amendement de M. Durbet tendant à étendre à l'Etat les obligations des collectivités* [15 décembre 1953] (p. 6849). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 5 : *Son amendement (Détaxation des volailles, lapins, chevreaux et gibiers légèrement transformés)* [26 mars 1954] (p. 1338); le retire (ibid.); *Son amendement (Détaxation des fruits, légumes et légumes secs)* (p. 1338); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 56-80 : *Son amendement (Basilique de Saint-Quentin)* [1^{er} avril 1954] (p. 1694); le retire (p. 1695); — du projet

de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954; Art. 12 : *Son amendement (Date d'application de la détaxe de 15 0/0 sur le matériel agricole)* [30 juillet 1954] (p. 3757). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (Problème betteravier) [7 octobre 1954] (p. 4568). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au préjudice causé aux apiculteurs par les traitements insecticides [5 novembre 1954] (p. 4777). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Son rappel au Règlement (Déroulement du débat)* [26 novembre 1954] (p. 5501); Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504, 5505); Chap. 46-52 : *Faculté d'importer pour les betteraviers* (p. 5508); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; Etat B, Chap. 53-30 : *Amendement indicatif de M. Doutrelot (Achèvement du canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6345, 6346). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Art. 9 : *Paysans normands* [26 janvier 1955] (p. 287). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'entreprise Mariage de Saint Quentin [22 mars 1955] (p. 1823); — sur la crise de l'industrie textile [22 mars 1955] (p. 1823); — sur la convocation des réservistes à une date coïncidant avec la moisson [13 mai 1955] (p. 2750). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perrin (Achèvement du canal du Nord)* [25 mai 1955] (p. 3034); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956; Art. 23 bis : *Amendement de M. Goisnard de Monsabert (Licenciement des cadres contractuels)* [23 juillet 1955] (p. 4211); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 6 : *Son amendement (Cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* [27 juillet 1955] (p. 4359, 4360); le retire (p. 4360); Art. 7 : *Service de la répression des fraudes, adductions d'eau, tuber-*

culose bovine, génie rural, attachés agricoles (p. 4377, 4378, 4380); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 6 : *Amendement de M. Antoine Guitton (Cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* [4 août 1955] (p. 4619). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

BRIFFOD (M. Henri), Député la Haute-Savoie (S.).

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6109). = Est nommé Secrétaire de la Commission de la justice et de législation [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**).

Dépôts :

Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6208) concernant M. Gernez, n° 6895. — Le 10 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6610) concernant M. Gernez, n° 7438.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits

de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles normales primaires (Economies des écoles normales)* [19 décembre 1951] (p. 9370); *le retire* (p. 9373). — Dépose une demande d'interpellation sur les procédés inqualifiables qui semblent avoir été employés pour obtenir d'un inculpé l'aveu d'un crime [27 mars 1952] (p. 1526). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES POUR l'exercice 1952; Art. 6 : *Amendement de M. Deixonne tendant à abroger les lois subventionnant l'enseignement libre* [3 avril 1952] (p. 1806). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Composition du Ministère, réarmement de l'Allemagne, défense de l'enseignement public* [23 février 1955] (p. 877, 878).

BRIOT (M. Louis), Député de l'Aube (R. ..S).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité de contrôle du Fonds forestier national [28 août 1951] (**F. n° 27**). — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**); par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le taux d'extraction des farines panifiables de blé, n° 1307. — Le

24 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1307) de MM. Briot et Léon Noël tendant à modifier le taux d'extraction des farines panifiables de blé, n° 2447. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 2508. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer : 1° de la totalité des impôts sur les bénéfices les vigneron aubois qui, en vertu de la loi du 22 juillet 1927, reconstituent annuellement le dixième de la superficie de leur exploitation; 2° d'une fraction proportionnelle à leurs efforts ceux des vigneron aubois qui reconstituent une fraction moindre de leur vignoble, n° 2801. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de calcul des allocations familiales, n° 3793. — Le 15 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 2875) portant abrogation de l'acte dit loi du 13 août 1940 relatif à l'organisation de la production forestière, n° 7473. — Le 24 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 du Code des douanes, n° 8129. — Le 9 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6695) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 8622. — Le 12 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 49-354 du 28 juin 1949 relatif au commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux, n° 8655. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés du département de l'Aube, victimes des inondations actuelles, n° 9951.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale* (Ses

observations sur la politique agricole du Gouvernement, les importations de blé, de céréales secondaires) [9 novembre 1951] (p. 7888); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Etat annexe, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Taxes sur les produits agricoles)* [22 décembre 1951] (p. 9642); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3183 : *Son amendement tendant à réduire de 22 millions les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (Exploitation en régie des forêts)* [21 octobre 1952] (p. 4292); Chap. 4425 : *Son amendement tendant à supprimer les subventions aux céréales secondaires (Avoine importée du Danemark)* [25 octobre 1952] (p. 4475, 4476); Chap. 4471 : *Dégrevement des carburants agricoles* (p. 4481); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article fixant la cotisation des producteurs pour la résorption des excédents de céréales* (p. 4485); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 49 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux céréales, vins et alcools* [4 avril 1952] (p. 1944); Art. 54 : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer les récépissés de marchandises pour les transporteurs routiers* (p. 1945). — Dépose une demande d'interpellation sur : la politique du Gouvernement en matière agricole [20 mai 1952] (p. 2344); la développe : *Ses observations sur l'insuffisance du prix du blé, les importations de céréales, d'huiles et de viande de l'étranger en quantités excessives, la hausse du jute, des pneus, de la ficelle et des produits utilisés par les agriculteurs, le manque de vitalité de l'agriculture française, le prix insuffisant des céréales secondaires* [8 juillet 1952] (p. 3637 et suiv., 3677); *Son ordre du jour demandant une lutte efficace contre les épizooties, la hausse du prix du blé, l'organisation du séchage de la viande et des marchés d'exportation* (p. 3706); *le retire* (ibid.); — la politique agricole du Gouvernement et la situation résultant des intempéries et de la fièvre aphteuse [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art 115 : *Taxes sur les céréales* [12 décembre 1952] (p. 6258, 6259); *Son amendement*

tendant à limiter à 1,25 0/0 les taxes sur le blé (p. 6284) ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Montillot tendant à ne majorer les taxes sur la viande que d'un franc par kilo* [21 décembre 1952] (p. 6895) ; — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** pour 1953 ; Art. 31 : *Amendement de M. Chassaing tendant à prévoir une loi pour fixer la répartition des crédits du fonds forestier national* [15 décembre 1952] (p. 6407) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements agricoles, la déjense du cheptel, l'électrification rurale, l'habitat rural insuffisant)* [18 décembre 1952] (p. 6569 et suiv.) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 5172 : *Landes de Gascogne* [20 décembre 1952] (p. 6790) ; — du projet de loi portant fixation du budget des **PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES**, pour 1953 ; Art. 1^{er} : *Recettes insuffisantes du budget des Prestations familiales agricoles* [29 janvier 1953] (p. 670). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation économique dans la région des Landes de Gascogne : *Ses observations sur la crise dans le marché des résineux* [17 mars 1953] (p. 1953, 1955) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences des importations massives en ce qui concerne la balance des paiements et l'Union européenne des paiements, l'accroissement du chômage, la diminution des rentrées des impôts indirects, de la taxe sur le chiffre d'affaires, l'inefficacité des économies envisagées pour rétablir l'équilibre budgétaire, la création d'un corps de fonctionnaires pour exécuter les opérations de remembrement ou de groupement cultural, le caractère inéquitable de notre système fiscal, les incidences de l'augmentation des tarifs des chemins de fer, le marché des oléagineux, la production betteravière, l'organisation de l'ensemble des marchés et des productions françaises)* [19 mai 1953] (p. 2754 et suiv.) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (Caractère mondial de la crise agricole ; importance du rôle nocif des importations ; problème de l'équipement agricole ; pesanteur de la distribution et des impôts ; promesses du Gouvernement concernant les organismes stockeurs)* [22 octobre 1953] (p. 4503, 4504) ; — du projet

de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3151 : *Contrôleurs des lois sociales (Création de postes)* [3 décembre 1953] (p. 5930) ; Chap. 3181 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et forêts (Diminution des préposés aux Eaux et forêts)* (p. 5938) ; le retire (p. 5939) ; Chap. 3472 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel du génie rural (Comité directeur du machinisme agricole)* (p. 5946) ; Etat C, Chap. 5132 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Analyse des produits et lutte contre les parasites)* [4 décembre 1953] (p. 5985) ; le retire (p. 5986) ; Chap. 6013 : *Prêts d'équipement agricole (Stockage insuffisant pour les céréales)* (p. 5991) ; Art. 7 : *Amendement de M. Rochet relatif aux déductions autorisées en 1954 pour le calcul du prix du blé retenu pour le paiement des fermages* (p. 5999) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre l'article relatif aux dépenses de fonctionnement du service du contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 6015) ; Etat C, Titre VIII : *Demande de disjonction du titre relatif au fonds forestier national, présentée par M. M. David (Budgétisation d'un compte spécial du Trésor)* (p. 6034) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Stagnation de l'agriculture, effondrement des prix)* (p. 6037) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3531 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Elargissement des voies navigables)* [12 décembre 1953] (p. 6586, 6587) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Nécessité d'encourager la production de textiles dans la métropole)* [30 décembre 1953] (p. 7041) ; — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** (exercice 1954) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à décharger de droits d'apport les caisses de caution mutuelle pour le stockage des produits agricoles* [12 décembre 1953] (p. 6613) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 5 : *Son amendement (Détaxation des plats cuisinés et conserves de viandes)* [26 mars 1954] (p. 1336 et suiv.) ; le retire (p. 1338) ; Art 5 : *Son amendement (Détaxation des volailles, lapins, chevreaux et gibiers légèrement transformés)* (p. 1338) ; le

retire (ibid.) ; *Son amendement (Détaxation des fruits, légumes et légumes secs)* (p. 1338) ; le retire (ibid.) ; Art. 17 bis : *Amendement de M. Kœnig (Taux de la taxe unique sur la bière)* (p. 1365, 1366) ; Art. 22 O : *Taxes sur les produits de consommation courante (Produits agricoles, beurres, viandes, bois)* [29 mars 1954] (p. 1395) ; Art. 17 bis : *Amendement de M. Darou (Appellations de la bière correspondant à sa densité ; défense des bières de luxe alsaciennes)* (p. 1402) ; Art. 41 bis : *Son amendement (Imposition du contribuable tenu à l'obligation alimentaire)* (p. 1418) ; le retire (ibid.) ; *Examen des articles additionnels concernant la réforme fiscale* (p. 1438, 1439) ; — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 10 quater : *Ses amendements (Organisation des marchés agricoles et exonération des droits d'apport et des droits d'enregistrement en faveur des sociétés de caution mutuelle)* [25 mai 1954] (p. 2671) ; — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord international sur le sucre : *Discussion générale (Normes de travail dans l'industrie sucrière)* [30 juin 1954] (p. 3178, 3179) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : *Discussion générale (Cotisation des exploitants forestiers)* [21 juillet 1954] (p. 3496, 3497) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Cotisation des ouvriers forestiers)* [28 juillet 1954] (p. 3690, 3691) ; *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation les personnes âgées de plus de 65 ans* (p. 3691) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Orientation de la production agricole, regroupement des exploitations non viables, coût des produits nécessaires à la production agricole, prix des céréales)* [6 août 1954] (p. 3937 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Réalisation du plan Monnet en faveur de l'industrie, prix trop élevé des importations de produits nécessaires à l'agriculture, décrets sur le blé concernant à la fois le quantum et le W, le prix du litre de lait* [24 novembre 1954] (p. 5395 et suiv.) ; Chap. 31-81 : *Direction générale des eaux et forêts, sa demande de disjonction* [26 novembre 1954] (p. 5474) ; la retire (p. 5475) ; Chap. 35-81 : *Son amendement indicatif (Fabrication des traverses de chemins de*

fer) (p. 5489) ; le retire (p. 5490) ; Etat C, Chap. 84-25 : *Etablissement du cadastre viticole* (p. 5526) ; Chap. 84-71 : *Amendement indicatif de M. Seynat (Baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole acheté par les écoles d'agriculture)* (p. 5530) ; Chap. 83-81 : *Budgétisation du Fonds forestier national* (p. 5531) ; Chap. 61-60 : *Subvention d'équipement pour le génie rural* (p. 5537) ; *Ses explications de vote (Le W et le quantum du blé)* (p. 5543) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1951, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 45-42 : *Décrets concernant la coordination* [15 décembre 1954] (p. 6390) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Article additionnel de M. Mouchet (Industrie laitière et taxe sur la valeur ajoutée)* [27 janvier 1955] (p. 336) ; de ce projet de loi, en troisième lecture : *Ses explications de vote (Les carburants ; Bas-Rhône-Languedoc)* [1^{er} février 1955] (p. 580) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : *Financement du fonds de garantie mutuelle agricole* [28 janvier 1955] (p. 395) ; *Politique agricole du Gouvernement* (p. 396, 397) ; Etat B, AGRICULTURE : *Marché des oléagineux* (p. 402, 403) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, CHARGES COMMUNES Etat A, Chap. 11-01 : *Subventions économiques à l'agriculture, détaxation des investissements, injustice fiscale et mouvement Poujade* [4 mars 1955] (p. 1092, 1093) ; Chap. 44-92 : *Son amendement indicatif (Réorganisation du marché du blé)* ; le retire [8 mars 1955] (p. 1165) ; Chap. 44-94 : *La betterave* (p. 1167) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Le rendez-vous d'avril, diminution d'activité des petites et moyennes entreprises, zones de salaires, abatement à la base, reconversion agricole, les contrôles)* [28 mars 1955] (p. 2022, 2023) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Statut de l'enseignement agricole, nombre d'ingénieurs agricoles, exode rural* [6 mai 1955] (p. 2587, 2588) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels ;

Article unique : *Son amendement (Non-rétroactivité des décisions des tribunaux)* [13 mai 1955] (p. 2765); *le retire* (p. 2766); — du **projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : Discussion générale (Allocation de la mère au foyer, financement, augmentation de 15 0/0 du montant des cotisations, problème de la réforme agraire) [19 juillet 1955] (p. 3907 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : Art. 8 : *Son amendement (Privilège des bouilleurs de cru)* [4 août 1955] (p. 4621, 4622); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru; Art. 1^{er} : *Son amendement (Non-application du décret du 13 novembre 1954 au cas où il ne serait pas ratifié par le Parlement avant la date du 1^{er} septembre 1956)* [8 novembre 1955] (p. 5506); *le retire* (ibid.).**

BRUNE (M. Charles), Sénateur.

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952;

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952;

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953;

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, un projet de loi déterminant les modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, n° 1269. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, n° 1271. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses

dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, n° 1273. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi étendant les dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs, n° 1281. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, n° 1282. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie, n° 1305. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier le décret du 13 juin 1939 portant organisation du contrôle des dépenses engagées et du contrôle de l'exécution des budgets pour la ville de Paris, le département de la Seine et leurs administrations annexes, n° 1372. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi portant unification de la législation sur les spectacles et le cinéma dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1435. — Le 16 novembre 1951, un projet de loi relatif à la répression des débarquements irréguliers et clandestins d'étrangers, n° 1599. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi portant abrogation des articles premier et 2 de l'acte dit « loi du 27 août 1940 », n° 1642. — Le 18 décembre 1951, un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 milliard 600 millions de francs, en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des calamités publiques survenues dans les départements du Sud-Est au mois de novembre 1951, et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques, n° 2052. — Le 21 décembre 1951, un projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852, sur les élections, n° 2119. — Le 30 décembre 1951, un projet de loi portant approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des houillères du Sud-Oranais, n° 2322. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 3149. — Le 20 mai 1952, un projet de loi réglementant l'installation et l'usage des haut-parleurs sur la voie publique, n° 3395. — Le 24 juin 1952, un

projet de loi portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 3772. — Le 25 juin 1952, un projet de loi tendant à l'ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations et tempêtes maritimes survenues dans les départements du Sud-Ouest pendant l'hiver 1951-1952 et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public, n° 3815. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 49-1090 du 2 août 1949 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 4051. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi portant modification de l'article 111 du Code de la nationalité, n° 4053. — Le 11 juillet 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1305) relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie, n° 4149. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des citoyens français de l'Algérie et des territoires d'outre-mer en dehors de leur département ou territoire d'origine, n° 4156. — Le 21 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1273) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure normale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, n° 4425. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi relatif à la seconde session ordinaire des conseils généraux, n° 4434. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi relatif à la signalisation des bouches d'incendie, n° 4435. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi relatif aux tribunaux de commerce en Algérie, n° 4561. — Le 31 octobre 1952, un projet de loi portant réforme fiscale, n° 4579. — Le 4 novembre 1952, un projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, n° 4599. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise, n° 4940. — Le 5 décembre 1952, un projet de loi portant modification de la législation fiscale, n° 4982.

Le 26 mars 1953, un projet de loi portant application de la législation générale sur la police municipale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 6029. — Le 12 mai 1953, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, n° 6148. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie, n° 6149. — Le 21 mai 1953, un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre en Algérie, n° 6226. — Le 21 mai 1953, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions en vigueur dans la métropole (période du 1^{er} octobre 1951 à septembre 1952), n° 6232.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Dronne, relative à l'inscription obligatoire sur les listes électorales [14 septembre 1951] (p. 7378, 7379). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Police trop coûteuse)* [28 novembre 1951] (p. 8583) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Incident provoqué par les soldats du bataillon de Corée à Marseille)* (p. 8584) ; *Demande de rétablissement des crédits (Emplois vacants supprimés)* (p. 8585) ; Chap. 1010 : *Demande de rétablissement des crédits pour indemnités diverses (Indemnités de cabinet)* (p. 8585, 8586) ; Chap. 1020 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'administration (Hausse des dépenses)* (p. 8586) ; Chap. 1030 : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Inspecteurs généraux en missions extraordinaires)* (p. 8586) ; *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration préfectorale (Préfets des territoires d'outre-mer et suppressions d'emplois)* (p. 8587) ; Chap. 1050 :

Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Statut des agents des préfectures) (p. 8588); *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Agents mécanographes)* (p. 8588); *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois)* (p. 8589, 8590); Chap. 1070 : *Demande de rétablissement des crédits pour les centres administratifs interdépartementaux* (p. 8590); Chap. 1090 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des centres interdépartementaux (Réintégration de 70 ouvriers licenciés à Marseille)* (p. 8591); Chap. 1120 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Insuffisance de la défense passive)* (p. 8592); Chap. 1150 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 50 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Création de deux nouvelles C. R. S.)* (p. 8599); *Amendement de M. Boisdé tendant à réduire de 50 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Reclassement des inspecteurs de la Sécurité)* (p. 8600); *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 50 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Suppression d'emplois vacants)* (p. 8601); *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sécurité nationale (Statut du personnel)* (p. 8601, 8602); Chap. 5000 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police)* (p. 8603, 8604); Chap. 5010 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* (p. 8610); *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Prêts d'équilibre aux collectivités locales)* (p. 8611); *Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux collectivités locales (Employés communaux retraités dans les petites villes)* (p. 8611); *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Répartition de la taxe locale)* (p. 8612, 8613); Chap. 5020 : *Amendement de Mme Grappe*

tendant à réduire de 1.000 francs les subventions exceptionnelles aux collectivités locales (Communes sinistrées) (p. 8614); *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux collectivités locales (Communes sinistrées d'Alsace-Lorraine)* (p. 8615); Chap. 5040 : *Amendement de M. Max Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour dépenses d'incendie et de secours (Lutte contre l'incendie)* (p. 8616); Chap. 5050 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Misère des travailleurs en Algérie)* [29 novembre 1951] (p. 8635, 8636); *Amendement de M. Haumesser tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Main-d'œuvre nord-africaine en France)* (p. 8637); Chap. 6000 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours d'extrême urgence (Victimes des inondations du Vaucluse)* (p. 8638); Chap. 6020 : *Amendement de M. Carlini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le recensement (Nécessité d'un nouveau recensement en 1952)* (p. 8639); Art. 4 : *Amendement de M. Rollin tendant à supprimer l'article fixant la subvention à la police de la Seine* (p. 8641); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 décembre 1951] (p. 9861); Chap. 1050 : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le service des préfectures (Auxiliaires départementaux)* (p. 9862). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Minjoz relative aux fonctions de garde champêtre [14 mars 1952] (p. 1310, 1314). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour le dernier alinéa*

prévoyant le contrôle par des fonctionnaires assermentés [14 mars 1952] (p. 1317). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'affaire Ducreux-Tacnet (*Scandales Ducreux et de Récy*) [20 mars 1952] (p. 1376 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Amendement de M. Genton tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut [28 mars 1952] (p. 1640); Art. 16 : Amendement de M. Cordonnier tendant à donner aux Comités paritaires le pouvoir de donner des avis (p. 1643); Art. 20 : Amendement de M. Genton tendant à dispenser des conditions de diplômes et stages les candidats déjà agents communaux pendant trois ans (p. 1646); Amendement de M. Genton tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur [11 avril 1952] (p. 2230); Art. 78 : Amendement de M. Cordonnier tendant à reclasser par priorité dans un emploi similaire un agent licencié par économie (p. 2236); Art. 82 : Amendement de M. Bouxom tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux (p. 2238, 2239); Art. 86 : Amendement de M. Demusois relatif au rôle et à la composition du Comité paritaire national consultatif des services municipaux (p. 2240). — Est entendu sur la date de discussion d'une interpellation sur les incidents de Montbéliard [17 juin 1952] (p. 2961). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie; *Motion préjudicielle de M. Genton* [10 juillet 1952] (p. 3800); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat en attendant la mise en vigueur du statut du personnel de la police prévu par la loi du 28 septembre 1948* [8 novembre 1952] (p. 4924, 4925); *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat, jugeant la lettre rectificative insuffisante* [18 novembre 1952] (p. 5356); *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat (Statut du personnel de la police)* [13 décembre 1952] (p. 6308 et suiv.); Etat A, Chap. 3101 : *Rôle imparti aux collectivités locales, importance des charges financières leur incombant, difficultés de la ville de Nice* (p. 6318, 6319);

Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Fonctionnaires des préfectures) (p. 6320); Chap. 3103 : *Amendement de M. Lafay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Réforme de l'inspection générale)* (p. 6326); Chap. 3111 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement dans la carrière préfectorale)* (p. 6327, 6328); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Cadres des attachés de préfecture) (p. 6329); Amendement de M. Liautey tendant à réduire de 3.070.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Indemnités compensatrices pour les fonctionnaires élus membres des Assemblées) (p. 6330); Chap. 3115 : Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Statut des centres techniques) (p. 6331); Amendement de M. Fonlupt-Esperaber tendant à réduire d'un million les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Gaspillage des centres techniques interdépartementaux) (p. 6331); Chap. 3131 : Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Lutte contre l'incendie, réalisation du plan prévu) (p. 6333); Chap. 3141 : Amendement de M. de Monsabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles C. R. S.) (p. 6337); Chap. 3401 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire d'un million les crédits pour remboursement de frais (Situation administrative de la Réunion) (p. 6341); Chap. 3651 : *Subventions à la ville de Paris (Insuffisance des crédits)* (p. 6344); Amendement de M. Cayeux tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la ville de Paris (Dépenses de la Préfecture de police) (p. 6345); Amendement de M. Daniel Mayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à la ville de Paris (Sapeurs-pompiers de Paris) (p. 6345); Chap. 3652 : Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel administratif de la Seine (Extension de cette subvention à d'autres départements) (p. 6346); Chap. 3761 : *Dépenses relatives aux élections (Coût des élections partielles)* (p. 6347); Etat B, Chap. 4131 : Amendement de M. Genton tendant

à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'incendie et de secours (*Statut des sapeurs-pompiers*) (p. 6346) ; Chap. 4151 : Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les collectivités locales (*Banlieue de Paris*) (p. 6347) ; Chap. 4152 : Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (*Insuffisances du recensement de 1946*) (p. 6355) ; Amendement de M. Montillot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions facultatives aux collectivités locales (*Réparations des édifices du culte en Haute-Saône*) (p. 6356, 6357) ; Chap. 4153 : Subventions pour l'Algérie (*Déficit des chemins de fer algériens, chômage en Algérie, travailleurs algériens en France, prix des céréales algériennes*) (p. 6359, 6360) ; Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie (*Assistance aux travailleurs algériens en France*) (p. 6362) ; Chap. 4691 : Amendement de M. Mabrut tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours d'urgence aux victimes des calamités publiques (*Ouragans dans l'Auvergne*) (p. 6364) ; Article additionnel : Amendement de M. Guthmüller tendant à faciliter la réintégration des membres temporaires du corps préfectoral en 1944-1945 (p. 6368) ; Amendement de M. Babet tendant à rétablir la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer (p. 6369). — Répond à une question : de M. René Schmitt relative à la situation des chefs de bureau dans certaines administrations communales [28 novembre 1952] (p. 5844) ; — de M. Deixonne relative aux accords entre l'Etat et l'évêque d'Angers [28 novembre 1952] (p. 5845) ; — de M. de Tinguy relative à la classification dans les statistiques électorales [28 novembre 1952] (p. 5844) ; — de M. Bruyneel relative à la suspension du permis de conduire [19 décembre 1952] (p. 6639, 6640) ; — de Mme Rose Guérin sur la détention de femmes malgaches dans les prisons de Madagascar [19 décembre 1952] (p. 6640, 6641). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030) — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (p. 307).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Lemaire au

sujet du déplacement d'un accusé au procès de Metz [13 mars 1953] (p. 1889) ; — de Mlle Marzin relative aux constructions scolaires [13 mars 1953] (p. 1889, 1890) ; — de M. Dorey relative à l'amnistie fiscale et aux capitaux à l'étranger [13 mars 1953] (p. 1890, 1891). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la Commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [13 mars 1953] (p. 1892) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales : *Observations sur l'insuffisance des crédits inscrits au budget de l'Intérieur pour permettre l'application des dispositions prévues* [20 mars 1953] (p. 2058, 2059) ; Article unique : Amendement de M. Coudert tendant à ne rembourser aux candidats que le coût du papier et l'impression des bulletins de vote (p. 2060) ; Nouvelle rédaction de la proposition de loi proposée par M. Genton (*Observations sur le supplément de dépenses qui constituerait une charge financière trop lourde*) (p. 2067) ; Art. 3 : *Observations sur les conséquences financières trop élevées* (p. 2068) ; *Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 2068, 2069) ; Article additionnel : Amendement de M. Delachenal relatif au régime des communes de plus de 1.500 habitants (*Application de l'article premier de la loi de finances*) (p. 2069) ; Amendement de M. Léon Noël tendant à appliquer la loi à toutes les communes de France (*Application de l'article premier de la loi de finances*) (p. 2069) ; Amendement de M. Valle relatif au régime applicable en Algérie (p. 2069, 2070) ; Article additionnel : Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon (p. 2076) ; Amendement de M. Defferre tendant à rendre les dispositions financières de la loi applicables aux territoires d'outre-mer (p. 2077). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

BRUNET (Mme Henriette).

Est nommée : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Son élection est invalidée [26 juillet 1951] (p. 6078).

BRUSSET (M. Max), *Député de la Charente-Maritime (R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre suppléant de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**); par la Commission des finances pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine, en qualité de membre suppléant [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux bénéficiaires de l'amnistie accordée en application de la loi du 5 janvier 1951 d'être inscrits sur les listes électorales avant les élections cantonales, **n° 745**. — Le 13 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 157 du Code général des impôts, **n° 1993**. — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à certains appareils électriques et radioélectriques les dispositions de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles, **n° 2610**. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à faciliter l'expansion de la conchyliculture par l'accélération de la procédure d'instruction des demandes d'autorisations d'établissements de pêche et l'exonération de toute charge financière, **n° 2834**. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à

faciliter aux sinistrés non prioritaires et économiquement faibles la reconstruction par l'emprunt de leurs immeubles détruits, **n° 4393**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête qui a sévi sur la côte de l'Atlantique, en particulier celle de la Charente-Maritime, dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, **n° 4414**. — Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter la publicité des films de cinémas interdits aux enfants de moins de 16 ans, en la rendant moins spectaculaire, moins tapageuse et moins provocante, **n° 4614**. — Le 14 novembre 1952, une proposition de loi tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfectures, nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949, dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, **n° 4774**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations survenues, en Charente-Maritime notamment, à la fin de novembre et au début de décembre 1952 des secours d'urgence et des indemnités ou avances pour réparer les dommages subis, **n° 4928**. — Le 13 décembre 1952, une proposition de loi tendant à autoriser la Caisse nationale de Crédit agricole à émettre un emprunt national de cinq milliards destiné à procurer des avances à consentir aux jeunes agriculteurs installant une exploitation, **n° 5088**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts) aux sociétés ou organismes habilités par le Centre national d'expansion du tourisme, pour la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier, **n° 5378**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, **n° 5379**. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier du régime de retraite de la loi du 14 avril 1924 certains agents permanents des offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la nation, déjà

pensionnés, n° 5412. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à étendre le champ de l'ordonnance n° 45-875 du 1^{er} mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés, n° 5413. — Le 8 février 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière, n° 5467. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à permettre, dans les villes sinistrées, l'achat de dommages commerciaux pour la reconstitution ou l'amélioration du commerce local, n° 6618. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution invitant le Bureau de l'Assemblée Nationale à obtenir la suppression de l'allocation de secrétariat attribuée aux parlementaires et celle de toutes primes et indemnités en sus des traitements de fonctionnaires dépassant 100.000 francs par mois, n° 6725. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder d'un mois la date d'exigibilité des impôts lorsqu'elle est antérieure au 1^{er} août 1953, n° 6726. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à faciliter aux sinistrés crédi-entiers viagers la revalorisation de leurs rentes viagères, n° 6848. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant statut de la télévision française, n° 7432. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des prestations de la Sécurité sociale aux enfants majeurs et invalides des assurés sociaux, n° 7756. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des surtaxes créées par l'article premier de la loi du 11 juillet 1953 certains vins de liqueur spéciaux, n° 8375. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire, sur les livrets de famille, l'inscription de la date et du lieu de naissance des parents des conjoints, avec mention de leur nationalité, n° 8567. — Le 13 août 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 5404 et annexes) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes ; 2° la convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres

échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense ; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives : 1° au Traité instituant la Communauté européenne de défense ; 2° au Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord ; 3° au Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense), n° 9171 (rectifié). — Le 9 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le tarif des droits de mutation par décès pour les collatéraux au premier degré, et pour les conjoints, n° 9412. — Le 15 novembre 1954, une proposition de loi tendant à rétablir l'égalité fiscale entre tous les établissements bancaires, n° 9469. — Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'utilisation de la télévision pour la transmission des audiences de l'actualité judiciaire, n° 9613. — Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les auditions et les spectacles de la Radio-télévision française, n° 9614. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à la suppression du contrôle polyvalent et à l'abrogation de l'article 33 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954, n° 9902 (2^e rectification). — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Relations avec les Etats associés pour l'exercice 1955, n° 10514. — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer par voie réglementaire la taxe de 20.000 francs par hectolitre d'alcool pur, instituée par la loi du 11 juillet 1953, en tant qu'elle frappe les vins de liqueur spéciaux à appellation contrôlée mutés avec des eaux-de-vie d'origine à appellation contrôlée françaises, en même temps que l'augmentation de 20 0/0 du droit instituée par le décret du 13 novembre 1954, n° 10636 (rectifié). — Le 22 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

prendre d'urgence des mesures de précaution en vue d'éviter les ravages causés par les termites et les champignons mérules, sur les matériaux de bois, n° 11938.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention à France-Presse (Fausses nouvelles diffusées par l'agence France-Presse)* [13 décembre 1951] (p. 9171, 9172) ; RADIO-DIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Développement de la télévision)* [19 décembre 1951] (p. 9339, 9340) ; *le retire* (p. 9342) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Politique partisane de la radio)* (p. 9389) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1130 : *Amendement de M. Feraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, inspecteur d'académie de Charente)* (p. 9370, 9371). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote du chapitre subventionnant l'agence France-Presse* [14 décembre 1951] (p. 9186) ; — sur une motion d'ordre : *Suite de la discussion du budget de la Radiodiffusion* [14 décembre 1951] (p. 9230). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour d'incidents comme ceux qui se sont produits au large des côtes de l'Atlantique de la part de bateaux espagnols [18 décembre 1951] (p. 9268). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, amendée par le Conseil de la République : *Résultats de l'enquête menée en Océanie* [10 octobre 1952] (p. 4228) ; Art. 8 : *Amendement de M. Juglas tendant à prévoir trente jours entre le dépôt des listes de candidats et le scrutin* (p. 4229) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4231) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Etat B ; Chap. 41-01 : *Subvention à l'agence France-Presse* [31 octobre 1952] (p. 4655) ; *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits pour l'agence France-Presse (Vote du statut de F.A.F.P.) (p. 4658, 4659) ; RADIO-DIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A ; Chap. 30-30 : *Demande de retablisement des crédits pour le matériel des émissions d'information (Manque d'objectivité de la radio et du journal parlé)* [15 novembre 1952] (p. 5216) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à équiper d'abord Bordeaux et Toulouse* (p. 5223, 5224) ; *le retire* (p. 5224) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Développement de la télévision)* (p. 5224, 5225) ; — du projet de loi relatif à la composition du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 novembre 1952] (p. 5381). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative au dédommagement des victimes d'accidents causés par les troupes américaines en France [28 novembre 1952] (p. 5848, 5849). — à M. le Ministre des Affaires économiques, une question relative aux importations de beurre [30 janvier 1953] (p. 734). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 2 : *Amendement de M. Valabrègue tendant à récompenser les films français de court métrage* [19 février 1953] (p. 1175) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères (exercice 1954), RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Manque d'objectivité)* [8 décembre 1953] (p. 6302) ; Chap. 1070 : *Amendement de M. Vigier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Emissions pour l'étranger)* (p. 6310) ; Chap. 3030 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des émissions d'information (Redevances pour les reportages sportifs)* (p. 6311) ; Art. 6 : *Financement du développement de l'infrastructure et des programmes de la télévision* (p. 6315 et suiv.) ; *Discussion générale (Augmentation de la taxe radiophonique pour financer la télévision)* [14 décembre 1953] (p. 6784, 6785) ; Art. 6 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à fixer à 1.450 francs par an la redevance radiophonique avec les exemptions déjà prévues* (p. 6786) ; *Sous-amendement de M. Desson tendant à porter à 5.000 francs par an la rede-*

vance sur les postes de télévision (p. 6788); *Équipement de la télévision (Augmentation provisoire de la redevance)* (p. 6790); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Manque d'objectivité de la radiodiffusion, équipement de la télévision)* (p. 6794); **RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE**, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fonds du développement de la télévision)* [31 décembre 1953] (p. 7238, 7239). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la propagande touristique [26 mars 1954] (p. 1330). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et des tramways [8 avril 1954] (p. 1907). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Amendement de M. Lecanuet (Attribution de l'ensemble des biens utilisés à une seule entreprise)* [7 mai 1954] (p. 2222); *Ses explications de vote* [20 mai 1954] (p. 2559). — Dépose une demande d'interpellation sur l'autorisation pour le 14 juillet d'un défilé de nature politique [20 juillet 1954] (p. 3444). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense, en qualité de *Rapporteur pour avis : Budget de la C. E. D., disparité entre les prix français et étrangers, emprise du commissariat sur la vie économique française, augmentation des soldes militaires par alignement sur les soldes belges et hollandaises* [28 août 1954] (p. 4405 à 4410). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fiscalité abusive et la défense des commerçants et des artisans [7 octobre 1954] (p. 4568); — sur la politique agricole et viticole du Gouvernement et l'organisation de la lutte contre l'alcoolisme [18 novembre 1954] (p. 5172). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution; Art. 12 : *Date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la Constitution, sa demande de renvoi* [30 décembre 1954] (p. 5614) — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression du contrôle polyvalent et l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 [10 mars 1955] (p. 1270); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Le mouvement Poujade* (p. 1271, 1272, 1277, 1279, 1280). — Prend part à la discussion :

du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle tendant à subordonner la reconduction des pouvoirs spéciaux à l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 et à la suppression du contrôle polyvalent* [18 mars 1955] (p. 1669 et suiv.); *la retire* (p. 1688, 1689); — en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955, en qualité de *Rapporteur* [25 mars 1955] (p. 1972); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Sa motion préjudicielle (Une nouvelle Bastille : l'article 33 et le contrôle polyvalent ; le choc psychologique à donner)* [28 mars 1955] (p. 2001 à 2003); *la retire et la transforme en motion d'ordre* (p. 2002); Article premier : *Sa demande de réserver les alinéas premier à 17 jusqu'au vote des alinéas relatifs à l'abrogation de l'article 33* [29 mars 1955] (p. 2082). = S'excuse de son absence [27 octobre 1953] (p. 4557), [24 juin 1954] (p. 3040). = Obtient des congés [27 octobre 1953] (p. 4557), [24 juin 1954] (p. 3040).

BRUYNEEL (M. Robert), *Député du Loir-et-Cher (I.P.)*.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5972). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [6 mars 1952] (**F. n° 113**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [17 mai 1955] (**F. n° 531**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 novembre 1952] (**F. n° 177**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du Code du vin, **n° 248**. — Le 27 juillet 1951, une proposition

de loi tendant à porter remède à la crise viticole et à assainir le marché du vin, n° 337. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à prendre les mesures nécessaires pour déterminer la charge qui pèse sur l'économie de la Nation du fait des entreprises publiques, n° 2699. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à l'organisation du Gouvernement de la République, n° 2700. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à créer un Comité supérieur de coordination de la recherche scientifique et technique, n° 2701. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à la révision de l'organisation judiciaire, n° 2702. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer des règles communes à tous les corps de contrôle ou d'inspection, n° 2703. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à constituer des régions sur le territoire de la France métropolitaine, n° 2840. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à la suppression des sous-préfectures, n° 2896. — Le 26 juin 1953, une proposition de loi tendant à assainir le marché du vin, n° 6353.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er}: Amendement de M. Mabrut tendant à ne mandater d'allocations qu'aux associations satisfaisant au décret-loi du 2 mai 1938 [8 septembre 1951] (p. 7118); Art. 4: Sa demande de réserver l'article [9 septembre 1951] (p. 7228); Art. 6: Sa demande de suspension de séance (p. 7233); Demande de tenue d'une séance supplémentaire, présentée par M. Lussy (p. 7235); Sa demande de nouvelle suspension de séance (p. 7256). — Répond à une question: de M. Valentino sur les recherches agronomiques dans la zone caraïbe [9 novembre 1951] (p. 7870); — de M. Morève sur le marché du blé [14 décembre 1951] (p. 9202, 9203); — de M. Rosenblatt sur les films en langue allemande [14 décembre 1951] (p. 9203, 9204). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952; PRÉ-

DENCE DU CONSEIL, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1000: Amendement de M. Soustelle tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'administration centrale (*Retard de la réforme fiscale et administrative*) [30 décembre 1951] (p. 10192). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [17 janvier 1952] (p. 254). — Cesse d'expédier les affaires courantes [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur l'accident mortel qui s'est produit dans la nuit du 26 au 27 septembre au passage à niveau de Langon (Loir-et-Cher) [7 octobre 1952] (p. 4069). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à la suspension du permis de conduire [19 décembre 1952] (p. 6638, 6639). — Prend part: au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault): *Ses observations sur l'instabilité ministérielle, les pouvoirs étendus réclamés* [10 juin 1953] (p. 3004); — à la discussion du rapport portant révision de la Constitution: *Discussion générale (Nécessité d'une révision de la Constitution de 1946, difficultés d'un accord entre les groupes pour la révision, la clause de la majorité absolue, l'insuffisance de la réforme pour le Sénat, l'instabilité ministérielle, le rôle de l'exécutif)* [17 juillet 1953] (p. 3566 et suiv.); Art. 7: Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération [21 juillet 1953] (p. 3711); Art. 9: Amendement de M. Dronne tendant à ne faire refuser la confiance par l'Assemblée qu'à la majorité absolue [22 juillet 1953] (p. 3789); — à la discussion: des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Commentaires sur sa proposition de loi n° 6353, tendant à la suspension temporaire de toutes taxes fiscales, pour stimuler la consommation du vin* [20 octobre 1953] (p. 4433); — du projet de loi relatif aux modalités d'élection du Président de la République: *Discussion générale (Majorité relative au troisième tour)* [27 novembre 1953] (p. 5623, 5624); Article unique: *Son amendement tendant à exiger la majorité absolue aux deux premiers scrutins, la majorité relative ensuite* (p. 5625); *le retire* (ibid.); — du projet

de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Article additionnel : *Amendement de M. Liautey visant à affecter le produit de la licence des bouilleurs de cru au fonds d'équipement rural* [4 décembre 1953] (p. 6012); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République; Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République visant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* [31 décembre 1953] (p. 7273 et suiv.). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 26 février 1954 (p. 573); la 1^{re} séance du 5 mars 1954 (p. 689); la 2^e partie de la 2^e séance du 16 mars 1954 (p. 900); la 1^{re} séance du 23 mars 1954 (p. 1154); la séance du 24 mars 1954 (p. 1217); la 2^e séance du 26 mars 1954 (p. 1324); la 1^{re} séance du 29 mars 1954 (p. 1386); la 2^e séance du 30 mars 1954 (p. 1503); la 3^e partie de la 2^e séance du 1^{er} avril 1954 (p. 1632); la 3^e séance du 6 avril 1954 (p. 1799); la 2^e séance du 9 avril 1954 (p. 1965); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 7 mai 1954 (p. 2216); la 3^e partie de la 2^e séance du 7 mai 1954 (p. 2223); la 2^e séance du 21 mai 1954 (p. 2624); la 2^e séance du 8 juin 1954 (p. 2823); la séance du 30 juin 1954 (p. 3164); la 1^{re} séance du 6 août 1954 (p. 3905); la 1^{re} séance du 12 août 1954 (p. 4096); la séance du 4 novembre 1954 (p. 4751); la 3^e séance du 16 novembre 1954 (p. 5092); la 2^e séance du 22 novembre 1954 (p. 5251); la 1^{re} séance du 25 novembre 1954 (p. 5411); la 1^{re} séance du 1^{er} décembre 1954 (p. 5635); la 1^{re} séance du 9 décembre 1954 (p. 5972); la 2^e séance du 13 décembre 1954 (p. 6244); la 3^e séance du 20 décembre 1954 (p. 6647); la 2^e séance du 22 décembre 1954 (p. 6749).

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre mer : *Son contreprojet (Extension de l'inéligibilité à d'autres fonctionnaires, limitation de la durée de l'inéligibilité à cinq ans)* [12 mars 1954] (p. 857 et suiv.); — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin [1^{er} avril

1954] (p. 1582). — Donne lecture du message de M. le Speaker de la Chambre des Communes à l'occasion du Cinquantenaire de l'Entente cordiale [9 avril 1954] (p. 1965). — Est entendu : sur une déclaration du Gouvernement sur la situation en Indochine : *Adresse l'expression de la reconnaissance de la Nation aux combattants de Dien Bien Phu* [9 avril 1954] (p. 1973); — sur la fixation de la date des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099). — Dépose une demande d'interpellation sur le captage des eaux du val de Loire pour l'alimentation de la ville de Paris [1^{er} juin 1954] (p. 2733). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations viticoles : *Discussion générale (Crise viticole dans le Midi, le Centre-Ouest et le Loir-et-Cher, application du statut viticole, surproduction d'alcool, destruction des marcs)* [3 août 1954] (p. 3796 et suiv.); *Son rappel au Règlement (Définition d'une politique viticole par l'Assemblée)* (p. 3812); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Motion préjudicielle de M. Badie tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C. E. D.* [11 août 1954] (p. 4081); Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* [30 novembre 1954] (p. 5162, 5613); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5613). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 41).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 25 janvier 1955 (p. 212); la 1^{re} séance du 31 janvier 1955 (p. 502); la 1^{re} séance du 4 mars 1955 (p. 1078); la 1^{re} séance du 10 mars 1955 (p. 1270); la 2^e partie de la 3^e séance du 17 mars 1955 (p. 1622); la 2^e séance du 19 mars 1955 (p. 1732); la 1^{re} séance du 22 mars 1955 (p. 1806); la 3^e séance du 29 mars 1955 (p. 2076); la 1^{re} séance du 12 mai 1955 (p. 2695); la 1^{re} séance du 25 mai 1955 (p. 2993); la seconde partie de la 2^e séance du 30 juin 1955 (p. 3522); la 2^e séance du 19 juillet 1955 (p. 3893); la 2^e séance du 22 juillet 1955 (p. 4069); la 2^e séance du 29 juillet 1955 (p. 4490). — donne lecture d'une lettre de M. Gaston Palewski informant l'Assemblée Nationale de sa démission de vice-président

[10 mars 1955] (p. 1270). — Associe l'Assemblée Nationale à l'hommage rendu à M. Albert Aubry [10 mars 1955] (p. 1281). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour 1955, Art. 11 : *Son rappel au règlement (Impossibilité pour une assemblée de revenir sur un texte voté par les deux)* [27 janvier 1955] (p. 332); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Inflation des rubans rouges* [4 février 1955] (p. 715); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 12 : *Usage et règlement* [4 février 1955] (p. 724); *Son amendement (Articles adoptés conformes mais devenus contradictoires ou incohérents)* (p. 722, 723, 725); *Rôle des présidents* (p. 723); — d'une proposition de résolution relative à une prolongation de délais impartis au Conseil de la République : *Son amendement (prolongation égale à la durée de la crise)* [1^{er} mars 1955] (p. 911). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole* [11 mars 1955] (p. 1319, 1321); — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, Art. 42 : *Son amendement (Fonds routier et ponts à reconstruire); Applicabilité de l'article 48 du règlement à un texte voté par le Conseil de la République* [15 mars 1955] (p. 1436, 1437). — Ses rapports sur des pétitions [27 juillet 1955] (p. 4386). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 3^e séance du 8 octobre 1955 (p. 4951); la 3^e séance du 31 octobre 1955 (p. 5427); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 15 novembre 1955 (p. 5673); la 2^e séance du 15 novembre 1955 (p. 5681); la 2^e séance du 17 novembre 1955 (p. 5825); la 1^{re} séance du 22 novembre 1955 (p. 5880); — donne lecture d'un message du Président de la République remerciant l'Assemblée de la part qu'elle a prise à son deuil [15 novembre 1955] (p. 5681). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement [26 octobre 1955] (p. 5283); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Critique de la politique nord-africaine, choix pour*

les élections anticipées) [28 octobre 1955] (p. 5343); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contreprojet (Scrutin d'arrondissement uninominal à un tour)* [30 octobre 1955] (p. 5393 à 5395); *Contreprojet de M. Emile Hugues (Scrutin de liste départemental majoritaire à un tour avec panachage et vote préférentiel); Sa demande de suspension de séance* [31 octobre 1955] (p. 5414); — Est entendu pour un rappel au règlement : *Le Président de la Commission du suffrage universel et le déroulement du débat sur les élections anticipées* [16 novembre 1955] (p. 5764, 5765); — Son rapport sur une pétition [23 novembre 1955] (p. 5960).

BURLLOT (M. André), Député du Loir-et-Cher (M. R. P.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5972) = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour la représenter au sein du Comité directeur du F.I.D.E.S. [7 août 1951] (**F. n° 21**); par la Commission des finances pour faire partie de la sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**) [30 janvier 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi portant modification de l'organisation de la sécurité sociale, **n° 548**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 987) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, (France d'outre-mer, I : Dépenses civiles), **n° 1321**. — Le 27 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 380) de M. Goubert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux populations des Etablissements

français dans l'Inde, n° 1724. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 49-1032 du 31 juillet 1949 aux successions des oncles et tantes recueillies par les orphelins de guerre, n° 1756. — Le 11 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 983) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952. (Etats associés, I : Dépenses civiles), n° 1936. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1728) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 987) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, (France d'outre-mer) n° 1995. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder au personnel des banques privées l'autorisation de port d'armes, n° 2125. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2227) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 983) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Etats associés, I : Dépenses civiles), n° 2252. — Le 17 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3381) portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (Exercice 1945), n° 3683. — Le 17 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3233) approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947 du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (Exercice 1940), n° 3685. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3771) portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une subvention spéciale destinée au Collège français de Pondichéry, n° 4029. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4261) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), n° 4421. — Le 10 décembre 1952, une proposition de

loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 28 juin 1938 aux constructions d'ensemble de pavillons individuels ou collectifs, n° 5028. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4865 rectifié) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4261) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), n° 5169. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de résolution (n° 5317) de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes du cyclone qui vient de dévaster l'île Mayotte (Comores) et Majunga (Madagascar), n° 5590. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4399) portant modification du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation, et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, n° 6442. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi abrogeant le 5^e alinéa de l'article 20 modifié de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, n° 6790. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6759) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, n° 6935. — Le 13 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6759) et la lettre rectificative (n° 7114) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, n° 7166. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6653) approuvant les comptes définitifs : a) du budget général de l'A. O. F. pour les années 1942, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948 ; b) du budget des Transports pour les années 1943, 1944 et 1945 ; c) du budget spécial des Grands Travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (annexe du budget général) pour les années 1944, 1945 et 1946 ; d) du budget annexe de la circonscription de Dakar et dépendances pour les années 1942, 1943,

1944, 1945 et 1946; e) du budget annexe de l'École africaine de médecine et de pharmacie pour les années 1945, 1946 et 1947, n° 7290. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6652) approuvant les comptes définitifs du budget de la Côte française des Somalis pour les exercices 1947, 1948 et 1949, n° 7291. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6649) approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1948, 1949 et 1950, n° 7292. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6650) approuvant les comptes définitifs du budget général de l'Afrique équatoriale française pour les exercices 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949 et 1950, n° 7293. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4287) approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar et dépendances et du budget annexe des chemins de fer pour les exercices 1946, 1947 et 1948, n° 7294. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1577) approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française (Exercice 1943), n° 7295. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1576) approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar (Exercice 1945) et du budget annexe des chemins de fer de Madagascar (Exercice 1945), n° 7296. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1573) tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget local du Togo, exercice 1947 et du budget annexe du chemin de fer et du Wharf, exercice 1947, n° 7297. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1359) ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941, n° 7298. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1338) ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte

définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1942, n° 7299. — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6709) portant ouverture de crédits en vue de la commémoration de la présence française en Nouvelle-Calédonie, n° 7300. — Le 27 novembre 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3010) de M. Ranaivo et plusieurs de ses collègues tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, par la transformation ou l'amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance, n° 7320. — Le 27 novembre 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 2762) de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo un véritable service des affaires sociales, n° 7321. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Duveau et plusieurs de ses collègues (n° 608) tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique); 2° de M. Saller, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 90) tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), n° 7322. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 429) de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à déterminer la situation, du point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française soumises à des législations fiscales différentes, n° 7323. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 5981) de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux victimes du tremblement de terre qui vient d'éprouver la Martinique, n° 7324. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7553) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6759) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, n° 7562. —

Le 11 février 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport et le rapport supplémentaire (faits au cours de la précédente législature) sur : 1^o le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; 2^o la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, n^o 7725. — Le 23 mars 1954, une proposition de loi tendant à assouplir le régime fiscal des participations prises dans les sociétés minières d'outre-mer, n^o 8112. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 7694) approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar pour les exercices 1949, 1950 et 1951 et du budget annexe des chemins de fer pour les exercices 1949 et 1950, n^o 8216. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n^o 7645) de M. Ranaivo Jonah et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer d'urgence un secours au territoire et à la population de Madagascar pour les dégâts subis par la Grande Ile à la suite des cyclones des 14 janvier et jours suivants, n^o 8217. — Le 1^{er} avril 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 1203) tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, n^o 8249. — Le 21 mai 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1^o de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (n^o 4403) tendant à l'extension du régime des municipalités de plein exercice à certaines localités de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun ; 2^o de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n^o 5309) relative à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n^o 8522. — Le 15 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 9291) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, n^o 9466. — Le 2 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au

développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, n^o 10247. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, n^o 10426.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER : en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1951] (p. 7911); Chap. 1000 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réforme de l'administration outre-mer)* (p. 7915) Chap. 4010 : *Demande de rétablissement des crédits pour prestations et versements facultatifs, présentée par M. Jacquinot* (p. 7935, 7936); *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations et versements facultatifs (Mutuelle de la France d'outre-mer)* (p. 7936); ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Réduction du personnel, présentée par le Gouvernement)* [13 décembre 1951] (p. 9123); Chap. 1040 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services techniques, présentée par le Gouvernement* (p. 9126); Chap. 1090 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Bourses aux étudiants vietnamiens)* (p. 9126, 9127); Chap. 3000 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Services d'information)* (p. 9127, 9128); Chap. 3110 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 9128); Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions culturelles (Universités du Viet Nam), présentée par le Gouvernement* (p. 9129); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ;

Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à n'accorder que deux mois au Gouvernement pour réviser la S. N. C. F.* [4 janvier 1952] (p. 121); Art. 2 : *Réforme de la Sécurité sociale dans un délai de six mois* [5 janvier 1952] (p. 132, 133); *Son amendement tendant à prévoir une commission qui proposera un plan de réforme de la Sécurité sociale dans un délai de quatre mois* (p. 139); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un compte spécial du Trésor pour accorder des avances à la Sécurité sociale* (p. 154); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 18 : *Demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation, présentée par M. Marcel David* [2 juillet 1952] (p. 3427); Art. 22 : *Amendement de M. Gazier tendant à majorer les cotisations d'accidents du travail de 2,5 0/0 dans l'industrie et le commerce* (p. 3430); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur* [6 novembre 1952] (p. 4775); Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Poste de juriconsulte), présentée par le Gouvernement* (p. 4779); Chap. 3111 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de diffusion et propagande, présentée par le Gouvernement* (p. 4787); Chap. 3121 : *Demande de rétablissement des crédits pour les établissements d'enseignement présentée par le Gouvernement (Laboratoire de géologie)* [8 novembre 1952] (p. 4926, 4927); Chap. 3141 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel d'autorité présentée par le Gouvernement (Nombre des gouverneurs en service)* (p. 4927); Chap. 3151 : *Demande de rétablissement des crédits pour les magistrats présentée par le Gouvernement (Multiplication des magistrats outre-mer)* (p. 4929, 4930); *Amendement de M. Douala Manga Bell tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats (Magistrats à la charge de la métropole)* (p. 4930, 4931); Chap. 3161 : *Demande de rétablissement des crédits pour les terres antarctiques présentée par le Gouvernement (Expédition des îles Kerguelen)* (p. 4932); Chap. 3191 : *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités résidentielles (Indemnités des fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie)* (p. 4932); Chap. 3392 : *Amende-*

ment de M. Conombo tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux (p. 4933); Chap. 3413 : *Demande de rétablissement des crédits pour la radiodiffusion outre-mer (Radio Brazzaville)* (p. 4934); Chap. 3431 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de contrôle (Aménagement du laboratoire de Marseille)* (p. 4935); Chap. 3621 : *Office de la recherche scientifique outre-mer* (p. 4936); Chap. 3691 : *Demande de rétablissement des crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer présentée par le Gouvernement* (p. 4936, 4937); Chap. 4191 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions aux budgets locaux présentée par le Gouvernement (Subvention à Saint-Pierre et Miquelon)* (p. 4946, 4947); Art. 4 : *Demande de disjonction de l'article ratifiant la nouvelle réglementation douanière des territoires d'outre-mer présentée par M. Manceau* (p. 4950); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A; Chap. 3411 : *Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (Difficultés d'attribution du permis de construire)* [15 novembre 1952] (p. 5240, 5244); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à donner aux compagnies d'assurances une plus grande latitude pour leurs placements* [21 décembre 1952] (p. 6857); *Son amendement tendant à réaliser par décret l'égalité d'imposition pour les produits pétroliers nationaux et ceux importés* (p. 6900); *Son amendement tendant à fixer à 15 0/0 la taxe sur les primes d'assurance incendie pour les biens agricoles* (p. 6906); — d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer; en qualité de *Rapporteur pour avis : Coût de la réforme : 8 milliards; Sa demande au Ministre d'un projet d'ouverture de crédits* [2 juillet 1953] (p. 3217); *Son avis que l'article premier de la loi de finances est applicable* (p. 3223); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru (Défense du texte proposé à son initiative par la Commission des finances, vœu émis par l'Académie de médecine, primauté de l'intérêt général)* [7 juillet 1953] (p. 3327); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur : Observations préliminaires* [3 novembre 1953] (p. 4737 et

suiv) : en qualité de *Rapporteur* : *Constructions inutiles de Brazzaville* [23 novembre 1953] (p. 5418); Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Cout de la loi Lamine-Gueye sur les allocations familiales)* (p. 5425, 5426); *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale présentée par le Gouvernement (Office de la main-d'œuvre)* (p. 5445, 5446); Chap. 3131 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services administratifs présentée par le Gouvernement (Service des ports)* (p. 5447); Chap. 3431 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services administratifs présentée par le Gouvernement (Laboratoire des produits pharmaceutiques de Marseille)* (p. 5452); Chap. 3691 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses administratives de la Caisse centrale de la France d'outre-mer présentée par le Gouvernement (Réduction de personnel déjà faite)* (p. 5453, 5454); Etat B, Chap. 6820 : *Demande de rétablissement des crédits pour la subvention au Fonds commun de la recherche scientifique d'outre-mer présentée par le Gouvernement (Travaux superflus)* (p. 5455, 5456); — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Le système du crédit différé, les Building Sociétés en Angleterre et en Suisse)* [2 décembre 1953] (p. 5842, 5843); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : *Discussion générale (Permanence du déficit, réforme de la sécurité sociale, stagnation de la production, les charges sociales trop lourdes, les investissements insuffisamment productifs)* [13 décembre 1953] (p. 6702 et suiv.); Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article premier interdisant toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat présentée par M. Gosnat* (p. 6712); *Son amendement tendant à majorer en cas de besoin l'ensemble des impôts directs* (p. 6714); Art. 24 : *Amendement de M. Delcos tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* (p. 6741); Article additionnel : *Son amendement tendant à prolonger l'application de la loi réduisant les droits de fusion de sociétés* (p. 6743, 6744) *le retire* (p. 6744); — du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar : *Article additionnel de M. Ranaivo (Crédit de 650 millions de francs ajouté à la subvention au Gouvernement général*

de Madagascar pour permettre l'octroi aux victimes d'un troisième quart de leur indemnité) [19 février 1954] (p. 445); — de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 1^{er} : *Son amendement (Les présidents directeurs et directeurs généraux ne peuvent être considérés comme des salariés)* [4 mars 1954] (p. 648); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 8 : *Amendement de M. Halbout (Désurtaxation des salaires, reclassement obligatoire du personnel des entreprises faisant des investissements)* [26 mars 1954] (p. 1360); Art. 22 C : *Son amendement (Taxe sur les conventions d'assurance contre l'incendie)* [29 mars 1954] (p. 1389, 1390); *le retire* (p. 1390); Art. 41 : *Son amendement (Aménagement des plus-values des droits sociaux)* (p. 1412); Art. 45 : *Amendement de M. Coudray (Fixation du bénéfice de l'artisan fiscal auquel s'applique le taux réduit)* (p. 1429); Art. 95 *ter* : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer cet article relatif à la réduction des taux des taxes parafiscales* (p. 1438); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 4 : *Son amendement (Compagnies d'assurances françaises travaillant dans un état étranger)* [18 mai 1954] (p. 2477); Art. 5 *bis* : *Son amendement (Application d'un coefficient aux plus-values évaluées au 1^{er} janvier 1949)* (p. 2481); Art. 10 *quater* : *Son amendement (Taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés dont l'exercice était clos en 1953)* [25 mai 1954] (p. 2671); *Son article additionnel (Imposition sur les sociétés au titre des bénéfices de l'année 1953)* [24 juin 1954] (p. 3052); Art. 23 *septies* : *Son amendement (Extension de l'exonération aux encres d'imprimeries et aux matériels destinés aux travaux d'impression des journaux)* [6 juillet 1954] (p. 3215); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 1^{er} : *Son amendement (Création des communes de plein exercice et avis du Conseil d'Etat)* [8 juillet 1954] (p. 3359, 3360); *Amendement de M. Raingard (Création de communes de plein exercice sur la proposition du chef de territoire)* [7 août 1954] (p. 3988); Art. 2 : *Son amendement (Erection en communes de plein exercice des localités disposant de ressources propres suffisantes)* (p. 3989); Art. 3 : *Son amendement (Définition des localités susceptibles*

d'être érigées en communes de plein exercice) (p. 3991, 3993); Art. 4 : Son amendement (Limites territoriales des communes de plein exercice) (p. 3999); Art. 7 : Son amendement (Extension aux communes de plein exercice des textes législatifs applicables aux communes de la métropole) [12 août 1954] (p. 4115); Art. 28 : Son amendement (Recettes ordinaires fixées par l'Assemblée territoriale) (p. 4139); Ses amendements (Recettes ordinaires de la commune) (p. 4141); Art. 29 : Son amendement (Recettes extraordinaires des communes) (ibid.); Art. 30 : Son amendement (Dépenses ordinaires facultatives ou obligatoires) (p. 4142); Art. 30 : Son amendement (Traitements et salaires relatifs au personnel communal) [12 août 1954] (p. 4142); Son amendement (Dépenses afférentes à l'hospitalisation des malades) (p. 4142); Son amendement relatif à la voirie urbaine (p. 4142); Son amendement tendant à supprimer le 17^e et le 18^e alinéas de cet article (p. 4143); Art. 31 : Son amendement (Date de l'approbation du budget) (p. 4143); Art. 32 : Son amendement tendant à confier les fonctions de receveur municipal des communes aux agents spéciaux (p. 4144); Art. 33 : Son amendement tendant à supprimer cet article relatif au compte administratif du maire (p. 4144); Art. 34 : Son amendement (Extension du régime financier des communes de plein exercice aux nouvelles communes créées en application de la présente loi) (p. 4144); Art. 35 : Son amendement (Conditions dans lesquelles doivent être attribués les bourses et secours scolaires) (p. 4145); Ses amendements tendant à supprimer les articles 36 et 37 relatifs à la participation du budget local (p. 4145); Art. 40 : Son amendement (Inscription de la totalité des frais au budget du territoire) (p. 4146); Son amendement tendant à supprimer l'article 41 relatif au domaine public communal (p. 4146); Art. 42 : Son amendement (Réglementation des marchés des communes) (p. 4146); Ses amendements tendant à supprimer les articles 43, 44, 45, 46 relatifs à la voirie (p. 4147); Art. 47 : Son amendement (Contrôle du fonctionnement des communes) (p. 4147); Art. 49 : Son amendement (Contrôle de la Cour des Comptes) (p. 4148); Art. 62 : Son amendement (Extension des textes applicables à la métropole et aux communes de moyen exercice) (p. 4152); le retire (ibid.); Sa demande de disjonction de l'article 64 relatif à la réglementation des marchés des communes (p. 4152); Son

amendement tendant à supprimer l'article 65 relatif aux frais de mission et indemnité de fonction des maires et adjoints (p. 4152); Art. 66 : Son amendement (Suppression des communes de moyen exercice n'ayant pas de ressources financières suffisantes) (p. 4152); Art. 67 : Son amendement (Erection des communes mixtes actuelles en communes de moyen exercice) (p. 4153); le retire (ibid.); Son article additionnel (Réglementation des marchés des communes) (p. 4155); Art. 70 : Son amendement (Modalités d'application de la présente loi) [13 août 1954] (p. 4176); Son article additionnel (Equilibre des recettes et des dépenses de certaines communes) (p. 4176); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Etablissement d'un fonds national vieillesse, réformes de structure du risque maladie, intéressement des travailleurs à la productivité) [6 août 1954] (p. 3954); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Article unique : Son amendement (Contrôle de l'autofinancement) [13 août 1954] (p. 4193); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1954 : Ses explications de vote (Sort du personnel du service des poids et mesures) [16 novembre 1954] (p. 5072); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : Allusion à M. Chaband-Delmas, Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et ancien président de la compagnie chérifienne [17 novembre 1954] (p. 5135); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, en qualité de Rapporteur : Situation économique des territoires d'outre-mer, stabilisation du franc C. F. A., unification de la législation fiscale [16 décembre 1954] (p. 6412, 6413); Etat A Chap. 31-01 : Parité du franc C. F. A. (p. 6427); Unification des textes fiscaux (p. 6437); Amendement indicatif de M. Dicko (attachés de la France d'outre-mer) (p. 6443); Chap. 31-42 : Demande de réserve de M. Silvandre (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer) (p. 6446); Chap. 31-51 : Amendement indicatif de M. Senghor (Reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux) (p. 6449); Chap. 34-02 : Office de la main-

d'œuvre (p. 6454); Chap. 36-91 : *Suppression du contrôle de la caisse des dépôts et consignations* (p. 6456); Chap. 41-91 : *Amendement de M. Raingeard (Subvention au budget de Saint-Pierre et Miquelon)* (p. 6457); Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer* (p. 6461, 6462); Etat A, Chap. 31-01, 34-05 : *Cadre de l'administration générale* [17 décembre 1954] (p. 6484). — En deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Article additionnel de M. Mouchet (Industrie laitière et taxe sur la valeur ajoutée)* [27 janvier 1955] (p. 336); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, en qualité de Rapporteur, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Raingeard (Supplément de quatre dixièmes pour les cadres à vocation générale)* [3 mars 1955] (p. 991); Chap. 31-31 : *Amendement de M. Raingeard (Services administratifs de Bordeaux et Marseille)* (p. 994); Chap. 31-51 : *Amendements indicatifs de M. Raingeard (Traitements et voyages des magistrats)* (p. 997); Chap. 31-91 : *Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 997); Chap. 34-02 : *Amendement de M. Benoist (Office de la main-d'œuvre)* (p. 998, 999); Chap. 36-91 : *Amendement de M. Raingeard (Retraités résidant outre-mer)* (p. 999, 1000); Chap. 46-92 : *Bourses pour étudiants africains* (p. 1000); Etat B, Chap. 68-20 : *Amendement de M. Lenormand (Iles Wallis et Futuna, cinquantième du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides)* (p. 1002); Art. 2 bis : *Sa demande tendant à supprimer l'article (Répartition des crédits du F. I. D. E. S.)* (p. 1002); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, en qualité de Rapporteur suppléant : *Ampleur des réévaluations : en période de stabilité* [3 mars 1955] (p. 1003, 1004); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES :; *Article additionnel de M. de Sesmaisons (Droits à l'avancement et à la pension de retraite des officiers reçus au concours spécial d'entrée à l'E.N.A.)* [4 mars 1955] (p. 1108); Art. 34 : *Son amendement (Aménagement de la législation sur les cumuls*

en faveur des pensionnés et dégages des cadres chargés de famille) (p. 1111); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 40 : *Son amendement (Pension d'assurance vieillesse de certains conducteurs de véhicules routiers)* [15 mars 1955] (p. 1427); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 6 : *Prime de risque pour les goumiers de Tunisie* [19 mars 1955] (p. 1744); Art. 11 : *Son amendement (Exonération des frais d'hospitalisation en faveur du conjoint invalide et atteint d'une maladie incurable)* (p. 1750); *Son amendement (Taxes perçues pour la délivrance des cartes grises)* (p. 1755); le retire (ibid.); *Son amendement (Péréquation des patentes pour encourager l'installation d'industries dans les petites localités)* (p. 1756); le retire (ibid.); *Son amendement (Imposition des spectacles « Son et Lumière »)* (p. 1756); *Son amendement (Exonération fiscale des opérations portant sur les semences de céréales, rétroactivité de la disposition)* (p. 1759); Etat G : *Son amendement (Cotisation au profit de la Société professionnelle de terre cuite)* (p. 1775); *Son article additionnel (Prêts des sociétés d'assurances pour la construction dans les territoires d'outre-mer)* (p. 1780); le retire (p. 1781); *Son article additionnel (Droit préférentiel des actionnaires pour les augmentations de capital)* (p. 1781); de ce projet de loi en troisième lecture : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2879); Art. 25 : *Amendement de M. M. Grimaud (Droit préférentiel des actionnaires)* (p. 2889). — Dépose une demande d'interpellation sur l'obligation faite aux délégués sénatoriaux d'indiquer leur appartenance politique [12 mai 1955] (p. 2695). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 34 bis : *Son amendement (Possibilité pour les communes de plein et de moyen exercice d'emprunter auprès de la Caisse centrale de la France d'outre-mer)* [5 juillet 1955] (p. 3618); Art. 47 : *Son amendement (Faculté pour le chef de territoire de déléguer des pouvoirs de tutelle en matière financière aux chefs des circonscriptions)* (p. 3619); le retire (p. 3620); Art. 48 : *Son amendement tendant à rétablir cet article relatif au contrôle des municipalités* (p. 3620); le retire (ibid.);

Art. 53 : *Son amendement (Cas de dissolution des conseils municipaux)* (p. 3620); Art. 67 bis : *Son amendement (Possibilité d'emprunt des communes de moyen exercice)* (p. 3622); Art. 70 ter : *Son amendement (Conditions dans lesquelles une commune de moyen ou de plein exercice peut être supprimée par décret)* (p. 3623). = S'excuse de son absence [17 février 1953] (p. 1062), [9 novembre 1954] (p. 4824), [24 mai 1955] (p. 2955), [5 juillet 1955] (p. 3599), [27 juillet 1955] (p. 4316). — Obtient des congés [17 février 1953] (p. 1062), [9 novembre 1954] (p. 4824), [24 mai 1955] (p. 2955), [5 juillet 1955] (p. 3599), [27 juillet 1955] (p. 4316).

BURON (M. Robert), *Député de la Mayenne (M. R. P.)*.

Ministre de l'Information,

(Cabinet PLEVEN)

(du 11 août 1951 au 20 janvier 1952).

Ministre des Affaires économiques,

(Cabinet Edgar FAURE)

(du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952).

Ministre des Affaires économiques,

(Cabinet René MAYER)

(du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953).

Ministre de la France d'outre-mer,

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

(du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955).

Ministre des Finances,

des Affaires économiques et du Plan,

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

(du 20 janvier 1955 au 23 février 1955).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [21 juillet 1953] (**F. n° 280**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**); membre de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

suspendre l'application de toutes pénalités pour retard dans le paiement des impôts et des cotisations aux organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales en faveur des cultivateurs dont le bétail est atteint par la fièvre aphteuse, **n° 3798**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques, **n° 4168**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date la création de « Jeux de l'Union française » permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française, **n° 4402**. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 4985**. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant, en matière fiscale, à assimiler la profession d'aviculteur à la profession agricole, **n° 5127**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à réserver le versement de l'allocation spéciale pour frais de secrétariat aux députés dont les ressources sont essentiellement constituées par l'indemnité parlementaire, et à créer ultérieurement un véritable secrétariat parlementaire, ainsi qu'un service de documentation, dans les locaux de l'Assemblée Nationale, **n° 6953**. — Le 30 novembre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7112) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Enseignement technique, Jeunesse et Sports), **n° 7328**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mars 1954 la date d'application de la majoration de 10 0/0 aux sommes non versées au titre du premier acompte provisionnel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques exigible le 31 janvier 1954, **n° 7695**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à faciliter la construction de « logements d'urgence » et à en définir les conditions, **n° 7704**. — Le 10 août 1954, un projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales et industrielles dans

les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer, n° 9116. — Le 10 août 1954, un projet de loi tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière concernant les territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des Assemblées locales et arrêtés), n° 9117. — Le 26 août 1954, un projet de loi tendant à rendre applicables aux Etablissements français de l'Océanie certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 9190. — Le 26 août 1954, un projet de loi tendant à rendre applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 9191. — Le 31 août 1954, un projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, n° 9253. — Le 27 janvier 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de février 1955, n° 10005. — Le 31 janvier 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de février 1955, n° 10043. — Le 3 février 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-147 du 2 février 1955 qui porte modification du tarif des droits de douane d'importation, ainsi que suspension ou réduction des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 10083. — Le 4 février 1955, un projet de loi tendant à la ratification des décrets pris en application de la loi n° 54-809 du 14 août 1954, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 10118. — Le 18 février 1955, un projet de loi collectif d'ordonnancement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 ; 2° ratification de décrets, n° 10194.



Est nommé *Ministre de l'Information* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Giovoni tendant à promulguer le statut de la presse avant de modifier la loi de*

1881 [8 novembre 1951] (p. 7722) ; *Amendement de M. Nocher tendant à prévoir la désignation d'un co-directeur de publication non couvert par l'immunité* (p. 7725, 7726) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Censure cinématographique)* [13 décembre 1951] (p. 9166) ; Chap. 5000 : *Amendements de MM. Desson, Cagne et Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Gestion de l'agence France-Presse, son attitude politique)* (p. 9168 et suiv.) ; RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 030 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement d'emprunts (Faires expositions de Marseille et Tunis)* [19 décembre 1951] (p. 9328) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (Frais de perception de la taxe radiophonique)* (p. 9330 et suiv.) ; Chap. 1010 : *Service des émissions artistiques (Speakers)* (p. 9332) ; Chap. 1070 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services techniques (Primes de rendement)* (p. 9332) ; Chap. 1080 : *Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel d'outre-mer (Radiodiffusion en Algérie)* (p. 9333) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Vendroux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Retransmissions de théâtres subventionnés)* (p. 9333) ; Chap. 1100 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des collaborateurs occasionnels (Cachets des postes régionaux)* (p. 9334) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les informations (Statut des speakers)* (p. 9335) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Nocher tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité des commentateurs en faveur du Gouvernement)* (p. 9336, 9337) ; Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour dépenses d'entretien (Frais d'impressions)* (p. 9338, 9339) ; Chap. 3010 : *Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Développement de la télévision)* (p. 9341, 9342) ;

Chap. 3030 : *Contrat avec l'Agence France-Presse* (p. 9342) ; Chap. 4010 : *Amendement de Mme Galicier tendant à intituler le chapitre « Service social »* (p. 9356) ; Chap. 6130 : *Participation de la Radiodiffusion (Subventions à S.O.F.I.R.A.D. et Radio 51)* (p. 9357) ; Art. 2 : *Amendement de M. Loustau-Lacau tendant à affecter le cinquième des recettes à la télévision* (p. 9358, 9359) ; *Relèvement de la taxe radiophonique* (p. 9360, 9361) ; *Taux de la taxe radiophonique* (p. 9387, 9388) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9388) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Nécessité d'un statut pour France-Presse)* (p. 9362) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL en 2^e délibération : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9497, 9498). — Donne sa démission de *Ministre de l'Information* [17 janvier 1951] (p. 251). — Est nommé *Ministre des Affaires économiques* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Contreprojet de M. Degoutte tendant à étendre l'échelle mobile aux rentes viagères et à reprendre le texte voté par le Conseil de la République* [25 février 1952] (p. 874) ; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Camphin tendant à étendre l'échelle mobile aux pensionnés et retraités* (p. 880) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 2, Etat A, Chap. 5040 : *Encouragement à l'exportation* [26 février 1952] (p. 1009, 1010) ; *Amendement de M. Charpentier tendant à encourager aussi les exportations de produits agricoles* (p. 1010). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires économiques* [29 février 1952] (p. 1160).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prix imposés ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gazier tendant à appliquer la loi aux prix de marque* [20 juin 1952] (p. 3086) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur l'économie agricole non justiciable du régime libéral, la « concurrence sauvage » et la « concurrence loyale », l'historique de la législation sur les ententes, la nécessité des ententes dans les périodes de recession, les*

ententes techniques et commerciales, la charte de la Havane, les critiques juridiques du texte proposé) [24 juin 1952] (p. 3168 et suiv.). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux pénalités en matière de taxe sur le chiffre d'affaires [4 juillet 1952] (p. 3538). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat B, Chap. 4101 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Agence France-Presse* [31 octobre 1952] (p. 4657) ; FINANCES (Services financiers), Etat A, Chap. 3101 : *Direction de la Coopération économique (Commandes offshore)* [4 novembre 1952] p. 4705 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3112 : *Expansion économique à l'étranger (Direction des approvisionnements aux U.S.A.)* [14 novembre 1952] (p. 5154, 5155) ; Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Étude de la conjoncture économique)* (p. 5160) ; Chap. 4401 : *Subvention à l'Association française pour l'accroissement de la productivité* (p. 5162) ; Chap. 4412 : *Garanties de prix pour les exportations* (p. 5163) ; Chap. 4413 : *Demande de rétablissement des crédits pour le remboursement des charges fiscales aux exportateurs, présentée par le Gouvernement (Réduction progressive de l'aide)* (p. 5165) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1070 : *Amendement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Tribune des journalistes parlementaires)* [15 novembre 1952] (p. 5213) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur les inquiétudes devant la conjoncture économique, la politique économique de relance, le chômage partiel, le bilan de la Banque de France, l'attitude du groupe M.R.P. favorable au Gouvernement)* [9 décembre 1952] (p. 6071 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 6640 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique* [20 décembre 1952] (p. 6794) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le F.I.D.E.S. (Investissements*

insuffisants dans les départements d'outre-mer) (p. 6797). — Est nommé *Ministre des Affaires économiques* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes (Exercice 1952) : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Leenhardt* [29 janvier 1953] (p. 643). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation économique dans la région des Landes de Gascogne [17 mars 1953] (p. 1954 et suiv.). — Répond à une question de MM. Duquesne et Catrice, relative à la situation économique [20 mars 1953] (p. 2090 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur le remboursement des charges fiscales et sociales aux exportateurs)* [19 mai 1953] (p. 2773). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires économiques* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation : *Question préalable de M. Pierre André (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et douanes, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décrets)* [21 juillet 1953] (p. 3632, 3633); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Impossibilité d'appliquer à l'agriculture le libéralisme industriel du XIX^e siècle; Impossibilité actuelle d'un malthusianisme agricole (Accroissement automatique des rendements, grâce aux progrès déjà faits); Nécessité d'objectifs précis et préalables fixés à la production; Eloge du nouveau plan quadriennal élaboré par le Commissariat; Financement du stockage (Avec les excédents passés du Fonds de péréquation des importations); Politique cohérente d'exportation, ses chances, soutien financier nécessaire (Comptes E. F. A. C.); Revalorisation du pouvoir d'achat ouvrier; Problème juridique des tenures (Accaparement et cumuls) dû à la mauvaise application judiciaire des lois de 1946 et 1949; Problèmes de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles* [20 octobre 1953] (p. 4402 à 4406);

— du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION : Motion préjudicielle de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Publicité radiophonique)* [14 novembre 1953] (p. 5139); *AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Ses explications de vote sur l'ensemble (Institut national de la statistique)* [26 novembre 1953] (p. 5595); *COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ : Discussion générale (Notion de productivité, création du Commissariat le 25 mai 1953 sans création d'emplois)* [27 novembre 1953] (p. 5642); *Etat A, titre III : Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 francs les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* (p. 5647). — Pose à M. le Ministre de la Justice, une question relative à la politique à suivre en matière de concours de presse [21 mai 1954] (p. 2626, 2627). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Rappel au règlement de M. Malbrant (Déroulement du débat)* [8 juillet 1954] (p. 3355); *Statut des communes et choix des localités* (p. 3355, 3356); *Article premier : Sous-amendement de M. Malbrant (application de la loi à Madagascar)* [7 août 1954] (p. 3987); *Amendement de M. Raingeard (Création de communes de plein exercice sur la proposition du chef du territoire)* (p. 3988); *Art. 3 : Amendement de M. Burlot (Définition des localités susceptibles d'être érigées en communes de plein exercice)* (p. 3993); *Amendement de M. Apithy (Les localités à promouvoir en communes de plein exercice)* (p. 3994); *Amendement de M. Mailhe (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice)* (p. 3996); *Amendements de MM. Konaté et Dicko (Erection de Ségou en commune de plein exercice)* (p. 3997); *Amendement de M. Sanogo (Erection de Bouake, Grand-Bassam, en communes de plein exercice)* (p. 3998); *Renvoi en commission de l'article 3* (p. 3999); *Article additionnel de M. Raingeard (Mode d'élection des conseillers municipaux; double collège et collège unique)* (p. 4002); *Amendement de M. Delcos (Délais requis pour l'érection en*

communes de plein exercice et avis de l'assemblée territoriale; Erection en communes mixtes des chefs-lieux de territoires en A.E.F.) (p. 4410 et suiv.); Art. 5: *Amendement de M. Malbrant (Etablissement du sectionnement sur une base géographique)* (p. 4413); Art. 8: *Sous-amendement de M. Silvandre à l'amendement de M. Coffin (Faculté laissée aux gouverneurs de déléguer leurs pouvoirs aux chefs de cercle)* (p. 4416); Art. 9: *Amendement de M. Benoist (Direction des communes)* (p. 4416); *Explications de vote* [13 août 1954] (p. 4178). — Répond à une question de M. Liurette, relative au meurtre d'un indigène à Conakry [6 août 1954] (p. 3909). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives aux établissements français de l'Inde: *Propose le renvoi au 27 août (Retentissement de l'indépendance de l'Inde sur nos Etablissements, conversations en cours avec le Gouvernement indien)* [10 août 1954] (p. 4036, 4037); Prend part à la discussion: de ces interpellations: *Parallèle avec les établissements portugais, principe du referendum refusé par l'Inde, témoignages de loyalisme reçus, hommage à cette fidélité, impossibilité de toute résistance armée (Traités de 1763 et 1814), recours éventuel à l'O.N.U., négociations de Paris (Principe de la « consultation populaire » substituée au referendum, maintien du caractère préalable de celle-ci), reprise actuelle des pourparlers (« représentation populaire » éventuellement qualifiée pour exprimer le consentement), garanties à obtenir après transfert (maintien des établissements d'enseignement et hospitaliers, droits des fonctionnaires et retraités, diplômes universitaires, cours de la roupie, etc.), développement envisagé de contacts scientifiques franco-indiens* [27 août 1954] (p. 4352 à 4355); — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo: *Discussion générale (Sa confiance dans l'Afrique française)* [3 novembre 1954] (p. 4697); Art. 2: *Amendement de M. Charles Benoist (Composition du Conseil de Gouvernement)* (p. 4699); Art. 32: *Amendement de M. Malbrant tendant à retirer à l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières* (p. 4705); *Développement des institutions des différents territoires* (p. 4713). — Répond à une question: de M André-François Mercier, relative à la fabrication et vente du « stalinon » [12 novembre 1954] (p. 4941). —

de M. Valentino relative aux avantages accordés à des fonctionnaires d'origine métropolitaine dans les départements d'outre-mer [12 novembre 1954] (p. 4942). — Est entendu sur l'ordre du jour: *Date de discussion du budget de la France d'outre-mer* [17 novembre 1954] (p. 5142). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01: *Application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [16 décembre 1954] (p. 6419); *Réforme de la structure et de l'administration de la France d'outre-mer, décentralisation et intégration, conseils locaux et régionaux, suppression des services administratifs de Bordeaux et de Marseille, réorganisation des gouvernements généraux d'A.O.F. et d'A.E.F., groupes d'hygiène mobiles, indemnité de sujétion des administrateurs, problème social, inspecteurs du travail, Conseil supérieur de l'éducation de base outre-mer, subvention à Saint-Pierre et Miquelon, aide à l'exportation, développement des investissements, unification de la fiscalité, franc C. F. A., deuxième plan quadriennal* (p. 6430 à 6440); *Amendement indicatif de M. Bayrou (Reclassement du cadre de l'administration générale d'outre-mer, création du cadre des attachés)* (p. 6441, 6442); Chap. 31-21: *Amendement de M. Liurette (Réduction des crédits de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer)* (p. 6443); Chap. 31-23: *Amendement indicatif de M. Guissou (Instituts de médecine tropicale)* (p. 6443); Chap. 31-31: *Services administratifs de Marseille et Bordeaux* (p. 6444); Chap. 31-41: *Amendement de M. Raingeard (Prime de sujétion du personnel d'autorité, reclassement du personnel revenant d'Indochine)* (p. 6444, 6445); *Amendement indicatif de M. Senghor (Non-application du Code du travail outre-mer, prestations familiales des travailleurs agricoles)* (p. 6446); Chap. 31-42: *Amendement indicatif de M. Bayrou (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 6447, 6448); Chap. 31-51: *Amendement indicatif de M. Raingeard (Reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux)* (p. 6449); Chap. 31-91: *Amendement de M. Bayrou (Indemnité de résidence des fonctionnaires d'A. E. F.)* (p. 6450); Chap. 34-02: *Amendement indicatif de M. Dicko; demande de disjonction de M. Dumas (Application du*

Code du travail dans le secteur minier (p. 6452 et suiv.); *Amendement indicatif de M. Mamba Sano (Équipement des territoires d'outre-mer en postes téléphoniques et télégraphiques)* (p. 6453); Chap. 34-02 (réservé) : *Action de l'office de la main-d'œuvre* (p. 6460, 6461); Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien des postes de radiodiffusion d'outre-mer, demande de réserve de M. Silvandre* (p. 6454, 6455); Chap. 36-91 : *Amendement indicatif de M. Silvandre (Régime de bonification des fonctionnaires de la France d'outre-mer)* (p. 6455, 6456); *Suppression du contrôle de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 6456); Chap. 41-91 : *Réalisation des jeux de l'Union française* (p. 6457); *Amendement de M. Raingeard (Subvention au budget de Saint-Pierre et Miquelon)* (p. 6458); *Subvention au collège français de Pondichéry et situation de Pondichéry à la suite de l'accord franco-indien du 21 octobre 1954* (p. 6458, 6459); *Déroulement du débat* (p. 6459, 6462, 6465); Chap. 44-02 : *Subvention à l'Association nationale pour le développement du tourisme dans les territoires d'outre-mer* (p. 6459); Chap. 46-92 : *Réception des étudiants africains dans les familles françaises* (p. 6460); Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer* (p. 6462); Chap. 68-92 : *Amendement indicatif de M. Gaumont (Construction du cours normal de Macenta en Guinée forestière)* (p. 6463); *Enseignement dans les territoires d'outre-mer, port de Cotonou* (p. 6463, 6464); Chap. 68-94 : *Reconstruction du palais du gouverneur du Dahomey* (p. 6464); Chap. 60-80 : *Amendement indicatif de M. Liurette (Transporteurs de Nzérékoré)* (p. 6464); *Amendement indicatif de M. Renault (Crédit dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6464, 6465); Etat A, Chap. 31-01, 34-05 : *Cadre de l'administration générale* [17 décembre 1954] (p. 6484); Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* (p. 6485); *Amendement indicatif de M. Senghor (Entrée des Africains dans les classes parisiennes préparatoires aux grandes écoles)* (p. 6486); *Amendement indicatif de M. Charles Benoist (Code du travail et prestations familiales)* (p. 6488); *Amendement indicatif de M. Babet (Émigration réunionnaise à Madagascar, situation démographique des Antilles et de l'Algérie)* (p. 6489, 6490); *Amendements indicatifs de M. Joseph*

Dumas (Statut des inspecteurs et des contrôleurs du travail) (p. 6490); Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien et au fonctionnement des postes de radiodiffusion d'outre-mer* (p. 6492); Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Silvandre (Secrétaires des colonies)* (ibid.). — Est nommé *Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations ; Art. 2 : *Amendement de M. Linet (Heures indemnisées)* [28 janvier 1955] (p. 389); Art. 3 : *Amendement de M. Linet (Intégralité du salaire)*; lui oppose l'article premier de la loi de finances (p. 390); *Amendement de Mme Lefebvre (Indemnisation au taux du salaire minimum garanti)*; lui oppose l'article premier de la loi de finances (p. 390); *Amendement de M. Gautier (Concours des conseils généraux)* (p. 390); Art. 5 bis : *Amendement de M. Charles Benoist (Indemnisation des requis)* (p. 392); lui oppose l'article premier de la loi de finances (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Charles Benoist (Requis ou sauveteurs bénévoles malades ou accidentés)*; lui oppose l'article premier de la loi de finances (p. 392); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, ligne 3 : *Le tournant de l'agriculture, politique agricole d'expansion et fonds de garantie mutuelle, pouvoirs spéciaux* [28 janvier 1955] (p. 396, 398); Etat A, ligne 16 : *Amendement de M. Charpentier (Fonds de conversion de l'industrie et de l'agriculture)* (p. 399); ligne 18 : *Politique atomique de la France* (p. 400); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tricart (Petits exploitants et taxe pour le financement du fonds de garantie mutuelle)* (p. 401); Etat B, AGRICULTURE : *Fonds de garantie des graines oléagineuses, opérations beurre-colza* (p. 402, 403); FRANCE D'OUTRE-MER : *Autonomie du Ministère des Territoires d'outre-mer et Ministres intéressés au fonds de la recherche scientifique et technique d'outre-mer* (p. 409); Art. 2 : *Amendement de M. Mouton (Bénéfices de la loterie nationale et retraite des combattants de 1939-1945)*; lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 409); Art. 3 : *Amendement de Mme Grappe (Financement du fonds national d'adduction d'eau)* (p. 410); Etat D, ligne 2 : *Budget des prestations familiales agricoles*

(p. 418); ligne 26 : *Allocation vieillesse agricole* (p. 419); Art. 13 : *Prêts du fonds d'aménagement du territoire* (p. 421); Art. 19 : *Amenement de M. Minjot (Dépôts dans les caisses d'épargne)* (p. 421, 422); Art. 24 : *Amendement de M. Guy Petit (Taxation des salaires payés dans les établissements pénitentiaires)* (p. 423); Art. 24 ter : *Amendement de M. H.-L. Grimaud (Fonds de garantie automobile)* (p. 424); Art. 24 quater : *Article 17 de la Constitution* (p. 425); Art. 24 quinquies : *Amendement de M. Liautey (Taxe unique et publicité en faveur du bois)* (p. 426); Etat H : *Amendement de M. Lœvel (Modernisation du commerce)* (p. 427); *Prêts pour l'accroissement de la productivité* (p. 428); Art. 38 : *Amendement de M. Charpentier (Carburants pour l'agriculture)*; lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 430); Art. 40 : *Crédits pour les petits cheminots* (p. 430, 431); Art. 41 : *Amendement de M. de Tinguy (Fonds routier et tranche vicinale)*; lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 431); Art. 42 : *Amendement de M. Barthélemy (Fonds routier et ponts à reconstruire)*; lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 432); Art. 44 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Travaux routiers urbains et Parlement)* (p. 433); Art. 24 quater : *Financement de ses dispositions* (p. 440); *Amendement de M. David (Affaires pendantes devant les juridictions contentieuses, principe de non-rétroactivité, équilibre entre les*

deux écoles) (p. 440, 441); *Article 48 du Règlement et troisième alinéa* (p. 441); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Absence de M. Ulver, vote d'un douzième provisoire et interpellations sur la politique générale du Gouvernement* [31 janvier 1955] (p. 509); *Chiffres du budget de la Radiodiffusion* (p. 509); *Inscription du budget de la Radiodiffusion à l'ordre du jour, affaire Sofrad-Radio Monte-Carlo* (p. 511); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Importance des explications du Gouvernement* [31 janvier 1955] (p. 542, 543); *Motions préjudicielles et discussion au fond, retraités, remise en ordre de la fonction publique, engagement pour un plan, effort encore possible, impasse budgétaire, lettre rectificative* [1^{er} février 1955] (p. 565 à 568). — Donne sa démission de *Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7222), [1^{er} mars 1955] (p. 902), [28 mars 1955] (p. 2013). = Obtient des congés [31 décembre 1953] (p. 7222), [1^{er} mars 1955] (p. 902), [28 mars 1955] (p. 2013).

ASSEMBLÉE
NATIONALE

NUMELEX

C

CACHIN (M. Marcel), *Député de la Seine*
(2^e secteur) (C).

Président d'âge.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux économiquement faibles une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de vente du gaz, de l'eau et de l'électricité, **n° 2415**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les porteurs médaillés des halles centrales de Paris de la taxe proportionnelle et des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 4138**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à instituer un régime spécial de majoration des rentes viagères de l'Etat constituées avant l'année 1915, **n° 4401**. — Le 5 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au bénéfice de la réunion des théâtres lyriques nationaux, la totalité de la subvention votée le 19 décembre 1951, par l'Assemblée Nationale, **n° 4610**. — Le 27 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une avance de trésorerie de 150 millions à l'entreprise S. I. O. P. (ex-Rosengart)

en vue d'en permettre la remise en activité et d'assurer du travail aux 1.400 ouvriers, employés et cadres aujourd'hui sans emploi, **n° 4878**. — Le 13 janvier 1953, une allocution, **n° 5269**. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945 agents de tous les grands services publics et concédés autres que fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, **n° 5698**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites du personnel de l'Etat et des services publics, **n° 6807**. — Le 12 janvier 1954, une allocution, **n° 7603**. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 portant réglementation des Halles centrales de Paris, **n° 7635**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux préfets et aux commissaires de police des instructions impératives afin qu'aucune expulsion de locataires d'immeubles d'habitation ou d'hôtels meublés ne puisse avoir lieu pendant les mois d'hiver, **n° 7684**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à laisser à la disposition des établissements scolaires et sportifs le terrain de l'ancien parc des sports André Rondenay, sis à Paris quai de Passy, et à édifier la maison de la

Radio sur un autre emplacement, n° 9269. — Le 1^{er} décembre 1954, une proposition de loi tendant à la majoration des assurances dotales servies par la Caisse nationale d'assurances sur la vie et par les compagnies d'assurances, n° 9623. — Le 11 janvier 1955, une allocution, n° 9865. — Le 4 octobre 1955, une allocution, n° 11480.

Interventions :

Préside la séance du 13 janvier 1953, en qualité de *Doyen d'âge* [13 janvier 1953] (p. 57). — Déclare ouverte la session annuelle de 1953 [13 janvier 1953] (p. 57). — Son allocution à l'Assemblée Nationale : *Dangers du chômage, la trop grande importance des dépenses militaires, la guerre d'Indochine, le réarmement de l'Allemagne, l'application de la loi Mac Carran, le Congrès de la paix de Vienne et le maintien de l'alliance franco-soviétique conclue en 1944* [13 janvier 1953] (p. 58, 59). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : *Son amendement relatif aux rentiers voyageurs de l'Etat ayant souscrit avant 1915* [5 mars 1953] (p. 1614). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à la discussion prochaine des rapports de MM. Meck et Fouyet sur les vieux travailleurs et les allocations de chômage* [13 octobre 1953] (p. 4216, 4217). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture arbitraire des théâtres nationaux et la rupture de contrat qui en découle [22 octobre 1953] (p. 4454). — Préside en qualité de *Doyen d'âge* la première partie de la séance du 2 janvier 1954 (p. 44). — Déclare ouverte la session annuelle de l'Assemblée Nationale pour 1954 [12 janvier 1954] (p. 44), et prononce l'allocution d'usage : *Observations sur : la décadence prétendue de la France, le mécontentement général et qualifié issu d'un niveau de vie insuffisant, les perspectives encourageantes de l'évolution internationale, le problème artificiel de l'unité européenne, et celui du colonialisme, aujourd'hui condamné (Indochine), le traité franco-soviétique de 1944 (évocation de la séance du 21 décembre 1944, paroles prononcées par M. Georges Bidault et le général de Gaulle)* (p. 42, 43, 44). — Proclame élu président M. Le Troquer (p. 44, 45). — Préside, en qualité de *Doyen d'âge*, la séance du 11 janvier

1955 (p. 4). — Déclare ouverte la session annuelle de l'Assemblée Nationale pour l'année 1955 [11 janvier 1955] (p. 4) et prononce l'allocution d'usage (p. 2). — Proclame élu président de l'Assemblée Nationale M. Pierre Schneiter [11 janvier 1955] (p. 5). — Préside, en qualité de *Doyen d'âge*, la séance du 4 octobre 1955] (p. 4753). — Déclare ouverte la session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1955-1956 [4 octobre 1955] (p. 4753) et prononce l'allocution d'usage (4754, 4755). — Proclame élu président de l'Assemblée Nationale M. Pierre Schneiter [4 octobre 1955] (p. 4756).

CADI (M. Abdelkader), Député de Constantine (1^{re} Circonscription, 2^e Collège) (U.D.S.R.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). — Est nommé : vice-président de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (F. n° 7); membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278); et secrétaire de cette Commission [22 juillet 1953] (F. n° 281). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juillet 1954] (F. n° 406).

Dépôts :

Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux agriculteurs des régions du département de Constantine, dont les récoltes de céréales ont été en totalité détruites par les gelées et la sécheresse alternées, une aide complétant celle qui leur a été accordée par l'Assemblée algérienne, n° 782. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collège et celle du deuxième collège, n° 835.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les récents événements de Tunisie [22 janvier 1952] (p. 287); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Souveraineté du Bey et note française du 15 décembre 1951* (p. 289, 290). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de l'échelle mobile)* [9 avril 1952] (p. 2044). — Dépose une demande d'interpellation sur le malaise qui sévit en Algérie [6 juin 1952] (p. 2700). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [10 juin 1952] (p. 2782). — Dépose une demande d'interpellation sur les tragiques incidents qui se sont déroulés le 14 juillet 1953 à Paris [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Manque de sang-froid de la police, les sept morts en résultant* (p. 3505, 3515); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Conseils généraux en Algérie)* [18 mai 1954] (p. 2491). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2533). — Dépose une demande d'interpellation sur la police du Gouvernement en Tunisie et au Maroc [26 août 1954] (p. 4256); la développe : *Hommage de l'opinion musulmane au Président Mendès-France et sévère critique de ses prédécesseurs (Insubordination des proconsuls, note « brutale et maladroite » de M. Schuman du 15 décembre 1953); Lourdes erreurs commises au Maroc (Déposition du Sultan, violation du sanctuaire de Moulay-Idriss, illusion du Berbérisme, ciment de l'Islam); Manifestations factices montées par une Administration irresponsable, et « calme apparent » commandé par les mouvements nationaux; Impossibilité de traiter avec le « mannequin » Ben Arafa* [26 août 1954] (p. 4285 à 4287). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français : *Intervention de l'ordre du jour* [31 août 1954] (p. 4502). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements en Algérie [12 novembre 1954]

(p. 4945); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *« Faire cesser la répression..., donner satisfaction à la population musulmane... »* [12 novembre 1954] (p. 4964). = S'excuse de son absence [6 novembre 1951] (p. 7662), [29 octobre 1952] (p. 4561), [30 octobre 1953] (p. 4694), [15 novembre 1954] (p. 4984). = Obtient des congés [6 novembre 1951] (p. 7662), [29 octobre 1952] (p. 4561), [30 octobre 1953] (p. 4694), [15 novembre 1954] (p. 4984).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [13 janvier 1955] (p. 59).

CADI (M. Ali), Député de Constantine (U.D.S.R.).

Son élection est validée [8 novembre 1955] (p. 4912). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [18 octobre 1955] (F. n° 571).

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord, notamment en Algérie [23 juin 1955] (p. 3247). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Le problème algérien; misère, répression, perspectives d'avenir* [28 juillet 1955] (p. 4423 à 4425); — d'interpellations sur l'Algérie : *Répression, motion du deuxième Collège, impossibilité de toute politique d'intégration, personnalité du peuple algérien* [12 octobre 1955] (p. 5054, 5055); *Motion des élus du deuxième Collège* [13 octobre 1955] (p. 5085, 5086). = Donne sa démission de député [8 novembre 1955] (p. 5500).

CAGNE (M. Jean), Député du Rhône (1^{re} Circonscription).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, traitements, retraites et pensions, n° 98. — Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les orages de grêle qui se sont abattus sur des communes du Rhône, n° 188. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à dégager un crédit de 380 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des tramways de Lyon et de Bordeaux, servies par les caisses des régimes particuliers homologués en dérogation de la loi du 22 juillet 1922, n° 2021. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement du Rhône, n° 2025. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Savoie, n° 2106. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à créer en 1952 au moins 150 postes d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Rhône et 80 postes au moins à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, n° 2732. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours d'urgence de 100 millions de francs aux sinistrés des orages de grêle qui se sont produits dans le département du Rhône; 2° à exonérer les sinistrés des impôts de 1952; 3° à allouer aux communes sinistrées des subventions pour pertes de recettes, n° 4242. — Le 12 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 en vue de faire bénéficier de l'allocation spéciale les personnes relevant d'une organisation autonome d'allocations de vieillesse ou d'un régime vieillesse de sécurité sociale jusqu'à concurrence du montant de l'allocation vieillesse aux vieux travailleurs salariés, n° 6730. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à interdire toute expulsion des locataires domiciliés dans des immeubles construits sur les terrains appartenant aux hospices civils de Lyon et à étendre les dispositions des lois des 1^{er} sep-

tembre 1948 et 30 juin 1926 aux propriétaires de constructions établies sur terrain d'autrui et tous les occupants de leur chef, n° 6731. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder au personnel du corps des sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 7130 rectifié. — Le 31 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer d'urgence le décret prévu à l'article 5 de la loi n° 53-318 du 15 avril 1953 en vue de majorer dans les mêmes conditions que les rentes viagères le montant des livrets de « Domaine-Retraite », n° 8210. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de loi tendant à instituer un statut démocratique de la Radiodiffusion et Télévision françaises, n° 8254. — Le 3 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer l'indice 250 aux stagiaires des centres pédagogiques, n° 10091. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à affecter les crédits nécessaires afin d'achever la construction et l'équipement du Centre régional anti-cancéreux de Lyon, n° 10655. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instituer diverses mesures en vue de venir en aide aux travailleurs mis en chômage par suite des dégâts occasionnés par l'orage de grêle qui s'est abattu, le 27 août 1955, sur la région lyonnaise, n° 11488.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine (3^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5893). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (*Ses observations sur l'insuffisance de la loi*) [20 septembre 1951] (p. 7525, 7526); — du projet de loi modifiant la loi sur la presse, Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif au recouvrement des amendes* [8 novembre 1951] (p. 7733); *Son amendement relatif au recouvrement d'amendes résultant de poursuites engagées par des ministres ou des députés* (p. 7734). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification d'un vote*) [19 décembre 1951] (p. 9386). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonc-

tionnement des services civils en 1952; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Orientation des informations de l'agence France-Presse)* [13 décembre 1951] (p. 9167, 9168); **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION**, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Contractuels titularisés)* [19 décembre 1951] (p. 9329, 9330); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les informations (Statut des speakers)* (p. 9335); le retire (*ibid.*); Art. 2 : *Taux de la taxe radiophonique* (p. 9387, 9388) : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Politique partisane de la radio)* (p. 9389). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'arrêté d'expulsion frappant un habitant de Givors [4 juillet 1952] (p. 3536). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur le chômage dans l'industrie textile* [8 juillet 1952] (p. 3654). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative aux articles remis par certaines personnalités à l'agence France-Presse [11 juillet 1952] (p. 3895). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 1010 : *Inspection générale (Propagande anti-communiste faite à la radio)* [15 novembre 1952] (p. 5209); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les émissions artistiques (Parité des salaires entre les musiciens de province et de Paris)* (p. 5210); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Convention collective d'emploi des speakers)* (p. 5210, 5211); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Emission de M. Sainderichain)* (p. 5212); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Œuvres sociales et cantines)* (p. 5220). — Dépose une demande d'interpellation : sur les responsabilités indéniables des services ministériels lors de l'attaque du fourgon postal, le 18 janvier à Lyon [14 janvier 1953] (p. 81); — sur la fermeture de l'arsenal de Saint-Priest (Rhône) [24 février 1953] (p. 1293). — Prend part à la discussion d'une

proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République; Art. 6 : *Procédure de dépouillement des votes* [28 mars 1953] (p. 2547). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les opérations de dépouillement du scrutin dans la ville de Lyon [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Guyot condamnant la politique du Gouvernement et demandant l'abrogation des décrets-lois, la levée des sanctions pour faits de grève et la hausse du salaire minimum garanti (Nécessité de passer des promesses aux actes en faveur du prolétariat)* [9 octobre 1953] (p. 4192). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation de la S.N.E.P. et les scandales prétendus [15 octobre 1953] (p. 4293). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION** : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion et à rapporter la hausse de la redevance des postes récepteurs (Poste d'émission de Lyon, émissions de propagande anticommuniste)* [14 novembre 1953] (p. 5126, 5127); Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les speakers (Traitements des speakers de province)* [8 décembre 1953] (p. 6307); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 8 millions les crédits pour le matériel des émissions d'information (Œuvres sociales)* (p. 6311); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant le financement de la télévision grâce à la majoration de la taxe radiophonique* [9 décembre 1953] (p. 6333, 6334); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.500 francs la taxe radiophonique afin d'exonérer les vieillards pensionnés ou allocataires et ceux ne payant pas de surtaxe progressive sur le revenu* (p. 6339); *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6784); Art. 6 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à fixer à 1.450 fr. par an la redevance radiophonique avec les exemptions déjà prévues* (p. 6786, 6787); Etat A, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités des services techniques (Extension de la prime de rendement)* (p. 6791); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Cantines*

et colonies de vacances du personnel) (p. 6792); Ses explications de vote sur l'ensemble (Majoration excessive de la redevance radiophonique) (p. 6796); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Motion préjudicielle de M. Alphonse Denis tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux et à proroger la législation existante* [15 décembre 1953] (p. 6824). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'utilisation de la taxe radiophonique à des fins de propagande gouvernementale [26 février 1954] (p. 573); — sur l'exercice « d'opération en surface » simulant l'attaque du poste-émetteur Lyon-Tramoyes qui provoqua des dégâts considérables chez des particuliers [16 mars 1954] (p. 887). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉPENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui concerne la vente de l'établissement de Saint-Priest)* [19 mars 1954] (p. 1073); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Intervention de M. Grenier en 1947 sur les lenteurs d'application de la loi du 11 mai 1946, définition du journaliste par Gabriel Peri, restitution des biens de presse aux anciens collaborateurs, décrets de grâce pris par le Président de la République, déclarations de M. P.-H. Teitgen sur la presse collaboratrice et le réarmement de l'Allemagne, politique de collaboration « européenne »)* [7 mai 1954] (p. 2195 et suiv., 2200); *Sa demande de renvoi de la discussion* (p. 2201); Art. 2 : *Attribution des biens de presse : Son amendement (Contrats de location et d'impression)* (p. 2218); *Son amendement (Composition de la commission de répartition des biens de presse)* (p. 2218); Art. 4 : *Son amendement (Etablissement du plan de répartition, attributions en propriété et contrats de location)* (p. 2226); Art. 7 : *Son amendement (Forme d'attribution choisie)* (p. 2229); Art. 8 : *Son amendement (Modalités d'attribution en propriété ou en jouissance)* (p. 2229); Art. 10 : *Son amendement (Fixation du prix des biens attribués d'après la valeur locative)* [11 mai 1954] (p. 2300); *Reprend l'amendement de M. Boutbien (Fixation du prix des biens attribués d'après la valeur vénale de liquidation)* (p. 2302); Art. 20 : *Son amendement tendant à*

tenir compte des sanctions pénales administratives et professionnelles [20 mai 1954] (p. 2544); Art. 24 : *Son amendement (Suppression de l'article sur la validation des décrets d'application de la loi du 11 mai 1946)* (p. 2548); *Son amendement tendant à remplacer la date prévue pour la publication de la présente loi par celle du 1^{er} janvier 1952* (p. 2549); Art. 29 : *Son amendement (Aliénation des biens transférés par la S.N.E.P.)* (p. 2553); *Ses explications de vote (Rapport Jouany et mesures favorables à la presse qui ferait ratifier la C. E. D.)* (p. 2558); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-44 : *Son amendement indicatif (Personnel des centres d'apprentissage)* [14 décembre 1954] (p. 6325); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, *Discussion générale : Vanité de toute négociation avec l'U.R.S.S. sur l'Allemagne après ratification des Accords, fût-ce même « avant leur application », forces pacifiques existant en Allemagne (Syndicats, socialistes, Mouvement de la paix), impossibilité juridique et pratique du réarmement allemand sans la France, défense de la note soviétique de mars 1952 (Allemagne réunifiée et neutralisée dans les frontières de Potsdam, réarmement partiel et contrôlé); Crise provoquée en France par la politique économique pro-allemande, scandaleux accord culturel du 23 octobre dernier (Atteinte à la laïcité, révision des manuels scolaires), dénonciation éventuelle de l'Accord franco-soviétique (Responsabilités françaises), appels lancés par diverses organisations, délégations populaires au Palais-Bourbon* [22 décembre 1954] (p. 6778 à 6780); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : *Contrat Radio - Monte - Carlo — Europe I ; M. Ulver et les intérêts particuliers en matière de radiotélévision, information des Ministres sur les Accords entre la Société sarroise de radio et M. Michelson ; M. Piette, la S.C.A.N. et la Société « Radio-Industrie » ; La propagande d'Europe I* [17 mars 1955] (p. 1586, 1587); Etat A, Chap. 00-10 : *Absence de communistes dans la sous-commission des finances* (p. 1592); *Redevance des auditeurs et partialité des émissions, équipement, personnel, publicité* (p. 1604, 1605); Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Inspection générale)* (p. 1613); *le retire* (ibid.); Chap. 10-30 : *Son amendement indicatif (Prime*

de rendement) (p. 1616); Chap. 40-10 : *Amen-
dement indicatif de M. Gravoille (Œuvres so-
ciales)* (p. 1627). — Pose à M. le Président du
Conseil, une question relative aux retenues
opérées sur les émoluments pour arrêt de
travail [27 mai 1955] (p. 3100).

CAILLAVET (M. Henri), *Député du Lot-et-
Garonne. (R. R. S.)*

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer
(Cabinet René MAYER)
du 14 janvier 1953 au 28 juin 1953.

*Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques
et au Plan*
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954.

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 3 septembre 1954 au 20 janvier 1955.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 20 janvier 1955 au 25 janvier 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951]
(p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la
Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet
1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de
la Commission des territoires d'outre-mer
[17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954]
(F. n° 341), [8 mars 1955] (F. n° 504) ; de la
Commission du suffrage universel, des lois
constitutionnelles, du règlement et des pétitions
[19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commis-
sion de la production industrielle [7 février
1955] (F. n° 496). — Est désigné par la Com-
mission des territoires d'outre-mer pour faire
partie : de la sous-commission chargée de suivre
et d'apprécier la mise en œuvre de la conven-
tion de coopération économique européenne et
du programme de relèvement européen [21 sep-
tembre 1951] (F. n° 46) ; de la commission de
coordination pour l'examen des problèmes
intéressant les États associés d'Indochine
[25 mai 1954] (F. n° 391). — Est nommé par
la Commission des territoires d'outre-mer
membre de la commission de coordination pour
l'examen des problèmes intéressant les États
associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de réso-
lution tendant à inviter le Gouvernement à
fixer d'urgence le prix du blé pour la récolte
1951 à un prix rémunérateur, n° 141. — Le
24 juillet 1951, une proposition de résolution
tendant à inviter le Gouvernement à attribuer
immédiatement un secours de 100 millions de
francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue
le 14 juillet 1951 dans le département du Lot-
et-Garonne, n° 267. — Le 24 juillet 1951, une
proposition de loi tendant à abroger les dispo-
sitions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'ar-
ticle 10 de la loi du 27 septembre 1946 concer-
nant le renouvellement des membres de
l'Assemblée de l'Union française élus par les
représentants de l'Assemblée Nationale, n° 273.
— Le 27 juillet 1951, une proposition de loi
modifiant et complétant l'ordonnance du 29 no-
vembre 1944 concernant la réintégration des
magistrats, fonctionnaires et agents civils et
militaires révoqués, mis à la retraite d'office,
licenciés ou rétrogradés, n° 336. — Le 6 no-
vembre 1951, une proposition de loi tendant à
élargir la garantie accordée aux cultures de
tabac contre les avaries de force majeure,
n° 1267. — Le 14 décembre 1951, une propo-
sition de loi tendant à modifier les textes du
Code civil relatifs aux régimes matrimoniaux
et comportant l'institution du régime de parti-
cipation aux acquêts comme régime légal de
droit commun, n° 2016. — Le 21 décembre
1951, un rapport, au nom de la Commission
des territoires d'outre-mer, sur l'avis donné par
le Conseil de la République sur le projet de loi
adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa
première législature) tendant à rétablir dans les
territoires d'outre-mer, au Cameroun et au
Togo, l'article 248 du Code pénal dans le texte
arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la
remise ou la sortie irrégulière de sommes
d'argent, correspondances ou objets quelconques
destinés aux détenus ou provenant des détenus,
n° 2149. — Le 7 février 1952, une proposition
de résolution tendant à inviter le Gouverne-
ment à accorder un secours d'urgence
aux personnes sinistrées par les inondations
dans le département de Lot-et-Garonne,
n° 2523. — Le 6 mars 1952, une proposition de
résolution tendant à inviter le Gouvernement
à engager, dans les meilleurs délais, toutes
actions nécessaires pour permettre l'accession

de l'Etat protégé de Tunisie au statut d'Etat associé, membre de l'Union française, n° 2873. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 29 mars 1949 réglementant la fabrication et la vente de crèmes glacées, n° 3440. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'extrême urgence aux victimes de l'ouragan qui a sévi le 15 juin dernier dans le département du Lot-et-Garonne, n° 3756. — Le 14 novembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre la constitution de sociétés comprenant des époux au nombre des associés, n° 4759. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1934 relative à la protection des produits laitiers en vue de la rationalisation de l'emploi du mot « crème » et ses dérivés sans porter préjudice aux produits laitiers, n° 4859. — Le 27 novembre 1952, un rapport, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1212) relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations minières productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, n° 4882. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder la liberté d'affiliation à une caisse de retraite autonome ou d'Etat aux travailleurs de toutes catégories, n° 6905. — Le 19 novembre 1953, une proposition de loi tendant à financer un fonds national d'allocation de vieillesse artisanale, n° 7213. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier la composition du Conseil Economique et la durée du mandat de ses membres, n° 7677. — Le 14 mai 1954, une proposition de loi tendant, dans le cas d'exploitation à métagage, à fonder les mesures de blocage et de prestations d'alcool, pour l'assainissement du marché du vin, non sur la totalité récoltée dans l'exploitation, mais sur la part revenant à chacun des contractants, n° 8465. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 29 de la loi de finances n° 53-1308 du 31 décembre 1953 relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, n° 8560. — Le 9 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 octobre 1954 la date d'exigibilité des impôts émis en 1954, n° 8607. — Le 10 juin 1954, une proposition

de loi tendant à la création d'une caisse de crédit en vue de l'orientation et de l'équipement individuel de la petite et moyenne culture, n° 8625. — Le 17 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier dans les plus brefs délais les statuts des personnels de police et à prendre les mesures nécessaires pour que cesse la disparité des rémunérations entre les agents de la Police municipale et les fonctionnaires de la Sûreté nationale, n° 8672. — Le 8 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision du 3^e alinéa de l'article 3 de la Constitution en vue de permettre la consultation du peuple français par référendum en matière électorale, n° 11572. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer et à organiser une armée de métier de l'Union française, n° 11688.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de Constantine (3^e circonscription, 2^e collège) [2 août 1951] (p. 6183). Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (3^e circonscription, 2^e collège) : en qualité de *Rapporteur* [10 août 1951] (p. 6311). — Dépose une demande d'interpellation : sur la composition du Gouvernement et la politique qu'il se propose de suivre en Tunisie [22 janvier 1952] (p. 287); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Arrestation de M. Bourguiba, leader du Néo-Destour* (p. 288, 289); — sur l'indemnisation des sinistrés de Lot-et-Garonne [25 février 1952] (p. 860); — sur la politique du Gouvernement en Tunisie [27 mai 1952] (p. 2440); la développe : *Ses observations sur la nécessité de respecter les promesses faites en Tunisie, la médiation américaine, la propagande de la Ligue arabe, la plainte déposée devant l'O.N.U.* [19 juin 1952] (p. 3045 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Titre III : *Son amendement tendant à supprimer les articles concernant le tribunal national des ententes* [26 juin 1952] (p. 3252, 3253); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi pour avis à l'Assemblée de*

l'Union française présentée par M. Coste-Floret [27 juin 1952] (p. 3302, 3303); *Discussion générale (Ses observations sur l'adoption de son amendement par la Commission)* (p. 3308); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à inclure parmi les conseillers renouvelables les membres élus par l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République* (p. 3334); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4800 et suiv.); Art. 18 : *Demande de rétablir l'article autorisant les syndicats à acheter ce qui est nécessaire aux membres, présentée par M. Aujoulat* [22 novembre 1952] (p. 5474); Art. 38 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation d'un contrat* (p. 5483, 5484); Art. 69 : *Son amendement tendant à disjoindre l'alinéa relatif à la réunion d'une commission mixte et à l'appréciation du caractère représentatif des syndicats* (p. 5490, 5491); Art. 72 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à l'extension au territoire d'accords collectifs* (p. 5493, 5494); Art. 74 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la réglementation des conditions de travail par arrêté du chef du territoire* (p. 5494, 5495); Art. 88 : *Son amendement tendant à définir la famille du travailleur en la limitant à la femme et aux enfants* (p. 5496); Art. 109 : *Sous-amendement de M. Benoist relatif au taux de majoration pour les heures supplémentaires* (p. 5504); Art. 134 : *Amendement de M. Silvanre relatif au délai donné au travailleur pour la déclaration d'accident* (p. 5523); Art. 149 : *Amendement de M. Silvanre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail* (p. 5530); Art. 168 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'Office central de la main-d'œuvre et des offices locaux* (p. 5535); Art. 227 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5546, 5547); Art. 228 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République favorisant le développement des œuvres sociales des entreprises* (p. 5549); Art. 227 : *Régime provisoire des prestations familiales dans les*

territoires d'outre-mer (p. 5551) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5555); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, *Question préalable opposée par M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet Minh)* [19 novembre 1952] (p. 5384); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale (Ses observations sur le problème chinois, la réforme agraire en Indochine, les problèmes de la guerre dans les deltas et dans la jungle, l'enrôlement des Japonais)* [19 décembre 1952] (p. 6649 et suiv.) — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6890 : *Subvention au F.I.D.E.S.* [5 février 1953] (p. 951). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député.

Dépose une demande d'interpellation : sur la nécessité de revaloriser les produits agricoles en suspendant toutes importations de choc [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : *Distorsion des prix de gros et de détail, source première du malaise paysan causée elle-même par l'« existence d'un marché central truqué » (Halles) et l'alignement automatique des prix provinciaux sur les siens, palliatifs immédiats (Etalement des importations, soutien aux exportations) et mesures à long terme (Réorganisation des Halles, équipement agricole, vulgarisation des techniques nouvelles, rénovation du crédit agricole)* [15 octobre 1953] (p. 4298, 4299); — sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3131 : *Amendement de M. Quinson tendant à rétablir les crédits pour la protection civile (Insuffisance des crédits)* [8 décembre 1953] (p. 6286, 6287). — Dépose une demande

d'interpellation sur la fixation du prix du tabac [28 décembre 1953] (p. 6894); la développe : *Majoration du prix du tabac unanimement réclamée* [28 décembre 1953] (p. 6895). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 3 : *Son amendement (Régime applicable aux producteurs vendant au détail des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée)* [26 mars 1954] (p. 1334); le retire (p. 1335); — d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Déroulement du débat)* [9 avril 1954] (p. 2020). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques et au Plan* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Laborbe relative au remboursement de charges fiscales [25 juin 1954] (p. 3090); — de M. Valabrègue relative à l'exportation des cuirs et peaux bruts [25 juin 1954] (p. 3090). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Coordination économique entre la France et l'Union française)* [6 août 1954] (p. 3960). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Mendès-France) [25 janvier 1955] (*J. O.* du 26 janvier 1955, p. 931) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Expansion économique, prolétarisation des petits commerçants, exode rural, reconversion par la décentralisation, régime forfaitaire d'imposition)* [29 mars 1955] (p. 2043, 2044); — d'interpellations sur l'Algérie : *Maintien de l'ordre et réformes nécessaires, prise de conscience de l'Afrique du Nord, corrélation entre les faits du Maroc et les faits algériens, définition du mot « intégration », création de la Libye*

[11 octobre 1955] (p. 5027 à 5029); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5385 à 5388); *Observations sur le système des apparentements* (p. 5386, 5387); *Son contre-projet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5428 et suiv.); *Sa proposition soumettant la loi électorale à référendum* [2 novembre 1955] (p. 5471); *Elections dans les territoires d'outre-mer* (p. 5472); — de ce projet de loi en troisième lecture : *Découpage automatique* [16 novembre 1955] (p. 5767). = S'excuse de son absence [13 novembre 1951] (p. 7910), [5 février 1952] (p. 424), [9 juillet 1953] (p. 3406), [31 janvier 1955] (p. 502). = Obtient des congés [13 novembre 1951] (p. 7910), [5 février 1952] (p. 424), [9 juillet 1953] (p. 3406), [31 janvier 1955] (p. 502).

CAILLET (M. Francis), Député de la Seine [5^e secteur] (app. U.D.S.R.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à attribuer aux titulaires de la médaille d'honneur du travail une dotation annuelle de 250 francs et, sans autres conditions, l'allocation aux vieux travailleurs, **n° 2796**. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à la validation, pour le calcul de la pension de retraite des personnels tributaires des lois des 2 août 1949 et 21 mars 1928, des services accomplis dans les établissements en cause, antérieurement à leur prise en charge par l'Etat,

(1) Démission individuelle.

n° 2885. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés et réglant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, **n° 4389.** — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, **n° 4640.** — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier le régime des caisses complémentaires de retraites, **n° 6644.** — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à établir définitivement les délais de règlement du pécule des anciens combattants prisonniers de guerre, **n° 7247.** — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 2 du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 déterminant les droits des anciens combattants prisonniers de guerre au bénéfice des majorations d'ancienneté, **n° 8171.** — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter les textes d'attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés en captivité ou après rapatriement, **n° 8172.** — Le 6 mai 1954, une proposition de loi modifiant la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative au règlement des conflits collectifs du travail, **n° 8391.** — Le 30 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer le salaire annuel garanti, **n° 11073.**

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Tarn-et-Garonne [19 juillet 1951] (p. 5984). — Dépose une demande d'interpellation sur les droits des travailleurs menacés par la fermeture de certaines entreprises industrielles de la banlieue parisienne [9 novembre 1951] (p. 7860); la développe : *Ses observations sur la fermeture de l'usine Salmson et les difficultés de l'industrie française* (p. 7884, 7885); — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative au statut des déportés du travail [23 novembre 1951] (p. 8455). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratifica-

tion du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences sociales du traité)* [7 décembre 1951] (p. 8945, 8946); — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9492); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Le contre-projet R. P. F.)* [19 février 1952] (p. 819); *Son contre-projet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives* [25 février 1952] (p. 862, 863, 864); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la lenteur du vote de la loi, sa nécessité)* [9 avril 1952] (p. 2039, 2040). — Son rapport sur les élections partielles dans le département des Vosges [20 mai 1952] (p. 2372). — Dépose une demande d'interpellation sur les inscriptions injurieuses contre certains hauts personnages alliés qui couvrent les voies publiques, les monuments et autres lieux et qui sont l'œuvre d'éléments appartenant à un parti politique aux ordres de l'étranger [29 mai 1952] (p. 2535); la retire [5 juin 1952] (p. 2673). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur l'association capital travail, les insuffisances du capitalisme et du marxisme)* [29 mai 1952] (p. 2551, 2552); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2565). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves événements dont Paris a été le lieu le 28 mai et le complot permanent qu'organisent sur le territoire national des séparatistes [30 mai 1952] (p. 2587); la retire [5 juin 1952] (p. 2673). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 3 : *Son amendement relatif aux formalités de demandes de révision de l'indemnité* [2 juillet 1952] (p. 3421, 3422); *le retire* (p. 3422); — d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4202, 4203). — Dépose une demande d'interpellation sur la grave situation des travailleurs de l'in-

dustrie française par suite de la réduction des heures de travail dans un grand nombre d'entreprises [19 novembre 1952] (p. 5378). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la crise économique* [25 novembre 1952] (p. 5634). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aggravation de la situation économique et de l'extension du chômage [12 mars 1953] (p. 1822). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations sur l'ouverture d'un débat sur la situation des chômeurs et des économiquement faibles* [18 mars 1953] (p. 2016). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux chômeurs et économiquement faibles [27 mars 1953] (p. 2472). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement [30 juin 1953] (p. 3174); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la difficile répartition des portefeuilles, les nouveaux ministres de l'U. R. A. S., le maintien des anciennes équipes, les conséquences sociales de l'inflation menaçante* [30 juin 1953] (p. 3177, 3178); — sur la misère des vieux travailleurs et des économiquement faibles [22 juillet 1953] (p. 3759); — sur la prétendue politique de baisse et les mesures insuffisantes récemment prises pour relever le pouvoir d'achat des fonctionnaires [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *La revalorisation insuffisante des salaires, la baisse des prix, la mévente des produits agricoles, l'insécurité de l'emploi* [9 octobre 1953] (p. 4188, 4189); — sur l'ajournement à 1960-1963 du règlement du pécule des prisonniers de guerre, malgré l'engagement pris de respecter la loi du 3 février 1953 et le plan quadriennal [6 octobre 1953] (p. 4015); — sur les raisons des mesures de coercition sans précédent à l'encontre de la Confédération du syndicat général des indépendants [24 novembre 1953] (p. 5483). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); P. T. T. Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Adjoints détachés à l'administration centrale)* [7 décembre 1953] (p. 6208). — Retire sa demande d'interpellation sur les syndicats indépendants [11 février 1954] (p. 178). — Prend part à la discussion des interpellations

sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses reproches au Gouvernement de ne pas avoir suffisamment tenu compte de l'avis de la Commission des conventions collectives; prime horaire accordée le 5 février 1954)* [12 février 1954] (p. 253). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures prises par le Ministère des Anciens combattants visant les anciens prisonniers de guerre (*Manifestations du 28 février 1954*) [2 mars 1954] (p. 586); — sur les responsabilités du Gouvernement en ce qui concerne la fin tragique de Dien-Bien-Phu [11 mai 1954] (p. 2334); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Perte de Dien Bien Phu, paix en Indochine, politique menée à Genève, éventualité d'une crise ministérielle* (p. 2342, 2343); — sur les dispositions envisagées pour mettre rapidement fin aux hostilités en Indochine et sur les pourparlers de paix engagés à Genève et parallèlement dans les différentes capitales européennes [1^{er} juin 1954] (p. 2736); la développe : *Impossibilité désormais d'une issue victorieuse de la guerre, attitude de Mlle de Galard (exemplaire), gravité des mesures militaires envisagées (appel anticipé du contingent, envoi en Indochine), confidences antigouvernementales de certains Ministres, remplacement de M. Marc Jacquet (refus de M. Schmittlein), attitude louvoyante de M. Bidault à Genève (conférence militaire parallèle de Washington), difficultés en Tunisie et au Maroc, dissolution éventuelle de l'Assemblée, affaire de l'Express* (p. 2749, 2750); *Son ordre du jour avec demande de priorité (« estime que le Gouvernement n'est plus en mesure d'assumer les responsabilités »)* [9 juin 1954] (p. 2873); le soutient : *paroles prétendues de M. Bidault, retour de Genève (controverse), désunion du Gouvernement, le disqualifiant pour agir, choix malheureux de M. Frédéric-Dupont, angoisse pour Hanoï, position française « trop à la remorque » de ses alliés, possibilité d'une nouvelle équipe gouvernementale* [9 juin 1954] (p. 2875, 2876). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Oppose la question préalable* [29 août 1954] (p. 4442); *la retire* (p. 4443); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Son article*

additionnel (Extension au conjoint de la loi du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport aux bénéficiaires d'une rente ou d'une pension) [17 novembre 1954] (p. 5129). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre concernant la décentralisation des entreprises industrielles, mesures risquant de faire des travailleurs des déportés ou des chômeurs tendant à transformer Paris en ville bourgeoise [18 décembre 1954] (p. 6568). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703 ; Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote ; Refus de l'argument-massue des pressions alliées (aussi désagréables que les soviétiques), leur signification réelle (caractère illusoire de tout engagement contractuel), « risques effroyables » du réarmement de l'Allemagne (revisionnisme), contradiction évidente entre « la politique de Genève » et celle de Londres, appel au Président du Conseil, « chantage » innacceptable exercé sur son nom* [27 décembre 1954] (p. 6880, 6881) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1678, 1679) ; *la maintient* (p. 1690) ; — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Sa motion préjudicielle (Retour à l'article 1769 du Code général des impôts)* [28 mars 1955] (p. 2002, 2003). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique et sociale [3 mai 1955] (p. 2426) ; — sur la catastrophe du Mans [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur la politique du Gouvernement en Algérie et au Maroc [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur l'expulsion de certaines fédérations d'industrie de la Confédération générale des syndicats indépendants [4 août 1955] (p. 4602). — Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance : élections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Abstentions, listes patronnées par M. Mendès-France, listes de salut public de M. Poujade, éventuelle démobilisation des rappelés, mesures graves à prendre en Algérie, impôts nouveaux)* [12 novembre 1955] (p. 5643, 5644). = S'excuse de son absence [12 mai 1953]

(p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386). = Obtient des congés [12 mai 1953] (p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386).

CALLOT (M. Olivier), *Député des Landes* (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réduire les dépenses de l'Etat dans le domaine de la construction et de la reconstruction, n° 6669. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à favoriser le financement de la construction par des capitaux privés, n° 6670.

Interventions :

S'excuse de son absence [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862). = Obtient des congés [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862).

CAMPHIN (M. René), *Député du Pas-de-Calais (2^e Circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer la garantie constitutionnelle du droit au travail des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits de mines, **n° 315**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à combler le déficit de la Sécurité sociale par un remboursement des sommes qui lui sont dues par l'Etat, **n° 802**. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 afin qu'il ne soit plus tenu compte de la situation des descendants pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, **n° 1750**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 francs par mois, une réduction de 6 francs sur le prix du kilogramme de pain, **n° 1945**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 francs par mois, une réduction de 50 0/0 du prix de leur place sur les réseaux de la S. N. C. F., de la R. A. T. P. et de tous les transports concédés ou autorisés, **n° 1947**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à ordonner aux Charbonnages de France et aux exploitants miniers le remboursement immédiat au fonds spécial des retraites de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale minière, des sommes avancées par celle-ci pour le paiement des prestations familiales au personnel des mines, **n° 3050**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi accordant une subvention à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines,

n° 3051. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à revaloriser toutes les rentes servies par la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines à tous les affiliés ayant moins de quinze ans de versement,

n° 3631. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder à toutes les personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 francs par mois, et à leurs conjoints, deux voyages gratuits chaque année sur les réseaux de la S. N. C. F. et de tous les transports concédés,

n° 3803. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à instituer la retraite proportionnelle intégrale aux affiliés de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, **n° 3804**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, **n° 3965**. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 modifiant le décret n° 46-276 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines,

n° 4010. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à fixer à 38 heures 40 minutes la durée hebdomadaire du travail dans les mines sans diminution de salaires, **n° 4013**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à mettre à la charge des houillères nationales et de tous les exploitants miniers, tous les dommages, dégâts et désordres occasionnés par les exploitations souterraines minières, **n° 4452**.

— Le 29 octobre 1952, une proposition de loi tendant à garantir l'emploi aux mutilés et invalides du travail, **n° 4534**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à veiller à ce que les Charbonnages de France et tous les exploitants miniers appliquent et respectent l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 établi en conformité de la loi du 14 février 1946, **n° 5497**. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, **n° 5501**. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, **n° 5502**. — Le

27 mars 1953, une proposition de loi tendant à rétablir le caractère volontaire des opérations de remembrement, institué par la loi du 27 novembre 1918, n° 6075. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2826) de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, n° 6417.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Ses observations sur le temps de parole du groupe socialiste* [29 août 1951] (p. 6589); *Son amendement tendant à accorder 6 milliards à la Caisse autonome des mines pour relever les pensions des mineurs* [30 août 1951] (p. 6630, 6631); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves): *Question préalable opposée par M. Boutavant* [5 septembre 1951] (p. 6897); — du projet de loi relatif au service militaire des mineurs de fond; Article unique : *Son amendement tendant à accorder aux sursitaires mariés appelés sous les drapeaux, leur salaire conventionnel* [19 septembre 1951] (p. 7460); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Contre-projet de M. Patinaud relatif au rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* [19 septembre 1951] (p. 7468, 7469, 7470, 7471); *Son amendement tendant à donner pouvoir à la Commission supérieure des conventions collectives de fixer le salaire minimum* (p. 7488); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sécurité des ouvriers mineurs* [13 novembre 1951] (p. 7961, 7962); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son contreprojet tendant à reprendre le rapport de M. Coutant précédemment voté par l'Assemblée* [25 février 1952] (p. 875, 876); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réunir une fois par mois la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 878); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à prévoir une augmentation de salaires identique*

et non pas proportionnelle à la hausse des prix (p. 880); *Son sous-amendement tendant à étendre l'échelle mobile aux pensionnés et retraités* (p. 880); *Son amendement relatif au montant du budget-type* (p. 881); *Son amendement tendant à répercuter sur les salaires toute hausse des prix égale ou supérieure à 5 0/0* (p. 881); *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article* (p. 881); *Son amendement tendant à tenir compte de l'indice le plus élevé* (p. 882); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2047); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 2050); *Demande de suspension de séance, présentée par le Gouvernement* (p. 2052); *Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* (p. 2058 et suiv.); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur la politique du pain cher, la baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, l'insuffisance de l'allocation chômage, les hausses des prix industriels, les insuffisances du plan Pinay de baisse des prix, l'augmentation des profits aux dépens des salaires, la ruine du petit commerce et des artisans, l'insuffisance des investissements, les modalités du nouveau projet d'échelle mobile)* [29 mai 1952] (p. 2552 et suiv.); *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [30 mai 1952] (p. 2585, 2586). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport augmentant la retraite des ouvriers mineurs* [24 juin 1952] (p. 3156). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un officier général a glorifié l'exemple d'un condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi [25 juin 1952] (p. 3196). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Discussion générale (Ses observations sur M. Joubert représentant des compagnies d'assurances, les accidents et maladies professionnels des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais)* [25 juin 1952] (p. 3202 et suiv.); *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Ramarony* (p. 3205, 3206). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Attitude de M. Meck lors du vote sur la revalorisation de la rente des*

mutilés du travail [26 juin 1952] (p. 3216). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3290, 3291); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Sa demande de renvoi à la Commission pour retenir seulement les articles relatifs aux résistants* [11 juillet 1952] (p. 3905 et suiv.); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les décorés de la médaille militaire ou de la Légion d'honneur* [25 novembre 1952] (p. 5661, 5662); Art. 5 : *Son amendement tendant à amnistier les décorés pour des faits postérieurs aux faits reprochés et antérieurs au 1^{er} janvier 1946* (p. 5664, 5665); Art. 9 : *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer le chapitre 11 relatif à l'amnistie par grâce individuelle* [27 novembre 1952] (p. 5753); *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer : « sciemment »* (p. 5772); *Amendement de M. Cherrier tendant à ne pas amnistier les personnes ayant appartenu aux services du Gouvernement de Vichy* (p. 5773); Art. 11 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à supprimer l'article relatif à l'interdiction de résidence* (p. 5781); Art. 16 : *Amendement de M. Maton tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* [28 novembre 1952] (p. 5832); Art. 18 : *Amendement de M. Tourné tendant à accorder la mise en liberté provisoire aux résistants poursuivis* (p. 5862); Titre V : *Son amendement relatif au titre du chapitre amnistiant les faits commis au cours des grèves* (p. 5862, 5863); Art. 19 : *Son amendement tendant à amnistier les délits commis à l'occasion de grèves jusqu'à la promulgation de la loi* (p. 5864). — Est entendu sur une question orale de M. Védrines à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet de la consommation de charbon turc dans certaines centrales thermiques [10 octobre 1952] (p. 4210). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [29 octobre 1952] (p. 4567 et suiv.), [12 novembre 1952] (p. 5031); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer les chiffres de 15 0/0* (p. 5034); *Son amendement tendant à majorer les chiffres de 25 0/0 à partir du 1^{er} janvier 1953* (p. 5035); Art. 7 : *Son amendement tendant à abroger l'article 202 du décret du 27 novembre 1946* (p. 5037). —

Son rappel au Règlement : *Procédure du renvoi à la Commission* [30 octobre 1952] (p. 4581). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Manifestations survenues dans les tribunes contre l'amnistie* [25 novembre 1952] (p. 5623); — sur un incident : *Son rappel à l'ordre* [28 janvier 1953] (p. 606); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion le mardi 24 février de propositions de loi déposées par le groupe communiste* [3 février 1953] (p. 842). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 20 : *Son amendement tendant à amnistier également les condamnés ayant fait usage d'armes* [24 février 1953] (p. 1295, 1296); *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu de l'article 309 du Code pénal* (p. 1297); *Son amendement tendant à amnistier les récidivistes* (p. 1297); *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu des articles 373, 379 et 412 du Code pénal* (p. 1297); *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu des articles 438, 443 et 445 du Code pénal* (p. 1297, 1298); *Suppression du paragraphe B (Code des délits et des peines du 3 brumaire An IX)* (p. 1298); *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques* (p. 1298, 1299); Art. 22 : *Amendement de M. Mignot tendant à ne pas annuler le droit de tiers à des dommages intérêts* (p. 1302); Art. 23 : *Son amendement relatif au délai de revision des arrêtés d'expulsion* [26 février 1953] (p. 1369); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 20 : *Amnistie de certains délits de droit commun*; *Son amendement tendant à rétablir la mention faite par l'Assemblée Nationale à l'article 25 de la loi du 21 juillet 1881 (Délits de presse reprochés aux journalistes progressistes, soit 2 ou 3 personnes)* [24 juillet 1953] (p. 3935, 3936); Art. 22 : *Levée de la contrainte par corps accessoire à une condamnation lavée par l'amnistie*; *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer ce texte écarté par le Conseil de la République (Cas des travailleurs lourdement condamnés en dommages-intérêts pour faits de grève, intervention de M. de Moro-Giafferri à l'Assemblée Nationale en première lecture)* (p. 3936, 3937); Art. 29 : *Non-remise des amendes*; *Son amendement tendant à la*

suppression de cette clause (Les travailleurs condamnés pour faits de grève ne peuvent s'en acquitter) (p. 3942); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3101 : *Administration centrale (Vote du budget à la sauvette, majoration du salaire minimum garanti sur l'avis de la Commission supérieure des conventions collectives, déficit de la Caisse de sécurité sociale des mineurs, majoration des allocations familiales)* [29 octobre 1953] (p. 4655 et suiv.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale* (p. 4658); Chap. 4722 : *Demande de disjonction présentée par M. Musmeaux, du chapitre relatif à la contribution de l'Etat au fonds de retraite de la Caisse de Sécurité sociale des mines (Insuffisance des pensions des retraités mineurs)* (p. 4671); JUSTICE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Arrestation illégale de M. Benoit Frachon)* [23 novembre 1953] (p. 5401); Chap. 3711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour frais de justice des Services pénitentiaires (Amnistie aux résistants condamnés)* (p. 5407); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Amnistie à accorder aux résistants)* (p. 5410); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 4153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie (Logement des Nord-Africains en France)* [6 décembre 1953] (p. 6135); Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Mesures prises contre les résistants espagnols et arméniens)* [9 décembre 1953] (p. 6350); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS FAMILIALES : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4708). — Est entendu sur la question orale de M. André Mercier à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, au sujet de la liquidation des pensions des vieux travailleurs de l'Oise [30 octobre 1953] (p. 4722). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [9 mars 1954] (p. 753, 754).

CAPDEVILLE (M. Jean), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) (S.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078); = Est nommé : vice-président de la

Commission de la défense nationale [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. 483); — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission de la marine marchande et des pêches de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant à la réglementation des marchés de guerre, n° 1006. — Le 6 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, sixième partie : Marine (constructions et armes navales), n° 3600 (6^e partie). — Le 14 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 29) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relative au titre de « Combattant volontaire », n° 5286). — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, n° 5475. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5162) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à réparer le préjudice subi par les cantiniers militaires à la suite de la suppression de leur emploi par le décret du Gouvernement de fait, dit de l'Etat français, du 20 décembre 1940, n° 6976. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 413) de MM. Foyet, Moisan et Ihuel étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de

la marine retraités entre le 1^{er} avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, n° 7090. — Le 20 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 5231) de M. Rey et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers dégagés des cadres des armées de terre, de mer et de l'air qui ont appartenu officiellement à la Résistance, n° 7252. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, sixième partie : Marine, n° 8023 (6^e partie). — Le 1^{er} mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 9026) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée allemande, n° 10236. — Le 2 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 8109) autorisant l'aliénation aux enchères publiques d'un établissement industriel appartenant à l'Etat et sis à Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure), n° 10249. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à la création, au Ministère de la Défense nationale, d'une direction de l'électronique, n° 10785. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 relative au statut des réfractaires, n° 10890. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 9450) portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Cherchell (Algérie), n° 11730. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 1048) tendant à compléter la loi du 20 août 1926 attribuant la croix de guerre aux titulaires de la médaille des évadés de la guerre 1939-1945; 2° de MM. René Kuehn, Bourgeois et Wagner (n° 4988) tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946,

complétée par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents; 3° de M. Fonlupt-Espéraber et plusieurs de ses collègues (n° 5178) tendant à la modification de l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, modifiée par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948 sur l'attribution de la médaille des évadés; 4° de M. de Chambrun et plusieurs de ses collègues (n° 5907) tendant à conférer la croix de guerre aux prisonniers de guerre titulaires de la médaille des évadés et de la carte de combattant volontaire de la Résistance; 5° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 6836) tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948 complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents; 6° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 6974) tendant à modifier la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant la médaille des évadés et les droits y afférents; 7° de M. Damette et plusieurs de ses collègues (n° 8031) tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 11953. — Le 24 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée allemande, n° 11954.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10172, 10173) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le budget de la marine et le programme des constructions navales* [10 juin 1952] (p. 2811, 2812) ; Etat A, GUERRE, Chap. 1065 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des transmissions, présentée par le Gouvernement* [13 juin 1952]

(p. 2937) ; Etat A, MARINE, Chap. 3035 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le logement et le cantonnement* [17 juin 1952] (p. 2970) ; Chap. 3145 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des immeubles* (p. 2970) ; Chap. 9050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les travaux maritimes* (p. 2971) ; Chap. 9111 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour travaux maritimes* (p. 2973) ; Art. 46 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Châtillon* (p. 3004) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la trop grande abondance de généraux, l'inutilité de la guerre d'Indochine)* [18 juin 1952] (p. 3023, 3024) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* (Section marine) : *Ses observations sur le vieillissement de la flotte française* [25 janvier 1953] (p. 340, 341) ; Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Modification de la pyramide des grades)* [26 janvier 1953] (p. 380) ; le retire (ibid.) ; Chap. 3794 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les correspondances militaires (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387) ; Etat A bis, Chap. 3794 bis : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 50 millions les crédits pour le transport de correspondances militaires (Programme conditionnel)* (p. 392) ; Etat A, GUERRE, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des officiers (Officiers retraités)* (p. 425) ; le retire (ibid.) ; Etat A, MARINE, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les soldes des officiers (Officiers des laboratoires d'études)* [26 janvier 1953] (p. 437) ; Chap. 3123 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le personnel des constructions navales (Rappel d'officiers spécialistes)* (p. 437) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des constructions navales (Personnel temporaire)* (p. 437, 438) ; le retire (p. 438) ; Chap. 5171 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les études techniques et prototypes* (p. 438) ; Chap. 5272 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le gros outillage et matériel roulant (Réno-*

vation de l'outillage) (p. 439) ; Chap. 5373 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la défense côtière* (p. 440) ; Chap. 5371 : *Son amendement tendant à entreprendre la construction du croiseur C 53 dès 1953 et à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les constructions neuves* (p. 449) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires ; Art. 4 ter : *Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la Défense nationale (Nécessité de surseoir aux licenciements)* [29 décembre 1953] (p. 6971) ; Article additionnel : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir des pensions aux ouvriers des établissements d'Etat licenciés ayant plus de quinze ans de service* (p. 6971, 6972). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures abusives prises à l'encontre d'un journal technique, en violation délibérée de la liberté de la presse (Concours de pronostics) [12 février 1954] (p. 264). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Ses explications de vote (Confusion du projet, nécessité du Pacte atlantique, position du groupe socialiste)* [25 février 1954] (p. 522, 523) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Hétérogénéité et vieillissement de notre flotte, déficit du tonnage français, effort de construction, utilité des porte-avions, des avions coloniaux et des sous-marins de chasse, besoins de l'aéronavale, importance des bases de Dakar et de Diégo-Suarez* [16 mars 1954] (p. 901 et suiv.) ; *Clôture de la discussion générale* (p. 911) ; *Motion préjudicielle de M. Leenhardt tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale si le Gouvernement ne dépose pas un projet de loi organisant la protection civile* [18 mars 1954] (p. 984) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-92 : *Amendement de M. Doutrillot (Aménagements à prévoir à la préparation militaire obligatoire)* [19 mars 1954] (p. 1080) ; Chap. 53-71 : *Amendement de M. Eugène Montel (Sort de la cartoucherie de Toulouse)* (p. 1088) ; SECTION MARINE, Chap. 31-33 : *Son amendement (Situation du personnel précaire)* (p. 1102) ; *Son amendement (Situation des ouvriers techniciens de la marine)* (p. 1102, 1103) ; le retire (p. 1103) ; Chap. 31-33 : *Amendement de*

M. Dronne (Danger de la réduction d'activité des arsenaux de Diego-Suarez et de Dakar) (p. 1103, 1104) ; Chap. 52-71 : *Son amendement (Problème du logement des personnels des établissements de Mers-El-Kebir et de Lartigues)* (p. 1105, 1106) ; Chap. 52-72 : *Son amendement (Etude critique de l'inventaire du matériel et de l'outillage, mise en chantier des travaux de la caserne Saint-Pierre à Brest), le retire* (p. 1106) ; Chap. 54-51 : *Son amendement (Travaux en Indochine, nouveaux aménagements aux installations de Pont-Réan, remise en état de la caserne Saint-Pierre à Brest)* (p. 1107) ; Chap. 54-61 : *Son amendement (Crédits de paiement relatifs à l'équipement et à la reconstruction des bases de l'aéronautique navale, en particulier en Indochine)* (p. 1108) ; Etat B, Chap. 53-71 : *Son amendement (Composition de la tranche navale de 1954, construction d'avisos dits coloniaux), le retire* (p. 1109) ; SECTION COMMUNE : *Son article additionnel (Pensions d'invalidité des personnels civils bénéficiant du régime des pensions militaires)* (p. 1124) ; *Ses explications de vote (Refus du groupe socialiste de voter ces crédits, guerre d'Indochine, critique de la structure actuelle de l'armée française, disparition progressive de nos industries d'armement, pacte Atlantique)* (p. 1131, 1132) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Utilisation et répartition des crédits demandés, tranche navale pour 1955* [1^{re} avril 1955] (p. 2305, 2306) ; Art. 4 : *Son amendement (Garanties pour l'exécution d'une tranche navale)* (p. 2324). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de crédit différé [18 novembre 1955] (p. 5856).

CARLINI (M. Michel), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation et à l'extension des établissements hospitaliers de Marseille, **n° 1301**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Hérault [5 juillet 1951] (p. 5880). — Prend part à la discussion : d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Paquet* [10 août 1951] (p. 6309) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 60-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le recensement (Nécessité d'un nouveau recensement pour 1952)* [29 novembre 1951] (p. 8638). — Son rapport sur les élections de la Guyane [30 décembre 1951] (p. 10297). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Rôle spécial de Marseille, misère de ses hôpitaux ; décision surprenante du Conseil de la République rejetant légèrement un projet longuement étudié* [30 octobre 1953] (p. 4702).

CARTIER (M. Gilbert), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (M. R. P.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eaux, **n° 200**. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à instaurer un exercice contrôlé de la radiesthésie, **n° 3592**. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2646) de M. Jean-Paul Palewski relative au branchement

à l'égout en Seine-et-Oise, n° 4549. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4162) de M. Hutin-Desgrèes et plusieurs de ses collègues créant un contingent spécial dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France, n° 5836. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 436) de M. Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents de préfecture, n° 8592. — Le 25 juin 1954, une proposition de loi tendant à instituer un diplôme d'Etat d'opticien-lunetier, n° 8741. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3772) portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 8967. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à la prise en considération du chiffre de la population totale des communes dans l'application des lois relatives à l'administration municipale, n° 9605. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les victimes des inondations de janvier 1955 des avantages des lois sur les dommages de guerre, n° 10376. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 10898. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7650) de M. Villard tendant à accorder au personnel des corps de sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 11506. — Le 23 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7478) de M. Métyer et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir dans leur emploi certains fonctionnaires et agents des services publics en droit de bénéficier de la loi n° 51-124 du 26 septembre 1951, n° 11944.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Lozère [5 juillet 1951] (p. 5884). — Prend part à la

discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République : *Proposition de M. Ballanger de poursuivre le débat* [28 mars 1952] (p. 1645); Art. 21 : *Amendement de M. Genton tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur* [11 avril 1952] (p. 2231); Art. 82 : *Amendement de M. Bouxom tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* (p. 2238); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-31 : *Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Lutte contre l'incendie et réalisation du plan prévu)* [13 décembre 1952] (p. 6333, 6334); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 décembre 1953] (p. 6124 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Sa demande de réserver les chapitres relatifs aux dépenses de personnel* (p. 6133); Chap. 41-53 : *Subventions à l'Algérie* (p. 6134); *Suite du débat* [8 décembre 1953] (p. 6290); Etat B, Chap. 57-30 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à la protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* [9 décembre 1953] (p. 6344); Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)* (p. 6345); Art. 14, Etat A : *Réorganisation des services de police (Agents de la préfecture de police et de la sûreté nationale)* [11 décembre 1953] (p. 6494); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance des subventions aux collectivités locales)* (p. 6497); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-41 : *Sûreté nationale (Avancement des agents)* [31 décembre 1953] (p. 7191, 7192); Chap. 34-31 : *Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement)* (p. 7192); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à abroger le décret du 9 août 1953 contrôlant les investissements faits par les collectivités locales* (p. 7194, 7195); Art. 4 bis : *Intégration des agents supérieurs du Ministère en fonction en 1946 dans le corps des administrateurs civils* (p. 7196); Art. 6 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif aux engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (Service légal accompli dans le corps des sapeurs-pompiers)* (p. 7196, 7197); Art. 17 :

Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au fonds commun départemental de la Seine et à la répartition du produit des taxes locales entre Paris et les autres communes de la Seine (p. 7198); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7231); *Son sous-amendement tendant à créer un fonds autonome d'amortissement pour les adductions d'eau* (p. 7234); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Revision de la répartition des crédits d'assistance)* [31 décembre 1953] (p. 7280, 7281); — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2536); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Titularisation de certains fonctionnaires sans qu'il soit tenu compte de leurs années d'auxiliarat* [22 novembre 1954] (p. 5253); *Son amendement indicatif (Discussion du statut des personnels communaux)* (p. 5257); *le retire* (ibid.); Chap. 31-11 : *Nomination sur place des secrétaires généraux des grandes préfectures* (p. 5264); en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*, Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Ballanger (Statut du personnel des centres administratifs et techniques interdépartementaux)* [23 novembre 1954] (p. 5279); Chap. 31-31 : *Protection civile* (p. 5282); Chap. 31-41 : *Parité entre le personnel de la sûreté nationale et celui de la Préfecture de police* (p. 5283); Chap. 31-42, 31-43 : *Sa demande de disjonction de ces chapitres relatifs à la sûreté nationale* (p. 5287); Chap. 31-91 : *Indemnités résidentielles* (p. 5287); Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Revalorisation des pensions des sapeurs-pompiers blessés dans l'exercice de leurs fonctions)* (p. 5299); Chap. 41-52 : *Demande de disjonction présentée par M. Leenhardt (Caisse nationale des retraites des collectivités locales)* (p. 5312); — de la proposition de loi relative au statut du personnel communal; Art 1^{er} : *Amendement de M. Ballanger (Titularisation des personnels en fonction dans un emploi permanent à temps complet)* [24 novembre 1955]

(p. 5983); *Son amendement (Application de la loi aux agents intercommunaux)* (p. 5984); *Son amendement (Mode de représentation pour les élections du personnel des communes)* (p. 5985); Art. 6 : *Son amendement (Reconstitution de la carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988, 5889); *Ses explications de vote* (p. 5990).

CARTIER (M. Marcel), Député de la Drôme.
(S.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues dans le département de la Drôme, n° 1714. — Le 11 décembre 1951, un rapport supplémentaire (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre; 2° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 1922.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Bouches-du-Rhône (2° circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5874); — sur les élections du territoire du Cameroun [2 août 1951] (p. 6179). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954 ; ÉDUCATION NATIONALE ; Etat A, Chap. 34-51 : *Sa demande de disjonction (Statut du personnel de l'orientation professionnelle)* [1^{er} avril 1954] (p. 1675) ; Chap. 36-41 : *Sa demande de disjonction (Statut du personnel de l'orientation professionnelle)* (p. 1675) : *la retire* (p. 1676) : — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures ; demande de disjonction de M. Deixonne (Indemnité compensatrice, sécurité sociale)* [12 décembre 1954] (p. 6195) ; Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Recrutement et statut du personnel enseignant du deuxième degré)* (p. 6203, 6204).

CASANOVA (M. Laurent), Député de Seine-et-Marne. (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des inondations du mois de juillet 1951 dans la région de la Bassée, canton de Bray-sur-Seine, en Seine-et-Marne, n° 206. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 100 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le canton de Brie-Comte-Robert dans la nuit du 13 au 14 août ; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 à ces sinistrés, n° 4292. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois Pignons, en forêt de Fontainebleau, aux autorités militaires, et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, n° 4516. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à affilier les mineurs en argiles et en terres alumineuses du bassin de Provins (Seine-et-Marne) à la Caisse auto-

nome nationale de sécurité sociale dans les mines (décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946), n° 5498. — Le 12 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des producteurs de fruits du canton de Dammarlin-en-Goële (Seine-et-Marne), n° 7151. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'assurer du travail et de garantir le logement aux ouvriers de la distillerie de Guignes-Rabutin (Seine-et-Marne), n° 8384. — Le 18 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs de Seine-et-Marne victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en violation de la législation en vigueur, n° 8478. — Le 15 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois Pignons, en forêt de Fontainebleau, aux autorités militaires, et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, n° 9458.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser immédiatement les violences policières, pour exiger du préfet de Seine-et-Marne qu'il reçoive les délégations de citoyens, pour que soient poursuivis devant les tribunaux français, les soldats américains auteurs de meurtres et pour assurer la protection et la sécurité des citoyens français contre les sévices des militaires étrangers [21 mars 1952] (p. 1424). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date du débat sur l'échelle mobile, discussion des interpellations sur l'incident de Melun entre un chauffeur américain et des manifestants* [25 mars 1952] (p. 1470, 1471). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Manque de personnel au Ministère)* [20 décembre 1952] (p. 6685). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en

Indochine [4 mai 1954] (p. 2089) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Intervention des forces militaires américaines dans le conflit indo-chinois, politique de force du Gouvernement, attitude de M. Bidault à Genève* (p. 2094, 2095) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Nécessité d'un débat sur la guerre d'Indochine, déclarations de M. Dulles et intervention militaire américaine en Indochine, politique de M. Bidault à Genève* [6 mai 1954] (p. 2150, 2151). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Violation des engagements internationaux et des décisions antérieures de l'Assemblée impliquées par les Accords de Londres ; Clause d'assistance automatique (Reprise de la C. E. D.) liant la France aux revanchards allemands ; Puissant mouvement en France contre le principe même du réarmement allemand et pour la reprise des négociations à quatre avec l'U.R.S.S. (Discours de MM. Herriot et J. Moch) ; Caractère illusoire des engagements pacifiques souscrits par le chancelier Adenauer, comme du système de contrôle institué à Londres, et de « l'association étroite » obtenue de la Grande-Bretagne ; Préférences marquées par celle-ci et par les U.S.A. en faveur de l'Allemagne de Bonn, promise à la prépondérance en Europe ; Propositions constructives récentes de l'U.R.S.S. (Neutralisation de l'Allemagne réunifiée, élections libres, acceptation des propositions franco-anglaises touchant le désarmement ; plan J. Moch) ; Conceptions personnelles critiquables du Président du Conseil touchant la coexistence (Son interview à la presse anglo-saxonne), exemples inverses (Traité sino-indien) ; Appel à la volonté populaire (Déclaration du parti communiste, « journée patriotique » prévue pour le 21 octobre) [7 octobre 1954] (p. 4584 à 4585). — Dépose une demande d'interpellation sur la grâce accordée au chef de la Gestapo Korff [3 mai 1955] (p. 2426).*

CASSAGNE (M. René), Député des Basses-Pyrénées. (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F.

n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'exploitation du nouveau gisement de Lacq (Basses-Pyrénées) [16 février 1952] (p. 724). = S'excuse de son absence [17 mars 1955] (p. 1558). = Obtient un congé [17 mars 1955] (p. 1558).

CASTERA (M. Edmond), Député du Gers (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 4 du décret n° 50-1088 du 30 août 1950 rétablissant la taxe permanente dégressive prévue par l'article 15 bis du Code du blé, n° 171. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 525) de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux vieux métayers pouvant justifier de plus de vingt-cinq années de métayage, de bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 1887. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de

chutes d'eau dans le département des Hautes-Pyrénées, n° 2063. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Ariège, n° 2100. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 200 millions de francs destinés à apporter des secours immédiats aux sinistrés des départements du Gers et des Hautes-Pyrénées, victimes des inondations de février 1952, n° 2499. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant : 1° à ouvrir un crédit de deux milliards de francs pour accorder des secours immédiats et des indemnités aux victimes des inondations de février 1952 dans les départements du sud-ouest ; 2° à ouvrir un crédit de trois milliards de francs pour édifier d'urgence des ouvrages de protection, entreprendre des grands travaux contre les inondations et accélérer le reboisement ; 3° à prévoir des exonérations d'impôts en faveur des sinistrés, n° 2534. — Le 2 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1655) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938, n° 3168. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à indemniser les victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 30 mars 1952 dans les départements du Gers et du Lot-et-Garonne ; 2° à exonérer de tout impôt les sinistrés de ces orages, n° 3294. — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des exonérations d'impôts et des indemnités pour les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département du Gers, notamment dans le canton de Masseube, n° 3872. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant : 1° à ouvrir les crédits nécessaires pour indemniser intégralement dans un délai de six mois les pertes subies par les victimes des inondations de février 1952 dans la région du sud-ouest ; 2° à mettre la totalité des frais de réfection des digues et de constructions d'ouvrages de protection à la charge de l'Etat ; 3° à accorder l'exonération des impôts, quels qu'ils soient, et des cotisations d'allocations familiales

jusqu'à l'indemnisation totale des pertes subies par les contribuables sinistrés, n° 5964. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux exploitants agricoles du sud-ouest de la France, victimes de la sécheresse, n° 10880. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10979) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à limiter l'entrée sur le territoire métropolitain des vins d'Algérie et d'Afrique du Nord, n° 11724.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département des Ardennes [5 juillet 1951] (p. 5872). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département des Basses-Alpes [27 juillet 1951] (p. 6109, 6110) ; — du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Son contreprojet tendant à supprimer les taxes sur le blé et la farine* [30 août 1951] (p. 6644). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement a prises portant à 81 0/0 le taux de blutage [14 novembre 1951] (p. 8013). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 34-90 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la chasse (Raréfaction du gibier)* [21 novembre 1951] (p. 8291) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonifications pour naissances d'enfants (Prêts d'installations aux exploitants)* (p. 8294) ; *le retire* (ibid.) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la taxe de circulation, et les taxes sur les betteraves, vins, tabacs et bois* [21 décembre 1951] (p. 9541) ; *Son amendement tendant à prévoir une avance du Trésor* [22 décembre 1951] (p. 9580) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4 : *Sa demande de disjonction de la ligne « prestations familiales agricoles »* [22 décembre 1951] (p. 9613). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Ouverture de crédits pour les sinistrés des inondations du Sud-Ouest* [12 février 1952] (p. 637, 638). — Prend part à la discus-

sion : d'une proposition de loi relative à l'attribution à certains métayers de l'allocation aux vieux travailleurs salariés : en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1952] (p. 1442 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'allocation temporaire et la sécurité sociale minière : *Discussion générale* [1^{er} avril 1952] (p. 1701); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : *Son amendement tendant à prendre 1939 comme année de référence pour les quantités de denrées déterminant le prix des baux* [3 juillet 1952] (p. 3482); *Amendement de M. Rochet tendant à diminuer de 15 0/0 les baux à ferme* (p. 3484); *Son amendement tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers, cheptel compris* (p. 3487); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des olivaiés (Prix du colza)* [25 octobre 1952] (p. 4474); *le retire* (p. 4475); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à la détaxation des eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac* [7 juillet 1953] (p. 3302); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Politique « anti-paysanne », lenteur d'exécution du grand projet d'irrigation des coteaux de Gascogne, calamités agricoles régionales, inapplication pratique du statut du fermage et du métayage* [22 octobre 1953] (p. 4490, 4491); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Article additionnel : *Son amendement relatif à la titularisation des contractuels de l'Institut national de la statistique* [26 novembre 1953] (p. 5594); — des interpellations sur le prix du tabac : *Prêts aux planteurs pour la construction de séchoirs* [28 décembre 1953] (p. 6897). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la suppression éventuelle de la ligne de chemin de fer Auch—Tarbes [5 mars 1954] (p. 705, 706). — Dépose une demande d'interpellation sur les persécutions dont sont l'objet les anciens membres de la Résistance dans le département du Gers et la mise en liberté immédiate d'anciens résistants du Gers [31 mars 1954] (p. 1530). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère

des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Réforme statutaire intéressant le personnel des enquêtes économiques)* [15 novembre 1954] (p. 5000); Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (Attribution d'une prime de technicité aux commis de l'Institut national de la statistique)* (p. 5006); Chap. 44-13 : *Son amendement indicatif (Relèvement du salaire des vacateurs affectés au remboursement des charges fiscales aux exportateurs)* (p. 5011); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Sa demande de renvoi à la commission (Irrigation des coteaux de Gascogne)* [27 janvier 1955] (p. 325 à 327). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. A. Tourné sur la politique viticole : *Blé, lait, œufs, vin; irrigation des coteaux de Gascogne* [24 mars 1955] (p. 1901, 1902). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Vote du budget annexe des prestations familiales agricoles)* [28 juin 1955] (p. 3392); Art. 1^{er} : *Son amendement (Enseignement obligatoire et gratuit sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* (p. 3397, 3399); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Centres uniquement publics)* [30 juin 1955] (p. 3511); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Prestations familiales agricoles* [29 juin 1955] (p. 3453, 3455); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Son article additionnel (Suppression de certaines taxes sur les produits de consommation courante)* [19 juillet 1955] (p. 3926); *le retire* (ibid.); *le reprend sous forme d'amendement à l'article 5 (Institution d'une taxe sur la fortune)* (p. 3926, 3928); *Son article additionnel (Délais pour le versement des sommes nécessaires aux caisses)* [20 juillet 1955] (p. 3953, 3954). — Est entendu sur la question orale de M. Thamier à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, relative à la situation de la culture du tabac en Lot-et-Garonne [5 août 1955] (p. 4658). — Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'affectation de la redevance radiophonique

(suppression de l'orchestre radiophonique de la région de Toulouse) [7 octobre 1955] (p. 4870).

CATOIRE (M. Jules), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (M. R. P).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [14 novembre 1951] (F. n° 53), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 314), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [30 janvier 1953] (F. n° 226), [31 janvier 1955] (F. n° 490). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé Vice-Président de cette Commission [16 juillet 1953] (F. n° 278), [5 mars 1954] (F. n° 358), [11 mars 1955] (F. n° 506). — Est nommé membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (F. n° 364).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la « Charte de l'Habitat », n° 1097. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 1259 (rectifié). — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les textes réglementaires fixant les modalités d'application de l'allocation de logement, n° 1444. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisa-

tion de la sécurité sociale dans les mines, en faveur des ouvriers mineurs qui ont atteint l'âge de 13 ans entre le 1^{er} janvier 1914 et le 1^{er} août 1914, n° 2442. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en faveur des ouvriers mineurs qui ont été prisonniers civils pendant la guerre 1914-1918, n° 2444. — Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice du régime spécial de la sécurité sociale minière aux travailleurs de l'Union française, et à faire bénéficier les travailleurs qui ont participé à la reconstruction des exploitations minières sinistrées par suite de la guerre 1939-1945 des mêmes avantages que leurs camarades qui ont effectué les mêmes travaux après la guerre 1914-1918, n° 2649. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à assujettir au régime spécial de la Sécurité sociale dans les mines les personnels des charbonnages de France, des services centraux des houillères, des services commerciaux et agences de ventes, des unions régionales de sociétés de secours minières et de la caisse de retraites des employés des mines, n° 3105. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi relative à l'affiliation au régime spécial de la Sécurité sociale dans les mines de certains ouvriers des entreprises travaillant pour le compte des exploitations minières, n° 3269. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux mineurs qui justifient de trente années de services, dont au moins vingt années accomplies au fond, de bénéficier, sur leur demande et sans condition d'âge, d'une pension de retraite, n° 3368. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 relatif aux travaux de reconstitution, n° 3763. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 4092. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à octroyer une dispense de versements plus étendue aux ouvriers qui ont été réformés au cours de la guerre 1914-1918 par suite de blessures ou de maladies contractées pendant les hostilités et qui n'ont pu, de ce fait, reprendre le travail à la mine

immédiatement après leur démobilisation ou leur réforme, n° 5018. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 158 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 afin de faire bénéficier les veuves des travailleurs de la mine des avantages accordés aux veuves des fonctionnaires civils et militaires par l'article 55 du Code des pensions civiles et militaires, n° 7187. — Le 9 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 concernant les retraites minières, n° 7412. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à rendre valables les accords à intervenir entre propriétaires et locataires pour la modernisation et l'exploitation des installations de chauffage, n° 8158. — Le 29 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 6554) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 8182. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 8826) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 9145. — Le 11 août 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 8948) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n° 9146. — Le 28 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 10528. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever de 20 0/0 les retraites minières, à porter les pensions de réversion aux deux tiers de la pension du mari et à accorder immédiatement, avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1955, une indemnité d'attente de 1.000 francs par mois aux

retraités, de 500 francs aux veuves et de 375 francs aux orphelins, n° 11545.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Son amendement relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille* [20 mars 1953] (p. 2062 et suiv.); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Etat A, Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Insuffisance du personnel)* [26 novembre 1953] (p. 5584); Etat C, Chap. 8401 : *Amendement de M. Dronne tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement)* (p. 5591, 5592); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Etat D : *Son amendement tendant à prévoir l'aide de la C.E.C.A. pour la réadaptation de la main-d'œuvre* [10 décembre 1953] (p. 6431); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, amendé par le Conseil de la République, Art. 8, Etat D : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la contribution versée à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [31 décembre 1953] (p. 7242); — d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Nécessité de révision des contrôles des sociétés nationales)* [2 décembre 1953] (p. 5858); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** (exercice 1954); Art. 44 : *Son amendement tendant à ramener le taux d'intérêt des prêts à 4,5 0/0 pour les Charbonnages de France* [12 décembre 1953] (p. 6625); — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Critique du contrôle dans les entreprises nationalisées, cas des houillères, différenciation entre les entreprises nationalisées, coopération avec le personnel, autonomie vis-à-vis de l'administration, le client principal contrôleur)* [11 mars 1954] (p. 812 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement : Suppression de l'abrogation des décrets du*

11 mai 1953 relatifs à la fusion et à la concentration des sociétés nationales d'assurances et de capitalisation (p. 814); Son amendement : Suppression de l'abrogation des décrets du 11 mai 1953 n° 53-416 relatif au conseil d'administration des services nationaux d'Electricité et de Gaz de France (p. 815); Son amendement (Délai d'un mois imparti au Gouvernement pour procéder à une codification du contrôle des entreprises nationalisées) (p. 815). — Son rapport sur les élections partielles du département du Maine, et-Loire (M. Sauvage) [11 juin 1954] (p. 2951). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Son article additionnel (Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession) [6 juillet 1954] (p. 3208); Son article additionnel (Imposition des fournitures d'eau chaude et d'air chaud utilisées pour le chauffage des immeubles) (p. 3211, 3212); le retire (p. 3212); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques; Art. 1^{er} bis : Amendement de M. Louvel (Droits des collectivités locales et des autorités concédantes en matière d'électricité et de gaz) [22 mars 1955] (p. 1818); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 14 : Son amendement (Maintien de la taxe sur le fuel pour la sauvegarde des charbonnages) [17 mai 1955] (p. 2844 à 2846); — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : Discussion générale [22 novembre 1955] (p. 5906).

CATRICE (M. Jean), Député du Nord [2^e circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommé vice-président de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 7), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique et du programme de relèvement

européen [21 septembre 1951] (F. n° 46). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé secrétaire de cette Commission [16 juillet 1953] (F. n° 278), [5 mars 1954] (F. n° 358), [11 mars 1955] (F. n° 506). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie, en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juin 1954] (F. n° 394). — Est nommé par cette même Commission pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à instituer un Grand Ministère de l'Economie nationale, organisme efficace de propulsion et d'expansion de l'économie française, n° 2648. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à considérer comme enfants à charge, au point de vue fiscal, les jeunes gens morts pour la France, n° 2881. — Le 28 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1818) relatif à la ratification : 1° d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers; 2° d'une convention sur la valeur en douane des marchandises; 3° d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière; 4° d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signés à Bruxelles le 22 décembre 1950, n° 3096. — Le 18 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2831) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-soviétique du 3 septembre 1951 concernant leurs relations commerciales réciproques et le statut de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, n° 3719. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi sur l'institution de commissions économiques régionales, correspondantes du Conseil Economique,

n° 3799. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un « Comité de coordination et d'organisation des régions économiques », **n° 3972.** — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 6158) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention conclue entre la France et la Belgique, signée le 30 janvier 1953 à Paris et relative à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés à la frontière franco-belge, **n° 6642.** — Le 31 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 8037) de M. André Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne modifier le taux de libération des échanges qu'en fonction de l'amélioration de la conjoncture dans chaque secteur industriel, commercial et agricole français, **n° 8204.** — Le 10 juin 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 3072) de M. Emile Bèche et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, **n° 8627.** — Le 9 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer des comités économiques régionaux, **n° 8869.** — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à réglementer les droits de succession entre sœurs célibataires ou veuves de guerre non remariées, **n° 10493 (rectifié).** — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du 29 août 1955 relatif au remboursement des charges sociales et fiscales aux entreprises exportatrices et à maintenir en vigueur l'aide à l'exportation existant au 1^{er} janvier 1955, tant qu'une harmonisation des charges fiscales et sociales ne sera pas réalisée sur le plan européen, **n° 11482.** — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 11482) de M. Catrice et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'arrêté du 29 août 1955 relatif au remboursement des charges sociales et fiscales aux entreprises exportatrices et à maintenir en vigueur l'aide à l'exportation existant au 1^{er} janvier 1955, tant qu'une harmonisation des charges fiscales et sociales ne sera pas réalisée sur le plan européen, **n° 11691.** — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à réduire à 10 0/0 le taux de la taxe sur la valeur ajoutée

pour les articles textiles afin de remédier à la crise qui sévit dans cette industrie, **n° 11821.**

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er}: *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à lier l'échelle mobile aux résultats de la taxe de transaction* [20 septembre 1951] (p. 7512); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; **MARINE MARCHANDE**, Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour réserver un pourcentage de places aux marins coloniaux* [15 novembre 1951] (p. 8059); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Insuffisance des recensements économiques)* [5 décembre 1951] (p. 8833, 8834); Chap. 4010: *Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Œuvres sociales du Ministère)* (p. 8836, 8837); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits en faveur de l'Association pour l'accroissement de la productivité* [11 décembre 1951] (p. 8989); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 9 : *Son amendement tendant à accorder la participation de l'Etat aux petites entreprises qui se modernisent* [28 décembre 1951] (p. 10.005); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le desserrement indispensable du crédit et plus spécialement du crédit de trésorerie [24 janvier 1952] (p. 324); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la crise de l'industrie textile et au chômage qui en résulte [17 juin 1952] (p. 2957); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'importance du chômage dans le Nord, les importations de l'étranger* [1^{er} juillet 1952] (p. 3362, 3363). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les prix imposés : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 juin 1952] (p. 3089); — du projet de loi portant ratification des conventions douanières de Bruxelles : en qualité de *Rapporteur* [24 juin 1952] (p. 3142); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes

professionnelles ; Art. 2 : *Amendement de M. Catroux tendant à supprimer la mention du « dumping »* [26 juin 1952] (p. 3228) ; *Son amendement tendant à inclure le refus de vente au prix du marché* (p. 3231) ; Titre II : *Amendement de M. Gaborit tendant à supprimer le tribunal national des ententes et à simplifier le règlement des litiges* (p. 3248) ; Art. 14 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif à la composition du tribunal des ententes* [10 juillet 1952] (p. 3783) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3795) ; — du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Son rappel au règlement (lecture du rapport)* [29 janvier 1953] (p. 642). — Pose à : M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la reconstruction du pont de Château-Rouge à Tourcoing [30 janvier 1953] (p. 735, 736) ; — M. le Ministre des Affaires économiques une question relative à la situation économique [20 mars 1953] (p. 2090 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (La garantie de l'Etat apparente aux yeux des souscripteurs)* [2 décembre 1953] (p. 5834) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1953] (p. 7040) ; *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* (p. 7042) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7095) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Incompatibilité entre la taxe de statistique et l'expansion économique)* [4 mars 1954] (p. 637, 638). — Intervient sur une question orale de M. Duquesne à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques relative à l'octroi de délais aux chômeurs pour le paiement de leurs impôts [14 mai 1954] (p. 2437). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à*

l'exportation ; situation des ports français) [29 juin 1954] (p. 3153) ; *son rappel au règlement* (p. 3154) ; *son amendement à l'article additionnel de M. André Hugues (Régime fiscal des transports internationaux)* [6 juillet 1954] (p. 3207) ; *le retire* (p. 3208) ; — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, en qualité de *Rapporteur pour avis : Taxe sur le domaine public correspondant à l'impôt sur la culture populaire* [30 juin 1954] (p. 3182) ; *Sa demande de disjonction de l'article 6 (Rejet du domaine public payant, mesures de détaxation à l'exportation)* [7 juillet 1954] p. 3268) ; *la retire* (ibid.) ; — Dépose une demande d'interpellation : sur la libération des échanges [25 novembre 1954] (p. 5412) ; — sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [2 février 1955] (p. 597). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Incidents de la manifestation paysanne de Lille ; fédération agricole du Nord* [4 février 1955] (p. 707). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la reconstruction des ponts dans le Nord [4 mars 1955] (p. 1084, 1085). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent [10 mars 1955] (p. 1277). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Commerce extérieur, libération des échanges, salaire féminin en France, reconversion et deuxième plan de modernisation, crédit à moyen terme, entreprises marginales)* [19 mars 1955] (p. 1716 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Problème des débouchés, niveau de vie, répartition du revenu national, emploi, petites entreprises et artisanat, crise du Nord* [10 mai 1955] (p. 2646 à 2648) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires militaires pour juillet 1955 : *Sa demande de suspension (Précisions quant au sort des agriculteurs réservistes)* [29 juin 1955] (p. 3450) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Question préalable de M. Hénault (Allocation de la mère au foyer, financement)* [19 juillet 1955] (p. 3902, 3903) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons) ; Art. 16 : *Amendement de M. Anthonioz (Non-application de ces dispositions aux hôtels et restau-*

rants) [8 novembre 1955] (p. 5538); Art. 24 : *Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social dans un débit de boissons* (p. 5541); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Affectation des aînés de familles nombreuses et des soutiens de famille, libération des maintenus* [22 novembre 1955] (p. 5923); *motion préjudicielle de M. Deixonne (Majoration des traitements et salaires, préface à l'abrogation du décret sur les « fausses coopératives »)* [23 novembre 1955] (p. 5954).

CATROUX (M. Diomède), Député de
Maine-et-Loire. (R. S.).

Secrétaire d'Etat à l'Air

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955,

Secrétaire d'Etat à l'Armement

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé vice-président de la Commission des affaires économiques [22 janvier 1953] (F. n° 217). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [3 février 1953] (F. n° 226); de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine en qualité de membre suppléant [8 juin 1954] (F. n° 394).

Dépôts :

Le 29 mai 1952, une proposition de résolution tendant inviter le Gouvernement à étendre les dispositions de l'article 36 de la loi du 29 juillet 1881 aux chefs militaires des Etats étrangers, alliés ou associés, hôtes officiels de la France, n° 3528. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux artisans ruraux de pouvoir utiliser les services d'un compagnon ayant terminé son apprentissage de 18 à 21 ans, tout en conservant le bénéfice des dispositions de l'article 184 du Code général des impôts, n° 4062. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, n° 6998.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine-et-Marne [5 juillet 1951] (p. 5894). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (2^e collège) [9 août 1951] (p. 6297); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Motion préjudicielle de M. Leenhardt tendant à commencer immédiatement le débat sur l'échelle mobile des salaires* [5 septembre 1951] (p. 6923, 6924); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE : Chap. 10-10 : *Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Manque de sulfate de cuivre)* [21 novembre 1951] (p. 8256); ETATS ASSOCIÉS, Chap. 50-30 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'action sociale (Enfants eurasiens et africasiens)* [13 décembre 1951] (p. 9130); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Nécessité d'un statut pour France-Presse)* [19 décembre 1951] (p. 9362); le retire (ibid); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle de l'amiral Auboyneau à Madagascar)* [22 novembre 1951] (p. 8338); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de

l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les avantages du pool non compensés par ses dangers dans l'avenir, les réticences de l'Allemagne qui n'a pas encore ratifié le traité)* [7 décembre 1951] (p. 8948 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [24 janvier 1952] (p. 324). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : *Sa demande de censure contre Mme Péri* [28 mars 1952] (p. 1635). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne diffamatoire poursuivie sur l'initiative d'organisations politiques, par voie de presse d'affiches contre certains chefs militaires alliés hôtes de la France [29 mai 1952] (p. 2535). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prix imposés : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse trop rapide des prix français par rapport aux prix mondiaux, l'insuffisance de la concurrence française sur les marchés étrangers)* [20 juin 1952] (p. 3077 et suiv.); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur la législation antitrust aux U. S. A., la violation des principes de législation par le texte proposé, la lutte contre le malthusianisme)* [24 juin 1952] (p. 3167, 3168); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la mention du « dumping »* [26 juin 1952] (p. 3228); *Son amendement tendant à supprimer l'énumération des manœuvres de spéculation* (p. 3228); Art. 3 : *Son amendement tendant à déférer au Conseil supérieur des ententes les conventions imputables à des entreprises ayant un statut légal particulier* (p. 3232); Art. 7 : *Son amendement relatif à l'enquête par le Conseil supérieur des ententes* (p. 3250); Art. 8 : *Son amendement relatif à la création d'un secrétariat examinant les procédures gracieuses* (p. 3250); Art 10 bis : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les pratiques condamnables* (p. 3251); Art. 13 : *Son amendement tendant à modifier et à compléter l'article 419 du Code pénal, évitant ainsi une juridiction d'exception* (p. 3255 et suiv.); *Son amendement relatif au droit appliqué par le tribunal des ententes et tendant à ne pas établir de principes créant un tribunal d'exception* [9 juillet 1952] (p. 3732 et suiv., 3738); Art. 18 : *Son amendement tendant à substituer « ordonner » à « enjoindre »*

[10 juillet 1952] (p. 3787); *Son amendement tendant à ne pas déclarer nuls les actes interdits* (p. 3787); *Son amendement tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique* (p. 3789); Art. 20 : *Son amendement tendant à prévoir un appel devant la Cour de cassation* (p. 3792); le retire (ibid); Art. 21 : *Son amendement tendant à définir les sanctions pour faux témoignage devant le tribunal des ententes* (p. 3792); Art 27 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article fixant la procédure du tribunal des ententes* (p. 3793); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux parties de prendre connaissance du dossier* (p. 3794); Art. 27 ter : *Son amendement tendant à ne pas prévoir de décret permettant de diviser le tribunal en sections* (p. 3794); le retire (ibid); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 41-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'agence France-Presse (Vote du statut de l'A. F. P.)* [31 octobre 1952] (p. 4656 et suiv.); le retire (p. 4659); — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix, l'emprunt à garantie or, la faillite de la politique Pinay en matière de commerce, de logements, de réarmement)* [5 décembre 1952] (p. 5988, 5989); Art. 38 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à permettre aux artisans l'emploi de la force motrice et la constitution de stocks* [11 décembre 1952] (p. 6166); Art. 46 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à grouper toutes les sommes versées aux membres des conseils d'administration* (p. 6188); *Son amendement tendant à étendre l'article aux salariés des entreprises nationalisées* (p. 6189); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; Art. 12 : *Détaxe sur les engrais* [30 décembre 1952] (p. 7050); — du projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes (exercice 1952) : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Leenhardt* [29 janvier 1953] (p. 643); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières, Art. 3 : *Amendement de M. Furaud relatif à la création de sociétés d'exploitation avec une participation limitée à 33 0/0 de l'Etat pour ne pas étatiser*

les sociétés minières [24 février 1953] (p. 1282, 1283); *Son amendement tendant à limiter à 35 0/0 les participations de l'Etat* (p. 1285); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel: *Son amendement relatif au cas des crédi-rentiers ayant établi un contrat sur la base du salaire départemental moyen* [5 mars 1953] (p. 1615); *le retire* (ibid.); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards): *Discussion générale (Ses observations sur l'échec de M. Pinay, la fausse stabilité des prix en 1952, la réforme de l'Etat sur le plan financier, la baisse de la production)* [24 mars 1953] (p. 2252 et suiv.). — Prend part: au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France): *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Delbos (Sort de l'Union française et crédits militaires)* [4 juin 1953] (p. 2974, 2975); — à la discussion du projet de loi tendant à approuver une nouvelle convention avec la Banque de France: *Discussion générale (Ses observations en faveur du projet; Réserves concernant le prochain Cabinet)* [23 juin 1953] (p. 3120); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel): *Ses explications de vote (Ses observations sur la nécessité d'un « regroupement social et national » procédant à une révision d'ensemble de la politique intérieure et extérieure* [26 juin 1953] (p. 3159); — à la discussion: du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier: *Discussion générale (Caractère illusoire du remboursement des avances de la Banque; Déficit budgétaire et récession économique)* [7 juillet 1953] (p. 3292, 3293); — du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à rembourser aux importations de biens d'équipement les droits perçus* [21 juillet 1953] (p. 3639, 3640); — des interpellations sur la situation sociale: *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement (Mécontentement réel du pays)* [9 octobre 1953] (p. 4195); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine: *Déceptions d'une opinion française mal informée (Fait acquis de l'indépendance vietnamienne); Contradictions de la notion actuelle d'Union française, aux termes mêmes de la Constitution de 1946; Précédent heureux du*

nouveau traité franco-laotien, valable pour l'Indochine et même pour la Tunisie et le Maroc [27 octobre 1953] (p. 4599 et suiv.); — des interpellations sur la politique européenne: *Discussion générale (Les avantages de l'Europe unie, les inconvénients de la Communauté européenne de défense, le danger de fusionner avec des pays plus pourvus ou plus industrialisés, l'expansion allemande)* [19 novembre 1953] (p. 5288 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3131: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Institut national de la statistique (Suppression exagérée d'effectifs)* [26 novembre 1953] (p. 5583, 5584); COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ: *Son amendement tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* [27 novembre 1953] (p. 5647, 5648); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux: *Ses explications de vote sur l'ensemble (Absence du Garde des Sceaux)* [15 décembre 1953] (p. 6850, 6851); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République, Art. 29: *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation des dotations pour approvisionnements techniques constituées en 1948 et 1949* [31 décembre 1953] (p. 7278); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale (Mode de financement)* [4 mars 1954] (p. 637); Art. 4: *Son amendement (Régularisation des cotisations, cas des artistes à cachet)* (p. 639, 640); *le retire* (p. 640); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale: *Contre-projet de M. Guy Petit (Complexité de l'impôt sur l'énergie)* [25 mars 1954] (p. 1268); Art. 6: *Son amendement (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux)* [26 mars 1954] (p. 1340); Art. 8: *Son amendement (Avis du commissariat au plan sur l'exclusion des mesures de détaxation de certaines entreprises)* (p. 1358); Art. 18: *Amendement de M. Charpentier (Taux de la taxe)* (p. 1368); Art. 17 bis: *Amendement de M. Kœnig (Taxe unique sur la bière)* [29 mars 1954] (p. 1400, 1401); Art. 42: *Son amendement (Fixation du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1421, 1422); *Son amendement (Suppression du paragraphe 2*

concernant la révision de l'assiette et du taux de l'impôt sur les sociétés, en tenant compte de la nature juridique des sociétés et du montant des bénéficiaires (p. 1426) ; Articles additionnels : Report de leur discussion à la loi des voies et moyens (p. 1439) ; Art. 42 : Amendement de M. Cristofol (Discrimination des sociétés pour l'application de l'impôt) (p. 1446) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 18 : Taux de la taxe sur les engrais [9 avril 1954] (p. 1994) ; Art. 42 quater : Amendement de M. Tourtaud (Imposition des dotations pour approvisionnements techniques) (p. 1999) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation, Art. 1^{er} : Amendement de M. Grimaud (Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952 ; Aide à la sidérurgie française) [6 avril 1954] (p. 1802) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Ses explications de vote sur la question de confiance : menaces de dissolution inopérantes, faiblesse du « plaidoyer pro domo » de M. Pleven, sa lenteur à réagir (Risques pour Hanoï et le Delta), impuissance du Gouvernement Laniel, issu d'un compromis à l'heure des décisions [12 juin 1954] (p. 2976). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux forces armées (Air) (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (J.O. du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires, Art. 1^{er} : Vote de deux ou trois douzièmes provisoires [31 décembre 1954] (p. 7054). — Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Armement (remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (J.O. du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Armement (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (J.O. du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : Discussion générale (Missions de l'armée de l'air) [22 juillet 1955] (p. 4060, 4061) ; L'« Armagnac » [23 juillet 1955] (p. 4134) ; — d'interpellations sur le Maroc : Les deux politiques possibles ; Exécution des engagements d'Aix-les-Bains

[8 octobre 1955] (p. 4925 à 4927) ; — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : Ses explications de vote sur la question de confiance (Evolution du problème marocain) [28 octobre 1955] (p. 5342). — S'excuse de son absence [12 décembre 1952] (p. 6226). — Obtient un congé [12 décembre 1952] (p. 6226).

CAVELIER (M. André), Député de l'Eure.
(R. R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées, n° 2829. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à préciser le régime fiscal des aviculteurs, n° 4027.

CAYEUX (M. Jean), Député de la Seine
[1^{re} circonscription]. (M. R. P.)

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [10 août 1954] (F. n° 422). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de Justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951]

(F. n° 28). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser en 1951 des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, n° 193. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, en vue de définir, sous le signe d'une compétence indiscutée, la profession d'expert-comptable, n° 196. — Le 2 août 1951, une proposition de loi relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, n° 487. — Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instaurer les mesures indispensables pour permettre aux bailleurs de locaux occupés par des locataires économiquement faibles d'être indemnisés des réductions de loyers qu'ils ont consenties en application de la loi du 1^{er} septembre 1948, n° 546. — Le 13 septembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, sur la proposition de loi de MM. Dominjon, Grimaud et Jean Cayeux tendant à modifier l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse, n° 1083. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs, n° 1302. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les prestations allouées au personnel non officier de la gendarmerie nationale et de la garde républicaine, pour le couvrir des charges qui lui sont imposées en matière d'habillement et d'équipement, n° 1708. — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi, n° 1735. — Le 11 décembre 1951,

une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, n° 1955. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut, n° 2048. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système de distribution de lait aux enfants des écoles, n° 2128. — Le 24 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder au personnel de l'Institut médico-légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, accordant aux personnes du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 2207. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} octobre 1917 sur les débits de boissons, en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire, n° 2389. — Le 25 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier les règles applicables en matière de prix prévues à l'article 64 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 et à rétablir la notion de la valeur de remplacement, n° 2470. — Le 4 avril 1952, un avis, au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 2057) autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, n° 3211. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier le décompte des ressources des mutilés de guerre et du travail, dans l'appréciation du droit à l'allocation aux économiquement faibles et à la retraite des vieux travailleurs salariés, n° 3267. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à faciliter la participation des comités d'entreprises à la gestion et aux résultats des entreprises, et portant exonération de la taxe additionnelle établie par l'article 448 du Code de l'enregistrement pour la part d'augmentation de capital, par l'incorporation de réserves, attribuée par une société à son comité d'entreprise, n° 3270. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi portant ouverture d'un crédit de 60 millions de francs pour la création d'une bibliothèque Braille nationale et d'une discothèque nationale à l'usage des aveugles, n° 3369. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi

portant ouverture d'un crédit d'un million de francs en vue de l'acquisition et de la transformation en musée national de la maison natale de Louis Braille, n° 3370. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à assurer aux titulaires de pensions différées (loi du 22 mars 1924, art. 98) le bénéfice de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948 portant majoration des rentes viagères de l'Etat et des lois subséquentes qui l'ont modifiée, n° 3593. — Le 6 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 10 du décret n° 49-908 du 15 juin 1949 déterminant les prix maxima au mètre carré des dépendances et des terrains de toute nature loués ou occupés accessoirement aux locaux d'habitation, afin de mettre un terme à certaines anomalies résultant de l'application de l'article susvisé, n° 3595. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8, paragraphe premier, 3^e, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires relatif à la validation des services auxiliaires accomplis dans les différents établissements et administrations de l'Etat, n° 4094. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 juin 1948 et celle du 19 août 1946, qui ont accordé des jours de congés payés supplémentaires aux mères de famille et aux jeunes travailleurs, en vue d'en assurer la juste et constante application, n° 4444. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi accordant des facilités de transport par chemins de fer aux assurés sociaux bénéficiaires des prestations de l'assurance longue maladie, n° 4567. — Le 19 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais pour le paiement d'une partie des impôts directs et taxes assimilées exigibles le 1^{er} novembre 1952, n° 4795. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à apporter divers compléments à la législation relative aux pensions d'invalidité de la sécurité sociale, n° 5480. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à donner un statut légal à l'assurance volontaire au régime général de sécurité sociale, n° 5482. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à apporter divers aménagements à la législation de la sécurité sociale en faveur des jeunes travailleurs, n° 5483. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à prévoir dans le prochain budget du Ministère de l'Education nationale un crédit de l'ordre de 400 millions pour participation aux charges d'enseignement médical et de recherches médicales, supportées par les établissements hospitaliers de l'assistance publique de Paris, n° 6164. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946, en vue d'organiser le régime des prestations familiales pour les apprentis et les étudiants, n° 6379. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à assurer le classement des voies privées de la ville de Paris, n° 6382. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'établir juridiquement la qualité de locataire pour les membres de la famille légalement habilités à être maintenus dans les lieux, n° 6383. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-355 du 20 mars 1951 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 6384. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition, n° 6388. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 6164) de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain budget du Ministère de l'Education nationale un crédit de l'ordre de 400 millions pour participation aux charges d'enseignement médical et de recherches médicales, supportées par les établissements hospitaliers de l'assistance publique de Paris, n° 6459. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 4) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, n° 6589. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 20) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à réglementer le commerce et l'emploi des substances édulco-

rantes artificielles, n° 6590. — Le 8 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter du 15 octobre au 31 octobre 1953 la date limite de paiement des cotisations d'impôts directs et taxes assimilées qui ont été comprises dans les rôles mis en recouvrement du 1^{er} au 31 juillet 1953, n° 6825. — Le 12 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, n° 7144. — Le 6 janvier 1954, une proposition de loi tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi, n° 7599. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, n° 7721. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux enfants et aux adolescents atteints de surdi-mutité partielle et dont la rééducation nécessite des voyages fréquents dans les grands centres et notamment à Paris, le bénéfice de la réduction de 50 0/0 sur le prix des cartes d'abonnement ordinaire de la S. N. C. F. accordée aux élèves qui fréquentent les écoles, les collèges, les lycées et les établissements similaires, n° 7876. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à rétablir l'indemnité de doctorat ès sciences et ès lettres, n° 7905. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à fixer, dans le cadre des lois existantes, les limites de la prise en charge des frais occasionnés par la rééducation des enfants sourds ou aveugles, n° 7997. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi relative à la composition de la commission instituée par l'article 3 de la loi n° 47-1986 du 3 septembre 1947 pour l'octroi des prêts de l'Etat aux organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier et tendant à assurer la représentation à cette commission de chacune des différentes catégories d'organismes emprunteurs ainsi que la présence d'un représentant de l'Union nationale des associations familiales, n° 8414. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi relative à la pose d'antennes extérieures réceptrices de radio-diffusion et télévision dans les immeubles en co-propriété, n° 8546. — Le 24 juin 1954, une

proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires civils, atteints d'invalidité résultant de l'exercice de leurs fonctions, de pensions au moins égales à celles attribuées aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité du régime général de la sécurité sociale, n° 8718. — Le 8 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 8845. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à la création de quatre fonds autonomes nationaux de sécurité sociale et de prestations familiales, n° 9007. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux départements d'Algérie les dispositions de l'ordonnance du 3 mars 1945 sur l'Union nationale et les Unions départementales d'associations familiales, n° 9009. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux personnes âgées économiquement faibles une attribution régulière de sucre, n° 9339. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à relever la dotation du Fonds spécial d'investissement routier et à créer une tranche spéciale réservée au financement des travaux destinés à améliorer la circulation dans Paris et les très grandes villes françaises, n° 9357. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la patente les membres des professions imposables pour les emplacements occupés dans les garages publics par les voitures leur appartenant, n° 9590. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi portant réforme de la dévolution des successions collatérales et tendant à modifier l'article 753 du Code civil et à abroger l'article 754 de ce Code, n° 9606. — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à continuer et intensifier dans le cadre de l'O. N. U. l'action traditionnelle de la France pour la sécurité collective internationale par le désarmement progressif simultané et internationalement contrôlé, n° 9850. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration 1 0/0 des crédits affectés à la construction des bâtiments publics, n° 9974. — Le 25 janvier 1955, une proposi-

tion de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre, dans les services de l'Administration des P. T. T., une organisation de la médecine du travail, à l'exemple de celle qui fonctionne, de par la loi, dans de nombreux secteurs de l'industrie privée, n° 9979. — Le 28 janvier 1955, une proposition de loi concernant la dispense du timbre pour les procurations en vue de la représentation aux assemblées générales dans les sociétés coopératives, n° 10030. — Le 2 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 en vue de faire bénéficier effectivement des majorations d'ancienneté les fonctionnaires résistants qui ont atteint à la date du 27 septembre 1951 le traitement maximum du dernier grade auquel ils étaient susceptibles d'accéder, n° 10077. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux « chambres de bonne » ou pièces isolées récupérées par le propriétaire et non rendues à l'habitation, la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés, n° 10288. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 31 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, dans le but d'accorder une allocation annuelle de combustible aux titulaires de la carte sociale d'économiquement faible, n° 10307. — Le 23 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 9802) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré sur un terrain appartenant à la ville de Paris, n° 10495. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux agents du cadre fonctionnaire des Centres publics d'apprentissage de faire valider la totalité de leurs services pour le calcul de la retraite, n° 10660. — Le 11 mai 1955, une proposition de loi tendant à assurer le paiement à domicile des rentes versées aux rentiers viagers de l'Etat se trouvant dans l'impossibilité de se déplacer, n° 10709. — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 8 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 11128. — Le 23 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier les paragraphes I et II de l'article 5 du décret n° 55-559 du 20 mai 1955 relatif à l'amélioration de l'habitat

et à sa meilleure utilisation, n° 11301. — Le 23 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement et à majorer le supplément de pension du personnel subalterne du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, n° 11302. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 310 du Code civil relatif à la conversion en jugement de divorce du jugement de séparation de corps, n° 11417. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement autonome de l'allocation de logement, n° 11539. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à soumettre les détenus aux vaccinations et revaccinations légales et à prescrire une visite médicale avant leur libération, n° 11562. — Le 12 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux agents retraités des collectivités locales, titulaires de pensions proportionnelles, le maintien des droits acquis en matière de liquidation de pensions, n° 11591. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 10918) autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les pays membres du Conseil de l'Europe, n° 11655. — Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à assimiler les employés du pari mutuel sur les hippodromes au personnel des entreprises industrielles et commerciales, n° 11676. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à rétablir le bénéfice des exonérations fiscales au profit des associations culturelles de loisirs, de sports et d'éducation populaire sans but lucratif, n° 11812. — Le 16 novembre 1955, une proposition de loi tendant à créer un Haut-Commissariat chargé de l'aménagement du bassin de la Seine par la construction de grands barrages-réservoirs destinés, d'une part, à empêcher tout danger d'inondation et, d'autre part, à assurer l'alimentation en eau dont l'agglomération parisienne a le plus urgent besoin, n° 11890. — Le 25 novembre 1955, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant notamment des bonifications d'ancienneté pour les fonctionnaires ayant pris une part active et continue dans la Résistance, n° 11980.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES); Chap. 31-90 : *Tenue à Paris de la 6^e session de l'O.N.U.* [23 août 1951] (p. 6464). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Discussion générale* [29 août 1951] (p. 6592). — Son rapport sur les élections du département de l'Eure-et-Loir [29 août 1951] (p. 6605). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à disjoindre les six derniers alinéas relatifs à la délégation de l'allocation* [7 septembre 1951] (p. 7038); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à limiter l'emploi des fonds reçus par les associations de parents d'élèves des écoles libres* [8 septembre 1951] (p. 7116); *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7197); Art. 2 : *Amendement de M. Boisdé tendant à financer le projet grâce à des économies ou à des plus-values de recettes* (p. 7200); — d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires : *Discussion générale* [10 septembre 1951] (p. 7270); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le salaire minimum garanti, la loi Croizat, les allocations familiales insuffisantes)* [18 septembre 1951] (p. 7430, 7431); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* [20 septembre 1951] (p. 7514, 7515, 7517); *le retire* (p. 7517); — du projet de loi portant majoration des allocations des vieux travailleurs et des prestations familiales; Art. 10 : *Avances du Trésor aux diverses caisses* [25 septembre 1951] (p. 7624); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 30-40 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (Travailleurs nord-africains en France)* [13 novembre 1951] (p. 7946); P.T.T., Chap. 30-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

l'aménagement des locaux (Bureau de tri du 6^e arrondissement de Paris) [15 novembre 1951] (p. 8066); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : en qualité de *Président de la commission* [4 décembre 1951] (p. 8733, 8735); Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités diverses (Fonctionnaires sédentaires des services extérieurs)* (p. 8738, 8739); *le retire* (p. 8739); Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 8748); Chap. 40-40 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la lutte antituberculeuse (Vaccin B.C.G.)* (p. 8752); Chap. 41-10 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Indigents tuberculeux)* (p. 8777); Chap. 41-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Vieillards sans ressources)* (p. 8783, 8784); *le retire* (p. 8784); Chap. 50-20 : *Institut national d'études démographiques* (p. 8788, 8789); Chap. 50-50 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Relèvement du taux des bourses)* [5 décembre 1951] (p. 8807, 8808); Chap. 51-00 : *Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs la convention aux œuvres d'intérêt national (Lutte contre la tuberculose)* (p. 8812); Article additionnel : *Son amendement tendant à rembourser les frais d'hospitalisation des vieillards et infirmes sur leurs ressources* (p. 8818); *Sous-amendement de Mme Prin tendant à laisser aux assistés au moins 1.000 francs par mois* (p. 8818); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radiophonique les économiquement faibles* [19 décembre 1951] (p. 9358); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 14-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Constructions dans la région parisienne)* (p. 9420); *le retire* (ibid.); Chap. 14-90 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire (Adjoints d'hygiène scolaire)* (p. 9420); P.T.T., Chap. 11-10 : *Son rappel au règlement (Avis indicatifs)* [23 décembre 1951] (p. 9673); Chap. 60-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'établissement (Expropriation*

rue de Rennes à Paris) (p. 9676); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (Déséquilibre du budget des P.T.T.) (p. 9677, 9679); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis B : Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article relevant la surtaxe sur l'alcool [3 janvier 1952] (p. 88). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, une question relative à la construction d'un stade à Paris [23 novembre 1951] (p. 8453). — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : en qualité de Rapporteur [29 novembre 1951] (p. 8666, 8667); Amendement de M. Védrines tendant à annuler les élections (p. 8669); Amendement de M. Delbos tendant à invalider M. Rastel (p. 8671). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la protection de la région parisienne contre les inondations [14 décembre 1951 (p. 9202). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 : en qualité de Rapporteur pour avis [26 décembre 1951] (p. 9872, 9873); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 800 : Amendement de M. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements hospitaliers (hôpital de Saint-Lô) [27 décembre 1951] (p. 9918); Chap. 90-01 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des hôpitaux (Hospices de Lyon) (p. 9920); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Discussion générale (Nouveau mode de calcul de la surtaxe progressive) [1^{er} janvier 1952] (p. 13); Art. 6 : Réorganisation des bureaux d'assistance et des services de contrôle de la sécurité sociale [4 janvier 1952] (p. 161); Réunion de la Commission de la santé publique (p. 163); Art. 6 : Réforme des bureaux d'aide sociale [5 janvier 1952] (p. 167, 168); Article additionnel : Son amendement tendant à limiter à un mois les pouvoirs accordés à l'article 6 (p. 169); — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : Discussion générale [7 février 1952] (p. 494, 495); Sa demande de renvoi à la commission (p. 496); Art. 1^{er} : Amendement de Mme François tendant à inclure les enfants de moins de 15 ans d'âge scolaire [8 février 1952]

(p. 558); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 560, 561). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à la protection de la région parisienne contre les inondations [8 février 1952] (p. 552); — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : Contreprojet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les 3 mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 [25 février 1952] (p. 865); Art. 2 : Son amendement tendant à prévoir un délai de trois mois entre deux modifications du salaire minimum garanti (p. 883); Son rappel au règlement (Recevabilité de son amendement) (p. 883). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de la santé publique [26 février 1952] (p. 940). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 16 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive [26 février 1952] (p. 1016); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à détaxer les rentes viagères [21 décembre 1952] (p. 6882); Son amendement tendant à majorer l'abattement pour charges de famille (p. 6886); Amendement de M. Bouxam tendant à considérer comme enfants à charge les enfants majeurs infirmes ou poursuivant leurs études (p. 6886, 6887); Son amendement tendant à ne pas inclure les taxes dans le prix de vente (p. 6903); Amendement de M. Darou tendant à instituer une taxe unique sur les bières (p. 6905). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne proposé par la Russie [11 mars 1952] (p. 1222, 1223). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; Art. 1^{er} : Amendement de M. Barrot tendant à ne pas appliquer la loi aux sérums anti-microbiens d'origine humaine [14 mars 1952] (p. 1323, 1324); Art. 2 : Amendement de M. Ribère tendant à ne prélever de sang humain que sous la supervision d'un médecin (p. 1324, 1325); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 11 : Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux [3 avril 1952] (p. 1834);

Art. 22 : *Demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la Sécurité sociale, présentée par M. Boisdé* (p. 1842); *Son amendement tendant à ne pas limiter le plafond des salaires pour les prestations familiales* (p. 1843, 1844); Art. 36 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive, présentée par le Gouvernement* [4 avril 1952] (p. 1911); *Son amendement tendant à tenir compte des enfants majeurs parmi les enfants à charge et du cas des contribuables mutilés ou invalides* (p. 1914); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées sur les articles 44 à 48 relatifs à la répression des fraudes fiscales* [8 avril 1952] (p. 1990, 1991); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Art. 29 : *Amendement de M. Genton tendant à prévoir des décrets pour le plan de protection civile minimum* [10 avril 1952] (p. 2130); — d'une proposition de loi portant revision des rentes viagères constituées entre particuliers; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux titulaires de pensions différées provenant de pensions de guerre transformées* [10 avril 1952] (p. 2170); Art. 7 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux titulaires de pensions différées provenant de pensions de guerre transformées* (p. 2171). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré : *Ses observations sur le manque d'instituteurs dans la Seine* [11 avril 1952] (p. 2215). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, amendée par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [11 avril 1952] (p. 2244); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti; Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à assujettir les souscripteurs à la surtaxe progressive* [20 mai 1952] (p. 2361). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à la manifestation du 27 janvier 1952 à l'occasion de la fête du Tet [13 juin 1952] (p. 2905). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des budgets et de la trésorerie de la sécurité sociale, des prestations familiales et des accidents du travail [8 juillet 1952] (p. 3646). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi

relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à instituer un droit de préemption au profit des locataires d'appartements* [7 octobre 1952] (p. 4077, 4078); *Nouveau texte de la Commission* [9 octobre 1952] (p. 4162, 4163); *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à interdire au locataire exerçant son droit de retrait de revendre pendant cinq ans* (p. 4165, 4166); Art. B : *Son amendement tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* (p. 4166 et suiv.); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration* [10 octobre 1952] (p. 4215); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Protection accordée aux locataires évincés)* (p. 4218); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE; Etat A, Chap 3402 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Achat de machines off set)* [21 octobre 1952] (p. 4295); Chap. 4201 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour organismes internationaux (Bureau international de chimie analytique)* [25 octobre 1952] (p. 4469, 4470); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 octobre 1952], (p. 4586, 4587); Etat A, Chap 3101 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réforme hospitalière)* (p. 4592, 4593); Chap. 3491 : *Loyers et impôts (Edification du Ministère)* (p. 4602, 4603); Chap. 3621 : *Subventions à l'Institut national d'études démographiques (Recensement de la population)* (p. 4603); Etat B, Chap. 4621 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Hospice de Grugny [Seine-Inférieure])* (p. 4607); Chap 4623 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à la famille (Insuffisance des crédits)* (p. 4608); Chap. 4626 : *Assistance médicale gratuite (Hôpital de Petit-Quévilly à Rouen)* (p. 4609); *Amendement de M. Arbeltier tendant à réduire de un million les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Hôpitaux et cliniques privées)* (p. 4610, 4612); Chap. 4627 : *Amendement de*

Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Assistance aux pensionnaires des sanatoria) (p. 4613); Chap. 4628: *Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les maladies mentales (Asile de Sainte-Anne à Paris)* (p. 4615); Chap. 4631: *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux vieillards et infirmes (Application de la loi du 2 août 1949 sur l'assistance aux aveugles)* (p. 4617); IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 6120: *Bâtiments de l'imprimerie du Journal officiel* [4 novembre 1952] (p. 4699, 4700); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4715: *Prophylaxie du cancer* [4 novembre 1952] (p. 4725); Chap. 4721: *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Formation des travailleuses familiales)* (p. 4727, 4728); Art. 3: *Fixation du prix de la journée dans les sanatoria* (p. 4729); Article additionnel: *Recevabilité de l'amendement de M. Arbellier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire* (p. 4730); *Demande de vote par division, présentée par le Gouvernement* (p. 4732); *Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 4733); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3431: *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les services de contrôle (Aménagement du laboratoire de Marseille)* [8 novembre 1952] (p. 4935); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1000: *Equilibre du budget des P.T.T., heures supplémentaires du personnel* [14 novembre 1952] (p. 5135, 5136); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3651: *Subventions à la Ville de Paris (Corps des sapeurs-pompiers de Paris)* [13 décembre 1952] (p. 6343); *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la Ville de Paris (Dépenses de la Préfecture de police)* (p. 6344, 6345); Chap. 3761: *Dépenses relatives aux élections (Coût des élections partielles)* (p. 6346, 6347); Art. 5: *Son amendement relatif à la liquidation des retraites des sapeurs-pompiers* (p. 6367). — Est entendu dans la discussion sur le conflit de compétence entre deux Commissions pour l'examen du projet relatif à la protection de l'enfance [23 octobre 1952] (p. 4330). — Pose

à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative aux évasions du Centre psychiatrique de Villejuif [14 novembre 1952] (p. 5123, 5124). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Majoration des allocations familiales* [18 novembre 1952] (p. 5342). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre: *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués pour l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5395). — Posé à: M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative aux textes des sujets d'examen [5 décembre 1952] (p. 5997, 5998); — M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, une question relative aux importations de beurre [5 décembre 1952] (p. 5998, 5999). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Article additionnel: *Son amendement tendant à fixer le montant des emprunts faits par l'Office national de navigation pour le renouvellement du parc fluvial* [20 décembre 1952] (p. 6763); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE: *Centre antipoliomyélitique, hôpital de Marseille* (p. 6800, 6801); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, SECTION COMMUNE: Chap. 3101: *Amendement de M. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (Salaires des ouvriers de l'Etat)* [26 janvier 1953] (p. 381); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: Art. 8: *Amendement de M. Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* [30 janvier 1953] (p. 742); *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* (p. 742); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Chap. 3495: *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la Répu-*

blique pour le matériel des services divers (Répartition du produit de la taxe locale) [3 février 1953] (p. 821); Art. 5 : *Son amendement relatif au calcul des pensions des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 824); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 2 : *Amendement de M. Bichet tendant à accorder au Bureau les droits miniers résultant de ses recherches* [24 février 1953] (p. 1280); — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1529); *Sa demande de renvoi* (p. 1530, 1531); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 mars 1953] (p. 1716, 1717); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; Art. 2 : *Amendement de forme de M. Lacaze* [3 mars 1953] (p. 1536); Art. 9 : *Amendement de M. M. David relatif à la réduction des frais de placement des alcooliques internés* (p. 1538); Art. 11 : *Amendement de M. Lacaze relatif aux cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes* (p. 1540); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1543); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1552); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'application de la loi aux titulaires de pensions différées provenant de pensions de guerre* [5 mars 1953] (p. 1609); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à permettre au Gouvernement de majorer le prix des tabacs étrangers de luxe* (p. 1610); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1616); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Art. 1^{er} : *Demande de M. Genton tendant à réserver l'article (Ses observations relatives au régime d'ensemble du remboursement des frais de propagande électorale)* [20 mars 1953] (p. 2068); Art. 3 : *Prise en charge des frais électoraux (Ses observations sur la nécessité de traiter les conseillers généraux de la Seine comme ceux des autres départements)* (p. 2068); *Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 2068); Article additionnel : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon* (p. 2076); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de seconde délibération de la loi* [28 mars 1953] (p. 2548); — d'une proposition

de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. A : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retrait pour le locataire* [24 mars 1953] (p. 2216, 2218); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delcos portant suppression de la majoration des droits sur l'alcool (Frais indirects considérables — hôpitaux, etc. — imputables à l'alcool)* [7 juillet 1953] (p. 3300); Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955; Son rappel au règlement (Sa demande des temps de parole encore disponibles)* (p. 3320, 3321); Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires (Desir de la Commission du travail qu'il soit éventuellement tenu compte des travaux et rapports de la Commission touchant la réforme des lois d'assistance)* (p. 3323); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège (Nécessité de laisser une loi ordinaire régler ce problème)* [17 juillet 1953] (p. 3605, 3608); Art. 2 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à ne permettre le décret de clôture qu'après une session de huit mois au moins* (p. 3611); Art. 5 : *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à surseoir à la discussion des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République* [21 juillet 1953] (p. 3677); Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté* [22 juillet 1953] (p. 3786, 3788). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa demande d'inscription à l'ordre du jour de deux textes urgents en deuxième lecture, concernant les hôpitaux de Marseille et la pratique des soins à domicile* [24 juillet 1953] (p. 3926); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à prévoir sous peu un débat sur les prestations familiales* [13 octobre 1953] (p. 4215, 4217). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant l'assistance médicale gratuite (home care), amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (S'oppose à l'intervention tardive d'un décret en la matière et à l'application éventuelle de l'article premier de la loi de finances)* [30 octobre 1953] (p. 4699); *Son*

rappel au règlement (Inopposabilité de l'article premier : Sa demande de renvoi à la Commission des finances) (p. 4700); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Sa motion préjudicielle demandant le renvoi du débat [30 octobre 1953] (p. 4724, 4725); Motion de Mme Rabaté tendant à surseoir au débat, pour demander le rétablissement des crédits d'assistance à la famille, supprimés par décret (p. 4725); Observations préliminaires (Sanatorium d'étudiants de Saint-Hilaire-du-Harcouët) [4 novembre 1953] (p. 4824); Subventions de l'Education nationale à l'Assistance publique de Paris (p. 4825); Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant au renvoi de la discussion jusqu'au dépôt de diverses lettres rectificatives (Assistance à la famille) [5 novembre 1953] (p. 4836); Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 31-01 : Cas particulier de la Corse (p. 4837); Chap. 36-11 : Subventions à l'Institut national d'hygiène et à l'Institut d'études démographiques [5 novembre 1953] (p. 4863); Titre IV, Chap. 43-11 : Dossiers en instance touchant le titre d'infirmier ou d'infirmière (p. 4864); Chap. 46-23 : Assistance à la famille (Virement de crédits suggéré entre les chapitres concernant l'assistance à l'enfance, n° 46-22, et à la famille, n° 46-23; Nécessité de modifier le décret du 11 mai 1953) (p. 4867, 4868); Chap. 47-13 : Vaccination au B.C.G., libre choix du médecin (p. 4878); Etat A, Chap. 3111 : Economie de la lettre rectificative donnant en partie satisfaction à l'Assemblée [26 novembre 1953] (p. 5548); Etat B, Chap. 5610 : Reconstruction des établissements nationaux pour les vieillards et infirmes (Insuffisance des hospices en Corse) (p. 5552, 5553); Article additionnel : Son amendement tendant à prévoir la titularisation par décret de certains employés de l'Institut national d'hygiène (p. 5555, 5556); Etat A, Chap. 4613 : Deuxième délibération sur plusieurs chapitres : Disjonction de chapitres relatifs aux établissements nationaux de bienfaisance (p. 5557); Ses explications de vote sur l'ensemble (Etablissement de home-care) (p. 5558, 5559); INTÉRIEUR : Date de la suite du débat [6 décembre 1953] (p. 6137); P. T. T., Etat A, Chap. 1160 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses pour le personnel (Contrôleurs non intégrés) [7 décembre 1953] (p. 6237); le retire (ibid.); EDUCATION NATIONALE : Motion

préjudicielle de M. Billères tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives (Rythme des travaux parlementaires) [8 décembre 1953] (p. 6269, 6270); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3131 : Protection civile (Insuffisance de la défense civile) (p. 6285); Chap. 3192 : Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel ouvrier de la protection civile (Démarrage du programme de défense civile en 1954) (p. 6288); Chap. 3432 : Amendement de Mme Grappe tendant à supprimer le chapitre relatif au matériel de la protection civile (Dangers de la guerre moderne avec bombes atomiques et gaz) (p. 6290); Etat B, Chap. 5730 : Protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien) [9 décembre 1953] (p. 6343); Article additionnel : Sous-amendement de Mlle Marzin limitant aux villes de Paris et de Marseille l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal [10 décembre 1953] (p. 6404); Son amendement tendant à réserver 1 0/0 des crédits de la Défense nationale à la protection de la population civile (p. 6410 et suiv.); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Art. 2 : Construction de l'autoroute du Sud à Paris [12 décembre 1953] (p. 6601, 6602); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [13 décembre 1953] (p. 6652); Etat A, Chap. 3111 : Services de santé (Résultat de l'enquête parlementaire sur l'équipement sanitaire insuffisant de la Corse) (p. 6653, 6654); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : Primes attribuées au personnel des douanes [30 décembre 1953] (p. 7035); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Crédits pour la protection civile) [31 décembre 1953] (p. 7191); Etat A, Chap. 3431 : Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement) (p. 7692); Art. 1^{er} : Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953 (p. 7193); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 4201 : Subvention au Laboratoire international de chimie analytique [31 décembre 1953] (p. 7223); Chap. 4424 : Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter à l'étranger l'effort de propagande en faveur du vin (p. 7224); Art. 6 bis : Adductions d'eau potable (Finance-

ment du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau, alimentation de Paris en eau potable) (p. 7230, 7234). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : *Motion de M. Flandin tendant au renvoi en Commission (Impossibilité morale de statuer sur dossier reconnu insuffisant, référence à M. de Léotard)* [6 novembre 1953] (p. 4918). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du règlement : *Discussion générale (Annulation des convocations de Commissions)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5775); — du projet de loi relatif à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Frais de cure de désintoxication)* [2 décembre 1953] (p. 5854); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pineau tendant à ne pas opposer la loi des maxima à l'application de lois déjà votées* [13 décembre 1953] (p. 6715); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953 (Fléau de l'alcoolisme)* [31 décembre 1953] p. 7274); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 2 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi des lettres recommandées* [15 décembre 1953] (p. 6833); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Exercice du droit de reprise sur les locaux utilisés comme hôtels ou meublés* [31 décembre 1953] (p. 7114, 7115); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Limitation du droit de reprise)* (p. 7116); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Art. 1^{er} : *Ouverture de 178.259.322.000 francs de crédits pour janvier et février 1954 (Protection civile)* [29 décembre 1953] (p. 6960, 6961); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis-aller constitué par ces douzièmes n'engageant pas l'avenir)* [29 décembre 1953] (p. 6994); — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 dé-

cembre 1953 : *Discussion générale (Les consignes données à la police, l'appui donné aux étudiants par l'Assemblée)* [30 décembre 1953] (p. 7020, 7021); *Son ordre du jour blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* (p. 7025 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du texte majorant les prestations familiales en deuxième lecture* [30 décembre 1953] (p. 7058). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement pour redonner à la jeunesse de notre pays confiance dans les institutions de la République [9 février 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Indemnisation des souscripteurs, annulation des crédits, octroi des primes à la construction, refonte de la législation sur les sociétés de crédit différé)* [18 février 1954] (p. 386, 387); *Article additionnel de M. Siefridt (Facilités de trésorerie pour les souscripteurs engagés dans l'achat d'immeubles)* (p. 392, 393); *Son article additionnel (Conditions de fonctionnement des entreprises de crédit différé)* (p. 393, 395); — des interpellations concernant les expulsions de locataires : *Son ordre du jour (Interdiction des expulsions sans relogement, construction de logements et de cités d'urgence, réquisition des locaux vacants, crédit permettant l'acquisition de logements familiaux mis en vente)* [2 mars 1954] (p. 597, 598); — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945; Art. 1^{er} : *Son amendement (Prélèvement de sang destiné aux services de transfusion sanguine de l'armée et aux besoins de la santé publique)* [4 mars 1954] (p. 647); Art. 4 : *Son amendement (fixation des modalités d'application de la loi)* (p. 647); — d'une proposition de loi concernant l'habitation des pièces isolées : *Ses explications de vote (Regroupement des chambres des étages supérieurs, cas de Strasbourg)* [5 mars 1954] (p. 700); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, Article unique : *Amendement de M. Anthonioz (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1^{er} avril 1957, priorité pour le relogement dans les H. L. M.)* [12 mars 1954] (p. 853); — d'un projet de loi relatif aux dépenses des Ministères

pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi-programme de protection civile* [18 mars 1954] (p. 983, 984); *la retire* (p. 986); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 bis : *Affectation des crédits concernant la protection civile* [1^{er} avril 1954] (p. 1607); — d'un projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1954, Chap. 47-12 : *Contribution forfaitaire de l'Etat aux charges d'enseignement et de recherche médicale; Son amendement (Rétablissement de la dotation de ce chapitre, réforme hospitalière, cas de Mme Renard)* [1^{er} avril 1954] (p. 1623, 1624); Chap. 34-41 : *Facilités de voyage pour les associations de jeunesse* (p. 1666); *Organisation des « jeux de l'Union française », intensification de l'équipement sportif, problème de la jeunesse française* (p. 1666 et suiv.); Chap. 36-73 : *Taux des allocations de chômage accordées aux artistes, comédiens et artistes dramatiques* (p. 1692); Etat B, Chap. 56-80 : *Occupation de l'hôtel du peintre Rigaud par l'O.T.A.N.* (p. 1694, 1695); Chap. 43-93 : *Bourses de voyage* (p. 1699); Chap. 31-21 : *Indemnité de doctorat* (p. 1709); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui : *Ses explications de vote (Texte de sauvegarde sociale, nécessité d'un débat concernant la lutte contre l'alcoolisme et le régime de l'alcool)* [6 avril 1954] (p. 1781); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 47 bis : *Son amendement (Exonération des droits de mutation sur les maisons d'habitation)* [9 avril 1954] (p. 2001); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles certains fonctionnaires de l'administration des postes, télégraphes et téléphones ont été écartés du bénéfice de l'intégration [13 mai 1954] (p. 2368). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant au regroupement des dates des élections [14 mai 1954] (p. 2444); Art. 1^{er} : *Son amendement (Interdits et aliénés)* (p. 2453, 2454); *le retire* (p. 2454); — Prend part à la discussion : en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'assistance médicale gratuite : *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances à une seconde lecture* [25 mai 1954]

(p. 2691); — du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités; Art. 6 : *Son amendement (Application de la loi aux départements et territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun)* [10 juin 1954] (p. 2905); — d'une proposition de loi, en deuxième lecture, relative aux expulsions et au relogement; Art. 7 bis : *Engagements écrits souscrits par des occupants s'engageant à quitter les lieux à une date prévue; constructions d'urgence, récupération des pièces isolées* [8 juillet 1954] (p. 3354). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer : *Crédits nécessaires* [20 juillet 1954] (p. 3446). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget; surcompensation des différents régimes d'allocations familiales, déficit de l'assurance maladie)* [29 juillet 1954] (p. 3721 et suiv.); *Demande de disjonction présentée par M. Patinaud (Virement en faveur du budget des prestations familiales agricoles d'une partie de la subvention prévue pour le prix du pain)* [30 juillet 1954] (p. 3752); — de ce projet de loi en seconde délibération; Art. 3 : *Son amendement (Surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales de l'ensemble des régimes)* (p. 3762). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Allusion aux allocutions radiodiffusées du Président du Conseil (« La seule représentation républicaine qui vaille, c'est le Parlement »); précédent posé par M. Edgar Faure, recueillant l'avis du Parlement avant de se rendre à Lisbonne* [31 août 1954] (p. 4489). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles « certains fonctionnaires de l'administration des postes, télégraphes et téléphones ont été écartés du bénéfice de l'intégration » [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T., Etat A, Chap. 10-10 : *Liquidation des pensions des receivers des P. T. T. mis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1948* [9 novembre 1954] (p. 4840); Chap. 10-20 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Situation des agents non intégrés)* (p. 4846); Chap. 10-30 : *Son amendement indicatif (Modalités de recru-*

tement des contrôleurs) [10 novembre 1954] (p. 4879); Chap. 10-50 : *Son amendement indicatif (Conditions de travail du personnel des chèques postaux ; construction de logements, utilisation de la dot de la caisse d'épargne)* (p. 4881, 4882); Etat C, Chap. 53-00 *Amendement de M. Dagain tendant au rejet de ce chapitre (Insuffisance de crédits en ce qui concerne les installations téléphoniques)* (p. 4897, 4898). — Est entendu : sur la question orale de M. Bichet à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet du différend entre la radiodiffusion-télévision française et les artistes lyriques et dramatiques [12 novembre 1954] (p. 4944); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Désordre des débats parlementaires* [19 novembre 1954] (p. 5205). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1954, Etat A, Chap. 34-32 : *Protection civile, sa demande de disjonction* [23 novembre 1954] (p. 5293, 5294); Chap. 34-95 : *Amendement indicatif de M. Quinson (Réorganisation des Halles centrales, cas des marchands en terrasses)* (p. 5295, 5296); Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales ; difficultés des collectivités locales à la suite de la réforme des lois d'assistance* (p. 5305 et suiv.); Chap. 46-91 : *Amendement indicatif de M. Ribère (Secours aux victimes d'Orléansville)* (p. 5321); Chap. 31-32 : *Protection civile, sa demande de réserver le chapitre jusqu'à la discussion du budget de la santé publique* (p. 5323); *la retire* (ibid) — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la réduction de 50 0/0 du tarif de la Société nationale des chemins de fer français en faveur des groupements de jeunesse [26 novembre 1954] (p. 5464, 5465). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : *Titularisation du personnel de l'Institut national d'hygiène* [1^{er} décembre 1954] (p. 5639); Etat A, Chap. 31-01 : *Equivalence des diplômes pour les infirmières* (p. 5646); *Statut du personnel extérieur* (p. 5655); *Assistance médicale gratuite* (p. 5657); Chap. 31-51 : *Contrôle sanitaire au port aérien français d'Orly* (p. 5669); Chap. 34-71 : *Etablissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 5671); Chap. 34-91 : *Construction d'un Ministère de la Santé pu-*

blique (p. 5671); Chap. 43-22 : *Bourses forfaitaires de transport pour les élèves des départements d'outre-mer* (p. 5675); Chap. 46-24 : *Réforme des prestations familiales* [2 décembre 1954] (p. 5685); Chap. 46-25 : *Aide sociale aux familles dont les soutiens effectuent leur service militaire* (p. 5687); Chap. 46-26 : *Réforme des lois d'assistance* (p. 5688); *Service de la population et de l'entraide, amendement indicatif de M. Guthmuller (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires enquêteurs par les assistantes sociales)* (p. 5695); Chap. 46-27 : *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Assistance aux tuberculeux)* (p. 5695); Chap. 46-32 : *Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer* (p. 5703); Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes (Majoration pour tierce personne)* (p. 5707, 5708); Chap. 46-33 : *Institut national des sourds-muets de Paris, rue Saint-Jacques* (p. 5711); Chap. 46-35 : *Frais de fonctionnement des services départementaux d'aide sociale des commissions d'aide sociale, amendement indicatif de M. Dubois tendant à supprimer ce chapitre* (p. 5712); Chap. 47-18 : *Administration de l'assistance publique de la ville de Paris* [4 décembre 1954] (p. 5797, 5798); Chap. 47-24 : *Problème de la réalisation des associations familiales dans les départements d'Algérie* (p. 5801); Chap. 47-42 : *Arbitrage de M. le Président du Conseil relatif à la protection civile* (p. 5802); Etat B, Chap. 56-10 : *Centres d'hébergement, initiative de l'abbé Pierre* (p. 5804); *Article additionnel de Mme Lempereur (Taux de la majoration accordée aux grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne)* (p. 5810, 5811); Etat A, Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes* (p. 5812); de ce projet de loi en deuxième lecture [30 décembre 1954] (p. 6973); Etat A, Chap. 31-01 : *Création du poste de directeur de l'administration générale du personnel et du budget* (p. 6974); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-15 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à insérer un nouveau chapitre : Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare ; gare Montparnasse* [11 décembre 1954] (p. 6127); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES

ETATS ASSOCIÉS pour 1955 [17 décembre 1954] (p. 6509); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires, Art. 4 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.500.000 fr. le montant des autorisations de programme au titre III : Moyens des armes et services (jeeps Delahaye)* [30 décembre 1954] (p. 7016); Art. 1^{er} : *Cas des militaires tombant en Algérie et en Tunisie, réduction de la durée du service militaire, protection civile* (p. 7022, 7023); *Article additionnel de M. Billat (Libération anticipée du contingent)* (p. 7023, 7024); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *La bataille des ondes, les menaces à l'intérieur même de la R. T. F.* [31 janvier 1955] (p. 505); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE pour 1955 : *Constructions de logements sur « la dot de la caisse d'épargne »* [31 janvier 1955] (p. 515); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Date pour la discussion du rapport de M. Saint-Cyr* [31 janvier 1955] (p. 521); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Sa motion préjudicielle (Rémunération de l'ensemble de la fonction publique, statut des personnels extérieurs de la santé publique)* [31 janvier 1955] (p. 542); *motion de M. Dorey votée à la Commission des finances; pour un projet de loi sur l'application du statut de la fonction publique; revalorisation différée* (p. 557, 560); *Priorité pour sa motion préjudicielle* (p. 571); *Article additionnel de M. Dorey (Sociétés nationales, leurs augmentations en capital)* [8 mars 1955] (p. 1155); *Article additionnel de M. Patinaud (La politique gouvernementale en matière de sécurité sociale et prestations familiales, la surcompensation)* (p. 1160). — Est entendu sur la question orale de Mme Poinso Chapuis à M. le Ministre de l'Intérieur, au sujet de l'existence de certains établissements de prostitution [4 février 1955] (p. 712). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars 1955 : *Contrôle anglais sur l'armée française* [1^{er} mars 1955] (p. 907); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil, Article unique :

Transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile; consentement de la mère si le père est inconnu [22 mars 1955] (p. 1830); *Son amendement (Villes divisées en arrondissements)* (p. 1831); *Son amendement (Consentement par écrit)* (p. 1831); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT, Art. 12 : *Constructions d'H. L. M. à Paris* [25 mars 1955] (p. 1958); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 41 : *Tranche urbaine; Circulation à Paris* [25 mars 1955] (p. 1968); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, Art. 4 : *Amendement de M. Halbout (Indemnité à la charge du propriétaire lorsque l'éviction du locataire provient du fait volontaire du propriétaire)* [1^{er} avril 1955] (p. 2341); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Art. 10 : *Amendement de M. Bartolini (Taux progressif pour les droits de licence des débitants de boissons)* [1^{er} avril 1955] (p. 2346); — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'Hôpital Ambroise-Paré, en qualité de *Rapporteur* : *Choix du bois de Boulogne, domaine de Bailgu; importance de la construction pour les finances de la ville de Paris* [10 mai 1955] (p. 2619, 2620, 2622, 2623); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au budget annexe des P.T.T. pour 1955, Etat A, Chap. 1100 : *Contrôleurs non intégrés* [17 mai 1955] (p. 2809); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Problème de son financement* [26 mai 1955] (p. 3071). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à la politique sportive du Gouvernement [27 mai 1955] (p. 3101, 3103). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie, notamment dans le Constantinois [29 juin 1955] (p. 3440). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Périodes des réservistes)* [29 juin 1955] (p. 3451); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Propos de M. Grandval en présence de deux*

membres du Gouvernement) [29 juin 1955] (p. 3457); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 10 : *Son amendement (Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice du Sénégal)* [5 juillet 1955] (p. 3612); Art. 5 : *Amendement de M. Gau (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits)* (p. 3615, 3617); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Insécurité du monde du travail* [8 juillet 1955] (p. 3754); — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, Art. 2 : *Son amendement (Prise en charge immédiate par le Ministère français correspondant et non par le Ministère des Affaires tunisiennes)* [8 juillet 1955] (p. 3765); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes : *Rétablissement d'une échelle mobile* [11 juillet 1955] (p. 3790); *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* (p. 3794); *Plafond des ressources* (p. 3795); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 1^{er} : *Surcompensation* [20 juillet 1955] (p. 3977); *Ses explications de vote* (p. 3981). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport concernant la lutte contre l'alcoolisme* [22 juillet 1955] (p. 4046, 4047). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des agents de la Régie autonome des transports parisiens, titulaires du diplôme d'ingénieur de l'école des travaux publics non reclassés dans les échelles de cadre [29 juillet 1955] (p. 4490). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Intégration graduelle de l'Algérie et de la métropole, politique de fermeté et de générosité, propagande étrangère, révision de la fiscalité algérienne, réforme agraire, plan d'équipement, situation des Algériens en France* [29 juillet 1955] (p. 4507 à 4509); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Questionnaire envoyé aux commerçants et artisans soumis au régime du forfait*

[4 août 1955] (p. 4618); Art. 6 : *Amendement de M. A. Guillon (Cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* (p. 4619); — en troisième lecture, du projet de loi relatif à la création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires en Algérie : *Discussion générale* [5 août 1955] (p. 4680); — d'interpellations sur l'Algérie : *Situation fiscale en Algérie* [11 octobre 1955] (p. 5026); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) [21 octobre 1955] (p. 5205, 5207); *Nombre de bouilleurs de cru* (p. 5210); *Sa demande de rejet de l'article premier modifié par l'amendement de M. Anthonioz* (p. 5213); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Penoy (Nécessité de l'avis conforme du comité départemental)* (p. 5215); *Motion préjudicielle de M. Liautey* [25 octobre 1955] (p. 5263, 5264); Art. 7 : *Amendement de M. Anthonioz (Annulation des licences de débits non exploités, sauf en cas de faillite ou de liquidation judiciaire)* [8 novembre 1955] (p. 5530); Art. 8 : *Demande de réserver l'article, présentée par le Gouvernement (Débits de boissons situés à l'intérieur des périmètres de protection)* (p. 5530); Art. 10 : *Interdiction d'employer des mineurs de moins de 20 ans dans les débits de boissons* (p. 5531); Art. 15 : *Option entre la consommation sur place et la vente à emporter* (p. 5533); *Sa demande de deuxième délibération de l'article 15* (p. 5534); Art. 16 : *Amendement de M. Charret (Exception pour les mutations par succession en ligne directe ou donation anticipée)* (p. 5535, 5536); *Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs)* (p. 5537); Art. 20 : *Amendement de M. Lacaze (Transformation d'un débit de boisson en un autre commerce)* (p. 5539); Art. 24 : *Sa demande de seconde délibération* (p. 5543); Art. 25 : *Interdiction d'introduire des boissons alcooliques sur les lieux de travail*; *Sa demande de réserver l'article* (p. 5544); *Sa demande de réserver l'article additionnel de M. Tourtaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betterave)* (p. 5545); *Sa demande de réserver l'article 27* (p. 5546); Art. 28 : *Amendement de Mme Degron (Circonstances aggravantes en cas d'ivresse)* [9 novembre 1955] (p. 5571); *Amendement de M. Liautey (Avis conforme du Conseil municipal en cas de transfert d'un débit de boissons à l'intérieur d'une commune)*; *Sa*

demande de le réserver (p. 5572); *Examen de l'article 8* (ibid.); Art. 8 : *Substitution du haut comité d'études et d'information au comité supérieur, représentation des professionnels* (p. 5572, 5575) ; *Amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer l'article (Droit de préemption de l'Etat lors de toute mutation des débits situés dans la zone protégée)* (p. 5575); *Déroulement du débat* (p. 5578); *Amendement de M. Claudius Petit (Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire)* (p. 5580); Art. 30 : *Amendement de M. Penoy (Financement du fonds spécial de lutte anti-alcoolique)* (p. 5582); Art. 35 : *Amendement de Mme Germaine François (Publicité)* (p. 5584); Art. 43 : *Amendement de M. Liautey (Alambics)* (p. 5591). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : *Principe des élections anticipées* [25 octobre 1955] (p. 5248, 5249). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Sa demande d'appliquer l'article premier de la loi de finances* [25 octobre 1955] (p. 5250, 5259, 5261, 5262); *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [28 octobre 1955] (p. 5351); *Discussion générale* (ibid.); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501); *Amendement de M. Billat (Limitation du privilège des bouilleurs de cru aux seuls petits exploitants agricoles et non professionnels de l'agriculture)* (p. 5502). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Sa demande d'appliquer l'article premier de la loi de finances* [26 octobre 1955] (p. 5276, 5277). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *M. Mendès-France, les voix communistes et la C. E. D.* [2 novembre 1955] (p. 5485); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse, Art. 9 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Remboursement du trop-perçu)* [16 novembre 1955] (p. 5760); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la liberté de la presse : *Ses explications de vote (Protection des adolescents)* [17 novembre 1955] (p. 5801); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Incorporation du prochain contingent* [22 novembre 1955] (p. 5913).

CERMOLACCE (M. Paul), *Député des Bouches-du-Rhône* [1^{re} circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 30 0/0 les salaires forfaitaires des marins de commerce, n° 217. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins, n° 422. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1945 et par la loi du 22 septembre 1948, déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce et de pêche, n° 484. — Le 22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis (n° 32) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la Caisse de prévoyance des Inscrits maritimes, n° 1684. — Le 26 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'extrême urgence à la disposition des négociants en métaux de la région des Bouches-du-Rhône une première tranche de trois mille tonnes de métaux ferreux nécessaires à l'activité pacifique des petites et moyennes entreprises utilisant ces matières premières, n° 2226. — Le 14 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux bénéficiaires de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, des réductions

tions de tarif sur les navires reliant la Métropole à la Corse, n° 2948. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte, pour l'établissement du temps ouvrant droit à pension sur la caisse de retraites des marins, les périodes passées au service de navires ou engins antérieurement possesseurs ou ayant fait l'objet d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage, n° 2960. — Le 1^{er} avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 484) de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1945 et par la loi du 22 septembre 1948, déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce et de pêche, n° 3150. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 12 avril 1941, modifiée par la loi du 22 septembre 1948, notamment son article 55, et, en conséquence, à majorer de 23 0/0 les salaires forfaitaires des marins du commerce à compter du 1^{er} octobre 1951, n° 4499. — Le 31 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 417) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 4582. — Le 23 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution : 1° de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues (n° 4499) tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 12 avril 1941, modifiée par la loi du 22 septembre 1948, notamment son article 55 et, en conséquence, à majorer de 23 0/0 les salaires forfaitaires des marins du commerce à compter du 1^{er} octobre 1951 ; 2° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues (n° 4576) tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 0/0 les salaires forfaitaires des marins-pêcheurs et du commerce conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifié par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la Caisse des invalides de la marine, n° 5360. — Le 24 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux

inscrits maritimes pour perte d'équipement par suite d'événements de mer, n° 5366. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 4853) sur la sauvegarde de la vie en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, n° 5831. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 5274) de M. Denvers, Sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à la mise en harmonie du régime d'assurance des marins avec la législation des accidents du travail, n° 6485. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte pour leur pension les services accomplis par les agents du service général à bord avant le 1^{er} janvier 1930, que le droit à pension se soit ouvert avant ou après la promulgation de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948, n° 6900. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 6900) de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte, pour leur pension, les services accomplis par les agents du service général à bord avant le 1^{er} janvier 1930, que le droit à pension se soit ouvert avant ou après la promulgation de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948, n° 8005. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 7506) de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une déduction forfaitaire supplémentaire de 15 0/0 pour frais professionnels aux officiers et aux marins de la marine marchande dans la détermination de leur revenu imposable, n° 8402. — Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 54-1037 du 22 octobre 1954 et rendre applicable à la marine marchande l'article premier de la loi n° 46-283 du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires, n° 11469 (rectifié). — Le 23 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser par décret, à compter du 1^{er} juillet 1955, les salaires forfaitaires des marins, dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, n° 11945.

Interventions :

Son rapport sur les élections de l'Oubangui-Chari-Tchad [27 juillet 1951] (p. 6116). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un **COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR** (Allocations aux parents d'élèves); Article additionnel : *Son amendement tendant à mandater l'allocation directement aux chefs de famille disposant de moins de 23.000 francs par mois* [8 septembre 1951] (p. 7165). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet relatif à l'échelle mobile des salaires* [10 septembre 1951] (p. 7273, 7274). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [10 septembre 1951] (p. 7274); la développe : *Ses observations sur la hausse générale des prix, les bénéfices des grandes sociétés, les dépenses militaires exagérées* [10 novembre 1951] (p. 7879, 7880). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; **FRANCE D'OUTRE-MER**; Article unique : *Son rappel au Règlement (Organisation des débats)* [13 novembre 1951] (p. 7937); **MARINE MARCHANDE**; Chap. 3030 : *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime* [14 novembre 1951] (p. 8021); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Etablissement national des invalides de la marine (Relèvement des pensions des marins et pêcheurs)* (p. 8024, 8025); Chap. 5020 : *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole pour défendre ses amendements)* [15 novembre 1951] (p. 8042, 8043); Chap. 5040 : *Son rappel au Règlement (Vote d'amendements sans explications)* (p. 8046); Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions la subvention à la Compagnie générale transatlantique* (p. 8048); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour réserver un pourcentage de places aux marins coloniaux* (p. 8059); **MARINE MARCHANDE** : *Son rappel au Règlement (Octroi d'un temps de parole)* [23 novembre 1951] (p. 8456); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à l'établissement des invalides de la marine* (p. 8457); Art. 2 : *Amendement de M. Louis Michaud tendant à doubler le droit de timbre sur les connaissements* (p. 8459); **ÉTATS ASSO-**

CIÉS; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'administration centrale (Inutilité de ces services)* [13 décembre 1951] (p. 9123, 9124); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Demande de vote par division, présentée par M. Moisan* [23 novembre 1951] (p. 8419); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à répartir les 25 sièges suivant la population en un collège unique* [30 novembre 1951] (p. 8690); Art. 2 : *Son amendement tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle* (p. 8693); Art. 6 : *Son amendement tendant à admettre dans la commission de recensement des électeurs un représentant de chaque parti politique* (p. 8695); — d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas permettant à des personnes non domiciliées d'être élues* [26 février 1952] (p. 949, 950); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1952; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas réduire l'aide à la construction navale* [2 avril 1952] (p. 1778). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la discussion du rapport sur les pensions des marins de commerce et de pêche, la discussion du rapport Cristofol accordant des congés de longue durée aux fonctionnaires* [8 avril 1952] (p. 1992, 1993). — Dépose une demande d'interpellation : sur la création d'une sous-commission parlementaire qualifiée de « Sous-Commission des Etats associés » ayant pour effet de mettre en échec le contrôle parlementaire normal [12 juillet 1952] (p. 3943, 3944); — sur la terrible explosion qui s'est produite le 3 septembre à 21 h. 47 à l'huilerie-savonnerie Rabateau à Marseille [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **MARINE MARCHANDE** : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat* [31 décembre 1952] (p. 4642, 4643); **FRANCE D'OUTRE-MER**; Etat A, Chap. 4191 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Réparation des dommages causés par l'insurrection à Madagascar)* [8 no-

vembre 1952] (p. 4947); MARINE MARCHANDE ; Etat A, Chap. 3111 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Insuffisance des effectifs)* [14 novembre 1952] (p. 5110) ; Chap. 3601 : *Nécessité de hâter le débat* (p. 5115) ; Chap. 3711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'application du Code du travail maritime (Marins coloniaux en chômage)* (p. 5116) ; Etat B, Chap. 4501 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour exploitation de services maritimes (Déficit des compagnies d'économie mixtes maritimes, lignes de Corse et d'Afrique du Nord)* [15 novembre 1952] (p. 5281, 5282, 5285) ; Chap. 4731 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif à la subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine (Insuffisance de la revalorisation des pensions)* (p. 5287, 5288) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5291) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE ; Etat B, Chap. 4603 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les remboursements à la S. N. C. F. (Réductions sur le prix des couchettes pour les mutilés)* [20 décembre 1952] (p. 6731) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer le cas de la faute grave due au salarié* [22 novembre 1952] (p. 5476) ; Art. 74 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la réglementation des conditions de travail par arrêté du chef du territoire* (p. 5494) ; — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Discussion générale (Aide à la construction navale)* [4 décembre 1952] (p. 5946) ; Article additionnel : *Amendement de M. Cristofol tendant à assouplir les patrons pêcheurs à des salariés pour l'impôt sur le revenu* [21 décembre 1952] (p. 6880). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions du Gouvernement des Etats-Unis de soumettre, à partir du 24 décembre à 0 heure, les marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A., à un interrogatoire [9 décembre 1952] (p. 6079). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ÉTATS ASSOCIÉS : *Sa motion préjudicielle exigeant un traité de paix en Indochine* [19 dé-

cembre 1952] (p. 6662 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 11 quater : *Son rappel au Règlement (Contestation d'un vote)* [21 décembre 1952] (p. 6943) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME ; Chap. 5334 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les ports de commerce (Ports de Bordeaux et Dunkerque)* (p. 6945, 6946) ; MARINE MARCHANDE ; Chap. 6309 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la construction navale (Insuffisance des commandes aux chantiers français)* (p. 6949, 6950). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions du Gouvernement des Etats-Unis de soumettre à partir du 24 décembre à zéro heure les marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A. à un interrogatoire [22 janvier 1953] (p. 126) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Interrogatoire de l'équipage du paquebot Liberté* [3 février 1953] (p. 834, 835). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ÉTATS ASSOCIÉS : *Sa motion préjudicielle demandant la fin de la guerre en Indochine* [22 janvier 1953] (p. 146) ; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 68-81 : *Amendement de M. Pierre André tendant à réduire de 10 milliards la contribution de la France à la Défense nationale des Etats associés (Insuffisance de la contribution vietnamienne à la guerre)* (p. 148, 149) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général (Relations avec la Balagne et réduction du taux des frets)* [30 janvier 1943] (p. 697) ; Art. 1^{er} A : *Son amendement tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1951* (p. 698, 699) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 700) ; — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité urgente de revaloriser de 23 0/0 les pensions des marins ; la majoration des impôts sur le pétrole)* [26 mars 1953] (p. 2396 et suiv.) ; — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes ; Article unique : *Son amendement tendant à ne proroger la loi existante que pour trois.*

mois [27 mars 1953] (p. 2456, 2457) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.739.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Secrétariat général de la Marine marchande)* [12 novembre 1953] (p. 4978) ; Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Statut des gardes maritimes)* (p. 4999) ; Chap. 31-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'enseignement maritime (Spécialisation des écoles nationales de la marine marchande, et importance de l'école de Marseille)* (p. 5000, 5001) ; Chap. 37-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour navires réquisitionnés et affrétés (Soultes dues par les armateurs)* [13 novembre 1953] (p. 5097) ; Chap. 37-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses résultant de l'application du Code du travail maritime (Rapatriement des marins d'outre-mer)* (p. 5098) ; Chap. 45-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.100 millions de francs les crédits pour services maritimes d'intérêt général (Subventions aux compagnies de navigation et exploitations des lignes avec la Corse)* (p. 5103, 5104) ; Chap. 47-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine (Réforme du régime des pensions des marins)* [14 novembre 1953] (p. 5119) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Continuation de la répression à Madagascar)* [23 novembre 1953] (p. 5441 et suiv.) ; — du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar : *Discussion générale (Bénéficiaires de l'indemnisation, historique de la rébellion de 1947-1948, amnistie en faveur des parlementaires malgaches)* [19 février 1954] (p. 441, 442) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à instituer pupilles de la nation les orphelins dont le père a été tué pendant les troubles de 1947* (p. 443) ; Art. 6 : *Son amendement (Suppression de l'article excluant de la loi les auteurs de troubles)* (p. 444) ; *Ses explications de vote (dédommagement de toutes les victimes)* (p. 445). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de légis-

lation maritime [23 février 1954] (p. 466). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 1^{er} ter : *Son amendement (Pêcheurs rémunérés à la part)* [14 mai 1954] (p. 2423). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord : *Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits, concurrence faite par l'aviation, inconvénients d'un super-paquebot, avantages de deux paquebots moyens* [27 juillet 1954] (p. 3636) ; *Raisons de son opposition au renvoi à la suite* (p. 3640). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du projet de loi jusqu'à ce que le Gouvernement ait pris des décisions relatives au salaire minimum garanti et aux abattements de zones de salaires* [29 mars 1955] (p. 2080) ; — du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce ; Article unique : *Son amendement (Dégrèvement, pour les pêcheurs artisans, de la taxe de péage)* [17 mai 1955] (p. 2803) ; — du projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Sa motion préjudicielle (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées ; Revendications des marins et officiers du commerce)* [26 juillet 1955] (p. 4239) ; *Discussion générale (tarifs entre la Corse et le Continent)* (p. 4268) ; *Ses explications de vote (Construction de deux paquebots moyens pour l'Atlantique, vente du Gascogne)* (p. 4270).

CÉSAIRE (M. Aimé), Député de la Martinique. (C.)

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5993). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à porter désaffectation et cession de

terrains et locaux militaires à Fort-de-France, n° 4518. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à porter suppression et aliénation au profit de la population de la réserve dite des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 4520. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux victimes du tremblement de terre qui vient d'éprouver la Martinique, n° 5981. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'en juillet 1953 les dispositions de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950, n° 51-665 du 24 mai 1951 et n° 52-742 du 28 juin 1952, maintenant dans les lieux les locataires ou occupant de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables dans ces départements, n° 6325. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à fixer le taux du salaire minimum national interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 8133. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate au département de la Martinique durement éprouvé par un raz de marée, n° 11531.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Constructions dans les territoires d'outre-mer)* [15 novembre 1952] (p. 5185, 5186) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Son amendement relatif au calcul de la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer* [21 décembre 1952] (p. 6856). — Prend part : au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur le sort des départements d'outre-mer, les revendications des fonctionnaires de ces territoires* [10 juin 1953] (p. 3006, 3007) ; —

à la discussion d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Discussion générale (Caractère rétrograde de la discrimination actuelle par rapport aux circulaires Muginot de 1920 ; Extension de la grève aux agents de la Compagnie générale transatlantique)* [2 juillet 1953] (p. 3218, 3219) ; *Son rappel au règlement (Se voit retirer la parole)* (p. 3223). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer [7 juillet 1953] (p. 3266). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Insuffisance des indemnités aux Antilles)* [10 décembre 1953] (p. 6386) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Insuffisance du projet, sa demande de prévoir le risque longue maladie, et de modifier le régime d'allocations familiales et le calcul des prestations)* [11 février 1954] (p. 182, 183) ; Art. 9 : *Son amendement (Calcul de l'indemnité journalière pour les assurés ayant une famille nombreuse)* (p. 195) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à assurer les prestations habituelles aux chômeurs involontaires* (p. 198) ; Art. 14 : *Son amendement (Financement des caisses générales des départements d'outre-mer en cas de déficit ; Situation financière difficile des collectivités locales)* (p. 201) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit)* [3 août 1954] (p. 3822). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et sociale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer (Ouvriers agricoles en grève à la Martinique) [16 février 1954] (p. 290). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : Section commune, Art. 16 : *Son amendement (Cession à la ville de Fort-de-France de certains ouvrages et postes militaires) ; le retire* [19 mars 1954] (p. 1119) ; — MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) : *Son article additionnel (Cessions de locaux et terrains mili-*

taires désaffectés à la ville de Fort-de-France) [19 mars 1954] (p. 1141); *le retire* (p. 1142); EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 66-35 : *Son amendement (Constructions scolaires dans les départements d'outre-mer)* [1^{er} avril 1954] (p. 1639, 1640); *le retire* (p. 1640). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des fonctionnaires des territoires d'outre-mer [26 mars 1954] (p. 1315); la développe en même temps que celle déposée le 16 février 1954 : *Problème économique, politique et social dans les territoires d'outre-mer, cas de la Martinique, diminution des crédits F.I.D.O.M., permis de commercer plus librement, conférence de Caracas, grève des fonctionnaires, grève des ouvriers agricoles, parité des salaires avec la France* (p. 1316 et suiv.); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Aubame (Majoration des traitements des fonctionnaires des départements d'outre-mer)* [9 avril 1954] (p. 2035). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-91 : *Son amendement indicatif (Rajustement de l'indemnité des fonctionnaires des départements d'outre-mer)* [23 novembre 1954] (p. 5287); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Enseignement en Afrique noire* [16 décembre 1954] (p. 6429).

CHABAN-DELMAS (M. Jacques), Député
de la Gironde (1^{re} circonscription) (R. S.).

Ministre des Travaux publics, des Transports
et du Tourisme

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 14 août 1954,

Ministre des Travaux publics, du Logement
et de la Reconstruction

(Remaniement du Cabinet MENDÈS FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 12 novembre 1954,

Ministre des Travaux publics, des Transports
et du Tourisme

(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 12 novembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951]
(p. 5901). — Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 16).

Dépôts :

Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés de l'agglomération bordelaise, victimes des actuelles inondations, n° 5214. — Le 16 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le collectif à 50 0/0 S. N. C. F. pour les groupes de dix voyageurs et plus, étudiants ou membres des organisations de jeunesse et de plein air, n° 7791. — Le 29 juin 1954, un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 et portant réorganisation du financement des pensions payées par la Caisse autonome mutuelle de retraites, n° 8758. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi modifiant l'article 57 de la loi de finances du 27 avril 1946, n° 9877. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la marine marchande, n° 9878.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Loire : *Rappel au règlement de M. Soustelle (Continuation du débat)* [27 juillet 1951] (p. 6113). — Est élu *membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Sa demande de suspension de séance* [8 août 1951] (p. 6264). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Contre-projet de M. Loustau tendant à instituer une taxe sur les blés commercialisés* [30 août 1951] (p. 6646); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole)* [4 septembre 1951] (p. 6835); — d'une proposition

de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6905); *Son rappel au Règlement (Emploi du mot fasciste)* (p. 6921); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 6000 : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire d'un milliard les crédits pour les fonds secrets (Propagande de l'agence Paix et Liberté)* [22 novembre 1951] (p. 8372, 8373); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5200 : *Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage artisanal (Chambres de métiers)* [19 décembre 1951] (p. 9449); Chap. 5330 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale (Théâtres de province), présentée par M. Audeguil* (p. 9453); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article* [13 décembre 1951] (p. 9111 et suiv.); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 4, Etat D, Chap. 9021 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des télécommunications* [27 décembre 1951] (p. 9940); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [13 mars 1952] (p. 1268). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la réforme de la Constitution, les investissements agricoles, la Communauté européenne de défense* [6 janvier 1953] (p. 33, 34). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Ballanger* [30 juin 1953] (p. 3176); *Nécessité de voter l'amnistie* [16 juillet 1953] (p. 3520); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis en 1941 sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas et l'acquittement de celui-ci par le tribunal militaire de Paris en 1953 : *Sa proposition d'une reprise du procès sous d'autres chefs* [23 juillet 1953] (p. 3826). — Prend part

à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Unanimité initiale du groupe en faveur d'un « geste d'apaisement », débat décevant en deuxième lecture et « disjonction malencontreuse » de l'article 15 bis (victimes de la guerre) « valeur symbolique » du refus actuel de certains membres à laquelle « s'associent pleinement » leurs camarades votants)* [24 juillet 1953] (p. 3947); — des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement* [9 octobre 1953] (p. 4192). — Son rappel au Règlement : *Mise aux voix, par le Président, en fin de séance du 22 octobre, d'un ordre du jour sur la politique agricole; demande de vote par division formulée par un membre de l'U.R.A.S. et rejetée par l'Assemblée, alors que la division est de droit* [23 octobre 1953] (p. 4530). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de maintien des priorités reconnues par la commission de classement pour Nantes, Saint-Nazaire, Marseille et Bordeaux* [30 octobre 1953] (p. 4704). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et A. Marty : *Regrets du groupe U. R. A. S. devant l'évolution de la procédure* [6 novembre 1953] (p. 4921). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Sa demande de suspension de séance* [24 novembre 1953] (p. 5515); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (La majorité contre la C.E.D., le désir de l'U.R.A.S. de maintenir le Gouvernement Laniel et de changer de politique étrangère)* [27 novembre 1953] (p. 5634, 5635). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa réponse à M. Kriegel-Valrimont sur son attitude dans l'affaire des piastres* [2 décembre 1953] (p. 5869). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Nomination du maréchal Juin au poste de chef du secteur Centre-Europe* [1^{er} avril 1954] (p. 1609). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur

la politique du Gouvernement en Indochine : *Bataille de Dien Bien Phu, position de la France en Afrique du Nord* [4 mai 1954] (p. 2099) ; *Sa demande de suspension de séance* [6 mai 1954] (p. 2150). — Est nommé **Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme** (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la signalisation routière ; Art. 2 : *Amendement de M. Gosset (Signalisation routière et publicité sur les routes)* [7 juillet 1954] (p. 3278) ; *Sous-amendement de M. Paul Gosset (Signalisation des postes de secours et des stations de dépannage)* (p. 3278) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barthélemy tendant à faire résulter le classement d'une voie dans la catégorie des autoroutes d'un acte de déclaration d'utilité publique* [7 juillet 1954] (p. 3280) ; *Sous-amendement de M. Sibué à l'amendement de M. Bénard tendant à autoriser l'Etat à percevoir un droit de péage réservé à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à l'entretien de l'autoroute* [9 juillet 1954] (p. 3401) ; *Article additionnel de M. Bénard tendant à autoriser le concessionnaire de la construction et de l'exploitation d'un autoroute à percevoir des péages; crédits du fonds d'investissements routiers* [20 juillet 1954] (p. 3427) ; — du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'Etat, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes : *Relations maritimes avec la Corse et la Guyane, construction de paquebots pour l'Atlantique Nord* [9 juillet 1954] (p. 3397, 3398) ; *Contrôles de la Société hôtelière maritime* (p. 3400). — Répond à une question de M. Montalat relative à la situation des exploitants forestiers du centre de la France [23 juillet 1954] (p. 3569). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord : *Dépôt d'un projet de loi retardé par la nécessité de vastes études; sa demande de renvoi à la suite* [27 juillet 1954] (p. 3636, 3639, 3640) ; *Communication à l'Assemblée de la décision qui sera prise dès la rentrée parlementaire* (p. 3641). — Répond à une question : de M. Edouard Depreux relative à la réglementation de la durée du travail dans les transports routiers [13 août 1954] (p. 4185) ;

— de M. Albert Schmitt relative au service des retraites de la Société nationale des chemins de fer français [13 août 1954] (p. 4186) ; — de M. Lucas relative au paiement d'indemnités d'expropriation [13 août 1954] (p. 4187). — Donne sa démission de **Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme** (Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860). — Est nommé **Ministre des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction** (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux loyers des habitations à loyer modéré : *Contre-projet de M. Lenormand (Abrogation des articles 13 à 20 du décret du 9 août 1953, fixation des loyers conformément aux dispositions de la loi du 3 septembre 1947)* [4 novembre 1954] (p. 4753). — Est nommé **Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme** (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [12 novembre 1954] (*J. O.* du 13 novembre 1954, p. 10671).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : *Allusion de M. Auban à son ancienne qualité de président de la compagnie chérifienne des transports, choix de M. Ziegler comme directeur de cabinet, matériel aéronautique, infrastructure aérienne, achèvement d'Orly, bases africaines, primes de technicité, coordination des compagnies privées et d'Air-France, formation des pilotes* [17 novembre 1954] (p. 5135 à 5140) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Catastrophe du Mont Cemet, personnel d'Air-France, coordination, fonctionnement du Conseil supérieur de l'aviation marchande, détaxe de l'essence* (p. 5147, 5148) ; Chap. 31-11 : *Paiement des personnels d'Indochine* (p. 5149) ; *Amendement indicatif de M. Alcide Benoît (Mesures discriminatoires appliquées par l'administration de la fédération de l'Afrique occidentale française à Dakar)* (p. 5149) ; Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de M. Noël (Revendications du personnel de l'aviation civile, transformation d'emplois)* (p. 5150) ; Chap. 31-22 : *Amendement indicatif de M. Auban (Personnel de la navigation aérienne et de la météorologie)*

(p. 5150); Chap. 31-31 : *Reclassement des techniciens agents de la navigation aérienne* (p. 5151); Chap. 31-51 : *Amendement indicatif de M. Morice (Transformation d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5151, 5152); Chap. 31-52 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Prime d'aérodrome)* (p. 5152); Chap. 31-61 : *Amendement indicatif de M. Auban (Fonctionnaires des ponts et chaussées assurant le service des bases aériennes)* (p. 5152); Chap. 31-62 : *Aviation légère et sportive, formation des pilotes* (p. 5153); *Amendement indicatif de M. Midol (Paiement de la prime de rendement et de technicité à tout le personnel)* (p. 5153); Chap. 31-71 : *Amendement indicatif de M. Couston (Application du statut du personnel navigant professionnel de l'aviation civile)* (p. 5154); Chap. 34-72 : *Agréments accordés aux aéroclubs* (p. 5155); Chap. 43-91 : *Amendement indicatif de M. Couston (Réparation du matériel des aéroclubs)* (p. 5156, 5157); Chap. 45-61 : *Amendement indicatif de M. Midol (Expropriations actuellement en cours à l'aéroport d'Orly)* (p. 5157); Chap. 45-81 : *Demande de disjonction de ce chapitre relatif à Air-France, présentée par M. Morice (Avions écoles)* (p. 5159); Chap. 53-24 : *Demande de disjonction de ce chapitre présentée par M. Morice (Construction aéronautique)* (p. 5160, 5161); Etat B, Chap. 53-90 ; *Amendement indicatif de M. Flandin (Développement de l'aérodrome d'Aulnat - Clermont - Ferrand)* (p. 5161) ; Chap. 58-90 : *Amendement indicatif de M. Fouques-Duparc (Aérodrome d'Oran La Sénia)* (p. 5161, 5162); Art. 4 : *Statut du personnel de l'aéroport de Paris* (p. 5163); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Contrats Air-France* [30 décembre 1954] (p. 6994). — Répond à une question : de M. Bouvier O' Cottereau relative à l'utilisation de l'étang de Biscarosse [26 novembre 1954] (p. 5464); — de M. Jean Cayeux relative à la réduction de 50 0/0 du tarif de la Société nationale des chemins de fer français en faveur des groupements de jeunesse [26 novembre 1954] (p. 5464, 5465); — de M. Marc Dupuy relative au lock-out du port de Bordeaux [3 décembre 1954] (p. 5745, 5746). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME** pour 1955, I : *Déroulement du débat* [4 décembre 1954] (p. 5817, 5818); *Abrogation*

de l'article 25 du décret du 14 novembre 1949 (p. 5826); *Le tourisme, la contraction du réseau ferroviaire et la réorganisation du trafic routier, la circulation et la sécurité routière (Freinage des poids lourds), le Fonds routier* (p. 5830, 5831); *Question préalable de M. Marcel Nœl* (p. 5835, 5836); *Motion préjudicielle de M. Paquet (Pourcentage des droits sur les carburants réservés au Fonds routier)* (p. 5838); *Demande de rejet de M. Bénard* (p. 5839); *Déroulement du débat* (ibid.); Etat A, Chap. 31-01 : *Titularisation des auxiliaires, situation des secrétaires d'administration et des ouvriers-chefs* [9 décembre 1954] (p. 5993); Chap. 31-02 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Feuilles d'attachement des journées d'ouvriers des ponts et chaussées)* (p. 5993); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Titularisation des auxiliaires des ponts et chaussées)* (p. 5994); *Amendement de M. Sibué (Transfert à l'aviation civile et commerciale de 50 emplois destinés à des besoins militaires)* (p. 5994); *Amendement indicatif de M. Levindrey (Insuffisance des cadres qualifiés, cas de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de l'Aisne)* (p. 5995); Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, demande de disjonction* (p. 5997 et suiv.; 6001, 6002); Chap. 31-15 : *Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers, demande de disjonction* (p. 6003, 6004); Chap. 31-16 : *Ponts et chaussées, ouvriers titulaires des chantiers d'outre-mer* (p. 6005); Chap. 31-31 : *Situation des éclusiers, statut du personnel de la navigation intérieure* (p. 6007); Chap. 31-41 : *Contrôle de la S. N. C. F., contrôle du personnel des entreprises routières* (p. 6009); Chap. 31-51 : *Amendement de M. Bénard (Suppression et création d'emplois d'ingénieurs géographes ou d'agent de ce service)* (p. 6010); Chap. 32-91 : *Demande de disjonction de M. Faraud tendant à surseoir au décret du 14 septembre 1954 relatif à la Caisse autonome mutuelle des retraites* (p. 6012); Chap. 33-92 : *Amendement indicatif de M. Penoy (Insuffisance des crédits sociaux affectés au service des ponts et chaussées)* [11 décembre 1954] (p. 6120); Chap. 34-01 : *Auto-route du Sud* (p. 6122); Chap. 34-12 : *Frais de déplacement des fonctionnaires* (p. 6122, 6123); Chap. 34-13 : *Demande de disjonction présentée par M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et*

agents de travaux) (p. 6123, 6124); Chap. 34-14 : Amendement de M. Bénard (Transfert de l'Assemblée de l'Union française au musée permanent des travaux publics) (p. 6125); Chap. 34-15 : Etudes relatives à la construction du tunnel sous la Manche, amendement de M. Bénard (p. 6125, 6126); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à insérer un nouveau chapitre : Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare (p. 6126); Amendement de M. Martel tendant à insérer un nouveau chapitre : Etudes relatives au tunnel sous le Mont Blanc (p. 6129, 6130); Chap. 34-31 : Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Extinction des phares) (p. 6130); Chap. 34-41 : Amendement indicatif de M. Frédéric-Dupont (Achèvement de la gare Montparnasse) (p. 6132); Chap. 34-61 : Direction générale du tourisme (Réductions de vacances, S. N. C. F.) (p. 6133); Chap. 35-21 : Circulaire du 6 mai 1954 relative aux appareils distributeurs de carburant et stations-service sur les routes nationales (p. 6134, 6135); Routes et ponts, sécurité routière, liaison Océan-Suisse, modification du numérotage des routes (p. 6136 et suiv.); Chap. 35-31 : Entretien des voies de navigation, demande de disjonction de M. Sibué (p. 6140); Chap. 35-32 : Entretien et réparation des ports maritimes (Port de la Pointe des Galets) (p. 6141, 6142); Chap. 36-21 : Amendement de M. Sibué (Remboursement de frais à l'Union nationale des associations de tourisme, scandale dans la délivrance des permis de conduire) (p. 6143); Chap. 44-61 : Développement du tourisme et du thermalisme, crédits d'équipement hôtelier (p. 6145 et suiv.); Chap. 45-31 : Voies navigables, demande de disjonction de M. Peytel (Etat du parc fluvial) (p. 6148); Chap. 45-31 : Amendement de M. Darou (Personnel des compagnies de traction sur les voies navigables) (p. 6149); Chap. 45-41 : Amendement de MM. Florand et de Villeneuve (Ligne Carteret à Carenton, utilisation des traverses en béton, ligne ALENÇON — MORTAGNE — NOGENT) (p. 6150); Chap. 45-45 : Déséquilibre financier de la régie autonome des transports parisiens, harmonisation de la R. A. T. P. et de la S. N. C. F. (p. 6151, 6152); Amendement indicatif de MM. Noël et Demusois (Déficit de la R. A. T. P., péréquation automatique des retraites de ses employés, ingénieurs et cadres (p. 6153); Etat B, Chap. 53-20 : Routes et ponts, reconstruction et grosses réparations (p. 6155); Chap. 53-30 :

Canal du Nord, canal de Nantes à Brest, application de la loi André Morice [14 décembre 1954] (p. 6346, 6347); Chap. 53-32 : Travaux de défense contre les eaux (p. 6348); Chap. 53-34 : Ports de commerce (Extension du port de La Pallice) [15 décembre 1954] (p. 6366, 6367); Chap. 53-36 ; Demande de disjonction de M. Signor (Port de Brest) (p. 6369); Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Equipement du port de Boulogne) (p. 6369); Chap. 53-38 : Amendement de M. Bénard (Signalisation maritime entre la Gironde et la Loire) (p. 6370); Chap. 57-90 : Amendement de M. Bénard (Construction des bureaux des ponts et chaussées) (p. 6371); Etat D : Amendements de MM. Darou et Sibué (Réparation du matériel de la S.N.C.F., reconstruction des gares, crédits d'investissements) (p. 6380 et suiv.); Article additionnel de M. Bénard tendant à assimiler les industries touristiques aux industries exportatrices (p. 6383); Oppose l'article 68 du règlement à l'article additionnel de M. Corniglion-Molinier ayant le même objet (ibid.); Article additionnel de M. Pleven tendant à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts pour la reconstruction des ponts détruits (p. 6383, 6384); Article additionnel de M. Regaudie (Intégration des agents supérieurs du Ministère dans le cadre des administrateurs civils) (p. 6384, 6385); Article additionnel de MM. Marcel Noël et Schmitt (Contrôle de l'Assemblée Nationale pour la fermeture des lignes secondaires); Oppose l'article 68 du règlement (p. 6385, 6386); Etat A, Chap. 45-42 : Traitements des cheminots (p. 6388); Lignes secondaires (p. 6391); Demande de disjonction de M. Sibué (Subvention d'équipement à la S. N. C. F., procédure de fermeture des lignes secondaires, billets collectifs à 50 0/0 de réduction, coordination du rail et de la route, régime des cheminots anciens combattants, modernisation du réseau, gares-centres) (p. 6394 et suiv.); déroulement du débat (p. 6399, 6400); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955; MARINE MARCHANDE : Hommage aux marins de Concarneau en danger [6 décembre 1954] (p. 5880); Etat A, Chap. 31-01 : Amendement indicatif de M. Reeb (Régime fiscal des petits patrons pêcheurs, convention d'overfishing, rétablissement d'un Secrétariat général de la marine marchande) (p. 5891, 5892); Chap. 31-11 : Situation

des gardes maritimes et des syndics des gens de mer (p. 5896, 5897); Chap. 31-21 : Amendement indicatif de M. Gravoille (Insuffisance du nombre de professeurs de l'enseignement maritime) (p. 5898); Chap. 31-91 : Amendement indicatif de M. Signor (Calcul des pensions des fonctionnaires) (p. 5899); Chap. 34-12 : Amendement indicatif de M. Reeb (Fonctionnement du navire océanographique Théodore-Tissier) (p. 5899); Amendement de M. Marc Dupuy (Détachement auprès du conseiller commercial des Etats-Unis d'un administrateur de l'inscription maritime) (p. 5900); Chap. 34-91 : Loyers à verser par l'Etat à l'établissement national des invalides de la marine (p. 5900); Chap. 35-91 : Amendement indicatif de M. Reeb (Aménagement de l'école d'apprentissage de Concarneau) (p. 5901); Chap. 37-11 : Ratriement des marins d'outre-mer en chômage en France (p. 5901); Chap. 41-01 : Utilisation des fonds destinés à la propagande (p. 5902); Chap. 42-01 : Contribution de la France aux dépenses de divers organismes internationaux, sa demande de disjonction (p. 5902); Chap. 43-21 : Placement des novices sortant des écoles d'apprentissage maritime, chômage des marins de commerce (p. 5903); Chap. 43-23 : Difficultés des marins-navigateurs des Antilles, application de la loi Mac Carran (p. 5904); Amendement indicatif de M. Michaud (Subventions aux écoles de pêche et de commerce) (p. 5904); Chap. 44-01 : Demande de disjonction de M. Febvay (Importation de rogues, crédit maritime mutuel, propagande en faveur de la consommation du poisson) (p. 5907); Sa demande de réserver ce chapitre (ibid.); Chap. 45-01 : Exploitation des services maritimes d'intérêt général, aide aux marins chômeurs (p. 5908, 5909); Chap. 45-02 : Aide en faveur de l'armement au cabotage (Coordination des transports, réglementation du travail) [7 décembre 1954] (p. 5921 et suiv.); Amendement indicatif de M. Rabier (Revendications du personnel algérien de la Compagnie générale transatlantique) (p. 5923); Chap. 46-01 : Participation aux dépenses des sociétés de sauvetage (Recherche des chalutiers concarnois perdus au cours de la tempête) (p. 5924); Chap. 47-31 : Subventions à l'Etablissement national des invalides de la marine, demande de disjonction de M. Mazier (Retraites des inscrits maritimes, pensions des veuves de sauveteurs, aide sociale); Sa demande

de réserver ce chapitre (p. 5927, 5928); Etat B, Chap. 56-47 : Etablissements d'enseignement maritime (Saint-Malo, Le Havre) (p. 5929); Hommage aux marins de Concarneau perdus dans la tempête [8 décembre 1954] (p. 5956); Etat B, Chap. 63-00 : Aide à la construction navale, sa demande de réserver le chapitre (Construction d'un paquebot transatlantique) (p. 5958); Chap. 66-00 : Subventions d'équipement aux sociétés de sauvetage (p. 5959); Art. 3 : Amendement de M. Mazier (Fixation des taxes à percevoir au titre des navires de pêche) (p. 5960); Oppose l'article 48 du règlement à la demande de disjonction de M. Marc Dupuy (ibid.); Art. 4 : Fixation par décret du taux de la redevance perçue au profit de l'établissement des invalides de la marine pour chaque duplicata du livret professionnel maritime, demande de disjonction de M. Marc Dupuy (p. 5961); Article additionnel de M. Reeb : Affectation au fonds de réserve de l'Etablissement des invalides de la marine de la retenue prélevée sur le montant des primes à la construction navale (p. 5962, 5963); Article additionnel de M. Febvay : Assimilation aux entreprises exportatrices des entreprises d'armement assurant des transports contre paiement en devises fortes; Oppose l'article 68 du règlement (p. 5964); Article additionnel de M. Colin : Institution d'une subvention pour les travaux de recherches sur les algues (p. 5964); Lettre rectificative (Construction d'un paquebot, pensions des marins, création d'un poste de Secrétaire général à la marine marchande) [9 décembre 1954] (p. 5973, 5974); Etat A, Chap. 31-01 : Amendement indicatif de M. Signor (Revendications des fonctionnaires de l'inscription maritime) (p. 5975); Amendement indicatif de M. Gravoille (Réduction des crédits du personnel) (ibid.); Chap. 44-01 : Crédit maritime mutuel (p. 5976); Article additionnel de M. Michaud (Modification du régime des pensions des marins) (p. 5977); de ce projet de loi en deuxième lecture : Construction du paquebot de l'Atlantique Nord [30 décembre 1954]; (p. 6988, 6989). — S'associe à l'hommage rendu aux victimes de la tempête sur les côtes bretonnes [15 décembre 1954] (p. 6400). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955. I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Hommage à

M. Tissier [1^{er} février 1955] (p. 550); *Petits cheminots, crédits d'investissement à la S.N.C.F., retraités de la R. A. T. P., agents et administrateurs du Ministère des Travaux publics* (p. 550, 551); Etat A, Chap. 45-42 : *Amendement de M. Marcel Noël (Fermeture de lignes affluentes)* (p. 552); Etat B, Chap. 53-30 : *Canaux du midi* (p. 552); Art. 10 : *Demande de disjonction (Administrateurs civils); la transforme en demande de suppression* (p. 553, 554); *Explications de vote sur l'ensemble (Gare d'Orsay, autoroute du Sud)* (p. 554). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de député :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : *Son ordre du jour (Application du statut, dépôt de projets de loi relatifs à l'intégration, défiance au Gouvernement, hommage à M. Soustelle)* [13 octobre 1955] (p. 5104, 5103, 5104, 5109); *Sa demande de mettre aux voix, par division, l'ordre du jour de M. Gaborit* (p. 5114); *la retire* (p. 5113); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Gaborit (Refus de la confiance au Gouvernement)* (p. 5112, 5113); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5429, 5430). — Est entendu sur les propositions de la Contérence des présidents : *Congrès du parti des républicains sociaux* [15 novembre 1955] (p. 5665).

CHABENAT (M. André), Député de l'Indre (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé Secrétaire de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la reconstruction et des dommages de

guerre [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

CHAMANT (M. Jean), Député de l'Yonne (R. I.).

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

(2^e Cabinet Edgar FAURE.)

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [11 décembre 1951] (F. n° 69), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73).

Dépôts :

Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à faire entrer les contrats de mines et carrières dans le champ d'application de l'article 20 de la loi du 13 août 1946, portant statut des baux ruraux, n° 2821. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection du Conseiller de la République représentant les citoyens français résidant en Indochine, n° 3203. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1205) modifiant les articles 119 et 135 du Code d'instruction criminelle, n° 4894. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à la révision du classement des négociants en matériaux de construction au titre de la patente, n° 5615. — Le 24 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5817) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 618) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant les articles 119 et 135 du Code d'instruction criminelle, n° 10507. — Le 24 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indem-

niser les cultivateurs du département de l'Yonne qui ont subi des dommages causés par les récents orages, n° 11281.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département d'Alger (1^{er} Collège) [9 août 1951] (p. 6300). — Dépose une demande d'interpellation sur la conciliation d'une politique d'exportation avec une réglementation administrative allant à l'encontre de cette politique [30 novembre 1951] (p. 8712). — Est entendu : sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Discussion générale (Code du travail dans les T.O.M.)* [24 décembre 1951] (p. 8916); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'amnistie le 24 février* [3 février 1953] (p. 841). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Sa demande de suspension de séance* [10 juin 1953] (p. 3012). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour tempérer le zèle de l'administration des contribuables directs qui impose aux commerçants et aux artisans des forfaits plus importants que ceux proposés l'an dernier [17 mars 1954] (p. 937). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Relèvement excessif des forfaits pour les artisans et commerçants)* [23 mars 1954] (p. 1204); *Demande de disjonction du titre premier présentée par M. Le Roy Ladurie (Forfaits des artisans et petits commerçants, ébénistes)* (p. 1282); Art. 6 : *Son amendement (Application de la réfection aux fournitures de matériaux destinés à des travaux immobiliers)* [26 mars 1954] (p. 1340); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Bénéfice de la réfaction prévue par la réforme fiscale s'appliquant aux fournitures faites aux administrations publiques)* [29 juin 1954] (p. 3151); *le retire (ibid)*; — du projet de Loi DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Relèvement des forfaits en 1954)* [19 mars 1955] (p. 1721). — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer. Art. 3 : *Son amendement (Institution par décret de certaines localités en commune de plein exercice)* [5 juillet

1955] (p. 3610). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O.* du 21 octobre 1955, p. 10411). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 [*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675]. =: S'excuse de son absence [21 mars 1952] (p. 1424), [4 mars 1955] (p. 1078). = Obtient des congés [21 mars 1952] (p. 1424), [4 mars 1955] (p. 1708).

CHAMBRUN (M. Gilbert de), Député de la Lozère (R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] **F. n° 341**).

Dépôt :

Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à conférer la croix de guerre aux prisonniers de guerre titulaires de la médaille des évadés et de la carte de combattant volontaire de la Résistance, n° 5907.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les nouveaux abandons aux dépens de la sécurité de la France en souscrivant au réarmement de l'Allemagne [18 septembre 1951] (p. 7403). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zones en France* [19 septembre 1951] (p. 7489, 7490); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à certaines collectivités locales*

(*subventions aux cinq départements les plus pauvres*) [28 novembre 1951] (p. 8615, 8616); — du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique-Nord : *Oppose la question préalable* [24 janvier 1952] (p. 328 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la menace du réarmement de l'Allemagne [5 février 1952] (p. 424); — sur la mesure prise contre le professeur Bernal, éminent savant britannique, membre du Conseil mondial de la paix, qui s'est vu refuser l'accès du territoire français [5 février 1952] (p. 425). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie) : *Discussion générale (Sort des détroits et le traité de Montreux, clauses visant l'Allemagne, revendications allemandes)* [7 février 1952] (p. 487 et suiv.); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : la développe : *Le plan Pleven d'octobre 1950, l'attitude anglaise, l'égalité des droits demandée par l'Allemagne, la menace soviétique, la politique du fait engagé, l'ajournement de la discussion jusqu'à une solution mondiale du problème du désarmement* [11 février 1952] (p. 582 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur le réarmement de l'Allemagne [12 juin 1952] (p. 2903). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur le soi-disant complot communiste, l'emprisonnement de M. Jacques Duclos et le débat sur le réarmement allemand* [24 juin 1952] (p. 3155, 3156). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tournaud tendant à interdire la fabrication d'armes de guerre atomiques* [3 juillet 1952] (p. 3461, 3462). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Programme de M. Mayer (Ses observations sur la guerre d'Indochine, le réarmement de l'Allemagne, la guerre froide en Europe et dans le monde)* [6 janvier 1953] (p. 8 et suiv.); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur la politique étrangère de M. Bidault et celle de M. Mendès-France, les élections en Italie, la guerre en Indochine, le sort de la Sarre, l'Europe des Six et l'armée européenne, la Conférence des Quatre, l'exclusive lancée contre les communistes* [10 juin 1953]

(p. 2992 et suiv.); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ampleur du problème agricole exigeant des solutions de politique générale (Relèvement général du pouvoir d'achat, péréquation nationale au profit des petites exploitations peu rentables, crédits d'investissement); Caractère illusoire des exportations pour les productions de base (blé, lait) dans le monde actuel (U.S.A. Angleterre, Europe des Six)* [22 octobre 1953] (p. 4461 et suiv.); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Des paroles et des actes au sujet de l'Indochine (Rappel de la déclaration d'investiture de M. Laniel); Echec de « l'opération marionnette » (Bao-Daï) guerre sans issue; Illusions d'une négociation indirecte à cinq (Solidarité asiatique en faveur d'Ho Chi Minh, isolement de la France); Négociation avec le Viet Minh, comment, et sur quelles bases (Indépendance totale, rappel échelonné du corps expéditionnaire, coopération amicale économique et culturelle)* [27 octobre 1953] (p. 4580 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [4 novembre 1953] (p. 4810); la développe : *Le projet conçu par l'Assemblée de Strasbourg, l'autorité politique supranationale et l'étendue de ses pouvoirs, les résultats du pool Schuman, la constitution d'un marché commun économique, l'Afrique intégrée comme réservoir de matières premières, l'abandon des réparations et de l'alliance soviétique, le sabotage des négociations avec l'U.R.S.S., le réarmement inévitable de l'Allemagne par accord bilatéral, l'ajournement nécessaire des conférences de la Haye et des Bermudes* [17 novembre 1953] (p. 5226 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Coût diplomatique et financier de la Sarre pour la France; Précarité des avantages obtenus en échange (Inconciliables avec tout accord franco-allemand sur la Sarre et sur l'Europe)* [6 novembre 1953] (p. 4935, 4936); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR, *Elat A*, Chap. 4131 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif aux subventions aux services d'incendie et secours* [6 décembre 1953] (p. 6133, 6134); *Chap. 4152 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux communes (Subventions spéciales aux départements pauvres)* [11 décembre

1953] (p. 6486). — Dépose une demande d'interpellation : sur les décisions prises à la Conférence des Bermudes [9 décembre 1953] (p. 6338). — sur la politique générale du Gouvernement, après l'élection de M. le Président de la République [6 janvier 1954] (p. 8); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Discussion générale (Sévères critiques de la situation économique et sociale française contenues dans le rapport officiel de l'O.E.C.E. et engagements préalables souscrits par le Gouvernement envers la C.E.D., limitant par avance la liberté de mouvement et les possibilités d'arbitrage de la France à Berlin)* [6 janvier 1954] (p. 15 et 16); — sur les mesures à prendre en vue d'aboutir à un cessez le feu en Indochine avant la réunion de la Conférence de Genève [2 mars 1954] (p. 586); la développe : *Nécessité d'initiatives pacifiques, garanties exigées avant le « cessez-le-feu », importance de l'offre du pandit Nehru, faiblesses du Gouvernement Bao-Daï, nécessité de reconnaître Ho Chi Minh avant la Conférence de Genève, indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis* [5 mars 1954] (p. 711 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation relative à la propagande au sein des corps de troupes, en faveur de la Communauté européenne de défense : *Discussion générale (Diffusion dans l'armée de la « Revue militaire d'information » traitant de la C.E.D. de façon optimiste, approbation par M. François-Poncet de deux amendements votés par le Bundestag et le Bundesrat visant à doter l'Allemagne des pleins attributs de la souveraineté militaire, droit de veto du Haut-Commissaire de France* [26 mars 1954] (p. 1321). — Dépose une demande d'interpellation : sur la solution négociée de la guerre d'Indochine et les dangers d'internationalisation du conflit [6 avril 1954] (p. 1774); en modifie le libellé [4 mai 1954] (p. 2089); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Paix en Indochine, aide militaire des Etats-Unis, politique des surenchères de Bao-Daï* [4 mai 1954] (p. 2092, 2093); — sur la situation en Indochine et les négociations de Genève [11 mai 1954] (p. 2336); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Création de la Commission des affaires d'Indochine, négociations de Genève, recherche des responsabilités politiques et militaires, menace de dissolution, internationalisation du conflit, gouvernements fantômes*

des Etats associés (p. 2339, 2340). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement relative à l'Indochine : *« Paix honorable » réalisée à Genève, ses observations sur la conduite des négociations, les relations avec la République populaire chinoise, l'indépendance de la France, la coopération entre le peuple français et le peuple vietnamien, la participation éventuelle de la République démocratique du Viet-Nam à l'Union française* [22 juillet 1954] (p. 3539, 3540); *Son ordre du jour (Application des accords de Genève, reprise des négociations internationales en vue du règlement pacifique du problème allemand)* [23 juillet 1954] (p. 3584, 3585); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Succès relatif (Présence britannique en Europe) et échec grave (Projet mutilé d'Agence des armements) ramenés de Londres par le Président du Conseil; Faibles perspectives d'amélioration sur ce point; Entrée de l'Allemagne occidentale dans le Pacte Atlantique (Jadis refusée par M. Robert Schuman), malgré l'existence de ses revendications territoriales envers l'U.R.S.S., « réaction sentimentale russe » à prévoir (Réarmement accéléré de l'Allemagne orientale ou rapprochement ultérieur germano-russe contre l'Occident); fatalité prétendue du réarmement allemand, faiblesse de cet argument, « fatigue » et « résignation » du Président du Conseil, sous les pressions et les calomnies, son heureuse intention de mener « parallèlement » la négociation avec l'Est (Dispositions favorables de l'U.R.S.S. sur les élections allemandes et le projet J. Moch de désarmement), nécessité pour ce faire d'éviter toute ratification préalable des Accords* [8 octobre 1954] (p. 4616 à 4620); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales (Cas des départements pauvres)* [23 novembre 1954] (p. 5312); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 31-13 : *Rémunération des auxiliaires à l'étranger* [6 décembre 1954] (p. 5859); Chap. 42-32 : *Amendement de M. Rosenblatt (Réduction de la subvention du Mouvement européen)* (p. 6866, 6867); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955, vote sur la

question de confiance : *Raisons de politique qui conduiront au vote, politique en Indochine, « condominium » général Ely—général Colins* [20 décembre 1954] (p. 6617 et suiv.); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; *Rapport n° 9703, Articles additionnels : Impossibilité de discuter ces articles* [23 décembre 1954] (p. 6843); Nouveau projet (n° 9806) (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés); Article unique : *Amendement de M. L. Noël (Contrôle parlementaire proposé pour tout accroissement des forces militaires européennes, « simple alibi » ainsi organisé)* [28 décembre 1954] (p. 6906); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1004, 1005); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Allocation viagère pour des agents des collectivités locales; cantonniers de la Lozère)* [8 mars 1955] (p. 1148); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Cot sur la Sarre* [18 mars 1955] (p. 1656). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Samotion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1679); *le maintient* (p. 1690). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accord franco-allemand sur la Sarre [23 mars 1955] (p. 1864); en demande la fixation immédiate : *Absence du Ministre des Affaires étrangères, interprétation allemande de la valeur du statut, de l'activité reconnue aux partis, des garanties anglo-américaines; Affaire Roeschling* (p. 1866, 1867); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Déclarations du chancelier Adenauer* [30 mars 1955] (p. 2113, 2114, 2117, 2118); — sur le dépôt des instruments de ratification des accords de Londres et de Paris [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Régions sous-développées, plan d'aménagement du Bas-Languedoc* [12 mai 1955] (p. 2709 à 2711). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord et ses répercussions

sur le plan international [6 octobre 1955] (p. 4803). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Politique de force et politique de négociations* [8 octobre 1955] (p. 4953, 4954). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats de la politique européenne du Gouvernement, notamment en Sarre [25 octobre 1955] (p. 5247). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Situation en Afrique du Nord, retour des disponibles, responsabilité du Gouvernement dans le résultat du referendum sarrois, réaction de M. Pinay après le vote de procédure de l'O.N.U.* [26 octobre 1955] (p. 5298 à 5300); *Contribution de la France à la C.E.C.A., conférence de Genève, réarmement de l'Allemagne* (p. 5303, 5304).

CHARLOT (M. Jean), Député du Var (S.).

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [15 janvier 1952] (**F. n° 93**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); Est nommé membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaire, **n° 3271**. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, **n° 11764**. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les décrets n°s 55-465 et 55-469 du 30 avril 1955 en rétablissant les exonérations fiscales dont bénéficiaient les associations de sport éducatif, de tourisme, d'éducation et de culture populaire, **n° 11959**.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Hautes-Alpes [5 juillet 1951] (p. 5872); — sur les élections du département de l'Aveyron

[5 juillet 1951] (p. 5918). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924), [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 4 ; *Son amendement tendant à ne pas publier les procès-verbaux des séances des Commissions* [27 mars 1952] (p. 1538, 1540) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à calculer la patente d'après la durée réelle de l'exploitation pour les commerces saisonniers* [21 décembre 1952] (p. 6911). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82), [13 janvier 1954] (p. 58), [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pincau) : *M. Pinay ; les responsables en Afrique du Nord* [18 février 1955] (p. 814) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris ; Article unique : *Débloquage de la première tranche de crédits* [13 mai 1955] (p. 2773). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

CHARPENTIER (M. René), Député de la Marne. (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé vice-président de la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; Est nommé membre suppléant de cette commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale : au sein de la Commission des prestations familiales agricoles [22 août 1951] (F. n° 26) ; ainsi qu'au sein du Conseil supérieur des alcools [3 septembre 1951] (F. n° 32). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la

mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46) [3 février 1953] (F. n° 226). — Est élu vice-président de cette sous commission [24 mars 1953] (F. n° 250). — Est nommé : membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17). — Est nommé membre du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (F. n° 364).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à faciliter le développement du progrès technique dans la production du blé, n° 679. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, n° 913. — Le 31 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 679) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le développement du progrès technique dans la production du blé, n° 935. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, n° 1021. — Le 19 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux de la taxe de résorption, à rectifier le montant des bonifications et des réfections et à retenir de façon définitive le chiffre de 75 kilos comme poids spécifique du blé, n° 1144. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un abattement de 5 millions pour le calcul des droits de succession en ligne directe et entre époux, n° 1223. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement de statistiques sur l'état des stocks de produits laitiers, n° 1521. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole, n° 3287. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, n° 3554. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Com-

mission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3554) de M. Charpentier tendant à permettre aux salariés de l'agriculture de créer un régime de prévoyance et de retraites complémentaires, n° 3847. — Le 8 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport et le rapport supplémentaire fait (au cours de la précédente législature) (repris le 11 février 1952] (n° 2599) sur la proposition de loi de M. Valay relative au concours donné par le Crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 4028. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un prix hors taxe des sucres français en vue de l'exportation, n° 4179. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3218) de M. Thibault et plusieurs de ses collègues tendant à la gratuité du service du contrôle des œufs (graines de vers à soie), n° 4660. — Le 18 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport et le rapport supplémentaire faits (au cours de la précédente législature et repris le 11 février 1952) (n° 2599) sur la proposition de loi de M. Valay relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 5136. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 4914) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'agriculture, n° 5146. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi relative au statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, n° 5150 (rectifié). — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la création dans les livres de la Caisse nationale du crédit agricole d'un compte spécial dit : « Compte d'équipement rural et de modernisation agricole », n° 5241. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 714 du Code général des impôts en ce qui concerne les droits d'enregistrement applicables aux actes de prorogation des sociétés coopératives agricoles, n° 5451. — Le 20 février 1953, une proposition de loi sur l'organisation des marchés agricoles, n° 5620. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 5090) de M. Oimi, tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'huile

d'olive métropolitaine dans les produits oléagineux métropolitains protégés par le décret du 26 juillet 1947, n° 5960. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 3411) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture, n° 6453. — Le 15 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 3411) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture, n° 6878. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 6679) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington le 13 avril 1953, n° 7216. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à préciser la définition des accidents du travail en agriculture, n° 7656. — Le 9 février 1954, une proposition de loi relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, n° 7657. — Le 5 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obliger les conducteurs de motocyclettes à munir leur appareil d'un dispositif destiné à supprimer le bruit, n° 7978. — Le 29 mars 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 2412) tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer; 2° de M. Maurice Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 3298) tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits dans les territoires d'outre-mer; 3° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 3717) tendant à régulariser le marché des corps gras, n° 8177. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue de permettre le contrôle des carniers, n° 8231. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi instituant des sociétés de modernisation agricole, n° 8492. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de

l'agriculture sur le projet de loi (n° 7628) autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord international sur le sucre signé à Londres le 26 octobre 1953, n° 8640. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7656) de M. Charpentier tendant à préciser la définition des accidents du travail en agriculture, n° 8641. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 8231) tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue de permettre le contrôle des carniers ; 2° de M. de Raincourt, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 8351) tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi du 3 mai 1844, concernant la visite des carniers, n° 8642. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 10145) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues relative à la remise en ordre de la production betteravière, n° 10358. — Le 19 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 9257) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1517) tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue de permettre la visite des carniers, n° 10464. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7657) de M. Charpentier relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, n° 10877. — Le 26 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7657) de M. Charpentier relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, n° 11331. — Le 18 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, n° 11932. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 22 du décret n° 55-

594 du 20 mai 1955 relatif à l'enregistrement des baux, n° 11958.

Interventions :

Est élu *membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale : en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 août 1951] (p. 6591, 6592) ; Art. 6 : *Amen- dement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6624) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir une aide de 3.500 millions de l'Etat à la Caisse de mutualité agricole* (p. 6625, 6626) ; *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 6626) ; — du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les seigles* [30 août 1951] (p. 6647) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les blés de qualité* (p. 6647) ; *le retire* (ibid.) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix du blé)* [16 novembre 1951] (p. 8154) ; *Ses observations sur la hausse des prix agricoles, le prix du carburant agricole* (p. 8183, 8184) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AGRICULTURE ; Chap. 1000 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 novembre 1951] (p. 8253 et suiv.) ; Chap. 1090 : *Amen- dement de M. Dagain tendant à réduire de 20 millions les crédits pour le service des haras (Inutilité du service)* (p. 8262) ; Chap. 1250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du génie rural* (p. 8270) ; Chap. 3180 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des haras* (p. 8276) ; Chap. 4010 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 8292) ; Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importance de la vulgarisation)* (p. 8299) ; *le retire* (p. 8300) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 décembre 1951] (p. 9532, 9533) ;

Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à augmenter la cotisation proportionnelle à la taxe à la production* (p. 9542); *Son amendement tendant à fixer à 0,55 0/0 la cotisation proportionnelle à la taxe à la production* (p. 9543); **Art. 6 bis : Amendement de M. Kauffmann tendant à majorer la taxe sur les produits alimentaires importés** [22 décembre 1951] (p. 9576); **Art. 7 : Sa demande de disjonction de l'article divisant les exploitants agricoles** (p. 9579); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne prévoir l'application de la taxe sur les salaires aux agriculteurs que par une loi* (p. 9579); *le retire* (ibid.) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; **Art. 1^{er} bis : Son amendement tendant à reprendre la date du 1^{er} janvier 1952 au lieu de celle du 1^{er} avril** [3 janvier 1952] (p. 84, 85) ; *le retire* (p. 85) ; **Art. 1^{er} ter : Son amendement tendant à reprendre le taux de 0,55 0/0 pour la cotisation proportionnelle à la taxe à la production** (p. 85) ; **Art. 1^{er} quater : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux produits supportant les nouveaux impôts créés** (p. 87) ; **Art. 6 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article relevant la surtaxe sur l'alcool** (p. 88) ; **Art. 11 : Amendement de M. Billat tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale, prévoyant la parité entre les prestations agricoles et les autres** (p. 89) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 décembre 1951] (p. 9584) ; **Art. 16 : Son amendement tendant à permettre le développement des distilleries d'alcool de betteraves** (p. 9625) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 décembre 1951] (p. 9873, 9874) ; **Art. 2, Etat B, Chap. 9012 : Amendement de M. Méhaignerie tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest)** [27 décembre 1951] (p. 9934, 9935) ; **Chap. 9212 : Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le Centre du génie rural** (p. 9936) ; **Chap. 9392 : Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les villages témoins** (p. 9936, 9937) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; **Art. 18 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux crédits pour les adduc-**

tions d'eau [3 janvier 1952] (p. 47) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1951] (p. 9944, 9945) ; **Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS SOCIAUX : Son amendement tendant à réduire les crédits demandés par le Gouvernement pour les prêts sociaux d'intérêt agricole** (p. 9986) ; **Art. 3, Etat C, GAZ DE FRANCE : Son amendement tendant à affecter les remboursements à de nouveaux prêts** (p. 10008) ; *le retire* (ibid.) ; — d'un projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952 ; **Art. 5 : Son amendement relatif au remboursement des avances du Trésor pour le paiement des allocations temporaires aux vieux exploitants agricoles** [30 décembre 1951] (p. 10281) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; **Art. 3 : Modification du régime de l'allocation veillesse des vieux travailleurs agricoles** [5 janvier 1952] (p. 151 et suiv.) ; *Sa demande de disjonction de l'article portant modification du régime de l'allocation vieillesse des vieux travailleurs agricoles* (p. 152) **Art. 2, Etat A, Chap. 5040 : Son amendement tendant à encourager aussi les exportations de produits agricoles** [26 février 1952] (p. 1010) ; *le retire* (ibid.) ; **Chap. 5100 : Subventions pour l'engraissement des veaux** (p. 1011) ; **Art. 21 : Son amendement relatif à la prise en charge des vieux travailleurs salariés agricoles** (p. 1018) ; d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O. N. I. C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République ; **Art. 3 : Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique** [25 janvier 1952] (p. 404) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; **Etat A, Chap. 5040 : Son amendement tendant à aider l'exportation des produits agricoles** [2 avril 1952] (p. 1756) ; **Art. 11 : Son amendement tendant à prévoir l'avis du Ministre de l'Agriculture** [3 avril 1952] (p. 1833) ; **Art. 13 : Son amendement tendant à inclure les assurances sociales agricoles** (p. 1836) ; **Art. 14 : Son amendement tendant à inclure la mutualité sociale agricole** (p. 1836) ; **Art. 16 : Son amendement tendant à renforcer la liaison entre l'administration de la Sécurité sociale et l'administration fiscale** (p. 1837, 1838) ; **Art. 19 : Son amendement relatif au financement de la Caisse centrale de secours mutuel agricole**

(p. 1839, 1840) ; Art. 23 *ter* : *Amendement de M. Delachenal tendant à prévoir le dépôt d'un projet avant le 15 mai 1952* (p. 1847) ; Art. 72 : *Demande de prise en considération, présentée par le Gouvernement, de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties* [4 avril 1952] (p. 1939) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Art. 16 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la communication des infractions fiscales aux directeurs régionaux de la Sécurité sociale* [12 avril 1952] (p. 2260, 2261) ; Art. 23 *ter* : *Demande présentée par le Gouvernement de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au financement de la Caisse vieillesse agricole* (p. 2262) ; Art. 23 *quinquies* : *Demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat, présentée par M. Rochet* (p. 2264). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [27 mai 1952] (p. 2440) ; la développe : *Ses observations sur l'insuffisance des investissements agricoles, la culture des oléagineux, la production de tracteurs en série, les exportations agricoles* [8 juillet 1952] (p. 3641 et suiv.) ; *Son ordre du jour demandant la modernisation de l'agriculture, l'organisation européenne des marchés agricoles, l'aide accrue aux jeunes exploitants* (p. 3706). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'ALLOCATION VIEILLESSE des personnes non salariées ; *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2693, 2694) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir une allocation forfaitaire et une pension facultative résultant d'un régime complémentaire* (p. 2694, 2695) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir un régime d'assurance vieillesse complémentaire* (p. 2704) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 250 francs* (p. 2707) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux exploitants ayant cotisé plus de quinze ans* (p. 2713) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer la cotisation assise sur le revenu cadastral* (p. 2734) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à instituer une cotisation personnelle variable suivant le revenu cadastral* (p. 2735, 2736) ; *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants*

(p. 2737, 2738) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à faire établir par une loi le financement de l'allocation spéciale* (p. 2750) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 41 : *Son amendement relatif au classement des dossiers litigieux* (p. 2750) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 45 : *Son amendement relatif au payement de l'allocation à titre transitoire* (p. 2751) ; le retire (*ibid.*) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 14 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs* [4 juillet 1952] (p. 3550, 3551) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Gau* [3 juillet 1952] (p. 3469, 3470) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'augmentation du fermage en cas d'investissements du bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3483) ; *Amendement de M. Lucas relatif au calcul du prix moyen du lait ou du beurre* (p. 3484) ; *Amendement de M. Castera tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers cheptel compris* (p. 3487) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 octobre 1952] (p. 4270, 4271) ; Chap. 3123 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les laboratoires* (p. 4285) ; Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations (Réduction des crédits sociaux)* (p. 4294) ; Chap. 3402 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Achat de machines offset)* (p. 4295) ; Chap. 3473 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux hydrauliques (Adductions d'eau dans l'Isère)* [25 octobre 1952] (p. 4466) ; Chap. 4424 : *Son amendement tendant à rétablir le chapitre relatif à la propagande en faveur du vin* (p. 4475) ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article fixant la cotisation des producteurs pour la résorption des excédents des céréales, présentée par M. Briot* (p. 4485) ; FINANCES (SERVICES FINANCIERS), Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* [4 novembre 1952] (p. 4711, 4712) ; — du projet de loi relatif aux

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 25 : *Son amendement tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [15 décembre 1952] (p. 6403) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : **Discussion générale** (*Ses observations sur l'insuffisance des investissements agricoles, le découragement des agriculteurs devant les prix agricoles trop bas et les importations étrangères*) [18 décembre 1952] (p. 6572, 6573) ; Art. 4, Etat D : *Sa motion tendant à supprimer les crédits pour l'industrie de l'azote au profit des prêts sociaux aux jeunes agriculteurs* [20 décembre 1952] (p. 6753) ; Etat A, **AGRICULTURE**, Chap. 6640 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique* (p. 6794) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement relatif au contrôle de l'élevage des vers à soie* [21 décembre 1952] (p. 6857) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à détaxer les aliments du bétail et les engrais* [30 décembre 1952] (p. 7054) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 7 : *Son amendement tendant à réserver un tiers des crédits aux opérations effectuées dans les communes rurales* [23 janvier 1953] (p. 210) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat B, **FINANCES**, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à bloquer 900 millions sur les crédits affectés aux Charbonnages pour les attribuer aux prêts aux jeunes agriculteurs* [5 février 1953] (p. 934, 935) ; *le retire* (p. 935) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 9 : *Amendement de M. Triboulet tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procédure habituelle* [29 janvier 1953] (p. 666) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; **AGRICULTURE**, Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif au financement de la résorption des céréales en excédent* [30 janvier 1953] (p. 775) ; — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, amendé par le Conseil de la République ; Etat B, **INDUSTRIE ET COMMERCE** : *Son amendement*

tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les subventions aux carburants nationaux (Alcool-carburant) [30 janvier 1953] (p. 782) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 67 bis : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième paragraphe étendant aux coopératives le paiement de la taxe à l'apprentissage* [6 février 1953] (p. 1038) ; Art. 118 II bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la surtaxe frappant les produits importés fabriqués avec de l'alcool industriel* (p. 1040). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [12 mars 1953] (p. 1822). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains d'habitation ; Art. 11 : *Son amendement relatif aux droits des propriétaires des terrains expropriés* [27 mars 1953] (p. 2510) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : **Discussion générale** (*Ses observations sur la réforme administrative, le problème de l'alcool et du sucre, la politique agricole du Gouvernement*) [19 mai 1953] (p. 2762, 2763) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense* ; *Son amendement tendant à limiter l'application au 1^{er} janvier 1954* [7 juillet 1953] (p. 3318) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V) ; Articles additionnels : *Son amendement portant régime de faveur pour la prorogation des sociétés coopératives* [9 juillet 1953] (p. 3429). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées par le Gouvernement au profit de l'agriculture [6 octobre 1953] (p. 4014). — Sur l'octroi d'une autorisation d'importation de blé américain à Dakar, malgré l'existence d'excédents français non exportables [8 octobre 1953] (p. 4102) ; les développe : *Analyse des données actuelles pour les principales productions françaises, vin excepté* ; *Incohérences et mauvaise foi de la politique gouvernementale* ; *Initiatives professionnelles tendant à la vente directe (pommes de terre)* ; *Baisse générale du revenu agricole, parallèle à l'augmentation de la production* ; *Option nécessaire entre une politique de malthusianisme agricole, postulant l'émigration d'un tiers des paysans, et une politique d'expansion, incompa-*

tible avec les décisions improvisées et contradictoires actuelles ; Exemples (Importation — rapportée — de 400 millions de quintaux de blé américain pour Dakar ; « plan céréalier » d'allure malthusienne, s'opposant aux perspectives expansionnistes du « plan Monnet n° 2 ») ; Nécessité d'une politique des débouchés, basée sur le stockage et sur l'organisation préférentielle des marchés européens ; d'une politique des prix de revient, plus chers en France de 20 0/0 que dans les autres pays européens ; d'une politique de productivité (motorisation à base de gasoil, rationalisation du matériel, formation technique appropriée à chaque région) [13 octobre 1953] (p. 4241 à 4246) ; Son ordre du jour demandant l'assainissement du marché de la viande [22 octobre 1953] (p. 4497) ; le retire (ibid) ; Son nouvel ordre du jour faisant implicitement confiance au Gouvernement pour assainir le marché de la viande, développer l'expansion des ventes agricoles en France et à l'étranger et hâter l'équipement et l'enseignement agricoles (p. 4500). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande, en qualité de Rapporteur pour avis : Prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe de circulation sur les viandes [13 novembre 1953] (p. 5035) ; Contre-projet de M. Rochet tendant à réduire de moitié la taxe unique sur les viandes et à verser 20 0/0 du produit de la taxe au fonds d'assainissement (p. 5042) ; Article unique : Son amendement tendant à affecter un pourcentage fixe des ressources du fonds à l'assainissement du troupeau (p. 5042) ; le retire (p. 5046) ; Sous-amendement de M. Couinaud tendant à affecter un pourcentage de 10 0/0 des fonds à la prophylaxie (p. 5043) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis : Chute des exportations de viande depuis 1950 [28 novembre 1953] (p. 5667) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat C, Chap. 8401 : Versement aux producteurs de textiles (Augmentation nécessaire du taux de la taxe d'encouragement à la production textile) [26 novembre 1953] (p. 5590) ; AGRICULTURE, en qualité de Rapporteur pour avis [3 décembre 1953] (p. 5904 et suiv.) ; Motion préjudicielle de M. Rochet tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des crédits pour l'équi-

pement rural (p. 5909) ; Etat A, Chap 3137 : Sa demande de réserver le chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole (p. 5926) ; Chap. 3151 : Contrôleurs des lois sociales (p. 5928) ; Contrôleurs des lois sociales (Création de postes) (p. 5930, 5931) ; Chap. 3751 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'élection aux chambres d'agriculture (Remise à jour des listes électorales) (p. 5948) ; Article additionnel : Son amendement tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la distribution d'eau potable par les communes [4 décembre 1953] (p. 5994 et suiv.) ; Art. 7 : Son amendement relatif aux déductions autorisées en 1954 pour le calcul du prix du blé retenu pour le paiement des fermages (p. 5997) ; Chap. 3137 : Etablissements d'enseignement agricole (Insuffisance des crédits pour l'apprentissage) (p. 6013) ; Chap. 3151 : Contrôle des lois sociales en agriculture (Sa demande de réserver le chapitre) (p. 6014) ; Amendement de M. Pelleray tendant à interdire la création d'emplois de contrôleurs des lois sociales agricoles (p. 6014) ; Art. 8 : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux dépenses de fonctionnement du service du contrôle des lois sociales en agriculture (p. 6014, 6015) ; Etat A, Chap 3431 : Frais de déplacement des services agricoles, (p. 6016) ; Chap. 3471 : Demande de renvoi en Commission du chapitre relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires du génie rural, présentée par M. Lucien Lambert (p. 6016) ; Chap. 4428 : Prophylaxie des maladies des animaux, contrôle des viandes (Assainissement du marché de la viande) (p. 6019) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 13 : Son amendement relatif aux modalités de remboursement des prêts du Fonds de modernisation et d'équipement [11 décembre 1953] (p. 6526 6527) ; le retire (p. 6527) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3521 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Ponts sur la Marne à surélever) [12 décembre 1953] (p. 6585) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 5 : Son amendement tendant à fixer à 0,75 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile avec la possibilité de l'élever à 1 0/0 [31 décembre 1953] (p. 7100, 7101) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 4424 : Son

amendement tendant à ne pas limiter à l'étranger l'effort de propagande en faveur du vin [31 décembre 1953] (p. 7224); Art. 6 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* (p. 7228); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, Article additionnel : *Son amendement tendant à créer un comité national pour le développement de la consommation des produits laitiers* [13 décembre 1953] (p. 6744); *Son amendement relatif au financement des travaux d'adduction d'eau* (p. 6744); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 décembre 1953] (p. 7128, 7129); Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République visant à effectuer la reprise du fonds après un délai de dix-huit mois en cas de jugement accordant la reprise* (p. 7132, 7133); — du projet de loi ratifiant un accord international sur le blé, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7133, 7134). — Est entendu sur la question orale de M. Abelin à M. le Ministre de l'Agriculture, sur les prix des aliments du bétail et des engrais [12 février 1954] (p. 267). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 16 : *Son amendement (Taux de la taxe)* [26 mars 1954] (p. 1364); *Rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement)* (p. 1364); Art. 18 : *Ses deux amendements (Fiscalité portant sur les engrais)* (p. 1367, 1368); Art. 47 : *Son amendement (Extension des mesures d'encouragement à l'épargne aux constructions de bâtiments ruraux non rentables)* [29 mars 1954] (p. 1432); *le retire* (p. 1433); Art. 95 bis : *Perception mensuelle des cotisations de sécurité sociale (Inconvénients de son application aux agriculteurs)* (p. 1437); Art. 95 ter : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la réduction des taux des taxes parafiscales* (p. 1437, 1438); — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Son amendement tendant à supprimer l'article 10* [25 mai 1954] (p. 2666); *Son amendement (Date d'émission des rôles concernant l'impôt foncier et l'impôt sur les bénéfices agricoles)* (p. 2666); *le retire* (p. 2767); *Son article additionnel (Exonération de la taxe*

locale et de la taxe sur les transactions pour les opérations de vente sur les amendements calcaires) [6 juillet 1954] (p. 3219); *Son article additionnel tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence* (p. 3243); — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord international sur le sucre, en qualité de *Rapporteur* : *Effort de production à entreprendre dans la métropole et les territoires d'outre-mer; Stock minimum de sucre* [30 juin 1954] (p. 3176, 3177, 3179); — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE, Art 1^{er}: *Amendement de M. de Sesmaisons (Fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales)* [28 juillet 1954] (p. 3682); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Notre position à l'union européenne des paiements, l'attribution de carburant détaxé dans l'agriculture, le prix du blé, la libération des échanges, la qualité des exportations agricoles, l'interdiction de certaines exportations de céréales secondaires)* [5 août 1954] (p. 3892 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [18 janvier 1955] (p. 69). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, ligne 3, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Fonds de garantie mutuelle et reconversion de l'agriculture; Financement* [28 janvier 1955] (p. 393, 394); *Son amendement (Fonds de garantie mutuelle de la production agricole)* (p. 396); ligne 16 : *Son amendement (Fonds de conversion de l'industrie et de l'agriculture)* (p. 399); Etat D, ligne 2 : *Budget des prestations familiales et caisse de vieillesse agricoles* (p. 417, 418); Article 38 : *Son amendement (Carburants pour l'agriculture)* (p. 429, 430); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Rapport de M. Saint-Cyr* [31 janvier 1955] (p. 520); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Grands travaux et possibilités de transferts de crédits* [1^{er} février 1955] (p. 578); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955,

I. **CHARGES COMMUNES**, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Son article additionnel (Carburants spéciaux pour l'agriculture)* [8 mars 1955] (p. 1153); *le retire* (p. 1154); *article additionnel de M. Patinaud (La politique gouvernementale en matière de sécurité sociale et prestations familiales, la surcompensation)* (p. 1159); *Etat A, Chap. 44-92 : Sa demande de disjonction (L'aide aux sucres)* (p. 1161, 1162); *la retire* (p. 1162); *Chap. 44-93 : Sa demande de disjonction : Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 1166, 1167); *la retire* (p. 1167); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 2 bis : *Son amendement (Reconversion et fonds de garantie mutuelle ; Marché laitier)* [19 mars 1955] (p. 1742); Art. 11 : *Son amendement (Exonération de certains produits de basse-cour de la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 1752); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Exonération des blés déclassés et des céréales secondaires)* (p. 1760); *le retire* (p. 1761); *Etat G : Son amendement (Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool au profit du groupement interprofessionnel intéressé)* (p. 1773); *Son amendement (Retenue sur les prix des betteraves au profit de la fédération professionnelle agricole pour main-d'œuvre saisonnière)* (p. 1773); *Son amendement (Taxe de statistique et de contrôle douanier au profit du fonds d'allocation de vieillesse agricole)* (p. 1774); *le retire* (p. 1775); *Son article additionnel (Carburant spécial pour l'agriculture)* (p. 1779); de ce projet de loi, en deuxième lecture, *Etat G, AGRICULTURE : Son amendement (Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool au profit du groupement interprofessionnel intéressé)* [17 mai 1955] (p. 2847); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Débudgétisation du prélèvement de 14 0/0* [22 mars 1955] (p. 1810); de cette proposition de loi en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Pourcentage de la taxe prélevée à son profit* [2 avril 1955] (p. 2386); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux : *Amendement de M. Emile Hugues (Résiliation après deux retards)* [22 novembre 1955] (p. 5889); — d'une proposition de loi relative à la restitution de terrains militaires désaffectés aux agriculteurs expropriés, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5889).

CHARON (M. Gaston), *Voy. NOCHER (M. Jean)*.

CHARRET (M. Edouard), *Député du Rhône [1^{re} circonscription] (R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : Vice-Président : de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} juin 1954] (**F. n° 392**), [4 février 1955] (**F. n° 494**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 novembre 1954] (**F. n° 444**); Secrétaire de cette Commission [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [8 avril 1952] (**F. n° 130**); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [3 novembre 1953] (**F. n° 299**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); titulaire de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (**F. n° 283**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [5 mars 1953] (**F. n° 240**); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 590) de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, **n° 1560**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à rétablir les dispositions de l'acte dit loi du 14 septembre 1941 modifiant l'alinéa 2 de l'article 331 du Code

civil, relatif à la légitimation des enfants adultérins, **n° 1826**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition des véhicules ou tracteurs automobiles, **n° 1937**. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires atteints de tuberculose, cancer ou maladie mentale, imputés à la guerre, les mêmes congés de longue durée qu'aux fonctionnaires et aux militaires de carrière ayant contracté ces maladies dans l'exercice de leurs fonctions, **n° 2392**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre légale et obligatoire la détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique de l'accidenteur et de la victime, dans le cas où leur responsabilité paraîtrait engagée, **n° 2438**. — Le 14 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer aux habitants de Tignes, avant toute expulsion, non seulement la sauvegarde de leur existence matérielle et professionnelle, mais aussi la continuité de leur vie familiale et traditionnelle, **n° 2934**. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux fonctionnaires retraités de 1939 à 1947, **n° 3040**. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour établir un service d'autorails pendant la saison d'été sur la ligne Lyon-Croix-Rousse-Trévoux, **n° 3202**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi relative à la réglementation des laboratoires d'analyses médicales, **n° 3338**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'attribution des bourses prévues par les arrêtés du 16 mai 1949 aux étudiants inscrits dans les facultés libres créées conformément aux lois du 12 juillet 1875 et du 18 mars 1880, **n° 4059**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, portant fixation du budget général (Crédits militaires), pour l'année 1946, **n° 4339**. — Le 28 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 3308) de M. Jacques Debù-Bridel, sénateur, tendant à réglementer la profession de professeur de judo et de jiu-

jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat, **n° 4907**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à remettre aux acquéreurs d'appartements, la charge des frais et indemnités justifiées compensatoires de l'éviction imposée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, **n° 5285**. — Le 19 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 590) de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, **n° 5607**. — Le 12 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines dispositions prises en application de l'article 18 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur le calcul des cotisations de sécurité sociale au titre des gratifications de fin d'année allouées aux salariés, **n° 5846 (rectifié)**. — Le 25 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5263) de Mme Francine Lefebvre et M. Bouxom relative aux maxima de ressources prévus pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, **n° 6012**. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 183 du Code général des impôts relatif au calcul de la taxe proportionnelle, **n° 6151**. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes d'accidents du travail en fonction de l'augmentation du coût de la vie, **n° 6153**. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 relative au régime des élections municipales, **n° 6274**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille et le décret n° 53-403 du 11 mai 1953, **n° 6484**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, en faveur des déportés et internés résistants et politiques, **n° 6566**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 29 de la Constitution pour

faire participer les membres de l'Assemblée de l'Union française à l'élection du Président de la République, n° 6572. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi portant fonctionnarisation du personnel des greffes des tribunaux, cours d'appel, greffes de commerce et de paix, n° 6616. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux anciens déportés politiques des facilités pour négocier les bons de la reconstruction, n° 6678. — Le 9 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à différer la date d'exigibilité et de paiement, sans application des pénalités de retard, des impôts, taxes, contributions ou redevances fiscales ou parafiscales venant à échéance à partir du 15 octobre et à accorder un délai de trois mois pour l'appel du premier tiers des impôts 1954, n° 6840. — Le 19 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des chefs de division et chefs de bureau, n° 7633 (rectifié). — Le 11 février 1954, une proposition de loi relative à l'organisation de la profession comptable, n° 7745. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépôt légal des affiches et des programmes de théâtre n° 7793. — Le 23 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rechercher un nouveau protocole en matière d'expulsion, en modifiant les dispositions ministérielles existantes, n° 7863. — Le 26 février 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 5997) de MM. Jean-Paul Palewski et Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à créer un Conseil de coopération douanière au sein de l'Union française, n° 7918. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le droit de reprise prévu par les articles 18, 19 et suivants de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 8033. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à créer le « Mérite du sang », n° 8430. — Le 11 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour restreindre le nombre des abstentions dans les consultations électorales, n° 8437. — Le

1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier la procédure de fixation des tarifs applicables aux assurés sociaux en matière de frais médicaux et chirurgicaux, n° 8565. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi n° 53-876 du 22 septembre 1953 relatif aux justifications à produire dans l'exercice non sédentaire de certaines professions commerciales ou industrielles, n° 8568. — Le 9 juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions existantes concernant les baux commerciaux, n° 8616. — Le 8 juillet 1954; une proposition de loi tendant à compléter l'article 596 du Code de la santé publique, n° 8849. — Le 4 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 relatif aux majorations d'ancienneté, aux fonctionnaires tombés malades en captivité et rapatriés malades, n° 9060. — Le 4 août 1954, une proposition de loi tendant à reconnaître le droit au « salaire fiscal » pour les chefs d'entreprises personnelles et les associés en nom des sociétés de personnes et à prévoir certaines mesures en faveur des gérants de sociétés à responsabilité limitée, n° 9061 (rectifié). — Le 12 août 1954 une proposition de loi tendant à compléter l'article 67 du Code de la pharmacie, n° 9147. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires atteints de tuberculose en raison de la guerre les mêmes avantages de congé à plein traitement que ceux ayant contracté leur maladie dans l'exercice de leur fonction, n° 9201. — Le 28 août 1954, une proposition de loi tendant à valider les dispositions des arrêtés des 6 mai et 7 juillet 1949 du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme portant intégration dans le corps des ingénieurs de la navigation aérienne, n° 9238. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 8430) de M. Charret tendant à créer le « Mérite du sang », n° 9500. — Le 3 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-7250 du 4 octobre 1945 et à fixer les amendes encourues par les employeurs en retard pour le paiement de leurs cotisations non plus en fonction du nombre d'ouvriers mais du montant

des sommes dues, n° 9641. — Le 8 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour éviter que l'application de la taxe sur la valeur ajoutée n'entraîne une aggravation des charges pour les commerçants grossistes, n° 9668. — Le 8 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 571 du Code de la santé publique relatif aux créations d'officines, n° 9669. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions du décret n° 54-939 du 14 septembre 1954 portant exonération de la taxe sur les transactions applicable à certains échanges entre fabricants, n° 9832. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1042 du 19 octobre 1954 relatif aux sanctions sur la sécurité sociale prévues en cas de retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale, n° 9835. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à réglementer les nominations ou les promotions dans l'Ordre de la Légion d'honneur à titre civil, n° 10171. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir certaines modalités relatives à l'octroi d'une carte de surclassement en faveur des officiers et sous-officiers de réserve, n° 10173. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1153 du 13 novembre 1954 relatif à l'augmentation du droit de consommation sur l'alcool, n° 10184. — Le 18 février 1955, une proposition de loi relative au régime actuel des bouilleurs de cru, n° 10185. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer effectivement les décrets-lois du 12 novembre 1938 et du 29 juillet 1939 relatifs aux sociétés coopératives de consommation, n° 10211. — Le 8 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 9668) de M. Charret et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour éviter que l'application de la taxe sur la valeur ajoutée n'entraîne une aggravation des charges pour les commerçants grossistes, n° 10312. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 54 g, alinéa 2, du Livre III du Code du travail, n° 10347. — Le 10 mars 1955,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des stagiaires des centres pédagogiques, n° 10350. — Le 11 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil relatifs à la reconnaissance des enfants naturels, n° 10365. — Le 11 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, n° 10366. — Le 16 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'alinéa premier de la loi n° 51-1124 du 26 octobre 1951 sur les bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, n° 10421. — Le 10 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir avant le 31 juillet 1955 la création et le financement d'un Fonds national de vieillesse, n° 10694. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 300 millions pour l'achèvement de la construction du centre régional anticancéreux de Lyon, n° 10854. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 11260. — Le 22 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes accident du travail ainsi que les bases de réversibilité de ces rentes, n° 11292. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à reconnaître aux commerçants, artisans, chefs d'entreprises personnelles, associés en nom des sociétés de personnes, et aux gérants majoritaires de société, le droit à un salaire fiscal correspondant au salaire le plus élevé de l'entreprise, majoré de 20 0/0, n° 11505. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement un

crédit de 500 millions de francs pour indemniser les victimes de l'orage du 27 août 1955 du département du Rhône, n° 11556.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire de la Côte d'Ivoire [23 août 1951] (p. 6476). Prend part à la discussion : du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : en qualité de *Rapporteur* [24 août 1951] (p. 6493, 6494, 6495, 6497, 6498, 6501); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur la destruction d'effets militaires)* [13 septembre 1951] (p. 7320). — Est entendu sur le report de sa question orale [21 septembre 1951] (p. 7575). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Guerre, une question relative à la vente de vêtements militaires [9 novembre 1951] (p. 7871). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3040 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les Nords-Africains (Travailleurs Nords-Africains en France)* [13 novembre 1951] (p. 7945); Chap. 4070 : *Frais d'accueil aux travailleurs étrangers* (p. 7963); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Gare de Lyon-Croix-Rousse)* [16 novembre 1951] (p. 8119, 8120); le retire (p. 8120); INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 5040 : *Amendement de M. Lacanuet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national du Cinéma (Suppression du festival de Cannes)* [21 novembre 1951] (p. 8246); Chap. 5060 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif à l'exposition du prestige français à Lyon (Subvention insuffisante de l'Etat)* (p. 8250, 8251); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'Énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8369, 8370); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour l'Administration centrale (Statut du personnel hospitalier et hôpitaux de Marseille) [4 décembre 1951] (p. 8738); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle sanitaire aux frontières* (p. 8742); le retire (ibid.); Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements de sourds-muets (Institut de sourds-muets à Villeurbanne)* (p. 8745); le retire (ibid.); Chap. 4140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Enfants incurables)* (p. 8783); le retire (p. 8784); Chap. 4150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour immigrants en France (Immigrés non assurés sociaux)* (p. 8784, 8785); le retire (p. 8785); Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réduction forfaitaire aux tuberculeux en traitement sur le réseau S.N.C.F.* (p. 8787); le retire (ibid.); Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Transfusion sanguine)* [5 décembre 1951] (p. 8812); le retire (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 3030 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les frais d'installation de l'appartement du Ministre, quai Branly* [5 décembre 1951] (p. 8834, 8835); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Appartement du Ministre, quai Branly)* [12 décembre 1951] (p. 9055); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Chap. 9520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts aux habitations à loyers modérés (Primes aux sociétés coopératives)* [24 décembre 1951] (p. 9759); le retire (ibid.); Art. 5 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement par titres (Bonifications d'intérêts accordées par les départements)* (p. 9795); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant certains produits pétroliers amendés par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 décembre 1951] (p. 9756); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en

1952; Art. 1^{er}, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE, Chap. 9001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des hôpitaux (Hospices de Lyon)* [27 décembre 1951] (p. 9920); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 20 : *Amendement de M. Lalle, tendant à reprendre l'article du Conseil de la République octroyant une aide financière aux communes rurales pour l'entretien des chemins* [3 janvier 1952] (p. 49); — du projet de loi portant dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation des bureaux d'assistance et des services de contrôle de la Sécurité sociale* [4 janvier 1952] (p. 162); — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes; *Sa demande de renvoi à la Commission* [7 février 1952] (p. 557, 558); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [26 février 1952] (p. 1015, 1016). — Est entendu sur une communication du Gouvernement : *Barrage de Tignes, sa mise en eau prochaine, expropriation et indemnisation des habitants* [14 mars 1952] (p. 1315). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative à l'apposition d'une marque d'origine sur les marchandises importées de l'étranger [13 juin 1952] (p. 2904). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre les menées antifrançaises au sein du Commissariat à l'énergie atomique [17 juin 1952] (p. 2957). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle du syndicat C. G. T. au Commissariat de l'énergie atomique)* [3 juillet 1952] (p. 3455, 3456). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du textile [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services publics en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements de sourds-muets (Ecole de sourds-muets de Lyon)* [30 octobre 1952] (p. 4602); *le retire* (ibid.); Etat B, Chap. 4626 : *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Hôpitaux de Lyon) (p. 4609); INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat (Statut du personnel de la police)* [13 décembre 1952] (p. 6309). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement du Commissariat à l'énergie atomique et son noyantage par le parti communiste [10 décembre 1952] (p. 6125). — Est entendu sur le report d'une de ses questions orales : *Manque de courtoisie du Ministre* [12 décembre 1952] (p. 6244). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'activité commerciale de la poudrerie de Sevrans-Livry dont les procédés semblent nuire à la vie économique de la nation [3 février 1953] (p. 830); — sur le grave accident de chemin de fer de Serezin-du-Rhône et le retrait nécessaire des wagons en bois [22 octobre 1953] (p. 4454). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1^{er} Etat A, Chap. 31-01 : *Nécessité d'un grand Ministère des Affaires sociales* [5 novembre 1953] (p. 4836, 4837); Chap. 31-12 : *Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Création nécessaire de diplômés d'assistantes de psychologie et de physiothérapeutes)* (p. 4860, 4861); *le retire* (p. 4861); Titre IV, Chap. 46-21 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Ecole des sourds-muets de Lyon)* (p. 4866, 4867); *le retire* (p. 4867); Chap. 46-23 : *Assistance à la famille (Sa proposition de résolution tendant au rétablissement intégral des crédits)* (p. 4867, 4868); Chap. 46-26 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif, des crédits pour l'assistance médicale gratuite (Barèmes de répartition des frais entre l'Etat, le département et les communes, intention prêtée au Gouvernement d'interdire la « départementalisation », cas particulier de Lyon et du Rhône)* (p. 4873); *le retire* (ibid.); Chap. 47-11 : *Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Protection nécessaire contre les dangers d'explosion dans les laboratoires), (Valeur thérapeutique des gammaglobulines)* (p. 4877); *le retire* (ibid.); Chap. 47-17 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Transfusion sanguine, situation des donneurs bénévoles)* (p. 4879); *le*

retire (ibid.); Chap. 47-41 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Evolution des prix des antibiotiques)* (p. 4879); le retire (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative à la diminution du nombre des centimes additionnels dans le département du Rhône [30 octobre 1953] (p. 4723). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Discussion générale (Défense des commerçants locataires mal protégés par le décret du 30 septembre 1953)* [15 décembre 1953] (p. 6825, 6826); — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale (Historique des revendications des élèves normaliens réclamant un traitement et non plus une bourse)* [31 décembre 1953] (p. 7072). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative au refus d'approbation d'une délibération du Conseil général du Rhône [19 février 1954] (p. 428). Est entendu : sur le report de sa question orale à M. le Ministre de l'Intérieur [9 avril 1954] (p. 1967); sur le report de sa question orale à M. le Ministre de l'Intérieur [7 mai 1954] (p. 2217). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au refus d'approbation d'une délibération du Conseil général du Rhône [21 mai 1954] (p. 2624, 2625). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Application du taux de 9 0/0 à l'intégralité des gains réalisés par les façonniers)* [6 juillet 1954] (p. 3218); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. Art. 25 quater : *Son amendement tendant à exclure des exonérations les sociétés immobilières* [13 août 1954] (p. 4217); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale* [11 août 1954] (p. 4102); *Ses explications de vote* (p. 4108); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : *Renforcement du contrôle des médicaments* [1^{er} décembre 1954] (p. 5640, 5641); Etat A, Chap. 31-01 : *Dispersion des services de la santé publique, centre Laënnec se chargeant de la réadaptation des anciens tuberculeux, contrôle des médicaments* (p. 5648, 5649). — Pose à M. le Ministre des Travaux

publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à l'utilisation de wagons de bois [4 mars 1955] (p. 1083, 1084). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Réintégration des ex-secrétaires et ex-inspecteurs de police détachés des cadres)* [4 mars 1955] (p. 1119); *Son article additionnel (Prime de qualification en faveur de certains officiers)* [8 mars 1955] (p. 1157); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo. Art. 2 : *Son amendement (Membres élus par l'Assemblée territoriale)* [15 mars 1955] (p. 1407); Art. 19 : *Son amendement (Droits fiscaux dans des circonstances exceptionnelles)* (p. 1409); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, en qualité de *Rapporteur pour avis : Examen des sangs* [10 mai 1955] (p. 2611); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 ter : *Son amendement (Suppression de l'amendement de M. Liautey prévoyant la vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* [17 mai 1955] (p. 2838, 2840); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, en qualité de *Rapporteur pour avis : Amendement de M. Chassaing (Opposition des enfants légitimes à la légitimation des enfants adultérins)* [19 juillet 1955] (p. 3881, 3882, 3887); de cette proposition de loi en deuxième lecture en qualité de *Rapporteur pour avis*, Article unique : *Son amendement (Sauf opposition des enfants légitimes)* [17 novembre 1955] (p. 5792). — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *La situation en Algérie* [28 juillet 1955] (p. 4435); *Son article additionnel (Suspension des élections partielles dans les zones où l'état d'urgence est appliqué)* [29 juillet 1955] (p. 4538); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux : *Reconstruction des immeubles repris à cette fin* [20 octobre 1955] (p. 5169); *Passage à la discussion des articles* (p. 5173, 5174); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) : *Discussion générale (Avis des professeurs Portmann et Régis sur la consommation du vin, augmentation du nombre des bouilleurs de cru)* [21 octobre 1955] (p. 5208 et suiv.); Art. 1^{er} ;

Son amendement (Nécessité de l'avis conforme du comité départemental) (p. 5214, 5215); Art. 3 : *Son amendement tendant à le supprimer (Obligation pour toute exploitation vendant des boissons alcooliques de transformer ses titres au porteur en titres nominatifs; Cas des Prisunic et de la Compagnie des Wagons-lits)* [8 novembre 1955] (p. 5524, 5525); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire d'un débit de boissons alcooliques ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation)* (p. 5526, 5527); Art. 16 : *Son amendement (Exception pour les mutations par succession en ligne directe ou donation anticipée)* (p. 5535, 5536); Art. 24 : *Son amendement (Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social ou de tenir leurs réunions dans un débit de boissons)* (p. 5540, 5542); Art. 8 : *Son amendement tendant à le supprimer (Dispositions tendant à la disparition des cafés situés dans la zone protégée)* [9 novembre 1955] (p. 5574); *le retire* (p. 5575); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Définition de la qualité de bouilleur de cru* [25 octobre 1955] (p. 5250, 5260); = S'excuse de son absence [16 juin 1953] (p. 3033); [3 mars 1955] (p. 982). = Obtient des congés [16 juin 1953] (p. 3033); [3 mars 1955] (p. 982).

CHASSAING (M. Eugène), Député du Puy-de-Dôme (R. R. S).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 10-00 : *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Organisation hospitalière) [4 décembre 1951] (p. 8735, 8736); *le retire* (p. 8736); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Maternités rurales)* [30 octobre 1952] (p. 4592); *le retire* (p. 4594); MONNAIES ET MÉDAILLES, Chap. 10-00 : *Fabrication de pièces d'or* [4 novembre 1952] (p. 4702); FINANCES (Services financiers), Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Trésorerie générale de Clermont-Ferrand)* (p. 4706); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Formalités d'octroi de bourses* [7 novembre 1952] (p. 4851); — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur les travaux somptuaires)* [13 décembre 1952] (p. 6307); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1953; Art. 14 : *Taxe pour le fonds forestier national* [15 décembre 1952] (p. 6397); Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* (p. 6398); Art. 31 : *Son amendement tendant à prévoir une loi pour fixer la répartition des crédits du fonds forestier national* (p. 6406, 6407); Art. 32 : *Son amendement tendant à prélever sur le compte spécial les frais de gestion des caisses départementales* [19 décembre 1952] (p. 6610); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer à 3 0/0 le taux de la taxe au profit du fonds national forestier* (p. 6618); *Application de l'article 48 du Règlement* (p. 6619); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à créer une caisse de prêts et d'équipement pour les collectivités locales* [21 décembre 1952]; (p. 6853); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 3 : *Amendement de M. Catroux tendant à limiter à 35 0/0 les participations de l'Etat* [24 février 1953] (p. 1285); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Article premier : *Sa demande tendant à savoir si la commission supérieure des caisses d'épargne a été appelée à*

donner un avis sur le projet et sur quels fonds seront imputés les frais d'administration de la Caisse d'épargne-logement [18 mars 1953] (p. 2034); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de la gratuité de la vaccination)* [28 mars 1953] (p. 2551); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 8 : *Fonds de construction, d'équipement et d'expansion économique; Son amendement tendant à spécifier parmi l'équipement rural les chemins de désenclavement (Travaux importants pratiquement interrompus depuis 1940)* [7 juillet 1953] (p. 3329); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 5 : *Cas de l'examen de projets monétaires (Dévaluations)* [21 juillet 1953] (p. 3703); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 47-22 : *Contribution au fonds de retraite de la Caisse de Sécurité sociale dans les mines (Mémoires en souffrance de médecins et pharmaciens travaillant pour une société de secours minière)* [29 octobre 1953] (p. 4669); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 66-10 : *Equiperment des hôpitaux et établissements de bienfaisance (Travaux de la Commission Boisdé-Maunty sur les besoins en hôpitaux)* [26 novembre 1953] (p. 5554); Chap. 47-21 : *Subventions aux familles (Services d'assistance des préfectures)* (p. 5557); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 61-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équipement aux Eaux et Forêts (Réfection des chemins pastoraux)* [4 décembre 1953] (p. 5988); *le retire* (p. 5989); INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 63-50 : *Subventions pour la voirie départementale et communale (Chemins de désenclavement)* [11 décembre 1953] (p. 6487); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 34-41 : *Chemins de fer et transports (inconfort des autorails)* [12 décembre 1953] (p. 6571, 6572); Chap. 35-21 : *Routes et Ponts (Routes du Puy-de-Dôme)* (p. 6584); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Aide aux jeunes agriculteurs à développer)* [13 novembre 1953] (p. 5041); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE,

Art. 11 : *Transformation en facultés mixtes de médecine et de pharmacie des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie (Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes); Date d'ouverture des facultés* [1^{er} avril 1954] (p. 1643). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à la situation des professeurs licenciés de province nommés à Paris [11 juin 1954] (p. 2944). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales; Art. 2 : *Nombre des bénéficiaires de la titularisation* [7 juillet 1954] (p. 3276); — du projet de loi relatif aux dépenses de la PRÉSIDENCE DU CONSEIL (1^{re} PARTIE. — SERVICES CIVILS, A. SERVICES GÉNÉRAUX) pour l'exercice 1955 : *Mise en valeur du Massif Central, gisement d'uranium de Saint-Martin-des-Olmes* [18 novembre 1954] (p. 5187, 5188); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution; Art. 4 : *Session extraordinaire* [29 novembre 1954] (p. 5580); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-11 : *Institut hispanique de la rue Gay-Lussac* [12 décembre 1954] (p. 6193); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME, pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 45-42 : *Avis du Conseil général sur la fermeture des lignes secondaires* [15 décembre 1954] (p. 6393, 6395); Chap. 35-21 : *Routes et ponts (Routes du Puy-de-Dôme)* [18 décembre 1954] (p. 6572); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des MONNAIES ET MÉDAILLES pour 1955; Etat A, Chap. 30-60 : *Pièces de 100 fr., Napoléons* [25 janvier 1955] (p. 198); Chap. 6000 : *Pièces démonétisées* (p. 199); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages; Art. 5 : *L'expression « sera habile »* [2 mars 1955] (p. 954); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955; Etat B, Chap. 63-50 : *Voirie départementale et communale* [16 mars 1955] (p. 1510); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955; Etat A, Chap. 46-11 : *Travailleurs indépendants et allocation de chômage* [17 mars 1955] (p. 1563);

— en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres; Art. 5 bis : *Financement par des droits d'auteur déjà tombés dans le domaine public* [22 mars 1955] (p. 1839, 1840); — en troisième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 bis : *Publication, dans la presse, du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2883); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Barrages* [25 mai 1955] (p. 3012); *Voirie rurale* (p. 3030). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative au retour à la monnaie d'or et d'argent [28 octobre 1955] (p. 5348). = S'excuse de son absence [12 mai 1953] (p. 2638), [25 octobre 1955] (p. 5228). = Obtient des congés [12 mai 1953] (p. 2638), [25 octobre 1955] (p. 5228).

CHASTELLAIN (M. Jacques), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} Circonscription) (R.I.).

Ministre des Travaux publics, des Transports et du tourisme.

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé membre : de la Commission des Affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission de comptabilité [24 juillet 1951] (F. n° 11), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 23 juillet 1953, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 25 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 concernant les infractions aux dispositions législatives et réglementaires en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, n° 6665. — Le 9 février 1954, un projet de loi portant approbation des avenants aux conventions du 23 décembre 1948 conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, n° 7693. — Le 9 avril 1954, un projet de loi relatif à

l'institution d'une aide de l'Etat en faveur de l'armement au cabotage, n° 8320.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5874); — sur les élections du département de la Corrèze [5 juillet 1951] (p. 5876). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Loire : *Motion de M. Grenier tendant à surseoir aux validations pour fixer le mode de calcul de la majorité* [31 juillet 1951] (p. 6129); — du rapport sur les opérations électorales du territoire de Belfort : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6416); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Mitterrand (Dangers d'une crise ministérielle)* [20 novembre 1951] (p. 8208); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental* [3 janvier 1952] (p. 82); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas altérer le régime des retraites des agents déjà en fonctions* [4 janvier 1952] (p. 124); Art. 2 : *Sa demande de renvoi de l'article à la Commission* (p. 410); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 191). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Participation du R.P.F. au Gouvernement)* [15 janvier 1952] (p. 258); (*Attitude du parti socialiste, le programme du parti indépendant, l'échelle mobile des salaires*) [17 janvier 1952] (p. 271, 272); — à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant voté en septembre 1951* [25 février 1952] (p. 878); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2044); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Antoine Pinay) : *Sa motion tendant à investir M. Pinay* [6 mars 1952] (p. 1189). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour ; Ses protestations contre les accusations de M. Lussy* [4 décembre 1952] (p. 5940). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses explications de vote sur la motion de M. Delbos tendant à investir M. Mayer* [6 janvier 1953] (p. 39). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de vaincre l'inflation)* [24 mars 1953] (p. 2259) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet* [21 mai 1953] (p. 2825, 2826). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Samotion tendant à investir M. Paul Reynaud* [27 mai 1953] (p. 2872) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la situation en Tunisie, en Indochine, l'association franco-britannique, l'alliance américaine* [3 juin 1953] (p. 2933 et suiv.) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel) : *Sa motion d'investiture au profit de M. Joseph Laniel* [26 juin 1953] (p. 3153). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Peytel concernant la réalisation du projet d'électrification de la ligne de la Bastille et les mesures d'urgence à prendre sur cette ligne pour éviter des accidents mortels : *Inscription du projet d'électrification au programme quadriennal de la R. A. T. P. ; mesures immédiates contre les accidents* [23 octobre 1953] (p. 4532) ; — de M. Barthélemy sur la desserte de la station hydrominérale de Salins-les-Bains [13 novembre 1953] (p. 5054) ; — de M. Schmitt au sujet de la revalorisation des pensions de certains agents de la Société nationale des chemins de fer français [13 novembre 1953] (p. 5055). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de*

M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F. [26 novembre 1953] (p. 5565 et suiv.) ; Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Conflits du travail de la S. N. C. F., canalisation de la Moselle, réseau routier du Nord)* [11 décembre 1953] (p. 6533, 6534) ; *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration d'agents supérieurs dans le corps des administrateurs)* [12 décembre 1953] (p. 6558) ; Chap. 3111 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ponts et chaussées (Transformation d'emplois de personnel de bureau)* (p. 6559) ; *Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Suppression d'emplois de commis des Ponts et chaussées à la Réunion)* (p. 6559) ; *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ponts et chaussées (Suppression d'emplois de commis à la Réunion)* (p. 6560) ; Chap. 3112 : *Indemnités du personnel des Ponts et chaussées (Primes de rendement aux fonctionnaires des départements d'outre-mer, entretien des routes nationales dans les agglomérations)* (p. 6560) ; Chap. 3113 : *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et chaussées (Intégration de ces fonctionnaires dans les services classés « actifs »)* (p. 6561) ; *Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Reclassement indiciaire de ces fonctionnaires)* (p. 6562) ; *Demande de rétablissement des crédits pour les conducteurs de chantiers et agents des travaux des Ponts et chaussées (Incidence de l'indemnité spéciale dégressive)* (p. 6562, 6563) ; Chap. 3114 : *Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité des conducteurs de chantiers et agents des Ponts et chaussées (Revalorisation des indemnités spéciales)* (p. 6563, 6564) ; *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Insuffisance des indemnités de déplacement)* (p. 6564) ; Chap. 3115 : *Amendements de MM. Dufour, Levindrey et Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des parcs et ateliers des Ponts et chaussées (Insuffisance de leurs salaires)*

(p. 6565) ; Chap. 3116 : *Service des Ponts et chaussées dans les départements d'outre-mer (Insuffisance des salaires et des congés des ouvriers de ces services)* (p. 6565, 6566) ; Chap. 3117 : *Amendements de MM. Midol, Coutant et Penoy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services des annexes des Ponts et chaussées (Laboratoire central des Ponts et chaussées)* (p. 6566) ; Chap. 3131 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes et voies navigables (Agents de la navigation intérieure)* (p. 6566) ; Chap. 3141 : *Personnel du contrôle des chemins de fer et de la circulation (Insuffisance de la sécurité routière)* (p. 6567) ; Chap. 3153 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Institut géographique national (Assimilation des ouvriers à ceux de l'industrie du livre)* (p. 6568) ; Chap. 3392 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Caisses de secours mutuels)* (p. 6569) ; Chap. 3412 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement automobile)* (p. 6570) ; Chap. 3413 : *Amendements de MM. Levindrey et Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement)* (p. 6570) ; Chap. 3414 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais des services annexes des Ponts et chaussées (Bourses accordées aux élèves de l'École nationale des Ponts et chaussées)* (p. 6571) ; Chap. 3441 : *Chemins de fer et transports (Commandes de nouveaux autorails)* (p. 6571) ; Chap. 3532 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes (Port de la Pointe des Galets à la Réunion)* (p. 6573) ; Chap. 3533 : *Amendement de M. L. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la signalisation maritime (Reconstruction de phares et balises détruits par la guerre)* (p. 6574) ; Chap. 3621 : *Frais de l'Union nationale des associations de tourisme (Scandales des permis de conduire abusifs)* (p. 6574) ; Chap. 3161 : *Motion préjudicielle de M. Anthoiz demandant une réorganisation des services*

du tourisme (p. 6579) ; Chap. 3461 : *Direction générale du tourisme (Plan d'investissement touristique)* (p. 6580) ; *Direction générale du tourisme (Développement du tourisme camping)* (p. 6581) ; Chap. 3461 : *Direction générale du tourisme (Crédit thermal)* (p. 6582) ; Chap. 3521 : *Routes et ponts (Chemins vicinaux et ruraux, route Paris—Cherbourg, autoroute sud de Paris, ponts de Roquemaure et Cavaillon)* (p. 6584, 6585) ; Chap. 3531 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Salaires des agents éclusiers)* (p. 6586) ; *Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Élargissement des voies navigables)* (p. 6587) ; *Amendement de M. Faraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Indemnités des agents de la navigation intérieure)* (p. 6587) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4461 : *Subventions aux associations de tourisme (Création d'une maison du tourisme à Paris)* (p. 6589) ; Chap. 4542 : *Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité compensatrice à la S. N. C. F. (Prévisions budgétaires de la S. N. C. F., coordination des transports routiers et ferroviaires, réduction des effectifs des cheminots, taxe sur les transports routiers, l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention de 1937, le recul de l'âge de la retraite des cheminots, l'augmentation du trafic et des tarifs)* (p. 6590 et suiv.) ; *Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité compensatrice à la S. N. C. F. (Conjoints des vieux travailleurs salariés)* (p. 6594) ; Etat B, Chap. 5334 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des ports de commerce (Insuffisance des crédits notamment pour le Havre)* (p. 6601) ; Art. 3 ter : *Demande de rétablissement de l'article permettant de prélever des crédits sur le fonds d'investissement routier* (p. 6603) ; *la retire* (p. 6605) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Sort des agents de travaux)* [31 décembre 1953] (p. 7136, 7137). — Répond à une question : de M. Rosenblatt relative à la revalorisation de la pension d'agents de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine [4 décembre 1953] (p. 6004, 6005) ; — de M. Joseph Dumas relative au relèvement des salaires anormalement bas à la S. N. C. F. et dans les mines

[4 décembre 1953] (p. 6005); — de M. Valentino relatif aux tarifs de déchargement des marchandises à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France [19 février 1954] (p. 428). — Prend part à la discussion d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 513). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la rupture des digues de la baie des Veys dans la Manche : *Possibilité d'accorder des annuités, part des dépenses engagées à supporter par l'association syndicale des Veys* [26 février 1954] (p. 563 et suiv.). — Répond à une question : de M. Berthet relative à l'emploi des wagons de bois dans les trains ouvriers [26 février 1954] (p. 575); — de M. Castera relative à la suppression éventuelle de la ligne de chemin de fer Auch—Tarbes [5 mars 1954] (p. 705, 706). — Est entendu sur la question orale de Mme Laissac à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, au sujet de l'exploitation de l'usine de l'Orb à Ceilhes [26 mars 1954] (p. 1328). — Répond à une question : de Mme Rabaté relative à l'auto-route du Sud [26 mars 1954] (p. 1329, 1330); — de M. Max Brusset relative à la propagande touristique [26 mars 1953] (p. 1330, 1331). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et des tramways : *Arrêté du 14 janvier 1954 fixant les coefficients provisoires de majoration, fixation des taux de péréquation* [8 avril 1954] (p. 1906, 1907). — Répond à une question orale de M. Waldeck Rochet sur la fermeture éventuelle de la ligne de chemin de fer Chalon-sur-Saône—Dôle [14 mai 1954] (p. 2434). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Ses explications de vote : Abandon coupable de la C. E. D. en août, défaut majeur de la solution de rechange (Risque accru de collusion germano-russe)* [29 décembre 1954] (p. 6028).

CHATENAY (M. Victor), Député de Maine-et-Loire (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [7 février 1955] (F. n° 496); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [3 novembre 1953] (F. n° 299); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [12 novembre 1953] (F. n° 303); de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôt :

Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, les fonctionnaires et agents civils orphelins de guerre ou mutilés à moins de 80 0/0, n° 5992.

CHAUSSON (M. Léonard), Député de la Corrèze (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du Crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, n° 5923. — Le 24 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun licenciement de personnel à la manufacture d'armes de Tulle et à envisager, dans cette manufacture, la création d'urgence d'un secteur de fabrications civiles, n° 7275.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Art. 1^{er} : *Licenciement de personnel à l'usine Brandt* [30 janvier 1953] (p. 745, 746); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies; Art 1^{er} : *Son amendement tendant à n'amnistier que les délits commis au cours d'une action accomplie par l'unité tout entière* [18 février 1953] (p. 1127, 1128), — Dépose une demande d'interpellation sur les intentions prêtées au Gouvernement de fermer la manufacture d'armes de Tulle [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : « *Politique d'abandon et de mort* » pratiquée par les gouvernements précédents, notamment par M. Queuille, 22 fois *Ministre de l'Agriculture de 1920 à 1939; Unité du mouvement de protestation actuel* [22 octobre 1953] (p. 4482). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation par les directeurs des établissements de l'Etat (manufacture d'armes de Tulle) de la décision de l'Assemblée Nationale relative aux licenciements de personnel [2 mars 1954] (p. 586). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE, Etat A, Chap 31-32**: *Son amendement (Interdiction de licencier du personnel employé dans les établissements relevant de la défense nationale)* [19 mars 1954] (p. 1075); **SECTION COMMUNE** : *Son article additionnel (ouverture d'un secteur de fabrications civiles dans les établissements et arsenaux de l'Etat)* (p. 1125); *le retire* (p. 1125).

CHEIKH (M. Mohamed Saïd), *Député des Comores (U. D. S. R.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6493). = Est nommé **Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer** [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la **Commission des territoires**

d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); suppléant du Conseil supérieur de la France d'outre-mer [17 février 1953] (**F. n° 231**).

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la mention des « Comores »* [25 janvier 1952] (p. 357, 358); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas étendre la loi aux îles Comores* (p. 392); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Sort des territoires oubliés)* (p. 393); — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores : *Discussion générale* [26 février 1952] (p. 944); Art. 3 : *Amendement de M. Malbrant tendant à découper les Comores en plusieurs circonscriptions* (p. 945, 946); *Amendement de M. Magendie tendant à attribuer les sièges de la 2^e section à la représentation proportionnelle* (p. 946); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 novembre 1952] (p. 5553). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Eloge de la nouvelle politique tunisienne de M. Mendès-France, « décalage » chronologique entre les problèmes nord-africains et métropolitains (Général Brémont), substitution nécessaire de l'adhésion à la contrainte* [27 août 1954] (p. 4329, 4330); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux terres australes et antarctiques, en qualité de *Rapporteur* : *Composition du conseil consultatif* [5 août 1955] (p. 4653). = S'excuse de son absence [20 mars 1952] (p. 1371). = Obtient un congé [20 mars 1952] (p. 1371).

CHERRIER (M. Marcel), *Député du Cher. (C.)*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la **Com-**

mission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la justice et de législation [25 mars 1952] (F. n° 123), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy dite loi du 12 mai 1944, n° 145. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951 : 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950 ; 2° du blocage pour la récolte 1950 ; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vignes et des impôts sur les bénéfices agricoles la récolte 1950, n° 179. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer un premier secours de dix millions de francs aux sinistrés de l'agglomération de Bourges (Cher), victimes des inondations de juin et juillet dernier ; 2° à accorder les crédits nécessaires pour entreprendre les travaux d'assainissement du réseau d'eau de la commune de Bourges, n° 462. — Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le service voyageurs sur la ligne S. N. C. F. Bourges—Argent—Orléans, n° 1088. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir un service voyageurs quotidien par autobus entre Saint-Amand et Châteaumeillant (Cher) desservant les communes de Fosse-Nouvelle, Loye, Ardenais, Reigny, Saint-Christophe, Le Chaudry et Culan, n° 1197. — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un service d'autorail rapide, reliant chaque dimanche de la saison d'hiver, Bourges au Mont-Dore, afin de permettre aux touristes et skieurs du Cher la pratique des sports d'hiver, n° 2346. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que tout possesseur de titre de retraite, d'allocation, de pension, puisse continuer à percevoir le montant de son trimestre lorsque son livret est arrivé à échéance ou qu'il lui est retiré pour une

cause quelconque, modification du taux ou péréquation, n° 2351. — Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que l'usine Renfert, de Bourges (Cher), puisse être approvisionnée régulièrement en laiton nécessaire à la réalisation de sa charge de travail (fabrication de robinets), n° 2383. — Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la livraison des machines à tailler fabriquées par l'usine « La Précision Moderne » de Vierzon (Cher) aux différents pays de l'Europe orientale qui ont passé des commandes à cette usine, n° 2385. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux travailleurs de l'Etat tributaires des lois du 2 août 1949 (ouvriers) et du 20 septembre 1948 (fonctionnaires) révoqués pour action syndicale ou délit d'opinion de bénéficier du droit à pension, n° 2607. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de loi (n° 2033) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques, en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté, n° 3079. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à la réintégration des grands mutilés de guerre, agents et ouvriers des établissements publics de l'Etat, offices, services publics, services concédés, régies assimilées ou entreprises nationalisées, licenciés au titre de la loi du 7 janvier 1948, n° 3220. — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2607) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux travailleurs de l'Etat tributaires des lois du 2 août 1949 (ouvriers) et 20 septembre 1948 (fonctionnaires) révoqués pour action syndicale ou délit d'opinion de bénéficier du droit à pension, n° 3299. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux sinistrés du Cher victimes des violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes, n° 3769. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 150 millions de

francs aux sinistrés victimes de la grêle qui s'est abattue le 14 août 1952 dans le département du Cher; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles et des autres impôts directs pour 1951 et 1952, et des cotisations d'allocations familiales pour 1952, n° 4240. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de l'industrie de la porcelaine du Berry menacée de ruine par l'importation de porcelaine allemande, n° 4495. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues (n° 2522) tendant à accorder un nouveau délai pour permettre à certains ouvriers de l'Etat de faire valider leurs services temporaires, n° 4950. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 2381) tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 4951. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2939) de M. Maurellet et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le mode de calcul des retenues rétroactives pour la retraite des auxiliaires des administrations publiques bénéficiant d'une mesure de titularisation, n° 4952. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 176) de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la validation, pour la retraite, de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires, n° 4953. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement de la deuxième branche du canal du Berry, de Fonblisse à Noyers (Loir-et-Cher) et à faire exécuter les travaux de réfection qui permettraient une reprise rapide du trafic par eau, n° 5007. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 9 millions de francs afin de verser au personnel de la Société française de machines agricoles de Vierzon (Cher), dont l'usine sera fermée du

24 décembre 1952 au 5 janvier 1953, une indemnité égale à 75 0/0 du montant des salaires, n° 5224. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour sauver les fabrications de machines agricoles de Vierzon (Cher), n° 5225. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les sapeurs-pompiers d'un statut leur conférant tous les avantages contenus dans le statut général des employés communaux, n° 5226. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations pour enfants à tous les retraités fonctionnaires agents et ouvriers de l'Etat, n° 5382. — Le 27 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Bourges—Cosnes, n° 5383. — Le 16 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi: 1° de M. Chérier et plusieurs de ses collègues (n° 145) tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy dite loi du 12 mai 1941; 2° de M. Mailhé (n° 5697) tendant à réparer le préjudice subi par les ouvriers de l'Etat à la suite de l'application de l'acte dit loi du 12 mai 1941, n° 6525. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 4 et 11 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, n° 6835. — Le 22 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer: 1° la paye des 350 ouvriers et mensuels lockoutés des ateliers de La Guerche (Cher); 2° la réouverture de ces ateliers et une charge de travail leur permettant une activité normale, n° 6943. — Le 24 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6835) de M. Chérier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les articles 4 et 11 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, n° 7267. — Le 24 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6542) de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer l'alinéa 4 de l'article 26 du Code des pensions civiles et militaires,

n° 7268. — Le 30 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement du canal du Berry et à faire exécuter les travaux de réfection qui permettraient aux bateaux de circuler avec une charge normale, **n° 7340.** — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à mettre à la disposition de l'usine « La Précision moderne » de Vierzon (Cher) un crédit de 500 millions pour poursuivre et développer la construction de machines à tailler ; 2° à délivrer les licences d'exportation nécessaires afin que des machines à tailler puissent être livrées aux différents pays de l'Est de l'Europe et à la Chine populaire qui désirent les acheter, **n° 7687.** — Le 9 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement de la rivière le Cher, **n° 8617.** — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 3 janvier 1955 déclassant le canal du Berry et à faire procéder à certains travaux de réfection de cette voie d'eau, **n° 9941.** — Le 6 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 9860 réctifié) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les ouvriers et chefs-ouvriers ex-immatriculés de la Marine de l'échelle de solde n° 4 pour le calcul de leur pension, **n° 11123.** — Le 6 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10040) de M. Florimond Bonte et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier de l'article 12 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et des articles 6 et 7 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 les anciens combattants des armées alliées naturalisés français, **n° 11124.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Réductions des tarifs de transport pour les mutilés de province de passage à Paris)*

[27 novembre 1951] (p. 8526) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Victimes de guerre nord-africains)* (p. 8552) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre, Chap. 9520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts aux habitations à loyers modérés (Constructions à Châteauroux)* [24 décembre 1951] (p. 9759, 9760) ; — d'une proposition de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1438). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Répression de la grève des ouvriers français du port de Bizerte* [1^{er} avril 1952] (p. 1689, 1690). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Etat A, SECTION COMMUNE, SERVICES, Chap. 4052 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sécurité sociale (Retraite des ouvriers de l'Etat)* [13 juin 1952] (p. 2890) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; Art. 12 : *Son amendement tendant à publier les rapports d'information au Journal officiel* [26 juin 1952] (p. 3252) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à rendre les débats du tribunal obligatoirement publics* [10 juillet 1952] (p. 3785). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question relative à la péréquation des pensions des ouvriers de l'Etat [4 juillet 1952] (p. 3537). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; JUSTICE, Etat A, Chap. 3402 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Bâtiments de la direction des grâces)* [24 octobre 1952] (p. 4451) ; Chap. 3711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de justice (Assistance judiciaire)* (p. 4452) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 3193 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Revalorisation des salaires des ouvriers de l'Etat)* [26 novembre 1952] (p. 5709) ; Chap. 3292 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour les retraites des ouvriers de l'Etat (Application de la loi du 2 août 1949 créant un fonds spécial) (p. 5710, 5711); Art. 5 : Son amendement tendant à autoriser le cumul d'une retraite et d'un traitement jusqu'à concurrence de 75 0/0 du traitement maximum (p. 5742); Art. 8 : Son amendement tendant à prévoir le cas de la faute professionnelle dans un délai de cinq ans (p. 5743); Son amendement relatif au salaire horaire de référence pour le calcul de la pension (p. 5744); Art. 9 : Son amendement tendant à accorder l'allocation annuelle aux veuves de titulaires de rentes viagères ou allocations n'ayant pas eu trente années de services (p. 5745); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 9 : Son amendement tendant à supprimer le chapitre II relatif à l'amnistie par grâce individuelle [27 novembre 1952] (p. 5752, 5753); Son sous-amendement tendant à n'amnistier individuellement que les condamnés à dix ans de prison au plus (p. 5755); Son sous-amendement tendant à n'amnistier par grâce individuelle que les condamnés à quinze ans de prison au maximum (p. 5771); Son amendement tendant à supprimer « sciemment » (p. 5771, 5772); Son amendement tendant à ne pas amnistier les personnes ayant appartenu aux services du gouvernement de Vichy (p. 5773); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : Amendement de M. Cristofol tendant à permettre le cumul des rentes viagères et pensions d'invalidité dans une certaine mesure avec un traitement [21 décembre 1952] (p. 6850); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : Amendement de M. A. Lenormand tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions égales à taux égal pour les militaires et les civils) [24 janvier 1953] (p. 260); Chap. 4623 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (Invalides civils victimes de guerre) (p. 271); Chap. 4632 : Paiement des soldes et pensions dues aux F.F.I. et internés (p. 283); Chap. 4651 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Abus de la révisions des pensions dites abusives) (p. 286, 287); — d'une proposi-

tion de loi portant amnistie : Sa motion incidente demandant la libération d'Alain Le Léap et d'Henri Martin [24 février 1953] (p. 1294, 1295); Art. 20 : Son amendement tendant à amnistier les grévistes condamnés en vertu de la loi du 11 mars 1950 (p. 1300); Art. 31 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant l'examen de chaque cas par la Chancellerie [27 février 1953] (p. 1434); Art. 32 : Son amendement tendant à accorder des pensions d'ancienneté au personnel de l'Etat révoqué à la suite de grèves et de conflits sociaux [10 mars 1953] (p. 1774); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de Mme Péri tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs âgés de plus de 18 ans, mais de moins de 21 ans (Entorse grave aux principes du droit pénal) [24 juillet 1953] (p. 3910). — Dépose une demande d'interpellation sur la détention de Résistants condamnés injustement pour avoir exécuté les ordres de leur chef [5 mars 1953] (p. 1602). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels militaires : Discussion générale [21 juillet 1953] (p. 3636); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à enlever au Ministre de la Défense nationale la libre attribution des décorations (p. 3636); Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer l'article accordant un contingent pour la France d'outre-mer (p. 3637); Art. 4 : Son amendement tendant à supprimer l'article attribuant un contingent au personnel des établissements pénitentiaires (p. 3638); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 2 : Son amendement tendant à ramener à cinq jours les ajournements comptant comme vacances [21 juillet 1953] (p. 3668); Son amendement tendant à ramener à sept jours les ajournements de l'Assemblée comptant comme vacances (p. 3668); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954; JUSTICE, Etat A, Chap. 3711 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice des services pénitentiaires (Assistance judiciaire à rétribuer) [23 novembre 1953] (p. 5406); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 3 : Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission

pour le taux des petites pensions [6 décembre 1953] (p. 6103); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 4 : *Son amendement tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* [15 décembre 1953] (p. 6846); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Cas des résistants encore emprisonnés)* [10 novembre 1954] (p. 4920); le retire (p. 4924); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Fonctionnaires anciens résistants* [9 mars 1955] (p. 1224); *Son amendement indicatif : Révision des pensions dites abusives* (p. 1228); Chap. 4602 : *Son amendement indicatif (Prêts aux combattants volontaires de la Résistance)* [10 mars 1955] (p. 1284); le retire (ibid.); Chap. 4621 : *Revalorisation de la retraite du combattant* (p. 1289, 1290); *Son amendement indicatif (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* (p. 1294); Chap. 4623 : *Son amendement indicatif (Présomption d'origine pour les anciens résistants ayant été détenus)* [11 mars 1955] (p. 1325); *Son article additionnel (Application du rapport constant à tous les taux de la retraite du combattant)* (p. 1368); *Son article additionnel (Attribution de la retraite du combattant à partir de 50 ans)* (p. 1368); — des propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels; Article unique : *Son amendement (Variation de plus de 25 0/0 des facteurs locaux de commercialité)*. [13 mai 1955] (p. 2764); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement (Non-exclusion des coupables de meurtre ou d'assassinat)* [13 juillet 1955] (p. 3849); le retire (ibid.); *Ses amendements (Non-exclusion des complices ou coauteurs)* (p. 3849); les retire (ibid.); Art. 6 : *Son amendement (Réintégration automatique des militaires dans leurs grades, décorations et droits à pension)* (p. 3852); le retire (p. 3852); Art. 8 : *Son amendement (Insertion d'un nouveau titre : « amnistie de droit commun »)* (p. 3854); le retire (ibid.); Seconde délibération; Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension de la loi*

aux départements d'outre-mer, fixation de l'application de la loi au 1^{er} mai 1954) [26 juillet 1955] (p. 4261); *Son amendement (Amnistie des condamnations ayant entraîné une peine privative de liberté inférieure ou égale à vingt ans, compte tenu des mesures de grâce)* (p. 4263); Art. 8 : *Son amendement (Titre IV bis, amnistie de droit commun)* (p. 4266).

CHEVALLIER (M. Jacques), Député d'Alger
(1^{er} Collège).

Secrétaire d'Etat à la Guerre,
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
(du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955).

Ministre de la Défense nationale,
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)
(du 20 janvier 1955 au 23 février 1955).

Son élection est validée [19 février 1952] (p. 788). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [28 mars 1955] (**F. n° 517**).

Dépôts :

Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à harmoniser les législations métropolitaine et algérienne des allocations familiales par l'attribution aux salariés algériens d'un volume de prestations familiales égal à celui que perçoivent les salariés métropolitains en application de la loi du 22 août 1946 et des textes modificatifs subséquents, à englober ces prestations dans la surcompensation nationale assurée par le Fonds national des allocations familiales et à en verser le montant aux allocataires dans des conditions permettant à ceux qui disposent d'un logement insalubre ou insuffisant de constituer l'avance nécessaire pour en faire construire un par un office public d'I. L. M. ou par une société légale de crédit immobilier ou de crédit coopératif, **n° 3180**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime

des pensions civiles et militaires et ouverture des crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 5775.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude que le Gouvernement entend adopter en Tunisie [1^{er} avril 1952] (p. 1683) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la position des colonialistes français d'Afrique du Nord* (p. 1690, 1691) ; la développe : *Ses observations sur l'arbitrage américain en Afrique du Nord, la politique du gouvernement Baccouche, les revendications du Néo-Destour, la réforme municipale* [5 juin 1952] (p. 2670 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR : en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 novembre 1952] (p. 4923) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation financière et économique de l'Algérie)* [5 décembre 1952] (p. 6019 et suiv.) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Art. 8 : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie* [18 mars 1953] (p. 2030) ; — du projet de loi instituant l'épargne-construction : Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie* [20 mars 1953] (p. 2104) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie* [21 mars 1953] (p. 2192) ; — d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales ; Article unique : *Son sous-amendement tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie* [15 décembre 1953] (p. 6863, 6864) ; *le retire* (p. 6864) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement (Situation des personnels civils de la Défense nationale en Algérie)* [18 mars 1954] (p. 1013) ; — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2536). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées*

(Guerre) (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Montalat relative à la convocation de certains réservistes [23 juillet 1954] (p. 3571) ; — de M. Pierre Kœnig, relative aux frais imposés à certains officiers [10 décembre 1954] (p. 6061) ; — de M. André-François Mercier, relative aux pertes des forces de l'Union française en Indochine [17 décembre 1954] (p. 6503, 6504). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires ; Art 4 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.500.000 francs le montant des autorisations de programme au titre III : Moyens des armes et services (Chenillette-cargo)* [30 décembre 1954] (p. 7015, 7016) ; *Article additionnel de M. Billat (Libération anticipée du contingent)* (p. 7023, 7024). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Répond : au nom de M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, à une question de Mme Prin relative à la situation d'ouvriers mineurs licenciés [21 janvier 1955] (p. 96) ; — à une question de M. de Bénouville sur le nom de la nouvelle promotion de l'école de Saint-Cyr [21 janvier 1955] (p. 97). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la situation en Algérie : *Sa motion préjudicielle (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'Intérieur en Algérie)* [5 juillet 1955] (p. 3600, 3601) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Urgence d'une action politique en profondeur ; la peur ; le racisme* [28 juillet 1955] (p. 4447 à 4449) ; — d'interpellations sur l'Algérie : *Son ordre du jour (Application du statut, mise en œuvre d'un plan social et économique ; acceptation de l'existence d'une opposition)* [13 octobre 1955] (p. 5109, 5110) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres

de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Date des élections en Algérie* [15 novembre 1955] (p. 5692, 5693).

CHEVALLIER (M. Pierre), Député du Loiret (U.D.S.R.).

Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la jeunesse et aux sports
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 21 août 1951.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, n° 33. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la non-reconduction du décret du 11 septembre 1931 déclarant d'utilité publique le projet d'adduction des eaux du Val de Loire à la ville de Paris, n° 83. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi modifiant certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 258. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs pères de famille, exerçant une activité salariée n° 289. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi relative à l'obligation pour les propriétaires de véhicules automobiles de s'assurer contre les accidents causés aux tiers, n° 290. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt responsable collectivement des dégâts dus à des sangliers, n° 652.

Interventions :

Son rapport sur les opérations électorales de l'Inde française [19 juillet 1951] (p. 5963). — Prend part : à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie [7 août 1951] (p. 6231, 6232, 6233, 6234,

6235, 6238); *Son amendement tendant à annuler les élections* (p. 6239); — au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Sa motion tendant à investir M. Pleven comme Président du Conseil* [8 août 1951] (p. 6270). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la jeunesse et aux sports* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (J.O. du 11 août 1951, p. 8747).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [21 août 1951] (p. 6356).

CHEVIGNÉ (M. Pierre de), Député des Basses-Pyrénées (M. R. P.).

Secrétaire d'Etat à la Guerre
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la Guerre
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à la Guerre
(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à la Guerre
(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)
(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [6 juillet 1954] (F. n° 405), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé, par la Commission de la défense nationale, membre de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi de crédits affectés à la défense nationale [7 juillet 1954] (F. n° 407), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à venir en aide aux sinistrés des

derniers orages de grêle tombés dans les Basses-Pyrénées, n° 271. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions financières pour accorder des secours d'urgence aux agriculteurs du département des Basses-Pyrénées victimes des orages de grêle des mois de mai et juin, n° 11013.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Guerre* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Charret sur la vente de vêtements militaires [9 novembre 1951] (p. 7871) ; — de M. Bouxom relative aux contrats d'engagement militaire [14 décembre 1951] (p. 9204, 9205). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale* [29 décembre 1951] (p. 10103, 10104) ; Chap. 1150 : *Amendement de M. André-François Mercier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses (Rappel des dégagés des cadres)* (p. 10126) ; Art. 1^{er}, Etat A, GUERRE, Chap. 9000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Primes en nature)* [30 décembre 1951] (p. 10156) ; *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'armement (Nouvelles chaînes de fabrication)* (p. 10159) ; Art. 8 : *Embauchages dans les fabriques de munitions* (p. 10167) ; Art. 12 : *Amendement de M. Billat tendant à retirer l'article relatif à la solde des militaires non officiers non convoqué pour des périodes d'instruction* (p. 10168). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Guerre* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Guerre* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres (Etudiants sursitaires)* [28 février 1952] (p. 1097, 1098) ; GUERRE, Chap. 1015 : *Amendement de*

M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe (Insuffisance du prêt) (p. 1102) ; Chap. 3005 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Augmentation de la ration de vin)* (p. 1102) ; Art. 3, MARINE, Chap. 3155 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés pour l'entretien des immeubles* (p. 1106) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à rétablir l'article autorisant la création d'emplois (Ecole d'artillerie de Châlons-sur-Marne)* (p. 1106, 1107) ; Art. 12 : *Amendement de M. Devinat tendant à rétablir l'article relatif à l'aliénation des immeubles domaniaux* (p. 1110). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Guerre* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Guerre* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1265 et suiv.), [20 mars 1952] (p. 1381 et suiv.) ; *Proposition de loi de M. Triboulet tendant à retarder au 15 octobre 1952 l'incorporation des étudiants sursitaires* (p. 1407) ; *Amendement de M. Raingeard tendant à faire suivre les périodes de cinq semaines d'instruction militaire aux étudiants pendant les vacances scolaires* (p. 1410) ; *Suite du débat* (p. 1410, 1411) ; *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à déduire la période de la P. M. S. de la durée du service actif pour les participants* (p. 1428) ; *Amendement de M. Berthet tendant à incorporer comme caporaux chefs les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service* (p. 1429 et suiv.) ; *Amendement de M. Bouxom relatif aux étudiants en médecine et pharmacie n'ayant plus qu'un examen à passer* (p. 1431) ; *Amendement de M. Doutrelot relatif aux étudiants en médecine et pharmacie* (p. 1431) ; *Amendement de M. Laborbe tendant à établir le caractère transitoire de la loi* (p. 1431). — Répond à une question de M. Raingeard relative aux salaires des ouvriers des arsenaux [21 mars 1952] (p. 1427, 1428). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : *Discussion générale (Propagande anti-française du parti communiste)* [28 mars 1952] (p. 1633) ;

Inutilité de cette loi (p. 1636) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale : *Discussion générale* [10 juin 1952] (p. 2805, 2806) ; Etat A, GUERRE : *Ses observations sur la formation de cinq nouvelles divisions, l'importance de l'armée de terre, la crise des cadres trop réduits, l'Ecole de Saint-Cyr, le personnel féminin, les fabrications de matériel et de munitions, la défense des Alpes* [13 juin 1952] (p. 9222 et suiv.) ; Chap. 1005 : *Solde des officiers* (p. 9230) ; Chap. 1015 : *Solde des sous-officiers et hommes de troupe (Insuffisance des soldes des sous-officiers)* (p. 2930) ; *Amendement de M. Bouvier O'Cottreanu tendant à rétablir 100 millions des crédits demandés par le Gouvernement pour les soldes des sous-officiers et hommes de troupe (Personnel féminin)* (p. 2931) ; *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe (Insuffisance du prêt)* (p. 2932) ; *Primes d'engagement* (p. 2932, 2933) ; Chap. 1035 : *Personnel civil de l'intendance* (p. 2933) ; Chap. 1045 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel du personnel civil extérieur* (p. 2933) ; *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des arsenaux (Agents de maîtrise et techniciens)* (p. 2934, 2935) ; Chap. 1055 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services du génie* (p. 2936) ; Chap. 1065 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des transmissions* (p. 2936, 2937) ; Chap. 1105 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les ouvriers du génie* (p. 2937) ; Chap. 3005 : *Amendement de M. Ferri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Application du décret du 15 janvier 1952)* (p. 2938) ; *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Augmentation de la ration de vin)* (p. 2939) ; Chap. 3015 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le chauffage et l'éclairage* (p. 2939) ; Chap. 3065 : *Logement et cantonnement* (p. 2940) ; Chap. 3075 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottreanu tendant à rétablir les crédits pour les écoles d'instruction* (p. 2941) ; Chap. 3085 : *Convocation des réserves (Troupes de couverture)* (p. 2942) ; *Demande de rétablissement des crédits pour la convocation des réserves* (p. 2942) ; Chap. 3095 : *Préparation militaire (Cas des étudiants qui n'ont pas fait de préparation*

militaire élémentaire) (p. 2943) ; Chap. 3105 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottreanu tendant à rétablir les crédits pour la remonte* (p. 2944) ; Chap. 3125 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile blindé* (p. 2962) ; Chap. 3235 : *Abattements opérés sur les dépenses d'équipement* (p. 2962) ; Chap. 9020 : *Equipelement du génie (Achats « off shore »)* (p. 2963) ; Art. 12 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire à un an la durée du service militaire pour les jeunes gens mariés et pères de famille* [17 juin 1952] (p. 2996) ; — du projet de loi élevant le général Leclerc à la dignité de Maréchal de France : *Discussion générale* [26 juin 1952] (p. 3218) ; Article unique : *Amendement de M. Dronne tendant à maintenir le grade de Général au Maréchal Leclerc* (p. 3219). — Répond à une question de M. Dronne, relative à l'incorporation d'un exclu de l'armée [5 décembre 1952] (p. 5997). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Guerre* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la guerre* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, GUERRE : *Observations sur les livraisons de matériel par les Américains, la création de deux nouvelles divisions sur pied de guerre, le recrutement d'officiers, l'école de Coëtquidan, les commandes de jeeps, les chars légers, les obus de 105, les appareils de transmissions* [26 janvier 1953] (p. 418 et suiv.) ; Etat A, GUERRE, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Refonte des conceptions stratégiques et marchés militaires de l'Intendance)* (p. 422) ; le retire (p. 423) ; Chap. 31-12 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottreanu, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Insuffisance des soldes des légionnaires)* (p. 427) ; Chap. 31-13 : *Amendement de M. Ducos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire des fabrications d'armement (Reclassement des ingénieurs de 2^e classe)* (p. 427, 428) ; Chap. 31-31 : *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Statut des*

agents de maîtrise et techniciens) (p. 429); Chap. 33-42 : Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour le chauffage et l'éclairage (Hausse des prix des fournitures) (p. 429, 430); Chap. 32-93 : Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités de déplacement (p. 431); Chap. 34-01 : Amendement de M. Bernard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Livrets portant la mention « déserteur ») (p. 431); Chap. 34-54 : Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour le matériel du service des transmissions (p. 431); Chap. 35-61 : Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour les immeubles du génie (Mauvais entretien des bâtiments) (p. 432); Chap. 35-62 : Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour chemins de fer et routes (Routes stratégiques) (p. 432); Chap. 37-92 : Bataillon de Corée (Trop grand nombre d'officiers) (p. 433). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la guerre [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux forces armées (Guerre) (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Daniel Mayer relative à l'envoi en Indochine des jeunes gens du contingent [17 juillet 1953] (p. 3579). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République; Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (Hostilité du Gouvernement à cet article, dès la première lecture; Possibilité actuellement offerte aux objecteurs de servir comme infirmiers parachutistes dans la métropole, son offre aux parlementaires de vérifier eux-mêmes dans les prisons, ce choix toujours ouvert; Grace suspensive possible à cette fin, pour un objecteur déjà condamné; Rigueurs pénales réservées aux seuls objecteurs refusant, par principe, l'uniforme et l'obéissance aux institutions républicaines; Amnisties déjà intervenues pour le passé; Nécessité de concilier

l'humanité et les exigences de la défense nationale) [24 juillet 1953] (p. 3938 à 3940); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Art. 1^{er} : Amendement de M. Max Lejeune tendant à réduire de 234 millions les crédits pour l'entretien des prisonniers de pays rebelles (Mise de l'entretien des prisonniers du Viet Minh à la charge du Viet Nam) [29 décembre 1953] (p. 6963, 6964); Art. 4^{ter} : Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Licenciements inévitables dans les cartoucheries) (p. 6970); Explications de vote sur l'ensemble (Crédits pour la convocation de réservistes restés inutilisés à la suite des grèves d'août 1953) (p. 6983, 6984); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : Soldes et indemnités des officiers (Problèmes d'avancement, encadrement dans les écoles et dans les corps de troupe) [19 mars 1954] (p. 1038, 1039, 1040, 1041); Chap. 31-12 : Amendement de M. Hénault (Élévation du pourcentage des tirailleurs marocains autorisés à servir au-delà des limites d'âge actuelles) (p. 1041, 1042); Amendement de M. Billat (Taux dérisoire du prêt des soldats servant pendant la durée légale) (p. 1042); Amendement de M. Guyot (Application du nouveau régime des permissions) (p. 1043); Chap. 31-16 : Soldes et indemnités des réservistes (p. 1043); Chap. 31-21 : Situation défavorable du personnel administratif de la Guerre (p. 1044); Chap. 31-32 : Problème du plein emploi dans les établissements travaillant pour la guerre, les licenciements, la situation des établissements de Caen et de Saint-Priest (p. 1048, 1049); Son exposé général : les combats de Dien-Bien-Phu, le cadre collectif dans lequel il faut organiser la défense nationale, la sécurité du territoire français, la campagne d'Indochine, la situation de l'armée française en 1953, 1954 budget d'amélioration : le renforcement de nos unités mobilisées territoriales, la convocation des réservistes, les commandes off shore, les chenillettes, l'évolution vers des unités plus légères, la notion de nation armée, les questions atomiques, la revalorisation de la fonction militaire (p. 1064, 1065, 1066, 1067, 1068); Demande de renvoi en commission

du chapitre 31-32 présentée par M. Abelin (*Les licenciements, la fabrication de l'arme automatique à Châtellerauld*) (p. 1073); Amendement de M. Billat (*Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui vise la vente de l'établissement de Saint-Priest*) (p. 1074); Amendement de M. Lenormand (*Menace de fermeture de l'atelier de fabrication de Caen et transfert de ses biens aux sociétés Pompey et Uframec*) (p. 1076); Chap. 32-41 : *Alimentation, amendement de M. Max Lejeune (Rétablissement partiel des crédits demandés par le Gouvernement, utilisation des conserves américaines)* (p. 1078); Chap. 32-44 : *Achat de terrain à la ville de Dieppe* (p. 1079, 1080); Chap. 32-92 : Amendement de M. Doutrelot (*Aménagement à prévoir à la préparation militaire obligatoire*) (p. 1080); Chap. 32-93 : *Gratuité des transports en faveur des permissionnaires agricoles* (p. 1081); Chap. 34-71 : *Concentration des écoles de formation professionnelle* (p. 1082); Chap. 34-92 : *Stages des officiers, rétablissement de l'école spéciale militaire à Saint-Cyr* (p. 1084); Chap. 35-61 : Amendement de M. Schaff (*Zones de servitude de la ligne Maginot*) (p. 1084); Chap. 37-81 : Amendement de M. Billat (*Réparations dues aux ayants droit des victimes d'accidents mortels survenus au cours d'exercices et de manœuvres militaires*) (p. 1085); Chap. 37-91 : *Utilisation des officiers et sous-officiers dégagés des cadres* (p. 1085); Chap. 53-41 : Amendement de M. Max Lejeune (*Constitution de stocks d'effets pour la mobilisation*) (p. 1086); Chap. 53-71 : Amendement de M. Max Lejeune (*Insuffisance du programme de fabrication d'armements, commandes off shore, standardisation du matériel, installation d'usines d'armement dans l'Union française*) (p. 1087); Amendement de M. Eugène Montel (*Sort de la cartoucherie de Toulouse et du Mans*) (p. 1088); Chap. 54-41 : *Reconstruction de la manutention de Paris-Fontenoy, affectation de la caserne Fontenoy à l'U.N.E.S.C.O.* (p. 1088); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT : *Incorporation du budget des Forces terrestres d'Extrême-Orient au budget de la Défense nationale, réorganisation de la structure des forces terrestres, développement des armées des Etats associés, livraisons de matériel au titre du P. M. A., différence des taux d'indemnités entre citoyens français de diverses origines, les hélicoptères* (p. 1090, 1091,

1092); *Évacuation des blessés de Dien-Bien-Phu* (p. 1094); Etat A, Chap. 31-21 : Amendement de M. Max Lejeune (*Recrutement d'assistantes sociales*) (p. 1094); Chap. 34-52 : Amendement de M. Max Lejeune (*Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour ce chapitre, fabrication d'hélicoptères*) (p. 1096); Chap. 35-71 : Amendement de M. Max Lejeune (*Entretien du domaine militaire et des installations collectives à la charge en majeure partie des Etats indochinois*) (p. 1097); — de la proposition de loi accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux [14 mai 1954] (p. 2437, 2438). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine : *Explications de vote sur la question de confiance (Rapport d'un officier général demandant l'évacuation de Dien-Bien-Phu)* [13 mai 1954] (p. 2376). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Controverse avec M. Bartolini et les représentants communistes à l'occasion des déclarations de M. Malleret-Joinville (Bellicisme prétendu de M. Bidault et du Gouvernement)* [2 juin 1954] (p. 2782). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)* [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour ramener en Afrique du Nord un état de sécurité [26 novembre 1954] (p. 5460); la développe : *Situation trouvée en Afrique du Nord à l'avènement du Gouvernement; agression extérieure, ses pôles : Moscou et le Caire; échec de la visite spectaculaire du Président du Conseil à Tunis (avec le maréchal Juin); perte de prestige représentée par « l'opération fellaghas »; « Prime de démobilisation » soi-disant offerte; fermeté à déployer au Maroc, satisfecit en Algérie, mais nécessité d'aiguillonner les militaires; maintien, en Tunisie, des promesses faites, mais prudence nécessaire dans les négociations en cours; Problème de la police (ex-fellaghas à écarter); stabilité à obtenir pour une génération au moins; énergie nécessaire face aux interventions extérieures de Moscou comme du Caire; contacts directs à rechercher avec les pays arabes; poli-*

tique d'équipement à poursuivre en Algérie ; défense nécessaire de la main-d'œuvre contre certains abus regrettables [10 décembre 1954] (p. 6050 à 6053). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Supériorité de la C.E.D. permettant seule à l'Europe, l'aviation stratégique et les armes thermonucléaires) ; compétition ouverte franco-allemande, perdue d'avance, douze divisions pleines allemandes contre douze françaises anémiques et non plus quatorze ; « cristallisation de la faiblesse française » et « contrôle policier » intenable de l'Allemagne, au lieu d'une association féconde* [22 décembre 1954] (p. 6755, 6756). — Dépose une demande d'interpellation sur la sécurité en Algérie [23 juin 1955] (p. 3247) ; est entendu sur l'ajournement de cette interpellation et de celles jointes : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'intérieur en Algérie) ; sa demande de suspension de séance* [5 juillet 1955] (p. 3601). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale : *Son rappel au Règlement (Ordre de la discussion)* [23 juin 1955] (p. 3256) ; *Absence du Ministre de la Défense Nationale présidant les manifestations des nuits de l'armée* [23 juin 1955] (p. 3272) ; Art. 2 : *Son amendement (Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air)* [24 juin 1955] (p. 3324) ; Art. 6 : *Amendement de M. Magendie (Attributions du Ministre de la France d'outre-mer en ce qui concerne la gestion budgétaire des crédits afférents aux troupes mises à sa disposition)* (p. 3326) ; Art. 17 : *Amendement de M. Magendie (Organisation des troupes d'outre-mer fixée par la loi du 7 juillet 1900)* (p. 3334, 3335) ; *Amendement de M. Legaret tendant à supprimer le premier alinéa de l'article (Terme de « troupes d'outre-mer »)* (p. 3336) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Le pourrissement (Effort « de guerre » nécessaire, urgence d'un partage des terres, attitude de l'étranger, enquête ouverte contre des soldats ayant abattu un rebelle)* [28 juillet 1955] (p. 4435 à 4438). — S'excuse de son absence [6 août 1954] (p. 3906), [18 février 1955] (p. 802). — Obtient des congés [6 août 1954] (p. 3906), [18 février 1955] (p. 802).

CHRISTIAENS (M. Louis), Député du Nord, (2^e Circonscription) (R.I.).

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air.)

(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [6 juillet 1954] (**F. n° 405**) ; de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 28 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1^o de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 824) tendant à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires soutiens de famille ; 2^o de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 2452) tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles dont les jeunes gens sous les drapeaux sont les soutiens, en vertu de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 3095. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier le tableau 2 de l'article premier de l'arrêté ministériel du 21 mars 1950, relatif aux soldes et échelons de soldes applicables à diverses catégories de militaires à soldes mensuelles du Ministère de la Défense nationale, n° 4195. — Le 12 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif aux coopératives de consommation d'entreprises

privées ou nationalisées et d'administrations publiques, n° 11598.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur le chômage consécutif à la crise de l'industrie textile [27 juin 1952] (p. 3296); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Lourdeur des charges sociales en France et hauts prix de revient français* [1^{er} juillet 1952] (p. 3386, 3387). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Amendement de M. Catroux relatif au droit appliqué par le tribunal des ententes et tendant à ne pas établir de principe créant un tribunal d'exception* [9 juillet 1952] (p. 3733). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Sa réponse aux interpellations concernant la fermeture de l'usine de la S. N. C. A. N. au Havre*; *Douloureuse nécessité de cette décision*; *Longues études préalables, raisons du choix effectué, et de la préférence accordée à Sartrouville, impossibilité d'un veto gouvernemental à la fermeture*; *Vains efforts en vue de permettre la reconversion de l'usine, nouveaux efforts en vue du reclassement du personnel* [8 octobre 1953] (p. 4115 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION COMMUNE, Etat B, Chap. 55-82 : *Infrastructure interalliée, acquisitions immobilières (Lettre rectificative du Gouvernement)* [18 mars 1954] (p. 1006); SECTION AIR : *Effort d'économie malgré l'accroissement du potentiel militaire, mise en place de neuf escadrons supplémentaires, appel aux officiers de réserve, emploi de matériel français moderne, défense aérienne du territoire, construction de bases aériennes, logements militaires, dépenses d'études, d'investissements et de fabrications, commandes off shores, fermeture et reconversion de certaines usines d'aéronautique, fabrication en petite série, politique d'exportation* (p. 1007 à 1014); Etat A, Chap. 31-11 : *Formation des officiers pilotes dans des écoles françaises* (p. 1011); Chap. 31-12 : *Amendement de*

M. Monteil (Accroissement excessif du personnel par rapport au matériel) (p. 1012); Chap. 31-22 : *Amendement de M. Monteil (Autonomie de la direction technique et industrielle au sein du Secrétariat d'Etat, modification de la hiérarchie par la suppression de cinq postes d'élèves ingénieurs)* (p. 1013); Chap. 31-32 : *Amendement de M. Auban (Disparité de la rémunération du personnel à salaire horaire dans l'industrie aéronautique)* (p. 1014); Chap. 32-01 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de déplacement des personnels de l'administration centrale)* (p. 1016); Chap. 34-51 : *Recrutement des mécaniciens de l'armée de l'Air* (p. 1017); Chap. 35-61 : *Fermeture de trois bases* (p. 1017); Chap. 51-71 : *Etudes et recherches des engins spéciaux, bureau des recherches scientifiques et techniques* (p. 1019); Chap. 52-71 : *Amendement de M. Monteil (Attribution de machines-outils à diverses sociétés)* (p. 1020); *Amendement de M. Arbeltier (Insuffisance des crédits d'investissement et de fonctionnement de l'O.N.E.R.A.)* (p. 1020); Chap. 52-72 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour ce chapitre, dépôt d'un projet de loi d'aide à l'expansion économique)* (p. 1021); Chap. 53-72 : *Matériel de série de l'armée de l'Air (Problème des propulseurs)* (p. 1022); Chap. 54-61 : *Bases, travaux d'installation (Indemnisation des propriétaires d'immeubles situés dans la zone de l'aéroport de Saint-Jacques-de-la-Lande, réduction du nombre des bases)* [19 mars 1954] (p. 1037); SECTION AIR, Etat B, Chap. 52-72 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement du chiffre des autorisations de programme proposé par le Gouvernement pour la participation de l'Etat à des dépenses des sociétés de l'industrie aéronautique)* (p. 1037). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2092). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [2 février 1955] (p. 598). — Prend part à la discussion des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Réalisations et problèmes de l'armée de l'air*; *Exportation de*

son matériel; Pool européen des armements) [23 juillet 1955] (p. 4126 à 4128).

CHUPIN (M. Alfred) *Député du Finistère* (App. U.D.S.R.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 septembre 1951] (F. n° 33); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1); de la Commission de la presse [6 juillet 1954] (F. n° 405). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [8 juillet 1954] (F. n° 407), [20 juillet 1955] (F. n° 552). — Est nommé par la Commission de la production industrielle, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [2 février 1955] (F. n° 492).

Dépôts :

Le 17 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 275 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 9752. — Le 18 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 9658) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1953 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 9772.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Demande de renvoi à la Commission des moyens de communication, présentée par M. Moynet* [23 no-

vembre 1951] (p. 8497); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat A Chap. 9500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction (Emprunts des groupements de sinistrés)* [23 décembre 1951] (p. 9737); *le retire* (p. 9740); Art 5 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement par titres (Bonifications d'intérêt accordées par les départements)* [24 décembre 1951] (p. 9795); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la « part différée » aux immeubles comportant de nombreux logements* (p. 9808); Art. 22 : *Son amendement tendant à relever la subvention annuelle aux offices d'habitations à loyer modéré* (p. 9841); Art. 26 : *Son amendement relatif aux indemnités de licenciement du personnel des services du logement* (p. 8913); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952; Etat A. MARINE, Chap. 1605 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes (Stationnement de la musique des équipages de la flotte)* [17 juin 1952] (p. 2969); Chap 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le Commissariat de la marine (Construction de boulangeries superflues)* (p. 2970, 2971); Chap. 9070 : *Aéronautique navale* (p. 2972); Chap. 9110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions immobilières (Zone de Brest)* (p. 2972); *le retire* (ibid.); Chap. 9130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour travaux (Pont mobile de Brest)* (p. 2973); *le retire* (ibid.); Etat D, MARINE, Chap. 385 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les reconversions et cessions* (p. 2986, 2987); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale : Ses observations sur l'insuffisance de la flotte de guerre, l'état de la marine en 1956 réduite à sa plus simple expression, le porte avion « Clemenceau », la gendarmerie maritime, l'aéronautique navale, les bases navales au Maroc* [26 janvier 1953] (p. 365, 366); Etat A, MARINE, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Règlement de la taxe locale sur la patente)* (p. 436);

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

le retire (ibid.); Chap. 3123 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des constructions navales (Anciens élèves de l'école technique supérieure de la marine)* (p. 437); le retire (ibid.); Chap. 5361 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (Construction onéreuse de 79 Sea Venon à 180 millions pièce)* (p. 439); Chap. 5461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases de l'aéronautique navale (Extension de Khouribga)* (p. 440, 441); le retire (p. 441); ESSENCES ET POWDRES, Etat D, Chap. 9700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'équipement (Construction de poudreries)* (p. 443); le retire (ibid.); Etat A, MARINE, Chap. 5371 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions neuves (Croiseur C 53)* (p. 448); le retire (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fusion des services de santé)* (p. 450). — *Son rapport sur les élections partielles du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription)* [27 janvier 1953] (p. 547). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription); en qualité de *Rapporteur* : *Contestations de l'élection de M. Naroun* [29 janvier 1943] (p. 638 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 52 : *Taux des honoraires d'architecte* [5 février 1953] (p. 956); Art. 11 ter : *Subventions aux collectivités limitées à 4 millions par classe construite* (p. 962, 963); Art. 11 quater : *Réparation des bâtiments scolaires grâce au fonds des caisses départementales scolaires* (p. 963); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 118 T : *Détaxation des produits fabriqués par des arsenaux reconvertis* [6 février 1953] (p. 1041); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3453 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux navires météorologiques, présentée par M. Bouret (Frégates de l'Atlantique Nord à maintenir)* [14 novembre 1953] (p. 5150); Chap. 4394 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence utilisée par les aéroclubs)* (p. 5152);

Chap. 6320 : *Subventions pour achat d'avions (Avances de la caisse des marchés à la Société Bréguet)* (p. 5161, 5662); Chap. 6670 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'aviation légère et sportive (Achat de matériel par les aéroclubs)* (p. 5163, 5164); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Financement de l'équipement de la télévision grâce à la majoration de la taxe radiophonique* [9 décembre 1953] (p. 6332, 6333); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Expansion économique, plans d'aménagement, problème de l'alcoolisme, construction de logements à louer, intéressement des travailleurs, politique internationale de la France)* [6 août 1954] (p. 3942, 3943); — du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense : *Signe la motion préjudicielle de M. Delbez* [29 août 1954] (p. 4442); *Son rappel au règlement sur le retrait de sa motion préjudicielle à la séance du 29 août 1954* [30 août 1954] (p. 4456); *Attitude du Gouvernement devant les motions de procédure et la question préalable* (p. 4457 et suiv.); *Maintient sa motion préjudicielle* (p. 4461). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Position ambiguë adoptée la veille sur sa motion par le Gouvernement* [31 août 1954] (p. 4493). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats de la Conférence de Londres (26 avril-12 mai 1954) concernant les mesures visant à prévenir la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures [5 novembre 1954] (p. 4776). — Prend part à la discussion : du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1955 : *Discussion générale (Conditions de travail à l'Assemblée Nationale, insuffisance du restaurant parlementaire)* [7 décembre 1954] (p. 5918); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 4502 : *Aide en faveur de l'armement au cabotage (Coordination des transports)* [7 décembre 1954] (p. 5921); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *avis favorable exprimé par la Commission*; *Importance*

économique inégale de la Sarre pour l'Allemagne et la France; Difficultés rencontrées par l'Allemagne après le plébiscite (de 1935 à 1940) pour intégrer l'économie sarroise (Rapports officiels allemands retrouvés durant l'occupation), position relative des trois pays dans la C.E.C.A.; Représentation de la Sarre à celle-ci (Incertitudes), caractère provisoire ou définitif du statut sarrois (Divergence entre les exposés des motifs français et allemand); Dernier mot réservé à la population sarroise « sans aucune restriction » (exégèse de ces termes); Grièfs économiques des Sarrois à satisfaire (Investissements insuffisants, prix discriminatoires du minerai lorrain, stabilité nécessaire, économique et monétaire, de la France); Opinions regrettables de certains sidérurgistes français; Réserves exprimées par certains associés européens (belges) exclus des négociations directes franco-allemandes sur la Sarre; Nécessité d'une intégration européenne plus poussée pour lever les difficultés économiques et politiques signalées [21 décembre 1954] (p. 6684 à 6688); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 37-02 : *Son amendement indicatif (Rappel de loyers des baraquements provisoires)* [21 janvier 1955] (p. 157); Chap. 37-41 : *Déconcentration administrative et politique* (p. 165, 166); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Coordination des trois armées; Délégation de pouvoirs du Président du Conseil* [23 juin 1955] (p. 3275, 2376). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C.E.C.A.* [20 juillet 1955] (p. 3952). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Chap. 31-02 : *Amendement indicatif de M. Bouret (Officiers sortant des grades écoles civiles)* [23 juillet 1955] (p. 4158); Art. 19 : *Son amendement (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4208); *le retire* (p. 4209). — Pose à M. le Ministre de la Marine marchande, une question relative à la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures [29 juillet 1955] (p. 4493, 4494). = S'excuse de son absence [8 juillet 1952] (p. 3646); [6 novembre 1953] (p. 4897); [9 novembre 1954] (p. 4816); [24 mars 1955] (p. 1894); [29 juillet 1955] (p. 4475). = Obtient des congés [6 novembre 1953] (p. 4897); [9 novembre 1954] (p. 4816);

[24 mars 1955] (p. 1894); [29 juillet 1955] (p. 4475).

CLOSTERMANN (M. Pierre), Député de la Marne (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); suppléant de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi relative au régime fiscal des ker-messes, ventes et autres manifestations de charité organisées au profit d'œuvres ou d'établissements d'enseignement et d'éducation, **n° 140**. — Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence aux contribuables de bonne foi qui n'ont pas eu la possibilité de revendiquer le bénéfice de la loi d'amnistie fiscale du 24 mai 1951, du fait qu'ils ont subi un contrôle fiscal, une large possibilité de remise gracieuse des pénalités encourues pouvant aller jusqu'à la remise totale desdites pénalités, **n° 1105**. — Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à interdire la « vente à emporter » dans les « Foires-Echantillons », **n° 1106**. — Le 11 février 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 231) de M. Faraud et plusieurs de ses collègues portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, **n° 2611**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 36 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, relatif à la pension de réversion des veuves, **n° 3467**. — Le 9 octobre 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3223) portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 4354**. — Le 4 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes les mesures nécessaires pour interdire l'ouverture d'un établissement de jeux dans le voisinage immédiat du Collège national de Reims, n° 9651.

Interventions :

Ses rapports sur les élections dans les départements de : Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Doubs, Eure, Finistère [5 juillet 1951] (p. 5877, 5878, 5879). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 1^{er} : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans, et malades infirmes* [9 octobre 1952] (p. 4171); — du projet de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas relatifs aux équivalences pour les brevets délivrés à l'étranger* [4 novembre 1952] (p. 4675); *Insuffisance des brevets militaires* (p. 4676); Art. 14 : *Emploi du mot « exploitant »* (p. 4678); Art. 17 : *Amendement de M. Nigay relatif à l'emploi du personnel civil dans une zone d'hostilités* (p. 4679); Art. 31 : *Son amendement tendant à interdire les cumuls de pensions civiles et militaires* (p. 4683, 4684); Art. 32 : *Son amendement relatif à la date d'entrée en jouissance de la pension militaire* (p. 4685); Art. 34 : *Son amendement de forme* (p. 4685); Article 35 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux emplois réservés aux anciens navigants* (p. 4686); Art. 38 : *Amendement de M. Gaborit relatif à la communication des rapports sur les accidents aux services compétents* (p. 4687); Art. 39 : *Son amendement relatif à la composition de la Commission d'enquête sur les accidents* (p. 4688); Art. 41 : *Amendement de M. Le Sénéchal tendant à créer un conseil de discipline des personnels navigants* (p. 4689). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation politique en Afrique du Nord et la nécessité de régler d'urgence le problème dynastique au Maroc [10 août 1954] (p. 4037), et en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même sujet (*ibid.*); est entendu sur la fixation de la date de discussion de ces interpellations : *Accepte le renvoi au 27 août du débat (Manœuvres espagnoles à*

déjouer au Maroc sur le plan dynastique) (p. 4047); la développe : *Son témoignage direct sur les circonstances inadmissibles de la déposition du Sultan Ben Youssef (Fausses déclarations d'un haut fonctionnaire français, etc.), mythe du Berbérisme et rôle historique d'arbitre dévolu à la France; incidents de Port-Lyautey (Responsabilités de la police supplétive), pétitions massives en faveur de l'ex-Sultan (Rôle des Oulémas, violation du sanctuaire de Moulay Idriss); pétitions inverses artificielles, des caïds berbères; dossier secret concernant les relations prétendues du Sultan avec l'Allemagne après 1940; action du parti communiste marocain; lettre récente de Sidi Ben Youssef au pacha Bekkai; « tierce solution » proposée pour la question dynastique (En accord avec Ben Youssef); réformes nécessaires, rappel du testament politique de Lyautey du 18 novembre 1920* [26 août 1954] (p. 4277 à 4282). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — Est entendu sur la question de confiance posée contre les propositions de la Conférence des Présidents : *Nombre de Français au Maroc, le Glaoui* [29 novembre 1955] (p. 6051).

COCHART (M. Napoléon), Député de Meurthe-et-Moselle (A. R. S.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5944). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [8 juillet 1954] (**F. n° 407**), [5 août 1955] (**F. n° 561**).

COFFIN (M. Lucien), Député du Cher (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Com-

mission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre suppléant : de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216); du Conseil supérieur de la France d'outre-mer [17 février 1953] (F. n° 231).

Dépôts :

Le 29 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 2568) de M. Savary et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 19 du décret n° 51-460 du 23 avril 1951 fixant le statut des administrateurs de la France d'outre-mer, n° 2846. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, n° 10932. — Le 12 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, n° 11593.

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur l'intégration nécessaire de l'école libre dans l'école d'Etat* [2 août 1951] (p. 6168); — à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction* [7 septembre 1951] (p. 7033); — à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4797 et suiv.); Art. 38 : *Amendement*

de M. Caillaudet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation de contrats [22 novembre 1952] (p. 5485); *Demande de suspension de séance, présentée par M. Fourcade* (p. 5550). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5411). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar : *Ses explications de vote (Exclusion des personnes ayant participé aux troubles)* [19 février 1954] (p. 446); — du projet de loi sur l'organisation municipale dans les T. O. M. [18 mai 1954] (p. 2492, 2493); en qualité de *Rapporteur* : *Rappel au Règlement de M. Malbrant (Modifications apportées au rapport)* [8 juillet 1954] (p. 3355); Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Benoist, Burlot, Raingeard et Malbrant relatifs aux modalités de création des communes de plein exercice* (p. 3360); *Sous-amendement de M. Malbrant à l'amendement de M. Raingeard (Création de communes de plein exercice dans tous les territoires d'outre-mer)* (p. 3364); *Amendement de M. Raingeard (Création de communes de plein exercice sur la proposition du chef de territoire)* [7 août 1954] (p. 3987); Art. 2 : *Amendement de M. Burlot (Erection en communes de plein exercice des localités disposant de ressources propres suffisantes)* (p. 3989); Art. 3 : *Amendement de M. Burlot (Définition des localités susceptibles d'être érigées en communes de plein exercice)* (p. 3991); *Amendement de M. Mailhe (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice)* (p. 3996); *Amendement de M. Konaté (Liste des communes de plein exercice)* (p. 3997); *Amendements de MM. Konaté et Dicko (Erection de Ségou en commune de plein exercice)* (p. 3997); *Article additionnel de M. Raingeard (Mode d'élection des conseillers municipaux; principe du sectionnement)* (p. 4001); *Amendement de M. Delcos (Délais requis pour l'érection en commune de plein exercice et avis de l'Assemblée territoriale; érection en communes mixtes des chefs-lieux de territoires en A. E. F.)* [12 août 1954] (p. 4110 et suiv.); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Etablissement du sectionnement sur une base géographique)* (p. 4112); Art. 6 : *Son amendement (Textes applicables aux communes de plein exercice; statut des fonctionnaires municipaux)* (p. 4114); Art. 7 :

Son amendement (Extension aux communes de plein exercice des textes législatifs applicables aux communes de la métropole) (p. 4115); Art. 8 : Son amendement (Attributions des différentes autorités administratives) (p. 4115, 4116); Sous-amendement de M. Silvandre à son amendement (Attributions des différentes autorités administratives) (p. 4116); Art. 10 : Son amendement (Conditions d'inéligibilité et incompatibilités) (p. 4117); Art. 11 : Son amendement (Listes électorales) (p. 4119); Art. 12 : Son amendement (Composition des commissions administratives chargées de la revision des listes électorales) (p. 4133); Art. 16 : Ses amendements (Modalités d'élections) (p. 4135); Son amendement tendant à supprimer l'article 19 relatif à la surveillance du déroulement des opérations électorales (p. 4135); Art. 20 : Son amendement (Bureaux de vote) (p. 4135); Art. 21 : Amendement de M. Silvandre (Etablissement des cartes électorales) (p. 4136); Art. 22 : Amendement de M. Konaté (Distribution des cartes électorales) (p. 4137); Art. 23 : Amendement de M. Silvandre (Délivrance des cartes électorales) (ibid.); Art. 24 : Ses amendements (Contrôle des opérations de vote) (p. 4138); Art. 28 : Amendement de M. Burlot (Recettes ordinaires fixées par l'Assemblée territoriale) (p. 4139, 4140); Ses amendements (Enumération des recettes ordinaires de la commune) (p. 4140, 4141); Art. 29 : Son amendement (Recettes extraordinaires des communes) (p. 4141); Art. 30 : Amendement de M. Burlot (Dépenses ordinaires facultatives ou obligatoires) (p. 4142); Art. 31 : Son amendement (Approbation du projet de la commune par le chef du territoire) [12 août 1954] (p. 4143); Article additionnel de M. Senghor (Demandes d'emprunt des communes) (p. 4144); Art. 42 : Réglementation des marchés des communes (p. 4146, 4147); Son amendement tendant à supprimer l'article 48 relatif à l'inspection générale de chaque commune (p. 4148); Art. 49 : Amendement de M. Burlot (Contrôle de la Cour des comptes) (p. 4149); Son amendement tendant à supprimer l'article 50 relatif au visa du directeur du contrôle financier du Gouvernement (p. 4149, 4150); Art. 60 : Son amendement (Remplacement du juge dans les commissions administratives par un fonctionnaire) (p. 4151); Art. 62 : Son amendement (Application des articles 6 et 7 de la présente loi aux communes de moyen exercice) (p. 4152); Son sous-amende-

ment à l'article additionnel de M. Burlot (Réglementation des marchés des communes) (p. 4155); Art. 63 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Apithy (Erection des communes de moyen exercice en communes de plein exercice après une période de deux ans) [12 août 1954] (p. 4152); Son amendement tendant à supprimer l'article 66 relatif à l'octroi de subventions par le Gouvernement général (p. 4152, 4153); Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Burlot (Possibilité d'alléger la liste des dépenses obligatoires) [13 août 1954] (p. 4176); de ce projet de loi en seconde délibération; Art. 67 bis nouveau : Possibilité pour les communes d'emprunter auprès de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (p. 4176); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur; Art. 1^{er} : Procédure de création des communes de plein exercice (Application du texte à Madagascar) [5 juillet 1955] (p. 3608); Art. 3 : Amendement de M. Chamant (Institution par décret de certaines localités en commune de plein exercice) (p. 3611); Art. 9 : Amendement de M. Charles Benoist (Direction des communes par le maire) (p. 3612); Art. 10 : Amendement de M. Cayeux (Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice du Sénégal); inéligibilité de certains fonctionnaires (p. 3613); Art. 5 : Amendement de M. Malbrant (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au chiffre d'électeurs inscrits) (p. 3616, 3617); Art. 40 : Son amendement (Organisation des services de police par les chefs de groupes de territoire et les chefs de territoires non groupés) (p. 3619); Art. 47 : Amendement de M. Malbrant (Faculté pour le chef de territoire de déléguer ses pouvoirs de tutelle en matière financière aux chefs des circonscriptions) (p. 3619); Art. 48 : Amendement de M. Burlot tendant à rétablir cet article relatif au contrôle des municipalités (p. 3620); Art. 53 : Amendement de M. Malbrant (Cas de dissolution des conseils municipaux) (p. 3621); Art. 70 ter : Amendement de M. Burlot (Conditions dans lesquelles une commune de moyen ou de plein exercice peut être supprimée par décret) (p. 3623); — d'interpellations sur le Maroc : Fortune de M. Aucouturier [7 octobre 1955] (p. 4897).

COGNIOT (M. Georges), *Député de la Seine*
(3^e Secteur) (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (F. n° 216). [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482),

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'installation pour octobre 1951 de 12.000 classes dans les établissements publics d'enseignement ainsi qu'à l'augmentation du nombre de postes d'enseignement et de surveillance dans ces mêmes établissements, n° 184. — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation des lois n°s 51-1115 et 51-1140, dites Plevin-Marie et Barangé-Barrachin, et à l'abrogation de leurs décrets et circulaires d'application, n° 1741. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les taxes qui frappent les concerts symphoniques, n° 1853. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide suffisante aux grandes associations symphoniques françaises, n° 1854. — Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. la prolongation de quinze jours des billets populaires de congé annuel de manière que les enfants d'âge scolaire puissent profiter intégralement de leurs deux mois et demi de vacances, n° 2382. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires à l'organisation d'une célébration nationale du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Victor Hugo, n° 2521. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer la date et la durée des vacances scolaires dans l'enseignement primaire, secondaire et technique, n° 3204. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à la création en 1952 d'un contingent supplémentaire de 2.050 postes d'agrégés et de certifiés, ainsi que de 300 postes d'adjoints d'enseignement et surveillants généraux pour les établissements publics d'enseignement du

second degré, n° 3205. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à interdire toute réduction des crédits budgétaires de l'Education nationale déjà votés au titre de l'exercice 1952, n° 3213. — Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret du 22 septembre 1950 qui tendent à instituer des économies sur les crédits de l'enseignement technique et à maintenir les centres d'apprentissage commerciaux menacés de suppression, n° 3214. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à prévoir les crédits nécessaires à la restauration du château de Versailles, n° 3257. — Le 20 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi relatif à la pratique de la psychotechnique, n° 5321. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser, avec le maximum d'ampleur, la célébration du 400^e anniversaire de la mort de Rabelais, n° 5559. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à instituer, en application de l'article 3 du statut général de la fonction publique, une indemnité de fonction pour le personnel de l'Education nationale, n° 5782. — Le 18 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'autorisation de construire des bibliothèques et salles de dessin dans les écoles primaires, n° 6171 (rectifié). — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à annuler les blocages, réductions et annulations de crédits de l'Education nationale, de l'Enseignement technique, de la Jeunesse et des sports, des Beaux-Arts et des Lettres et tendant à interdire toute mesure de cet ordre pour 1953, n° 6215. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que les enfants participant aux colonies de vacances ne subissent pas les récentes augmentations des tarifs de la S. N. C. F., n° 6228. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les gelées dans le département de la Haute-Saône, n° 6272. — Le 23 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer officiellement le deuxième centenaire de la naissance de Jean-Paul Marat,

n° 6348. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les inondations à la population du département de la Haute-Saône, **n° 6386.** — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réaliser l'immatriculation à la sécurité sociale des agents généraux d'assurance travaillant habituellement et exclusivement pour une compagnie, et dont le mode de rétribution est la commission, **n° 6629.** — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer dans les écoles le dixième anniversaire de la Libération, **n° 8898.** — Le 22 juillet 1954, une proposition de loi tendant à la création d'une commission technique paritaire au Centre national de la recherche scientifique, **n° 8937.** — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions des lois n° 46-1084 du 18 mai 1946 et n° 48-903 du 2 juin 1948 en vue d'étendre aux chercheurs du Centre national de la recherche scientifique le bénéfice des lois précitées quant aux comités administratifs paritaires et au Conseil supérieur de l'éducation nationale, **n° 9195.** — Le 8 novembre 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation des lois antilaïques introduites, depuis 1951, dans la législation, contrairement aux principes constitutionnels, **n° 9417.** — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à assimiler les grottes ornées aux richesses minières quant à leur appartenance à l'Etat, **n° 10286.** — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à la réforme de l'enseignement, **n° 10356.** — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à la création d'une commission technique paritaire au Centre national de la recherche scientifique, **n° 10642.** — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à la création d'un comité administratif paritaire au Centre national de la recherche scientifique, **n° 10643.** — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la prime spéciale de 28.000 francs aux personnels des observatoires, des bibliothèques et du Centre national de la recherche scientifique, **n° 10654.** — Le 8 juillet 1955, une proposition de loi tendant : 1° à accorder aux chercheurs du Centre national de la recherche scientifique une rémunération égale aux traitements des différents échelons dans chaque

catégorie de l'enseignement supérieur ; 2° à donner aux attachés de recherches de réelles possibilités d'avancement, **n° 11167.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Oppose la question préalable* [31 août 1951] (p. 6711, 6712, 6713, 6714, 6715, 6716, 6717, 6718, 6719); — de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Motion incidente de M. Soustelle tendant à entamer immédiatement le débat sur les comptes spéciaux du Trésor* [4 septembre 1951] (p. 6863); *Ses observations sur l'attitude du Gouvernement dans le débat scolaire* (p. 6864); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la lutte des gaullistes pour obtenir le pouvoir)* [10 septembre 1951] (p. 7265 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus du Gouvernement d'appliquer le statut de la fonction publique et son attitude répressive à l'égard de la grève des examens [6 novembre 1951] (p. 7663); la développe : *Ses observations sur la grève des examens, les revendications de la fonction publique* [9 novembre 1951] (p. 7884); — sur la situation faite aux 1.258 institutrices suppléantes, aux 147 institutrices placées sous le régime de la loi Roustan et aux 561 suppléants qui devraient être titularisés [6 novembre 1951] (p. 7663); — sur l'intervention scandaleuse des autorités de police dans la vie culturelle et artistique et sur l'ordre du préfet de police de Paris de retirer un certain nombre de tableaux du Salon d'automne [8 novembre 1951] (p. 7719, 7720). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Pose la question préalable* [18 mai 1953] (p. 2717 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet dit « de réforme des études secondaires » [30 juin 1953] (p. 3174); la développe : *Impossibilité de procéder par décrets en la matière ; Caractère schématique des textes élaborés ; « Effroyable entassement des examens » ; Maintien de la sélection par l'argent et du parallélisme primaire-secon-*

daire ; « *Malthusianisme de la culture* » et *sélection caricaturale à base de tests* ; *Peur de la culture générale et philosophique, remplacée par une étroite spécialisation inspirée des High Schools américaines, déjà condamnées par Renan, et de la récente réforme de Franco* ; *Reniement des traditions françaises et européennes* [23 juillet 1953] (p. 3833, 3836). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense* ; *Son amendement tendant à exclure de l'application les crédits de fonctionnement, d'équipement et d'investissements de l'Education nationale* [7 juillet 1953] (p. 3320). — Dépose une demande d'interpellation sur la provocation policière du 14 juillet 1953 qui a causé, place de la Nation, à Paris, 7 morts [16 juillet 1953] (p. 3502) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Le bilan de la répression policière, le racisme de la police* (p. 3507, 3514). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement : *Proposition du Gouvernement de discuter de ces interpellations le 23 juillet (Achèvement du débat sur la Constitution)* [21 juillet 1953] (p. 3666). — Dépose : une demande d'interpellation sur les mesures discriminatoires prises à l'encontre de certains candidats à l'E.N.A. en raison de leurs opinions politiques et sociales, en violation de la Constitution [6 octobre 1953] (p. 4014) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Viol de la loi par le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, cas de M. Yves Barel, fils du député* [29 octobre 1953] (p. 4641, 4642) ; *Son ordre du jour protestant contre la décision du Gouvernement et demandant une session extraordinaire du concours de l'E.N.A. pour les exclus* [13 novembre 1953] (p. 5077) ; — une demande d'interpellation sur la célébration du vingtième anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle par deux grands savants français [16 février 1954] (p. 290) ; — une motion de censure : *Insuffisance des crédits de payement affectés à l'Education nationale* [30 mars 1954] (p. 1482). — Prend part à la discussion : *du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire* : *Son contre-projet* *Création d'un « Institut français des recherches*

fondamentales de physique nucléaire » ; *Insuffisance des crédits attribués à la recherche scientifique, son reproche au centre européen d'être une entreprise américaine, origine européenne des grands savants américains* [6 juillet 1954] (p. 3227, 3228) ; *Sa motion préjudicielle tendant à affecter à l'équipement français en physique nucléaire une somme correspondant à deux annuités du crédit prévu pour le Centre européen de recherches nucléaires* (p. 3232) ; *Article premier autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire* ; *Liaison entre cet organisme et le Mouvement européen, la construction du centre envisagée à Sarclay (Seine-et-Oise), les pouvoirs du directeur de ce centre* (p. 3233, 3234) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Universités* ; *Création de postes de moniteurs, présalaire des étudiants, recrutement et traitements des personnels de l'enseignement supérieur, professeurs « associés », bourses d'études, budget du centre national de la recherche scientifique* [12 décembre 1954] (p. 6186 et suiv.) ; Chap. 31-12 : *Ses amendements indicatifs (Indemnité de fonction des doyens, création de postes de moniteurs de travaux pratiques)* (p. 6194) ; Chap. 34-03 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits en ce qui concerne les congrès, les missions, achats de matériel scientifique)* (p. 6217) ; Chap. 36-11 : *Son amendement indicatif (Modernisation du matériel des Universités)* [13 décembre 1954] (p. 6229) ; Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Report sur les créations de chaires d'enseignement supérieur des crédits affectés aux créations de postes de « professeurs associés »)* [14 décembre 1954] (p. 6313) ; Etat B, Chap. 66-10 : *Subventions d'équipement au centre national de la recherche scientifique, sa demande de disjonction de ce chapitre* (p. 6322) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement (Instituteurs itinérants agricoles)* [31 janvier 1955] (p. 520) ; — Dépose une demande d'interpellation : sur la participation d'un Ministre (M. Pflimlin) à *des cérémonies de béatification* [11 juillet 1955] (p. 3784) — sur le projet de construction d'un *sous-marin atomique* [18 octobre 1955] (p. 5128).

COIRRE (M. Paul), *Député du département de la Seine (1^{er} secteur) (A. R. S.)*.

Son élection est validée [2 janvier 1953] (p. 2). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à instituer un régime spécial des intérêts des bons de caisse, n° 6839. — Le 23 novembre 1953, une proposition de loi tendant à la création d'un Ordre national des opticiens, n° 7260. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les entreprises exportatrices d'allègements en matière d'impôts sur les revenus, n° 8028. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à limiter les dispositions de l'article 50 de la loi du 14 avril 1952 portant certaines interdictions en matière de commandes de travaux et de fournitures publics, n° 8494. — Le 15 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8379) portant ratification du décret n° 54-454 du 24 avril 1954 qui porte modification du tarif des douanes d'importation, ainsi que réduction ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 10391. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à ce que les élections municipales, cantonales et législatives, aient lieu un jour ouvrable, n° 10649. — Le 12 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8379) portant ratification du décret n° 54-454 du 24 avril 1954 qui porte modification du tarif des douanes d'importation, ainsi que réduction ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 10723. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à limiter, sur route, la vitesse des véhicules automobiles, n° 10929. — Le 23 juin 1955, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la mention, sur la carte d'identité

délivrée par le Ministère de l'Intérieur, du groupe sanguin auquel appartient son titulaire, n° 11005. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à rendre de nouveau applicables les dispositions de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 aux agents de l'Etat visés par l'ordonnance du 29 novembre 1944 pendant une période de trois mois, n° 11328. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi prévoyant dans les entreprises privées une proportion d'emplois réservés aux personnes d'au moins 50 ans, n° 11695.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Art. 1^{er} : *Demande de M. Genton tendant à réserver l'article (Ses observations concernant le remboursement des dépenses aux listes ou candidats n'ayant pas obtenu 50 0/0 des suffrages)* [20 mars 1953] (p. 2067); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale. Art. 5 : *Exonération de la taxe à la valeur ajoutée pour les opérations portant sur les marchandises situées à l'étranger et livrées en France* [26 mars 1954] (p. 1337); Art. 39 : *Amendement de M. Courant (Imposition des revenus déclarés du travail, autres que les traitements et salaires dans les professions non commerciales; Détaxation des redevances pour licences ou brevets de fabrication)* [29 mars 1954] (p. 1404).

COLIN (M. André), *Député du Finistère (M. R. P.)*.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet René MAYER)

du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [11 juillet 1955] (F. n° 548).

Dépôt :

Le 22 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 10915) de MM Mignot et Hénault tendant à accorder les subventions nécessaires pour l'achèvement du monument élevé à Versailles à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le Maréchal Pershing, n° 11936.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Répond à une question de Mme Rose Guérin relative à l'examen des demandes de cartes de déporté [21 décembre 1951] (p. 9510). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 amendé par le Conseil de la République ; Art. 17 : *Sa demande de reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations immobilières du Ministère de l'Intérieur* [3 janvier 1952] (p. 45, 46). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député.

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 8 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés de la Haute Cour de justice à l'expiration des peines encourues* [25 novembre 1952] (p. 5674) ; *Rectification d'une erreur qui lui a attribué la paternité d'un amendement* [27 novembre 1952] (p. 5752). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; INTÉRIEUR, Chap. 31-41 : *Sûreté nationale (Création de nouvelles compagnies républicaines de sécurité)* [3 février 1953]

(p. 818 et suiv.) ; Chap. 34-95 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le matériel des services divers (Répartition du produit de la taxe locale)* (p. 821). — Répond à une question : de M. Fayet relative à la saisie du journal algérien *Liberté* [6 février 1953] (p. 1017) ; — de M. Dronne relative aux brutalités policières contre un chansonnier [6 février 1953] (p. 1018). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux allocations familiales des marins pêcheurs d'Algérie ; Art. 1^{er} et 2 : *Ses observations sur les conséquences financières de la mesure pour la caisse du régime général d'allocations familiales et sur la création d'une caisse spéciale au profit des marins pêcheurs algériens* [20 mars 1953] (p. 2096) ; — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Extension de la loi aux territoires d'outre-mer* [24 mars 1953] (p. 2211). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE) : *Son article additionnel (Institution d'une subvention pour les travaux de recherches sur les algues)* [9 décembre 1954] (p. 5964) ; *le retire* (ibid.).

COLIN (M. Yves), Député de l'Aisne (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Interventions :

S'excuse de son absence [9 novembre 1954] (p. 4816). — Obtient un congé [9 novembre 1954] (p. 4816).

COLONNA D'ISTRIA (M.), *Député d'Alger*
(1^{er} collège) (R. P. F.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308).

Interventions :

S'excuse de son absence [10 juillet 1951] (p. 5915). = Obtient un congé [10 juillet 1951] (p. 5915).

Donne sa démission de Député [27 novembre 1951] (p. 8506).

COMMENTRY (M. André), *Député de*
Maine-et-Loire (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission de la défense nationale membre titulaire de la commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [3 mars 1955] (F. n° 501).

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de loi portant création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, n° 634. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Commentry et plusieurs de ses collègues (n° 634) portant création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur; 2° de MM. Rabouin et de Villoutreys, sénateurs (n° 1078) tendant à la création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, n° 1985. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 585) de MM. Frédéric-Dupont et Léon Noël tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 1992. — Le 25 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Commentry et

plusieurs de ses collègues (n° 634) portant création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur; 2° de MM. Rabouin et de Villoutreys, sénateurs (n° 1078) tendant à la création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, n° 2758. — Le 2 avril 1952, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Commentry et plusieurs de ses collègues (n° 634) portant création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur; 2° de MM. Rabouin et de Villoutreys, sénateurs (n° 1078) tendant à la création du Conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur, n° 3164. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 585) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 3926. — Le 6 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 4479) de M. Gravoille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1947, 1948 et 1949 incorporés dans la marine nationale, n° 5793. — Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 en faveur des veuves de guerre non remariées et des orphelins d'officiers, n° 5991. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 7740) de M. de Bénouville et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la surtaxe progressive les militaires rapatriés d'Indochine bénéficiaires d'un rappel de solde, n° 8446. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7925) modifiant et complétant la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 8460. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 8918) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1401) adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant et complétant la loi du 13 décembre 1932 relative au recrute-

ment de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 9012. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 8815) fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 9154. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955-1956; Sixième partie : Marine, n° 11245 (6^e partie).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au service militaire des mineurs de fonds ; en qualité de *Rapporteur* [19 septembre 1951] (p. 7457, 7458); — d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1952] (p. 1632, 1636); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3927); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952; Etat A; MARINE : *Ses observations sur l'état de la flotte, sa vétusté, le programme insuffisant de constructions* [17 juin 1952] (p. 2965, 2966); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une bonification d'ancienneté aux officiers du Commissariat titulaires de diplômes* (p. 3002); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réglant la situation des enseignes de vaisseau* [27 juin 1952] (p. 3327); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Vote favorable du R.P.F.)* [26 janvier 1953] (p. 451); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION MARINE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Missions et moyens de la Marine, aéronautique navale, ravitailleurs d'escadre, stocks* [22 juillet 1955] (p. 4078 à 4080); dépenses du

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION MARINE : *Sa demande de disjonction de tous les chapitres : Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes* [23 juillet 1955] (p. 4190).

CONDAT (M. Georges), Député du Niger (U. D. S. R.).

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6401). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [6 juillet 1954] (F. n° 405); de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôt :

Le 27 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 19 octobre 1931 prescrivant la constitution de greniers de réserve en Afrique occidentale française, n° 8986.

Intervention :

Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à l'inspection académique au Niger [6 juin 1952] (p. 2703, 2704).

CONOMBO (M. Joseph), Député de la Haute-Volta (I. O. M.).

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 4 septembre 1954 au 20 janvier 1955.

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques chargé des problèmes de l'Union française.
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé secrétaire : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217); de la Commission de la défense nationale [7 juillet 1954] (F. n° 406). — Est nommé membre : de la

Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des pensions [21 octobre 1952] (F. n° 170); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216), [7 juillet 1953] (F. n° 275); titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de la presse [8 mars 1955] (F. n° 504); de la Commission des territoires d'outre-mer [8 mars 1955] (F. n° 504). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° 481. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 1710) de M. Bernard Lafay complétant la loi du 21 juillet 1949 modifiant l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 et relative au cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien-dentiste, n° 4395. — Le 26 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prospecter les territoires d'outre-mer pour établir une carte de climatothérapie et d'hydrologie climatique en vue de la création de sanatoria, préventoria, centres de cure et post-cure, n° 5372. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à créer une aide aux familles nombreuses des non-fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer, n° 6606. — Le 19 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer dans les meilleurs délais l'Assemblée de l'Union française à Paris, n° 7653. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de révision de pensions, n° 8501. — Le 21 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à étendre aux pensionnés d'invalidité de guerre, résidant outre-mer, les dispositions du décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, n° 8521. — Le 25 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges vacants dans la représentation des territoires d'outre-mer à l'Assemblée de l'Union française, n° 8538. — Le 31 août 1954, une proposition de loi portant réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 9255. — Le 4 août 1955, une proposition de loi portant augmentation du nombre des députés représentant les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 11415 (rectifié). — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11798.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Moyen Congo (collège indigène) [10 août 1951] (p. 6328). Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Moyen Congo (collège indigène) : en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6420, 6421); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 septembre 1951] (p. 7268); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 4010 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations et versements facultatifs (Mutuelle de la France d'outre-mer)* [13 novembre 1951] (p. 7936, 7937); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. Mitterrand (Situation commerciale des territoires d'outre-mer)* [20 novembre 1951] (p. 8208, 8209); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à répartir les sièges entre les cercles par décret* [23 novembre 1951] (p. 8416); Art. 2 : *Nouvelle délibération sur le texte de la Commission* (p. 8418);

Son amendement tendant à établir le collège unique au Togo (p. 8419); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à supprimer la mention des « Comores »* [25 janvier 1952] (p. 357); Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire aux autorités locales la création de cercles et de subdivisions* (p. 364); *Amendement de M. Ninine tendant à sectionner les circonscriptions comptant plus de 400.000 habitants* (p. 367); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de prise en considération du projet gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [27 juin 1952] (p. 3314); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir l'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française par les élus d'outre-mer de l'Assemblée Nationale* (p. 3334); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4641, 4642); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux* [8 novembre 1952] (p. 4932, 4933); Chap. 41-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Situation tragique des îles Wallis)* (p. 4948); *le retire* (ibid.); Chap. 46-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres privées (Aide aux missionnaires)* (p. 4949); *le retire* (ibid.); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Question préalable de M. Devemy* [2 décembre 1952] (p. 5894); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 34 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à l'établissement des contrats de travail à l'essai* [22 novembre 1952] (p. 5481); Art. 38 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte du Conseil de la République par le deuxième alinéa du texte voté par l'Assemblée Nationale relatif à la notification par écrit du licenciement* (p. 5486, 5501); Art. 144 : *Son*

amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer (p. 5524, 5525); Art. 228 : *Demande de seconde délibération du projet de loi, présentée par M. Senghor* (p. 5550); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5556); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de l'Afrique Occidentale* [15 décembre 1952] (p. 6399, 6400); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Amendement de M. Sanogo tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des anciens combattants africains)* [24 janvier 1953] (p. 266); Chap. 46-25 : *Amendement de M. Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité aux tuberculeux pensionnés (Dépistage des anciens combattants africains tuberculeux)* (p. 274); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur l'affaire d'Oradour, l'attitude des Alsaciens pendant la guerre)* [27 janvier 1953] (p. 525, 526); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Contre une éventuelle intégration des troupes coloniales au Ministère de la Guerre et à l'armée européenne : pour le maintien des investissements d'outre-mer)* [7 juillet 1953] (p. 3291, 3192); Art. 1^{er} : *Son amendement portant création d'une surtaxe supplémentaire sur les alcools à destination des territoires d'outre-mer* (p. 3302); Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents : Son amendement tendant à exclure de l'application les forces armées* (p. 3311); *Son amendement tendant à supprimer la clause « nonobstant les dispositions contraires ou restrictives de ladite loi »* [loi du 17 août 1948] (p. 3312); — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels militaires; Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer le nombre des décorations attribuées au Ministère de la France d'outre-mer* [21 juillet 1953] (p. 3637); *le retire* (ibid.); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article limitant l'immunité parlementaire à la durée des sessions (Cas des parlementaires autochtones*

dans les territoires d'outre-mer) [21 juillet 1953] (p. 3708, 3709). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouilhetas, et l'acquiescement de celui-ci par le Tribunal militaire de Paris, en 1953 : *Parallèle avec les exécutions sommaires ordonnées à Dakar par le Gouverneur général Boisson* [23 juillet 1953] (p. 3824). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Recrutement autochtone en Afrique)* [12 novembre 1953] (p. 5001); *le retire* (ibid.); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Sort des agents de l'administration générale)* [23 novembre 1953] (p. 5443); Chap. 31-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour formation complémentaire de fonctionnaires (Instituts de médecine tropicale)* (p. 5446, 5447); *le retire* (p. 5447); Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (Décentralisation et déconcentration)* (p. 5449, 5450); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Aide aux producteurs de textiles dans les territoires d'outre-mer)* [30 décembre 1953] (p. 7043); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété (Logement des parlementaires des territoires d'outre-mer à Paris)* [31 décembre 1953] (p. 7205); — du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination des départements et territoires d'outre-mer* [31 décembre 1953] (p. 7161, 7162); *Son amendement tendant à ne pas appliquer la taxe de statistique aux importations et exportations à destination des territoires d'outre-mer* (p. 7164); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nouveaux impôts prélevés sur les territoires d'outre-mer)* (p. 7168, 7169). — Est

entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport concernant les municipalités en Afrique noire)* [11 mai 1954] (p. 2335); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Municipalités en Afrique noire* [18 mai 1954] (p. 2489, 2490); *Son amendement* (p. 2490). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Mendès-France) [4 septembre 1954] (*J.O.* du 7 septembre 1954, p. 8607).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Quinson (Cas des « communes dortoirs » Châtenay-Malabry)* [22 novembre 1954] (p. 5258); *Amendement indicatif de MM. Gaumont et Solinhac (Situation des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer)* (p. 5259, 5260); Chap. 31-02 : *Amendement indicatif de M. Benoist (Transformation des indemnités de productivité en primes de rendement)* (p. 5263); Chap. 31-12 : *Indemnité des conseillers des tribunaux administratifs* [23 novembre 1954] (p. 5276); Chap. 31-13 : *Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de préfecture* (p. 5276 et suiv.); Chap. 34-32 : *Protection civile, demande de disjonction de M. Cayeux (Plan Pelabon)* (p. 5294); Chap. 34-95 : *Amendement de M. Schaff (Travaux de la commission d'unification législative des départements d'Alsace et de Lorraine)* (p. 5294, 5295); *Amendement indicatif de M. Quinson (Réorganisation des halles centrales, cas des marchands en terrasses)* (p. 5295, 5296); Chap. 46-91 : *Amendement indicatif de M. Ribère (Secours aux victimes d'Orléansville)* (p. 5231, 5232); *Amendement indicatif de M. Gaumont (Insuffisance des crédits de secours pour les régions sinistrées)* (p. 5322); Etat C, Chap. 8651 : *Exécution du plan départemental d'amélioration du réseau routier (réseau routier guyanais)* [24 novembre 1954] (p. 5362, 5363). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, chargé des problèmes de l'Union française* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J.O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, chargé des problèmes de l'Union française* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). —

Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER** pour 1955, **Etat A, Chap. 31-23** : *Instituts de médecine tropicale* [3 mars 1955] (p. 994); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Problèmes de l'agriculture et de l'équipement outre-mer* [12 mai 1955] (p. 2711 à 2713); — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris : *Répercussions de la décision outre-mer* [13 mai 1955] (p. 2769, 2770); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Amendement de M. J. Dumas (Elections dans les communes de plein exercice dans l'année de promulgation de la loi)* [25 octobre 1955] (p. 5229); Art. 16 : *Amendement de M. Gau (Rapport entre le nombre des conseillers, l'importance de la population et le nombre d'électeurs)* (p. 5231, 5232).

CONTE (M. Arthur), Député des Pyrénées-Orientales. (S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes des récents orages de grêle des 7 avril, 8 mai, 31 mai, 15 juillet 1951, et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation, n° 246. — Le 12 juin 1952, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans la nuit du 6 au 7 juin 1952 sur le territoire de la commune de Banyuls-sur-Mer ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1952, n° 3618. — Le 26 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 38 et 278 du Code du vin en vue de réglementer la vente en France des vins et vins de liqueurs en provenance de pays étrangers, n° 4866. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par la grêle à la population du département des Pyrénées-Orientales, n° 6444. — Le 27 novembre 1953, une proposition de loi relative au Comité interprofessionnel des vins doux naturels et vins de liqueur à appellation d'origine contrôlée, n° 7317. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à accorder une aide immédiate et substantielle aux sinistrés de la dernière tempête de neige des Pyrénées-Orientales, n° 7723. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer au titre de l'exercice 1954, sur le chapitre 53-20 du budget de reconstruction et d'équipement de l'État (Ministère des Travaux publics), les crédits suffisants nécessaires pour continuer les travaux de reconstruction des chaussées et ouvrages d'art des routes nationales et des chemins départementaux et communaux détruits dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude par les crues d'octobre 1940 et d'avril 1942, en exécution des lois des 11 novembre 1940 et 11 juin 1942, n° 7795. — Le 28 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux sinistrés des récents orages de grêle des Pyrénées-Orientales, n° 11356. — Le 7 octobre 1955, un rapport, au nom de la Commission des immunités parlementaires, sur la demande en autorisation de poursuites (n° 11401) concernant M. Nenon, n° 11557.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique vinicole du Gouvernement : *Son ordre du jour regrettant la*

passivité du Gouvernement et demandant l'assainissement du marché du vin [4 juillet 1952] (p. 3606); *Ordre du jour de M. Paul Coste-Floret, demandant l'assainissement du marché viticole par des détaxes, la distillation et l'accroissement des exportations* (p. 3607); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché des fruits et légumes du Rousillon, la comparaison avec les facilités d'exportation accordées en Italie et en Espagne, les fortunes faites par les spéculateurs et mandataires aux dépens des producteurs et des consommateurs)* [8 juillet 1952] (p. 3695 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [7 octobre 1952] (p. 4068). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1953] (p. 57). — Dépose une demande d'interpellation sur l'anarchie du marché des fruits et légumes, les mesures d'organisation envisagées et les importations abusives effectuées [13 octobre 1953] (p. 4214); la développe : *Gravité de la crise agricole, critique du récent décret, façade brillante, mais simple cadre théorique dont les modalités d'application restent imprévisibles; même anarchie pour les fruits et légumes; faillite générale du libéralisme* [16 octobre 1953] (p. 4337 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 41). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement vis-à-vis de l'Espagne franquiste (9 février 1954) (p. 102); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Manifestations de Tétouan montées contre la France, admission de l'Espagne à l'U. N. E. S. C. O. et à l'O. N. U.* (p. 115 et suiv.); est entendu sur le renvoi de la discussion de cette interpellation : *Fixation d'une nouvelle date* [9 mars 1954] (p. 746, 747); la développe : *Protestation tardive et injurieuse des autorités espagnoles contre la déposition du Sultan, les provocations de Tétouan, l'offensive lancée contre l'aspect libéral du catholicisme français, les prêtres ouvriers, les difficultés de Franco sur le plan intérieur, l'opposition républicaine basée en France, la politique des U. S. A. vis-à-vis de l'Espagne franquiste, la recherche d'une solution humaine du problème marocain, l'opposition de la France à l'admission de l'Espagne à l'O. T. A. N. et l'O. N. U.* [30 mars 1954] (p. 1491 et suiv.). — Est

entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les incidents du Minervois : *Situation des populations viticoles, danger d'une crise sociale* [9 mars 1954] (p. 743); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement portant inscription à l'ordre du jour de l'interpellation relative aux incidents franco-espagnols* [9 mars 1954] (p. 763, 764); le retire (p. 764). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Organisation des marchés et organisation de la production maraîchère et fruitière de la France et de l'Union française, l'exploitation de vins de consommation courante)* [6 août 1954] (p. 3916, 3917); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie et au Maroc : *Rôle joué par les radios étrangères, du Caire et de Madrid; Action diplomatique possible pour la première (Colonel Nasser), difficile pour la seconde (Néo-impérialisme forcené des généraux Franco et Valino, et de M. Carrero Blanco, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil); Rispostes éventuelles possibles par radio (Voix de l'Egypte libre et de l'Espagne libre); problèmes plus complexes du Maroc (Sultan, Istiqlal; Maintien des amitiés africaines)* [13 août 1954] (p. 4266, 4267). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour protéger l'amitié franco-musulmane contre les entreprises de Madrid [23 août 1954] (p. 4256); — sur la politique du Gouvernement à l'égard de notre jeunesse et à l'égard de l'Union française [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-61 : *Répression des fraudes (Problème de l'alcoolisme, vin de noah)* [26 novembre 1954] (p. 5469); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat B, Chap. 53-20 : *Réparation de dégâts causés dans les Pyrénées-Orientales par les inondations de 1940 à 1942 (Prats de Mollo)* [11 décembre 1954] (p. 6154). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 1). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *L'enseignement libre* [18 février 1955] (p. 810).

— Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole [10 mai 1955] (p. 2619). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Modernisation du secteur agricole, barrages et hydraulique agricole, situation dans les Pyrénées-Orientales, habitat rural; l'anarchie dans la production* [25 mai 1955] (p. 3002 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — Pose au *Ministre des Affaires étrangères*, une question relative à la propagande anti-française des radios égyptienne et espagnole en Afrique du Nord [7 octobre 1955] (p. 4868, 4869). — Dépose une demande d'interpellation sur l'appui accordé par le Gouvernement à l'Espagne franquiste en vue de son admission à l'O. N. U. [18 novembre 1955] (p. 5848). = S'excuse de son absence [6 novembre 1951] (p. 7662). = Obtient un corgé [6 novembre 1951] (p. 7662).

CORDONNIER (M. Denis), *Député du Nord* [2^e circonscription] (S.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé : *Président de la Commission de l'intérieur* [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); *membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); *membre de la Commission de l'intérieur* [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); *par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif pour la protection sociale des aveugles* [19 décembre 1951] (**F. n° 76**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique; 2^o de M. Landry, Sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, **n° 474**. — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 25) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par

l'Assemblée nationale (dans sa première législature) relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, **n° 478**. — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution (n° 408) adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, **n° 499**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une indemnité spéciale aux personnes des mairies ayant participé aux travaux de dépouillement des votes le 17 juin 1951, **n° 501**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, **n° 502**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions sur les transports (S. N. C. F. et entreprises locales de transports), **n° 503**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 504**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 61 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, **n° 787**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine, **n° 1457**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant révision des indemnités de fonctions des maires et adjoints, **n° 1459**. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 504) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 1561**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter, par des dispositions

particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 1873**. — Le 12 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relative aux pensions civiles et militaires, **n° 1972**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à conférer aux secrétaires généraux des préfectures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe, **n° 2036**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi autorisant la désignation de fonctionnaires appelés à remplacer les titulaires d'emplois de direction bénéficiant d'une prolongation d'activité par application de l'article 2 du décret n° 48-1907 du 18 décembre 1948, **n° 2054**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine ; 3^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints ; 4^o de M. Léo Hamon, Sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatifs aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints, **n° 2153**. — Le 8 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 504) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 2581**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 3263) donné par le Conseil de la

République sur la proposition de loi (n° 504) adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 3282**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq à la mémoire des héros de la Résistance, et en faveur de leurs enfants, **n° 3363**. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une bibliothèque nationale Braille et d'une discothèque nationale à l'usage des aveugles, **n° 3557**. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un musée dans la maison natale de Louis Braille, **n° 3558**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 1066) de M. Anthonioz, tendant à modifier l'article 11 du décret-loi du 31 mai 1938, sur le transfert des débits de boissons pour besoins touristiques, **n° 3639**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Taillade (n° 2389) tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} octobre 1917 sur les débits de boissons, en ce qui concerne les enfants d'âge scolaire, **n° 3640**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine ; 3^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints ; 4^o de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatif aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et maires adjoints, **n° 3657**. — Le 26 juin 1952, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de

fonction des membres du Conseil général de la Seine; 3° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints; 4° de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatif aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 3852. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à supprimer la participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs en chômage, n° 3973. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 1433) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, n° 4043.

Interventions :

Est entendu sur : une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6230); — le règlement de l'ordre du jour : *Ordre de discussion des budgets* [21 novembre 1951] (p. 8282. — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 10-50 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois)* [28 novembre 1951] (p. 8589, 8590); Chap. 11-50 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sûreté nationale (Suppression d'emplois vacants)* (p. 8600, 8601); *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sûreté nationale (Statut du personnel)* (p. 8602); Chap. 50-00 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subvention à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police)* (p. 8603); Chap. 50-10 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Prêts d'équilibre aux collectivités locales)* (p. 8611); Chap. 50-20 : *Nécessité de se prononcer sur l'amendement de M. Dorey au chapitre 50-10*

(p. 8613); Chap. 60-20 : *Diffusion de la « Documentation communale »* [29 novembre 1951] (p. 8638); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 10-50 : *Amendement de M. Guittou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (Inégalité des traitements avec le personnel des préfectures)* [4 décembre 1951] (p. 8741); Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la lutte antituberculeuse (Diffusion de la radiophotographie)* (p. 8751); *le retire* (p. 8753); *Demande de rétablissement des crédits pour la lutte antituberculeuse présentée par M. Cayeux (Efficacité du vaccin B.C.G.)* (p. 8753); Chap. 41-20 : *Assistance aux malades mentaux* (p. 8778); Chap. 41-40 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Cartes des économiquement faibles)* (p. 8781); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles infirmes ayant besoin d'un compagnon)* (p. 8782, 8784); *le retire* (p. 8784); — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 février 1952] (p. 492, 493); en qualité de *Rapporteur* [8 février 1952] (p. 557, 558); Article premier : *Amendement de M. David tendant à inclure les invalides non hospitalisés* (p. 558); Art. 2 : *Amendement de Mme de Lipkowski, relatif aux grands infirmes réduqués encore hospitalisés* (p. 559); — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires : en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1952] (p. 1631); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 1631, 1632); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République : Article premier : *Amendement de M. Genton tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640); Art. 16 : *Son amendement tendant à donner aux comités paritaires le pouvoir de donner des avis* (p. 1643); *Sa proposition de suspendre le débat* (p. 1644); Art. 78 : *Son amendement tendant à reclasser par priorité dans un emploi similaire un agent licencié par économie* [11 avril 1952] (p. 2236); — d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints; Article premier : *Relèvement des indemnités fixées proportionnellement à l'importance de la popu-*

lation de chaque commune [2 juillet 1952] (p. 3434).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [7 octobre 1952] (p. 4066).

CORNIGLION-MOLINIER (M. Edouard),
Député des Alpes-Maritimes (R. S.).

Ministre d'Etat
(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

Ministre des Travaux publics, des Transports
et du Tourisme

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des finances [31 juillet 1951] (F. n° 15), [20 janvier 1951] (F. n° 216). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [26 août 1954] (F. n° 427). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1^o à fixer la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de Résistance ; 2^o à prévoir l'attribution d'office de la Médaille de la Résistance française à certaines catégories de décorés, n° 694. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 696) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Affaires étrangères), n° 800. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 977) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 1368. — Le 20 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 977) et la lettre rectificative (n° 1597) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonc-

tionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 1629. — Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2136) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 977) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 2209. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4251) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Service des Affaires étrangères), n° 4419. — Le 28 octobre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4251) et la lettre rectificative (n° 4513) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Service des Affaires étrangères), n° 4521. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5197) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4251) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I : Services des Affaires étrangères), n° 5391. — Le 1^{er} juin 1954, un projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 8555.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6459, 6460) ; *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant des explications au Gouvernement* (p. 6463) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE ; Chap. 5040 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le Centre national du cinéma (Importance du festival de Cannes)* [21 novembre 1951] (p. 8249, 8250) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur* [22 no-

vembre 1951] (p. 8318 et suiv.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE; Chap. 5020 : *Amendement de M. Bourret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Ligne d'Air-France en Océanie, insuffisance de la comptabilité d'Air-France)* [12 décembre 1951] (p. 9091, 9092); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne subventionner Air-France qu'après examen trimestriel de la comptabilité* (p. 9095); le retire (ibid.); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1951] (p. 9860); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Construction des « Bretagne »)* [22 décembre 1951] (p. 9615, 9616). — Son rapport sur les élections du Moyen-Congo [3 janvier 1952] (p. 92). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de défense nationale pour le mois de mai 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 avril 1952] (p. 2153); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale : *Discussion générale (Ses observations sur le coût des armées aériennes des U. S. A., de l'U. R. S. S. et de la Grande-Bretagne, le développement nécessaire de l'infrastructure, aérodromes et radars, la construction en série de modèles d'avions français)* [10 juin 1952] (p. 2815 et suiv.); Art. 12 : *Amendement de M. Triboulet relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux* [17 juin 1952] (p. 2994, 2995); Art. 14 : *Son amendement tendant à créer une direction de l'infrastructure au Ministère de l'Air* (p. 2996); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la nécessité de voter les crédits militaires)* [18 juin 1952] (p. 3027); — du projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides : *Contre-projet de M. Daniel Mayer tendant à prévoir une délégation en France dépendant du Haut-Commissaire des Nations Unies chargé des réfugiés* [4 juillet 1952] (p. 3530); Article additionnel : *Son amendement tendant à annuler un crédit de 25 millions du budget des Affaires étrangères pour compenser cette nouvelle dépense* (p. 3533); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3534); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile : *Discussion générale* [10 octobre

1952] (p. 4226); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES; Etat A, Chap. 3101 : *Services centraux (Sa réponse à M. de Beaumont au sujet des traitements fabuleux du personnel des Affaires étrangères, notamment des dactylos de l'ambassade à Londres et de l'inflation du nombre des diplomates)* [13 novembre 1952] (p. 5077, 5078); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES; Etat A, Chap. 0010 : *Service des bons et obligations (Cession d'un local à l'A. F. P. place de la Bourse)* [14 novembre 1952] (p. 5133); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE; Etat A, Chap. 3424 : *Demande de rétablissement des crédits pour la formation du personnel navigant (Centre de Toulouse)* [15 novembre 1952] (p. 5261); Chap. 3452 : *Météorologie (Protection des avions par radiosondages)* (p. 5262); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; AFFAIRES ÉTRANGÈRES; Etat A, Chap. 3691 : *Office des biens et intérêts privés (Suppression de l'Office)* [30 janvier 1953] (p. 776); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance de l'aide aux producteurs en Italie et en Angleterre)* [19 février 1953] (p. 1172); Art. 6 : *Son amendement tendant à confier au directeur du Centre national de la cinématographie la gestion du fonds* (p. 1182); *Son amendement tendant à prévoir un représentant du Ministère des Finances et un du Ministère de l'Industrie* (p. 1183); Art. 8 : *Amendement de M. Lanet tendant à calculer le concours financier d'après les recettes métropolitaines du film intéressé* (p. 1185 et suiv.); *Amendement de M. Grenier relatif à l'aide financière pour l'exportation de films* [20 février 1953] (p. 1208); Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas exiger la justification d'un apport personnel du producteur d'au moins 20 0/0 du devis* (p. 1219); le retire (p. 1220); *Amendement de M. M. Grimaud tendant à supprimer l'alinéa relatif aux associations de producteurs* (p. 1239); Art. 21 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à supprimer le contrôle par expert-comptable* (p. 1244); Article additionnel : *Amendement de M. Valabrègue relatif aux spectacles composés uniquement de films documentaires* [26 février 1953] (p. 1393); Art. 26 : *Aide aux exploitants*

de salles (p. 1394); Amendement de M. Lecanuet tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette (p. 1397); Art. 27 : Amendement de M. Jules-Julien tendant à financer la création de nouveaux cinémas à l'étranger (p. 1398); Art. 30 : Son amendement tendant à financer la construction de matériel français technique (p. 1402); Art. 31 : Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/0 le taux de la subvention pour la presse filmée [27 février 1953] (p. 1478 et suiv.); Son amendement relatif aux modalités de la répartition des fonds entre les éditeurs de journaux filmés (p. 1480); Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif à la durée d'application de l'article (p. 1481); Amendement de M. Jules-Julien relatif à la date à partir de laquelle l'article est appliqué pour deux ans (p. 1481); Article additionnel : Amendement de M. Bichet tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français (p. 1483); Art. 34 : Son amendement tendant à faire bénéficier le fonds des intérêts des sommes disponibles dont il n'a pas la disposition (p. 1484); Son amendement tendant à permettre de faire une avance remboursable à la part production (p. 1484, 1485); Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur le bouleversement de l'économie du cinéma, les relations entre distributeurs et exploitants de salles, les inconvénients de la loi votée par rapport aux systèmes existant à l'étranger) (p. 1493, 1494). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Position de l'U. R. A. S., au Conseil des Ministres, sur la Communauté européenne de défense)* [1^{er} avril 1954] (p. 1592). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

(III. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955; *Création de la Compagnie chérifienne des transports* [17 novembre 1954] (p. 5135); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME pour 1955; (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME): *Son article additionnel tendant à assimiler les industries touristiques aux industries exportatrices* [15 décembre 1954] (p. 6383); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.); *Ses explications de vote : Caractère inéluctable du réarmement allemand, craintes et rancœurs à surmonter (ne pas être un mauvais partenaire)* [27 décembre 1954] (p. 6881, 6882); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la LÉGION D'HONNEUR et à la MÉDAILLE MILITAIRE : *Ses explications de vote (Compagnons de la Libération)* [4 février 1955] (p. 716). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes; Art. 3 bis : *Amendement de M. Benard (Participation des sociétés d'économie mixte)* [3 mars 1955] (p. 1045); Art. 6 : *Demande de suppression présentée par M. Benard (Rapport avec la situation du fonds routier)* (p. 1046); *Explications de vote (Cas d'enclavement)* (p. 1046). — Répond à une question : de M. Fernand Grenier relative aux bonifications de campagne en faveur des cheminots anciens combattants [4 mars 1955] (p. 1082); — de M. Mignot relative à la circulation routière [4 mars 1955] (p. 1082, 1083); — de M. Charret relative à l'utilisation de wagons de bois [4 mars 1955] (p. 1084); — de M. Catrice relative à la reconstruction des ponts dans le Nord [4 mars 1955] (p. 1084, 1085). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 34 : *Comptabilité et emprunts de l'aéroport de Paris* [15 mars 1955] (p. 1425, 1426); Art. 40 : *Amendement de M. Burlot (Pension d'assurance vieillesse de certains conducteurs de véhicules routiers)* (p. 1427); *Amendement de M. Peytel (Taux des cotisations pour la Caisse autonome mutuelle de*

retraites — petits cheminots —) (p. 1428); Art. 41 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Tranches nationale et rurale), lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1431 et suiv.); *Amendement de M. Léon Jean (Chemins ruraux)* (p. 1435); *Amendements de MM. Peytel, Tourtaud et Boscary-Monsservin (Pourcentage pour les différentes tranches)* (p. 1435); Art. 42 : *Amendement de M. Bruyneel (Fonds routier et ponts à reconstruire), lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1436); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 41 : *Fonds routier, pourcentages attribués aux différentes tranches, ponts à reconstruire* [25 mars 1955] (p. 1969, 1970); *Chemins ruraux non reconnus* (p. 1970, 1971); — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris, Article unique : *Transfert du musée des Travaux publics à la gare d'Orsay* [13 mai 1955] (p. 2771). — Répond à une question : de M. Montalat relative à la non-admission des apprentis dans le cadre du personnel de la S. N. C. F. [27 mai 1955] (p. 3103); — de M. Métayer relative à l'extension de l'aéroport d'Orly [27 mai 1955] (p. 3103, 3104). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [29 juin 1954] (p. 3119), [22 juillet 1954] (p. 3528), [13 août 1954] (p. 4190). = Obtient des congés [29 juin 1954] (p. 3119), [22 juillet 1954] (p. 3528), [13 août 1954] (p. 4190).

CORNU (M. André), Sénateur.

Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts,
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952;

Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts,
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952;

Secrétaire d'Etat à l'Education nationale,
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953;

Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts,
(Cabinet René MAYER)
du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953;

Secrétaire d'Etat à l'Education nationale
(Beaux-Arts),
(Cabinet LANIET)
du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts* (Cabinet PLEVEN) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Attributions du Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts)* [18 décembre 1951] (p. 9274); Chap. 1350 : *Amendement de M. Thibault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Manufacture de Sèvres* [19 décembre 1951] (p. 9415); Chap. 1390 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Conservatoire national de musique (Instruction générale des élèves)* (p. 9416); Chap. 3410 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'art départementales (Fournitures individuelles)* (p. 9433); Chap. 3420 : *Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Manufactures nationales (tapisseries d'Aubusson)* (p. 9434); Chap. 3530 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais du service d'architecture* (p. 9436); Chap. 3540 : *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les monuments historiques (Insuffisance des crédits)* (p. 9437); Chap. 3580 : *Amendement de M. Mignot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la conservation des Palais nationaux (Château de Versailles)* (p. 9438); Chap. 4010 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Droits d'entrée dans les musées)* (p. 9438, 9439); Chap. 5320 : *Amendement de M. Thibault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

pour les *Théâtres nationaux (Opéra-Comique et Comédie-Française)* (p. 9451, 9452). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (Beaux-Arts)* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J.O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, Etat A, Chap. 3171 : *Inspection des arts et lettres (Entretien des châteaux historiques)* [8 novembre 1952] (p. 4977, 4978); Chap. 3173 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le mobilier national et les manufactures nationales (Créations d'emplois à la Manufacture de Sèvres)* (p. 4979); Chap. 3181 : *Services d'architecture (Statut du personnel ouvrier)* (p. 4979); Chap. 3483 : *Amendement de M. Deixonne tendant à faire bénéficier le Trésor des droits d'entrée dans les églises* (p. 4980); Chap. 3674 : *Amendement de M. Ulver tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Théâtres nationaux (Ballets de l'Opéra-Comique)* (p. 4981); Chap. 3472 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commandes d'œuvres d'art (Tapisseries d'Aubusson)* (p. 4982); Chap. 4373 : *Amendement de M. Ulver tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (Tournées théâtrales outre-mer)* (p. 4983, 4984); Art 2 : *Demande de rétablissement de l'article permettant des dépenses par anticipation sur l'exercice suivant* (p. 4984). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J.O.* du 11 janvier 1953, p. 402).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République. EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3581 : *Amendement de M. Tricart tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil*

de la République pour les monuments historiques (Ruines d'Oradour-sur-Glane) [30 janvier 1953] (p. 709); Etat A, Chap. 3617 : *Amendement de M. Boutavant tendant à rétablir les crédits pour les arts et lettres votés par le Conseil de la République (Préservation du château de Versailles)* (p. 710). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (Beaux-Arts)* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Jean-Paul Palewski, relative à la réalisation et à la diffusion du film « Si Versailles m'était conté » [18 mars 1954] (p. 1061). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-72 : *Création de la caisse des arts, commandes passées par l'Etat aux artistes, tapisseries d'Aubusson* [1^{er} avril 1954] (p. 1668); Chap. 34-74 : *Amendement de M. de Villeneuve (Commémoration des anniversaires de Bossuet, Joubert, Lamennais, George Sand, Sainte-Beuve et Henri Poincaré)* (p. 1689); Chap. 35-81 : *Amendements de MM. Deixonne, Nisse et de Villeneuve (Opérations conservatoires, campagne en faveur du Château de Versailles, Château de Chambord)* (p. 1691, 1692); Chap. 36-73 : *Subventions aux établissements recevant des artistes âgés* (p. 1692); *Taux des allocations de chômage accordées aux artistes, comédiens et artistes dramatiques* (p. 1693); Chap. 36-74 : *Amendement de Mlle Marzin (Majoration des subventions des théâtres lyriques nationaux, leur fermeture éventuelle)* (p. 1693); Chap. 43-72 : *Commandes artistiques et acquisition d'œuvres d'art* (p. 1693); Chap. 43-73 : *Amendement de M. Babet (Subventions aux théâtres des départements d'outre-mer)* (p. 1693); *Grandes associations symphoniques* (p. 1693); Etat B; Chap. 56-80 : *Restauration des monuments sinistrés, basilique de Saint-Quentin, hôtel du peintre Rigaud* (p. 1695); Chap. 56-82 : *Restauration des couvertures du musée d'art moderne* (p. 1695). — Répond à une question de M. Chassaing relative à la situation des professeurs licenciés de province nommés à Paris [11 juin 1954] (p. 2944). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à*

l'Education nationale (Beaux-Arts) (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

COSTE-FLORET (M. Alfred), *Député de la Haute-Garonne (M. R. P.)*.

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de l'intérieur [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); membre de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**) Vice-Président de cette Commission [3 mars 1955] (**F. n° 501**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 3 de la loi du 27 mars 1951 relative à l'allocation temporaire aux vieux, **n° 82**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'affiliation à la Caisse autonome mutuelle de retraite des agents de chemin de fer secondaire d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways prévue par la loi du 22 juillet 1922, des agents des réseaux secondaires ayant encore conservé le régime de retraite de la loi du 20 juillet 1886, **n° 129**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 9, 12, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 88 de la Constitution, **n° 506**. — Le 15 novembre 1951,

une proposition de loi tendant à étendre l'application du régime fiscal des actes de commerce aux contrats de location d'objets mobiliers, **n° 1547**. — Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, **n° 1786**. — Le 12 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la réintégration, dans l'Administration, des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4, § D de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et n° 51-714 du 7 juin 1951 et dégagés des cadres au 3 septembre 1947, **n° 1966**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 30 mars 1928 portant statut des sous-officiers de carrière, **n° 2511**. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour engager un crédit de 3 milliards destiné à assurer la défense de Toulouse contre les inondations, **n° 2757**. — Le 20 mars 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier d'une prolongation de limite d'âge les candidats particulièrement éprouvés par les circonstances de guerre, **n° 2995**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à la réintégration dans les cadres de l'active des officiers d'active dégagés des cadres par compression d'effectifs en 1946 et n'ayant pas dépassé les nouvelles limites d'âge, **n° 3379**. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 70) portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 1630) relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, **n° 3482**. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 55) de

M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, n° 3483. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 963) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale dans sa première législature portant création d'une Société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.), n° 3499. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi relative à la réorganisation de la musique de la Garde républicaine, n° 3987. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 252) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, n° 4109. — Le 10 octobre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 70) portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 1630) relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 4385. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration dans la fonction publique de certains agents de la mission diplomatique française en Sarre, n° 5310. — Le 3 mars 1953, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le rapport (n° 67) (fait au cours de la précédente législature) sur : a) le projet de loi relatif au contentieux administratif; b) les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 54) relative au recrutement, à

l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2° de MM. Maurice Grimaud et Prélot (n° 3337) relative au contentieux administratif, n° 5744. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi fixant les conditions d'exercice de la médecine siniatrique en France, n° 6897. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi portant statut de l'acupuncture, n° 6898. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 6927. — Le 9 février 1954, une proposition de loi relative aux modalités de répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires dans les stations classées ayant un caractère nettement saisonnier, n° 7655. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7655) de M. Alfred Coste-Floret relative aux modalités de répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires dans les stations classées ayant un caractère nettement saisonnier, n° 8221. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5887) de M. Gilles Gozard tendant à subordonner le congédiement sur ordre de l'Administration des employés des salles de jeux à l'avis conforme d'une commission, n° 8840. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7767) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à exclure des interdictions prévues par la loi du 21 mai 1836 les concours gratuits, dotés de prix ou non, organisés à titre de propagande par les journaux ou publications périodiques possédant un numéro d'inscription à la commission paritaire des papiers de presse, n° 9016. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à interdire l'utilisation abusive de noms de villes ou de régions dans l'enseigne ou la raison sociale des entreprises industrielles ou commerciales, n° 10188. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 10992. — Le 5 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 9666) de

M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à user de ses droits pour maintenir l'activité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier dans le cadre établi par le traité du 18 avril 1951, n° 11096. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à relever le nombre des adjoints réglementaires et des adjoints supplémentaires dans les communes, n° 11561.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Ain [6 juillet 1951] (p. 5903). — Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6229, 6230). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1951] (p. 8854 et suiv.) ; *Question préalable opposée par M. Anneran* (p. 8881) ; *Question préalable opposée par M. Bonte* (p. 8886) ; *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'agir)* (p. 8893) ; *Planification des investissements* [7 décembre 1951] (p. 8913, 8914) ; *Ses observations sur le rapport de M. Audibert sur les charbonnages de France* (p. 8933) ; *Ses observations sur les conséquences sociales du pool pour les ouvriers, la ratification par l'Allemagne* (p. 8946, 8950, 8954) ; *Ses observations sur les investissements contrôlés par la haute autorité* (p. 8962) ; *Motion d'ajournement de la ratification du traité, présentée par M. Pierre André* (p. 8973) ; *Proposition de M. Bardoux de réserver l'article premier* [11 décembre 1951] (p. 9021) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à obtenir des améliorations des clauses concernant la Cour de justice, le comité consultatif et la haute autorité* (p. 9025, 9026) ; *Amendement de M. Mondon tendant à hâter la canalisation de la Moselle* (p. 9026, 9027) ; *Amendement de M. Penoy relatif à l'exécution du canal nord-est* (p. 9027) ; *Amendement de M. Devinat tendant à négocier des avenants aux dispositions transitoires (Sort des mines du Centre)* (p. 9028) ; *Amendement de M. Desson relatif au maintien des avantages accordés aux travailleurs français* (p. 9029) ; *Amendement de M. Gaston Palewski*

tendant à prévoir l'entrée en fonctions d'une autorité politique commune pour établir une fédération européenne (p. 9030) ; — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le danger soviétique, la volonté américaine de réarmer l'Allemagne, le plan Schuman et la communauté européenne, la renaissance de la Whermacht)* [12 février 1952] (p. 648 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Gau* [3 juillet 1952] (p. 3466 et suiv.) ; Article unique : *Son amendement tendant à permettre au preneur de s'opposer à la reprise par le bailleur en renonçant à la conversion* (p. 3480). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative à la retenue sur les commissions perçues sur les affaires traitées à l'étranger [11 juillet 1952] (p. 3796). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 36-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour écoles vétérinaires (Ecole vétérinaire de Toulouse)* [25 octobre 1952] (p. 4468) ; le retire (ibid) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Centre national des recherches de déportés à Alrosen* [2 décembre 1952] (p. 5899, 5900) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 17 : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie à tous les actes commis jusqu'au 16 janvier 1947* [28 novembre 1952] (p. 5852). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [28 novembre 1952] (p. 5844). — Prend part à la discussion : du projet de Loi de FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à relever le barème d'imposition des maisons de jeux* [21 décembre 1952] (p. 6883) ; — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Souffrances des Alsaciens pendant l'occupation, l'action du Gauleiter Wagner)* [18 février 1953] (p. 1119, 1120) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 24 bis : *Son amendement tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles* [26 février 1953] (p. 1376 et suiv.) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'étalement des vacances*

scolaires favorable au tourisme, la question des examens [6 mars 1953] (p. 1676); — du projet de loi relatif au contentieux administratif; en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 mars 1953] (p. 1896 et suiv.); Article premier: *Son amendement tendant à inclure les recours pour excès de pouvoir* [26 mars 1953] (p. 2362, 2363); Art. 3: *Son amendement tendant à ne pas interrompre les procédures déjà entamées* (p. 2365); Art. 4: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à laisser au Gouvernement le soin de fixer le statut des nouveaux tribunaux administratifs* (p. 2366); Art. 5: *Son amendement relatif à la représentation des parties devant les tribunaux administratifs* (p. 2367, 2368); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat* (p. 2370); *Amendement de M. Mignot tendant à énumérer les cas dispensés du ministère d'avocat* (p. 2372); *Son amendement tendant à permettre la représentation par mandataire* (p. 2372); Art. 8: *Son amendement relatif à l'introduction de la procédure de référé dans les cas d'urgence* (p. 2375); Article additionnel: *Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police* (p. 2375); Art. 9: *Son amendement tendant à faire dépendre de la Présidence du Conseil les tribunaux administratifs* (p. 2377 et suiv.); — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités: *Discussion générale (Ses observations sur les inondations du Sud-Ouest)* [26 mars 1953] (p. 2359). — Dépose une demande d'interpellation sur la construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud): *Ses observations sur le problème de la dissolution* [27 mai 1953] (p. 2863, 2864). — Dépose une demande d'interpellation: sur le projet de construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse [6 octobre 1953] (p. 4013); — sur la continuité de la politique européenne entreprise par la France [20 octobre 1953] (p. 4393); la développe: *Le danger soviétique toujours présent, les raisons pour vouloir l'Europe unie, l'entente directe entre l'Allemagne et les U.S.A., le réarmement inéluctable de l'Allemagne, l'association de la Grande-Bretagne à la C.E.D., la création d'une autorité politique supranationale, l'intégration des*

territoires d'outre-mer, le problème sarrois, la trêve de l'élection présidentielle [17 novembre 1953] (p. 5206 et suiv.); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à poursuivre la construction de la Communauté européenne* [24 novembre 1953] (p. 5488, 5507, 5508); *le retire* (p. 5508); — sur la publicité des offices de tourisme français à l'étranger, réservée à Paris et à la Côte d'Azur [23 février 1954] (p. 466). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales, en qualité de *Rapporteur: Application de la loi aux adjointes scolaires, caractère permanent de l'emploi, possession du diplôme d'Etat* [7 juillet 1954] (p. 3271 et suiv.); *Amendement de Mme Lempereur (Titularisation comme assistantes sociales d'agents ayant occupé un autre poste avec un autre titre)* (p. 3274); Art 2: *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à supprimer cet article relatif à la hiérarchie des assistants sociaux* (p. 3275); *Nombre des bénéficiaires de la titularisation* (p. 3276); — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de reconstruction d'une école vétérinaire à Toulouse [8 juillet 1954] (p. 3348). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.): *Discussion générale: Danger du réarmement allemand autonome, situation de la France en cas d'attaque atomique, garanties incluses dans le traité de communauté européenne de défense, problème de l'égalité des droits, caractère supranational du traité, associations du type O. T. A. N.* [29 août 1954] (p. 4449 à 4451); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955: *Article additionnel de Mme Lefebvre et de M. Coutant (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents); Application de l'article 68 du règlement* [17 novembre 1954] (p. 5128, 5129); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord: *Son ordre du jour avec demande de priorité* [10 décembre 1954] (p. 6106); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris: *Discussion générale: Opposition de « l'Europe intégrée » — française — à « l'Europe associée » anglo-américaine, militairement dominée par l'Allemagne; Ses questions écrites: Armée nationale allemande indépendante (Recrutement, instruction, discipline, budget), contrôles externes,*

intégration stratégique atlantique (A l'échelon groupe d'armées), interdiction de fabrication (Reprise seulement partielle de l'ancien article 107 — armes atomiques et aviation militaire); Possibilité pour l'Allemagne d'importer, par ailleurs, des armes atomiques (Déclarations de M.M. Bevan et Mac Millan aux Communes, position inverse du Gouvernement français — textes), controverses de M. le Président du Conseil touchant le rôle réel de l'Agence des armements (Pouvoirs de contrôle ou de décision) et de son directeur (Supériorité des institutions collégiales de l'ex-C.E.D.; Insuffisances de ladite agence (« Echec » à Londres et à Paris — fragiles espoirs d'amélioration); Discriminations consenties au profit de l'Angleterre (Comparaison adéquate avec les T. O. M. et l'Afrique du Nord — « vassalité » de fait); Admission de l'Allemagne à l'O.T.A.N., ses risques (Révisionisme allemand), réponse gouvernementale (Réfutation); Rappel des ordres du jour concordants d'octobre, en vue d'une intégration plus poussée; Accueil hostile des commissions (Affaires étrangères : 1 voix de majorité); Argument de la carte forcée (« Bourrage de crâne à l'usage du parlementaire moyen » — cf. J. Moch), gravité égale des conséquences en cas de ratification (Participation de l'Allemagne réarmée aux futures conférences « à quatre » et collusion possible avec l'U.R.S.S.) — refus donc de la Wehrmacht [22 décembre 1954] (p. 6770 à 6778); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : Amendement de M. L. Noël (Contrôle parlementaire proposé pour tout accroissement des forces militaires européennes); Atteinte aux pouvoirs normaux de l'exécutif [28 décembre 1954] (p. 6906); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : Budget de la Radio-diffusion [31 janvier 1955] (p. 509); — d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : Ses explications de vote sur la question de confiance (Algérie, dispositions militaires, méthodes de la police, plan de réformes et divergences gouvernementales; Tunisie, frontières de l'autonomie interne, négociation par personnes interposées, discours de M. Schumann à Thionville; Le nationalisme marocain; M. Mendès-France et la bataille d'Allemagne) [4 février 1955] (p. 755 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, pour 1955;

Etat A, Chap 53-10 : *Motion communiste concernant l'Alsace* [17 mars 1955] (p. 1629). = S'excuse de son absence [20 juillet 1951] (p. 5998); [29 novembre 1954] (p. 5572). = Obtient des congés [20 juillet 1951] (p. 5998); [29 novembre 1954] (p. 5572).

COSTE-FLORET (M. Paul), Député de l'Hérault (M. R. P.).

Ministre de l'Information.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 8 mars 1952,

Ministre d'Etat.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Ministre de la Santé publique et de la Population

(Cabinet LANIET)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé président : de la Commission de la production industrielle [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [30 octobre 1952] (**F. n° 175**). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [9 juillet 1954] (**F. n° 408**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [25 mars 1952] (**F. n° 123**) [23 juillet 1954] (**F. n° 412**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, n° 115. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, n° 116. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à exonérer des prestations d'alcool prévues par le décret du 28 avril 1951 les viticulteurs sinistrés, n° 133. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution relative à la revision de la Constitution, n° 402. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin, n° 581. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 1148. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à maintenir ou à replacer dans la première section de l'Etat-major général certains officiers généraux, n° 1150. — Le 29 décembre 1951, une proposition de loi modifiant l'article 384 du Code général des impôts, relatif à la redevance due sur les eaux-de-vie vendues directement aux élaborateurs de spiritueux, n° 2293. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi portant réforme de certaines règles de la police judiciaire et de l'instruction préparatoire, n° 3182. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions chargée d'examiner le dossier transmis par M. le Ministre des Affaires étrangères, relatif aux opérations de présentation de deux conseillers de la République représentant les Français de Tunisie (application de l'article 2 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République et de l'article 55 de ladite loi modifié par la loi n° 52-399 du 12 avril 1952), n° 3501. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'article premier de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du Code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, n° 3917. — Le 4 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 3917) de M. Paul Coste-Floret tendant à abroger l'article premier de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du Code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, n° 4002. — Le 28 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la résolution (n° 4886) adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une

prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à abroger l'article premier de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du Code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, n° 4899. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, n° 5065. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur l'avis (n° 5077) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3417) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à abroger l'article premier de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du Code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, n° 5182. — Le 12 mai 1953, un projet de loi portant révision des articles 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14, (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e et 3^e alinéas) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, n° 6129. — Le 20 octobre 1953, un projet de loi tendant à majorer les allocations familiales, n° 6906. — Le 12 juin 1954, un projet de loi relatif aux maisons d'enfants à caractère sanitaire, n° 8658. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à permettre la réalisation du plan quadriennal d'équipement sanitaire et social, n° 8868. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 291 du Code du vin pour préciser les indications d'origine qui peuvent être données aux vins de coupage, n° 9373. — Le 5 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 9373) de M. Paul Coste-Floret tendant à compléter l'article 291 du Code du vin pour préciser les indications d'origine qui peuvent être données aux vins de coupage, n° 9400. — Le 12 octobre 1955, une proposition de loi tendant à majorer la dotation du fonds spécial de garantie institué par l'article 4 de la loi du 8 août 1950 comprenant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles (section viticole), n° 11590. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatives au droit de reprise de certains locaux, n° 11803.

— Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le régime des baux commerciaux, n° 11995.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de Constantine (1^{re} circonscription, 2^e Collège) [2 août 1951] (p. 6179). Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e Collège) : en qualité de *Rapporteur* [10 août 1951] (p. 6311). — Dépose une demande d'interpellation sur les projets du Gouvernement d'avancer la date des grandes vacances scolaires [4 décembre 1951] (p. 8746). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER: *Sa demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Daladier* [28 décembre 1951] (p. 10055, 10056); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, amendé par le Conseil de la République, Art. 29 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* [3 janvier 1952] (p. 38). — Ses rapports sur des pétitions [4 janvier 1952] (p. 142). — Est nommé *Ministre de l'Information* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 26 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre de l'Information* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : *Discussion générale (Nécessité de respecter l'indépendance beylicale)* [10 avril 1952] (p. 2085 et suiv.); *Son rappel au Règlement (Renvoi à la Commission)* (p. 2092); en qualité de *Rapporteur* [11 avril 1952] (p. 2202, 2203); Art. 1^{er}; *Contre-projet de M. Minjot tendant à proroger les pouvoirs des deux Conseillers actuellement en exercice* (p. 2203); *Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte gouvernemental prévoyant l'élection des Conseillers par l'Assemblée Nationale sur présentation des membres français du Grand Conseil de Tunisie et des conseils municipaux* (p. 2205). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Election des deux sénateurs de Tunisie, renvoi du dossier à la Commission du suffrage universel* [20 mai 1952] (p. 2345). — Dépose une demande d'interpellation sur l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin et une réforme du statut vinicole [5 juin 1952] (p. 2636); la développe : *Ses observations sur la mévente du vin, l'augmentation de l'aire du vignoble, la lutte contre l'alcoolisme, le prix excessif du vin au détail, l'amélioration de la qualité, les prestations d'alcool vinique, le blocage du vin, la distillation du vin* [4 juillet 1952] (p. 3580 et suiv.); *Sa demande de suspension de séance* (p. 3605); *Son ordre du jour demandant l'assainissement du marché viticole par des détaxes, la distillation et l'accroissement des exportations* (p. 3606); *Amendement de M. Rochet à son ordre du jour demandant la réduction des taxes sur le vin* (p. 3608). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Sa demande de suspension de séance* [27 juin 1952] (p. 3297); *Sa demande de renvoi pour avis à l'Assemblée de l'Union française* (p. 3298 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 3305); — d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son rappel au Règlement (Sa demande de scrutin)* [4 juillet 1952] (p. 3541); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3543). — Ses rapports sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3612). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Application à l'Algérie de la loi sur la dévolution des biens de presse* [8 juillet 1952] (p. 3654, 3655). — Dépose une demande d'interpellation sur l'assainissement du marché du vin réclamé par l'Assemblée Nationale unanime [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Ses observations sur l'organisation du marché du vin* [21 octobre 1952] (p. 4273); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4796, 4797); Art. 1^{er}; *Amendement de M. Benoist tendant à substituer « travailleur »*

à « salarié » [22 novembre 1952] (p. 5466); Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* (p. 5469); *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471, 5472); Art. 5 : *Son amendement tendant à donner aux inspecteurs du travail le contrôle des lois sociales* (p. 5472); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 2 : *Amendement de M. Grousseau tendant à tenir compte des mesures de grâce à intervenir* [25 novembre 1952] (p. 5598); *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les écrivains* (p. 5602); Article nouveau : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux articles 3, 4, 5 et 6 les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations* (p. 5666); Art. 8 : *Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés de la Haute-Cour de justice à l'expiration des peines encourues* (p. 5671, 5672); Art. 16 : *Demande de renvoi de l'article relatif aux inéligibilités à la Commission du suffrage universel* [28 novembre 1952] (p. 5823); *Suppression des inéligibilités* (p. 5825). — Est entendu sur une demande de prolongation du délai imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur un projet relatif à l'assainissement du marché du vin [4 décembre 1952] (p. 5951). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ordre de discussion des amendements* [21 décembre 1952] (p. 6871). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Joseph Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Est entendu sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget de la Santé publique* [29 octobre 1953] (p. 4661). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Nécessité d'étaler les crédits sur un temps suffisant pour ne pas rompre l'équilibre financier du Plan hospitalier national, accepte le chiffre de dix ans proposé par le rapporteur* [30 octobre 1953] (p. 4706); — du projet de loi portant majoration des ALLO-

CATIONS FAMILIALES : *Discussion générale (Forfait de 20 milliards adopté pour le montant des sommes à répartir, problème de l'équilibre d'ensemble de la Sécurité sociale, application possible de l'article premier de la loi de finances faute d'un relèvement des cotisations de la Sécurité sociale); sa demande de prise en considération du projet gouvernemental* [30 octobre 1953] (p. 4712 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Observations préliminaires (Sanatorium d'étudiants de Saint-Hilaire-du-Harcouët, problèmes du personnel, du prix de la journée, des crédits d'équipement)* [4 novembre 1953] (p. 4825); *Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant au renvoi de la discussion jusqu'au dépôt de diverses lettres rectificatives (Assistance à la famille)* [5 novembre 1953] (p. 4835); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-11 : *Pas de suppression de la direction de la Santé de la Seine* (p. 4860); Chap. 31-12 : *Amendement de M. Charret portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Création promise de diplômes d'assistantes de psychologie et de physico-thérapeutes)* (p. 4861); Chap. 31-51 : *Amendement de Mme de Lipkowski portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Insuffisance du contrôle sanitaire aux frontières : Aéroport d'Orly)* (p. 4861); Chap. 34-01 : *Frais de déplacement des inspecteurs de la santé, de la population et de la pharmacie* (p. 4862); Chap. 36-11 : *Subventions à l'Institut national d'hygiène et à l'Institut d'études démographiques* (p. 4862, 4863); Titre IV, Chap. 43-11 : *Bourses pour les écoles d'infirmières; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Insuffisance numérique du personnel qualifié, création proposée d'écoles normales ou départementales d'infirmières)* (p. 4863, 4864); *Dossiers en instance touchant le titre d'infirmier ou d'infirmière* (p. 4864); Chap. 43-12 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Bourses d'études aux élèves infirmières)* (p. 4864); *Amendement de Mme François portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Bourses d'études aux élèves sages-femmes, nouvelles méthodes d'accouchement sans douleur)* (p. 4864); Chap. 43-91 : *Subventions aux Centres régionaux d'éducation sanitaire populaire; Amendement de Mme de Lipkowski portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Crédits insuffisants)* (p. 4865);

Chap. 46-12 : Réductions tarifaires concédées par la S. N. C. F. aux tuberculeux en sana, amendement de M. Mora portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (p. 4865); Chap. 46-14 : Centre de la santé publique de Soissons (Explications fournies à M. David) (p. 4866); Chap. 46-21 : Amendement de M. Charret portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Ecole des sourds-muets de Lyon) (p. 4866, 4867); Chap. 46-23 : Assistance à la famille (Virement de crédits suggéré entre les chapitres concernant l'assistance à l'enfance, n° 4622, et à la famille, n° 4623, nécessité de modifier le décret du 11 mai 1953) (p. 4867); Chap. 46-26 : Assistance médicale gratuite; Amendements de MM. Ballanger et Charret portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Barèmes de répartition des frais entre l'Etat, le département et les communes, intention prêtée au Gouvernement d'interdire la « départementalisation », cas particulier de la Seine-et-Oise, de Lyon et du Rhône) (p. 4871 et suiv.); Amendement de M. Coudray portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Participation aux frais imposée aux bénéficiaires les plus déshérités) (p. 4874); Chap. 47-11 : Amendements de MM. Charret, Barrot et Mme Rabaté portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Protection nécessaire contre les dangers d'explosion dans les laboratoires; Valeur thérapeutique des gammaglobulines; Opportunité d'un Code de déontologie internationale; Fabrication et trafic illicite des stupéfiants; Lutte contre la poliomyélite) (p. 4877); PRÉSIDENT DU CONSEIL (2^e délibération), Etat B, Chap. 6200 : Demande de renvoi du chapitre relatif à l'équipement du Commissariat à l'Energie atomique présentée par M. Gaillard (Réduction exagérée des crédits) [26 novembre 1953] (p. 5545, 5546); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Motion préjudicielle de Mme Roca tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt d'une lettre rectificative ouvrant de nouveaux crédits (p. 5547); Etat A, Chap. 3111 : Economie de la lettre rectificative donnant en partie satisfaction à l'Assemblée (p. 5548); Amendement de MM. Barrot et Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de la Santé (Inspecteurs de la Santé publique et médecins naturalistes d'Alsace-Lorraine) (p. 5549); Chap. 3611 : Demande de disjonction du chapitre relatif à la subvention à l'Institut national d'hygiène présentée par M. Couinaud

(Insuffisance de la subvention) (p. 5550); Chap. 4631 : Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards, infirmes incurables (Non-application de la loi Cordonnier du 19 avril 1952, misère de certains infirmes) (p. 5551, 5552); Etat B, Chap. 5610 : Reconstruction des établissements nationaux pour les vieillards et infirmes (Insuffisance des hospices en Corse) (p. 5553); Chap. 6610 : Equipement des hôpitaux et établissements de bienfaisance (Séparation des ménages dans les asiles de vieux) (p. 5554); Article additionnel : Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir la titularisation par décret de certains employés de l'Institut national d'hygiène (p. 5555, 5556); Etat A, Chap. 4721 : Subventions aux familles (Services d'assistance des préfectures) (p. 5557); Rétablissement de l'assistance aux familles (p. 5558); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines PRESTATIONS FAMILIALES : Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis-aller constitué par le texte accepté par le Gouvernement) [15 décembre 1953] (p. 6866). — Répond à une question de M. Paquet relative à l'autorisation de vente de la boissons coca-cola [11 juin 1954] (p. 2942). — Donne sa démission de Ministre la Santé publique et de la Population (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation, Art. 1^{er} : Amendement de M. Fonlupt-Esperaber (Obligation de fournir des aliments et âge de l'enfant) [27 juillet 1954] (p. 3642); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins (Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil) : Droits imprescriptibles de la famille, avènement de la polygamie en droit français, avis de la Commission de réforme du Code civil, adoption d'un enfant adultérin [27 juillet 1954] (p. 3647 et suiv.); Modification de la conception de la légitimité en droit français par la Commission de réforme du Code civil (p. 3651, 3652); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : Discussion générale (Politique viticole, qualité et encépagement dirigé, problème social) [3 août 1954] (p. 3805 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la revision de la Consti-

tution : *Sa motion préjudicielle (Ajournement de la révision de la Constitution jusqu'au vote en deuxième lecture de la C.E.D.)* [11 août 1954] (p. 4086) ; *Son rappel au Règlement (Application de l'article 46 et discussion des motions ; position du groupe M.R.P. dans ce débat)* (ibid.) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à permettre au Président du Conseil désigné d'être assisté de ses Ministres au banc du Gouvernement* [29 novembre 1954] (p. 5583, 5584) ; Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* [30 novembre 1954] (p. 5611, 5612). — Dépose une demande d'interpellation sur le désordre apporté par les nouvelles dates de la rentrée scolaire [7 octobre 1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-61 : *Répression des fraudes* [26 novembre 1954] (p. 5468, 5469) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Marché viticole et soutien des prix* [27 janvier 1955] (p. 320) ; Etat A, Chap. 44-24 : *Son amendement* (« Propagande en faveur du vin ») (p. 323) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aide aux inondés* (p. 326) ; Art. 7 bis : *Fonds pour le développement des adductions d'eau et programme conditionnel* (p. 330) ; Art. 11 : *Son amendement (Généralisation de la prestation d'alcool vinique)* (p. 331) ; *Navette et plénitude du droit d'amendement des députés ; Modification du Règlement* (p. 332, 333). — Ses rapports sur des pétitions [2 février 1955] (p. 643, 644). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement, Art. 12 : *Textes adoptés conformes, puis modifiés par amendements sous la III^e République ; Plénitude du droit d'amendement ; Discussions budgétaires* [4 février 1955] (p. 723, 724) ; *Modifications en dernière lecture, inconstitutionnalité de l'amendement de M. Simonnet* (p. 726) ; Art. 4 : *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture)* (p. 728) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Urgence de la réforme fiscale ; Les abus du contrôle et l'injustice, cause du mouvement de revendication fiscale ; Assainissement du circuit de distribution, extension du système du forfait, répartition des*

recettes de l'Etat, suppression des impôts directs, impôt à la base et augmentation des allocations familiales) [28 mars 1955] (p. 2013 à 2016). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [7 juillet 1955] (p. 3672). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Contre le passage à la discussion de l'article unique (Diminution des droits de la famille légitime au profit des droits de l'individu, recherche d'un statut intermédiaire entre la légitimation et l'adoption)* [19 juillet 1955] (p. 3885 à 3890, 3894). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des verreries de Carmaux (Usine du Bousquet d'Orb) [21 juillet 1955] (p. 4000). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement : *Son article additionnel (Réduction des séances de nuit, liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* [21 juillet 1955] (p. 4005 et suiv.) ; *En retire le cinquième alinéa (Cas des débats portant sur une investiture, une question de confiance ou une motion de censure)* (p. 4010) ; Art. 12 : *Amendement de M. P. Guérard (Questions orales hors tour limitées à la seule séance du vendredi)* (p. 4017). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4386). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Date des élections en Algérie ; Amendement de M. Bendjelloul tendant à la suppression de cet article* [15 novembre 1955] (p. 5690) ; *Article additionnel de M. Defos du Rau (Élections le même jour sur toute l'étendue du territoire)* (p. 5696). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961). = S'excuse de son absence [13 mars 1952] (p. 1260), [9 novembre 1954] (p. 4824), [17 mars 1955] (p. 1600), [3 mai 1955] (p. 2426). = Obtient des congés [13 mars 1952] (p. 1260), [9 novembre 1954] (p. 4824), [17 mars 1955] (p. 1600), [3 mai 1955] (p. 2426).

COSTES (M. Alfred), Député de la Seine [5^e secteur] (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet

1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire les avances de crédits nécessaires au paiement du personnel de l'usine Salmson de Boulogne et à prendre les mesures indispensables au fonctionnement normal de cette entreprise, n° 1480. — Le 21 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible, n° 1647. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, n° 1944. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de la chute d'eau de Carla-Raviège dans le département du Tarn, n° 2105. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas instituer un permis de conduire pour les motocycles dont la cylindrée ne dépasse pas 125 centimètres-cubes, n° 2417. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, n° 7933. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-746 du 29 avril 1948 relative à la journée du 1^{er} mai, n° 10380.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Hausse des prix, crise économique imminente)* [5 décembre 1951] (p. 8826) ; Chap. 1040 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Répartition interna-*

tionale des matières premières) (p. 8830) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Comité franc-dollar)* [11 décembre 1951] (p. 8987) ; Chap. 5020 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'association pour l'accroissement de la productivité* (p. 8988, 8989) ; — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9490, 9491) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas opposer la loi au droit de grève* [26 juin 1952] (p. 3233). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Poursuites contre MM. Duclos et Le Leap, débat sur la crise économique* [25 novembre 1952] (p. 5634, 5635). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements de la police parisienne qui, le 9 février 1953, à 21 h. 45 a arraché de la façade du siège de la fédération des travailleurs de la métallurgie, le portrait de M. Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T. [20 février 1953] (p. 1230). — Est entendu sur la question orale de Mme Guérin à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, au sujet des licenciements aux établissements Lavalette et à l'usine Kleber-Colombes [6 mars 1953] (p. 1668). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des travailleurs de la régie nationale des usines Renault [12 mai 1953] (p. 2638). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter les rapports sur la majoration des allocations familiales, les salaires des travailleurs de l'Etat, le chômage et la majoration de l'allocation aux vieux* [12 mai 1953] (p. 2647). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Son article additionnel (Inondations, réparation des dommages)* [27 janvier 1955] (p. 355, 356).

COT (M. Pierre), Député du Rhône (1^{re} circonscription) (R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216).

Dépôts :

Le 15 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relatives aux congés de longue durée des fonctionnaires, n° 5096. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à interdire toute expulsion ou éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus, n° 11027.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Belfort : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6412, 6413, 6414, 6415, 6416, 6417, 6418, 6419); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6419); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Mitterrand (Politique économique non viable du Gouvernement, guerre d'Indochine, nécessité d'un choix dans les urgences)* [20 novembre 1951] (p. 8207, 8208); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, Chap. 10-00 : *Amendement de M. Fouchet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Débat sur la question marocaine)* [22 novembre 1951] (p. 8324, 8325); Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Situation du petit personnel)* (p. 8325, 8326); Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les indemnités résidentielles (Auxiliaires à l'étranger)* (p. 8327); Chap. 50-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres françaises à l'étranger* (p. 8328); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle de la haute autorité)* [7 décembre 1951] (p. 8913, 8914); *Ses obser-*

vations sur l'imprécision du fonctionnement du pool, la fermeture des mines de charbon en France, le rôle de la haute autorité, la concentration de l'industrie allemande, le programme français d'investissements contrôlé par la haute autorité (p. 8958 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la position prise par le Gouvernement dans les négociations relatives à l'armée européenne [5 février 1952] (p. 424). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Le blanc-seing donné au Gouvernement, le problème de la sécurité, l'hostilité du peuple allemand au réarmement, l'inexistence d'une Europe viable, le mécontentement américain)* [16 février 1952] (p. 732 et suiv.); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Nécessité d'opter entre les différentes tâches, danger des nouveaux impôts, plans de M. P. Reynaud, réarmement et guerre d'Indochine)* [28 février 1952] (p. 1122, 1123); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'hémorragie financière de la guerre d'Indochine, l'impossibilité d'une victoire militaire)* [10 avril 1952] (p. 2108, 2109); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952; **Art. 46** : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Châtillon* [17 juin 1952] (p. 3004). — Dépose une demande d'interpellation sur les risques d'extension de la guerre brusquement aggravée en Corée, à la suite des bombardements entrepris par l'aviation américaine sur les installations hydro-électriques du Yalu [1^{er} juillet 1952] (p. 3352). — Prend part à la discussion du projet de **LOI DE FINANCES** (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la crise économique menaçante dans le monde occidental, le déficit de la balance commerciale, le paiement en or de nos dettes commerciales, la concurrence commerciale étrangère et notamment allemande, le commerce avec l'Est entravé, l'aide aux investissements privés, les prix de revient français exagérés, les charges de la guerre d'Indochine, le changement nécessaire de politique et de fiscalité)* [6 décembre 1952] (p. 6047 et suiv.). — Prend part : à la discussion du projet de loi

relatif au redressement financier : *Discussion générale* (Ses observations sur la nécessité de mettre un terme à la guerre d'Indochine, le caractère antidémocratique de notre système fiscal, les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement, le déficit de la trésorerie, la diminution de notre production industrielle, le déficit de notre balance commerciale, les primes aux exportateurs, la réduction des crédits d'investissements, la situation économique de l'Europe, la politique extérieure, les négociations à entreprendre pour ramener la paix au Viet-Nam) [19 mai 1953] (p. 2771 et suiv.) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : Ses observations sur la procédure de révision constitutionnelle concernant le droit de dissolution, l'exercice de ce droit, le contrôle parlementaire, les causes du malaise social [27 mai 1953] (p. 2868 et suiv.) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : Ses observations sur la longueur de la crise et son utilité, le désarroi de la majorité et la vanité de toutes habiletés, l'évolution de la situation internationale et la nécessité d'une politique étrangère nouvelle (Conférence à Quatre, armée européenne, guerre d'Indochine) ; les problèmes économiques et financiers, le regroupement fatal de toutes les forces démocratiques et populaires [18 juin 1953] (p. 3078 et suiv.) ; — à la discussion du rapport portant révision de la Constitution : Son rappel au Règlement (Absence de quorum) [17 juillet 1953] (p. 3566) ; *Discussion générale* (les qualités de la Constitution, les défauts des hommes qui l'appliquent, l'analyse du rapport de M. Defos du Rau, les articles « trompe l'œil », les articles « entraves aux droits de l'opposition » « l'investiture au rabais » prévue par la Commission, le peu d'importance réelle des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République, l'extension des cas où l'état de siège peut être prononcé, la modification du régime des immunités parlementaires) (p. 3583 et suiv.) ; Article premier : Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège (Renvoi de l'amendement en Commission (p. 3606) ; Sa demande de renvoi en Commission de l'article (p. 3608) ; Art. 7 : Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si

l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération [21 juillet 1953] (p. 3712) ; Son amendement relatif aux parlementaires en détention préventive (p. 3715) ; le retire (ibid) ; Art. 6 : Amendement de M. Maurice Faure tendant à ne prévoir qu'une seule seconde lecture assortie de délais et à maintenir la nécessité d'un vote à la majorité absolue à l'Assemblée si le vote du Conseil de la République a été pareillement acquis à la majorité absolue [22 juillet 1953] (p. 3774, 3775) ; Art. 8 : Son sous-amendement tendant à substituer pour l'investiture la majorité absolue à la majorité simple (p. 3784) ; Art. 9 : Son amendement tendant à ne faire refuser la confiance par l'Assemblée qu'à la majorité absolue (p. 3789) ; le retire (ibid). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites (MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Mazuez (Contradiction entre l'application des articles 46 et 18 bis du Règlement) [22 juillet 1953] (p. 3763) ; Son rappel au Règlement (Audition des députés poursuivis) (p. 3764). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Ses explications de vote sur la question de confiance : « magnifique départ » du Président du Conseil, « fâcheux virage » à Bruxelles et à Londres, son interview prétendue à un sénateur américain, pas de majorité à l'Assemblée pour les Accords sans la question de confiance, hausse « habile » des salaires, reconnaissance inopportune du Gouvernement Adenauer comme « seul Gouvernement régulier de toute l'Allemagne », « négociations parallèles » avec l'Est admises en paroles, mais inaction en fait du Gouvernement, embûches de ses adversaires à éviter, « mission » à remplir (« l'homme de la paix... à cause de Genève ») [12 octobre 1954] (p. 4666, 4667, 4668) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Paris : *Discussion générale* : bonne foi et « neutralisme » de M. Mendès-France ; inefficacité militaire des douze divisions allemandes de l'Ouest (Aussitôt compensées par douzes autres de l'Est) ; Leur danger politique (Choc ou collusion) ; Contrôles et précautions illusoire ; Parallèle avec la C. E. D. (Armée nationale allemande, Etat-major et service de renseignements ; Entrée directe à l'O. T. A. N.) ; Hostilité des meilleurs Allemands eux-mêmes à la remilitarisation ;

*Dénonciation du pacte franco-russe (Pressions symétriques de Londres); Reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme seul représentant de toute l'Allemagne (Interprétation contestable de M. Mendès-France); Impossibilité désormais d'une Conférence à Quatre sur l'Allemagne; Rapprochement possible germano-soviétique (Unité allemande et débouchés orientaux); Ajournement nécessaire de la ratification (Divergences touchant la Sarre, imprécisions sur l'Agence des armements), tentative indispensable préalable de Conférence à Quatre — réfutation de la « carte forcée » alliée, atouts de la France, géographiques et juridiques (Droit de veto — polémique avec M. Mendès-France); Evocation des délégations populaires et des souvenirs de la Résistance) [23 décembre 1954] (p. 6824 à 6828). — Dépose une demande d'interpellation sur les élections au Viet-Nam et l'interprétation de l'accord sur la Sarre [8 mars 1955] (p. 1150); est entendu sur la fixation de la date de discussion [30 mars 1955] (p. 2111). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Envoi de troupes en Afrique du Nord, coexistence pacifique des Français et des Musulmans, terrorisme et répression, choix entre intégration et répression, réforme agraire* [29 juillet 1955] (p. 4485 à 4487); — d'interpellations sur l'Algérie : *Maintien de la présence française en Algérie, courant d'indépendance nationale du monde arabe, inefficacité de la politique de force, politique d'apaisement* [13 octobre 1955] (p. 5090 à 5093).*

COTY (M. René), *Président de la République.*

Le 19 janvier 1954, un message, n° 7627.

Interventions :

Répond à M. le Président Vincent Auriol lors de la transmission des pouvoirs [J. O. du 17 janvier 1954] (p. 658). — Son message à l'Assemblée Nationale à l'occasion de sa prise de fonctions : *Décadence prétendue de la France, nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat, caractère national du problème social, solidarité de la France et de l'Union française, grand dessein pacifique : l'Europe* [19 janvier 1954] (p. 77, 78).

COUDERT (M. Lucien), *Député du Tarn.*
(R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé secrétaire : de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217); de la Commission de la presse [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé vice-président de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des immunités parlementaires [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216). Est nommé membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [17 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé juge suppléant de la Haute-Cour de Justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

Dépôts :

Le 10 août 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, n° 660. — Le 28 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut être levée l'immunité d'un député, d'un conseiller de la République ou d'un conseiller de l'Union française (adoptée définitivement par l'Assemblée Nationale le 30 juillet 1949 pour laquelle une nouvelle délibération a été demandée par M. le Président

de la République, n° 4898. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5238) concernant M. Roger Linet, n° 5675. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5102) concernant M. Gautier, n° 6884. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6577) de M. André Bardon ayant pour but d'enrayer les progrès de la myxomatose par la répression pénale de sa propagation, n° 7729. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7492) concernant M. André Gautier, n° 7961. — Le 19 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 7096) de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur les dispositions de l'arrêté du 18 avril 1952, relatif au taux de remise des revendeurs de journaux quotidiens et publications périodiques, n° 8095. — Le 26 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir le rachat ou la résiliation de la concession accordée au Maroc à une société privée pour l'exploitation de la télévision, n° 8166. — Le 12 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 8374) concernant M. Goubert, n° 8657. — Le 28 août 1954, une proposition de loi sur les possibilités de recul de la limite d'âge des membres du personnel des entreprises nationalisées ayant des enfants à charge ou pères d'au moins trois enfants, n° 9242. — Le 3 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 7767) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à exclure des interdictions prévues par la loi du 21 mai 1836 les concours gratuits, dotés de prix ou non, organisés à titre de propagande par les journaux ou publications périodiques possédant un numéro d'inscription à la commission paritaire des papiers de presse, n° 9646. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9347) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux loca-

taires de bonne foi le bénéfice de l'assistance judiciaire chaque fois qu'ils font appel au juge des référés en application de la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954, n° 10190. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française, n° 10300. — Le 3 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 10263) concernant M. Bouvier-O'Cottureau, n° 10648. — Le 24 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Kauffmann et Wolff (n° 10183) tendant à accorder une indemnité de 10 0/0 aux personnes ayant trouvé des valeurs ou des sommes importantes et les ayant restituées aussitôt à leurs propriétaires ou les ayant déposées aux mairies, commissariats de police ou bureaux de gendarmerie dans un but analogue, n° 10795. — Le 24 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport (n° 332) fait au cours de la précédente législature, repris le 26 juillet 1951 par M. Courant, sur la proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Barrachin ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique ; II. les propositions de loi : 1° de MM. Frédéric-Dupont et Barrachin (n° 569) ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique ; 2° de MM. Frédéric-Dupont, Louis Rollin et Marcellin (n° 2347) ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique ; 3° de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues (n° 4384) tendant à abroger les articles 29, 30 et 31 de l'ordonnance n° 45-1484 relative à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, et à modifier le titre V de la même ordonnance, n° 10796. — Le 23 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 7984) complétant le Code pénal par un article 454 bis en vue de réprimer la destruction de certains animaux par des épizooties provoquées ; 2° la

proposition de loi (n° 6577) de M. André Bardon ayant pour but d'enrayer les progrès de la myxomatose par la répression pénale de sa prorogation, n° 10997. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 11896.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges, Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6475, 6471, 6472). — Est élu *Juge suppléant de la Haute-Cour de Justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3141 : *Ses observations sur l'insuffisance des bourses* [7 novembre 1952] (p. 4837) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 19 : *Sa motion tendant à reporter le débat à une date indéterminée* [28 novembre 1952] (p. 5865) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 janvier 1953] (p. 544) ; — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse ; Article unique : *Son amendement tendant à représenter les deux rameaux de la fédération nationale de la presse* [20 février 1953] (p. 1237) ; *Amendement de M. Gosset tendant à prévoir par décret des critères pour la valeur représentative des organisations professionnelles* (p. 1237) ; *Son sous-amendement tendant à exclure les publications portant atteinte à la moralité publique* (p. 1238) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 34 : *Son amendement relatif à la révision des condamnations prononcées pendant l'occupation contre des résistants* [27 février 1953] (p. 1457) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; Article unique : *Son amendement tendant à ne rembourser aux candidats que le coût du papier*

et l'impression des bulletins de vote [20 mars 1953] (p. 2059, 2060) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas rembourser le coût de l'impression des circulaires* [20 mars 1953] (p. 2067) ; *le reporte à l'article 2* (p. 2067) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : en qualité de *Rapporteur* [25 mars 1953] (p. 2322 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse ; Art. 3 : *Amendement de M. André Hugues (Protection des petits journaux et partage des biens entre les entreprises utilisatrices)* [7 mai 1954] (p. 2221) ; — du projet de loi relatif aux incapacités et inéligibilités ; Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger (Incapacité électorale perpétuelle et cas des condamnations avec sursis)* [10 juin 1954] (p. 2902) ; — d'une proposition de résolution autorisant les poursuites, en qualité de *Rapporteur : Poursuites contre M. Goubert, Député de l'Inde, pour avoir soustrait un territoire à l'autorité de la France* [29 juin 1954] (p. 3120, 3124) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution ; Art. 7 : *Son amendement tendant à éviter certaines manœuvres dilatoires en matière de levée d'immunité parlementaire* [29 novembre 1954] (p. 5581) ; — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites concernant M. Bouvier-O'Cottereau, en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1955] (p. 2664) ; — d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1955] (p. 3784 à 3787) ; Art. 4 : *Amendement de Mlle Marzin (Suppression des peines d'emprisonnement et de confiscation)* (p. 3789) ; de cette proposition de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5801, 5802, 5804) ; — du projet de loi relatif au service des comptes courants et chèques postaux et à la publicité des protêts, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 juillet 1955] (p. 3798).

COUDRAY (M. Georges), *Député de l'Ille-et-Vilaine (M.R.P.).*

Son élection est validée [21 novembre 1951] (p. 8246). — Est nommé Président de la Com-

mission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 décembre 1951] (F. n° 66), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 4 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 54 F du Code du travail concernant les congés annuels, n° 2359. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10, paragraphe 7, de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 2908. — Le 14 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial des distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion de leur congrès à Paris, en juin 1952, en faveur des capitaines qui ont commandé des navires à voile, n° 2943. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de garantie des prêts consentis par l'Etat aux organismes d'H. L. M. et de Crédit immobilier, n° 3590. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 8 octobre 1919 modifiée par la loi du 2 août 1927, établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce, n° 4088. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 4592) de M. André Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à débloquer les 33 milliards encore bloqués sur le budget de la construction pour l'année 1952; 2° à prendre les mesures nécessaires pour l'application des articles 4 et 17 de la loi du 3 janvier 1952 relative aux dommages de guerre; 3° à soumettre au Parlement les dispositions prévues dans l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, n° 4632. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. les pro-

jets de loi : 1° (n° 1394) tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel; 2° (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (Dispositions concernant les mesures tendant à mettre les terrains nécessaires à la disposition immédiate des constructeurs). — II. la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1469) tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation, n° 5863. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 75) de M. Jean-Paul Palewski tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour les constructions à caractère précaire, n° 5884. — Le 26 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur : I. les projets de loi : 1° (n° 1394) tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel; 2° (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (Dispositions concernant les mesures tendant à mettre les terrains nécessaires à la disposition immédiate des constructeurs). — II. la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1469) tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation, n° 6022. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relatif à l'indemnisation des dommages de guerre, n° 6126. — Le 10 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 6114) tendant à abroger l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, modifiant l'article 36 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. Coudray et plusieurs de ses collègues (n° 6126) tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953

relatif à l'indemnisation des dommages de guerre; 3° de M. Kauffmann et plusieurs de ses collègues (n° 6319) portant annulation de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifiant l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 4° de M. Chochoy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 6351) tendant à la suppression de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1953 (Réparations des dommages de guerre), n° 6510. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 6596) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5528) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à accorder des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 6638. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, immédiatement, une subvention de 100 millions de francs destinés à venir en aide aux producteurs de pommes de terre de primeurs dont les cultures ont été anéanties par les gelées, n° 8372. — Le 18 décembre 1954, une proposition de loi tendant à instituer la solidarité entre vendeur et acquéreur d'un lot de co-propriété en ce qui concerne le paiement des charges arriérées, n° 9767. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre, sous certaines conditions, le bénéfice de l'assurance invalidité aux étudiants affiliés au régime général de la sécurité sociale comme salariés, postérieurement au début de la maladie, n° 9847. — Le 24 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas défavoriser les sinistrés industriels et commerçants dont le bien détruit n'est pas encore reconstitué, n° 10506. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de loi concernant le maximum de la participation financière de l'Etat pour les travaux relatifs à la restauration de l'habitat rural et tendant à obtenir une augmentation du plafond de la subvention en faveur des familles nombreuses, n° 10610. — Le 13 mai 1955, une proposition de loi tendant à créer un Conseil supérieur du logement et de l'habitation, n° 10743. — Le 8 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le plafond des

ressources pour l'admission à l'allocation compensatrice des augmentations de loyers, n° 11169. — Le 23 juillet 1955, une proposition de loi tendant à exonérer les livraisons de blé inférieures à 50 quintaux : 1° de la cotisation de résorption; 2° de l'application du quantum, n° 11303. — Le 26 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 10506) de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas défavoriser les sinistrés industriels et commerçants dont le bien détruit n'est pas encore reconstitué, n° 11320. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales jusqu'à l'âge de 20 ans aux apprentis ne percevant aucun salaire, n° 11538. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et aux agents du service général à bord des navires, ainsi qu'à leurs ayants cause, le bénéfice des dispositions de l'article 4, alinéa premier, de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relatif au droit à pensions, rentes ou allocations, n° 11828.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développements des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bases aériennes (Réquisitions abusives de terrains)* [12 décembre 1951] (p. 9081); le retire (ibid.); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des collaborateurs occasionnels (Cachets des postes régionaux)* [19 décembre 1951] (p. 9334); le retire (ibid.); JUSTICE, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tribunaux des pensions (Tribunaux paritaires des fermages)* [21 décembre 1951]; (p. 9527); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder un abattement aux pères ayant élevé cinq enfants* [22 décembre 1951] (p. 9580); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à prévoir une révision du régime des prestations fami-*

liales agricoles en 1952 [22 décembre 1951] (p. 9645); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** pour 1952, Art. 4 : *Demande de disjonction présentée par M. Secrétain, de la ligne « Fonds national de l'habitat »* [22 décembre 1951] (p. 9620); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : En qualité de *Rapporteur pour avis* [22 décembre 1951] (p. 9645); [23 décembre 1951] (p. 9726, 9727); Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Vieillards sinistrés, économiquement faibles sinistrés)* [24 décembre 1951] (p. 9766, 9767); *Son rappel au règlement (Disjonction de son amendement)* (p. 9767, 9768); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la voirie et à augmenter les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 9785); Art. 11 : *Son amendement tendant à favoriser les familles nombreuses pour l'octroi des primes à la construction* (p. 9805); *le retire* (p. 9806); Art. 9 : *Son amendement tendant à favoriser l'accession à la petite propriété* (p. 9802); Art. 24 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis du Ministre de la Santé publique* (p. 9812); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement relatif aux frais d'inscriptions hypothécaires* (p. 9812); *Son amendement tendant à permettre la construction privée aux offices d'habitation à loyer modéré* (p. 8912); *le retire* (p. 8913); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Art. 19 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au remboursement par l'Etat des honoraires d'architectes* [3 janvier 1952] (p. 37); *Rectification d'une erreur de forme* (p. 37); *Ses explications de vote* (p. 44); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 : Art. 1^{er}, Etat A, **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE**, Chap. 9191 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions immobilières (Aérodrome de Saint-Jacques-de-la-Lande à Rennes)* [27 décembre 1951] (p. 9929); *le retire* (p. 9929); Art. 2, Etat B, Chap. 9012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest)* [27 décembre 1951] (p. 9933). — Est entendu sur une question posée par M. Bichet, relative aux restrictions de crédit [25 janvier 1952] (p. 384). — Prend part à la discussion : d'une propo-

sition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir un décret d'application dans un délai de quinze jours après la promulgation* [25 janvier 1952] (p. 403); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 405); — du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire figurer la loi dans le Code de la pharmacie* [14 mars 1952] (p. 1322, 1323); *le retire* (p. 1323); — du projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à insérer le texte de la loi dans le Code de la pharmacie* [14 mars 1952] (p. 1327); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} avril 1952] (p. 1668, 1669); Art. 6 : *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 milliards d'économies sur les budgets de la Reconstruction et des investissements, présentée par M. Triboulet* [2 avril 1952] (p. 1772); Art. 7 : *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir un emprunt de 30 milliards au profit de la Caisse autonome de Reconstruction* [3 avril 1952] (p. 1829); Art. 6 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 6 prévoyant 110 milliards d'économies par décret* [8 avril 1952] (p. 1995); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti : *Discussion générale (Ses observations sur l'emprunt de la Caisse autonome de reconstruction)* [20 mai 1952] (p. 2357); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : *Son amendement tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1949* [3 juillet 1952] (p. 3485, 3486). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative au paiement des impôts des petites entreprises [4 juillet 1952] (p. 3539). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché des pommes de terre de primeur en Bretagne)* [8 juillet 1952] (p. 3700, 3701); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Etat A, Chap. 3114 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel ouvrier des ponts et chaussées (Gratifications des conducteurs de*

chantiers [24 octobre 1952] (p. 4411); le retire (p. 4412); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Sa motion préjudicielle demandant de surseoir à la discussion en attendant de connaître le montant exact des crédits accordés à la reconstruction* [30 octobre 1952] (p. 4582 et suiv.); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3121 : *Enseignement maritime (Ecoles nationales de navigation)* [14 novembre 1952] (p. 5111); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à surseoir à la discussion en attendant de savoir le montant des crédits affectés à la reconstruction* [15 novembre 1952] (p. 5179); Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Halbout tendant à rétablir les crédits pour l'administration centrale (Titularisation d'agents temporaires, délivrance des permis de construire)* (p. 5191, 5192); *Demande de rétablissement des crédits pour l'admission centrale présentée par le Gouvernement* (p. 5192); Chap. 3102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs (Titularisation des agents contractuels)* (p. 5235, 5236); Chap. 3121 : *Service de désobusage et déminage* (p. 5237); Chap. 3122 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 6 millions les crédits pour les honoraires d'architectes (Architectes conseils du Ministère)* (p. 5238); Chap. 3411 : *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (Attributions du permis de construire)* (p. 5240); Chap. 3492 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile* (p. 5242); Chap. 3493 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 5 millions les crédits pour remboursements à diverses administrations (Impressions de barèmes)* (p. 5243); Chap. 3723 : *Demande de rétablissement des crédits du chapitre relatif aux études d'immeubles types, présentée par le Gouvernement* (p. 5244); Chap. 3731 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour expertises de dommages de guerre (Lenteur des expertises)* (p. 5245); Chap. 4421 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 5248); Chap. 4622 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les associations syndicales (Coopératives de reconstruction)* (p. 5249, 5250); Article additionnel : *Amendement de M. Siefridt tendant à faire gérer les constructions provisoires par le Ministre de la Reconstruction et non par le domaine ou les anciens com-*

battants (p. 5251); MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4501 : *Exploitation des services maritimes (Cabotage côtier concurrencé par l'étranger)* [15 novembre 1952] (p. 5280, 5281); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Art. 25 : *Son amendement tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction aux collectivités locales et services publics qui font construire* [27 novembre 1952] (p. 5749, 5750). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la construction d'une usine hydro-électrique marémotrice sur la Rance [31 octobre 1952] (p. 4652, 4653). — Est entendu sur un conflit de compétence entre deux commissions relatif au projet de loi facilitant l'acquisition de terrains pour la construction [13 novembre 1952] (p. 5058, 5059). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952* [21 novembre 1952] (p. 5394 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la reconstruction au rythme de 80.000 logements par an au lieu des 300.000 nécessaires, coût trop élevé de la construction en France)* [5 décembre 1952] (p. 6044 et suiv.); Art. 38 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à permettre aux artisans l'emploi de la force motrice et la constitution de stocks* [11 décembre 1952] (p. 6165); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des allègements fiscaux par décret en faveur de la construction de logements* [21 décembre 1952] (p. 6900); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6461); Art. 47 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas accorder de primes à la reconstruction pour des logements revendus dans un délai de cinq ans* [20 décembre 1952] (p. 6781); Article additionnel : *Amendement de M. B. Manceau tendant à permettre aux H. L. M. de bénéficier des prêts du Comptoir des entrepreneurs* (p. 6782); *Son amendement tendant à faire bénéficier de la loi du 28 juin 1938 les sociétés coopératives de construction* (p. 6785); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 : *Sa demande de renvoi du débat* [23 janvier 1953] (p. 189, 190); Art. 3 :

Motion de M. Le Coutaller demandant plus de crédits pour la reconstruction pour pouvoir achever la réparation des dommages de guerre en 1960 (p. 202 et suiv.); *Sa demande de deuxième délibération de l'article* (p. 208); **Art. 7 : Motion préjudicielle de M. Sibué demandant la réalisation d'un plan de construction de 240.000 logements par an** (p. 209); **Art. 3 : Son amendement tendant à permettre des virements de crédits entre chapitres en cours d'exercice par décret** (p. 225); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; **Art. 7 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction** [5 février 1953] (p. 936 et suiv.); **Art. 31 bis : Présentation du budget de la Reconstruction** (p. 953). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux paiements aux producteurs de blé [23 janvier 1953] (p. 193). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1953; **Art. 1^{er} : Création d'emplois de contrôleurs des mutuelles agricoles** [29 janvier 1953] (p. 672); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; **MARINE MARCHANDE; Art. 1^{er} A : Amendement de M. Cermolacce tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1952** [30 janvier 1953] (p. 700). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'application de la loi Mac Carran aux équipages de bateaux français : *Violation des droits de l'homme dans les pays communistes* [3 février 1953] (p. 838). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République; **Article unique : Son amendement tendant à étendre à tous les baux en cours la possibilité de révision** [10 mars 1953] (p. 1704, 1705). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Tenue d'une séance le samedi 21 mars* [10 mars 1953] (p. 1729). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction : **Discussion générale (Ses observations sur les conditions selon lesquelles doit se dérouler la discussion des projets de loi tendant à accélérer la construction de logements)** [17 mars 1953] (p. 1982); **Art. 1^{er} : Son sous-amendement**

tendant à exclure du bénéfice des dispositions de l'article les acheteurs de dommages de guerre (p. 1989); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; **Art. 8 : Son amendement relatif à l'octroi de la garantie des départements algériens aux emprunts contractés par les organismes d'I.L.M. et les sociétés de crédit immobilier** [18 mars 1953] (p. 2030, 2031); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; **Art. 3 : Son amendement tendant à permettre aux femmes mariées et aux mineurs de se faire ouvrir un compte d'épargne-construction** [20 mars 1953] (p. 2101); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations : en qualité de *Rapporteur* [20 mars 1953] (p. 2105 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. M. Grimaud tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la justice)* (p. 2109, 2110); *Suite du débat* (p. 2116); en qualité de *Rapporteur* [27 mars 1953] (p. 2480, 2481); **Art. 1^{er} : Amendement de M. Triboulet relatif à la procédure d'expropriation des zones destinées à l'habitation** (p. 2484, 2385); **Amendement de M. M. Grimaud tendant à laisser six mois pour réaliser un accord amiable avant l'expropriation** (p. 2487); *Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation* (p. 2488); **Article additionnel : Amendement de M. Halbout tendant à accorder aux établissements publics un délai de deux ans après l'expropriation pour commencer les travaux** (p. 2490); **Art. 2 : Amendement de M. Pluchet tendant à prévoir l'avis du Ministère de la Justice** (p. 2499); **Amendement de M. de Sesmaisons tendant à faire payer immédiatement le prix d'un immeuble quel qu'en soit le mode d'acquisition** (p. 2499, 2500); **Article additionnel : Amendement de M. Guérard tendant à prévoir la restitution du terrain s'il ne reçoit pas la destination prévue** (p. 2500); **Art. 3 : Amendement de M. Mignot tendant à interdire les expropriations en vue de location du terrain par les collectivités publiques** (p. 2502); **Amendement de Mlle Marzin relatif aux terrains de la zone périphérique de Paris** (p. 2503); **Art. 4 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la possibilité pour les collectivités de céder de gré à gré les terrains expropriés** (p. 2505); **Amendement de M. Mignot tendant à faciliter les cessions amiables de**

terrains par les collectivités (p. 2505); Art. 7 : Amendement de M. Delcos tendant à rendre obligatoire le remembrement des parcelles (p. 2506, 2507); Art. 8 : Amendement de M. Midol tendant à supprimer l'alinéa accordant une antériorité de droit aux prêteurs de fonds (2507); Art. 10 : Amendement de M. Gaubert tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2508, 2509); Art. 11 : Amendement de M. Midol tendant à fixer la gestion des immeubles expropriés remis en état (p. 2510); Amendement de M. Midol relatif au relogement des propriétaires expropriés (p. 2510, 2511); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur : Possibilités offertes par le projet pour l'expropriation des terrains nécessaires à la viabilité, aux écoles, hôpitaux, etc. [24 juillet 1953] (3901); Art. 1^{er} : Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques; Amendement de M. Grimaud tendant à rétablir le texte proposé par le Conseil de la République limitant nommément ce droit à l'Etat, aux départements, aux communes (Chambres de commerce et offices H. L. M. devant également bénéficier de ce droit) (p. 3901, 3902); Amendement de M. Lenormand tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République écartant toute expropriation sur plans d'aménagement par zones (Importance des plans d'aménagement par zones et de décentralisation industrielle, retard de la France à cet égard, instruments législatifs nécessaires) (p. 3904); Amendement de M. Nisse tendant à exiger que les projets d'aménagement soient préalablement « dûment approuvés » et non pas seulement « pris en considération » (Lenteurs considérables de la procédure d'approbation en Conseil d'Etat, l'étape de la « prise en considération » offrant déjà assez de garanties) (p. 3905); Art. 3 : Affectation des immeubles expropriés; Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyant la possibilité de mise en location pour quatre-vingt-dix-neuf ans aux fins d'implantations industrielles ou commerciales (Sa renonciation à ce texte considéré comme « révolutionnaire » en droit français) (p. 3906); Art. 13 : Applicabilité à l'Algérie; Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer cet article (La législation existante sur l'urbanisme et l'expropriation n'est pas applicable en Algérie) (p. 3907, 3908); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de

logements économiques et familiaux : Présenté le rapport de M. Siefert [20 mars 1953] (p. 2117); Art. 1^{er} : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types [21 mars 1953] (p. 2167); Art. 34 : Demande de prise en considération des articles obligeant les employeurs à investir dans la construction un et demi 0/0 des salaires versés, présentée par le Gouvernement (p. 2183); Sa demande de disjonction des articles obligeant les employeurs à investir dans la construction un et demi 0/0 des salaires versés (p. 2183); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Examen en deuxième lecture des projets relatifs à la construction [24 mars 1953] (p. 2232, 2233). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 6 : Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 (Ses observations sur les articles 6, 7, 8 et 11; souci d'exclure tout blocage ou suspension des crédits de reconstruction, art. 6; toutes modalités arbitraires de liquidation aux dépens des sinistrés, art. 7; refus d'un plafond anticipé aux crédits de reconstruction, art. 11; accueil favorable du nouveau fonds national du logement, art. 8) [7 juillet 1953] (p. 3315, 3316); Son amendement au nom de la Commission de la reconstruction tendant à exclure de l'application les crédits de reconstruction et de dommages de guerre et les prêts et crédits de construction (p. 3320); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : Plafonds divers de dépenses pour 1954 (Pour l'adoption du texte voté par le Conseil de la République, étendant, à la réparation des dommages de guerre, les possibilités de dépassement et de transfert prévues pour les crédits d'investissements) [10 juillet 1953] (p. 3472). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées au profit des souscripteurs de certaines sociétés de crédit différé (Crédit mutuel du bâtiment) [3 novembre 1953] (p. 4759); est entendu sur la fixation de la date de discussion : Comptes à rendre par le Gouvernement et mesures à prendre par lui (p. 4771); la développe : Le soutien de l'Etat aux sociétés de crédit différé [2 décembre 1953] (p. 5824, 5825). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A. Titre IV Chap. 46-26 : Assistance médicale gratuite;

Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Participation aux frais imposés aux bénéficiaires les plus déshérités) [5 novembre 1953] (p. 4873, 4874); *le retire* (p. 4874); Chap. 46-32 : *Allocation de loyer aux économiquement faibles*; *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif* (p. 4876); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Crise du cabotage, Convention de Londres réglementant la pêche)* [12 novembre 1953] (p. 4977); Chap. 47-31 : *Subvention à l'Établissement national des invalides de la marine* [14 novembre 1953] (p. 5119); Chap. 56-47 : *Enseignement maritime (Réforme de cet enseignement)* (p. 5120); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Discussion générale (Irréalité des 80 milliards existant sur le papier pour la reconstruction, les 100.000 logements par an à atteindre en 1954)* [30 novembre 1953] (p. 5690, 5691); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat B, Art. 3 : *Motion préjudicielle de M. A. Lenormand tendant à surseoir au débat tant que les crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction ne seront pas égaux à ceux de 1953* [1^{er} décembre 1953] (p. 5752); Art. 4, Etat D : *Sinistrés immobiliers achetant des appartements dans des immeubles préfinancés* (p. 5756); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1947* (p. 5758, 5759); *Demande de renvoi de l'article relatif aux H. L. M. à la Commission, présentée par M. Ballanger* (p. 5795); Art. 13 : *Son amendement tendant à étendre les primes à la construction aux logements de fonction construits par les établissements publics et collectivités locales* (p. 5801, 5802); Art. 26 : *Son amendement tendant à accorder priorité aux sinistrés pour l'achat des baraques provisoires* [2 décembre 1953] (p. 5873); Article additionnel : *Son amendement relatif à la titularisation de certains agents temporaires de la reconstruction* (p. 5874); *le retire* (ibid.); Art. 3, Etat C : *Crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 5879); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5882, 5883); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 61-60 : *Subventions pour l'équipement du génie rural (Lenteur des travaux d'électrification)* [4 décembre 1953] (p. 6022, 6023); Chap. 61-72 : *Equipement du génie rural (Vétusté de l'habitat rural)* (p. 6025); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Equipement d'Electricité de France (Barrage de la Rance)*

[10 décembre 1953] (p. 6433); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : *Amendement de M. Guiguen tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la reconstitution des dommages subis en Indochine* [31 décembre 1953] (p. 7201); Art. 10 : *Amendement de M. Guiguen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation des sinistrés mobiliers âgés de plus de 70 ans et économiquement faibles* (p. 7201); *Interprétation du deuxième alinéa relatif au paiement par dixièmes annuels des sinistrés mobiliers âgés et économiquement faibles* (p. 7202); Art. 12 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle de la construction de groupes de 50 logements par les H. L. M.* (p. 7206); Art. 12 bis A : *Dépôt d'un projet de loi portant refonte de la législation sur les H. L. M.* (p. 7207); Art. 13 bis : *Primes à la construction accordées aux collectivités locales et aux établissements publics pour les logements construits par eux* (p. 7208, 7209). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment* [24 novembre 1953] (p. 5491). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 22 : *Amendement de M. Rosenblatt relatif au taux de la retraite du combattant attribuée à partir de 55 ans aux bénéficiaires* [6 décembre 1953] (p. 6110); — du projet de loi concernant le Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Crédits affectés à l'accession à la propriété pour les habitations à loyer modéré, activité des sociétés de crédit immobilier)* [18 février 1954] (p. 386); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Siefridt (Date à prendre en considération pour obtenir le bénéfice des prêts spéciaux et des primes à la construction)* (p. 390); Article additionnel de M. Siefridt (*Facilités de trésorerie pour les souscripteurs engagés dans l'achat d'un immeuble; reprise des contrats d'acquisition*) (p. 393); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, Etat A, Chap. 54-61 : *Bases; travaux d'installation (Indemnisation des propriétaires d'immeubles situés dans la zone de l'aéroport de Saint-Jacques-de-la-Lande)* [19 mars 1954] (p. 1036, 1037);

SECTION GUERRE, Etat A, Chap 31-11 : *Soldes et indemnités des officiers (Problème du logement, logements réservés aux officiers et sous-officiers dans les habitations à loyer modéré)* (p. 1039). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement une question relative aux délais d'octroi des prêts spéciaux à la construction [19 mars 1954] (p. 1058). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Politique du logement, application de la loi du 1^{er} septembre 1948, prêts du Crédit foncier favorisant l'accession à la propriété, constructions d'H. L. M.* [23 mars 1954] (p. 1169); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Taxe à la valeur ajoutée, simplification du système fiscal, conséquence de la réforme pour les petites entreprises, développement du crédit aux artisans)* [24 mars 1954] (p. 1226, 1231); Art. 8 : *Amen- dement de M. Gaborit (Détaxation pour les produits de la pêche et de la pisciculture)* [26 mars 1954] (p. 1356); Art. 45 : *Son amen- dement (Fixation du bénéfice de l'artisan fiscal auquel s'applique le taux réduit)* [29 mars 1954] (p. 1428, 1429). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative au barrage de la Rance [11 juin 1954] (p. 2945). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux indus- triels ou artisanaux détruits par faits de guerre : *Indemnisation des commerçants locataires sinistrés qui ont perdu leur droit au bail* [30 juin 1954] (p. 3188); Art. 2 : *Amen- dement de M. Halbout (Remboursement à l'Etat par le locataire lorsque le propriétaire est mis en possession de ses droits à indemnité)* (p. 3192); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955; Art. 6 : *Construction du barrage de l'usine marémotrice de la Rance* [16 novembre 1954] (p. 5067, 5069); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINIS- TÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat B, Chap. 66-10 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Réadap- tation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 no- vembre 1954] (p. 5125, 5126); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-71 : *Habitat rural* [26 novembre 1954] (p. 5470, 5471); — du projet de loi

relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-26 : *Réforme des lois d'assistance, visiteurs enquêteurs* [2 décembre 1954] (p. 5694); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME pour 1955; MARINE MARCHANDE : *Déplore l'absence du Ministre* [6 décembre 1954] (p. 5879, 5880); Etat A, Chap. 31-01 : *Conséquences de la Convention de Londres dite de l'Overfishing pour l'artisanat de la pêche, dépeuplement des fonds* (p. 5888, 5889); Chap 41-01 : *Son amendement indicatif (Application de la Convention de Londres relative au maillage)* (p. 5901); le retire (p. 5902); Chap. 43-21 : *Apprentissage mari- time* (p. 5903); Chap. 47-31 : *Pensions des inscrits maritimes, des veuves de sauveteurs* [7 décembre 1954] (p. 5926); Etat B, Chap. 56-47 : *Etablissements d'enseignement maritime (Saint-Malo, Le Havre)* (p. 5929); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONS- TRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-02 : *Sa demande de disjonction ou de réserve (Prime de rendement pour les techniciens)* [21 janvier 1955] (p. 109); la retire (p. 110); Chap. 31-11 : *Ordre de discussion* (p. 110); sa demande de réserver les chapitres 31-11, Services exté- rieurs, Rémunérations principales, et 31-12, Indemnités et allocations diverses (p. 111); Chap. 37-03 : *Demande de disjonction par M. Thiriet de l'article 2 (Report des crédits de documentation sur la rémunération du personnel)* [24 janvier 1955] (p. 158); Chap. 37-11 : *Aménagement du territoire, décentralisation* (p. 162); Chap. 46-01 : *Contrôle des sociétés de construction; documentation pour la construction* (p. 169); Sa demande de réserver le chapitre : *Subventions à des organismes poursuivant une action d'information en faveur du logement et de l'urbanisme* (p. 169); Chap. 48-92 : *Sa demande de réserver les articles 2, 3 et 5 à 11* (p. 176); Etat D : *Crédits nécessaires pour l'achèvement de reconstruction, main-d'œuvre étrangère, action stimulante contre les difficultés, crédits de paiements* (p. 186, 187); Etat D, paragraphe premier, 2^e ligne : *Demande de disjonction de M. Halbout : Indemnités pour reconstitution des meubles* [26 janvier 1955] (p. 244); *Demande de réserver l'état D présentée par M. Lemaire* (p. 244); 9^e ligne : *Sinistrés hors de France* (p. 245); 8^e ligne :

Demande de disjonction de M. Gaubert : Evaluation des dommages mobiliers (p. 250); Art 12 : *Location simple et accession à la propriété; coopératives et sociétés de crédit immobilier* (p. 261, 262); *Amendement de M. Gaubert (Droit de priorité sur les prêts, jusqu'au 1^{er} août, en faveur des communes rurales)* (p. 275); *Son article additionnel : Mesures de protection civile* (p. 275); *le retire* (p. 276); Etat B, Chap 65-40 : *Politique d'entretien de l'habitat existant* (p. 280); *Article additionnel de M. Gaubert (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)* (p. 293); *Son amendement indicatif (H. L. M. et prêts bancaires; prêts complémentaires du Crédit Foncier et fonds commun de l'allocation logement)* [27 janvier 1955] (p. 311); *le retire* (ibid.); *Article additionnel de M. Gaubert (Achat de préfinancé avec des créances mobilières)* (p. 306); *Article additionnel de M. Claudius-Petit (Sociétés d'économie mixte communales et construction)* (p. 313); *Ordre de discussion quant aux articles concernant le personnel* (p. 344); Art. 14 bis : *Amendement de M. Gaubert (Dommages des communes pour voirie et réseaux divers et paiement en titres)* (p. 344, 345); *Article additionnel de M. Guiguen (Indemnité d'expropriation dans les régions dévastées)*; *Discussion sur l'application de l'article 68 du Règlement* (p. 346); Art. 17 : *Lettre rectificative de M. Lemaire (Primes de rendement, titularisations, cadre du Ministère, crédits de reconstruction et crédits mobiliers)* (p. 350, 351); *Son article additionnel (Personnel temporaire)* (p. 354); *le retire* (ibid.); Etat A, Chap. 31-11 : *Demande de disjonction de M. Gaubert : Rémunérations principales des services extérieurs* (p. 354); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat D, 3^e ligne : *Son amendement (Abattement pour usure normale)* [25 mars 1955] (p. 1953, 1954); *le retire* (p. 1954); Art. 9 bis : *Représentation des sinistrés auprès des organismes de reconstruction* (p. 1956); Art. 13 bis A : *Son amendement (Logements inoccupés construits avec l'aide de l'Etat)* (p. 1958, 1959); Art. 16 bis : *Insuffisance de personnel* (p. 1961); Art. 18 : *Son amendement (Reclassement du personnel licencié)* (p. 1962); de ce projet de loi en 3^e lecture, Art. 13 bis A : *Amendement de M. Estradère (Délai pour l'occupation de locaux construits avec l'aide de l'Etat)* [1^{er} avril 1955] (p. 2339, 2340); — du projet de loi relatif

aux dépenses du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 53-20 : *Son amendement indicatif (Maison de la Radio de Rennes)* [17 mars 1955] (p. 1630); *le retire* (p. 1634); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M. [22 mars 1955] (p. 1825, 1826); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Estradère (Procédure en cas de contestation)* (p. 1826); Art. 3 ; *Amendement de M. Ballanger (Majorations autorisées)* (p. 1827); Art. 3 ter : *Amendement de M. Estradère (Echanges de logements)* (p. 1828); Art. 6 ; *Amendement de M. Ballanger (Hausse des loyers)* (p. 1828). — Est entendu pour une demande de retrait de l'ordre du jour : *Discussion, en seconde lecture du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction* [23 mars 1955] (p. 1863, 1864). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à l'allègement de l'imposition à la surtaxe progressive en faveur des contribuables ayant contracté un emprunt pour l'achat ou la construction d'un appartement [25 mars 1955] (p. 1948, 1949). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Forfaits concernant les bénéficiaires industriels et commerciaux)* [29 mars 1955] (p. 2073). — Dépose une demande d'interpellation sur les importations de pommes de terre [21 juin 1955] (p. 3168); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Situation de la Bretagne, importations d'Espagne* [5 juillet 1955] (p. 3625, 3626). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à l'indemnisation des dommages de guerre professionnels [8 juillet 1955] (p. 3723). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Son article additionnel (Versement des sommes dues au fonds commun de l'allocation-logement)* [19 juillet 1955] (p. 3932); *le reprend sous forme d'amendement à l'article 18 bis* [20 juillet 1955] (p. 3975); *le retire* (p. 3976); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 9 : *Exonération de l'abattement pour vétusté des dommages de guerre des chambres de commerce et des ports autonomes* [26 juillet 1955] (p. 4294, 4297); Art. 4 : *Acomptes sur*

indemnités (p. 4299, 4300); en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1955] (p. 4596); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Modalités de la reconduction du budget et problèmes de la construction et des dommages de guerre* [27 juillet 1955] (p. 4333); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Non-emploi des crédits affectés à la construction des H. L. M.* [23 novembre 1955] (p. 5946). = S'excuse de son absence [6 août 1954] (p. 3906). = Obtient un congé [6 août 1954] (p. 3906).

COUINAUD (M. Pierre), *Député de l'Orne*
(A. R. S.).

*Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Population*

(Cabinet René MAYER)

du 14 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6125). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée nationale au sein du Conseil supérieur de la Sécurité sociale [28 août 1951] (**F. n° 27**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à établir un plan de financement de construction de 350.000 logements par an, **n° 550**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi relative à la remise en vigueur des dispositions prévues à l'article 367 du Code général des impôts, instituant la possibilité de report des contingents d'alcools en provenance des cidres et poirés, **n° 1303**. — Le 12 juin 1952, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur le projet de loi (n° 1490) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut

de la mutualité, **n° 3644**. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter, dans certains cas, la date de mise en recouvrement du rôle des contributions directes, **n° 8709**. — Le 9 juillet 1954, un rapport d'information, au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement, sur une mission d'études des problèmes de la construction en Italie du Nord, **n° 8882**. — Le 12 octobre 1954, une proposition de loi tendant à remédier à la taxation abusive dont sont l'objet les sociétés de courses et les associations d'encouragement à l'élevage en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires, **n° 9330**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à permettre la régularisation de certaines opérations de cession du droit à indemnité de biens sinistrés, **n° 9368**. — Le 17 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le régime de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers instituée par l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951, **n° 9480**. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à promouvoir, sous la direction d'une Caisse autonome de la construction, dotée de moyens appropriés aux besoins existants dans le domaine du logement, un vaste programme de réalisations, **n° 9912**. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond actuellement en vigueur en ce qui concerne les ressources prises en charge pour l'admission au bénéfice de la carte sociale d'économiquement faible, **n° 10952**. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à relever les moyens d'existence des personnes parvenues à l'âge de la retraite, **n° 11853**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Gers [5 juillet 1951] (p. 5879). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du logement en France [8 novembre 1951] (p. 7720). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Art. 9 : *Sa demande de disjonction de l'article fixant à 85 milliards les autorisations de programme* [24 décembre 1951] (p. 9799); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 2 : *Réforme de la Sécurité*

sociale dans un délai de six mois [4 janvier 1952] (p. 128, 129); Art. 5: *Demande de disjonction, présentée par M. de Sesmaisons, de l'article créant un fonds national d'allocations vieillesse agricole* [5 janvier 1952] (p. 155, 156).; Art. 14: *Son amendement satisfait* [26 février 1952] (p. 1014); Art. 15: *Son amendement tendant à ne pas infliger aux assurés sociaux les charges résultant de la construction d'hôpitaux* (p. 1015). — Dépose une demande d'interpellation: sur la crise du logement [22 janvier 1952] (p. 288); — sur la crise du logement et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à cet état de choses [14 mars 1952] (p. 1308). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux vignettes justifiant le paiement de la taxe unique sur la viande [28 mars 1952] (p. 1625). — Dépose une demande d'interpellation sur l'agitation révolutionnaire entretenue dans le pays par le parti communiste [3 juin 1952] (p. 2604). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux indemnités compensatrices dues pour l'emploi des prisonniers de guerre [6 juin 1952] (p. 2702, 2703). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juillet 1952] (p. 3433). — Dépose une demande d'interpellation: sur la grave crise du logement qui sévit en France [7 octobre 1952] (p. 4069); — sur les importations massives de viande de boucherie en période de pleine production française [6 novembre 1952] (p. 4774). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3101: *Ses observations sur l'insuffisance du rythme des constructions* [15 novembre 1952] (p. 5183); Chap 3102: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Débat sur la reconstruction)* (p. 5234); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat B, Chap. 4621: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Renouvellement des livrets de pensions)* [20 décembre 1952] (p. 6734); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953: *Discussion générale (Ses observations sur le problème du logement)* [18 dé-

cembre 1952] (p. 6563). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J.O.* du 11 janvier 1953, p. 402). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion: du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande; Article unique: *Son sous-amendement tendant à effectuer un pourcentage de 10 0/0 des fonds à la prophylaxie* [13 novembre 1953] (p. 5042, 5043); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3611: *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la subvention à l'Institut national d'hygiène (Insuffisance de la subvention)* [26 novembre 1953] (p. 5550); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 4, Etat D: *Sinistrés immobiliers achetant des appartements dans des immeubles préfinancés* [1^{er} décembre 1953] (p. 5756); Art. 13: *Amendement de M. Halbout tendant à accorder les primes à la construction même lorsque le plan n'est pas conforme aux plans types prévus par la loi du 15 avril 1953* (p. 5803); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5883). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour l'édification de 350.000 logements annuels pendant dix ans [18 février 1954] (p. 378). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 23: *Amendement de M. Pelleray (Exonération de la taxe à la transaction et de la taxe locale pour les affaires de vente portant sur le lait et les produits laitiers; détaxation de la margarine)* [6 juillet 1954] (p. 3213). — Pose: à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à la répartition des cotisations d'allocations familiales [9 juillet 1954] (p. 3385); — à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question concernant les taxes relatives à la commercialisation du beurre et de la margarine [5 novembre 1954] (p. 4777). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955, Etat C, Chap. 53-23: *Son*

amendement indicatif (Installation de l'automatique rural) [10 novembre 1954] (p. 4908). ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat C, Chap. 84-28 : *Son amendement (Recherche de débouchés pour les produits laitiers)* [26 novembre 1954] (p. 5529) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, Etat A, Chap. 37-41 : *Ordre de discussion* [21 janvier 1955] (p. 110) ; Chap. 37-31 : *Experts des dommages de guerre* [24 janvier 1955] (p. 159) ; Chap. 37-41 : *Décentralisation industrielle et secteur agricole* (p. 166) ; Etat D, paragraphe premier, ligne deuxième : *Dommages mobiliers affectés au solde de dommages immobiliers* [26 janvier 1955] (p. 239) ; Art. 12 : *Urgence d'un débat sur le logement, constructions de logements vastes à loyers bas* (p. 255) ; Art. 13 : « *Bonification d'intérêt* » et « *prime* » ; *Financement de la construction et émissions de la Banque de France* [27 janvier 1955] (p. 307, 308). — Dépose une demande d'interpellation : sur la réduction de la production d'alcool de pomme et de poire [18 mai 1955] (p. 2878) ; — sur les projets visant la marge bénéficiaire des pharmaciens [6 octobre 1955] (p. 4801) ; — sur le marché du beurre (activité de la Société Interlait, importations de produits étrangers) [6 octobre 1955] (p. 4803).

COULON (M. Pierre-Guy), Député de l'Allier (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour

la représenter au sein du Conseil supérieur de la sécurité sociale [3 février 1953] (**F. n° 228**).

Dépôts :

Le 18 janvier 1955, une proposition de loi tendant à prohiber l'usage de la clause de non-concurrence postérieure au contrat de travail des représentants de commerce, **n° 9926**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 209 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre par une disposition en faveur des ayants cause français d'origine ou par naturalisation, quelle que soit la date de celle-ci, des personnes de nationalité étrangère, **n° 11372**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Indre [5 juillet 1951] (p. 5881).

COURANT (M. Pierre), Député de la Seine Inférieure [2^e circonscription] (R. I.).

Ministre du Budget

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre du Budget

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902) = Est nommé Vice-Président de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des finances [25 mars 1952] (**F. n° 123**) ; titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [8 avril 1952] (**F. n° 130**). — Est nommé, par la Commission des finances,

membre : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à compléter l'article 622 du Code d'instruction criminelle, n° 330. — Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Frédéric-Dupont et Barrachin ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 332. — Le 21 août 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Affaires étrangères), n° 696. — Le 23 août 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 698) collectif d'ordonnancement portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; 2° ratification de décrets, n° 797. — Le 23 août 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 755) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), n° 798. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, n° 1279. — Le 18 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 988) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), n° 1514. — Le 14 novembre 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), n° 1526. — Le 15 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 996) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — I. Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 1553. — Le 16 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 977) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services

civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — I. Services des Affaires étrangères), n° 1597. — Le 16 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 980) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture), n° 1600. — Le 20 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 985) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II. Services financiers), n° 1609. — Le 22 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 997) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — II. Aviation civile et commerciale), n° 1668. — Le 22 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 994) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande), n° 1675. — Le 27 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 989) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), n° 1706. — Le 28 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 981) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), n° 1736. — Le 30 novembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 994) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et Population), n° 1778. — Le 11 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1001) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes et Téléphones. — Caisse nationale d'épargne), n° 1933. — Le 13 décembre 1951, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 984) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), n° 1980. — Le 18 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 982) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice

1952 (Education nationale), n° 2058. — Le 10 décembre 1951, une 2^e lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes et Téléphones. — Caisse nationale d'épargne), n° 2087. — Le 19 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 984) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. Charges communes), n° 2088. — Le 19 décembre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 982) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Education nationale), n° 2111. — Le 19 décembre 1951, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 982) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Education nationale), n° 2115. — Le 21 décembre 1951, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 984) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. I. — Charges communes), n° 2154. — Le 23 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2047) présenté par M. René Mayer, Vice-Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, n° 2196. — Le 26 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1935) portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2217. — Le 27 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2193) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, n° 2236. — Le 28 décembre 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2053) relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, n° 2262. — Le 1^{er} janvier 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 1935) portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2332. — Le

8 février 1952, un projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; 2^o ratification de décrets, n° 2587. — Le 8 février 1952, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 1935) portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2591. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4266) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et Urbanisme), n° 4349. — Le 31 octobre 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux municipalités d'accroître leur effort en faveur de la construction, n° 4586. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5085 rectifié) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4266) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et Urbanisme), n° 5108. — Le 6 février 1953, un projet de loi relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux, n° 5528. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, n° 6977. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6764) et la lettre rectificative (n° 7120) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, n° 7210. — Le 30 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6764) et les lettres rectificatives (n° 7120 et 7337) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, n° 7338. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7571) transmis par M. le Président du Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6764), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits

affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, **n° 7583**. — Le 12 février 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7696) tendant à autoriser le Gouvernement à prendre les dispositions financières nécessaires pour la mobilisation des créances hypothécaires du crédit mutuel du bâtiment et de certaines sociétés de crédit différé, **n° 7769**. — Le 8 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8268) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1199) tendant à autoriser le Gouvernement à prendre diverses dispositions financières et réglementaires relatives au Crédit mutuel du bâtiment et à certaines sociétés de crédit différé, **n° 8318**. — Le 4 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6815) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues relative à l'application aux Offices publics d'I.L.M. des dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, **n° 8381**. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 6793) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial ; 2° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 7542) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, **n° 8782**. — Le 28 août 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 8128) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945 et à indemniser les personnes lésées conformément à la législation sur les dommages de guerre, **n° 9241**. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9303) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement

et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, **n° 9640**. — Le 16 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9303) et la lettre rectificative (n° 9709) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, **n° 9732**. — Le 16 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Gaubert et plusieurs de ses collègues (n° 7012) tendant à fixer les modalités de versement de la cotisation de 1 0/0 due par les employeurs au titre de l'aide au logement en application du décret n° 53-701 du 9 août 1953 ; 2° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (n° 7853) tendant à abroger l'article 2 du décret n° 53-701 du 9 août 1953 et à fixer les conditions dans lesquelles s'effectuera la participation des employeurs à l'effort de construction ; 3° de MM. Duquesne, Catrice et Delmotte (n° 8188) tendant à compléter le décret n° 53-701 du 9 août 1953, instituant une cotisation de 1 0/0 sur les salaires, au profit de la construction de logements, **n° 9735**. — Le 23 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, **n° 10487**. — Le 1^{er} avril 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, relatif au développement des crédits afférents aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1955, **n° 10613**. — Le 26 mai 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 74) tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, 2° de M. Félix Gouin (n° 364) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 400) modifiant l'article 10, 5^e alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dom-

mages de guerre; 4° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 522) tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 5° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 748) tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu; 6° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 752) tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs; 7° de M. Le Roy Ladurie (n° 1376) tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis, partiellement détruits par faits de guerre; 8° de M. Isorni (n° 1379) tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés; 9° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 1820) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière; 10° de M. Pierre Souquès (n° 2429) tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 11° de M. Anthonioz (n° 2695) tendant à modifier l'article 6, 6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 12° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3458) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre; 13° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 4039) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre; 14° de MM. Catoire et Jean Cayeux (n° 4092) tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4321) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946

sur les dommages de guerre; 16° de M. Jean Crouzier et plusieurs de ses collègues (n° 4436) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 17° de M. Triboulet (n° 4457) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 18° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4459) relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 19° de MM. Desson et Titeux (n° 4858) tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 20° de M. Crouzier (n° 4902) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre; 21° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 5024) tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 22° de M. Crouzier (n° 5338) tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 23° de M. Henneguelle et plusieurs de ses collègues (n° 5405) tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 24° de M. Max Brusset (n° 5467) tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière; 25° de MM. Kauffman et Wolff (n° 5937) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 26° de M. Marcel Massot (n° 6335) tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence et suite de faits de guerre; 27° de MM. Jean Cayeux et Bouxom (n° 6388) relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition; 28° de M. Jean Crouzier (n° 7049) tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 29° de M. Febvay (n° 7367) tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les

dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France; 30° de M. de Saivre (n° 7480) tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre; 31° de M. Crouzier (n° 8225) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 32° de M. Maurice Grimaud (n° 8383) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-277 du 9 avril 1952 modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 33° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 8653) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 34° de M. Michel Mercier et Mme Francine Lefebvre (n° 8753) tendant à modifier l'article premier, deuxième alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre; 35° de M. Jean Crouzier (n° 8827) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle, détruits par faits de guerre; 36° de M. Febvay (n° 9736) tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 37° de M. Radius et plusieurs de ses collègues, sénateurs (n° 3089) tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 38° de M. Pluchet et plusieurs de ses collègues (n° 10227) tendant à permettre la libre disposition des créances de dommages de guerre; II. les propositions de résolution: 1° de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 4799) tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers; 2° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 7015) tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10850. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des agents commerciaux, n° 11037. — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1° à augmenter l'allocation vieillesse; 2° à réviser le délai de six mois auquel est limité le régime de la longue maladie pour les titulaires de pensions

ou rentes de vieillesse; 3° à procéder à la distribution aux vieillards, et dans certaines conditions, de denrées alimentaires de première nécessité, n° 11095.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Charente [10 juillet 1951] (p. 5918). — Est nommé *Ministre du Budget* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; MARINE MARCHANDE; Chap. 3040 : *Surveillance et protection des pêches maritimes* [23 août 1951] (p. 6440); Chap. 4060 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Etablissement national des invalides de la marine* (p. 6440, 6441); RECONSTRUCTION ET URBANISME; Chap. 1090 : *Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 6441); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 5150 : *Subvention à la S. N. C. F.* (p. 6443); RECONSTRUCTION ET URBANISME; Chap. 1020 : *Rémunération des auxiliaires* (p. 6448); Chap. 4090 : *Bonifications d'intérêts pour les habitations à loyers modérés* (p. 6449); Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses de remembrement* (p. 6449, 6450); Chap. 6140 : *Frais de vente des immeubles vendus par l'Etat* (p. 6450); Art. 36 : *Sa demande de reprise de l'article relatif à la parité entre diverses catégories de fonctionnaires* (p. 6458); — du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Contre-projet de M. Castera tendant à supprimer les taxes sur le blé et la farine* [30 août 1951] (p. 6644); *Contre-projet de M. Loustau tendant à instituer une taxe sur les blés commercialisés* (p. 6645); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer les seigles* (p. 6647); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer les blés de qualité* (p. 6647); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Valentino tendant à détaxer la farine importée dans les départements d'outre-mer* (p. 6648); — d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O. N. I. C. en faveur des négociants de grains; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Sourbet relatif à l'escompte des effets des coopératives* [30 août 1951] (p. 6673). — Répond à une

question : de M. Pierrard relative à l'application des taxes forestières aux artisans laitiers [31 août 1951] (p. 6710) ; — de M. Besset relative aux intoxications survenues à Brassac-Mines [31 août 1951] (p. 6710). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Cristofol tendant à mentionner les « associations de parents d'élèves » [8 septembre 1951] (p. 7162) ; Art. 2 : Motion préjudicielle de M. Patinaud tendant à discuter du salaire minimum interprofessionnel de toute urgence [9 septembre 1951] (p. 7193) ; Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales (p. 7196, 7197) ; Amendement de M. Boisdé tendant à financer le projet grâce à des économies ou à des plus-values de recettes (p. 7202) ; Motion de M. Boisdé tendant à ce que le Gouvernement trouve 5 milliards de crédits sur les ressources des comptes spéciaux (p. 7203) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendement de M. Boisdé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant 6 milliards d'économies à réaliser [21 septembre 1951] (p. 7579, 7580). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Report de la date limite du délai pour l'octroi de l'amnistie fiscale [18 septembre 1951] (p. 7422). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 10 : Avances du Trésor aux diverses caisses [25 septembre 1951] (p. 7624, 7625). — Répond à une question : de M. de Gracia relative au régime fiscal des ostréiculteurs [16 novembre 1951] (p. 8144) ; — de Mme Poinso-Chapuis sur le réemploi de la plus-value réalisée sur la vente d'un immeuble [16 novembre 1951] (p. 8144) ; — de M. Garet sur la mutation d'immeubles à l'occasion du remembrement d'exploitations rurales [16 novembre 1951] (p. 8144) ; — de Mme Poinso-Chapuis sur la taxation des plus-values réalisées sur la vente d'immeubles [16 novembre 1951] (p. 8145) ; — de M. Rabier sur l'approvisionnement en tabacs des débits algériens [16 novembre 1951] (p. 8145). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FINANCES ; Chap. 1000 : Amendement de

M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Reclassement du personnel) [23 novembre 1951] (p. 8462, 8463) ; Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Situation des auxiliaires) (p. 8463) ; Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Dons et subventions déduits du revenu servant de base à l'impôt) (p. 8484) ; Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Création d'emplois d'aides commis) (p. 8464) ; Chap. 1080 : Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Reclassement des percepteurs) (p. 8465) ; Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Gardiens verseurs des perceptions) (p. 8465) ; Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Transformations d'emplois) (p. 8465) ; Chap. 1100 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction générale des impôts (Suppression du contrôle polyvalent) (p. 8466, 8467) ; Chap. 1120 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Direction des impôts (Création d'emplois d'experts fiscaux) (p. 8467) ; Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Direction des impôts (Receveurs de 1^{re} classe) (p. 8468) ; Chap. 1130 : Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les receveurs non fonctionnaires (Receveurs de 2^e classe) (p. 8468) ; Chap. 1260 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration des douanes (Transformation d'emplois des contrôleurs des douanes) (p. 8469) ; Chap. 3000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le contrôle des assurances (p. 8469, 8470) ; Chap. 3050 : Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Indemnité kilométrique) (p. 8470) ; Chap. 3060 : Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel (Insuffisance des frais de matériel et de déplacement) (p. 8470, 8471) ; Chap. 3150 : Demande de rétablissement

des crédits pour le matériel et les bâtiments (p. 8471); Chap. 3220 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le parc automobile (p. 8471, 8472); IMPRIMERIE NATIONALE; Chap. 3000 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Exagération des dépenses d'impression) (p. 8475); Chap. 6000 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'équipement (Construction de bâtiments) (p. 8475); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative [29 novembre 1951] (p. 8644 et suiv.); Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle de M. Bégouin [13 décembre 1951] (p. 9119); Demande de suspension de séance de M. Bégouin (p. 9120); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION; Art. 2 : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à fixer à 1.000 francs la taxe radiophonique [19 décembre 1951] (p. 9358); Relèvement de la taxe radiophonique (p. 9360); JUSTICE : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Moatti [21 décembre 1951] (p. 9514); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Tanguy Prigent tendant à réaliser l'égalité entre les prestations agricoles et celles des salariés et à relever le taux de la surtaxe progressive (p. 9534); Contre-projet de M. Tanguy Prigent tendant à relever le taux de la taxe à la production (p. 9536); Article additionnel : Amendement de M. Castera tendant à abroger la taxe de circulation des viandes, les taxes sur les betteraves, vins, tabac et bois (p. 9541); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à augmenter la cotisation proportionnelle à la taxe à la production (p. 9543); Article additionnel : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à abroger la taxe sur les céréales (p. 9574); Art. 3 : Amendement de M. Billat tendant à exonérer de cotisation les exploitants de terres dont le revenu cadastral est inférieur à 100 francs (p. 9575); Art. 6 bis : Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés (p. 9576, 9577); Art 6 ter : Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti (Mise en vigueur du nouveau cadastre) (p. 9578, 9579); Article additionnel : Amendement de M. Charpentier tendant à ne prévoir l'application de la taxe sur les salaires aux agriculteurs que par une loi (p. 9579); Amendement de

M. Castera tendant à prévoir une avance du Trésor (p. 9580); Amendement de M. Billat tendant à prévoir le dépôt d'un projet établissant l'égalité avec les prestations payées aux salariés (p. 9580); P. T. T.; Chap 1000 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Créations d'emplois, comptables des recettes) [23 décembre 1951] (p. 9664); Chap. 1030 : Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Transformations d'emplois d'ingénieurs) (p. 9665, 9666); Explications de vote sur l'ensemble (Déficit des P. T. T.) (p. 9682); FINANCES, CHARGES COMMUNES : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Relèvement du salaire minimum) [23 décembre 1951] (p. 9704); Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Relèvement des salaires) (p. 9704); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Rajustement des pensions des retraités) (p. 9704, 9705); Chap. 4110 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les rentes viagères de l'Etat (Insuffisance de la revalorisation) (p. 9706); Chap. 5100 : Amendement de M. Pineau tendant à créer un fonds régulateur des prix (p. 9706, 9707); Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour les subventions économiques (Subvention du sucre de canne) (p. 9708); Article additionnel : Renvoi des articles à la Commission (p. 9708); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} bis : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre la date du 1^{er} janvier 1952 au lieu de celle du 1^{er} avril [3 janvier 1952] (p. 85); Art. 1^{er} ter : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le taux de 0,55 0/0 pour la cotisation proportionnelle à la taxe à la production (p. 86). — Répond à une question : de M. Rabier relative à la vente des tabacs français en Algérie [7 décembre 1951] (p. 8925, 8926); — de M. Girard relative à l'établissement du cadastre dans les départements d'outre-mer [14 décembre 1951] (p. 9202). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : Suite du débat sur le budget [21 décembre 1951] (p. 9504). —

Répond à une question : de M. Boisdé relative au paiement des impôts [21 décembre 1951] (p. 9509); — de M. Kuehn relative aux personnels des Eaux et forêts d'Alsace et de Lorraine [21 décembre 1951] (p. 9510). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Article premier, Etat A : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subsistances militaires (Nourriture des soldats) [22 décembre 1951] (p. 9582); Etat B : Amendement de M. Gautier, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds forestier (Déboisement fait par les Américains) (p. 9584); Etat B : Demande de disjonction du compte allocations aux familles d'enfants dans l'enseignement primaire, présentée par M. Pierrard (Application de la loi Barangé) (p. 9587, 9588); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à surseoir au débat en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement [23 décembre 1951] (p. 9731); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art 29 : Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages [3 janvier 1952] (p. 42); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Article premier, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 801 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction d'immeubles sinistrés (Insuffisance des 5 milliards prévus) [26 décembre 1951] (p. 9874, 9875); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs la subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance des réalisations en Afrique équatoriale) (p. 9891, 9892); Amendement de M. Silvandre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au F. I. D. E. S. (Hôpital de Mopti) (p. 9892, 9893); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 800 : Amendement de M. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements hospitaliers (Hôpital de Saint-Lô) [27 décembre 1951] (p. 9918); Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres de bienfaisance (Poliomyélite et cancer) (p. 9919, 9920); Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équi-

pement des hôpitaux (Hospices de Lyon) (p. 9920); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : Amendement de M. Palewski tendant à disjoindre les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du fonds d'investissement routier) (p. 9925); Chap 90-79 : Demande de renvoi à la commission du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan) présentée par M. Paquet (p. 9926, 9927); Art. 18 bis : Crédits de paiement pour l'agriculture [28 décembre 1951] (p. 10009); Son rappel au règlement (Recevabilité de son amendement) (p. 10060); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 18 bis : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux crédits pour les adductions d'eau [3 janvier 1952] (p. 47 et 48); Art. 21 : Présentation au Parlement d'achats annexes sur les investissements dans les T.O.M. (p. 58); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art 2, Etat B : Entreprises industrielles et commerciales, amendement de M. Lanet tendant à majorer de 4.500 millions les prêts aux petites entreprises [27 décembre 1952] (p. 9978); Art. 16 : Amendement de M. Charpentier tendant à affecter les remboursements à de nouveaux prêts [28 décembre 1951] (p. 10008); Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel) (p. 10026, 10027); Sa demande de renvoi à la commission (p. 10027); Amendement de M. Bissol tendant à octroyer 400 millions de prêts agricoles dans les départements d'outre-mer (p. 10029); Sa demande de deuxième délibération (Crédits aux petites entreprises) (p. 10030); Explications de vote sur l'ensemble (p. 10034, 10035); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 15-35 : Amendement de M. André tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (Différence de solde avec les troupes des T.O.M.) [29 décembre 1951] (p. 10090); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale en 1952; Article premier, Etat A, GUERRE, Chap. 90-00 : Amendement de M. A.-F. Mercier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation

[30 décembre 1951] (p. 10156) ; — d'un nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux : *Discussion générale* [30 décembre 1951] (p. 10169) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 10172) ; — du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952 : *Discussion générale* [30 décembre 1951] (p. 10279) ; Art. 5 : *Amendement de M. Charpentier relatif au remboursement des avances du Trésor pour le paiement des allocations temporaires aux vieux exploitants agricoles* (p. 10281, 10282) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 13 : *Modification du régime de l'allocation vieillesse des vieux travailleurs agricoles* [5 janvier 1952] (p. 152) ; Article additionnel : *Amendement de M. La Chambre tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet de réforme fiscale avant le 1^{er} mai 1952* [5 janvier 1952] (p. 168) ; Art. 6 A : *Demande de disjonction présentée par M. Cristofol, du quatrième paragraphe relatif à la politique d'économies faite sur l'avis d'experts* (p. 170). — Donne sa démission de *Ministre du Budget* (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre du Budget* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la Médaille militaire : *Discussion générale (Subvention de 25 millions)* [5 février 1952] (p. 434, 435) ; — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [7 février 1952] (p. 494) ; *Sa demande de disjonction de l'article accordant des facilités de transports aux invalides* [8 février 1952] (p. 559, 560) ; Art. 6 : *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 561) ; — d'un rapport sur la rémunération des fonctionnaires algériens : *Discussion générale* [8 février 1952] (p. 550). — Répond à une question de M. Guthmuller sur les frais d'enregistrement des actes de concessions d'eau [8 février 1952] (p. 556). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Demande d'interruption du débat présentée par M. Godin (Observations sur l'économie du projet, les impôts nécessaires, les économies difficiles à réaliser)* [26 février 1952] (p. 971 et suiv.) ; *Demande d'ajournement du débat*

présentée par M. Denais (Report de la date du dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu) (p. 984, 985) ; *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Frédéric-Dupont (Budget de la campagne d'Indochine)* (p. 986, 987, 988) ; Article premier : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Réforme fiscale, économies possibles)* (p. 989, 991, 994, 996) ; *Demande de disjonction de l'article premier présentée par M. Lamps* (p. 1007) ; *Amendement de M. Boisdé tendant à interdire toute modification des conditions d'emprunts ou de l'émission des billets de banque* (p. 1008) ; Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1025, 1028). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Demande de suspension de séance* [29 février 1952] (p. 1160). — Donne sa démission de *Ministre du Budget* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES POUR 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les emprunts pour construction d'H.L.M.)* [2 avril 1952] (p. 1749) ; Art. 6 : *Examen des articles additionnels* [3 avril 1952] (p. 1807) ; Art. 34 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 des droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1903, 1904) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : en qualité de *Rapporteur spécial* [30 octobre 1952] (p. 4581, 4582) ; *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à surseoir à la discussion en attendant de connaître le montant des crédits affectés à la Reconstruction* [15 novembre 1952] (p. 5179) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des agents temporaires)* (p. 5187) ; *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 5192) ; Chap. 31-11 : *Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs (Titularisation des agents contractuels)* (p. 5236) ; Chap. 31-21 : *Service de désobusage et de déminage* (p. 5237) ; Chap. 31-22 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 6 millions les crédits pour les honoraires d'architectes (Architectes-conseils du Ministère)* (p. 5238, 5239) ; Chap. 34-11 : *Amendement de*

*M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (Certificats de conformité) (p. 5241) ; Chap. 34-92 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile (p. 5242) ; Chap. 34-93 : Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 5 millions les crédits pour remboursements à diverses administrations (Impressions de barèmes) (p. 5243) ; Chap. 37-02 : Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la liquidation des constructions provisoires (Loyers des baraquements des réfugiés) (p. 5243) ; Chap. 37-22 : Demande de rétablissement des crédits pour frais de vente d'immeubles, présentée par le Gouvernement (p. 5244) ; Chap. 37-23 : Demande de rétablissement du chapitre relatif aux études d'immeubles-types, présentée par le Gouvernement (p. 5244) ; Chap. 37-31 : Amendement de M. Prache tendant à rétablir les crédits pour expertises de dommages de guerre (Lenteur des expertises) (p. 5245) ; Chap. 44-21 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment (p. 5248) ; Chap. 46-22 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour les associations syndicales de remembrement (Coopératives de reconstruction) (p. 5250) ; Article additionnel : Amendement de M. Siefriedt tendant à faire gérer les constructions provisoires par le Ministère de la Reconstruction et non par le domaine ou les anciens combattants (p. 5251). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (J. O. du 8 janvier 1953, p. 307).*

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat B, Chap. 60-50 : *Prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré (Habitat rural à moderniser)* [23 janvier 1953] (p. 202) ; Art. 3 : *Motion de M. Le Coutaller demandant plus de crédits pour la reconstruction pour pouvoir achever la réparation des dommages de guerre en 1960* (p. 203, 204) ; Etat C, Chap. 70-10 : *260 milliards pour la Caisse autonome de la reconstruction (Réciprocité des dommages de guerre avec le Benelux)* (p. 206, 207) ; Art. 3 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à permettre aux communes de lancer des emprunts pour la construction de logements* (p. 207) ; *Amendement de M. Midol tendant à autoriser*

la Caisse autonome de la reconstruction à lancer un emprunt de 100 milliards (p. 208) ; Art. 7 : *Motion préjudicielle de M. Sibué demandant la réalisation d'un plan de construction de 240.000 logements par an* (p. 209) ; *Amendement de M. Bernard Manceau tendant à réserver un tiers des crédits globaux pour l'accession à la propriété* (p. 210) ; *Amendement de M. Charpentier tendant à réserver un tiers des crédits aux opérations effectuées dans les communes rurales* (p. 210) ; *Amendement de Mlle Marzin demandant le dépôt d'un programme quinquennal d'I. L. M. avant le 1^{er} mars 1953* (p. 211) ; Etat F : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Réparation des dommages mobiliers et mairie de Saint-Nazaire)* (p. 213, 214) ; *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protester contre les majorations de loyer en cas de travaux effectués sur des immeubles sinistrés* (p. 222) ; *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour demander l'indemnisation des travaux de mise en condition d'habitabilité de locaux partiellement endommagés* (p. 223) ; *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des baraquements provisoires* (p. 223) ; Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à accorder des bonifications d'intérêts aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer construisant des logements* (p. 224) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 7 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction* [5 février 1953] (p. 936 et suiv.) ; Art. 7 bis : *Utilisation des terrains de l'ancienne zone fortifiée de Paris* (p. 952) ; *Amendement de M. Triboulet relatif à l'étendue de la priorité de relogement accordée aux habitants de la zone de Paris* (p. 952, 953) ; Art. 48 bis : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'article relatif à l'exercice du droit de préemption sur des maisons ou terrains* (p. 955). — Répond à une question de M. Mora relative à la crise du logement dans la ville de Pau [30 janvier 1953] (p. 735). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Article premier : *Observations sur la portée indéniable des dispositions prévues, l'édification*

de maisons simples, la reconstitution des biens dans des logements modestes, l'utilisation des titres possédés par les sinistrés, le plan de financement et de travaux concernant la reconstruction, l'indemnisation des réparations [17 mars 1953] (p. 1986 et suiv.) ; Amendement de M. Nisse tendant à réserver le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls sinistrés d'origine (*Mesure trop rigide*) (p. 1988, 1989) ; Demande tendant à réserver l'article (p. 1990) ; Art. 4 : Amendement de M. Nisse tendant à l'augmentation du montant des nouvelles autorisations de programme (p. 1991) ; Article additionnel : Amendement de M. Pierre André relatif à l'affectation d'un bien sinistré hôtelier ou touristique (p. 1991) ; Article premier : Amendement de M. Midol tendant à accorder un droit de priorité aux sinistrés totaux possesseurs d'un seul immeuble (*Maintien des priorités sur le plan départemental*) (p. 1992) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendement de M. Pierre André tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale portant à 50 0/0 de l'évaluation, le versement des acomptes faits au début des travaux [28 mars 1953] (p. 2556, 2557) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré : Discussion générale [17 mars 1953] (p. 1994) ; Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy concernant l'assurance des personnes désirant construire en utilisant la législation relative aux H. L. M. (p. 1994) ; Article premier : Observations sur le bénéfice de la prime au taux élevé et du prêt à 80 0/0 aux offices d'habitations à loyer modéré (p. 1996) ; Art. 2 : Amendement de M. André Lenormand tendant à la suppression de l'article en vue d'éviter l'extension de ces constructions d'H. L. M. destinées à la vente [18 mars 1953] (p. 2026) ; Art. 6 : Amendement de M. Guthmuller tendant à maintenir les exceptions existantes en matière d'approbation de certaines délibérations des conseils municipaux (p. 2027) ; Art. 7 : Observations de Mme de Lipkowski sur le problème du logement et les baraquements provisoires (p. 2028, 2029) ; Article additionnel : Amendement de M. Dorey tendant à autoriser les compagnies d'assurances et les sociétés de capitalisation à consentir des prêts, sur leurs réserves de première catégorie, aux organismes d'H. L. M. et aux sociétés de crédit immobilier (p. 2029) ; Amendement de M. André Lenormand tendant à préserver les locataires actuels des H. L. M.

contre les dangers d'expulsion (p. 2029, 2030) ; Art. 8 : Observations de M. Rosan Girard sur le problème de la construction dans les départements d'outre-mer (p. 2030) ; Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie (p. 2030) ; Explications de vote sur l'ensemble (*Prêts aux fonctionnaires municipaux désireux de construire*) (p. 2031) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. A : Amendement de M. Halbout tendant à supprimer le troisième alinéa n'appliquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1954 la disposition autorisant à contracter une assurance vie à primes annuelles [28 mars 1953] (p. 2558) ; Article premier : Amendement de M. Secrétain tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne supprimant l'article 8 de la loi du 27 juillet 1934 qu'à l'égard des sociétés d'H. L. M. (p. 2559) ; Art. 3 bis : Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte du Conseil de la République mentionnant les coopératives de constructions (*Associations de castors*) (p. 2559) ; Art. 8 : Application de la loi dans les départements d'outre-mer (p. 2560) ; — du projet de loi instituant l'épargne-construction ; Article premier : Amendement de M. Midol tendant à la disjonction de l'article [18 mars 1953] (p. 2034) ; Demande de M. Chassaing tendant à savoir si la commission supérieure des caisses d'épargne a été appelée à donner un avis sur le projet et sur quels fonds seront imputés les frais d'administration de la caisse d'épargne-logement (p. 2034) ; Art. 2 : Amendement de M. Nisse tendant à retenir pour base d'indexation le salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur à Paris [20 mars 1953] (p. 2098, 2099) ; Amendements de MM. Crouzier, Guiguen et Halbout relatifs aux délais de préavis en cas de retrait des comptes et de remboursement (p. 2100, 2101) ; Article additionnel : Amendement de M. Guiguen tendant à la création d'un office national du logement (p. 2102) ; Art. 5 : Amendement de M. Pierre André relatif à l'usage qui sera fait des fonds déposés à la caisse d'épargne-construction (p. 2102) ; Amendement de M. Pierre André tendant à autoriser le crédit foncier à émettre des obligations logement (p. 2103) ; Article additionnel : Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie (p. 2105) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : Fixation du montant maximum des

comptes d'épargne - construction par décret [28 mars 1953] (p. 2561, 2562); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations : *Motion préjudicielle de M. Maurice Grimaud tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la justice)* [20 mars 1953] (p. 2110); Article premier : *Amendement de M. Triboulet relatif à la procédure d'expropriation des zones destinées à l'habitation* [27 mars 1953] (p. 2485); *Amendement de M. M. Grimaud tendant à laisser six mois pour réaliser un accord amiable avant l'expropriation* (p. 2487, 2488); *Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation* (p. 2488, 2489); Article additionnel : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à faciliter les opérations immobilières des H.L.M.* (p. 2491); Art. 2 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à faire payer immédiatement le prix d'un immeuble quel que soit le mode d'acquisition* (p. 2500); Art. 3 : *Amendement de Mlle Marzin relatif aux terrains de la zone périphérique de Paris* (p. 2503); Art. 3 quater : *Amendement de M. Durbet tendant à permettre aux collectivités de faire des cessions gratuites de lots de terrains* (p. 2504); Art. 4 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la possibilité pour les collectivités de céder de gré à gré des terrains expropriés* (p. 2505); Art. 10 : *Amendement de M. Gaubert tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations* (p. 2508, 2509); Art. 11 : *Amendement de M. Midol relatif au relogement des propriétaires expropriés* (p. 2511); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux; Articles premier et 2 : *Contre-projet de M. René Schmitt tendant à affirmer le devoir de la Nation d'assurer un logement à chaque famille et à prévoir l'établissement d'un programme quinquennal de 500.000 logements à réaliser dans le cadre de la législation des H. L. M.* [20 mars 1953] (p. 2118 et suiv.); *Contre-projet de M. Guiguen tendant à fixer le nombre de pièces en rapport avec celui des personnes à loger, à assurer une meilleure utilisation des logements existant et à assurer l'entretien et la conservation du patrimoine immobilier d'habitation (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 2129); *Amendement de M. de Tinguay tendant à l'établissement d'un plan de modernisation et d'équipement du*

bâtiment (p. 2129); *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types* [21 mars 1953] (p. 2164 et suiv.); *Sous-amendement de M. Gravoille tendant à fixer les normes des plans types d'après les arrêtés des 16 et 17 mars 1953* (p. 2167); *Sous-amendement de M. Degoutte tendant à supprimer la dernière phrase relative à la détermination des plans types* (p. 2168); *Sous-amendement de M. Sibué tendant à limiter les avantages prévus aux organismes d'H. L. M.* (p. 2169, 2170); *Sous-amendement de Mme Galicier tendant à ne pas prélever d'argent sur les ressources des caisses d'allocations familiales* (p. 2172); Article additionnel : *Amendement de M. Durbet tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts-construction auprès des caisses d'allocations familiales* (p. 2172); *Amendement de M. R. Schmitt tendant à reprendre l'amendement de M. Durbet tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts-construction auprès des caisses d'allocations familiales* (p. 2173, 2174); *Amendement de M. Guiguen tendant à faire remonter les baraques provisoires démontées pour faire place à la reconstruction* (p. 2174, 2175); Art. 2 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à supprimer l'article prévoyant la constitution de sociétés d'économie mixte* (p. 2176, 2177); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à supprimer la nécessité de correspondre aux normes prévues dans les plans types* (p. 2179); Art. 34 : *La demande de prise en considération des articles obligeant les employeurs à investir dans la construction 1/2 0/0 des salaires versés* (p. 2179); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéfices industriels et commerciaux en vue d'investissements dans la construction de logements* (p. 2182); Article additionnel : *Amendement de M. Arbellier tendant à permettre aux sociétés mutualistes de participer à la politique de construction* (p. 2184); *Amendement de M. Brault tendant à supprimer les taxes sur les matériaux de construction* (p. 2185); Art. 4 : *Prêts pour l'aménagement d'immeubles ruraux* (p. 2186); *Amendement de M. Golvan tendant à faciliter la construction de maisons de retraite dans les communes rurales* (p. 2186); *Sous-amendement de M. Halbout tendant à accorder dans les grandes villes des primes de déménagement*

p. 2187); Art. 5 : *Amendement de M. Degoutte tendant à regrouper les administrations sans faire de constructions nouvelles* (p. 2188) ; *Article additionnel : Amendement de M. Secrétain tendant à simplifier la procédure de déclassement du domaine public militaire* (p. 2189) ; *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à reloger les habitants d'immeubles détruits en cas de danger public ou d'insalubrité* (p. 2190, 2191) ; Art. 6 : *Amendement de M. Durbet tendant à rendre obligatoire la simplification des formalités* (p. 2191) ; Art. 7 : *Amendement de M. Halbout tendant à faciliter les achats de terrains en permettant de payer 80 0/0 du prix avant les formalités d'usage* (p. 2192) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; *Article premier : Avantages particuliers pour la construction de logements économiques (Aide aux associations de castors)* [28 mars 1953] (p. 2564) ; — du projet de loi relatif au prix des loyers et aux primes de déménagement : *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Bouzom* [21 mars 1953] (p. 2192, 2193). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Examen des projets concernant la construction* [28 mars 1953] (p. 2552). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (La politique du logement meilleur moyen de la relance, l'effort d'armement ne doit pas mettre en péril l'armature économique et sociale des pays atlantiques)* [7 juillet 1953] (p. 3279). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture décidée de l'usine du Havre de la S.N.C.A.N. en dépit de la politique préconisée de déconcentration industrielle, et sur les conditions de licenciement du personnel [6 octobre 1953] (p. 4015) ; Est entendu à ce sujet sur les propositions de la Conférence des Présidents (p. 4017) ; la développe : *Impossibilité pratique du reclassement de la main-d'œuvre, épreuves particulières subies par la population du Havre, faveur à réserver à cette usine, plutôt qu'à celles de la région parisienne trop engorgée, brutalité de la procédure de fermeture, responsabilités directes de l'Etat, maître absolu de la S.N.C.A.N.* [8 octobre 1953] (p. 4113 et suiv.). — Prend

part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; *MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-22 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'enseignement maritime (Monopole de l'école de Marseille)* [12 novembre 1953] (p. 5001) ; *Chap. 4501 : Amendement de M. J. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (Activité des constructions navales)* [13 novembre 1953] (p. 5102, 5103) ; *RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, en qualité de Rapporteur : Lenteur de la reconstruction, insuffisance de la construction* [30 novembre 1953] (p. 5687 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. A. Lenormand tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative affectant 500 milliards à la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 5694) ; *Motion préjudicielle de M. Levindrey tendant à surseoir au débat tant que les décrets des 9 août et 30 septembre 1953 relatifs aux dommages de guerre n'auront pas été soumis au Parlement* (p. 5695) ; *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative donnant les moyens de construire 80.000 H.L.M. par an* (p. 5696, 5697) ; *Etat A, Chap. 3111 : Services extérieurs (Lenteurs des inspecteurs de l'urbanisme pour la délivrance des permis de construire)* (p. 5717) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour les Services extérieurs (Travaux des urbanistes départementaux)* (p. 5718) ; *Chap. 31-21 : Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le personnel de déminage et de désobusage (Mise à pied du personnel de déminage)* (p. 5719) ; *Chap. 34-42 : Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile du personnel (Voitures des équipes de déminage)* (p. 5721) ; *Art 3 : Demande de réserver l'article et l'Etat C, présentée par M. Triboulet (Diminution de 200 millions de crédits)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5753) ; *Art. 4, Etat D : Rectification d'une erreur d'impression du rapport* (p. 5755) ; *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux provisoires (Entretien des baraquements de Strasbourg Neuhof)* (p. 5756) ; *Art. 7 : Son amendement relatif à la cessibilité des titres remis aux sinistrés* (p. 5762) ; *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir le paiement des sinistrés agri-*

coles en priorité (p. 5762); Article additionnel : Amendement de M. A. Lenormand tendant à abroger le décret majorant les loyers des H.L.M. (p. 5797); Amendement de M. Gaubert tendant à ne pas soumettre aux Commissions départementales d'investissement les opérations des H.L.M. (p. 5798); Art. 13 : Demande de rétablissement de l'article prévoyant 5.500 millions pour les primes à la construction (p. 5799); Amendement de M. Siefridt tendant à réserver 3 milliards de primes aux opérations de construction faites par les H.L.M. ou les sociétés de crédit immobilier (p. 5801); Amendement de M. Coudray tendant à étendre les primes à la construction aux logements de fonction construits par les établissements publics et collectivités locales (p. 5802); Art. 26 : Amendement de M. Siefridt relatif aux facilités accordées pour l'achat des baraquements provisoires [2 décembre 1953] (p. 5873); Art. 3, Etat C : Crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction (p. 5879, 5880). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Nécessité du renvoi du vote du budget de la Reconstruction [27 novembre 1953] (p. 5639). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, en qualité de Rapporteur : Transfert des contrats du crédit mutuel du bâtiment à une autre société, extension des mesures prises aux victimes de diverses sociétés de crédit différé en liquidation [18 février 1954] (p. 379, 380, 387); Art. 1^{er} : Amendement de M. Siefridt (Extension de la mobilisation des créances hypothécaires à toutes les sociétés de crédit différé) (p. 388); Amendement de M. Minjoz (Application de l'article 12 de la loi du 24 mars 1952 aux sociétés de crédit différé en liquidation) (p. 390); Amendement de M. Siefridt (Date à prendre en considération pour obtenir le bénéfice des prêts spéciaux et des primes à la construction) (p. 390, 391); Amendement de M. Gravoille (Remboursement des sommes versées par les souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment et des autres sociétés de crédit différé; Application de l'article premier de la loi de finances) (p. 391); Amendement de M. Schaff (Prorogation d'un an des délais et avantages fiscaux accordés aux acquéreurs de terrains victimes de la faillite ou de la liquidation d'une société de crédit différé) (p. 392); Article additionnel de M. Cayeux (Conditions de fonctionnement des entreprises de crédit

différé); Sa demande de modification du titre du projet de loi (p. 394, 395); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Discussion générale (Pouvoir des préfets d'apprécier la situation des expulsés) [23 mars 1954] (p. 1155, 1156); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : Discussion générale (Taxe à la valeur ajoutée, transfert des charges fiscales, augmentation de l'impôt sur les sociétés, impôt sur les revenus des professions non commerciales, taux exagérés) [24 mars 1954] (p. 1220, 1221); Demande de disjonction du titre premier formulée par M. Meunier (Report de la détaxation des investissements) [25 mars 1954] (p. 1276); Art. 6 : Son amendement (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers) [26 mars 1954] (p. 1339, 1340); Art. 4 : Amendement de M. Cristofol (Assujettissement obligatoire à la taxe à la valeur ajoutée des entrepreneurs de travaux immobiliers) (p. 1361); Art. 39 : Son amendement (Imposition des revenus déclarés du travail autres que les traitements et salaires dans les professions non commerciales) [29 mars 1954] (p. 1404, 1405); Art. 51 : Amendement de M. Cristofol (Obligation pour le patron de payer les cotisations de sécurité sociale, pour bénéficier des commandes de l'Etat) (p. 1434, 1435). — Dépose une demande d'interpellation sur : la construction d'un navire assurant la continuité du trafic des passagers sur l'Atlantique-Nord [8 juin 1954] (p. 2823); — la construction d'un navire assurant la continuité de la desserte de l'Atlantique-Nord [9 juillet 1954] (p. 3380); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Dépôt d'un projet de loi ouvrant des crédits; Avantages de la French line, lignes italiennes et hollandaises, investissements productifs [27 juillet 1954] (p. 3636 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole, Art. 1^{er} : Son amendement (Montant de la cotisation calculée sur le revenu cadastral révisé) [28 juillet 1954] (p. 3683, 3689); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Rapport de la commission Ardant, situation du marché du travail, développement du machinisme et chômage en province, construction de nombreux logements) [5 août 1954] (p. 3889 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINIS-

TÈRE DES P. T. T. : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Initiative des dépenses, inscription au budget des crédits afférents à une loi votée)* [9 novembre 1954] (p. 4831, 4834); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955: III. MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale (Construction d'un paquebot transatlantique, concurrence étrangère)* [7 décembre 1954] (p. 5929 et suiv.); Chap. 66-00 : *Equipement de sauvetage de la baie de la Seine* [8 décembre 1954] (p. 5958, 5959); *Ses explications de vote (Enseignement maritime, création d'un secrétariat général de la Marine, construction d'un paquebot)* [9 décembre 1954] (p. 5978); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, en qualité de Rapporteur : *Grand programme de construction, 240.000 logements à mettre en chantier par an, reconstruction immobilière, H.L.M., épargne logement, remboursement des bons de la reconstruction* [18 décembre 1954] (p. 6580 à 6584); *Motion préjudicielle de M. Guiguen* (p. 6590); Etat A, Chap. 31-01 (p. 6607); *Amendement indicatif de M. Guitton (Reconstruction des édifices publics des villes sinistrées)* [21 janvier 1955] (p. 102); Chap. 31-21 : *Licenciement d'agents et embauchage de techniciens* (p. 111); *Amendement de M. Gaubert (Rétablissement d'un crédit pour le déplacement de bâtiments provisoires)* (p. 114); Chap. 37-02 : *Amendement de M. Gaubert (Rétablissement du Crédit du Gouvernement, loyers des constructions provisoires)* [24 janvier 1955] (p. 155); Chap. 37-03 : *Demande de disjonction de M. Thiriet relative à l'article 2 (Report des crédits de documentation sur la rémunération du personnel)* (p. 158); Chap. 37-41 : *Aménagement du territoire, décentralisation* (p. 163, 164); *Raffinage du pétrole du Sud-Ouest* (p. 166); Chap. 46-22 : *Amendement de M. Gaubert (Rétablissement du crédit du Gouvernement : Travaux de remembrement)* (p. 175); Etat D : *Achèvement de la reconstruction immobilière, crédits de programme* (p. 184, 185); Etat D, paragraphe 1^{er}, deuxième ligne : *Créance de dommages mobiliers* [26 janvier 1955] (p. 241, 242); *Sociétés de sinistrés mobiliers pour construction en co-propriété* (p. 242); Art. 4 : *Demande de réserver l'article 4 de l'état D présentée par M. Nisse* (p. 251); Art. 12 : « Opéra-

tion million »; *Accession à la propriété et secteur locatif* (p. 268, 269); Art. 7 : *Financement des dommages subis en Indochine par des Français* (p. 284); *Son article additionnel (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les Alliés)* (p. 285); Art. 10 : *Amendement de M. Siefridt (Sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans, remboursables partiellement en espèces)* (p. 289); *Son refus de l'application des articles 48 et 68 du Règlement* (p. 289, 290); *Article additionnel de M. Lenormond (Application de la loi du 28 octobre 1946 pour les sinistrés mobiliers)* (p. 291); *Accepte l'application de l'article 68* (ibid.); *Article additionnel de M. Gaubert (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)*; *Refuse l'application de l'article 48, accepte l'application de l'article 68* (p. 292, 293); *Article additionnel de M. Guiguen (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)*; *accepte l'application de l'article 68 du Règlement* (p. 293); *Article additionnel modifié de M. Guiguen; accepte l'application de l'article 68 du Règlement* [27 janvier 1955] (p. 304, 305); *Articles additionnels de MM. Guiguen et Siefridt (Remboursement des titres des sinistrés)* accepte l'application de l'article 48 (p. 306); *Article additionnel de M. Halbout (Règlement des créances mobilières affectées à la reconstruction)*; *refuse l'application de l'article 48, accepte l'application de l'article 68 du Règlement* (p. 307); *Son article additionnel (Taux des primes pour des surélévations d'immeubles reconstruits)* (p. 310, 311); *le retire* (p. 311); Art. 13 : *fraudeurs et réquisitions* (p. 314); *Article additionnel de M. Halbout (Contrôle des sociétés de construction)*; *accepte l'application de l'article 68 du Règlement* (p. 315); *Article additionnel de M. Halbout (Réinvestissement en France pour les sinistrés à l'étranger)*; *accepte l'application de l'article 48 du Règlement* (p. 316); Art. 14 bis : *Amendement de M. Gaubert (Dommages des communes pour voirie et réseaux divers, paiement en titres)* (p. 345); Art. 17 : *Licenciements; augmentation des crédits mobiliers pour le remboursement des plus de 70 ans* (p. 350, 351); *Crédits de paiement pour la reconstruction* (p. 352); Art 18 : *Amendement de M. Guiguen (Avenir du personnel de la reconstruction)* (p. 354); *Demande une seconde délibération du projet de loi* (p. 356); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 13 bis A : *Logements inoccupés construits avec l'aide de l'Etat* [25 mars 1955] (p. 1959);

Art. 16 bis : *Titularisations* (p. 1960 à 1962); Art. 18 bis : *Achats de dommages de guerre* (p. 1962, 1963); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, Art. 5 : *L'expression « sera habile »* [2 mars 1955] (p. 954); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 3193 : *Diminution subie par les petits traitements* [8 mars 1955] (p. 1172); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Ouvriers du bâtiment en chômage, transferts, notamment à Paris* [16 mars 1955] (p. 1529); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Motions préjudicielles tendant à l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 et la suppression des contrôles polyvalents* [18 mars 1955] (p. 1688); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 11 ter : *Vente des eaux-de-vie en bouteilles conditionnées, commerce des rhums* [17 mai 1955] (p. 2839, 2840); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Taxe sur l'eau* [29 mars 1955] (p. 2059). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en chantier d'un navire destiné à l'Atlantique Nord [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Construction d'un grand paquebot transatlantique* [26 juillet 1955] (p. 4269); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 7 : *Détermination du stock indemnisable* [26 juillet 1955] (p. 4290); Art. 8 : *Indemnisation pour les fondations exceptionnelles nécessitées par l'Etat du sol ou les règles de l'urbanisme* (p. 4291); Art. 9 : *Exonération de l'abattement pour vétusté des dommages de guerre des chambres de commerce et des ports autonomes* (p. 4293 et suiv.); *Sa demande de réserver cet article* (p. 4297); — du projet de loi relatif aux avantages accordés aux militaires participant au maintien de l'ordre, Art 1^{er} : *Amendement de M. Badie (Application à partir du 18 mai 1945)* [4 août 1955] (p. 4597); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 16 : *Son*

amendement (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs) [8 novembre 1955] (p. 5536); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse, Art. 6 : *Son amendement (Majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieillards)* [16 novembre 1955] (p. 5754 à 5756). = S'excuse de son absence [4 mai 1954] (p. 2091). = Obtient un congé [4 mai 1954] (p. 2091).

COUSTON (M. Paul), *Député du Vaucluse*
(M. R. P.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé Président de la Commission de la production industrielle [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 juillet 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission de la production industrielle, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (E. n° 492).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant, conformément au quatrième alinéa de l'article 14 du Règlement, à la création d'une commission temporaire de coordination pour l'examen du projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, n° 819. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéro-clubs, n° 1019. — Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gou-

vernement à prévoir une première aide immédiate d'un milliard de francs en faveur des victimes des récentes inondations, **n° 1689**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéro-clubs et sur avions légers, **n° 2923**. — Le 19 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur : 1° le rapport fait (au cours de la précédente législature), repris le 2 août 1951 (n° 496), sur : I. le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; II. les propositions de loi : 1° de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles ; 2° la proposition de loi de M. Louis Vallon et plusieurs de ses collègues (n° 2145) sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, **n° 3721**. — Le 9 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant octobre 1952 un projet de loi portant statut de la production de pétrole et de gaz naturel, **n° 4042**. — Le 14 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter la gendarmerie nationale des véhicules automobiles nécessaires à ses unités, **n° 7614**. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3773) de M. Guérard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour les motocyclistes le port d'un casque protecteur, **n° 8731**. — Le 15 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 9730**. — Le 3 février 1955, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième Plan de modernisation et d'équipement, **n° 10094**. — Le 3 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter la gendarmerie nationale des moyens automobiles nécessaires à l'accomplissement de ses missions, **n° 10276**. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à reviser le système fiscal par modification de l'assiette de l'impôt, **n° 11846**.

Interventions :

Dépose une demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de la production industrielle [29 août 1951] (p. 6603). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Guillon tendant à n'accorder les fonds qu'aux établissements en règle avec la loi pour leur personnel* [8 septembre 1951 (p. 7114)]. — Dépose une demande d'interpellation sur les récentes mesures instituant de nouveaux prix en hausse de l'essence [6 novembre 1951] (p. 7663); la développe : *Ses observations sur l'importance du prix de l'essence pour l'industrie automobile, l'aviation de tourisme et privée* [9 novembre 1951] (p. 7880 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la hausse de l'essence* [6 novembre 1951] (p. 7665). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Maton tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Manque de matières premières)* [16 novembre 1951] (p. 8126); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Contrôle de la répartition des matières premières)* (p. 8127); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Achèvement des chantiers de barrages)* (p. 8128); Chap. 1020 : *Amendement de M. Védrières tendant à réduire les crédits pour la direction des mines (Sécurité des ouvriers mineurs des mines de Wolfram)* [20 novembre 1951] (p. 8215); Chap. 1040 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Electricité (Achèvement des chantiers de barrages et mise au chômage des ouvriers)* (p. 8216) Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour recherches techniques (Insuffisance des crédits)* (p. 8220); le retire (*ibid.*); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Demande de renvoi à la Commission des moyens de communication présentée par M. Moynet* [23 novembre 1951] (p. 8496); Chap. 1150 : *Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence aviation)* [12 dé-

cembre 1951] (p. 9071, 9072); Chap. 3170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour remboursements (Avions français de 75 CV)* (p. 9083); *le retire* (p. 9084); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux aéroclubs* (p. 9085, 9086); *le retire* (p. 9086); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit français en charbon, le plan de modernisation des mines de houille)* [7 décembre 1951] (p. 8929 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir plusieurs lois programmes* [11 décembre 1951] (p. 9029); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1951] (p. 9193, 9194); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 décembre 1951] (p. 9752); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9756); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1951] (p. 9947 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'essence pour l'aviation de tourisme [21 mars 1952] (p. 1426). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 juin 1952] (p. 3144, 3145); — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3392). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : INDUSTRIE ET COMMERCE; Etat A. Chap. 3121 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs du gaz et de l'électricité (Nécessité du contrôle des sociétés privées)* [23 octobre 1952] (p. 4355); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services extérieurs du gaz et de l'électricité (Barrage de Montélimar)* (p. 4356) Chap. 3422 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le gaz et l'électricité (Utilisation du matériel existant)* (p. 4358); *le retire* (ibid.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE; Etat A, Chap. 3101 : *Détaxe de l'essence*

pour l'aviation de tourisme [13 novembre 1952] (p. 5064 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines : *Sa demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [29 octobre 1952] (p. 4570); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Deixonne tendant à couvrir les charges de la sécurité sociale dans les mines par une taxe sur le charbon vendu en France ou à l'étranger* [12 novembre 1952] (p. 5035); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5039). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Clôture irrégulière du débat de la veille* [30 octobre 1952] (p. 4578 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 52 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie (Taxation d'après les automobiles)* [11 décembre 1952] (p. 6193, 6194); *Son amendement tendant à taxer les propriétaires d'automobiles sur 25.000 francs par cheval vapeur forfaitairement* (p. 6196); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6502, 6503); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat B FINANCES; Chap. 6020 : *Amendement de M. Charpentier tendant à bloquer 900 millions sur les crédits affectés aux charbonnages pour les attribuer aux prêts aux jeunes agriculteurs* [5 février 1953] (p. 934, 935); — du projet de loi relatif au redressement financier; en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mai 1953] (p. 2713 et suiv.); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 3 : *Produits pétroliers (Risque de crise dans l'industrie automobile et d'augmentation du coût de la vie)* [7 juillet 1953] (p. 3305); Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents (Inquiétudes touchant l'application aux sociétés d'économie mixte et établissements nationalisés)* (p. 3310); Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires (Craintes de la Commission de la production industrielle touchant une éventuelle modification de l'équilibre fiscal au détriment de l'automobile)* (p. 3322). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malveys (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Inquiétude de la Commission de la production industrielle, importance des capitaux déjà investis et de la*

main-d'œuvre spécialisée, précédent redoutable pour l'avenir [23 juillet 1953] (p. 3831). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE; Art. 1^{er}; Etat A, Titre III, Chap. 34-42 : *Direction des mines et de la sidérurgie; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif* [3 novembre 1953] (p. 4745, 4746); Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-63 : *Aide à la recherche du pétrole, demande de disjonction présentée par M. R. Linet (Privilèges fiscaux des sociétés pétrolières)* (p. 4764); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 34-72 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'aviation légère et sportive (Entretien des avions des aéroclubs)* [14 novembre 1953] (p. 5150, 5151); Chap. 43-94 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence utilisée par les aéroclubs)* (p. 5152, 5153); Chap. 45-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux transports aériens (Rentabilité des avions français commandés par Air-France)* (p. 5158, 5159); Chap. 66-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'aviation légère et sportive (Achat de matériel par les aéroclubs)* (p. 5163); le retire (p. 5164); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Motion de M. Goudoux tendant au renvoi du débat pour demander des crédits supplémentaires destinés aux investissements des entreprises nationales* [10 décembre 1953] (p. 6417); Etat D : *Equipement d'Electricité de France (Insuffisances du plan d'investissements et équipement de la vallée du Rhône)* (p. 6433); Etat D : *Amendement de Mme Duvernois tendant à supprimer les crédits pour le « feeder » de gaz de l'Est à Paris et à majorer les crédits pour les cokeries* (p. 6348); Article additionnel : *Amendement de M. Aubin tendant à faire déposer par le Gouvernement le projet d'aménagement de la Durance et de la Neste (Barrage de Serre-Ponçon)* (p. 6444). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la retraite des mineurs [11 mars 1954] (p. 801). — Prend part à la discussion de ces interpellations : *Discussion générale (Point de vue de la Commission de la production industrielle sur le plan Schuman et la mise en application de la Communauté européenne du charbon et de l'acier)* [11 mars 1954] (p. 804 et suiv.); —

d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la sécurité sociale dans les mines : *Recherche de la solution définitive* [11 mars 1954] (p. 816); *Refuse le renvoi en Commission* (p. 817); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 8 : *Son amendement (Détaxation des outillages)* [26 mars 1954] (p. 1356, 1357); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance [13 août 1954] (p. 4225, 4226); Art. 5 : *Son amendement (Poursuite des expériences de réalimentation)* (p. 4239, 4240); le retire (p. 4240); Art. 6 : *Son amendement (Délais accordés à l'E. D. F. pour les aménagements d'écoulement d'eau)* (p. 4241, 4246); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour 1955, Etat B, Chap. 64-00 : *Importations de charbon soviétique, rapport fuel-charbon* [15 novembre 1954] (p. 5031); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME pour 1955 (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE), Etat A, Chap. 31-01 : *Infrastructure, aéroclubs, coordination, détaxe de l'essence, primes de technicité* [17 novembre 1954] (p. 5140, 5141); Chap. 31-11 : *Paiement des personnels d'Indochine* (p. 5148); Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5151); le retire (p. 5152); Chap. 31-62 : *Aviation légère et sportive (Formation des pilotes)* (p. 5152, 5153); Chap. 31-71 : *Son amendement indicatif (Application du statut du personnel navigant professionnel de l'aviation civile)* (p. 5153); le retire (p. 5154); Chap. 34-72 : *Son amendement indicatif (Participation à l'instruction et à l'entraînement du personnel du Secrétariat général à l'aviation civile, aéroclubs, vol à voile)* (p. 5155); le retire (p. 5156); Chap. 43-91 : *Son amendement indicatif (Réparation du matériel des aéroclubs)* (p. 5156); le retire (p. 5157); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Attitude du Gouvernement relative à la « surtaxe au produit » et aux « taxes discriminatoires », la libération des échanges* [29 mars 1955] (p. 2040, 2041); — du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Electricité, équipement, prix du courant, gaz, charbonnages et sécurité sociale minière, pétrole, notamment au Sahara,*

secteurs sidérurgique et chimique, industries de transformation, notamment du bois et de la pâte à papier, amélioration de la fiscalité à l'égard de l'artisanat et des petites entreprises, reconversion, libération des échanges [10 mai 1955] (p. 2627 à 2629); — d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 mai 1955] (p. 2665, 2667); — en seconde lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Amendement de M. Daladier (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour les balais et balayettes fabriquées à partir du sorgho)* [17 mai 1955] (p. 2849). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article premier de la loi de finances aux propositions relatives à la création d'adjoints techniques des eaux et forêts et au régime de retraites dans les mines* [11 octobre 1955] (p. 4999, 5000). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Sa motion de renvoi (Avis de la Commission de la production industrielle et de l'énergie)* [16 novembre 1955] (p. 5742, 5743); *Discussion générale (Le raffinage)* (p. 5745). = S'excuse de son absence [27 mai 1953] (p. 2845), [6 juillet 1954] (p. 3236), [31 août 1954] (p. 4476). = Obtient des congés [27 mai 1953] (p. 2845), [6 juillet 1954] (p. 3236), [31 août 1954] (p. 4476).

COUTANT (M. Robert), *Député du Nord*
(3^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé Vice-Président : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [22 janvier 1953] (F. n° 217); de la Commission de coordination de l'Énergie atomique [18 mars 1955] (F. n° 510). — Est nommé membre ; de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné : par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter

l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [22 août 1951] (F. n° 24); par la Commission de la production industrielle et de l'énergie pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives en vue d'instituer l'échelle mobile du salaire minimum national interprofessionnel garanti, n° 957. — Le 7 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale concernant : I Le rapport (n° 767) fait au cours de la précédente législature (repris le 21 août 1951 par application de l'article 33 du Règlement), sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas tendant à préciser les attributions de la Commission supérieure des conventions collectives; II. Les propositions de loi : 1° de M. Cagne et plusieurs de ses collègues (n° 98) tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, traitements, retraites et pensions; 2° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 320) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail (art. 31 x du chap. 4 bis du titre II du Livre I^{er} du Code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production; 3° de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 957) tendant à modifier l'article premier de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives en vue d'instituer l'échelle mobile du salaire minimum national interprofessionnel garanti, n° 1034. — Le 19 septembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale concernant : I. Le rapport (n° 767) fait au cours de la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Joseph Dumas tendant à préciser les attributions de la Commission supérieure des conventions collectives; II. Les propositions de loi : 1° de M. Cagne et plusieurs de ses collègues (n° 98) tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, traitements, retraites et pensions; 2° de Mme Poinso-

Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 320) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail (art. 31 *x* du chap. 4 bis du titre II du Livre I^{er} du Code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production; 3° de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 957) tendant à modifier l'article premier de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives en vue d'instituer l'échelle mobile du salaire minimum national interprofessionnel garanti, n° 1143. — Le 29 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 1705) de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'une année le décret n° 51-28 du 6 janvier 1951 portant fixation des modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire, n° 1760. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 2112) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 31 *x* du Livre I^{er} du Code du travail et introduisant le principe de l'échelle mobile pour la fixation du montant des rentes viagères constituées entre particuliers, n° 2245. — Le 24 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 1810) de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à convoquer dans le plus bref délai la Commission supérieure des conventions collectives pour fixer le nouveau taux du salaire minimum interprofessionnel garanti, n° 2456. — Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2490) relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, n° 2642. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le rapport (n° 670) (fait au cours de la précédente législature), sur le projet de loi portant création du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, n° 2911. — Le 27 mars

1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 2989) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2490) adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, n° 3068. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3433) relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, n° 3502. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Draveny et plusieurs de ses collègues (n° 1812) tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire; 2° de M. Méric, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 1723) tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire, n° 3637. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 3970. — Le 29 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des professions non agricoles, n° 4532. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4640) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 4811. — Le 11 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 5044. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les assurés sociaux des professions non agri-

coles des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 juillet 1952 concernant l'allocation spéciale pour la tierce personne due aux assurés sociaux de l'agriculture, n° 5160. — Le 3 février 1953, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 5505. — Le 27 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4640) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 6092. — Le 9 juillet 1953, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sur la proposition de loi (n° 4640) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 6498. — Le 21 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 6528) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant création du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, n° 6575. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à amnistier les faits commis au cours et à l'occasion des grèves du mois d'août 1953, n° 6735. — Le 15 octobre 1953, un 3° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 6876. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. La proposition de loi de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 6800) tendant : 1° à fixer à 23.000 francs par mois sans abattement de zone le salaire minimum interprofessionnel garanti ; 2° à relever dans des conditions identiques les salaires, traitements, pensions retraites et allocations ; II. La proposition de résolution de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues

(n° 6859) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à procéder d'urgence à un relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti et à une réduction des zones de salaires ; 2° à provoquer la réunion des commissions mixtes nationales et régionales en recommandant à celles-ci de faire en sorte que l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti se traduise, dans des accords contractuels, par toute amélioration de salaire compatible avec la nécessité absolue du maintien des prix et les possibilités actuelles du secteur économique intéressé, n° 6902. — Le 30 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 6824) de MM. Penoy, Schaff et Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles pour que les engagements pris à la suite des récentes grèves soient respectés, notamment en ce qui concerne la levée des sanctions lorsqu'aucun acte de violence ou de sabotage n'a été relevé, n° 7042. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à établir l'égalité de traitement entre mutilés du travail d'avant ou d'après le 1^{er} janvier 1947, en ce qui concerne le mode d'attribution des chaussures dites « de complément » et de chaussures normales aux victimes d'accidents du travail bénéficiaires de l'appareillage pour infirmité des membres inférieurs, n° 7818. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 63 du décret n° 50-1225 du 21 septembre 1950 concernant l'attribution du capital décès aux ayants droit des victimes d'accidents du travail mortels survenus dans l'agriculture, n° 7895. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 5160) tendant à faire bénéficier les assurés sociaux des professions non-agricoles des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 juillet 1952 concernant l'allocation spéciale pour la tierce personne due aux assurés sociaux de l'agriculture ; 2° de M. Billiemaz (n° 5693) tendant à augmenter le taux de la majoration pour tierce personne des invalides assurés sociaux ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 7706) tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des

professions non-agricoles, n° 7992. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 54-1266 du 24 décembre 1954, concernant le bulletin de paye, n° 10399. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de résolution : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 9959) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe de Firminy; 2° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues (n° 10106) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours de dix millions de francs aux familles des victimes du puits Montferrad; 2° à faire participer les organisations syndicales ouvrières à la commission d'enquête chargée de rechercher les causes de la catastrophe, n° 10430. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur le projet de loi (n° 10747) prorogeant exceptionnellement la durée du mandat des administrateurs des organismes de la Sécurité sociale dans les mines, n° 10838.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale; Art. 9 : *Son amendement tendant à donner à la Caisse de secours mutuels agricoles toutes les charges du régime agricole* [30 août 1951] (p. 6625); *le retire* (p. 6625); Art. 14 : *Avances à la Caisse autonome des mines* (p. 6630); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la nécessité de la loi)* (p. 6635); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à verser en une seule fois, en octobre, l'allocation scolaire* [7 septembre 1951] (p. 7040). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif à l'échelle mobile des salaires* [10 septembre 1951] (p. 7272, 7273). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : en qualité de *Rapporteur* [13 septembre 1951] (p. 7314, 7315, 7316, 7317, 7336) : *Discussion générale (Ses observations sur la proposition de loi communiste, le danger d'inflation dû à l'échelle mobile)* [14 septembre 1951] (p. 7383, 7386, 7387,

7389); *Manque de parallélisme entre le prix de la vie et le rendement de la taxe de transaction* [18 septembre 1951] (p. 7426); *Motion préjudicielle de M. Gardey, tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7467); *Demande de renvoi pour avis à la Commission de l'agriculture, présentée par M. Verneuil* (p. 7467); *Contre-projet de M. Patinaud relatif au rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 7470); *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une commission technique chargée de rédiger des listes-types pour que la Commission supérieure puisse établir le budget-type* (p. 7486); *Amendement de M. Lanet tendant à prévoir un décret gouvernemental sur avis motivé de la Commission supérieure des conventions collectives, fixant le salaire minimum* (p. 7488); *Amendement de M. Devinat tendant à faire fixer un budget-type par la Commission supérieure des conventions collectives servant à la détermination du salaire minimum vital* (p. 7489); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à faire respecter le principe « à travail égal, salaire égal »* [19 septembre 1951] (p. 7491); *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la Sous-Commission permanente chargée d'étudier le prix de la vie* (p. 7491); *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à mentionner la procédure annuelle de révision du budget-type* (p. 7508); *Amendement de M. Devinat tendant à maintenir la législation existante concernant la fixation du salaire minimum garanti* [20 septembre 1951] (p. 7509); *Amendement de M. Besset tendant à supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa ne prévoyant qu'une révision par trimestre* (p. 7511); *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* (p. 7513); *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* (p. 7516); Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à appliquer la loi aux salariés de l'agriculture* (p. 7523); *Sa demande de suspension de séance* (p. 7523); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer* [25 septembre 1951] (p. 7622); Art. 7 : *Son amendement tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales dans les départements*

d'outre-mer (p. 7623); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le fonds national de chômage (Ralentissement des exportations)* [13 novembre 1951] (7959, 7961); P. T. T. : *Sa demande de renvoi à la Commission* [15 novembre 1951] (p. 8062, 8063); Chap. 4020 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel des bureaux mixtes* (p. 8065); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à rétablir les subventions aux sociétés de secours mutuels* (p. 8066, 8067); AGRICULTURE, Chap. 1190 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au contrôle des lois sociales (Insuffisance du Corps de contrôle)* [21 novembre 1951] (p. 8266); *le retire* (p. 8267); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Statut du personnel)* [22 novembre 1951] (p. 8376); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 15 : *Demande de disjonction de l'article permettant la fermeture des petites usines à gaz* [28 décembre 1951] (p. 10006). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur l'échelle mobile des salaires* [13 février 1952] (p. 691). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti, en qualité de *Rapporteur* : *Nouveau projet d'échelle mobile des salaires* [19 février 1952] (p. 805, 806); *Discussion générale (Projet socialiste initial combattu par les communistes)* (p. 817, 818); *Contre-projet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives* [25 février 1952] (p. 865); *Contre-projet de M. Degoutte tendant à étendre l'échelle mobile aux rentes viagères et à reprendre le texte voté par le Conseil de la République sur l'échelle mobile* (p. 873); Art. 3 : *Amendement de M. Boisdé tendant à réviser les barèmes contractuels de salaires en fonction de l'ancien salaire minimum* (p. 884); *Amendement de M. Ramarony tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* (p. 885); Art. 4 : *Amendement de M. Rabier relatif aux pouvoirs du Gouverneur général de l'Algérie pour appliquer*

la loi dans les départements algériens (p. 886); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [9 avril 1952] (p. 2035, 2036); *Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 à 10 0/0* (p. 2049); *Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* (p. 2058). — Dépose une demande d'interpellation sur les modifications restrictives au décret du 30 décembre 1951 qui fixe les modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail [27 mai 1952] (p. 2440); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 juin 1952] (p. 2958); *la développe* : *Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs* [10 juillet 1952] (p. 3762 et suiv.); *Son ordre du jour demandant l'abrogation du décret du 30 mai 1952* (p. 3769). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : en qualité de *Rapporteur* [29 mai 1952] (p. 2546, 2547); *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [30 mai 1952] (p. 2585); en qualité de *Rapporteur* (p. 2588); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'avis défavorable émis par le Conseil de la République (Hostilité du groupe socialiste envers le texte gouvernemental)* [8 juillet 1952] (p. 3647); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Discussion générale (Ses observations sur l'injustice de la législation actuelle, la comparaison entre les mutilés du travail et les mutilés de guerre, le rajustement sur la base de 300.000 francs)* [25 juin 1952] (p. 3199 et suiv.). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du statut des déportés, du projet instituant l'échelle mobile des salaires, du rapport appliquant en Algérie la loi du 11 mai 1946 sur les biens de presse* [1^{er} juillet 1952] (p. 3367); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter du rapport relatif à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives* [7 octobre 1952] (p. 4079, 4080). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des

conventions collectives; en qualité de *Rapporteur* [10 octobre 1952] (p. 4201, 4202, 4206); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Etat A, Chap. 3392: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4336); Chap. 3792: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les délégués à la sécurité des mineurs* (p. 4337); le retire (ibid.); Chap. 4342: *Amendement de M. Lanet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (Logement des nord-africains)* (p. 4342); Chap. 4712: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les immigrants italiens* (p. 4343); le retire (p. 4343); INDUSTRIE ET COMMERCE; Etat. A; Chap. 3392: *Amendement de M. Goudoux tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4357); Chap. 3511: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour sondages et recherches géologiques et géophysiques* (p. 4359); Chap. 4411: *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif à la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux* (p. 4363); le retire (ibid.); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES: *Motion préjudicielle de M. Barthelemy demandant l'intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs* [14 novembre 1952] (p. 5131); Etat A, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Transformation d'emplois et société Radio-France)* (p. 5134, 5135); Chap. 1020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Transformations d'emplois)* (p. 5138); Chap. 1030: *Son amendement tendant à renvoyer à la Commission le chapitre relatif aux services communs spéciaux (Réforme des lignes et réseaux téléphoniques)* (p. 5140, 5141); Chap. 1110: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Gratuité du logement)* [15 novembre 1952] (p. 5252); Chap. 4010: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Œuvres sociales)* (p. 5257); Article additionnel: *Son amendement tendant à prévoir l'établissement d'un statut particulier pour les agents des lignes* (p. 5259); — d'une proposition de loi relative au régime de

sécurité sociale dans les mines: *Discussion générale* [29 octobre 1952] (p. 4565); *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [12 novembre 1952] (p. 5033); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à majorer les chiffres de 25 0/0* (p. 5034); *Amendement de M. Deixonne tendant à couvrir les charges de la sécurité sociale dans les mines par une taxe sur le charbon vendu en France ou à l'étranger* (p. 5035); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5039). — Est entendu: sur le procès-verbal de la séance précédente: *Clôture irrégulière du débat de la veille* [30 octobre 1952] (p. 4578, 4579); — pour un rappel au Règlement: *Suspension de séance pour pouvoir discuter des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5405); — sur le procès-verbal de la séance précédente: *Débat sur la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5410). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des mineurs [13 décembre 1952] (p. 6325). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953: *Discussion générale (Autofinancement des charbonnages)* [16 décembre 1952] (p. 6503); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 6: *Demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards de crédits bloqués, présentée par M. Moch (Lois-cadres prévues)* [27 janvier 1953] (p. 513); Art. 18 x: *Sa demande de disjonction de l'article portant réforme de la sécurité sociale par article-cadre* [28 janvier 1953] (p. 600). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion de la proposition de loi relative au rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les cadres* [3 février 1953] (p. 843). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P. T. T., Art. 1^{er} A: *Creation d'un comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* [3 février 1953] (p. 875 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Débat sur l'augmentation des allocations aux vieux travailleurs et aux chômeurs* [17 février 1953] (p. 1073). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; en qualité de *Rapporteur* [24 février 1953] (p. 1278, 1279); Art. 2: *Amendement de M. Bichet tendant à*

accorder au bureau les droits miniers résultant de ses recherches (p. 1280); Art. 3 : Amendement de M. Furaud relatif à la création de sociétés d'exploitation avec une participation limitée à 33 0/0 de l'Etat pour ne pas étatiser les sociétés minières (p. 1282 et suiv.); Art. 5 : Amendement de M. Dorey tendant à prévoir une dotation du bureau des recherches dans le budget de l'Industrie et du Commerce (p. 1285); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Participation possible du bureau sans limitations à l'exploitation de mines et concessions minières [24 juillet 1953] (p. 3947). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement tendant à discuter des rapports sur le chômage, l'allocation aux vieux travailleurs et les prestations familiales [3 mars 1953] (p. 1556, 1557). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation charbonnière [5 mars 1953] (p. 1602); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Ses observations sur les stocks de charbon invendus, les importations de charbon polonais, la modernisation des mines, le chômage grandissant parmi les mineurs [24 mars 1953] (p. 2265 et suiv.). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des rapports relatifs aux indemnités de chômage, à la majoration des allocations familiales, à la majoration des allocations aux vieux travailleurs, à l'embauchage et au licenciement [17 mars 1953] (p. 1964); — la question orale de M. Depreux concernant l'indemnisation de victimes de sinistres survenus en Italie pendant la guerre [20 mars 1953] (p. 2094). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche; en qualité de Rapporteur pour avis [26 mars 1953] (p. 2394). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement se refuse à convoquer la Commission supérieure des conventions collectives [18 mai 1953] (p. 2710). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Ses observations sur la non-convocation de la Commission supérieure des conventions collectives et sa demande de tenue d'une séance supplémentaire pour la discussion des rapports sur le chômage et les allocations aux vieux travailleurs [19 mai 1953] (p. 2780); — en qualité de Rapporteur dans la discussion sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi concer-

nant l'application de la semaine de quarante heures dans certains commerces de détail : Ordre du jour adopté par l'Assemblée le 10 juillet 1952 tendant à revenir en l'espèce aux décrets de janvier et décembre 1951; proposition de loi analogue adoptée par la Commission et deux fois écartée par le Gouvernement; Sa demande de débat restreint [24 juillet 1953] (p. 3879, 3880); Prend acte de la promesse du Gouvernement d'une prochaine satisfaction par décret; accepte le renvoi devant la Commission (p. 3880). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions pour faits de grève appliquées aux agents des services publics malgré des engagements formels et sur certaines mesures administratives ayant pour effet d'instituer en France le délit d'option [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : Maintien des sanctions administratives, malgré promesses faites : ex. S.N.C.F.; non payement partiel des journées de grève; propositions d'amnistie totale du groupe socialiste [8 octobre 1953] (p. 4092 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Nécessité de prévoir, en priorité, un débat sur son rapport n° 6902 proposant le relèvement du salaire minimum interprofessionnel et sur les rapports Meck tendant à la majoration des allocations aux vieux [20 octobre 1953] (p. 4408); Son amendement dans ce sens (p. 4410). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat (Nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement) [29 octobre 1953] (p. 4651 et suiv.); Chap. 31-01 : Administration centrale : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (p. 4658); le retire (ibid.); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV : Caisse de compensation des combustibles minéraux solides; son amendement de forme (Aide à la production française dans le cadre du Pool charbon-acier) [3 novembre 1953] (p. 4761, 4762); le retire (p. 4762); Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-65 : Demande du Gouvernement de surseoir au vote sur l'ensemble (p. 4766); P. T. T. : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives (Revendications insatisfaites du personnel) [27 novembre 1953] (p. 5652, 5653); Son rappel au Règlement (Suite du débat)

(p. 5655) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [7 décembre 1953] (p. 6201) ; Etat A, Chap. 10-10 : *Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions régionales (Transformation d'emplois)* (p. 6209) ; Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Contrôleurs non intégrés)* (p. 6209, 6210) ; Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bureaux mixtes (Reclassement des plantons)* (p. 6223) ; Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des télécommunications (Réforme du service des lignes téléphoniques)* (p. 6224) ; Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service des télécommunications (Reclassement des surveillantes et veilleurs de nuit)* (p. 6225, 6226) ; Chap. 10-80 : *Amendements de MM. Barthélemy, Schaff et Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Situation des auxiliaires)* (p. 6229) ; Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires)* (p. 6231, 6232) ; Chap. 11-20 : *Indemnités éventuelles (Indemnité de productivité)* (p. 6234) ; *Sa demande de renvoi en Commission* (ibid.) ; Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Secours au personnel)* (p. 6238) ; Art. 2 : *Son amendement relatif au calcul de l'ancienneté des agents intégrés venant des compagnies privées* (p. 6241) ; Article additionnel : *Son amendement relatif au taux de l'indemnité de responsabilité accordée aux receveurs des P. T. T.* [8 décembre 1953] (p. 6260) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement relatif à la répartition de la prime de productivité entre tous les fonctionnaires* (p. 6260, 6261) ; *Son amendement tendant à intégrer 1.100 auxiliaires des services électro-mécaniques* (p. 6261) ; *Son amendement tendant à fusionner les inspecteurs et inspecteurs-adjoints des P.T.T.* (p. 6262) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à faire un budget autonome du budget annexe des P. T. T.* (p. 6263) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance des indemnités accordées)* (p. 6264) ; TRAVAUX PUBLICS,

TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-13 : *Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées (Reclassement indiciaire de ces fonctionnaires)* [12 décembre 1953] (p. 6561) ; Chap. 31-17 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services annexes des ponts et chaussées (Laboratoire central des ponts et chaussées)* (p. 6566) ; Chap. 34-14 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais des services annexes des ponts et chaussées (Laboratoire central des ponts et chaussées)* (p. 6571) ; P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de 20.000 francs aux postiers (Grèves dans les P.T.T. et diverses revendications des postiers)* [31 décembre 1953] (p. 7142) ; — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4709) ; *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Palewski* (p. 4714) ; *Suite possible du débat* (p. 4714). — Est entendu sur le rappel au règlement de Mme Estachy : *Application induite de l'article 1^{er} de la loi de finances* [30 octobre 1953] (p. 4728). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, en qualité de Rapporteur : *Assimilation de ce personnel à celui des industries gazière et électrique* [3 novembre 1953] (p. 4794) ; — d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti, en qualité de Rapporteur : *Ampleur du mouvement revendicatif depuis août 1953, travaux de la Commission supérieure des Conventions collectives, fixation à 23.000 francs du salaire minimum* [1^{er} décembre 1953] (p. 5776, 5777). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative aux marchés de construction d'habitations destinées aux mineurs [4 décembre 1953] (p. 6007). — Prend part à la discussion du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre ; Titre II : *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* [5 décembre 1953] (p. 6094). — Dépose une demande d'interpellation sur le retard apporté à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives chargée d'établir la

composition du budget-type [13 décembre 1953] (p. 6778). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales : *Discussion générale (Application de l'article 1^{er} de la loi de finances au rapport de M. Bouxom)* [15 décembre 1953] (p. 6859, 6860); Article unique : *Contre-projet de M. Boscary-Monsservin tendant à majorer de 10 0/0 les allocations familiales à accorder des allocations prénatales au paiement échelonné* (p. 6861); *Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales, en Algérie* (p. 6864); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Application abusive de l'article 1^{er} de la loi de finances)* (p. 6866). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs* [28 décembre 1953] (p. 6888). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7112); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse : *Discussion générale* [31 décembre 1953] (p. 7152). — Dépose une demande d'interpellation : sur le retard apporté à la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti [19 janvier 1954] (p. 79); — sur la politique sociale du Gouvernement (Insuffisance du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti) [9 février 1954] (p. 103); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Hierarchie des salaires, importance des marges bénéficiaires, importance du pouvoir d'achat, misère des foyers ouvriers* (p. 107, 108); la développe : *Augmentation du salaire minimum garanti non applicable à tous les échelons de la hiérarchie, faible incidence de l'augmentation sur les prix, application de l'augmentation aux travailleurs de l'agriculture* [12 février 1954] (p. 245 et suiv.); *Son ordre du jour : Fixation du S.M.I.G. conformément à l'avis de la Commission des conventions collectives* (p. 260); [16 février 1954] (p. 299); — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion des interpellations sur le S.M.I.G. non sanctionnée par un vote* [12 février 1954] (p. 263). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Mode*

de financement) [4 mars 1954] (p. 637); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Discussion générale (Financement de l'augmentation de la retraite des mineurs)* [11 mars 1954] (p. 806, 807); *Ordre du jour de M. Sion (Urgence d'un projet de loi majorant les prestations de 25 0/0 et accordant la réversibilité des deux tiers aux veuves des mineurs)* (p. 808); — d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la Sécurité sociale dans les mines : *Situation des caisses de secours minières, nécessité d'une avance du Trésor* [11 mars 1954] (p. 818); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Son contre-projet (Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti)* [7 avril 1954] (p. 1854); *Prix de l'énergie, frais généraux d'usine* (p. 1857); *Son rappel au règlement : Application de l'article 1^{er} de la loi de finances* (p. 1858). — Dépose une demande d'interpellation sur la majoration des prestations servies aux retraités mineurs et à leurs ayants droit [10 juin 1954] (p. 2892). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale : Délai nécessité par le travail administratif, aspect financier du problème* [12 août 1954] (p. 4100, 4101); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis : Politique d'expansion économique, productivité, concentration industrielle et reclassement des travailleurs, relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti* [5 août 1954] (p. 3867, 3868); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des P.T.T. pour l'exercice 1955, Etat A, [Chap. 1000 : Administration centrale, Rémunérations] [9 novembre 1954] (p. 4838); *Son rappel au règlement (Discussion d'amendements se rapportant à d'autres chapitres)* (p. 4840); *Sa demande de disjonction du chapitre 1010 (Création d'emplois de directeurs adjoints)* (p. 4840, 4841); *Sa demande de disjonction du chapitre 1020 (Transformation d'emplois d'agents d'exploitation en contrôleurs et création d'emplois)* (p. 4841, 4842); Chap. 1080 : *Amendement indicatif de M. Barthélemy (Intégration et titularisation d'auxiliaires)* (p. 4843); Chap. 1090 : *Son amendement indicatif (Limitation à cinq mois de la période d'étalement des congés)* (p. 4843); Chap. 1020 : *Nécessité de classer les amende-*

ments ayant le même objet (p. 4875); Ses amendements indicatifs (Révision des statuts des corps de contrôleurs et contrôleurs principaux, Conditions particulières d'accès du cadre A pour le personnel du cadre B, projet de réforme du cadre A, relèvement des indices des receveurs de 5^e et 6^e classes) [10 novembre 1954] (p. 4875); Chap. 1030 : Son amendement indicatif (Réforme du service automobile) (p. 4877); Son amendement indicatif (Situation des anciens agents des compagnies privées devenus fonctionnaires des P.T.T.) (p. 4878); Chap. 1060 : Son amendement indicatif (Réalisation de la réforme des lignes, relèvement indiciaire) (p. 4883, 4884); Son amendement indicatif (Révision du classement indiciaire des surveillantes) (p. 4884); Son amendement indicatif (Statut des veilleurs de nuit) (p. 4884); Chap. 1060 : Amendement de M. Dagain (Réduction du nombre des créations d'emplois au service des lignes souterraines) (p. 4885); Chap. 1120 : Sa demande de disjonction de ce chapitre (Taux de la prime de productivité, majoration du tarif des heures de nuit) (p. 4887, 4889); Chap. 1130 : Sa demande de disjonction de ce chapitre (p. 1130); Chap. 4010 : Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits affectés au service social) (p. 4892); Son article additionnel (Normalisation des carrières d'inspecteur adjoint et d'inspecteurs des P.T.T.) (p. 4893); Son article additionnel (Bénéficiaires des primes de rendement) (p. 4893); le retire (p. 4894); Article additionnel de M. Leenhardt (Autonomie budgétaire des P.T.T.) (p. 4894); Son article additionnel (Modification du Code des caisses d'épargne) (p. 4895); le retire (ibid.); Rappel au règlement (Réserve du vote sur l'ensemble) (p. 4911). — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 44-13 : Remboursement de charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles [15 novembre 1954] (p. 5009); Chap. 31-01 : Problème des attachés de l'administration centrale [18 novembre 1954] (p. 5175); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955 : Rénovation économique, fonds de conversion de l'industrie, problème de l'énergie, crise de notre industrie charbonnière, importations, concurrence du fuel, achèvement du canal du Nord [15 novembre 1954] (p. 5018 et

suiv.); Etat B, Chap. 64-00 : Conséquences du pool charbon-acier (p. 5032); Art. 5 bis : Contrôle par la Commission des finances des modalités de fonctionnement du fonds de conversion de l'industrie [16 novembre 1954] (p. 5066); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, pour l'exercice 1955 : Motion préjudicielle de M. Patinaud (Interprétation du règlement) [16 novembre 1954] (p. 5081); Etat A, Chap. 31-22 : Demande de disjonction de M. Besset (Primes au personnel des services extérieurs du Ministère du Travail) (p. 5094); Chap. 34-12 : Demandes de disjonction de ce chapitre présentées par Mme Lefebvre et M. de Tinguy (Fonctionnement des bureaux de placement et des services de la main-d'œuvre) (p. 5095); Chap. 46-11 : Sa demande de disjonction de ce chapitre (Services du travail et de la main-d'œuvre, Fonds national de chômage) (p. 5098); Sous-emploi dans la métropole, taux de l'indemnité de chômage (p. 5100, 5101); Chap. 47-22 : Situation de la sécurité sociale en général et de la caisse autonome de retraites des mines (p. 5106); Demandes de disjonction de ce chapitre (Mode de financement de la caisse autonome de sécurité sociale des mines) (p. 5108); Etat B, Chap. 66-10 : Demande de disjonction de M. Boutbien (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes [17 novembre 1954] (p. 5125); Son article additionnel (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents) (p. 5128, 5129). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quater : Amendement de M. Minjot (Allocations insaisissables et incensibles) [28 janvier 1955] (p. 443); Allocations et traitements des enseignants libres (p. 444); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : Socialistes et Accords de Paris [18 février 1955] (p. 817). — d'une proposition de loi relative au repos et au paiement des travailleurs les jours de fêtes légales, Article unique : Renvoi à la Commission des finances [15 mars 1955] (p. 1402); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour 1955, Etat A, Chap. 00-10 : Sujétions et obligations imposées à cette administration, ses problèmes de personnel [15 mars 1955] (p. 1442 à 1444); Chap. 11-20 : Son amendement (Indemnités, parités externes) (p. 1453, 1454); Ses explica-

tions de vote (Conditions de rémunération) (p. 1467); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Son rappel au règlement (Lettre rectificative en seconde lecture)* [12 mai 1955] (p. 2723); Etat A, Chap. 10-20 : *Indemnité de risques* (p. 2728); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits rétablis par le Conseil de la République (Indemnité de risque)* [17 mai 1955] (p. 2807, 2808); Chap. 1100 : *Son amendement indicatif (Indemnité de responsabilité des receveurs et chefs de centres)* (p. 2808); *le retire* (p. 2809); *Son amendement (Indemnité de fonction des brigades postales de Paris)* (p. 2809); *le retire* (p. 2810); *Ses explications de vote* (p. 2811); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Demandes de disjonction de MM. Patinaud et Viatte (Services du travail et de la main-d'œuvre)* [16 mars 1955] (p. 1531); Chap. 47-22 : *Caisse autonome mutuelle de retraites, petits cheminots, sécurité sociale minière* [17 mars 1955] (p. 1563); *Déséquilibre financier des caisses* (p. 1565); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocation aux vieux salariés : *Son amendement contre-projet (Limitation au secteur privé)* [24 mars 1955] (p. 1925); — en troisième lecture, du projet de loi relatif à la codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, en qualité de *Rapporteur suppléant* [10 mai 1955] (p. 2610); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 14 : *Concurrence faite par les fuels au charbon* [17 mai 1955] (p. 2846, 2847); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 33 : *Amendements de MM. Huel et Mancey (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* [18 mai 1955] (p. 2890). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones [22 juin 1955] (p. 3227, 3228). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Son rappel au règlement (Renvoi du texte gouvernemental à la commission compétente)* [22 juin 1955] (p. 3231); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article premier : *Financement par d'autres moyens que la sur-*

compensation [19 juillet 1955] (p. 3923); *Article additionnel de M. Patinaud (Suppression de la surcompensation)* (p. 3926). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la conversion industrielle notamment à Valenciennes [21 juillet 1955] (p. 4000). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale : *Discussion générale* [5 août 1955] (p. 4676); — d'une proposition de loi relative au régime de retraites dans les mines [11 octobre 1955] (p. 4994); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones, Art. 1^{er} : *Irrecevabilité opposée par le Gouvernement* [15 novembre 1955] (p. 5671, 5672); *Son rappel au règlement (Réunion de la Commission des finances)* (p. 5672, 5673); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse, Art. 2 : *Notion d'allocation minima vieillesse* [16 novembre 1955] (p. 5747, 5748); Art. 3 : *Cas des allocataires spéciaux* (p. 5754); *Demande de seconde délibération de l'article 3 (Vieux travailleurs bénéficiaires d'une rente et allocataires spéciaux)* (p. 5762); — d'une proposition de loi tendant à la parité des salaires agricoles et industriels : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [17 novembre 1955] (p. 5810); — d'un projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : *Discussion générale* [22 novembre 1955] (p. 5906).

CRISTOFOL (M. Jean), Député des Bouches-du-Rhône, (1^{re} circonscription) (C).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à attribuer aux personnels civils de l'Etat (Fonctionnaires, agents des services publics, postiers et travailleurs de l'Etat) une allocation annuelle leur permettant de béné-

ficier des droits qui leur sont reconnus par l'article 86 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général de la fonction publique, n° 177. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi relative aux statuts particuliers des fonctionnaires du service actif des douanes, n° 189. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à fixer le minimum vital prévu par l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 208. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à mettre en application les dispositions du titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires relatives, à la rémunération des personnels de l'Etat, n° 209. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à fixer à 215.000 francs, par référence au salaire de la métallurgie parisienne et avec effet du 1^{er} mars 1951, le traitement de base des fonctionnaires (indice 100) ; 2° à verser aux fonctionnaires et retraités, avec effet au 1^{er} mars 1951, une indemnité mensuelle du moins égale à la différence entre 6.500 francs et la majoration mensuelle résultant du décret du 24 mai 1951 portant revalorisation des traitements, n° 222. — Le 27 juillet 1951 ; une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à se conformer aux amendements adoptés par la précédente Assemblée le 3 avril 1951 et par le Conseil de la République le 19 avril 1951 : afin : 1° d'améliorer sans retard le reclassement indiciaire des receveurs-buralistes de 1^{re} classe ; 2° d'unifier les catégories dans la 2^e classe, n° 353. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 81 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (Code de la nationalité française) afin de permettre aux étrangers ayant acquis la nationalité française, de pouvoir prendre part aux élections politiques, n° 354. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 82 du titre III de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 « Code de la nationalité française » en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales de l'épouse et des enfants majeurs de sexe féminin, des naturalisés, ayant droit à demander leur inscription sur les listes électorales, en application de l'article 82 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, n° 355. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'octroi d'une subvention de l'Etat à

la Régie autonome des transports en commun de la ville de Marseille pour lui permettre d'accorder des bonifications de tarifs, aux familles nombreuses, aux mutilés du travail, aux chômeurs, étudiants et économiquement faibles, n° 357. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à appliquer aux receveurs-buralistes de 2^e classe, le décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, dont le bénéfice a été étendu aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, par le décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950, n° 362. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à fixer à 20 ans la majorité politique ; 2° à modifier l'article 12 du titre II du décret organique du 2 février 1852 afin de permettre aux jeunes gens de voter, s'ils ont atteint la majorité politique au jour du scrutin, n° 389. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement le décret n° 45-2233 du 2 octobre 1945 fixant les conditions de recrutement et le statut des agents des cadres complémentaires créés en application de l'ordonnance du 21 mai 1945, relative à la titularisation des employés auxiliaires temporaires de l'Etat et à faire reviser la situation de tous les agents intégrés dans les cadres complémentaires depuis la mise en application du reclassement des fonctionnaires : a) en ce qui concerne leur traitement, b) en ce qui concerne leur ancienneté dans l'échelon, n° 391. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 68 de la loi du 30 mars 1929 qui permet au Conseil d'administration des offices d'habitations à bon marché de mettre l'impôt foncier à la charge des locataires habitant dans ces immeubles, n° 416. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant : 1° à l'inscription d'office sur les listes électorales de la commune où ils sont nés, des jeunes gens ayant atteint la majorité requise pour avoir le droit de vote ; 2° à l'ouverture d'un délai de quinze jours pour permettre l'inscription des électeurs et électrices omis ou radiés par erreur, n° 482. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, n° 483. — Le 13 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 247) de M. Dagain et plusieurs de ses

collègues tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, n° 1081. — Le 13 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 244) de M. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, n° 1082. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer aux personnels de l'Etat le bénéfice du salaire minimum national interprofessionnel garanti, n° 1193. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faire respecter la durée légale du travail prévue par la loi n° 47-236 du 1^{er} février 1947, en ce qui concerne les gardiens-verseurs des recettes-perceptions, n° 1230. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à créer des établissements hospitaliers à Marseille et à rénover ceux qui peuvent encore être utilisés, n° 1631. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des avantages de la loi du 7 juin 1951, les fonctionnaires, magistrats, ouvriers civils et militaires de l'Etat, dégagés des cadres en vertu de la loi du 15 février 1946, n° 1751. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 51-174 du 7 juin 1951, modifiant la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 1752. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français certains aménagements dans la réglementation de l'octroi de billets populaires de congé annuel, de façon à ce que tous les ayants droit puissent en bénéficier, même s'ils voyagent séparément à l'aller, n° 1753. — Le 6 décembre 1951, un rapport supplémentaire (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés, qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires, anciens combattants, le droit aux congés à plein traitement pour maladies consécutives

aux blessures de guerre, n° 1888. — Le 13 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 244) de M. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice du congé de maladie de longue durée, n° 1977. — Le 14 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 247) de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, n° 2030. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Garonne, n° 2064. — Le 26 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 532) tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie; 2° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 1094) tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, n° 2216. — Le 22 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues, (n° 391) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement le décret n° 45-2233 du 2 octobre 1945 fixant les conditions de recrutement et le statut des agents des cadres complémentaires créés en application de l'ordonnance du 21 mai 1945, relative à la titularisation des employés auxiliaires temporaires de l'Etat et à faire reviser la situation de tous les agents intégrés dans les cadres complémentaires depuis la mise en application du reclassement des fonctionnaires : a) en ce qui

concerne leur traitement; b) en ce qui concerne leur ancienneté dans l'échelon, **n° 2219**. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le rapport (n° 1693) fait au cours de la précédente législature (repris le 23 novembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement) sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat; 2° la proposition de loi (n° 483) de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, **n° 2244**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin d'élever à six fois le minimum vital le plafond du cumul d'une retraite et d'un traitement civil, **n° 2418**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour la réouverture des huileries et savonneries de Marseille qui ont dû cesser la production et pour permettre à l'ensemble des entreprises de cette branche importante de l'industrie régionale d'avoir une activité normale, notamment en leur facilitant le crédit dont elles ont besoin, **n° 2484**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer rapidement un premier secours de cent millions aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations, **n° 2500**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat, des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer accordés au titre de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, **n° 2862**. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 1751) tendant à faire bénéficier des avantages de la loi du 7 juin 1951 les fonctionnaires, magistrats, ouvriers civils et militaires de l'Etat, dérogés des cadres en vertu de la loi du 15 février 1946; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 1752) tendant à

compléter l'article premier de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dérogement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948; 3° de M. Alfred Coste-Floret (n° 1966) tendant à la réintégration, dans l'Administration, des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4, § D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et n° 51-714 du 7 juin 1951, et dérogés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947; 4° de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues (n° 2078) tendant à la réintégration dans l'Administration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat entrant dans les catégories visées à l'article 4, paragraphe D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et 51-714 du 7 juin 1951, et dérogés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947; 5° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 2172) tendant à modifier la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dérogement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat; 6° de M. André Bardon (n° 2424) tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dérogement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat; 7° de MM. Briot, Lemaire et Barrès (n° 2508) tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dérogement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, **n° 3192**. — Le 27 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 1751) tendant à faire bénéficier des avantages de la loi du 7 juin 1951 les fonctionnaires, magistrats, ouvriers civils et militaires de l'Etat, dérogés des cadres en vertu de la loi du 15 février 1946; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 1752) tendant à compléter l'article premier de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de

dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 ; 3° de M. Alfred Coste-Floret (n° 1966) tendant à la réintégration, dans l'Administration, des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, entrant dans les catégories visées à l'article 4, § D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et n° 51-714 du 7 juin 1951, et dégagés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947 ; 4° de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues (n° 2078) tendant à la réintégration dans l'Administration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat entrant dans les catégories visées à l'article 4, paragraphe D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et 51-714 du 7 juin 1951, et dégagés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947 ; 5° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 2172) tendant à modifier la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat ; 6° de M. André Bardon (n° 2424) tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat ; 7° de MM. Briot, Lemaire et Barrès (n° 2508) tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 3369. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant : 1° à secourir les familles éprouvées par l'explosion survenue le 3 septembre 1952 à l'huilerie Rabatau à Marseille et à garantir leurs droits ; 2° à dédommager les propriétaires et locataires des immeubles sinistrés et à assurer leur relogement ; 3° à garantir les pertes de salaires dont sont victimes les travailleurs de l'usine Rabatau et des entreprises environnantes sinistrées, n° 4286. — Le 28 octobre 1952, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 247) de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des

fonctionnaires, n° 4515. — Le 13 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 532) tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie ; 2° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 1094) tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, n° 4752. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1652) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, n° 5595. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à doter de crédits suffisants l'article 5 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953 relatif aux avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'accession au logement familial, n° 6470. — Le 17 juillet 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions du décret n° 48-1572 du 9 octobre 1948 modifié à tous les fonctionnaires agents de l'Etat, ouvriers non logés, n° 6540. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation : 1° du décret n° 53-709 du 9 août 1953 relatif aux conditions d'émission d'emprunts des départements, des communes et des syndicats de communes ; 2° du décret n° 53-710 du 9 août 1953 portant création de commissions départementales d'investissement, n° 6792. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi ayant pour objet d'abroger le décret n° 53-712 du 9 août 1953 tendant à réglementer les suppressions d'emplois, les reclassements et les licenciements, n° 6809. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux

collectivités locales une subvention compensatrice des moins-values dues à l'application du décret n° 53-812 du 5 septembre 1953, n° 6814. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à préciser les dispositions du titre III de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 6904. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1652) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la Régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, n° 8218. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 6540) de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des dispositions du décret n° 48-1572 du 9 octobre 1948 modifié à tous les fonctionnaires, agents de l'Etat, ouvriers non logés, n° 8219. — Le 6 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 3220) tendant à la réintégration des grands mutilés de guerre, agents et ouvriers des établissements publics de l'Etat, offices, services publics, services concédés, régies assimilées ou entreprises nationalisées, licenciés au titre de la loi du 7 janvier 1948 ; 2° de M. Badie (n° 3994) tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 et la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, les grands mutilés de guerre, bénéficiaires des dispositions de l'article premier de la loi du 22 mars 1935, agents des établissements publics, offices, services publics, services concédés ou entreprises nationalisées, n° 8263. — Le 6 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5539) de M. Badie tendant à modifier et à compléter les articles 19 et 21 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 8264. — Le 6 avril 1954, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur, à titre exceptionnel et pour une durée de six mois, les dispositions du titre III de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 relative aux contrats des collectivités locales,

n° 8274. — Le 6 avril 1954, une proposition de loi tendant à apporter une première amélioration à la situation des retraités par la modification des bases de calcul des pensions en vue d'aboutir au rétablissement du rapport entre traitements d'activité et retraites tel qu'il a été établi par la loi n° 48-150 du 20 septembre 1948, n° 8277. — Le 25 mai 1954, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un nouveau délai de six mois pour permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat de demander le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté et prévoyant des dérogations aux règles de recrutement en faveur des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 8534. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi portant réforme du service des brigades des douanes, n° 8581. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 du décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947 concernant le capital-décès des fonctionnaires de l'Etat, n° 8680. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8534) de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture d'un nouveau délai de six mois pour permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat de demander le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté et prévoyant des dérogations aux règles de recrutement en faveur des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 9014. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8201) de M. Pupat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 103 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 9015. — Le 30 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 8309) modifiant les articles 23 et 93 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires ; II. les propositions de loi : 1° de M. Pierre Cot et plusieurs de ses collègues (n° 5096) tendant à compléter les dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relatives aux congés de longue durée des fonctionnaires ; 2° de MM. Dorey et Gabelle (n° 8063) tendant à étendre aux fonctionnaires atteints de sclérose en plaques, le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, donnant

droit à un congé de longue durée, n° 9035. — Le 5 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 3220) tendant à la réintégration des grands mutilés de guerre, agents et ouvriers des établissements publics de l'Etat, offices, services publics, services concédés, régies assimilées ou entreprises nationalisées, licenciés au titre de la loi du 7 janvier 1948; 2° de M. Badie (n° 3994) tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 et la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, les grands mutilés de guerre, bénéficiaires des dispositions de l'article premier de la loi du 22 mars 1935, agents des établissements publics, offices, services publics, services concédés ou entreprises nationalisées, n° 9077. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8680) de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 du décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947 concernant le capital-décès des fonctionnaires de l'Etat, n° 9078.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles 70 ouvriers et techniciens du Centre administratif de Marseille ont été licenciés [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Son rappel au Règlement* (Art. 47 du Règlement) [7 septembre 1951] (p. 7034); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à disjoindre les alinéas, sauf le premier, relatifs à la délégation de l'allocation* (p. 7036, 7037); *Son rappel au Règlement (Abondance des amendements)* (p. 7045); *Son amendement tendant à faire la délégation de l'allocation après l'accord du chef de famille* [8 septembre 1951] (p. 7073, 7074, 7075); *Son amendement tendant à verser l'allocation aux caisses des écoles communales* (p. 7075); *Son amendement tendant à supprimer la gestion du conseil général* (p. 7075, 7076); *Son amendement relatif à la composition du conseil de gestion de la Caisse départementale* (p. 7076); *Son amendement tendant à n'inclure que les œuvres éducatives laïques* (p. 7080); *Amendement de M. Deixonne tendant à disjoindre*

l'alinéa relatif au mandatement aux associations des parents d'élèves des écoles privées (p. 7109); *Son amendement tendant à prévoir l'avis des parents pour le mandatement direct aux associations de parents d'élèves* (p. 7109, 7110); *Amendement de M. Garet tendant à prévoir l'autorisation du chef de famille qui devra produire un certificat de scolarité* (p. 7120); *Rappel au Règlement de M. Lussy (Organisation du débat)* (p. 7160); *Son amendement tendant à mentionner les « associations de parents d'élèves »* [8 septembre 1951] (p. 7162); *le retire* (p. 7162); *Ses explications de vote sur l'article premier* (p. 7163); *Demande de renvoi du débat pour examen en commission des amendements, présentée par M. Reynaud* (p. 7166); Art. 2 : *Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production* [9 septembre 1951] (p. 7223, 7224); Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant un découvert en 1951* (p. 7227); Art. 4 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant des avances des collectivités locales aux associations de parents d'élèves, présentée par le Gouvernement* [10 septembre 1951] (p. 7257, 7258); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 6 milliards d'économies sur les dépenses de guerre* [21 septembre 1951] (p. 7580, 7581); *Amendement de Mlle Marzin tendant à supprimer le septième alinéa prévoyant la revalorisation des traitements des professeurs des écoles libres* (p. 7588, 7589, 7590). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions que le Gouvernement compte prendre pour faire bénéficier les travailleurs de la fonction publique du salaire minimum garanti et procéder à la fixation du minimum vital [13 septembre 1951] (p. 7314). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur la situation misérable des fonctionnaires, leur déclassement par rapport à 1948, le sort des retraités)* [13 septembre 1951] (p. 7326, 7327, 7328); Article additionnel : *Son amendement tendant à calculer le traitement des fonctionnaires d'après le nouveau salaire minimum national majoré de 20 0/0* [20 septembre 1951] (p. 7518, 7519); *Son amendement tendant à étendre la loi au personnel des collectivités locales* (p. 7549). — Dépose une demande d'interpellation sur le fait que François Carbone gangster bien connu, condamné à mort par

contumace, se promène libre [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à considérer comme incompatibles avec le mandat de parlementaire les fonctions de directeur ou administrateur de sociétés* [8 novembre 1951] (p. 7720 et suiv.); *Son amendement tendant à inclure les actionnaires majoritaires ou gérants majoritaires de sociétés de presse* (p. 7723); *Son amendement relatif au propriétaire du journal ou du périodique* (p. 7726); Art. 4 : *Son amendement relatif au cas où le co-directeur pourra ne pas être poursuivi* (p. 7731); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 50-60 : *Son amendement protestant contre la limitation du temps de parole* [15 novembre 1951] (p. 8048); Chap. 50-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services maritimes avec la Corse* (p. 8048); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 6000 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux fonds secrets* [22 novembre 1951] (p. 8371); SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le secrétariat général permanent (Rôle de ce secrétariat)* (p. 8374); FINANCES, Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Gardiens verseurs des perceptions)* [23 novembre 1951] (p. 8465); *le retire* (ibid.); Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la direction des impôts (Création d'emplois d'experts fiscaux)* (p. 8467); Chap. 12-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration des douanes (Transformation d'emplois des contrôleurs des douanes)* (p. 8468, 8469); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration des douanes (Création d'emplois nouveaux)* (p. 8469); Chap. 31-50 : *Son rappel au Règlement (Impossibilité de revenir au chapitre précédent)* (p. 8471); Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les sociétés de secours mutuel* (p. 8472); INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Occupation de l'imprimerie de la S. N. E. P. à Marseille par la police)* [28 novembre 1951] (p. 8583 et suiv.); *le retire*

(p. 8584); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Incident provoqué par les soldats du bataillon de Corée à Marseille)* (p. 8584); *le retire* (ibid.); Chap. 10-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des centres interdépartementaux (Réintégration de 70 ouvriers licenciés à Marseille)* (p. 8591); Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour la sûreté nationale (Création de deux nouvelles C. R. S.)* (p. 8599); *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour la sûreté nationale (Non arrestation de Carbone à Marseille)* (p. 8600); Chap. 50-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* (p. 8610); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Statut du personnel hospitalier et hôpitaux de Marseille)* [4 décembre 1951] (p. 8737, 8738); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 50-20 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir partiellement les crédits pour l'association pour l'accroissement de la productivité* [11 décembre 1951] (p. 8992); Chap. 50-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les garanties de prix aux opérations d'exportations (Emprise de l'industrie américaine sur l'économie française)* (p. 8993, 8994); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Grève des ouvriers imprimeurs de Marseille)* [13 décembre 1951] (p. 9165); *le retire* (p. 9166); EDUCATION NATIONALE, Chap. 30-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Education des travailleurs algériens)* [19 décembre 1951] (p. 9426); JUSTICE, Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de l'éducation surveillée (Retrait des allocations familiales à certaines familles)* [21 décembre 1951] (p. 9524); P. T. T., Chap. 11-10 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Recrutement des agents d'exploitation)* [23 décembre 1951] (p. 9674); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit des P. T. T.)* (p. 9682); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 18-30 : *Son amendement tendant*

à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (*Relèvement du salaire minimum*) [23 décembre 1951] (p. 9703, 9704); Article additionnel : *Renvoi des articles additionnels à la Commission* (p. 9708); FINANCES, CHARGES COMMUNES, amendé par le Conseil de la République, Chap. 18-30 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'amélioration de la situation du personnel de l'Etat (Réformes de structure)* [3 janvier 1952] (p. 83). — Dépose une demande d'interpellation sur l'empêchement illégal par la police de la parution de la *Marseillaise* [20 novembre 1951] (p. 8206). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Prise à partie de M. Loustanau-Lacau* [22 novembre 1951] (p. 8407). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attentat commis contre le siège de la section du 1^{er} arrondissement de Marseille du parti communiste par des soldats du corps de Corée [28 novembre 1951] (p. 8599). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers; Art. 2 : *Sa demande de disjonction de l'article créant un fonds d'investissement routier* [14 décembre 1951] (p. 9206, 9207); Art. 4 : *Recettes du fonds d'investissement routier* (p. 9208); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas majorer le carburant agricole* (p. 9212); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 7 : *Détaxe des carburants agricoles* [24 décembre 1951] (p. 9753, 9754); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Achèvement du débat le jour même* [23 décembre 1951] (p. 9726); Art. 2, Etat B : *Sa demande de disjonction des crédits pour les dommages mobiliers* [24 décembre 1951] (p. 9784); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions expérimentales (Chantier expérimental de Strasbourg)* (p. 9790, 9791); *le retire* (ibid); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS HORS DE LA MÉTROPOLE : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Routes stratégiques en Afrique)* [27 décembre 1951] (p. 9985); Article premier, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 96-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

la remise en état de navires (Chômage des constructions navales) [28 décembre 1951] (p. 10000); Art. 15 : *Sa demande de disjonction de l'article permettant la fermeture des petites usines à gaz* (p. 10006). — Est entendu sur le procès-verbal : *Vote de son parti sur le budget des finances* [28 décembre 1951] (p. 10023, 10024). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Mécontentement des fonctionnaires, insuffisance du salaire minimum, la ruine des épargnants, le remboursement des fonds russes, les impôts nouveaux, la politique de M. Paul Reynaud* [30 décembre 1951] (p. 10270 et suiv.); Article premier : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation de la S. N. C. F.* [4 janvier 1952] (p. 118, 119, 120); Art. 2 : *Son rappel au Règlement (Discussion de sa demande de disjonction)* (p. 162); *Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire le délai et à prévoir l'élévation de la limite d'âge du personnel* (p. 136); Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Discussion des amendements)* [5 janvier 1952] (p. 156); Art. 6 A : *Sa demande de disjonction du quatrième paragraphe relatif à la politique d'économie faite sur l'avis d'experts* (p. 170); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 69 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant de 15 0/0 les impôts existants* [26 février 1952] (p. 1029); — du projet de loi relatif à la Convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1162, 1163). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement et l'épidémie de variole qui sévit à Marseille, et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Epidémie de variole à Marseille ramenée d'Indochine sur un transport de troupes, la guerre bactériologique en Corée*) [11 mars 1952] (p. 1220, 1221). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'affaire Ducreux-Tacnet : *Scandales Ducreux et de Récy* [20 mars 1952] (p. 1375, 1376). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant réforme et revision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1438); — d'une proposition de résolution relative à la

modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les modifications apportées aux rappels au Règlement* [27 mars 1952] (p. 1570) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Article premier : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article à la mise en vigueur de lois déjà promulguées* [2 avril 1952] (p. 1754) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux décrets permettant de réaliser 110 milliards d'économie* [3 avril 1952] (p. 1804) ; *Son amendement tendant à limiter le champ d'application des décrets d'économies* (p. 1805) ; *Son amendement tendant à ne pas faire d'économies sur les subventions aux communes* (p. 1807) ; *Son rappel au Règlement (Examen des articles additionnels)* (p. 1807) ; Art. 7 : *Son rappel au Règlement (Prise en considération du texte gouvernemental)* (p. 1828) ; Art. 8 : *Sa demande de disjonction de l'article diminuant les recettes du fonds d'investissements routiers* (p. 1829) ; *Son rappel au Règlement (Disjonction des articles additionnels)* (p. 1832) ; Art. 23 F : *Demande de disjonction de l'article relatif aux fonctions du Conseil supérieur des transports, présentée par M. Midol* (p. 1873) ; Art. 34 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant de 15 0/0 les droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1904) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à considérer les artisans pêcheurs comme des salariés* (p. 1916) ; Art. 43 : *Amnistie fiscale* (p. 1926) ; Art. 6 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 6 prévoyant 110 milliards d'économies par décret* [8 avril 1952] (p. 1994, 1995) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer un crédit de cinq milliards pour la défense passive* [12 avril 1952] (p. 2258) ; — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : Article premier : *Son amendement tendant à étendre la loi à toutes les rentes viagères y compris celles de l'Etat* [10 avril 1952] (p. 2169). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative au crédit aux huileries et savonneries marseillaises [11 juillet 1952] (p. 3896). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interprétation abusive de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 relative à la constatation de nullité des contrats passés par les collectivités locales durant la période de l'occupation [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi

relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires ; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre de faire appel devant le Conseil de préfecture et le Conseil d'Etat* [4 novembre 1952] (p. 4673) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FINANCES (Services financiers) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Indices des agents du service intérieur)* [4 novembre 1952] (p. 4703) ; *Amendement de M. Estradère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Agents gardiens de bureau et huissiers)* (p. 4704) ; *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Primes d'insalubrité)* (p. 4705) ; Chap. 31-63 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des douanes (Création d'emplois de directeur-adjoint)* (p. 4707) ; Chap. 31-64 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services des douanes (Indemnités d'habillement et de transport des douaniers)* (p. 4707) ; Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 4708) ; Chap. 34-42 : *Frais de mission et de déplacement (Indemnités kilométriques)* (p. 4709) ; Chap. 34-63 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'administration des douanes (Pauvreté du matériel)* (p. 4709, 4710) ; le retire (p. 4710) ; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat, jugeant la lettre rectificative insuffisante* (p. 5355) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en raison de l'insuffisance du traitement de base des fonctionnaires et de l'échelle des traitements* [26 novembre 1952] (p. 5703 et suiv.) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à améliorer la carrière des secrétaires d'administration* [27 novembre 1952] (p. 5739, 5740) ; Art. 3 : *Son sous-amendement relatif à la réintégration des fonctionnaires détachés pour exercer une fonction élective ou syndicale* (p. 5741) ; INTÉRIEUR ; Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Création de dix nouvelles C.R.S.)* [13 décembre 1952] (p. 6334, 6335). — Dépose une demande

d'interpellation sur la décision du Gouvernement de ne pas procéder à de nouvelles titularisations d'auxiliaires [15 novembre 1952] (p. 5204). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Réforme de l'auxiliarat et majoration des allocations familiales et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [18 novembre 1952] (p. 5341). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 novembre 1952] (p. 5353). — Est entendu pour un rappel au Règlement : *Suspension de séance pour pouvoir discuter des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5405). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole)* [27 novembre 1952] (p. 5784) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à amnistier les fonctionnaires révoqués pour leurs opinions politiques ou des fautes professionnelles* [28 novembre 1952] (p. 5864, 5865) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux augmentations éventuelles des allocations familiales ou de la retraite des vieux* [9 décembre 1952] (p. 6087, 6088) ; Art. 27 : *Amendement de M. Boisdé tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* (p. 6092) ; Art. 29 *ter* : *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissements (Dotation insuffisante du fonds)* [11 décembre 1952] (p. 6154) ; *Son amendement tendant à majorer la part revenant aux réseaux routiers départemental et communal* (p. 6156) ; *le retire* (ibid) ; Art. 38 : *Amendement de M. Estradère relatif aux artisans des stations balnéaires et touristiques* (p. 6166) ; Art. 52 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie* (p. 6192) ; Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 francs par hectolitre d'alcool, présentée par M. Maurélet* [12 décembre 1952] (p. 6233, 6234) ; Art. 102 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la simplification du recouvrement de l'impôt* (p. 6245) ; Art. 117 : *Validation des lois instituant les cotisations professionnelles pour les comités d'organisation* (p. 6259) ; Article addi-

tionnel : *Son rappel au Règlement (Application de l'article 68 du Règlement)* (p. 6289) ; *Son amendement tendant à étendre la prime de transport à tous les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat* (p. 6290) ; *Son amendement tendant à créer un fonds d'avances aux fonctionnaires pour accéder à la propriété* (p. 6290) ; *Son amendement tendant à généraliser la prime d'insularité accordée aux fonctionnaires en Corse* (p. 6290) ; *Son amendement tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires résistants* (p. 6290) ; *Son amendement tendant à valider en vue de la retraite pour les fonctionnaires, le temps de service accompli dans les sociétés nationales* [21 décembre 1952] (p. 6849) ; *Son amendement tendant à prévoir le droit à pension du conjoint survivant d'une femme fonctionnaire* (p. 6849) ; *Son amendement tendant à supprimer la forclusion en matière de pension* (p. 6850) ; *Son amendement tendant à réévaluer le salaire minimum vital des fonctionnaires* (p. 6850) ; *Son amendement tendant à permettre le cumul des rentes viagères et pensions d'invalidité dans une certaine mesure avec un traitement* (p. 6850) ; *Son amendement tendant à assimiler les patrons pêcheurs à des salariés pour l'impôt sur le revenu* (p. 6880). — Est entendu sur un incident (*Victimes de l'alcoolisme*) [12 décembre 1952] (p. 6236). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire à 1 0/0 le taux d'intérêt pour les prêts de l'Etat aux H.L.M.* [23 janvier 1953] (p. 202) ; — du projet de loi portant ratification de décrets et portant ouverture et annulation de crédits pour 1952 (Aide à la Yougoslavie) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation économique et politique de la Yougoslavie)* [5 février 1953] (p. 915 et suiv.) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier les sanctions administratives infligées à des fonctionnaires ayant participé aux grèves* [27 février 1953] (p. 1424) ; Titre II : *Sa demande de disjonction du titre II relatif à l'épuration administrative* [10 mars 1953] (p. 1725) ; Art. 14 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant l'amnistie des sanctions prononcées au titre de l'épuration administrative* (p. 1746) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer la réintégration automatique des amnistiés sauf exceptions* (p. 1771) ; de cette proposition de

loi amendée par le Conseil de la République; Art. 14 : *Epuration administrative; Son amendement tendant à écarter le texte voté par le Conseil de la République associant automatiquement l'amnistie administrative à l'amnistie pénale et l'étendant à certains personnels omis en première lecture* [24 juillet 1953] (p. 3927); Art. 14 *ter* : *Extension aux fonctionnaires et agents des collectivités locales des bénéficiaires reconnus, en matière de retraites, aux épurés administratifs de l'Etat; Son amendement tendant à la reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale* (p. 3929); *retrait* (p. 3929); Art. 15 : *Réouverture des délais de recours gracieux et contentieux; Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale* (p. 3929); *retrait* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Articles additionnels : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon* [20 mars 1953] (p. 2077); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (Ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit du budget 1952, le chômage grandissant, la hausse des bénéficiaires capitalistes)* [24 mars 1953] (p. 2247, 2248); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur la majoration des impôts sur les produits pétroliers proposée pour financer le relèvement des pensions des invalides de la marine)* [26 mars 1953] (p. 2401, 2402); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la cessation éventuelle des paiements de l'Etat, la nécessité de changer de politique plutôt que de Constitution)* [16 juin 1953] (p. 3037, 3038); — d'une proposition de loi différant l'application par décret des aménagements fiscaux : *Discussion générale (Son rappel de la proposition de loi n° 6268 précédemment déposée sur ce sujet par le groupe communiste. Pour l'abrogation pure et simple de l'article 69 de la loi de finances de 1953 instituant ladite procédure)* [2 juillet 1953] (p. 3211); *Son contre-projet tendant à l'abrogation de l'article 69 (Contre le maintien demandé par le Ministre des Finances de diverses parties du projet de réforme fiscale)* (p. 3212 et suiv.); Article unique : *Amendement de M. Fourtaud tendant*

à reporter au 20 décembre 1953 la date limite pour l'application par décrets de la réforme fiscale (p. 3214); *Sa demande de vote par division* (p. 3215); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents; Sa demande de disjonction* [7 juillet 1953] (p. 3310); *Sa demande de disjonction de l'alinéa 4; la retire* (p. 3312). — Dépose une demande d'interpellation sur la rénovation et la construction d'établissements hospitaliers de l'assistance publique de Marseille [16 juillet 1953] (p. 3502). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'usage du décret de clôture pour les sessions extraordinaires* [21 juillet 1953] (p. 3673); *Son amendement tendant à faire clore par l'Assemblée nationale les sessions dont elle aura eu l'initiative* (p. 3674); Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets d'amnistie* (p. 3678); *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets concernant la législation du travail* (p. 3678); *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets modifiant le Code pénal* (p. 3679); *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets relatifs au statut des fonctionnaires* (p. 3679); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille amendé par le Conseil de la République; *Discussion générale : La priorité reconnue à Marseille ne saurait porter ombrage à Nantes et Saint-Nazaire bénéficiant d'un financement spécial sur dommages de guerre* [30 octobre 1953] (p. 4704); — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Suite possible du débat* [30 octobre 1953] (p. 4715); *Son rappel au Règlement (Vote de la motion de Mme Estachy)* (p. 4729); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir la titularisation par décret de certains employés de l'Institut national d'hygiène* [26 novembre 1953] (p. 5556); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3102 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'administration centrale (Création de cadres mécanographes)* [9 décembre 1953] (p. 6369); Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour les services des préfectures (Statut des mécanographes) [10 décembre 1953] (p. 6381); Chap. 3115 : Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Médiocre rentabilité des C. A. T. I. et suppression de ces centres) (p. 6303); Art. 4 bis : Amendement de M. Sérafini relatif à l'intégration dans le corps des administrateurs civils des agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur en fonctions le 31 décembre 1946 (p. 6392); Article additionnel : Son amendement tendant à abroger le décret du 9 août 1953 réglementant les suppressions d'emplois et licenciements (p. 6411, 6412); Son amendement tendant à abroger les décrets du 9 août 1953 relatifs au contrôle des communes par les préfets (p. 6412); Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat au fonds national de péréquation des collectivités locales (p. 6412, 6413); le retire (p. 6413); Son amendement tendant à abroger le décret du 26 septembre 1953 sur les pouvoirs des préfets (p. 6413); proteste contre le rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal dont il a fait l'objet [11 décembre 1953] (p. 6495); FINANCES : CHARGES COMMUNES : Motion préjudicielle de M. J. Duclos tendant au renvoi en Commission pour demander la hausse du traitement de base des fonctionnaires et un acompte mensuel de 7.000 francs pour ceux-ci [11 décembre 1953] (p. 6506, 6507); Etat A, Chap 3193 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Reclassement des sténo-dactylographes et adjoints administratifs) (p. 6517); Art. 9 bis : Son amendement relatif aux agents supérieurs des administrations centrales en fonction le 31 décembre 1946 et non intégrés parmi les administrateurs civils (p. 6523); Art. 15 : Réintégration des fonctionnaires épurés par Vichy (p. 6527); Article additionnel : Amendement de M. Giovoni tendant à attribuer une indemnité de vie chère aux fonctionnaires en service en Corse (p. 6529); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art 12 noniès : Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations des H.L.M. [31 décembre 1953] (p. 7208); Art. 13 bis : Primes à la construction accordées aux collectivités locales et aux établissements publics pour

les logements construits par eux (p. 7209); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES), amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : Cumul des traitements et pensions [31 décembre 1953] (p. 7245); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à ne pas appliquer la « loi des maxima » aux dépenses d'assistance et de sécurité sociale [13 décembre 1953] (p. 6714); Article additionnel : Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat aux collectivités locales pour compenser les moins-values sur la taxe locale additionnelle (p. 6746); Son amendement tendant à abroger le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 (p. 6746); Son amendement tendant à abroger le décret n° 53-700 du 30 septembre 1953 (p. 6747); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales dans les départements d'outre-mer; Art. 10 : Sous-amendement de M. Patinaud (Durée de travail exigée pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations) [11 février 1954] (p. 196); — d'une proposition de loi portant modification du statut général des fonctionnaires (débat restreint), en qualité de Rapporteur : Imputabilité au service des maladies ouvrant droit à congé de longue durée [12 février 1954] (p. 270); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif d'ordonnancement), Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Chap. 32-92 : Situation des retraités de l'Etat [16 février 1954] (p. 305); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : Discussion générale (Réduction de l'impôt sur les petites sociétés) [23 mars 1954] (p. 1202); (Réforme des finances locales, taxe proportionnelle forfaitaire) (p. 1203, 1204); Sa demande de disjonction du titre I^{er} [25 mars 1954] (p. 1274); Art. 6 : Son amendement (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers) [26 mars 1954] (p. 1339); Art. 8 : Sa demande de disjonction (p. 1543); Son amendement (Suppression du paragraphe 3 concernant les catégories d'entreprises qui ne bénéficient pas de la détaxation) (p. 1357); Son amendement (Versement de la moitié des sommes déduite de la taxe à la valeur ajoutée à un fonds national de construction de logements) (p. 1359); Art. 4 : Son amendement (Assujettissement obligatoire à la taxe à la valeur ajoutée des entrepreneurs de travaux immobiliers) (p. 1361); Art. 9 bis : Son

amendement (*Perte de recettes pour les collectivités locales*) (p. 1362); le retire (*ibid.*); Art. 13 : Son amendement (*Compensation de la perte de recettes pour les communes par une subvention de l'Etat*) (p. 1363); Art. 20 : Son amendement (*Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des impôts*) (p. 1369); Art. 22 B : Son amendement (*Impossibilité pour le Gouvernement d'augmenter la taxe par décret*) [29 mars 1954] (p. 1388); Art. 22 C : Demande de disjonction de l'article 22 D à 22 M de M. Benard (*Problème de la taxe locale et des finances locales, date d'application de la réforme*) (p. 1391); Art. 22 N : Son amendement (*Reversement par l'Etat du montant de la taxe locale destinée aux communes*) (p. 1391 et suiv.); Art. 22 O : Son amendement (*Garantie par l'Etat du montant de la taxe locale destinée aux communes*) (p. 1398); Art. 39 : Impôts sur les revenus, surtaxe progressive; Son amendement (*Détermination du revenu imposable*) (p. 1403); Art. 40 : Sa demande de disjonction du paragraphe 2 (*Abattement à la base de la surtaxe progressive*) (p. 1409); Art. 41 bis : Amendement de M. Frédéric-Dupont (*Imposition de la femme seule ayant un ascendant à sa charge*) (p. 1420); Art. 51 : Son amendement (*Obligation pour le patron de payer les cotisations de sécurité sociale pour bénéficiaire des commandes de l'Etat*) (p. 1434, 1435); Titre IV : Son amendement (*Reprise de l'ensemble du titre IV concernant la réforme des finances locales*) (p. 1436); le retire (*ibid.*); Examen des articles 41 et 42 en seconde délibération (p. 1440); Art. 40 : Son amendement (*Abattement à la base pour la surtaxe progressive*) (p. 1445, 1446); Art. 42 : Son amendement (*Discrimination des sociétés pour l'application de l'impôt*) (p. 1446); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : Son amendement (*Exonérations relatives aux transports effectués en vue de l'exportation*) [9 avril 1954] (p. 1990, 1991); Art. 9 ter : *Egalité fiscale pour tous les circuits de distribution* (p. 1993); Art. 18 : Son amendement (*Remboursement aux collectivités locales de la perte de recettes consécutive à la réforme fiscale relative aux engrais*) (p. 1994); Art. 22 : Son amendement (*Législation répressive en matière fiscale, contrainte par corps*) (p. 1995); le retire (*ibid.*); Art. 22 N : Son amendement (*Modalités d'application de cet article, ristournes dues aux départements et aux communes par l'Etat*)

(p. 1996); Art. 22 P : Amendement de M. Noël (*Régime fiscal applicable aux transporteurs*) (p. 1997); Art. 39 : Son amendement (*Bénéfices des professions non commerciales donnant lieu à une déclaration obligatoire*) (p. 1997); le retire (*ibid.*); — des interpellations relatives aux affaires du Limousin : Application du règlement pour la proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires [7 avril 1954] (p. 1859); — du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les exercices 1951-1952; Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 50-60 : Son amendement (*Contrôle de la gestion de la Compagnie des Messageries maritimes et de la Compagnie générale transatlantique, opérations de la société hôtelière de ravitaillement maritime*) [8 avril 1954] (p. 1878, 1879); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Privilèges fiscaux accordés aux sociétés (Chômage à Marseille)* [14 mai 1954] (p. 2419, 2420); Art. 1^{er} : *Permis de construire* (p. 2421, 2422); Art. 1^{er} quinquies : *Extension des privilèges fiscaux accordés aux industriels pour la construction de logements* (p. 2424); Demande de disjonction de l'article 2 (*Bénéfices réalisés sur les ventes de terrains*) (p. 2425); Renvoi de la discussion de l'article 2 à une séance ultérieure (p. 2426); Art. 3 : Son amendement (*Maintien des tarifs de l'impôt sur les sociétés*) (p. 2427); Art. 3 ter : Renvoi de la discussion (p. 2429); Art. 4 : *Imposition des sociétés de réassurance; Sa demande de disjonction* [18 mai 1954] (p. 2477); Art. 5 bis : *Plus-value provenant de la session des parts sociales; Sa demande de disjonction* (p. 2480); Art. 5 ter : *Conducteurs, propriétaires de taxis* (p. 2484); Son amendement (*Réduction du taux de la taxe proportionnelle pour les marchands de journaux et publications*) [21 mai 1954] (p. 2611); Art. 9 : Son amendement (*Déclarations des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 francs*) (p. 2617, 2618); Amendement de M. Charpentier (*Date d'émission des rôles concernant l'impôt foncier et l'impôt sur les bénéfices agricoles*) [25 mai 1954] (p. 2667); Art. 12 : Amendement de M. Raffarin (*Cotisation perçue au profit des chambres d'agriculture et versement à un fonds de péréquation*) (p. 2674); Art. 14 : *Pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait* (p. 2676, 2677); Art. 2 : Amendement de M. Crouzier (*Exonérations fixées en faveur des personnes qui*

lotissent et vendent; Impositions des plus-values réalisées; Spéculations sur les lotissements) [1^{er} juin 1954] (p. 2717); Son amendement (Exonération des opérations de lotissement et obligation de construire dans le délai de quatre ans) (p. 2718, 2719); Article additionnel de M. Minjot (Publication du montant des impositions établies au titre de la surtaxe progressive) (p. 2721); Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans) (p. 2725); Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans, aggravation de la répression à l'encontre des artisans et commerçants) [8 juin 1954] (p. 2819); Son article additionnel (Situation administrative des commerçants non sédentaires ayant un domicile fixe, les « marchands ambulants ») [24 juin 1954] (p. 3057); Son article additionnel (Suppression du contrôle polyvalent) (p. 3101 et suiv.); Son amendement (Suppression des brigades polyvalentes); Exercice du contrôle polyvalent sur les petits et moyens contribuables, injustice fiscale, défense de la petite propriété par le parti communiste [29 juin 1954] (p. 3131 et suiv.); Son article additionnel (Etude du contrôle fiscal par le Conseil économique, la non-extension du contrôle polyvalent à la province) (p. 3143); Article additionnel de M. Godin (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal) (p. 3144, 3145); Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinés à l'exportation, situation des ports français) (p. 3154); Art. 23 ter : Son amendement tendant à assujettir les pâtisseries à la taxe proportionnelle [6 juillet 1954] (p. 3214); Article additionnel de M. Godin (Investissements de capitaux et dépenses ostensibles et notoires lors de la taxation d'office à la surtaxe progressive) [6 juillet 1954] (p. 3238); Art 24 bis : Evaluation de la population flottante des stations classées (p. 3239). — Dépose une demande d'interpellation : sur les décrets du 27 mai 1954, la nécessité de fixer la rémunération de base conformément au statut de la fonction publique et la hiérarchie [8 juin 1954] (p. 2823); — sur les mesures envisagées pour donner satisfaction aux revendications des agents de la fonction publique [29 juin 1954] (p. 3137) — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'Etat, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des Messageries maritimes : Ses

explications de vote (Contrôle réel et efficace des compagnies et leurs filiales, mode de révision des subventions, contrat liant la Compagnie des Messageries maritimes et la Société hôtelière de ravitaillement maritime) [9 juillet 1954] (p. 3398, 3399); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Situation des fonctionnaires, abattements de zones) [6 août 1954] (p. 3958).

CROUAN (M. Jean), Député du Finistère (R. I.).

Son élection est validée [26 mai 1955] (p. 3058). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 juin 1955] (**F. n° 537**); de la Commission de la justice et de législation [25 octobre 1955] (**F. n° 575**).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Poudrerie nationale du Pont-de-Buis* [29 juin 1955] (p. 3446, 3447). — S'excuse de son absence [10 mai 1955] (p. 2608), [25 octobre 1955] (p. 5228), [29 novembre 1955] (p. 6037). — Obtient des congés [10 mai 1955] (p. 2608), [25 octobre 1955] (p. 5228), [29 novembre 1955] (p. 6037).

CROUZIER (M. Jean), Député de Meurthe-et-Moselle (R. I.).

Secrétaire d'Etat à la Défense
et aux Forces armées.

(2^e Cabinet Edgar FAURE),
(depuis le 1^{er} mars 1955).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5944). — Est nommé : vice-président de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [19 janvier 1955] **F. n° 482** ; secrétaire : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre : de la

Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1); de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (F. n° 216). [19 janvier 1954] (F. n° 341), — Est élu juge titulaire de la Haute-Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 22 juillet 1951 dans la région de Lunéville-Blamont (Meurthe-et-Moselle) n° 286. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai le décret du 21 octobre 1951, majorant le prix de l'essence, n° 1306. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime de la vente et du nantissement des fonds de commerce, n° 1491. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI, relative au notariat, modifié par la loi du 12 août 1902, n° 2714. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 4436. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre, n° 4902. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389, du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5338. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à créer une caisse autonome de la construction et de la reconstruction, n° 5825. — Le 23 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers de Meurthe-et-

Moselle, victimes, dans la première quinzaine de mai, de gelées ayant, dans la proportion de 80 à 100 0/0, détruit les récoltes possibles et demandant à cette occasion, l'institution d'un régime d'assurance contre les calamités de cet ordre, n° 6344. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'octroi d'une indemnité de transport aux agents du personnel civil dépendant du Ministère de la Défense nationale, et qui, mutés pour les nécessités du service, doivent se faire transporter, chaque jour, de leur domicile d'avant guerre au nouveau siège de leur administration, n° 6931. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7049. — Le 26 novembre 1953, une proposition de loi portant suspension de délai en matière de nantissement de matériel d'équipement, n° 7302. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les radiologistes militaires de bonifications d'annuités, n° 7491. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de succession les biens sinistrés de toute nature par faits de guerre, non reconstruits à la date du décès à la double condition, toutefois que le propriétaire des biens sinistrés soit décédé postérieurement au sinistre et qu'il s'agisse d'une succession en ligne directe ou entre époux, n° 7649. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à l'extension du bénéfice de la loi du 22 août 1946 relative aux allocations familiales, à tous les apprentis jusqu'à l'âge de 20 ans, n° 7840. — Le 31 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 6793) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial; 2° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 7542) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 8198. — Le 31 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi

(1) Démissionnaire [7 juillet 1953] (F. n° 275).

(n° 7943) de M. Siefert et plusieurs de ses collègues tendant à assortir d'une clause d'indexation les titres délivrés aux sinistrés mobiliers en vertu des décrets des 9 août et 30 septembre 1953, n° 8199. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8225. — Le 17 juin 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 6793) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial ; 2° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 7542) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 8668. — Le 25 juin 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi (n° 7943) de M. Siefert et plusieurs de ses collègues tendant à assortir d'une clause d'indexation les titres délivrés aux sinistrés mobiliers en vertu des décrets des 9 août et 30 septembre 1953, n° 8729. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 de la loi n° 48-975 du 16 juin 1948, modifié par l'article 2 de la loi n° 52-355 du 1^{er} avril 1952, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, n° 8775. — Le 7 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle, détruits par faits de guerre, n° 8827. — Le 22 juillet 1954, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur les propositions de loi : 1° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 6793) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial ; 2° de

M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 7542) tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, n° 8940.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : *Amendement de M. Delbos tendant à invalider M. Rastel* [29 novembre 1951] (p. 8670, 8671); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion de M. Garet tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [22 décembre 1951] (p. 9646); *Motion préjudicielle de Mme Rabaté, demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* [23 décembre 1951] (p. 9734); Article additionnel : *Son amendement relatif aux sinistrés qui ont reçu des indemnités de réquisition* (p. 9808); Article additionnel : *Son amendement tendant à rembourser en numéraire les honoraires d'architecte* (p. 9811); Etat A, Chap. 95-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse autonome de Reconstruction (Insuffisance des crédits pour les dommages de guerre)* (p. 9735); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre le nantissement des titres remis aux sinistrés* [24 décembre 1951] (p. 9795); de ce projet amendé par le Conseil de la République, Art. 19 bis : *Amendement de M. Coudray tendant à reprendre l'article relatif au remboursement par l'Etat des honoraires d'architecte* [3 janvier 1952] (p. 37); Art. 29 : *Amendement de M. Coste-Floret, tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* (p. 41, 42); — d'un projet de loi portant dégrèvements, réformes et dispositions fiscales : *Discussion générale (Adoption des lois-cadres ruine des épargnants, réduction des droits de succession)* [30 décembre 1951] (p. 40245, 40246); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des emprunts, les économies faites sur la reconstruction, la politique de confiance et l'équilibre budgétaire)* [1^{er} avril 1952] (p. 1670 et suiv.); Art. 6 : *Demande de prise en considé-*

ration de l'article prévoyant 110 milliards d'économies sur les budgets de la reconstruction et des investissements, présentée par M. Triboulet [2 avril 1952] (p. 1770); Son amendement tendant à faire connaître au Parlement, le 1^{er} juillet 1952, l'état de la trésorerie (p. 1772); Art. 55 : Son amendement relatif à l'emploi des vignettes à apposer sur les factures par les redevables de la taxe à la production [4 avril 1952] (p. 1946); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : Ses observations sur le ralentissement de la Reconstruction [15 novembre 1952] (p. 5184); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Question préalable de M. Devemy [2 décembre 1952] (p. 5894); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952) [21 novembre 1952] (p. 5396, 5397, 5403); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur l'insuffisance de l'effort de reconstruction) [9 décembre 1952] (p. 6071); Art. 1^{er} : Amendement de M. Guiguen tendant à ne pas appliquer l'article aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 6088); Art. 104 : Son amendement tendant à indemniser intégralement les commerçants ayant perdu leurs stocks par faits de guerre [12 décembre 1952] (p. 6253); Article additionnel : Son amendement relatif à la constatation de l'achèvement de travaux de reconstruction par un certificat de conformité [21 décembre 1952] (p. 6852); le retire (ibid.); Son amendement tendant à permettre la rétrocession amiable à leurs anciens propriétaires d'immeubles domaniaux expropriés (p. 6855, 6856); Son amendement tendant à exonérer d'impôts fonciers les immeubles sinistrés reconstruits par l'Etat pendant une durée égale à celle de la privation de jouissance (p. 6863); Son amendement tendant à exempter de taxe proportionnelle les produits des emprunts en faveur des sinistrés (p. 6884); Son amendement relatif aux droits d'enregistrement sur les marchés de l'Etat et des collectivités locales (p. 6910); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Discussion générale (Sens du mot « errements ») [16 décembre

1953] (p. 6500); Ses observations sur la lente reconstruction du patrimoine national, l'insuffisance des crédits pour la reconstruction qui devraient être portés à 500 milliards, les investissements somptuaires, l'insuffisance des constructions nouvelles [18 décembre 1952] (p. 6558 et suiv.); Art. 29 : Emission d'emprunts par la Caisse autonome de la Reconstruction [20 décembre 1952] (p. 6771); Article additionnel : Son amendement tendant à hâter le délai d'octroi des autorisations de transfert (p. 6774); le retire (ibid.). — Est entendu sur l'élection du Président de l'Assemblée Nationale : Sa demande de suspension de séance [13 janvier 1953] (p. 60). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 3 : Motion préjudicielle de M. A. Lenormand demandant 500 milliards pour la Caisse autonome de la Reconstruction [23 janvier 1953] (p. 205, 206); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 4 : Son amendement tendant à prévoir des économies par la réforme du régime des marchés de l'Etat [27 janvier 1953] (p. 488, 489); le retire (p. 489); Art. 118 w : Son amendement tendant à encourager les investissements faits par les sociétés [28 janvier 1953] (p. 594); — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction; Art. 1^{er} : Amendement de M. Nisse tendant à réserver le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls sinistrés d'origine (Ses observations sur l'exception en faveur des collectivités locales et des organismes d'H.L.M.) [17 mars 1953] (p. 1989). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement tendant à discuter la proposition de loi relative à l'indemnisation de la perte du droit au bail dans les immeubles sinistrés [18 mars 1953] (p. 2016). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant l'épargne-construction; Art. 2 : Son amendement tendant à unifier à trois mois le délai de préavis de remboursement [20 mars 1953] (p. 2099); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 6 : Son amendement tendant à prévoir la signature du Garde des Sceaux [21 mars 1953] (p. 2191); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : Discussion générale (Ses observations sur les résultats positifs de la politique de M. Pinay, les méfaits de la politique socialiste) [24 mars 1953] (p. 2257,

2258); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains d'habitations; Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier le titre de la loi* [27 mars 1953] (p. 2512). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la reconstruction* [3 juin 1953] (p. 2921). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Gravité sociale de la crise actuelle, attitude généralement exemplaire du syndicalisme agricole, guerre aux parasites de la distribution* [20 octobre 1953] (p. 4401, 4402); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Lenteur de l'indemnisation des sinistrés, emprunt à lancer par les groupements de sinistrés, remboursement des dommages de guerre mobiliers)* [30 novembre 1953] (p. 5699, 5700); Chap. 46-22 : *Motion préjudicielle de M. Le Roy Ladurie demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction* (p. 5726) ; Art. 4 : *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole dans un débat organisé)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5753) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas annuler les autorisations d'émission de titre en 1950* (p. 5762) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un intérêt de 20/0 pour les titres remis en paiement des dommages mobiliers* (p. 5797) ; *Son amendement tendant à ce que le sinistré mobilier sache le montant du forfait offert avant de choisir* (p. 5797, 5798) ; Art. 15 : *Motion préjudicielle de M. R. Schmitt tendant à surseoir au débat pour protester contre les modifications de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* (p. 5807) ; Art. 25 : *Demande de disjonction de l'article imputant les frais de fonctionnement sur les crédits ouverts pour les dommages mobiliers, présentée par M. Triboulet* [2 décembre 1953] (p. 5871, 5872) ; Article additionnel : *Amendement de M. Midol tendant à autoriser les groupements de sinistrés à lancer un emprunt de 20 milliards* (p. 5877) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5881) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : *Demande de reprise du texte voté en première lecture relatif à l'utilisation par les sinistrés des titres émis par la Caisse autonome de la Reconstruction*

(*Annuités plus élevées prévues par le Conseil de la République*) [31 décembre 1953] (p. 7200) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété* (p. 7202 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'impossibilité, pour les groupements d'emprunts de sinistrés, d'obtenir des autorisations d'émission d'emprunts [19 mars 1954] (p. 1058). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 2 : *Son amendement (Lotissements de terrains)* [14 mai 1954] (p. 2425) ; *Son amendement (Exonérations fixées en faveur des personnes qui lotissent et vendent; Imposition des plus-values réalisées)* [1^{er} juin 1954] (p. 2715 et suiv.) ; *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa de l'article* (p. 2719) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par la guerre : *Discussion générale (Indemnisation des commerçants locataires sinistrés qui ont perdu leur droit au bail; Décret du 30 décembre 1953)* [30 juin 1954] (p. 3189, 3190). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Séances de l'Assemblée Nationale et congrès politiques* [9 juillet 1954] (p. 3387). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers, en qualité de Rapporteur : *Amélioration du mode d'indemnisation résultant des décrets des 9 août et 30 septembre 1953* [4 août 1954] (p. 3838, 3840) ; Article premier : *Son amendement (Classement des mobiliers en quatre catégories)* (p. 3842) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Engagements pris vis-à-vis des postiers)* [9 novembre 1954] (p. 4834) ; du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Insuffisance des dotations pour les réparations, compression du personnel* [18 décembre 1954] (p. 6597, 6598) ; *Plan triennal de reconstruction immobilière* (p. 6598). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie [21 janvier 1955] (p. 94) ; la développe : *La peur en Algérie, l'Aurès, perte du contact avec les populations; Bases d'une réforme; L'article de M. Dronne* [2 février 1955] (p. 611 à 614). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux

dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat D : Sa demande de disjonction : *Indemnités pour reconstruction des immeubles de toute nature* [24 janvier 1955] (p. 187) ; *Dommages de guerre mobiliers* (p. 188) ; Art. 7 : *Financement des parts différées* [26 janvier 1955] (p. 283) ; *Son amendement (Financement des dommages subis en Indochine par des Français)* (p. 283, 284) ; *le retire* (p. 284) ; *Son article additionnel (Créances payées obligatoirement en titres)* (p. 284, 285) ; *le retire* (p. 285) ; Art. 10 : *Amendement de M. Siefridt (Sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans remboursables partiellement en espèces)* (p. 289) ; en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : *Article additionnel de M. Guiguen (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)* [27 janvier 1955] (p. 304) ; Art. 14 : *Sinistrés d'Indochine* (p. 316) ; *Son article additionnel (Convention avec le Crédit national pour entreprises industrielles et commerciales sinistrées)* (p. 347, 348) ; *Son article additionnel (Transfert des dommages d'Indochine)* (p. 348) ; *Son article additionnel (Dommages imputables au Viet Minh)* (p. 348, 349) ; *les retire* (p. 349). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la défense et aux forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [1^{er} mars 1955] (*J.O.* du 2 mars 1955, p. 2263).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Raingeard relative aux dessinateurs à bordereau, techniciens ouvriers de la marine [11 mars 1955] (p. 1324). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Absence du Ministre de la Défense nationale présidant les manifestations des Nuits de l'Armée* [23 juin 1955] (p. 3272) ; de ce projet de loi en deuxième lecture ; Art. 8 bis : *Création d'une Commission chargée de l'élaboration des projets de lois organiques de la défense nationale* [4 août 1955] (p. 4591, 4592) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Etablissements de l'Etat, commandes « off shore »* [29 juin 1955] (p. 3443) ; *Fabrications militaires, hélicoptères* (p. 3445) ; *Licenciements dans les cartoucheries et poudreries* (p. 3445, 3447, 3448) ; *Construction d'une usine de nitroglycérine à la poudrerie d'Esquerdes* (p. 3445) ; Art. 2 : *Avion léger d'appui* (p. 3448) ; *Convocation des réservistes, notamment des agriculteurs* (p. 3449, 3450) ; — des BUDGETS

MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Appui aérien aux troupes à terre)* [22 juillet 1955] (p. 4061) ; *Exposé détaillé du programme d'armement prévu* [23 juillet 1955] p. 4111 à 4114) ; *Contrôle des marchés* (p. 4112) ; *Licenciements* (p. 4113, 4114) ; *Commandes « off shore »* (p. 4113) ; *Compte de commerce de la D.E.F.A.* (p. 4113) ; *Fermeture de l'usine de Miramas, poudrerie de Saint-Chamas* (p. 4125) ; *L'avion blindé d'appui, dispositions aériennes prises en Afrique du Nord, l'« Armagnac »* (p. 4133, 4134) ; Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Chap. 34-72 : *Dépenses de fonctionnement des constructions aéronautiques* (p. 4162, 4163) ; Chap. 51-71 : *Amendement indicatif de M. Bouret (Les intercepteurs légers)* (p. 4165) ; Chap. 52-71 : *Equipement technique et industriel des sociétés de constructions aéronautiques* (p. 4165) ; Chap. 52-72 : *Réorganisation et expansion de l'industrie aéronautique* (p. 4165, 4166) ; *Amendement indicatif de M. Guérard (Caisse de compensation pour la décentralisation de l'industrie aéronautique)* (p. 4166) ; Chap. 53-72 : *Amendement indicatif de M. Bouret (Réacteurs de la S. N. E. C. M. A. et de la société Hispano)* (p. 4167, 4168) ; SECTION GUERRE, Chap. 31-22 : *Personnel contractuel des fabrications d'armement* (p. 4174) ; Chap. 51-71 : *Bureaux d'études des matériels d'armements* (p. 4180, 4181) ; Chap. 53-71 : *Amendement indicatif de M. Métayer (Licenciements dans les établissements de l'Etat)* (p. 4182, 4183) ; SERVICE DES POUDRES, Chap. 172 : *Licenciements* (p. 4195) ; Chap. 97-10 : *Amendements indicatifs de MM. Louvel et Duveau (Concurrence faite aux dynamitiers)* (p. 4196) ; Art. 25 bis : *Demande de disjonction de M. Maurellet (Fabrique de cartouches de chasse de Sevran)* (p. 4199) ; Art. 25 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Participation de l'Etat dans une société ayant pour objet l'exportation des poudres)* (p. 4199) ; SECTION MARINE, Chap. 31-23 : *Amendements indicatifs de MM. Maurellet et Bartolini (Prime des techniciens d'études et de fabrications)* (p. 4200) ; Chap. 52-71 : *Stockage de munitions à Toulon* (p. 4202) ; Chap. 52-72 : *Machines de l'arsenal de Saïgon* (p. 4202) ; Chap. 53-71 : *Remplacement du Jeanne d'Arc* (p. 4203) ; *Article additionnel de M. Maurellet (Possibilités d'appel par les établissements de l'Etat au concours des entreprises privées)* (p. 4213, 4214) ; *Article addition-*

nel de M. Bartolini (*Création d'une section de fabrications civiles dans les établissements de l'Etat, interdiction des licenciements*) (p. 4214); de ce projet de loi en deuxième lecture. Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE; Chap. 31-12: *Solde des militaires stationnant dans les zones où l'état d'urgence a été décrété* [4 août 1955] (p. 4605); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT; Chap. 35-61: *Investissements en Indochine* (p. 4606); SECTION MARINE, Chap. 31-31: *Techniciens d'études et de fabrication* (p. 4606); Art. 25 bis: *Licenciements dans les cartoucheries* (p. 4609, 4610); Art. 38: *Amendement de M. Montel (Possibilités d'appel par les établissements de l'Etat au concours d'entre-*

prises privées) (p. 4612, 4613); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets: *Incorporation du prochain contingent* [22 novembre 1955] (p. 5913); *Libération des disponibles et du contingent, exemption de service en Afrique du Nord* (p. 5922, 5923); *Rappelés algériens* (p. 5923). — Re-tenu en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'exuse de son absence [26 juillet 1951] (p. 6068), [11 juin 1954] (p. 2940). = Obtient des congés [26 juillet 1951] (p. 6068), [11 juin 1954] (p. 2940).





DAGAIN (M. Léon), Député de la Nièvre (S).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixtes [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, **n° 247**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1001) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes, Téléphones — Caisse nationale d'épargne), Dispositions concernant le budget annexe des Postes, télégraphes, téléphones, **n° 1328**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire abroger l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 supprimant la rétribution des travaux supplémentaires effectués par le personnel des P.T.T. bénéficiaire du logement à titre

gratuit ; 2° à faire appliquer aux receveurs des P.T.T. de toutes classes et aux receveurs distributeurs la loi sur le repos hebdomadaire, **n° 1458**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires soumis aux dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 effectuant annuellement un minimum de 1.000 heures de service de nuit, **n° 1669**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte ou par virement de compte, **n° 2161**. — Le 22 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1001) et les lettres rectificatives (n° 1933 et 2087) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, Télégraphes, Téléphones. — Caisse nationale d'épargne), Dispositions concernant le budget annexe des Postes, Télégraphes, Téléphones, **n° 2178**. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2287) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1001) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones), **n° 2301**. — Le 26 juin 1952, un avis, au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 109

de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent, n° 3825. — Le 30 octobre 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 531) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution aux facteurs des P.T.T. obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 4543. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4275) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Postes, Télégraphes, Téléphones, Caisse nationale d'épargne (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 4719. — Le 13 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 3001) (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer et repris le 21 mars 1952 sur le projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 4735. — Le 14 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi n° 4275 et la lettre rectificative n° 4754 au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Postes, Télégraphes, Téléphones, Caisse nationale d'épargne (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 4758. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4997) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4275) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, Télégraphes, Téléphones), n° 5175 (rectifié). — Le 22 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4963) relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953, Postes, Télégraphes et Téléphones, Caisse nationale d'épargne (Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 5345. — Le 3 février 1953, un rapport au

nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 5453) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 4963) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, Télégraphes et Téléphones, Caisse nationale d'épargne), n° 5463. — Le 22 juillet 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Pierre Souquès (n° 3026) tendant à modifier la loi n° 49-211 du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 6604. — Le 20 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6773) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954 (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 7250. — Le 3 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6773) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954 (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 7366. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7539) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6773) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1954, n° 7551. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8558) tendant à ouvrir, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones, des autorisations de programme et des crédits de paiement sur l'exercice 1954, n° 8638. — Le 3 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9307) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955 (I : Dispositions concernant le budget des

Postes, Télégraphes et Téléphones). n° 9351. Le 11 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9307) et la lettre rectificative (n° 10361) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955 (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 10374. — Le 11 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1955, n° 10704. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru n° 10732. — Le 17 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1955, n° 10751.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département de la Seine (1^{re} circonscription [11 juillet 1951] (p. 5935) ; — sur les élections du département de la Haute-Saône [10 août 1951] (p. 6328). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 ; Art. 36 : *Demande de reprise de l'article relatif à la parité entre diverses catégories de fonctionnaires, présentée par M. Courant* [23 août 1951] (p. 6458) ; — du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6472) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas instituer de compte au Trésor* [7 septembre 1951] (p. 7035, 7036) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; P. T. T. en qualité de *Rapporteur* [15 novembre 1951] (p. 8061) ; *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Coutant* (p. 8063) ; Chap. 1000 : *Amende-*

ment de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'Administration centrale (Revendications du personnel) (p. 8064) ; *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Situation du personnel)* (p. 8064) ; Chap. 10-20 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel des bureaux mixtes, présentée par M. Coutant* (p. 8065) ; Chap. 40-10 : *Amendement de M. Coutant tendant à rétablir les subventions aux sociétés de secours mutuels* (p. 8067) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'Administration centrale (Octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* (p. 8068) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Montant de l'excédent des recettes)* (p. 8069) ; AGRICULTURE, Chap. 10-10 : *Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Prix du sulfate de cuivre)* [21 novembre 1951] (p. 8256) ; Chap. 10-90 : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour le service des haras (Inutilité du service)* (p. 8261, 8262) ; Chap. 12-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des eaux et forêts (Reclassement du personnel)* (p. 8272, 8273) ; P. T. T. en qualité de *Rapporteur* [23 décembre 1951] (p. 9662, 9663) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Principat des facteurs)* (p. 9663, 9664) ; *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Intégration des commis et surveillants)* (p. 9665) ; Chap. 10-30 : *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Transformation d'emplois d'ingénieurs)* (p. 9665) ; Chap. 10-40 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux spécialisés (Réforme des cadres ouvriers)* (p. 9666) ; Chap. 10-40 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Transformation d'emplois d'agents chargeurs)* (p. 9667) ; Chap. 10-50 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des chèques postaux (Contrôleurs des installations)* (p. 9667, 9668) ; Chap. 10-60 : *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour les services des télécommunications (Suppression d'emplois d'agents des lignes)* (p. 9669) ; *Amende-*

dement de M. Marcel Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des télécommunications (Réforme du service des lignes (p. 9670); Chap. 10-10 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et bicyclettes) (p. 9672); Chap. 10-10 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de repas) (p. 9673); Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Recrutement des agents d'exploitation) (p. 9674); Chap. 11-40 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites du personnel (Anciens ouvriers des compagnies de transports postaux) (p. 9675, 9676); Explications de vote sur l'ensemble (Déficit des P. T. T.) (p. 9680, 9682); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [30 décembre 1951] (p. 10194); Chap. 10-20 : Amendement de M. Barthélemy tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel titulaire (Intégration de 11.000 agents d'exploitation) (p. 10194); Chap. 10-40 : Amendement de M. Barthélemy tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services postaux spécialisés (Emploi du pointeau) (p. 10195); Amendement de M. Dufour tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour indemnités éventuelles (Heures supplémentaires des receveurs et distributeurs) (p. 10195); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art 1^{er} : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire d'un quart les dépenses de l'état A (Financement du budget de la Défense nationale) [29 décembre 1951] (p. 10121, 10122); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Article additionnel : Son amendement tendant à majorer la taxe à la production sur les produits somptuaires [26 février 1952] (p. 1034); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 68 : Son amendement tendant à permettre à la Caisse des marchés de faire des avances sur les titres de créance des fournisseurs des P. T. T. [4 avril 1952] (p. 1952); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, l'insuffisance de la lutte par

vaccination) [8 juillet 1952] (p. 3694, 3695); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap 31-71 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le génie rural (Les ingénieurs du génie rural et l'électrification) [21 octobre 1952] (p. 4289); le retire (p. 4290); Chap. 44-28 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse) [25 octobre 1952] (p. 4479); le retire (p. 4481); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : en qualité de Rapporteur [14 novembre 1952] (p. 5127, 5128); Etat A, Chap. 10-20 : Amendements de MM. Barthélemy, Benoit, Coutant, Gabelle et Godin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bureaux mixtes (Surveillantes féminines, principalat des facteurs, intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs) (p. 5139, 5140); Chap. 10-30 : Amendement de M. Coutant tendant à renvoyer à la Commission le chapitre relatif aux services communs spéciaux (Réforme des lignes et réseaux téléphoniques) (p. 5141); Chap. 10-40 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services postaux des gares (Agents chargeurs des bureaux de gare) (p. 5141); Chap 10-50 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des chèques postaux (Employés faisant fonction d'un grade supérieur) (p. 5142); Chap. 10-80 : Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Receveurs des petits bureaux) (p. 5143); Chap. 11-10 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités spéciales (Gratuité du logement) [15 novembre 1952] (p. 5253); Chap. 11-20 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnité forfaitaire pour travaux dangereux) (p. 5255); Chap. 31-30 : Demande de rétablissement des crédits pour le transport des correspondances, présentée par le Gouvernement (Rétribution des transports par la S. N. C. F.) (p. 5256); Chap. 40-10 : Amendement de M. Lamps tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales) (p. 5257); Article additionnel : Amendement de M. Pierre Meunier tendant à appliquer un tarif postal préférentiel aux journaux scolaires

(p. 5258); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à dispenser des droits de timbre les tickets délivrés par les teinturiers à leurs clients* [21 décembre 1952] (p. 6910); *Son amendement tendant à rembourser à la Sécurité sociale ses dépenses pour l'établissement du relévé par médecin, dentiste et sage-femme des sommes perçues* (p. 6917); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P. T. T., CAISSE D'ÉPARGNE, en qualité de Rapporteur [23 janvier 1953] (p. 227); Etat A, Chap. 5300 : *Demande de rétablissement des crédits pour les bâtiments (Centre de tri de Macon reconstruit à Chalon), présentée par le Gouvernement* (p. 231); Article additionnel : *Amendement de M. Bichet tendant à créer un comité mixte permanent pour le développement des commutations automatiques* (p. 232); Art. 1^{er} bis : *Demande de disjonction de l'article, présentée par le Gouvernement, bloquant 1.400 millions en vue de l'installation de postes téléphoniques satellites d'immeubles* (p. 233, 234); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [3 février 1953] (p. 874); Art. 1^{er} A : *Création d'un comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* (p. 875, 876); — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement (Exercice 1952); Art. 19 : *Prise en compte pour la retraite des fonctionnaires titulaires des années d'auxiliariat* [3 février 1953] (p. 873); — du projet de loi portant affectation de crédits au budget de la Défense nationale; en qualité de Rapporteur suppléant : *cinq milliards pour la protection civile* [23 janvier 1953] (p. 235); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art 28 : *Son amendement relatif aux fonctionnaires amnistiés atteignant l'âge de la retraite* [27 février 1953] (p. 1429); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), P.T.T., en qualité de Rapporteur : *Créations d'emplois, équipement nouveau, revendications du personnel* [27 novembre 1953] (p. 5650, 5651); *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grèves, l'augmentation des effectifs* [7 décembre 1953] (p. 6200); Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale*

(*Réforme des catégories d'employés*) (p. 6206); Chap 1010 : *Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions régionales (Transformation d'emplois)* (p. 6209); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour bureaux mixtes (Receveurs-distributeurs payant les prestations de la Sécurité sociale)* (p. 6210); Chap. 1020 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Déclassement des agents d'exploitation)* (p. 6211); Chap 1060 : *Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service des télécommunications (Reclassement des surveillantes et veilleurs de nuit)* (p. 6225, 6226); Chap. 1110 : *Amendements de M.M. Barthélemy, Dufour, Coutant et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités diverses non accordées)* (p. 6231, 6232); *Indemnité de gérance et de responsabilité accordée aux receveurs* (p. 6235; 6236); Art. 2 : *Amendement de M. Coutant relatif au calcul de l'ancienneté des agents intégrés venant de compagnies privées* (p. 6241); Article additionnel : *Amendement de M. Coutant relatif à la répartition de la prime de productivité entre tous les fonctionnaires* [8 décembre 1953] (p. 6261); *Amendement de M. Coutant tendant à intégrer 1.100 auxiliaires des services électro-mécaniques* (p. 6261, 6262); Article additionnel : *Amendement de M. Coutant tendant à fusionner les inspecteurs et inspecteurs adjoints des P. T. T.* (p. 6262); *Amendement de M. Leenhardt tendant à faire un budget annexe des P. T. T.* (p. 6263); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de Rapporteur suppléant (p. 6265); P. T. T., amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1953] (p. 7140); *Motion préjudicielle de M. Barthélemy tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de 20.000 francs aux postiers (Grèves dans les P. T. T. et diverses revendications des postiers)* (p. 7141, 7142); Etat A, Chap. 1030 : *Amendement de Mme Prin tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel titulaire des services communaux (Traitements et avancement des ouvriers de l'Etat)* (p. 7143); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant (p. 7145); —

du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 24 : Amendement de M. Delcos tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin [13 décembre 1953] (p. 6740, 6741); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Son article additionnel (Évaluation et fixation des forfaits) [24 juin 1954] (p. 3053); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole : Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune; principe d'un financement selon lequel un quart des dépenses seulement incomberait à la profession) [28 juillet 1954] (p. 3675); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : Discussion générale (Destruction des vins nobles) [3 août 1954] (p. 3804, 3805); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955, en qualité de Rapporteur : Insuffisance des créations d'emplois dans les bureaux de chèques postaux, gratuité du logement aux receveurs, insuffisance des crédits, extension du réseau téléphonique; Sa demande de rejeter ce budget [5 novembre 1954] (p. 4780); [9 novembre 1954] (p. 4837); Etat A, Chap. 1000 : Amendement indicatif de M. Barthélemy (Création d'emplois, titularisation des auxiliaires) (p. 4839); Amendement indicatif de M. Dufour (Réforme des catégories) (p. 4839); Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Application aux agents des P.T.T. des textes relatifs aux 45 heures par semaine) (p. 4839); Chap. 1010 : Demande de disjonction présentée par M. Coutant (p. 4840); Amendement indicatif de M. Schaff (Revalorisation des indemnités) (p. 4841); Chap. 1020 : Demande de disjonction présentée par M. Coutant (Transformation d'emplois d'agents d'exploitation en contrôleurs et création d'emplois) (p. 4842); Chap. 1080 : Amendement de M. Gabelle (Intégration et titularisation d'auxiliaires) (p. 4843); Chap. 1110 : Sa demande de disjonction (Gratuité de logement pour les receveurs) (p. 4844, 4845); Chap. 1020 : Amendement indicatif de M. Barthélemy (Intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs) (p. 4845); Amendement indicatif de Mme Prin (Situation des surveillantes et surveillantes principales) [10 novembre 1954] (p. 4874); Revendications légitimes des cadres

(p. 4875); Son amendement indicatif (Ouverture de nouveaux débouchés de carrière aux agents d'exploitation) (p. 4877); le retire (ibid.); Chap. 1030 : Son amendement (Suppression d'emplois d'inspecteurs et rédacteurs élèves) (p. 4878, 4879); Chap. 1050 : Son amendement indicatif (Insuffisance de dotation de ce chapitre) (p. 4881); le retire (ibid.); Chap. 1060 : Son amendement indicatif (Réduction du nombre des créations d'emplois au service des lignes souterraines) (p. 4885); Chap. 1130 : Sa demande de disjonction de ce chapitre (Rémunération des gérants des bureaux secondaires) (p. 4890); le retire (p. 4891); Chap. 3120 : Son amendement (Suppression des crédits relatifs à l'étude des machines à trier) (p. 4892); Article additionnel de M. Leenhardt (Autonomie budgétaire des P.T.T.) (p. 4894); Etat C, Chap. 53-00 : Son amendement tendant au rejet de ce chapitre (Installations téléphoniques) (p. 4897); Chap. 53-22 : Son amendement tendant au rejet de ce chapitre (Télécommunications) (p. 4908); Demande du Gouvernement de réserver le vote sur l'ensemble (p. 4911); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 46-57 : Situation des agriculteurs devant verser une indemnité compensatrice pour avoir utilisé les prisonniers de guerre [26 novembre 1954] (p. 5509); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour 1955, en qualité de Rapporteur : Lettre rectificative [15 mars 1955] (p. 1441); Etat A, Chap. 11-20 : Amendement indicatif de M. Dufour (Indemnité de bicyclette) (p. 1457); Amendement indicatif de Mme Prin (Prime de technicité) (p. 1458); Chap. 11-30 : Gérants de bureaux secondaires (p. 1458); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Vœux formulés pour l'autonomie de ce budget; gratuité du logement des receveurs [12 mai 1955] (p. 2720); Etat A, Chap. 10-20 : Intégration contrôleurs dans le cadre des inspecteurs, prime d'exploitation, courriers convoyeurs (p. 2727); Amendement indicatif de Mme Prin (Indices des agents d'exploitation) (p. 2779); Etat A, Chap. 1000 : Demande de disjonction de M. Tournaud (Titularisation des auxiliaires) [17 mai 1955] (p. 2805); Chap. 1100 : Amendement de M. Coutant (Indemnité de responsabilité des receveurs et chefs de centre) (p. 2809);

Répartition de l'indemnité de gérance (p. 2810); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508).

DALADIER (M. Edouard), *Député du Vaucluse (R. R. S.)*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires étrangères [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 16).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 533. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs du département de Vaucluse victimes des orages de grêle du mois d'août 1951, n° 655. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans la région d'Avignon, n° 1582. — Le 1^{er} décembre 1953, une proposition de loi tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, n° 7349. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer le statut des pépiniéristes-viticulteurs, n° 7712. — Le 3 février 1955, une proposition de loi tendant à limiter l'importation de pailles de sorgho servant à la fabrication de balais ménagers, n° 10095. — Le 21 juillet 1955, une proposition de loi tendant à créer un statut des agents concessionnaires du commerce et de l'industrie, n° 11283.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'année 1952 : *Sa demande de renvoi à la Commission (Lourdeur du fardeau militaire et*

financier de la guerre d'Indochine, impossibilité de lutter à la fois en Asie et en Europe) [28 décembre 1951] (p. 10052 et suiv.); *Amendement de M. Letourneau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10083); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Le bilan économique en 1951, la hausse des prix, les économies nécessaires, la prolifération des fonctionnaires)* [30 décembre 1951] (p. 10236 et suiv.). *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Frédéric-Dupont (Budget de la guerre d'Indochine)* [26 février 1952] (p. 988); Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Réforme fiscale)* (p. 992); *Ses explications de vote sur les 20 questions de confiance posées par le Gouvernement (Gravité de la situation financière, pénurie de devises, crise de la Trésorerie, hausse des prix depuis 1945 et 1949, ruine de la fortune française, échec de l'emprunt)* [28 février 1952] (p. 1119, 1120, 1121). — Dépose une demande d'interpellation sur l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne [7 février 1952] (p. 499); la développe : *Renaissance de l'armée allemande, sa supériorité numérique évidente, notre futur statut militaire, le recouvrement des provinces allemandes perdues, l'alliance possible germano-russe, la conférence de Lisbonne* [11 février 1952] (p. 589 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement en ce qui concerne les affaires allemandes [26 novembre 1952] (p. 5698). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Motion préjudicielle de M. Cermolacce exigeant un traité de paix en Indochine (Ses observations sur le coût en hommes et en argent de la guerre d'Indochine, les échecs militaires subis depuis trois ans, les erreurs commises en 1950 lors de l'accroissement des postes, la folle illusion de l'armée vietnamienne, la nécessité de se limiter au contrôle de points d'appui)* [19 décembre 1952] (p. 6666 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique française en Indochine [12 mai 1953] (p. 2638); — sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de

position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454); la développe : *Unanimité au Viet Nam pour le départ des Français (Congrès de Saïgon et déclarations du général Hinh); Notre épuisement militaire et financier; Guerre sans issue (Précédents d'Espagne et du Mexique); Improbabilité d'une aide militaire américaine (Ses dangers), ou d'une Conférence à Cinq (Nécessité de reconnaître Mao Tse Toung); Offrir à l'adversaire la paix dans l'honneur (Plébiscite par provinces); Mission africaine de la France [27 octobre 1953] (p. 4577 et suiv.); Ses réponses à M. André-François Mercier sur Munich, et à M. Joubert sur la collaboration avec les communistes (p. 4579); Son ordre du jour demandant l'ouverture de toutes négociations susceptibles de conduire à un armistice (p. 4607); — sur la politique européenne : Discussion générale (Le réarmement allemand refusé en 1949, réclamé en 1952, les projets de Théodor Blank et la formation d'une armée allemande de 500.000 hommes, le raidissement de l'U. R. S. S. en cas de réarmement allemand, les idées de revanche en Allemagne, les revendications énoncées par MM. Hallstein et Jacob Kaiser) [19 novembre 1953] (p. 5295 et suiv.); Son ordre du jour invitant le Gouvernement à négocier avec l'U. R. S. S. [24 novembre 1953] (p. 5488). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-21 : Routes et ponts (Reconstruction des ponts de Roquemaure et Cavaillon) [12 décembre 1953] (p. 6583). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française en Indochine [4 mars 1954] (p. 634). — Prend part à la discussion des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : Discussion générale (nécessité du cessez-le-feu avant la Conférence de Genève, engagements de la France vis-à-vis des Etats-Unis, puissance d'Ho Chi Minh, ses offres de paix, son abandon éventuel par l'U. R. S. S. et la Chine, faiblesse du Gouvernement Bao Dai [5 mars 1954] (p. 718, 719); Ses explications de vote : difficultés pour le Gouvernement de négocier librement avec Ho Chi Minh après les accords avec les Etats-Unis, insistance de l'Amérique sur la proclamation de l'indépendance des Etats associés [9 mars 1954] (p. 768, 769). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954]*

(p. 2089); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Situation du corps expéditionnaire en Indochine, bataille de Dien-Bien-Phu, conférence de Genève, partage du Viet-Nam, le « cessez-le-feu »* (p. 2096, 2097); — sur la politique du Gouvernement en Indochine [1^{er} juin 1954] (p. 2736); la développe : *Efforts de conciliation de M. Eden à Genève; attitude de l'U. R. S. S. (Interférences avec l'Allemagne, la C. E. D., l'Oder-Neisse) et de la Chine communiste (Erreur américaine de la non-reconnaissance); Pacte envisagé du Sud-Est asiatique (Refus de la plupart des Asiatiques); tendances bellicistes des U. S. A. (Lobby chinois, entretiens militaires des Cinq à Washington); Manque d'enthousiasme de la population annamite pour les appels aux armes de Bao Dai, son indifférence aux problèmes idéologiques; usure physique et morale du Corps expéditionnaire, ses doutes, repli nécessaire sur tout ou partie des deux deltas du Tonkin et de la Cochinchine (Politique des bases); Envoi éventuel du contingent (Ses risques), bellicisme et double jeu prétendus du Gouvernement; Refus formel d'une internationalisation éventuelle du conflit [8 juin 1954] (p. 2824). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Sa motion tendant au renvoi du projet à la commission (Alimentation d'Avignon en eau potable, la nappe phréatique) [13 août 1954] (p. 4224, 4225); laretire (p. 4225); Art. 2 : Son amendement tendant à annexer les conventions aux décrets de concession (p. 4237); le retire (ibid.); Art. 4 : Son amendement (Répartition de la réserve de 4 mètres cubes seconde entre les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse au prorata de leur prélèvement actuel) (p. 4238); Art. 5 : Son amendement (Poursuite des expériences de réalimentation) (p. 4239); Son article additionnel (Répartition entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse du montant du fonds spécial obtenu par le produit des impôts dus par le concessionnaire aux communes et départements) (p. 4241, 4246); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (« Combat courageux » du Président du Conseil, malgré une « campagne feutrée », parti pris allié en faveur du réarmement allemand); Résultats obtenus (Présence britannique, agence des armements); Reconstitution occulte de l'Etat-major allemand; Problème des effectifs (12 divisions = 400.000***

hommes); *Négociations indispensables avec l'U.R.S.S. (Ses nouvelles propositions)*; « *Problème à aborder* » de la frontière germano-slave [12 octobre 1954] (p. 4674, 4675); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Pressions exercées par les U.S.A. et l'U.R.S.S.)*; « *Manque de psychologie* » de celle-ci; *Accord sarrois (Interprétation allemande inacceptable, arbitrage anglo-saxon à récuser)*; *Accords de Bonn (Déclaration unilatérale substituée aux clauses de décartellisation)*; *Réarmement allemand, échec de l'Agence (Aide américaine, pool de production, surplus exportable), déclaration unilatérale visant les armes atomiques (Camouflages possibles), effectifs prévus (12 ou 24 divisions, soit 520.000 hommes, plus police militarisée, milices éventuelles, aviation, 1.300 appareils, marine)*; *Opposition massive au réarmement des syndicats allemands, du Parti socialiste et d'une grande part de la jeunesse (Faire avec eux la réconciliation allemande)*; *Evolution inverse de l'Allemagne officielle (Déclarations révisionnistes de MM. J. Kaiser, Seebohm, von Papen)*; *Argument des frontières de 1937 soi-disant reconnues par les Alliés, engagement de non-recours à la force (Cf. agression polonaise simulée de 1939), possibilités de collusion germano-russe*; *Offres conciliantes actuelles de l'U.R.S.S. (Contrôle réciproque des forces militaires allemandes, plan J. Moch de désarmement), impossibilité morale et matérielle du réarmement allemand sans la France, dernière tentative de négociation nécessaire, préalable au réarmement allemand* [22 décembre 1954] (p. 6761 à 6765); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Son amendement (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* [17 mai 1955] (p. 2849); *Culture du sorgho dans la vallée du Rhône (ibid.)*; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Explications préalables à obtenir sur le problème marocain; Coup de force d'août 1953), la Sarre, l'Indochine (Possibilités de paix dès 1947, régime Diem et éventualité d'une guerre marginale). La conférence de Genève (Réunification de l'Allemagne et contrôle des armements)*; *Observations sur le scrutin d'arrondissement à deux tours (Citation de Clemenceau)*; *Vote des indépendants d'outre-*

mer sur ce mode de scrutin; referendum; campagne de presse déclenchée [2 novembre 1955] (p. 5469 à 5471). — S'excuse de son absence [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085), [9 juillet 1953] (p. 3406), [30 décembre 1953] (p. 7033), [4 mars 1955] (p. 1085).

DAMETTE (M. Auguste), Député du Nord
[1^{re} circonscription] (R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement les crédits nécessaires à la remise en état des écluses Trystram et Watier, **n° 1104**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés de la côte de la Mer du Nord, victimes de la tempête du 31 janvier 1953, **n° 5477**. — Le 24 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour exempter de taxes et accorder toutes facilités aux personnes ou aux collectivités désireuses d'exporter des marchandises au seul bénéfice des sinistrés hollandais, **n° 5643**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la validation et la prise en compte dans une pension de retraite des services non accomplis effectivement par le personnel du sanatorium national Wancauwenberghé à Zuydcoote (Nord) pour cause de licenciement, **n° 7709**. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux

évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, **n° 8031**.

Interventions :

Pose à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie une question relative à l'approvisionnement des entreprises de construction en fer rond à béton [14 mars 1952] (p. 1309). — Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat B, Chap. 53-20 : *Reconstruction des ponts de Dunkerque* [11 décembre 1954] (p. 6154) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Satisfactions à donner aux sinistrés)* [21 janvier 1955] (p. 103) ; *le retire* (p. 104).

DAROU (M. Marcel), *Député du Nord* [1^{re} circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre de la Commission de comptabilité [4 septembre 1951] (**F. n° 33**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [29 août 1951] (**F. n° 30**).

Dépôts :

Le 29 août 1951, une proposition de loi relative à la carrière des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, invalides de guerre ou prisonniers de guerre évadés, **n° 904**. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la présomption d'origine au bénéfice des militaires présents sous les drapeaux, pour toutes maladies contractées ou aggravées durant cette période, **n° 1018**. — Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions

de l'ordonnance du 14 mai 1945 en faveur des associations de combattants et victimes de la guerre, **n° 1040**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de la remise en état de l'écluse Watier du port de Dunkerque, **n° 1071**. — Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1592**. — Le 28 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) et la lettre rectificative (n° 1736) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1737**. — Le 13 décembre 1951, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 981) et les lettres rectificatives (nos 1736, 1980) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Anciens combattants et Victimes de la guerre, **n° 1984**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan quadriennal pour apporter une solution définitive aux légitimes revendications du monde ancien combattant, **n° 2073**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder en 1952 à un recensement de toutes les catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 2074**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2256) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 981) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), **n° 2273**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 pour étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux aveugles de la Résistance, **n° 2672**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du

8 juillet 1948, instituant une allocation spéciale au bénéfice des aveugles enrôlés dans la Résistance, n° 2674. — Le 9 avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 670) (fait au cours de la précédente législature) sur le projet de loi portant création du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, n° 3279. — Le 9 avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1222) ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des militaires retraités et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, n° 3280. — Le 9 avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 2674) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du 8 juillet 1948 instituant une allocation spéciale au bénéfice des aveugles enrôlés dans la Résistance, n° 3281. — Le 6 juin 1952, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, n° 3582. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3898) relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 3924. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4255) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Anciens combattants et Victimes de la guerre, n° 4420. — Le 23 janvier 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4255) et les lettres rectificatives (nos 4559 et 5212) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens combattants et Victimes de la guerre), n° 5351. Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5430) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4255) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens

combattants et Victimes de la guerre), n° 5455. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit d'un milliard destiné à prendre d'urgence toutes dispositions pour venir en aide aux populations sinistrées des inondations et pour assurer la réparation immédiate des dommages causés par la tempête des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953, dans le Nord de la France, n° 5468. — Le 24 février 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1891) admettant certains étrangers au bénéfice des lois des 31 mars 1919 ou 24 juin 1919 et 20 mai 1946 ainsi que certains Français victimes de circonstances particulières, n° 5663. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Gabriel-Péri et plusieurs de ses collègues (n° 158) tendant à modifier l'article 67 du Code des pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 francs, n° 5888. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 6974. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6753) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 7008. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6658) de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à l'acquisition par l'Etat du domaine de Bonaban, commune de La Gouesnière (Ille-et-Vilaine), en vue d'y créer un foyer pour les anciens combattants et les pensionnés de guerre, n° 7010. — Le 29 octobre 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de MM. Siefridt et Penoy (n° 618) tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1468) tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions d'invalidité et des victimes de la guerre afin de permettre aux veuves de guerre remariées et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive; 3° de M. Furaud et plusieurs de ses

collègues (n° 1827) tendant à modifier le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, les droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre ; 4° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 3901) tendant à accorder le bénéfice à pension aux veuves de guerre remariées redevenues veuves, une fois qu'elles ont atteint l'âge de 60 ans, n° 7022. — Le 20 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6753) et la lettre rectificative (n° 7111) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 7248. — Le 30 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7521) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6753) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 7535. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à accorder une aide immédiate de 10 millions de francs aux 600 « pêcheurs à la part » du port de Grand-Fort-Philippe (Nord), n° 8164. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8186) portant ouverture de crédits au titre du budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour la commémoration du 40^e anniversaire de la bataille de la Marne et du 10^e anniversaire de la Libération du Territoire, n° 8223. — Le 13 mai 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 2651) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à valider au profit des militaires de carrière originaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la durée des services accomplis dans l'armée allemande sous l'empire de la contrainte, n° 8442. — Le 13 mai 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6428) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité de 10 0/0 pour défiguration, n° 8443. — Le 20 mai 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition

de résolution (n° 5499) de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter le montant du secours versé aux compagnes des militaires, marins, civils français ou étrangers morts pour la France, décédés en déportation ou des suites de leur captivité au même taux que celui de la pension allouée aux veuves de guerre, n° 8505. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1574) tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, n° 8779. — Le 11 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9286) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1955, n° 9702. — Le 21 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8972) portant majoration d'une pension exceptionnelle; n° 9963. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder le droit au bénéfice d'une « retraite anticipée » aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10269. — Le 8 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9286) et la lettre rectificative (n° 10264) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1955, n° 10305. — Le 16 mars 1955, une proposition de loi tendant à préciser les termes de l'article 2 de la loi n° 51-1088 du 12 septembre 1951 attribuant au Ministre de la Défense nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance, n° 10419.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Soudan [2 août 1951] (p. 6191). Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Soudan (collège unique) : en qualité de *Rapporteur* [22 août 1951] (p. 6388, 6389, 6394); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à répartir les fonds entre les œuvres laïques post et périscolaires* [8 septembre 1951] (p. 7076, 7077);

Son amendement tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas (p. 7078); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les revendications des fonctionnaires)* [16 novembre 1951] (p. 8176, 8177); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : en qualité de *Rapporteur* [27 novembre 1951] (p. 8507 et suiv.); Chap. 700 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant, présentée par M. Le Coutaller* (p. 8517); *Date de renvoi du débat* (p. 8517); Chap. 702 : *Amendement de M. Pradeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (cas des amputés des deux mains)* (p. 8521); *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tuberculeux pensionnés non hospitalisés (Déportés antituberculeux)* (p. 8523); Chap. 1000 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Application du statut des déportés du travail)* (p. 8525); *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Remboursement des marks aux anciens prisonniers et déportés)* (p. 8525, 8526); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (pécule des déportés et internés politiques)* (p. 8527, 8528); Chap. 3000 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Gestion des constructions provisoires)* (p. 8547); *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Concentration des services du Ministère à l'Hôtel des Invalides)* (p. 8547); Chap. 6030 : *Amendements de MM. Guislain, Flandin et Tourné tendant à supprimer la dotation pour mémoire du chapitre relatif aux droits pécuniaires des F.F.I. (Solde des F.F.I.)* (p. 8561); *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8646, 8647) : en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1951] (p. 9116, 9118, 9131); Chap. 6040 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule aux prisonniers de guerre (Retard du paiement du*

pécule) (p. 9133); Chap. 700 : *Retraite des anciens combattants* (p. 9134 et suiv.). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion du budget des Anciens combattants* [5 décembre 1951] (p. 8822, 8823). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Article additionnel : *Son amendement tendant à relever les revenus forfaitaires des contribuables ayant domestiques ou automobiles* [26 février 1952] (p. 1033); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale Art. 1^{er} : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs cabinets (Etudiants sursitaires)* [23 février 1952] (p. 1097); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1952] (p. 1344, 1345, 1350 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Examen des articles additionnels* [3 avril 1952] (p. 1808); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : en qualité de *Rapporteur* [2 décembre 1952] (p. 5886 et suiv.); *Question préalable opposée par M. Devemy* (p. 5891); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bégouin tendant à insérer un article affectant les bénéfices de la Loterie nationale au budget des Anciens combattants* (p. 5899); en qualité de *Rapporteur* [20 décembre 1952] (p. 6683); Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* (p. 6689); Chap. 3412 : *Institution nationale des Invalides* (p. 6702); Chap. 3651 : *Amendement de M. Mamba Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Offices régionaux dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6707); Titre IV : *Importance du budget des Anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6711, 6712); Etat B, Chap. 4621 : *Amendement de M. Pradeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de cette retraite)* (p. 6372). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explica-*

tions de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (*Le budget des Anciens combattants*) [4 décembre 1952] (p. 5940). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Articles additionnels : *Amendement de M. Mazier tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils les personnes nommées à des emplois supérieurs par l'ordonnance du 22 février 1945* [12 décembre 1952] (p. 6288); *Son amendement tendant à rendre définitives les pensions temporaires des déportés* [21 décembre 1952] (p. 6848); *Son amendement tendant à accorder aux veuves de la première guerre mondiale les mêmes droits qu'à celles de la seconde guerre mondiale* (p. 6850); *Amendement de M. Secrétain tendant à majorer les droits sur les alcools et à en affecter le produit à la reconstruction et aux pensions des anciens combattants* (p. 6874); *Son amendement relatif à l'imposition des infirmes ou invalides de 40 0/0 et plus* (p. 6884, 6885); *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur les bières* (p. 6905); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer le montant des emprunts faits par l'Office national de navigation pour le renouvellement du parc fluvial* [20 décembre 1952] (p. 6763); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : en qualité de *Rapporteur* [24 janvier 1953] (p. 255, 256); *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Pensions des veuves et ascendants)* (p. 259); *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Revalorisation de la pension des veuves de guerre)* (p. 261, 262); Chap. 4623 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (Invalides civils victimes de guerre)* (p. 271); Chap. 4628 : *Amendement de M. Draveny tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires)* (p. 278); Art. 3 : *Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 fr. aux invalides à 50 0/0* (p. 291, 292); Article

additionnel : *Sous-amendement de Mme Rose Guérin tendant à étendre l'amendement de M. Guislain à tous les déportés et internés* (p. 293); *Sous-amendement de M. Le Coutaller tendant à discuter avant le 31 mars, le rapport de M. Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les revendications des anciens combattants* (p. 297); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [3 février 1953] (p. 814, 815); — du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952); Art. 19 : *Prise en compte pour la retraite des fonctionnaires titulaires des années d'auxiliarat* [3 février 1953] (p. 872, 873); — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités : *Discussion générale (Ses observations sur l'indemnisation des sinistrés des Flandres à la suite des inondations de janvier)* [26 mars 1953] (p. 2358); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de dénombrer les ayants droit pour pouvoir chiffrer les dépenses)* [27 mars 1953] (p. 2458 et suiv.); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense*; *Son amendement tendant à exclure de l'application les anciens combattants et victimes de la guerre (Ne pas revenir sur les modestes avantages déjà accordés par la loi)* [7 juillet 1953] (p. 3317, 3319); Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires*; (*Dangers d'une application de ce texte au statut des différentes victimes de la guerre, prisonniers, déportés, maquisards, etc.*) (p. 3323); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Demande formulée par M. Tourné de reprise du texte du Conseil de la République portant exception en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre (Nécessité de tenir les promesses faites)* [10 juillet 1953] (p. 3465). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 9 août 1953, portant atteinte aux droits des anciens combattants et au plan quadriennal formulé par la loi du 3 février 1953 [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La canalisation de la Moselle et les oppositions qu'elle soulève en Sarre, au Luxembourg et à Dunkerque)* [24 novembre 1953] (p. 5476,

5477); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de la guerre : en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 décembre 1953] (6041, 6042); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Droits des victimes de guerre 1939-1945, réglés par décret-loi du 9 août 1953)* (p. 6045); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 17 bis : *Son amendement (Taxe unique sur la bière, diminution de son prix de vente)* [29 mars 1954] (p. 1401); *Son amendement (Appellations de la bière correspondant à sa densité)* (p. 1402); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Vote sur la question de confiance (Budget des anciens combattants et application de la loi du 31 décembre 1953)* [9 novembre 1954] (p. 4826); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 45-31 : *Son amendement indicatif (Personnel des compagnies de traction sur les voies navigables)* [11 décembre 1954] (p. 6148); Etat B, Chap. 53-34 : *Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Ports de Calais et de Dunkerque)* [14 décembre 1954] (p. 6351); Chap. 53-36 : *Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Equipement du port de Boulogne)* [15 décembre 1954] (p. 6369, 6370); Etat D : *Son amendement indicatif (Reconstruction des gares détruites par faits de guerre)* (p. 6379 et suiv.); *le retire* (p. 6382); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 37-02 : *Loyer des constructions provisoires* [24 janvier 1955] (p. 153); Art. 12 : « *Opération million* », *constructions individuelles et location-vente* [26 janvier 1955] (p. 259, 260); — du projet de loi relatif aux dépenses des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION pour 1954 : *Traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire*; *Discriminations* [25 janvier 1955] (p. 203); *Sa motion préjudicielle (Doublement des traitements)* [15 mars 1955] (p. 1438); *Sa motion préjudicielle (Doublement des traitements)* [27 juillet 1955] (p. 4330); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBAT-

TANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Crédits, personnel du Ministère, régionalisation, recensement des ayants droit, corps d'inspection générale, emploi de techniciens de travaux*, « *Institution des invalides* », *cantine de Bercy, centres d'appareillage d'Afrique du Nord, monument du Mont-Valérien, le Struthof, cimetières militaires* [25 janvier 1955] (p. 204, 206); *Foyers d'hébergement d'anciens combattants, pèlerinage à Bir Hakeim, recensement des anciens combattants, retraite* (p. 206, 207); *Allocation spéciale aux veuves de guerre, financement du « plan quadriennal », rapport constant* (p. 207, 209); *Pécule des prisonniers* (p. 209); *Pécule des déportés et internés politiques, office national des anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 210); *rapport constant et prime de 9.000 frs accordée aux fonctionnaires* (p. 216); *Lettres rectificatives* [9 mars 1955] (p. 1215); Etat A, Chap. 31-01 : *Inspecteurs généraux, présomption d'origine pour les soldats du contingent* (p. 1222); *Amendements indicatifs de MM. Devemy et Pradeau (Inspecteurs généraux)* (p. 1226); *Amendement indicatif de M. Michel Mercier (Vacateurs et liquidation du pécule des prisonniers)* (p. 1229); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Devemy (Attribution de l'Hôtel des Invalides aux paraplégiques)* (p. 1237); Chap. 31-21 : *Amendements de Mme de Lipkowi et M. Devemy (Moyens des services extérieurs, les retards)* (p. 1241); Chap. 34-12 : *Institution nationale des invalides* (p. 1244); Chap. 34-21 : *Mutilés d'Afrique* (p. 1245); Chap. 34-23 : *Le Struthof, les cimetières et ossuaires* (p. 1248, 1249); Chap. 34-24 : *Morts en mer* (p. 1250); Chap. 36-51 : *Amendement indicatif de M. Draveny (Titularisation des agents des pensionnés de guerre et des cottages sanitaires)* [10 mars 1955] (p. 1281); Chap. 46-21 : *Retraite du combattant* (p. 1290 et suiv.); *Amendement indicatif de M. Cherrier (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* (p. 1295); Chap. 46-22 : *Allocations spéciales aux veuves de guerre* (p. 1298); Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1301, 1305 et suiv.); *Amendement indicatif de M. Draveny (Généralisation du paiement des pensions par mandat postal)* (p. 1311); Chap. 46-25 : *Amendement indicatif de*

M. Pradeau (Majoration de l'allocation forfaitaire pour tierce personne aux aveugles de la Résistance) [11 mars 1955] (p. 1328); Chap. 46-28 : *Appareillage des mutilés* (p. 1339); Chap. 46-30 : *Bénéficiaires de la première tranche du plan quadriennal* (p. 1340); *Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés* (p. 1340); Chap. 46-32 : *Règlement des droits pécuniaires des F. F. I.* (p. 1341); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1342, 1345); Chap. 46-36 : *Statut du réfractaire* (p. 1347); Chap. 46-37 : *Statut des déportés du travail* (p. 1347); Art. 7 : *Amendement de M. Mouton (Suppression de la forclusion, application de l'article 48 du Règlement)* (p. 1352, 1353); Art. 9 : *Amendement de Mme Rose Guérin (Report de la date de forclusion au 31 juillet 1956)* (p. 1353); *Article additionnel de M. Pradeau (Transformation des emplois administratifs des foyers de pensionnés de guerre en emplois permanents)* (p. 1361); *Son article additionnel (Application de la présomption d'origine aux hommes du contingent)* (p. 1361, 1362); *Article additionnel de M. Tourné (Payement du reliquat du solde dû aux anciens prisonniers)* (p. 1370); *Article additionnel de M. Tourné (Payement des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1953)* (p. 1371); *Article additionnel de M. Tourné (Destination des crédits de ce budget aux anciens combattants)* (p. 1372); *Ses explications de vote* (p. 1378); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Réformes en Algérie* [3 février 1955] (p. 674); *Pouvoirs de la minorité capitaliste* (p. 676). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Budget de la guerre et agriculture en U. R. S. S.* [18 février 1955] (p. 818, 819). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. — CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Rapport constant, revalorisation de la fonction publique* [8 mars 1955] (p. 1178); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 42 : *Ponts à reconstruire* [15 mars 1955] (p. 1437); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Taxe sur le chiffre d'affaires concernant la bière)* [29 mars 1955] (p. 2072, 2073).

DASSAULT (M. Marcel), *Député des Alpes-Maritimes. (R. S.)*

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964) — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 mars 1955] (**F. n° 512**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement d'un plan triennal en vue de faciliter la construction de maisons individuelles de 100 mètres carrés et de 4 pièces aux personnes ne disposant pas de capitaux importants au départ, **n° 249**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre à chaque citoyen de devenir propriétaire d'une maison individuelle ou d'un appartement dans un immeuble destiné à être habité en copropriété, grâce à la création d'une prime production-construction et à la diminution du prix de revient des immeubles résultant de la fabrication en série des éléments standard de l'habitat, **n° 1828**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE ; Etat A, Chap. 3472 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs)* [15 novembre 1952] (p. 5264); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT ; Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale*

(Prélèvement de 1 0/0 sur les salaires en faveur de la construction remplacé par un prélèvement de 1 0/0 sur le chiffre d'affaires) [30 novembre 1953] (p. 5700, 5701); Article additionnel : *Son amendement tendant à percevoir sur les employeurs 1 0/0 du montant du chiffre d'affaires pour construire* [1^{er} décembre 1953] (p. 5795); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR ; Etat A, Chap. 52-71 : *Amendement de M. Monteil (Attribution des machines-outils à diverses sociétés)* [18 mars 1954] (p. 1020); Chap. 53-72 : *Matériel de série de l'armée de l'air (Remercie M. Bouret de son hommage, en son nom et au nom de ses techniciens)* (p. 1022). — Est entendu pour un fait personnel : *Propos de M. Billoux sur ses intérêts et ceux de M. de Bénouville au Maroc ; son attitude envers son personnel, son expérience de la déportation* [8 octobre 1955] (p. 4924). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Avenir réservé aux droits des Français du Maroc* [8 octobre 1955] (p. 4954).

DASSONVILLE (M. Gaston), Député du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription). (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de Justice* [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions aux agriculteurs de la région de Saint-Omer, Calais, Dunkerque, des départements du Nord et du Pas-de-Calais, victimes du violent orage du 1^{er} août 1951; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 aux victimes de cette calamité, n° 553. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer la retraite du combattant à tous les titulaires de la carte, selon l'âge requis,

n° 1154. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 10 millions de francs aux familles des victimes du naufrage de la drague « Pas-de-Calais II » coulée par l'explosion d'une torpille à Boulogne-sur-Mer, n° 4209.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Titre 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord les articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5415).

DAVID (M. Jean-Paul), Député de Seine-et-Oise [1^{re} circonscription] (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [8 mars 1955] (F. n° 504).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant révision de rentes viagères constituées entre particuliers, n° 139. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à abroger les droits de succession en ligne directe et entre époux, n° 805. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime actuel du service militaire, n° 1244. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 283 du Code général des impôts en ce qui concerne les montardes et autres épices préparées, n° 1299. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 271 et 290 du Code général des impôts en ce qui concerne les aviculteurs, n° 1586. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles publiques ayant plus de 300 élèves inscrits, n° 1904. — Le 4 janvier

1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 160 du Code général des impôts relatif à la taxation des plus values réalisées sur la vente de participations, n° 2355. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement normal du régime républicain, n° 2405. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 2419. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à l'octroi aux communes d'une redevance prélevée sur le montant de la journée maladie et mise à la charge des établissements hospitaliers, sanatoriums et préventoriums installés sur leur territoire, n° 2423. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 27 mars 1934 instituant un registre spécial pour l'inscription des artisans, n° 2935. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices, titulaires de la médaille de bronze, ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 1.000 habitants, au moment de leur admission à la retraite, n° 3030. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions pour que soient appliquées avec plus de compréhension les majorations de 10 0/0 sur les impôts non acquittés dans les délais déterminés, n° 3469. — Le 30 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager l'attribution d'une médaille du travail aux invalides et mutilés du travail à plus de 50 0/0, n° 3534. — Le 30 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de faire bénéficier les mutilés du travail titulaires de la carte de priorité « station debout pénible » de réductions sur les transports équivalentes à celles accordées aux titulaires de la carte de familles nombreuses, aux mutilés de guerre, aux victimes civiles de la guerre, n° 3535. — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le secret des recherches atomiques, n° 3876. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'amnistie les délits ou contraventions de droit commun commis antérieurement au 18 mai 1952, n° 4189. — Le 10 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

prendre l'initiative de la création d'une Union internationale pour la construction de logements, n° 4382. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 47, paragraphe 2, de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, afin d'assurer la représentation de l'Artisanat au sein de la Commission départementale prévue par ce texte, n° 4932. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le rang des privilèges de l'Etat et des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, lorsqu'ils s'exercent sur les boz de la Caisse autonome de reconstruction donnés en nantissement, n° 5113. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle 4, pour le calcul de leur retraite, aux maréchaux-ferrants titulaires du brevet de maître maréchal-ferrant, n° 5481. — Le 24 février 1953, une proposition de loi portant aménagement des mesures transitoires prévues par l'ordonnance du 3 mai 1945 qui abroge l'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur la légitimation de certains enfants naturels, n° 5642. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à fixer la date des élections municipales aux 26 avril et 3 mai 1953, n° 5674. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1723 et 404 du Code général des impôts concernant le paiement des droits de mutation par décès afférent à des titres, sommes, valeurs ou avoirs quelconques dépendant d'une succession et qui ont été par suite d'événements de guerre, frappés d'indisponibilité, n° 6721. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle n° 4, pour le calcul de leur retraite, aux maréchaux-ferrants titulaires du brevet de maître maréchal-ferrant, n° 7051. — Le 13 novembre 1953, une proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale, au titre de la guerre 1914-1918, dans l'Ordre de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, n° 7156. — Le 17 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à insérer dans le plan quadriennal des mesures assurant le paiement du pécule aux prisonniers de guerre dans les délais impartis par la loi, n° 7189. — Le 23 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 14, 15, 18, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 55, 57, 58, 62, 64, 65,

66, 66 bis, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 81, 90, 95, 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7262. — Le 30 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 271, 290 et 1454 du Code général des impôts en faveur des exploitations salmونيооles, n° 7327. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 8010. — Le 6 avril 1954, une proposition de loi tendant à dégrever les rentiers viagers, n° 8260. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à améliorer le régime des retraites des personnels des collectivités locales, n° 8366. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 53-683 du 6 août 1953 dite « Loi foncière », n° 8377. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 29 de la loi de finances n° 53-1308 du 31 décembre 1953 relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 8396. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à la création, par le Ministère de la Justice, d'un laboratoire national d'expertise toxicologique en matière criminelle, n° 8544. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de l'acte dit loi du 1^{er} décembre 1940 validé par l'ordonnance n° 45-1188 du 6 juin 1945, portant résorption du personnel de la R. A. T. P., n° 9354. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du mois de janvier 1955 la qualité de sinistrés et à les faire bénéficier des droits et avantages réservés à ceux-ci par différentes dispositions législatives, n° 9946. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 114 du Code des pensions civiles et militaires et à la prise en charge pour la liquidation des retraites des services accomplis dans l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, n° 10169. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à créer une Caisse d'équipement de la région parisienne, n° 10488. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à exclure du calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés les pensions servies aux veuves de guerre, n° 10569. — Le 2 avril 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'ar-

ticle 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif aux assurés sociaux âgés de plus de 60 ans, n° 10620. — Le 11 juillet 1955, une proposition de loi tendant à la validation des services effectués antérieurement, comme titulaires, dans une administration de l'Etat en ce qui concerne les agents, dont la réintégration est survenue avant le 7 janvier 1954, n° 11180. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages qui ont sévi dans la région parisienne durant le mois de juillet 1955, n° 11249. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à définir les statuts des établissements d'enseignement de conduite automobile, dits auto-écoles, n° 11571. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les pensionnés et rentiers vieillesse de la sécurité sociale des avantages accordés par le décret du 20 mai 1955 aux travailleurs en exercice, en ce qui concerne les prestations maladies, n° 11806. — Le 8 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder le bénéfice du capital-décès aux conjoints des retraités vieillesse de sécurité sociale en cas de décès des intéressés ; 2° à accorder à ces mêmes conjoints le bénéfice du tarif des congés payés sur les chemins de fer, n° 11807.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense nationale : *Défense de « Paix et Liberté » (Réponse à M. Louis Vallon)* [3 décembre 1954] (p. 5767, 5768). = S'excuse de son absence [22 janvier 1952] (p. 287). = Obient un congé [22 janvier 1952] (p. 287).

DAVID (M. Marcel), *Député des Landes (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : secrétaire de la Commission des finances [2 avril 1952] (F. n° 127), [21 janvier 1953] (F. n° 216), [9 février 1954] (F. n° 343); et vice-président de cette Commission [7 juillet 1954] (F. n° 406), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); membre

titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des finances : pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46) ; pour représenter la Commission des finances au sein du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [20 janvier 1953] (F. n° 222).

Dépôts :

Le 24 août 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 763) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (au cours de la première législature) portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, n° 843. — Le 9 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 994) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Santé publique et Population, n° 1543. — Le 12 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1526) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), n° 1967. — Le 14 décembre 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 2039. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2282) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 994) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et Population), n° 2300. — Le 30 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2306) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 982) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au dévelop-

pement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Education nationale (Enseignement technique, Education physique et Sports), n° 2308. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à distribuer un secours d'urgence pour réparer les dégâts provoqués sur la côte landaise par la récente tempête, n° 2320. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège et de l'Aude, n° 2512. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège, de l'Aude et du Lot-et-Garonne, n° 2579. — Le 5 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 2 août 1951 (n° 479), sur : 1° le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1^{er} à 46 inclus et art. 49) ; 2° les propositions de loi : a) de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; b) de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949 pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948 ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 3560. — Le 6 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n° 617) tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres ; 2° de M. Gernez

et plusieurs de ses collègues (n° 1059) tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 3° de M. Jean Cayeux (n° 1302) tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs ; 4° de M. Étienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 1330) tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance-vieillesse aux lieu et place du *de cujus* ; 5° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 2127) prorogant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 3588. — Le 19 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le rapport (n° 1663), fait au cours de la précédente législature, repris le 21 novembre 1951, sur les propositions de loi : a) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; b) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; 2° les propositions de loi : a) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 502) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; b) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1873) tendant à compléter par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 3737. — Le 26 juin 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Moisan (n° 2647) portant codification de la législation des jardins familiaux, n° 3832. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4267) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des

services civils pour l'exercice 1953, Santé publique et Population, n° 4422. — Le 31 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4256) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Education nationale (Enseignement technique, Education physique et Sports), n° 4587. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4844) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4267) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et Population), n° 5171. — Le 24 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1499 du Code général des impôts concernant la taxe vicinale, n° 5363. — Le 18 février 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3716 rectifié) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite, n° 5597. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux fonctionnaires et agents de l'Etat dont les enfants poursuivent leurs études, n° 5669. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à la révision des indices hiérarchiques de traitement des agents techniques des eaux et forêts, n° 5684 (rectifié). — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3363) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq à la mémoire des héros de la Résistance et en faveur de leurs enfants, n° 5685. — Le 27 février 1953, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 474), fait au cours de la précédente législature, par M. Cordonnier, au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 5723. — Le 18 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi

(n° 412) de MM. Gosset, Thibault et Solinhac tendant : 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public ; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948, n° 5925. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6765) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1954, n° 6889. — Le 14 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6765) et la lettre rectificative (n° 7121) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1954, n° 7175. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7112) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 7207. — Le 3 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7112) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 7365. — Le 12 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7444) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6765) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1954, n° 7462. — Le 28 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7499) portant ouverture de crédits provisionnels sur l'exercice 1954 au titre du Ministère de l'Education nationale, n° 7502. — Le 11 février 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 6534) donné par le Conseil de la République

sur la proposition de loi (n° 474) adoptée par l'Assemblée Nationale sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, n° 7726. — Le 25 février 1954, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7112, 7466 et 7878) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 7908. — Le 4 mars 1954, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : 1° le rapport (n° 1663), fait au cours de la précédente législature et repris le 21 novembre 1951, sur les propositions de loi : a) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; b) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; 2° les propositions de loi : a) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 502) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; b) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1873) tendant à compléter, par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 7946. — Le 31 mars 1954, un troisième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7112, 7466 et 7878) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 8209. — Le 9 avril 1954, un quatrième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7112, 7466, 7878, 8193 et 8256) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 8339. — Le 9 avril 1954, un rapport

au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8349) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, in-8° n° 1304, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 8359. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9298) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9504. — Le 25 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9298) et la lettre rectificative (n° 9569 rectifié) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9576. — Le 26 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9287) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955, Enseignement technique, Jeunesse et Sports, n° 9591. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9812. — Le 31 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955, n° 10045. — Le 1^{er} février 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955, n° 10056. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer des directions administratives dans tous les établissements hospitaliers publics, n° 10595. — Le

22 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles des Landes, victimes de l'orage du 5 juin, des secours immédiats et une équitable indemnisation pour les préjudices subis, n° 10988. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 10655) de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à affecter les crédits nécessaires afin d'achever la construction et l'équipement du Centre régional anticancéreux de Lyon, n° 11749.

Interventions :

Est entendu sur : la validation des opérations électorales du département de l'Yonne [20 juillet 1951] (p. 6003); — une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6229, 6230). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie : *Sa demande de renvoi au 5^e bureau* [7 août 1951] (p. 6239); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article créant pour 850 millions de bourses nationales* [3 septembre 1951] (p. 6779, 6780, 6781); *Son amendement tendant à limiter aux élèves des écoles publiques les bourses ainsi créées* (p. 6782); *Amendement de M. Doutrillot tendant à exiger des professeurs du second degré une licence d'enseignement* [3 septembre 1951] (p. 6816); Art. 2 : *Amendement de M. Bèche tendant à prévoir 36 milliards pour la construction de nouvelles écoles* (p. 6818, 6819); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Demande de disjonction, présentée par M. Coffin* [7 septembre 1951] (p. 7033, 7034); *Rappel au Règlement de M. Garet (Organisation du débat)* [8 septembre 1951] (p. 7159); Art. 2 : *Sa demande de disjonction de l'article augmentant la taxe d'apprentissage* [9 septembre 1951] (p. 7193, 7194); *Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 7222, 7223); *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 7224); *Son amendement tendant à prévoir des remises d'amendes aux contribuables déjail-*

lants (p. 7225); le retire (p. 7225); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [21 septembre 1951] (p. 7577); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Mitterrand (Politique d'austérité, remise en question des réformes sociales)* [20 novembre 1951] (p. 8206, 8207); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; FINANCES, Chap. 1000 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Reclassement du personnel)* [23 novembre 1951] (p. 8462); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Reclassement des percepteurs)* (p. 8464, 8465); Chap. 4010 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rétablir les crédits pour les sociétés de secours mutuel* (p. 8472); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : en qualité de *Rapporteur* [4 décembre 1951] (p. 8730 et suiv.); Chap. 1000 : *Création de cinq emplois nouveaux* (p. 8735); Chap. 1060 : *Octroi d'indemnités aux inspecteurs de la santé* (p. 8742); Chap. 1090 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le laboratoire national (Insuffisance des crédits)* (p. 8742); le retire (p. 8743); Chap. 4010 : *Amendement de M. Cayeux tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 8748); Chap. 4040 : *Amendement de M. Vallery Radot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.)* (p. 8752); Chap. 4120 : *Assistance aux malades mentaux* (p. 8778); Chap. 4180 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation compensatrice des hausses de loyers aux économiquement faibles (Versement aux vieux paysans)* (p. 8786); Chap. 5050 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Relèvement du taux des bourses)* [5 décembre 1951] (p. 8808); Chap. 5090 : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre l'alcoolisme* (p. 8810, 8811); Article additionnel : *Sous-amendement de Mme Prin tendant à laisser aux assistés au*

moins 1.000 francs par mois (p. 8819); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 décembre 1951] (p. 9095); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9366); Chap. 1220 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel de l'enseignement technique, présentée par M. Gabriel Paul* (p. 9408); *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Titularisation des professeurs techniques)* (p. 9411); Chap. 5100 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à supprimer les crédits pour les centres d'apprentissage privés* (p. 9448); Chap. 5130 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel de l'orientation professionnelle (Licenciements de conseillers), présentée par le Gouvernement* (p. 9448); Chap. 5250 : *Amendement de M. Schmittlein tendant à déduire de 1.000 francs les crédits pour les auberges de la jeunesse* (p. 9449); Chap. 5270 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations sportives (Difficultés financières des fédérations)* (p. 9451); Chap. 6090 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les jeux olympiques (Jeux d'Helsinki)* (p. 9455); P.T.T., Chap. 1110 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités spéciales (Recrutement des agents d'exploitation)* [23 décembre 1951] (p. 9675); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit des P. T. T.)* (p. 9680); FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires* [23 décembre 1951] (p. 9704); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1951] (p. 10192); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Demande présentée par M. Marie tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République en faveur des étudiants* (p. 10230); Chap. 5330 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* (p. 10231). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Discussion générale*

(Code du travail dans les T.O.M.) [24 décembre 1951] (p. 8916). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 6 : *Suite du débat* [4 janvier 1952] (p. 163, 164); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand, relatif à la réforme de la S.N.C.F.* [7 janvier 1952] (p. 188, 189). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Sa demande de suspension de séance)* [17 janvier 1952] (p. 276); *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Edgar Faure* (p. 276, 277). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 février 1952] (p. 493, 494); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 495); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à inclure les invalides non hospitalisés* [8 février 1952] (p. 558); Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure les invalides non hospitalisés* (p. 558); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 561); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Son ordre du jour demandant d'ajourner le réarmement allemand, de ne pas accorder l'égalité des droits à l'Allemagne, de prévoir des garanties grâce à un pouvoir supranational* [13 février 1952] (p. 692); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 16 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [26 février 1952] (p. 1016); Art. 70 : *Amendement de M. Gozard tendant à instituer une taxe sur les superbénéfices des entreprises industrielles et commerciales* (p. 1035, 1036); — du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour le dernier alinéa prévoyant le contrôle par des fonctionnaires assermentés* [14 mars 1952] (p. 1316); Art. 7 : *Amendement de M. Ramarony tendant à faire fixer par décret le montant minimum du capital social de ces entreprises* (p. 1318); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Temple* [14 mars 1952] (p. 1329); *Discussion générale (Application du*

statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne) (p. 1353); — d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Amendement de M. Viatte tendant à inclure toutes les facultés de Paris* [21 mars 1952] (p. 1404); *Cas des élèves des grandes écoles* (p. 1404); — d'une proposition de loi relative à l'attribution à certains métayers de l'allocation aux vieux travailleurs : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1952] (p. 1444, 1445); — du projet de LOI DE FINANCES, pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *Examen des articles additionnels* [3 avril 1952] (p. 1808); Art. 16 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant la liaison entre l'administration fiscale et l'administration de la sécurité sociale* (p. 1838); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées sur la loi de finances (Ses observations sur les résultats de l'expérience Pinay)* [8 avril 1952] (p. 1983 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 37 : *Amendement de M. Abelin relatif à l'évaluation fiscale des stocks des sociétés et à la définition de la notion du stock-outil* [12 avril 1952] (p. 2266); — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées : en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 juin 1952] (p. 2688, 2689); Art. 9 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine d'un revenu cadastral supérieur à 400 francs* (p. 2707); Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2711); Art. 14 : *Amendement de Mme Laissac tendant à réduire à 1.000 francs par an la cotisation personnelle pour le chef d'exploitation et les membres mineurs de sa famille* (p. 2735); *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants* (p. 2737); Art. 16 : *Son amendement tendant à financer le fonds national d'allocation-vieillesse par une taxe sur les produits agricoles importés* (p. 2741); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1952] (p. 3544); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du

travail : en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 juin 1952] (p. 3197, 3198); *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Ramarony* (p. 3205 et suiv.); en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1952] (p. 3419); *Proposition tendant à discuter d'abord l'article 22 assurant le financement de la loi, présentée par le Gouvernement* (p. 3420); Art. 11 : *Demande de disjonction de l'article majorant les pensions versées par les assurances sociales aux invalides, présentée par le Gouvernement* (p. 3424); Art. 18 : *Sa demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation* (p. 3426 et suiv.); *Sa demande de réserver l'article* (p. 3428); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage; *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Gau* [3 juillet 1952] (p. 3468, 3469); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art 14 : *Sous-amendement de M. Gazier tendant à prévoir deux membres choisis pour leur compétence économique* [10 juillet 1952] (p. 3784). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature : *Demande de M. Mutter de procéder à un dixième tour de scrutin* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans et malades infirmes* [9 octobre 1952] (p. 4171); — du projet de loi portant transfert d'autorisations de programme; *Discussion générale (Ses observations sur l'annulation de crédits pour l'enseignement technique)* [10 octobre 1952] (p. 4223); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Statut des agents forestiers)* [21 octobre 1952] (p. 4291, 4292); Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les prestations (Réduction des crédits sociaux)* (p. 4294); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 31-15 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées (Variations des salaires des ouvriers selon leurs qualifications)* [24 octobre 1952] (p. 4412);

Chap. 33-92 : *Amendement de M. Henneguella tendant à réduire de 1.000 francs les crédits sociaux* (p. 4416); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [30 octobre 1952] (p. 4584 et suiv.); Etat A, Chap. 31-41 : *Amendement de M. Raingard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la santé (Fusion des directions de la population et de la santé)* (p. 4596); Chap. 34-91 : *Loyers et impôts (Edification du Ministère)* (p. 4603); Etat B, Chap. 46-26 : *Amendement de M. Arbeltier tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Hôpitaux et cliniques privées)* (p. 4610, 4611); FINANCES (Services financiers), Etat A, Chap. 33-41 : *Remboursement de frais (Reclassement des percepteurs)* [4 novembre 1952] (p. 4709); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Art. 3 : *Fixation du prix de la journée dans les sanatoria* (p. 4729); Article additionnel : *Recevabilité de l'amendement de M. Arbeltier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire* (p. 4730, 4731); *Demande de vote par division, présentée par le Gouvernement* (p. 4732); *Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 4733); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 novembre 1952] (p. 4817 et suiv.); ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 31-44 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux centres professionnels, présentée par M. Boutavant* (p. 4840); *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels (Titularisation de professeurs)* (p. 4841); Chap. 34-53 : *Contrôle médical sportif* (p. 4847); Chap. 36-42 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges techniques (Lenteurs de la nationalisation)* (p. 4647); Etat B Chap. 43-41 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux bourses et trousseaux (Gratuité des repas des centres d'apprentissage), présentée par M. Gabriel Paul* (p. 4849); Chap. 43-53 : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Gabriel Paul (Insuffisance des crédits pour subventions aux fédérations sportives)* (p. 4850); Art 4 : *Création de deux écoles d'enseignement technique* (p. 4851); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 10-50 : *Service des chèques postaux (Insuffisance du personnel)* [14 novembre 1952] (p. 5141); Chap. 10-60 : *Services des télécommu-*

nications (Candidats au téléphone) (p. 5142); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 31-93 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Insuffisance du reclassement des fonctionnaires)* [26 novembre 1952] (p. 5709, 5710); — d'une proposition de loi relative aux allocations de chômage : *Application de l'article premier de la loi de finances (Accroissement de dépenses sans recettes compensatrices)* [5 novembre 1952] (p. 4753); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article interdisant de demander une dépense nouvelle ou une perte de recettes, présentée par M. Tourtaud* [9 décembre 1952] (p. 6087); Art. 27 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article détaxant les aliments du bétail et majorant les taxes sur la viande* (p. 6093); Art. 103 bis : *Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation* [12 décembre 1952] (p. 6249, 6250); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un cadre latéral pour les fonctionnaires non intégrés dans le corps des administrateurs de l'Etat* (p. 6289); *Son amendement relatif au logement du personnel de l'Etat* (p. 6290); *Son amendement tendant à permettre le reclassement des percepteurs chargés du recouvrement des impôts* [21 décembre 1952] (p. 6855); *Son amendement tendant à exonérer d'impôts les associations à but non lucratif ayant pour objet la sécurité des travailleurs* (p. 6900); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Article additionnel : *Amendement de M. Chassaing tendant à fixer à 3 0/0 le taux de la taxe au profit du fonds forestier national* [19 décembre 1952] (p. 6618); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-20 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services vétérinaires (Ecole vétérinaire de Toulouse)* [20 décembre 1952] (p. 6787); Chap. 51-72 : *Landes de Gascogne*; *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les landes de Gascogne* (p. 6790); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Absence d'une majorité stable)* [30 décembre 1952] (p. 7056). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour : *Heure de la prochaine séance* [22 janvier

1953] (p. 134). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-21 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les lycées et collèges (Indemnité de doctorat, retraite des surveillants généraux)* [30 janvier 1953] (p. 704); Chap. 31-44 : *Amendement de M. Boutavant tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les établissements d'enseignement technique (Titularisation de techniciens)* (p. 707); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de Rapporteur (p. 736); Art. 2 : *Relèvement des droits de sceau pour les naturalisations (Retrait de la nationalité à de nouveaux naturalisés)* (p. 739, 740); Art. 3 : *Amendement de M. Anthonioz tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au prix des journées d'hôpitaux* (p. 740, 741); Art. 8 : *Amendement de M. Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* (p. 742); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 2 : *Son amendement relatif aux conditions d'admission dans le corps des attachés d'administration centrale* (p. 762); FINANCES, SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 31-31 : *Services extérieurs du Trésor (Création de postes)* (p. 765); Etat B, Chap. 41-91 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits votés par le Conseil de la République pour le mouvement national d'épargne* (p. 767); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Direction des eaux et forêts (Agents techniques forestiers)* (p. 774); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 36-91 : *Office des biens et intérêts privés (Suppression de l'Office)* (p. 776); Art. 2 : *Son amendement relatif au réemploi des fonctionnaires de l'Office des biens et intérêts privés* (p. 777); le reitre (ibid.); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Art. 31 : *Amendement de M. Liautey tendant à abaisser à 3,25 0/0 le taux de la taxe pour le fonds forestier national* [30 janvier 1953] (p. 785); — du projet de loi collectif d'ordonnancement (Exercice 1952); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 40-60 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à ne pas annuler les crédits pour les bourses et trousseaux de l'ensei-*

gnement technique [3 février 1953] (p. 865); — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (Aide à la Yougoslavie); Etat B EDUCATION NATIONALE, Chap. 40-20 : *Bourses nationales (Annulation de 10 0/0 des crédits des bourses)* [5 février 1953] (p. 925); Chap. 40-30 : *Exonérations de droits accordées par l'Etat (Déficit des restaurants universitaires)* (p. 926, 927); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques* [5 février 1953] (p. 963, 964); — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés; en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 mars 1953] (p. 1528, 1531); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 mars 1953] (p. 1535); Art. 3 : *Son amendement tendant à confier aux dispensaires d'hygiène sociale la surveillance des alcooliques* (p. 1537); Art. 9 : *Son amendement relatif à la réduction des frais de placement des alcooliques internés* (p. 1538, 1539); Art. 12 : *Amendement de M. Barrot tendant à inclure la délivrance du permis de chasse* (p. 1542); *Jugements rendus pour un fait commis en état d'ivresse* (p. 1542); — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances et la demande de renvoi à la commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1720); en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 mars 1953] (p. 2061); *Son contre-projet au nom de la Commission des finances* (p. 2062); *Demande de M. Thamier tendant à savoir si ce contre-projet n'imposera pas à la caisse autonome des ouvriers mineurs une charge incombant à l'Etat* (p. 2064); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Art. 3 : *Application de l'article premier de la loi de finances* [20 mars 1953] (p. 2068); Article additionnel : *Amendement de M. Delachenal relatif au régime des communes de plus de 1.500 habitants (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 2069); Article

additionnel : *Amendement de M. Léon Noël tendant à appliquer la loi à toutes les communes de France (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 2069). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement : *Sa protestation contre la mise en cause par M. Tournaud de M. le Président de la République, son rôle prétendu lors de la dernière crise ministérielle* [30 juin 1953] (p. 3181). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution instituant une commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Contre-projet de M. Juglas (Nécessité d'assurer à la Commission d'enquête la représentation de tous les partis)* [2 juillet 1953] (p. 3233); — du projet de loi n° 6433, portant rebrassement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents*; *Amendement de M. Leenhardt, tendant à garantir le respect du statut de la fonction publique et du personnel communal (Simple confirmation d'une déclaration du Ministre en Commission)* [7 juillet 1953] (p. 3313); Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955*; *Son amendement tendant à spécifier « effets financiers »* (p. 3318); Art. 9, paragraphe II : *Réduction éventuelle de crédits budgétaires, par décrets d'économie, au titre de l'exercice 1953*; *Amendement de M. Deixonne tendant à abroger la surtaxe de 0,30 0/0 à la taxe à la production (Objet : assurer la relance économique)* (p. 3334); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Palliatifs inopérants, pouvoirs exorbitants, fonctionnaires, problème politique)* (p. 3334, 3335); — du projet de loi n° 6529, portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République : Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception*; *Amendement de M. Leenhardt tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières, les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Se rallie à l'amendement analogue de M. Meunier)* [24 juillet 1953] (p. 3881). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses amendements tendant à la discussion des rapports : Gazier n° 5561 visant l'abrogation des décrets du 11 mai 1953 sur la gestion des entreprises publiques, Gazier n° 4643 concernant l'embauchage et le licenciement, et Titeux n° 4750 concernant les zones de salaires* [13 octobre 1953] (p. 4216, 4217). — Prend part à la

discussion : d'une proposition de loi concernant l'assistance médicale gratuite (home care), amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Accord de la Commission des finances avec celle de la santé publique, et désaccord avec celle du Conseil de la République* [30 octobre 1953] (p. 4699); *Sa demande de renvoi en Commission* (p. 4700); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Avis favorable de la Commission des finances* [30 octobre 1953] (p. 4700); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* : *Situation injuste faite au personnel, subvention à l'Institut national d'hygiène, sanatorium d'étudiants de Saint-Hilaire-du-Harcouët* [4 novembre 1953] (p. 4821, 4822); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-21 : *Statut du personnel hospitalier*; *Rattachement éventuel au personnel des préfectures* [5 novembre 1953] (p. 4861); Chap. 31-51 : *Amendement de Mme de Lipkowski portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Insuffisance du contrôle sanitaire aux frontières : aéroport d'Orly)* (p. 4861); Titre IV, Chap. 43-91 : *Subventions aux Centres régionaux d'éducation sanitaire populaire*; *Amendement de Mme de Lipkowski portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Crédits insuffisants)* (p. 4865); Chap. 46-14 : *Centre de la Santé publique de Soissons (Sa demande d'explications au Ministre)* (p. 4866); Chap. 46-23 : *Assistance à la famille (Nécessité de modifier le décret du 11 mai 1953)* (p. 4868); ETATS ASSOCIÉS, Art. 5 : *Son amendement tendant à faire déposer un projet réglant la situation des fonctionnaires des cadres locaux européens dissous par décret (Reclassement de ces fonctionnaires)* [12 novembre 1953] (p. 4998); PRÉSIDENTE DU CONSEIL (2^e délibération), Etat B, Chap. 62-00 : *Demande de renvoi du chapitre relatif à l'équipement du Commissariat à l'énergie atomique, présentée par M. Gaillard (Réduction exagérée des crédits)* [26 novembre 1953] (p. 5545); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de Mme Roca tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt d'une lettre rectificative ouvrant de nouveaux crédits* (p. 5547); Etat A, Chap. 31-11, en qualité de *Rapporteur* : *Economie de la lettre rectificative donnant en partie satisfaction à l'Assemblée* (p. 5548,

5549); Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir la titularisation par décret de certains employés de l'Institut national d'hygiène* (p. 5556); Etat A, Chap. 46-13 : *2^e délibération sur plusieurs chapitres : disjonction de chapitres relatifs aux établissements nationaux de bienfaisance* (p. 5557); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Etablissement de home-car)* (p. 5559); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 7 : *Son amendement tendant à rétablir l'article prévoyant des transferts d'emplois au service des enquêtes économiques* (p. 5593, 5594); *le retire* (p. 5594); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Direction des eaux et forêts (Problèmes de la forêt landaise)* [3 décembre 1953] (p. 5935, 5936); Chap. 46-57 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Misère des métayers des Landes)* (p. 5959); Article additionnel : *Amendement de M. Charpentier tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la distribution d'eau potable par les communes* [4 décembre 1953] (p. 5995); Etat C, Titre VIII : *Sa demande de disjonction du titre relatif au fonds forestier national (Budgétisation d'un compte spécial du Trésor)* (p. 6033, 6034); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1953] (p. 6147, 6148); Etat A, Chap. 46-21 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance des crédits)* (p. 6160); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 6164); Chap. 46-51 : *Office national des anciens combattants* [7 décembre 1953] (p. 6171); Article additionnel : *Son amendement relatif à la titularisation du personnel des centres d'appareillage des mutilés* (p. 6176, 6177); *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à accorder 2 millions au Congrès médical étudiant la pathologie des déportés* (p. 6179); *Amendement de M. Bénard relatif à la transformation d'emplois dans les services extérieurs du Ministère* (p. 6180); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 62-00 : *Commissariat à l'énergie atomique* [7 décembre 1953] (p. 6187); *Equippedement du Commissariat à l'énergie* [10 décembre 1953] (p. 6442); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement relatif aux fonctionnaires résistants dégagés des cadres* [11 décembre

1953] (p. 6528); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A. Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Subventions aux cantines)* [12 décembre 1953] (p. 6569); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur suppléant* [13 décembre 1953] (p. 6650, 6651); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1953] (p. 6652); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Manque de places dans les écoles techniques, insuffisance du recrutement de professeurs d'éducation physique, colonies de vacances* (p. 6798, 6799); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7056); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Sibué* [31 décembre 1953] (p. 7135); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES), amendé par le Conseil de la République, Art 9 bis : *Intégration dans le corps des administrateurs civils d'agents supérieurs en fonctions avant 1946, n'ayant pu passer de concours spécial et d'agents supérieurs ayant fait de la Résistance* [31 décembre 1953] (p. 7247); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Coutaller relatif au délai accordé pour faire reconnaître la présomption d'origine par les prisonniers et déportés* [5 décembre 1953] (p. 6081); Art. 16 : *Pensions des enfants infirmes incurables* (p. 6088); Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées* [6 décembre 1953] (p. 6105); Art. 20-10 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6115); Art 23 : *Incidences financières des votes émis sur le budget des Anciens combattants* (p. 6119); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1953] (p. 7048); Art 3 quater : *Droit à pension accordé aux ayants droit ayant acquis une nationalité étrangères* (p. 7049); Art. 14 ter : *Amendement de M. Bénard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* (p. 7053); — du projet de

loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art 18 : *Sa demande de disjonction de l'article mettant les employés de la Caisse des dépôts et consignations à la disposition des inspecteurs des finances* [12 décembre 1953] (p. 6616); Art. 20 : *Amendement de M. Minjoz tendant à permettre l'utilisation par les Caisses d'épargne de 50 0/0 de leurs dépôts* (p. 6617); Art. 23 : *Amendement de M. Abelin tendant à rétablir le texte du Gouvernement relatif à la dotation des mines de potasse d'Alsace et de l'O.N.I.A.* (p. 6618, 6619); Art. 14, Etat II : *Son amendement tendant à supprimer le compte spécial pour le fonds forestier national* [13 décembre 1953] (p. 6666); Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à rétablir le compte spécial pour le fonds forestier national* (p. 6670); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'application de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1951 aux accidents causés par des automobiles dans le délai d'un an avant le 4 juillet 1952* (p. 6693); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de droits les ventes faites par des sociétés coopératives de construction sans but lucratif* [13 décembre 1953] (p. 6745); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. Art. 10 bis : *Taxation au taux réduit de 6,35 0/0 des bois de scierie pour la taxe à la production* [31 décembre 1953] (p. 7272); — des interpellations sur le prix du tabac : *Discussion générale (Fixation du prix à 450 francs le kilo unanimement réclamée)* [28 décembre 1953] (p. 6897, 6898); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES en 1954, en qualité de *Rapporteur suppléant* [28 décembre 1953] (p. 6901). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget en deuxième lecture* [30 décembre 1953] (p. 7058). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Reprise de la ferme par le propriétaire quand la conversion n'a pas été obtenue en justice)* [31 décembre 1953] (p. 7131). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions envisagées contre les inspecteurs principaux des contributions indirectes, à la suite de la greve du 21 décembre 1953 [26 mars 1954] (p. 1324). — Prend part à la discussion : du projet de loi

relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour l'enseignement technique : Disjonction du chapitre 31-14 (Insuffisance du nombre des professeurs d'enseignement technique, création de postes de conseillers de l'orientation professionnelle et d'assistantes sociales)* [31 mars 1954] (p. 1530); Etat A, Chap. 36-42 : *Amendement de Mme Lempereur (Nationalisation des collèges techniques)* [1^{er} avril 1954] (p. 1677); Chap. 47-51 : *Crédits nécessaires aux colonies de vacances* (p. 1682); Chap. 31-92 : *Création de postes de secrétaires principaux de l'enseignement technique et d'inspecteur général* (p. 1717, 1718); Chap. 31-51 : *Titularisation des ingénieurs du service technique de l'équipement de la direction de la jeunesse et des sports* (p. 1716); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [9 avril 1954] (p. 2036); Etat A, Chap. 43-02 : *Expéditions scientifiques et expéditions polaires* (p. 2038); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 avril 1954] (p. 1777); Art. 11 : *Examen médical et dosage de l'alcool en cas d'accident, conditions de règlement du médecin* (p. 1781); — d'une proposition de loi relative à l'attribution du titre de déporté ou interné résistant ou politique : *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances* [6 avril 1954] (p. 1783); — d'une proposition de loi relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 avril 1954] (p. 1789); Art. 5 : *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances à l'occasion d'une question intéressant les entreprises nationalisées* (p. 1790); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Mécontentement de l'administration des contributions indirectes, sanctions prises contre les inspecteurs, réglementation du droit de grève d'après Waline et Blum)* [9 avril 1954] (p. 1986 et suiv.); Art. 6 : *Son amendement (Application des taxes sur le chiffre d'affaires à la S. N. C. F., rupture de charge)* (p. 1990); le retire (*ibid.*); Art. 47 : *Son amendement (Exonération des taxes additionnelles sur les ventes de logement)* (p. 2000); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1^{er} quater : *Exonération fiscale en faveur des réunions culturelles* [14 mai 1954] (p. 2423);

Art. 10 ter : *Exonération des taxes fiscales des sociétés coopératives de construction* [25 mai 1954] (p. 2668, 2669); Article additionnel de M. Waldeck Rochet (*Date limite de paiement des impôts pour les agriculteurs*) [29 juin 1954] (p. 3147); Son article additionnel (*Régime fiscal des transports internationaux par chemins de fer*) (p. 3152); le retire (*ibid.*); Article additionnel de M. André Hugues (*Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation, situation des ports français*) (p. 3153); Art. 3 ter : *Sous-amendement de M. Deixonne (Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* [6 juillet 1954] (p. 3206); Article additionnel de M. Dorey (*Régime fiscal des transports internationaux*) (p. 3208); Article additionnel de M. Catoire (*Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession; le bassin de Parentis dans les Landes*) (p. 3208); Art. 23 septies : *Amendement de M. Pineau (Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée aux fournitures et aux prestations de services destinées à assurer le groupage et la distribution des journaux)* (p. 3216); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'assistance médicale gratuite, en qualité de *Rapporteur pour avis: Application de l'article 1^{er} de la loi de finances en seconde lecture* [25 mai 1954] (p. 2691). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Inscription sans débat de la proposition relative au billet collectif à 50 0/0* [11 juin 1954] (p. 2947). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux enucléés de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*; Art. 2 : *Amendement de M. Lefranc (Attribution d'office du taux supplémentaire)* [30 juin 1954] (p. 3187); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Déroulement du débat et réserve des articles se rapportant au financement* [21 juillet 1954] (p. 3500); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux): *Ses explications de vote sur la question de confiance (Desirs de la classe ouvrière, politique de l'Union française)* [10 août 1954] (p. 4024, 4025); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE

DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, Art. 6 : *Création d'une usine de aoutchouc synthétique à partir du gaz de Lacq* [16 novembre 1954] (p. 5068); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-81 : *Agents techniques des eaux et forêts* [26 novembre 1954] (p. 5474); Etat B, Chap. 51-72 : *Mise en valeur des Landes de Gascogne* (p. 5512); Etat C, Chap. 83-81 : *Budgétisation du fonds forestier national* (p. 5531); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Statut du personnel des services extérieurs, personnel enseignant des sourds-muets, assistance médicale gratuite, allocation aux grands infirmes, contrôle des spécialités pharmaceutiques, Institut national d'hygiène, alcoolisme, nombre des malades mentaux* [1^{er} décembre 1954] (p. 5638 et suiv.); Etat A, Chap. 31-41 : *Création d'un laboratoire national de contrôle des médicaments* (p. 5668); Chap. 31-42 : *Service de la pharmacie* (p. 5669); Chap. 34-01 : *Création du Conseil supérieur du thermalisme* (p. 5669); Chap. 34-02 : *Action d'éducation sanitaire* (p. 5670); Chap. 34-91 : *Construction d'un Ministère de la Santé publique* (p. 5671); Chap. 43-91 : *Subventions aux centres, amendement de M. Savale tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement* (p. 5676); Chap. 46-26 : *Services de la population et de l'entraide* [2 décembre 1954] (p. 5688); Chap. 46-26 : *Amendement indicatif de M. Guthmuller (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires enquêteurs par les assistantes sociales)* (p. 5695); Chap. 46-29 : *Aide sociale aux personnes âgées, sa demande de disjonction* (p. 5701, 5702); Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes* (p. 5708, 5711); Chap. 47-11 : *Mesures générales de protection de la santé publique (Dédoumagement des boulangers de Pont-Saint-Esprit)* (p. 5714); Etat B, Chap. 56-10 : *Constructions d'hôpitaux* [4 décembre 1954] (p. 5804); Chap. 66-10 : *Amendement indicatif de M. Guthmuller (Reconstruction des hôpitaux sinistrés — Epinal)* (p. 5809); Art. 3 : *Amendement de M. Montalat (Tarif de responsabilité dans les établissements de cure ne poursuivant pas un but lucratif)* (p. 5809, 5810); Etat A, Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes* (p. 5812); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Répu-

blique, en qualité de *Rapporteur* : *Abrogation du décret du 29 décembre 1953 portant réforme de l'assistance* [30 décembre 1954] (p. 6973); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur* : *Création de centres d'apprentissage et de collèges techniques, chargés d'enseignement, « promotion ouvrière », colonies de vacances, rééducation physique* [13 décembre 1954] (p. 6256 et suiv., 6260); Etat A, Chap. 31-44 : *Sa demande de disjonction (Augmentation du nombre de professeurs de l'enseignement technique)* (p. 6275); Chap. 34-52 : *Jeunesse et sports, Matériel, sa demande de renvoi en commission de ce chapitre* (p. 6276); Chap. 35-41 : *Demandes de disjonction de MM. Boutavant et Faraud (Entretien des centres d'apprentissage)* (p. 6277); Chap. 36-42 : *Matériel des centres d'apprentissage, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 6280); Chap. 36-45 : *Demande de réserver ce chapitre présentée par Mlle Dienesch (Augmentation des crédits accordés aux chambres de commerce faisant fonctionner des cours d'apprentissage; Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis)* (p. 6280, 6281); Chap. 43-53 : *Crédits destinés aux associations sportives* [14 décembre 1954] (p. 6294); Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances, sa demande de réserver le chapitre* (6295); Etat B, Chap. 56-45 : *Demandes de disjonction de MM. Faraud, Thamier et Mme Lempereur (Équipement de l'enseignement technique afin d'assurer la prochaine rentrée)* (p. 6297, 6298); Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports; sa demande de réserver le chapitre* (6301); *Analyse de la lettre rectificative* (p. 6302); Chap. 31-44 : *Recrutement des professeurs de l'enseignement technique* (p. 6324); Etat A, Chap. 31-51, 31-52, 34-52 : *Jeunesse et sports* (p. 6326); Chap. 36-42, 36-45, 43-41 : *Enseignement technique* (p. 6327); Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances* (p. 6327); Article premier : *Amendement de M. Viatte (Blocage de 20 0/0 des crédits jusqu'au dépôt d'un projet de loi portant réforme de l'enseignement)* (p. 6329); Etat B, Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports* (6337). — Pose à M. Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative aux prêts des caisses de crédit agricole mutuel [17 décembre 1954] (p. 6502). — Prend part à

la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la PRÉSIDENTIE DU CONSEIL pour 1955 [30 décembre 1954] (p. 6968); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 décembre 1954] (p. 6969); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. MARINE MARCHANDE) pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 décembre 1954] (p. 6987); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 décembre 1954] (p. 6992); Etat A, Chap. 41-01 : *Réforme du statut de l'Agence France-Presse* (p. 6993); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Accepte l'application de l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Linet (Intégralité du salaire)* [28 janvier 1955] (p. 390); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quater : *Articles 48 du Règlement et 17 de la Constitution* [28 janvier 1955] (p. 425); Art. 24 quinquies : *Amendement de M. Liautey (Taxe unique et publicité en faveur du bois)* (p. 426); Art. 24 quater : *Validité de l'article premier de la loi de finances* (p. 433, 434); *Sa demande de disjonction (Les crises évolutives de la loi Barangé)* (p. 435); *Son amendement (Extension des distributions de lait par décret)* (p. 436); *Son amendement (Affaires pendantes devant la juridiction contentieuse)* (p. 440); *Allocations et traitement des enseignants libres* (p. 444); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* [31 janvier 1955] (p. 515); Etat A, Chap. 31-45 : *Indemnités des directeurs de centres d'apprentissage* (p. 531); Chap. 47-12 : *Sourds-muets de la rue Saint-Jacques* (p. 534); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. Travaux publics, Transports et Tourisme, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Hommage à M. Tissier* [1^{er} février 1955] (p. 550); Art. 10 : *Demande de disjonction du Gouvernement (Administrateurs civils)* (p. 553); — du projet de

loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Plan de remise en ordre de la fonction publique, Progressivité* [1^{er} février 1955] (p. 560, 561); *Troisième lecture des budgets de l'éducation nationale, de l'agriculture et des affaires étrangères* (p. 571); *Motion préjudicielle de M. Lamps (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 1091); *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Minjoz (Calcul du temps passé à l'école d'administration pour l'avancement)* (p. 1118); *le retire* (ibid); *Son article additionnel (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration)* (p. 1118); *le retire* (p. 1119); *Son article additionnel (Intégrations complémentaires dans le corps des administrateurs civils)* (p. 1120); *le retire* (p. 1121); *Son article additionnel (Intégrations dans le corps des administrateurs civils)* [8 mars 1955] (p. 1156); *le retire* (p. 1157); Etat A, Chap. 31-93 : *Le rendez-vous d'avril pour la fonction publique* (p. 1181); *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Dorey (Plan de remise en ordre de la fonction publique avant le 1^{er} mars 1955)* (p. 1187); *le retire* (p. 1188); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1^{er} avril 1955] (p. 2327); Art. 26 ter : *Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration* (p. 2329); *Demande de M. Médecin de renvoyer cet article à la commission* (p. 2331); *Nouvelle rédaction de la commission* (p. 2346); Art. 43 : *Amendement de M. M. Lenormand tendant à supprimer cet article (Pouvoirs financiers du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie)* (p. 2334, 2335); Art. 60 : *Procédure concernant les avis des commissions de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République sur un projet de décret* (p. 2337, 2338); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Députés musulmans algériens* [2 février 1955] (p. 604); — du projet de loi relatif à la majoration d'une pension exceptionnelle, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 février 1955] (p. 712); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Amendement de M. Viatte (Réduction accentuée des attributions)* [4 février 1955] (p. 714); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 12 : *Article 20*

de la Constitution [4 février 1955] (p. 722); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : *Ses explications de vote* [1^{er} mars 1955] (p. 905); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Ses explications de vote (Cas d'enclavement)* [3 mars 1955] (p. 1046); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale : Mise en valeur des régions sous-développées, modernisation de l'équipement, lutte contre le chômage* [28 mars 1955] (p. 2028, 2029); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 bis : *Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* [17 mai 1955]; (p. 2836, 2837); Art. 34 : *Amendement de M. M. Grimaud (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* (p. 2850, 2851); de ce projet de loi en troisième lecture, Art 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2880); Art 33 : *Amendements de MM. Huel et Mancey (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* (p. 2890). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la cinquième lecture de la loi de finances* [18 mai 1955] (p. 2904). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Expansion du Sud-Ouest, Landes de Gascogne, production de fruits et produits de basse-cour; Lacq; lutte contre la poliomyélite* [25 mai 1955] (p. 3000 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Texte gouvernemental* [22 juin 1955] (p. 3233); — du projet de loi relatif aux crédits spéciaux d'exercice clos et d'exercices périmés : *Ses explications de vote* [26 juillet 1955] (p. 4303); — en son nom et au nom de M. Jules Moch, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Décret du 30 juin sur les traitements des fonctionnaires; la Grande-Bretagne et l'inflation; déficit et reconduction du budget de 1955* [27 juillet 1955] (p. 4342, 4343); Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Pleven (Situation résultant du blocage des crédits de l'inscription maritime*

jusqu'à la modification du statut des syndics, gens de mers et de gardes maritimes) (p. 4354); Art. 7 : *Demandes de disjonction de M. P. Meunier (Reconduction du budget de 1955)* (p. 4373, 4374); de ce projet de loi en troisième lecture : *Reconduction avec un plafond de dépenses civiles* [5 août 1955] (p. 4669); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des juges de paix d'Algérie, Art. 7 : *Amendement de M. Paternot (Rétroactivité de la mesure au 16 octobre 1953); applicabilité de l'article 48 du règlement* [5 août 1955] (p. 4653); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art 7 : *Rétroactivité de la loi* [5 août 1955] (p. 4468). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Déroulement des débats* [5 août 1955] (p. 4677, 4679, 4681). — Son rapport sur les élections partielles du département de Constantine [6 octobre 1955] (p. 4825). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux traitements et soldes des personnels de l'Etat : *Non-applicabilité de l'article 1^{er} de la loi de finances à une proposition de résolution* [15 novembre 1955] (p. 5673, 5674). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs [15 novembre 1955] (p. 5674). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Sa demande de suspension* [16 novembre 1955] (p. 5741); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour novembre et décembre 1955 [22 novembre 1955] (p. 5911); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Situation de la fonction publique, cas des maîtres d'éducation physique, des ingénieurs du service technique de l'équipement, des agents de l'assistance publique; taxe sur les réunions sportives* [22 novembre 1955] (p. 5918 et 5919).

DEBOUDT (M. Lucien), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription), (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Secrétaire de la Commission de la Défense nationale [29 octobre 1953] (F. n° 297); Vice-Président de la Commission de la défense nationale [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483); Est nommé membre : de la Commission des

pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la défense nationale [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de la Sécurité sociale [22 août 1951] (F. n° 24).

Dépôts :

Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de résolution (n° 3603) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser à l'occasion du centenaire de la Médaille militaire les traitements de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, accordées à titre militaire, n° 5012. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2441) de M. Médecin tendant à nommer, sur leur demande, à l'honorariat du grade supérieur à celui qu'ils détiennent actuellement, certains officiers mis à la retraite depuis le 20 août 1940, n° 5013. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2421) de M. Médecin tendant à permettre aux officiers en non-activité par suppression d'emploi et non rappelés à l'activité, d'obtenir un dégageant définitif et une pension de retraite plus équitable, n° 5014. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5336) de M. Bignon tendant à compléter la loi du 2 janvier 1932 au profit des grands mutilés en service commandé, titulaires des articles 10 ou 12 de la loi du 31 mars 1919 et de la carte de combattant, n° 6643. — Le 7 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4776) relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, n° 8281. — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 7156) de M. Jean-Paul David tendant à instituer une promotion spéciale, au titre de la guerre 1914-1918, dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, n° 8576. — Le 8 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4776) relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, n° 9663. — Le 4 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3232) relatif au reclassement du front N.-E. de la zone des fortifications de la Place de Bône, n° 10290. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5411) de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les Anciens combattants, médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, n° 11067. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 7529) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « Catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, n° 11068. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 10459) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, n° 11391. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 11728) de MM. Pierre Montel et Lucien Deboudt tendant à inviter le Gouvernement à décider que les services accomplis par les réservistes de la gendarmerie pendant la période de leur rappel à l'activité s'ajoutent au temps de services actifs et entrent en compte pour le calcul de leur pension, n° 11962.

ment de corps, n° 8281. — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 7156) de M. Jean-Paul David tendant à instituer une promotion spéciale, au titre de la guerre 1914-1918, dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, n° 8576. — Le 8 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4776) relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, n° 9663. — Le 4 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3232) relatif au reclassement du front N.-E. de la zone des fortifications de la Place de Bône, n° 10290. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5411) de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les Anciens combattants, médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, n° 11067. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 7529) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « Catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, n° 11068. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 10459) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, n° 11391. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 11728) de MM. Pierre Montel et Lucien Deboudt tendant à inviter le Gouvernement à décider que les services accomplis par les réservistes de la gendarmerie pendant la période de leur rappel à l'activité s'ajoutent au temps de services actifs et entrent en compte pour le calcul de leur pension, n° 11962.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour

les dépenses militaires, Art. 3 : *Amélioration de la situation des militaires (Octroi de primes de technicité et problème du logement des cadres)* [29 décembre 1953] (p. 6963, 6964); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Revalorisation de la condition militaire, amélioration des conditions de logement des cadres; Situation de la gendarmerie et de la garde républicaine, instruction des réserves)* [17 mars 1954] (p. 948); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-44 : *Logement des cadres de l'armée, acquisition de terrain à construire, cas de Dieppe* [19 mars 1954] (p. 1079, 1080); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, Article premier : *Son amendement (Utilisation de la gendarmerie pour le rétablissement de l'ordre en Afrique du Nord)* [1^{er} avril 1955] (p. 2322); *le retire* (p. 2323); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Convocation des agriculteurs réservistes)* [29 juin 1955] (p. 3450, 3454); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Gendarmes rapatriés d'Indochine)* [23 juillet 1955] (p. 4137, 4138). — S'excuse de son absence [6 septembre 1951] (p. 6959). = Obtient un congé [6 septembre 1951] (p. 6959).

DEFFERRE (M. Gaston), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer : membre de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391); et membre suppléant de cette Commission [10 juin 1954] (F. n° 396), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 29 août 1951, une proposition de loi tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, n° 901. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant à interpréter la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 5128. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à autoriser les communes à garantir les emprunts des coopératives de construction, n° 6329. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 20 décembre 1952 portant désignation des écoles nationales de la marine marchande, n° 6371. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, n° 6883. — Le 29 octobre 1953, un rapport, au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 6371) de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 20 décembre 1952 portant désignation des écoles nationales de la marine marchande, n° 7019. — Le 1^{er} décembre 1953, une proposition de loi portant création d'une tranche urbaine du Fonds d'investissement routier, n° 7347. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 466 du Code d'instruction criminelle relatif à la publicité des ordonnances de contumace, n° 7486. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 9 de la loi du 12 avril 1941 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires, n° 7994. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi relative aux conditions d'augmentation de la contribution des collectivités locales à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales, n° 8369. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à définir et organiser la défense des territoires de l'Union française, n° 9189. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9341) de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant

à inviter le Gouvernement à aligner le taux du prélèvement opéré en faveur de l'action sanitaire et sociale des petits pêcheurs sur celui en vigueur dans le régime salarié, n° 10254.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [20 décembre 1951] (p. 10077 et suiv.); — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à sectionner les circonscriptions comptant plus de 400.000 habitants* [25 janvier 1952] (p. 367); le retire (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'abstention du groupe socialiste pour demander un changement de politique)* [10 avril 1952] (p. 2093); *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* (p. 2095); *Discussion générale (Abstention du groupe socialiste sur le vote des crédits pour l'Indochine)* (p. 2101, 2102); — d'une proposition de loi relative au conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Contre-projet de M. Moisan demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* [11 avril 1952] (p. 2202); *Réunion de la Commission* (p. 2202); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 82 : *Amendement de M. Bouxcom tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2238); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2241). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances une question relative à l'avancement des percepteurs nommés au titre des emplois réservés [13 juin 1952] (p. 2903. — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du parti socialiste en 1947)* [27 juin 1952] (p. 3306). — Dépose une demande d'interpellation : sur les réalisations remarquables obtenues par l'appli-

cation des principes d'éducation nouvelle au lycée de Marseille-Veyre [2 juillet 1952] (p. 3416); — sur les conditions dans lesquelles le Conseil d'Etat a annulé les délibérations du conseil municipal de la ville de Marseille par arrêté en date du 10 juillet 1952 [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant modification de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : *Discussion générale (Ses observations sur la date des élections dans les territoires d'outre-mer)* [13 mars 1953] (p. 1891); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable aux territoires d'outre-mer* (p. 1891); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Articles additionnels : *Amendement de M. Barrachin relatif à l'attribution des sièges aux listes n'ayant pas obtenu 5 0/0 du nombre des suffrages exprimés (Son rappel au Règlement)* [20 mars 1953] (p. 2074); *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon* (p. 2076); *Son amendement tendant à rendre les dispositions financières de la loi applicables aux territoires d'outre-mer* (p. 2077); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art 3 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif au remboursement des frais de propagande des conseillers généraux de la Seine présentée par le Gouvernement* [27 mars 1953] (p. 2515); Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* (p. 2516); *Amendement de M. Mignot tendant à accorder des sièges à toutes les listes ayant obtenu un quotient électoral* [28 mars 1953] (p. 2545, 2546); Art. 8 : *Son amendement tendant à rembourser les frais de propagande en Algérie et dans les territoires d'outre-mer dans les villes de plus de 9.000 habitants* (p. 2547, 2548); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer* (p. 2548). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intégration de l'Union française dans la communauté politique européenne [22 octobre 1953] (p. 4454); la développe : *L'intégration des territoires d'outre-mer dans la communauté politique européenne prévue, l'impossibilité d'exclure les territoires d'outre-mer, l'établissement d'un marché économique commun, la nécessité d'aller lentement sur la voie de l'Europe unie* [17 novembre 1953] (p. 5210 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations

sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Volonté de négocier principalement avec l'adversaire, ne pas minimiser « l'incident » de Saigon, questions adressées au Gouvernement concernant les conditions éventuelles posées par les U.S.A. et envoi éventuel du contingent en Indochine, illusion d'une hypothétique conférence à cinq)* [27 octobre 1953] (p. 4608 et suiv.); *Controverse avec MM. Pronteau et Kriegel-Valrimont concernant l'attitude passée des partis socialiste et communiste aux diverses phases du conflit* (p. 4614); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille amendé par le Conseil de la République : *Modicité des crédits demandés (10 milliards sur cinq ans au moins); charges spéciales de Marseille en l'occurrence (Etrangers, Union française)* [30 octobre 1953] (p. 4700, 4704); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Oppose la question préalable (Crédits de la guerre d'Indochine)* [25 février 1954] (p. 508 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951-1952, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1070 : *Sa demande d'un débat sur l'Indochine* [8 avril 1954] (p. 1876, 1877). — Est entendu sur une déclaration du Gouvernement sur la situation en Indochine : *Hommage aux combattants de Dien-Bien-Phu, Déclarations de M. Foster Dulles et internationalisation du conflit, intervention des troupes de Tchang Kaï Cheik, sacrifices américains lors de la guerre de Corée* [9 avril 1954] (p. 1973, 1974). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : *Subventions aux collectivités locales* [22 novembre 1954] (p. 5241); *Application de la taxe à la valeur ajoutée aux commerçants* (p. 5246), Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, demande de disjonction de M. Leenhardt (Modification du régime des retraites des petits cheminots)* [23 novembre 1954] (p. 5308); *Réforme de l'assistance publique* (p. 5311, 5312).

DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député des Landes (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé vice-président de la

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [29 août 1951] (**F. n° 28**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi contre les malfaiteurs d'habitude (Dispositions concernant la pluralité des poursuites), **n° 331**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions des lois n° 49-420 du 25 mars 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 portant révision et majoration de certaines rentes viagères, **n° 396**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations dues au titre des allocations familiales, les travailleurs indépendants chefs de familles nombreuses, **n° 397**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée Nationale, **n° 398**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à la suppression de la section C du chapitre XI (art. 61 à 67) du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 410**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la révision des rentes viagères entre particuliers, **n° 411**. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du Règlement),

n° 826. — Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à la suppression de l'alinéa 6 de l'article 5 et de l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale qui établissent et règlent le scrutin public à la tribune, **n° 916.** — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946 relatif à l'appel des décisions des tribunaux paritaires cantonaux, **n° 1069.** — Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à modifier les dispositions de l'article 46 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1451.** — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 974) intégrant dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition, **n° 1550.** — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1791) complétant le paragraphe premier de la section VII du Titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, **n° 2120.** — Le 20 décembre 1951, une proposition de loi tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, **n° 2214.** — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 1036) de M. Juglas et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire, **n° 2264.** — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2214) de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, **n° 3286.** — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3465) concernant les amendes de simple police, **n° 4085.** — Le 30 octobre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3465) concernant les amendes de simple police, **n° 4547.** — Le 6 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, **n° 5264.** — Le 27 janvier 1953, une proposition

de résolution tendant à élever la pensée de l'Assemblée vers les morts d'Oradour et saluant le sacrifice du maire de cette cité martyre, **n° 5387.** — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 3155) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1794) adopté par l'Assemblée Nationale complétant le paragraphe premier de la section VII du Titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, **n° 5834.** — Le 20 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 2214) tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, **n° 5935.** — Le 2 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 3155) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1794) adopté par l'Assemblée Nationale complétant le paragraphe premier de la section VII du Titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, **n° 6420.** — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en exécution de la résolution, adoptée par l'Assemblée Nationale, le 30 novembre 1950 et par le Conseil de la République le 25 janvier 1951 décidant la révision des articles 7 (addition), 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e et 3^e alinéas) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, **n° 6431.** — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur : I. le projet de loi (n° 7039) fixant les modalités d'élection du Président de la République ; II. la proposition de résolution (n° 6917) de M. Prélot tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les modalités de l'élection du Président de la République, **n° 7197.** — Le 21 mai 1954, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 2214) tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, **n° 8515.** — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis

(n° 8458) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1271) tendant à introduire, dans le Code d'instruction criminelle, un article 522 *bis* relatif à la compétence en cas de pluralité de poursuites, n° 8785. — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4289) sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, n° 8787. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 8074) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 943) tendant à la revision des articles 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e alinéa) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, n° 8962. — Le 6 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 8074) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 943) tendant à la revision des articles 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e alinéa) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, n° 9097. — Le 13 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9632) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1501) sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, n° 9914. — Le 18 février 1955, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 2214) tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, n° 10131. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 10025) tendant à compléter l'article 479 du Code pénal ; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Olmi (n° 3604) tendant à étendre l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1913, complétées par celles du 2 mai 1930 sur les « dégradations »

commises aux immeubles classés, aux auteurs d'inscriptions sur les bâtiments publics ou privés, sur les chaussées des routes, trottoirs ou murs bordant les voies de communication ou tous emplacements voisins des sites classés ; 2^o de Mme de Lipkowski, MM. Francis Caillet et Catroux (n° 4124) tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du Code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique, n° 10191. — Le 9 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9632) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1501) sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, n° 10325. — Le 5 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 10025) tendant à compléter l'article 479 du Code pénal ; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Olmi (n° 3604) tendant à étendre l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1913, complétées par celles du 2 mai 1930 sur les « dégradations » commises aux immeubles classés, aux auteurs d'inscriptions sur les bâtiments publics ou privés, sur les chaussées des routes, trottoirs ou murs bordant les voies de communication ou tous emplacements voisins des sites classés ; 2^o de Mme de Lipkowski, MM. Francis Caillet et Catroux (n° 4124) tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du Code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique, n° 10668. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée Nationale, n° 10684. — Le 13 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1^o de M. Le Roy Ladurie (n° 134) tendant à la révision des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 20, 90 et 106 de la Constitution ; 2^o de M. Barrachin et plusieurs de ses collègues (n° 4316) tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution ; 3^o de M. Paquet et plusieurs de ses collègues (n° 4597) tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution ; 4^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 5116) tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution fixant les formes dans lesquelles la révision constitutionnelle peut avoir

lieu; 5^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n^o 5288) tendant à réviser la Constitution en vue d'assurer le respect des principes inscrits dans son préambule et d'accroître son caractère démocratique; 6^o de M. Dronne et plusieurs de ses collègues (n^o 6573) tendant à décider la révision des articles 13, 51 et 90 de la Constitution; 7^o de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues (n^o 10411) tendant à décider la révision de l'article 90 de la Constitution; 8^o de M. Barrachin (n^o 10534) tendant à décider la révision de l'article 90 de la Constitution (Dispositions concernant l'article 90 de la Constitution), n^o 10737. — Le 23 juin 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n^o 10025) tendant à compléter l'article 479 du Code pénal; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Olmi (n^o 3604) tendant à étendre l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1913, complétées par celles du 2 mai 1930 sur les « dégradations » commises aux immeubles classés, aux auteurs d'inscriptions sur les bâtiments publics ou privés, sur les chaussées des routes, trottoirs ou murs bordant les voies de communication ou tous emplacements voisins des sites classés; 2^o de Mme de Lipkowski, MM Francis Caillet et Catroux (n^o 4124) tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du Code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique, n^o 11008. — Le 30 juin 1955, un rapport, au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 3351) abolissant la peine de la confiscation des biens à venir prévue à l'article 37 du Code pénal, n^o 11065. — Le 13 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 3351) abolissant la peine de la confiscation sur les biens à venir prévue à l'article 37 du Code pénal, n^o 11604. — Le 13 octobre 1955, un rapport, au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 11084) adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à compléter les articles 162, 194 et 367 du Code d'instruction criminelle, n^o 11606. — Le 9 novembre 1955, un rapport, au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République modi-

fiant les articles 510 et suivants du Code d'instruction criminelle, n^o 11835.

Interventions :

Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Sarthe [20 juillet 1951] (p. 5994). — Est élu *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative à la fixation du prix du sucre [16 novembre 1951] (p. 8145, 8146). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services judiciaires (Frais de justice)* [21 décembre 1951] (p. 9521, 9522); *le retire* (p. 9522); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux débats restreints* [27 mars 1952] (p. 1501); Art 3 : *Amendement de M. André Mercier tendant à maintenir la règle de la proportionnalité pour l'élection des bureaux des Commissions* (p. 1506); Art. 4 : *Amendement de M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin* (p. 1509); *Amendement de M. Genton tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales* (p. 1510, 1511); Art. 5 : *Amendement de M. Demusois relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints* (p. 1530, 1531); *Amendement de M. Demusois tendant à accorder le droit de parole aux auteurs d'amendements et rapporteurs* (p. 1532); *Son amendement tendant à donner le droit de parler aux rapporteurs et rapporteurs pour avis dans les débats restreints* (p. 1533); *Amendement de M. Mignot tendant à établir, dans la Conférence des Présidents, la règle de la proportionnalité* (p. 1542, 1543); *Son amendement tendant à réunir le vendredi la Conférence des Présidents et à afficher immédiatement les propositions* (p. 1543, 1544); *Son amendement relatif à la définition des motions préjudicielles ou incidentes* (p. 1572 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer la procé-*

de discussion d'urgence (p. 1575, 1576); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer les scrutins publics à la tribune* (p. 1577, 1578); *le retire* (p. 1578); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* [10 avril 1952] (p. 2134, 2135); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des rentiers viagers)* [10 avril 1952] (p. 2164, 2165); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des temps de parole accordée)* [3 juillet 1952] (p. 3474); Article unique : *Son amendement tendant à permettre au preneur de s'opposer à la reprise par le bailleur en renonçant à la conversion* (p. 3479); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : Art. B : *Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* [9 octobre 1952] (p. 4167); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans et malades infirmes* (p. 4171); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer « sciemment »* [27 novembre 1952] (p. 5771, 5772); *le retire* (p. 5772). — Ses rapports sur des pétitions [4 décembre 1952] (p. 5970). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant révision du Code de justice militaire : *Sa demande de renvoi à la Commission de la justice* [10 décembre 1952] (p. 6126); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 27 sexies : *Suppression des petites usines de gaz pour faciliter la distribution* [20 décembre 1952] (p. 6740); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Sa motion rendant hommage aux morts d'Oradour-sur-Glane* [27 janvier 1953] (p. 462); *Discussion générale (Légalité de l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948 et inutilité de modifier cette loi)* (p. 468, 472, 473); — d'une proposition de loi relative aux prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [10 mars 1953] (p. 1698 et suiv.); Article unique : *Amendement de M. Coudray tendant à étendre*

à tous les baux en cours la possibilité de révision (p. 1704). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification d'une de ses interventions sur la loi relative à la conversion du métayage en fermage* [12 mars 1953] (p. 1822). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les amendes de simple police, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le doublement du taux des amendes* [13 mars 1953] (p. 1876, 1878); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Minjoz tendant à utiliser les recettes supplémentaires pour améliorer le sort des greffiers* [24 mars 1953] (p. 2214); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article unique : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Lecourt* [20 mars 1953] (p. 2060, 2061); Article additionnel : *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Barrachin relatif à l'attribution des sièges aux listes n'ayant pas obtenu 5 0/0 du nombre des suffrages exprimés* (p. 2071 et suiv.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Pas de sièges aux listes ayant obtenu moins de 5 0/0 des voix* [28 mars 1953] (p. 2543, 2544); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale (Ses observations sur l'exercice du droit de reprise, cas prévus pour la conversion)* [24 mars 1953] (p. 2275, 2276); Article unique : *Son amendement relatif aux conditions pour exercer le droit de reprise* (p. 2280); — du projet de loi relatif au contentieux administratif; Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat* [26 mars 1953] (p. 2369, 2370); — *Son amendement tendant à permettre aux avocats qui ont plaidé en première instance de plaider en appel* (p. 2373); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 1^{er} : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à laisser six mois pour réaliser un accord amiable avant l'expropriation* [27 mars 1953] (p. 2487, 2488); — d'un rapport portant révision de la Constitution, en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur la révision déjà étudiée en 1950, la nécessité de limiter dans l'immédiat la révision à un petit nombre d'articles, la rapidité de la Commission dans*

ses travaux, le sérieux des réformes envisagées, le rétablissement du décret de clôture, la modification des règles de l'investiture, les nouveaux pouvoirs attribués au Conseil de la République, le rétablissement partiel de la « navette », la question des « décrets-lois », le droit de dissolution [15 juillet 1953] (p. 3529 et suiv.); *Discussion générale (La clause de la majorité absolue)* [17 juillet 1953] (p. 3568); *La procédure pour prononcer l'état de siège* (p. 3587); *L'intervention du Gouvernement dans la réforme constitutionnelle et l'avis du Conseil d'Etat à ce sujet* (p. 3597, 3598); Article premier : *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège (Travaux de la Commission sur ce sujet, nécessité de ne pas abandonner l'article purement et simplement)* (p. 3606 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à prévoir l'avis du Bureau de l'Assemblée Nationale pour le décret de clôture* [21 juillet 1953] (p. 3667); *Amendement de M. Demusois tendant à prévoir une session extraordinaire de deux mois le 1^{er} juin* (p. 3667); *Amendement de M. Demusois tendant à soumettre le décret de clôture à la ratification de l'Assemblée Nationale, à la majorité absolue* (p. 3668); *Amendement de M. Demusois tendant à soumettre le décret de clôture à la ratification de l'Assemblée à la majorité simple* (p. 3668); *Amendement de M. Cherrier tendant à ramener à cinq jours les ajournements de l'Assemblée comptant comme vacances* (p. 3668); Art. 3 : *Election du bureau sans respect de la règle de la représentation proportionnelle* (p. 3669, 3670); Art. 4 : *Prévision de sessions extraordinaires et formalités relatives à la convocation de celles-ci* (p. 3672); Art. 5 : *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à surseoir à la discussion des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République* (p. 3676, 3677); *Cas de l'examen de projets monétaires (Dévaluation)* (p. 3703); Art. 7 : *Examen de l'amendement de M. Minjoz en priorité* (p. 3710); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération* (p. 3711); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir l'autorisation d'un organisme spécial formé de membres du comité constitutionnel, du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation pour entamer des poursuites pendant*

les sessions (p. 3713, 3714); Art. 6 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil de la République l'a également été* [22 juillet 1953] (p. 3770 et suiv.); *Sous-amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à doubler le délai quand l'avis du Conseil de la République a été donné à la majorité absolue* (p. 3777, 3778); Art. 11 : *Amendement de M. Gaillemin tendant à maintenir en fonction le Gouvernement existant en cas de dissolution* (p. 3783); Art. 8 : *Amendement de M. Demusois tendant à prévoir un scrutin public à la tribune pour les investitures* (p. 3785). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malvezzy (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Cas parallèles de fermetures imminentes d'usines dans les Landes* [23 juillet 1953] (p. 3828). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux modalités d'élection du Président de la République, en qualité de *Rapporteur : Scrutin secret et majorité absolue* [27 novembre 1953] (p. 5621 et suiv.); — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945, Art. 1^{er} : *Le prélèvement de sang doit rester un acte volontaire, le texte ne doit pas s'appliquer uniquement aux jeunes gens des classes 1944, 1945 qui ont pu combattre dans la Résistance* [4 mars 1954] (p. 645, 646); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Son contre-projet (Le danger de confusion du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire)* [23 mars 1954] (p. 1157, 1158); *le retire* (p. 1158). — Son rapport sur une pétition [24 mars 1954] (p. 1232). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 8 : *Déroulement du débat* [26 mars 1954] (p. 1350, 1371); Art. 39 : *Impôts sur les revenus, surtaxe progressive : Son amendement (Imposition des artisans et des professions libérales)* (p. 1405, 1406); *le retire* (p. 1407); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, en qualité de *Rapporteur : Clause de la majorité absolue, ratification des traités, la navette* [11 août 1954] (p. 4074 et suiv.); *Motions préjudicielles de MM. Badie et Legaret (Dispo-*

sitions qui subsisteront si la révision constitutionnelle n'est pas adoptée) (p. 4079 et suiv.) ; Investiture, majorité nécessaire pour le refus de la confiance, suppression du droit de veto au Conseil de la République, la navette [29 novembre 1954] (p. 5572 à 5575) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Demusois (Etat de siège déclaré par la loi) (p. 5578) ; Art. 2 : Amendement de M. Ballanger (Durée des ajournements de séance comptant comme interruption de session) (p. 5579) ; Art. 4 : Amendement de M. Ballanger (Ordre du jour des sessions extraordinaires) (p. 5580) ; Art. 8 : Interprétation de l'investiture (p. 5584) ; Art. 5 : Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à préserver les prérogatives du Conseil économique et de l'Assemblée de l'Union française [30 novembre 1954] (p. 5604, 5605) ; Art. 6 : Navette entre les deux Chambres (p. 5606, 5607) ; Amendement de M. Demusois tendant à considérer le dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale comme définitif au cas où les délais sont expirés (p. 5608) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour 1955 : Réforme de l'organisation judiciaire, mesures concernant la suppression de tribunaux [15 novembre 1954] (p. 4987, 4988) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires [1^{er} décembre 1954] (p. 5637). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente relative au budget des Etats associés : Délai d'examen du Conseil de la République [20 décembre 1954] (p. 6647, 6648). — Son rapport sur une pétition [2 février 1955] (p. 644). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire : Divorce entre le mérite et les attributions [4 février 1955] (p. 714, 715) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement, Art. 12 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Simonnet (Articles adoptés conformes, rectification matérielle ou coordination) [4 février 1955] (p. 721, 722) ; — du projet de loi relatif à l'article 367 du Code pénal, en qualité de Rapporteur : Faux témoignage de l'interprète, extension aux territoires d'outre-mer, Cameroun, Togo [2 mars 1955] (p. 954, 955) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, Art. 1^{er} : Son amendement tendant à exclure du champ des pouvoirs spé-

ciaux la réforme administrative ou judiciaire [29 mars 1955] (p. 2082) ; le retire (ibid.) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution, en qualité de Rapporteur : Objet de la révision de l'article 90, fusion des deux procédures, les majorités qualifiées [24 mai 1955] (p. 2934 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Contre-projet de M. Olmi (Scrutin départemental majoritaire à deux tours avec panachage) ; Dangers de l'assimilation des élections législatives aux élections municipales [1^{er} novembre 1955] (p. 5446) ; Son contre-projet (Scrutin départemental majoritaire à un tour avec candidatures individuelles et représentation des minorités) (p. 5447, 5448) ; Proposition de M. Caillavet soumettant la loi électorale à référendum [2 novembre 1955] (p. 5471) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Son article additionnel (Elections le même jour sur toute l'étendue du territoire) [15 novembre 1955] (p. 5695, 5696).

DEGOUTTE (M. Lucien), Député du Rhône (2^e circonscription) (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 31 g et 31 n de la loi n° 50-205 du 11 février 1950, relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, n° 610. — Le 31 août 1951, une proposition de loi tendant à obliger les sociétés d'assurances à participer à un fonds de garantie automobile, n° 941. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à permettre la compensation entre les dettes et les créances de l'Etat et des services publics, n° 4299. — Le 5 décembre

1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 509) de MM. Bernard Lafay et de Léotard tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « Plan de relogement de la Ville de Paris », n° 4992. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4015) relatif aux sociétés coopératives ouvrières de production, n° 6419. — Le 8 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 6, dernier alinéa; 25, premier alinéa; 48, premier alinéa; 66, premier alinéa de la Constitution, n° 6828. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, n° 8398. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4648) de M. de Pierrebourg tendant à modifier l'article 47 du Livre 1^{er} du Code du travail afin d'accorder aux caisses de congés un privilège pour les cotisations de congés payés et de chômages-intempéries qu'elles perçoivent, n° 8400. — Le 9 juin 1954, une proposition de loi tendant à diminuer les injustices fiscales existant dans les secteurs industriels, commerciaux et artisanaux, n° 8608 (rectifié). — Le 8 juillet 1954, une proposition de loi tendant à permettre un aménagement de la Durance qui tienne compte de tous les problèmes qu'il pose, n° 8838. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7470) de M. André Morice tendant à autoriser le Gouvernement à étendre les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° 9059. — Le 9 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi portant création d'une caisse des allocations nationales de minimum vital, n° 9674. — Le 18 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7470) de M. André Morice tendant à autoriser le Gouvernement à étendre les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° 10135. — Le 27 mai 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7470) de M. André Morice tendant à autoriser le Gouvernement à étendre

les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° 10882.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 0,5 0/00 à 0,3 0/00 la pénalité sur les cotisations arriérées* [29 août 1951] (p. 6601); Art. 5 : *Amendement de M. Devinat tendant à accorder la remise aux sociétés en liquidation ou en faillite* [30 août 1951] (p. 6622); Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* (p. 6623); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Chômage du bâtiment)* [13 novembre 1951] (p. 7960, 7964); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes* (p. 7964); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation de personnel)* [13 novembre 1951] (p. 7967); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Titularisation de personnel)* [14 novembre 1951] (p. 8001); le retire (ibid.); Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plans d'urbanisme du Ministère)* (p. 8013 et suiv.); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 *ter* : *Demande de disjonction du deuxième alinéa ne tenant pas compte de la révision des revenus cadastraux* [22 décembre 1951] (p. 9628); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 1^{er}, Etat B : *Amendement de M. Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour le fonds forestier (Forêts des Landes)* [22 décembre 1951] (p. 9585); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion de M. Garet tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [22 décembre 1951] (p. 9647, 9648); Art. 9 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les autorisations de programme (Habitations à bon marché)* [24 décembre 1951] (p. 9801,

9802); le retire (ibid.); Art. 11 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour les primes à la construction (Insuffisance des crédits)* (p. 9804); le retire (ibid.); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Moyens de pallier au déficit du Trésor)* [30 décembre 1951] (p. 10249, 10250); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son contre-projet tendant à étendre l'échelle mobile aux rentes virgères et à reprendre le texte voté par le Conseil de la République* [25 février 1952] (p. 870 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur les réserves du groupe radical devant le projet d'échelle mobile, les avantages du texte gouvernemental)* [29 mai 1952] (p. 2563 et suiv.); Article unique : *Son amendement tendant à prévoir un délai de quatre mois entre deux augmentations, une révision du salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 et la fixation de l'indice de référence à 142* [30 mai 1952] (p. 2589); — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Antoine Pinay) : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Augmentation du budget et des prix, circulation fiduciaire croissante, possibilité d'emprunts, danger d'inflation)* [6 mars 1952] (p. 1183, 1184). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4205); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 35 : *Demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6163); Article additionnel : *Son amendement relatif à la nouvelle évaluation cadastrale servant de base à l'établissement des impôts agricoles* [21 décembre 1952] (p. 6863, 6864); *Son sous-amendement tendant à détaxer les sociétés à majorité de capitaux français participant à des recherches pétrolières* (p. 6879, 6880); *Son amendement relatif aux droits d'enregistrement sur les marchés de l'Etat et des collectivités locales* (p. 6910); *Son amendement tendant à permettre aux entreprises travaillant pour l'Etat de payer leurs impôts avec leurs créances impayées* (p. 6917); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Art. 1^{er} : *Ses observations sur le*

bénéfice de la prime au taux élevé et du prêt à 80 0/0 aux offices d'habitation à loyer modéré [17 mars 1953] (p. 1996); — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article 1^{er} disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans-types* [21 mars 1953] (p. 2158 et suiv.); *Son sous-amendement tendant à supprimer la dernière phrase relative à la détermination des plans-types* (p. 2167, 2168); Art. 5 : *Son amendement tendant à regrouper les administrations sans faire de constructions nouvelles* (p. 2188); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains d'habitations; Art. 7 : *Amendement de M. Delcos tendant à rendre obligatoire le remboursement des parcelles* [27 mars 1953] (p. 2507); — du projet de loi approuvant une Convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de la circulation fiduciaire inférieure à celle des prix depuis 1938)* [16 juin 1953] (p. 3034, 3035); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Pour une augmentation « proportionnée » et non remboursable des avances de la Banque jusqu'à 400 milliards, en fonction de l'accroissement de la production et du revenu national; mais suppression des procédés « inavouables » d'inflation clandestine, traités du Trésor, réescomptes de complaisance, etc.)* [7 juillet 1953] (p. 3289 et suiv.); — du projet de loi relatif dépenses des Ministères (exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Patinaud tendant à suspendre la discussion jusqu'à ce que le salaire minimum garanti ait été élevé à 23.000 francs (Nécessité de tenir compte de l'avis de la Commission supérieure des conventions collectives)* [29 octobre 1953] (p. 4654, 4655); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir 130 milliards pour les H.L.M. au lieu de 80 milliards* [1^{er} décembre 1953] (p. 5793, 5794); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) : *Sa motion préjudicielle demandant de surseoir au débat pour obtenir la création de 120 milliards de « certificats de crédits privilégiés » émis par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement des H.L.M.* [13 décembre 1953] (p. 6654 et suiv.); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux :

Ses explications de vote sur l'ensemble (Abus du droit de reprise) [15 décembre 1953] (p. 6850); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : Discussion générale (Aspect juridique du problème, augmentation accordée constituant un palliatif momentané, nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat et la consommation, réforme fiscale) [12 février 1954] (p. 253 et suiv.); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Discussion générale (Expulsions dues à l'application de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur l'achat d'appartements occupés, droit de réquisition des préfets); [5 mars 1954] (p. 694); Art. 1^{er} : Son amendement (Le retour devant le juge des référés qui a ordonné l'expulsion) [23 mars 1954] (p. 1158); le retire (idid.); Art. 6 : Son amendement (Validité des réquisitions n'ayant pas fait l'objet d'une contestation par voie judiciaire) [23 mars 1954] (p. 1165); Art. 7 : Son amendement (Droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de 70 ans) (p. 1167); Son amendement (Abrogation de l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948) (p. 1167); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : Discussion générale [12 août 1954] (p. 4103). — Pose au Ministre du Logement et de la Reconstruction, une question relative à la représentation de l'habitat au Conseil Economique [13 août 1954] (p. 4186). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : Son contre-projet (Construction du barrage de Serre-Ponçon, attitude de l'E. D. F.) [13 août 1954] (p. 4232 et suiv.); Art. 7 : Son amendement relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation (p. 4242); — d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : Son ordre du jour, avec demande de priorité (« Approuve les déclarations du Gouvernement... »); le soutient : divulgation caractérisée de documents secrets par de hauts fonctionnaires (Ministres hors de cause); pratique aujourd'hui générale (Pénétration idéologique du parti communiste), autres exemples administratifs (Méconnaissance du droit syndical par la Préfecture de la Seine, etc.), sanctions nécessaires (Revision du statut des fonctionnaires); efficacité de l'action gouvernementale dans le cas présent de trahison (Nomination parallèle des deux juges, militaire et civil); le retire [3 décembre 1954] (p. 5781,

5782, 5783); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET LE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955 : Ses explications de vote (Notion de plein emploi) [17 mars 1955] (p. 1568); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : Discussion générale (Dessaisissement du pouvoir législatif au profit du Gouvernement et en fait de l'administration; décrets relatifs aux débits de boissons et à la coordination des transports, contrôles polyvalents, complexité du régime fiscal et taux excessifs, services rendus par le mouvement Poujade) [28 mars 1955] (p. 2018 et suiv.); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à substituer le dépôt d'un projet de loi à l'octroi de pouvoirs spéciaux [29 mars 1955] (p. 2082); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Sa motion préjudicielle (Les résultats du premier plan : inflation, classes sous-alimentées); prix français; conditions de la production et pouvoir d'achat nécessaire à l'écouler; nécessité d'instituer une caisse des allocations familiales de minimum vital et de faire de l'expansion monétaire [10 mai 1955] (p. 2639 à 2643); la retire (p. 2644). — Dépose une demande d'interpellation sur les licences d'importation-exportation [20 octobre 1955] (p. 5165). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : Discussion générale [16 novembre 1955] (p. 5744, 5745).

DEGROND (Mme Germaine), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommée Secrétaire de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217). — Est nommée membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

modifier le décret du 15 juin 1949 ayant fixé les loyers maxima des dépendances et terrains de toute nature accessoires de locaux d'habitation, n° 164. — Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite ou de l'allocation temporaire aux femmes dès l'âge de 60 ans, n° 282. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi relative à la détermination du chiffre d'affaires annuel des exploitants individuels à considérer pour la fixation forfaitaire des bénéfices imposables, n° 293. — Le 23 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, n° 821. — Le 7 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en faveur des victimes des récents orages ayant dévasté le département de Seine-et-Oise, n° 1035. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus par les jeunes gens l'année de leur appel sous les drapeaux, n° 4890. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés du travail des emplois réservés dans les administrations de l'Etat, n° 5523. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation de la sécurité sociale au profit des titulaires d'une pension ou d'une rente vieillesse, n° 5524. — Le 12 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier, dans les plus brefs délais, la possibilité de faire aider les parents d'enfant unique par les caisses d'allocations familiales sous la forme d'une participation aux colonies de vacances, n° 5856. — Le 11 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire la réunion, dans les salles de café, de toute société sportive, culturelle ou autre, dont les membres sont des jeunes gens de moins de 20 ans, n° 10368. — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures d'assistance en faveur des sinistrés de Seine-et-Oise, n° 11280. — Le 28 juillet 1955, une

proposition de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision française, n° 11375. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 10030) de M. Jean Cayeux concernant la dispense de timbre pour les procurations en vue de la représentation aux assemblées générales dans les sociétés coopératives, n° 11377.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Hôpital d'Aulnay-sous-Bois)* [4 décembre 1951] (p. 8749) ; le retire (ibid.) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL en deuxième délibération : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9497) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Statut du personnel artistique)* [15 novembre 1952] (p. 5210) ; le retire (ibid.) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Contrôle artistique des émissions)* (p. 5210) ; le retire (ibid.) ; Chap. 10-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Objectivité du journal parlé)* (p. 5212, 5213) ; Chap. 30-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteur (Calcul du pourcentage des droits d'auteur)* (p. 5218) ; le retire (p. 5220) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre à chaque membre d'une famille d'être imposé distinctement à la taxe proportionnelle* [21 décembre 1952] (p. 6862). — Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les*

artistes des émissions artistiques (Absence d'un statut des artistes) [8 décembre 1953] (p. 6305, 6306); Chap. 30-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel artistique (Incendie du studio des Buttes-Chaumont)* (p. 6311); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Retraite des contractuels-cadres)* (p. 6312). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le salaire minimum garanti : *Salariés agricoles* [9 février 1954] (p. 107). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : *Ses explications de vote (Mauvaise organisation économique et sociale, lutte contre le taudis)* [6 avril 1954] (p. 1782); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Demande de réserver l'article 11 formulée par M. Minjoz* [11 mai 1954] (p. 2307); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955; Etat A, Chap. 10-40 : *Statut du personnel artistique* [12 mai 1955] (p. 2732); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes [11 juillet 1955] (p. 3793); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Discussion générale (Droits des enfants, conservation des familles)* [19 juillet 1955] (p. 3882, 3883, 3888); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Contre-projet de Mme Lempereur (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [28 octobre 1955] (p. 5352); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme; Art. 16 : *Amendement de M. Anthonioz (Non-application de ces dispositions aux hôtels et restaurants)* [8 novembre 1955] (p. 5538); Art. 24 : *Son amendement (Sanctions relatives aux réunions des sociétés sportives et de jeunesse dans les débits de boissons)* (p. 5543); Art. 28 : *Son amendement (Circonstances aggravantes en cas d'ivresse)* [9 novembre 1955] (p. 5571); le retire (ibid.); Art. 43 : *Amendement de M. Liautey (Alambics)* (p. 5592); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la législation des enfants adultérins; Article unique [17 novembre 1955] (p. 5794).

DEIXONNE (M. Joseph), Député du Tarn. (S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [3 mai 1955] (F. n° 524); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, n° 470. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature), au nom de la Commission de la production industrielle, sur les propositions de résolution : 1° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 2° de M. Montillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); 3° de M. Servin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs, n° 667. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la commission d'études pour l'ensemble des problèmes scolaires, n° 777. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réparer le préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} septembre 1939 et le 13 mars 1942 maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1^{er} septembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942, n° 1455. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en matière de congrégations reli-

gieuses et de régime des cultes, n° 1456. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à créer une Caisse nationale des arts, n° 1605. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à créer une caisse autonome des constructions scolaires, n° 1614. — Le 27 décembre 1951, une proposition de loi relative aux taxes sur le chiffre d'affaires dans l'industrie du bâtiment, n° 2231. — Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à éviter aux entrepreneurs de travaux publics des avances de fonds excessives par l'aménagement des délais de paiement de la taxe d'enregistrement, n° 2232. — Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre la délégalation sur travaux aux organismes de sécurité sociale, n° 2233. — Le 27 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire activer le règlement des sommes dues par les administrations publiques aux entrepreneurs de travaux, n° 2234. — Le 27 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à recommander à ses services et aux grandes collectivités publiques de traiter leurs travaux par corps d'Etat, n° 2235. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les articles 7 et 8 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, n° 2503. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à organiser la recherche vétérinaire, n° 2504. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever les restrictions qui visent certaines familles nombreuses dans le décret du 15 mars 1943, n° 2514. — Le 5 février 1952, une proposition de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en matière de réglementation des champs de courses, n° 2517. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre à toutes les catégories du personnel des Charbonnages de France, les dispositions de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application aux mineurs du décret-loi du 29 octobre 1936 réglementant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, n° 2528. — Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à tous les établissements scolaires privés les lois relatives à la sécurité sociale et aux comités d'entreprise, n° 2633. — Le 13 février 1952, une proposition

de loi tendant à assurer un minimum de protection au personnel laïc exerçant des fonctions pédagogiques dans les établissements scolaires privés, n° 2635. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer en faveur de l'Etat un droit de préemption en cas de désaffectation d'établissements scolaires privés, n° 2636. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à transformer l'école de métiers de la meunerie en école nationale professionnelle, n° 2673. — Le 28 février 1952, un rapport, au nom de la Commission de la production industrielle, sur : I. le rapport (n° 667) (fait au cours de la précédente législature) sur les propositions de résolution : 1° de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône) ; 2° de M. Montillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône) ; 3° de M. Servin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Joseph-André Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 2267) tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exploitation des houillères de Ronchamp en Haute-Saône ; 2° de MM. Maurice Georges, Montillot et Liautey (n° 2272) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'exploitation des houillères de Ronchamp n° 2827 (rectifié). — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, n° 2878. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à reviser la législation sur les élections professionnelles dans les mines, n° 2894. — Le 27 mars 1952, un rapport, au nom de la Commission de la production industrielle, sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 2528) tendant à étendre à toutes les catégories du personnel des Charbonnages de France, les dispositions de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application aux mineurs du décret-loi du 29 octobre 1936 réglementant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, n° 3062. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à maintenir et à porter au niveau

des besoins les crédits affectés à l'Education nationale, **n° 3246**. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 le montant des prestations servies par la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, **n° 3256**. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à empêcher l'Administration des finances d'organiser elle-même l'évasion fiscale, **n° 3643**. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont sinistré, dans le Tarn, plusieurs communes du canton de Carmaux, **n° 3757**. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser l'aide aux victimes de la grêle dans la région de Gaillac (Tarn), **n° 3985**. — Le 9 juillet 1952, un avis, au nom de la Commission de la production industrielle, sur le projet de loi (n° 3328) sur les travaux mixtes, **n° 4047**. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi tendant à empêcher l'utilisation frauduleuse des largesses de l'Etat à l'enseignement privé, **n° 4808**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation financière de Charbonnages de France, **n° 5304**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à empêcher les licenciements abusifs dans les entreprises nationales, **n° 5305**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications de la corporation minière, **n° 5306**. — Le 20 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les chômeurs de l'industrie du délainage parmi les chômeurs normaux, **n° 5314**. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires de l'Etat les garanties disciplinaires accordées aux personnels communaux, **n° 5343**. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à garantir à la France le bénéfice des fonds M. S. A. bloqués au titre de l'amendement Blair Moody et à en organiser l'utilisation, **n° 5549**. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à rendre uniforme l'aide de l'Etat aux communes en matière de fonds de chômage et de chantiers communaux de lutte contre le chômage, **n° 5605**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation de salaire unique aux étudiants mariés,

n° 5756. — Le 5 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application la plus large de la loi relative à la sécurité sociale des étudiants, **n° 5757**. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à repousser toute économie sur le budget de l'Education nationale aussi longtemps que ne sera pas abrogée la loi Barangé, **n° 6141**. — Le 12 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 3072) de M. Bèche et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, **n° 6163**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 5304) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation financière de Charbonnages de France, **n° 6404**. — Le 16 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2778) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement de fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité, **n° 6527**. — Le 23 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une enquête sur le train de vie des parlementaires et plus particulièrement des députés qui se sont déclarés prêts à renoncer à l'indemnité de secrétariat, **n° 6973**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux marchés des collectivités locales et des établissements publics les dispositions du décret n° 53-405 du 11 mai 1953 relatif aux marchés de l'Etat, **n° 7132**. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder une avance du Trésor : 1° pour couvrir le déficit actuel de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines ; 2° pour majorer de 25 0/0 les prestations servies par la Caisse à compter du 1^{er} septembre 1953, **n° 7184**. — Le 23 novembre 1953, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, **n° 7261**. — Le 2 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n° 2778) tendant à modifier la

loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement de fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité ; 2° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n° 2785) tendant à attribuer l'indemnité de résidence à tous les élèves fonctionnaires des écoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay, E.N.S.E.T., E.N.S.E.P.), n° 7356. — Le 8 décembre 1953, une proposition de loi tendant à transférer aux élèves des cours complémentaires et des cours d'enseignement agricole et agricole ménager les mesures de groupement et de transport prévues pour les enfants en âge de scolarité obligatoire par le décret n° 53-818 du 5 septembre 1953, n° 7397. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter un secours d'urgence aux populations du Midi qui viennent d'être éprouvées par de graves inondations, n° 7424. — Le 6 janvier 1954, une proposition de loi tendant à sauvegarder la liberté traditionnelle de l'Université française, n° 7598. — Le 19 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds européen de lutte contre la fièvre aphteuse, n° 7639. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à mettre fin au scandale des expulsions sans relogement, n° 7722. — Le 26 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis (n° 7753) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (in-8° n° 1146) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles normales supérieures, n° 7914. — Le 2 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la gestion des Charbonnages de France, n° 8239. — Le 6 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 3072) de M. Bèche et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, n° 8410. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à accorder à titre exceptionnel et personnel à quatre fonctionnaires techniques du Centre national de la recherche scientifique des indices de retraite compatibles avec la carrière normale dont ils ont été privés par suite de circonstances exceptionnelles, n° 8561. — Le 30 juillet 1954, un

rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la nouvelle délibération (n° 8757) demandée par M. le Président de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 37 et 38 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, n° 9036. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 2132) tendant à modifier l'acte dit « loi du 31 décembre 1940 » organisant la profession d'architecte, n° 9057. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes sapeurs-pompiers appelés sous les drapeaux une permission exceptionnelle, n° 9202. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi tendant à alléger de toute pénalisation fiscale la consommation du gaz et de l'électricité, n° 9588. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux victimes de la catastrophe de Firminy, n° 9959. — Le 18 février 1955, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi de finances (n° 9414) pour l'exercice 1955, n° 10159. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, n° 10162. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dénier tout pouvoir militaire spécial à l'ecclésiastique appelé par le Vatican aux fonctions dites de « vicaire aux armées françaises », n° 10232. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger les décrets du 25 janvier 1949 et du 10 octobre 1952 relatifs au régime de l'aumônerie militaire, n° 10233. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier au maximum la procédure intéressant les rapports administratifs des étudiants avec les facultés, n° 10941. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier les textes réglementaires qui doivent permettre l'application du statut général des fonctionnaires et à réviser toutes sanctions qui ne

s'inscrivaient pas dans le dispositif de la loi, **n° 10966**. — Le 23 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, **n° 11002**. — Le 28 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 9403) de M. Delabre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exercer son autorité de tutelle sur les houillères nationales et à prendre toutes initiatives au sein de la C. E. C. A. pour éviter aux travailleurs des conditions de transfert inacceptables, **n° 11041**. — Le 23 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 8612) sur la propriété littéraire et artistique, **n° 11309**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prolonger les congés de longue durée des membres de l'enseignement atteints de tuberculose, **n° 11484**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 9458) de M. Casanova et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à refuser le massif des Trois Pignons en forêt de Fontainebleau aux autorités militaires, et à conserver intégralement la forêt de Fontainebleau au patrimoine touristique et national, **n° 11628**. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, **n° 11850**. — Le 25 novembre 1955, une proposition de loi tendant à autoriser l'assermentation d'inspecteurs musicaux, **n° 11982**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE) : *Demande de M. de Menthon*

d'organiser les débats [24 août 1951] (p. 6505) ; *Son rappel au Règlement (Organisation du débat)* (p. 6507) ; *Question préalable opposée par M. Pierrard* [31 août 1951] (p. 6699) ; *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de l'enseignement, les devoirs imposés par la Constitution, le traitement des maîtres de l'enseignement privé, la justice scolaire et sociale, l'allocation éducation, l'enseignement service public, la richesse des écoles libres, les lois de Vichy, le statu quo d'avant-guerre, les prescriptions du droit canon, l'attitude du clergé)* (p. 6724, 6725, 6726, 6727, 6728, 6729, 6730, 6731) ; Article premier : *Amendement de Mme Lempereur tendant à limiter les bourses aux établissements d'enseignement du 2^e degré* [3 septembre 1951] (p. 6783) ; *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres (Ses observations sur l'insuffisance des professeurs des écoles libres)* (p. 6791, 6792, 6794) ; *Demande de suspension de séance, présentée par M. Devinat* (p. 6795) ; *Son amendement relatif au cumul possible des bourses nationales et départementales* (p. 6817) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Article premier : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés* [20 septembre 1951] (p. 7532, 7534, 7535, 7536, 7564, 7565). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Sa demande de report du débat sur les subventions aux écoles libres* [29 août 1951] (p. 6577, 6578). — Prend part à la discussion : de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Sa motion incidente demandant la fixation d'une date pour la discussion de la motion de M. Legendre* [4 septembre 1951] (p. 6864) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la politique de propagande des écoles religieuses, la guerre des écoles, les bienfaits de l'école unique, les ouvrages condamnés par l'Index, la liberté et l'ampleur de vues de l'école laïque)* [6 septembre 1951] (p. 6961, 6962, 6963, 6964, 6965, 6966, 6967, 6979, 6995) ; Article premier : *Son contre-projet tendant à favoriser l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public* [7 septembre 1951]

(p. 7018, 7019, 7020) ; *Amendement de M. Le Coutaller tendant à disjoindre les six derniers alinéas relatifs à la délégation de l'allocation* (p. 7038) ; *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 7043, 7044) ; *Sa demande de renvoi à la commission du deuxième alinéa* [8 septembre 1951] (p. 7073) ; *Son amendement tendant à n'accorder de fonds qu'aux œuvres laïques et avec un taux plus considérable* (p. 7080) ; *Son amendement tendant à disjoindre l'alinéa relatif au mandatement aux associations des parents d'élèves des écoles privées* (p. 7108, 7109) ; *Amendement de M. Bèche tendant à ne pas accorder de fonds aux établissements employant des congréganistes* ((p. 7112, 7113) ; *Son amendement tendant à ne mandater les allocations qu'un mois après les décrets d'application* (p. 7119) ; *Amendement de M. Garet tendant à prévoir le versement de l'allocation directement aux chefs de famille* (p. 7120) ; *Son amendement tendant à prévoir l'avis du Conseil supérieur de l'Education nationale sur le décret d'application* (p. 7121, 7122) ; *Son amendement tendant à insérer les mots : « de l'octroi » dans le dernier alinéa* (p. 7161) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne recouvrer cette cotisation qu'après le décret d'application* [9 septembre 1951] (p. 7204, 7205) ; *Demande de suspension de séance de M. Soustelle* (p. 7207) ; *Son amendement tendant à ne faire acquitter la taxe que par les usagers de l'enseignement privé* (p. 7225) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir l'autorisation du Conseil d'Etat* (p. 7228) ; Art 5 : *Sa demande de renvoi en commission* (p. 7229) ; *Son amendement tendant à ne rien verser aux établissements ayant des ressources suffisantes pour ne pas fermer leurs portes* (p. 7231) ; *Amendement de M. Rincent tendant à cesser l'application de la loi au 1^{er} janvier 1952* (p. 7231) ; *Son amendement tendant à soumettre les établissements libres subventionnés au contrôle des inspecteurs de l'Education nationale* (p. 7232) ; *Son sous-amendement tendant à mentionner les écoles catholiques* [10 septembre 1951] (p. 7258, 7259) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [21 septembre 1951] (p. 7578) ; *Amendement de Mlle Marzin tendant à supprimer le septième alinéa prévoyant la revalorisation des traitements des professeurs des écoles libres* (p. 7589, 7590). — Est entendu sur un incident : *Son passage comme professeur dans une école libre à Lourdes* [7 sep-

tembre 1951] (p. 7025, 7026) ; [8 septembre 1951] (p. 7081). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* [20 novembre 1951] (p. 8219) ; EDUCATION NATIONALE : *Proposition de M. Billères de reporter le débat à la séance suivante* [18 décembre 1951] (p. 9264) ; *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant des crédits supplémentaires pour la création de postes de professeurs et de bourses aux étudiants* (p. 9270) ; Chap. 10-30 : *Demande de disjonction des chapitres relatifs aux professeurs d'université, présentée par M. Viatte (Revalorisation des traitements des professeurs d'université)* (p. 9279) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits aux professeurs d'université (Nécessité de créer des postes dans l'enseignement supérieur)* (p. 9298, 9299) ; le retire (p. 9300) ; Chap. 10-70 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles normales supérieures (Ecole de la rue d'Ulm)* (p. 9300, 9301) ; Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Agents de lycées)* [19 décembre 1951] (p. 9363) ; le retire (p. 9367) ; Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux professeurs de l'enseignement secondaire (Indemnité aux docteurs de l'Etat)* (p. 9369) ; Chap. 11-50 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires (Statut scolaire de l'Alsace-Lorraine)* (p. 9400, 9401) ; Chap. 13-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Conservatoire national de musique (Instruction générale des élèves)* (p. 9416) ; Chap. 40-20 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux bourses nationales* (p. 9439) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9457). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative aux épreuves du baccalauréat [14 décembre 1951] (p. 9201). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Article premier, Etat B : *Suppression du compte allocations aux familles d'enfants dans l'enseignement primaire, présentée par Mme Lempereur* [22 décembre 1951] (p. 9588, 9589) ; Art. 2 : *Son*

amendement tendant à verser l'allocation scolaire directement aux familles des enfants des écoles primaires (9604, 9605, 9606); — du projet de loi relatif à l'assistance économique à la Yougoslavie : *Discussion générale (La révolte de Tito contre l'U.R.S.S.)* [8 février 1952] (p. 545 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire du 4 mars 1952 par rapport aux dispositions de la loi n° 51-1140 du 28 septembre 1951, dite loi Barangé, dont elle se donne comme l'application [20 mars 1952] (p. 1372). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la Région parisienne en faveur des étudiants : *Amendement de M. Viatte tendant à inclure toutes les facultés de Paris* [21 mars 1952] (p. 1404); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service militaire actif des sursitaires : *Amendement de M. Berthet tendant à incorporer comme caporaux-chefs, les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service* [21 mars 1952] (p. 1429, 1430); *Amendement de M. Doutrelot relatif aux étudiants en médecine et pharmacie* (p. 1431); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 6 : *Son amendement tendant à abroger les lois subventionnant l'enseignement libre* [3 avril 1952] (p. 1806); — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3287 et suiv., 3293); *Son rappel au règlement (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 3293). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la crise de l'industrie textile : *Ses observations sur la mévente des textiles artificiels* [1^{er} juillet 1952] (p. 3365). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1952] (p. 3380, 3381); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse, les laboratoires fabriquant le vaccin, les méthodes employées à l'étranger)* [8 juillet 1952] (p. 3697 et suiv.); — du projet de loi sur les travaux mixtes; Art. 3 : *Son amendement relatif à la composition de la Commission mixte civile et militaire chargée d'arbitrer les désaccords* [10 octobre 1952] (p. 4212); Article additionnel : *Son amendement tendant à mettre les*

dépenses supplémentaires à la charge du Ministère de la Défense nationale (p. 4212); *le retire* (ibid); *Son amendement tendant à donner trois mois aux autorités militaires pour formuler leur avis* (p. 4212); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3123 : *Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les laboratoires (Laboratoire de recherches d'Alfort)* [12 octobre 1952] (p. 4285); INDUSTRIE ET COMMERCE; Etat A, Chap. 4401 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits)* [23 octobre 1952] (p. 4362); EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : *Sa motion préjudicielle tendant au retrait de l'article 6 accordant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur libre* [7 novembre 1952] (p. 4820 et suiv.); EDUCATION NATIONALE; Etat A, Chap. 3622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions aux collèges libres d'Alsace et de Lorraine (Lutte anticléricale)* [8 novembre 1952] (p. 4972); Chap. 4303 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Fondation catholique anglaise de la rue Lhomond)* (p. 4973, 4974); Chap. 4311 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux bourses pour l'enseignement supérieur présentée par le Gouvernement* (p. 4974); Chap. 4331 : *Enseignement religieux en Alsace-Lorraine* (p. 4975); BEAUX-ARTS, Chap. 3483 : *Son amendement tendant à faire bénéficier le Trésor des droits d'entrée dans les églises* (p. 4979, 4980); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article octroyant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur privé* (p. 4988 et suiv.); *Amendement de M. Pierrard tendant à n'accorder de bourses qu'aux étudiants inscrits dans une faculté d'Etat* (p. 4994); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4999); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES; Article nouveau : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi sur les cumuls de pensions et traitements au personnel des entreprises nationalisées* [27 novembre 1952] (p. 5745); — d'une proposition de loi relative au régime de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [29 octobre 1952] (p. 4565 et suiv.); [12 novembre 1952] (p. 5031, 5032); Art. 1^{er} :

Application de la loi des maxima (p. 5034); *Son amendement tendant à couvrir les charges de la sécurité sociale dans les mines par une taxe sur le charbon vendu en France ou à l'étranger* (p. 5035, 5036); Article additionnel: *Son amendement tendant à inclure dans les années de services miniers le temps passé dans des entreprises assimilées ou des exploitations minières de bauxite* (p. 5038, 5039); *le retire* (p. 5039). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [30 octobre 1953] (p. 4580). — *Son rappel au Règlement: Procédure du renvoi à la Commission* [30 octobre 1952] (p. 4580, 4581). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux accords entre l'Etat et l'évêque d'Angers [28 novembre 1952] (p. 4845). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953: *Son rappel au Règlement (Application de l'article 68 du Règlement)* [12 décembre 1952] (p. 6290); Article additionnel: *Son amendement tendant à permettre de déduire des bénéfices imposables les dons aux comités d'entreprise* [21 décembre 1952] (p. 6881): *Son amendement relatif au taux de la redevance sur le charbon* (p. 6912); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32: *Demande de disjonction de l'article présentée par le Gouvernement portant la majoration de l'allocation éducation à 1.300 francs par trimestre (Son passage dans une école de frères)* [15 décembre 1952] (p. 6434 et suiv.); *Son amendement tendant à supprimer le compte « allocation scolaire aux familles d'élèves du 1^{er} degré »* (p. 6437 et suiv.); *Amendement de M. Le Coutaller tendant à affecter les crédits de l'allocation scolaire à la revalorisation des pensions des victimes de guerre* (p. 6440, 6441); *Recevabilité des amendements* (p. 6441); *Amendement de M. Doutrillot tendant à affecter les crédits de l'allocation scolaire aux étudiants de l'enseignement public* (p. 6441); *Son amendement tendant à affecter la majoration de l'allocation scolaire au salaire des maîtres* [19 décembre 1952] (p. 6608); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6610); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement en 1953; Art. 11 quater: *Son amendement tendant à supprimer l'article affectant les fonds des caisses départementales scolaires aux constructions scolaires* [21 décembre 1952] (p. 6939); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exer-

cice 1953; Art. 6: *Amendement de M. Rincent tendant à ne bloquer aucun des crédits affectés à l'Education nationale* [27 janvier 1953] (p. 515, 516). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à la manifestation de la confrérie Notre-Dame-de-la-Merci [20 février 1953] (p. 1232, 1233). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel: *Son amendement tendant à amnistier les exclusions des champs de courses* [26 février 1953] (p. 1381); *Son amendement tendant à amnistier les exclusions des champs de courses* [27 février 1953] (p. 1422 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux crédits pour les constructions scolaires [27 février 1953] (p. 1452, 1453). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier: *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences de la réduction des crédits affectés à l'Education nationale)* [19 mai 1953] (p. 2785, 2786). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme de l'enseignement [2 juillet 1953] (p. 3210); la développe: *Procédure quasi clandestine, texte « à peine présentable » malgré son importance, idées justes touchant l'orientation et la formation techniques et « décevantes conclusions malthusiennes » dues à l'obsession de l'engorgement des lycées, maintien de la sélection par l'argent, dévalorisation des multiples diplômes secondaires du fait du cloisonnement croissant des enseignements, supériorité de « l'école unique » bien qu'onéreuse sur des projets fragmentaires eux-mêmes fort onéreux, incapacité de l'actuelle majorité à promouvoir cette réforme nécessaire* [23 juillet 1953] (p. 3836, 3840). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 9, paragraphe II: *Réductions éventuelles de crédits budgétaires par décrets d'économies au titre de l'exercice 1953; Son amendement tendant à abroger la surtaxe de 0,30 0/0 à la taxe à la production* [7 juillet 1953] (p. 3331). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question concernant le régime disciplinaire dans les établissements scolaires (Complément de réponse demandé à la question écrite n° 5871, problèmes des internats, retenues et cousignes, violences corporelles, patronages laïques) [23 octobre 1953] (p. 4536). — Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Thamier sur les menaces de grève dans

l'éducation nationale : *Urgence du débat* [3 novembre 1953] (p. 4767). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Hygiène scolaire)* [30 novembre 1953] (p. 5677); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 8 : *Travaux de l'E. D. F. (Barrage de Pragnères)* [10 décembre 1953] (p. 6421); *Amendement de M. Bénard tendant à demander le dépôt d'un projet relatif à l'aménagement de la Neste et de la Durance* (p. 6439); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés, train de vie d'un député moyen)* [10 décembre 1953] (p. 6446); [11 décembre 1953] (p. 6460 et suiv.); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à supprimer le compte « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire »* [13 décembre 1953] (p. 6672); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires dans chaque commune* (p. 6680). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur les manifestations d'étudiants* [15 décembre 1953] (p. 6843). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités policières lors des manifestations des enseignants et des étudiants [28 décembre 1953] (p. 6886). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnel pour l'EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Opposition unanime de l'Assemblée au budget prévu, revendication du corps enseignant devant son déclassement évident)* [29 décembre 1953] (p. 6984, 6985); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne voter qu'un seul douzième provisoire* (p. 6980); *Son amendement tendant à réduire de 240.000 fr. les crédits pour les deux douzièmes prévus (Suppression des frais de représentation du Ministre pour protester contre l'insuffisance des crédits pour les constructions scolaires)* (p. 6990); *Son amendement tendant à réduire de 8.300.000 francs les crédits pour les deux douzièmes prévus (Recrutement de 300 professeurs auxiliaires)* (p. 6990, 6991); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis-aller constitué*

par ces douzièmes n'engageant pas l'avenir) (p. 6994); — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures, en qualité de *Rapporteur : Traitement réclamé par les élèves normaliens* [31 décembre 1953] (p. 7070, 7071); Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission des finances du texte accordant un traitement aux élèves normaliens, présentée par le Gouvernement* (p. 7074); *Amendement de M. Simonnet tendant à accorder un traitement aux normaliens à l'indice 200 pour la première année et 225 pour la seconde et à prévoir des recettes compensatrices sur les cartes de séjour des étrangers* (p. 7091); *Sous-amendement de M. Giovoni tendant à accorder l'indice 225 aux normaliens de première année* (p. 7092, 7093); Art. 2 : *Indemnité de résidence accordée aux élèves externes* (p. 7093, 7094). — Dépose une demande d'interpellation sur la représentation des usagers dans les conseils d'administration des houillères de bassin [14 février 1954] (p. 179); la développe : *Représentation des usagers du Tarn au conseil d'administration des houillères du bassin d'Aquitaine, exploitation à ciel ouvert de Decazeville; sa demande de commission ministérielle d'enquête* [19 février 1954] (p. 435, 436, 439). — Pose au Ministre de l'Education nationale, une question relative à la titularisation de certaines institutrices [12 février 1954] (p. 265). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant la situation des élèves des écoles normales supérieures, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : Extension de l'indemnité compensatrice à tous les élèves externes, traitement, date d'application* [11 mars 1954] (p. 798). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations concernant la retraite des mineurs : *Augmentation de 25 0/0 des prestations, proposition de loi de M. Catoire* [11 mars 1954] (p. 800). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la retraite des mineurs : *Discussion générale (Incidence du plan Schuman sur la production houillère)* [11 mars 1954] (p. 803); — d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la Sécurité sociale dans les mines : *Importance du financement, incidences économiques* [11 mars 1954] (p. 817, 818); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 36-01 : *Son amendement (Retraite des chefs de services techniques du Centre natio-*

nal de la Recherche scientifique) [1^{er} avril 1954] (p. 1579); le retire (ibid.); Chap. 43-21 : Sa demande de disjonction (Modernisation des internats) (p. 1616); la retire (p. 1617); Chap. 43-31 : Œuvres complémentaires de l'école, déblocage des fonds de la loi Barangé; affectation des crédits Barangé à la construction (p. 1618, 1619); Chap. 47-12 : Subventions de l'Etat pour les enseignements spéciaux, cas de Versailles (p. 1624); Etat B : Sa demande de disjonction de l'ensemble des chapitres concernant les constructions scolaires (Augmentation indispensable des crédits) (p. 1625, 1626, 1631, 1632 et suiv.); Chap. 66-10 : Subvention d'équipement au Centre national de la recherche scientifique; Sa demande de disjonction (p. 1637); la retire (ibid.); Article additionnel de M. Schmittlein : Son sous-amendement (Rétablissement par décret des abattements de crédits qui résultent de la lettre rectificative n° 7112) (p. 1652, 1653); Chap. 35-81, 35-82, 35-83 : Monuments historiques (Ses demandes de disjonction) (p. 1689); Chap. 43-72 : Commandes artistiques et acquisitions d'œuvres d'art (p. 1693); Examen des chapitres disjointes (p. 1700); Etat A, Chap. 3101 : Son amendement (Réduction indicative) (p. 1702); le retire (ibid.); Chap. 31-03 : Son amendement (Statut du personnel du compte d'achat des matériels des établissements relevant de l'Education nationale) (p. 1705); le retire (ibid.); Chap. 31-11 : Enseignement supérieur du russe, de l'arabe et des sciences nucléaires (p. 1705); Chap. 31-13 : Situation des élèves de l'Ecole normale supérieure (p. 1706); Chap. 31-16 : Situation des garçons de salle de la Faculté de médecine (p. 1706); Chap. 31-21 : Dames secrétaires, agents des lycées, statut des adjoints d'enseignement (p. 1708); Chap. 31-61 : Sa demande de disjonction (Situation des agents de bibliothèque) (p. 1716); la retire (p. 1717); Chap. 31-92 : Son amendement (Création de postes d'auxiliaires temporaires gérant l'allocation scolaire) (p. 1717); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-96 : Amélioration de la situation de la fonction enseignante [9 avril 1954] (p. 2037); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Report de la discussion de son amendement à l'article 3 ter [14 mai 1954] (p. 2429); Sa demande de renvoi à la Commission [18 mai 1954] (p. 2473, 2475); Son amendement tendant à considérer les étudiants comme enfants à

charge jusqu'à l'âge de 27 ans pour le calcul de la surtaxe progressive [21 mai 1954] (p. 2609); Art. 3 ter : Son sous-amendement (Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques) [29 juin 1954] (p. 3149, 3150, 3151). — Pose : au Ministre de l'Education nationale une question relative à la situation des fonctionnaires techniques du Centre national de la recherche scientifique [21 mai 1954] (p. 2630, 2631); — au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la composition du conseil d'administration de houillères du bassin d'Aquitaine [11 juin 1954] (p. 2943). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, en qualité de Rapporteur : Réaction des écrivains hostiles à la cotisation sur les droits d'auteur, institution du domaine public payant en matière de droit d'auteur [30 juin 1954] (p. 3180 et suiv.); Bénéfice des éditeurs, initiatives en faveur du domaine public payant : M. Herriot, engagements internationaux de la France [7 juillet 1954] (p. 3261 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Bardoux (Composition du comité de direction de la Caisse nationale des lettres (p. 3264); Art. 6 : Amendement de M. Simonnet (Financement et contrôle de la Caisse nationale des lettres, la Société des gens de lettres, les contrats passés avec les maisons d'édition, la distinction du scolaire et du non-scolaire) (p. 3269, 3270); Son article additionnel (Prestations de la Sécurité sociale servies par la caisse des lettres) (p. 3271); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955, Art. 6 : Problème de la reconversion dans le Sud-Ouest (Mines de Decazeville) [16 novembre 1954] (p. 5067); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : Tragique situation de l'Université, absence d'enseignement technique, réforme de l'enseignement [12 décembre 1954] (p. 6170, 6171); Etat A, Chap. 31-11 : Demande de disjonction de M. Schmittlein (Sciences sociales) (p. 6193); Chap. 31-13 : Ecoles normales supérieures, sa demande de disjonction (Indemnité compensatrice, sécurité sociale) (p. 6194, 6195); la retire (p. 6196); Chap. 31-21 : Lycées et collèges (Statut des dames secrétaires, situation des agents de lycée) (p. 6204); Chap. 31-22 : Son amendement indicatif (Personnel de l'économat)

(p. 6206); le retire (ibid.); Chap. 31-35 : *Titularisation des instituteurs remplaçants en tenant compte du service militaire; instituteurs affectés à des enseignements spéciaux* (p. 6210); Chap. 31-76 : *Conservatoires nationaux (Création d'un enseignement général)* (p. 6214); Chap. 31-92 : *Son amendement indicatif (Reclassement des secrétaires d'inspections académiques)* (p. 6216); Chap. 31-95 : *Sa demande de disjonction (Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire et universitaire)* (p. 6216); Chap. 34-21 : *Sa demande de disjonction (Remboursement des frais de voyages vers les villes de facultés aux maîtres, surveillants d'internat et professeurs, candidats à l'agrégation)* (p. 6218); Chap. 36-91 : *Subventions aux organismes de documentation pédagogique et de téléenseignement; sa demande de réserver le chapitre* [13 décembre 1954] (p. 6231); Chap. 43-03 : *Situation des instituteurs de la métropole délégués dans des établissements d'enseignement technique en Tunisie* (p. 6232); Chap. 46-91 : *Confédération des travailleurs intellectuels* (p. 6244); Etat B, Chap. 66-20 : *Subventions d'équipement aux établissements du second degré n'appartenant pas à l'Etat (Chauffage au charbon)* (p. 6253); Etat A, Chap. 43-53 : *Développement des sports (Billets collectifs pour les organisations de jeunes)* (p. 6284, 6285); *Chapitres réservés (Plan complémentaire de construction, plan de créations de postes, équipement sportif, colonies de vacances)* [14 décembre 1954] (p. 6311); *Ses explications de vote* (p. 6341). — Pose au Ministre des Affaires économiques et du Plan, une question relative à la retraite des contrôleurs principaux des contributions indirectes [31 décembre 1954] (p. 7052). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** : *Loi Barangé, exégèse des travaux préparatoires, débats et amendements; position de M. Mendès-France dans une lettre de 1951 à M. Reynaud; intervention de M. Maurice-Pic et réponse de M. Maupéou au Conseil de la République sur le « premier degré » ; l'arrêt du Conseil d'Etat* [28 janvier 1955] (p. 370 à 373); *Emploi des fonds dans l'enseignement privé* (p. 375, 376); Art. 24 quater : *Sa motion préjudicielle (Entretiens Mendès-France—Pie XII)* (p. 434); *Amendement de M. Pineau (Problème scolaire et débat budgétaire)* (p. 435); *Son amendement (Suppression des fonds à l'enseignement privé)* (p. 436); *Amendement de M. Marcel David*

(*Extension des distributions de lait par décret*) (p. 436); *Amendement de M. Doutrillot (Etablissements « scolaires » et garderies)* (p. 437); *Amendement de M. Rincent (Les plus de 14 ans)* (p. 438); *Amendement de M. Doutrillot (Fréquentation régulière, règlement d'administration publique en préparation)* (ibid.); *Amendement de Mme Lempereur (Lait, âge limite par décret)* (p. 439); *Article 48 du Règlement et troisième alinéa* (p. 441); *Renvoi du troisième alinéa à la Commission de la justice* (p. 442); *Allocation, « salaire différé »* (p. 444); *Son amendement (Salaire différé et bénéfice des lois sociales)* (p. 444, 445); *Ses explications de vote (L'article premier de la Constitution pour l'avenir)* (p. 446); *Article additionnel de M. Binot (Création d'écoles publiques en Algérie)* (p. 446); *Article additionnel de M. Rincent (Cours du soir pour les Nord-Africains)* (p. 447); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Ses explications de vote; Art. 24 quater : Caractère insaisissable et incessible des allocations Barangé* [15 mars 1955] (p. 1440); de ce projet de loi en troisième lecture : *Sa motion préjudicielle; Art. 24 quater : Extension de la loi Barangé* [25 mars 1955] (p. 1963, 1964); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE** pour 1955; Etat A, Chap. 31-91 : *Indemnité compensatrice des élèves de l'école normale supérieure* [31 janvier 1955] (p. 531); *Ses explications de vote (Enseignement post-scolaire agricole)* (p. 536); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux œuvres sociales en faveur des étudiants; Art. 3 : *Son amendement (Etudiants choisis par le Ministre)* [3 mars 1955] (p. 1037); Art. 6 : *Son amendement (Participation des facultés libres)* (p. 1041); — d'une proposition de loi relative au repos et au paiement des travailleurs les jours de fêtes légales; Article unique : *L'article premier de la loi de finances* [15 mars 1955] (p. 1403); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres; en qualité de *Rapporteur* : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit* [22 mars 1955] (p. 1834, 1835); *Monopole des éditeurs; rendement de ce mode de financement; droits dérivés* (p. 1837 et suiv.); *Caisse de compensation* (p. 1834, 1840); Art. 5 bis : *Financement par des droits d'auteur déjà tombés dans le domaine public* (p. 1840); *Amendement de M. Isorni (Financement par une cotisation sur*

le chiffre d'affaires des maisons d'édition) (p. 1840, 1841); *Cotisation des écrivains à leur régime de sécurité sociale; apport des droits accessoires* [11 juillet 1955] (p. 3795, 3796); Art. 5 bis (p. 3797); Art. 9 : *Sa modification de rédaction* (p. 3798). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative aux dépenses des établissements scolaires privés [6 mai 1955] (p. 2579, 2580). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Message de Mgr Guerrie, archevêque de Cambrai, aux enseignants agricoles* [6 mai 1955] (p. 2589); Art. 1^{er} : *Sa demande de suspension* [28 juin 1955] (p. 3400); *Demande de réserve formulée par le Rapporteur* (p. 3401); *Amendements, contre-projet de M. Camille Laurens* (p. 3416); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des références à l'enseignement privé)* (p. 3418); Art. 2 : *L'équivoque de son contenu* (p. 3419, 3420); *Son rappel au Règlement (Revision du temps de parole)* [30 juin 1955] (p. 3485); *Article additionnel de M. Thamier tendant à placer l'enseignement postcolaire sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale* (p. 3487); *Amendement de M. Camille Laurens (Allocation aux établissements privés; nationalisation de l'enseignement; expérience du pluralisme subventionné en Hollande)* (p. 3494); *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Centres uniquement publics)* (p. 3511); *Suppression du système d'allocations prévu pour les centres privés* (p. 3513); *Extension aux élèves de l'enseignement public des allocations prévues pour les élèves des centres privés* (p. 3514); *Suppression de la référence aux lois développant la loi Barangé* (p. 3516); *retire ce dernier sous-amendement* (ibid.); *Suppression des réserves faites quant aux conditions de création et de fonctionnement des centres privés* (p. 3518); *Financement des centres privés* (p. 3520, 3521); *Taux des crédits prévus pour la création et le fonctionnement des centres privés* (p. 3525, 3526, 3528); *Suppression des références aux centres d'apprentissage privés* (p. 3526); *Propos de La Croix; le clergé enseignant* (p. 3511, 3512); *Rapport de Mlle Dienesch sur l'allocation d'études des étudiants* (p. 3520); *Financement de la Caisse nationale des lettres* (ibid.); *Sa motion incidente (Interruption du débat en raison du Congrès socialiste)* (p. 3522);

Son rappel au Règlement et sa proposition concernant une nouvelle répartition du temps de parole (p. 3526); *Son rappel au Règlement (Vote par division, alinéa par alinéa)* (p. 3529, 3530); *Sa motion incidente tendant à surseoir au débat après le vote de l'article 2* (p. 3530, 3531); Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Représentation des centres aux comités réservée aux seuls centres publics)* (p. 3533); *Suppression de la compétence des comités départementaux pour la reconnaissance des centres privés* (p. 3534); *Suppression des références aux initiatives privées* (ibid.); Art. 47 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des centres privés existants)* (p. 3540); *Ses explications de vote* (p. 3542, 3543); — du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement : *Crédits pour les constructions scolaires; équivoque planant sur leur affectation* [10 mai 1955] (p. 2648 à 2650); Art. 4 : *Son amendement (Investissements nouveaux pour l'éducation nationale)* [25 mai 1955] (p. 3042); — d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués : *Sa question préalable (Situations irréversibles)* [11 mai 1955] (p. 2667, 2668); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 14 : *Son amendement (Maintien de la taxe sur le fuel pour la sauvegarde des charbonnages)* [17 mai 1955] (p. 2843, 2844); *Son amendement rectifié (Taxe modifiable par arrêté dans la limite de 0 à 400 fr.)* (p. 2845); de ce projet de loi en cinquième lecture; Art. 32 : *Amendements relatifs aux redevances minières au profit des communes* [24 mai 1955] (p. 2958). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du quantum de blé à certains producteurs [29 juin 1955] (p. 3440). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de retraites dans les mines [11 octobre 1955] (p. 4994). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abus fait par le Gouvernement de l'article premier de la LOI DE FINANCES : *Interruption du débat sur la sécurité sociale minière* [12 octobre 1955] (p. 5039). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la Caisse des lettres, en qualité de Rapporteur [22 novembre 1955] (p. 5881 à 5883); *Observations sur les manuels préfacés par les inspecteurs généraux et l'exonération des*

ouvrages de piété (p. 5882); *Privilege accordé à l'édition par la prolongation de la propriété littéraire* (p. 5883); Art. 5 *ter* : *Amendement de M. Viatte (Ouvrages de piété)* (p. 5884, 5885); *Amendement de M. Thamier (Exonération des ouvrages rationalistes)* (p. 5885); — du projet de loi relatif à la *retraite des ouvriers mineurs* : *Son contre-projet (Majoration de 20 0/0, pensions des veuves)* [22 novembre 1955] (p. 5906, 5907); *Ses explications de vote* (p. 5908); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Double jeu du Gouvernement en matière budgétaire* [22 novembre 1955] (p. 5922); *Sa motion préjudicielle (Majoration des traitements et salaires, préface à l'abrogation du décret sur les « fausses coopératives »)* [23 novembre 1955] (p. 5953, 5954).

DEJEAN (M. René), Député de l'Ariège (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 6 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1454) de MM. Pierre Koenig, Scheiter et Savary tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat, **n° 3601**. — Le 18 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1454) de MM. Pierre Koenig, Scheiter et Savary tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat, **n° 5932**. — Le 22 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des orages de grêle qui se sont abattus en mai et juin 1955 sur la région de Pamiers (Ariège), **n° 11299**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des orages qui se sont abattus, en septembre 1955, sur la région de Saint-Girons (Ariège), **n° 11527**.

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [3 juin 1952] (p. 2622), [7 juillet 1954] (p. 3283). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de la métallurgie ariégeoise [25 mai 1955] (p. 2993).

DELABRE (M. Camille), Député du Pas-de-Calais (2^e Circonscription), (S.).

Son élection est validée [12 juin 1954] (p. 2972). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [8 juin 1954] (**F. n° 395**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exercer son autorité de tutelle sur les houillères nationales et à prendre toutes initiatives au sein de la C. E. C. A. pour éviter aux travailleurs des conditions de transfert inacceptables, **n° 9403**. — Le 3 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n°5161) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les victimes civiles de la guerre, de nationalité étrangère au moment du dommage, et devenues françaises postérieurement à celui-ci, **n° 9643**. — Le 3 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8711) de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à certaines victimes de la guerre, bénéficiaires de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949, **n° 9644**. — Le 5 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de

loi (n° 9398) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 10676.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 ; Etat A, Chap. 46-25 : *Amendement indicatif de M. Guislain (Allocations spéciales aux impotents)* [11 mars 1955] (p. 1328) ; Chap. 46-27 : *Amendement indicatif de M. Guislain (Remboursement des honoraires des médecins traitants)* (p. 1330, 1331) ; Chap. 46-28 : *Amendement indicatif de M. Guislain (Appareillage des mutilés)* (p. 1338) ; Chap. 46-30 : *Son amendement indicatif (Droits à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves)* (p. 1339).

DELACHENAL (M. Joseph), Député de la Savoie. (I. P.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Vice-Président de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [12 décembre 1951] (F. n° 71), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483) ; membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 275. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi sur la répartition des dépenses relatives à l'entretien des groupes scolaires, n° 415. — Le 29 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 183 du Code général des impôts relatif au taux de la taxe proportionnelle, n° 903. — Le 8 sep-

tembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 51-374 du 27 mars 1951 relative au régime de l'assurance-vieillesse, n° 1049. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 créant une taxe forfaitaire sur certaines ventes de vin, n° 1178. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-640 du 24 mai 1951 sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 1504. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à encourager le placement des vieillards ou infirmes chez des particuliers, n° 1505. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 bis du Code de l'enregistrement, n° 1506. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 43 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relatif au cumul de deux ou plusieurs pensions, n° 1507. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, n° 1683 (rectifié). — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 relatif au nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable des ménages légitimes, n° 1847. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à la revision de certaines dispositions de la Constitution, n° 1939. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 15 du Règlement, n° 2086. — Le 22 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 710 du Code général des impôts relatif au partage des exploitations agricoles, n° 2185. — Le 28 décembre 1951, une proposition de loi tendant à récompenser ceux qui ont remis à l'Etat leur or pendant la guerre 1914-1918, n° 2268. — Le 25 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 22 août 1946 et l'article 14 de la loi du 24 mai 1951 sur les allocations familiales, n° 2466. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 154 du Code général des impôts, n° 2613. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 317 du Code général des impôts relatif aux bouilleurs de cru, n° 2947. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de droits de timbre les

bulletins de paye, n° 4353. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 4617. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 sur l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 4743. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 25 et 26 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 sur les élections municipales, n° 5812. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi relative au transfert des cimetières, n° 6446. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 46 de la Constitution, n° 6857. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, n° 6894. — Le 4 mars 1954, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7963. — Le 19 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation des sociétés anonymes, n° 8093. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, n° 8168. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 sur les pensions des veuves de guerre, n° 8343. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à reviser la loi du 5 octobre 1946, modifiée par les lois des 9 et 12 mai 1951, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 8818. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités survenues le 22 juin 1954 dans la région chambérienne, n° 8907. — Le 8 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les lois n° 52-799 du 10 juillet 1952 et n° 54-301 du 20 mars 1954 sur les allocations de vieillesse agricoles, n° 9324. — Le 19 mars 1954, une proposition de loi concernant l'allocation vieillesse agricole, n° 10468. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil, n° 10638. — Le 13 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 10 juillet 1952, modifié par la loi n° 55-21 du

5 janvier 1955 relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, n° 10739.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, subventions à l'enseignement libre) : *Son rappel au Règlement (Vote par scrutin public à la tribune)* [31 août 1951] (p. 6704); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs invalides utilisant de la main-d'œuvre salariée* [22 décembre 1951] (p. 9579); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1952; Art. 4 : *Sa demande de disjonction de la ligne « Allocation temporaire aux vieux »* [22 décembre 1951] (p. 9618); *la retire* (ibid.); Art. 9 : *Sa demande de disjonction de la ligne « Caisse d'allocations familiales »* (p. 9623, 9624); *la retire* (p. 9624); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Politique française en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10076); *la retire* (ibid.). — Est entendu sur le rapport relatif aux opérations électorales du département du Loiret : *Demande de renvoi au 5^e bureau présentée par M. Bergasse* [13 mars 1952] (p. 1270); *Amendement de M. Bergasse tendant à annuler les opérations électorales (Propagande de M. Secrétain)* (p. 1273, 1274). — *Son rappel au Règlement : Situation des habitants expropriés de Tignes* [14 mars 1952] (p. 1309). — *Son rapport sur une pétition* [18 mars 1952] (p. 1364). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas renouveler les commissions en cours de législature* [27 mars 1952] (p. 1503); *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des suppléants aux réunions des Commissions* (p. 1504); *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer la règle de la proportionnalité pour l'élection des bureaux des commissions* (p. 1505); Art. 4 : *Amendement de*

M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin (p. 1509); Art. 8 : *Amendement de M. Sibué tendant à affecter à la modernisation des routes les crédits du fonds d'investissements routiers (Tunnel du Mont-Blanc)* [3 avril 1952] (p. 1830); Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer l'article assujettissant aux caisses d'assurances sociales agricoles les membres des familles des exploitants* (p. 1841); Art. 23 *ter* : *Son amendement tendant à prévoir le dépôt d'un projet avant le 15 mai 1952* (p. 1846, 1847); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 38 : *Son amendement tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants* [4 avril 1952] (p. 1917); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Son amendement relatif au percement du tunnel du Mont-Blanc* [12 avril 1952] (p. 2259); *le retire* (ibid.); Art. 23 *quinquies* : *Recours de l'Etat contre les débiteurs de l'obligation alimentaire pour des vieux touchant l'allocation temporaire* (p. 2263, 2264); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la continuation de l'effort français)* [10 avril 1952] (p. 2108); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 8 : *Amendement de M. Rincent tendant à prévoir une pension pour certains agriculteurs à la fois salariés et exploitants et ayant un revenu cadastral inférieur à 100 francs* [6 juin 1952] (p. 2706); Art. 10 : *Evaluation des biens actuels et des donations faites par les requérants de l'allocation* (p. 2709); *Son amendement tendant à payer l'allocation aux requérants dont les ressources n'excèdent pas 180.000 francs* (p. 2709, 2710); *le retire* (p. 2710); *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2711); Art. 14 : *Taux de la cotisation personnelle des exploitants* (p. 2734); *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants* (p. 2737); Art. 15 : *Son amendement tendant à exonérer les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 2739), *le retire* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement tendant à faire prendre en charge l'allocation-vieillesse par les caisses départementales d'assurances sociales agricoles* (p. 2742); *Amendement de Mme Laissac relatif au rôle*

de la Caisse nationale des pensions et allocations de vieillesse agricole (p. 2743); Art. 36 : *Son amendement relatif à l'octroi d'une allocation spéciale aux bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire* (p. 2747); Art. 37 : *Son amendement relatif au calcul du montant des ressources au-dessus desquelles l'allocation n'est plus payée* (p. 2749); *Son amendement relatif aux requérants dont la demande est en souffrance* (p. 2749); Art. 39 : *Amendement de M. Viatte relatif au financement de l'allocation spéciale par une taxe de 10.000 francs sur les personnes n'exerçant pas de profession et payant la surtaxe progressive* (p. 2749, 2750); Art. 1^{er} : *Cas des personnes exerçant simultanément plusieurs professions* (p. 2752); *Son amendement tendant à accorder immédiatement l'allocation aux vieux travailleurs salariés même s'ils ont eu une autre profession* (p. 2752, 2753); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Cas des agriculteurs dont le revenu cadastral est inférieur à 100 francs* [4 juillet 1952] (p. 3546, 3547); Art. 12 : *Cas de restitution de l'allocation par les héritiers* (p. 3549); Art. 12 *bis* : *Son amendement tendant à rétablir l'article par lequel l'Etat renonce à recouvrer les allocations payées indûment* (p. 3550); *le retire* (ibid.); Art. 15 *bis* : *Son amendement tendant à reprendre l'article exonérant de cotisation les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 150 francs* (p. 3552); Art. 36 : *Amendement de M. Bénéard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement à domicile de l'allocation* (p. 3555); Art. 36 *bis* : *Son amendement tendant à renoncer au recouvrement des allocations indûment perçues par des agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 3555); — d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire déposer les listes de candidats le 8 juillet 1952* [4 juillet 1952] (p. 3543); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS; *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de négocier en Indochine)* [19 décembre 1952] (p. 6649, 6650); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Article additionnel : *Amendement de M. B. Manceau tendant à permettre aux sociétés d'assurances et de capita-*

lisation de financer la construction d'habitations à loyer modéré [20 décembre 1952] (p. 6781, 6782); Amendement de M. B. Manceau tendant à permettre aux H. L. M. de bénéficier des prêts du Comptoir des entrepreneurs (p. 6782); Etat A; AGRICULTURE; Chap. 6172: Subventions pour l'habitat rural (p. 6793); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel: Son amendement tendant à exempter de cotisation pour les allocations familiales certains vieux exploitants agricoles [21 décembre 1952] (p. 6851); le retire (ibid.); Son amendement tendant à exempter les infirmes de la cotisation pour allocations familiales agricoles (p. 6851); Son amendement relatif aux vieux travailleurs salariés agricoles ayant droit à l'allocation (p. 6851); le retire (ibid.). — Son rapport sur des pétitions [17 février 1953] (p. 1081); — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article additionnel: Son amendement relatif au régime des communes de plus de 1.500 habitants [20 mars 1953] (p. 2069); Son amendement relatif aux déclarations de candidatures dans les communes de plus de 5.000 habitants (p. 2069); Amendement de M. Barrachin relatif à l'attribution des sièges aux listes n'ayant pas obtenu 5 0/0 du nombre des suffrages exprimés (p. 2074); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie): Ses observations sur l'Indochine et l'urgence d'une solution négociée [18 juin 1953] (p. 3074, 3075); — à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 6: Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense (Craintes touchant l'application éventuelle aux vieux agriculteurs) [7 juillet 1953] (p. 3320); Art. 7 bis: Licence des bouilleurs de cru (Inacceptable faute d'amendements au profit des petits bouilleurs) (p. 3327); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 6: Sous-amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à doubler le délai quand l'avis du Conseil de la République a été donné à la majorité absolue [22 juillet 1953] (p. 3777); Son sous-amendement tendant à augmenter de moitié le délai quand l'avis du Conseil de la République aura été donné à la majorité absolue (p. 3777); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: Application toujours différée de la loi du 10 juillet 1953 sur

les allocations familiales agricoles; questions subsidiaires [16 octobre 1953] (p. 4355, 4356); — des interpellations sur la politique européenne: Discussion générale (La permanence du danger soviétique, la nécessité du réarmement allemand; les questions de la participation anglaise, du sort futur de la Sarre et du maintien des forces américaines en Europe) [24 novembre 1953] (p. 5479, 5480). — Son rapport sur une pétition [26 novembre 1953] (p. 5603). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du tabac [15 décembre 1953] (p. 6839); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: Prix insuffisant de 360 francs au kilo (p. 6839, 6844); la développe: Majoration du prix du tabac unanimement réclamée [28 décembre 1953] (p. 6895, 6900); Son ordre du jour demandant que le prix moyen du tabac en 1953 soit supérieur à celui fixé en 1952 (p. 6900). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'affiliation aux caisses d'allocations de vieillesse des personnes non salariées, amendée par le Conseil de la République: Discussion générale (Affiliation des agriculteurs) [31 décembre 1953] (p. 7111, 7112); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti: Discussion générale (Confiance dans le système de productivité du Gouvernement, petits salaires) [12 février 1954] (p. 252); — d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la sécurité sociale: Sa demande de renvoi à la Commission [19 février 1954] (p. 448); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE: Discussion générale (Revalorisation du traitement des professeurs de lycées) [26 février 1954] (p. 567, 568); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement: Discussion générale (Définition du locataire de mauvaise foi) [5 mars 1954] (p. 691); — des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine: Discussion générale (Possibilité d'accepter les propositions de M. Nehru) [5 mars 1954] (p. 715); Son amendement à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons: Nécessité d'un « cessez-le-feu » garantissant la sécurité des troupes avant la conférence de Genève [9 mars 1954] (p. 772). — Son rapport sur une pétition [24 mars 1954] (p. 1233). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des inter-

pellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099); *Ses explications de vote sur la question de confiance : « Cessez-le-feu » immédiat en Indochine, danger d'une crise ministérielle pour la Conférence de Genève* [6 mai 1954] (p. 2145). — Son rapport sur une pétition [4 mai 1954] (p. 2107). — Intervient : dans la discussion du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et les inéligibilités, Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Moisan, Cayeux et Minjot (Interdits et aliénés)* [14 mai 1954] (p. 2454); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Budget annexe des Prestations familiales* [18 mai 1954] (p. 2490). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son amendement (Calcul de la surtaxe progressive des contribuables ayant trois enfants majeurs)* [21 mai 1954] (p. 2609); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée : *Son amendement (Nomination des Commissions pour toute la durée de la législature)* [21 mai 1954] (p. 2635, 2636); *Son amendement (Appartenance d'un député à une seule Commission)* (p. 2637); Art. 1^{er} : *Son amendement réservant les matinées du mercredi et du jeudi aux réunions des Commissions* (p. 2638); le retire (ibid.); Art. 7 : *Son amendement (Inscription d'un débat d'investiture à l'ordre du jour d'une séance fixée au mercredi, jeudi ou vendredi matin)* (p. 2641); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale (Exemptions de cotisations, allocation dite de salaire unique)* [1^{er} juin 1954] (p. 2734, 2735); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Rappel de son amendement [repoussé] du 9 mars 1954 pour un cessez-le-feu préalable à toutes négociations, conditions requises par l'Amérique pour une aide éventuelle en Indochine [nouvelles déclarations de M. Foster Dulles], risques de guerre généralisée, désignation maladroite de M. Frédéric-Dupont, engagement requis de M. le Président du Conseil; consultation du Parlement en cas de « menace grave » de rupture à Genève)* [12 juin 1954] (p. 2974, 2975); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppres-*

sion de la double affiliation) [28 juillet 1954] (p. 3680); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à éviter de priver du droit à allocation le requérant dont l'interruption d'activité résulte de maladie ou d'infirmité grave* (p. 3682); *Son amendement tendant à compléter le texte par la phrase: « l'allocation vieillesse est due même aux requérants qui n'ont pas eu à verser la cotisation »* (p. 3682); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à exempter les retraités de la cotisation* (p. 3686, 3688); *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation le chef d'exploitation ou les membres de la famille inaptes au travail* (p. 3688); le retire (ibid.); *Son amendement (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral)* [3 août 1954] (p. 3787, 3788); *Son amendement (Perception de demi-allocation de deux régimes jusqu'à perception d'une allocation intégrale de l'organisation dont relève leur activité principale)* (p. 3790); *Son amendement (Allocation pour les vieux travailleurs salariés et les vieux exerçant encore une activité non salariée)* (p. 3791); de cette proposition de loi en deuxième lecture; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7043); *Amendement de M. de Sesmaisons (Décentralisation dans la gestion de l'allocation vieillesse agricole)* (p. 7048); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-15 : *Amendement de M. Martel tendant à insérer un nouveau chapitre (Etudes relatives au tunnel sous le Mont-Blanc)* [11 décembre 1954] (p. 6129). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Votes de M. Pineau sur l'enseignement libre* [18 février 1955] (p. 810, 811). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Art. 10 : *Son amendement tendant à exclure les pensions de veuves de guerre du montant des ressources des postulants à l'allocation spéciale* [11 mars 1955] (p. 1355); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil; Article unique : *Amendement de M. Cayeux (Consentement écrit de la mère)*

[22 mars 1955] (p. 1832). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Rapports de MM. Saint-Cyr, Boscardy-Monsservin et Titeux sur les zones de salaires* [3 mai 1955] (p. 2428). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au paiement des allocations vieillesse agricoles [6 mai 1955] (p. 2580, 2581). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Enseignement agricole, zones de salaires, allocations vieillesse agricole* [24 mai 1955] (p. 2933, 2934). — Son rapport sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3162). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones [22 juin 1955] (p. 3228). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Sa proposition d'allocation de revenu professionnel unique, surcompensation, augmentation des cotisations, conditions d'octroi de l'allocation de la mère au foyer)* [19 juillet 1955] (p. 3916); Art. 3 : *Son amendement (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3960, 3961); *le retire* (p. 3962); *Son amendement (Personnes ayant la double qualité de salarié et d'exploitant)* (p. 3966). — Son rapport sur une pétition [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Scrutin départemental majoritaire à un tour avec candidatures individuelles, possibilités d'alliances et représentation proportionnelle à défaut de majorité absolue)* (1^{er} novembre 1955) (p. 5446, 5447); — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse : *Dépôt d'un projet de loi relatif au fonds national vieillesse* [15 novembre 1955] (p. 5676). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7127). = Obtient un congé [31 décembre 1953] (p. 7127).

DELBEZ (M. Louis), Député de l'Hérault (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé Secrétaire de la Commission des boissons [9 août 1951] (F. n° 20), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343). — Est nommé membre : de la

Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des Affaires étrangères [6 juillet 1954] (F. n° 405), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 79 du Code du vin, n° 514. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des retraites, n° 1633. — Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas reconduire l'arrêté du 13 septembre 1948 fixant les contingents de vins marocains admissibles en franchise, n° 1635. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Delbez (n° 514) tendant à compléter l'article 79 du Code du vin ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 581) tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin, n° 1734. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 1635) de M. Delbez tendant à inviter le Gouvernement à ne pas reconduire l'arrêté du 13 septembre 1948 fixant les contingents de vins marocains admissibles en franchise, n° 2544. — Le 10 avril 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Delbez (n° 514) tendant à compléter l'article 79 du Code du vin ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 581) tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin, n° 3303. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 76 du Code du vin, n° 3789. — Le 30 octobre 1952, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Delbez (n° 514) tendant à compléter l'article 79 du Code du vin ; 2° de M. Paul Coste-Floret (n° 581) tendant à modifier les articles 78 et 79 du Code du vin, n° 4555. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 77 du Code du vin, n° 6466. — Le 21 juillet 1953, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à édicter une disposition transitoire pour l'application de l'article 86, alinéa 3, de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes, n° 6552. — Le 12 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés du département de l'Hérault, n° 7454.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 12-10 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la répression des fraudes (Insuffisance des moyens d'action)* [21 novembre 1951] (p. 8267); *le retire* (p. 8267). — Dépose une demande d'interpellations sur la crise viticole [13 juin 1952] (p. 2903); la développe : *Ses observations sur l'organisation du marché viticole, la baisse de la consommation, l'importance des charges fiscales, la distillation du vin, l'application du statut viticole, l'arrachage des vignes envisagé* [4 juillet 1952] (p. 3577 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES; Etat A, Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Cantines et œuvres sociales)* [15 novembre 1952] (p. 5256); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 10 : *Son amendement tendant à abroger la loi du 8 juin 1948 sur l'épuration des officiers de réserve* [27 novembre 1952] (p. 5780). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la revision des budgets locaux [23 janvier 1953] (p. 199, 200). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Son contre-projet tendant à abroger les deux premiers articles de la loi du 15 septembre 1948 et à modifier l'article 3* [27 janvier 1953] (p. 536 et suiv.); *le retire* (p. 538). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Suppression des séances du 19 mars 1953* [10 mars 1953] (p. 1729). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 14 : *Son amendement tendant à amnistier les faits visés par les ordonnances concernant l'épuration administrative* [10 mars 1953] (p. 1747); *le retire* (p. 1748);

Art. 15 : *Son sous-amendement tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi* (p. 1754, 1755); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à restituer les avantages en nature normaux en plus du traitement* (p. 1761, 1762); Art. 32 : *Son amendement relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés* (p. 1772); *Son amendement tendant à abroger la loi relative à l'épuration des officiers de réserve* (p. 1773); *le retire* (p. 1774); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Eloge du décret du 30 septembre (Vin); Quelques lacunes (Interdiction du sucrage, organisation du contingentement départemental, indemnités à l'arrachage volontaire, distillation obligatoire progressive, réglementation de la concentration)* [20 octobre 1953] (p. 4429 à 4432); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AGRICULTURE, Article additionnel : *Amendement de M. Rochet tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché du vin (Prestations d'alcool vinique dues par les viticulteurs)* [4 décembre 1953] (p. 6010). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [31 décembre 1953] (p. 7281). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (après l'élection de M. le Président de la République) : *Discussion générale : Observations sur les succès de la politique financière, économique et sociale du Gouvernement, les résultats acquis au Maroc et en Indochine, la nécessité d'une représentation qualifiée de la France à la prochaine conférence de Berlin, l'inutilité et l'impopularité d'une crise ministérielle en l'absence d'une majorité de rechange* [6 janvier 1954] (p. 8, 9 et 10). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Article premier : *Son amendement (Définition des biens de presse : biens destinés ou utilisés à la publication et à la diffusion des journaux ou périodiques)* [7 mai 1954] (p. 2203); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement (Composition de la commission de répartition des biens de presse)* (p. 2248); Art. 10 : *Son amendement (Evaluation des biens attribués, biens corporels)* [11 mai 1954] (p. 2302, 2303); *Son amendement (Suppression du quatrième alinéa, revision de l'indemnité du fait de variations monétaires éventuelles)* (p. 2305); *le*

retire (ibid) ; Art. 24 : *Son amendement (Décrets et arrêtés ayant fait l'objet d'un recours contentieux)* [20 mai 1954] (p. 2548) ; *le retire* (p. 2549). — Ses rapports sur des pétitions [7 juillet 1954] (p. 3283). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense [29 août 1954] (p. 4442) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 42-32 : *Amendement de M. Rosenblatt (Réduction de la subvention au Mouvement européen)* [6 décembre 1954] (p. 5865) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels ; Art. 3 bis : *Son amendement non soutenu (Modification de rédaction concernant la preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin)* [10 mai 1955] (p. 2611). = S'excuse de son absence [2 novembre 1955] (p. 5469), [29 novembre 1955] (p. 6037).

DELBOS (M. Yvon), *Député de la Dordogne*
(R. R. S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est désigné comme membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**), [8 juillet 1954] (**F. n° 407**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi portant ouverture de crédits pour les travaux préparatoires et la participation du Comité national français au congrès de l'Union latine à Rio-de-Janeiro, en 1951, n° 232. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à créer le Conseil interprofessionnel des vins de la région

de Bergerac, n° 3589. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la délivrance de la carte d'identité de journaliste honoraire, n° 5311. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'herboriste, n° 9589.

Interventions :

Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : *Son amendement tendant à invalider M. Rastel* [29 novembre 1951] (p. 8670) ; -- du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9002 et suiv.) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 182, 183). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à investir M. Edgar Faure* [17 janvier 1952] (p. 276). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Avantages du plan Pleven, participation allemande, inefficacité du statu quo, utilité des 43 divisions prévues pour l'armée européenne, nécessité de faire contribuer les Allemands à l'effort commun)* [12 février 1952] (p. 619 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité d'une entente complète avec les U. S. A.)* [18 juin 1952] (p. 3023). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [22 novembre 1952] (p. 5480). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Ouverture immédiate d'un débat économique et financier)* [4 décembre 1952] (p. 5937, 5938).

— Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur la baisse des prix, les dangers d'une crise ministérielle)* [22 décembre 1952] (p. 7019, 7020). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Sa motion tendant à investir M. René Mayer* [6 janvier 1953] (p. 38); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Sa motion tendant à investir M. Mendès-France* [4 juin 1953] (p. 2974); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Sa motion d'investiture au profit de M. André Marie* [18 juin 1953] (p. 3098); — à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Modération de l'ordre du jour de M. Garet, nécessité de faire l'Europe)* [27 novembre 1953] (p. 5631, 5632). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099); *Ses explications de vote sur la question de confiance : bataille de Dien-Bien-Phu, danger d'une crise ministérielle pour la Conférence de Genève, risque de dissolution, faiblesse et divisions internes du Gouvernement* [6 mai 1954] (p. 2146). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à investir M. Mendès-France* [17 juin 1954] (p. 3003); — à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour (Hommage aux combattants, défense des Français et des populations indochinoises dans le cadre de l'Union française et des accords conclus)* [23 juillet 1954] (p. 3584, 3585); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.): *Ses explications de vote (Analyse négative du scrutin de la veille, hostilités conjuguées au Gouvernement et aux Accords, réactions sévères des Anglo-Saxons, préférence (posthume) pour la C. E. D., mais hommage aux efforts postérieurs du Président du Conseil, appel aux partisans de l'Europe, impossibilité pour la France de se*

déjuger une deuxième fois, nécessité d'une majorité aussi large que possible, pressions soviétiques inadmissibles (délégations au Palais-Bourbon, dénonciation du Pacte franco-russe), nécessité d'une ratification préalable des Accords « pour pouvoir négocier d'égal » [27 décembre 1954] (p. 6876, 6877). = S'excuse de son absence [12 février 1954] (p. 264), [29 juin 1954] (p. 3119), [26 mai 1955] (p. 3068), [22 juin 1955] (p. 3229). = Obient des congés [12 février 1954] (p. 264), [26 juin 1954] (p. 3119), [26 mai 1955] (p. 3068), [22 juin 1955] (p. 3229).

Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de député [8 juillet 1955] (p. 3749).

DELCOS (M. François), *Député des Pyrénées-Orientales (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat au Commerce

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 juillet 1954] (**F. n° 409**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre suppléant : de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et

réforme de l'auxiliarat, n° 65. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour tous les biens participant à la production agricole, n° 68. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, n° 93. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1651 du Code général des impôts, n° 426. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension, n° 627. — Le 27 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer pour la « relance de l'économie », un grand Ministère du Commerce par le regroupement, sous une même autorité, de tous les services dispersés dans les différentes administrations centrales, n° 5708. — Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la révision de leur pension, n° 6001. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 15 mai 1954 l'échéance du versement du premier tiers provisionnel pour les sinistrés des Pyrénées-Orientales, n° 7738. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à la création d'un « Comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes », n° 8673. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 8673) de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un « Comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes », n° 9022. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite au titre de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 une bonification de services égale à la prorogation d'activité qu'ils étaient en droit d'espérer en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1946, n° 9222. — Le 10 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 8673) de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant

à la création d'un « Comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes », n° 10337. — Le 20 octobre 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 8673) de M. Delcos et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un « Comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes », n° 11666.

Interventions :

Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Sa motion tendant à investir M. René Mayer* [24 juillet 1951] (p. 6051); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Sa demande de suspension de séance* [2 août 1951] (p. 6168); *Motion d'investiture de M. Temple (Ses observations sur le problème de l'enseignement libre, des salaires et des prix)* (p. 6170, 6171); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur le problème scolaire, la hausse des prix, la sécurité sociale* [8 août 1951] (p. 6254, 6255). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Commerce* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INDUSTRIE ET ENERGIE, Chap 50-60 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer le chapitre relatif à l'exposition du prestige français à Lyon (Subvention insuffisante de l'Etat)* [21 novembre 1951] (p. 8251). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Commerce* [17 janvier 1952] (p. 251). — Cesse d'expédier les affaires courantes [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [27 juin 1952] (p. 3296); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Suite du débat* [4 juillet 1952] (p. 3573); la développe : *Ses observations sur le blocage nécessaire de 10 millions d'hectolitres, la fraude pratiquée par les petits producteurs, les rapides fortunes faites dans le commerce viticole* (p. 3593 et suiv.); *Ordre du jour de M. Paul Coste-Floret demandant l'assainissement du marché viticole par des détaxes, la distillation*

et l'accroissement des exportations (p. 3607). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 7 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire le remembrement des parcelles* [27 mars 1953] (p. 2506); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement portant suppression de la majoration des droits sur l'alcool (Mesure inopérante au point de vue des finances si la consommation baisse ou de l'hygiène, si elle ne baisse pas; primes aux alcools clandestins)* [7 juillet 1953] (p. 3299, 3300); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Articles additionnels : *Amendement de M. Charpentier portant régime de faveur pour la prorogation des sociétés coopératives (Nécessité d'une attitude très large de l'Administration en la matière)* [9 juillet 1953] (p. 3430); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problème du vin (Eloge du décret récent, retouches nécessaires); Organisation générale des marchés (Libéralisme et dirigisme, réforme des Halles de Paris, création de nouveaux circuits)* [22 octobre 1953] (p. 4480 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* [13 décembre 1953] (p. 6739); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Apithy (Choix par l'Assemblée territoriale des localités à promouvoir en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3993); *Amendement de M. Mailhe (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice)* (p. 3995, 3996); Art. 3 : *Son amendement (Délais requis pour l'érection en commune de plein exercice et avis de l'Assemblée territoriale; érection en communes mixtes des chefs-lieux de territoires en Afrique équatoriale française)* (p. 4110); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Équipement des coopératives viticoles* [27 janvier 1955] (p. 327). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254), [23 avril 1955] (p. 2421). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'inobservation des conventions commerciales passées

avec l'étranger [27 mai 1955] (p. 3098); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Prorogation des délais d'importation* [5 juillet 1955] (p. 3624, 3625, 3628); — sur la situation du marché des vins [8 juillet 1955] (p. 3719). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 7 : *Amendement de M. Lecourt (Vote personnel des députés lors des scrutins sur la présentation des Gouvernements, traités internationaux, questions de confiance, motions de censure)* [26 juillet 1955] (p. 4253). — Son rapport sur une pétition [23 novembre 1955] (p. 5960). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités du Gouvernement à l'égard des producteurs de fruits et de légumes [29 novembre 1955] (p. 6038).

DELIAUNE (M. Henri), Député de la Gironde (2^e circonscription). (R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Secrétaire de la Commission des boissons [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 mars 1954] (F. n° 367), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [22 août 1951] (F. n° 26).

Dépôts :

Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un deuxième quart de vin aux soldats, n° 873. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter le permis de chasse général à 3.000 francs et ramener le permis de chasse départemental à 500 francs, n° 874. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations d'assistance, n° 2406. — Le 16 décembre 1952,

une proposition de loi tendant à faire bénéficier d'une majoration de classe ou de grade les candidats aux services publics provenant des emplois réservés dont le recrutement a été suspendu par le décret du 1^{er} septembre 1939, n° 5117. — Le 20 février 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration dans la fonction publique de certains agents de la mission diplomatique française en Sarre, n° 5629. — Le 16 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour le relèvement des indices des receveurs ruralistes fonctionnaires, n° 6517. — Le 15 octobre 1953, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution (n° 1821) de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un plan de développement économique intéressant toutes les communes du département de la Corse et comportant le reboisement intensif, la soumission au régime forestier des forêts, maquis et friches indivis entre de nombreux co-propriétaires par expropriation et indemnisation, et l'organisation de l'enseignement agricole et technique, n° 6873. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 53-286 du 4 avril 1953 modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 8428. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à supprimer la patente exigée aux propriétaires de voitures à usage professionnel pour les emplacements occupés par celles-ci dans les garages publics, n° 9510. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à constituer dans chaque département des éléments de cavalerie à cheval pour la défense en surface du territoire en métropole et dans l'Union française, n° 10913. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'extension des magasins à succursales multiples, n° 11321. — Le 12 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le retour à la départementalisation des dépenses d'aide sociale, n° 11854.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Déficit des allocations sociales agricoles)* [21 novembre 1951] (p. 8252) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Anciens combattants tunisiens)* [9 mars 1955] (p. 1227, 1228) ; Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Cimetières)* (p. 1247) ; Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif (Allègement des formalités relatives à l'attribution et à la liquidation des pensions)* [10 mars 1955] (p. 1310) ; *le retire* (p. 1311) ; Chap. 46-27 : *Son amendement indicatif (Création de maisons de repos)* [11 mars 1955] (p. 1330) ; *le retire* (p. 1331) ; Chap. 46-30 : *Son amendement indicatif (Majoration des pensions de veuves de guerre ayant des enfants à charge)* (p. 1339) ; Chap. 46-51 : *Ses amendements indicatifs (Office des anciens combattants)* (p. 1348) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Allègement fiscal, contrôles discrets et raisonnables)* [28 mars 1955] (p. 2016) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Son intervention au nom des organismes professionnels d'agriculture ; statut de la formation professionnelle agricole rattachée au Ministère de l'Agriculture* [6 mai 1955] (p. 2594) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons) ; Art. 8 : *Amendement de M. Charret tendant à le supprimer (Dispositions tendant à la disparition des cafés situés dans la zone protégée)* [9 novembre 1955] (p. 5574).

DELMOTTE (M. Paul), Député du Nord
[2^e circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé Vice-Président de la Commission des immunités parlementaires [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé

membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [7 août 1951] (F. n° 18); de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 4 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faciliter la construction de logements dans le cadre de l'accession à la propriété et concernant la garantie des collectivités locales pour les prêts consentis aux personnes qui poursuivent la réalisation de travaux de construction de logements, dans le cadre de l'accession à la propriété, n° 3995. — Le 13 juillet 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux départements du Nord et du Pas-de-Calais les dispositions du décret-loi du 8 août 1935 relatif à la protection des eaux souterraines, n° 11184 (2^e rectification).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Statut du personnel de la police)* [28 novembre 1951] (p. 8609).

DEMUSOIS (M. Antoine), *Député de Seine-et-Oise [1^{re} circonscription] (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission

chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits d'enregistrement frappant les marchés des travaux et fournitures des communes et autres établissements publics, n° 157. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de l'Intérieur les crédits nécessaires aux départements et aux communes pour assurer à leurs personnels le relèvement des indemnités et salaires, n° 1361. — Le 9 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 185) de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures, dans le cadre des attachés, n° 2396. — Le 9 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 186) de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à suspendre tout recrutement extérieur dans ce dernier cadre, n° 2397. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 2451) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour faire assurer dans les délais les plus brefs la péréquation des pensions des retraités des collectivités locales, n° 4548. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 1361) de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de l'Intérieur les crédits nécessaires aux départements et aux communes pour assurer à leurs personnels le relèvement des indemnités et salaires, n° 4948. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 63 du Code des pensions civiles et militaires afin de faire cesser toute discrimination entre les ayants cause des fonctionnaires décédés, n° 6387. — Le 17 juillet 1953, une propo-

sition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 130 du Code des pensions civiles et militaires, n° 6539. — Le 17 juillet 1953, une proposition de loi tendant à supprimer l'alinéa 4 de l'article 26 du Code des pensions civiles et militaires, n° 6542.

Interventions :

Est entendu sur : la nomination des Commissions : *Sa motion tendant à ajourner la nomination des commissions jusqu'à la révision du règlement (Son rappel au règlement)* [11 juillet 1951] (p. 5926); — le procès-verbal de la séance précédente : *Recevabilité d'une motion de M. Malleret-Joinville* [30 août 1951] (p. 6669). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Question préalable opposée par M. Pierrard* [31 août 1951] (p. 6703); *Son rappel au règlement (Vote par scrutin public à la tribune)* (p. 6704); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Motion de M. R. Schmitt relative à l'élection des membres du comité constitutionnel* [5 septembre 1951] (p. 6902, 6903); Article additionnel : *Demande de renvoi du débat pour l'examen en commission des amendements, présentée par M. Reynaud* [8 septembre 1951] (p. 7166, 7167); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Son rappel au règlement (Ses observations sur la recevabilité de l'amendement de M. Daniel Mayer)* [14 septembre 1951] (p. 7371); *Son rappel au règlement (Vote de l'amendement de M. Daniel Mayer)* (p. 7371, 7372). — Est entendu sur les motions de censure au sujet du relèvement des taxes sur les produits pétroliers : *Son rappel au règlement (Suspension de la séance)* [16 novembre 1951] (p. 8148). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR : *Son rappel au règlement (Suppression de la discussion générale)* [28 novembre 1951] (p. 8582); Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Police trop coûteuse)* (p. 8582, 8583); Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Primes de*

rendement) (p. 8585); Chap. 10-20 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inspection générale de l'administration (Hausse des dépenses)* (p. 8586); *le retire* (ibid.); Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Inspecteurs généraux en mission extraordinaire)* (p. 8586); *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration préfectorale, présentée par le Gouvernement (Préfets des territoires d'outre-mer et suppressions d'emplois)* (p. 8587); Chap. 10-50 : *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Statut des agents des préfectures)* (p. 8587, 8588); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Personnel des standards téléphoniques)* (p. 8588); *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Agents mécanographes)* (p. 8588); *Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois)* (p. 8590); Chap. 30-70 : *Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la protection civile (Etat du stock de masques à gaz)* (p. 8602); Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux collectivités locales (Subventions aux communes suburbaines de la Seine)* (p. 8614); Chap. 50-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à certaines collectivités locales (Encombrement de voitures dans les communes suburbaines)* (p. 8615); *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole)* [29 novembre 1951] (p. 8634); Chap. 50-50 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Misère des travailleurs en Algérie)* (p. 8635); P. T. T.; Chap. 10-30 : *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Transformation d'emplois d'ingénieurs)* [23 décembre 1951] (p. 9666); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au Règlement (Discussion du budget de l'Intérieur en deuxième lecture)* [26 décembre 1951] (p. 9860, 9861); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la Répu-

blique; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le service des préfectures (Auxiliaires départementaux)* [26 décembre 1951] (p. 9861, 9862); Chap. 50-00 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les subventions à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police)* (p. 9863); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Motion incidente de M. Legendre demandant l'abrogation du décret du 20 octobre 1951* [14 décembre 1951] (p. 9200); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 3, Etat C, Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la distribution d'eau et l'assainissement* [27 décembre 1951] (p. 9939); le retire (ibid.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative au transport par « Air Algérie » des travailleurs algériens [25 janvier 1952] (p. 382). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [13 mars 1952] (p. 1269); Art. 2 : *Amendement de M. Barrier tendant à laisser à l'administration la possibilité de réduire les subventions suivant le cas* (p. 1269, 1270); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Temple* [14 mars 1952] (p. 1330, 1331); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de renvoi à la Commission (Mauvaise volonté des députés de la majorité pour voter certaines lois essentielles, le traité de paix avec l'Allemagne, l'étranglement des libertés parlementaires)* [25 mars 1952] (p. 1466 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à exiger des députés avant leur validation un extrait d'acte de naissance et un extrait de casier judiciaire* [27 mars 1952] (p. 1501); *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des suppléants aux réunions des commissions* (p. 1504); Art. 3 : *Son amendement relatif à la prise en considération des oppositions aux adoptions sans débat* (p. 1504); Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer la commission sur un dépôt de proposition dans un délai de quinze jours après son*

dépôt (p. 1511); Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire en commission le vote des absents par procuration* (p. 1527); *Son amendement tendant à prévoir l'opposition de 50 députés au débat restreint* (p. 1527); *Son amendement relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints* (p. 1529, 1531); *Son amendement tendant à autoriser les explications de vote* (p. 1531); *Son amendement tendant à accorder le droit de parole aux auteurs d'amendements et rapporteurs* (p. 1532); *Amendement de M. Minjoz tendant à donner la parole en débat restreint aux auteurs d'amendements repoussés en commission* (p. 1533); *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes modifiant le statut du personnel de l'Etat sur les sociétés nationales* (p. 1535); *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant les lois électorales* (p. 1536); *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois d'amnistie* (p. 1536); *Son amendement tendant à publier les procès-verbaux des séances des commissions quand il s'agit de textes votés en débat restreint* (p. 1538 et suiv.); Art. 5 : *Son amendement tendant à faire rédiger par écrit les amendements* (p. 1545); *Son amendement tendant à supprimer le texte prévoyant l'organisation de tous les débats* (p. 1564); *Son amendement tendant à élargir les pouvoirs du président en matière de sanctions* (p. 1567); *Son amendement tendant à laisser les auteurs d'amendements lire l'exposé des motifs* (p. 1568); Art. 6 : *Son amendement tendant à permettre à un interrupteur de parler plus de cinq minutes* (p. 1569, 1570); *Son amendement tendant à supprimer la modification de la procédure du retrait de la parole* (p. 1570, 1571); *Son amendement tendant à laisser la liberté d'appréciation au président* (p. 1571); *Son amendement tendant à donner au président la faculté de rappeler à l'ordre ou non* (p. 1571); *Son amendement tendant à supprimer la nécessité d'optempérer aussitôt au président* (p. 1571); Art. 7 : *Son amendement tendant à autoriser les explications de vote* (p. 1574); *Son amendement tendant à prévoir le cas de vote par scrutin public* (p. 1574); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Genton tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640); Art. 14 : *Son amendement tendant à*

permettre aux maires de se faire assister des chefs de services municipaux (p. 1642); Art. 16 : Son amendement tendant à donner aux comités paritaires le pouvoir d'arbitrage (p. 1643); Amendement de M. Cordonnier tendant à donner aux comités paritaires le pouvoir de donner des avis (p. 1643); Proposition de suspendre le débat, présentée par M. Cordonnier (p. 1644); Art. 20 : Amendement de M. Genton tendant à dispenser des conditions de diplômes et stages les candidats déjà agents communaux pendant trois ans (p. 1645, 1646); Art. 21 : Son amendement relatif à la détermination des échelles de traitements et du classement des emplois [11 avril 1952] (p. 2229); Amendement de M. Genton tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur (p. 2231); Art. 28 : Son amendement tendant à permettre au maire de fixer le minimum d'ancienneté après avis de la commission paritaire locale (p. 2232); Art. 29 : Son amendement tendant à octroyer aux remplaçants le salaire du fonctionnaire qu'ils remplacent (p. 2233); Art. 82 : Son amendement tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux (p. 2236 et suiv.); Art. 86 : Son amendement relatif au rôle et à la composition du comité paritaire national consultatif des services municipaux (p. 2240); — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : Motion de M. Minjot tendant à ajourner le débat jusqu'en juillet [10 avril 1952] (p. 2085); Discussion générale (Ses observations sur le mépris français de la souveraineté tunisienne) (p. 2087 et suiv.); Article unique : Election de deux conseillers par les Français membres du Grand Conseil et des conseils municipaux (p. 2096). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour : Projet fixant le mode d'élection des Conseillers de la République représentant la Tunisie [10 avril 1952] (p. 2137, 2138). — Prend part à la discussion du nouveau projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République de Tunisie; Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Minjot tendant à proroger les pouvoirs des deux conseillers actuellement en exercice [11 avril 1952] (p. 2204); Election des deux conseillers par l'Assemblée Nationale (p. 2204). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse :

Attitude de la presse d'Alger pendant la guerre [11 avril 1952] (p. 2226); — sur le procès-verbal de la séance précédente : Renvoi de l'interpellation de M. P.-H. Teitgen [12 avril 1952] (p. 2256). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : Amendement de M. Minjot tendant à limiter à cinq minutes les explications de vote sur les ordres du jour [27 mai 1952] (p. 2444); Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas modifier l'article 92 du Règlement (p. 2445); Amendement de M. Billat tendant à permettre de demander la clôture de l'inscription des orateurs pour des explications de vote (p. 2445); Art. 2 : Son amendement tendant à ne pas modifier l'article 105 du Règlement relatif à la censure (p. 2446, 2447); Amendement de M. A. Mercier relatif aux cas de rappel à l'ordre (p. 2447, 2448); Son amendement tendant à prévoir une décision du bureau pour priver un parlementaire du quart de son indemnité (p. 2448, 2449); Son amendement tendant à n'appliquer l'article qu'aux voies de fait graves (p. 2449, 2450); Son amendement tendant à ne pas modifier l'article 109 bis du Règlement relatif aux cas d'obstruction des débats (p. 2451, 2452); Son amendement tendant à ne pas faire saisir le parquet au cas de voies de faits graves (p. 2452); — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : Son rappel au Règlement (Ses observations sur l'application de l'article 1^{er} de la loi de finances) [27 juin 1952] (p. 3293); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de consulter l'Assemblée de l'Union française sur son sort futur, les variations du parti socialiste, les ambitions de certains partis politiques, les contradictions du rapport soumis au vote de l'Assemblée) [27 juin 1952] (p. 3306 et suiv.); Absence du Gouvernement (p. 3330); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à appliquer la loi à l'expiration du mandat des membres actuels (p. 3331). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la rémunération des instituteurs chargés des cours du soir [31 octobre 1952] (p. 4649). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile; Art. 4 : Amendement de M. Gaborit

relatif à la classification du personnel par catégorie [4 novembre 1952] (p. 4674). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à l'aménagement d'un camp d'aviation militaire en Eure-et-Loir [7 novembre 1952] (p. 4831, 4832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat en attendant la mise en vigueur du statut du personnel de la police prévu par la loi du 28 septembre 1948* [8 novembre 1952] (p. 4925) ; *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat (Statut du personnel de la police)* [13 décembre 1952] (p. 6315) ; Etat A, Chap. 3101 : *Crédits excessifs de la police et des C.R.S.* (p. 6319) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Fonctionnaires des préfectures)* (p. 6320) ; Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'Administration centrale (Primes de rendement)* (p. 6326) ; Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Situation du personnel des préfectures)* (p. 6330) ; Chap. 3117 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires du personnel des centres techniques interdépartementaux (Statut du personnel)* (p. 6332) ; Chap. 3192 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les incidences du nouveau statut de la police (Suppression du droit de grève de la police)* (p. 6339, 6340) ; *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole)* (p. 6340) ; Chap. 3651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions à la ville de Paris* (p. 6344) ; le retire (ibid.) ; Etat B, Chap. 4152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Insuffisance du recensement de 1946)* (p. 6355) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4691 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours d'urgence aux victimes des calamités publiques (Victimes de la grêle)* (p. 6363) ; le retire (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Statut de la police)* (p. 6370) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Amendement de M. Césaire relatif au calcul de la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer* [21 décembre 1952]

(p. 6856, 6857). — Son rapport sur une pétition [20 janvier 1953] (p. 99). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, AIR, Chap. 3132 : *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des constructions aéronautiques (Insuffisance des commandes à l'usine du Havre)* [26 janvier 1953] (p. 406) ; — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 2 : *Hétablissement du décret de clôture possible après une session de sept mois au moins (Contrôle de l'exécutif impossible avec le décret de clôture)* [17 juillet 1953] (p. 3609, 3610) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3610) ; Son amendement tendant à prévoir une session extraordinaire de deux mois le 1er juin de chaque année* [21 juillet 1953] (p. 3667) ; *Son amendement tendant à soumettre le décret de clôture à la ratification de l'Assemblée Nationale, à la majorité absolue* (p. 3668) ; *Son amendement tendant à soumettre le décret de clôture à la ratification de l'Assemblée, à la majorité simple* (p. 3668) ; Art. 4 : *Prévision de sessions extraordinaires et formalités relatives à la convocation de celles-ci* (p. 3671, 3672) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3672) ; Son amendement relatif au contrôle du Bureau de l'Assemblée sur le Gouvernement* (p. 3672) ; *Son amendement tendant à prévoir que la demande faite par le Président d'un groupe vaudra pour tous les députés du groupe* (p. 3673) ; *Son amendement tendant à ce que l'Assemblée Nationale seule puisse clore une session extraordinaire* (p. 3673) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets de lois électorales* (p. 3678) ; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Ballanger tendant à ne pas accorder de délai plus grand au Conseil de la République en cas de procédure d'urgence* [22 juillet 1953] (p. 3778) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir un scrutin public à la tribune pour les investitures* (p. 3785) ; Art. 9 : *Amendement de M. Pronteau tendant à ce qu'un vote de confiance ait lieu dans un délai de un à trois jours après le dépôt* (p. 3789) ; *Son amendement tendant à prévoir la possibilité d'un scrutin public à la tribune pour le vote sur la question de confiance* (p. 3790) ; le retire (ibid.) ; Art. 10 : *Amendement de M. Pronteau tendant à fixer un délai de trois*

jours pour le vote sur une motion de censure réclamée par cinquante députés (p. 3790); — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels militaires; Art. 1^{er} : Amendement de M. Chérier tendant à enlever au Ministre de la Défense nationale la libre attribution des décorations [21 juillet 1953] (p. 3636); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Titre II : Demande de suspension de séance de M. Michel Mercier [5 décembre 1953] (p. 6098); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR : Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat pour demander des crédits supplémentaires, [8 décembre 1953] (p. 6284, 6285); Etat A, Chap. 3192 : Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel ouvrier de la protection civile, présentée par Mme Grappe (Suppression de 31 commis de préfecture) (p. 6288); Etat B, Chap. 5740 : Son amendement tendant à réduire de 200 millions les crédits pour le matériel de la Sécurité nationale (Achat de cars pour les C.R.S.) [9 décembre 1953] (p. 6344); Etat A : Ordre de la discussion (Discussion du titre III) (p. 6345); Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sanctions contre les agents communaux en grève pendant le mois d'août) (p. 6362, 6363, 6368); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création d'emplois de commis de préfecture) (p. 6363); Chap. 3102 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités de l'administration centrale (Prime de productivité et de services rendus) (p. 6369); Chap. 3103 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'administration (Suppression des superpréfets en mission extraordinaire) (p. 6369, 6370); Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Réforme des conseils de préfecture) (p. 6372); Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Reclassement des préfectures) [10 décembre 1953] (p. 6380); Chap. 3113 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services des préfectures (Suppressions d'emplois) (p. 6380); Chap. 3392 :

Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour prestations facultatives (Services sociaux des départements d'outre-mer) (p. 6387); Chap. 3761 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'élections (Remboursement des frais d'élections municipales) (p. 6388); le retire (ibid.); Etat B, Chap. 6350 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la voirie départementale et communale (Voirie départementale) [11 décembre 1953] (p. 6487, 6488); le retire (ibid.); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 4544 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. (Abrogation du décret du 9 août 1953 modifiant l'âge de la retraite des cheminots) [12 décembre 1953] (p. 6598). — Son rapport sur une pétition [4 mai 1954] (p. 2107). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités : Sa demande de renvoi du projet à la Commission [14 mai 1954] (p. 2450); Amendement de M. Ballanger tendant à ne prononcer l'incapacité que pour une peine supérieure à six mois d'emprisonnement (p. 2453); Art. 2 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Minjoz (Délits prévus à l'article 1^{er} entraînant l'incapacité électorale) [10 juin 1954] (p. 2900); Art. 3 : Son amendement (Condamnations n'empêchant pas l'inscription sur les listes électorales, condamnations ayant un caractère politique) (p. 2901, 2902); Art. 7 : Son amendement (Codification des textes législatifs concernant les incapacités électorales et les inéligibilités) (p. 2905); le retire (ibid.); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée; Art. 1^{er} : Son amendement (Convocation d'une commission à la demande de la majorité de ses membres) [21 mai 1954] (p. 2639); Son amendement (Autorisation de la Conférence des Présidents pour la réunion d'une commission) (p. 2639); le retire (ibid.); Art. 7 : Son amendement (Tenue d'une séance supplémentaire à la demande de 50 députés) (p. 2640); Art. 2 : Son amendement (Fixation du jour de la réunion de la Conférence des Présidents) (p. 2645, 2646). — Son rapport sur une pétition [16 novembre 1954] (p. 5111). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Consti-

tution; Art. 1^{er} : *Son amendement (Déclaration de l'état de siège par la loi)* [29 novembre 1954] (p. 5577, 5578); Art. 4 : *Son amendement (Ordre du jour des sessions extraordinaires)* (p. 5579, 5580); Art. 6 : *Son amendement tendant à considérer le dernier texte adopté par l'Assemblée Nationale comme définitif au cas où les délais sont expirés* [30 novembre 1954] (p. 5608); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Déroulement du débat* [4 décembre 1954] (p. 5818); *Discussion relative au fonds routier* (p. 5831); Etat A, Chap. 32-91 : *Demande de disjonction présentée par M. Faraut tendant à surseoir à l'application du décret du 14 septembre 1954 relatif à la caisse autonome mutuelle des retraites* [9 décembre 1954] (p. 6012); Chap. 34-13 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6124); Chap. 45-45 : *Ses amendements indicatifs (Déficit de la R.A.T.P., péréquation automatique des retraites de ses employés)* (p. 6152, 6153); Etat D : *Réparation du matériel de la S.N.C.F.* [15 décembre 1954] (p. 6379, 6381); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Argument de procédure touchant le retrait de l'amendement de M. L. Noël, la question de confiance étant posée* [29 décembre 1954] (p. 6916, 6917).

DENAIS (M. Joseph), Député de la Seine (2^e circonscription) (App. R. I.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5918). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des finances [19 juillet 1951] (F. n° 7), [21 janvier 1953] (F. n° 216), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [24 juillet 1951] (F. n° 11). — Est désigné : pour représenter

l'Assemblée Nationale au sein de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [3 septembre 1951] (F. n° 32); par la Commission des finances pour faire partie de la sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46), [30 janvier 1953] (F. n° 226), [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de mutation en ligne directe et entre époux, n° 238. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'institution du bon scolaire familial, n° 239. — Le 24 juillet 1951, une proposition de loi portant modification de l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946 relatif au personnel des services des fabrications d'armement et des poudres n° 284. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux rentiers viagers et aux économiquement faibles une indemnité proportionnelle au relèvement des salaires, n° 888. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers dégagés des cadres qui en feraient la demande, n° 1186. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 13 septembre 1946 relatif au cumul d'une pension avec l'allocation aux économiquement faibles, n° 1238. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aveugles civils l'exonération de la taxe téléphonique, n° 1433. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'automatisme des pénalités pour retard dans le paiement des impôts, n° 1540. — Le 4 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une carte d'identité pour les titulaires d'une inscription au registre du commerce, n° 2356. — Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime de retraite des fonctionnaires anciens combattants, n° 2562. — Le 11 février 1952, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à reporter le délai imparti aux déclarations fiscales, n° 2598. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, n° 2634. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 211 du Code général des impôts, n° 2954. — Le 18 mars 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul David (n° 139) tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers; 2° de M. Gaillard (n° 163) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers; 3° de MM. Defos du Rau et Siefridt (n° 396) tendant à compléter les dispositions des lois n° 49-420 du 25 mars 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 portant révision et majoration de certaines rentes viagères; 4° de MM. Defos du Rau, Garet et Siefridt (n° 414) tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la révision des rentes viagères entre particuliers; 5° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues (n° 508) tendant à introduire le principe de l'échelle mobile en faveur des rentes viagères; 6° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 623) tendant à revaloriser les rentes viagères souscrites auprès des institutions de prévoyance ou de sécurité sociale prévue par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945; 7° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 624) modifiant le taux et les conditions de revalorisation des rentes viagères; 8° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1217) tendant à revaloriser les rentes viagères visées par les lois n° 48-777 du 4 mai 1948, n° 49-420 du 25 mars 1949, n° 49-1098 du 2 août 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1497) tendant à revaloriser les rentes viagères versées par les personnes morales en tant que charge accessoire d'un legs; 10° de M. Médecin (n° 1551) tendant à interpréter la loi du 2 août 1949 en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique » (dispositions concernant les rentes viagères constituées entre particuliers), n° 2968. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à fixer le champ d'application de

l'impôt sur les spectacles et à en exonérer les foires et salons, n° 3491. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 46 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif à l'amnistie fiscale, n° 3584. — Le 17 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'examen de la situation des catégories féminines des P.T.T., n° 3686. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4186) portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations, n° 4426. — Le 26 novembre 1952, une proposition de loi tendant à rétablir le scrutin uninominal pour l'élection des conseillers municipaux de Paris, n° 4867. — Le 6 décembre 1952, une proposition de loi tendant à créer un Fonds national de l'équipement rural, n° 5001. — Le 13 décembre 1952, une proposition de loi tendant à réprimer la fraude en matière de vente d'appartements, n° 5089. — Le 13 janvier 1953, une proposition de loi tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation, n° 5273. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4186) portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations, n° 5527. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter les échéances fixées pour les déclarations fiscales, n° 5546. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-444 du 17 mars 1948 sur la libération des actions, n° 5562. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à interdire le cumul d'un mandat législatif avec le mandat de conseiller municipal de Paris, n° 5581. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration des rentes viagères aux rentiers assujettis à la surtaxe progressive, n° 5582. — Le 26 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi (n° 4186) portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations; 2° la proposition de loi (n° 5582) de M. Joseph Denais tendant à étendre le bénéfice de la majoration des rentes viagères aux rentiers assujettis à la surtaxe progressive, n° 5703.

— Le 5 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier l'application de l'article 35 *in fine* de la loi de finances du 7 février 1953 relatif aux indemnités de dépossession des sinistrés, n° 5749. — Le 25 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 15 avril le délai de déclaration accordé aux entreprises industrielles et commerciales ayant clôturé leur exercice 1952 le 31 décembre, n° 6005. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5998) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations, n° 6039. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à assurer une pension exceptionnelle aux marins du commerce devenus fonctionnaires, n° 6110. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à fixer le régime de la patente foraine, n° 6116. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6124. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 771 du Code général des impôts relatif aux droits de mutation à titre gratuit, n° 6168. — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte d'électeur, le livret électoral, n° 6250. — Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, n° 6252. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux spoliés des autres départements français, bénéficiaires de la loi du 23 avril 1949, les dispositions de l'article 33 *in fine* de la loi de finances du 7 février 1953 qui exonère de leurs bénéfices imposables, les indemnités de dépossession versées aux sinistrés mosellans, par application de l'article 3 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949, n° 6264. — Le 4 juin 1953, une proposition de loi tendant à régler la situation des Français propriétaires de valeurs étrangères, n° 6280. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à remplacer la taxe à la production et la taxe sur les transactions, n° 7052. — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à proroger les délais d'application du décret n° 53-395 portant aménagements fiscaux en faveur de la construction et de l'entretien des immeubles à usage principal d'habitation, n° 7109. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à régler les problèmes soulevés par les lois régissant la propriété commerciale et les décrets de septembre 1953, n° 7185. — Le 18 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions du décret du 30 juin 1952 sur les actes de fusion de société, n° 7194. — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger l'article unique de la loi n° 53-632 du 25 juillet 1953 modifiant les dispositions de l'article 69 de la loi de finances du 7 février 1953 autorisant le Gouvernement à mettre en application par décrets le projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 7246. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à réglementer la mise en vente d'appartements par les sociétés immobilières, n° 7524. — Le 19 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer la nouvelle implantation de la statue de La Fayette, n° 7637. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 15 mars 1954 la date à laquelle sera appliquée la majoration de 10 0/0 aux contribuables qui ne se seront pas acquittés du premier tiers provisionnel à valoir sur leurs impôts sur le revenu pour l'année 1954, n° 7748. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 15 mars 1954 le délai imparti pour les déclarations à la surtaxe progressive, n° 7776. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à transformer certaines réquisitions d'appartements en occupation légale, n° 7778. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, n° 7993. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à substituer à la carte d'électeur le livret électoral, n° 8002. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à un nouvel examen des projets intéressant la maison de la Radio, n° 8932. — Le 23 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif aux coopératives de consommation, n° 8964.

— Le 30 juillet 1954, une proposition de loi tendant à l'institution d'un carnet d'identité, **n° 9029**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre jusqu'au 31 décembre 1954 l'application de l'article 28 de la loi de finances du 7 février 1953 relative à la circulation des eaux-de-vie naturelles, **n° 9313**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renseigner les propriétaires des fonds de commerce sur la situation fiscale des gérants libres, **n° 9317**. — Le 12 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 en faveur des bénéficiaires de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes dite « loi Cordonnier », **n° 9333**. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à préciser le régime fiscal du report déficitaire, **n° 9436**. — Le 12 novembre 1954, une proposition de loi ayant pour objet d'indemniser les courtiers, agents d'organisme d'assurance et en général tout « negotiorum gestor » exerçant habituellement la gestion des risques « accidents de travail » d'entreprises privées et ayant subi un préjudice à la suite de la prise en charge par les Caisses de sécurité sociale de la gestion de la branche « accidents de travail », **n° 9456 (rectifié)**. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à autoriser un recours contre les décisions de l'Administration de l'Enregistrement relatives à l'exercice du droit de préemption, **n° 9890**. — Le 3 février 1955, une proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives à la représentation devant la justice de paix, **n° 10089**. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger les délais impartis pour les déclarations fiscales, **n° 10213**. — Le 22 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles, **n° 10480**. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril le délai fixé au 31 mars pour les déclarations des bénéfices imposables **n° 10484**. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier le régime des pénalités encourues pour infraction aux règles fiscales, **n° 10637**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à

modifier les règles d'imposition à la taxe de l'habitat, **n° 11108**. — Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi des aveugles, **n° 11187**. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 7 de l'article 10 de la loi du 1^{er} septembre 1948, relatif au maintien dans les lieux, **n° 11313 (rectifié)**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance pour les malades et infirmes intransportables, **n° 11353**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1^o de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 7952) tendant à modifier les articles 4, 8 et 12 de la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 majorant certaines rentes viagères en vue de permettre la revalorisation effective des retraites versées par les caisses de retraites et de prévoyance constituées par des établissements privés ou de sociétés nationales ; 2^o de M. Frédéric-Dupont (n° 10645) ayant pour objet de modifier l'article 12 de la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations ; II. la proposition de résolution (n° 8107) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 36 du décret du 15 septembre 1953 relatif aux rentes viagères versées par les caisses de retraite ou de prévoyance constituées par des établissements privés ou des sociétés nationales au bénéfice de leurs salariés, **n° 11365**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer le montant des rentes viagères, **n° 11714**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les scandaleux abandons des droits des Français porteurs de divers emprunts brésiliens [11 août 1951] (p. 6340). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la viande)* [13 septembre 1951] (p. 7320). — Dépose le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [20 septembre 1951] (p. 7506). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU

TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves), amendé par le Conseil de la République; Art. 2: *Amendement de M. Boisdé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant 6 milliards d'économies à réaliser* [21 septembre 1951] (p. 7580); *Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir 6 milliards d'économies sur les dépenses de guerre* (p. 7581); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales: en qualité de *Rapporteur suppléant pour avis* [25 septembre 1951] (p. 7622); Art. 10: *Amendement de M. Lacoste relatif aux avances du Trésor aux diverses caisses de prestations familiales* (p. 7625). — Est entendu sur l'organisation des débats budgétaires: *Budget de la France d'outre-mer* [8 novembre 1951] (p. 7795). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Commissariat de la Sarre): *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Diethelm* [8 novembre 1951] (p. 7797, 7798); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix et des salaires depuis 1944, l'insuffisance de la production devant la demande accrue, la diminution du rendement du travail dans l'agriculture, les restrictions de crédit, la ruine de l'épargne, la nécessité d'une réforme profonde de l'Etat et de la fiscalité)* [9 novembre 1951] (p. 7886 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation: sur les motifs qui retardent la ratification de l'accord franco-canadien sur la double imposition [5 février 1952] (p. 424); — sur la validité des instructions quant à l'obligation de déclarer les salaires des gens de maison [5 février 1952] (p. 424). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes; Art. 4: *Demande de disjonction présentée par M. Courant, de l'article accordant des facilités de transport aux invalides* [8 février 1952] (p. 559); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales: *Sa demande d'ajournement du débat (Augmentation abusive des impôts)* [26 février 1952] (p. 984, 985); *la retire* (p. 985); Art. 70: *Élévation à 40 0/0 du taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 1029, 1030); *Son amendement tendant à créer une taxe d'armement de 1 0/0 additionnelle à la taxe de transaction* (p. 1031,

1032); *Amendement de M. Leenhardt tendant à instituer une taxe de compensation sur les fortunes supérieures à 5 millions* (p. 1037, 1038); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France: en qualité de *Rapporteur (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1161). — Pose: à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la ratification de la convention franco-canadienne tendant à éviter la double taxation du revenu [14 mars 1952] (p. 1312); — à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la situation de la femme mariée au regard des significations faites à son mari [28 mars 1952] (p. 1622). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 23 A: *Plan de réorganisation de la S. N. C. F. par décret* [3 avril 1952] (p. 1872); Art. 26: *Amendement de M. Boisdé tendant à codifier les droits des contrôleurs fiscaux et à diminuer les pénalités pour retard de paiement* (p. 1876); Art. 36: *Nouveau taux de l'impôt sur le revenu* [4 avril 1952] (p. 1906); Art. 37: *Évaluation du stock des entreprises* (p. 1908); Art. 38: *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants* (p. 1918); Art. 51: *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif à l'enregistrement d'actes de cessions de parts dans les sociétés, présentée par le Gouvernement* (p. 1944, 1945); *Demande de seconde délibération du projet présentée par M. Raffarin* (p. 1947); Art. 23: *Son amendement tendant à reprendre les articles 23 A à 23 E relatifs à la réorganisation de la S. N. C. F.* (p. 1949, 1950); Art. 33: *Son amendement tendant à reprendre l'article 33 relevant le taux de la taxe sur les cartes grises* (p. 1950); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées sur les articles 43 à 48 relatifs à la répression des fraudes fiscales* [8 avril 1952] (p. 1999, 1991); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti; Article unique: *Amendement de M. de Tinguy tendant à assujettir les souscripteurs à la surtaxe progressive* [20 mai 1952] (p. 2360, 2361). — Pose: à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative à l'exonération de la patente de marchand forain [13 juin 1952]

(p. 2903); — à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux droits et intérêts des porteurs français des obligations néerlandaises « Carolus magnus » [10 octobre 1952] (p. 4208). — Dépose le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [21 octobre 1952] (p. 4264). — Pose : à M. le Ministre du Budget, une question relative aux créanciers français de la République argentine [24 octobre 1952] (p. 4399); — à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à la retraite des vieux travailleurs et la surtaxe progressive [31 octobre 1952] (p. 4651); — à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative à la validation des actions Royal Dutch [7 novembre 1952] (p. 4832, 4833); — à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à la créance des Français dépouillés de leur or par les Allemands [5 décembre 1952] (p. 5999, 6000). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur les méfaits du dirigisme et du suréquipement, les difficultés d'accroître la productivité, les abus des contrôles fiscaux, la nécessité de la réforme fiscale, l'asservissement des contribuables)* [6 décembre 1952] (p. 6039 et suiv.); Art. 41 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux sanctions aux infractions concernant des inexactitudes dans les inscriptions comptables* [11 décembre 1952] (p. 6169, 6170); Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer l'article taxant la rémunération des administrateurs de sociétés* (p. 6170, 6171); *Amendement de M. Liautey tendant à autoriser les bouilleurs de cru à distiller à domicile* [21 décembre 1952] (p. 6858). — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 27 *ter* : *Sa demande de disjonction de l'article utilisant les dépôts de la Caisse d'épargne pour des prêts* [20 décembre 1952] (p. 6767). — Dépose une demande d'interpellation : sur les pratiques scandaleuses auxquelles donne lieu la vente des appartements [24 janvier 1953] (p. 270); — sur l'application de l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946 [6 février 1953] (p. 1018, 1019). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative au régime fiscal de certaines associations en participation [20 février 1953] (p. 1234); — à M. le

Ministre des Finances, une question relative à la situation de la S.I.C.O.V.A.M. [27 février 1953] (p. 1452). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères, en qualité de *Rapporteur : Cas de rentiers viagers de l'Etat* [3 mars 1953] (p. 1550 et suiv.); *Contre-projet de M. Alphonse Denis tendant à rajuster les rentes viagères en fonction des variations du coût de la vie* [5 mars 1953] (p. 1605); Article premier *bis* : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 1606); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer le taux de rajustement des rentes viagères* (p. 1606, 1607); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre au Gouvernement de majorer de 10 0/0 le prix des tabacs étrangers* (p. 1610); Art. 10 : *Amendement de M. P. Meunier relatif à la date d'application de la loi* (p. 1611, 1612); Article additionnel : *Amendement de M. P. Meunier tendant à permettre la revalorisation des rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement* (p. 1613); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1953] (p. 2555). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion en deuxième lecture du texte majorant les rentes viagères* [28 mars 1953] (p. 2552). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur l'utilité de distinguer le budget ordinaire et le budget extraordinaire)* [19 mai 1953] (p. 2777); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur les pouvoirs étendus réclamés, le déficit du budget, les nouveaux impôts prévus* [10 juin 1953] (p. 3007, 3008); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur l'application envisagée de l'article 69 de la loi de finances du 7 février 1953 (Délai d'approbation tacite par l'Assemblée) et sur les accords envisagés avec la Banque de France (pour le doublement du plafond des avances)* [18 juin 1953] (p. 3077, 3078); — à la discussion d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux : *Discussion générale (Ses observations pour l'abrogation pure et simple de l'article 69 de la loi de finances de 1953, instituant ladite procédure)* [2 juillet 1953] (p. 3212); *Contre-projet de M. Leenhardt tendant à l'abrogation de l'article 69 (Possibilité pour l'Assemblée Nationale de rejeter éventuellement à elle seule*

tout ou partie du projet de réforme fiscale avant les délais limites (p. 3214); Article unique : *Ses explications de vote* (p. 3215). — A l'occasion du dépôt du rapport de la Cour des comptes, exprime à M. le premier président de la Cour les remerciements particuliers de la Commission [9 juillet 1953] (p. 3406). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Art. 47 : *Son amendement tendant à exclure du champ d'application les chambres de commerce* [9 juillet 1953] (p. 3420); Art. 64 : *Demande de reprise de l'article (Plan comptable) présentée par le Gouvernement* (p. 3423); Article additionnel : *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière* (p. 3424); *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer plusieurs articles nouveaux relatifs à la normalisation des déclarations et à l'application progressive du plan comptable* (p. 3427); *Son amendement tendant à exonérer partiellement les investissements effectués par les entreprises industrielles ou commerciales sous forme de construction d'immeubles pour logement du personnel (Reprise des articles 45 et 46 du titre II)* (p. 3430, 3431); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (S'associe aux inquiétudes de M. Frédéric-Dupont touchant le sort des rentiers voyageurs)* [10 juillet 1953] (p. 3475). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question relative aux bénéficiaires imposables [17 juillet 1953] (p. 3584). — Est entendu : sur le dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [21 juillet 1953] (p. 3665); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malvezzy (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Historique de l'intervention de l'Etat dans les mines de Malvezzy due aux circonstances particulières de la guerre; production non rentable en temps de paix; charges indirectes pour l'économie nationale entraînant la disparition de certaines exportations de produits dérivés devenus trop chers* [23 juillet 1953] (p. 3830, 3831). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour approuvant les déclarations du Président du Conseil* [24 novembre 1953] (p. 5507); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article

additionnel : *Son amendement tendant à prolonger l'application de la loi réduisant les droits de fusion de sociétés* [13 décembre 1953] (p. 6744); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* [15 décembre 1953] (p. 6846, 6847); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 43-12 : *Amendement de M. Furaud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la formation professionnelle des adultes (Insuffisance des crédits pour la formation de 21.000 stagiaires)* [30 décembre 1953] (p. 7037, 7038). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative aux droits sur les importations de produits haïtiens [12 février 1954] (p. 264); la retire (p. 265). — Dépose une demande d'interpellations sur les instructions données aux agents de l'assiette pour la détermination des bénéficiaires assignés aux contribuables placés sous le régime du forfait [17 mars 1954] (p. 937). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Critique de la fiscalité actuelle, taxe sur la valeur ajoutée, relèvement des forfaits, réforme de la surtaxe progressive, durée légale de la semaine de travail, taxe proportionnelle sur les paiements libératoires, allègements fiscaux en Allemagne)* [23 mars 1954] (p. 1193 et suiv.); *Contre-projet de M. Gosnat (Incidence des allègements fiscaux proposés sur le Trésor public)* [25 mars 1954] (p. 1264); Art. 6 : *Amendement de M. Nisse (Disjonction du paragraphe 5 concernant la taxation des « marchés d'études »)* [26 mars 1954] (p. 1342); Art. 20 : *Amendement de M. Cristofol (Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des impôts)* (p. 1370); Art. 21 : *Pénalités pour facture irrégulière* (p. 1371); Art. 39 : *Impôts sur les revenus, surtaxe progressive (Répartition des charges fiscales, « contribuables intégraux », victimes du système fiscal actuel)* [29 mars 1954] (p. 1402, 1403); Art. 42 : *Taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 1420, 1421); Art. 45 : *Précisions sur l'expression « les libéralités d'un tiers »* (p. 1427); Art. 95 bis : *Per-*

ception mensuelle des cotisations de sécurité sociale (p. 1437). — Dépose une demande d'interpellation : sur la portée et la régularité du décret n° 54-387 qui rend exécutoires en France les arrêts de la cour de justice et les décisions de la haute autorité du pool charbon-acier comportant des obligations pécuniaires [4 mai 1954] (p. 2089); — sur le caractère inquisitorial des feuilles de recensement [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse; Art. 4: *Son amendement (Gestion de la S. N. E. P.; attribution sous forme de vente sous condition suspensive)* [7 mai 1954] (p. 2226, 2227); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 5 bis: *Son amendement (Abrogation de l'article 160 du Code général des impôts (Achat et vente d'actions en bourse)* [18 mai 1954] (p. 2480); Art. 9: *Amendement de M. Halbout (Déclaration fiscale des chevaux de course)* [21 mai 1954] (p. 2616); *Appréciation des revenus des contribuables d'après les signes extérieurs, recensement* (p. 2616); *Amendement de M. Cristofol (Déclaration des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 fr.; cas des personnes habitant en meublés)* (p. 2618); Art. 10 bis: *Exonération des sociétés mutualistes d'anciens combattants de l'impôt sur les sociétés* [25 mai 1954] (p. 2667, 2668); Art. 14: *Sa demande de disjonction de cet article relatif aux pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait* (p. 2676, 2677); Art. 10 bis: *Amendement de M. Halbout (Exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes mutualistes et des sociétés mutuelles d'anciens combattants)* [1^{er} juin 1954] (p. 2720); *Article additionnel de M. Minjoz (Publication du montant des impositions établies au titre de la surtaxe progressive; publication des rémunérations de certains hauts fonctionnaires et dirigeants des entreprises nationalisées)* (p. 2721, 2722); *Article additionnel de M. Dagain (Évaluation et fixation des forfaits)* [24 juin 1954] (p. 3054); *Article additionnel de M. Valabrègue (Établissement de la surtaxe progressive pour les revenus de valeurs mobilières étrangères échus entre le 1^{er} juin 1940 et le 31 décembre 1951; déblocage des titres étrangers)* (p. 3055); *Son article additionnel (Extension de la déduction de 10 0/0 prévue en faveur des salaires, aux rémunérations des gérants majoritaires des*

sociétés à responsabilité limitée et des gérants des sociétés en commandite par actions) (p. 3055); *le retire* (ibid.); *Article additionnel de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes)* [29 juin 1954] (p. 3126); *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des transports internationaux)* [6 juillet 1954] (p. 3208); *Son article additionnel (Détaxation des redevables qui travaillent sur des produits passibles de la taxe unique, vins, cidres, viandes)* (p. 3218, 3219); *Son article additionnel (Exonération de la taxe sur les transactions pour des affaires portant sur des marchandises situées à l'étranger, les affaires faites par des entrepreneurs de travaux immobiliers et les opérations d'échange standard)* [6 juillet 1954] (p. 3234, 3235); *le retire* (p. 3235). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques une question sur le service des emprunts japonais en France [14 mai 1954] (p. 2436). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales de Seine-et-Oise, en qualité de *Président du 9^e Bureau* [20 mai 1954] (p. 2536). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'indemnisation des porteurs de fonds russes [25 juin 1954] (p. 3090). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux: *Discussion générale (Contrats passés en fonction de l'application du décret de 1953)* [20 juillet 1954] (p. 3422); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation; Art. 1^{er}: *Etablissement du droit à aliments* [27 juillet 1954] (p. 3643). — Est entendu sur le dépôt du rapport fait par la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1953 [29 juillet 1954] (p. 3710). — Pose : au Secrétaire d'Etat au Budget une question relative à l'imposition des représentants de commerce [13 août 1954] (p. 4184, 4185); — au Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative au remboursement de créanciers français de l'Italie [10 décembre 1954] (p. 6063, 6064); — au Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques une question relative au régime fiscal de certaines sociétés [28 janvier 1955] (p. 384). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Veuves des militaires tombés en Algérie* [3 février 1955]

(p. 688); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1005, 1006); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Mécontentement des commerçants et des artisans; Ses observations sur le système fiscal; Contrôle des budgets des entreprises nationalisées)* [19 mars 1955] (p. 1711 et suiv.); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 11 bis : *Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* [17 mai 1955] (p. 2836, 2837); Art. 11 ter : *Vente des eaux-de-vie en bouteilles conditionnées* (p. 2838); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2885). — Pose au Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative aux récompenses prévues pour les défenseurs de Dien Bien Phu [13 mai 1955] (p. 2754). — Dépose : une demande d'interpellation sur le décret du 30 avril 1955 concernant les impôts sur le revenu [12 juin 1955] (p. 3168); — en qualité de *Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations* : son rapport sur les opérations de 1954 [21 juillet 1955] (p. 4000). — Pose : à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative au retrait d'un tableau représentant le départ des mobilisés, en 1914, du grand hall de la gare de l'Est [29 juillet 1955] (p. 4495); — à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la situation économique du Sénégal et du Soudan [5 août 1955] (p. 4659). — Dépose une demande d'interpellation sur les économiquement faibles et assimilables [6 octobre 1955] (p. 4802). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Elections à un tour dans le cadre départemental)* [31 octobre 1955] (p. 5418, 5419).

DENIS (M. Alphonse), *Député de la Haute-Vienne (C.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet

1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant 1° : à simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 portant institution d'une carte sociale des économiquement faibles; 2° à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte, **n° 1096**. — Le 21 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Vienne, **n° 2162**. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à la crise de l'industrie française de la chaussure et d'améliorer la situation des chômeurs de cette industrie, **n° 3049**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 3049) de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de remédier à la crise de l'industrie française de la chaussure et d'améliorer la situation des chômeurs de cette industrie, **n° 4082**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à réduire de moitié le taux des cotisations de l'allocation vieillesse artisanale par un nouveau mode de financement, **n° 4136**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de toute cotisation à la caisse des allocations familiales, les travailleurs indépendants, dont le montant des revenus ne dépasse pas 400.000 francs par an, **n° 4177**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de l'attribution de secours d'urgence aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952, **n° 4343**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations aux caisses d'allocations familiales les artisans ruraux bénéficiaires de l'allocation vieillesse instituée en

application de la loi du 17 janvier 1948, n° 4977. — Le 19 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les exportations de peaux brutes, n° 5196. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'arrêté du 12 février 1953 fixant le montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants, n° 5965. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Haute-Vienne, n° 6694. — Le 26 octobre 1953, proposition de loi tendant à reporter au 15 février 1954 l'application de la majoration de 10 0/0 aux travailleurs de la fonction publique, des industries nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées et de l'agriculture assujettis au paiement de la surtaxe progressive, n° 6987. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale, n° 7061 (rectifié). — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 6369) de M. Gaborit tendant à l'établissement d'un statut des agents commerciaux, n° 7238. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi tendant, à titre exceptionnel, à faire remise des pénalités de retard pour non-paiement, avant le 1^{er} janvier 1954, de leurs cotisations aux assujettis aux caisses artisanales industrielles, commerciales d'allocation-vieillesse, n° 8017. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner d'urgence les instructions nécessaires afin que, pour l'année 1954, les montants des forfaits servant à l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive) ne puissent en aucun cas dépasser ceux de 1953, n° 8105 (rectifié). — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie, une attribution mensuelle forfaitaire de

carburant détaxé pour leurs besoins professionnels, n° 8169. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 29 K, 29 L et 29 O du Livre I^{er} du Code du travail concernant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie, n° 8179. — Le 25 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un premier crédit de 50 millions destiné à venir en aide aux ouvriers mis en chômage et aux cultivateurs privés de leurs récoltes par le grave accident survenu à Saillat (Haute-Vienne) le 24 mai 1954, n° 8537. — Le 4 décembre 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 et à la fixation d'un plafond pour le montant des baux commerciaux, artisanaux et industriels, n° 9649. — Le 9 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner d'urgence les instructions nécessaires afin que, pour l'année 1955, les montants des forfaits servant à l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive) ne puissent en aucun cas dépasser ceux de 1954, n° 10332. — Le 27 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de MM. Viatte et Bouxom (n° 5721) tendant à modifier l'article 29 L du Code du travail concernant le statut des voyageurs représentants et placiers du commerce et de l'industrie; 2° de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues (n° 7939) tendant à mieux préciser la représentation commerciale régie par la loi du 18 juillet 1937; 3° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 8179) tendant à modifier les articles 29 K, 29 L et 29 O du Livre I^{er} du Code du travail concernant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie; 4° de M. Jean-Michel Flandin (n° 9833) portant modification du statut professionnel de la représentation commerciale, n° 11350.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Son rapport sur les élections dans le département de la Haute-Vienne [11 juillet 1951] (p. 5936). — Est entendu sur la validation des élections du départ-

tement de l'Ardèche [19 juillet 1951] (p. 5965). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951, EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 2 0/0 les dépenses militaires* [4 septembre 1951] (p. 6832, 6833); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur le soutien des écoles libres par Vichy et de Gaulle)* [5 septembre 1951] (p. 6950, 6951, 6960, 6961); *Politique de Vichy contre les instituteurs* (p. 6961); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Son rappel au Règlement (Doute sur le vote à main levée)* [18 septembre 1951] (p. 7408, 7409); — du projet de loi modifiant la loi sur la presse; Art. 3 : *Sa motion incidente demandant la suppression des zones de salaires* [8 novembre 1951] (p. 7728); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas poursuivre les co-directeurs de publications* (p. 7731); *Son amendement relatif aux cas où le co-directeur pourra ne pas être poursuivi* (p. 7731); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage (Augmentation de l'allocation chômage)* [13 novembre 1951] (p. 7959, 7960); FINANCES, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction générale des impôts (Suppression du contrôle polyvalent)* [23 novembre 1951] (p. 8466); IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (exagération des dépenses d'impression)* (p. 8465); *le retire* (ibid.); Chap. 6000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'équipement (Construction de bâtiments)* (p. 8465); *le retire* (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Demande de renvoi à la Commission des affaires économiques, présentée par M. Jarrosson* [29 novembre 1951] (p. 8659, 8660); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Répartition internationale des matières premières)* [5 décembre 1951] (p. 8830); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 décembre 1951] (p. 9057); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3420 :

Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les manufactures nationales (Tapisseries d'Aubusson) [19 décembre 1951] (p. 9434); Chap. 5130 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel de l'orientation professionnelle (Licenciements de conseillers)* (p. 9448); JUSTICE; Chap. 1020 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Juges des loyers)* [21 décembre 1951] (p. 9519, 9520); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour loyers (Dommages-intérêts exigés par les locataires expulsés qui ne partent pas)* (p. 9525); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les rentes viagères de l'Etat (Insuffisance de la revalorisation)* [23 décembre 1951] (p. 9706); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts aux entreprises industrielles (Prêts aux petites entreprises)* [27 décembre 1951] (p. 9978, 9979); INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Sa demande de renvoi à la Commission des crédits pour prêts divers* (p. 9999); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux grosses sociétés)* [28 décembre 1951] (p. 10026); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 10027); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale; Art. 1^{er} : AIR, Chap. 3025 : *Son rappel au Règlement (Droit à la parole pour défendre un amendement)* [29 décembre 1951] (p. 10133); — d'un nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à réduire de 3.900 millions les crédits pour la société Sollac* [30 décembre 1951] (p. 10169, 10170). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1952; Art. 6 : *Ses explications de vote (Attitude de M. Pinayen 1949-1951)* [3 avril 1952] (p. 1810); Art. 38 : *Son amendement tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants* [4 avril 1952] (p. 1917); Art. 43 : *Motion de M. Jacques Duclos tendant à ne pas augmenter les forfaits en matière de*

taxe proportionnelle (p. 1919); Art. 28 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à surseoir à toute augmentation de loyer* (p. 1943); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la loi qui exclut les rentiers de l'Etat)* [10 avril 1952] (p. 2165 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer de 900 0/0 au lieu de 750 0/0 les rentes viagères constituées avant 1940* (p. 2168); *Son amendement tendant à revaloriser les rentes en cas de hausse de l'indice des prix* (p. 2169); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République étendant la loi aux ventes en viager de tous biens immeubles* [11 juillet 1952] (p. 3924); Art. 10 : *Dépôt d'un texte concernant les rentiers viagers de l'Etat* (p. 3925); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 21 : *Amendement de M. Demusois relatif à la détermination des échelles de traitements et du classement des emplois* [11 avril 1952] (p. 2229, 2230); Art. 29 : *Amendement de M. Demusois tendant à octroyer aux remplaçants le salaire du fonctionnaire qu'ils remplacent* (p. 2233); — du projet de loi relatif aux prix imposés : *Discussion générale (Ses observations sur les hausses de prix survenues récemment, l'hostilité du Gouvernement contre les trop nombreux intermédiaires, les bénéfices des grosses sociétés favorisées par le Gouvernement)* [20 juin 1952] (p. 3083 et suiv.); Art. 1^{er} : *Recevabilité des amendements de Mme Estachy, MM. Sauer et Fourvel* (p. 3088); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur l'évolution de la législation américaine antitrust depuis 1900, le renforcement de la répression antiouvrière, l'application de l'article 419 du Code pénal, l'activité des trusts en faveur de l'occupant)* [24 juin 1952] (p. 3146 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à interdire à une seule personne de siéger dans plusieurs conseils d'administration* [26 juin 1952] (p. 3234); Art. 5 : *Amendement de Mme Estachy relatif à la composition du Conseil supérieur des ententes* (p. 3249); Art. 14 : *Amendement de M. Gautier tendant à inclure des représentants des organisations syndicales ouvrières* [10 juillet 1952]

(p. 3784); Art. 17 : *Amendement de M. Cherrier tendant à rendre les débats du tribunal obligatoirement publics* (p. 3785); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3795). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Modification de l'ordre du jour* [10 juillet 1952] (p. 3782). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à abroger les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 instituant le droit de reprise* [9 octobre 1952] (p. 4172 et suiv.). — Est entendu sur la décision sur le conflit de compétence entre deux commissions pour l'examen du projet relatif à la protection de l'enfance [23 octobre 1952] (p. 4330). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 4401 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits)* [23 octobre 1952] (p. 4361); *le retire* (p. 4362); JUSTICE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services judiciaires (Astreintes en matière d'expulsion)* [24 octobre 1952] (p. 4449, 4450); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3101 : *Crise financière de l'artisanat* [14 novembre 1952] (p. 5153); Chap. 4413 : *Remboursement des charges fiscales aux exportateurs (Aide aux gantiers)* (p. 5165); INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 4151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les collectivités locales (Subventions pour adductions d'eau)* [13 décembre 1952] (p. 6348); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « sciemment »* [25 novembre 1952] (p. 5602 et suiv.); *Son amendement tendant à ne pas amnistier les membres des services de police du Gouvernement de Vichy* (p. 5605); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 51 : *Déductions accordées pour frais professionnels à certaines catégories de contribuables* [11 décembre 1952] (p. 6190); — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux) *Discussion générale (Ses observations sur la huitième prorogation des baux commerciaux)* [19 décembre 1952] (p. 6604, 6605); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne forclore aucun droit pour les demandes en renouvellement et en reprise de bail* (p. 6606); — du projet de loi

relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, Art. 5, Etat E : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la Caisse nationale des marchés de l'Etat (Crédits aux artisans)* [19 décembre 1952] (p. 6616, 6617). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs, amnistie des Alsaciens condamnés pour l'affaire d'Oradour* [17 février 1953] (p. 1073, 1074); — sur l'ordre du jour : *Son rappel au Règlement (Impossibilité de tenir une séance spéciale)* [20 février 1953] (p. 1221). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 25 : *Son amendement relatif à la date d'application des dispositions de l'article* [26 février 1953] (p. 1379); ; *le retire* (ibid.) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnations par des tribunaux militaires pour des faits antérieurs à 1940* [27 février 1953] (p. 1429); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 19 : *Amnistie des faits commis à l'occasion de grèves ou manifestations ; Son amendement tendant à étendre l'amnistie à toutes les manifestations effectuées entre le 16 janvier 1947 et le 1^{er} avril 1952 (Vu la mansuétude témoignée aux ex-collaborateurs, nécessité d'une même générosité envers tous les manifestants, animés de sentiments pacifiques ou du simple désir de justice, largeur de la loi d'amnistie de 1947 à cet égard)* [24 juillet 1953] (p. 3934, 3935) ; *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale avec l'adjonction des mots « et de manifestations sur la voie publique » (Même objet que le précédent)* (p. 3935) ; Art. 23 : *Réexamen des arrêtés d'expulsion visant des ouvriers étrangers pour faits de grève ou manifestations y relatives ; Son amendement tendant à étendre le texte à toutes les manifestations sur la voie publique* (p. 3937) ; — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale (Ses observations sur les propositions communistes non prises en considération, la misère des rentiers et la guerre du Viet Nam)* [3 mars 1953] (p. 1554, 1555) ; *Son contre-projet tendant à rajuster les rentes viagères en fonction des variations du coût de la vie* [5 mars 1953] (p. 1604, 1605) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* (p. 1614). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des forfaits imposés

aux artisans, commerçants et petits industriels redevables de la taxe proportionnelle [18 mars 1953] (p. 2013). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques ; Article additionnel : *Son amendement tendant à reloger les habitants d'immeubles détruits en cas de danger public ou d'insalubrité* [21 mars 1953] (p. 2190, 2191) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Art. 5 : *Amendement de M. Maton tendant à permettre d'attaquer les arrêtés de péril prononcés contre un immeuble par les préfets* [26 mars 1953] (p. 2372) ; — d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 : *Discussion générale (Taux scandaleux atteints par les loyers commerciaux dans la Seine, dessous de table, insécurité totale des renouvellements, responsabilités de l'Assemblée dans l'ajournement répété d'une révision d'ensemble, critique du rapport Mignot, d'inspiration ultrarévolutionnaire, sacrifiant les intérêts des locataires au respect absolu de la propriété foncière, défense de la proposition de M. Estradère réglementant strictement le droit de reprise avec indemnités correspondantes et fixation du prix du loyer par référence aux taux de 1939, procédure en justice simple et peu coûteuse ; Dangers menaçant les petits commerçants, en application des pleins pouvoirs accordés au Gouvernement pour l'« assainissement et l'amélioration du commerce »)* [9 juillet 1953] (p. 3412, 3413) ; *Réserves sur les promesses d'une prochaine révision d'ensemble, exprimée par M. le Président de la Commission et M. le Ministre de la Justice* (p. 3414) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V) ; Art. 63 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux impôts sur les forains, présentée par M. Tourtaud* [9 juillet 1953] (p. 3422) ; — du projet de loi portant redressement économique et financier (n° 6433), amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires : Reprise proposée par la Commission du texte voté en première lecture (Sa demande de connaître le texte adopté par le Conseil de la République)* [10 juillet 1953] (p. 3468) ; — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne permettre le décret de clôture qu'après une session de huit mois au moins* [17 juillet 1953] (p. 3610, 3611) ; *Son amendement tendant à prévoir l'avis du bureau de l'Assemblée Nationale pour le décret de clôture*

[21 juillet 1953] (p. 3667); Art. 3 : *Son amendement tendant à attribuer les postes de questeurs aux trois plus forts groupes de l'Assemblée* (p. 3670); *Son amendement tendant à faire dépouiller les scrutins les plus importants par des députés tirés au sort* (p. 3671); — du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation : *Question préalable de M. Pierre André (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et la douane, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décrets)* [21 juillet 1953] (p. 3634, 3635); Art. 4 : *Son amendement tendant à réclamer l'approbation du Parlement pour les tarifs des produits pétroliers* (p. 3643, 3644). — Est entendu sur un rappel au Règlement de M. Lussy : *Demande de convocation formulée par 213 députés; Affaire des signatures contestées* [6 octobre 1953] (p. 4012). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'arrêté du 5 septembre 1953 pour les commerçants détaillants, supportant seuls la baisse de 4 0/0 [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954 : JUSTICE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Renouvellement des baux commerciaux)* [23 novembre 1953] (p. 5401); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Majoration des prix français, aide à l'exportation, déficit français au sein de l'U.E.P. et avec les zones dollar et sterling)* [26 novembre 1953] (p. 5580, 5581); Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service d'expansion économique à l'étranger (Titularisation des auxiliaires)* (p. 5582); Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Insuffisance du personnel)* (p. 5584); COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ, Etat A, Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 francs les crédits pour les services (Méfaits de la productivité)* [27 novembre 1953] (p. 5645, 5646); *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour autorisations de programme (Démolition des îlots insalubres)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5757). —

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux, majoration des retraites des mineurs, amnistie pour faits de grèves, débat sur le décret du 30 septembre 1953 renouvelant les baux des locaux à usage commercial ou industriel* [8 décembre 1953] (p. 6280, 6281). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Sa motion préjudicielle tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux et à proroger la législation existante* [15 décembre 1953] (p. 6823 et suiv.); Art. 6 : *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à appliquer la loi aux baux en cours* (p. 6849); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Respect des droits des commerçants)* (p. 6849, 6850); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire de l'immeuble* [31 décembre 1953] (p. 7079); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Abandon du droit au maintien dans les lieux)* (p. 7115, 7116). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne calomnieuse menée contre la résistance limousine [23 février 1954] (p. 466);; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Tentative de dissociation de la Résistance* [2 mars 1954] (p. 601, 602); *Application du Règlement pour la proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires* [7 avril 1954] (p. 1859). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement; Art. 1^{er} : *Son amendement (Octroi de délais aux occupants de locaux à usages commerciaux et artisanaux menacés d'expulsion)* [23 mars 1954] (p. 1159); *Son article additionnel (Suppression jusqu'au 1^{er} juillet 1954 de la condamnation aux astreintes ou dommages-intérêts pour non-exécution de jugement en matière d'expulsion)* (p. 1160); *Application de la loi du 21 juillet 1949 sur les astreintes* (p. 1161); Art. 2 : *Son amendement (Application de la loi à certains occupants de locaux à usage artisanal et commercial)* (p. 1161); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Demande de disjonction du Titre premier présentée par M. Meunier (Situation des petites entreprises et des artisans)* [25 mars 1954] (p. 1278); Art. 45 : *Son amendement (Régime*

du forfait) [29 mars 1954] (p. 1430); Article additionnel : *Forfaits des artisans et commerçants* (p. 1439); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Art. 11 : *Transformation en facultés mixtes de médecine et de pharmacie des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie (Cas de l'école de médecine de plein exercice de Limoges)* [1^{er} avril 1954] (p. 1643); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud (Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952)* [6 avril 1954] (p. 1801); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants; Art. 5 : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis (Transfert de compétence, extension de la compétence du tribunal pour enfants)* [6 avril 1954] (p. 1806); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Salaires des ouvriers français et des ouvriers d'Europe occidentale)* [7 avril 1954] (p. 1856); — des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales de Seine-et-Oise [20 mai 1954] (p. 2537); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Fixation du forfait 1954; délai pendant lequel les contribuables peuvent le dénoncer; déduction forfaitaire envisagée au titre des frais professionnels)* [1^{er} juin 1954] (p. 2713); Article additionnel de *Mme Estachy (Imposition des artisans)*; observations sur la concentration des entreprises et la disparition des petites entreprises dites marginales [8 juin 1954] (p. 2814, 2815). — Est entendu sur la question orale de M. Goudoux à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, relative à la demande d'extradition du général Lammerding [6 août 1954] (p. 3909). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Droit à la parole de M. Reynaud* [30 août 1954] (p. 4471). — Est entendu sur un incident : *Application du Règlement par le Président; rôle du Secrétaire (Discours de M. Reynaud après la proclamation du vote sur la motion de M. Aumeran)* [31 août 1954] (p. 4476). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 37-41 : *Son*

amendement indicatif (Condamnation à astreinte ou dommages et intérêts des locataires expulsés) [10 novembre 1954] (p. 4925); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955 : *Déroulement du débat* [15 novembre 1954] (p. 4999); *Son rappel au Règlement (Amendements déposés par Mme Estachy)* (p. 5000, 5001); Etat A, Chap. 44-43 : *Son amendement indicatif (Problème de notre commerce extérieur, entreprises compétitives, relèvement des salaires, élargissement du marché intérieur, politique de transferts, délivrance de licences d'exportation vers l'Est)* (p. 5008, 5009); *Ses explications de vote; relèvement du pouvoir d'achat des masses* (p. 5014); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Traitements des personnels des écoles de médecine et de pharmacie)* [14 décembre 1954] (p. 6313). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat H : *Son amendement (Prêts aux entreprises commerciales et artisanales); Sa demande de réserver la ligne 6 et de supprimer la ligne 10 (Prêts pour l'accroissement de la productivité)* [28 janvier 1955] (p. 427, 428); Art. 24 quater : *Son rappel au Règlement (Résultat d'un vote à mains levées)* (p. 445); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Allocution du Président du Conseil mis en minorité* [4 février 1955] (p. 763, 764). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Vote de M. Boisdé sur l'amendement de M. Dorey* [10 mars 1955] (p. 1275); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Problème de la jeunesse, suppression des abattements de zones de salaires (Usine Heyraud de Limoges)* [6 mai 1955] (p. 2577). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Situation de l'industrie de la chaussure* [12 mai 1955] (p. 2713 à 2715); *L'artisanat; la commande passée à l'Allemagne par l'intendance militaire* (p. 2715); *Temps de parole* [25 mai 1955] (p. 2994). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances une question relative à la majoration de certains forfaits [13 mai 1955] (p. 2752,

2753). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à la revision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Demande de renvoi à la commission formulée par le Gouvernement (Nécessité d'un blocage)* [13 mai 1955] (p. 2760) ; *Article unique : Son contre-projet (Blocage au coefficient quinze)* (p. 2762) ; *Son amendement (Facteurs locaux de commercialité)* (p. 2764) ; *Ses explications de vote* (p. 2766) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Etablissements de l'Etat et commandes passées à l'étranger* [29 juin 1955] (p. 3443) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Montant des allocations prévues pour les élèves des centres privés)* [30 juin 1955] (p. 3515) ; *Son rappel au Règlement (Temps de parole)* (p. 3524, 3525) ; Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Représentants des collectivités locales aux comités prévus)* (p. 3533) ; *le retire* (ibid) ; *Représentation des centres aux comités, réservée aux seuls centres publics* (p. 3533). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la politique étrangère avant la Conférence de Genève* [8 juillet 1955] (p. 3721). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 11 : *Son amendement (Droits des tiers)* [13 juillet 1955] (p. 3855) ; *le retire* (ibid) ; Art. 12 : *Son amendement (Condamnés n'ayant pas payé les frais de poursuites)* (p. 3855) ; *le retire* (p. 3856) ; *Son amendement (Contrainte par corps à la requête des victimes de l'infraction)* (p. 3856) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE : *Son amendement indicatif (Licenciement des ouvriers de l'Etat, révocation de Jean Mille, leur secrétaire cégétiste)* [23 juillet 1955] (p. 4135, 4136) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Son article additionnel (Demande de scrutin personnel et public à la tribune signée de 50 députés présents en séance)* [26 juillet 1955] (p. 4258) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son article additionnel (Limitation du temps accordé aux missions consultatives pour statuer)* [29 juillet 1955] (p. 4532) ; *le retire* (ibid). — Prend part au débat sur

l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Afrique du nord, accords de Paris et C. E. D., politique de confusion* [18 février 1955] (p. 823). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones : *Texte gouvernemental sur le statut de l'enseignement professionnel agricole* [22 juin 1955] (p. 3228). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux [20 octobre 1955] (p. 5171 et suiv.) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la revision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Coefficient 20 par rapport à 1939)* [17 novembre 1955] (p. 5796, 5797) ; *Son amendement (Facteurs locaux de commercialité)* (p. 5797, 5798) ; — du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie : *Ses explications de vote* [23 novembre 1955] (p. 5957).

DENIS (M. André), Député de la Dordogne (N. I.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des affaires économiques [13 novembre 1951] (**F. n° 53**).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails et des loco-tracteurs sur les lignes de chemins de fer de : Périgueux à Parcoul-Médillac par Ribérac, Ribérac à Angoulême, Brive à Angoulême par Thiviers et Nontron, **n° 848**. — Le 28 mars 1953, une proposition de loi tendant à aménager les limites de cumul d'un traitement avec une pension pour tenir compte des charges de famille, **n° 6100**. — Le 11 août 1954, une proposition de loi tendant à interpréter l'article 10, paragraphe I-5 de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 relatif à l'intégration de certains fonctionnaires anciens résistants, **n° 9130**.

— Le 19 novembre 1954, une proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une semaine de congé culturel, n° 9515. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à conférer le droit de vote et d'éligibilité aux femmes n'exerçant pas d'activités professionnelles et mariées avec un conjoint assujéti à la sécurité sociale et aux allocations familiales, n° 10537. — Le 30 octobre 1955, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 11771. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à établir le scrutin individuel avec représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la France métropolitaine à l'Assemblée Nationale, n° 11802.

Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le danger de l'inflation, les avantages de l'échelle mobile des salaires quand existent les échelles mobiles des profits et amortissements, la nécessité du dirigisme)* [14 septembre 1951] (p. 7387, 7388) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'absence de l'Angleterre, la situation privilégiée de l'Allemagne, les conséquences sociales du pool pour les travailleurs français)* [7 décembre 1951] (p. 8967 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'assistance économique à la Yougoslavie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 février 1952] (p. 544, 542, 547, 548). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements du 26 mars en Tunisie, faisant suite aux inqualifiables opérations du Cap Bon [1^{er} avril 1952] (p. 1683) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Note du 15 décembre 1950, atrocités commises par les troupes françaises* (p. 1691, 1692) ; la développe : *Ses observations sur la politique de non-coopération des Tunisiens, la promesse de l'autonomie interne, la mauvaise foi française, les atrocités du Cap Bon, la politique de répression voulue par les Français de Tunisie, la médiation de l'O. N. U., l'hospitalité du Néo-Destour et du communisme, la nécessité de ne pas faire une*

(p. 3036 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement (Politique dite de confiance, insuffisance des petits salaires)* [9 octobre 1953] (p. 4194, 4195). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique gouvernementale en Indochine (Echec de la tentative Bao Dai, négociations éventuelles avec l'adversaire, sécurité du corps expéditionnaire, et buts de guerre assignés à celui-ci, les deux fractions vietnamiennes s'accordant dans le refus de l'Union française) [23 octobre 1953] (p. 4539) ; la développe : *« Tragique malentendu » au sujet de l'Union française (Imposée ou désirée) : Pas de recours (Illusoire) à l'U.R.S.S., ou à la Chine ; Paix dans l'honneur avec l'adversaire (Exemple américain en Corée) ; Liquidation du chalet d'Indochine »* [27 octobre 1953] (p. 4579, 4580) ; — sur les brutalités policières dont furent victimes les étudiants parisiens le 15 décembre 1953 [28 décembre 1953] (p. 6886). — sur l'insuffisance des dispositions prises en matière de salaires (Relèvement du S.M.I.G.) [11 février 1954] (p. 178) ; la développe : *Impatience de la classe ouvrière, absence d'une politique économique, amélioration de la production française qui doit profiter aux travailleurs, augmentations du salaire, du pouvoir d'achat, du coût de la vie, chômage partiel* [12 février 1954] (p. 247 et suiv.) ; — sur la nature de l'aide demandée au Gouvernement des Etats-Unis pour la guerre d'Indochine et sur les prétentions d'ingérence de M. Foster Dulles dans les affaires de l'Union française [9 avril 1954] (p. 1965) ; en modifie le libellé [4 mai 1954] (p. 2089) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Conférence de Genève, responsabilités dans la bataille de Dien Bien Phu, intervention éventuelle des Etats-Unis, internationalisation du conflit* (p. 2094) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : le « cessez-le-feu » immédiat, l'intervention d'armées étrangères, le partage de l'Indochine, l'indépendance du Viet Nam* [6 mai 1954] (p. 2153, 2154). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Réponse à M. Mutter, défendant la C. E. D. (Argument ad hominem)* [31 août 1954] (p. 4482). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au

personnel du Commissariat à l'énergie atomique [3 décembre 1954] (p. 5745). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Sursis nécessaire, unanimité française contre tout réarmement de l'Allemagne, caractère primordial de l'unité pour les Allemands, problème des frontières, fragilité des engagements unilatéraux souscrits, revendication officielle des frontières de 1937 (Exposé des motifs sur la Sarre), illusion des négociations parallèles avec l'Etat (Substitution de l'Allemagne à la France, précédent de 1939), « maladresse » de la dernière déclaration soviétique (Chantage), antimilitarisme de la jeunesse allemande, attitude des socialistes allemands (Ollenhauer), appel au Président du Conseil (Ne pas créer l'irréparable, suprême négociation à tenter, à terme fixe, précédent indochinois), défiance envers ses successeurs éventuels* [22 décembre 1954 (p. 6766 à 6770). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le Maroc : *Pression exercée sur le Sultan Ben Arafa par des éléments de « Présence française » armés* [7 octobre 1955] (p. 4875) ; *Choix des représentants du peuple marocain au sein du Gouvernement représentatif ; Insubordination de certains fonctionnaires, intervention du général Juin ; Politique de force* [8 octobre 1955] (p. 4952) ; — en deuxième lecture du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Scrutin individuel avec représentation proportionnelle intégrale)* [9 novembre 1955] (p. 5615, 5616). = S'excuse de son absence [10 juin 1953] (p. 3010), [25 février 1954] (p. 506), [24 mars 1955] (p. 1894), [6 mai 1955] (p. 2576). = Obtient des congés [10 juin 1953] (p. 3010), [25 février 1954] (p. 506), [24 mars 1955] (p. 1894), [6 mai 1955] (p. 2576).

DEPREUX (M. Edouard), Député de la Seine [4^e Circonscription], (S.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951]

(**F. n° 28**). — Est élu Président de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [6 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 21, 22, 23, 24, 26, 39, 41, 42 et 44 de la loi du 21 mars 1948 concernant la régie autonome des transports parisiens, **n° 2070**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 2 août 1950 instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants, en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation, **n° 2077**. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à considérer, du point de vue téléphonique, Paris et les communes du département de la Seine comme une seule circonscription, **n° 3988**. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII relatif aux fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil, **n° 5670**. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5670) de M. Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII relatif aux fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil, **n° 6180**. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 43) de MM. Jacques Bardoux et Edouard Herriot sur les donations et fondations des associations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique, **n° 6477**. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 6735) tendant à amnistier les faits commis au cours et à l'occasion des grèves du mois d'août 1953 ; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6801) tendant : a) à l'annulation de toutes sanctions, procédures disciplinaires et poursuites prises ou engagées à l'encontre des travailleurs ayant exercé leur droit constitutionnel de grève ; b) à l'amnistie des travailleurs condamnés à des peines de prison ou d'amende pour avoir exercé leur droit constitutionnel de grève, **n° 6907**. — Le 11 décembre

1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 7264) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5670) adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII relatif aux fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil, n° 7441. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 7374) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 43), adoptée par l'Assemblée Nationale, sur les donations, legs et fondations faits à l'Etat, aux départements, communes, établissements publics et associations reconnues d'utilité publique, n° 7826. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi portant réforme de l'enseignement public, n° 10390.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département d'Indre-et-Loire (*J. O.* du 14 juillet 1951, p. 7679). — Est entendu : sur la validation des élections dans le département d'Indre-et-Loire, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5969); — sur la validation des élections du département de la Seine (4^e circonscription) (*Cas de M. Thorez*) [20 juillet 1951] (p. 6001). — Prend part : à la discussion du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6108, 6109); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la sécurité sociale, les nationalisations, la laïcité de l'école, la position de M. Reynaud, la hausse des prix et des salaires, l'échelle mobile, le problème du logement et de l'équipement* [8 août 1951] (p. 6256, 6257, 6258). — Dépose une demande d'interpellation sur le statut de la Régie autonome des transports parisiens [22 août 1951] (p. 6388). — Est élu *juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Oppose la question préalable* [28 août 1951] (p. 6539, 6540, 6541, 6542); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6906); — du projet de loi relatif au

développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 30-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour services extérieurs de la pharmacie (Limitation du nombre des pharmacies)* [4 décembre 1951] (p. 8747); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale; Art. 1^{er} : AIR, Chap. 10-45 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des ouvriers de l'air (Arsenal de Chatillon)* [29 décembre 1951] (p. 10131); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Nécessité de concilier la défense nationale et la lutte contre l'inflation)* [30 décembre 1951] (p. 10267, 10268). — Dépose une demande d'interpellation sur la pression scandaleuse exercée par les représentants d'un parti politique sur les pensionnaires des hospices de la région parisienne [26 février 1952] (p. 1045). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'argent de poche des pensionnaires des hospices de la Seine [28 mars 1952] (p. 1623). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le budget des collectivités locales)* [2 avril 1952] (p. 1749). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative au diplôme d'assistante sociale [7 novembre 1952] (p. 4834). — Est entendu sur le retrait de sa question orale [5 décembre 1952] (p. 5996). — Pose : à M. le Président du Conseil une question relative aux indemnités à la suite d'explosions [23 janvier 1953] (p. 200); — à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à l'indemnisation de victimes de sinistres survenus en Italie pendant la guerre [20 mars 1953] (p. 2094). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Delbos (Ses observations sur le vote unanime des socialistes, l'exemple de Sir Stafford Cripps, la dure réalité des faits économiques, l'Indochine, la Tunisie, la politique sociale)* [4 juin 1953] (p. 2975 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture de la Société Voisin et le sort des ouvriers licenciés [7 juillet 1953] (p. 3266);

— sur l'attitude du Gouvernement en face des mouvements revendicatifs sociaux en cours [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : *Convocation tardive de l'Assemblée après les grèves d'août; vraies causes et caractère de celles-ci; maladresses du Gouvernement; impossible restauration du capitalisme libéral; problème des intermédiaires et des circuits commerciaux; « conversations villes-campagnes » en dehors du Gouvernement* [6 octobre 1953] (p. 4018, 4019). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-21 : *Routes et ponts (Autoroute sud de Paris)* [12 décembre 1953] (p. 6585). — Pose : au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la réglementation de la durée du travail dans les transports routiers [13 août 1954] (p. 4185); — au Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative à l'application de la réforme de l'auxiliarat [3 décembre 1954] (p. 5743, 5744). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Son projet de réforme de l'enseignement* [12 décembre 1954] (p. 6184); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Problème scolaire; Afrique du Nord; hommage à M. Alain Savary; l'exemple hollandais* [18 février 1955] (p. 831, 832); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Les suffrages communistes lors de la chute de M. Mendès-France, le choix de M. Antier comme Ministre de la Marine marchande, l'insuffisance du programme économique et social, le rendez-vous d'avril, la recherche d'une politique cohérente de l'énergie et l'utilisation pacifique de l'énergie atomique* [23 février 1955] (p. 871, 872); *Ses explications de vote* (p. 886). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent [10 mars 1955] (p. 1276). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : *Sa demande de suspension de séance* [23 mars 1955] (p. 1873); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Ses explications de vote* [31 mars 1955] (p. 2218, 2219); — d'une proposition de résolution rela-

tive à la révision de la Constitution : *Stabilité ministérielle anglaise et suédoise* [24 mai 1955] (p. 2940). — Est entendu pour rappel au Règlement : *Inscription du général Aumeran pour répondre à une éventuelle communication du Gouvernement* [21 juin 1955] (p. 3182). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Texte gouvernemental* [29 juin 1955] (p. 3397); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Attitude du groupe socialiste* [8 juillet 1955] (p. 3731); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecourt (Détermination des cas où le vote personnel devient obligatoire); ratification des traités internationaux* [26 juillet 1955] (p. 4255, 4256); — du projet de loi portant ouverture et annulation des crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 41-52 : *Amendement indicatif de M. Guy Petit (Ressources et charges des collectivités locales)* [27 juillet 1955] (p. 4350). — Est entendu sur un rappel au règlement de M. Barrachin : *Déclarations du Président du Conseil sur les événements du Maroc, conséquences des événements d'août 1953 au Maroc* [29 juillet 1955] (p. 4515). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Ses explications de vote (Application du statut)* [29 juillet 1955] (p. 4539, 4540). — Est entendu sur une réponse du Président du Conseil faite à une question de M. Lecourt et définissant l'orientation de l'action gouvernementale : *Son rappel au Règlement (Déclaration du Gouvernement faite sous forme de réponse à une question orale, afin de ne pas donner la parole à un orateur de l'opposition)* [5 août 1955] (p. 4662). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [6 octobre 1955] (p. 4801). — Prend part à la discussion de cette interpellation et de celles jointes : *Ordre du jour de M. Savary (Rejet de la politique d'intégration, dissolution de l'Assemblée algérienne et élections libres, application du statut, refus de la confiance au Gouvernement); Opinion de Khrouchtchev sur le problème d'Afrique du Nord, politique de détente et de négociations* (p. 5104 à 5107); *Amendement de M. Chaban-Delmas à l'ordre du jour de*

M. Gaborit (Refus de la confiance au Gouvernement) (p. 5113); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5113); *Ses explications de vote sur la question de confiance* [18 octobre 1955] (p. 5144, 5145); — sur la politique du Gouvernement en matière de salaires [6 octobre 1955] (p. 4801). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Son ordre du jour (Accords d'Aix, constitution du conseil du trône, formation d'un Gouvernement marocain; Toutes initiatives compromises par les faiblesses du Gouvernement)* [8 octobre 1955] (p. 4956); *le soutien (Carence de l'exécutif en 1953, dégradation du régime illustrée par l'insubordination des fonctionnaires et des militaires, opposition au sein du Gouvernement, manque d'énergie du Président du Conseil)* (p. 4957 à 4959); *Irresponsabilité du Gouvernement Laniel dans la déposition du sultan Ben Youssef* (p. 4964); *Retire le dernier paragraphe de son ordre du jour (Confusion du vote intervenu)* [8 octobre 1955] (p. 4971); — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [28 octobre 1955] (p. 5351); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Bergasse (Elections anticipées avec loi électorale du 9 mai 1951)* [9 novembre 1955] (p. 5616); *Ses explications de vote sur la question de confiance : Elections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Suppression des apparentements, prise en considération de la loi de 1946)* [12 novembre 1955] (p. 5645 et suiv.). — Est entendu sur la question de confiance posée contre les propositions de la conférence des présidents : *La majorité; le Gouvernement et les élections; bilan de la législature et « note à payer »; responsabilités de M. Edgar Faure dans la dégradation de la situation parlementaire et du régime* [29 novembre 1955] (p. 6045 à 6048).

DESGRANGES (M. Pierre), Député de la Loire (R. S.).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé : secrétaire de la Commission de la production industrielle [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la production

industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [15 novembre 1954] (F. n° 442), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'importation des filés de coton par l'abolition des droits de douane sur ces produits, n° 834. — Le 12 juin 1954, une proposition de loi tendant à prévoir pour les anciens prisonniers de la guerre 1914-1918 et leurs ayants cause l'octroi d'un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, n° 8651. — Le 10 novembre 1954, une proposition de loi tendant à prévoir l'attribution au Ministère de la Défense nationale d'un contingent spécial de Légions d'honneur et de médailles militaires destinées à récompenser spécialement les services des déportés résistants, n° 9444. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre sous certaines conditions aux commerçants et industriels assujettis aux impôts sur les B.I.C. de déduire de ces impôts le montant des prêts qu'ils pourront accorder à leurs employés pour construire un logement, n° 10853. — Le 17 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux anciens combattants des deux guerres ayant acquis par deux fois le titre de combattant volontaire, le droit, quel que soit leur âge, au maximum de la retraite des anciens combattants, n° 11912. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder à tous les fusillés de la Résistance ayant échappé à la mort le statut de déporté, n° 11994.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la grave crise du textile [20 juin 1952] (p. 3081); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise dans la région de Saint-Etienne, l'insuffisance de la modernisation des usines* [1^{er} juillet 1952] (p. 3363, 3364). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport relatif à*

l'indemnisation des tréfonciers de la Loire [17 mars 1953] (p. 1967); — sur l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition relative aux tréfonciers de la Loire* [27 mars 1953] (p. 2464). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Situation des tréfonciers de la Loire, règlement définitif des redevances)* [10 juin 1954] (p. 2910); — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote (Les déportés d'Eisenberg)* [3 mars 1955] (p. 1052); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5236).

DESHORS (M. Jean), *Député de la Haute-Loire (P. C. D.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives (notamment les ordonnances des 21 avril 1944, 6 avril 1945, 13 septembre 1945 et les lois des 19 janvier 1946, 26 avril 1946, 4 octobre 1946 et 8 octobre 1946) qui ont déclaré inéligibles des citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée communale, départementale ou nationale, **n° 1190**. — Le 15 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code pénal relatif aux sanctions infligées à la suite d'infractions à la législation sur la pharmacie, **n° 2404**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 de la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, validée et modifiée par l'ordonnance du 23 mai 1945, **n° 2823**. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les

anciens combattants médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, **n° 5411**. — Le 3 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence la loi sur la vaccination obligatoire des animaux contre la fièvre aphteuse, **n° 5450**. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, **n° 8009**. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole, **n° 8080**. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à faire participer les présidents des chambres d'agriculture aux commissions départementales chargées de l'examen des dossiers de bourses, **n° 11645**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de choix des parents)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6763, 6764); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les engagements du Président du Conseil, le problème confessionnel, l'œuvre scolaire de l'église, les résultats brillants des élèves des écoles libres)* [6 septembre 1951] (p. 6988, 6989, 6990, 6991); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 5100 : *Amendement de M. Lucas tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importations de produits laitiers)* [21 novembre 1951] (p. 8300); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 *ter* : *Réévaluation du cadastre* [22 décembre 1951] (p. 9628, 9629); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande d'interruption du débat (Révision de l'impôt sur la propriété non bâtie)* [26 février 1952] (p. 980 et suiv.); *la retire* (p. 984); — du projet de loi portant fixation des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 10 : *Son amendement tendant à créer une allocation de la mère au foyer pour les mères de trois enfants et plus* [29 janvier 1953] (p. 669); *le retire* (p. 669); — d'une proposition de loi relative à la suppres-

sion des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Vente directe au consommateur* [24 mars 1955] (p. 1923); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Discussion générale (Rôle des chambres d'agriculture, exemple du Danemark, historique de l'enseignement agricole, introduction d'un programme agricole et ménager dans les programmes de l'enseignement primaire)* [6 mai 1955] (p. 2582 à 2585). = S'excuse de son absence [27 novembre 1953] (p. 5628), [12 janvier 1954] (p. 42). = Obtient des congés [27 novembre 1953] (p. 5628), [12 janvier 1954] (p. 42).

DESSON (M. Guy), *Député des Ardennes (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**); Président de cette Commission [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**).

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au papier destiné aux livres classiques primaires le tarif pratiqué par la société professionnelle des papiers de presse pour les journaux et à exonérer provisoirement de la prime de conjoncture tout le papier destiné à l'édition des livres scolaires, **n° 625**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causés des

réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de l'Etat en temps de guerre, **n° 1093**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le taux de la prime de conjoncture appliquée sur les ventes de papier Afnor 1/1 destiné à l'édition au taux de la prime de conjoncture appliqué au papier journal vendu à la société professionnelle de papier de presse, **n° 1869**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à subordonner le maintien de la prime dite de conjoncture pour l'industrie papetière à la fourniture par celle-ci d'une quantité minimum de papier de qualité Afnor 1/1, **n° 2075**. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à exonérer du timbre piscicole les titulaires de la carte d'économiquement faible, **n° 2395**. — Le 28 mars 1952, un avis au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1370) autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière signé à Genève le 19 septembre 1949, **n° 3097**. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 72 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel pour permettre l'installation de postes de télévision, **n° 3195**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 3285 (rectifié)**. — Le 11 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, **n° 3309**. — Le 11 avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 79 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, **n° 3318**. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter le dernier alinéa de l'article 24 du décret n° 46-2880 du 10 décembre 1946 afin de permettre aux femmes divorcées, ayant plusieurs enfants à charge, de continuer de percevoir l'allocation de salaire unique, même si elles n'exercent pas d'activité salariée, **n° 3428**. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la presse

sur la proposition de loi (n° 3285 rectifié) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 4142**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causés des réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, **n° 4300**. — Le 7 octobre 1952, un avis au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1371) portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière, **n° 4331**. — Le 14 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 4276) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Radiodiffusion-Télévision française, **n° 4771**. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 4858**. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de mutation perçus à l'occasion des échanges de terrains dans les communes non remembrables **n° 4897**. — Le 4 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur : 1° le projet de loi (n° 4281) relatif au fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique française ; 2° la proposition de loi (n° 3285 rectifié) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 4968**. — Le 13 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir et développer la vente du livre français à l'étranger, **n° 5092**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et à mettre en application des mesures susceptibles de définir et d'aider la petite exploitation cinématographique, **n° 5566**. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi tendant à réglementer l'affichage, **n° 6018**. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 juin 1938 portant statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, **n° 6594**. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis

(n° 6582) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4281) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 6614**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la détermination des allocations de chômage soit effectuée d'après la population actuelle des villes dans lesquels sont domiciliés les travailleurs sans emploi, **n° 6634**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les insectes nuisibles sur le domaine de l'Etat, **n° 6787**. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4497) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention conclue entre la France et le Grand Duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952 à Luxembourg et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises, **n° 6914**. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 271 du Code général des impôts, **n° 7487**. — Le 25 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 8542**. — Le 6 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 8542) tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 9103**. — Le 6 août 1954, un avis au nom de la Commission de la presse sur le rapport (n° 9067) fait sur l'avis (n° 8768) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1228) tendant à compléter l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en vue d'interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, **n° 9104**. — Le 11 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 5 mars 1954 relatif à l'épandage des produits antiparasitaires et insecticides et à prendre les mesures

nécessaires pour indemniser les apiculteurs dont les essaims ont été détruits à la suite des opérations de désinsectisation, **n° 9137**. — Le 13 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur les propositions de résolution : 1° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 8928) tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts de la population scolaire et sportive de la région parisienne, à l'occasion du programme d'édification de la Maison de la Radiodiffusion-Télévision française ; 2° de M. Joseph Denais (n° 8932) tendant à inviter le Gouvernement à un nouvel examen des projets intéressant la Maison de la Radio, **n° 9180**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 22 septembre 1953 (modifié le 30 septembre 1953) relatif à la location-gérance des fonds de commerce et notamment à exclure du champ d'application de certaines de ses dispositions les entreprises de théâtre de music-hall et de cinéma, **n° 9370**. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 53-1335 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, **n° 9408**. — Le 31 décembre 1954, une proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 34 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 9858**. — Le 4 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 9408) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 53-1335 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, **n° 10283**. — Le 24 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, **n° 10505**. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 9858) de M. Desson tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 34 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique,

n° 10513. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux rédacteurs-speakers, journalistes, traducteurs et secrétaires speakers étrangers ou apatrides de la Radiodiffusion française le bénéfice de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, **n° 10687**. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 10505) de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, **n° 10840**. — Le 26 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 10505) de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, **n° 11325**. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative à la réglementation régissant les salles de spectacles, **n° 11410**.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Mayenne [5 juillet 1951] (p. 5886). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêté du 8 août 1951 concernant l'application de l'aide temporaire à l'industrie cinématographique [24 août 1951] (p. 6505). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution relative au papier pour l'impression des livres scolaires [28 août 1951] (p. 6533). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones ; *Discussion générale (Ses observations sur la correction des anomalies des zones de salaires)* [14 septembre 1951] (p. 7362); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9008, 9009); Art. 2 : *Son amendement rela-*

tif au maintien des avantages accordées aux travailleurs français (p. 9029); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (censure cinématographique)* [13 décembre 1951] (p. 9165, 9166); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention à France-Presse (Informations de France-Presse)* (p. 9167); TÉLÉVISION ET RADIODIFFUSION; Chap. 3060 : *Accords avec les sociétés d'auteurs* [19 décembre 1951] (p. 9354); Art. 2 : *Relèvement de la taxe radiophonique* (p. 9360); PRÉSIDENTE DU CONSEIL en 2^e délibération; Chap. 1000 : *Service technique et juridique de la presse* [21 décembre 1951] (p. 9498); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Article additionnel : *Son amendement relatif aux étrangers d'origine française* [24 décembre 1951] (p. 8914); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le fonctionnement de la Caisse de compensation des ouvriers frontaliers qui a abouti au lock-out de l'industrie frontalière ardennaise [25 février 1952] (p. 859); — sur la fixation du prix du papier journal [4^{er} avril 1952] (p. 1683); — sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 1952 annulant le décret qui rendait applicable à l'Algérie la loi du 11 mai 1946 [8 avril 1952] (p. 1988); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur les biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2223, 2224); *ses observations sur l'application de l'arrêt annulant le transfert des biens de presse en Algérie* (p. 2227). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE; en qualité de Rapporteur pour avis [15 novembre 1952] (p. 5206, 5207); Chap. 3060 : *Amendement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteur (Calcul du pourcentage des droits d'auteur)* (p. 5219); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; en qualité de Rapporteur [6 février 1953] (p. 1021 et suiv.); discussion générale (*Ses observations sur la propagande communiste*

contre le festival de Cannes) [19 février 1953] (p. 1172, 1173); Article premier : *Amendement de M. Jules-Julien relatif à la date d'application de la loi* (p. 1174); Art. 2 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à financer la reconstitution des films détruits en temps de guerre* (p. 1176); Art. 4 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à inclure la référence de l'article 1621 du Code général des impôts* (p. 1177, 1178); *Amendement de M. M. Dupuy tendant à porter à six ans la durée de la taxe spéciale* (p. 1179); Art 5 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à ne taxer que les films étrangers doublés* (p. 1180); *Amendement de M. de Léotard tendant à réduire le taux de la taxe sur les films étrangers en version originale* (p. 1180, 1181); *Amendement de M. Grenier relatif à l'aide aux films français à l'étranger* (p. 1182); Art. 8 : *Amendement de M. Lanet tendant à calculer le concours financier d'après les recettes métropolitaines du film intéressé* (p. 1186, 1187); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à accorder les mêmes avantages financiers aux films de court métrage qu'à ceux de long métrage* [20 février 1953] (p. 1207); *Amendement de M. Loustaunau-Lacau tendant à n'aider que les organismes de distribution distribuant des films français* (p. 1207); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à supprimer le cas de dispense résultant d'une décision du centre de la cinématographie* (p. 1207); *Amendement de M. Valabrègue relatif au taux de l'aide pour l'exportation de films* (p. 1209); Art. 10 : *Amendement de M. Lanet relatif à la composition du jury de sélection des films de qualité* (p. 1210); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité* (p. 1210); Article additionnel : *Amendement de M. Lanet tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert-comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1212, 1213); Art. 14 : *Amendement de M. M. Grimaud relatif aux modalités d'emploi de l'aide financière par les producteurs* (p. 1215); *Amendement de M. Lecanuet tendant à établir l'incessibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'Etat* (p. 1216); Art. 13 : *Amendement de M. Lanet tendant à faire établir un certificat de nationalité du film par l'expert-comptable* (p. 1218); Art. 15 : *Amendement de M. Lanet tendant à n'exiger du producteur que soit un apport personnel de*

10 0/0 du devis, soit une caution de 20 0/0 du devis (p. 1220); Amendement de M. M. Dupuy tendant à exiger du producteur les contrats d'engagement des techniciens (p. 1239); Amendement de M. Berthet tendant à empêcher les distributeurs et exportateurs de prélever avant le paiement intégral des créanciers (p. 1240); Amendement de M. Grenier tendant à ne pas exiger des producteurs un apport personnel (p. 1240); Art. 20 : Amendement de M. M. Grimaud relatif au paiement par les producteurs des dépenses privilégiées (p. 1243); Art. 22 : Amendement de M. M. Grimaud relatif au cas des producteurs en faillite (p. 1245); suite du débat (ibid.); Art. 23 : Aide aux films documentaires et éducatifs [26 février 1953] (p. 1388); Amendement de M. Taillade tendant à réserver 10 0/0 des ressources du fonds pour l'aide aux films documentaires (p. 1388); Amendement de M. Savale tendant à réserver un dixième de la dotation pour les films éducatifs (p. 1388 et suiv.); Art. 24 : Amendement de M. Lanet tendant à supprimer les dérogations prévues (p. 1391); Amendement de M. Grenier tendant à aider plus de 80 films documentaires par an (p. 1391); Amendement de M. Taillade tendant à ne pas exiger quatre mois de projection au minimum (p. 1392); Amendement de M. Taillade tendant à porter à 150 le nombre des prix (p. 1392); Art. 25 : Amendement de M. M. Dupuy tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de emploi pesant sur les prix accordés (p. 1393); Art. 26 : Amendement de M. Lanet tendant à permettre aux petits exploitants de grouper leurs droits à une aide financière (p. 1394); Amendement de M. Blachette tendant à étendre l'article à l'Algérie (p. 1394); Amendement de M. Lecanuet tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette (p. 1396); Art. 27 : Amendement de M. Lanet tendant à favoriser les exploitants sinistrés par faits de guerre (p. 1399); Art. 30 : Amendement de M. Lanet tendant à aider les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieurs ont été tournées en studio (p. 1401, 1402); Amendement de M. Bouxom tendant à obliger le conseil d'administration du fonds à répartir les fonds (p. 1402); Amendement de M. de Léotard tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studios [27 février 1953] (p. 1477, 1478); Art. 31 : Amendement de M. Taillade

tendant à fixer à 4 0/00 le taux de la subvention pour la presse filmée (p. 1479, 1480); Amendement de Grenier tendant à favoriser les journaux filmés tournés par des équipes françaises (p. 1481); Son amendement relatif aux salles dont les exploitants ont renoncé au bénéfice de la loi (p. 1482); Article additionnel: Amendements de M. Bichet tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français (p. 1483); Art. 34 : Amendement de M. Cornignon-Molinier tendant à faire bénéficier le fonds des intérêts des sommes disponibles dont il n'a pas la disposition (p. 1484); Art. 36: Amendement de M. M. Grimaud relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe (p. 1486, 1487); Article additionnel: Sa demande de seconde délibération (p. 1489); Art 8: Nouveau texte de la Commission (p. 1489); Amendement de M. Villeneuve tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer (p. 1490); Art. 12 bis: Demande de seconde délibération de l'article, présentée par M. Grenier (Nouveau vote sur l'amendement de M. Lanet) (p. 1490); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur: Serallie au texte amendé par le Conseil de la République [24 juillet 1953] (p. 3890); Art. 4: S'oppose à l'amendement de M. Jules-Julien tendant à reprendre partiellement le texte du Conseil de la République précisant les modalités d'assiette et de perception (p. 3891); Art. 31: Subventions à la presse filmée (Pour la reprise du texte de l'Assemblée) (p. 3898); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; Article unique: Amendement de M. Gosset tendant à prévoir par décret des critères pour la valeur représentative des organisations professionnelles [20 février 1953] (p. 1237, 1238). — Est entendu sur l'ordre du jour: Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma [24 février 1953] (p. 1287). — Dépose une demande d'interpellation: sur l'attitude qu'entend adopter le Gouvernement à l'égard de la S.N.E.P. et de son président directeur général [12 mai 1953] (p. 2638); — sur la partialité de la Radio pendant les mouvements sociaux d'août 1953 [6 octobre 1953] (p. 4013); — sur le lock-out illégal des travailleurs des théâtres nationaux [23 octobre 1953] (p. 4530). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954),
RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION: Sa motion pré.

judicielle tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Développement nécessaire de la télévision, insuffisance des ressources propres de la télévision à combler par l'emprunt, inconvénients de la publicité) [14 novembre 1953] (p. 5135 et suiv.); la retire (p. 5143); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, Etat A, Chap. 10-20** : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Traitements des agents techniques) [8 décembre 1953] (p. 6304); Chap. 10-50 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des émissions artistiques (Programmes régionaux de Lille) (p. 6306, 6307); Chap. 10-60 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Reclassement des speakers) (p. 6308); Chap. 10-70 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Suppression des « pigistes » permanents de la revue de presse) (p. 6308, 6309); la retire (p. 6310); Chap. 30-20 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des émissions d'information (Redevances pour les reportages sportifs) (p. 6311); la retire (ibid.); Art. 6 : Son sous-amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe radiophonique dans les départements d'outre-mer [9 décembre 1953] (p. 6339, 6340); en qualité de Rapporteur pour avis [14 décembre 1953] (p. 6782 et suiv.); Sa demande de suspension de séance (p. 6784); Discussion générale (Organisation du débat) (p. 6784); Art. 6 : Son sous-amendement tendant à porter à 5.000 francs par an la redevance sur les postes de télévision (p. 6787, 6788); Sa demande de suspension de séance (p. 6791); Etat A, Chap. 30-60 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteurs (Création d'œuvres inédites) (p. 6792); la retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (Développement de l'infrastructure de la télévision) (p. 6795, 6796); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République** : Ses explications de vote sur l'ensemble (Financement de la télévision) [31 décembre 1953] (p. 7239); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : Motion préjudicielle de Mme François (Communication de la liste des grâces accordées par le Président de la République) [7 mai 1954] (p. 2202); Art. 3 :

Réglementation du temps de parole (p. 2221); Art. 18 : Amendement de M. Isorni (Présomption de bonne foi en faveur des prisonniers, veuves de guerre et orphelins) [20 mai 1954] (p. 2543); Sa demande de seconde délibération en vertu de l'article 58 du Règlement (p. 2557); Ses explications de vote (Habilité de M. de Moustier dans son rôle de Rapporteur) (p. 2558). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement (Dévolution des biens de presse) [18 mai 1954] (p. 2491). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie d'un hebdomadaire politique [2 juin 1954] (p. 2777). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Son article additionnel (Exonération de la patente pour les éditeurs de presse) [25 juin 1954] (p. 3098); le retire (ibid); Son article additionnel (Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession) [6 juillet 1954] (p. 3208); — du projet de loi relatif à la signalisation routière, en qualité de Rapporteur pour avis : Observations de la Commission de la presse [7 juillet 1954] (p. 3277); Art. 2 : Son amendement (Publicité routière) (p. 3278, 3279); la retire (p. 3279); — du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955 : Agence France-Presse et transport des journaux et périodiques par le chemin de fer [24 novembre 1954] (p. 5374); Ses explications de vote (Prix du papier de presse, fiscalité de la publicité, non-imposition des provisions constituées en vue de l'acquisition des matériels nécessaires à l'exploitation d'un journal) (p. 5379, 5380); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : M. Pflimlin et le douzième provisoire pour février [1^{er} mars 1955] (p. 905); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** pour 1955 : Sa motion préjudicielle (S.O.F.I.R.A.D. et postes périphériques, équipement de la télévision, insuffisance des émissions dans le Nord-Est, publicité sur les ondes) [17 mars 1955] (p. 1580, 1584, 1585); la retire (p. 1586); Etat A, Chap. 10-40 : Musiciens, disparités en matière de salaires (p. 1617); Chap. 10-70 : Journalistes « pigistes » (p. 1623); Son amendement indicatif (Direction des émissions vers l'étranger) (p. 1623); la retire (ibid); Chap. 10-80 : Son amendement indicatif (Journalistes étrangers ou apatrides victimes de

Vichy) (p. 1624); *le retire* (*ibid*); Art. 8 : *Son amendement tendant à sa suppression (Exemptions)* (p. 1632); *Son article additionnel (Redevance, exonérations et augmentation corrélative)* (p. 1635 et suiv.); *Son article additionnel modifié (A partir du 1^{er} janvier 1956)* (p. 1638). — Dépose une demande d'interpellation sur le bouleversement créé par M. le Ministre de l'Agriculture dans les propositions établies par les commissions départementales de productivité et d'équipement agricole [19 mars 1955] (p. 1709). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Actes conclus en application de la loi sur les biens de presse, exonération du droit de transcription et de la taxe hypothécaire)* [19 mars 1955] (p. 1759); *Son amendement (Exemptions fiscales pour les entreprises attributaires des biens de presse)* (p. 1759); *Son amendement (Exonérations fiscales destinées à faciliter la constitution de stocks de papier de presse)* (p. 1759). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative au refus de visa de censure opposé au film « Bel Ami » : *Le problème de la censure cinématographique* [17 mai 1955] (p. 2828). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la lutte antialcoolique (limitation des débits de boissons); Art. 35 : *Son amendement (Publicité)* [9 novembre 1955] (p. 5587). = S'excuse de son absence [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient un congé [18 octobre 1955] (p. 5128).

DETŒUF (M.), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) (R. I.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission des pensions [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 28 du statut du

fermage, n° 6169. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à protéger l'unité de l'exploitation agricole, n° 8696. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, n° 8697. — Le 10 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 8697) de M. Detœuf relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, n° 9446. — Le 16 novembre 1954, une proposition de loi tendant à aménager les droits successoraux en faveur de l'habitat rural, n° 9477. — Le 30 juin 1955, un avis au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 8697) de M. Detœuf relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, n° 11071.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'absence de véritable politique agricole, le statut du fermage, la motorisation agricole, l'insuffisance des méthodes agricoles actuelles)* [8 juillet 1952] (p. 3678 et suiv.); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse; Art. 3 : *Son amendement tendant à établir un prix forfaitaire de vaccination par animal à la charge de l'éleveur* [24 mars 1953] (p. 2288, 2289); — des interpellations concernant la politique agricole : *Caractère inopportun du débat, défense des réalisations déjà obtenues par le présent Gouvernement (Réforme de l'O. N. I. C., marchés de la betterave et de la viande); malfeasance du Plan Monnet conçu à l'inspiration américaine et ruineux pour les petites exploitations françaises (Motorisation, surproduction, endettement); critique du mode de scrutin actuel; appel à l'indépendance du député en face de toutes les pressions* [20 octobre 1953] (p. 4386, 4387); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services agricoles (Organisation des services agricoles départementaux)* [3 décembre 1953] (p. 5925); *le retire* (p. 5926). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats du plan Monnet et les conséquences du plan Hirsch sur l'économie agricole française [31 mars 1954] (p. 1529). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre

financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Faillite du plan Monnet en matière agricole, surproduction dans certains domaines [betteraves], exploitations familiales)* [6 août 1954] (p. 3914 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et la production betteravière [31 décembre 1954] (p. 7051). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *M. Mendès-France et l'agriculture, la betterave, la baisse; fonds de garantie mutuelle, politique de la qualité; le W, engrais et matériel; l'exploitation familiale* [18 février 1955] (p. 807 et suiv.); — à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Orientation de la production agricole* [25 mai 1955] (p. 2999).

DEVEMY (M. Roger), Député de Saône-et-Loire. — (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des suppléments familiaux afférents aux pensions de la loi du 31 mars 1919 aux veuves de guerre titulaires d'une pension au titre de l'article 50 de la loi du 14 avril 1924, n° 1258. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen, n° 1283. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à autoriser les veuves de guerre à cumuler l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec leur pension, n° 1284. — Le 8 novembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de

loi de M. Daveau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 36, paragraphe C, de la loi du 14 avril 1924 relatif aux bénéficiaires de campagne accordés aux militaires et aux marins en service dans les départements et territoires d'outre-mer, n° 1428. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à proroger dans certains cas exceptionnels le droit à la protection de l'État pour les orphelins de guerre pupilles de la nation devenus majeurs, n° 2895. — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 2668) relatif à l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre, n° 3005. — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 1574) tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, n° 3006. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer au Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre les questions concernant les aveugles civils et paraplégiques qui avaient atteint leur majorité lors du décès de leur père « mort pour la France » entre 1939 et 1945, n° 3373. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à réserver, à titre conservatoire, les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit jusqu'à la majorité de ces derniers, n° 5292. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à rendre possible le mélange des avantages familiaux auxquels peuvent prétendre les divers enfants d'une même famille, n° 5293. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à reporter sur la tête des orphelins mineurs d'un premier lit la réversion de la pension civile ou militaire de leur père, toutes les fois où leur mère remariée et redevenue veuve perçoit elle-même, du fait de son second mari, une pension de retraite, n° 5294. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à revaloriser la rente allouée par la loi n° 50-928 du 8 août 1950 à certaines veuves de pensionnés, n° 5295. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à ne faire entrer que partiellement la pension de veuve de guerre dans le calcul des ressources permettant de bénéficier des diverses lois d'assistance, n° 5296. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à accorder à la veuve de

guerre dont la pension est partagée avec des enfants d'un premier lit, la majoration prévue à l'article 20, paragraphe 3, de la loi du 31 mars 1919, qu'elle bénéficie ou non par ailleurs d'une pension rémunérant les services du disparu, n° 5297. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à donner aux veuves de salariés victimes de la guerre le libre choix de l'organisme qui devra leur verser les prestations familiales, n° 5298. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à accorder une pension au taux normal à tous les enfants d'invalides et de mutilés décédés des suites de leurs blessures, n° 5299. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution des avantages familiaux aux orphelins de père et de mère, n° 5302. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941, portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics, départementaux et communaux, et à modifier l'article 64 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et par voie de conséquence de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, n° 5717. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5292) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à réserver, à titre conservatoire, les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit jusqu'à la majorité de ces derniers, n° 5944. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5293) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à rendre possible le mélange des avantages familiaux auxquels peuvent prétendre les divers enfants d'une même famille, n° 5945. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5294) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à reporter sur la tête des orphelins mineurs d'un premier lit la réversion de la pension civile ou militaire de leur père, toutes les fois où leur mère remariée et redevenue veuve perçoit elle-même, du fait de son second mari, une pension de retraite, n° 5946.

— Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5295) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la rente allouée par la loi n° 50-928 du 8 août 1950 à certaines veuves de pensionnés, n° 5947. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5297) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à la veuve de guerre dont la pension est partagée avec des enfants d'un premier lit, la majoration prévue à l'article 20, paragraphe 3, de la loi du 31 mars 1919, qu'elle bénéficie ou non par ailleurs d'une pension rémunérant les services du disparu, n° 5948. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3749) de MM. Dorey, Bouxom et Jean Cayeux tendant à modifier les dispositions de l'article 31 du Code des pensions civiles et militaires de retraite relatif aux majorations pour enfants accordées aux agents de l'Etat bénéficiaires d'une pension de retraite, n° 7082. — Le 5 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5292) de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à réserver, à titre conservatoire, les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit jusqu'à la majorité de ces derniers, n° 7083. — Le 5 novembre 1953, un avis présenté au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6194) de MM. Badie et Devemy tendant à accorder aux pensionnés d'invalidité ressortissant du Ministère des Anciens combattants des réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun, n° 7084. — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit, n° 7134. — Le 3 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 7136) établissant un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émoluments aux anciens combattants et victimes de la guerre et portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, n° 7361. — Le 6 décembre 1953, un rapport supplémentaire

au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 7136) et la lettre rectificative (n° 7386) au projet de loi établissant un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émoluments aux anciens combattants et victimes de la guerre et portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, n° 7387. — Le 30 décembre 1953, au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 7520) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7136) adopté par l'Assemblée Nationale pour l'application de nouveaux taux d'émoluments et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 7532. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les infirmières de la Croix-Rouge, mises à la disposition du service de santé pendant la guerre de 1914-1918, des avantages accordés aux anciens combattants au point de vue de l'ancienneté et du calcul de la pension de retraite par les lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948, n° 7875. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7713) relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, n° 8135. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 7690) de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux petites catégories de retraités de l'Etat une indemnité dégressive de cherté de vie et à mettre à l'étude un plan permettant d'assurer par étapes le respect intégral de la péréquation des pensions prévues par la loi du 20 septembre 1948, n° 8138. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre remariées, séparées de fait de leur second mari, le bénéfice des dispositions de l'article 21 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953, leur permettant de recouvrer dans certaines conditions, l'intégralité de leur droit à pension, n° 8491. — Le 27 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues en 1955 dans le département de Saône-et-Loire, n° 10003. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi faisant bénéficier les combattants des théâtres d'opérations extérieurs de toutes les dispositions relatives aux

combattants, n° 10351. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8649) de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à permettre à certaines catégories de retraités proportionnels, nommés tardivement dans un emploi de la catégorie B, de bénéficier d'une pension d'ancienneté, n° 10720. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10007) de MM. Dorey et Moisan tendant à sauvegarder les droits à pension des personnes qui ont exercé successivement plusieurs activités professionnelles au cours de leur carrière et à leur accorder, au titre de chaque régime de retraite public ou privé auquel elles ont été affiliées, une pension correspondant à la durée des services justiciables de ce régime, n° 10721. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 10945) relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps de certaines victimes civiles de la guerre décédées en Indochine et ayant obtenu la mention à titre civil « Mort pour la France », n° 11160. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires atteints d'affections cardiaques le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre donnant droit à un congé de longue durée, n° 11218.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Application du statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne)* [18 mars 1952] (p. 1350, 1351, 1354). — Dépose une demande d'interpellation sur le retard anormal que la police a mis à transmettre les renseignements qu'elle détenait sur Tacnet-Ducreux [20 mars 1952] (p. 1372); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la lenteur des recherches de la police et la constitution de dossiers sur les parlementaires* (p. 1373 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux invalides à partir de l'âge de 60 ans* [6 juin 1952] (p. 2753);

— d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur les déportés politiques)* [24 octobre 1952] (p. 4383 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants, anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4639); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat D, Chap. 4691 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux pensions d'invalidité (Pensions des veuves de guerre plus faibles que celles des veuves d'accidentés du travail)* [27 novembre 1952] (p. 5735, 5736); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Oppose la question préalable* [2 décembre 1952] (p. 5889 et suiv.); Etat A, Chap. 3101 : *Rapatriement des corps de soldats tués et entretien des cimetières militaires* (p. 5905, 5906); *Amendement de M. Guislain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Pensions des anciens combattants, des veuves de mutilés)* [20 décembre 1952] (p. 6684); *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* (p. 6690, 6691); Titre IV : *Importance du budget des Anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6709 et suiv.); *Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions* (p. 6725, 6726).

— Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la levée de l'immunité de certains parlementaires [31 octobre 1952] (p. 4649). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de la RECONSTRUCTION ET DES DOMMAGES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5400); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Aide de l'Office aux pupilles de la*

nation) [24 janvier 1953] (p. 289); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0* (p. 291, 292); Article additionnel : *Son amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement un texte codifiant les lois définissant les droits des anciens combattants et victimes de guerre* (p. 295); *Sous-amendement de M. Le Coutaller tendant à discuter avant le 31 mars le rapport Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les revendications des anciens combattants* (p. 297); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1er janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Son amendement tendant à exiger le contre-seing des Ministres intéressés (mieux informés)* [7 juillet 1953] (p. 3317, 3318); *le retire* (p. 3318); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les Anciens combattants et Victimes de guerre, en qualité de Rapporteur [4 décembre 1953] (p. 6038 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Droits des victimes de guerre 1939-1945 réglés par décret-loi du 9 août 1953)* (p. 6045); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Les 60 milliards accordés aux anciens combattants et veuves de guerre insuffisants car irréels)* [5 décembre 1953] (p. 6059, 6061); *Motion préjudicielle de M. Mouton demandant le renvoi à la Commission pour protester contre l'insuffisance de la première tranche de crédits* (p. 6062); *Discussion générale (Crédits du budget des Anciens combattants non utilisés chaque année)* (p. 6078); Art. 1^{er} : *Présomption d'origine pour les bénéficiaires du Code des pensions* (p. 6079); Article additionnel : *Amendement de M. Hulin relatif à la définition des traitements bruts* (p. 6081); Art. 3 : *Modification des taux de pension d'invalidité des victimes de guerre* (p. 6082, 6083); Art. 6 bis : *Majoration de l'allocation des invalides (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6083); Art. 7 : *Allocation des grands invalides (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6084); Art. 16 : *Sa demande de réserver l'article relatif aux pensions des enfants infirmes* (p. 6088); Art. 18 : *Amendement de M. Lefèvre*

relatif au calcul de la pension des ascendants (p. 6089); Art. 21 bis: *Droit d'option entre pensions pour les veuves de guerre* (p. 6090); Titre II: *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* (p. 6092, 6093); Art. 3: *Amendement de M. Cherrier tendant à reprendre le texte de la Commission pour le taux des petites pensions* [6 décembre 1953] (p. 6103); Art. 9: *Sa demande de suspension de séance* (p. 6104); *Allocation aux grands invalides* (p. 6104); Art. 14: *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées* (p. 6105); Art. 14 ter: *Veuves de guerre remariées et redevenues veuves ou divorcées* (p. 6107); Art. 15: *Amendement de Mme Péri tendant à accorder un supplément familial aux enfants des veuves* (p. 6107); Art. 16: *Pensions des enfants infirmes de veuves de guerre* (p. 6107); Art. 18: *Pensions des ascendants (Nouveaux taux)* (p. 6108); Art. 22-5: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée relatif au pécule des déportés* (p. 6112); Art. 22-10: *Pécule des anciens prisonniers de guerre (Règlement des petits pécules en une fois)* (p. 6115); Art. 22-10 bis: *Pécule des réfractaires du S.T.O.* (p. 6115, 6116); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7048); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3402: *Matériel de l'Administration centrale (Machines de comptabilité mécanographique)* [6 décembre 1953] (p. 6153); Chap. 3412: *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des invalides (Traitement des paraplégiques)* (p. 6154); Chap. 3651: *Office national des anciens combattants (Danger des réductions de crédits)* (p. 6158); Chap. 4603: *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de remboursement à la S.N.C.F. (Réductions de tarif pour les mutilés en avion)* (p. 6159); Chap. 4636: *Pécule des réfractaires et déportés du travail (Revendications des déportés du S.T.O.)* [7 décembre 1953] (p. 6170, 6171); Chap. 4651: *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Taux des pensions des veuves et orphelins de guerre)* (p. 6172, 6173); Article additionnel: *Amendement de M. Tourné tendant à dépenser tous les crédits prévus pour*

les anciens combattants et victimes de guerre (p. 6183); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Application du plan quadriennal de majoration des pensions)* (p. 6183, 6184); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01: *Son amendement (Réduction du traitement du Ministre correspondant à la retenue subie par les gradés à solde mensuelle anciens prisonniers de guerre)* [18 mars 1954] (p. 988); *le retire* (p. 989); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: Art. 14 quater A: *Amendement de M. Triboulet (Pensions des ouvriers de la Défense nationale licenciés)* [1^{er} avril 1954] (p. 1607). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative aux avantages accordés aux prisonniers de guerre [19 mars 1954] (p. 1059, 1060). — Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer: *Son ordre du jour (Position des départements d'outre-mer dans la collectivité française, création d'un organisme permanent interministériel de coordination, plan de modernisation et d'équipement, échanges commerciaux avec la métropole)* [9 avril 1954] (p. 2029); *le retire* (p. 2030). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative à l'application, aux combattants d'Indochine et de Corée, des dispositions relatives aux anciens combattants [25 juin 1954] (p. 3089). — Prend part à la discussion au fond des interpellations sur la situation en Afrique du Nord: *Scission à éviter entre les anciens combattants « à peau blanche » et « à peau brune »* [10 décembre 1954] (p. 6072). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la reconversion économique et au reclassement de la main-d'œuvre [17 décembre 1954] (p. 6500, 6501). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis: Application du « plan quadriennal », rapport constant* [25 janvier 1955] (p. 211 à 222); *Absence de lettres rectificatives* (p. 213); *Mesures nouvelles* (p. 220); *Ministre et ministère, indice 170, rapport constant, grands invalides, pensions des veuves, retraites* [9 mars 1955] (p. 1215 à 1218);

Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Corps d'inspecteurs)* (p. 1219, 1226) ; le retire (p. 1226) ; *Vote sur l'amendement indicatif de M. Pradeau (Agents administratifs et agents spéciaux)* (p. 1230) ; Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Neutralité des secrétaires départementaux, centre des paraplégiques, attribution de l'Hôtel des Invalides)* (p. 1236, 1237, 1239) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Moyens des services extérieurs, les retards)* (p. 1240, 1241) ; le retire (p. 1242) ; Chap. 31-22 : *Transfert des corps* (p. 1243) ; Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Institution nationale des Invalides)* (p. 1244) ; Chap. 34-21 : *Camions ateliers pour les mutilés d'Afrique* (p. 1244, 1245) ; Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Cimetières et ossuaires)* (p. 1247) ; Chap. 34-24 : *Son amendement indicatif (Regroupement de tombes, transferts de corps)* (p. 1250) ; *Vote sur les amendements* (p. 1250) ; *Rapatriement des corps des soldats d'Indochine* (p. 1251) ; Chap. 41-91 : *Fêtes commémoratives du dixième anniversaire de la libération et de l'anniversaire de la bataille de la Marne* [10 mars 1955] (p. 1282, 1283) ; Chap. 46-03 : *Son amendement indicatif (Remboursement à la S. N. C. F., octroi de réductions aux anciens combattants des territoires d'outre-mer)* (p. 1285, 1286) ; le retire (p. 1286) ; Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Valeur du point indiciaire des pensions)* (p. 1298, 1299) ; Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1301, 1307) ; Chap. 46-25 : *Amendement indicatif de M. Guislain (Allocations spéciales aux impotents)* [11 mars 1955] (p. 1328) ; Chap. 46-28 : *Son amendement (Appareillage des mutilés)* (p. 1332) ; le retire (p. 1339) ; Art. 10 : *Son amendement (Droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* (p. 1356) ; le retire (p. 1357) ; *Son article additionnel (Intégration des agents des cadres temporaires du Ministère et de l'Office national des anciens combattants)* (p. 1358, 1359) ; le retire (p. 1360) ; *Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent* (p. 1362) ; *Son article additionnel (Allocation de grand mutilé afférente à la désarticulation de la hanche, aux amputés d'un membre inférieur)* (p. 1364, 1365) ; *Son article additionnel (Prise en considération dans le calcul de l'ancienneté du temps passé en détention ou déportation)* (p. 1367) ; *Article*

additionnel de M. Fourné (Paiement du reliquat du solde dû aux anciens prisonniers) (p. 1370) ; *Ses explications de vote* (p. 1378) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle discutée lors du débat du budget des Anciens combattants* [1^{er} février 1955] (p. 565) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote (Union de toutes les victimes de la guerre)* [3 mars 1955] (p. 1052). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article premier de la loi de finances aux propositions relatives à la création d'adjoints techniques des eaux et forêts et au régime de retraites dans les mines* [11 octobre 1955] (p. 4999, 5000). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [28 octobre 1955] (p. 5343). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Respect de la journée de la Toussaint* [28 octobre 1955] (p. 5350).

DEVINAT (M. Paul), Député de Saône-et-Loire (R. R. S.).

*Secrétaire d'Etat aux Travaux publics
et à l'Aviation civile*

(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [29 juillet 1955] (**F. n° 559**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des fonds affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**) ; de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Commission européenne du

charbon et de l'acier [30 juillet 1954] (**F. n° 416**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); en qualité de membre titulaire [10 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à adresser à la nation italienne le témoignage de la sympathie de l'Assemblée Nationale, à l'occasion du récent désastre causé par les inondations, **n° 1634**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux Français résidant au Maroc et en Tunisie d'avoir un domicile électoral à Paris et d'y voter par correspondance, **n° 2445**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français résidant en Tunisie, **n° 2909**. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, **n° 9775**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale; Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder la remise aux sociétés en liquidation ou en faillite* [30 août 1951] (p. 6622). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur le traité de paix japonais, le problème indochinois* [30 août 1951] (p. 6662, 6663). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre; Art. 1^{er} : *Sa demande de suspension de séance* [3 septembre 1951] (p. 6795); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Demande de suspension de séance de M. A. Marie* [7 septembre 1951] (p. 7039); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Son amendement tendant à faire fixer un budget type par la Commission supérieure des conventions collectives servant à la détermination du salaire minimum vital* [19 septembre 1951] (p. 7488, 7489); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire chiffrer le budget-type par l'Institut national de la statistique* [20 septembre 1951] (p. 7507); *Son amendement tendant à maintenir la législation existante concernant la fixation du salaire minimum garanti* (p. 7509); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Dangers d'inflation résultant de l'échelle mobile)* (p. 7525); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du 1^{er} collège en Côte-d'Ivoire* [23 novembre 1951] (p. 8410); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie; Art. 2 : *Son amendement tendant à permettre le panachage et le vote préférentiel* [30 novembre 1951] (p. 8694); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à obtenir des améliorations des clauses concernant la cour de justice, le comité consultatif et la haute autorité* [11 décembre 1951] (p. 9026); *Son amendement tendant à négocier des avenants aux dispositions transitoires (Sort des mines du Centre)* (p. 9028); le retire (ibid.); — d'un projet

de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 95-01 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 décembre 1951] (p. 10096, 10097); — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 359, 362); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Collège unique au Togo)* (p. 393, 394); — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Hostilité des radicaux à l'échelle mobile)* [7 février 1952] (p. 514); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le réarmement allemand nécessité par la situation internationale, la contribution française à l'armée européenne)* [12 février 1952] (p. 635 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du projet financier avant celui relatif à l'échelle mobile des salaires* [12 février 1952] (p. 638). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale; Art. 12 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à l'aliénation des immeubles domaniaux* [28 février 1952] (p. 1110); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 14 : *Son amendement tendant à recruter les juges du tribunal des ententes parmi les Conseillers d'Etat* [10 juillet 1952] (p. 3784); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4800 et suiv.); Art. 38 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation d'un contrat* [22 novembre 1952] (p. 5484); Art. 88 : *Amendement de M. Caillavet tendant à définir la famille du travailleur en la limitant à la femme et aux enfants* (p. 5496); Art. 90 : *Son amendement relatif à la prime de dépaysement* (p. 5497); Art. 144 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer* (p. 5527); Art. 148 bis : *Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'article interdisant aux inspecteurs du travail de posséder*

des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle (p. 5529); Art. 227 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5546, 5547). — Dépose une demande d'interpellation sur le développement de la situation militaire et de la situation politique en Indochine [20 mars 1953] (p. 2090). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'Aviation civile (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Commandes à l'industrie aéronautique)* [14 novembre 1953] (p. 5147); Chap. 3452 : *Demande de disjonction de M. Bouret du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* (p. 5149); Chap. 3453 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux navires météorologiques, présentée par M. Bouret (Frégates de l'Atlantique Nord à maintenir)* (p. 5150); Chap. 3472 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Entretien des avions des aéroclubs)* (p. 5151); Chap. 4394 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Personnel en service au Fezzan)* (p. 5151); *Amendements de MM. Barthélemy, Couston et Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence des aéroclubs)* (p. 5152); Chap. 4581 : *Amendements de MM. Midol et Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux transports aériens (Résultats financiers d'Air-France, commandes d'avions français)* (p. 5159); Chap. 5324 : *Etudes de prototypes (Mise en application de la loi-programme de 1950)* (p. 5160); Chap. 6320 : *Subventions pour achat d'avions (Fabrication des appareils Bréguet)* (p. 5161, 5162); Chap. 6670 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'aviation légère et sportive (Achat de matériel par les aéroclubs)* (p. 5163); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Sérafini tendant à reprendre*

le chiffre du Conseil de la République (*Création d'un poste de directeur de l'Administration générale*) [14 décembre 1953] (p. 6779); Chap. 4391 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour subventions diverses (Subventions à la Fédération nationale aéronautique)* (p. 6780); Etat B, Chap. 5390 : *Equipement des aéroports et routes aériennes (Statut du personnel d'Orly)* (p. 6781); *Groupement des services de l'aviation civile* (p. 6781). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'aviation civile* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Réformes nécessaires au Maroc (Sociales pour les masses, institutionnelles pour les élites nouvelles), interventions étrangères inadmissibles, témoignages de l'amitié franco-marocaine* [27 août 1954] (p. 4324); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME (III. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : *Attribution de primes de technicité à une partie du personnel* [17 novembre 1954] (p. 5137); Etat A, Chap. 31-01 : *Importance de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer, construction aéronautique, apprentissage de pilotes des élèves de l'Ecole de la France d'outre-mer, problème d'Air-France, coordination entre l'aviation et la marine marchande, accident du mont Cemet* (p. 5144 et suiv.); *Son amendement (Maintien du poste d'attaché à l'aviation civile)* (p. 5147); *le retire* (p. 5148); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer (Centre technique forestier tropical)* [16 décembre 1954] (p. 6461); *Déroulement du débat* (p. 6465); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Mission culturelle et économique de la France* [17 décembre 1954] (p. 6507), [18 décembre 1954] (p. 6548); Etat A, Chap. 37-94 : *Son amendement (Garanties aux entreprises françaises restant dans le Nord Viet Nam, évacuation et transfert des populations)* (p. 6564); *le retire*

(p. 6565); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des T. O. M. : Supériorité des Accords sur la C. E. D. (Non-discrimination entre la métropole et l'outre-mer, comme entre France et Grande-Bretagne, unité maintenue de l'armée française); Conditions acceptables pour une association positive des T. O. M. à l'Europe future (Pas de « colonialisme européen »); Inquiétudes touchant l'admission aux T. O. M. de travailleurs italiens et d'investissements industriels allemands (Communiqué du 23 octobre); Avis favorable, quoique avec « majorité réduite »* [21 décembre 1954] (p. 6682, 6683); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Solution libérale du problème tunisien)* [8 juillet 1955] (p. 3760); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin d'arrondissement à deux tours)* [16 novembre 1955] (p. 5765). — S'excuse de son absence [28 mars 1952] (p. 1607), [6 juillet 1954] (p. 3204), [3 décembre 1954] (p. 5740). — Obtient des congés [28 mars 1952] (p. 1607), [6 juillet 1954] (p. 3204), [3 décembre 1954] (p. 5740).

DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du Loiret (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 3 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 83) de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la non-reconduction du décret du 11 septembre 1931 déclarant d'utilité publique le projet d'adduction des eaux du Val de Loire à la ville de Paris, n° 956. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux.

n° 3036. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à certaines personnes visées par les lois raciales, ayant fait l'objet de différents procès-verbaux dressés par l'administration algérienne, **n° 3048.** — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret, notamment dans la banlieue nord-est d'Orléans ; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts ; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition de ceux des sinistrés qui ont à effectuer la réparation indispensable des biens endommagés, **n° 4058.** — Le 16 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes de la tornade qui s'est abattue le 12 décembre 1952 sur l'ensemble du département du Loiret, **n° 5119.**

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 22-0 : *Son amendement (Détaxation des gibiers et volailles)* [29 mars 1954] (p. 1397) ; *le retire* (ibid.).

DICKO (M. Hamadou), *Député du Soudan (S.).*

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6412). — Est nommé secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé secrétaire de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [18 février 1954] (**F. n° 349**).

Dépôt :

Le 4 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-

mer sur la proposition de loi (n° 1004) de M. Senghor et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, **n° 10099.**

Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du Soudan (collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6391) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5466) ; Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* (p. 5470) ; *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à donner aux inspecteurs du travail le contrôle des lois sociales* (p. 5472, 5473) ; *le retire* (p. 5473) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à ce que les dirigeants de syndicats puissent ne pas appartenir à la profession* (p. 5473) ; Art. 218 : *Son amendement tendant à rétablir l'article punissant les employeurs ayant maltraité des travailleurs* (p. 5545) ; *le retire* (ibid) ; Art. 226 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis de l'Assemblée de l'Union française* (p. 5546) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur le plan de développement des territoires d'outre-mer, l'importance sociale du paysan africain)* [18 décembre 1952] (p. 6586, 6587) ; Etat A : FRANCE D'OUTRE-MER : Chap. 68-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F.I.D.E.S. (Peuplement des plaines de Kourou-Mari au Soudan)* [20 décembre 1952] (p. 6796). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1953] (p. 57), [12 janvier 1954] (p. 41). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Fonctionnaires africains)* [9 avril 1954] (p. 1978) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : *Création des communes de plein exercice, extension de la loi municipale aux territoires d'outre-mer, principe du collège unique, municipalités mineures par destination, évolution rapide de l'Afrique*

[8 juillet 1954] (p. 3357, 3358); Art. 3 : *Son amendement (Erection de Segou en commune de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3997); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Établissement du sectionnement sur une base géographique)* [12 août 1954] (p. 4112, 4113); Art. 7 : *Son amendement (Extension aux communes de plein exercice des textes législatifs applicables aux communes de la métropole)* (p. 4115); Art. 26 : *Son amendement (Contrôle des élections)* (p. 4138); *Son amendement tendant à supprimer l'article 49 relatif aux missions d'inspection mobile* [12 août 1954] (p. 4148); — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Ses explications de vote (Engagements pris à l'O. N. U., expériences de la Nigéria anglaise et de la Gold Coast)* [3 novembre 1954] (p. 4712); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Reclassement des fonctionnaires venant d'Indochine, africanisation des fonctions de responsabilité et d'autorité* [16 décembre 1954] (p. 6423); *Son amendement indicatif (Attachés de la France d'outre-mer)* (p. 6442, 6443); Chap. 31-02 : *Son amendement indicatif (Indemnités des inspecteurs du travail)* (p. 6443); le retire (ibid.); Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Affectation des fonctionnaires venant d'Indochine en Afrique noire)* (p. 6446); le retire (ibid.); Chap. 34-02 : *Son amendement indicatif (Application du Code du travail dans le secteur minier)* (p. 6452); le retire (ibid.); Chap. 46-92 : *Son amendement indicatif (Logement des étudiants d'outre-mer)* (p. 6460); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* [17 décembre 1954] (p. 6484, 6485); *Amendement indicatif de M. Silvanre (Allocations familiales)* (p. 6491); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Communiqué franco-allemand du 23 octobre, touchant la coopération économique en Europe et outre-mer (Ses dangers pratiques), immigration envisagée d'ouvriers spécialisés italiens (Problème des « petits blancs »), consultation nécessaire, le cas échéant, des Assemblées locales et de celle de l'Union française)* [23 décembre 1954] (p. 6836). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 1). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar

Faure) : *Politique relative à l'Union française et aux territoires d'outre-mer, conférence de Brazzaville, pouvoirs des assemblées locales, municipalités de plein exercice* [23 février 1955] (p. 875, 876); — à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Attachés de la France d'outre-mer, africanisation des cadres* [3 mars 1955] (p. 988, 989); *Code du travail* (p. 993). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis : modification apportée au régime électoral* [30 octobre 1955] (p. 5382); — du projet de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale (dispositions diverses) : en qualité de *Rapporteur pour avis : collège unique, suffrage universel, augmentation du nombre des représentants des territoires d'outre-mer* [15 novembre 1955] (p. 5682, 5683); Art. 7 : *Amendement de M. Konaté (Nomination, en cas de vacance d'un siège)* [18 novembre 1955] (p. 5859, 5960); Art. 8 : *Amendement de M. Rainaivo (Division de Madagascar en cinq circonscriptions)* (p. 5860); *Amendement de M. Aujoulat (Institution d'une circonscription unique au Cameroun)* (p. 5862).

DIENESCH (Mlle Marie), Député des Côtes-du-Nord (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommée : Vice-Présidente de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 25 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 1120) de M. Doutrelot tendant à accorder aux étudiants une allocation

d'attente à partir du 1^{er} octobre 1951, n° 1215. — Le 7 février 1952, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'Assistance publique, n° 2554. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de l'exempter de certains arriérés d'impôts, n° 3008. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 1283) de M. Devemy et Mme Poinso-Chapuis tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen, n° 3977. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session de certificat d'aptitudes professionnelles, n° 3996. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter la loi du 29 juillet 1917 instituant des pupilles de la nation, n° 4178. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander les crédits correspondant aux besoins réels de la Direction générale de la jeunesse et des sports, n° 4181. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 5896. — Le 9 juillet 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 3497) tendant à instituer chaque année pour les apprentis une deuxième session du C.A.P.; 2° de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (n° 3996) tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session de certificat d'aptitudes professionnelles, n° 6500. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° le rapport (n° 1919) fait au cours de la précédente législature et repris le 11 décembre 1951, sur la proposition de loi de M. Cayol tendant à créer le Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles; 2° le projet de loi (n° 3160) relatif au Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles,

n° 6609. — Le 24 novembre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 854) de M. Fabre tendant à réorganiser l'enseignement agricole, n° 7271. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 7905) de M. Jean Cayeux tendant à rétablir l'indemnité de doctorat ès sciences et ès lettres, n° 11223. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 8368) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique, n° 11224. — Le 11 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. la proposition de loi (n° 106) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le versement d'une rémunération aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur; II. le rapport et le rapport supplémentaire, repris le 11 décembre 1951, (n° 1925), faits au cours de la précédente législature, sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues (n° 5388) tendant à assurer : a) la gratuité complète de l'enseignement supérieur; b) attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement; c) préparer la réorganisation de la formation technique supérieure; 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues (n° 6418) tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur; 3° de M. Doutrelot et plusieurs de ses collègues (n° 9356) tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent; 4° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues (n° 9453) tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, n° 11586.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des Services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Enseignement ménager, professeurs en nombre insuffisant)* [21 novembre 1951] (p. 8263, 8264; le retire (p. 8265); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'université (Absence*

de faculté de médecine dans l'Ouest) [18 décembre 1951] (p. 9297); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement des élèves des écoles normales supérieures)* (p. 9302, 9303); le retire (p. 9303); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9365); le retire (p. 9368); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs d'écoles)* (p. 9398); le retire (p. 9405); Amendement de M. Bouxom tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Application de la loi du 8 mai 1951) (p. 9398); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des professeurs des écoles primaires (Formation professionnelle)* (p. 9406); Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Surcharge des classes)* (p. 9410); le retire (p. 9413); Chap. 3220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges techniques (Travail manuel éducatif)* (p. 9429); le retire (ibid.); Chap. 3330 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement, présentée par M. Mazier (Traitement des élèves instituteurs)* (p. 9431, 9432); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exonérations de droits pour les étudiants (Bourses aux étudiants)* (p. 9442, 9443); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9457). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : **Discussion générale** [13 mars 1952] (p. 1267); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 31-41 : *Elèves reçus au C. A. P., réorganisation de l'enseignement technique* [7 novembre 1952] (p. 4836, 4837); Chap. 31-44 : *Ecoles professionnelles* (p. 4840); EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures* (p. 4873); Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Indemnité de doctorat)* (p. 4875); Chap. 31-34 : *Ecoles primaires élémentaires (Instituteurs des houillères)* [8 novembre 1952] (p. 4905); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour les écoles primaires (Grade de directeur d'école) (p. 4908); le retire (p. 4916); Chap. 43-01 : *Documentation et orientation scolaire* (p. 4973); Chap. 46-11 : *Œuvres sociales des étudiants (Restaurants universitaires)* (p. 4975). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intention du Gouvernement de procéder à une réforme générale de l'enseignement [23 juillet 1953] (p. 3832); la développe : *Nécessité d'un examen parlementaire approfondi; Incertitude fondamentale sur la notion même de culture; Option mal évitée entre un cloisonnement vertical des divers types d'enseignement, et l'extension à tous de l'esprit universaliste réservé au Secondaire; Incompréhensions et hostilités à l'intérieur du corps enseignant; Hantise des examens, à remplacer par de simples attestations de scolarité* (p. 3845, 3847). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Crise de l'agriculture, insuffisance de l'enseignement agricole)* [3 décembre 1953] (p. 5919 et suiv.); Article additionnel : *Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir des commissions pour statuer sur les demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage agricole* [4 décembre 1953] (p. 6010, 6011); Etat A, Chap. 31-37 : *Etablissements d'enseignement agricole (Insuffisance des crédits pour l'apprentissage)* (p. 6013); — du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, en qualité de Rapporteur : *Sa proposition de transformer en établissement public le bureau universitaire de statistique* [9 février 1954] (p. 117, 118); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Lempereur (Coordination entre le bureau universitaire de statistique et le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale)* [4 mars 1954] (p. 651); Art. 2 : *Amendement de Mme Lempereur (Le B. U. S. n'est pas un organisme d'orientation professionnelle ou de placement)* (p. 652); Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet (Représentation parlementaire au sein du conseil d'administration du B. U. S.)* (p. 653); Art. 7 : *Amendement de M. Simonnet (Incidences financières de l'intégration du personnel du B. U. S. dans l'administration publique)* (p. 653); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); EDUCATION NATIONALE : *Demande de disjonction de M. Viatte relative aux chapitres concernant les traitements du per-*

sonnel [31 mars 1954] (p. 1540); Etat A, Chap. 34-51 : *Statut du personnel de l'orientation professionnelle* [1^{er} avril 1954] (p. 1674, 1675); Chap. 56-40 : *Situation des dames vérificatrices des thermomètres médicaux* (p. 1683); Chap. 31-21 : *Mattresses primaires du second degré* (p. 1709); *Ses explications de vote* (p. 1724); — du projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants, Art. 6 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Doutrélot (Représentation des étudiants au Conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par les associations corporatives les plus représentatives)* [10 juin 1954] (p. 2897); — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 novembre 1954] (p. 5054); *Question préalable de M. Thamier* (p. 5058, 5059); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Services agricoles (Création de postes d'ingénieurs et de conseillers agricoles)* [25 novembre 1954] (p. 5437); Chap. 31-37 : *Enseignement ménager agricole* (p. 5442); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Réforme de l'enseignement, Bourses, Regroupement* [12 décembre 1954] (p. 6183, 6184); Chap. 31-21 : *Fusion d'établissements en lycées mixtes, ex-lycée de Brest* (p. 6205); Chap. 31-35 : *Assimilation des directeurs des écoles de perfectionnement aux directeurs de cours complémentaires* (p. 6214); *Orientation et formation professionnelles, formation artisanale, centres de formation relevant de l'industrie privée, taxe d'apprentissage* [13 décembre 1954] (p. 6271, 6272); Chap. 36-45 : *Sa demande de réserver le chapitre (Augmentation des crédits accordés aux Chambres de Commerce faisant fonctionner des cours d'apprentissage)* (p. 6280, 6281); *Déroutement du débat* (p. 6301); Chap. 31-31 : *Indemnité de doctorat* [14 décembre 1954] (p. 6315); Chap. 31-44 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 6324); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Non-présentation de l'avis demandé à la Commission de l'Education nationale (Rejet du rapport Thamier par 21 voix contre 7 et 1 abstention)* [21 décembre 1954] (p. 6689); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres sociales en faveur des étudiants : *Sa demande, au nom de*

M. Viatte, Rapporteur, de renvoi de la discussion [2 mars 1955] (p. 952); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Personnels des écoles françaises de Rome et d'Athènes, de l'Institut du Caire, de la recherche scientifique, des archives, bibliothèques et musées* [8 mars 1955] (p. 1176, 1177); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Motion préjudicielle de M. Rincent (Historique; Ministères de tutelle; Obligation; Structure du Ministère de l'Education nationale)* [5 mai 1955] (p. 2522 à 2525); Art. 2 : *Diplômes acquis par les membres de l'enseignement privé* [30 juin 1955] (p. 3519, 3520); *Son rapport sur l'allocation d'études des étudiants* (p. 3524). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à la non-publication du statut du personnel de l'orientation professionnelle [6 mai 1955] (p. 2578). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre [5 juillet 1955] (p. 3629).

DIETHELM (M. Maurice), Député de Seine-et-Oise [1^{re} circonscription] (R. P. F.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [7 juillet 1953] (F. n° 275); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [16 juillet 1953] (F. n° 277).

Dépôts :

Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4879) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1953, n° 5039. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer

rapidement la transformation de 18.000 agents et agents principaux d'exploitation des P.T.T. en contrôleurs et contrôleurs principaux, n° 6078.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

En cette qualité :

Préside : la séance du 3 août 1951 (p. 6204) ; la séance du 10 août 1951 (p. 6308) ; la 1^{re} séance du 24 août 1951 (p. 6491) ; la 2^o séance du 29 août 1951 (p. 6588) ; la 3^e séance du 30 août 1951 (p. 6668) ; la 1^{re} séance du 3 septembre 1951 (p. 6776) ; la 3^e séance du 5 septembre 1951 (p. 6938) ; la 2^e séance du 6 septembre 1951 (p. 6972) ; la 1^{re} séance du 9 septembre 1951 (p. 7192) ; la 2^e séance du 14 septembre 1951 (p. 7377) ; la 2^e partie de la séance du 18 septembre 1951 (p. 7423) ; la 2^e séance du 14 novembre 1951 (p. 8012) ; la 3^e séance du 15 novembre 1951 (p. 8080) ; la 2^e partie de la séance du 20 novembre 1951 (p. 8212) ; la 2^e séance du 21 novembre 1951 (p. 8259) ; la 2^e séance du 28 novembre 1951 (p. 8599) ; la 1^{re} séance du 5 décembre 1951 (p. 8806) ; la 1^{re} séance du 24 décembre 1951 (p. 9750) ; la 2^e séance du 24 décembre 1951 (p. 9783) ; la 3^e séance du 26 décembre 1951 (p. 9869) ; la 4^e partie de la 3^e séance du 30 décembre 1951 (p. 10284) ; la 1^{re} séance du 1^{er} janvier 1952 (p. 1). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à siéger à partir du 14 août pendant trois semaines* [11 août 1951] (p. 6344, 6345). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un **COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR** (allocations aux parents d'élèves) ; **Art. 2 : Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production** [9 septembre 1951] (p. 7224). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification des chiffres d'un scrutin* [9 septembre 1951] (p. 7222). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; **Art. 1^{er} : Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la sous-commission permanente chargée d'étudier le prix de la vie** [19 septembre 1951] (p. 7491) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils

pour 1952 ; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** (*Commissariat de la Sarre*) : *Sa demande de renvoi à la Commission* [8 novembre 1951] (p. 7796, 7797) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale* (*Ses observations sur la hausse de l'essence, l'abus de la fiscalité, l'imprécision des dépenses budgétaires, la fuite devant la monnaie, le manque de politique économique réaliste*) [16 novembre 1951] (p. 8181 et suiv.) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Motion de M. Pierre André d'ajournement de la ratification du traité* [7 décembre 1951] (p. 8972, 8973). — Donne lecture d'une demande de convocation du Parlement en session extraordinaire faite par le Président du Conseil [30 décembre 1951] (p. 10295). — Déclare close la session 1951 et adresse ses vœux à l'Assemblée Nationale (p. 10296). — Déclare ouverte la session extraordinaire de 1952 (p. 1). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale* (*L'inflation et la politique de Gouvernement, la réforme fiscale, l'accélération des dépenses, la guerre d'Indochine, les lois cadres, les emprunts indexés*) [1^{er} janvier 1952] (p. 19 à 22). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 25 janvier 1952 (p. 380) ; la 1^{re} partie de la séance du 8 février 1952 (p. 540) ; la 2^e séance du 11 février 1952 (p. 593) ; la 4^e séance du 19 février 1952 (p. 812) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 26 février 1952 (p. 980) ; la 2^e séance du 21 mars 1952 (p. 1424) ; la 1^{re} séance du 1^{er} avril 1952 (p. 1663) ; la 3^e séance du 3 avril 1952 (p. 1869) ; la 5^e partie de la séance du 4 avril 1952 (p. 1948) ; la 3^e séance du 9 avril 1952 (p. 2057) ; la 2^e séance du 27 mai 1952 (p. 2471) ; la 3^e séance du 6 juin 1952 (p. 2733) ; la 2^e séance du 10 juin 1952 (p. 2801) ; la 2^e séance du 12 juin 1952 (p. 2849) ; la séance du 18 juin 1952 (p. 3020) ; la 2^e séance du 24 juin 1952 (p. 3162) ; la séance du 2 juillet 1952 (p. 3416) ; la séance du 9 juillet 1952 (p. 3727). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : **Art. 3 : Amendement de M. Ramarony tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires** [25 février 1952]

(p. 885) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Politique financière en 1945)* [26 février 1952] (p. 1002) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Scission du projet en deux, aide américaine en 1952, impôts inflationnistes et hausse des prix qui en résultera)* [28 février 1952] (p. 1126, 1127, 1128, 1129) ; Art. 3 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article (Armée française et armée européenne)* [29 février 1952] (p. 1150) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la DÉFENSE NATIONALE ; Art. 5 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à rétablir l'article autorisant la création d'emplois (Ecole d'artillerie de Châlons-sur-Marne)* [28 février 1952] (p. 1107) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1110, 1111). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Inutilité d'un Gouvernement de techniciens, œuvre de Poincaré en 1926, déficit de la balance des comptes, lutte contre la fraude fiscale, réforme fiscale)* [6 mars 1952] (p. 1190, 1191) ; — à la discussion : du projet de loi portant approbation de deux conventions avec la Banque de France ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote (Ses observations sur l'abstention du R. P. F. en attendant le plan fiscal de M. Pinay)* [13 mars 1952] (p. 1283) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'amnistie fiscale)* [2 avril 1952] (p. 1753) ; Art. 43 : *Question de confiance posée par le Gouvernement contre tous les amendements à l'article 43* [4 avril 1952] (p. 1929) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'article 43 portant amnistie fiscale* [8 avril 1952] (p. 1997, 1998). — Donne lecture d'une communication : du Président du Conseil de la République annonçant l'élection du Bureau de cette Assemblée [6 juin 1952] (p. 2733) ; — de M. le Garde des Sceaux annonçant la mise en liberté de M. Jacques Duclos [2 juillet 1952] (p. 3417). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [23 octobre 1952] (p. 4326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER,

Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 131 millions les crédits de l'administration centrale (Réorganisation des services de Paris)* [6 novembre 1952] (p. 4785) ; INTÉRIEUR, Article additionnel : *Son amendement tendant à faciliter la réintégration des membres temporaires du corps préfectoral* [13 décembre 1952] (p. 6368) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 9 : *Sous-amendement de M. Juglas tendant à tenir compte des mesures de grâce déjà intervenues* [27 novembre 1952] (p. 5755) ; Art. 17 : *Sous-amendement de Mme de Lipkowski tendant à réputer légitimes les actes de la Résistance* [28 novembre 1952] (p. 5852). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Importance du débat de politique étrangère sans cesse retardé, les succès du Gouvernement devant l'Assemblée)* [4 décembre 1952] (p. 5938, 5939) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 5942). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur la situation financière de la France d'après le Financial Times, les difficultés de trésorerie, la réforme fiscale)* [9 décembre 1952] (p. 6070, 6071) ; Art. 51 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif à la déduction des allocations spéciales pour frais de représentation et de déplacement, présentée par M. Ferri* [11 décembre 1952] (p. 6194) ; Article additionnel : *Amendement de M. Bignon tendant à accorder une retraite proportionnelle aux officiers rappelés dans l'armée en 1914-1918* [21 décembre 1952] (p. 6850) ; *Amendement de M. Bignon tendant à proroger les délais de forclusion concernant les réquisitions* (p. 6857) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1953, en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1952] (p. 6395) ; Art. 17 : *Demande de disjonction de l'article accordant des avantages fiscaux aux capitaux investis pour la recherche du pétrole, présentée par M. Goudoux* (p. 6398) ; Art. 20 : *Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de l'Afrique occidentale* (p. 6401) ; Art. 25 : *Amendement de M. Charpentier tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 6404) ; Art. 1^{er}, Etat A : *Réception et vente des mar-*

chandises de l'aide américaine (p. 6409) ; Art. 2, Etat B : *Demande de disjonction des crédits pour l'infrastructure militaire des forces du N.A.T.O. en France, présentée par M. M. Dupuy* (p. 6413) ; Art. 32 : *Demande de disjonction de l'article portant la majoration de l'allocation-éducation à 1.300 francs par trimestre, présentée par le Gouvernement* (p. 6434) ; *Amendement de M. Deizonne tendant à affecter la majoration de l'allocation scolaire au salaire des maîtres* [19 décembre 1952] (p. 6608) ; *Amendement de M. Chassaing tendant à prélever sur le compte spécial les frais de gestion des caisses départementales* (p. 6610) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer à 3,50 0/0 le taux de la taxe au profit du fonds forestier national* (p. 6618) ; Art. 28 bis : *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Moisan, relatif au cumul de fonctions par les administrateurs des compagnies d'assurances nationalisées* (p. 6619) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 16 : *Amendement de M. Marc Jacquet tendant à prévoir des avances de l'Etat aux entreprises n'ayant pu faire les emprunts prévus par l'article* [20 décembre 1952] (p. 6761) ; *Son rappel au règlement (application de l'article 48 du règlement)* (p. 6761). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur le caractère inconstitutionnel des pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement et la disproportion existant entre eux et le résultat à atteindre, les procédés classiques et les conceptions modernes d'assainissement financier, la réforme constitutionnelle, le problème de la majorité parlementaire)* [21 mai 1953] (p. 2816, 2817) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Sa demande de suspension de séance* [18 juin 1953] (p. 3075).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [14 janvier 1954] (p. 67).

DIXMIER (M. Joseph), Député du Puy-de-Dôme, (I. P.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé : vice-président de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343) ; membre de la

Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5). [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [1^{er} avril 1952] (F. n° 126).

Dépôts :

Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 4966) relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, n° 5686. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 7102) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 935) relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, n° 7893.

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur l'urgence d'une solution à la crise, la réforme de la Constitution, l'urgence d'une « grande politique agricole », le plan quadriennal promis aux anciens combattants, le respect des « libertés familiales »* [18 juin 1953] (p. 3083, 3084) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-23 : *Sévérité des experts des centres de réforme* [10 mars 1955] (p. 1302, 1303). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Les représentants des aspirations rurales* [13 mai 1955] (p. 2751). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru, Article 1^{er} : *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501).

DOMMERGUE (M. Alphonse), Député du Cantal, (Groupe paysan).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Com-

mission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1).

Interventions :

Son rapport sur les élections partielles du département d'Eure-et-Loir [29 février 1952] (p. 1167). = S'excuse de son absence [16 octobre 1953] (p. 4293), [31 décembre 1953] (p. 7070), [11 février 1954] (p. 178), [4 mai 1954] (p. 2091). = Obtient des congés [16 octobre 1953] (p. 4293), [31 décembre 1953] (p. 7070), [11 février 1954] (p. 178), [4 mai 1954] (p. 2091).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [29 juin 1954] (p. 3136).

DOREY (M. Henri), *Député du territoire de Belfort (M. R. P.)*.

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6433). = Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre de la Commission des finances [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**) et membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie : de la sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [30 janvier 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); de la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination pour l'exa-

men des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe II de l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 814**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 815**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 816**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 817**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code général des impôts, **n° 1161**. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux, **n° 1224**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant à rouvrir le délai prévu à l'article 1237 du Code général des impôts, pour l'enregistrement du certificat délivré par le maire en vue de l'exonération des droits de mutation par décès, **n° 1461**. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921 accordant un permis de transport gratuit aux parents des militaires morts pour la patrie pour se rendre de leur lieu de résidence au lieu de l'inhumation, **n° 1664**. — Le 23 novembre 1951, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 989) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), **n° 1702**. — Le 28 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des personnels de police, **n° 2843**. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 31 du

(1) Démissionnaire le 30 décembre 1953 (**F. n° 334**).

Code des pensions civiles et militaires de retraite relatif aux majorations pour enfants accordées aux agents de l'Etat bénéficiaires d'une pension de retraite, n° 3749. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une commission comprenant des représentants des régies financières et de l'administration des P.T.T. chargée de régler les parités externes entre ces deux administrations. n° 3750. — Le 5 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4257) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Etats associés, n° 4608. — Le 21 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des personnels de police, n° 4818. — Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4852) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Etats associés, n° 5040. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5402) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4852) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), n° 5458. — Le 24 février 1953, une proposition de loi prévoyant certaines dérogations aux dispositions de l'article 8 du décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950 portant aménagements fiscaux en faveur de la construction, n° 5656. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à considérer comme ayant appartenu à l'armée active au moment de leur décès les personnels des armées assujettis au Code des pensions civiles et militaires de retraite qui, ayant appartenu aux F.F.I. ou à la Résistance, ont continué à servir dans les armées de la République après la Libération et sont décédés des suites des opérations de guerre auxquelles ils ont participé, et à déterminer en conséquence les droits à pension de leurs ayants cause, n° 5657. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à l'institution d'un fonds d'action sociale dans la fonction publique, n° 5658. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code des

pensions civiles et militaires de retraite en faveur des ayants cause des officiers tués en opérations de guerre, n° 5659. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à permettre la titularisation, dans les conditions prévues par les articles 3 et 4 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, de certaines catégories d'agents antérieurement affectés dans des administrations temporaires, n° 5662. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les revenus des personnes physiques les rentes viagères d'invalidité servies aux fonctionnaires et agents assimilés victimes d'accidents ou de maladies contractés en service, n° 5823. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1° la proposition de résolution (n° 6005) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 15 avril le délai de déclaration accordé aux entreprises industrielles et commerciales ayant clôturé leur exercice 1952 le 31 décembre ; 2° la proposition de résolution (n° 6006) de MM. Gabelle et Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 20 avril la date limite du dépôt des déclarations des bénéfices industriels et commerciaux, n° 6024. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Loustaunau-Lacau et plusieurs de ses collègues (n° 5592) relative à la commémoration du quatrième centenaire de la naissance d'Henri IV par la ville de Pau en 1953 ; 2° de M. Gilles Gozard tendant à permettre au Gouvernement de célébrer en 1953 avec éclat le centenaire de la naissance d'André Messager à Montluçon, sa ville natale ; 3° de M. Abelin et plusieurs de ses collègues (n° 6004) tendant à assurer le financement de la commémoration du quatrième centenaire de la mort de Rabelais, n° 6041. — Le 18 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 6236) de M. Boisdé et plusieurs de ses collègues tendant à différer la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 53-79 du 7 février 1953) autorisant le Gouvernement à mettre en application par décrets le projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 6336. — Le 30 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6755) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil

(Etats associés) pour l'exercice 1954, n° 7038. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7381) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6755) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (Etats associés) pour l'exercice 1954, n° 7417. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 7527. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux petites catégories de retraités de l'Etat une indemnité dégressive de cherté de vie et à mettre à l'étude un plan permettant d'assurer par étapes le respect intégral de la péréquation des pensions prévue par la loi du 20 septembre 1948, n° 7690. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale, déplacés pour le maintien de l'ordre, des avantages identiques à ceux alloués aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, n° 7720. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954 (Sixième partie. — Marine), n° 7989 (6^e partie). — Le 17 mars 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires atteints de sclérose en plaques, le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, donnant droit à un congé de longue durée, n° 8063. — Le 19 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner, d'urgence, aux services des contributions directes toutes instructions utiles afin que la révisions des forfaits servant de base au calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ne donne pas lieu à une augmentation généralisée des chiffres fixés pour 1953, n° 8091. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à augmenter d'un an le délai prévu par l'article 1371 *quater* du Code général des impôts pour l'attribution du bénéfice de la réduction de moitié du droit de mutation et des taxes accordée aux acquéreurs de terrains à bâtir en vue de la construction d'immeubles

d'habitation, n° 8200. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi relative à la situation des auxiliaires recrutés depuis la mise en application de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, n° 8345. — Le 11 juin 1954, une proposition de loi tendant à permettre à certaines catégories de retraités proportionnels, nommés tardivement dans un emploi de la catégorie B, de bénéficier d'une pension d'ancienneté, n° 8649. — Le 5 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier le titre V du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 9082. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'éviter une augmentation générale des forfaits industriels et commerciaux, n° 9894. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice du décret n° 50-1475 du 28 novembre 1950 au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire, n° 9973. — Le 27 janvier 1955, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits à pension des personnes qui ont exercé successivement plusieurs activités professionnelles au cours de leur carrière et à leur accorder, au titre de chaque régime de retraite public ou privé auquel elles ont été affiliées, une pension correspondant à la durée des services justiciables de ce régime, n° 10007. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un délai supplémentaire de quinze jours suivant l'expiration du délai légal fixé pour la production de la déclaration des revenus de 1954, n° 10166. — Le 26 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder une part supplémentaire pour le calcul de la surtaxe progressive aux contribuables ayant élevé au moins trois enfants et qui n'ont plus aucun enfant à charge, n° 10857. — Le 26 mai 1955, une proposition de loi tendant à l'application effective des dispositions du statut des fonctionnaires, du Code des pensions civiles et militaires de retraite et du Code des pensions militaires d'invalidité relatives à la fixation des traitements, des pensions de retraite et des pensions accordées aux victimes de la guerre, n° 10858. — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier les coefficients de majoration de certaines rentes viagères, n° 11129. — Le 8 juillet 1955, une proposition de loi tendant à permettre l'attribution de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs qui

assument effectivement la direction d'une exploitation agricole dont leurs parents sont propriétaires, n° 11156. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, Sixième section. — Marine, n° 11228 (6^e partie). — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à la remise en ordre définitive de la situation administrative des agents contractuels ou temporaires en service dans les administrations centrales ou assimilées ainsi que dans leurs services extérieurs, n° 11358.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T., Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Situation du personnel)* [15 novembre 1951] (p. 8064); FINANCES, Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel (Insuffisance des frais de matériel et de déplacement)* [23 novembre 1951] (p. 8470); le retire (p. 8471); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 702 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (Cas des veuves de victimes civiles)* [27 novembre 1951] (p. 8522); Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Création de 250 postes de vacateurs)* (p. 8532); le retire (ibid.); Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés* (p. 8550); le retire (ibid.); *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8655, 8656); INTÉRIEUR : en qualité de Rapporteur pour avis [28 novembre 1951] (p. 8581); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inspection générale de l'administration (Hausse des dépenses)* (p. 8586); le retire (ibid.); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 8603); Chap. 5000 : *Son amendement ten-*

dant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police) (p. 8603); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Prêts d'équilibre aux collectivités locales)* (p. 8611); le retire (ibid.); INTÉRIEUR, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie* [29 novembre 1951] (p. 8635); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Orphelins de guerre)* [13 décembre 1951] (p. 9141); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur pour avis [26 décembre 1951] (p. 9861); *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les services des préfectures (Auxiliaires départementaux)* (p. 9861, 9862); Chap. 5000 : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les subventions à la ville de Paris (Contrôle du budget de la préfecture de police)* (p. 9863); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 43 : *Amnistie fiscale* [4 avril 1952] (p. 1924). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour apporter une solution à la crise du logement [9 octobre 1952] (p. 4154). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative aux ventes d'immeubles par les organismes d'habitations à loyer modéré [10 octobre 1952] (p. 4210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de Rapporteur [19 novembre 1952] (p. 5381, 5382); *Question préalable opposée par M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet Minh)* (p. 5385); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES; Article additionnel : *Son amendement tendant à intégrer 30 fonctionnaires supérieurs de Tunisie dans le Corps des administrateurs civils* [27 novembre 1952] (p. 5751); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : en qualité de Rapporteur spécial [19 décembre 1952] (p. 6647); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953;

Art. 17 : *Son amendement tendant à promouvoir l'accroissement de la productivité* [20 décembre 1952] (p. 6762); *Ses amendements tendant à prévoir une aide du fonds de modernisation et d'équipement aux entreprises développant leur productivité* (p. 6762, 6763); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre d'inclure l'assurance-caution parmi les garanties exigées par certaines administrations comme cautions* [21 décembre 1952] (p. 6854, 6855); *Son amendement tendant à éviter le morcellement des propriétés lors des successions* (p. 6908); *Son amendement tendant à exonérer de droits de succession les transmissions faites à des adoptés* (p. 6909); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Scandale du trafic des piastres surévaluées)* [22 janvier 1953] (p. 152); Chap. 3131 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services techniques (Paierie générale), présentée par le Gouvernement* (p. 154); Chap. 3141 : *Amendement de M. Lacaze tendant à rétablir les crédits pour les juridictions françaises et mixtes (Création de postes de procureurs généraux à Saïgon et Pnom-Penh)* (p. 155); Chap. 3412 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel du Haut Commissariat* (p. 157); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [3 février 1953] (p. 816); INTÉRIEUR, Chap. 31-41 : *Sûreté nationale (Création de nouvelles compagnies républicaines de sécurité)* (p. 819). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour : *Suite du débat budgétaire le lendemain* [22 janvier 1953] (p. 161). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur* (Section marine) : *Ses observations sur le peu d'importance de la flotte française dans le monde, l'aéronavale et le manque de porte-avions* [25 janvier 1953] (p. 339, 340); Etat A, MARINE, Chap. 3111 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les soldes des officiers (Officiers des laboratoires d'études)* [26 janvier 1953] (p. 437); Chap. 5272 : *Amendement de M. Capdeville*

tendant à rétablir les crédits pour le gros outillage et matériel roulant (Renovation de l'outillage) (p. 439); Chap. 5373 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour la défense côtière* (p. 440); — du projet de loi collectif d'ordonnancement (Exercice 1952); en qualité de *Rapporteur* [3 février 1953] (p. 857, 858); FINANCES, Chap. 5100 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 418 millions les subventions à l'O.N.I.C. (Remise de cotisations aux meuniers)* (p. 860); Art. 19 : *Prise en compte pour la retraite des fonctionnaires titulaires, des années d'auxiliaariat* (p. 873); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [6 février 1953] (p. 1020); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [6 février 1953] (p. 1032); Art. 46 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à obliger les commissaires aux comptes de sociétés anonymes de produire un rapport sur la rémunération des administrateurs* (p. 1035, 1036); Art. 118 H bis : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre l'article relatif à la surtaxe frappant les produits importés fabriqués avec de l'alcool industriel* (p. 1040); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire au bureau les travaux d'exploitation* [24 février 1953] (p. 1281); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir une dotation du bureau des recherches dans le budget de l'Industrie et du Commerce* (p. 1285); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Amendement de M. Minjoz tendant à maintenir en activité jusqu'à 73 ans les fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy* [10 mars 1953] (p. 1741); Art. 14 bis : *Amendement de M. P. André relatif à la date à laquelle prendront effet les pensions prévues* (p. 1761); Art. 32 : *Amendement de M. Minjoz tendant à assimiler les préjudices causés par des Résistants aux dommages de guerre* (p. 1775). — Pose à M. le Ministre des Finances, une question relative à l'amnistie fiscale et aux capitaux à l'étranger [13 mars 1953] (p. 1890, 1891). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Article additionnel : *Son amendement tendant à autoriser les compagnies*

d'assurances et les sociétés de capitalisation à consentir des prêts sur leurs réserves de première catégorie, aux organismes d'H.L.M. et aux sociétés de crédit immobilier [18 mars 1953] (p. 2029); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards); en qualité de *Rapporteur* [24 mars 1953] (p. 2244); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur l'orientation à donner à notre politique financière, les mesures propres à ranimer l'économie du pays, la réduction des crédits militaires, les moyens existant de réaliser des économies)* [19 mai 1953] (p. 2771); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France; en qualité de *Rapporteur* [16 juin 1953] (p. 3034); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* (p. 3037); — du projet de loi tendant à approuver une nouvelle convention avec la Banque de France; en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1953] (p. 3118); — d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux, en qualité de *Rapporteur* : *bref historique, impossibilité pour un Gouvernement intérimaire d'user de ladite procédure, report de la date d'application au 20 août 1953 et non au 31 juillet, comme proposé* [2 juillet 1953] (p. 3210); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V), en qualité de *Rapporteur* : *nécessité de voter rapidement les trois titres subsistant du projet initial* [9 juillet 1953] (p. 3416); Art. 47 : *Amendements de MM. Jules-Julien et Denais tendant à exclure du champ d'application les chambres d'agriculture et de commerce* (p. 3420); Art. 50 : *Amendement de M. Secrétaire tendant à soustraire les artisans à la taxe parafiscale* (p. 3421); *Articles additionnels : Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière* (p. 3425); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à exonérer partiellement les investissements effectués par les entreprises industrielles ou commerciales sous forme de construction d'immeubles pour logement du personnel (avis favorable de la Commission des finances, défavorable du Conseil économique)* (p. 3431); *amendement de M. Durbet tendant à exonérer partiellement la participation du personnel aux bénéfices d'exploitations (avis favorable de la Commission, défavorable du Conseil économique)* (p. 3432); — du projet de

loi portant redressement économique et financier (n° 6433), amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur général suppléant*; Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaire; reprise proposée par la Commission, du texte voté en première lecture (donne lecture d'un amendement introduit par le Conseil de la République)* [10 juillet 1953] (p. 3468); Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru; amendement de M. Hénault tendant à la suppression totale dudit article à la suite du Conseil de la République (reprise du texte voté en première lecture, avec l'amendement introduit par la Commission, étendant la qualité de bouilleurs à tous ceux déjà admis à ce titre au cours de l'une des trois dernières campagnes)* (p. 3469); Art. 8 : *Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique (pour l'adoption d'un amendement de forme introduit par le Conseil de la République)* (p. 3471); Art. 11 : *Plafonds divers de dépenses pour 1954 (assentiment de la Commission au texte voté par le Conseil de la République étendant à la réparation des dommages de guerre, les possibilités de dépassements et de transfert pour les crédits d'investissements)* (p. 3473); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); P. T. T. : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grèves, l'augmentation des effectifs* [7 décembre 1953] (p. 6198, 6199); Etat A, chap. 1000 : *Administration centrale (sanctions contre les grévistes d'août 1953)* (p. 6205); *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (réforme des catégories d'employés)* (p. 6207); Chap. 1020 : *Bureaux mixtes (accroissement de personnel dans les bureaux surchargés)* (p. 6209); Chap. 1040 : *Personnel des services postaux (création d'emplois de maîtrise)* (p. 6222); Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder au personnel intégré des garanties à l'issue du stage* (p. 6241); Article additionnel : *Amendement de M. Coutant relatif à la répartition de la prime de productivité entre tous les fonctionnaires* [8 décembre 1953] (p. 6261); ETATS ASSOCIÉS, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 décembre 1953] (p. 6498); Etat A, Chap. 3101 : *demande de rétablissement des crédits votés en première lecture pour l'administration centrale,*

présentée par le Gouvernement (conséquences de la dévaluation de la piastre) (p. 6499); **JUSTICE**, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 décembre 1953] (p. 6500); **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* (p. 6501, 6502); **FINANCES, CHARGES COMMUNES**; Article 9 bis : *Son amendement relatif à l'intégration de fonctionnaires dans le corps des administrateurs civils* [11 décembre 1953] (p. 6523); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 5 : *son amendement relatif aux locataires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics* [15 décembre 1953] (p. 6848); — d'une proposition de loi portant modification du statut général des fonctionnaires (débat restreint), en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Application de l'article premier de la loi de finances* [12 février 1954] (p. 271); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES**, en qualité de *Rapporteur spécial : Evolution des effectifs budgétaires par rapport à l'augmentation du tonnage de la flotte et de l'aéronautique navale, nécessité d'un programme de renouvellement, incidences de la répartition des travaux sur le marché du travail, plein emploi dans les arsenaux, réduction du programme des grands carénages* [16 mars 1954] (p. 900, 901); **SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 35-61 : Amendement de M. Schaff (zones de servitude de la ligne Maginot) [19 mars 1954] (p. 1084); **SECTION MARINE, Etat A, Chap. 31-12 : Utilisation des hommes du contingent** (p. 1101); Chap. 31-31 : *individualisation de l'effectif des ouvriers détachés près des cercles et lieux de réunion des équipages* (p. 1101); Chap. 31-33 : *Amendement de M. Dronne (Danger de la réduction d'activité des arsenaux de Diégo-Suarez et de Dakar)* (p. 1103, 1104); Chap. 52-71 : *Amendement de M. Capdeville (Problème du logement des personnels des établissements de Mers-el-Kébir et de Lartigues)* (p. 1105, 1106); Chap. 52-72 : *Amendement de M. Capdeville (Etude critique de l'inventaire du matériel et de l'outillage, mise en chantier des travaux de la caserne Saint-Pierre à Brest)* (p. 1106); Chap. 54-51 : *Amendement de M. Capdeville (Travaux en Indochine, nouveaux aménagements aux installations de Pont-Réan, remise en état de la caserne Saint-Pierre à Brest)* (p. 1107); Chap. 54-61 : *Amen-***

dement de M. Capdeville (Crédits de paiement relatifs à l'équipement et à la reconstruction des bases de l'aéronautique navale, en particulier en Indochine) (p. 1108); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Article 8 : *Son sous-amendement (déduction de la taxe pour l'outillage acheté par les entreprises)* [26 mars 1954] (p. 1346); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (fonctionnaires des contributions indirectes)* [9 avril 1954] (p. 1987); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951-1952, en qualité de *Rapporteur suppléant* [8 avril 1954] (p. 1875); — du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, en qualité de *Rapporteur suppléant* [8 avril 1954] (p. 1900); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 mai 1954] (p. 2200); Art. 2 : *Attribution des biens de presse, motion incidente de M. Patinaud, examen des conséquences financières de la proposition* (p. 2204); Art. 9 : *Son amendement (Obligations des administrateurs provisoires et administrateurs séquestres)* (p. 2231); Art. 10 : *Son amendement (Frais d'enregistrement de la sentence arbitrale)* [11 mai 1954] (p. 2306); Art. 11 : *Son amendement (Décharge de responsabilités pour l'Etat, la S.N.E.P. et les administrateurs provisoires au moment de la remise des biens)* [20 mai 1954] (p. 2539); Art. 15 : *Son amendement (Affectation des biens transférés non confisqués ne constituant pas des biens de presse)* (p. 2541); Art. 21 : *Son amendement (Entreprises de presse assujetties aux dispositions de l'article à la suite d'une dation en paiement)* (p. 2545); *Le retire* (ibid.); Art. 23 : *Son amendement (Remplacer les mots « pourront être aliénés » par ceux de « seront aliénés »)* (p. 2547); *Son amendement (Décharge de responsabilités pour l'Etat, la S.N.E.P. et les administrateurs provisoires au moment de la dation en paiement)* (p. 2547); Art. 27 : *Son amendement (Exemption d'impôts sur les indemnités de licenciement prévues en faveur du personnel)* (p. 2552); — de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Art. 29 : *Amendement de M. Bernard Manceau tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au remboursement des frais*

engagés par la Société nationale des entreprises de presse [20 juillet 1954] (p. 3457); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de *Rapporteur suppléant* [14 mai 1954] (p. 2417, 2418); Art. 3 *ter*: *Déduction des bénéfices imposables des subventions allouées aux œuvres du personnel* (p. 2429); *Amendement de M. Valabrègue (Exonération des revenus des coupons de valeurs étrangères échus avant le 1^{er} janvier 1952)* [21 mai 1954] (p. 2612); Art. 9: *Amendement de M. Halbout (Déclaration fiscale des chevaux de course)* (p. 2617); *Amendement de M. Cristofol (Déclaration des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 francs)* (p. 2618); Art. 10 *ter*: *Amendement de M. Tourtaud (Modification des taxes sur le chiffre d'affaires pour les coopératives de consommation* [25 mai 1954] (p. 2669); Art. 10 *quater*: *Régime fiscal des sociétés de caution mutuelle agricole; Application de l'article premier de la loi de finances* (p. 2670, 2671); Art. 12: *Amendement de M. Raffarin (Cotisation perçue au profit des chambres d'agriculture et versement à un fonds de péréquation; Demande de renvoi en Commission)* (p. 2675); Art. 14: *Pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait (Demande de disjonction présentée par la Commission)* (p. 2677); *Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans)* [1^{er} juin 1954] (p. 2723); *Son article additionnel (Régime fiscal des artisans; Opposition au contrôle fiscal)* [8 juin 1954] (p. 2816 et suiv.); *Son article additionnel (Régime fiscal des transports internationaux* [6 juillet 1954] (p. 3207, 3208); *Article additionnel de M. Gardey (Exonération fiscale sur la vente des journaux et sur les travaux d'impression)* (p. 3212); **Envoi au Conseil de la République de l'ensemble des articles déjà adoptés** [6 juillet 1954] (p. 3235); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [13 août 1954] (p. 4194); *Article 20 bis relatif aux infractions et peines en matière d'impôt* (p. 4215); Art. 20 *septièm*: *Amendement de M. Mondon tendant à reprendre l'article 20 nonièm B relatif au taux des redevances communales et départementales des mines sur le charbon* (p. 4216); — d'une proposition de loi accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant de la Commission des finances* [14 mai 1954]

(p. 2437, 2438). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier [11 juin 1954] (p. 2947). — Prend part à la discussion: en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social, en qualité de *Rapporteur suppléant* [13 août 1954] (p. 4190); *Article unique: Amendement de M. Baylet (Création du fonds d'allègement et de financement en matière d'adductions d'eau)* (p. 4193); *Amendement de M. Burlot (Contrôle de l'autofinancement)* (p. 4193); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953, en qualité de *Rapporteur* [19 novembre 1954] (p. 5210); Etat B, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 46-23: *Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides* (p. 5213); Art. 12: *Délais complémentaires de la période d'exécution des services pour l'exercice 1953* (p. 5219); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1954, Art. 2: *Amendement de M. Métayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7018, 7019). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme fiscale [26 janvier 1955] (p. 252). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 13: *Son amendement (Prêts du fonds d'aménagement du territoire)* [28 janvier 1955] (p. 421); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. — CHARGES COMMUNES: *Motion préjudicielle de M. Cayeux (Remise en ordre de la fonction publique)* [1^{er} février 1955] (p. 569); *Son article additionnel: Reclassement et titularisation des agents des services des affaires allemandes et autrichiennes* [4 mars 1955] (p. 1117); *le retire* (p. 1118); *Son article additionnel (Intégrations complémentaires dans le corps des administrateurs civils)* (p. 1121); *Son article additionnel (Sociétés nationales, leurs augmentations en capital)* [8 mars 1955] (p. 1155); Etat A, Chap. 31-93: *Petits traitements, hiérarchisation* (p. 1177); *Son article additionnel (Plan de remise en ordre de la fonction publique)* (p. 1182, 1187, 1188); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

pour 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Lettre rectificative* [16 mars 1955] (p. 1527); Etat A, Chap. 31-12 : *Demandes de disjonction de MM. Viatte et Patinaud (Prime de rendement)* (p. 1533); Etat A, Chap. 43-12 : *Demandes de disjonction de MM. Viatte et Patinaud (Centres de formation professionnelle des adultes)* [17 mars 1955] (p. 1560). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la crise dans l'industrie textile [18 mars 1955] (p. 1658). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Motion préjudicielle de M. Caillet (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)*; *Sens de son amendement devenu article 33 (Dégrèvement en faveur des artisans, sanctions contre les commerçants s'opposant aux contrôles fiscaux)* [18 mars 1955] (p. 1678); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Douzième classique* [29 juin 1955] (p. 3440); *Construction d'établissements par le service des Poudres* (p. 3445); *Personnels des arsenaux et établissements de la Marine* (p. 3447); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Budget des Prestations familiales agricoles* [29 juin 1955] (p. 3452); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION MARINE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Reconstitution de la flotte; aéronautique navale; remplacement du « Jeanne-d'Arc »* [22 juillet 1955] (p. 4077, 4078); dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION DES FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Résorption des officiers et du personnel civil des services extérieurs de la métropole* [23 juillet 1955] (p. 4186, 4187); Chap. 32-41 : *Entretien des approvisionnements* (p. 4187); Chap. 34-53 : *Carburants* (p. 4188); Chap. 35-61 : *Travaux d'aménagement du cap Saint-Jacques* (p. 4189); SECTION MARINE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Demande de disjonction de la Section formulée par M. Commentry (Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes)* (p. 4191); Chap. 52-72 : *Machines de l'arsenal de Saïgon* (p. 4202); Chap. 54-42 : *Doubles emplois entre la construction navale et les ateliers militaires de la flotte* (p. 4203); Chap. 54-51 : *Caserne Saint-Pierre* (p. 4203); Art. 37 : *Affectation aux constructions aéronautiques du montant des économies effectuées sur*

les autres chapitres (p. 4213); — du projet de loi relatif à la lutte antialcoolique (limitation des débits de boissons), Art. 30 : *Amendement de M. Penoy (Financement du fonds spécial de lutte antialcoolique)* [9 novembre 1955] (p. 5589).

DOUALA MANGA BELL (M.), *Député du Cameroun (2^e circonscription, Collège indigène) (I. O. M.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6493). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [8 mars 1955] (**F. n° 504**); de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (**F. n° 341**),

Dépôts :

Le 19 janvier 1953, une proposition de loi tendant à instituer au Cameroun, territoire sous tutelle française, un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections : législatives, territoriales et municipales, **n° 7625**. — Le 28 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reculer de deux ans, à titre transitoire, pour une période de dix ans, au bénéfice des étudiants originaires de la France d'outre-mer, la limite d'âge fixée pour le concours d'entrée dans les grandes écoles, **n° 8992**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4802); Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif au délai d'octroi du visa nécessaire au travailleur qui change de territoire* [22 novembre 1952] (p. 5476); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-11 : *Création d'une faculté de droit à Dakar* [7 novembre 1952] (p. 4870); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits pour les magistrats (Magistrats à la charge de la métropole) [8 novembre 1952] (p. 4930); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne)* [26 janvier 1953] (p. 369); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Aide aux producteurs de textiles dans les territoires d'outre-mer)* [30 décembre 1953] (p. 7044, 7045); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Sort des anciens combattants des territoires d'outre-mer)* (p. 7057, 7058); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 18 : *Amdement de M. Charpentier (Fiscalité portant sur les engrais; extension du bénéfice de la réforme fiscale aux territoires d'outre-mer)* [26 mars 1954] (p. 1368); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement (Création de communes de plein exercice au Cameroun; collège unique)* [8 juillet 1954] (p. 3361, 3362); Art. 3 : *Amendement de M. Apithy (Localités à promouvoir en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3994); *Son amendement (Erection de Douala, Yaoundé, N'Kongsamba en communes de plein exercice)* (p. 3999); Art. 3 : *Son amendement (Communes de plein exercice à créer au Cameroun)* [12 août 1954] (p. 4110). = S'excuse de son absence [12 mai 1953] (p. 2638). = Obtient un congé [12 mai 1953] (p. 2638).

DOUTRELLOT (M. Pierre), Député de la Somme (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux étudiants une allocation

d'attente à partir du 1^{er} octobre 1951, **n° 1120**. — Le 19 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 2461) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles puissent bénéficier, à partir du 1^{er} mars 1952, d'une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, **n° 2713**. — Le 29 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans un délai maximum de cinq ans, 2.000 postes de professeurs agrégés et de professeurs certifiés, **n° 2855**. — Le 13 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 50 millions aux victimes de l'incendie de l'usine de tissage de Moislains (Somme), **n° 4732**. — Le 30 juillet 1954, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. le projet de loi (n° 7430) modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée; II. les propositions de loi : 1^o de M. Frédéric-Dupont (n° 7385) tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves des grandes écoles; 2^o de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8354) tendant à étendre aux étudiants des écoles nationales d'ingénieurs et établissements assimilés, le bénéfice des dispositions relatives au sursis d'appel sous les drapeaux, actuellement applicables aux étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire et aux élèves vétérinaires, **n° 9032**. — Le 27 août 1954, un avis supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. le projet de loi (n° 7430) modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée; II. les propositions de loi : 1^o de M. Frédéric-Dupont (n° 7385) tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves des grandes écoles; 2^o de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8354) tendant à étendre aux étudiants des écoles nationales d'ingénieurs et établissements assimilés, le bénéfice des dispositions relatives au sursis d'appel sous les drapeaux, actuellement applicables aux étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire et aux élèves vétérinaires, **n° 9228**. — Le

22 mars 1955, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2550) de MM. Frugier, Couinaud et Puy tendant à permettre aux étudiants en médecine externes des hôpitaux et préparant l'internat des hôpitaux d'une ville de faculté de bénéficier d'un sursis d'études jusqu'à l'âge de 30 ans, n° 10477. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder une permission exceptionnelle d'un mois aux militaires titulaires du diplôme de moniteur de colonies de vacances, n° 10773. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à fixer la rémunération des chercheurs du Centre national de la recherche scientifique, n° 10939.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exiger des professeurs du second degré une licence d'enseignement* [3 septembre 1951] (p. 6815, 6816); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Oppose la question préalable* [5 septembre 1951] (p. 6903 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellations sur les difficultés croissantes qu'impose aux étudiants la hausse des prix [8 novembre 1951] (p. 7720). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux professeurs de l'enseignement secondaire (indemnité aux docteurs de l'Etat)* [19 décembre 1951] (p. 9369); Chap. 32-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage (Indigence des crédits)* (p. 9427); *le retire* (p. 9429); Chap. 40-30 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux exonérations de droits pour les étudiants (Bourses aux étudiants)* (p. 9441); Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des étudiants (Union nationale des étudiants)* (p. 9443); *le retire* (p. 9444). — d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des

étudiants : en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1952] (p. 1401 et suiv.); *Son amendement relatif aux étudiants en médecine et pharmacie* (p. 1431); *le retire* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies sur les investissements scolaires)* [2 avril 1952] (p. 1744, 1745). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés qu'impose aux étudiants le cours élevé des prix [9 octobre 1952] (p. 4154). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 36-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les centres d'apprentissage (Enseignement ménager)* [7 novembre 1952] (p. 4848); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 31-21 : *Son rappel au règlement (Temps de parole restant)* (p. 4877); Chap. 43-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales (Bourses à l'enseignement libre)* [8 novembre 1952] (p. 4975); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article octroyant des bourses aux élèves de l'enseignement privé (Présalaire aux étudiants)* (p. 4993); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32 : *Son amendement tendant à affecter les crédits de l'allocation scolaire aux étudiants de l'enseignement public* [15 décembre 1952] (p. 6444); *Amendement de M. Chassaing tendant à prélever sur le compte spécial les frais de gestion des caisses départementales* [19 décembre 1952] (p. 6610); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; ÉDUCATION NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 janvier 1953] (p. 713, 714). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'interdiction de la manifestation laïque organisée à Lyon le 22 mars 1953 [27 mars 1953] (p. 2468); — sur le comportement du service d'ordre mis en place à l'occasion du rassemblement universitaire du 15 décembre 1953 [29 décembre 1953] (p. 6950); la développe : *La brutale répression au Carrefour Saint-Michel de la manifestation estudiantine, les blessures de M. Mousseron, Président de l'Union des étudiants, la misère des étudiants et l'insuffisance de leurs bourses* [30 décembre 1953] (p. 7014 et suiv., 7024); *Son ordre du*

jour blâmant les procédés de la police (p. 7025); le retire (p. 7028). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-92 : *Son amendement (Aménagements à prévoir à la préparation militaire obligatoire), le retire* [19 mars 1954] (p. 1080); ÉDUCATION NATIONALE : *Oppose la question préalable (Angoisse inspirée par la rentrée d'octobre prochain, crédits nouveaux pour les bourses, revalorisation de la fonction enseignante)* [30 mars 1954] (p. 1504, 1505); *Discussion générale : Circulaire relative au nombre de postes d'enseignants dans les écoles maternelles* (p. 1514); *Demande de disjonction de M. Viatte relative aux chapitres concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1541); Chap. 43-41 : *Sa demande de disjonction (Bourses des étudiants, présalaire des étudiants)* [1^{er} avril 1954] (p. 1604, 1605); Etat A, Chap. 43-93 : *Bourses de voyage (Sa demande de réserver le chapitre)* (p. 1622); Etat B, Chap. 56-10 : *Insuffisance des constructions de l'enseignement supérieur, équipement de la Faculté de médecine* (p. 1634); Chap. 66-12, 66-15 : *Subventions aux universités et établissements d'enseignement supérieur; Ses demandes de disjonction* (p. 1637); *les retire* (ibid.); *Ses explications de vote (Rentrée d'octobre, reclassement des enseignants)* (p. 1723); — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : *Discussion générale : Statut des œuvres, étudiants boursiers de la Faculté de Lille* [6 avril 1954] (p. 1808, 1809); Art. 1^{er} : *Son amendement (Appellation du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires »)* (p. 1810); Art. 2 : *Son amendement (Appellation des centres régionaux)* (p. 1810); *Son amendement (Attributions du Centre national des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1811); *Son amendement (Nouveau classement des alinéas de l'article)* (p. 1811); Art. 3 : *Ses amendements (La direction du C.N.O.U.S.)* (p. 1812, 1814); *Son amendement (Maniement des fonds du C.N.O.U.S.)* (p. 1814); Art. 4 : *Son amendement (Attributions du conseil d'administration)* [25 mai 1954] (p. 2692); Art. 6 : *Son amendement (Direction des services du centre régional)* (p. 2693); *Son amendement (Désignation des trois représentants d'étudiants par l'association corporative la plus représentative)* (p. 2693); *Ses amendements relatifs à la composition du*

conseil d'administration (p. 2693, 2694); Art. 8 : *Son amendement (Conditions d'application de la présente loi)* (p. 2694); Art. 3 : *Son amendement (Composition du centre national des œuvres universitaires)* [10 juin 1954] (p. 2894, 2895); Art. 6 : *Ses amendements (Représentation des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par l'association corporative la plus représentative)* (p. 2896, 2897); *Ses explications de vote* (p. 2898); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Durée de la carrière des professeurs)* [12 décembre 1954] (p. 6203); Chap. 36-11 : *Entretien et renouvellement du matériel des Universités et observatoires* [13 décembre 1954] (p. 6228); Chap. 43-11 : *Enseignement supérieur, Bourses* [14 décembre 1954] (p. 6319); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, Etat B, Chap. 53-30 : *Son amendement indicatif (Achèvement du canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6344). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quater : *Son amendement (Etablissements « scolaires » et garderies)* [28 janvier 1955] (p. 437); *Son amendement (Les moins de six ans)* (p. 437); *Son amendement (Fréquentation régulière)* (p. 438); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Problème scolaire; Composition de l'équipe ministérielle)* [18 février 1955] (p. 831); — à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux œuvres sociales en faveur des étudiants [3 mars 1955] (p. 1036); Art. 3 : *Son amendement (Centre national, le directeur)* (p. 1036, 1037); Art. 4 : *Son amendement (« politique » des centres des œuvres universitaires)* (p. 1038); *Son amendement (Attributions du conseil d'administration; Reconnaissance du titre d'étudiant)* (p. 1039); Art. 6 : *Son amendement (Pouvoirs du recteur)* (p. 1041); *Son amendement (L'association corporative la plus représentative)* (p. 1042, 1043); *le retire* (p. 1043). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière d'éducation nationale [4 mars 1955] (p. 1078). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perrin*

(*Achèvement du canal du Nord*) [25 mai 1955] (p. 3035).

DRAVENY (M. Lucien), *Député de la Marne* (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138).

Dépôts :

Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres de métiers par l'établissement en faveur du personnel de ces organismes d'un statut obligatoire, n° 1812. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 184 du Code général des impôts relatif au régime fiscal des artisans, n° 1813. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 2074) tendant à inviter le Gouvernement à procéder en 1952 à un recensement de toutes les catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre; 2° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2166) tendant à inviter le Gouvernement à recenser, avec le concours des associations d'anciens combattants, le nombre exact des parties prenantes du budget des anciens combattants et victimes de la guerre, et à réserver les sommes de ce budget non utilisées en fin d'année, à l'amélioration du sort de tous les anciens combattants et victimes de guerre, n° 3241. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 2161) de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, n° 3242. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à porter le montant du secours versé aux compagnes des militaires, marins, civils français ou étrangers morts pour la France, décédés en déportation ou des suites de leur captivité au même taux que celui de la pension allouée aux veuves de guerre, n° 5499. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à maintenir les dispositions actuelles du statut « Champagne » relatives à l'assainissement qualitatif, n° 5736. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 50 du Code du vin relatif au régime des sociétés, n° 6064. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 183 du Code général des impôts en faveur des artisans du taxi, n° 6334. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5499) de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter le montant du secours versé aux compagnes des militaires, marins, civils français ou étrangers morts pour la France, décédés en déportation ou des suites de leur captivité au même taux que celui de la pension allouée aux veuves de guerre, n° 8051. — Le 9 juin 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5499) de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter le montant du secours versé aux compagnes des militaires, marins civils français ou étrangers morts pour la France, décédés en déportation ou des suites de leur captivité au même taux que celui de la pension allouée aux veuves de guerre, n° 8609. — Le 21 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 9634) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (in-8° n° 1496) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à allouer aux compagnes des militaires, marins ou civils morts pour la France, un secours annuel égal à la pension de veuve de guerre, n° 9944. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 10291) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, afin de permettre une application effective de ce statut, et à étendre aux réfractaires susceptibles de bénéficier d'une pension l'application des textes relatifs à la

présomption d'origine; 2° de M. Billotte et plusieurs de ses collègues (n° 10706) tendant à modifier les dispositions de l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, et à accorder aux bénéficiaires de cette loi la « présomption d'origine »; 3° de M. Capdeville et plusieurs de ses collègues (n° 10890) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 relative au statut des réfractaires, n° 11162. — Le 22 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10269) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le droit au bénéfice d'une « retraite anticipée » aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11286. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2° lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2° lecture, tendant à allouer aux compagnes des militaires, marins ou civils morts pour la France, un secours annuel égal à la pension de veuve de guerre, n° 11637. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11150 rectifié) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à titulariser le personnel administratif des foyers de pensionnés de guerre et anciens combattants et des cottages sanitaires de Saint-Gobain, n° 11984. — Le 25 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 10291) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, afin de permettre une application effective de ce statut, et à étendre aux réfractaires susceptibles de bénéficier d'une pension l'application des textes relatifs à la présomption d'origine; 2° de M. Billotte et plusieurs de ses collègues (n° 10706) tendant à modifier les dispositions de l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, et à accorder aux bénéficiaires de cette loi la « présomption d'origine »; 3° de M. Capdeville et plusieurs de ses collègues (n° 10890) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 relative au statut des réfractaires, n° 11985.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur suppléant* [10 août 1951] (p. 6309, 6310); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Création d'une école de rééducation professionnelle)* [27 novembre 1951] (p. 8550, 8554); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 8555); P.T.T., Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Transformation d'emplois d'ingénieurs)* [23 décembre 1951] (p. 9665, 9666); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions (Directeurs régionaux des télécommunications)* [14 novembre 1952] (p. 5136, 5137); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'institution nationale des invalides (Traitement des paraplégiques)* [20 décembre 1952] (p. 6694); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services extérieurs (Vacations pour les médecins des centres d'appareillage et de réforme)* (p. 6694, 6695); Chap. 3412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'institution nationale des invalides (Réadaptation des paraplégiques)* (p. 6702, 6703); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : Article additionnel : *Amendement de M. Guislain tendant à réserver les dispositions de l'article 183 du Code des impôts* [21 décembre 1952] (p. 6862); *Son amendement tendant à empêcher l'achat de biens agricoles par les sociétés commerciales* (p. 6864); *Ses amendements relatifs à l'imposition des artisans et assimilés* (p. 6885); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B,

Chap. 4628 : *Son amendement tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires)* [24 janvier 1953] (p. 277, 278); Chap. 4629 : *Application du statut des déportés du S. T. O.* (p. 279); Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Ouverture de nouveaux centres d'hébergement)* (p. 287, 288); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les Anciens combattants et victimes de la guerre, Art 14 : *Son amendement tendant à réserver aux concubines le même sort qu'aux veuves non remariées* [6 décembre 1953] (p. 6106); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Suppressions d'emplois, titularisations)* [9 mars 1955] (p. 1227); Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Agents de service)* (p. 1241); *Son amendement indicatif (Commis des services extérieurs)* (p. 1241, 1242); Chap 31-22 : *Son amendement indicatif (Directeurs départementaux)* (p. 1242); Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Titularisation des agents des foyers de pensionnés de guerre et des cottages sanitaires)* [10 mars 1955] (p. 1281); Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif (Généralisation du paiement des pensions par mandat postal)* (p. 1311); *le retire* (p. 1312); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'allocation d'un secours aux compagnes de militaires, marins ou civils morts pour la France, en qualité de *Rapporteur : Hiérarchisation du secours versé aux compagnes de militaires* [10 mai 1955] (p. 2618).

DRONNE (M. Raymond), Député de la Sarthe (R. S.).

Son élection est validée [24 juillet 1951] (p. 6028). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [7 août 1951] (**F. n° 18**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [2 avril 1955] (**F. n° 522**); de la Commission des affaires

étrangères [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus sur ce territoire [6 mars 1952] (**F. n° 113**). — Est désigné pour prendre part aux travaux de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [24 juillet 1953] (**F. 283**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer, membre de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [23 mars 1955] (**F. n° 514**).

Dépôts :

Le 5 février 1952, une proposition de loi autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de Maréchal de France au général d'armée Philippe Leclerc de Hauteclocque, **n° 2479 (rectifié)**. — Le 10 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide effective aux cultivateurs et éleveurs éprouvés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à prendre toutes mesures afin d'éviter, à l'avenir, le retour d'une pareille catastrophe, **n° 4390**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, d'une part, à accorder immédiatement un contingent supplémentaire d'alcool d'Etat en vue de favoriser l'écoulement de la récolte excédentaire de pommes à cidre de l'année en cours et, d'autre part, à prendre toutes mesures en vue d'assurer à l'avenir des débouchés normaux et constants aux récoltes de pommes à cidre, **n° 4456**. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux Français résidant dans les Etats Associés d'Indochine d'être représentés à l'Assemblée Nationale, **n° 4742**. — Le 18 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 de 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, **n° 6331**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à dégager sur le Fonds d'encouragement à la production textile, dans les délais les plus rapides, les ressources nécessaires à l'octroi aux producteurs de matières textiles nationales de l'indemnité compensatrice de prix et d'absence de protection douanière; à prendre les mesures nécessaires à assurer l'équilibre entre les ressources de la Caisse d'encouragement et ses besoins, conformément aux dispositions prévues à l'article 27-2 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953; à assurer aux producteurs de matières textiles nationales la sécurité de débouchés et de prix conformément à l'article 92-2 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, n° 6461. — Le 10 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision du titre VIII de la Constitution (art. 60 à 82, de l'Union française), n° 6506. — Le 10 juillet 1953, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 6507. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 13,51 et 90 de la Constitution, n° 6573. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser des distributions gratuites de lait aux titulaires de la carte sociale des économiquement faibles, n° 9955. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à interdire l'usage, pour le nettoyage à sec, de certains produits dangereux, n° 10640. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et à prendre diverses mesures en vue de venir en aide aux victimes des orages et de la grêle dans le département de la Sarthe, n° 11314. — Le 31 octobre 1955, une proposition de loi tendant à exonérer certaines livraisons de blé de l'application du « quantum », n° 11779.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur : une question relative aux délégations des Etats associés d'Indochine à la conférence de San Francisco [7 septembre 1951] (p. 7032); — une question relative à l'inscription obligatoire sur les listes électorales [14 septembre 1951] (p. 7378, 7379). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Son

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réforme de l'Administration outre-mer) [13 novembre 1951] (p. 7915); Chap. 1110 : *Amendement de M. Duveau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Justice à Madagascar)* (p. 7934); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Déficit grandissant, nécessité d'une réforme de la S.N.C.F.)* [15 novembre 1951] (p. 8092, 8093); *le retire* (p. 8093); AGRICULTURE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Problème du carburant agricole)* [21 novembre 1951] (p. 8252); ETATS ASSOCIÉS : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [13 décembre 1951] (p. 9130, 9134); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Cours complémentaires)* [19 décembre 1951] (p. 9396); *le retire* (p. 9404); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux membres de l'enseignement primaire (Indemnités des instituteurs des cours complémentaires)* [19 décembre 1951] (p. 9406); *le retire* (p. 9407); Chap. 3050 : *Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements à diverses administrations (Journaux scolaires)* (p. 9425); Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Bourses des élèves des cours complémentaires)* (p. 9439); *le retire* (p. 9440); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat B, Chap. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les versements aux producteurs de matières textiles (Culture du chanvre)* [22 décembre 1951] (p. 9600, 9601); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à inclure le chanvre dans les cultures énumérées dans l'amendement de M. Nazi Boni* (p. 9607, 9608); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'Administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10077 et 10085); *le retire* (p. 10085). — Dépose une demande d'interpellation sur la

politique du Gouvernement à l'égard de la création du nouvel Etat de Libye [29 décembre 1951] (p. 10089). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Océanie ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Laforest tendant à maintenir à 21 le nombre des délégués et à ne pas modifier les circonscriptions* [26 février 1952] (p. 944) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser le vote préférentiel et le panachage* (p. 948) ; Art. 5 : *Amendement de M. Laforest relatif aux conditions d'éligibilité* (p. 949). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard de la création du nouvel Etat de Libye [1^{er} avril 1952] (p. 1682) ; la développe : *Ses observations sur la création du nouvel Etat de Libye, la nécessité de sauvegarder les droits acquis au Fezzan, les vicissitudes du nouvel Etat libyen sous la domination anglaise* [5 juin 1952] (p. 2659 et suiv.) ; — sur le développement de la situation en Indochine [3 avril 1952] (p. 1826). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la situation militaire au Tonkin et au Cambodge, les méthodes financières du gouvernement du Viet Nam)* [10 avril 1952] (p. 2093 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République de Tunisie ; Art. 1^{er} : *Election des deux conseillers par l'Assemblée Nationale* [11 avril 1952] (p. 2204) ; — d'une proposition de loi relative à la formation de l'assemblée territoriale des Comores, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Circonscription unique)* [12 avril 1952] (p. 2276). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise qui sévit actuellement dans l'industrie textile [10 juin 1952] (p. 2780) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise de l'industrie du chanvre* [1^{er} juillet 1952] (p. 3359, 3360). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative au centenaire de la naissance de Paul Bourde [20 juin 1952] (p. 3082). — Prend part à la discussion du projet de loi élevant le général Leclerc à la dignité de Maréchal de France ; Article unique : *Son amendement tendant à maintenir le grade de général au Maréchal Leclerc* [26 juin 1952]

(p. 3219). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités de quelques éléments indésirables de la police contre un chansonnier connu [4 juillet 1952] (p. 3535). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 juillet 1952] (p. 3543). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la neutralité politique des gouverneurs des territoires d'outre-mer [11 juillet 1952] (p. 3897). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de la papeterie et de la cartonnerie [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Nouveau texte de la Commission* [9 octobre 1952] (p. 4162) ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur l'article (Danger des modifications partielles de la loi)* [10 octobre 1952] (p. 4216). — Retire sa demande d'interpellation déposée le 4 juillet (brutalités contre un chansonnier) [23 octobre 1952] (p. 4364). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Insuffisance du contrôle parlementaire sur la politique indochinoise et les opérations militaires* [24 octobre 1952] (p. 4398, 4399). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Insuffisance des retraites des cheminots)* [24 octobre 1952] (p. 4407, 4409) ; Chap. 4544 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Bonifications d'ancienneté aux cheminots anciens combattants)* (p. 4424) ; le retire (p. 4427) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3121 : *Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la population (Naturalisations d'Italiens)* [30 octobre 1952] (p. 4602) ; Etat B, Chap. 4391 : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux sanitaires (Hôpitaux antituberculeux des Antilles)* (p. 4605) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du budget en attendant la réorganisation de l'Administration centrale* [6 novembre 1952] (p. 4777, 4778) ; Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire*

de 131 millions les crédits de l'Administration centrale (Réorganisation des services de Paris) (p. 4781, 4784) ; Chap. 3111 : Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement (Nécessité d'une seconde délibération du chapitre 3101) (p. 4789) ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3121 : Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Manque de professeurs aux Antilles et en Guyane) [7 novembre 1952] (p. 4879) ; Chap. 3134 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Maîtres des cours complémentaires) [8 novembre 1952] (p. 4908) ; le retire (p. 4916) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 4191 : Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les subventions aux budgets locaux (Subvention à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 4947) ; Chap. 3101 : Refonte de l'Administration centrale (p. 4950 et suiv.) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3422 : Navigation aérienne (Bimoteur « Bretagne ») [15 novembre 1952] (p. 5261) ; Etat B, Chap. 4561 : Subventions d'exploitation (Bimoteur « Bretagne ») (p. 5272, 5274) ; ETATS ASSOCIÉS : Question préalable opposée par M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet Minh) [19 novembre 1952] (p. 5384, 5385) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat D, Chap. 4493 : Dégrèvement des carburants agricoles (Création d'un carburant spécial) [26 novembre 1952] (p. 5715) ; Art. 2 : Amendement de M. Cristofol tendant à améliorer la carrière des secrétaires d'administration (p. 5740) ; Art. 4 : Son amendement relatif à la mise en retraite de quatre gouverneurs de la France d'outre-mer (p. 5741) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3111 : Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration préfectorale (Crise de l'avancement pour la carrière préfectorale) (p. 6327, 6328) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Application des lois sur les emplois réservés) [20 décembre 1952] (p. 6687) ; Etat B, Chap. 4621 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Anciens combattants de la Réunion) (p. 6734) ; — Dépose une demande d'interpellation sur la

situation en Indochine [31 octobre 1952] (p. 4649). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à donner une possibilité de recours aux fonctionnaires n'ayant bénéficié d'aucune réparation [4 novembre 1952] (p. 4672). — Pose à M. le Ministre des anciens combattants et victimes de guerre, une question relative au renouvellement des carnets de retraite du combattant [21 novembre 1952] (p. 5412). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 8 : Son amendement tendant à amnistier les condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice dans les limites définies dans les autres articles [25 novembre 1952] (p. 5670). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale, une question relative à l'incorporation d'un exclu de l'armée [5 décembre 1952] (p. 5997). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : Son amendement relatif à la fusion des trois régies (Directes, indirectes et enregistrement) [12 décembre 1952] (p. 6290) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 25 : Son amendement tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile [15 décembre 1952] (p. 6402) ; — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux ; Article additionnel : Son amendement tendant à exclure les locaux d'habitation transformés à usage commercial [19 décembre 1952] (p. 6607) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ETATS ASSOCIÉS : Discussion générale (Ses observations sur la situation militaire de l'Etat vietnamien, la nécessité de négocier avec l'U. R. S. S.) [19 décembre 1952] (p. 6655 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4 ; Etat D : Son amendement tendant à étendre les prêts aux entreprises gazières non nationalisées [20 décembre 1952] (p. 6751) ; EDUCATION NATIONALE : Plan d'équipement scolaire dit « plan Le Gorgeu » (p. 6802) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Scandale du

trafic des piastres surévaluées [22 janvier 1953] (p. 152, 153) ; Chap. 3141 : *Révision des conventions judiciaires avec le Viet Nam* (p. 155, 156) ; Etat B, Chap. 4611 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'action sociale (Expédition rapide des colis aux soldats)* (p. 159) ; le retire (p. 160) ; Chap. 4701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (Affiliation des fonctionnaires des services municipaux à la Caisse)* (p. 160) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Cas de M. Boutemy)* [30 janvier 1953] (p. 743) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3121 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour le laboratoire du F.I.D.E.S., présentée par le Gouvernement* (p. 759) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 760) ; ETATS ASSOCIÉS : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 février 1953] (p. 817) ; INTÉRIEUR, Art. 5 : *Son amendement relatif au calcul des pensions des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 824) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; Art. 25 : *Amendement de M. Lamps relatif à la modification éventuelle par le Gouvernement du taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [30 janvier 1953] (p. 785) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 quater : *Amendement de M. M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des Caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques* [5 février 1953] (p. 967). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative aux brutalités policières contre un chansonnier [6 février 1953] (p. 1018). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Ses observations sur le cas des Alsaciens incorporés de force dans les SS qu'il a connus personnellement)* [18 février 1953] (p. 1118). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Guerre, une question relative aux périodes d'exercice des réservistes agriculteurs [20 février 1953] (p. 1234, 1235). — Prend part à la discussion d'une proposition de

loi portant amnistie ; Article additionnel *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau annulant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1362) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à amnistier les délits commis pendant la guerre du fait de la pénurie* (p. 1372, 1373) ; le retire (p. 1373). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la neutralisation de Formose [5 mars 1953] (p. 1602). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1840) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; Article additionnel : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Barrachin relatif aux listes ayant obtenu le quotient* [20 mars 1953] (p. 2072 et suiv.) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Demande de supprimer l'article et de ne prévoir le remboursement des frais de propagande qu'en 1953, présentée par le Gouvernement* [27 mars 1953] (p. 2514) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République n'accordant pas d'élus aux listes ayant moins de 5 0/0 des voix* (p. 2515, 2516) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à rembourser les frais de propagande en Algérie et dans les territoires d'outre-mer dans les villes de plus de 9.000 habitants* [28 mars 1953] (p. 2547, 2548) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer* (p. 2548). — Pose à M. le Ministre des Finances, une question relative au taux d'agio des banques d'affaires [20 mars 1953] (p. 2095, 2096). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à limiter aux faits mentionnés la levée d'immunité parlementaire* [25 mars 1953] (p. 2333, 2334). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative aux forfaits des bénéficiers industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2474, 2476, 2477). — Dépose une demande d'interpellation : sur les négociations menées par le Gouvernement cambodgien [28 mars 1953] (p. 2568) ; — sur les événements d'Indochine [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part : à la

discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet ; (Ses observations sur la faiblesse actuelle du pouvoir exécutif, le traité de communauté européenne de défense, la politique étrangère du Gouvernement)* [21 mai 1953] (p. 2818) ; — Au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur l'Indochine, la réforme constitutionnelle* [4 juin 1953] (p. 2951) ; — Au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur la guerre d'Indochine, le développement de l'Union française* [10 juin 1953] (p. 3003, 3004) ; — à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Son contre-projet tendant à confier une partie de l'enquête, sur place, à la Cour des Comptes (Objections au déplacement d'une Commission parlementaire en Indochine, du fait de l'indépendance des Etats associés)* [2 juillet 1953] (p. 3228, et suiv.). — Est entendu sur une demande de suspension de séance : *Propose de suspendre jusqu'au lendemain matin, pour assurer un rythme normal de travail* [10 juillet 1953] (p. 3460). — Prend part à la discussion du projet de loi portant redressement économique et financier (n° 6433), amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires ; Reprise proposée par la Commission du texte voté en première lecture (Demande à connaître le texte adopté par le Conseil de la République)* [10 juillet 1953] (p. 3468). — Dépose une demande d'interpellation : *Sur les sanglantes bagarres qui se sont déroulées à Paris le 14 juillet et les mesures à prendre pour assurer la sécurité de la rue sans effusion de sang* [16 juillet 1953] (p. 3502) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Incidents survenus au cours du défilé de 4.500 nord-africains place de la Nation* (p. 3505, 3515) ; — sur l'application de la loi portant revalorisation des rentes viagères constituées sur les caisses publiques [17 juillet 1953] (p. 3577) ; — sur les problèmes indochinois [22 juillet 1953] (p. 3759) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Volonté constante du Gouvernement d'échapper sur ce point au contrôle parlementaire ; nécessité d'une*

politique cohérente sur tous les terrains pour « en finir dignement » avec la guerre ; conception fédérale de l'Union française ; dangers de l'emprise américaine, tant au point de vue intérieur, Cambodge, qu'extérieur, croisade contre le communisme ; choix peu heureux du nouveau Commissaire général [23 juillet 1953] (p. 3863, 3864) ; *Engagement pris d'un débat pour octobre* (p. 3865) ; la développe : *Données actuelles de la situation (Amélioration militaire, détérioration politique, fatigue du Viet Minh) ; les motions du Congrès de Saïgon ; critique de l'Union française actuelle (Titre VIII de la Constitution) ; « cadre insuffisant et périmé » ; chances d'une véritable Union fédérale ; pas de départ total de la France qui serait « un effroyable marché de dupes » ; nécessité de ne pas fuir le contrôle parlementaire ; pas de négociations actuellement possibles avec le Viet Minh* [23 octobre 1953] (p. 4545 et suiv.). — Prend part à la discussion : du rapport portant revision de la Constitution ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des navettes jusqu'à l'adoption d'un texte identique et, en cas de désaccord, la promulgation du texte de l'Assemblée au bout d'un an* [22 juillet 1953] (p. 3767, 3768) ; le retire (p. 3768) ; *Amendement de M. Prorreau tendant à dissoudre le Conseil de la République et à en réélire un autre dans un délai d'un mois à la représentation proportionnelle* (p. 3780) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne faire refuser la confiance par l'Assemblée qu'à la majorité absolue* (p. 3789) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux conditions du vote de la motion de censure* (p. 3790) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SERVICES DE LA SARRE, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Titularisation des fonctionnaires de l'Ambassade de France à Saarbrücken)* [29 octobre 1953] (p. 4648) ; ETATS ASSOCIÉS, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Reclassement du personnel des cadres généraux d'Indochine)* [12 novembre 1953] (p. 4994, 4995) ; Chap. 36-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (Retraites du personnel français de Saïgon-Cholon)* (p. 4996) ; JUSTICE, Etat A, Chap. 31-21 : *Services pénitentiaires (Fermeture de maisons d'arrêt à la Flèche et Bourg)* [23 novembre 1953] (p. 5404) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 :

Administration centrale (Paperasserie de la rue Oudinot, réforme de l'Administration des territoires d'outre-mer par la décentralisation, méthodes archaïques de travail) (p. 5424, 5425); Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (Sort des administrateurs de la France d'outre-mer et recrutement de ces administrateurs)* (p. 5448, 5449); Chap. 34-05 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la radiodiffusion d'outre-mer (Poste émetteur de Saint-Pierre et Miquelon)* (p. 5452); *le retire* (ibid.); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat et à exiger l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et la subvention à la S.N.C.F.* [26 novembre 1953] (p. 5568); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat C, Chap. 84-01 : *Son amendement tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement)* (p. 5591, 5592); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article autorisant le Gouvernement à engager des dépenses par anticipation sur 1955* (p. 5592); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article fixant à 1 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 5594); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Décret du 29 novembre reformant les lois d'assistance)* [9 décembre 1953] (p. 6363); *le retire* (p. 6369); Chap. 31-11 : *Administration préfectorale et conseils de préfecture (Manœuvres contre les syndicats indépendants de la Seine)* (p. 6370, 6371); ETATS ASSOCIÉS, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement du crédit voté en première lecture pour l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement (Conséquences de la dévaluation de la piastre)* [11 décembre 1953] (p. 6499); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Art. 10 : *Péréquation de la retraite des cheminots* [12 décembre 1953] (p. 6609); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Répartition plus équitable du fonds d'encouragement à la production textile et aide aux producteurs de coton et sisal dans les territoires d'outre-mer)* [30 décembre 1953] (p. 7041 et suiv.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 5 : *Son amendement tendant*

à fixer à 1 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (Nécessité d'encourager les producteurs de textiles nationaux et insuffisance du taux proposé) [31 décembre 1953] (p. 7097 et suiv.); *le retire* (p. 7099); Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à majorer le montant des versements aux producteurs de textiles (Augmentation du fonds grâce à la majoration de la taxe d'encouragement à la production textile)* (p. 7101); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les adductions d'eau, nécessité de hâter l'électrification)* [31 décembre 1953] (p. 7232, 7233). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures arbitraires du Gouvernement afin de ne pas reconnaître l'existence légale de la Confédération générale des syndicats indépendants [2 décembre 1953] (p. 5839); *la développe* : *Scission des syndicats indépendants en deux tendances, tendance Dewez largement majoritaire, tendance Parsal; comportement des autorités administratives du département de la Seine* [19 février 1954] (p. 434, 435). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 23 : *Son amendement tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les bouilleurs de cru* [13 décembre 1953] (p. 6735); *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa supprimant le droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit* (p. 6737). — Dépose une demande d'interpellation sur le regrettable silence du Gouvernement à la suite de la déclaration du Secrétaire d'Etat américain M. Foster Dulles le 14 décembre à Paris [28 décembre 1953] (p. 6886). — Ses rapports sur des pétitions [6 janvier 1954] (p. 20). — Dépose une demande d'interpellation sur la cession à l'Ethiopie d'une bande de territoire de la Côte française des Somalis [23 février 1954] (p. 466). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Vote de la question préalable* [25 février 1954] (p. 510); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Position du Gouvernement avant la Conférence de Genève; aide de la Chine de Mao Tsé TOUNG au Viet Minh; désir de mettre fin à la guerre*

d'Indochine; nécessité d'engager des pourparlers avec la Russie et la Chine; interpénétration des problèmes d'Asie et d'Europe; édification d'une véritable Union française; menace de séparatisme [9 mars 1954] (p. 754 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION MARINE, Etat A, Chap. 31-33 : *Son amendement (Danger de la réduction d'activité des arsenaux de Diego-Suarez et de Dakar)* [19 mars 1954] (p. 1103); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES), Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement (Insuffisance des crédits affectés à la défense des territoires d'outre-mer; instruction des recrues africaines envoyées en Indochine; défense de l'Afrique française)* [19 mars 1954] (p. 1134, 1135, 1136); Chap. 31-12 : *Son amendement (Suppression de la discrimination entre militaires d'origine métropolitaine et militaires d'origine des T. O. M. et D. O. M.)* (p. 1136); Chap. 31-31 : *Son amendement (Réduction des crédits de la gendarmerie; nomination d'un général de gendarmerie)* (p. 1137); Chap. 54-71 : *Travaux et installations domaniales (Nécessité de réaliser un programme de constructions spécialement en Afrique noire)* (p. 1140); EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-01 : *Déconcentration sur le plan administratif et financier* [1^{er} avril 1954] (p. 1701, 1702); Chap. 31-34 : *Son amendement (Cours complémentaires; cumul des indemnités de cours complémentaires et de cours post-scolaires agricoles)* (p. 1714); le retire (p. 1715); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Demande de disjonction du titre I^{er} présentée par M. Le Roy Ladurie (Forfaits des artisans et petits commerçants)* [25 mars 1954] (p. 1281). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative au contrôle parlementaire sur les événements d'Indochine [26 mars 1954] (p. 1328). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements qui se déroulent actuellement dans les Etablissements français de l'Inde [6 avril 1954] (p. 1774); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Equipée du député Goubert; attitude de l'Union indienne; politique d'outre-mer* [10 avril 1954] (p. 4032, 4033, 4037). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des

chemins de fer secondaires et des tramways [8 avril 1954] (p. 1906). — Son rapport sur une pétition [4 mai 1954] (p. 2107). — Dépose une demande d'interpellation sur les lourdes responsabilités encourues vis-à-vis de la nation et de l'Union française dans la politique de défense nationale en Indochine [11 mai 1954] (p. 2333); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Chute de Dien Bien Phu; politique de défense nationale du Gouvernement; Conférence de Genève; politique indochinoise* (p. 2341, 2342). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution créant une commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine [14 mai 1954] (p. 2440); — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Aumeran (1^{er} collègue de citoyens français musulmans)* [20 mai 1954] (p. 2535). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation en Indochine et les mesures immédiates envisagées au Tonkin [1^{er} juin 1954] (p. 2736); la développe : *Erreurs militaires de Dien Bien Phu; responsabilités personnelles de M. Pleven (Controverse); nécessité immédiate de renforts au Tonkin; démission nécessaire de M. Pleven (« Notre armée n'a plus confiance en vous »); unité de commandement à instaurer en Indochine (Maréchal Juin) et au Gouvernement (Remplacement de M. Marc Jacquet); responsabilités passées et récentes des U. S. A. dans l'affaire d'Indochine; lutte nécessaire en France contre le parti communiste; dissolution éventuelle de l'Assemblée, mais réforme préalable de la loi électorale* [1^{er} juin 1954] (p. 2750); — sur les événements qui se déroulent dans les Etablissements français de l'Inde et sur les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour faire face à la situation [29 juin 1954] (p. 3137); la développe : *« Fin pitoyable » des comptoirs français, déclarations initiales tolérantes (Mahatma Gandhi), revirements et pressions croissantes de l'Inde, attitude de l'ex-député Goubert, chute de Yanaon et Mahé, fidélités et défaillances individuelles (télégrammes); faiblesses du Quai d'Orsay et de l'ambassade de France envers M. Nehru, négociations en cours, abandon « moralement impossible » des 300.000 franco-indiens (musulmans de Karikal), consentement nécessaire des intéressés (Constitution, Article 27), réactions françaises possibles (recours éventuel à l'O.N.U.)*

ou solution amiable (excluant le transfert pur et simple avec ratification à posteriori), traités de 1763 et 1814 (Démilitarisation des Comptoirs, mais protection assurée en échange) [27 août 1954] (p. 4343 et suiv.) : Son ordre du jour : Pas de transfert sans referendum préalable, recherche d'une solution négociée (dans le cadre de la République), ou à défaut recours à l'O.N.U. (p. 4355); Ses explications de vote : Volonté d'appuyer le Gouvernement, par son ordre du jour, dans ses difficiles négociations (p. 4355); — Son rapport sur une pétition [7 juillet 1954] (p. 3283). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux : Ses explications de vote [20 juillet 1954] (p. 3426); — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : Prix du cessez le feu en Indochine, abandon de la baie d'Along gardée en 1945 par l'amiral Commentry, contrôle de l'évacuation des troupes du Viet-Minh, unité territoriale et danger de transférer tout le Viet-Nam au Viet-Minh, Indochine et Union française, réforme agraire dans le sud Viet-Nam, crainte d'un « Munich asiatique » [23 juillet 1954] (p. 3575 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Article premier : Son amendement tendant à tenir compte des variations du revenu cadastral selon les départements, pour fixer le revenu cadastral minimum en vue de l'assujettissement à la cotisation [28 juillet 1954] (p. 3681); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : Son ordre du jour (Cohésion de l'Union française à maintenir, sous forme fédérale — direction ferme commune — refus de toute ségrégation — régime des capitulations, réserves touchant les « interlocuteurs valables ») [27 août 1954] (p. 4339); le soutient (ibid.); le retire (p. 4340). — Dépose une demande d'interpellation sur les singulières négociations menées à New-Delhi avec le Gouvernement de l'Union indienne et sur le transfert de facto des Etablissements français de l'Inde à l'Union indienne [12 octobre 1954] (p. 4663; 4664. — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Cession des Etablissements français de l'Inde à l'Union indienne [3 novembre 1954] (p. 4690). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'affaire de divulgation des secrets de la Défense nationale et en demande la jonction à celles ayant le même

objet [9 novembre 1954] (p. 4816); Accepte le 3 décembre pour date de discussion [12 novembre 1954] (p. 4974); la développe : Retour nécessaire à l'aspect essentiel de l'affaire (Trahison de hauts fonctionnaires au bénéfice du parti communiste français et du communisme international (Indochine); Pénétration communiste et communiste dans les rouages vitaux de l'administration, suivie elle-même de la création de réseaux parallèles (Dides); Mœurs particulières de certains hauts policiers, écoute téléphonique des parlementaires; Immixtions étrangères (communistes et anti-communistes) et dégradation de l'autorité de l'Etat; Attaques personnelles contre M. le Ministre de l'Intérieur, son passé « fluctuant », son opportunisme (Francisque et fleur de lys), erreur commise à son profit par le général de Gaulle en 1944, désaveu des accusations de trahison à son endroit, mais lenteur de la répression (interventions apparentes dans l'action judiciaire en cours), « étalage » fait au Conseil de la République de ses démêlés avec le Commissaire Dides, défense partielle de celui-ci (« Habillage » des documents, à son insu, par Baranès « pour se faire mousser ») [3 décembre 1954] (p. 5778, 5779); Sa réponse à M. le Président du Conseil (Désaveu de la « machination » peut-être montée contre lui, mais doutes éprouvés sur certains aspects de sa politique, notamment sur l'Union française) (p. 5779); Son ordre du jour : « exprime sa défiance à M. le Ministre de l'Intérieur » (p. 5782); — sur les mesures singulières annoncées par le Gouvernement en vue d'inviter MM. les fellagha à vouloir bien se disperser [23 novembre 1954] (p. 5292); la développe : « L'opération retour au foyer », réalisée au profit des fellagha; Effectifs gonflés par le Destour; Opération politique réalisée par lui à cette occasion; Déclarations de M. Masmoudé; Grave perte de prestige imposée à la France; Interview de Bourguiba au New-York Times (Autonomie, simple étape); Caractère totalitaire de l'organisation néo-destourienne; Prestige réservé aux fellagha et sort misérable des anciens combattant; Coordination nécessaire de la politique française vis-à-vis des trois pays du Fezzan et des Nord-Africains de la métropole; Organisation manquée du nouveau Ministre des Affaires tunisiennes et marocaines; Responsabilités personnelles du Président du Conseil dans la faillite française en Afrique du Nord [10 décembre 1954] (p. 6048 à 6050); Haine

particulière des fellagha à l'égard des anciens combattants (p. 6057); *Variations inquiétantes de M. Fouchet* (p. 6071). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution; Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* [29 novembre 1954] (p. 5582). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au rôle de l'ambassadeur de France à New-Delhi [17 décembre 1954] (p. 6500). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS DES TRANSPORTS ET DU TOURISME** pour 1955, I. **TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET TOURISME**, Etat A, Chap. 45-42 : *Son amendement indicatif (Bénéfice de la campagne double aux cheminots anciens combattants et résistants)* [18 décembre 1954] (p. 6570); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le Fezzan [21 janvier 1955] (p. 94); la développe : *Libye et soulèvement Nord-Africain ; Le Fezzan, négociations, compensations ; La politique arabe de l'Angleterre, De Gaulle et le précédent de 1942-1943 ; Indochine, Inde ; Politique du bluff et de la peau de chagrin* [2 février 1955] (p. 608 à 611); *M. Soustelle en Algérie* (p. 613); *Négociations sur le Fezzan* [3 février 1955] (p. 687). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION** pour 1955; *Discriminations et médailles militaires* [25 janvier 1955] (p. 204); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, Art. 38 : *Carburants pour l'agriculture* [28 janvier 1955] (p. 430); Art. 44 : *Travaux routiers urbains et Parlement* (p. 433); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars 1955 : *Libération de la classe 1953* [1^{er} mars 1955] (p. 908, 909); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages : *Appréciation du texte* [2 mars 1955] (p. 954); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN** pour 1955, I. **CHARGES COMMUNES**, Art. 34 : *Amendement de M. Bignon (Aménagement de la législation sur les cumuls, cas des retraités proportionnels titulaires d'un emploi public)* [4 mars 1955] (p. 1111); *Article additionnel de M. J.-P. Palewski (Reclassement et titularisation des*

agents des services des affaires allemandes et autrichiennes) (p. 1117, 1118); *Article additionnel de M. Palewski (Calcul du temps passé à l'École d'Administration pour l'avancement)* (p. 1118); *Article additionnel de M. Palewski (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration)* (p. 1118, 1119); *Article additionnel de M. J.-P. Palewski (Détermination de la notion d'enfants à charge pour le recul de la limite d'âge)* (p. 1119). — Dépose une demande d'interpellation sur le sort des prisonniers du Vietminh non encore libérés, sur les réfugiés du Nord-Vietnam et sur la politique générale du Gouvernement en Indochine [18 mars 1955] (p. 1654). — Pose à M. le Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, une question relative au sort des militaires français faits prisonniers par les fellaghas en Tunisie [1^{er} avril 1955] (p. 2294). — Dépose une demande d'interpellation : sur les textiles nationaux [2 avril 1955] (p. 2382); — sur une mise en liberté provisoire (Roger Stéphane) dans l'affaire des fuites [12 mai 1955] (p. 2695). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Benbahmed sur les troubles du Constantinois [21 juin 1955] (p. 3173). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Sa motion préjudicielle (Institution de liens permanents de caractère fédéral, garanties pour les Français de Tunisie)* [7 juillet 1955] (p. 3674 à 3676); *le retire* (p. 3676); *Le Néo-Destour* (p. 3674); *Mouvement de coopération franco-tunisienne* (p. 3707); *Sa motion préjudicielle (Liens de caractère fédéral entre la Tunisie et la France, Constitution tunisienne)* [8 juillet 1955] (p. 3758); — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Discussion générale (Situation des cheminots et de l'ensemble des Français de Tunisie)* [8 juillet 1955] (p. 3764). — Dépose une demande d'interpellation sur les anciens Etablissements français de l'Inde [11 juillet 1955] (p. 3784). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la création de Cours d'appel et de postes de magistrats en Algérie; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud (Création de Cours d'appel à Oran et Constantine)* [5 août 1955] (p. 4665). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'expulsion, de leur siège, de certaines fédérations d'industries et de l'Union

départementale de la Seine rattachées à la Confédération générale des syndicats indépendants [5 août 1955] (p. 4683); — sur le traité franco-libyen et l'évacuation du Fezzan [6 octobre 1955] (p. 4801); — sur la politique du Gouvernement au Maroc [6 octobre 1955] (p. 4803); la développe : *Problèmes et moyens mis en œuvre pour les résoudre* [8 octobre 1955] (p. 4913 à 4916); *Politique poursuivie à l'égard de l'ancien Sultan Ben Youssef* (p. 4914); *Partis nationalistes* (p. 4914, 4915); *Discipline des fonctionnaires civils et militaires* (p. 4915); *Son ordre du jour (Etablissement d'une communauté franco-marocaine indissoluble, la France assurant la sécurité, la défense, la représentation extérieure; Incapacité du Gouvernement d'appliquer une telle politique)* [8 octobre 1955] (p. 4957, 4959, 4960); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Depreux (Incapacité du Gouvernement d'appliquer la politique préconisée)* (p. 4972); *Son rappel au règlement (Droit à la parole)* (p. 4972). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Scrutin majoritaire à deux tours dans un cadre plus large que l'arrondissement, uninominal ou plurinominal selon les circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5417, 5418). — Son rapport sur une pétition [23 novembre 1955] (p. 5961). — S'excuse de son absence [9 novembre 1954] (p. 4816), [15 décembre 1954] (p. 6364), [22 mars 1955] (p. 1806), [9 novembre 1955] (p. 5568), [22 novembre 1955] (p. 5880). — Obtient des congés [9 novembre 1954] (p. 4816), [15 décembre 1954] (p. 6364), [22 mars 1955] (p. 1806), [9 novembre 1955] (p. 5568), [22 novembre 1955] (p. 5880).

DUBOIS (M. Emile), Député du Nord (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommé : Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux cultivateurs et planteurs de tabac du Nord, victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, et à obtenir de l'administration des tabacs le remboursement aux planteurs des pertes subies, en comparaison des récoltes précédentes, **n° 511**. — Le 9 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant : 1° à réduire les écarts entre les zones, en ce qui concerne les barèmes de ressources-plafond pour l'attribution des allocations de chômage; 2° fixer à 75 0/0 du salaire minimum garanti, le taux des allocations de chômage complet; 3° abroger l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, **n° 4040**. — Le 15 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 20 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, **n° 6868**. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 6868) de M. Dubois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 20 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, **n° 6961**. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 45) sur les cotisations des petits employeurs, maîtres artisans et travailleurs indépendants aux allocations familiales; 2° de M. Dufos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 397) tendant à exonérer des cotisations dues au titre des allocations familiales, les travailleurs indépendants chefs de familles nombreuses; 3° de M. Frédéric-Dupont (n° 458) ayant pour objet de supprimer le prélèvement au titre d'allocations familiales des travailleurs indépendants âgés et ayant des ressources inférieures au minimum vital; 4° de M. Billiemaz (n° 699) tendant à exonérer des cotisations aux caisses d'allocations familiales certaines catégories de travailleurs indépendants; 5° de

M. Bernard Lafay (n° 1117) modifiant la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales en vue d'exonérer de toutes cotisations les parents de grands enfants infirmes ou incurables; 6° de MM. Baylet et Laplace (n° 3348) concernant l'exonération des cotisations personnelles d'allocations familiales en faveur des commerçants ou artisans employeurs âgés et sans ressources suffisantes, et de leurs veuves; 7° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 4177) tendant à exonérer de toute cotisation à la caisse des allocations familiales, les travailleurs indépendants dont le montant des revenus ne dépasse pas 400.000 francs par an; 8° de M. Le Roy Ladurie (n° 5939) tendant à compléter l'article 24 de la loi du 22 août 1946 relatif aux cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants; 9° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 5965) tendant à l'abrogation de l'arrêté du 12 février 1953 fixant le montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants; II. Les propositions de résolution: 1° de M. Guérard (n° 3238) tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives à la fixation des cotisations dues par les travailleurs indépendants, au titre des allocations familiales; 2° de M. Raymond Boisdé (n° 5726) tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 12 février 1953 relatif au montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants, n° 7789. — Le 30 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 5716) de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le premier alinéa de l'article 44 de la loi n° 52-709 du 10 juillet 1952 et l'alinéa premier de l'article premier de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 permettant d'unifier les plafonds de ressources qui servent de base pour l'obtention de l'allocation spéciale prévue par la loi du 10 juillet 1952 et pour l'obtention de la carte d'économiquement faible instituée par la loi du 26 septembre 1951, n° 8190. — Le 22 juillet 1954, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 7710) tendant à modifier et compléter les dispositions de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarrissage des animaux, n° 8952. — Le 12 août

1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'arrêté interministériel du 23 janvier 1954 relatif au reclassement du personnel communal, n° 9149. — Le 1^{er} décembre 1954, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 7710) tendant à modifier et compléter les dispositions de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarrissage des animaux, n° 9617. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir des bonifications d'intérêts aux collectivités locales ayant contracté des emprunts pour le financement de leur équipement, n° 10165.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale; Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer un délai de six mois à celui d'un an* [30 août 1951] (p. 6618); Art. 5 : *Amnistie partielle des cotisations arriérées* (p. 6622). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5409, 5410). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret n° 53-700 du 9 août 1953, relatif au régime des loyers, ses répercussions pour les petits salariés, vieillards et économiquement faibles, les incidences de la semi-liberté des prix institués, le financement et les modalités de l'allocation logement [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4711). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de porter remède à la misère que la vague de froid et l'élan de solidarité ont mise en évidence [9 février 1954] (p. 103). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Répartition des dépenses d'aide sociale* [1^{er} décembre 1954] (p. 5650, 5651); Chap. 46-35 : *Frais de fonctionnement des services départementaux d'aide sociale, des commissions d'aide sociale; Son amendement indicatif tendant à supprimer ce chapitre* [2 décembre 1954] (p. 5711, 5712); *le retire* (p. 5713). — Dépose une demande d'in-

terpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [3 février 1955] (p. 660). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *M. Laniel et les paysans, la chute de M. Mendès-France et l'Afrique du Nord, Bao-Daï* [18 février 1955] (p. 814, 815); — à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 3 : *Son amendement (Création d'une caisse d'assurances pour la longue maladie et le capital décès)* [24 novembre 1955] (p. 5987).

DUCHET (M. Roger), Sénateur.

Secrétaire d'Etat aux Travaux publics

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 4 octobre 1951;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet PLEVEN)

du 4 octobre 1951 au 20 janvier 1952;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953;

Ministre des P. T. T.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953;

Ministre de la Reconstruction et du Logement

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Dépôts :

Le 20 mai 1952, un projet de loi fixant le régime applicable à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3397. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, n° 3427. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants

et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 4328.

Interventions :

Est nommé : *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme* (Cabinet PLEVEN) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747); *Ministre des P. T. T.* (Cabinet PLEVEN) [4 octobre 1951] (*J. O.* du 5 octobre 1951, p. 10139).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T. : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Coutant* [15 novembre 1951] (p. 8062, 8063); Chap. 1000 : *Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Situation du personnel)* (p. 8064); Chap. 1010 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Création de postes nouveaux)* (p. 8065); Chap. 3060 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement des locaux (Bureau de tri du 6^e arrondissement à Paris)* (p. 8066); Chap. 4010 : *Amendement de M. Coutant tendant à rétablir les subventions aux sociétés de secours mutuels* (p. 8067); *Amendement de M. Rollin tendant à réduire les crédits pour les prestations facultatives (Cantines des P. T. T.)* (p. 8067); Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* (p. 8068, 8069); *Discussion générale* [23 décembre 1951] (p. 9663); Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'emplois)* (p. 9663); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Principat des facteurs)* (p. 9663, 9664); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration des commis et surveillants)* (p. 9665); Chap. 1030 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Reclassement des ouvrières)* (p. 9665); *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits de ce chapitre (*Transformation d'emplois d'ingénieurs*) (p. 9666) ; Chap. 1040 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux spécialisés (Réforme des cadres ouvriers)* (p. 9667) ; Chap. 1050 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des chèques postaux (Contrôleurs d'installations)* (p. 9667) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Conducteurs d'auto et principalat des agents des lignes)* (p. 9668) ; *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour ce service (Suppression d'emplois d'agents des lignes)* (p. 9669) ; *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Réforme du service des lignes)* (p. 9670) ; *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Cession du câble Brest-Dakar à une compagnie étrangère)* (p. 9670) ; Chap. 1080 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Personnel auxiliaire)* (p. 9671) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et bicyclette)* (p. 9672) ; *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Indemnité de repas)* (p. 9673) ; *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Recrutement des agents d'exploitation)* (p. 9674) ; Chap. 1140 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites du personnel (Anciens ouvriers des Compagnies de transports postaux)* (p. 9676) ; Chap. 6090 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'établissement (Expropriation, rue de Rennes à Paris)* (p. 9676) ; *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'établissement (Bureaux de postes de campagne)* (p. 9676, 9677) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit du budget des P. T. T. et revendications des postiers)* (p. 9677 et suivantes). — Répond à une question de M. Barthélemy relative aux déplacements d'office d'agents des postes, télégraphes et téléphones [23 novembre 1951] (p. 8455) — Donne sa démission de *Ministre*

des P. T. T. [17 janvier 1952] (p. 251. — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Discussion générale (Observations sur les tarifs des P. T. T., les relations avec le public, les améliorations techniques, les relations téléphoniques interurbaines)* [14 novembre 1952] (p. 5129, 5130) ; *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant l'intégration des agents d'exploitation dans le cadre des contrôleurs* (p. 5130, 5131) ; Etat A, Chap. 0010 : *Service des bons et obligations (Développement des télécommunications, cession d'un local à l'A. F. P., place de la Bourse)* (p. 5133) ; Chap. 0700 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions (Agents de la Compagnie des automobiles postales)* (p. 5133) ; Chap. 1000 : *Amendements de MM. Coutant et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Plantons des P. T. T., indemnités de suppléance, hôtel des Postes de Saint-Nazaire, société Radio-France)* (p. 5135) ; Chap. 1010 : *Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des directions (Directeurs régionaux des télécommunications)* (p. 5137) ; Chap. 1020 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Principalat des facteurs)* (p. 5138) ; *Amendements de MM. Barthélemy, Benoît, Coutant, Gabelle, Godin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Surveillantes féminines, principalat des facteurs, intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs)* (p. 5139) ; Chap. 1030 : *Amendement de M. Coutant tendant à renvoyer à la commission le chapitre relatif aux services communs spéciaux (réforme des lignes et réseaux téléphoniques)* (p. 5141) ; Chap. 1050 : *Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des*

Chèques Postaux (Employés faisant fonction d'un grade supérieur) (p. 5142); Chap. 1060 : *Services des télécommunications (Candidats au téléphone)* (p. 5142); *Amendement de M. Godin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des télécommunications (Réforme du service des lignes)* (p. 5143); Chap. 1080 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Receveurs des petits bureaux)* (p. 5143); Chap. 1090 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (Recrutement d'employés par les receveurs directeurs de petits bureaux)* (p. 5144); Chap. 1110 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Travail de nuit des postiers)* [15 novembre 1952] (p. 5254); Chap. 1120 : *Indemnités éventuelles (Reclassement des inspecteurs du corps de contrôle)* (p. 5254); *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnité forfaitaire pour travaux dangereux)* (p. 5255); Chap. 3130 : *Demande de rétablissement des crédits pour le transport des correspondances (Rétribution des transports par la S. N. C. F.)* (p. 5256); *Amendements de MM. Penoy, Coutant et Lamps tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales)* (p. 5257); Chap. 6090 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement des travaux d'établissement (Logement des fonctionnaires des P. T. T. à Paris)* (p. 5258); *Explications de vote sur l'ensemble (Excédent de recettes de 6 milliards)* (p. 5259). — Donne sa démission de Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P. T. T.; **CAISSE D'ÉPARGNE :** *Discussion générale (Observations sur le développement du réseau téléphonique et service de nouveaux abonnés)* [23 janvier 1953] (p. 229 et suiv.); Etat A, Chap. 5300 : *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bâtiments (Construction*

d'une nouvelle poste à Suresnes) (p. 231); *Demande de rétablissement des crédits pour les bâtiments (Reconstruction du centre de tri de Mâcon à Chalon)* (p. 231); Chap. 5320 : *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux téléphoniques (Centraux de Charlebourg et Maillot)* (p. 231); Article additionnel : *Amendement de M. Bichet tendant à créer un comité mixte permanent pour le développement des commutations automatiques* (p. 233); Art. 1^{er} bis : *Demande de disjonction de l'article bloquant 1.400 millions en vue de l'installation de postes téléphoniques satellites d'immeubles* (p. 233, 234); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} A : *Création d'un comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* [3 février 1953] (p. 876); Art. 3, Chap. 5300 : *Amendement de M. Mazuez tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'équipement de bâtiments (Transfert du centre de tri de Mâcon à Chalon-sur-Saône)* (p. 877). — Répond à une question : de M. Boutavant relative au tarif préférentiel des périodiques [27 février 1953] (p. 1449, 1450); — de M. A. Lenormand relative aux dommages mobiliers subis par certains réfugiés [27 février 1953] (p. 1451). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en seconde lecture, du projet de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, Art. 5 : *Unité de juridiction* [22 mars 1955] (p. 1824); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M., Art. 3 : *Amendement de M. Bullanger (Majorations autorisées)* [22 mars 1955] (p. 1827). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. R. Schmitt sur la politique de construction du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1871, 1872). — Prend part à la discussion : en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE**

LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 3 : *Réparation des dommages de guerre* [25 mars 1955] (p. 1953); Etat D, ligne 3 : *Amendement de M. Coudray (Abattement pour usure normale)* (p. 1953); Art. 4 : *Loyers des constructions provisoires, achat de dommages par les communes, décret concernant les avances* (p. 1956); Art. 12 : *Constructions d'H.L.M. à Paris* (p. 1958); Art. 13 bis A : *Sa demande de disjonction (Logements inoccupés construits avec l'aide de l'Etat)* (p. 1959); Art. 18 : *Amendement de M. Coudray (Reclassement du personnel licencié)* (p. 1962); Art. 18 bis : *Achat de dommages de guerre* (p. 1963); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 8 : *Indemnisation pour les fondations exceptionnelles nécessitées par l'état du sol ou les règles de l'urbanisme* [26 juillet 1955] (p. 4291); Art. 10 : *Mutation d'un bien sinistré et du droit à indemnité* (p. 4298). — Répond à une question orale : de M. Garet relative au Règlement des sinistrés mobiliers [18 novembre 1955] (p. 5856, 5857); — de M. Bouxom relative au relogement des familles expulsées [18 novembre 1955] (p. 5857). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

DUCLOS (M. Jacques), Député de la Seine [6^e Circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre

des mesures d'amnistie pour le 14 juillet, **n° 97**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an, **n° 108**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, **n° 356**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant : 1^o à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2^o à atténuer, pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, **n° 658**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 687**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution, **n° 688**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant : 1^o à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2^o à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, **n° 1126**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 francs par an, **n° 1140**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 janvier 1952 la date de paiement des impôts directs exigibles le 16 novembre 1951, **n° 1516**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives, et à permettre la libre discussion des salaires entre employeurs et salariés dans la profession de la boulangerie, **n° 1861**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à relever le plafond prévu à l'article 154 du Code général des impôts pour la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales, **n° 1957**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger le

décret du 10 mai 1947 portant dissolution du Mouvement démocratique de rénovation malgache, n° 2029. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à fixer à 12 millions et 3 millions de francs le montant maximum du chiffre d'affaires permettant d'être admis au régime du forfait pour la fixation du bénéfice imposable à la taxe proportionnelle et à assouplir certaines dispositions du Code général des impôts relatives au régime du forfait, n° 2428. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir une baisse de prix sur tous les produits ayant subi des hausses depuis le mois d'octobre 1951, n° 2485. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à réviser les mesures appliquées en 1952 aux contribuables soumis au régime du forfait en matière de taxe proportionnelle, n° 3146. — Le 16 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution fixant les formes dans lesquelles la révision constitutionnelle peut avoir lieu, n° 5116. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à réviser la Constitution en vue d'assurer le respect des principes inscrits dans son préambule et d'accentuer son caractère démocratique, n° 5288. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à obtenir une baisse réelle des prix par la suppression des taxes sur les produits de consommation courante, n° 5594. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à désigner une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les incidents survenus à Casablanca les 7 et 8 décembre 1952, n° 5633. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à annuler les instructions ministérielles qui ont entraîné, pour 1953, une majoration sensible du montant des forfaits en matière de taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 5918. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 80 (§ 1^{er}) du Code pénal, n° 5979. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale, à la représentation proportionnelle des groupes, d'une Commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles a pu s'établir pendant des années un trafic de piastres indochinoises, n° 6142. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches

et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947, n° 6347. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à porter l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 francs par an ; 2° à majorer dans les mêmes proportions les pensions servies par la Sécurité sociale, n° 6796. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à l'annulation de toutes sanctions, procédures disciplinaires et poursuites prises ou engagées à l'encontre des travailleurs ayant exercé leur droit constitutionnel de grève ; 2° à l'amnistie des travailleurs condamnés à des peines de prison ou d'amende pour avoir exercé leur droit constitutionnel de grève, n° 6801. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de réduire de 20 0/0 les tarifs de l'électricité, du gaz, de la S. N. C. F. (marchandises et voyageurs), de la Régie autonome des transports parisiens, des Compagnies locales et départementales de transports urbains, des P. T. T., ainsi que les prix des charbons, de l'essence, du tabac et des allumettes, n° 6802. — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1954 le délai ouvert au Parlement pour la ratification des décrets provisoirement en vigueur pris en application de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, n° 7253. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à la suppression des privilèges fiscaux des grandes sociétés capitalistes et à l'augmentation des charges fiscales des bénéficiaires de l'économie de guerre, n° 7433. — Le 7 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, à surseoir aux exécutions capitales et à prendre de larges mesures de libération en faveur des emprisonnés, des « éloignés » et des exilés des départements, territoires d'outre-mer, territoires associés, Tunisie et Maroc, n° 8825. — Le 10 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la baisse du prix du blé pour le calcul du prix du pain et à supprimer les taxes fiscales du circuit blé-farine-pain, n° 9120. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 2 milliards de francs afin de venir en aide

aux victimes du séisme qui a ravagé une partie de l'Algérie dans la nuit du 8 au 9 septembre 1954, n° 9272. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à réaliser plus de justice fiscale en faisant payer les riches, n° 10192. — Le 2 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, à titre gratuit, trois millions de quintaux de blé à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc, n° 10239. — Le 29 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les demandes de crédits nécessaires pour satisfaire les revendications des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, n° 11052. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à assurer la sécurité du logement aux locataires des immeubles d'Etat, n° 11109. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à porter à trois semaines la durée du congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, n° 11517. — Le 30 octobre 1955, une proposition de loi tendant au rétablissement du scrutin proportionnel pour l'élection des députés, n° 11767. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale et à supprimer les apparentements, n° 11797. — Le 18 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 20, 24, 90, 92, 98, 101 et 102 de la Constitution afin de supprimer l'existence du Conseil de la République, n° 11928.

Interventions :

Est entendu sur la validation des élections du département de la Seine (4^e circonscription) (Cas de M. Thorez) [20 juillet 1951] (p. 5999, 6000, 6001). — Dépose une demande d'interpellation sur les suites que comporte le programme de politique extérieure exposé à Tarbes par le Président de la République [6 novembre 1951] (p. 7663). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Son rappel au règlement (Temps de parole)* [16 novembre 1951] (p. 8163) : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des dépenses militaires, le coût de la guerre d'Indochine, les méfaits du pacte Atlantique, la guerre*

de Corée, le plan d'agression américain, la reconstitution de la Wehrmacht, le caractère fasciste du Gouvernement) (p. 8189 et suiv.) ; *Son ordre du jour blâmant le plan de fiscalité de M. René Mayer* (p. 8196, 8197) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ; Art. 2 : *Loi programmed'investissements prévue pour le charbon et l'acier* [11 décembre 1951] (p. 9021 et suiv.) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Budget de l'armée sans cesse accru, la politique d'agression du bloc antisoviétique, le N. A. T. O. et la subordination de la France, le problème indochinois, l'attitude des partis R. P. F. et S. F. I. O.)* [3 janvier 1951] (p. 68 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal : *Sa citation des paroles du Chancelier Adenauer* [19 février 1952] (p. 795, 796). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la crise économique en 1949, le boom de la guerre de Corée, l'agitation du patronat français et de la synarchie, le sauvetage du franc et la baisse des prix, l'amnistie fiscale, la duperie de la baisse des prix, le prix des engrais, l'écart des prix agricoles et industriels, la politique réactionnaire en France et en Grèce, le fardeau des dépenses militaires trop lourdes, la paix à signer avec l'Allemagne)* [1^{er} avril 1952] (p. 1672 et suiv.) ; Art. 7 : *Sa motion incidente tendant à abroger les décrets augmentant les prix de l'électricité, gaz, essence, tabac, postes etc.* [3 avril 1952] (p. 1827) ; Art. 43 : *Sa motion tendant à ne pas augmenter les forfaits en matière de taxe proportionnelle* [4 avril 1952] (p. 1919). — Sa demande d'interpellation déclarée irrecevable du fait de son emprisonnement [17 juin 1952] (p. 2957). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation du secrétaire général de la C. G. T. Alain Le Léap [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur les conditions de l'arrestation de Guy Ducloné, Paul Laurent, Louis Baillot et Jean Meunier, dirigeants de l'Union de la jeunesse républicaine de France [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur les conditions dans lesquelles Alain Le Léap, Guy Ducloné, Paul Laurent, Louis Baillot et Jean Meunier sont traduits devant la justice militaire [21 octobre 1952] (p. 4264) ; — sur la poli-

tique extérieure du Gouvernement [25 novembre 1952] (p. 5623). — Prend part : à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer la pénalité de 10 0/0 pour retard de paiement des impôts et à supprimer les acomptes provisionnels* [21 décembre 1952] (p. 6916) ; — au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Programme de M. Mayer (Ses observations sur la misère des salariés, les négociations entre MM. Vincent Auriol et Soustelle, la réforme de la Constitution, les méfaits du plan Marshall et la politique atlantique suivie depuis 1948, le général Ridgway, les cas de MM. Marty, Tillon et Slansky, le procès de Guy Ducloux, les interrogatoires de Louis Baillot, Jean Meunier, Alain Le Léap poursuivis pour trahison, l'arrestation d'Ali Yata secrétaire du parti communiste marocain, le réarmement de l'Allemagne)* [6 janvier 1953] (p. 12 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique monétaire du Gouvernement, les projets de dévaluation [24 janvier 1953] (p. 270). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès France) : *Ses observations sur la politique de marshallisation suivie depuis 1947, le changement éventuel de politique étrangère et la preuve de son impossibilité, la paix en Indochine et le programme du parti communiste* [4 juin 1953] (p. 2971 et suiv.) ; — à la discussion du projet de loi n° 6443 portant redressement économique et financier : *Son contre-projet portant taxation de la rémunération des dirigeants de sociétés à l'impôt de 34 0/0 et à la taxe proportionnelle de 10 0/0* [7 juillet 1953] (p. 3297). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de liquidation de notre industrie aéronautique (Fermeture de la S. N. C. A. N., du Havre, licenciements à la S. N. C. A. S. E. chez Morane, chez Bréguet, et ailleurs) [6 octobre 1953] (p. 4015). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement tendant à l'examen du rapport Depreux sur l'amnistie pour faits de grève* [20 octobre 1953] (p. 4410). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour condamnant la politique du Gouvernement en Indochine et demandant un traité de paix et d'amitié avec Ho Chi Minh* [27 octobre 1953]

(p. 4607). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative aux contribuables soumis au régime de l'évaluation administrative [13 novembre 1953] (p. 5055, 5056). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (l'Europe de MM. Schuman et Le Bail voisine de celle du Chancelier Hitler, la création d'une Europe réactionnaire, les revendications allemandes, la platitude du Gouvernement français devant les U. S. A. et l'Allemagne)* [19 novembre 1953] (p. 5299 et suiv.) ; *Son ordre du jour condamnant la politique européenne du Gouvernement* [24 novembre 1953] (p. 5489) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi en Commission pour demander la hausse du traitement de base des fonctionnaires et un acompte mensuel de 7.000 francs pour ceux-ci* [11 décembre 1953] (p. 6506) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : *Son amendement relatif à l'imposition des stocks des sociétés* [13 décembre 1953] (p. 6746) ; — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à entreprendre immédiatement des pourparlers avec le Gouvernement de la République du Viet Nam en vue de l'établissement du « cessez le feu » en Indochine avant la conférence de Genève* [9 mars 1954] (p. 762). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2100). — Prend part : à la discussion au fond des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Son ordre du jour avec demande de priorité (Pour un cessez le feu immédiat et général..., pour la prise en considération des propositions du Viet Minh..., contre l'envoi du contingent et la généralisation de la guerre)* [9 juin 1954] (p. 2873, 2874) ; — au débat : sur l'investiture de M. Mendès France, Président du Conseil désigné [17 juin 1954] (p. 3003) ; *Sa réplique au refus des voix communistes par M. Mendès-France : « C'est anti-constitutionnel »* (ibid.) ; — à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour (Respect des accords de Genève, solution pacifique du problème allemand)* [23 juillet 1954] (p. 3585) ; — du projet de loi relatif à l'équi-

libre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Développement des ressources énergétiques, ajournement à octobre du problème des salaires, concentration capitaliste, détente internationale et ratification de la C. E. D.)* [10 août 1954] (p. 4027 et suiv.) ; — d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour (« Opposition renouvelée » à toute renaissance du militarisme; Rejet des Accords de Londres; Recherche d'un accord à Quatre sur l'unité allemande; Poursuite des négociations à l'O. N. U. sur le désarmement)* [8 octobre 1954] (p. 4645) ; — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Son ordre du jour avec demande de priorité; Arrêt immédiat de la répression et rappel des troupes; Discussion nécessaire avec les « représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne »* [10 décembre 1954] (p. 6106) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Echec de la C. E. D., mais rechute avec les Accords de Paris, déclarations passées contre le réarmement de l'Allemagne et son admission à l'O. T. A. N. (Maurice Schumann, Robert Schuman, P.-H. Teitgen, ordre du jour du 19 février 1952); Renonciation de Bonn à toute action offensive (Ambiguïtés), déclarations de révisionnistes allemands et du général Eisenhower, fatalité prétendue du réarmement allemand (Position russe alléguée — réponse), « guerre préventive » envisagée par le général Billotte et les U. S. A. (Controverse), limitations et contrôles illusoires (Déclarations du Ministre Oberländer), utilisation éventuelle de l'arme atomique (Déclarations de M. Anderson, du maréchal Montgomery et de M. Bevan); Possibilités juridiques et pratiques pour la France de s'opposer au réarmement allemand, responsabilités personnelles de M. Mendès-France, vanité des « négociations parallèles » envisagées par lui (Presse britannique), dénonciation annoncée des pactes franco- et anglo-soviétiques, opposition des sociaux-démocrates et de la jeunesse allemande, propositions constructives soviétiques touchant le contrôle des forces de police, engagements militaires britanniques et américains en Europe; Conséquence économique des Accords, question de la Sarre, « Alliance des marchands de canons franco-allemands » (Cas de la famille Adenauer, de F. Flick, etc.);*

Propositions soviétiques touchant l'unité allemande et la sécurité européenne, question des élections libres (Exemples de Genève et du Viet Nam), position particulière du parti socialiste français, appel lancé par les socialistes allemands, pétitions et délégations populaires au Palais-Bourbon, évocation de la volonté populaire [21 décembre 1954] (p. 6707 à 6715). — Dépose une demande d'interpellation : sur la ratification du pacte du Sud-ouest asiatique [31 janvier 1955] (p. 502); — sur le faux, contenant menaces et fac-similé de sa signature, parvenu aux sénateurs au moment de la ratification des accords de Paris [11 mars 1955] (p. 1318). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Suppression des zones d'abattement de salaires, fixation de la date de discussion de son interpellation sur des faux envoyés au Conseil de la République* [11 mars 1955] (p. 1319, 1320). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Son contre-projet (Réforme de la fiscalité; Impôt unique et progressif sur le revenu des personnes physiques)* [19 mars 1955] (p. 1737). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins : *Absence du Ministre intéressé* [24 mars 1955] (p. 1905). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Son contre-projet tendant à réaliser plus de justice fiscale en faisant payer les riches* [29 mars 1955] (p. 2077). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction du meeting sur l'Algérie [21 juin 1955] (p. 3168). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Non-inscription des textes faisant droit aux revendications des travailleurs; La situation en Algérie* [21 juin 1955] (p. 3169, 3170). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Création par décret d'un tribunal militaire de cassation, situation au Maroc, statut de l'Algérie, problème agraire, les attaches locales de MM. Borgeaud et Blachette, répression et envoi d'un contingent en Algérie, camps de concentration, censure, rapport de M. Christian Pineau sur l'Algérie, condamnation du colonialisme, problème agraire, suppression des communes mixtes* [29 juillet 1955] (p. 4500 à 4506). — Dépose une demande d'interpellation : sur la dissolution du parti

communiste algérien, les rappelés et le maintien à l'armée du contingent libérable [6 octobre 1955] (p. 4802); la développe : *Mouvement national algérien, politique de M. Soustelle, gouvernement de « salut public » envisagé par le R.P.F., interdiction d'Alger républicain, opposition des élus du 2^e collège, situation lamentable des travailleurs algériens, répression collective, réforme agraire, nécessité de négocier et d'abroger la loi sur l'état d'urgence, rappel des soldats envoyés en Afrique du Nord* [11 octobre 1955] (p. 5002 à 5010); *Son ordre du jour (Refus de la politique d'intégration, cessation des opérations militaires, abrogation de la loi sur l'état d'urgence, droit du peuple algérien à l'indépendance)* [13 octobre 1955] (p. 5101, 5102); *Ses explications de vote (Exactitude du reportage du Monde, négation du fait national algérien par le Gouvernement)* (p. 5111, 5112); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Aspirations nationales de l'Algérie)* [19 octobre 1955] (p. 5138, 5139); — sur les mesures impopulaires envisagées par le Gouvernement comme devant être votées par l'Assemblée nationale issue des élections brusquées [25 octobre 1955] (p. 5247); *Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion* [25 octobre 1955] (p. 5247, 5248); la développe : *Conséquences de la politique de cette législature, remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, loi Barangé, guerre du Viet-Nam, politique en Afrique du Nord, éventualité d'impôts nouveaux et du rappel de classes, droit du peuple algérien à l'indépendance, expansion économique et profits capitalistes, salaires, situation des ouvriers agricoles, atteintes aux libertés municipales* [26 octobre 1955] (p. 5284 à 5288, 5292); *Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal (Referendum sarrois)* (p. 5300); *Attitude du parti communiste dans l'affaire sarroise* (p. 5309, 5310); *Son ordre du jour tendant à refuser la confiance au Gouvernement* (p. 5319); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Caillavet (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5387, 5388); *Echec de Léon Blum aux élections de 1928* (p. 5397); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions) discours de M. Auriol du 2 août 1945 sur le scrutin d'arrondissement, manœuvre de M. Mendès-France* [31 octobre 1955] (p. 5430

et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Apparementements et campagne « arrondissementière » ; Conditions du triomphe d'une majorité de gauche)* [2 novembre 1955] (p. 5475 à 5477). — de ce projet de loi en deuxième lecture : *contre-projet de M. Naegelen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin uninominal à deux tours)* [9 novembre 1955] (p. 5611); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Elections anticipées avec la loi de 1951 sans les apparementements) : Suppression des apparementements et élections anticipées, opération des arrondissementiers — triumvirat Mendès-France, Borgeaud, de Montalembert* [12 novembre 1955] (p. 5644, 5645); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Son amendement (Elections en Algérie le même jour que dans la métropole, abrogation de la loi sur l'état d'urgence)* [15 novembre 1955] (p. 5693); — Est entendu sur la question de confiance posée contre les propositions de la conférence des présidents : *Politique de répression en Afrique du Nord; Scrutin d'arrondissement; Attitude des socialistes en cas de consultation électorale avec ce mode de représentation (Interrogation)* [29 novembre 1955] (p. 6048 à 6050).

DUCOS (M. Hippolyte), *Deputé de la Haute-Garonne (R.R.S.)*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale : membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**) et membre suppléant de cette Commission [3 mars 1955] (**F. n° 501**).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours immédiat aux sinistrés des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois d'avril, mai, juin et juillet 1951 dans le département de la Haute-Garonne; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; 3° à attribuer une subvention au département de la Haute-Garonne en vue de la création d'une caisse pour la défense contre les calamités agricoles, n° 270. — Le 29 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de la France au IX^e Congrès international des industries agricoles, n° 902. — Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations et à prévoir à cet effet un crédit de 100 millions, n° 2577. — Le 19 juin 1952, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3264) portant ouverture de crédit pour la commémoration du cinquantième centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, n° 3732. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures pour que les locaux du Musée Eugène Delacroix qui risquent, du fait d'un projet de vente en cours de réalisation, d'être soustraits à leur destination, soient acquis par l'Etat et remis en toute propriété à « la réunion des musées nationaux », n° 3886. — Le 4 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 3886) de M. Ducos tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures pour que les locaux du Musée Eugène Delacroix qui risquent, du fait d'un projet de vente en cours de réalisation, d'être soustraits à leur destination, soient acquis par l'Etat et remis en toute propriété à « la réunion des musées nationaux », n° 3998. — Le 12 mars 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 4305) autorisant la cession d'un terrain domanial à la Société anonyme d'habitations à loyer modéré de l'Université de Toulouse, n° 5828. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 83 de la Constitution,

n° 5940. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6969) de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à apporter son concours à l'érection d'un monument au Maréchal Lyautey, à Paris, à l'occasion de la célébration de son centenaire, n° 7409. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale, n° 9404. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 258 du Code des pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre et l'article 36 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 en vue de supprimer certaines anomalies relatives à la retraite du combattant, n° 9978. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-668 du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par procuration, n° 11234. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de la Haute-Garonne les crédits nécessaires pour indemniser les agriculteurs et propriétaires victimes des récents orages de grêle, n° 11444.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : EDUCATION NATIONALE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Plan Jean Perrin)* [19 décembre 1951] (p. 9445, 9446); *le retire* (p. 9446); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Construction des Ouragan)* [22 décembre 1951] (p. 9616); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1952] (p. 1379, 1380); *Proposition de loi de M. Triboulet tendant à retarder au 15 octobre 1952 l'incorporation des étudiants sursitaires* (p. 1408); *Son amendement tendant à prévoir l'examen des cas individuels* (p. 1431); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Art. 1^{er}, Etat A,

ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le monument des trois maréchaux à Saint-Gaudens* [10 avril 1952] (p. 2110); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale; Etat E, AIR, Chap. 3317 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel de transports civils (Avions Armagnac)* [13 juin 1952] (p. 9220); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 juillet 1952] (p. 3487). — Dépose une demande d'interpellation sur la continuation de l'erreur pédagogique des « classes nouvelles », l'organisation défectueuse des « centres pédagogiques régionaux », la multiplication des spécialités dans un enseignement du deuxième degré, la réforme par voie d'autorité de l'orthographe [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Chap. 4201 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour organismes internationaux (Bureau international de chimie analytique)* [25 octobre 1952] (p. 4469, 4470); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 6160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du génie rural (Electrification rurale)* [21 décembre 1952] (p. 6954, 6955); *le retire* (ibid.); du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3796 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la mobilisation industrielle et à la protection civile, présentée par M. Pineau* [26 janvier 1953] (p. 388, 389); Etat A, GUERRE, Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire des fabrications d'armement (Reclassement des ingénieurs de 2^e classe)* [26 janvier 1953] (p. 427); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre revision des baux* [10 mars 1953] (p. 1701); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fer-

mage; Article unique : *Son amendement relatif au délai de quinze mois accordé au preneur avant l'exercice du droit de reprise* [24 mars 1953] (p. 2280, 2281); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à effectuer la reprise du fonds après un délai de dix-huit mois en cas de jugement accordant la reprise* [31 décembre 1953] (p. 7132). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme en cours de l'enseignement secondaire, dont la structure et l'esprit risquent d'être gravement atteints [10 juillet 1953] (p. 3453); la développe : *Défense et illustration de la culture abstraite et désintéressée — études gréco-latines et « humanités modernes » de style classique —; nocivité des « méthodes actives »; « étrange idée » d'une agrégation des lettres modernes; « marais intermédiaire » des nouvelles « sections techniques » et du « cycle court », préjudiciables à la culture théorique comme au véritable enseignement technique; règne dangereux des orienteurs et psycho-techniciens; dangers de la pédagogie américaine* [23 juillet 1953] (p. 3841, 3844). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale : Importance pour l'agriculture des industries de transformation et de conservation (Régularisation de la demande, stabilisation de la qualité, amélioration de la distribution), Organisme central à instituer* [22 octobre 1953] (p. 4475, 4476). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements dans les usines d'aviation [27 novembre 1953] (p. 5628). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires (Exercice 1954), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Disjonction de l'article 4 ter interdisant les licenciements dans les arsenaux)* [31 décembre 1953] (p. 7135); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954, Etat annexe, SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : *Amendement de M. Triboulet (Fabrications d'armement, licenciement du personnel)* [25 février 1954] (p. 519); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A : *Situation de nos*

fabriques d'armement, suppression des centres de production aéronautique du Havre et de Sartrouville, la Société des constructions aéronautiques du Sud-Est, licenciements de personnel [19 mars 1954] (p. 1070, 1071); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du tourisme pour 1955, (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-13 : *Revendications des conducteurs de chantiers et agents de travaux* [9 décembre 1954] (p. 5995, 5996, 5999); *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Date d'application des indices des agents de travaux et conducteurs de chantiers)* [18 décembre 1954] (p. 6577); Chap. 34-13 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, sa demande de disjonction (Classement dans le service actif)* (p. 6578); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat B, Chap. 66-30 : *Demande de disjonction de M. Schmittlein (Subventions d'équipement pour des établissements du premier degré)* [13 décembre 1954] (p. 6254); Etat A, Chap. 36-45 : *Demande de réserver ce chapitre, présentée par Mlle Dienesch (Augmentation des crédits accordés aux chambres de commerce faisant fonctionner des cours d'apprentissage)* (p. 6281); *Ses explications de vote* [13 décembre 1954] (p. 6338); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Licenciements dans les établissements de l'Etat)* [29 juin 1955] (p. 3450); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, Chap. 31-51 : *Officiers de la gendarmerie nationale* [23 juillet 1955] (p. 4136 et suiv.); SECTION GUERRE, Chap. 53:71 : *Licenciements dans les établissements de l'Etat* (p. 4182, 4183); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 25 bis : *Licenciements dans les cartoucheries* [4 août 1955] (p. 4609, 4610); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Son amendement (Mandat des députés d'Algérie)* [15 novembre 1955] (p. 5694, 5695). = S'excuse de son absence [8 janvier 1952] (p. 197). = Obtient un congé [8 janvier 1952] (p. 197).

DUCREUX (M. Jacques), *Député des Vosges* (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôt :

Le 25 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la modification du régime de l'admission temporaire et, notamment, à prendre toutes dispositions excluant du régime actuel les fils, filés et tissus de coton ou de fibrane destinés au blanchiment, à la teinture ou apprêt ou au finissage, lorsqu'ils doivent être exportés dans des territoires d'outre-mer de l'Union française autres que le Maroc, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun ou le Togo, **n° 2467**.

Interventions :

S'excuse de son absence [4 septembre 1951] (p. 6859). = Obtient un congé [4 septembre 1951] (p. 6859).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [5 février 1952] (p. 424).

DUFOUR (M. André), *Député de l'Isère (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de

frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (F. n° 495). — Est nommé Secrétaire de cette Commission interparlementaire [3 mars 1955] (F. n° 501).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décerner la croix de la Légion d'honneur aux deux cheminots qui, par leur héroïque conduite, ont évité la catastrophe qu'un accident mécanique survenu à l'express Paris—Grenoble, le 18 juillet, aurait entraînée, n° 204. — Le 26 juillet 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 204) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à décerner la croix de la Légion d'honneur aux deux cheminots qui, par leur héroïque conduite, ont évité la catastrophe qu'un accident mécanique survenu à l'express Paris—Grenoble, le 18 juillet, aurait entraînée, n° 307. — Le 19 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 23 février 1949 relatif à l'aménagement et au fonctionnement des dispensaires antituberculeux, n° 1151. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre au Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre, l'Hôtel national des Invalides, n° 1536. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du département de la Drôme une attribution de 25 millions de secours d'urgence, en attendant l'évaluation exacte des dégâts subis, n° 1712. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Isère, n° 2023. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Hautes-Alpes, n° 2102. — Le 24 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir efficacement les chômeurs victimes, notamment, de la grave crise que traverse

l'industrie textile dans l'Isère en ouvrant sans délai un fonds de chômage dans toutes les localités où il est demandé par le conseil municipal, n° 2449. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux anciens combattants, pensionnés à titre définitif pour maladie contractée à l'unité combattante, le droit à la médaille militaire et à la Légion d'honneur, dans les mêmes conditions que pour les pensionnés pour blessures de guerre, n° 2694. — Le 9 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un minimum de 30 postes d'instituteurs et institutrices au département de l'Isère pour l'année 1952, n° 3273. — Le 12 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice de la réduction sur les transports aux familles nombreuses pour les enfants âgés de plus de 18 ans poursuivant leurs études, n° 3325. — Le 22 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3495) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire instituer par la S. N. C. F., au profit des jeunes âgés de moins de 21 ans, un billet collectif, dit de fin de semaine, comportant une réduction de tarif de 50 0/0, n° 3862. — Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250 millions de francs destinés à indemniser les victimes des inondations, de la grêle et autres calamités à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes des Hautes-Alpes, notamment à Gap, le vendredi 27 juin 1952 ; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts ; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements des dommages causés, n° 3948. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3908) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge le financement du désenclavement de Mantet dans les Pyrénées-Orientales, n° 5515. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3507) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier d'une réduction

tion de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. tous les malades hospitalisés dans les établissements de cure ou de soins, de quelque nature que ce soit, y compris les malades originaires de l'Afrique du Nord et de la Corse, soignés dans la métropole, à l'occasion d'une permission régulière ou, à défaut, à faire bénéficier du même avantage un membre de leur famille leur rendant visite, n° 5516. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à l'électrification de la ligne S.N.C.F. Lyon—Grenoble, n° 5593. — Le 5 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'atelier de fabrication de Saint-Priest (Isère), n° 5779. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5632) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre tout licenciement de personnel auxiliaire ou intérimaire des P. T. T. jusqu'à l'application intégrale à celui-ci de la loi du 3 avril 1950 et tant que n'auront pas été effectivement satisfaites les demandes d'abonnement au téléphone demeurées en instance faute de moyens d'installation et d'exploitation suffisants, n° 6066. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : 1° la proposition de loi (n° 5593) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à l'électrification de la ligne S. N. C. F. Lyon—Grenoble ; 2° la proposition de loi (n° 5604) de M. Berthet et plusieurs de ses collègues tendant à l'électrification de la section de ligne S. N. C. F. Lyon—Grenoble, n° 6495. — Le 19 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour 1954 les tarifs ferroviaires accordés en 1953 par la S. N. C. F. aux bénéficiaires des congés payés, n° 8101. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8101) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour 1954 les tarifs ferroviaires accordés en 1953 par la S. N. C. F. aux bénéficiaires des congés payés, n° 8244. — Le 20 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de permettre aux tra-

vailleurs bénéficiaires de billets de congés payés l'accès à tous les trains quelle que soit la date de leur départ, n° 8495. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8495) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de permettre aux travailleurs bénéficiaires de billets de congés payés l'accès à tous les trains quelle que soit la date de leur départ, n° 8674. — Le 11 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 500 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département de l'Isère ayant subi des dommages du fait de la tornade et des inondations des 7 et 8 décembre 1954, n° 9700. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 8574) de M. François Bénard tendant à la remise gratuite du chemin d'accès à la gare d'Eyguians-Orpierre par la S.N.C.F. à la commune d'Eyguians, n° 10343. — Le 18 mai 1955, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 7609) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer la législation et la réglementation du travail dans les hôtels, cafés, restaurants, notamment les décrets du 16 juin 1937 et du 31 décembre 1938 fixant la durée du travail dans les hôtels, cafés, restaurants et la loi du 25 février 1946 autorisant les inspecteurs du travail à interdire les heures supplémentaires en période de chômage, n° 10779. — Le 18 mai 1955, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 7276) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à établir le montant du salaire devant servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les employés des hôtels, cafés, restaurants, n° 10781. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 9506) de M. Billoux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux membres des organisations de jeunesse et

de plein air, n° 11143. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère un premier crédit d'urgence de 50 millions de francs destinés à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur plusieurs communes de la vallée du Rhône, ainsi que sur les cantons de Vinay et de Saint-Marcellin, n° 11468.

Interventions :

Est entendu sur une question de M. Billat à M. le Ministre de la Défense nationale au sujet de l'application du régime de sécurité sociale aux militaires titulaires d'une pension de retraite [14 septembre 1951] (p. 7378). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 1180 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour pensions et retraites (personnel retraité des chemins de fer secondaires)* [15 novembre 1951] (p. 8086) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole)* [27 novembre 1951] (p. 8507) ; Chap. 704 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tuberculeux pensionnés non hospitalisés* (p. 8522) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soins médicaux gratuits (Frais de séjour dans une maison de repos)* (p. 8550) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale (Ingénieurs de la météorologie)* [12 décembre 1951] (p. 9069, 9070) ; *le retire* (p. 9070) ; Chap. 1150 : *Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence aviation)* (p. 9071 et suiv.) ; Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 14 millions les crédits pour prestations obligatoires (Guerre d'Indochine)* (p. 9084) ; P. T. T., Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Principalat des facteurs)* [23 décembre 1951] (p. 9663) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Principalat des agents des*

lignes) (p. 9668) ; *Son amendement tendant à rétablir le crédit pour ce service (Suppressions d'emplois d'agents des lignes)* (p. 9668, 9669) ; Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnité de chaussures et bicyclettes)* (p. 9672) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Indemnité de repas)* (p. 9673) ; TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1140 : *Amendement de M. Litalien tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la Direction générale du tourisme (Inspecteur général)* [23 décembre 1951] (p. 9714) ; P. T. T., amendé par le Conseil de la République, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour indemnités éventuelles (Heures supplémentaires des receveurs et distributeurs)* [30 décembre 1951] (p. 10195) ; — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française en 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire)* [13 décembre 1951] (p. 9121, 9122). — Dépose une demande d'interpellation sur la restitution totale de ses biens au journal *Le Petit Dauphinois* [25 janvier 1952] (p. 380). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3122 : *Amendement de M. Benoit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de navigation aérienne (Indemnités d'insalubrité)* [13 novembre 1952] (p. 5068) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bureaux mixtes (Principalat des facteurs)* [14 novembre 1952] (p. 5138) ; Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Achats de vélomoteurs)* [15 novembre 1952] (p. 5251, 5252, 5254) ; *Amendement de M. Benoit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales* (p. 5252) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnité de responsabilité pécuniaire)* (p. 5252) ; Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités*

éventuelles (Agents comptables des recettes) (p. 5254); le retire (ibid.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3472 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs)* (p. 5262, 5263); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : *Attribution de la carte de déporté aux victimes du 11 novembre 1943* [2 décembre 1952] (p. 5901, 5902); *Amendement de M. Casanova tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Manque de personnel au Ministère)* [20 décembre 1952] (p. 6685); *Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions* (p. 6725); Chap. 4603 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les remboursements à la S. N. C. F. (Réductions sur les lignes d'autocar)* (p. 6731); — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur les indemnités aux membres du Conseil de l'Europe)* [13 décembre 1952] (p. 6307). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la recherche des enfants Finaly : *Ses observations sur l'émotion intense à Grenoble* [3 mars 1953] (p. 1547). — Dépose une demande d'interpellation : sur le rejet de dossiers relatifs à des demandes de cartes de déportés, internés de la Résistance [12 mai 1953] (p. 2638); — sur la remise au Gouvernement franquiste, par le préfet de l'Isère, d'un ouvrier espagnol, marié à une Française, et père de trois enfants [2 juillet 1953] (p. 3210); — sur le grave accident de chemin de fer de Serezin-du-Rhône et la sécurité des voyageurs [22 octobre 1953] (p. 4454). — Prend part à la discussion : d'un rapport sur les comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique pour 1951 : *Discussion générale* [26 novembre 1953] (p. 5543); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); P. T. T., Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des télécommunications (Frais de transport des inspecteurs)* [7 décembre 1953] (p. 6224); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures, de bicyclette et de responsabilité)* (p. 6230, 6233); Chap. 1120 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Taux de l'indemnité de guichet) (p. 6234); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Son rappel au règlement (Insuffisance du temps de parole)* [12 décembre 1953] (p. 6558); Etat A, Chap. 3115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des parcs et ateliers des Ponts et Chaussées (Insuffisance de leurs salaires)* (p. 6564, 6565); Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Service médico-social, colonies de vacances)* (p. 6568, 6569); Chap. 3461 : *Direction générale du tourisme (Organisation de vacances « Tourisme et Travail »)* (p. 6580); Chap. 4461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux associations de tourisme (Subvention à « Tourisme et Travail »)* (p. 6588); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de Secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux Députés)* [10 décembre 1953] (p. 6444, 6445), [11 décembre 1953] (p. 6463); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 107.100.000 fr. les crédits pour l'Assemblée de l'Union française (Suppression de la prime de Secrétariat)* (p. 6465); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui vise la vente de l'établissement de Saint-Priest)* [19 mars 1954] (p. 1073); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Réforme des catégories)* [9 novembre 1954] (p. 4839); Chap. 1110 : *Son amendement indicatif (Gratuité du logement pour les receveurs)* (p. 4843); Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (Surclassement des centres et recettes des P. T. T.)* [10 novembre 1954] (p. 4873); *Son amendement indicatif (Modification du statut des inspecteurs)* (p. 4873); *Son amendement indicatif (Relèvement des indices des receveurs de 5^e et 6^e classes)* (p. 4876); *Son amendement indicatif (Réforme des catégories)* (p. 4877); — du projet de loi relatif aux

dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE), Etat A Chap. 43-91 : *Aide aux aéro-clubs, détaxation de l'essence* [17 novembre 1954] (p. 5156) ; — du projet de résolution et de la proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Ses explications de vote* [7 décembre 1954] (p. 5917) ; — du projet de résolution relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour 1952, en qualité de *Rapporteur* [7 décembre 1954] (p. 5919) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Sa motion préjudicielle (Dotation du fonds routier)* [4 décembre 1954] (p. 5838) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Tourisme* [9 décembre 1954] (p. 5982, 5983) ; Chap. 31-15 : *Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers* (p. 6003) ; Chap. 44-61 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des subventions accordées aux organismes de tourisme populaire)* [11 décembre 1954] (p. 6144) ; Etat B, Chap. 53-30 : *Réparation du pont reliant Grenoble à Fontaine sur le Drac* [14 décembre 1954] (p. 6347) ; Etat A, Chap. 45-44 : *Son amendement indicatif (Billet collectif à 50 0/0)* [18 décembre 1954] (p. 6572) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-04 : *Indemnité « de perte de biens » aux combattants de la Résistance* [10 mars 1955] (p. 1288) ; Chap. 46-27 : *Soins médicaux gratuits* [11 mars 1955] (p. 1329, 1330) ; *Remboursement des spécialités pharmaceutiques* (p. 1331) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif (Indemnités pour heures de nuit)* [15 mars 1955] (p. 1457) ; *Son amendement indicatif (Indemnités de chaussures, de bicyclette et d'entretien de bicyclette)* (p. 1457) ; Etat C, Chap. 53-22 : *Son amendement indicatif (Compressions de personnel et réseau téléphonique de Grenoble)* (p. 1465) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A. Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Agent des tours hert-*

ziennes) [12 mai 1955] (p. 2730, 2731) ; *le retire* (p. 2731).

DUMAS (M. Joseph), *Député de la Seine* (6^e secteur) (M.R.P.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est élu Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [23 mars 1955] (F. n° 514). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; titulaire du Conseil supérieur de la France d'outre-mer [17 février 1953] (F. n° 231) ; de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (F. n° 347) ; Président de cette Commission [18 février 1954] (F. n° 349).

Dépôts :

Le 21 septembre 1951, une proposition de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 1200. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi étendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie, n° 1845. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide efficace aux agriculteurs de l'Est constantinois dont les récoltes de céréales ont été totalement anéanties, n° 1866. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution (n° 1883) adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour for-

muler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 2011**. — Le 18 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Abbas Guèye et plusieurs de ses collègues (n° 1727) tendant à fixer à 15 heures la reprise du travail de l'après-midi de chaque vendredi pour tous les travailleurs musulmans d'Afrique occidentale française, **n° 2045**. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 2851) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1727) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'heure de la reprise du travail du vendredi après-midi pour les musulmans des territoires d'outre-mer, du Cameroun et du Togo, **n° 2984**. — Le 7 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 2557) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 4301**. — Le 6 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre avant le 1^{er} février 1953 une décision concernant la date des vacances scolaires, **n° 5260**. — Le 18 mars 1953, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 4402) de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date la création de « Jeux de l'Union française » permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française, **n° 5924**. — Le 26 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité de gérance et de responsabilité des receveurs et chefs de centre des P.T.T. au même taux que celle des comptables des régies financières, **n° 6044**. — Le 18 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser des échanges européens de travailleurs, **n° 6178**. — Le 4 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs, **n° 7072**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1213) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, **n° 7227**. — Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 8215) de M. Ranaivo tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions utiles en vue d'assurer aux retraités des cadres locaux de Madagascar soumis au régime de pension institué par le décret n° 51-965 du 21 juillet 1951, le paiement, à compter du 1^{er} janvier 1952, de l'indemnité temporaire de 35 0/0 prévue, à compter de la même date, par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, en faveur des personnels retraités du Code des pensions civiles et militaires et de la Caisse de retraite de la France d'outre-mer en résidence dans les territoires compris dans la zone du franc C.F.A., **n° 9090**. — Le 9 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder un capital-décès aux ayants droit des fonctionnaires décédés avant l'âge de 60 ans qui, au moment de leur décès, étaient bénéficiaires d'une pension d'invalidité, **n° 10322**. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 11458) de MM. Ranaivo et Elain tendant à déclarer pupilles des territoires dont ils sont ressortissants les orphelins mineurs de certaines personnes disparues lors des troubles survenus dans ces territoires, **n° 11737**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du Loir-et-Cher [5 juillet 1951] (p. 5905). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est entendu sur la validation des élections dans le département du Loir-et-Cher : en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5971). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) :

Question préalable opposée par M. Boutavant [4 septembre 1951] (p. 6886). — Est entendu sur une demande de délai supplémentaire formulée par le Conseil de la République : *Discussion du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer* [18 décembre 1951] (p. 9262). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 82 : *Amendement de M. Bouxom tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2237). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer en deuxième lecture* [28 octobre 1952] (p. 4519). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [6 novembre 1952] (p. 4794-4798) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Benoist tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5466) ; Art. 5 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à donner aux inspecteurs du travail le contrôle des lois sociales* (p. 5472) ; Art. 29 bis : *Amendement de M. Godin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux règles applicables aux contrats de travail* (p. 5475) ; Art. 38 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation de contrats* (p. 5485) ; Art. 59 bis : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'article punissant l'embauchage comme ouvriers de jeunes gens liés par un contrat d'apprentissage* (p. 5489) ; Art. 72 : *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'avis du chef du territoire sur les conventions collectives* (p. 5493) ; Art. 74 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la réglementation des conditions de travail par arrêté du chef du territoire* (p. 5495) ; Art. 90 : *Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'alinéa faisant fixer le taux des indemnités de dépaysement par les chefs de territoire* (p. 5497) ; Art. 100 : *Amendement de M. Silvandre ten-*

dant à ne viser que les inscrits maritimes (p. 5499) ; Art. 46 bis : *Indemnité de licenciement* (p. 5521) ; Art. 148 bis : *Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'article interdisant aux inspecteurs du travail de posséder des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle* (p. 5529) ; Art. 211 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à ajouter la référence à l'article 34* (p. 5544) ; Art. 227 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les Territoires d'outre-mer* (p. 5548, 5549) ; Art. 227 : *Nouveau texte de l'article* (p. 5550, 5551) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5555) ; — du projet de loi relatif à la composition du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la mention de l'article 5 de la loi du 6 février 1952* [19 novembre 1952] (p. 5379) ; Art. 14 : *Son amendement relatif à l'application de la législation sur les incompatibilités et les inéligibilités* (p. 5380) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 20 : *Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de l'Afrique Occidentale* [15 décembre 1952] (p. 6401). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Ses observations sur le cas des Alsaciens incorporés de force dans les SS)* [18 février 1953] (p. 1118). — Son rapport sur les élections partielles du département du Loir-et-Cher [20 février 1953] (p. 1206). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 20 : *Son amendement tendant à amnistier les grévistes condamnés en A. O. F. ou à Madagascar* [24 février 1953] (p. 1301) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à amnistier les délits de la législation du travail commis dans les Territoires d'outre-mer* [10 mars 1953] (p. 1775). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences des grèves des agents de la R. A. T. P. qui nuisent considérablement aux usagers [26 février 1953] (p. 1358). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Grèves tournantes de la R. A. T. P.* [10 mars 1953] (p. 1728). —

Dépose une demande d'interpellation sur la non-application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer [18 novembre 1953] (p. 5241). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Motion préjudicielle de M. Silvanre tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer* [23 novembre 1953] (p. 5421) ; Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Grèves en A. O. F. pour réclamer l'application du Code du travail et l'augmentation des salaires horaires)* (p. 5426 et suiv.) ; Chap. 3123 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour formation complémentaire de fonctionnaires (Application de l'article 112 du Code du travail dans les Territoires d'outre-mer)* (p. 5447). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au relèvement des salaires anormalement bas à la S.N.C.F. et dans les mines [4 décembre 1953] (p. 6005). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; Art 3 : *Amendement de M. Mailhe (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3996) ; *Renvoi en commission de l'article 3* (p. 3999) ; *Article additionnel de M. Raingeard (Mode d'élection des conseillers municipaux)* (p. 4002). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux investissements prévus par le décret du 9 août 1953 en matière de construction [27 août 1954] (p. 4312). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Réforme des lignes)* [10 novembre 1954] (p. 4883). — Pose au Ministre de l'Intérieur, une question relative à la situation des sinistrés d'Orléansville [3 décembre 1954] (p. 5744, 5745). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, pour 1955 ; Etat A, Chap. 3101 : *Application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer, arsenaux de Diégo-Suarez et Dakar, statut des inspecteurs du travail* [16 décembre 1954] (p. 6420 et suiv.) ;

Chap. 34-02 : *Sa demande de disjonction (Application du Code du travail dans le secteur minier)* (p. 6453, 6454) ; *Déroulement du débat* (p. 6462) ; Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Charles Benoist (Code du travail et prestations familiales)* [17 décembre 1954] (p. 6488) ; *Son amendement indicatif (Statut des inspecteurs et des contrôleurs du travail)* (p. 6490) ; *Amendement indicatif de M. Silvanre (Allocations familiales)* (p. 6491). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Les Ministres du Cabinet Mendès-France et le Code du travail* ; *Les réformes dans les territoires d'outre-mer, le scrutin d'arrondissement* [4 février 1955] (p. 758) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 ; Etat A, Chap. 34-02 : *Amendements de MM. Benoist et Raingeard (Office de la main-d'œuvre)* [3 mars 1955] (p. 998, 999) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 ; I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Paiement d'un capital décès aux ayants droit de tout fonctionnaire décédé bénéficiaire d'une pension d'invalidité)* [4 mars 1955] (p. 1114) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Territoires d'outre-mer : Agriculture et entreprises minières, grands travaux et équipement social* [10 mai 1955] (p. 2633, 2634) ; — du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale ; Art. 6 : *Amendement de M. Magendie (Attributions du Ministre de la France d'outre-mer en ce qui concerne la gestion budgétaire des crédits affectés aux troupes mises à sa disposition)* [24 juin 1955] (p. 3327) ; Art. 17 : *Amendement de M. Magendie (Organisation des troupes d'outre-mer fixée par la loi du 7 juillet 1900)* (p. 3336). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion, en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer : Art. 3 : *Son amendement (Elections dans les communes de plein exercice dans l'année de promulgation de la loi)* [25 octobre 1955]

(p. 5229). = S'excuse de son absence [18 février 1954] (p. 373). = Obtient un congé [18 février 1954] (p. 373).

DUPRAZ (M. Joannès), Député d'Indre-et-Loire (M. R. P.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.
(Cabinet René MAYER)
du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre suppléant de la Commission des finances [15 mars 1955] (**F. n° 508**); membre de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité d'examen des comptes de travaux de la Marine [23 novembre 1951] (**F. n° 59**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [3 mars 1955] (**F. n° 501**).

Dépôts

Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), sixième partie, dispositions concernant la section Marine et le budget annexe des Constructions et armes navales, **n° 3556 (6^e partie)**. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), sixième partie, Marine, **n° 5026**.

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le problème de l'enseignement libre, la situation économique* [2 août 1951] (p. 6160, 6161, 6162). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Art. 2 : Son amendement tendant à maintenir à 375 francs la taxe radiophonique pour les économiquement faibles** [19 décembre 1951] (p. 9361); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Emprunts indexés)* [30 décembre 1951] (p. 10288); — du projet de loi portant approbation de deux conventions avec la Banque de France; **Art. 1^{er} : Ses explications de vote sur l'ensemble (Crise de la Trésorerie)** [13 mars 1952] (p. 1283); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la DÉFENSE NATIONALE; en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le fonctionnement et l'équipement de la Marine* [10 juin 1952] (p. 2808 et suiv.); **Etat A, MARINE : Ses observations sur les divers abattements de crédits** [17 juin 1952] (p. 2968, 2969); **Art. 12 : Amendement de M. Triboulet relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux** (p. 2995); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **FRANCE D'OUTRE-MER : Demande de suspension de séance, présentée par le Gouvernement (Nécessité d'une seconde délibération du chapitre 3101)** [6 novembre 1952] (p. 4788, 4789). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale; **Art. 17 bis : Rappel au Règlement ; Application de l'article 48 du Règlement** [29 mars 1954] (p. 1401); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote* [10 août 1954]

(p. 4029); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Pouvoirs des Secrétaires d'Etat aux Forces armées* [23 juin 1955] (p. 3274); Art. 2 : *Son amendement (Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air)* [24 juin 1955] (p. 3322); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Oppose la question préalable (Conditions de discussion du problème des élections anticipées)* [30 octobre 1955] (p. 5384, 5385); *la retire et lui substitue une motion préjudicielle (Réforme électorale préalable)* (p. 5385); *la retire* (p. 5388). = S'excuse de son absence [10 juillet 1952] (p. 3752), [6 juillet 1954] (p. 3204), [16 mars 1955] (p. 1494). = Obtient des congés [10 juillet 1952] (p. 3752), [6 juillet 1954] (p. 3204), [16 mars 1955] (p. 1494).

DUPUIS (M. Marc), Député de la Gironde [1^{re} circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir aux métayers le bénéfice des dispositions prévues au statut du fermage et du métayage en matière d'impôt foncier, n° 172. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 300 millions de francs aux cultivateurs du Lot-et-Garonne, victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes, n° 288. — Le 26 juillet 1951, une proposition

de loi tendant à relever de 10 à 25 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, n° 317. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 100 millions de francs aux cultivateurs de la Gironde victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes, n° 382. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi étendant aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple, n° 1127. — Le 30 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter le prix de revient et à tenir compte des hausses survenues sur les autres produits, dans la fixation du prix moyen global du tabac à la production, n° 1772. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de Lot-et-Garonne, n° 2065. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'extrême urgence un premier secours de 100 millions aux marins pêcheurs, aux ostréiculteurs, aux collectivités locales du bassin d'Arcachon ainsi qu'à toutes les victimes de la récente tempête des 29 et 30 décembre 1951, n° 2327. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à exempter du paiement des acomptes provisionnels prévus par l'article 1664 du Code général des impôts, les contribuables qui, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe d'apprentissage, sont redevables de sommes inférieures à 50.000 francs, n° 2427. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de trois cents millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département de Lot-et-Garonne, victimes des inondations, n° 2501. — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un

crédit de 100 millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés et aux collectivités locales du département de la Gironde, victimes des inondations, n° 2594. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à relever de 15 à 30 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, n° 3461. — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés viticulteurs, victimes de la grêle qui s'est abattue le 17 Juin 1952 dans le département de la Gironde ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles, des cotisations d'allocations familiales pour 1952 et des impôts directs pour 1952 et 1953, n° 3871. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 2170) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952, n° 4096. — Le 6 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 424) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves ; 2° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 1196) tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement ; 3° de Mme François et plusieurs de ses collègues (n° 2324) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 4635. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des licences d'exportation pour tous les pays et notamment pour le Portugal, le Maroc, la Suisse et l'Amérique du Sud, qui constituent ses marchés traditionnels et ses débouchés essentiels, à la société Sidelor de Bordeaux-Floirac, n° 4713. — Le 14 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant

compte du prix de revient, n° 4775. — Le 21 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 2170) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952, n° 4819. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 4479) de M. Gravoille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1947, 1948 et 1949 incorporés dans la marine nationale, n° 4821. — Le 17 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence un crédit de 500 millions de francs destinés à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département de la Gironde ainsi qu'à toutes les victimes des inondations qui ravagent à nouveau la région du Sud-Ouest, n° 5131. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à relever de 15 à 30 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, n° 5553. — Le 20 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant compte du prix de revient, n° 6923. — Le 14 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser toutes autorisations de licences d'exportation pour l'Espagne du matériel (trains mécaniques, décapages, fours à recuire, trains à polir, etc.) de l'usine Sidelor de Bordeaux-Floirac, n° 7171. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter certaines dispositions du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, relatives à l'imposition des produits ostréicoles, n° 8776. — Le 19 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement ; 1° à appliquer les dispositions de la loi n° 54-417 du 15 avril 1954 concernant le Crédit mutuel du bâtiment ; 2° à rembourser au taux de 80 à 85 0/0 les versements des souscripteurs selon les promesses qu'il a faites à l'Assemblée Nationale ; 3° a) à obtenir que soit abaissé le taux d'escompte exigé par la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier ;

b) à accorder les facilités de trésorerie nécessaires à un règlement rapide des créances, n° 9519. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9535) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconstruire à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) le port « vivier » du laboratoire de biologie marine Arago, dépendant de l'Université de Paris, et à aménager à cette occasion un port de pêche-abri, n° 11354.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (Collège indigène, 1^{re} circonscription) [3 août 1951] (p. 6213 et suiv.) : *Son amendement tendant à annuler les élections* (p. 6216). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation dans un des quartiers les plus peuplés de Bordeaux, Bacalan, d'un dépôt de bombes incendiaires [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Son amendement relatif à la publication des procès divorce ou en reconnaissance de paternité* [8 novembre 1951] (p. 7730) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas inclure les co-directeurs de publications* (p. 7731) ; *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa relatif aux imprimeurs* (p. 7731) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition de navires* [15 novembre 1951] (p. 8059) ; TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Péréquation des pensions des cheminots)* [16 novembre 1951] (p. 8119) ; AGRICULTURE, Chap. 3470 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des forêts (Reconstitution de la forêt de Gascogne)* [21 novembre 1951] (p. 8289) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Fausses nou-*

velles diffusées par l'agence France-Presse [13 décembre 1951] (p. 9168) ; RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Exonération de la taxe radiophonique accordée aux vieux travailleurs)* (p. 9330) ; Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services techniques (Primes de rendement)* (p. 9332) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 3100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement* (p. 9355) ; Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour recouvrement de la taxe radiophonique (Violations de domicile)* (p. 9356) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer à 1.000 francs la taxe radiophonique* (p. 9358) ; *Relèvement de la taxe radiophonique* (p. 9361) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL en deuxième délibération, Chap. 1000 : *Service technique et juridique de la presse* [21 décembre 1951] (p. 9498) ; RADIODIFFUSION amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale exonérant de la redevance radiophonique les vieux assistés et les économiquement faibles vivant en famille* [30 décembre 1951] (p. 10196, 10197). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement envers l'activité terroriste des groupes fascistes [5 décembre 1951] (p. 8822). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 1^{er}, état B : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour le fonds forestier (Forêts des Landes)* [22 décembre 1951] (p. 9584) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Demandes d'interpellation sur la fixation du prix du tabac* [24 décembre 1952] (p. 9784). — Dépose une demande d'interpellation : sur les moyens dérisoires mis en œuvre pour aider les victimes des inondations [12 février 1952] (p. 624) ; — sur la constitution d'un dépôt de bombes incendiaires dans le quartier de Bacalan à Bordeaux [25 février 1952] (p. 859). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion d'une interpellation sur les atrocités commises par les troupes françaises en Tunisie et d'une interpellation sur les inondations du sud-ouest* [26 février 1952] (p. 940, 941) ; —

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1274, 1275). — Dépose une demande d'interpellation : sur les récentes inondations, les intentions du Gouvernement concernant les crédits à allouer aux sinistrés et ce qu'il compte faire pour éviter le retour périodique de nouvelles catastrophes [21 mars 1952] (p. 1424) ; — sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 1952 annulant le décret portant application à l'Algérie de la loi du 11 mai 1946 [9 avril 1952] (p. 2046) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation, décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2224) ; — sur l'occupation, le vendredi 23 mai 1952, par des militaires américains de la région et de la place du Verdon et de la pointe de Grave [30 mai 1952] (p. 2588). — Est entendu sur une question de M. Cagne à M. le Ministre du Budget, relative aux articles remis par certaines personnalités à l'agence France-Presse [11 juillet 1952] (p. 3896). — Dépose une demande d'interpellation sur l'octroi à l'union coopérative des résineux d'un crédit sous forme de prime à l'exportation et les mesures à prendre pour développer les exportations (en brais et colophanes) qui, depuis mai 1951, ont été presque nulles [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3181 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Crise de la résine dans le Sud-Ouest)* [21 octobre 1952] (p. 4291) ; *le retire* (p. 4292) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 4101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'agence France-Presse (Vote du statut de l'A.F.P.)* [31 octobre 1952] (p. 4655 et suiv.) ; Chap. 4103 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Participations de l'agence Havas)* (p. 4659, 4660) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3601 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office scientifique des pêches maritimes (Charges pesant sur les ostréiculteurs)* [14 novembre 1952] (p. 5114, 5115) ; Chap. 3701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indem-*

nités aux navires réquisitionnés ou affrétés (Remplacement des navires vieilliss) (p. 5115, 5116) ; AFFAIRES ECONOMIQUES, Etat A, Chap. 4411 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'expansion économique à l'étranger* [14 novembre 1952] (p. 5163) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour le matériel des émissions d'information (Emissions de propagande pour l'étranger)* [15 novembre 1952] (p. 5218) ; Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le recouvrement de la taxe radiophonique (Enquêtes de police pour le recouvrement)* (p. 5220, 5221) ; Chap. 6080 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour l'équipement (Emetteur d'Issoudun)* (p. 5221) ; Chap. 6090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de réserve* (p. 5221) ; MARINE MARCHANDE ; Etat B, Chap. 4201 : *Son amendement tendant à réduire de 3.700.000 francs la subvention à divers organismes internationaux (Contrôle des lieux de pêche dans l'Atlantique)* [15 novembre 1952] (p. 5273). — Dépose une demande d'interpellation : sur le licenciement par la Société S. I. D. E. L. O. R. de Bordeaux-Floirac, de 220 ouvriers [31 octobre 1952] (p. 4648) ; — sur les conditions dans lesquelles les autorités américaines ont été autorisées à utiliser les carrières de Daignac (Gironde) pour y stocker des bombes et l'immense danger de destruction qui en découle pour les villes de Daignac, Espiet et Blésignac [22 novembre 1952] (p. 5480). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 31 : *Amendement de M. Chassaing tendant à prévoir une loi pour fixer la répartition des crédits du fonds forestier national* [15 décembre 1952] (p. 6406, 6407) ; Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reboisement des Landes de Gascogne* (p. 6411) ; *Sa demande de disjonction des crédits pour l'infrastructure militaire des forces du Nato en France* (p. 6412, 6413) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Reconstitution de la flotte marchande)* [20 décembre 1952] (p. 6738) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5334 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de commerce (*Licenciements dans les ports*) [21 décembre 1952] (p. 6946). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles les autorités militaires américaines ont été autorisées à utiliser les carrières de Daignac (Gironde) pour y stocker des bombes et des munitions de guerre, et sur l'immense danger de destruction qui en découle pour les villes de Daignac, Espier et Blésignac [20 janvier 1953] (p. 93); — sur les inondations des départements du Sud-Ouest et notamment du département de la Gironde et de la ville de Bordeaux [20 janvier 1953] (p. 93). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Son amendement tendant à financer la reconstitution des films détruits en temps de guerre* [19 février 1953] (p. 1176); Art. 4 : *Son amendement tendant à porter à six ans la durée de la taxe spéciale* (p. 1178); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne taxer que les films étrangers doublés* (p. 1180); Art. 6 : *Son amendement relatif à la représentation des syndicats* (p. 1184); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa ne prévoyant aucune publicité pour les décisions du jury de sélection* [20 février 1953] (p. 1210); Art. 15 : *Son amendement tendant à exiger du producteur les contrats d'engagement des techniciens* (p. 1239); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article admettant qu'un film de référence puisse être réalisé avec des capitaux étrangers* (p. 1242); Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de emploi pesant sur les prix accordés* [26 février 1953] (p. 1393); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir une représentation de chaque tendance et de chaque catégorie* [20 février 1953] (p. 1236); *Amendement de M. Coudert tendant à représenter les deux rameaux de la Fédération nationale de la presse* (p. 1237); *Sous-amendement de M. Coudert tendant à exclure les publications portant atteinte à la moralité publique* (p. 1238). — Dépose une demande d'interpellation : sur la rémunération des gemmeurs de résine, et l'aggravation de la situation économique des travailleurs de la région des Landes [27 février 1953] (p. 1449); et est entendu sur la fixation

de la date de discussion de cette interpellation [17 mars 1953] (p. 1952 et suiv.); — sur la rémunération des gemmeurs (*Application de l'Accord du 15 mai 1953*) [7 juillet 1953] (p. 3266); — sur la fermeture annoncée de l'usine Sidelor de Bordeaux-Floirac et ses conséquences éventuelles [24 juillet 1953] (p. 3887); — sur la fermeture prévue de l'usine S.I.D.E.L.O.R. et le déplacement éventuel en Afrique du Nord de l'atelier (A.I.A.) de Bordeaux [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Odieuse sévérité des sanctions et retenues de salaires prononcées contre les cheminots à l'occasion des grèves* [8 octobre 1953] (p. 4126); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Grève récente des gemmeurs de la forêt de Gascogne, leurs revendications, partiellement satisfaites* [20 octobre 1953] (p. 4406, 4407). — Dépose une demande d'interpellation sur le krach du Crédit mutuel du Bâtiment, les responsabilités du Gouvernement et les mesures envisagées [22 octobre 1953] (p. 4454); et est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Lentes gouvernementales dans l'application de la loi du 24 mars 1952, mesures d'urgence* [3 novembre 1953] (p. 4769 et suiv.); la développe : *Scandale du krach depuis longtemps prévu par le Ministre des Finances* [2 décembre 1953] (p. 5823, 5824); *Discussion générale (La responsabilité du Gouvernement, la sauvegarde des intérêts des victimes du krach, la garantie des caisses d'allocations familiales)* (p. 5844); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à ne pas mettre en liquidation le Crédit mutuel du bâtiment et à aider les souscripteurs dans la gêne* (p. 5845, 5846); *Nouvel ordre du jour de M. Minjoz invitant le Gouvernement à sauvegarder les intérêts des souscripteurs et à renforcer le contrôle des sociétés de crédit différé* (p. 5847). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question concernant l'attaque prétendue d'un local du parti communiste français par des soldats américains à Bordeaux [23 octobre 1953] (p. 4533); *Sa réplique à M. Thibault (Autres incidents graves du même ordre)* (p. 4534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 41-01 : *Subventions à l'A. F. P.*; *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indi-*

catif [4 novembre 1953] (p. 4820); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Gestion arbitraire de l'A.F.P., absence de statut du personnel)* [6 novembre 1953] (p. 4952); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Inscription maritime (Budget de l'Institut scientifique des pêches et remise en état du Théodore-Tissier)* [12 novembre 1953] (p. 5004); Chap. 4321 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Ecole de Bordeaux)* [13 novembre 1953] (p. 5100); le retire (ibid.); Chap. 6300 : *Aide à la construction navale (Révision des barèmes et construction de cargos pour l'U.R.S.S.)* [14 novembre 1953] (p. 5120); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 3, 4 et 5 qui accroissent le rendement de certaines taxes sur les petits bateaux de pêche* (p. 5122); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 5172 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Landes de Gascogne (Lutte contre les incendies, revendications des gemmeurs)* [4 décembre 1953] (p. 5986, 5987); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des contractuels)* [8 décembre 1953] (p. 6302, 6303); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Traitements des agents techniques)* (p. 6304); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les cachets des émissions artistiques (Absence d'un orchestre à la station de Bordeaux)* (p. 6306, 6307); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Bonifications d'ancienneté aux cheminots résistants)* [31 décembre 1953] (p. 7136). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix moyen global du tabac à la production [2 décembre 1953] (p. 5839); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Prix insuffisant de 360 francs au kilo, revendications des planteurs qui réclament 450 francs* [15 décembre 1953] (p. 6839, 6841); la développe : *Majoration de 360 à 450 francs le kilo réclamée par les planteurs, misère des petites exploitations tabacoles* [28 décembre 1953] (p. 6895); — sur le prix

définitif à payer aux planteurs de tabac [9 février 1954] (p. 102); — sur les initiatives susceptibles de sauvegarder les intérêts des victimes du Crédit mutuel du bâtiment [9 février 1954] (p. 103). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant le Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Liquidation proposée par le Gouvernement, mesures spéciales à prendre en faveur des souscripteurs, carence du Gouvernement devant la crise du logement)* [18 février 1954] (p. 382, 383); *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Siefridt (Mobilisation des crédits d'anticipation)* (p. 392); *Ses explications de vote : Remboursement des souscripteurs, transfert des contrats* (p. 395); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Garantie de l'Etat en faveur des opérations réalisées par la nouvelle société d'épargne et de crédit* [9 avril 1954] (p. 1974); *Ses explications de vote (Transfert des contrats)* (p. 1972). — Dépose une demande d'interpellation : sur les licenciements massifs des ouvriers de l'usine C.E.N.P.A. de Bègles (Gironde) [23 février 1954] (p. 466); — sur les irrégularités commises par le maire de Bordeaux lors de la séance du conseil municipal du 5 janvier 1954 et les mesures envisagées pour mettre fin aux abus de pouvoir de ce dernier [26 février 1954] (p. 573). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Non-application et violation de la loi du 11 mai 1946, incidences de la nouvelle loi sur les finances publiques, gestion du secteur public d'impression par la S.N.E.P.)* [7 mai 1954] (p. 2199, 2200); Art. 6 et art. 9 : *Ses amendements (Différenciation entre les biens non confisqués et les biens n'ayant fait l'objet d'aucune confiscation)* (p. 2228, 2231); *Son rappel au Règlement (Protestation contre l'attitude de M. Emile Hugues)* [11 mai 1954] (p. 2298); Art. 10 : *Son amendement (Indemnisation des biens n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de confiscation)* (p. 2305); Art. 12 : *Son amendement (Définition de la situation faite aux bénéficiaires d'une attribution en jouissance)* (p. 2307, 2308); *Reprend l'amendement de M. Boutbien (Existence d'un secteur public d'impression rentable)* (p. 2309); Art. 11 : *Son amendement (Entreprises demandant à bénéficier d'un contrat de location)* [20 mai 1954]

(p. 2537, 2538); *Son amendement (Remplacement des mots « biens non confisqués » par les mots « biens n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de confiscation »* (p. 2539); Art. 14 : *Son amendement (même objet que le précédent)* (p. 2540); Art. 15 : *Son amendement (même objet que les précédents)* (p. 2540); Art. 18 : *Son amendement (Remplacer les mots « ou d'administration » par ceux « d'administration ou rédaction »)* (p. 2543); *Son amendement (Actionnaires n'ayant fait l'objet d'aucune sanction pour collaboration)* (p. 2543); *Son amendement (Suppression du dernier alinéa de l'article)* (p. 2543); Art. 19 : *Son amendement (Suppression de l'article relatif aux petits porteurs titulaires d'actions et parts sociales inférieures à 1 0/0 du capital)* (p. 2544); Art. 23 : *Son amendement (Remplacer les mots « biens transférés et non confisqués » par ceux de « biens transférés n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de confiscation »)* (p. 2547); Art. 26 : *Son amendement (Suppression de l'article)* (p. 2550); *Son amendement (modification du premier alinéa)* (p. 2551); *Son amendement (Modification du second alinéa)* (p. 2551). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Retraite des cheminots, anciens combattants)* [18 mai 1954] (p. 2491). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction faite aux chalutiers et sardiniers d'Arcachon de pénétrer dans les zones de tir qui s'étendent du Verdon à Bayonne [6 juillet 1954] (p. 3226), et sur la suppression du phare d'Hourtin (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE en 1955, Etat A, Chap. 41-01 : *Partialité de l'agence France-Presse, son statut* [24 novembre 1954] (p. 5375, 5376); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour 1955, Etat A, Chap. 35-81 : *Gemmeurs du Sud-Ouest* [26 novembre 1954] (p. 5484). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative au lock-out du port de Bordeaux [3 décembre 1954] (p. 5745, 5746). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 34-12 : *Fonctionnement du navire océanographique « Théodore-Tissier »* [6 décembre 1954] (p. 5899); *Son amendement (Détachement*

auprès du conseiller commercial des Etats-Unis, d'un administrateur de l'inscription maritime) (p. 5900); Chap. 37-11 : *Utilisation des fonds destinés à la propagande* (p. 5901, 5902); Chap. 42-01 : *Contribution de la France aux dépenses de divers organismes internationaux, sa demande de disjonction* (p. 5902); Chap. 45-01 : *Chômage des marins de commerce* (p. 5908, 5909); Etat B, Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale, son rappel au règlement (Discussion de la demande de disjonction de ce chapitre)* [7 décembre 1954] (p. 5932); Art. 3 : *Relèvement des taxes à percevoir au titre des navires de pêche, sa demande de disjonction* [8 décembre 1954] (p. 5959); *Augmentation du rôle de pêche en plaisance* (p. 5960); Art. 4 : *Fixation par décret du taux de la redevance perçue au profit de l'établissement des invalides de la marine pour chaque duplicatum du livret professionnel maritime, sa demande de disjonction* (p. 5961); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Ses explications de vote* [30 décembre 1954] (p. 6992). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote (Aide aux inondés)* [28 janvier 1955] (p. 383, 384). — Dépose une demande d'interpellation sur les victimes des inondations du sud-ouest [31 janvier 1955] (p. 502). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *la radiodiffusion-télévision française, Europe 1, la sous-commission de contrôle des entreprises nationales* [31 janvier 1955] (p. 506 à 508); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, Art. 7 : *Inondations* [3 mars 1955] (p. 1011); — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, Art. 27 : *Reboisement de la Gascogne, résineux, gemmeurs* [3 mars 1955] (p. 1030); Art. 31 : *Convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique* (p. 1031). — Est entendu sur la question orale de M. Fernand Grenier à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme relative à la bonification de campagne en faveur des cheminots anciens combattants [4 mars 1955] (p. 1082). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** pour 1955, Etat A, Chap. 00-10 :

Son rappel au règlement (Quatrième douzième provisoire) [17 mars 1955] (p. 1603); Chap. 10-00 : *Sa demande de le réserver (Titularisation des contractuels; Indemnité différentielle de traitement)* (p. 1608, 1610, 1611); Chap. 1020 : *Sa demande de réserver le chapitre (Intégration des contremaitres et agents techniques dans le corps des contrôleurs; Agents logés)* (p. 1612, 1613); Chap. 10-30 : *Sa demande de réserver le chapitre (Prime pour le personnel technique)* (p. 1615); *la retire* (p. 1616); *Amendement indicatif de M. Gravoille (Primes et indemnités de technicité)* (p. 1616); Chap. 1040 : *Orchestres de la radio, situation de Bordeaux* (p. 1616); Chap. 10-70 : *Sa demande de disjonction (Emissions vers l'étranger)* (p. 1622); Chap. 30-30 : *Subventions à l'agence France-Presse* (p. 1624); Art. 11 : *Sa demande de disjonction (Ajustements de recettes et de dépenses)* (p. 1634); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 10-40 : *Statut du personnel artistique, orchestres radiophoniques* [12 mai 1955] (p. 2732); Art. 8 : *Son amendement tendant à sa suppression (Exonération des postes récepteurs de l'Etat)* (p. 2733); Art. 10 : *Son amendement (Contrôle des dépenses engagées)* (p. 2734); *Son amendement (Transfert de crédits)* (p. 2734); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Taxe proportionnelle des ostréiculteurs)* [19 mars 1955] (p. 1749); *Son amendement (Fixation du droit de licence des débits de boissons proportionnellement à leur chiffre d'affaires)* (p. 1757); *Son amendement (Taxes de péage perçues par les Chambres de commerce sur la vente du poisson)* (p. 1760); *Son amendement (Taxes sur les bateaux de plaisance)* (p. 1760); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quinquies : *Gemmeurs de la forêt de Gascogne* [25 mars 1955] (p. 1966, 1967). — Dépose une demande d'interpellation sur le conflit entre la C. C. T. F. et les traminots de Bordeaux [6 juillet 1955] (p. 3656). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Sa motion préjudicielle (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées, revendications des marins et officiers du commerce); Opération du paquebot « Gascogne »* [26 juillet 1955] (p. 4421 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de la Marine marchande une question relative aux

importations d'huîtres [29 juillet 1955] (p. 4494). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie du journal « Les nouvelles de Bordeaux et du sud-ouest » [6 octobre 1955] (p. 4801). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au refus de nomination d'un candidat cantonnier [28 octobre 1955] (p. 5347).

DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord [2^e Circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé secrétaire de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 8 août 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Moisan (n° 191) prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, n° 549. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 octobre 1919 et à constater la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de Lille, n° 2042. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre la prime de transport aux agglomérations dites de grosse industrie, n° 2090. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'interdiction de l'emploi, entre 20 heures et 7 heures, des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes, n° 2126. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la

situation des cadres, n° 2127. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 973) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et le Conseil de l'Europe sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel dudit Conseil, n° 2277. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1134) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, n° 2279. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1275) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 2280. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1278) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale intervenue le 30 juin 1951, n° 2281. — Le 7 février 1952, une proposition de loi créant un contingent de croix de la Légion d'honneur pour récompenser certains anciens combattants de la guerre 1914-1918 qui ont été incorporés dans l'armée belge en vertu de l'arrangement franco-belge du 13 mars 1915, n° 2563. — Le 20 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1538) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à rendre possible, à titre provisoire, l'extension des accords de salaires, n° 3760. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1410) autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, n° 5493. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1341) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, n° 5494. — Le 6 février 1953, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux populations du Nord et du Pas-de-Calais victimes de la tempête des 31 janvier, 1^{er}, 2 et 3 février 1953, et pour effectuer les travaux destinés à réparer les dégâts causés et à renforcer les installations de protection côtière, n° 5514. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1131) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 97 concernant les travailleurs migrants, n° 5521. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4052) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale, n° 5622. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4303) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952, n° 5677. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4304) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, n° 5678. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus pendant l'année de leur départ et celle de leur retour par les jeunes gens accomplissant leur service militaire obligatoire, n° 5752. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 251) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, n° 6641. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6234) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France, la Sarre et l'Italie tendant à étendre et coordonner l'application aux ressortissants des trois pays de la législation française sur la sécurité sociale et des législations italienne et sarroise

sur les assurances sociales et les prestations familiales, n° 7220. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6233) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord complémentaire n° 2 à la Convention générale du 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signé le 19 février 1953, n° 7221. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4721) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952, n° 7222. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3767) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, n° 7223. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les lois n° 48-101 du 17 janvier 1948 et n° 52-799 du 10 juillet 1952 et à rétablir les travailleurs dans les droits correspondant aux cotisations qu'ils ont versées au titre d'un régime de retraites, n° 7940. — Le 24 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 7618) autorisant le Président de la République à ratifier l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du travail, adopté par la 36^e session de la Conférence internationale du travail, n° 8131. — Le 30 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 53-701 du 9 août 1953, instituant une cotisation supplémentaire de 1 0/0 sur les salaires au profit de la construction de logements, n° 8188. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension ou rente du régime général des assurances sociales l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée, n° 10930. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à autoriser les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré à vendre à leurs locataires les logements occupés par eux, n° 11101. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur le projet de loi (n° 10397) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, n° 11692. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 9908) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale relative à la sécurité sociale signée à Paris le 30 septembre 1954 entre la France et la Norvège, n° 11693. — Le 25 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 9546) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 11694.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Action de la C. F. T. C. dans le Nord et brimades infligées par la C. G. T.* [5 septembre 1951] (p. 6913, 6914). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Diminution du pouvoir d'achat des salariés, stabilisation des salaires et des prix, l'encyclique du Pape Pie XI du 31 décembre 1930)* [19 février 1952] (p. 815, 816); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art 36 : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes gens effectuant leur service militaire* [4 avril 1952] (p. 1913). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du textile du jute [25 juin 1952] (p. 3196); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'insuffisance de la lutte contre le chômage* [1^{er} juillet 1952] (p. 3365, 3366). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques une question relative à la situation économique [20 mars 1953] (p. 2090 et suiv.) — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Insuffisance de la politique du logement, sauvegarde des intérêts des victimes)* [2 décembre 1953] (p. 5831, 5832); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son ordre du jour (Insuffisance de la hausse du S. M. I. G. et octroi de la prime horaire aux salariés agricoles)* [12 février 1954] (p. 261); — d'une proposition de loi relative à

la suppression des zones d'abattements en matière de prestations familiales : *Discussion générale (Situation des ouvriers agricoles, révision des abattements de zone, établissement des salaires dans le cadre des conventions collectives)* [6 avril 1954] (p. 1784, 1785). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question orale sur l'octroi de délais aux chômeurs pour le payement de leurs impôts [14 mai 1954] (p. 2436). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Illogisme et iniquité; concurrence des zones de bas salaires* [24 mars 1955] (p. 1924, 1925); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Gestion financière de la sécurité sociale et des allocations familiales)* [19 juillet 1955] (p. 3918).

DURBET (M. Marius), Député de la Nièvre (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [24 juillet 1953] (F. n° 283); de la Commission des affaires économiques [12 novembre 1953] (F. n° 303), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné : par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); comme membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

compléter le décret n° 46-4880 du 11 décembre 1946 portant règlement d'administration publique en application de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 1397. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 26 décembre 1940 chargeant le service ordinaire des ponts et chaussées d'assurer dans chaque département, sous l'autorité respective du préfet et des maires, la gestion des chemins départementaux et vicinaux, n° 4523. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation ou d'enregistrement les terrains acquis par une collectivité en vue de la redistribution gratuite à des constructeurs particuliers, n° 5399. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Linet et plusieurs de ses collègues (n° 4871) tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés; 2° de M. Notebart et plusieurs de ses collègues (n° 5118) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L-115 du Code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, n° 5420. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'allocation de 25.000 francs « pour frais de secrétariat » récemment allouée, n° 6723. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7062. — Le 12 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans la liste des maladies professionnelles indemnisables, au titre de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, la maladie de Kienboïk, n° 8654. — Le 3 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à bloquer, pour l'année en cours, les forfaits appliqués en 1954 en matière d'impositions directes, n° 10093. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau régime fiscal artisanal, n° 10315.

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8000 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements du 2^e degré (Constructions scolaires)* [26 décembre 1951] (p. 9882). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre devant les difficultés que rencontrent les municipalités dans l'établissement de leur budget [22 janvier 1952] (p. 288). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* [10 avril 1952] (p. 2134) ; — des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs)* [10 juillet 1952] (p. 3765, 3766) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget du travail* [23 octobre 1952] (p. 4345) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après les plans types* [21 mars 1953] (p. 2156 et suiv.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts construction auprès des Caisses d'allocations familiales* (p. 2173) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire la simplification des formalités* (p. 2191) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Art. 2 : *Son amendement tendant à accélérer la procédure en limitant le délai accordé à la Commission arbitrale* [27 mars 1953] (p. 2499) ; Art. 3 quater : *Son amendement tendant à permettre aux collectivités de faire des cessions gratuites de lots de terrains* (p. 2504) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet

de loi n° 6433 portant redressement économique et financier ; Art. 1^{er} : *Son amendement portant détaxation de l'alcool pharmaceutique* [7 juillet 1953] (p. 3301) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (titres III, IV et V) ; *Articles additionnels : Son amendement tendant à exonérer partiellement la participation du personnel aux bénéfices d'exploitation (Encouragement nécessaire tant au point de vue social que de la productivité)* [9 juillet 1953] (p. 3431) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception ; Amendement de M. Meunier tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières, les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Approbaton)* [24 juillet 1953] (p. 3881) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement)* [29 octobre 1953] (p. 4652) ; Chap. 3101 : *Administration centrale (Service de liquidation des indemnités dues pour l'emploi de prisonniers de guerre)* (p. 4657, 4658) ; Chap. 4611 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Conditions d'attribution de l'allocation de chômage)* (p. 4661) ; Chap. 4722 : *Contribution au fonds de retraite de la Caisse de sécurité sociale dans les mines (Déficit de la Caisse de sécurité sociale des mines)* (p. 4670) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Discussion générale (Opposition des commerçants locataires à l'exercice du droit de reprise et origine du principe de l'indemnité d'éviction)* [15 décembre 1953] (p. 6826, 6827) ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif au délai accordé pour faire valoir le droit au renouvellement du bail* (p. 6828) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre à l'Etat les obligations des collectivités* (p. 6849) ; — du projet de loi portant majoration de l'allocation de vieillesse : *Discussion générale (Majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, excédents de la Caisse vieillesse, les vieillards échappant au régime général)* [31 décembre 1953] (p. 7153) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discus-*

sion générale (Revalorisation des bas salaires, plan d'expansion économique, dégrèvements fiscaux, association capital-travail) [12 février 1954] (p. 255, 256); *Son ordre du jour jugeant insuffisantes les mesures prises par le Gouvernement pour les salaires* (p. 261); *Modifie son ordre du jour (Application du salaire minimum garanti dans les départements d'outre-mer)* [16 février 1954] (p. 297); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Discussion générale (Nécessité de coordonner les différents régimes de sécurité sociale)* [11 mars 1954] (p. 806); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Brimade constituée par les zones de salaires, revalorisation des salaires)* [7 avril 1954] (p. 1851); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Déficit du régime maladie)* [29 juillet 1954] (p. 3721); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Délai de carence et salariés agricoles de la métropole)* [3 août 1954] (p. 3814); Art. 14 : *Financement du déficit par des subventions de la Caisse de sécurité sociale et de la Caisse centrale de secours mutuels agricoles* (p. 3820); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Personnel des installations électro-mécaniques)* [10 novembre 1954] (p. 4885); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Crédits en faveur de la main-d'œuvre sans emploi dans les départements d'outre-mer, effort fait en faveur de la main-d'œuvre nord-africaine* [16 novembre 1954] (p. 5075); Etat A, Chap. 46-11 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Cas des travailleurs âgés de 65 ans et plus)* (p. 5100); Chap. 4612 : *Son amendement indicatif (Création de centres d'accueil pour les travailleurs algériens en province)* (p. 5104); *le retire* (p. 5105); de ce projet de loi en seconde délibération, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Etat A, Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction (Fonds de chômage)* [17 mars 1955] (p. 1561); *Ses explications de vote (Primes de rendement)* (p. 1566); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires,

d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son rappel au règlement (Prolongation du débat au-delà de minuit)* [24 mars 1955] (p. 1930); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Simplification et allègement de l'impôt; secteurs commerciaux privilégiés sur le plan fiscal — fausses coopératives du secteur public — égalité fiscale)* [28 mars 1955] (p. 2017, 2018); — d'une proposition de loi relative aux emprunts des groupes mutualistes; Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression des prêts et avances des caisses de sécurité sociale)* [11 juillet 1955] (p. 3799, 3800); *le retire* (p. 3801); *Pharmacies mutualistes* (p. 3800, 3801); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955, taxe sur les spectacles et budgets communaux* [27 juillet 1955] (p. 4379); — du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Discussion générale* [16 novembre 1955] (p. 5743).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'intérieur [25 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune de Daumazan (Ariège) et aux cultivateurs de cette commune où l'orage du 4 juillet 1951 a causé des dégâts importants, **n° 602**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux journaux scolaires le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, **n° 2076**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Ariège, vic-

times des orages de grêle et, notamment de la tornade du 6 juin 1952 qui ont dévasté totalement les cultures et causé aux habitations des dommages dont l'importance ne peut encore être évaluée, n° 3613. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les orages de grêle à la population du département de l'Ariège, n° 6481. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la main-d'œuvre employée par la Société anonyme des Etablissements Ricalens à Laroque-d'Olmes (Ariège), n° 7420. — Le 12 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux détenteurs de la carte d'économiquement faibles la possibilité d'obtenir deux paquets de cigarettes ou un paquet de tabac par semaine au même titre et aux mêmes conditions que la troupe n° 9160.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-61 : Répression des fraudes (Droits sur les vins) [21 octobre 1952] (p. 4289); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-11 : Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement dans la carrière préfectorale) [13 décembre 1953] (p. 6327); Chap. 31-15 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Suppression de ces services) (p. 6331, 6332); Chap. 31-17 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires du personnel des centres techniques interdépartementaux (Réforme de ces centres) (p. 6332); Chap. 31-31 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Responsabilité du plan de protection civile) (p. 6334); Chap. 31-41 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la sûreté nationale (Carrière des inspecteurs de la sûreté nationale) (p. 6338); Chap. 31-42 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de la sûreté nationale (Primes de

risques et d'habillement) (p. 6338, 6339); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'après la fin des enquêtes sur les crimes de collaboration [10 mars 1953] (p. 1777); le retire (ibid). — Dépose une demande d'interpellation : sur la décision rattachant les brigades routières motocyclistes au C. R. S. [27 mars 1953] (p. 2468); — sur l'intégration de brigades routières motocyclistes aux C. R. S. (Circulaire n° 78 du 9 mars 1953) [2 juillet 1953] (p. 3210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander l'abrogation des décrets-lois de l'été 1953 relatifs aux pouvoirs financiers des collectivités locales et la majoration des subventions à ces collectivités [6 décembre 1953] (p. 6133); Etat A : Ordre de la discussion (Discussion du titre III) [9 décembre 1953] (p. 6347); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à faire déposer par le Gouvernement le 31 janvier 1954, les projets de lois organiques prévues par la Constitution [10 décembre 1953] (p. 6389); Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir une subvention de l'Etat au fonds national de péréquation des collectivités locales (p. 6413); Etat A, Chap. 41-31 : Amendement de M. Nenon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance des subventions, protestation de l'association des maires de France) [11 décembre 1953] (p. 6471, 6472); Etat B, Chap. 63-50 : Subventions pour la voirie départementale et communale (Chemins de désenclavement) (p. 6487); Ses explications de vote sur l'ensemble (Subventions insuffisantes aux collectivités locales) (p. 6496). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-92 : Achat et entretien de matériel automobile [10 novembre 1954] (p. 4924); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement indicatif (Liberté et autonomie communales, constitution des comités départementaux) [22 novembre 1954] (p. 5262, 5263); Chap. 31-13 : Son amendement indicatif

(*Cas des huissiers des préfectures et auxiliaires de service*) [23 novembre 1954] (p. 5278); Chap. 31-31 : *Protection civile* (p. 5282); Chap. 34-32 : *Protection civile, demande de disjonction de M. Cayeux* (p. 5294); Chap. 41-31 : *Son amendement indicatif (Dépenses d'équipement des services d'incendie et de secours)* (p. 5302); le retire (*ibid.*); Etat B, Chap. 57-30 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits d'équipement de la protection civile)* (p. 5323); Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, sa demande de disjonction* (p. 5326); Chap. 65-50 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains (Adductions d'eau et assainissement)* (p. 5327); Chap. 65-52 : *Subvention d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain* (p. 5328); Etat C, Chap. 86-51 : *Exécution du plan départemental d'amélioration du réseau routier* [24 novembre 1954] (p. 5362, 5363); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 57-30 : *Son amendement indicatif (Protection civile)* [16 mars 1955] (p. 1509); le retire (*ibid.*); Chap. 63-50 : *Voie départementale et communale* (p. 1510); Chap. 65-50 : *Subventions aux collectivités pour les réseaux urbains* (p. 1510); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Contreprojet de M. Bendjelloul tendant à proclamer l'état de siège dans l'Aurès* [31 mars 1955] (p. 2170); Art. 5 : *Amendement de M. Vals (Impossibilité pour l'Assemblée Nationale nouvellement élue de rétablir l'état d'urgence avant la validation des opérations électorales)* (p. 2191); Art. 9 : *Ses amendements (Détermination des lieux pouvant faire l'objet d'interdiction ou de fermeture)* (p. 2202); *Exception pendant les périodes électorales* (p. 2203). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles une usine recevant des commandes de la défense nationale et bénéficiant de prêts de modernisation et d'équipement procède à des licenciements périodiques [25 mai 1955] (p. 2993). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Sérafini (Prolongation de l'état d'urgence pour une durée de six mois)* [29 juillet 1955] (p. 4531); — du projet de loi relatif à la création du département de Bône : *Ses explications de vote (Création de 8 départements et transformation des*

communes mixtes en communes de plein exercice) [29 juillet 1955] (p. 4546).

DUSSEAUX (M. Roger) *Seine-Inférieure (R. P. F.)*.

Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Son élection est invalidée [26 juillet 1951] (p. 6078).

DUVEAU (M. Roger), *Député de Madagascar [Collège français, 2^e circonscription] (M. R. P.)*.

Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer,
(Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6216). = Est nommé : Vice-Président de la Commission des Territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); de la Commission de la justice et de législation [9 février 1954] (**F. n° 343**); membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [27 mai 1955] (**F. n° 536**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [28 mars 1953] (**F. n° 255**); membre suppléant de la Commission des finances [11 février 1954] (**F. n° 346**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**); par la Commission des finances membre de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées [17 mars 1955] (**F. n° 510**); membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), **n° 608**. — Le 10 août

1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, n° 676. — Le 11 août 1951, un rapport et un rapport supplémentaire (faits au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. Le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; II. La proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, n° 686. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations, n° 1076. — Le 14 septembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer la protection dans le commerce de la dénomination « vanille » n° 1102. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 783) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires et les militaires retraités, ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C.F.A. et soumis soit au régime général des pensions, soit au régime de la Caisse intercoloniale des retraites, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc C.F.A. par rapport au franc métropolitain et du coût de la vie dans ces territoires, n° 1552. — Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer et modifiant le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la précédente législature sur : 1° le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; 2° la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, n° 1840. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° le projet de loi (n° 1348) complétant l'article premier du décret

du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations ; 2° la proposition de loi (n° 1076) de M. Duveau tendant à compléter l'article premier du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations, n° 1875. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à désigner des représentants de la production rizicole d'outre-mer pour faire partie de la Commission interministérielle instituée par l'arrêté du 12 janvier 1952 relatif aux encouragements à la production métropolitaine du riz, n° 2492. — Le 6 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 2492) de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à désigner des représentants de la production rizicole d'outre-mer pour faire partie de la Commission interministérielle instituée par l'arrêté du 12 janvier 1952 relatif aux encouragements à la production métropolitaine de riz, n° 2870. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, et les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 2913. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi relative à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 2949. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 2667) prorogeant le mandat des membres du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie ; II. les propositions de loi : 1° de M. Maurice Lenormand (n° 2491) relative à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; 2° de M. Duveau (n° 2949) relative à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 3190. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues (n° 165) ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie ; 2° de

MM. Isorni et de Saivre (n° 507), tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale ; 3° de M. Pleytel et plusieurs de ses collègues (n° 554 rectifié), portant : a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944 ; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité ; c) révision de l'épuration administrative ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2448), tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie ; 5° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2631), tendant à accorder l'amnistie aux résistants ; 6° de M. Jacques Debû-Bridel, sénateur, (n° 715) tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie : a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945 ; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève ; c) à certaines catégories de délinquants primaires, n° 3573. — Le 8 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 4715. — Le 20 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes du cyclone qui vient de dévaster l'île Mayotte (Comores) et Majunga (Madagascar), n° 5317. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 3583) de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger ou à modifier le décret n° 48-1564 du 28 septembre 1948 concernant l'octroi des titres de gouverneur honoraire et de gouverneur général honoraire des colonies, n° 5446. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3775) tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-Mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 24 mai 1951 modifiant les articles 196 et 234 du Code d'instruction criminelle, n° 5447. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3423) tendant à accorder aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt, n° 5449. — Le 5 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la

justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues (n° 165), ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie ; 2° de MM. Isorni et de Saivre (n° 507), tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale ; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues (n° 554 rectifié), portant : a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944 ; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité ; c) révision de l'épuration administrative ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2448), tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie ; 5° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2631), tendant à accorder l'amnistie aux résistants ; 6° de M. Jacques Debû-Bridel, sénateur, (n° 715) tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie : a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945 ; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève ; c) à certaines catégories de délinquants primaires, n° 5489. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 3913) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, n° 5518. — Le 26 février 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues (n° 165), ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie ; 2° de MM. Isorni et de Saivre (n° 507), tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale ; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues (n° 554 rectifié), portant : a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944 ; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité ; c) révision de l'épuration administrative ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses

collègues (n° 2448), tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie; 5° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2631), tendant à accorder l'amnistie aux résistants; 6° de M. Jacques Debù-Bridel, sénateur, (n° 715) tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie : a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève; c) à certaines catégories de délinquants primaires, n° 5673. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 6504) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale portant amnistie, n° 6613. — Le 9 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6612) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la communication de certains documents à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises, n° 6844. — Le 4 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4415) concernant MM. Jacques Duclos, Etienne Fajon, Billoux, Raymond Guyot et André Marty, n° 7074. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi relative aux limites d'âge des fonctionnaires civils et magistrats révoqués ou démissionnaires (1940-1944), n° 8173. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues (n° 9394 rectifié) tendant à l'abrogation des dispositions de la loi n° 54-817 du 14 août 1954 prévoyant l'application de peines correctionnelles à quiconque aura empêché l'exercice d'un contrôle fiscal ou aura incité le public à empêcher le contrôle; 2° de M. Boscary-Monsservin et plusieurs de ses collègues (n° 9784 rectifié) tendant à abroger l'article 33 de la loi du 14 août 1954 relatif au contrôle fiscal; 3° de M. Max Brusset et plusieurs de ses collègues (n° 9902) tendant à la suppression du contrôle polyvalent; 4° de M. Ramarony et plusieurs de ses collègues (n° 10336) tendant à supprimer tout contrôle polyvalent et à abroger le paragraphe 2 de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 dit amendement Dorey (dispositions tendant à abroger l'article 33 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954), n° 10442. — Le

27 mai 1955, une proposition de loi tendant à la refonte du régime des rémunérations outre-mer, n° 10871. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956, septième partie, esences et poudres, n° 11228 (7° partie).

Interventions :

Est élu *Membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Justice à Madagascar)* [13 novembre 1951] (p. 7934, 7935); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle des militaires dans les élections)* [22 novembre 1951] (p. 8337, 8338) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à tenir compte des districts à Madagascar* [23 novembre 1951] (p. 8414). — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores ; Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer les élections au 27 avril 1952* [26 février 1952] (p. 946) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la Justice à Madagascar et aux Comores : en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1952] (p. 1439, 1440). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Projet relatif au Conseil général de Nouvelle-Calédonie* [10 avril 1952] (p. 2138). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers ; Art. 7 : *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentiers viagers d'outre-mer* [10 avril 1952] (p. 2170); — d'une proposition de loi relative au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie ; en qualité de *Rapporteur* [11 avril 1952] (p. 2197, 2198) ; *Contre-projet de M. Moisan demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* (p. 2200, 2201) ; *Réunion de la Commission* (p. 2202) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 2205); — d'une proposition de loi portant amnistie ; en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952]

(p. 3898 et suiv.) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Gautier tendant à supprimer l'article prévoyant amnistie des faits de collaboration n'ayant entraîné qu'une peine inférieure ou égale à cinq ans de prison [21 novembre 1952] (p. 5420) ; Amendement de M. Gautier tendant à supprimer la mention « quelle que soit la nature » des faits reprochés (p. 5420) ; Art. 1^{er} : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à excepter de l'amnistie les coupables de meurtre, de dénonciation ou ceux qui ont exposé des personnes à une arrestation (p. 5422, 5423) ; Art. 2 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les écrivains [25 novembre 1952] (p. 5601) ; Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas accorder de grâces aux dénonciateurs (p. 5624) ; Art. 3 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas rembourser les amendes versées par les amnistiés (p. 5624) ; Art. 4 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5628) ; Art. 5 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à introduire les restrictions formulées à l'article 2 (2^e alinéa) (p. 5632) ; Art. 6 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations (p. 5662, 5663) ; Article additionnel : Amendement de M. Badie relatif à la procédure pour trancher les contestations auxquelles donnera lieu la présente loi (p. 5668) ; Art. 8 : Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés par la Haute Cour de justice à l'expiration des peines encourues (p. 5671) ; Art. 9 : Amendement de M. Genton tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les condamnés à 15 ans de prison au maximum [27 novembre 1952] (p. 5753, 5754) ; Sous-amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à certains condamnés à 20 ans de prison (p. 5756) ; Amendement de M. Cherrier tendant à ne pas amnistier les personnes ayant appartenu aux services du Gouvernement de Vichy (p. 5773) ; Art. 10 : Amendement de M. Mignot tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relatif à la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 5778, 5779) ; Amendement de M. Minjoz relatif au délai de réintégration dans la Légion d'honneur des amnistiés (p. 5780) ; Art. 18 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer

l'article portant les contestations devant la Chambre des mises en accusation (p. 5859) ; Amendement de M. Tourné tendant à soumettre les contestations aux Commissions d'amnistie composées de résistants (p. 5859) ; Amendement de M. Lacaze tendant à soumettre les contestations aux juridictions saisies de la poursuite (p. 5860) ; Amendement de M. Tourné tendant à soumettre les contestations sur l'application de l'amnistie aux juridictions saisies de la poursuite (p. 5860, 5861) ; Titre V : Amendement de M. Camphin relatif au titre du chapitre amnistiant les faits commis au cours des grèves (p. 5863) ; Art. 19 : Amendement de M. Camphin tendant à amnistier les délits commis à l'occasion de grèves jusqu'à la promulgation de la loi (p. 5864) ; Amendement de M. Cristofol tendant à amnistier les fonctionnaires révoqués pour leurs opinions politiques ou des fautes professionnelles (p. 5865) ; Art. 20 : Amendement de M. Camphin tendant à amnistier également les condamnés ayant fait usage d'armes [24 février 1953] (p. 1296) ; Amendement de M. Camphin tendant à amnistier les condamnés en vertu de l'article 309 du Code pénal (p. 1297) ; Suppression du paragraphe B (Code des délits et des peines du 3 brumaire an IX) (p. 1298) ; Amendement de M. Dumas tendant à amnistier les grévistes condamnés en A. O. F., à Madagascar (p. 1301) ; Art. 22 : Amendement de M. Mignot tendant à ne pas annuler le droit de tiers à des dommages intérêts (p. 1302, 1303) ; Amendement de M. Laforest tendant à supprimer la phrase relative au cas de contrainte par corps [26 février 1953] (p. 1359) ; Article additionnel : Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar (p. 1362, 1364) ; Art. 23 : Amendement de M. Camphin relatif au délai de révision des arrêtés d'expulsion (p. 1369) ; Article additionnel : Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience (p. 1370) ; Art. 24 : Amendements relatifs à la date d'application de la loi (p. 1372) ; Amendement de M. Bendjelloul tendant à amnistier les peines d'emprisonnement inférieures ou égales à 6 mois et infligées à des anciens combattants (p. 1372) ; Amendement de M. Dronne tendant à amnistier les délits commis pendant la guerre du fait de la pénurie (p. 1373) ; Amendement de M. Bignon tendant à amnistier toutes les infractions de

droit commun sanctionnées par des peines légères (p. 1373); Article additionnel : Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les faits commis par des anciens combattants ou résistants décorés (p. 1374); Art. 24 bis : Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles (p. 1377); Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les délinquants primaires parents de soldats morts au champ d'honneur, d'otages jusillés, d'incorporés de force et de résistants (p. 1378); Amendement de M. Badie tendant à amnistier les déportés et internés français ou étrangers résidant en France depuis plus de 30 ans (p. 1379); Art. 26 : Amendement de M. Guislain tendant à amnistier les infractions à la législation sur les loteries (p. 1380); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les infractions à la loi portant retrait des billets de 5.000 francs (p. 1380); Amendement de M. Deixonne tendant à amnistier les exclusions des champs de course [27 février 1953] (p. 1423); Amendement de M. Cristofol tendant à amnistier les sanctions administratives infligées à des fonctionnaires ayant participé aux grèves (p. 1424, 1425); Art. 27 : Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952 (p. 1426, 1427); Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427); Amendement de M. Grousseau tendant à ne pas amnistier les dirigeants de sociétés anonymes ayant publié de faux bilans (p. 1428); Art. 28 : Amendement de M. Gautier tendant à suspendre les arrêtés préfectoraux retirant le permis de conduire (p. 1429); Amendement de M. Dagain relatif aux fonctionnaires amnistiés atteignant l'âge de la retraite (p. 1429); Art. 27 : Amendement de M. Grousseau relatif aux sanctions professionnelles infligées aux architectes (p. 1430); Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer « contraire aux bonnes mœurs et à l'honneur » (p. 1430); Amendement de M. Mazuez tendant à amnistier les faits donnant lieu à des sanctions professionnelles (p. 1431); Art. 29 : Amendement de M. Minjoz tendant à interdire les recours en restitution (p. 1431); Amendement de M. Mignot relatif aux traitements des militaires amnistiés (p. 1431); Amendement de M. Isorni tendant à n'amnistier qu'après le paiement des amendes

exigibles (p. 1432); Art. 31 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article prévoyant que l'amnistie ne comporte pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 1432); Amendement de M. de Sesmaisons tendant à restituer leurs décorations aux anciens combattants amnistiés (p. 1433); Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant l'examen de chaque cas par la Chancellerie (p. 1434); Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas réintégrer dans l'ordre de la Légion d'honneur pendant un délai de deux ans (p. 1434, 1435); Ordre de discussion des articles (p. 1453); Art. 27 : Amnistie des faits ayant donné lieu à des sanctions professionnelles contre leurs auteurs (p. 1453); Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas excepter les manquements aux bonnes mœurs et à l'honneur (p. 1454); Amendement de M. Maton tendant à amnistier les faits commis par des fonctionnaires à l'occasion de grèves ou de manifestations politiques (p. 1455); Art. 27 bis : Amnistie des fonctionnaires anciens combattants et résistants décorés (p. 1456); Art. 33 : Amendement de M. Mignot tendant à ne pas suspendre les procès engagés en ce qui concerne les intérêts civils (p. 1456); Amendement de M. Grousseau tendant à ne pas appliquer l'amnistie aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat (p. 1456); Art. 34 : Amendement de M. Tourné tendant à ne donner au Ministère public qu'un mois pour refuser l'amnistie, l'application de l'article 17 aux résistants et à permettre à la Commission départementale F.F.I. de trancher en cas de conflit (Ses observations sur les condamnations prononcées contre des Résistants et les 120 Résistants encore en prison) (p. 1469); Amendement de M. Tourné relatif au mode d'établissement de l'appartenance à une organisation de résistance (p. 1462); Art. 34 : Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants (p. 1464); Art. 35 : Amendement de M. Tourné tendant à porter les contestations devant une juridiction du même ordre que celle qui a prononcé la condamnation [5 mars 1953] (p. 1622); Amendement de M. Tourné relatif à la mise en liberté provisoire de Résistants inculpés (p. 1623); Amendement de M. Tourné tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique (p. 1623, 1624); Article additionnel : Amendement de M. Tourné tendant à mettre en

liberté provisoire les Résistants auteurs d'une demande d'amnistie (p. 1625); Art. 36 : Interdiction de mentionner les condamnations amnistiées [10 mars 1953] (p. 1721); Article additionnel : Amendement de M. Tourné tendant à accorder la retraite du combattant à tous les titulaires de la carte (p. 1723); Titre II : Epuration administrative (p. 1724); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz relatif aux fonctionnaires victimes du Gouvernement de Vichy qui n'ont pas obtenu réparation des préjudices subis (p. 1741); Amendement de M. Minjoz tendant à maintenir en activité jusqu'à 73 ans les fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy (p. 1741); Art. 14 : Amnistie des sanctions prononcées au titre de l'épuration administrative (p. 1746); Amendement de M. Grousseau tendant à réintégrer les épurés administratifs qui n'ont été l'objet d'aucune condamnation (Cas des épurés pour motifs politiques) (p. 1746); Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits visés par les ordonnances concernant l'épuration administrative (p. 1747, 1748); Amendement de M. Fonlupt-Esperaber relatif à l'amnistie du personnel épuré dans les entreprises privées (p. 1748); Amendement de M. Meck concernant les droits des amnistiés non indemnisés (p. 1749); Amendement de M. Viatte relatif aux amnistiés employés par le Centre national de la Recherche scientifique (p. 1750); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les fonctionnaires résistants blessés ou décorés (p. 1751); Amendement de M. Minjoz relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés (p. 1751); Art. 14 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article octroyant une retraite proportionnelle aux fonctionnaires épurés (p. 1752); Amendement de M. Minjoz tendant à accorder un nouveau délai d'un an aux fonctionnaires pour faire valider des services donnant droit à pension (p. 1752); Article additionnel : Amendement de M. Médecin tendant à étendre l'amnistie aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer épurés avant la promulgation des ordonnances d'épuration (p. 1753); Art. 15 : Amendement de M. Montillot tendant à réintégrer de droit les fonctionnaires révoqués sans avoir été condamnés (p. 1754); Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi (p. 1755, 1756); Amendement de M. Mignot relatif au délai ouvert pour le

recours contentieux (p. 1756, 1757); Amendement de M. Valle tendant à amnistier les faits visés par l'ordonnance du 7 janvier 1944 (p. 1757); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir l'avis du jury d'honneur pour l'amnistie des hauts fonctionnaires du Gouvernement de Vichy (p. 1758); Art. 14 bis : Amendement de M. Meck tendant à étendre l'article aux agents et ouvriers des collectivités locales et établissements publics (p. 1759); Amendement de M. Grimaud tendant à inclure toutes les catégories de fonctionnaires et agents (p. 1759); Amendement de M. Gautier tendant à limiter l'article aux fonctionnaires réunissant les conditions d'ancienneté normales (p. 1760); Amendement de M. Meck concernant les agents mis en disponibilité (p. 1761); Amendement de M. Meck relatif au cas des employés de la S.N.C.F. (p. 1761); Amendement de M. Grimaud tendant à rendre la plénitude des droits syndicaux à ceux qui en ont été privés (p. 1765); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants (p. 1769, 1770); Art. 32 : Amendement de M. Guérard tendant à ne prévoir aucune réintégration de plein droit (p. 1772); Amendement de M. Minjoz relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés (p. 1773); Amendement de M. Meck tendant à supprimer les suites pécuniaires des sanctions amnistiées (p. 1773); Amendement de M. Minjoz tendant à abroger la loi relative à l'épuration des officiers de réserve (p. 1773, 1774); Amendement de M. Dumas tendant à amnistier les délits de la législation du travail commis dans les territoires d'outre-mer (p. 1775, 1776); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur : Opportunité d'une majorité massive [24 juillet 1953] (p. 3908); Art. 2 : Amendements de MM. Gautier et Fonlupt-Esperaber assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Valeur non limitative du terme « d'agissement ») (p. 3909); Art. 4 : Amendements de Mme Péri et de M. Minjoz tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs âgés de plus de 18 ans mais de moins de 21 ans (Crimes graves expressément exclus, autres intéressés très peu nombreux) (p. 3910); Art. 5 : Amendements de MM. Gautier et Minjoz tendant à écarter le texte introduit

par le Conseil de la République étendant le bénéfice de l'amnistie « aux déportés des camps de concentration, anciens combattants cités et décorés des guerres 1914-1918 ou 1939-1945 » (A écarter, les cas visés étant très peu nombreux) (p. 3911); Art. 8: Amendements de MM. Isorni et Mignot tendant à supprimer cet article portant exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les condamnés de la Haute Cour (Pour le maintien) (p. 3912); Art. 9: Amendements de MM. Gautier et Fonlupt-Esperaber assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Accord) (p. 3927); Art. 14: Amendements de MM. Cristofol et Minjoz tendant à écarter le texte voté par le Conseil de la République associant automatiquement l'amnistie administrative et l'amnistie pénale, et l'étendant à certains personnels omis en première lecture (Extension logique et nécessaire des dispositions déjà votées par l'Assemblée) (p. 3927, 3928); Art. 14 bis: Liquidation des pensions de retraite en faveur des amnistés administratifs: Amendements de MM. Isorni et Mignot tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyant la liquidation sur la base de situations acquises au jour de la liquidation et non à la date de la mesure d'épuration (Faible différence entre les deux textes; S'en remet à l'avis du Gouvernement) (p. 3929); Art. 15 quater: Amnistie des officiers de réserve; Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer cet article introduit par le Conseil de la République (Non-recevabilité de l'amendement au point de vue constitutionnel dans l'esprit, sinon dans la lettre; le texte du Conseil reprenant, plus restrictivement, un article 32 bis préalablement voté en première lecture) (p. 3933); Recevabilité de l'incidente « ou relevant en fait de l'épuration », introduite par le Conseil de la République; Formule déjà employée pour l'épuration administrative (ibid.); Art. 16: Amnistie des inéligibilités; Amendement de M. Maton tendant à rejeter le texte introduit par le Conseil de la République, étendant à toutes les élections l'effet de l'amnistie (Lacune involontaire au texte primitif, visant surtout les élections municipales et cantonales) (p. 3934); Art. 17: Amnistie des faits de résistance ayant fait l'objet de condamnations; Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'incidente introduite par le Conseil de la République, excluant de l'amnistie les effets civils desdites condamnations (Respect nécessaire de la chose

jugée en matière civile et de statut personnel notamment) (p. 3934); Art. 20: Amnistie de certains délits de droit commun; Amendement de M. Minjoz tendant à rétablir la mention faite par l'Assemblée Nationale de l'article 25 de la loi du 21 juillet 1881 (L'article 25 concerne la provocation des militaires à la désobéissance) (p. 3936); Art. 22: Levée de la contrainte par corps accessoire à une condamnation levée par l'amnistie; Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer ce texte écarté par le Conseil de la République (Rapport Dominjon écartant au moins la contrainte par corps en cas de dommages causés à l'Etat) (p. 3937); Art. 23 bis: Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (Faveur de la Commission pour ce texte; Liberté d'application laissée au Gouvernement, sanctions possibles en cas de récidive) (p. 3940); Art. 28 ter: Exclusion des infractions à la réglementation des changes et à la législation fiscale; Amendement de M. Gabelle tendant à y ajouter, comme en première lecture, les infractions à la législation économique et aux articles 419 et 420 du Code pénal (Approbaton du texte voté par le Conseil de la République) (p. 3941); Art. 32: Possibilité de réintégration par décret pour les militaires bénéficiant de l'amnistie; Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer ce texte, introduit par le Conseil de la République (Nécessité de ce texte, déjà adopté par l'Assemblée Nationale « implicitement », à l'article 29) (p. 3944). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux transferts de francs métropolitains dans la zone C.F.A [7 novembre 1952] (p. 4833). — Est entendu sur l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'examen d'une demande en autorisation de poursuites; en qualité de Rapporteur [28 janvier 1953] (p. 590, 591). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la répression à Madagascar des vols de certains produits du sol; en qualité de Rapporteur [17 mars 1953] (p. 1941); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [28 mars 1953] (p. 2553). — Est entendu: sur une demande en autorisation de poursuites (MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty); en qualité de Rapporteur: Nécessité pratique de remettre le débat [22 juil-

let 1953] (p. 3763, 3764); — sur la proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres; en qualité de *Rapporteur* : *Décision unanime de la Commission des piastres; Distinction établie par les auteurs entre les « confidentiels nécessaires » — avocats, médecins, prêtres — et certains fonctionnaires spécialisés; Caractère exceptionnel et limité, dans le temps et dans l'objet, de la mesure demandée; Exclusion des magistrats — Séparation des pouvoirs et des secrets militaires, art. 78 (Pénal); Sanction pour non déposition, art. 363 (Pénal); Nécessité absolue de faire la lumière, dans l'intérêt même des innocents [13 octobre 1953] (p. 4230, 4231); — sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. Jacques Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty, en qualité de *Rapporteur* : *Principes généraux, lenteurs prétendues de la Commission, textes invoqués (Décret-loi Serol inapplicable en temps de paix), faits incriminés (Exclusion des notes personnelles de M. Duclos), télégramme à Ho Chi Minh, distinction entre grève (licite) et sabotage, problème de la culpabilité collective du parti communiste [6 novembre 1953] (p. 4900 et suiv.); Réponse à M. J.-M. Flandin (Documentation insuffisante de la Commission) et R. Mayer (Impossibilité de modifier la qualification des faits) (p. 4910, 4911); Nécessité d'une résolution positive de l'Assemblée pour autoriser les poursuites (Loi du 31 juillet 1953) en cas de rejet du rapport (p. 4927). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions d'emploi des crédits de la Défense nationale en ce qui concerne les dépenses d'investissements (Fermelure de l'arsenal de Diégo-Suarez) [9 février 1954] (p. 102); — sur l'attitude du Gouvernement à l'égard de l'empereur Bao-Daï [4 mai 1954] (p. 2089). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).**

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Amendement de M. Coffin tendant à supprimer l'article 50 relatif au visa du directeur du contrôle financier du Gouvernement [12 août 1954] (p. 4149, 4150). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du*

7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SERVICE DES POUDRES ET DES ESSENCES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractéristiques de ces deux budgets, commandes off shore, licenciements [22 juillet 1955] (p. 4080 à 4082); — des dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SERVICE DES POUDRES, Chap. 97-10 : Son amendement indicatif (Concurrence faite aux dynamitiers) [23 juillet 1955] (p. 4196); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons); Art. 4 : Son amendement (non application de cet article aux actionnaires) [8 novembre 1955] (p. 5527). = S'excuse de son absence [6 novembre 1952] (p. 4794), [19 novembre 1953] (p. 5299), [9 février 1954] (p. 104), [25 mai 1954] (p. 2688), [21 juin 1955] (p. 3168). = Obtient des congés [19 novembre 1953] (p. 5299), [9 février 1954] (p. 104), [25 mai 1954] (p. 2688), [21 juin 1955] (p. 3168).*

DUVERNOIS (Mme Eugénie), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommée membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer dans l'immédiat, un secours de 800 millions de francs aux sinistrés par la tornade et la grêle qui se sont abattues dans le département de l'Eure-et-Loir, particulièrement dans les environs de Chartres, d'Auneau, de Voves : 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951, n° 1123. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement : 1^o à attribuer dans l'immédiat un secours de un milliard de francs aux sinistrés de la tornade et de la grêle qui se sont abattues dans le département d'Eure-et-Loir, particulièrement dans la région de Nogent-le-Rotrou, Illiers, Courville-sur-Eure, Chartres et Gallardon ; 2^o à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3^o à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1952, n^o 4241. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation d'œufs étrangers en vue de protéger la production française, n^o 7485.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à accorder 1.000 francs par mois et par enfant aux parents ayant moins de 50.000 francs de revenu imposable* [7 septembre 1951] (p. 7016, 7017, 7018) ; — d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires ; Article unique : *Son amendement tendant à surseoir à toute augmentation de loyer pour les économiquement faibles* [10 septembre 1951] (p. 7270, 7271). — Est entendue sur le report de sa question orale : *Manque de courtoisie du Ministre* [12 décembre 1952] (p. 6244). — Pose à M. le Ministre de la Justice, une question relative aux incidents dans un groupe scolaire à Trappes [19 décembre 1952] (p. 6637, 6638). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts au Gaz de France (Débat sur l'industrie du gaz)* [20 décembre 1952] (p. 6752) ; *le retire* (ibid) ; Art. 5, Etat D : *Son amendement tendant à transférer les crédits prévus pour le Gaz de l'Est à la modernisation de l'industrie gazière* (p. 6760) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, AIR, Chap. 3132 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des constructions aéronautiques (Insuffisance des commandes à l'usine du Havre)* [26 janvier 1953] (p. 406) ;

— d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Sa motion préjudicielle tendant à exiger des généraux allemands du N.A.T.O., un état de service* [27 janvier 1953] (p. 534). — Dépose une demande d'interpellation sur l'explosion qui s'est produite le mardi 24 février à l'usine Gévelot à Sèvres [27 février 1953] (p. 1449). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 31-21 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Prix du gaz et de l'électricité)* [3 novembre 1953] (p. 4744, 4745) ; Chap. 34-31 : *(Redevances des compteurs et colonnes montantes de gaz et d'électricité)* (p. 4746) ; *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Explosion à l'usine Gévelot-Gaupillat en Seine-et-Oise)* (p. 4746, 4747) ; Etat D : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le « feeder » de gaz de l'Est à Paris et à majorer les crédits pour les cokeries* [10 décembre 1953] (p. 6437 et suiv.) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fermeture de mines, construction du feeder de l'Est)* [31 décembre 1953] (p. 7243) ; — du projet de loi établissant le plan pour les anciens combattants et les victimes de guerre ; Art. 22-5 : *Pécule des déportés politiques* [6 décembre 1953] (p. 6111, 6112). — Intervient dans la discussion du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Billat (Prise en considération de la nature du délit)* [14 mai 1954] (p. 2452). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955 : *Sa demande de renvoi en commission* [15 novembre 1954] (p. 5022) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Sa demande de disjonction des chapitres dont les crédits ont été réduits par la deuxième lettre rectificative (Compression de personnel)* (p. 5023) ; *le retire* (p. 5024) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Industrie gazière, fermeture de l'usine de Nanterre)* (p. 5025) ; Chap. 42-91 : *Son amendement indicatif (Propriété des marques de fabrique aux grosses sociétés industrielles et financières d'outre-Rhin)* (p. 5029) ; *le retire* (ibid), Etat C., Chap. 84-61 :

Son amendement indicatif (Augmentation du prix du fuel) [16 novembre 1954] (p. 5063, 5064); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Aménagement des cités d'urgence)* [18 décembre 1954] (p. 6609 et suiv.). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Secours aux inondés* [21 janvier 1955] (p. 95). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Baraquements de la région de Noisy-le-Grand)* [21 janvier 1955] (p. 101); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés

victimes des inondations : *Ses explications de vote* [28 janvier 1955] (p. 392). — Est entendue sur la déclaration d'incompétence d'une commission : *Aide aux requis contre les inondations* [2 mars 1955] (p. 951). — Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A, Chap. 46-91 : *Victimes de l'incendie du cinéma de Rueil* [16 mars 1955] (p. 1507); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Production du Gaz de France, situation du personnel* [25 mai 1955] (p. 2995). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative au prix des légumes et des fruits [7 octobre 1955] (p. 4868).





ELAIN (M. Pierre), *Député de la Mayenne (M. R. P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre et modifiant le rapport de la précédente législature, repris le 2 août 1951 (n° 498 rectifié), sur le projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, n° 2773. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux contribuables, pour leur déclaration de revenus, un délai de trois mois à dater de la promulgation au *Journal officiel* de la loi de finances fixant les conditions d'imposition desdits revenus, n° 3371. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur : 1° le rapport (n° 671) fait au cours de la précédente législature, repris le 10 août 1951, sur la proposition de loi de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des

chauffeurs de taxis ; 2° la proposition de loi (n° 1124) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 3624.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6060 : *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour liquidation du Service des constructions provisoires (Constructions en bois)* [14 novembre 1951] (p. 8019) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types* [21 mars 1953] (p. 2164) ; — du projet de loi relatif à la RÉFORME FISCALE ; Art. 8 : *Déroulement du débat* [26 mars 1954] (p. 1350). — Est entendu sur la question orale de M. Devemy à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées au sujet de l'application aux combattants d'Indochine et de Corée des dispositions relatives aux anciens combattants [25 juin 1954] (p. 3089). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Reclassement des agents nommés et de ceux issus de concours)* [24 novembre 1955] (p. 5981) ; *Son amendement (Assurance contre*

les risques de longue maladie et capital décès) (p. 5982).

ERRECART (M. Jean), *Député des Basses-Pyrénées (M. R. P.)*.

Son élection est validée [26 mai 1955] (p. 3058). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [24 juin 1955] (F. n° 540).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Solution de synthèse réclamée par la majorité des agriculteurs, collaboration entre l'enseignement public et privé dans l'enseignement technique, loi Falloux et loi d'Astier, centre de l'abbé Granéreau* [6 mai 1955] (p. 2592 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 ; Art. 3 : *Son amendement (Attribution de l'allocation de la mère au foyer aux artisans ruraux)* [20 juillet 1955] (p. 3966, 3967) ; seconde délibération, Art. 11 : *Son amendement (Abrogation du décret établissant la surcompensation)* (p. 3977, 3978).

ESTACHY (Mme Yvonne), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (C.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommée membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à allouer à chaque écolier une prime de rentrée de classe de 2.000 francs par l'intermédiaire des caisses d'allocations familiales, n° 1229. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernemen-

à proroger d'une année le décret n° 51-28 du 6 janvier 1951 portant fixation des modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire, n° 1705. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs et collectifs, n° 1958. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 3183. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder un crédit de 100 millions pour indemniser les agriculteurs de l'Ariège, victimes de violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes, n° 3674. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de l'huile comestible, n° 4067. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 2379) de Mme Jeannette Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les licences d'importation et les droits de douane pour les articles vestimentaires de provenance étrangère et à faire cesser toute importation de vêtements aussi longtemps que les entreprises françaises n'auront pas retrouvé leur plein emploi, n° 4083. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 fixant le régime des assurances sociales aux assurés des professions non agricoles, n° 4906. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à rendre effective la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et des salariés à compter du 1^{er} juillet 1952, n° 5062. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à attribuer les allocations familiales au premier enfant, n° 5690. — Le 10 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder un crédit de 300 millions pour

indemniser les sinistrés des orages qui se sont abattus sur le département de l'Ariège le 1^{er} juillet 1953; 2^o accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts et des cotisations d'allocations familiales pour l'année 1953, **n° 6509**. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir aux usines Ricalens à Laroque d'Olmès (Ariège) une avance de 150 millions pour en permettre la réouverture et à lui passer des commandes en vue d'assurer le plein emploi des 800 ouvriers et ouvrières de cette entreprise, **n° 7823**. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les deux heures « d'équivalence » pour le personnel de commerce de détail non alimentaire, **n° 8108**. — Le 23 mars 1954, une proposition de loi tendant à ce que les fêtes légales soient non seulement chômées et payées, mais non récupérables dans les commerces non alimentaires, **n° 8115**.

Interventions :

Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé (Insuffisance des crédits)* [4 décembre 1951] (p. 8756, 8757); Chap. 4120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux malades mentaux (Traitement des aliénés)* (p. 8779, 8780); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Crédits aux artisans)* [5 décembre 1951] (p. 8826); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Heures supplémentaires)* (p. 8829, 8830); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Recrutement du personnel pour les territoires d'outre-mer)* (p. 8833); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Œuvres sociales du Ministère)* (p. 8836). — Est nommée *Secrétaire de l'As-*

semblée Nationale [9 janvier 1952] (p. 210). — Dépose une demande d'interpellation sur l'autorisation de licenciement accordée à la Société Commentry-Fourchambault-Decazeville par le Ministre du Travail et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre contre le Ministre coupable d'une décision arbitraire illégale [18 mars 1952] (p. 1340). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant une vignette de contrôle sur les médicaments* [3 avril 1952] (p. 1836); Art. 29 : *Sa motion préjudicielle demandant l'abrogation des taxes sur la viande et le pain* (p. 1880). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail [27 mai 1952] (p. 2440); est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 juin 1952] (p. 2958, 2959); la développe : *Ses observations sur le sort misérable des employés des grands magasins* [10 juillet 1952] (p. 3762). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prix imposés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à abroger les taxes sur la viande et le pain* [20 juin 1952] (p. 3088); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Article additionnel : *Amendement de M. Gautier tendant à rendre obligatoire la déclaration des ententes et leur publication au Journal officiel* [26 juin 1952] (p. 3233); Art. 5 : *Son amendement relatif à la composition du Conseil supérieur des ententes* (p. 3248, 3249). — Est entendue sur une question de M. Cristofol à M. le Ministre du Budget, au sujet du crédit aux huileries et savonneries marseillaises [11 juillet 1952] (p. 3896, 3897). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4625 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens sont mobilisés* [30 octobre 1952] (p. 4608); *le retire* (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3112 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Titularisation d'auxiliaires)* [14 novembre 1952] (p. 5155); Chap. 3121 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Contrôle des petits commerçants et expérience Pinay des doubles étiquettes) (p. 5157, 5158); Chap. 3392 : Son amendement tendant à renvoyer le chapitre relatif aux prestations facultatives (Crèche du quai Branly) (p. 5160); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE: [Création d'un nouvel hôpital à Marseille [20 décembre 1952] (p. 6800, 6801); Chap. 6610 : Équipement des hospices et hôpitaux (Hôpital Nord de Marseille, [21 décembre 1952] (p. 6936). — Est nommée Secrétaire de l'Assemblée Nationale [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer l'article approuvant le tarif minimum fixé le 16 décembre 1947 [21 juillet 1953] (p. 3639); Art. 4 : Son amendement tendant à faire fixer par une loi les tarifs douaniers (p. 3642); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 2 : Son amendement tendant à faire dépouiller les scrutins les plus importants par des députés de tous les groupes [21 juillet 1953] (p. 3671). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement tendant à la discussion immédiate du rapport Bouxom sur les prestations familiales [13 octobre 1953] (p. 4216); Son amendement prévoyant discussion des rapports n^{os} 4657 et 6939 (Majoration des prestations familiales) [27 octobre 1953] (p. 4589). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des allocations familiales: Discussion générale [30 octobre 1953] (p. 4708, 4711). — Est entendue sur un rappel au Règlement : Sa motion incidente invitant le Gouvernement à déposer un nouveau projet de majoration des prestations familiales [30 octobre 1953] (p. 4728). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Impôts pesant sur les petits commerçants et les artisans) [26 novembre 1953] (p. 5581); Chap. 3392 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux prestations facultatives (Œuvres sociales) (p. 5585); Chap. 4411 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Agents du

Centre national du commerce extérieur) (p. 5588); Article additionnel : Amendement de M. Castera relatif à la titularisation des contractuels de l'Institut national de la statistique (p. 5594); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales : Discussion générale (Utilisation des excédents de la Caisse des allocations familiales) [15 décembre 1953] (p. 6858, 6859); Article unique : Son amendement tendant à majorer également les allocations familiales des travailleurs indépendants (p. 6865); le retire (ibid.). — Est nommée Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles a été fermée la mine de zinc et de plomb de Sentein (Ariège) [9 février 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux diverses dispositions d'ordre financier : Son article additionnel (Imposition des artisans) [8 juin 1954] (p. 2814); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-21 : Son amendement indicatif (Transformation d'emplois d'adjoints administratifs en emplois d'agents spéciaux; enquêtes économiques) [15 novembre 1954] (p. 4999, 5000); Son amendement indicatif (Action répressive des services économiques sur les petits commerçants) (p. 5003, 5004); Chap. 33-92 : Son amendement indicatif (Réglementation des cantines et des colonies de vacances) (p. 5006, 5007). — Est nommée Secrétaire de l'Assemblée Nationale [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat B, AGRICULTURE : Fonds de garantie des graines oléagineuses [28 janvier 1955] (p. 402); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Aide à accorder aux artisans et aux petits commerçants [25 mai 1955] (p. 2995, 2996); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : Discussion générale (Lettre de M. Ripert au président de l'Association des enfants naturels) [19 juillet 1955] (p. 3883 à 3885); — du projet de loi relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique : Discussion générale [26 juillet 1955] (p. 4236). — Est nommée Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 octobre 1955] (p. 4756).

ESTÈBE (M. Paul), Député de la Gironde [1^{re} circonscription] (P. C. D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la Commission de la Côte d'Ivoire [12 mars 1952] (F. n° 115). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus sur ce territoire [6 mars 1952] (F. n° 113) ; de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (F. n° 347). — Est nommé, par la Commission des territoires d'outre-mer, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôt :

Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à substituer au cadre provisoire des agents supérieurs un cadre latéral d'administrateurs civils, n° 2032.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Dangers de l'échelle mobile, ruine des épargnants français, caractère tragique de la situation financière, travaux de la Commission nationale des économies)* [19 février 1952] (p. 812, 813, 814) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'une généreuse amnistie voulue par la tradition)* [21 octobre 1952] (p. 4249 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4498) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux*

condamnés à moins de cinq ans de prison à dater du 1^{er} juillet 1952 [25 novembre 1952] (p. 5600) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à étendre l'article aux mineurs de 20 ans* (p. 5661) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 109 : *Amendement de M. Konaté tendant à fixer à 40 heures par semaine la durée légale du travail en prévoyant des dérogations par arrêtés* [22 novembre 1952] (p. 5504) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale (Ses observations sur la situation militaire en Indochine, l'évacuation impossible ainsi que les négociations avec Ho Chi Minh, l'insuffisance de l'armée vietnamienne)* [19 décembre 1952] (p. 6652 et suiv.) ; — du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Insuffisance de la législation en matière d'accession à la propriété immobilière, cas de la Gironde)* [18 février 1954] (p. 387) ; — des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Nécessité d'envisager une solution réaliste et honorable, exemple du réalisme anglo-saxon aux Indes, réalisation d'une unité politique et militaire au Viet Nam, négociations avec la Chine, protection des populations indochinoises contre l'invasion du communisme, nécessité de conserver des bases stratégiques et d'obtenir un régime préférentiel)* [5 mars 1954] (p. 721 et suiv.) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Responsabilités initiales encourues en Indochine à l'occasion de la Libération (Arrestation de l'Amiral Decoux,...), participation du pays entier aux erreurs successives commises depuis, responsabilités militaires et civiles encourues à Dien-Bien-Phu ; confusion des pouvoirs, en Indochine et à Paris ; impossibilité désormais d'une issue victorieuse ; abandon possible du Tonkin, mais maintien « en toute hypothèse » de la Cochinchine transformée en département français* [2 juin 1954] (p. 2784) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote* [8 juillet 1955] (p. 3761) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité : Les erreurs de la politique définie à Aix-les-Bains* [8 octobre 1955]

(p. 4962, 4963); — d'interpellations sur l'Algérie : *Son ordre du jour (Définition de la politique d'intégration, manque d'autorité du Gouvernement pour promouvoir une politique d'évolution)* [13 octobre 1955] (p. 5107); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Critique de la politique en Afrique du Nord, élections anticipées)* [28 octobre 1955] (p. 5342). = S'excuse de son absence [9 juillet 1953] (p. 3406). = Obtient un congé [9 juillet 1953] (p. 3406).

ESTRADÈRE (M. Pierre), *Député de la Seine (1^{re} Circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant à instituer des commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables menacés de saisie-exécution et à surseoir provisoirement à toute saisie-exécution de contribuables de bonne foi en attendant la constitution desdites commissions, **n° 279**. — Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à surseoir à l'augmentation des tarifs du métro et des autobus, décidée par l'Office régional des transports de la région parisienne le 24 juillet 1951; 2° à résorber le déficit des transports parisiens sans augmentation des tarifs, **n° 285**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir un statut juridique et fiscal en faveur de l'artisanat, **n° 305**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale, **n° 425**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à introduire le principe de l'échelle mobile en faveur des rentes viagères, **n° 508**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété

commerciale en vue de mettre fin aux opérations spéculatives de certains propriétaires, **n° 1362**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à substituer pour paiement des taxes sur le chiffre d'affaires « l'encaissement du prix » à « la livraison de la marchandise » comme fait générateur de l'impôt, **n° 1363**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à la suppression de la contribution des patentes, **n° 3525**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 18 septembre 1952 relatif à l'affichage des prix des fruits et légumes y compris les pommes de terre, volailles et lapins, dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, **n° 5555**. — Le 11 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les taux de la surtaxe progressive afin d'en alléger le poids pour les petits et moyens contribuables, **n° 7449**. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à limiter, en 1954, le montant de la contribution des patentes des entreprises employant au plus cinq salariés, au chiffre de 1953, **n° 9395 (rectifié)**. — Le 18 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 15 février 1955 un projet de loi portant suppression de la taxe sur les transactions et réforme des finances locales, **n° 9927 (rectifié)**. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à abroger les décrets n° 55-656, n° 55-657 et n° 55-658 du 20 mai 1955 portant réforme du Code de l'artisanat, **n° 11428**. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les exploitants forains, le calcul de la taxe sur les appareils automatiques visés à l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955, **n° 11429**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les attentats perpétrés contre les sièges d'organisations démocratiques et contre des librairies françaises notamment à Paris [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences financières du projet, l'augmentation de la taxe d'aprentissage)* [5 septembre 1951] (p. 6948, 6949, 6950); *Son sous-amende-*

ment tendant à faire verser l'allocation par les caisses d'allocations familiales [7 septembre 1951] (p. 7043); Art. 2 : Sa demande de disjonction de l'article augmentant la taxe d'apprentissage [9 septembre 1951] (p. 7194); Son amendement tendant à établir une taxe spéciale sur les entreprises payant plus de 3 millions de salaires (p. 7195). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique monétaire du Gouvernement et le danger de dévaluation et en demande la discussion immédiate [11 septembre 1951] (p. 7288); la développe : Ses observations sur les effets du plan Marshall sur l'économie française, le chômage en France, les difficultés du petit commerce, l'attitude du patronat [9 novembre 1951] (p. 7864 et suivante); Rappel au règlement de M. Tournaud (Recevabilité de sa motion) (p. 7886). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : Discussion générale (Ses observations sur la misère des Algériens travaillant en France) [14 septembre 1951] (p. 7362, 7363); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : Discussion générale (Ses observations sur la politique monétaire du Gouvernement amenant à la dévaluation, les difficultés économiques de l'Angleterre) [18 septembre 1951] (p. 7415, 7416, 7417); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 10-90 : Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour le personnel d'autorité (Condamnés à mort de Fianarantsoa à Madagascar) [13 novembre 1951] (p. 7918, 7919); — AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 10-00 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Venue du Chancelier Adenauer à Paris) [22 novembre 1951] (p. 8322); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 10-00 : Son rappel au règlement (Son droit à la parole) (p. 8376); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : Son contreprojet prévoyant des assemblées territoriales souveraines [22 novembre 1951] (p. 8343, 8344); Art. 2 : Son amendement tendant à modifier la répartition entre les deux collèges (p. 8353); Amendement de M. Juglas tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges (p. 8381);

Amendement de M. Benoist tendant à prévoir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne [23 novembre 1951] (p. 8420); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie; Art. 1^{er} : Son amendement relatif aux formalités d'inscription sur les listes électorales [30 novembre 1951] (p. 8693). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : Discussion de l'interpellation de M. Marty, statut du personnel des collectivités locales [11 décembre 1951] (p. 9015, 9016). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers; Article additionnel : Son amendement tendant à faire déposer un projet d'ensemble sur les rentes viagères avant le 15 juin 1952 [10 avril 1952] (p. 2173); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FINANCES, (Services financiers), Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Agents gardiens de bureau et huissiers) [4 novembre 1952] (p. 4704); Art. 38 : Son amendement relatif aux artisans des stations balnéaires et touristiques [11 décembre 1952] (p. 6166, 6167). — Dépose une demande d'interpellation sur l'élimination du Centre national de la recherche scientifique de plusieurs chercheurs, en raison de leurs opinions politiques, et en violation de la Constitution [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe : Cas de M. Lefebvre, maître de recherches au C.N.R.S., atteintes au statut du C.N.R.S., insuffisance de la recherche scientifique en France [13 novembre 1953] (p. 5067 et suivantes). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : Son amendement relatif au taux de la surtaxe progressive (Quotient familial) [13 décembre 1953] (p. 6745); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le logement : Art. 1^{er} : Son amendement (Octroi de délais aux occupants de locaux à usages commerciaux et artisanaux menacés d'expulsion) [23 mars 1954] (p. 1159); — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil, DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS, pour l'année 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement (Revendications des ouvriers travaillant au Journal officiel) [5 novembre 1954] (p. 4785). — Dépose une

demande d'interpellation : 1^o sur l'emploi d'ingénieurs et techniciens allemands à des postes de direction de la S.N.E.C.M.A. ; 2^o sur les divulgations intéressant la défense nationale faites à Duisbourg ; 3^o sur la fondation au Maroc d'une société d'aviation sous le nom de H.E.R.M.O.S. [18 novembre 1954] (p. 5172). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-16 : *Son amendement indicatif (Statut des garçons de laboratoires des Facultés)* [12 décembre 1954] (p. 6201) ; *le retire* (ibid) ; *Son amendement indicatif (Rémunération du personnel technique)* (p. 6201) ; Chap. 46-11 : *Son amendement indicatif (Restaurants universitaires)* [14 décembre 1954] (p. 6321) ; Etat B, Chap. 66-90 : *Sa demande de disjonction (Cité universitaire d'Antony)* (p. 6323) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Compressions de personnel, problème des titularisations* [18 décembre 1954] (p. 6602, 6604) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Licenciements d'agents et embauchage de techniciens* [21 janvier 1955] (p. 112) ; Art. 12 : *Crise du logement et construction d'H. L. M. à Paris* [26 janvier 1955] (p. 254, 255) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction : Rémunération principale des services extérieurs* [27 janvier 1955] (p. 354) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 31-11 et Art. 18 : *Licenciements* [25 mars 1955] (p. 1949, 1950, 1962) ; Chap. 31-12 : *Prime de rendement* (p. 1950) ; Art. 12 : *Constructions d'H.L.M. à Paris* (p. 1957, 1958) ; Art. 16 bis : *Titularisations* (p. 1961) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 13 bis A : *Son amendement (Délai pour l'occupation de locaux construits avec l'aide de l'Etat)* [1^{er} avril 1955] (p. 2339) ; *le retire* (p. 2340) ; *Ses explications de vote* (p. 2340, 2341) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Droit proportionnel de patente sur la valeur locative des emplacements occupés par des véhicules de patentes)* [19 mars 1955] (p. 1756) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M., Art. 1^{er} : *Son amendement (Procédure en cas de contestation)* [22 mars 1955] (p. 1826) ; Art. 3 : *Rembourse-*

ment des frais de construction et possibilités financières des locataires (p. 1827) ; *Amendement de M. Ballanger (Majorations autorisées)* (p. 1827) ; Art. 3 ter : *Son amendement (Échanges de logements)* (p. 1828) ; Art. 6 : *Amendement de M. Ballanger (Hausse des loyers)* (p. 1828) ; *Ses explications de vote* (p. 1829). — Est entendu sur la réponse faite par M. Médecin, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*, à la question orale de Mme Rabaté concernant le refus de la concession de salles opposé aux amicales de déportés politiques [25 mars 1955] (p. 1948). — Pose à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative au rejet d'une candidature à un concours des P. T. T. [22 juillet 1955] (p. 4048).

EVRARD (M. Just), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (**F. n° 7**) ; membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier [3 novembre 1953] (**F. n° 299**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 493**).

Dépôt :

Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le droit aux prestations familiales pour les enfants à charge ayant terminé leur scolarité obligatoire qui n'ont pu trouver d'emploi malgré leur inscription à un service de placement de la main-d'œuvre ou qui n'ont pu être admis à un centre d'apprentissage, **n° 9794**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Canal du Nord, houillères du Pas-de-Calais* [25 mai 1955] (p. 3031).